



# Construction du secteur des hydrocarbures et évolution politique au Kazakhstan et au Turkménistan - Indigénisation et rente 1919-2002.

Hélène Rousselot

► **To cite this version:**

Hélène Rousselot. Construction du secteur des hydrocarbures et évolution politique au Kazakhstan et au Turkménistan - Indigénisation et rente 1919-2002.. Histoire. EHESS, 2015. Français. <tel-01239396>

**HAL Id: tel-01239396**

**<https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01239396>**

Submitted on 16 Dec 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0  
International License



ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES EN SCIENCES SOCIALES

CETOBAC

Doctorat en Histoire

Hélène ROUSSELOT

**Construction du secteur des hydrocarbures et  
évolution politique au Kazakhstan et au  
Turkménistan**

*Indigénisation et rente 1919-2002*

Thèse dirigée par *Vincent FOURNIAU*

Soutenue le 9 juin 2015

Jury

M. François BAFOIL, CERI Sciences Po. Rapporteur.

M. Alain CARIOU, Université Paris IV Sorbonne  
Institut de géographie.

M. Thierry COVILLE, Institut de Relations Internationales et Stratégiques.

M. Vincent FOURNIAU, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales. Directeur de la  
Thèse.

Mme Catherine POUJOL, Institut National des Langues et Civilisations Orientales.

Mme Fatiha TALAHITE, Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris, CNRS.  
Rapporteur.

*À la mémoire de mes quatre grands-parents et de mon arrière-grand-père Richard Chweitzer,  
sujet de l'Empire russe et voyageur en Asie centrale avant 1914.*

## Remerciements

Cette thèse n'aurait vu le jour sans la confiance et le soutien de mon directeur de recherche, Monsieur Vincent Fourniau, que je veux vivement remercier. Je lui suis en effet profondément reconnaissante d'avoir encouragé ce travail, de m'avoir accordé sa pleine confiance dès le début, en y accordant beaucoup de temps. Son soutien tout au long de ces années m'a permis de conserver enthousiasme et persévérance. Je lui adresse donc toute ma gratitude pour sa disponibilité, ses encouragements, conseils, corrections et commentaires.

J'adresse aussi toute ma gratitude à Bernard Chavance, Jacques Sapir et Julien Vercueil pour les entretiens qu'ils m'ont accordés et leurs réponses à mes questions d'ordre économique, ainsi qu'à Marie-Christine Vouloir de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales pour son aide à la mise en forme informatique de ce travail.

Je sais gré également à Karlygash Abiyeva, Docteur Associé CERI-SciencesPo, Yves Bargain, Ambassadeur de France au Turkménistan (1996 – 1999), Nathalie Komatitsch de l'entreprise Total, Marc-Antoine Eyl-Mazzega de l'Agence Internationale de l'Energie, et à Nacer Ouarem, Docteur en économie en socio-économie du développement, de m'avoir reçue pour m'entretenir avec eux de mon sujet.

À Moscou, Sergej Mingareev de la filiale de l'entreprise Total « Total E&P Russie » a eu l'obligeance de me recevoir et de m'orienter vers des organismes tels que le VNIOËNG et VNIKTËP.

Toujours à Moscou, j'ai pu rencontrer plusieurs collaborateurs de l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie : Messieurs Dmitrij Kuvalin, Sergej Makedonskij, Valerij Semikašev et Madame Svetlana Voronina, ainsi qu'Anatolij Zolotuhin, Vitalij Âsašin et Galina Tret'âkova de l'Université d'État de Russie du Pétrole et du Gaz « I. M. Gubkin ». Je les remercie tous beaucoup pour leur grande disponibilité à mon égard.

Je remercie enfin tous les bibliothécaires qui me sont venus en aide, en France comme à l'étranger, pour leurs compétences et leur grande disponibilité, au sein de la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (Bulac), des bibliothèques de la Maison des Sciences de l'Homme et de l'INSEE, de la Bibliothèque de Sciences Po., de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (BDIC), du Centre de documentation de la Dila, de la Bibliothèque scientifique centrale et de la Bibliothèque nationale de la République

du Kazakhstan à Almaty, de la Bibliothèque de l'Académie des sciences du Turkménistan, à Ašhabad, et de la Bibliothèque d'État russe, à Moscou.

Je remercie très chaleureusement Alia Šalmanova, son époux Begarys Kurmangali et son beau-père Istleuov Kurmangali, dont j'ai eu la joie de faire la connaissance à Aktûbinsk. C'est dans cette même ville que j'ai été très amicalement accueillie et hébergée par la famille de Rahim Beknazarov. À Almaty, R. Beknazarov et à Ašhabad, Ruslan Muradov, m'ont apporté une aide précieuse lors de mes séjours au Kazakhstan et au Turkménistan. Je leur suis extrêmement reconnaissante pour leur accueil, leur grande patience et gentillesse.

Sans oublier Nathalie Amargier, Céline Bayou, Sophie Estrada, François Lepoutre, Véronique Moreau, Dominique Picard et Assen Slim et Robin Waïss pour leur patience et leurs encouragements, lors de leurs relectures et de l'établissement des cartes.

# RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS

## *Résumé*

Cette thèse étudie d'abord la construction du secteur des hydrocarbures depuis la naissance des industries pétrolière puis gazière, du Kazakhstan et du Turkménistan. La fin des années 1950 et les trois décennies 1960-1970 et 1980 sont cruciales pour le développement de la production et des institutions et de ce secteur dans ces deux républiques. L'étude des transferts financiers entre le Centre et les deux RSS d'une part et celle des institutions de ce secteur d'autre part, modifient l'image de ces RSS, souvent perçues comme simples fournisseurs d'hydrocarbures à l'économie soviétique. Le renforcement des institutions locales et le déploiement de l'initiative républicaine dans le domaine des hydrocarbures, notamment, ont en effet engendré une indigénisation dans les structures de décision et de production de ce secteur.

L'hypothèse d'une plus grande indigénisation du secteur pétrolier au Kazakhstan et une production de coton pourvoyeuse de devises au Turkménistan rendent compte de la divergence des trajectoires économiques des deux pays, dans le cadre d'une plus grande globalisation de leurs échanges après 1991. Malgré la faiblesse de leurs institutions politiques, ces deux régimes, de nature distincte, ont montré une remarquable continuité et stabilité jusqu'en 2002, notamment grâce aux revenus de leurs exportations d'hydrocarbures. La construction du secteur des hydrocarbures, qui se poursuit tant du point de vue de ses acteurs que de ses institutions aboutira, au Kazakhstan, à la création de la compagnie nationale *KazMunajGaz* en 2002, tandis que le Turkménistan ne s'est pas doté de structure équivalente à ce jour.

## *Mots clés*

URSS, Kazakhstan, Turkménistan, hydrocarbures, rente, indigénisation, Parti Communiste de l'Union Soviétique, coton, investissements directs étrangers, *KazMunajGaz*.

## ABSTRACT AND KEYWORDS

### *Abstract*

This thesis first and foremost studies the building up of the hydrocarbon sector since the birth of oil and gas industries in Kazakhstan and Turkmenistan. The late 1950's and the three following decades (1960, 1970 and 1980) are crucial for the development of hydrocarbon production and institutionalization of the branch in both Republics. The study of financial flows between the Center and the two Soviet Social Republics on one hand, and from the institutions of this sector on the other hand, alter the traditional image of these SSR's that are usually perceived as mere hydrocarbon suppliers for the Soviet economy. The reinforcement of local institutions and the unfolding of republican initiatives taken in the hydrocarbon branch led to an indigenization of the structures of production and decision.

The further indigenization of the oil sector in Kazakhstan and Turkmenistan's « currency supplying » cotton production illustrate the diverging economic course of these two countries in the context of a greater globalization of their exchange since 1991. Despite the weakness of their political institutions, these two states, however their differences, display an outstanding stability until 2002, which was supported by hydrocarbon exportations. The building up of the hydrocarbon sector, which is still in progress, so far resulted in the creation of the national company *KazMunajGaz* in 2002 in Kazakhstan, whereas Turkmenistan has not initiated such a project so far.

### *Keywords*

USSR, Kazakhstan, Turkmenistan, hydrocarbons, rent, indigenization, Communist Party of the Soviet Union, cotton, foreign direct investments, *KazMunajGaz*.



# SOMMAIRE

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS	5
ABSTRACT AND KEYWORDS	6
SOMMAIRE	7
LISTE DES CARTES	10
LISTE DES TABLEAUX	11
LISTE DES DIAGRAMMES	14
PRECISIONS TERMINOLOGIQUES ET GEOGRAPHIQUES	15
INTRODUCTION GENERALE	22
PARTIE 1 CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE ET INDIGENISATION DU SECTEUR PETROLIER ET GAZIER DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES DU KAZAKHSTAN ET DE TURKMENIE 1919-1991	74
CHAPITRE INTRODUCTIF A LA PREMIERE PARTIE : L'EXPLORATION ET LA PRODUCTION PETROLIERE EN MER CASPIENNE AVANT 1917	75
CHAPITRE I NAISSANCE D'UNE INDUSTRIE DES HYDROCARBURES DANS LES RSS DU KAZAKHSTAN ET DE TURKMENIE	92
CHAPITRE II LE DEVELOPPEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES HYDROCARBURES AU NIVEAU FEDERAL ET REPUBLICAIN	134
CHAPITRE III LES VOLUMES D'HYDROCARBURES ECHANGES PAR LES RSS DU KAZAKHSTAN ET DE TURKMENIE	168
CHAPITRE IV UNE EVALUATION DES REVENUS DES HYDROCARBURES DES DEUX RSS	188
CHAPITRE V BUDGETS ET TRANSFERTS DES DEUX REPUBLIQUES	213
CHAPITRE VI LE PARTI ET LE SECTEUR DES HYDROCARBURES A L'ECHELLE REPUBLICAINE	240
CHAPITRE VII LA PROMOTION DES KAZAKHS ET DES TURKMENES DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES	260

CHAPITRE VIII L'EXPLOITATION PETROLIERE VERSUS LE KOLKHOZE	298
PARTIE 2 LA RENTE DES HYDROCARBURES ET LE RENFORCEMENT DES DEUX REGIMES AUTORITAIRES AU KAZAKHSTAN ET TURKMENISTAN 1991-2002	316
CHAPITRE IX DEUX REGIMES FORTS, AUX INSTITUTIONS FAIBLES	317
CHAPITRE X INDEPENDANCE ECONOMIQUE: LES DEUX VOIES DIVERGENTES DU KAZAKHSTAN ET DU TURKMENISTAN	342
CHAPITRE XI LA POURSUITE DE LA CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR DES HYDROCARBURES	377
CHAPITRE XII INSTABILITE JURIDIQUE ET IMPLANTATION PROBLEMATIQUE DES SOCIETES ETRANGERES DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES KAZAKH ET TURKMENE	417
CHAPITRE XIII DEVELOPPEMENTS CONTRASTES DE LA PRODUCTION DES HYDROCARBURES AU KAZAKHSTAN ET AU TURKMENISTAN	436
CHAPITRE XIV LES ECHANGES D'HYDROCARBURES DES DEUX PAYS INDEPENDANTS	450
CHAPITRE XV DEPENDANCE, REDISTRIBUTION DES REVENUS DES HYDROCARBURES, ET DECENTRALISATION	471
CONCLUSION : LA RESISTANCE DES DEUX PAYS AUX DIVERSES CATEGORISATIONS EN SCIENCES ECONOMIQUE ET POLITIQUE	506
LISTE DES ENTRETIENS	518
BIBLIOGRAPHIE GENERALE	521
SITES INTERNET CONSULTÉS	571
ANNEXES DES CHAPITRES I A XV	574
ANNEXES DU CHAPITRE I	575
ANNEXE DU CHAPITRE II	592
ANNEXES DU CHAPITRE IV	596
ANNEXES DU CHAPITRE V	599
ANNEXES DU CHAPITRE VI	603
ANNEXES DU CHAPITRE VII	605

ANNEXE DU CHAPITRE IX	610
ANNEXES DU CHAPITRE X	617
ANNEXE DU CHAPITRE XI	626
ANNEXES DU CHAPITRE XIII	627
ANNEXES DU CHAPITRE XIV	628
ANNEXES DU CHAPITRE XV	629
AUTRES ANNEXES	634
NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX ACTEURS	635
COURS OFFICIELS DU DOLLAR EN TENGE ET EN MANAT	666
PRIX DU BARIL EN DOLLARS COURANTS ET EN DOLLARS 2008	667
CHRONOLOGIE 1919-2002	668
INDEX	681
TABLE DES MATIERES	689

## Liste des cartes

<i>Carte N°1 : L'Ouest du territoire du Turkménistan actuel</i> _____	84
<i>Carte N°2 : Le Nord-Ouest du territoire du Kazakhstan actuel</i> _____	89
<i>Carte N°3 : RSS du Kazakhstan et de Turkménie : gisements et transport d'hydrocarbures jusqu'en 1991</i> __	172
<i>Carte N°4 : RSS du Kazakhstan : population et réserves d'hydrocarbures</i> _____	302
<i>Carte N°5 : RSS de Turkménie : population et réserves d'hydrocarbures</i> _____	304

## Liste des tableaux

Les tableaux numérotés de 1 à 33 figurent dans le document principal. Ceux numérotés de I. A à XV. E sont placés dans les annexes des chapitres I à XV.

<i>Tableau de translittération des caractères cyrilliques russes selon la Norme française ISO 9 (Juin 1995) / AFNOR 1995</i>	21
<i>Tableau N°1 : Indices de prix, de coût et de pouvoir calorifique du pétrole et du gaz par rapport au charbon</i>	97
<i>Tableau N°2 : Production de pétrole par région dans la RSS du Kazakhstan 1940-1990</i>	129
<i>Tableau N°3 : Évolution de l'organisation des ministères soviétiques des industries pétrolière et gazière de 1939 à 1991</i>	138
<i>Tableau N°4 : Évolution d'Èmbanef't' (rajon Ural-Èmba, puis oblast' de Gur'ev)</i>	155
<i>Tableau N°5 : Évolution du trust Aktùbneft'</i>	160
<i>Tableau N°6 : Évolution de l'union Mangyşlakneft'</i>	162
<i>Tableau N°7 : Évolution de Turkmenneft'</i>	165
<i>Tableau N°8 : La consommation de gaz naturel des RSS du Kazakhstan et de Turkménie en milliards de m<sup>3</sup> (1960-1991)</i>	174
<i>Tableau N°9 : La consommation de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie (en millions de tonnes) 1985-1991</i>	174
<i>Tableau N°10 : La production de produits pétroliers des deux RSS (en millions de tonnes) 1970-1990</i>	176
<i>Tableau N°11 : La consommation en produits pétroliers (huile de moteur et essence) des RSS du Kazakhstan et de Turkménie en millions de tonnes 1970-1985</i>	177
<i>Tableau N°12 : La production, la consommation et les exportations nettes de pétrole de la RSS du Kazakhstan 1985-1991</i>	184
<i>Tableau N°13 : Production, consommation et exportations nettes de gaz de la RSS du Kazakhstan (1970-1991)</i>	186
<i>Tableau N°14 : Comparaison des coûts de production du pétrole dans les RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1950-1971</i>	201
<i>Tableau N°15 : Les exportations de la RSS du Kazakhstan en 1990 (en millions de roubles) aux prix intérieurs et mondiaux</i>	205
<i>Tableau N°16 : Les exportations de la RSS de Turkménie en 1990 (en millions de roubles) aux prix intérieurs et mondiaux</i>	207
<i>Tableau N°17 : Estimation du montant de la production de pétrole brut et de gaz en 1985 de la RSS du Kazakhstan</i>	210
<i>Tableau N°18 : Estimation du montant de la production de pétrole brut et de gaz en 1985 de la RSS de Turkménie</i>	211
<i>Tableau N°19 : Les recettes du budget de l'URSS (1940-1990) en pourcentage des recettes globales</i>	221
<i>Tableau N°20 : Les recettes du budget de la RSS de Turkménie 1940 – 1991 (en millions de roubles courants)</i>	224
<i>Tableau N°21 : Les recettes du budget de la RSS du Kazakhstan 1940 - 1991</i>	226
<i>Tableau N°22 : Total des transferts financiers reçus par la RSS du Kazakhstan</i>	233
<i>Tableau N°23 : Structure des transferts indirects en 1990 pour les RSS du Kazakhstan et de Turkménie (en millions de roubles)</i>	234
<i>Tableau N°24 : Transferts financiers reçus ou donnés par la RSS de Turkménie (en millions de roubles (courants))</i>	236
<i>Tableau N°25 : Comparaison des institutions politiques du Kazakhstan et du Turkménistan</i>	338
<i>Tableau N°26 : L'appartenance du Kazakhstan et du Turkménistan aux organisations régionales (avant 2002)</i>	341
<i>Tableau N°27 : La législation sur les hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan</i>	435
<i>Tableau N°28 : Les estimations occidentales des réserves prouvées de gaz (catégories A + B + C<sub>1</sub>) en milliards de m<sup>3</sup></i>	441
<i>Tableau N°29 : La production de pétrole par régions au Kazakhstan en 2002</i>	443
<i>Tableau N°30 : Comparaison entre les prix du baril de pétrole importé et exporté par le Kazakhstan et celui du Brent entre 1997 et 2002</i>	457
<i>Tableau N°31 : Les échanges d'hydrocarbures du Kazakhstan indépendant en millions de dollars courants</i>	462

Tableau N°32 : Les différents types de rentes pétrolière et gazière au Kazakhstan et au Turkménistan en pourcentage du PIB (1992-2000)	469
Tableau N°33 : Les rentes pétrolières et gazière du Kazakhstan et du Turkménistan 1987-2002 en pourcentage du PIB	470
Tableau N°34 : Les régions productrices de pétrole et leurs contributions au budget républicain du Kazakhstan en 2002	487
Tableau I. A : Investissements dans l'industrie du pétrole dans le rajon d'Ural-Ëmba 1923-1928 (en millions de roubles)	575
Tableau I. B : Production de gaz associé des deux RSS 1965-1987 (en millions de m <sup>3</sup> )	575
Tableau I. C : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS	576
Tableau I. D : La production de gaz naturel des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS	580
Tableau IV. A : Les profits des entreprises pétrolières et gazières de la RSS du Kazakhstan (1970-1989)	596
Tableau IV. B : Rentabilité du secteur des hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan	596
Tableau IV. C : Rentabilité du secteur de l'énergie de la RSS de Turkménie 1986-1989	596
Tableau IV. D : Prix intérieurs (PI) et prix du marché mondial (PMM) des exportations et importations d'hydrocarbures en 1990 pour la RSS du Kazakhstan (en millions de roubles)	597
Tableau IV. E : Prix intérieurs (PI) et prix du marché mondial (PMM) des exportations et importations d'hydrocarbures en 1990 pour la RSS de Turkménie (en millions de roubles)	597
Tableau IV. F : Les importations et exportations d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan 1988-1990 (en millions de roubles et en prix intérieurs)	597
Tableau IV. G : Les importations et exportations d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie 1987-1991, en millions de roubles et en prix intérieurs	598
Tableau V. A : Règlements par compensation versés et reçus par la RSS de Turkménie entre 1976 et 1988 (millions de roubles)	599
Tableau V. B : Règlements par compensation versés et reçus par la RSS du Kazakhstan entre 1976 et 1980	600
Tableau V. C : Règlements versés par le budget de l'Union aux budgets des républiques, et règlements versés au budget de l'Union par les républiques	601
Tableau V. D : Transferts de revenus en pourcentage du revenu national produit ou consommé	602
Tableau VII. A : Nombre moyen d'ouvriers dans l'industrie de la RSS de Turkménie 1924-1937	605
Tableau VII. B : Proportions des Kazakhs et des Turkmènes dans leur république (1926-1989)	605
Tableau VII. C : Répartition des titulaires par catégorie professionnelle en 1939	605
Tableau VII. D : Employés nationaux titulaires « cols blancs » 1926-1939	606
Tableau VII. E : Structure du personnel du trust d'Ëmbaneft' (1928-1935)	606
Tableau VII. F : Parts des Turkmènes et des autres nationalités travaillant sur les gisements de Ćeleken et de Nebit-Dag 1926-1929	607
Tableau VII. G : Taux / représentation /des nationalités titulaires dans la direction des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 en Asie centrale	608
Tableau VII. H : Pourcentage de Kazakhs dans la direction des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 dans la RSS du Kazakhstan	608
Tableau VII. I : Taux de Kazakhs dans la direction des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 dans la RSS du Kazakhstan	608
Tableau VII. J : Pourcentage des nationalités titulaires dans la directions des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 en Asie centrale	609
Tableau X. A : Les évolutions démographiques du Kazakhstan et du Turkménistan	617
Tableau X. B : Taux de population urbaine des RSS du Kazakhstan et de Turkménie puis du Kazakhstan et du Turkménistan	618
Tableau X. C : La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 (en pourcentage*) au Turkménistan	619
Tableau X. D : La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 (en pourcentage*) au Kazakhstan	619
Tableau X. E : Le budget du Kazakhstan 1991-2002 en milliards de roubles puis en milliards de tenge (hors fonds extrabudgétaires)	620
Tableau X. F : Les revenus des exportations du pétrole dans les recettes du budget du Kazakhstan (en millions de dollars)	621
Tableau X. G : Le budget du Turkménistan 1991-2002 (en manat)	622
Tableau X. H : Evolutions des PIB du Kazakhstan et du Turkménistan (1991-2002)	623
Tableau X. I : Les principales exportations de produits agricoles du Kazakhstan entre 1995 et 2002 (en pourcentage des exportations totales)	623
Tableau X. J : Les dettes extérieures du Kazakhstan et du Turkménistan (1995-2002) en pourcentage du VVP	624
Tableau X. K : Les dettes extérieures (stocks) du Kazakhstan et du Turkménistan (1995-2002) en pourcentage du Revenu national brut par habitant	624
Tableau X. L : Les flux d'investissements étrangers directs au Kazakhstan et au Turkménistan (en millions de	

dollars courants)	625
Tableau XIII. A : Évolution de la production d'hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan (1991 - 2002)	627
Tableau XIII. B : Production de pétrole de TengizŠevrOjl (en millions de tonnes et en pourcentage de la production totale du Kazakhstan)	627
Tableau XIII. C : La production de gaz par régions en 2002 au Kazakhstan	627
Tableau XIV. A : Comparaison entre les prix du gaz importé et exporté par le Kazakhstan entre 1995 et 2002 (par millier de m <sup>3</sup> )	628
Tableau XIV. B : Comparaison entre les prix des produits raffinés importés et exportés par le Kazakhstan entre 1995 et 2002 (en dollars courants par tonne)	628
Tableau XV. A : Les prélèvements et subventions aux oblast' producteurs d'hydrocarbures 2001-2002 (en millions de tenge)	629
Tableau XV. B : Les indices de dépendance au pétrole du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002	630
Tableau XV. C : Les indices de dépendance au gaz du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002	631
Tableau XV. D : Les indices de dépendance aux produits pétroliers du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002	632
Tableau XV. E : Répression, sécurité, distribution et clientélisme au Kazakhstan et au Turkménistan en 2002	633

## Liste des diagrammes

<i>Diagramme N°1 : La production de pétrole soviétique 1922 – 1991</i> .....	95
<i>Diagramme N°2 : La production de gaz soviétique 1950-1991 (en milliards de mètres cubes)</i> .....	101
<i>Diagramme N°3 : La production de pétrole de la RSS de Turkménie</i> .....	118
<i>Diagramme N°4 : La production de pétrole de la RSS du Kazakhstan</i> .....	119
<i>Diagramme N°5 : La production de gaz de la RSS de Turkménie (1965-1991)</i> .....	124
<i>Diagramme N°6 : Part de la production gazière de la RSS de Turkménie dans la production totale soviétique (1965-1991)</i> .....	125
<i>Diagramme N°7 : La production de gaz de la RSS du Kazakhstan (1955-1991)</i> .....	130
<i>Diagramme N°8 : Comparaison des productions de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1930-1991 (y compris les condensats de gaz) (en milliers de tonnes)</i> .....	133
<i>Diagramme N°9 : Production, consommation et livraisons de gaz de la RSS de Turkménie (1970-1991)</i> .....	181
<i>Diagramme N°10 : Production, consommation et livraisons de pétrole de la RSS du Kazakhstan (1985-1991)</i>	185
<i>Diagramme N°11 : Parts des principales exportations du Turkménistan 1994-2002 (en pourcentage des exportations totales)</i> .....	357
<i>Diagramme N°12 : Parts des hydrocarbures, des céréales et de l'uranium dans les exportations du Kazakhstan</i> .....	362
<i>Diagramme N°13 : Comparaison de l'évolution des PIB par habitant, en prix et dollars courants</i> .....	364
<i>Diagramme N°14 : Comparaison de l'évolution des PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat dollars constants</i> .....	365
<i>Diagramme N°15 : Les flux d'investissements directs étrangers par habitant au Kazakhstan et au Turkménistan (en dollars courants)</i> .....	370
<i>Diagramme N°16 : La production de pétrole au Kazakhstan 1991-2002 (en milliers de tonnes)</i> .....	444
<i>Diagramme N°17 : La production de produits raffinés au Kazakhstan, 1991-2002 (en milliers de tonnes)</i> .....	445
<i>Diagramme N°18 : La production de gaz au Kazakhstan 1991-2002 (en milliards de mètres cubes)</i> .....	446
<i>Diagramme N°19 : La production de pétrole au Turkménistan 1991-2002 (en milliers de tonnes)</i> .....	447
<i>Diagramme N°20 : La production de gaz au Turkménistan, 1991-2002 (en milliards de mètres cubes)</i> .....	449
<i>Diagramme N°21 : Les échanges de pétrole du Kazakhstan (1991-2002) en millions de tonnes</i> .....	458
<i>Diagramme N°22 : Les échanges de gaz du Kazakhstan (en milliards de m<sup>3</sup>)</i> .....	459
<i>Diagramme N°23 : Les échanges de produits pétroliers Kazakhstan (en millions de tonnes)</i> .....	461
<i>Diagramme N°24 : Production et exportations du gaz turkmène 1990-2002 (en milliards de m<sup>3</sup>)</i> .....	464
<i>Diagramme N°25 : Dépenses militaires du Kazakhstan et du Turkménistan en pourcentage du PIB</i> .....	495



## Précisions terminologiques et géographiques

Des noms propres couramment évoqués comme, par exemple, celui de Leonid Brejnev, ne seront pas translittérés, mais ils apparaîtront comme transcrits dans la presse et la littérature scientifique françaises. Dans le domaine du découpage administratif, c'est la terminologie soviétique translittérée qui sera retenue pour ne pas créer de confusion avec diverses traductions, notamment celle du terme *region* ou région, comme par exemple dans la phrase suivante : « *Théoriquement, une région (rajon) doit être distinguée en tant qu'unique territoire (et autant que possible) économique entier du pays qui, en raison de ses particularités naturelles, de sa richesse culturelle héritée du passé et de sa population, peut constituer l'un des liens dans la chaîne générale de l'économie* »<sup>1</sup>.

Par ailleurs, certains noms propres kazakhs et turkmènes sont orthographiés dans les sources russophones avec des orthographe variables, ainsi pour les noms de champs au Kazakhstan comme Kul'sary / Kulsary ou encore Džaksymaj ("à la russe") / Žaksymaj ("à la kazakh"). L'une de ces orthographe sera choisie et conservée, sauf dans certains cas comme celui d'Ašgabad / Ašhabad, capitale du Turkménistan et d'Almaty / Alma-Ata / au Kazakhstan, qui sont deux orthographe de la même ville, la seconde version étant plus ou moins adaptée à la phonologie russe, sans pour autant relever d'une quelconque racine russe. Les deux noms avaient cours pendant la période soviétique. Depuis l'indépendance, la version plus locale (la première donnée ici) est préférée. Enfin, certains noms de sociétés mixtes seront retranscrites de façon disparate, puisque composés de noms anglo-saxons et kazakhs, comme *Hurricane Kumkol' Munaj*. Le nom actuel de l'Université d'État de Russie du pétrole et du gaz « I. M. Gubkin » n'a pas toujours été celui-ci et les diverses sources le désignent sous des appellations différentes. Pour plus de clarté, il sera présenté sous son nom actuel (c'est-à-dire Université d'État de Russie du Pétrole et du Gaz « I. M. Gubkin ») lorsque le contexte s'y prêtera, sinon il sera appelé Institut Gubkin du pétrole de Moscou.

En ce qui concerne la traduction du russe, mais aussi de l'anglais, vers le français, il faut souligner que la mise en correspondance de termes techniques et économiques, dans ces trois langues, suscite des interrogations. La traduction de termes généraux économiques, en anglais, liés à la réalité soviétique, soulève en effet très souvent des problèmes. D'une part,

---

<sup>1</sup> Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, Boston : Unwin Hyman, 1989, p. 14.

parce que les sources anglophones ne donnent pas toujours l'équivalent russe sous leur forme translittérée et qu'il est parfois ardu de retrouver cet équivalent, d'autre part, parce que certains concepts soviétiques et occidentaux ne recouvrent pas les mêmes réalités économiques. C'est le cas, notamment, de la notion de PIB et des divers impôts et taxes qui varient au cours du temps et en fonction des évolutions juridiques.

Les institutions internationales (comme le FMI, la Banque mondiale, entre autres) ne reprennent pas toujours les mêmes termes que les sources russophones. Ces différents termes seront donc parfois indiqués en anglais et en russe, et / ou translittéré entre parenthèses.

Dans de nombreux cas, la traduction ou l'équivalent en anglais et en russe translittéré de termes économiques sera fournie entre parenthèses. En revanche des mots de l'administration, en russe, comme *postanovlenie* (décret) seront toujours traduits par le même terme.

Inversement, signalons les mots kazakh et russe signifiant pétrole qui sont respectivement *мұнай* et *нефть* (translittérés : *munaj* et *neft'*). Ils se rencontrent dans la construction des noms des institutions, créées tout au long de la période étudiée.

Une des premières questions qui s'est fait jour rapidement en entamant ce travail, a été celle de la structure sociale complexe des populations kazakhe et turkmène. Dans le corpus de textes à la fois journalistiques et scientifiques rassemblés pour ce travail, et notamment chez des auteurs russophones, les termes « clan », « tribu » et « horde » sont employés avec très peu de rigueur. Ces approximations brouillent cette réalité centrasiatique. Ce point sera détaillé dans les chapitres VIII et IX. Par ailleurs, les Centrasiatiques apparaissant en plus grand nombre que les Européens dans ce travail, il sera précisé pour ces derniers s'ils sont "Russes" (ou autre), tandis que, par défaut, dans le cas des Kazakhs et des Turkmènes, aucune mention ne sera faite de leur nationalité. Seule leur appartenance tribale (quand elle est connue et utile pour le contexte) sera indiquée. Une notice biographique des principaux protagonistes kazakhs, turkmènes et russes figure en annexe.

Toujours d'un point de vue terminologique, les expressions Asie centrale ou Asie du centre (*Central'naâ Aziâ*) d'une part et Asie moyenne (*Srednââ Aziâ*) d'autre part, sont elles aussi problématiques et recouvrent des enjeux géopolitiques.

## *Asie centrale ou Asie du centre (Central'naâ Aziâ) et Asie moyenne (Srednââ Aziâ)*

Il n'a jamais existé d'entité ou d'État dit « Asie centrale » et cette appellation ne correspond à aucun fait politique constitué dans l'histoire. Les entités politiques sortant de la dissolution de l'empire timouride (vers 1450), sont soumises puis conquises par l'empire tsariste entre 1740 et 1885. Lors de leurs phases d'existence propre, ces entités locales, et notamment les khanats kazakhs et l'espace turkmène, non incluses dans des empires-monde, étaient géographiquement enclavées.

Concernant les aspects géographiques, certains termes relevant de l'histoire de la région, soulèvent des questions. Au premier chef, figurent ceux d'Asie centrale ou Asie du centre (*Central'naâ Aziâ*) et d'Asie moyenne (*Srednââ Aziâ*) qui sont d'abord des synonymes. Le terme *Central'naâ Aziâ* naît au début du XIX<sup>ème</sup> siècle chez les voyageurs russes comme Nikolaj Nikolaevič Murav'ëv<sup>2</sup> et n'apparaît pas dans le vocabulaire de l'administration russe avant l'époque soviétique, qui lui préfère celui de Turkestan<sup>3</sup>, employé également par les Britanniques au XIX<sup>ème</sup> siècle.

*« Le dédoublement en russe du terme Asie centrale n'a initialement aucun sens particulier, car les composantes de la paire Asie du Centre ou Asie centrale [Central'naja Azija] et Asie du Milieu ou Asie moyenne [Srednjaja Azija] ne sont d'abord que des synonymes qui désignent tous deux la position centrale de la région »<sup>4</sup>.*

Le pouvoir soviétique va, lui, utiliser la dénomination *Srednââ Aziâ* qui ne comprend pas le Kazakhstan actuel. Il existait donc, en russe l'expression « Asie moyenne et Kazakhstan ». Dans le savoir russe, les deux expressions *Srednââ Aziâ* et *Central'naâ Aziâ* sont utilisées d'abord indistinctement puis de façon plus spécifique, la première désignant les quatre républiques et la seconde étant réservée aux parties non soviétiques de la Haute Asie telles que le Xinjiang ou la Mongolie. Vers 1930-1950, cette double dénomination se fige : l'Asie moyenne (*Srednââ Aziâ*) correspond aux quatre républiques ex soviétiques (RSS du Tadjikistan, RSS de Turkménie, RSS d'Ouzbékistan et RSS de Kirghizie). Des auteurs

---

<sup>2</sup> Gorshenina Svetlana, « Comment penser l'Asie du Milieu et l'Asie du Centre ? », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2007/1 | 2007, p. 15.

<sup>3</sup> Vers la fin des années 1890, le Gouvernorat du Turkestan qui depuis 1886 porte le nom de Territoire du Turkestan (*Turkestanskij kraj*) est organisé en 5 provinces qui sont le Syr Daria, le Ferghana, celle de Samarkand et le Semireč'e (formé en 1867, transféré en 1882 sous le contrôle du territoire des Steppes nouvellement créé la même année avant de revenir au gouvernorat du Turkestan en 1897). La périphérie turkmène est administrativement constituée en 1873 sous le nom de Transcaspienne, sur la base de l'arrondissement militaire Transcaspien avant d'être agrandie vers 1882 avec l'incorporation des autres zones de l'oasis d'Ahal-Teke de Merv ; en cette même année elle est déclarée province transcaspienne (*oblast'*). Elle est transférée au Turkestan en 1897 (Gorshenina Svetlana, *Asie centrale : l'invention des frontières et l'héritage russo-soviétique*, Paris : CNRS éd., impr. 2012, p. 135.)

<sup>4</sup> Gorshenina Svetlana, « Comment penser l'Asie du Milieu et l'Asie du Centre ? », op.cit, p. 20.

occidentaux emploi, eux, l'une et l'autre expression et c'est leur choix qui sera respecté lorsqu'ils seront cités.

Après l'effondrement de l'URSS, la dénomination *Central'naâ Aziâ* est préférée à *Srednââ Aziâ* qui évoquait ces rapports de domination, est officiellement adoptée par les cinq présidents de ces républiques lors d'un sommet à Bichkek en 1993. Le terme *Central'naâ Aziâ*, exogène à la région elle-même, s'est donc imposé après 1994, en étant utilisé par les pays indépendants. Néanmoins, il demeure flou car les cinq pays de cette région ne veulent pas être considérés comme appartenant à une région unitaire mais perçus comme des entités distinctes et reconnues en tant que telles. Au tout début du XXI<sup>ème</sup> siècle, il ne contient pas d'enjeu majeur du point de vue sécuritaire ou identitaire.

Par ailleurs, les deux RSS dont il est principalement question ici, seront dénommées RSS du Kazakhstan et RSS de Turkménie pour la période soviétique et les deux pays indépendants seront appelés Kazakhstan et Turkménistan, afin de bien distinguer les deux périodes, dans ce travail.

### ***La régionalisation administrative et économique en URSS***

« *L'économie soviétique est plus constituée d'une juxtaposition de bassins régionaux qu'elle n'est un ensemble unifié* »<sup>5</sup>.

Le terme « région », employé dans la littérature francophone et anglophone (sans toujours être translittéré), présente, lui aussi, des difficultés. Il est utilisé par différents auteurs pour évoquer des territoires très divers, à la fois sur le plan géographique, économique et administratif, à l'échelle de l'URSS. Ce qui n'est pas pour étonner si l'on considère, par exemple, l'article *region* de la Grande encyclopédie soviétique<sup>6</sup> selon lequel *region* est une unité importante de territoire (naturelle, économique etc.). Ce terme est aussi utilisé dans un autre contexte et un autre type de corpus de documents comme, par exemple, celui concernant le marché mondial des hydrocarbures à l'échelle mondiale.

Quant au terme « régionalisation » (*rajonirovanie*), il figurait dans le vocabulaire des planificateurs centraux soviétiques. Le 1<sup>er</sup> plan quinquennal (octobre 1928 - début 1933<sup>7</sup>), préparé par le Gosplan en 1921-1922, est basé sur une régionalisation économique du territoire. Et c'est autour de l'énergie qu'est axée la première démarche de planification

---

<sup>5</sup> Sapir Jacques, "Crise et réforme : le contexte macro-économique au tournant des années quatre-vingt-dix", In *L'URSS au tournant : Une économie en transition*, Sapir Jacques (ed.), Paris : L'Harmattan, 1990, p. 27.

<sup>6</sup> Bol'shaâ sovetskaâ ênciklopediâ, 3<sup>ème</sup> édition, 1974, Moskva : Idateľ'stvo Sovetskaâ ênciklopediâ, tome 21, p. 1666.

<sup>7</sup> Le premier plan quinquennal a été considéré comme achevé début 1933.

régionale en URSS<sup>8</sup>. Le schéma régional, élaboré par la commission Kalinin en 1921, se composait de vingt et un éléments dont la Kirghizie<sup>9</sup> occidentale et la Kirghizie orientale (qui recouvre sensiblement le Kazakhstan actuel) et l'Asie moyenne dont faisait partie le territoire de la future RSS de Turkménie.

Il est à noter que les notions de territoire ethno-national et de région économique sont tout à fait distinctes. En effet, le territoire ethno-national varie peu dans le temps (la RSS de Turkménie est fondée en 1924 et celle du Kazakhstan en 1936), à l'inverse de la région économique, comme en témoignent les divers remaniements relatés ci-dessous.

Le principe de la régionalisation économique (ou principe régional de la gestion économique) dont l'importance avait été soulignée de nouveau en 1953, en même temps qu'était reconnue la variété territoriale des conditions de production, réapparaît en février 1956, lorsque le XX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS se prononce pour un élargissement des droits économiques des républiques. Le rapprochement des centres de production des sources de matières premières avait été auparavant à l'ordre du jour du XIX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, en 1952<sup>10</sup>.

Dans le projet du réseau des régions économiques, élaboré par l'Institut de recherches économiques du Gosplan à la veille des réformes des *sovnarhoz*, en 1956-1957, vingt-six unités étaient prévues, dont une région « Asie centrale », une « Kazakhstan Nord », une « Kazakhstan Sud » et une « Kazakhstan Ouest »<sup>11</sup>. Ensuite cet « empilement » de découpages varie et le nombre de « régions économiques », fluctue également entre 13 et 18.

Entre 1946 et 1960, le Kazakhstan et l'Asie moyenne constituaient ensemble l'une des treize régions économiques de l'URSS<sup>12</sup>. La réorganisation des régions économiques administratives de l'URSS, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1957, instaure la région de la Turkménie et neuf sous-régions dans la RSS du Kazakhstan (soit les neuf *rajon* administratifs<sup>13</sup> d'Alma-Ata, d'Aktûbinsk, Vostoko-kazahstanskij, de Gur'ev, de Karanganda, de Kustanaj, de Semipalatinsk, de Ūžno-kazahstanskij, de Severo-kazahstanskij). En avril 1961, les autorités soviétiques adoptent un nouveau schéma de régions économiques. Ce réseau de dix-sept puis dix-huit régions (à partir

---

<sup>8</sup> Radvanyi Jean, *Le Géant aux paradoxes*, Paris : Éditions sociales, 1982, p. 262.

<sup>9</sup> En août 1920, la RSSA des Kirghizes est détachée de la république du Turkestan. Rattachée à la RSFSR, elle devient la RSSA du Kazakhstan en 1925. Les Kazakhs ont été appelés Kirghizes par la Russie entre les années 1750 et la fin du tsarisme. L'URSS revient à l'appellation « Kazakhs » au début des années 1920.

<sup>10</sup> Aucun Congrès du Parti n'a eu lieu entre mars 1939 et 1952.

<sup>11</sup> Kniazeff Inna, Essai sur l'histoire de la régionalisation économique (2<sup>ème</sup> article), *Annuaire de l'URSS*, (CNRS), 1968, p. 878.

<sup>12</sup> Radvanyi Jean, *L'URSS: régions et nations*, Paris ; Milan ; Barcelone : Masson, 1990, p. 14.

<sup>13</sup> Nejštadt S. A., *Èkonomičeskoe razvitie kazahskoj SSR*, Alma-Ata : Kazgosizdat, 1960, p. 138.

de septembre 1963) dont le Kazakhstan en tant que région à part entière, et l'Asie centrale qui inclut les RSS d'Ouzbékistan, du Tadjikistan, de Turkménie et de Kirghizie, a subsisté<sup>14</sup>.

Au début des années 1980 et jusqu'à l'effondrement de l'URSS, les quinze républiques fédérées étaient subdivisées en dix-neuf régions économiques (18 plus la Moldavie), dont le Kazakhstan et le *Sredneaziatskij rajon* qui comprend la RSS de Turkménie. Ce réseau de dix-neuf régions économiques ne correspond donc pas tout à fait au découpage des républiques fédérées, exception faite du Kazakhstan qui constituait une région économique à lui seul. Ces régions économiques ne correspondant à aucun niveau de pouvoir politique ou économique, elles n'ont joué qu'un rôle marginal de base de calcul et n'ont pas été un cadre concret d'aménagement<sup>15</sup>. Il n'y avait pas de planification pour les régions économiques, ni d'ailleurs pour les complexes territoriaux de production (*territorial'nyj proizvodstvennyj kompleks*)<sup>16</sup> qui sont une autre catégorie de région économique, apparue à la fin des années 1960.

La confusion qui ressort de cette description des régions économiques n'est qu'un exemple du désordre institutionnel dépeint par des auteurs comme Alain Blum et Martine Mespoulet<sup>17</sup>, ou bien encore Shoshana Keller pour les décisions prises dans le domaine de la campagne dirigée contre l'Islam<sup>18</sup>. Ce désordre institutionnel sera évoqué notamment dans la section de l'introduction consacrée aux sources statistiques, ainsi que dans le chapitre II, consacré au développement du cadre institutionnel du secteur des hydrocarbures au niveau fédéral et républicain : « *Plutôt qu'un tout homogène il y a juxtaposition d'institutions ou d'administrations, fonctionnant pour partie selon leurs propres règles et pratiques* »<sup>19</sup>. Confusion et « anarchie bureaucratique » sont à la source de nombreuses contradictions qui seront relevées dans ce travail.

---

<sup>14</sup> Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia* : « *A Tragic Experiment* », op.cit., p. 15.

<sup>15</sup> Radvanyi Jean, *L'URSS: régions et nations*, op.cit., p. 14.

<sup>16</sup> Radvanyi Jean, *Le Géant aux paradoxes*, op.cit., p. 266.

<sup>17</sup> Blum Alain, Mespoulet Martine, *L'anarchie bureaucratique : pouvoir et statistique sous Staline*, Paris : Ed. La Découverte, 2003, 368 p.

<sup>18</sup> Keller Shoshana, *To Moscow, Not Mecca: The Soviet Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941*, Westport, Conn. : Praeger, 2001, 277 p.

<sup>19</sup> Blum Alain, Mespoulet Martine, *L'anarchie bureaucratique : pouvoir et statistique sous Staline*, op. cit., p. 183.

La translittération des noms et substantifs écrits en cyrillique utilisée correspond à la Norme française ISO 9 (Juin 1995) / AFNOR 1995) présentée ci-dessous. La translittération des noms et substantifs d'origine russe, kazakhe ou turkmène, qui figure dans les sources anglophones, ne sera donc pas retenue.

**Tableau de translittération des caractères cyrilliques russes selon la Norme française ISO 9 (Juin 1995) / AFNOR 1995**

Caractères cyrilliques	Caractères latins
А	A
Б	B
В	V
Г	G
Д	D
Е	E
Ё	Ë
Ж	Ž
З	Z
И	I
Й	J
К	K
Л	L
М	M
Н	N
О	O
П	P
Р	R
С	S
Т	T
У	U
Ф	F
Х	H
Ц	C
Ч	Č
Ш	Š
Щ	Š
Ъ	”
Ы	Y
Ь	’
Э	È
Ю	Û
Я	Ä

## Introduction générale

Mon intérêt pour l'Asie centrale n'a cessé de grandir après la soutenance de ma maîtrise à l'INALCO, et dont le mémoire s'intitulait « Le scandale du coton ouzbek », sous la direction de Georges Sokoloff. Pour mon travail de thèse, le choix de l'étude du secteur des hydrocarbures s'est imposé tant à des fins professionnelles que pour l'intérêt des enjeux socio-économiques et politiques que ce secteur représente dans la formation des deux Etats que sont le Kazakhstan et le Turkménistan, depuis le début de l'époque soviétique.

De prime abord, une comparaison entre deux pays de l'ex URSS présente l'intérêt de dépasser la vision systémique classique de l'histoire soviétique, c'est-à-dire celle d'un système politique et économique très hiérarchisé, d'un système centralisé d'administration économique dans lequel les relations « Centre / périphéries » sont analysées à partir du Centre, qui lui-même traiterait indifféremment les diverses composantes de l'Union. Force est de constater que cette comparaison met en évidence la divergence quasi immédiate prise par les deux pays au lendemain de leurs indépendances et l'explique. L'étude comparée du processus d'indigénisation du secteur des hydrocarbures dans les RSS du Kazakhstan et du Turkménistan, permet en effet de répondre en partie à l'interrogation qui surgit face à cette divergence.

Restait à choisir deux des trois plus gros États producteurs d'hydrocarbures de la région. Lors de mon séjour au Turkménistan en avril 2010, plusieurs interlocuteurs français se sont étonnés de mon choix, suggérant que l'Ouzbékistan eut été préférable au Kazakhstan pour effectuer une comparaison avec le Turkménistan. L'alternative que constituait l'Ouzbékistan, troisième producteur de gaz de la CEI, après la Russie et le Turkménistan en 2006, et gros producteur de coton tout comme ce dernier, a pourtant été écartée. En effet, ce dernier, mal connu et délaissé par les médias tant francophones que russophones et anglophones, était en effet la première république de l'ex Asie centrale soviétique à voir disparaître son premier chef d'un État indépendant (Saparmurat Ataeviç Niazov<sup>20</sup>, premier président du Turkménistan décède le 21 décembre 2006). Cette singularité, parmi d'autres, et les interrogations qu'elle ne pouvait manquer de susciter quant à l'avenir de ce pays, le rendait donc particulièrement attrayant. Quant au choix du Kazakhstan, il s'imposait en raison de son importance économique et

---

<sup>20</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.



politique régionale, son président Nursultan Nazarbaev l'ayant emporté dans la rivalité pour le *leadership* régional avec le président ouzbek, Islam Karimov.

### ***Présentation du sujet et problématique***

La période couverte par ce travail commence en 1919 avec le début de la production pétrolière sur une petite partie du territoire Nord-Ouest de la future RSS du Kazakhstan, devenue le second producteur de pétrole de la CEI derrière la Russie, en 1992. Elle s'achève en 2002, avec la constitution de la compagnie nationale kazakhstanaise *KazMunajGaz* qui est une institution capitale dans l'organisation du secteur des hydrocarbures kazakhstanaï, tandis que le secteur des hydrocarbures turkmène, à cette date, n'avait pas été remanié de cette façon. De plus, cette année 2002 marque un raidissement politique des deux régimes.

Cette période couvre également l'histoire du secteur des hydrocarbures de l'actuel Turkménistan qui démarre avec la création du trust *Turkmenneft* en 1925. Après la politique stalinienne consistant à freiner le développement de l'industrie gazière dans l'ensemble de l'URSS au profit du charbon dont la production était excédentaire en URSS, cette industrie prend son essor dans la RSS de Turkménie. Au début des années 1990, le Turkménistan indépendant était le quatrième producteur mondial de gaz. Au cours de la première moitié de ces années 1990, la production de gaz constitue 70% du PIB du Turkménistan.

L'importance du secteur des hydrocarbures est patente pour les deux pays. Outre le fait qu'il a attiré la majeure partie des investissements directs étrangers au Kazakhstan indépendant pendant la période couverte, le pétrole constitue en soi une matière première stratégique puisque 60% de la production pétrolière mondiale représente près des trois-quarts des échanges internationaux d'énergie<sup>21</sup>. De plus, un mouvement de grèves des employés d'entreprises du secteur pétrolier de Mangistau commencé au printemps 2011, a été d'une ampleur sans précédent dans l'histoire du Kazakhstan indépendant. Il s'est conclu dramatiquement les 16, 17 et 18 décembre 2011 à Žanaozen et Šetpe, ce qui montre encore l'importance de ce secteur non seulement pour l'économie mais aussi pour le développement social et politique du Kazakhstan<sup>22</sup>.

---

<sup>21</sup> Angelier Jean-Pierre, *Réflexions sur les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays exportateurs d'hydrocarbures*, Document à l'appui d'une conférence donnée à la Faculté des Sciences Économiques et des Sciences de Gestion, Université Mentouri de Constantine, le 24 avril 2004, p. 3.

<sup>22</sup> Les autorités ont laissé se dégrader ce conflit, commencé au mois de mai 2011 dans les entreprises *Karažanbasmunaj* [Karažanbasmunaj appartient à parts égales aujourd'hui à la branche Exploration & Production de la compagnie nationale *KazMunajGaz* et à la chinoise *CITIC Group*] et *Uzen'munajgaz* [*Uzen'munajgaz* (puis *Ozenmunajgaz*) est une filiale de la branche Exploration & Production de la compagnie nationale *KazMunajGaz*], en refusant tout processus de négociation avec les grévistes. Leurs principales revendications consistaient en des augmentations de salaires, le droit à des syndicats indépendants, et la

Ce travail ne pouvant évidemment pas prétendre à l'exhaustivité dans son analyse du fonctionnement économique et politique des deux pays, il s'attachera à comprendre ce qui les distingue et ce, essentiellement, dans le secteur des hydrocarbures, en comparant leurs évolutions institutionnelles respectives. J'ai opté pour l'étude de ce secteur *via* la production et le commerce des hydrocarbures extraits sur les territoires des deux républiques du Kazakhstan et de Turkménie puis des deux pays indépendants. En ont été exclues les industries connexes comme celle, par exemple, des constructions pour les entreprises de l'industrie pétrolière et gazière. J'ai également choisi de ne pas traiter dans son ensemble la question des exportations soviétiques d'hydrocarbures (elle sera évoquée ponctuellement, tout comme les échanges de l'URSS avec le CAEM), l'évaluation de la rente pétrolière et gazière de l'URSS, l'aide extérieure comme celle de la Russie ou des États-Unis (hormis leur implantation dans le secteur des hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan), la question de l'utilisation de la main d'œuvre des camps dans les exploitations pétrolières à l'époque soviétique, la Recherche et Développement dans le secteur des deux pays indépendants, et enfin les bonnes relations politiques qu'entretiennent le Kazakhstan et le Turkménistan depuis l'indépendance (l'ambassade du Turkménistan aurait été l'une des premières ouvertes à Astana. Économiquement, ces relations prospèrent essentiellement dans le secteur des hydrocarbures, le Kazakhstan étant un pays de transit pour le gaz turkmène vers la Russie et l'Ukraine).

La forme de dépendance énergétique du Kazakhstan et du Turkménistan actuels vis-à-vis de la Russie, est plus fréquemment traitée *via* la problématique de l'évacuation de leurs hydrocarbures, et les divers litiges qui opposent les pays riverains de la mer Caspienne au sujet de leurs frontières maritimes (avec en arrière-plan, la question du statut de la mer Caspienne). Cette dépendance est donc plus souvent abordée d'un point de vue géopolitique, au détriment d'autres enjeux, comme par exemple, celui des institutions du secteur et de leur histoire ou de la dépendance en termes de ressources humaines, héritée du passé soviétique. Et pourtant, la prise en compte des institutions en tant qu'expression des efforts de structuration de la filière est capitale dans l'analyse des liens économiques. Comme le signale

---

libération de certains de leurs camarades, emprisonnés depuis l'été. Le 16 décembre 2011, le maire de ville de Žanaozen qui s'apprêtait à célébrer, comme le reste du pays, les 20 ans de l'indépendance de cette république, avait clairement l'intention de chasser du centre de la place Yntymak les employés grévistes. Des unités d'élite ont encerclé la place, utilisé des gaz lacrymogènes afin d'en déloger les 5 000 personnes présentes et tiré à balles réelles qui ont fait, officiellement, 17 morts et environ 100 blessés. Ces sept mois de conflit à l'issue sanglante a terni la longue réputation du Kazakhstan perçu comme un « pays stable ». Et ce modèle de la « stabilité à tout prix » montre alors ses limites. L'acceptation du régime, très solide et partagée par une grande part de la population jusqu'à cette date, s'en trouve largement érodée. La raison en est la rupture du contrat social qui liait depuis 20 ans la population et les plus hautes autorités (malgré des émeutes et grèves à Žanaozen, qui avaient déjà eu lieu en 1992, 2008 et 2009).

Bernard Chavance, « *L'un des changements significatifs qui se sont produits depuis 1989 concerne le retour du concept d'institution. Il ne se trouve plus guère de courant théorique qui n'admette aujourd'hui que les institutions importent en économie*<sup>23</sup> ». Or, la gestion des revenus issus de ressources naturelles pose souvent des défis aux États dotés d'institutions peu solides et aux recettes faibles ou moyennes<sup>24</sup>. De nombreux auteurs comme Paul Stevens, s'accordent pour affirmer que « *la capacité institutionnelle est capitale pour échapper à la "malédiction des ressources"* »<sup>25</sup>. Les études de l'efficacité de l'État, de la bonne gouvernance et du contrôle de la corruption, de la stabilité politique et des conflits violents depuis 1990, ainsi que celle des modes de redistribution (à grande échelle ou sélective...) de la manne des hydrocarbures, permettent d'appréhender le caractère multi-facettes des relations entre ressources naturelles et stabilité politique<sup>26</sup>.

Toutefois, les phénomènes de corruption liés aux processus d'enrichissement de certaines personnalités, et de la famille du président Nursultan Nazarbaev notamment, ne seront pas détaillés ici dans toute leur ampleur. La fortune de la famille Nazarbaev, accumulée par des moyens en partie illicites (comme en témoigne le scandale du « Kazahgate ») est difficile à évaluer au moyen de sources ouvertes. Elle fait donc davantage l'objet de rumeurs que d'arguments fondés. Ainsi, une source extrêmement partielle comme les déclarations de l'ex gendre du président Rahat Aliev<sup>27</sup> font état d'une fortune d'une quinzaine de milliards de dollars en 2013, dont une partie proviendrait de ventes d'uranium à l'Iran. Mais distinguer la part des revenus liés aux hydrocarbures de celles liées à d'autres ressources (charbon, uranium, etc...) dans cet enrichissement est irréalisable. De plus, divers membres de cette famille sont également impliqués dans des transactions douteuses. Ainsi, un autre de ses gendres Timur Kulibaev est soupçonné d'avoir blanchi en Suisse plus de 600 millions de dollars provenant de la vente illégale d'actifs pétroliers et gaziers et de pots-de-vin, entre 2000 et 2005. Ce phénomène de corruption sera abordé, d'une façon globale, dans le chapitre XV.

Par ailleurs, il est important de ne pas séparer la problématique économique de celles émanant d'autres champs disciplinaires. Les différents séminaires de l'EHESS m'ont permis d'effectuer mes recherches dans un cadre pluridisciplinaire, ce qui est cohérent avec l'une des vocations de l'Ecole. Il s'agit tout d'abord du séminaire « Ethno-histoire de l'Asie centrale »

---

<sup>23</sup> Chavance Bernard, *Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post-socialiste*, p. 9.

<sup>24</sup> Kalyuzhonova Yelena, Kaser Michael, Prudential management of hydrocarbons revenues in resource-rich transition economies, *Post communist economies*, June 2006, 18 (2), p. 176.

<sup>25</sup> Stevens Paul, Resource impact-curse or blessing ?, *CEPMLP internet journal*, March 2003, vol. 13, n°14.

<sup>26</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, GIGA German Institute of Global and Area Studies Working Paper n°21, April 2006, p. 8.

<sup>27</sup> Ces déclarations ont en effet pour cadre des règlements de compte familiaux et politiques.

de M. Vincent Fourniau au Centre d'études turques, ottomanes, balkaniques et centrasiatiques (CETOBAC) qui « se consacre à l'étude du passé et du présent des peuples turcophones dans la totalité de leur espace géographique, en ne s'attachant pas seulement à ces peuples eux-mêmes, mais aussi à leurs relations avec leurs voisins, dans leurs aspects politiques, économiques et culturels ». L'abondante littérature tant soviétique qu'occidentale sur la question nationale en URSS ne prend généralement en compte que les périodes tsaristes et soviétiques pour analyser la diversité de la population de l'empire russe et de l'URSS et se soucie peu de l'histoire de la construction des identités collectives et individuelles avant la présence russe en Asie centrale. Les travaux et recherches menés dans le cadre de ce séminaire tentent au contraire de mieux connaître l'histoire de la fabrication des identités dans l'Asie centrale depuis le XVI<sup>ème</sup> siècle.

Et puis, tout en n'étant pas économiste de formation, mais observatrice de l'Asie centrale depuis deux décennies de par mes diverses activités professionnelles et intéressée par le dialogue entre sciences sociales, j'ai également participé aux séminaires du Centre d'Études des Modes d'Industrialisation (CEMI), centre de recherches lui-même pluridisciplinaire, originellement spécialisé sur les problèmes des économies en transition. Le CEMI donne donc une place à l'interdisciplinarité, en favorisant la transversalisation des questionnements et des méthodes. J'ai présenté à ces séminaires plusieurs phases de mon travail alors en cours, et notamment des chapitres qui ont constitué la base de mon article « Systemic change in two central asian rentier states : Turkmenistan and Kazakhstan », publié dans l'ouvrage "Development in Central Asia and the Caucasus : migration, democratisation and inequality in the post-Soviet era"<sup>28</sup>. Cette publication a fait suite à la conférence « The Caucasus and Central Asia, twenty years after independences: Questioning the notion of “South countries” » qui s'est tenue à Almaty en août 2011. Ma participation à cette conférence a été financée par le CETOBAC.

L'étude des institutions, c'est-à-dire « à la fois une organisation collective fonctionnant selon des règles établies et un ensemble de valeurs et de conventions instituées<sup>29</sup> » de ce secteur, a été une des voies privilégiées dans ce travail de recherche. L'analyse des institutions du secteur des hydrocarbures des deux RSS, à partir de leur naissance depuis le début de l'époque soviétique jusqu'à la création de la compagnie nationale kazakhstanaise

---

<sup>28</sup> *Development in central asia and the caucasus : Migration, democratisation and inequality in the post-soviet era*, Sophie Hohmann, Claire Mouradian, Silvia Serrano,... [et al.], London ; New-York : I.B. Tauris, 2014, 399 p.

<sup>29</sup> Christophe Granger, *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXIème siècle*, Paris : Autrement l'atelier d'histoire, 2013, p. 57.

*KazMunajGaz*, délaissées par les chercheurs sur l'Asie centrale (à l'exception de quelques-uns, comme Gaël Raballand), occuperont plusieurs chapitres.

La question de savoir pourquoi et comment des États choisissent de développer d'abord leurs ressources naturelles du sous-sol, est peu explorée en économie politique. L'effondrement de l'URSS a offert une opportunité exceptionnelle pour combler cette lacune<sup>30</sup>. Le Kazakhstan et le Turkménistan ont *a priori* les mêmes points de départ au moment où ils perçoivent directement la valeur marchande de leurs réserves en hydrocarbures, c'est-à-dire à leur indépendance. Ces points communs et fondamentaux n'empêchent les deux pays de suivre des voies divergentes. Le Turkménistan ne se lance pas dans la privatisation de son secteur de l'énergie, au contraire du Kazakhstan. Il retarde même le développement de ce secteur, tandis le Kazakhstan fait le choix inverse. Des réponses sont à rechercher dans l'histoire de leur secteur et en examinant les conditions dans lesquelles ces États ont voulu privatiser et impliquer la communauté internationale dans l'exploitation de leurs réserves énergétiques, ou bien nationaliser leur secteur d'énergie.

Dans son ouvrage paru en 1997, « *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States* »<sup>31</sup> Terry Lynn Karl, professeure de sciences politiques à l'Université de Stanford, montre que c'est l'environnement institutionnel existant lors de l'apparition d'un boom pétrolier, qui conditionne le type de gestion de la manne pétrolière. De même que toute activité strictement économique est intégrée dans un réseau d'institutions sociales, de coutumes, de croyances et de manières de penser, les ressources minérales tirent aussi leur signification économique des relations sociales et politiques résultant de leur utilisation. Elle affirme aussi que dans les pays miniers, la dépendance à une seule marchandise (qui est un fait) coïncide avec la formation de l'État (qui est un processus). L'auteure qui ne traite pas le cas des anciennes républiques soviétiques, ne considère que des pays dont l'exploitation du pétrole a coïncidé avec le processus de construction d'un État moderne, ce qui est bien déjà le cas des RSS Kazakhstan et de Turkménie. Les conclusions qu'elle en tire, lui permettent d'expliquer la convergence macroéconomique de ces pays pétroliers, malgré leurs différences en termes de régimes politiques, de situations géographiques etc... Ces conclusions ne seront pas celles de ce travail, puisqu'il rendra compte, au contraire, des voies divergentes prises par les deux pays.

---

<sup>30</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the Resource Curse: Explaining Oil and Gas Development Strategies in the Soviet Successor States and Beyond*, [www.yale.edu/leitner/resources/docs/1999-08.pdf](http://www.yale.edu/leitner/resources/docs/1999-08.pdf), p. 2.

<sup>31</sup> Karl Terry Lynn, *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*, Berkeley (Calif.) ; Los Angeles ; London : University of California Press, 1997.

Dans sa description du processus d'affaiblissement de l'État dont le milieu politique sert les intérêts de l'industrie pétrolière, T. Karl évoque les intérêts privés ainsi constitués, qui renforcent à leur tour cette tendance : l'État s'affaiblirait, son économie déclinerait et les risques de déstabilisation s'accroîtraient. L'État pétrolier se caractériserait donc par des structures administratives faibles, des droits de propriété non respectés, de fortes ambitions politiques, des divisions internes au sein de la société (nous pouvons objecter que ces deux derniers éléments au moins ne sont pas propres à l'État pétrolier) et une absence de contrainte juridique<sup>32</sup>. Il est, par conséquent, pertinent de s'interroger sur la nature des divers intérêts dans l'industrie des hydrocarbures kazakhs et turkmènes et de l'étudier depuis l'époque soviétique.

Selon le concept d'« État rentier » proposé par H. Mahdavy en 1970, de tels pays perçoivent, sur une base régulière, des montants substantiels de rente externe<sup>33</sup>. La théorie de l'État rentier développée sur cette base, tente d'expliquer pourquoi le pétrole gêne l'instauration de la démocratie, le développement d'une économie diversifiée et favorise l'instabilité politique, voire des conflits armés, faisant peu de cas de l'histoire du pays doté de richesses en hydrocarbures. La littérature sur l'État rentier traite des effets négatifs de la manne pétrolière sur la politique économique intérieure d'un pays en voie de développement et sur les clivages socio-politiques, lorsque la rente commence à être perçue, mais s'intéresse peu aux conditions historiques antérieures. Comme le soulignent Pauline Jones Luong et Erika Weinthal<sup>34</sup>, les études comme celles de H. Beblawi, Giacomo Luciani, et T. Karl posent en principe l'existence d'une relation directe entre la richesse en pétrole, la production de cette ressource pour l'exportation et l'apparition d'un État rentier. Celui-ci est défini comme un État qui se procure des revenus à partir de « sources externes », essentiellement, et qui les redistribue ensuite à sa population, ce qui lui permet d'exercer une forme de contrôle social et politique. Ces études n'indiquent pas comment et pourquoi un État décide initialement de développer ses énormes réserves pétrolières et / ou gazières, une fois qu'il les découvre ou les contrôle, ni dans quelles mesures il décide d'impliquer des investisseurs étrangers dans l'exploitation de leurs réserves énergétiques. Se pose alors la question de savoir dans quelles conditions de tels États ont voulu privatiser ou nationaliser leur secteur et impliquer la communauté

---

<sup>32</sup> Raballand G., Esen F., *Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. Le cas du Kazakhstan*, 1<sup>er</sup> Congrès du Réseau Asie, 24-25 sept. 2003, Paris France, p. 2.

<sup>33</sup> Aoun Marie-Claire, *La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs*, Université Paris Dauphine EDOCIF UFR Sciences des Organisations CGEMP - Centre de Géopolitique de l'Énergie et des Matières Premières, mars 2008, p. 132.

<sup>34</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the Resource Curse: Explaining Oil and Gas Development Strategies in the Soviet Successor States and Beyond*, op. cit., p. 1.

internationale directement (par exemple par la propriété) dans l'exploitation de leurs réserves énergétiques ou bien indirectement (par exemple par l'emprunt). Selon les chercheuses P. Jones Luong et E. Wienthal sur les travaux desquelles je me suis plus particulièrement appuyée, le Kazakhstan et le Turkménistan sont des cas très adaptés à cette étude.

En traitant du Kazakhstan et du Turkménistan indépendants, notamment, ces deux auteures s'attachent aux conditions dans lesquelles s'élabore leur décision initiale de développer leurs réserves en hydrocarbures et non pas aux effets de la rente, une fois qu'ils ont commencé à exporter leurs hydrocarbures. Par « conditions », elles entendent deux facteurs clés, liés à l'histoire sociale et politique du pays et à son milieu naturel. Il s'agit d'une part de l'ensemble des richesses en ressources naturelles dont le Kazakhstan et le Turkménistan peuvent obtenir des rentes et d'autre part, des clivages socio-politiques, la forme de contrat social antérieur à l'arrivée de la rente ainsi que le degré de contestation interne. Toujours selon ces deux auteures, les relations économiques et politiques préexistantes au développement du secteur des hydrocarbures, sont à l'origine des décisions prises par les autorités en matière de stratégie dans ce domaine. Par « relation », il faut comprendre, notamment, les réseaux clientélistes qui servent de base à la distribution du pouvoir politique et des ressources économiques. Mais elles n'abordent pas précisément les relations entre ces deux anciennes républiques soviétiques et le Centre, ni la question de l'indigénisation de l'administration en général, et *a fortiori* de celle du secteur des hydrocarbures. L'examen des institutions du secteur des hydrocarbures dans les deux républiques et de leur place dans l'ensemble des institutions soviétiques est une voie d'exploration des relations Centre-républiques et du statut des républiques du Kazakhstan et de Turkménie au sein de l'URSS, qui sont peu observés en France. Il s'agira, dans ces pages, d'avoir une vision de ces relations davantage depuis les deux républiques que depuis le Centre.

Du reste, l'emploi fréquent du terme « Centre » (*Centr* en russe et qui est une expression soviétique) chez de nombreux auteurs francophones ou anglophones comme alternative, d'un point de vue stylistique, à « Moscou » ou encore à “la capitale de l'URSS”, qui est un État fédéral, est à questionner. Pauline Jones Luong signale que la référence à “Astana” pour signifier les autorités centrales du Kazakhstan indépendant est similaire à celle de “Moscou” à l'époque soviétique<sup>35</sup>. Ce terme « Centre » qui renvoie donc à Moscou d'un côté et aux RSS de l'autre, contient en lui-même des notions de domination du premier sur les autres, un

---

<sup>35</sup> Jones Luong Pauline, “Economic « decentralization » in Kazakhstan : causes and consequences”, In *The transformation of Central Asia : states and societies from Soviet rule to independence*, Luong Pauline Jones (ed.), Ithaca (NY) : Cornell University Press, 2003, note de bas de page n°20, p. 194.

modèle d'explication de la différenciation entre la périphérie et le Centre, et pousse à penser en termes de liens de dépendance réciproque, où les échanges sont inégaux. Il ne s'agit donc pas seulement d'une habitude de langage. Et ce travail tentera de contribuer à réévaluer ces liens, dans les deux sens et non plus dans celui, unique, du Centre vers les RSS.

Si l'on considère qu'à l'époque soviétique, les responsables régionaux ont été renforcés dans leurs pouvoirs grâce à leur unique accès aux ressources politiques et économiques qui leur permettaient de créer leurs réseaux clientélistes et une identité régionale forte<sup>36</sup>, alors on peut s'interroger sur la pertinence de la notion de « Centre » et sur le fonctionnement du fédéralisme soviétique. Cette étude du secteur des hydrocarbures des RSS du Kazakhstan et de Turkménie, sous l'angle de l'indigénisation, en présente un système plus complexe que celui qui veut que le Centre soit la source unique de toute décision. Ce travail contribuera, à sa mesure, à interroger cette notion de Centre tant à l'époque soviétique *via* l'étude de la formation institutionnelle d'un secteur particulier, celui des hydrocarbures, qu'à l'indépendance, lorsque les revenus de leurs exportations sont perçus par les deux États indépendants et que se pose la question de la place des *akim* des régions pétrolières au Kazakhstan.

### *Études de terrain*

Les sources bibliographiques, toutes langues confondues (français, russe et anglais), se sont avérées beaucoup plus abondantes que soupçonné *a priori*. Dans un premier temps, les sources secondaires ont été plus faciles à trouver que certaines sources primaires, comme les archives du parti de la RSS du Kazakhstan. Les bibliothèques de l'Académie des sciences du Kazakhstan (*Central'naâ naučnaâ biblioteka*) et la Bibliothèque nationale de la République du Kazakhstan (*Nacional'naâ biblioteka Respubliki Kazahstan*) à Alma-Ata et la bibliothèque de l'Académie des sciences du Turkménistan, à Aşgabad, ainsi que la bibliothèque d'État de Russie, ont été des sources documentaires essentielles. Des recherches ont été également effectuées aux Archives d'État de l'*oblast'* d'Aktûbinsk et aux Archives présidentielles à Alma-Ata (Kazakhstan).

Mes principaux contacts, au Kazakhstan, ont été Zakretdin B. Bajdosov (Premier secrétaire du parti pour le *rajon* de Temir et d'Isamaj entre 1980 et 1985) et auteur, avec la chercheuse de l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences du Kazakhstan G. S. Sultangalieva, d'un ouvrage sur l'histoire du pétrole à Aktûbinsk. J'ai également rencontré Zejnoda E. Bulekbaev,

---

<sup>36</sup> Ibid., p. 208.



diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou, Lâzat Nurbaevna Nursultanova, docteur en histoire et professeure au Département d'histoire contemporaine et d'information scientifique de l'Institut d'histoire et d'ethnologie Ć. Ć. Valihanov, à Alma-Ata. Enfin, j'ai eu des entretiens avec le géologue kazakhstanais Leonid Nikitič Perevezencev et Kurmangali Istleuov, foreur, à Aktûbinsk. Au Turkménistan, j'ai dû me plier aux exigences de l'Ambassade de France (institution sans laquelle il était impossible d'obtenir un visa), réticente à l'idée de me voir rencontrer un acteur turkmène du secteur. De plus, les archives au Turkménistan étaient inaccessibles aux chercheurs de mon statut.

Au cours des divers entretiens que j'ai pu mener, il est apparu que le thème de la rente semblait ne pas faire l'objet d'intérêt chez les personnes rencontrées au Kazakhstan. Aucune recherche théorique menée en Asie centrale, à ce sujet, n'a été trouvée, ce qui peut s'expliquer par les enjeux politiques qu'il représente. Les enquêtes de terrain, effectuées d'abord au Kazakhstan (Alma-Ata et Aktûbinsk) en avril 2009, au Turkménistan (Aşgabad) en avril 2010, puis à Moscou, en septembre 2012, m'ont permis de constater, de prime abord, que les deux pays ne s'étaient pas engagés sur la même voie de développement, en acquérant leur indépendance.

À Moscou, mes contacts avec l'entreprise française Total m'ont permis de m'entretenir, avec le responsable des relations avec le gouvernement de la Fédération de Russie Sergej Mingareev, fils du vice-ministre du pétrole de l'URSS Rafhat Mingareev, de 1965 à 1974. À l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie, MM. Dmitrij Kuvalin, Sergej Makedonskij, Valerij Semikaşev m'ont permis de trouver des annuaires statistiques, dont les bibliothèques fréquentées tant en France à Moscou, qu'à Alma-Ata ou à Aşgabad, ne possèdent pas d'exemplaires. À l'Université d'État de Russie du pétrole et du gaz « I. M. Gubkin », j'ai rencontré Anatolij Zolotuhin, professeur et chargé des relations à l'international et Vitalij Âsaşin, directeur de la filiale de l'Institut à Aşgabad (filiale qui était alors en train de fermer, à la demande des autorités turkmènes). L'ensemble de mes interlocuteurs ne figurent pas tous dans cette introduction, car certains ont préféré ne pas voir leur nom figuré cité. Une liste, partielle, de mes interlocuteurs est dressée après la conclusion de ce travail.

### ***Annnonce du plan***

Cette thèse comprend une première partie consacrée à l'époque soviétique et une seconde à celle de l'indépendance des deux pays. Outre la présentation du sujet et de la problématique,

les études de terrain et cette section « Annonce du plan », l'introduction générale présente un état des lieux des définitions de la rente proposées dans la littérature et qui sont une source de désaccords entre économistes et spécialistes de science politique. La section suivante soulève la question de la recherche de modèles existants du côté des sciences économique et politique. L'avant-dernière a trait aux sources statistiques et à leur fabrication, qui constituent un terrain de recherche en soi. La dernière offre une critique générale des sources.

La première partie s'ouvre par un chapitre introductif retraçant l'exploration et la production de pétrole sur les rives orientales de la mer Caspienne avant 1919. Bien que n'entrant pas dans le cadre chronologique présenté dans le titre de cette thèse, il met en évidence l'influence de la production à Bakou sur ce début d'exploitation pétrolière de l'autre côté de la mer Caspienne, influence qui se répétera au cours de la période soviétique. Cette exploitation, antérieure à la formation des républiques soviétiques, voire même antérieure à l'arrivée d'industriels européens dans le cas du pétrole de Čeleken (Turkménie), sera un facteur décisif pour l'histoire des deux futures RSS. Ce que n'oublie pas le Kazakhstan qui commémore les dates anniversaires des débuts de l'exploitation en 1899 et 1911.

Le chapitre I est consacré à la naissance des industries d'abord pétrolière puis gazière des deux RSS et à l'établissement des volumes de leurs productions d'hydrocarbures. Cette naissance est replacée dans le contexte, soviétique plus général, d'une politique menée alors en faveur du charbon et au détriment du gaz. Puis est abordée l'importance des investissements réalisés dans les hydrocarbures, point notable de la question de la rente. Enfin, sont évoquées la période de la fin des années 1950 et les trois décennies 1960, 1970 et 1980, cruciales pour le développement de ce secteur dans les deux RSS. Le chapitre II expose la mise en place des institutions du secteur au niveau fédéral et républicain, ainsi que les créations des unités de production, y compris les raffineries. Le chapitre III établit leurs volumes d'hydrocarbures échangés dans le cadre soviétique, et hors URSS, ce qui n'avait jamais été entrepris auparavant. Le chapitre IV retrace des tentatives d'évaluation des revenus des exportations des hydrocarbures pour l'ensemble de l'Union des revenus puis celles des revenus que les deux RSS ont, ou auraient, pu recevoir au titre de ces échanges. Il aborde les questions des coûts de production, différents d'une région à l'autre de l'URSS, qui ont joué un rôle important dans la division territoriale de la production des hydrocarbures. Leurs prix sur le marché intra soviétique et leurs écarts avec le prix du marché mondial sont aussi mentionnés. Cet écart est, en 1990, 2,7 fois plus élevé que le prix intérieur moyen de l'URSS. Ce chapitre se conclut sur la fiscalité propre au secteur puisqu'elle est un point d'entrée du

concept de rente. Le chapitre V aborde la question des divers transferts entre budgets central et républicains. La difficulté à établir la valeur de ces revenus conduit à s'intéresser davantage à la formation et à l'indigénisation différenciée dans les deux républiques, en faisant l'hypothèse que la formation de Kazakhs et de Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures pourrait avoir été, du moins pour la RSS du Kazakhstan, une forme de rétribution pour leurs hydrocarbures livrés au reste de l'URSS. Les chapitres VI et VII traitent ainsi du rôle du PCUS dans le développement du secteur et de l'indigénisation du secteur des hydrocarbures. Bien qu'il soit artificiel de séparer le rôle du PC dans la promotion des populations locales dans le secteur des hydrocarbures, la question de ce rôle est abordée dans un chapitre séparé pour des raisons de présentation.

Une fois établies les différences de nature des productions d'hydrocarbures des deux RSS et l'indigénisation différenciée de leur secteur, deux aspects complémentaires et illustratifs de la divergence des trajectoires de ces deux pays sont analysés. Il s'agit des structures sociales kazakhstanaise et turkmène d'une part et du rôle économique de la production de coton dans la RSS de Turkménie (dans celle du Kazakhstan, la production de coton est d'un poids faible par rapport à celui qu'elle a dans la RSS de Turkménie) d'autre part. Ce sont autant de facteurs de différenciations supplémentaires, traités dans le chapitre VIII.

Le chapitre IX (seconde partie) présente l'accentuation de la différenciation des deux régimes qui s'opère dans une continuité politique remarquable, puisque les deux anciens Premiers secrétaires du parti de leur république sont devenus les chefs d'État des deux pays indépendants. Le chapitre suivant (X) expose la divergence des deux situations économiques et des choix faits par ces deux dirigeants, alors que les deux pays ne bénéficient plus de transferts de Moscou et qu'ils commencent à engranger directement la manne des hydrocarbures. Cette continuité s'observe aussi dans le secteur des hydrocarbures tant du point de vue des acteurs du secteur que des institutions dont la construction se poursuit, mais à présent dans le cadre d'une plus grande globalisation des échanges des deux anciennes républiques soviétiques. Des entreprises étrangères vont intervenir dans l'exploration, la production, le processus de privatisation du secteur et la formation des hommes (chapitres XI et XII). Mais, là aussi, les effets de cette arrivée de *majors* sont divergents dans les deux cas, car les deux régimes ont une approche et des attentes distinctes vis-à-vis de ces investissements étrangers, pour des raisons évoquées, notamment, dans le dernier chapitre de la première partie et le second de la deuxième partie. Les chapitres XIII et XIV examinent et comparent le développement des productions et des échanges de pétrole, de gaz et des

produits pétroliers des deux pays, en volume et en valeur, entre 1991 et 2002. Bien que la complexité technique posée par les définitions des réserves des ressources en hydrocarbures trouve son origine dans la période soviétique, elle est traitée dans le chapitre XIII de la deuxième partie, consacrée en principe à l'indépendance. J'ai souhaité regrouper cette question dans un même chapitre, car la césure historique de 1991 ne la concerne pas.

Un bref historique de la construction des tubes (gazoducs, oléoducs) après 1991, sera exposé dans le chapitre XIV, afin de comprendre dans quelle dépendance se trouvent les deux pays, mais sans un large développement de l'aspect géopolitique de ces infrastructures. J'ai décidé de ne pas traiter les questions techniques relatives à l'exploration, à la géologie et à l'exploitation des hydrocarbures, ni l'aspect financier de cette construction des infrastructures. Le dernier chapitre établit les différents niveaux de dépendance des deux pays aux hydrocarbures et expose l'influence de cette dépendance sur l'évolution des deux régimes politiques, au cours de leurs onze premières années d'existence post soviétique. Je m'attacherai, dans ce dernier chapitre, notamment aux liens entre gestion du secteur des hydrocarbures et décentralisation du pouvoir au Kazakhstan, cet aspect n'ayant pas d'objet dans le cas du Turkménistan pour des raisons qui seront exposées tout au long de la seconde partie.

Enfin, outre les annexes des chapitres I à XV présentant notamment des tableaux de séries statistiques complémentaires, d'autres annexes contiennent des notices biographiques des principaux acteurs du secteur ainsi qu'une chronologie.

### ***Les définitions problématiques de la rente***

Si le calcul de la rente est complexe, mais connu dans le cas de l'entreprise (la rente d'une entreprise est une partie de son profit<sup>37</sup> ; ce calcul n'entre pas dans le cadre de ce travail), son concept est simple. La rente dans le domaine des hydrocarbures est la différence entre, d'une part, le prix à l'exportation et d'autre part l'ensemble des coûts de production et du taux de profit moyen (inférieur ou égal à 5% dans l'industrie), comme c'est le cas actuellement en Russie<sup>38</sup>.

---

<sup>37</sup> Le profit est l'excédent des recettes d'une entreprise par rapport à l'ensemble de ses coûts de production et de distribution de ses biens et services. Il est synonyme de bénéfice. Pour K. Marx, il est à la fois plus-value et sa manifestation concrète qui prend les formes d'intérêt, de rente, de profit commercial. (Silem Ahmed, Albertini Jean-Marie; Bichot Jacques, Bois Bernard, Brasseul Jacques... [et al.], Lexique d'économie, 9e éd., Dalloz, DL, 2006, p 618). La notion de profit est donc résiduelle.

<sup>38</sup> Jacques Sapir, entretien 2008.

Mais, la définition du concept de rente fait l'objet de débats contradictoires parmi différentes disciplines et divers économistes. Le terme rente (*rent* en anglais) figure dans de nombreuses publications anglophones ou francophones, sans qu'il soit défini par les auteurs. Ce type de proposition, fréquemment rencontrée et qui emploie le terme « rente » sans le définir, n'a pas contribué à la compréhension de ce concept.

Partout, y compris au Turkménistan et Kazakhstan (sauf aux États-Unis), les richesses minérales du sous-sol appartiennent à l'État. Dans le cas de la propriété de l'État, la science politique estime, d'emblée, qu'il y a rente car elle assimile les revenus extérieurs des pays pétroliers à la rente pétrolière<sup>39</sup>. Mais un article paru en 2006 sur le concept de rente<sup>40</sup> souligne clairement que celui-ci : « a une pluralité de significations et de définitions et [qu'] il n'a pas été possible de construire une théorie unifiée de la rente ». De plus, l'emploi du terme rente dans le langage courant et la presse, ne contribue pas éclaircir son appréhension. La rente est aujourd'hui étendue à la rémunération de toute ressource non reproductible, dont font partie les ressources naturelles<sup>41</sup>.

En l'absence de base théorique solide, la référence à la rente « *dérive souvent vers un simple jugement de valeur sur la légitimité de certaines rentes sans que le rapport entre légitimité et efficacité économique ne soit clairement établi* »<sup>42</sup>. En guise d'illustration de jugement de valeur sur la légitimité, citons T. L. Karl qui affirme que le pétrole est une marchandise exceptionnelle dans la mesure où elle procure rapidement à l'État des profits gigantesques, avec très peu d'efforts, c'est-à-dire avec peu de travail<sup>43</sup>.

Toujours selon F. Talahite, cette dénonciation de la rente est l'expression implicite de la contestation de la légitimité des pays pétroliers à s'approprier les revenus de l'exportation de leurs hydrocarbures qui s'exprime implicitement à travers la dénonciation de la rente. Cette contestation peut venir des pays industrialisés qui remettent ainsi en cause, de l'extérieur, la légitimité des pays exportateurs à exploiter leurs ressources. Elle peut aussi venir de l'intérieur, c'est-à-dire de la population et / ou des administrés du pays lui-même.

---

<sup>39</sup> Talahite Fatiha, Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord, *Problèmes économiques*, La documentation Française, 21 juin 2006, n°2.902, p. 13.

<sup>40</sup> Ibid., p. 10.

<sup>41</sup> Greffe Xavier, Lallement Jérôme, De Vroey Michel, *Dictionnaire des grandes œuvres économiques*, Paris : Dalloz, p. 471.

<sup>42</sup> Talahite Fatiha, op. cit., p. 12-13.

<sup>43</sup> Karl Terry L., "State Building and Petro revenues" In *The Geopolitics of Oil, Gas, and Ecology in the Caucasus and Caspian Sea Basin*, Institute of Slavic, East European, and Eurasian Studies, Berkeley Program in Soviet, Post-Soviet Studies, (University of California, Berkeley) 1998, p. 5.

Mais si l'on se réfère à certains économistes français, la question de la légitimité peut être évacuée rapidement puisque la rente est une condition nécessaire à l'existence d'une industrie minière : « *pour que l'investisseur se décide à risquer son argent, il faut que le prix du marché permette de couvrir cet amortissement assorti d'une prime ; et, pour que l'industrie minière fonctionne, il faut qu'à l'exploitation des gisements s'attache une rente qui représente plus que cet amortissement. C'est la rente minière proprement dite*<sup>44</sup> ».

Dans tous les cas, note F. Talahite, la rente a un contenu résiduel<sup>45</sup>. Du fait de ce caractère résiduel, il est difficile d'isoler l'effet de la rente proprement dite sur les économies de pays exportateurs de ressources naturelles. L'approximation qui consiste à considérer l'ensemble des revenus pétroliers comme une rente n'est pas acceptable, selon cet auteur qui note que l'application de la notion de rente aux économies pétrolières en développement n'a pas vraiment produit de connaissances.

Ces difficultés, liées à la multiplicité des définitions et des concepts employés dans la littérature, conduisent à recourir non plus au terme de « rente » qui est flou, au profit de celui de « revenus des exportations d'hydrocarbures » qui se quantifie. Une autre valeur, elle aussi quantifiable, à savoir les investissements étrangers directs dans le secteur des hydrocarbures, sera évoquée dans des chapitres ultérieurs. Enfin, l'indice de la Banque mondiale *Oil / Gas rent*, calculé comme la différence entre la valeur de la production de pétrole brut aux prix mondiaux et les coûts totaux de production, sera utilisé dans le dernier chapitre de ce travail.

De plus, la fiscalité qui est un point d'entrée important dans la problématique du contrôle de la rente, sera abordée, également au cours de différents chapitres, même si ce contrôle ne peut pas se faire par la fiscalité seule.

Etant donné la complexité que présente le concept de rente et les désaccords entre sciences économique et politique quant à sa définition, une voie possible pour l'étude de la réalité de ce concept voudrait recouvrir, consiste à tenter de revenir sur les conditions historiques dans lesquelles se sont développés les secteurs des hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan, et notamment, leurs aspects institutionnels et humains. En remontant aux

---

<sup>44</sup> Giraud André, Boy de la Tour Xavier, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, Paris : Editions Technip, 1987, p. 22.

<sup>45</sup> « Dans un cas, c'est ce qui reste après avoir rémunéré tous les facteurs dont on a pu calculer la participation à la production en terme de valeur-travail ou de coûts de production ou encore ce qui reste après avoir calculé la rémunération des facteurs de production dont les caractéristiques le permettent, ou la rémunération des services rendus par les facteurs. Dans l'autre, c'est également ce qui reste après avoir calculé la rémunération des facteurs de production dont les caractéristiques le permettent, ou la rémunération des services rendus par les facteurs » (source : Talahite Fatiha, *Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord*, op. cit., p. 10.)

toutes premières années de l'époque soviétique, en explorant et en comparant la façon dont le pouvoir soviétique a choisi les voies de ce développement et a composé avec le pouvoir local, j'espère contribuer à la clarification de ce problème, dans le cadre d'anciennes républiques soviétiques au moins.

Cette section de l'introduction comporte en premier lieu un retour sur la notion de rente foncière et de rente minière, selon l'École classique en économie, puis aborde l'histoire du concept de rente en URSS. Sont ensuite évoqués les liens entre rente, travail, rareté et temps, puis la notion de surprofit dans le secteur des hydrocarbures, trois types de rentes des hydrocarbures (rente interne, rente externe, rente de situation), la notion de rentes « naturelles » et « artificielles » et la théorie de la recherche de rentes et enfin les rentes extraordinaires des pays pétroliers.

## A. Rente foncière et rente minière

Le concept de rente a été employé en France, dans le langage économique du XVIII<sup>ème</sup> siècle, sous l'influence britannique, comme synonyme de fermage (loyer d'une ferme). Puis de façon plus restrictive, il a désigné, comme le terme anglais *rent* (qui se traduit aussi par loyer), le profit d'un fonds de terre ou le revenu reçu par le propriétaire d'un terrain, au-delà des remboursements des frais de culture et de l'intérêt du capital, c'est-à-dire la rente foncière. Celle-ci est, selon David Ricardo, une « rétribution versée au propriétaire foncier pour l'usage des facultés productives originelles et indestructibles de sa terre »<sup>46</sup>. La théorie de la rente foncière, introduite par Adam Smith, puis développée par l'économie politique de Thomas Robert Malthus et D. Ricardo, a dégagé l'idée d'une surrémunération ou encore d'une rente différentielle : « la rente provient toujours d'une différence entre la quantité supplémentaire de travail employée et les rendements proportionnellement moindres »<sup>47</sup>.

Les produits qui sont issus de la terre la plus fertile ou de celle qui est située le plus proche des marchés, se vendent, comme les autres, au prix du marché qui est supérieur ou égal à celui du coût de production des terres les moins fertiles. C'est la différence entre le coût de production de ces produits, plus bas que ceux produits sur des terres moins favorables, et leur prix sur le marché qui s'appelle rente différentielle. Donc celle-ci est liée à l'idée que plus les conditions naturelles sont favorables, moins le travail est nécessaire à l'obtention de produits issus de la terre. Compte tenu de l'inégale fertilité des terres et de l'incidence de la loi des

---

<sup>46</sup> Ricardo David, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* ; trad. de Cécile Soudan, Ed. anglaise de 1821, Paris : GF-Flammarion, 1993, p. 91.

<sup>47</sup> Ibid., p. 94.

rendements décroissants, une augmentation de la demande entraîne un alignement des prix sur le coût de production des terres les moins rentables, générateur d'un profit supplémentaire pour les fonds les plus fertiles. La rente différentielle est donc le revenu qui résulte des différences de fertilité des sols. Le raisonnement appliqué à la rente du sol a été peu à peu généralisé à l'ensemble des facteurs de production.

Dès le XVIII<sup>ème</sup> siècle, les ressources minières sont aussi étudiées pour les revenus qu'elles procurent. Ainsi, Adam Smith s'est intéressé à la rente du charbon notamment : « *Mais les autres parties du produit de la terre qui procurent ensuite une rente ne la procurent pas toujours. Même dans les pays améliorés et cultivés la demande qu'on en fait ne procure pas toujours un prix supérieur qui est suffisant pour payer le travail et remplacer, avec leurs profits ordinaires, les fonds que l'on doit employer pour mettre ces productions sur le marché. Que la demande procure ou non ce prix dépend de différentes circonstances. Par exemple, il dépend pour partie de la fécondité d'une mine de charbon et pour partie de sa situation qu'elle puisse procurer une rente* »<sup>48</sup>. La rente minière, considérée par A. Smith, est donc ce qui reste déductions faites du paiement du travail (notons que la notion de travail n'est pas absente), de divers coûts comme ceux du transport et des profits ordinaires. Et elle n'est donc pas un profit ordinaire.

Comme pour les terrains agricoles, les gisements d'une ressource non renouvelable sont donnés une fois pour toutes par la nature et caractérisés par des différences de qualité, de position et de coûts d'exploitation<sup>49</sup>. Les coûts d'exploitation des hydrocarbures sont très différents d'une zone de production du monde à l'autre. Ils varient ainsi de 15 dollars le baril pour le pétrole de l'Alaska, à 10 dollars pour celui de la mer du Nord ou à 2 dollars pour celui du Moyen-Orient<sup>50</sup>, dans les années 2000. Ils varient aussi dans le temps en fonction de la maturité du champ (un champ est dit « mature » lorsqu'il est exploité depuis plus de vingt ans. Les coûts d'exploitation augmentent alors). Les pays producteurs les mieux placés disposent donc d'une rente, partagée entre la société d'exploitation (qui a pris le risque de l'exploration), le pays détenteur de la richesse naturelle (et qui, en la vendant, prélève sur son stock de ressources exploitables) et les sociétés de raffinage et de distribution.

---

<sup>48</sup> Smith Adam, *Enquête sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Paris : Presses universitaires de France, 1995, livres I-II, chapitre XI, p. 175.

<sup>49</sup> Amundsen Eirik Schroder, *Théorie des ressources épuisables et rente pétrolière*, Paris : Économica, 1992, p. 54.

<sup>50</sup> [www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire\\_fr\\_52\\_\\_def1286.html](http://www.alternatives-economiques.fr/Dictionnaire_fr_52__def1286.html).



En se situant en amont de la production, Jean-Pierre Angelier<sup>51</sup> évoque, quant à lui, le caractère aléatoire de l'exploration géologique pour introduire la notion de reproduction économique du pétrole qui explique l'existence d'une rente différentielle. Ce caractère aléatoire peut rendre les coûts de découverte et d'exploitation de nouveaux gisements supérieurs aux coûts de gisements déjà connus (ce qui est le cas du gisement de Kaşagan au Kazakhstan) : « le prix de production et de reproduction<sup>52</sup> du brut doit s'élever à un niveau permettant de couvrir les coûts de découverte et d'exploitation des nouveaux gisements ». Le prix de production du brut étant déterminé par les producteurs supportant les coûts les plus élevés, tous les autres producteurs bénéficieront de surprofits, de rentes différentielles. Donc l'exploitation de gisements complexes comme ceux du Kazakhstan pourrait, théoriquement, augmenter la rente pétrolière d'autres pays. Trois éléments entreraient en jeu : la quantité produite par le pays dont l'exploitation est la plus onéreuse (si la production est modeste, ce qui est effectivement le cas en 2002, alors l'impact sur les prix mondiaux<sup>53</sup> sera non significatif), l'évolution de la demande mondiale et la variation de l'offre mondiale d'hydrocarbures.

D. Ricardo et J. S. Mill distinguent la rente minière de la rente agricole et soulignent que la base de la première est « destructible ». J. S. Mill introduit la notion de rente décroissante dans le domaine minier. Ces travaux, pris ensemble, ont formé une branche de l'économie qui est la théorie des ressources non renouvelables<sup>54</sup>. La rente qui est considérée comme une catégorie purement économique dans les débats sur les ressources non renouvelables, récompense le contrôle de la production et non pas l'activité du propriétaire<sup>55</sup>.

Pour les théoriciens néoclassiques, la rente correspond à l'excédent de prix obtenu par le propriétaire par rapport à un prix de marché défini comme concurrentiel<sup>56</sup>. Selon la théorie

---

<sup>51</sup> Jean-Pierre Angelier, cité par Hamedanian, Abbas Syrus, *La rente pétrolière et la stabilité politique des États-nations. cas de l'Iran 1960-1990*, op. cit., p. 137.

<sup>52</sup> Selon Jean-Pierre Angelier, cité par A. Hamedanian, « le pétrole est une richesse économiquement reproductible s'il est possible, au niveau mondial, de recréer, de redécouvrir cette richesse en quantité suffisante pour en satisfaire la consommation et quelles que soient les dépenses nécessaires à la reproduction de cette richesse » (Hamedanian, Abbas Syrus, *La rente pétrolière et la stabilité politique des États-nations. cas de l'Iran 1960-1990*, op. cit., p. 136.).

<sup>53</sup> Les « prix mondiaux » sont ceux auxquels s'effectue le commerce entre deux pays occidentaux ; ils « tendent » à être égaux aux prix auxquels d'autres pays s'échangent des biens similaires, même s'il y a de petites différences dues aux coûts de transport, au pouvoir de négociation à la qualité des marchandises etc... et ces prix vont aussi « tendre » vers les prix auxquels ces marchandises sont vendues à l'intérieur d'un pays. Ici encore il y aura des variations en fonction des barrières commerciales et de la parité des devises. [Holzman, Franklyn Dunn, *Foreign trade in the balance of payments and GNP accounts of centrally planned economies*, Pittsburgh : University Center for International Studies, University of Pittsburgh, p. 1.]

<sup>54</sup> Karl Terry Lynn, *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*, op. cit., p. 275.

<sup>55</sup> Ibid., p. 6.

<sup>56</sup> Akin Audrey, Serfati Claude, *Guerres pour les ressources, rente et mondialisation*, *Mondes en développement*,

marxiste de la valeur travail, seul le travail produit de la valeur et les ressources naturelles sont donc considérées comme « gratuites » puisqu'aucun travail n'a été dépensé pour leur création<sup>57</sup>.

## B. Le concept de rente en URSS

Karl Marx adopte le concept de rente différentielle de D. Ricardo et y apporte deux éléments. Le premier est la rente absolue provenant du monopole du propriétaire foncier. Le second réside dans le fait que la rente différentielle ne découle pas de l'écart entre le prix de production d'une terre plus fertile par rapport à des terrains moins fertiles, mais de la « *mise à disposition gratuite du producteur isolé d'une force naturelle qui permet à celui-ci d'abaisser son coût de production au-dessous du travail socialement nécessaire pour la production de la marchandise. Dans ces conditions, le producteur obtient un taux de profit supérieur au profit moyen général* »<sup>58</sup>. Pourtant, la notion d'inégale fertilité des terres est reprise et transposée dans la théorie soviétique de la rente pétrolière où intervient la rente différentielle dont quelques éléments sont présentés ci-dessous.

La notion de rente absolue a fait l'objet de discussions entre économistes soviétiques. Dès 1924-1926, le débat sur la rente, en URSS, oppose des économistes de gauche (*èkonomisti levoradikal'ogo napravleniâ*) selon lesquels la nationalisation de la terre signifiait la disparition de toute forme de rente et des économistes pragmatiques qui, à l'opposé, supposaient que la nationalisation de la terre ne modifiait pas fondamentalement la situation de rente. Ces derniers estimaient que continuaient d'exister en URSS non seulement la rente différentielle mais aussi la rente absolue.

De fait, jusque dans les années 1930, dans les industries extractives soviétiques, la rente était prélevée sous forme de rente foncière. La loi du 2 septembre 1930 abolit les paiements et les rentes pour les terres dont les matières premières seront exploitées. Par la suite, toutes les formes de prélèvement direct de la rente différentielle sont supprimées dans l'économie soviétique. Elles sont remplacées par un mécanisme d'impôt sur le chiffre d'affaires. En conséquence, la terre et les ressources naturelles ont été utilisées comme si elles étaient gratuites<sup>59</sup>.

---

vol. 36-2008/3-n°143, p. 38.

<sup>57</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, *Post-Soviet Geography*, 1995, vol. 36, n°7, p. 391.

<sup>58</sup> Marx, Karl, *Le capital*, Livre 3, tome 3, cité par Hamedanian, Abbas Syrus, La rente pétrolière et la stabilité politique des États-nations. cas de l'Iran 1960-1990, op. cit., p. 131.

<sup>59</sup> Goldman Marshall I., *The enigma of Soviet petroleum : Half empty or half full ?*, London ; Boston : George

Selon Matthew J. Sagers, Valerij A. Kryukov, et Vladimir V. Shmat, longtemps, la position officielle soviétique a consisté à nier l'existence d'une rente issue des différences de conditions naturelles entre les différents gisements<sup>60</sup>. Pourtant, des éléments exposés plus bas montrent que cette rente différentielle est bien prise en compte dans la formation des prix dans le secteur des industries extractives en URSS. Jusqu'au milieu des années 1960, la notion de rente, issue des ressources naturelles, était considérée comme incompatible avec le socialisme puisqu'il n'y avait pas d'économie de marché en URSS et que les moyens de production étaient propriété de l'État. Et au milieu des années 1960, les matières premières commençant à devenir moins abondantes en URSS (ou peut-être étaient-elles perçues comme moins abondantes), les autorités prennent conscience de la nécessité de les utiliser plus efficacement. Beaucoup d'économistes demandent alors à ce que les ressources naturelles ne soient plus considérées comme quasi gratuites. Ils débattent sur les méthodes d'évaluation des prix et non pas sur le principe. Au cours des années 1960 et début 1970, l'existence d'une rente différentielle a été considérée comme acceptable, mais celle de la rente absolue a été totalement refusée. L'économiste soviétique et académicien Nikolaj Petrakov<sup>61</sup> plaide alors pour une prise en compte complète de la rente différentielle dans la structure des prix dans le secteur des industries extractives : « *des voix se sont élevées pour affirmer que la rente foncière n'est pas plus "anti-marxiste" que tout autre revenu monétaire* »<sup>62</sup>. Les réformes relatives aux prix des minerais ont introduit la notion de rente ou de « paiements fixes ». Ces paiements fixes [*fiksirovannye (rentnye) plateži*] sont évoqués en détail dans le chapitre IV de la première partie, pour l'époque soviétique. Cette longue tradition des « biens gratuits de la nature » disparaît avec les réformes des années 1987-1989, et plus précisément avec la déclaration du principe de paiement pour les ressources naturelles dans la loi sur les entreprises d'État, en 1987<sup>63</sup>.

Pour l'auteur soviétique V. M. Kozyrev, il existe deux types de rentes différentielles. Dans son ouvrage consacré à la rente dans l'industrie pétrolière et publié au début des années 1970<sup>64</sup> (ouvrage dans lequel le gaz naturel et l'Asie centrale plus généralement sont très peu évoqués), V. M. Kozyrev précise que la littérature [soviétique] a abordé la question de la rente dans l'agriculture en ignorant, jusqu'aux années 1960, le cas des industries extractives. Il

---

Allen & Unwin, 1980, p. 43.

<sup>60</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 391.

<sup>61</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>62</sup> Nove Alec, *L'économie soviétique*, Paris : Economica, 1984, 2<sup>ème</sup> édition, p. 228.

<sup>63</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 396.

<sup>64</sup> Kozyrev V. M., *Renta, cena, hozrasčët v neftânoj promyšlennosti*, Moskva : Nedra, 1972.

reprend la notion d'inégalité des sols, qui permet d'établir un parallèle avec les champs pétroliers. Ne présentant pas tous les mêmes caractéristiques géologiques et géographiques, les gisements n'offrent donc pas les mêmes conditions d'exploitation, ni les mêmes qualités d'hydrocarbures<sup>65</sup>, à titre d'exemple, citons le cas du gisement de pétrole de Žanažol, dans la région d'Aktûbinsk au Kazakhstan, dont le gaz associé particulièrement riche en gaz carbonique et en hydrogène sulfuré<sup>66</sup>, est hautement corrosif. V. M. Kozyrev distingue ainsi quatre grands critères propres à cette industrie, qui sont la productivité des gisements (elle varie considérablement selon les régions de l'URSS), leur profondeur, leur répartition par rapport aux lieux de raffinage et de consommation et les qualités (commerciales) du pétrole. Ces catégories déterminent, à leur tour, l'existence d'un revenu différentiel (*differencial'nyj dohod*) dans l'industrie pétrolière qui s'inspire donc de la notion de rente différentielle chez D. Ricardo. Cette conception soviétique n'a rien de particulier, elle s'inscrit dans un cadre admis par tous.

En URSS, en 1972, les prix de gros<sup>67</sup> varient selon les *rajon* économiques et sont uniques pour les administrations d'une région économique donnée<sup>68</sup>. Il y a sept groupes de prix qui varient de 1 à 2,8 fois. La formation des prix de gros pour les entreprises du secteur des industries extractives se fait sur la base des « dépenses travail » des entreprises se trouvant dans les conditions naturelles les plus défavorables. Ce qui correspond bien à la notion de rente différentielle définie à partir du cas du blé (le prix du blé est basé sur celui qui est cultivé sur le terrain le moins fertile, c'est-à-dire celui qui ne rapporte aucune rente).

Ce bref exposé de l'évolution de la notion de rente en théorie et dans la pratique en URSS montre toute l'ambiguïté, et la confusion qui en découle, autour de cette question qui met en porte à faux le socle marxiste du concept de rente avec les calculs nécessaires à la formation des prix. Cette confusion permet de comprendre le "désordre" dont il sera fait état dans les chapitres suivants.

---

<sup>65</sup> Il existe autant de types de pétrole brut que de gisements. Il existe néanmoins une classification suivant les composants majoritaires et la mesure de la viscosité du pétrole par la gravité API (du nom de "American Petroleum Institute").

<sup>66</sup> « Les gisements de gaz « doux » (sans hydrogène sulfuré) se font de plus en plus rares, au profit de ceux qui contiennent du gaz acide. Les gaz sont modérément ou normalement acides lorsqu'ils ont des concentrations inférieures à 10% de sulfure d'hydrogène (H<sub>2</sub>S) et 15% de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>), dans la phase gazeuse. » (source : Total : [www.total.com/webzin4/francais/pdf/chal.pdf](http://www.total.com/webzin4/francais/pdf/chal.pdf)).

<sup>67</sup> Le principe retenu par la révision générale des prix de gros, initiée en 1960 est prix de gros de l'entreprise = coût de production + taux de profit (Lavigne Marie-Louise, La réforme des prix de gros des biens d'équipements en URSS, *le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 4 novembre 1964, n°6, p. 34.)

<sup>68</sup> Kozyrev V. M., *Renta, cena, hozrasčët v neftânoj promyšlennosti*, op. cit., p. 51.

Peu d'auteurs kazakhstaniens ou turkmènes se sont consacrés aux questions théoriques de la rente pétrolière dans leurs pays, tant à l'époque soviétique qu'après l'accession à l'indépendance en 1991. En 1990, un article de *Èkonomika i žizn'* dans son édition ouzbèke<sup>69</sup> donnait, la définition suivante : « la rente [qui se forme dans les entreprises exerçant leurs activités dans de bonnes conditions], est la différence entre le prix et les coûts réels de production ». L'auteur reprenait là la définition de la Banque mondiale : les rentes pétrolières / gazières sont constituées de la différence entre la valeur de la production de pétrole brut / gaz naturel, aux prix mondiaux et les coûts totaux de production<sup>70</sup>. La rente est ainsi la différence entre le prix de marché d'un pétrole brut et son prix de production (qui est lui-même la somme du profit moyen et des coûts qu'impliquent sa qualité, son transport du gisement dont il est extrait, jusqu'à son lieu de consommation).

Dans un de ses ouvrages<sup>71</sup>, un auteur kazakhstaniens expose une conception du surprofit (*sverhpribyl'*), sans la reprendre à son compte : des économistes étrangers estiment qu'entre le prix de vente d'une tonne de pétrole à un client sous forme de produits pétroliers et les coûts réels de leur production, il y a une différence qu'ils appellent un surprofit pétrolier. Selon ces mêmes économistes, il existe pour chaque sorte de pétrole, une différence entre d'une part le coût technique de son extraction et sa transformation en produits pétroliers et d'autre part son prix de vente. Cette différence constitue le surprofit pétrolier dont s'approprient les pays producteurs et les pays consommateurs sous forme d'impôts. L'existence de ce surprofit s'explique par la nature même du pétrole qui n'est pas un produit homogène, exploité dans des conditions identiques. Chaque gisement se caractérise par son niveau de rente différentielle en fonction du taux de soufre par exemple, ou bien sa proximité avec les lieux de vente (ce que l'auteur appelle *renta za mestoroždenie*) ou encore par ses conditions plus ou moins difficiles d'extraction. Donc, le surprofit pétrolier est constitué de la somme de la rente et des profits complémentaires qui existent à tous les niveaux de la chaîne de production. Une grande partie de ces surprofits dépend du degré de substitution avec d'autres types de combustibles et du pouvoir monopolistique dont disposent les différents maillons de la chaîne du pétrole.

---

<sup>69</sup> Esli respublika syr'evaâ..., *Èkonomika i žizn' (Uzbekistan)*, 3-1990, p. 9.

<sup>70</sup> <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.NGAS.RT.ZS>

<sup>71</sup> Bajmukanov Amur S., *Èkonomičeskaâ èffektivnost' toplivno-ènergetičeskogo kompleksa Respubliki Kazahstana*, Almaty : B.i, 2005, p. 84.

## C. Rente, travail, rareté et temps

La rente définie par A. Smith « comme le revenu des hommes qui aiment moissonner là où ils n'ont jamais semé », suggère que les revenus sont perçus sans qu'il y ait eu travail. Cette notion de rente implique l'idée que l'exploitation, la production et la vente du produit dont est tirée la rente n'implique pas beaucoup de travail et que le produit n'est pas le résultat d'un travail ou bien ne l'est que pour une partie minimale. Le produit qui engendre une rente serait, dans cette perspective, une donnée (« don de la nature », « donné naturel ») qui ne résulte pas de la mise en œuvre importante de travail. Cette conception a perduré depuis le XVIII<sup>ème</sup> siècle, comme en témoigne la réflexion d'auteurs précédemment cités : « *L'existence de la rente, qu'elle apparaisse comme un super profit ou qu'elle soit payée au propriétaire* » [...] *apparaît comme un « revenu non gagné par un propriétaire ou un concessionnaire privilégié »*<sup>72</sup>.

Il faut aussi souligner l'utilisation, fréquemment rencontrée chez des auteurs anglo-saxons, de l'expression « rente cotonnière » qui entre en contradiction avec le concept des Classiques (Adam Smith, Thomas Robert Malthus, Jean-Baptiste Say, David Ricardo, John Stuart Mill, notamment). Pour ces auteurs, une rente est associée à un revenu gagné, non pas par le travail, mais acquis grâce à un don de la nature. Or la culture du coton demande beaucoup de travail et peu de capital, notamment en Asie centrale où elle est peu mécanisée. Une explication de ce paradoxe consiste à rappeler les conditions dans lesquelles s'effectuait la culture du coton aux États-Unis, au XIX<sup>ème</sup> siècle, et qui étaient celles de l'esclavage. Cette expression ne sera pas reprise pas dans ce travail, sauf dans des citations de ces auteurs. La presse économique francophone ne rechigne pas non plus à employer une variante, à savoir : « cultures de rente », pour faire référence à la culture de produits alimentaires ou de matières premières produites en Afrique notamment et destinées à l'exportation.

La notion de « donné naturel » implique, à son tour, celle de quantité limitée de produits ou de ressources épuisables qui deviennent rares. Or la rareté entre en ligne de compte dans le concept de rente : « *la définition la plus commune de la rente est la rémunération de ressources rares dont la valeur ne peut être calculée par le coût de production et excède généralement largement celui-ci.* »<sup>73</sup>. La notion de rareté est donc importante : une partie du prix du pétrole et du gaz rémunère la ressource, tandis qu'une autre, la rente, est due à la rareté. Un débat a opposé propriétaires du sous-sol et exploitants, au sujet de la demande des

---

<sup>72</sup> Giraud André, Boy de la Tour Xavier, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, op. cit., p. 23.

<sup>73</sup> Talahite Fatiha, op. cit., p. 8.

premiers, à l'instar des pays de l'OPEP, de dédommagements en contre partie de la disparition de gisements s'épuisant au fur et à mesure de leur exploitation. Pour les propriétaires, ce dédommagement est le paiement des réserves qui se trouvent sous terre, soit encore la rente minière. Les seconds revendiquent, eux, la plus grande partie d'un « *capital égal à la somme des valeurs actualisées des recettes afférentes à la rente* »<sup>74</sup>. Cette question du partage de la rente se résout mieux dans le cas de production en mer, où les questions techniques sont telles que les exploitants capables d'y répondre sont relativement rares et où les contrats passés entre propriétaires du sous-sol et exploitants sont des accords de partage de production<sup>75</sup> et donc de rente<sup>76</sup>.

Des auteurs français, déjà cités<sup>77</sup>, rappelaient en 1987, que « *les opérations minières sont lentes : il faut 10 ans entre la recherche et la mise en exploitation d'un gisement* » et qu'« *Il peut ainsi se créer des quasi-rentes « temporaires, mais qui peuvent ensuite durer de très nombreuses années* ».

#### D. Les rentes extraordinaires des pays pétroliers

Le concept de rente provient de l'économie politique mais il est surtout utilisé aujourd'hui par la science politique qui le réduit souvent à un simple revenu extérieur, c'est-à-dire, *des revenus (pétroliers et gaziers ou rente) qui « proviennent de sources "extérieures à la société", le gaz et le pétrole payés directement au gouvernement par les compagnies étrangères* »<sup>78</sup>. Ainsi, une économie rentière est celle d'un « *État qui tire une part substantielle de ses recettes de l'étranger et cela sous forme de rentes* »<sup>79</sup>. Le caractère

---

<sup>74</sup> Giraud André, Boy de la Tour Xavier, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, op. cit., p. 24.

<sup>75</sup> Dans un régime d'accords de partage de production, l'État est lié, selon les obligations contractuelles, à l'investisseur et est responsable de la rupture du contrat. L'accord de partage de production fournit aussi un régime fiscal autonome, dans lequel l'investisseur jouit d'une responsabilité fiscale prévisible, complètement indépendante du régime fiscal général de l'État. Donc, en remplaçant le régime fiscal existant par un accord de partage de production, l'investisseur est assuré de la stabilité du régime d'investissement pendant la période de validité du contrat ainsi que d'une approche personnalisée pour chaque projet particulier (Bayulgen Oksan, *Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia*, *Business and Politics*, 2005, vol. 7, n°1, p. 8.).

Dans un contrat de partage de production, le pétrole extrait est partagé entre les parties contractantes, c'est-à-dire la compagnie étrangère et l'État - propriétaire du sous-sol dans les cas du Kazakhstan et du Turkménistan. La compagnie est d'abord remboursée, en pétrole, de ses dépenses d'exploration et de production (c'est le cost oil). Puis le reste de la production est partagé entre le pays qui reçoit environ 82% et la compagnie qui reçoit le reste (soit donc environ 18%), et qui s'appelle le profit oil. Dans le cas d'un partage de production, le nombre d'impôts est réduit car la part de la production qui revient à l'État est considérée comme une forme d'impôt.

<sup>76</sup> Giraud André, Boy de la Tour Xavier, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, op. cit., p. 24.

<sup>77</sup> Ibid., p. 18.

<sup>78</sup> Talahite Fatih, op. cit., p. 2.

<sup>79</sup> Matsunaga Yasuyuki, L'Etat rentier est-il réfractaire à la démocratie ?, *Critique internationale*, juillet 2000, n°8, p. 47.

exogène de la rente, retenu par les théoriciens de « l'État rentier » qui ont travaillé sur les cas de pays du Moyen-Orient et d'Afrique, provient de ce que les revenus des hydrocarbures sont des sources « extérieures » à la société, puisque le gaz et le pétrole sont payés directement au gouvernement par les compagnies étrangères qui exploitent les hydrocarbures du pays qui en est propriétaire.

D'où, par ailleurs, l'idée d'introduire le taux des exportations des hydrocarbures par rapport aux exportations totales du pays pour mesurer la dépendance économique d'un pays vis-à-vis de ses exportations d'hydrocarbures et le poids de la rente énergétique dans son économie, ce qui sera fait dans le chapitre VII de la dernière partie. Une des critiques portées par F. Talahite à la science politique qui amalgame revenus extérieurs et rente, est l'impasse ainsi faite, d'une part, sur les conditions politiques et juridiques de la formation de la rente et d'autre part, sur ce qui est prélevé par les compagnies pétrolières et les États importateurs, en particulier à travers la fiscalité. En principe, les gouvernements taxent à la fois les exportations et les rentes de production nationales.

Akram Esanov, Martin Raiser, et Willem Buiters<sup>80</sup>, quant à eux, distinguent deux grands types de rentes : les rentes extérieures, perçues grâce aux exportations et les rentes intérieures provenant, elles, de la vente des ressources énergétiques dans le pays ; elles sont partagées entre producteurs, propriétaires des infrastructures de transports, gouvernements et consommateurs d'énergie. En fonction de ces divers bénéficiaires, ces auteurs<sup>81</sup> donnent quatre définitions et modes de calcul de rentes différentes (en négligeant les coûts de transport intérieurs), par unité de production :

- La rente d'exportation (*export rent*) est calculée comme les revenus réels des exportations auxquels sont soustraits les coûts de transport et les coûts de production. [Rente d'exportation = volume des exportations x (prix à l'export – le chargement (*lifting*) - coûts de transports)].
- La rente totale est égale à la production totale x (le prix à l'export - le chargement (*lifting*) - le coût de transports).
- Les subventions aux consommateurs nationaux sont égaux à la consommation nationale x (prix à l'importation – prix intérieurs), la consommation nationale étant

---

<sup>80</sup> Esanov Akram, Raiser Martin, Buiters Willem, Nature's blessing or nature's curse : the political economy of transition in resource-based economies, Working paper EBRD, n°66, November 2001, p. 1.

<sup>81</sup> Ibid., p. 5 et 6.



égale à la production totale – le volume des exportations. Ces subventions sont donc considérées comme une rente.

- La rente du producteur national est égale à la rente totale – rente d'exportation – subventions aux consommateurs nationaux.

On peut encore signaler l'existence d'un autre type qui est la rente de situation dont peuvent bénéficier des pays sur les territoires desquels ont été construits des infrastructures de transports d'hydrocarbures. Ces pays reçoivent des revenus qui sont des droits de transit des hydrocarbures ainsi transportés sur leur territoire. La Russie et le Kazakhstan en sont des exemples.

Le cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan, peut-il être, lui aussi, considéré comme un bel exemple de rente de situation ? Selon l'Article 5 du Traité (accord) de 1994, toujours en vigueur et signé entre la Fédération de Russie et le Kazakhstan, le bail du cosmodrome est de 115 millions de dollars par an. La Russie n'a pas le droit de payer le Kazakhstan en "nature", c'est-à-dire avec l'aide de ressources exploitées sur le cosmodrome, à partir desquelles Moscou pourrait déduire un transfert de biens et services. Ce loyer est un transfert d'argent entre gouvernements.

En 1997, en Russie, les divers paiements relatifs aux ressources naturelles sont les paiements pour l'utilisation de ressources naturelles et les accises sur le gaz naturel, le pétrole et les produits pétroliers. Les paiements pour l'utilisation des ressources naturelles sont identiques aux *fiksirovannye (rentnye) plateži* qui reflètent à peu près la grandeur de la rente absolue. Cette rente absolue est collectée par le biais de la TVA, l'impôt sur le chiffre d'affaires et les paiements spéciaux pour l'utilisation des ressources naturelles. Une grande partie de cette rente absolue est créée par le commerce international de l'industrie des combustibles. Mais seule une petite partie de cette rente est perçue par le budget sous forme de revenus de l'activité du commerce extérieur. Le montant de la rente est inférieur à celui de la valeur de la production exportée de l'industrie des combustibles<sup>82</sup>. La rente absolue rentre dans le budget de l'État par le biais de la TVA, dans des proportions moindres que celles d'autrefois quand la rente absolue était perçue grâce à l'impôt sur les chiffres d'affaires, des accises et des paiements spéciaux sur l'utilisation des ressources naturelles. La rente différentielle est, quant à elle, perçue par le biais de l'impôt sur les bénéfices.

---

<sup>82</sup> Analitičeskij obzor voprosy rentnyh platežej v prirodopol'zovanii, [www.duma.gov.ru/cnature/expert\\_info/analit\\_renta.htm](http://www.duma.gov.ru/cnature/expert_info/analit_renta.htm).

Les États miniers sont liés à une marchandise essentielle qui est épuisable. Ce qui donne lieu à des rentes extraordinaires. En effet, la relative inélasticité de la demande de pétrole combinée à un relativement petit nombre de grands propriétaires dans le monde, au coût élevé d'entrée dans l'industrie, et aux difficultés inhérentes à la substitution des énergies fait que les rentes générées sont extraordinaires. Elles n'ont rien en commun avec le processus productif de l'économie intérieure. Elles ne sont pas « naturelles » car elles sont liées à une organisation inhabituelle du marché mondial du pétrole (cas des rentes de monopole), à des variabilités des qualités des champs ou du pétrole (cas des rentes économiques). À l'instar des pays miniers qui ne dépendent économiquement que d'une seule ressource, les pays pétroliers ont une dépendance écrasante au pétrole avec un ratio « exportations de pétrole / exportations totales » qui variait de 96% à 82% en 1980, contre 50% pour des pays exportateurs d'autres marchandises. Ce ratio pour le Kazakhstan et le Turkménistan indépendants sera étudié dans le dernier chapitre de la deuxième partie.

### E. Rentes « naturelles » et « artificielles » et la théorie de la recherche de rentes

Dans son article sur le concept de rente, F. Talahite dresse l'évolution des théories qui se sont succédé pour constater qu'aucune d'elles ne place la rente en son centre. Les théories des années 1970 traitaient de l'impact des chocs pétroliers sur les pays exportateurs de pétrole ; celles des années 1980 du phénomène du syndrome hollandais (« *Dutch Disease* ») ; et celles des années 1990 de l'impact des revenus du pétrole, du gaz et des projets miniers sur les comportements des gouvernements. Seule la théorie de la recherche de rente (*rent-seeking*) exposée par Anne Krueger<sup>83</sup>, met la notion de rente en son centre. Mais, ne s'intéressant qu'aux rentes artificielles, cette théorie ne concerne pas les ressources naturelles et donc pas la rente pétrolière<sup>84</sup> (l'article de A. Krueger, publié par l'*American Economic Review* en 1974 ne mentionne pas les hydrocarbures).

Pourtant, la rente que tirent les États installés sur des régions du globe mieux dotées que d'autres en hydrocarbures, est à classer dans les rentes dites « naturelles » que Patricia Vornetti<sup>85</sup> distingue des rentes « artificielles ». Les rentes dites « naturelles » sont, selon cet auteur, liées à un monopole naturel, donc de la nature ou rentes temporaires liées au

---

<sup>83</sup> Krueger Anne, *The Political Economy of Rent Seeking Society*, *American Economic Review*, 1974, vol. 64, n°3. A. Krueger a été professeur d'économie à l'Université du Minnesota avant de devenir première Directrice générale adjointe du Fonds monétaire international, du 1<sup>er</sup> septembre 2001 au 31 août 2006.

<sup>84</sup> Talahite Fatiha, *Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord*, op. cit., p. 10.

<sup>85</sup> Patricia Vornetti, "Recherche de rente, efficacité économique et stabilité politique", *Mondes en développement*, t 26, n°102. (1998), citée par Talahite Fatiha, *Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord*, op. cit., p. 10.

fonctionnement concurrentiel du marché. Les rentes dites « artificielles » sont obtenues soit au prix d'une violation des règles du jeu économique, soit en jouant un autre jeu qu'économique, à savoir un jeu politique (comme par exemple la corruption). La rente des hydrocarbures fait indéniablement partie de la catégorie des rentes « naturelles », et découle de la formation des prix qui varient en fonction d'événements politiques internationaux. En ce sens, elle peut être considérée comme relevant aussi de la seconde catégorie.

La stratégie de recherche de rente consiste en un transfert de la quasi-totalité du patrimoine public au privé<sup>86</sup>. La remise gratuite des actifs stimule la recherche de rentes. T. L. Karl définit la recherche de rente par la recherche du profit au-delà du niveau qui est envisageable sur un marché concurrentiel<sup>87</sup>. Pour des économistes de la Banque mondiale, la recherche de rente est à l'origine d'un mauvais fonctionnement des marchés, d'une mauvaise gouvernance et d'un refus d'observer les règles de la mondialisation. L'ambiguïté du statut théorique de la rente a largement alimenté la critique de l'État rentier<sup>88</sup>, dont il sera question dans la conclusion de ce travail.

Le partage de la rente pétrolière entre différents groupes d'intérêts dépend du parrainage de l'État, de barrières tarifaires élevées, d'importations bon marché, de contrats lucratifs et de subventions. La recherche de rentes encourage le phénomène d'échange de faveurs en contrepartie des bénéfices reçus et cette corruption fait, elle-même, apparaître de nouvelles demandes. Ce qui va à l'encontre des mécanismes efficaces du marché et des prises de décisions économiques nécessaires à la création d'une base durable de productions, indépendantes de celle des hydrocarbures. Cette dynamique de recherche de rentes entre intérêts privés et l'État dure tant que la rente est là. T. L. Karl<sup>89</sup> rappelle que le comportement de recherche de rente d'un pétro-État prend la forme de ce que les théoriciens du jeu appellent un "jeu à deux niveaux". Au premier niveau, l'État veut distribuer des rentes pétrolières de façon politique, ce qu'il fait en utilisant des revenus issus de l'extérieur (exportations) et en les distribuant à l'intérieur. Les compagnies, elles, veulent un retour sur investissement aussi élevé que possible. Au second niveau, l'État affronte de nouveaux groupes sociaux, et notamment la classe moyenne qui devient plus nombreuse et devient politiquement plus influente grâce au développement basé sur le pétrole. Ces groupes commencent alors à réclamer à l'État une partie de la manne. Ainsi se développent deux réseaux interconnectés.

---

<sup>86</sup> Andreff Wladimir, *Économie de la transition : la transformation des économies planifiées en économie de marché*, Rosny-sous-Bois : Bréal, 2007, p. 251.

<sup>87</sup> Karl Terry L., "State Building and Petro revenues", op. cit., p. 5.

<sup>88</sup> Akin Audrey, Serfati Claude, *Guerres pour les ressources, rente et mondialisation*, op. cit., p. 28.

<sup>89</sup> Karl Terry L., "State Building and Petro revenues", op. cit., p. 6.

Parce que les rentes pétrolières sont captées par des moyens liés à l'État, le comportement du monde des affaires, de la classe moyenne et des organisations professionnelles dans les pays producteurs de pétrole est la recherche d'influence politique afin d'en gagner dans le domaine économique.

L'expression « recherche de rente » est utilisée dans la littérature économique occidentale concernant la rente des hydrocarbures, y compris ceux du Kazakhstan et du Turkménistan<sup>90</sup>. Ce qui s'explique par le fait que les hydrocarbures d'Asie centrale, font l'objet de jeux politiques avec les voisins des pays centrasiatiques mais aussi avec l'Union européenne et les États-Unis.

Les revenus tirés des exportations de richesses minérales procurent à l'État des devises immédiatement disponibles qu'en général, il distribue pour l'essentiel à l'intérieur. C'est ce que font les pays en développement et exportateurs de pétrole, qualifiés d'« États rentiers distributeurs »<sup>91</sup>. Par ailleurs, les habitants de ces pays, dans leur écrasante majorité, n'ont aucune relation avec la production de la rente : ils se contentent de l'utiliser, avec un médiateur, l'État. Le service public s'étend et la société bénéficie d'emplois créés dans et par le secteur public, de services sociaux et de transferts. Nous verrons dans la conclusion dans quelles mesures cette appréhension de l'État rentier s'applique (ou ne s'applique pas) au Kazakhstan et au Turkménistan indépendants.

Enfin, l'aspect capitalistique<sup>92</sup> de l'industrie des hydrocarbures, dont il sera question plus bas, a au moins deux effets. Ces ressources principales sont la propriété et / ou sous le contrôle de sociétés étrangères, si le développement de leur exploitation nécessite des capitaux et de la technologie dont le pays ne dispose pas. Les besoins en équipements ne sont pas assurés par l'économie intérieure ; ils doivent être importés, ce qui ne stimule pas l'industrie intérieure. Le transport de l'huile se faisant par tubes, il n'y a pas de développement régional et le raffinage se fait à l'étranger. Par ailleurs, cette industrie est caractérisée par un faible taux d'emploi pour une génération donnée et une structure de salaires biaisée. Les salaires dans l'industrie pétrolière sont supérieurs à ceux des autres secteurs de l'économie nationale, car étant donné

---

<sup>90</sup> Cf. Pomfret Richard, Ressource abundance and long-run growth : when is oil a curse ? The effects of Oil discovery on Kazakhstan's Economy, Canadian Network for Economic History Conference on 15-17 April 2005, March 2005 et Auty Richard, Improving the Beneficial Socio-Economic Impact of Hydrocarbon Extraction on Local/ Regional Development in Caspian Economies, Draft paper prepared for consideration for presentation at the ROSES Conference on Caspian Oil, Paris June 2 2006.

<sup>91</sup> Matsunaga Yasuyuki, L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie ?, op. cit., p. 49.

<sup>92</sup> Le pétrole et le charbon sont parmi les industries les plus capitalistiques. Cela signifie que le capital fixe par travailleur y est élevé, ou encore que les entreprises y utilisent davantage le facteur capital que le travail. C'est une caractéristique de l'activité du secteur de l'énergie.

leur niveau de spécialisation, les salariés de cette industrie ont davantage de moyens de pression que des personnes travaillant dans les champs des plantations agricoles, par exemple. D'une part, se constitue une « aristocratie de travailleurs » et d'une autre part, les moins qualifiés connaissent le chômage. Par ailleurs, les employés du secteur pétrolier les mieux payés ne sont pas assez nombreux pour créer un marché intérieur de taille conséquente. Et lorsque les pétrodollars qui circulent produisent un marché intérieur, de nombreuses études montrent que le caractère dual en matière de technologie et de salaires rend ce marché très inéquitable et plus enclin que dans des économies non-minérales à un certain nombre de problèmes économiques qui freinent la productivité.

### ***La recherche d'un modèle théorique du côté des sciences économique et politique***

La recherche d'une définition du concept de rente et l'étude de l'impact d'une rente sur une société et ses équipes dirigeantes, mènent assez naturellement à rechercher des modèles existants du côté des sciences économique et politique. Des références à ce thème ont été rapidement trouvées en relation avec les pays du Moyen Orient étudiés depuis les années 1970. Ces documents ont pour objet la théorie de l'État rentier et la recherche de rentes (*rent seeking*), ainsi que celle de la dépendance élaborée pour rendre compte des relations Nord-Sud. Ils comportent également des critiques de ces théories. Mais aucune d'entre elles n'a été construite à partir de l'étude de pays d'Asie centrale. Seule, la théorie de la dépendance qui est une « *variation sur le concept d'impérialisme économique, associé au courant marxiste, développé dans les années 1960 en Amérique latine* »<sup>93</sup>, se réfère au concept de rente. Étant donné le contexte de son apparition, cette théorie n'évoque évidemment pas les pays d'Asie centrale. Selon cette théorie de la dépendance, la position vulnérable d'une région dépendante découle d'une spécialisation extrême de son économie<sup>94</sup>. Le directeur du programme Asie centrale à la *George C. Marshall European Center for Security Studies* G. Gleason, auteur de nombreux articles et ouvrages sur l'Asie centrale, souligne des similitudes entre cette forme de dépendance économique en Amérique latine et la réalité centrasiatique soviétique. Il se réfère là à la dépendance au coton de la RSS de Turkménie, où l'agriculture assure 24% du produit national brut de la RSS et emploie la moitié de la population, en 1988<sup>95</sup> (le Tableau X. C : La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 au Turkménistan, en annexe, donne un chiffre un peu inférieur pour 1985).

---

<sup>93</sup> <http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMDictionnaire?iddictionnaire=1685>.

<sup>94</sup> Gleason Gregory, *The political economy of dependency under socialism : The Asian Republics in the USSR, Studies In Comparative Communism*, December 1991, Volume 24, Issue 4, p. 341.

<sup>95</sup> *Ibid.*, p. 342.

L'idée répandue en Occident dans les années 1990, avec la parution de l'ouvrage de Richard Auty intitulé "Resource-based industrialization : sowing the oil in eight developing countries"<sup>96</sup>, selon laquelle les ressources naturelles sont, en général, plutôt une « malédiction » qu'une chance pour un pays bien doté puisque la richesse due aux ressources mènerait à l'instabilité et aux conflits violents, a été exposée dans la littérature sur la « malédiction des ressources naturelles »<sup>97</sup>. Ce « paradoxe de l'abondance » a établi des liens entre l'abondance des ressources et la corruption, l'autoritarisme, le déclin économique et les conflits internes ou externes<sup>98</sup>. Pour comprendre les relations entre rente pétrolière et instabilité politique, Matthias Basedau et Wolfram Lacher montrent, dans leur article intitulé « A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States », qu'il est nécessaire de prendre en compte de nombreux facteurs. Parmi ces facteurs, citons notamment les conditions socio-politiques du pays exportateur d'hydrocarbures, avant l'arrivée de la manne ainsi que les conditions spécifiques de ses ressources naturelles comme leur nature, leurs réserves et la dépendance du pays à ses exportations, ainsi que le système de gestion des revenus, le fonctionnement des institutions, et les stratégies des hommes politiques. L'un des objectifs de ces auteurs est de capter la nature multifacette de la relation entre ressources naturelles et le degré de stabilité politique.

Ici, il est nécessaire de souligner que le Kazakhstan et le Turkménistan présentent, au contraire de ce que décrit cette littérature sur la « malédiction des ressources », une très grande stabilité politique, puisque les chefs d'État kazakh et turkmène se sont maintenus au pouvoir tout au long de la période d'indépendance étudiée, tandis que la rente des hydrocarbures a commencé à être vraiment substantielle à la fin des années 1990. La question de la stabilité politique ne se posait pas jusqu'en 2002 et la perspective de conflits armés dans ces deux pays était très faible. Le Kazakhstan, caractérisé par un revenu pétrolier par habitant relativement bas, une forte dépendance pétrolière, un médiocre contrôle de la corruption et une mauvaise gouvernance, « devrait » connaître des conflits, selon les tenants de cette

---

<sup>96</sup> Auty, Richard M., *Resource-based industrialization : sowing the oil in eight developing countries*, Oxford : Clarendon Press, 1990, 294 p.

<sup>97</sup> Citons notamment : Bannon Ian, Collier Paul, *Natural Resources and Violent Conflict. Options and Actions*. Washington, DC: World Bank, 2003 ; Boschini Anne D., Petterson Jan, Roine Jesper, *Resource Curse or not. A Question of Appropriability*. Stockholm: Stockholm University, Department of Economy, 2004 ; Collier Paul, *Resource Rents, Governance, and Conflict*, In *Journal of Conflict Resolution*, 49 (4), 2005, p. 625-633. ; Humphreys Macartan, *Natural Resources, Conflict and Conflict Resolution*, In *Journal of Conflict Resolution*, 49 (4), 2005, p. 508-537. ; Lujala Päivi, Gleditsch Nils Setter, Gilmore Elisabeth A *Diamond Curse ? Civil and a Lootable Resource*, in: *Journal of Conflict Resolution*, 49 (4), 2005, p. 538-562.

<sup>98</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 5.

théorie<sup>99</sup>. Comment alors la stabilité politique a-t-elle été possible jusqu'en 2002 (et depuis) au Kazakhstan et, *a fortiori*, au Turkménistan où tous ces critères y sont encore plus marqués ?

L'hypothèse selon laquelle plus les revenus des exportations d'hydrocarbures par habitant sont élevés, plus ils constituent un frein aux conflits violents et à l'instabilité politique, n'est donc pas vérifiée dans les cas du Kazakhstan et du Turkménistan indépendants, où ces revenus sont relativement bas. Ces deux pays présentent par conséquent tous les deux une sorte d'« anomalie » au regard de la théorie de la « malédiction des ressources naturelles ». Ce qui réduit donc, dans les cas des deux pays centrasiatiques, la pertinence du « paradoxe de l'abondance ». La littérature qui relate cette théorie, ne prend pas en compte les pays ex soviétiques et ignore donc les spécificités du développement économique de l'époque soviétique.

Force est de constater que les concepts fabriqués initialement à partir de travaux portant sur d'autres zones géographiques, comme ceux de l'État rentier dans des pays pétroliers du Moyen-Orient, ou du régime sultanistique dans des pays d'Amérique latine, ne sont pas applicables tels quels ni au Kazakhstan, ni au Turkménistan. Inversement, l'étude de la zone centrasiatique n'a pas encore produit de concepts de cet ordre. Et ces questions ont profondément motivé ce travail.

### *Les sources statistiques*

La collecte de statistiques relatives aux échanges des RSS du Kazakhstan et du Turkménistan avec les autres républiques soviétiques, y compris avec la RSFSR (et qui seront appelés « échanges interrépublicains ») et aux échanges avec le reste du monde (appelés « exportations ») a constitué une première difficulté de la recherche plus globale de la documentation. Car les diverses données permettant de rendre compte de revenus pour les deux RSS en échange de leurs livraisons d'hydrocarbures, ne sont pas fournies par les annuaires soviétiques. Au mieux, elles le sont de façon très parcellaire. Seule la série statistique de la production d'hydrocarbures, en volume, des deux RSS et de l'ensemble de l'URSS a été établie sans difficulté, grâce aux annuaires statistiques de l'URSS et des deux républiques.

Mes enquêtes de terrain m'ont permis de constater que ni le Kazakhstan, ni le Turkménistan n'ont rapatrié les archives de la période soviétique les concernant et produites par des institutions situées en RSFSR. Elles sont restées en Fédération de Russie. Néanmoins de

---

<sup>99</sup> Ibid., p. 15.

nombreuses autres sources ont pu être trouvées dans diverses institutions et bibliothèques du Kazakhstan et du Turkménistan. Mes interlocuteurs m'en ont également procurées de précieuses. Le nombre de mes références témoignent de toute cette richesse bibliographique, malgré des lacunes en termes de données statistiques, consubstantielles à leur fabrication et qui seront évoquées plus bas.

Il existe des ouvrages que je n'ai trouvé, ni en France, ni en Russie, ni dans aucun des deux pays et dont les références sont imprécises<sup>100</sup>. Enfin, des listes de prix internes (*prejskuranty*) seraient disponibles à la BDIC, à Paris, mais elles n'y ont pas été retrouvées.

En France, certains fonds de centres de documentation comme celui du CEDUCEE (La documentation Française), disparu en 2002, ou de l'Institut français du pétrole sont devenus plus difficiles d'accès à la fin des années 2000, car ils se sont défaits d'une partie de leurs archives sur l'URSS. C'est ainsi qu'un volume de la source PlanEcon (éditée aux États-Unis), publié en 1991, n'était plus disponible à la documentation Française, ni ailleurs en France, en 2011. De plus, des séries complètes d'annuaires publiés en URSS, ne sont pas toujours disponibles, soit parce qu'ils n'ont jamais été détenus par ces divers fonds, soit parce qu'il y a eu des ruptures de publication de ces annuaires soviétiques.

Le cas de rupture de publication peut être illustrer par l'avant-propos de l'annuaire *L'économie de la RSS de Turkménie (Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR)*<sup>101</sup>, paru à Aşgabad en 1962, qui précise que le dernier annuaire édité date de 1957. Il y a donc une carence de plusieurs années pour cet annuaire, qui provient non pas de l'état de fonds documentaires (français ou autre), mais de la source elle-même. Toutefois, cette absence de parution n'est qu'une des causes de lacunes statistiques soviétiques.

Les républiques socialistes soviétiques ont toujours montré des niveaux différents d'ouverture en matière de collecte statistique. De plus, elles ont des capacités différentes pour construire

---

<sup>100</sup> Il s'agit de :

- (auteur non déterminé), *Mežrespublikanskij tovaroobmen produkciej proizvodstvenno-tehničeskogo naznačeniâ (Les échanges commerciaux de biens de production entre républiques)*, 1991, (le lieu de l'édition est inconnu) ;
- (auteur non déterminé), *Toplivno-energetičeskij kompleks SSSR 1988 g. (Le secteur des fluides et combustibles de l'URSS en 1988)*, 1989,
- Goskomstat SSSR, *Finansy SSSR Statističeskij sbornik 1978-1988 (Les finances de l'URSS, annuaire statistique 1978-1988)*, Moskva, 1990.

<sup>101</sup> CSU SSSR, Central'noe Statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov TSSR; Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, *Narodnoe hozâjstvo Turkmenskoj SSR : statičeskij ežegodnik*, Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, 1962, Aşhabad, p. 3.



leurs propres données<sup>102</sup>. Les deux RSS ont une direction centrale des statistiques (*Central'noe statističeskoe upravlenie*) qui opère essentiellement comme des succursales de l'administration centrale des statistiques de l'URSS, à Moscou. Elles n'avaient que peu de contrôle sur la méthodologie et la politique en matière de publication<sup>103</sup>. Les républiques du Kazakhstan et de Turkménie n'ont publié que les annuaires *Narodnoe Hozâjstvo* et *La RSS en chiffres (SSR v cifrah)* qui ne paraissaient pas régulièrement, surtout dans le cas de la Turkménie, comme déjà signalé<sup>104</sup>. Une liste exhaustive des statistiques consultées figure dans la bibliographie (« sources primaires »).

## A. Les constructions des statistiques en URSS

« Jusqu'en 1991 inclus, les échanges des républiques (réalisés hors de l'URSS) étaient intégrés dans les données générales du commerce extérieur soviétique et exprimés en devises convertibles. Ce commerce extérieur était, dans les dernières années, mis au compte de chaque république mais en prix internes et en roubles intérieurs. Cette façon de comptabiliser le commerce extérieur ne permet pas de le rapporter aux grandeurs connues en roubles devises, étant donné les distorsions considérables par rapport aux prix mondiaux. Quant aux flux interrépublicains, ils n'apparaissent qu'en tant que commerce intérieur »<sup>105</sup>.

### A. a. La collecte des données

Le ministère du Commerce extérieur de l'URSS<sup>106</sup> (qui devient le ministère des Relations économiques extérieures de l'URSS à partir de 1988) collecte l'information sur les importations et les exportations, en prix du commerce extérieur. Celle-ci est régulièrement publiée dans le recueil statistique du commerce extérieur *Vnešnââ torgovlâ SSSR* (depuis août 1931) et dans les *Narodnoe Hozâjstvo* qui sont publiés par le *Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR* (jusqu'en 1987, puis par le *Goskomstat* de la république) dans un cas et par le *Central'noe statističeskoe upravlenie SSR Kazahstan* (jusqu'en 1987, puis par le *Goskomstat* de la république) dans l'autre.

---

<sup>102</sup> Heleniak Timothy E. Soviet and Post soviet statistical publication during the fourth quarter of 1991, *Post Soviet Geography*, 1992, 33 (2), p. 101.

<sup>103</sup> Ibid., p. 100.

<sup>104</sup> Ibid., p. 101.

<sup>105</sup> Bayou Céline, Tiraspol'sky Anita, Le commerce extérieur du Kazakhstan, In Giroux Alain, Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1992, n°372, p. 38.

<sup>106</sup> Cf. Annexes du chapitre I (Les institutions du commerce extérieur des hydrocarbures de l'URSS).

Le fait que plusieurs types de prix étaient utilisés pour le commerce extérieur de l'URSS engendre une complication majeure<sup>107</sup>. Ces méthodes faussaient la réalité des échanges des républiques. La part d'une république exportant des combustibles était ainsi artificiellement diminuée puisque les prix intérieurs des combustibles étaient bas<sup>108</sup>. Il n'y a pas eu de publication des taux de conversion des prix du commerce extérieur en prix intérieurs<sup>109</sup>, pour les importations et les exportations pour l'URSS dont les données sont publiées dans le *Vnešnââ torgovlâ SSSR* en volume.

De plus, selon Gérard Duchêne, « *Les Soviétiques ne publient pas leurs exportations et importations en prix intérieurs : ces données sont pourtant essentielles car la différence « importations moins exportations » mesurée avec ces prix constitue le « profit » du ministère du Commerce extérieur de l'URSS et est versée au budget de l'URSS (cette différence est estimée à 15% des recettes)* »<sup>110</sup>. Cette question des prix relativement aux hydrocarbures est traitée dans le chapitre IV (première partie).

« *Les chiffres du commerce extérieur de l'annuaire 1989 sont établis à partir des renseignements fournis par les centrales fédérales d'import-export et autres organisations effectuant des opérations de commerce extérieur* »<sup>111</sup>. Mais il faut préciser qu'« il ne s'agit pas de statistiques douanières ». Ce n'est qu'à partir de 1989 que les déclarations de marchandises qui traversent les frontières de l'URSS deviennent obligatoires. Les organes locaux de statistiques commencent alors à recevoir les copies des déclarations de douanes de cargaison. Ces données sont traitées informatiquement par le comité aux statistiques de l'URSS mais ne sont pas normalisées. Pour ces raisons, les autorités en charge des statistiques sont contraintes de conserver l'ancien système de décompte (*system of reporting*) des opérations d'importations et exportations<sup>112</sup>.

Par ailleurs, le ministère des Finances de l'URSS et la Banque d'État collectent l'information sur les opérations de commerce extérieur. Ces données statistiques n'ont jamais été intégrées

---

<sup>107</sup> Steinberg Dmitri, *The Soviet economy : 1970-1990 : a statistical analysis*, San Francisco, Calif. : International Trade Press, 1990, p. 67.

<sup>108</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, Washington, D.C. : World Bank, 1995, p. 83.

<sup>109</sup> Steinberg Dmitri, *The Soviet economy : 1970-1990 : a statistical analysis*, op. cit., p. 68.

<sup>110</sup> Gérard Duchêne, *L'économie de l'URSS*, Paris : Éditions la Découverte, 1987, p. 65.

<sup>111</sup> Tiraspolsky Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1990, n°352, p. 23.

<sup>112</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., p. 8.

dans les comptes nationaux soviétiques<sup>113</sup> pour des raisons bureaucratiques : ces agences refusent d'échanger les données non seulement avec le monde extérieur mais aussi entre elles.

Pour l'économiste américain Vladimir Treml<sup>114</sup>, l'administration centrale des statistiques (*Central'noe statističeskoe upravlenie*<sup>115</sup>, CSU) n'aurait pas le monopole de la collecte, du traitement et de la publication de toutes les statistiques économiques, sociales et démographiques de l'URSS. Cette administration n'aurait pas non plus le pouvoir de demander les données nécessaires à d'autres institutions comme les ministères du Commerce extérieur et des Finances. Le pouvoir que détient le CSU sur les diverses institutions n'est pas absolu et varie selon leur importance et leur prestige. Le ministère du Commerce extérieur et celui des Finances ont suffisamment de pouvoirs pour ne donner au CSU que ce qu'ils souhaitent et selon la forme qu'ils veulent leur donner. Ces deux ministères publient leurs propres recueils statistiques (*Vnešnââ torgovlâ* déjà cité et le bulletin *Torgovlâ za rubežom*<sup>116</sup> pour le ministère du Commerce extérieur à partir de 1956. Ce dernier bulletin ne concerne pas le commerce des matières premières stratégiques de l'URSS. Les publications du CSU ne sont que des reprises de ces données, sans modification.

Le ministère du Commerce extérieur ne remanie pas sa méthodologie, avant de publier ses données pour 1987 et 1988 (dates du début de changement du système statistique), et utilise sa propre nomenclature de marchandises qui est différente de celle du CSU et du Gosplan<sup>117</sup>. En 1991, un nouveau système de classification du commerce extérieur, correspondant aux normes internationales est introduit<sup>118</sup>. Les unions fédérales de commerce extérieur (*soûznye vnešneèkonomičeskie ob'edineniâ*) qui structurent le commerce extérieur des RSS, disposent de toute l'information pour établir leurs statistiques, tandis que, paradoxalement, les organes statistiques locaux n'ont pas toute l'information concernant les chiffres des exportations, ni ceux des importations. Mais ces unions n'appliquent pas systématiquement les normes de

---

<sup>113</sup> Steinberg Dmitri, *The Soviet economy : 1970-1990 : a statistical analysis*, op. cit., p. 67.

<sup>114</sup> Treml Vladimir G., *Perestroyka and Soviet statistics*, *Soviet Economy*, 1988, vol. 4, n°1, p. 66.

<sup>115</sup> Elle se nomme administration centrale des statistiques de la RSFSR de 1918 – 1923, du Gosplan entre 1930 et 1948 puis de l'URSS de 1948 à 1987. Elle prend le nom de Goskomstat ensuite.

<sup>116</sup> Les exemplaires consultés à la BDIC, seule bibliothèque qui les possède en France, concernent les années 1980 et ne sont pas des annuaires statistiques.

<sup>117</sup> Toutes les données en prix du commerce extérieur sont compilées selon la nomenclature du ministère du Commerce extérieur (*Edinaâ tovarnaâ nomenklatura vnešnej torgovli*) qui diffère en bien des points avec celle employée par le *Goskomstat* et le *Gosplan*. La logique de cette nomenclature est de pouvoir masquer certains flux et des omissions peuvent représenter une partie importante du commerce. Si certains chiffres peuvent faire apparaître une mauvaise situation économique intérieure, les statistiques soviétiques sont présentées de façon à ce que ces chiffres ne soient pas visibles : il peut s'agir de produits, comme de pays. En raison de ces omissions, la somme de certains agrégats peut ne pas être égale à un chiffre fourni dans un annuaire soviétique et qui pourtant en est bien l'addition.

<sup>118</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., 1995, p. 71.

compilation des statistiques du commerce extérieur, universellement reconnues et qui garantissent une compatibilité internationale.

Le *Gosplan* et le *Goskomstat* (à partir de sa création en juillet 1987) recueillent l'information en prix intérieurs qu'ils utilisent pour estimer le produit national net et brut. Cette information en prix intérieurs est restée secrète jusqu'à la fin des années 1980. C'est alors que les autorités soviétiques ont commencé à publier des données sur la balance du commerce extérieur, comptabilisé comme une partie du revenu national, sur la valeur des exportations et importations incluses dans les tableaux input-output, et sur les revenus du budget de l'État et les dépenses liés aux opérations économiques extérieures<sup>119</sup>.

#### **A. b. Les lacunes des statistiques du commerce des républiques (interrépublicain et extérieur)**

Les républiques soviétiques effectuent leur commerce extérieur (hors URSS) par l'intermédiaire des unions fédérales de commerce extérieur, et il n'existe pas de mécanisme de collecte directe des données sur les flux des échanges extérieurs de chaque république, dans une Union soviétique qui ne constituait qu'un seul pays<sup>120</sup>.

Les statistiques du commerce interrépublicain étaient très différentes de celles du commerce extérieur de l'URSS du point de vue de la collecte, de la diffusion et de l'évaluation des données<sup>121</sup>. Les flux commerciaux entre républiques étaient considérés comme un commerce de gros. Si la comptabilité des échanges interrépublicains de biens produits, organisé pendant la Seconde Guerre mondiale, a perduré jusqu'aux années 1990, la collecte statistique des données du commerce interrépublicain est beaucoup plus récente. Le but était de contrôler que les livraisons de matières premières, de matériaux, de combustibles, d'équipements et de machines à partir des fonds alloués par l'État, étaient bien honorées. La nomenclature se rapportait à la production des secteurs les plus importants pour l'économie comme les industries des combustibles et des produits pétroliers. Les rapports étaient compilés par les producteurs, puis élaborés par les agences responsables des approvisionnements au sein des ministères (ou de leurs départements) qui contrôlaient les ressources mentionnées dans le plan. Mais les données annuelles des livraisons interrépublicaines des productions

---

<sup>119</sup> Steinberg Dmitri, *The Soviet economy : 1970-1990 : a statistical analysis*, op. cit., p. 67.

<sup>120</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., p. 85. Cette conception d'un seul pays exportant vers le reste du monde m'a été répétée par M. Sergej Makedonskij de l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie, Moscou, en septembre 2012. De plus, B. Rumer relate ces notes issues de *Materialy XXII s'ezda KPSS 1961* : « les frontières des républiques soviétiques à l'intérieur des frontières de l'URSS perdent sans cesse leurs signification ancienne » (Rumer Boris Z. *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 188).

<sup>121</sup> *Ibid.*, p. 87.

industrielles (*produkcijâ proizvodstvenno-tehničeskogo značeniâ*) n'auraient commencé à être collectées qu'au début des années 1970 (elles concernaient alors 60 produits)<sup>122</sup>. Ainsi, le rapport statistique *Statističeskij sbor dannyh o vvoze i vyvoze, statistical report* établi pour la première fois au début des années 1970 (mentionné par Misha Belkindas et Olga Ivanova mais qui n'en donnent pas les références précises<sup>123</sup>) sur les échanges de biens à l'intérieur de l'URSS, n'incluait qu'un petit nombre de biens (acier laminé, bois de construction, produits sciés, ciment et charbon), et il semblerait que les hydrocarbures n'y étaient pas mentionnés.

Plusieurs sources occidentales rapportent que des lacunes existaient dans les statistiques du commerce interrpublicain. A. Nove souligne que : « *les statistiques disponibles ne peuvent saisir les "importations" et les "exportations" qui franchissent les frontières régionales et ne donnent pas suffisamment de chiffres sur les coûts des matières* »<sup>124</sup>. L'annuaire de K. V. Levčuk, intitulé *Le commerce extérieur de l'URSS*, pour les années 1956-1969<sup>125</sup>, n'apporte pas d'information sur les exportations des républiques. L'annuaire « *L'économie de la RSS du Kazakhstan en 1972* »<sup>126</sup>, donne deux informations que d'autres numéros ne fournissent pas. Il s'agit des livraisons en provenance et à destination d'autres républiques de combustibles pour les années 1960, 1965 et 1970, mais sans précision quant à la nature du combustible.

Les ouvrages intitulés *Les relations économiques extérieures de l'URSS en 1988*, *Les relations économiques extérieures de l'URSS en 1989* et *Les relations économiques extérieures de l'URSS en 1990*<sup>127</sup>, édités par le ministère des Relations Economiques Extérieures de l'URSS (*Ministerstvo Vnešnih ékonomičeskikh svâzej SSSR*) au cours de la *Perestroïka* de la seconde moitié des années 1980, ne contiennent pas davantage d'information sur les relations économiques des républiques avec le reste du monde (hors URSS). Toutes les données relatives aux exportations sont celles de l'URSS et il n'y a pas de décomposition du commerce extérieur selon les républiques. Les données ne concernent que les pays avec lesquels l'URSS commerce. L'annuaire « *L'URSS et des républiques fédérées en*

---

<sup>122</sup> Ibid., p. 71.

<sup>123</sup> Il ne m'a pas été possible de savoir si les hydrocarbures en faisaient partie. Je n'ai pas réussi à entrer en contact avec M. Belkindas.

<sup>124</sup> Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 63.

<sup>125</sup> Levčuk K. V., *Vnešnâa torgovlâ Souza SSR : statističeskij obzor*, Moskva ; Leningrad : Vneštorgizdat, 1956-1969.

<sup>126</sup> CSU pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1972 godu*, Almaty : Kazakhstan, 1973, p. 24.

<sup>127</sup> Ministerstvo vnešnih ékonomičeskikh svâzej SSSR, *Vnešnie ékonomičeskie svâzi SSSR v 1988g.*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, 287 p. ; Ministerstvo vnešnih ékonomičeskikh svâzej SSSR, *Vnešnie ékonomičeskie svâzi SSSR v 1989 g.*, Moskva : Finansy i statistika, 1990, 302 p. ; Ministerstvo vnešnih ékonomičeskikh svâzej SSSR, gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Vnešnie ékonomičeskie svâzi SSSR v 1990g.* : statističeskij sbornik, Moskva : 1991, 288 p.

1988 » consacre une demi-page aux relations économiques extérieures de la RSS du Kazakhstan. On y apprend qu'elle a effectué des opérations avec 85 pays en 1988 et que plus de 110 entreprises sont impliquées dans ces opérations et que des importations et exportations directes ont été effectuées par six entreprises de ministères fédéraux avec six pays, sans autre précision. Et aucun chiffre n'est donné. Pour la RSS de Turkménie, les quelques pages rédigées par le Comité d'État aux statistiques de la RSS ne renseignent pas sur ses relations extérieures<sup>128</sup>.

Les données sur le commerce interrpublicain apparaissent pour la première fois en 1990, dans le Bulletin des statistiques (*Vestnik statistiki*)<sup>129</sup>. Elles sont établies en roubles internes et en prix mondiaux. Les deux républiques ont un solde de commerce extérieur négatif en prix internes et mondiaux. Seuls les totaux des importations et des exportations des RSS ont été publiés, sans décomposition selon les marchandises<sup>130</sup>. D'après les premiers indicateurs sur le commerce des républiques soviétiques en 1988, en prix internes courants et en millions de roubles internes, la RSS du Kazakhstan se place au cinquième rang pour ses exportations, avec une part relative de 1,7% des exportations totales de l'URSS et celle de Turkménie avec une part relative de 0,4%<sup>131</sup>.

Les statistiques des échanges d'hydrocarbures des deux RSS étant inexistantes, une solution possible consiste à rechercher les chiffres de la consommation en hydrocarbures des deux RSS et de pouvoir en déduire leurs échanges, puisque les chiffres de la production sont, eux, connus. Les entretiens, à Moscou en septembre 2012, avec MM. D. Kovalin de l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie et Sergej Mingareev de l'entreprise Total E&P Russie, m'ont conduite à rechercher les *spravočniki*, édités par le VNIOËNG<sup>132</sup> et le VNIKTËP<sup>133</sup>, dépendants du Gosplan. L'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie possède des publications du VNIKTËP,

---

<sup>128</sup> Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *SSSR i soûznye respubliki v 1988 godu : soobšeniâ Goskomstata SSSR i goskomstatov soûznyh respublik o social'no-èkonomičeskom razvitii*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 191 et 442.

<sup>129</sup> Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, Ob"ëm vvoza i vyvoza produkcii po soûznym respublikam za 1988 g. vo vnutrennih i mirovyh cenah, *Vestnik statistiki*, 4 /1990, p. 49-60. ; Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, Èkonomičeskie vzaimosvâzi respublik v narodnohozâjstvennom komplekse, *Vestnik statistiki*, 3 /1990, p. 36-53.

<sup>130</sup> Heleniak Timothy E., Soviet and Post soviet statistical publication during the fourth quarter of 1991, op. cit., p. 102.

<sup>131</sup> Tiraspol'sky Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, op. cit., p. 33.

<sup>132</sup> Le VNIOËNG (Vsesoûznyj naučno-issledovatel'skij institut organizacii upravleniâ i èkonomiki henftegazovoj promyšlennosti) a été fondé en 1965 au sein du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS, il était basé à Moscou.

<sup>133</sup> VNIKTËP : Vsesoûznyj naučno-issledovatel'skij institut kompleksnyh toplivo-ènergetičeskih problem.

datant de 1984, 1990 et 1991 ainsi qu'un recueil du Goskomstat, édité en 1988 et comprenant les consommations d'hydrocarbures des deux RSS entre 1970 et 1985<sup>134</sup>. Les publications du VNIKTÈP de 1990 et 1991<sup>135</sup> ne comprennent pas la consommation en ressources énergétiques selon les républiques, et ne présentent pas de décomposition des exportations selon les républiques.

Les deux organismes VNIOÈNG et VNIKTÈP, aujourd'hui transformés en sociétés privées, ont été contactés afin d'obtenir davantage d'informations et de consulter d'autres publications. La réponse de l'ex VNIKTÈP a été : « *La majeure partie des publications a été détruite lors de notre déménagement à l'intérieur de l'Institut, il y a déjà bien longtemps. Il reste des chemises qui contiennent des études de faisabilité sur les exportations de pétrole de la Russie* » et de me renvoyer sur leurs confrères de l'ex VNIOÈNG. Ceux-ci m'ont fait savoir que leurs annuaires ne contenaient pas non plus d'informations susceptibles de m'intéresser.

### **A. c. Les transferts entre budgets des républiques : autres lacunes statistiques**

Avant 1981, études et articles concernant les transferts entre le Centre et les républiques sont très limités dans la littérature économique soviétique et occidentale, car les données statistiques relatives à ces questions ne sont que rarement publiées. Quand elles le sont, elles donnent peu d'informations sur les montants alloués par le gouvernement central à chaque région. Néanmoins, et paradoxalement, celles qui sont publiées au sujet des subventions attribuées aux régions, ont tendance à surestimer l'inégalité entre ces régions. La pénurie des données sur ces transferts est masquée et leur évaluation est difficile<sup>136</sup> : « *il n'y a pas à l'heure actuelle [en 1988] d'information sur ce que les républiques donnent au fonds fédéral, ni à quelle hauteur, pas plus que ce qu'elles reçoivent de ce fonds. Cette information pourrait être fournie par des balances précises interrépublicaines des productions en volume et en valeur ainsi que par les grandeurs qui en découlent, à savoir les contributions des républiques au budget fédéral et les subventions (dotaciâ) qu'elles reçoivent du budget. L'estimation des relations interrépublicaines en valeur est sujette à caution étant donné la formation anarchique des prix, qui ne correspond pas aux dépenses de travail nécessaires socialement* »<sup>137</sup>. Les premières données fiables, concernant les transferts directs entre le

---

<sup>134</sup> Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, 255 p.

<sup>135</sup> VNIKTÈP, *Toplivno-Ènergetičeskij kompleks SSSR 1990 g.*, Moskva, 1991, 724 p.

<sup>136</sup> Gleason Gregory, *The political economy of dependency under socialism : The Asian Republics in the USSR*, Studies, op. cit., p. 335.

<sup>137</sup> Koroteeva V., Perepelkin L., Škaratan O. : *Ot bûrokratičeskogo centralisma k èkonomičeskoj integracii suverennyh respublik* », *Kommunist*, octobre 1988, n°15, p. 26.

budget de l'Union et ceux des républiques à partir de 1985, ne sont rendues publiques qu'en 1989. Les annuaires *Narodnoe hozâjstvo* pour les deux RSS consultés (décennies 1970 et 1980, jusque 1990) ne présentent aucun transfert en provenance du budget central. La série complète de ces transferts n'a pu donc être établie que pour la deuxième moitié des années 1980. Le budget de la république du Kazakhstan, avec une décomposition plus détaillée des différents postes de recettes, n'apparaît lui aussi qu'en 1989, dans l'annuaire statistique *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana v 1988 g.*

D'autres lacunes statistiques concernent notamment les effectifs du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS. Ces effectifs n'ont pas pu être reconstitués sur la longue période et seuls des chiffres épars ont pu être rassemblés (Cf. chapitre VII sur la promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures). Cette lacune ne permet donc pas d'évaluer précisément le nombre de Turkmènes ou de Kazakhs travaillant dans le secteur. Leur proportion dans les effectifs totaux du secteur des hydrocarbures a pu être établie pour quelques années seulement.

## B. Les défauts méthodologiques de construction des statistiques

Les défauts méthodologiques de construction des statistiques reposent sur les bases idéologiques du régime et leur parution relève directement du pouvoir politique. La différence de niveau de développement entre les diverses régions soviétiques étant un sujet sensible, l'accès aux données est restreint et leurs publications ainsi que celle de leurs analyses sont contrôlées. Et cela ne concerne pas seulement les statistiques du commerce interrpublicain et extérieur, mais aussi les aspects fiscaux, financiers et notamment les transferts, comme évoqué plus haut.

Avant la *Glasnost'* de la deuxième moitié des années 1980, la collecte et la publication des statistiques sont très contrôlées. Avec la *Perestroïka*, des critiques concernant les statistiques soviétiques viennent de l'intérieur même du système et mettent en lumière les principaux défauts suivants :

- si pendant 20 ans, les publications statistiques fournissent de plus en plus de données, la tendance s'inverse au milieu des années 1970 et de nombreuses séries disparaissent alors des publications,
- un grand nombre de séries statistiques manque dans la littérature ouverte et certaines ne sont probablement pas disponibles, même dans les services internes de l'administration,



- l'administration centrale des statistiques (CSU) auprès du Conseil des ministres de l'URSS assemble surtout les chiffres de la production, au détriment de ceux de la consommation, néglige des agrégats statistiques comme le Revenu national et le Produit social brut (*gross social product*)<sup>138</sup>,

- le Revenu national et le Produit social brut sont des données à manier avec précaution puisqu'ils sont calculés à l'aide de différents agrégats, eux-mêmes établis à partir de méthodes et de définitions différentes,

- les définitions et les notes explicatives concernant les données manquent, tout comme des informations sur les pondérations statistiques utilisées dans les séries, les classifications et les institutions qui les appliquent.

### C. La réforme des statistiques soviétiques

La réforme économique initiée par le Premier secrétaire du parti Mikhaïl Gorbatchev, au milieu des années 1980, concernait non seulement la réorganisation du commerce extérieur, en autorisant de nombreuses entreprises à échanger directement avec l'étranger, mais aussi celle de ses statistiques. En janvier 1986, après avoir examiné le fonctionnement du système statistique, le Comité central du PCUS, décide que le CSU doit lever des interdictions concernant les statistiques et améliorer la qualité des données publiées. Mais cela a peu d'effet sur le CSU et en avril 1987, le Politburo réitère sa demande pour que la Glasnost' s'applique aussi au CSU. Jusqu'alors, le CSU n'avait, en effet, pas été touché par la Perestroïka, malgré des recommandations publiées par un journaliste et un économiste, dans le quotidien la *Pravda* en 1986 et la revue *Novyj mir* en 1987. Ces articles qui dénonçaient des techniques de calcul incorrectes et des taux de croissance erronés, avaient pour objectif de faire pression sur le CSU et de soutenir M. Gorbatchev pour obtenir des réformes urgentes en économie<sup>139</sup>. En juillet 1987, le Comité central du PCUS et le Conseil des ministres de l'URSS demandent de nouveau, par décret, un changement radical du système statistique et la réorganisation du CSU. En cette même année 1987, le CSU est élevé au rang de ministère et rebaptisé Comité d'État aux statistiques de l'URSS (*Goskomstat*). Celui-ci est mandaté pour collecter et publier les statistiques d'autres agences gouvernementales<sup>140</sup>.

---

<sup>138</sup> Trembl Vladimir G., *Perestroïka and Soviet statistics*, op. cit., p. 71 et 73.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>140</sup> Heloniak Timothy E. *Soviet and Post soviet statistical publication during the fourth quarter of 1991*, op. cit., p. 100.

Le système statistique ancien ne pouvant s'adapter à la réorganisation du commerce extérieur, il est remplacé par un autre, directement en lien avec le *Goskomstat* ; il est aussi alimenté par les données des services de douanes qui se trouvaient alors dans un état embryonnaire<sup>141</sup>. Beaucoup de statistiques qui n'avaient pas été publiées depuis longtemps commencent à apparaître en 1987 dans les bulletins édités par le tout nouveau Centre de publication et d'information<sup>142</sup> (*informacionno-izdatel'skij Centr*) du *Goskomstat*. L'annuaire *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1986 g.*, publié en 1987, voit reparaître plusieurs séries. Néanmoins, la qualité des statistiques diffusées en 1986 et 1987 ne s'en trouve pas améliorée, car sa méthodologie n'a pas fondamentalement progressé. En 1987, l'Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales (IMEMO) publie pour la première fois, des statistiques du revenu national soviétique converti en dollars américains. Ces données mettent en évidence une différence notable avec les statistiques officielles et jettent le doute sur ces dernières<sup>143</sup>. Au même moment, paraît un article de l'économiste et académicien A. Aganbegyan<sup>144</sup> indiquant que les taux d'inflation ne sont pas pris en compte dans le calcul des taux de croissance du revenu national, qui sont donc surestimés. À partir de 1988, des relations plus directes et contractuelles entre les entreprises commencent à se mettre en place, en vue de la création d'un marché des marchandises dans toute l'Union devant remplacer le système d'allocation de ressources. Ce projet rend nécessaire l'élaboration de statistiques plus complètes sur les échanges interrépublicains. Mais ce n'est qu'en 1989 que des statistiques sur les échanges interrépublicains de biens sont compilées par les autorités statistiques. Des données annuelles sur les livraisons des productions industrielles entre républiques, sont complétées par le Goskomstat ; elles concernent 96 produits (dont les combustibles), leur valeur et leur volume<sup>145</sup>. Un rapport annuel spécial fournit les données sur les exportations des biens par les producteurs. Mais M. Belkindas et O. Ivanova n'en fournissent pas les références précises<sup>146</sup>. Se pose alors la question des véritables ordres de grandeurs de la répartition des flux financiers entre républiques. Des calculs sont effectués pour savoir quel serait le commerce interrépublicain, s'il se faisait aux prix pratiqués par l'URSS dans ses échanges avec le reste du monde (cet aspect est traité dans le chapitre IV intitulé « Une évaluation des revenus des hydrocarbures des deux RSS »).

---

<sup>141</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., p. 71.

<sup>142</sup> Sa création est annoncée dans le *Postanovlenie* du 17 juillet 1987 du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS.

<sup>143</sup> Treml Vladimir G., *Perestroyka and Soviet statistics*, op. cit., p. 70.

<sup>144</sup> *Èkonomika i organizaciâ promyšlennogo proizvodstva*, n°11, pp. 3-19, 1987. Cité par Treml Vladimir G., *Perestroyka and Soviet statistics*, op. cit., p.70.

<sup>145</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., p. 71 et 85.

<sup>146</sup> *Ibid.*, p. 86.

Pour évaluer le volume des échanges interrépublicains et celui du commerce extérieur en prix intérieurs (les transactions réalisées entre organisations de commerce extérieur soviétiques et entreprises à l'intérieur de l'URSS étaient enregistrées en prix intérieurs), les tableaux des échanges inter-industriels étaient établis tous les cinq ans par le Goskomstat. Certaines de ces données ont été publiées par le Comité aux statistiques de la CEI (*mežgosudarstvennyj statističeskij komitet sodružestva nezavisimyh gosudarstv*)<sup>147</sup>. Le seul document qui rend compte des échanges commerciaux entre régions est la balance intersectorielle (*mežotraslevoj balans*) de la production et de la répartition des produits, elle est évaluée à partir des économies nationales des républiques. Ces balances de marchandises ne concernent pas les opérations financières, ni de crédit et elles ne donnent pas d'information sur une quelconque autonomie économique de ces républiques. Seules, elles ne permettent pas de savoir qui doit combien à qui, ni de rendre compte de l'efficacité économique d'une région. Elles ne seront donc pas utilisées dans ce travail.

#### D. Les problèmes d'exploitation des statistiques

Les sources statistiques consultées posent divers problèmes d'exploitation. Par construction, et pour des raisons historiques et politiques, comme cela a été exposé plus haut, certaines données peuvent ne pas exister sur certaines périodes. L'utilisation de différentes unités de compte, l'absence de certaines données et leur présentation [agrégation des chiffres de production (ou des échanges) de pétrole à ceux de la production (ou des échanges) de produits pétroliers...] sont autant d'embûches. Ainsi, le calcul du Produit Matériel Net<sup>148</sup> (PMN, *nacional'nyj dohod*) n'a été fait pour les républiques soviétiques qu'à partir de 1960<sup>149</sup>.

Dans l'annuaire *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982 gg.*, la structure des exportations de l'URSS n'indique rien de précis quant aux hydrocarbures car le poste « combustibles et énergie électrique » (« *Toplivo i èlektroènergiâ* ») n'est pas décomposé en type d'énergies<sup>150</sup>. L'annuaire *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1990 g.*<sup>151</sup> n'offre pas non plus de ventilation de ce poste selon le type d'énergies, ni selon les RSS. L'annuaire *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana*

---

<sup>147</sup> Ibid., p. 159.

<sup>148</sup> Pour une définition du PMN, cf. chapitre V : « Budgets et transferts des deux républiques ».

<sup>149</sup> McAuley Alastair, « The Central Asia economy in comparative perspective », In *The disintegration of the Soviet economic system*, Ellman Michael, Kontorovich Vladimir (eds.), London ; New York : Routledge, 1992, p. 141.

<sup>150</sup> Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982gg. : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 580.

<sup>151</sup> Goskomstat SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1990 g.*, Moskva : Finansy i statistika, 1991, p. 659.

za 70 let ne donne pas de décomposition des « exportations » de la RSS. Il ne fournit que des valeurs en millions de roubles pour l'ensemble de ces « exportations » en 1988 et en 1989<sup>152</sup>.

Dans sa partie consacrée au commerce extérieur de l'URSS, l'annuaire statistique publié en 1987, à l'occasion des 70 ans de l'URSS (*Narodnoe hozâjstvo SSSR za 70 let*)<sup>153</sup>, ne fournit pas non plus de données par république. Il n'indique que les échanges en volumes et en valeur, par groupes de pays socialistes dont ceux du CAEM, des pays capitalistes et des pays en développement, les exportations de l'URSS par marchandises, la part des exportations dans les productions de l'industrie et de l'agriculture soviétique, les importations de l'URSS par marchandises, la part des importations dans les productions de l'industrie et de l'agriculture soviétique, les échanges avec les pays socialistes dont ceux du CAEM, les pays capitalistes et les pays en développement, en 1986, en valeur et en pourcentage (pays par pays), l'évolution du commerce extérieur sur 1960 – 1986 pour l'URSS, et la structure par pays des exportations et des importations de l'URSS (1940-1986). Le *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1989g*, édité par le Goskomstat SSSR<sup>154</sup>, présente des chiffres du commerce par produits industriels et par république mais sans rien fournir quant au pétrole et au gaz qui sont des ressources stratégiques. Malgré ces remarques, les recueils statistiques du type *Narodnoe hozâjstvo*, restent néanmoins des ouvrages de références pour ce travail.

Une difficulté supplémentaire s'ajoute à ces obstacles : il s'agit de la question des unités de compte, utilisées dans les statistiques soviétiques et qui expliquent pourquoi certains calculs ne seront pas effectués dans ce travail.

## E. Les unités de compte

L'étude de l'histoire économique de l'URSS se heurte à des embûches jusque-là non dépassées, comme la présentation des données en valeur. La diversité des unités de compte employées (rouble interne, rouble-deviser / *invalûtnyj rubl'*, roubles transférable / *perevodnyj rubl'*) et leur non convertibilité empêche de comparer les données soviétiques avec des données internationales. Ainsi, l'unité employée dans les annuaires statistiques soviétiques pour comptabiliser les échanges hors URSS et hors CAEM, effectués en devises fortes, est appelée rouble-deviser (dont la parité avec le dollar était fixée mensuellement par la

---

<sup>152</sup> Gos. Kom. KazSSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana za 70 let* : Stat. sb., Alma-Ata, Kazakhstan, 1990, p. 323.

<sup>153</sup> Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR za 70 let : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1987, 765 p.

<sup>154</sup> Goskomstat SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1989g*, statističeskij sbornik, Moskva : Finansy i statistika, 1990, p. 332-347.

*Gosbank*<sup>155</sup> Le taux du « rouble devise » était en 1991 de 1,8 rouble pour un dollar<sup>156</sup>). Ce rouble-devise n'était pas le rouble de l'économie nationale. Ce qui rend quasi impossibles les comparaisons, en valeur, entre les statistiques du commerce extérieur et les statistiques intérieures. « *Le ministère du Commerce extérieur convertit les prix étrangers exprimés dans toutes sortes de devises en une unité de compte spéciale, appelée « rouble-devise » selon un barème de change unique. C'est dans cette unité de compte qui n'a aucun lien avec le rouble intérieur, que sont publiées les statistiques du commerce extérieur soviétique* »<sup>157</sup>. Il faut préciser que le « rouble-devise » est employé aussi pour évaluer les échanges effectués en devises fortes.

Outre le rouble-devise, il existait également le rouble-transférable (qui n'était pas non plus convertible), qui était une unité de compte des échanges intra-CAEM dont le taux de change est ajusté par la Banque Internationale de Coopération Economique<sup>158</sup>. Cette unité utilisée depuis 1964 et son cours est identique au « rouble devise »<sup>159</sup>. En 1990, le rouble transférable est surévalué mais pas de façon uniforme<sup>160</sup>.

Enfin, il existe le compte clearing (compensation), exprimés en monnaies occidentales, (même si ces échanges intra CAEM étaient traduits dans les annuaires soviétiques en rouble-devise). Le taux de conversion de ces unités de compte étant lié au produit échangé, il en existait environ 6 000 : « *Chaque produit dispose d'un coefficient de conversion spécifique. Dans le cas céréales / pétrole : 1 dollar vaut 1 rouble pour les céréales mais 1 dollar vaut 0,4 rouble pour le pétrole* »<sup>161</sup>.

À partir de 1993, l'apparition et l'utilisation de la monnaie nationale (manat au Turkménistan, tenge au Kazakhstan) dans les annuaires statistiques ne facilitent pas non plus la construction

---

<sup>155</sup> Jusqu'en janvier 1961, c'est la banque d'État de l'URSS, la Gosbank, qui détient le monopole des devises. A partir de cette date, elle délègue certains pouvoirs à sa filiale, la Banque du commerce extérieur (*Vneštorgbank*) qui « prend ainsi la relève de la Banque d'État pour les opérations financières en devises » (Frank Zénaïde, Les organes du commerce extérieur de l'URSS, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 16 décembre 1964, n°19, p. 29). La *Vneštorgbank* était chargée des opérations financières avec l'Occident ou les pays socialistes. Le ministère du Commerce extérieur de l'URSS « achète aux entreprises soviétiques aux prix intérieurs les produits qu'il exporte contre des devises ». Vis-à-vis des entreprises intérieures, le ministère cherche à réaliser le plus grand profit (Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 64-65).

<sup>156</sup> Bayou Céline, Tiraspol'sky Anita, Le commerce extérieur du Kazakhstan, op. cit., p. 38.

<sup>157</sup> Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 65.

<sup>158</sup> Tiraspol'sky Anita, L'énigme du prix des échanges à l'intérieur du CAEM, *Le courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, mars 1983, n°271, p. 7.

<sup>159</sup> Ibid.

<sup>160</sup> Tiraspol'sky Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, op. cit., p. 19.

<sup>161</sup> Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 66.

de séries sur les périodes longues comprenant celles de l'URSS et de l'indépendance. Néanmoins, plusieurs tableaux de données chiffrées seront présentés dans le corps de ce travail et en annexes, pour les deux périodes.

## F. Les statistiques des républiques indépendantes

Au début des années 1990, les estimations concernant le commerce entre républiques de l'ex URSS doivent être prises avec précaution parce que les processus de mise en place de régimes commerciaux unifiés n'étaient pas encore en place<sup>162</sup>. Les sources d'information et les statistiques en particulier, restent donc problématiques concernant la période de l'indépendance, toujours pour des raisons méthodologiques. De plus, leur accès est plus ou moins restreint, comme au Turkménistan indépendant, où la plupart des statistiques sont décrétées secrets d'État<sup>163</sup>.

Parmi toutes les branches des statistiques, M. Belkindas et O. Ivanova notent qu'il est probable que les statistiques du commerce extérieur aient été les plus touchées par la disparition de l'URSS. Suite à cette disparition, 15 nouveaux comités nationaux aux statistiques ont été créés<sup>164</sup>. Puis, en juin 1994, s'est tenu à Moscou un séminaire sur les statistiques du commerce extérieur des pays de l'ex-URSS, organisé par la Banque mondiale, le Comité d'État aux statistiques de la Fédération de Russie et le Comité Statistique de la CEI (lui-même créé en février 1992). Y participaient les ministères des Relations extérieures des 15 républiques, le FMI, le GATT, Eurostat et le ministère des Douanes de la Grande Bretagne. Au cours de ce séminaire, il est apparu que les différents pays avaient des méthodes différentes de collecte des données de leur commerce extérieur, d'enregistrement des transactions, de correction des données etc.<sup>165</sup>. Ce qui est cohérent avec l'idée évoquée plus haut selon laquelle les républiques, avant 1991, avaient des capacités différentes pour construire leurs propres données. Du reste, l'entité « république socialiste soviétique » n'a pas beaucoup retenue dans la littérature économique occidentale jusqu'ici. La mise au jour de ces différences pourrait faire l'objet d'un travail complémentaire à celui-ci.

---

<sup>162</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., p. 33.

<sup>163</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, Paris : Éd. Belin : la Documentation française, 2007, p. 123.

<sup>164</sup> Belkindas Misha, Ivanova Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, op. cit., p. xii.

<sup>165</sup> Ibid, p. xii et 72.

## F. a. Les publications statistiques des deux pays indépendants

Des publications du Comité aux statistiques de la CEI, comme *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva*<sup>166</sup> et *Vnešnââ torgovlâ stran Sodružestva Nezavisimyh Gosudarstv, External trade of the CIS countries*, publié en 2003<sup>167</sup>, fournissent les données en dollars et en volume des exportations de chaque république. Mais ce dernier ne fournit pas de chiffre pour les échanges du Turkménistan.

Les annuaires statistiques des deux pays indépendants consultés sont, pour le Turkménistan, le *Narodnoe Hozâjstvo*, édités par le Comité d'État aux statistiques du Turkménistan) et pour le Kazakhstan, l'annuaire *L'économie du Kazakhstan (Narodnoe hozâjstvo Kazahstana)*, et le *Kazahstan en chiffres (Kazahstan v cifrah)*<sup>168</sup> édité par l'Agence des statistiques de la république du Kazakhstan dont le site est aussi une source précieuse d'informations et de bulletins<sup>169</sup>. Enfin, le ministère des Finances du Kazakhstan publie sur son site de nombreuses informations chiffrées, dont un bulletin statistique.

Le Turkménistan a commencé à mettre à la disposition de l'internaute le site<sup>170</sup> de son Comité d'État aux statistiques au cours de la deuxième moitié des années 2000, mais il est beaucoup moins riche que celui du Kazakhstan et ne met pas ses annuaires en ligne. Il faut noter ici, que pour la période 1990-1993, des données fiables manquent concernant le commerce international de ces pays et encore plus concernant le commerce entre eux. Selon un rapport du FMI de 1994<sup>171</sup>, les estimations des chiffres du commerce extérieur du Turkménistan avec le reste de l'ex-URSS sont entachées d'erreurs et d'omissions pour l'année 1992. Des améliorations sont réalisées pour l'année 1993. Malgré ces incertitudes, la chute du commerce des nouveaux pays indépendants est estimée à plus de 60% sur la période 1990-1993<sup>172</sup>.

---

<sup>166</sup> Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva*, Moskva : Finstatinform, 1993. 158 p.

<sup>167</sup> Mežgos.stat. Kom. Sodružestva Nezavis. Gosudarstv, *Vnešnââ torgovlâ stran Sodružestva Nezavisimyh Gosudarstv, External trade of the CIS countries* : Stat.sb. / M. Mežgos.stat. Kom. SNG, 2003, 371 p.

<sup>168</sup> Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v cifrah, Statističeskij sbornik*, Almaty : 2002, 226 p.

<sup>169</sup> [www.stat.gov.kz](http://www.stat.gov.kz)

<sup>170</sup> [www.stat.gov.tm](http://www.stat.gov.tm)

<sup>171</sup> Odling-Smee John, Shadman-Valavi Mohammad, [International Monetary Fund], Turkmenistan, Washington D.C : International Monetary Fund, 1994, p. 33.

<sup>172</sup> Michalopoulos Constantine, Tarr David G., Trade in the New Independent States, Studies of economies in transformation, Washington, D.C. : World Bank ; New York : United Nations Development Programme, 1994, p. 2.

## F. b. Les nouveaux problèmes d'exploitation des sources statistiques

Plusieurs sources statistiques restent donc indisponibles dans le cas du Turkménistan, comme celles concernant les investissements directs étrangers dans le secteur des hydrocarbures. Les chiffres du budget turkmène manquent à partir de 1999.

Par ailleurs, il existe des divergences entre les données fournies par les annuaires des deux républiques et les statistiques d'agences internationales du type FMI, ou de *The Economist Intelligence Unit* dont les sources émanent, pourtant, souvent des annuaires du Kazakhstan et du Turkménistan. Ces divergences notables, entre d'une part les chiffres présentés par ces publications et d'autre part les sources primaires, concernent notamment les chiffres des exportations de gaz turkmène en 1994. Ainsi, l'annuaire statistique publié à Aşgabad en 1997<sup>173</sup> donne 26,2 milliards de m<sup>3</sup> tandis que *The Economist Intelligence Unit*<sup>174</sup> en indique 24. Les statistiques de l'*Asian Bank of Development* (éditions 2001, 2003 et 2008) sont aussi discordantes pour le Turkménistan.

Pour le Kazakhstan, les variations sont moins sensibles sauf en ce qui concerne les importations et exportations de pétrole au début de l'indépendance. Néanmoins, il existe des divergences importantes entre les statistiques de la Banque Européenne pour le Développement et la Reconstruction (BERD) et du FMI et celles du Kazakhstan pour les chiffres du commerce extérieur en dollars. Plusieurs explications peuvent être avancées. D'une part, le contrôle des prix et des exportations incite à exporter illégalement des matières premières comme le pétrole brut, à sous-factoriser ces exportations et à surfacturer les importations. Il arrive aussi que le transit de gaz effectué par des entreprises privatisées ne soit pas comptabilisé dans les statistiques officielles. C'est ainsi que pour janvier-juillet 1997, le gaz de l'opérateur des gazoducs au Kazakhstan *Intergaz Central'naâ Aziâ* n'apparaît pas dans les statistiques du Kazakhstan<sup>175</sup>. Parmi les chiffres n'apparaissant pas dans les statistiques officielles d'exportation de pétrole, peuvent figurer celles des livraisons d'or noir à l'Ouzbékistan, contre du coton par exemple en 1999, afin d'atteindre les objectifs fixés par le président turkmène Saparmurat Niazov dans le domaine de la récolte cotonnière<sup>176</sup>.

---

<sup>173</sup> Gosudarstvennyj Komitet Turkmenistana po statistike, Statističeskij ežegodnik Turkmenistana, tom 2, Aşgabad : 1997, p. 122.

<sup>174</sup> Economist Intelligence Unit, Turkmenistan Country Profile 1995-96, Londres : EIU, 1995 p. 93.

<sup>175</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, Almaty : Bilim, 1999, p. 81.

<sup>176</sup> Giroux Alain, Turkménistan 1999-2000 En attendant la manne gazière, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2000, n°1010, p. 154.



L'annuaire statistique édité par le ministère des Finances du Kazakhstan de 2003<sup>177</sup> présente des budgets des *oblast'* incohérents avec le tableau compilant les prélèvements et les subventions à ces mêmes *oblast'*. En effet, des chiffres produits comme étant des transferts en 2002, dans le budget de l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest, ne sont pas reproduits dans le tableau des prélèvements et des subventions de cet *oblast'*.

Enfin, les rapports d'activité de la compagnie nationale kazakhstanaise KMG (créée en 2002) ne sont disponibles via internet que depuis 2005 et aucune des compagnies turkmènes n'en met à disposition du public.

Cette brève histoire de la collecte statistique en URSS ainsi que les problèmes d'exploitation de ces statistiques qui en découlent, ne peuvent pas ne pas soulever quelques critiques du point de vue de « l'utilisateur » de ces sources.

### ***Critiques des sources***

Parmi les critiques des sources statistiques, il faut tout d'abord souligner les incohérences rencontrées, entre celles de l'Agence des statistiques du Kazakhstan (*Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike*) dans le recueil statistique *Kazahstan v cifrah (le Kazakhstan en chiffres)* déjà cité et le site du ministère des Finances de la République du Kazakhstan pour la période la plus récente. De plus, les incohérences entre diverses sources (kazakhes et occidentales, par exemple) ne sont pas rares et elles seront relevées dans le corps de ce travail, dans chaque cas. Certains tableaux établis dans ce travail, à partir de données de grandes institutions (FMI, Banque mondiale et Asian Development Bank, par exemple) fournissent des indices très divergents par rapport à ceux figurant chez certains auteurs (sources secondaires, notamment). Dans le cas de divergences importantes, les deux chiffres ont été conservés et séparés par le caractère /.

Par ailleurs, il convient de remarquer que la datation d'événements s'avère parfois très peu rigoureuse dans certaines sources russophones par rapport aux sources occidentales. Ainsi, des informations, parfois contradictoires, concernent des dates de découverte ou de début d'exploitation de champs. Lorsque des sources différentes font état de plusieurs dates pour un même événement, les deux dates sont mentionnées.

---

<sup>177</sup> Ministerstvo finansov Respubliki Kazahstan, *Statističeskij bulletin*, n°1 (49), Janvier 2003, p. 35, 37, 40, 42, 44, 50.

Il arrive que des auteurs renvoient à des publications introuvables, comme celle du Goskomstat intitulée *Osnovnye pokazateli balansov narodnogo hozâjstva SSR i Soûznych respublik, 1990*, citée par Lucjan Orłowski<sup>178</sup>.

Il faut souligner l'aide importante fournie par Internet qui permet d'avoir accès simplement et rapidement à des sites contenant des documents officiels soviétiques ou bien édités plus récemment et mis en ligne par les deux pays indépendants. Pour la période soviétique, le site de l'opposant biélorusse Valerij Stanislavovič Levonevskij<sup>179</sup> offre une base de données des textes officiels dès 1917. Les sites russophones sur Internet se sont révélés très utiles pour la période de l'indépendance des deux pays, comme celui de l'Agence des statistiques du Kazakhstan, déjà mentionné. Les recherches effectuées *via* Internet pour le Kazakhstan ont été particulièrement fructueuses pour l'établissement de la succession des responsables des directions de production d'hydrocarbures, même si la pratique soviétique consistant à ne pas mentionner les prédécesseurs d'une personne nouvellement nommée à un poste, perdue dans la rédaction d'articles de presse ou dans des bases de données biographiques, comme celle du site de *Centrasia* ([www.centrasia.ru/person.php](http://www.centrasia.ru/person.php)) qui a permis d'établir une grande partie des biographies fournies en annexe. L'établissement de la succession des responsables des directions de production d'hydrocarbures a été plus difficile dans le cas du Turkménistan.

Les fonds des Archives d'État de l'*oblast'* d'Aktûbinsk et des Archives présidentielles à Alma-Ata n'offrent pas d'index permettant de déterminer quels documents compulsuer. Il y a bien des *opis'* (liste, inventaire), mais qui ne sont d'aucune aide puisqu'ils dressent essentiellement des listes de procès-verbaux (*protokol*), assortis de leur date, mais sans explication de leur contenu. J'ai dû, par conséquent, me résoudre à pratiquer des « carottages » aléatoires dans ces fonds. De nombreux ouvrages de références en russe, publiés à l'époque soviétique, ne sont pas non plus dotés d'index. À titre d'exemple citons les sept tomes de l'histoire de l'économie socialiste de l'URSS, publiés entre 1976 et 1980 (*Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah*)<sup>180</sup>.

Enfin, les publications d'organisations comme les *Country Profile* de *Economist Intelligence Unit*, les périodiques comme le *Soviet Geography*, puis *Post Soviet Geography*, *Central Asian Review*, et le *Courrier des Pays de l'Est* fournissent des informations statistiques mais elles ne

---

<sup>178</sup> Orłowski Lucjan T., Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period, *Europe-Asia Studies*, 1993, vol. 45, n°6, p. 1001-1024.

<sup>179</sup> [www.levonevsky.org](http://www.levonevsky.org)

<sup>180</sup> Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1976-1980.

sont pas toujours convergentes. Le *Statistical Review of World Energy* de la société *British Petroleum* est une référence précieuse pour les statistiques en matière d'hydrocarbures de la période de l'indépendance, et elle fait consensus.

En dépit de ces obstacles inhérents, en grande partie, à l'histoire soviétique, j'ai pu établir cette étude qui n'avait jamais été réalisée auparavant. La comparaison du développement du secteur des hydrocarbures de deux républiques soviétiques, devenues indépendantes en 1991, met en évidence des relations distinctes entre chacune des deux républiques et le Centre, relations qui ne sont, de plus, pas uniquement constituées de « consignes venues d'en haut », comme le veut l'image fréquemment répandue dans le discours commun.

## **PARTIE 1**

# **Construction institutionnelle et indigénisation du secteur pétrolier et gazier des républiques socialistes soviétiques du Kazakhstan et de Turkménie 1919-1991**

## Chapitre introductif à la première partie : L'exploration et la production pétrolière en mer Caspienne avant 1917

### *I. Premiers témoignages de la présence d'hydrocarbures en mer Caspienne et sur ses rivages*

À l'époque médiévale, des Turkmènes peuplant les bords de la Caspienne, recueillaient du pétrole à l'aide de seaux en cuir, dans des puits où il s'infiltrait<sup>181</sup>. L'huile était utilisée pour éclairer des temples et elle était aussi transportée par chameaux en Perse, en Inde, en Arabie et en Grèce, notamment<sup>182</sup>. Une partie du pétrole est vendue à Čeleken (dont les gisements, situés sur la presqu'île de Hazar, au sud du golfe de Kara Bogaz Ol<sup>183</sup>, sur la mer Caspienne, sont toujours exploités) même à des navires marchands venus de Bakou et de ports de Perse. Une autre partie est transportée par les habitants de Čeleken sur des barques vers les rives d'Astrabad et de Mazandaran. L'ozokérite<sup>184</sup> est vendue également en Perse, à Khiva et à Boukhara où sont fabriquées des bougies<sup>185</sup>.

Les premiers témoignages dignes de foi concernant l'extraction de ressources sur l'île de Čeleken (ou Hazar) datent du XVIII<sup>ème</sup> siècle et leur utilisation est attestée par le prince tcherkesse Bekovič-Čerkaskij (ou Bekovich-Tcherkasskii)<sup>186</sup>, organisateur de l'expédition militaire, en 1717, en direction de Khiva, sur *ukaz* de Pierre Le Grand. Le Britannique Jonas Hanway (1712-1786) mentionne l'île de Naphtonia, au sud de celle de Dargan<sup>187</sup> et ses puits de naphthe dans son recueil « *An historical account of British trade over the Caspian sea* », publié en 1754. Outre cette brève mention de J. Hanway, un ensemble d'autres témoignages de militaires russes attestent d'hydrocarbures en mer Caspienne et sur le territoire de l'actuel

---

<sup>181</sup> Woeikof Aleksandr Ivanovich, *Le Turkestan russe*, Paris : Librairie Armand Colin, 1914, p. 20.

<sup>182</sup> Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, Retrospektiva neftânoj promyšlennosti, *Analitičeskij žurnal Neftegazovâj Vertikal'*, novembre 2007, n°20, p. 38.

<sup>183</sup> Kara Bogaz Ol ou Garabogazgol, zaliv Karabogazgol, Kuli Darya est un golfe de la mer Caspienne, peu profond qui contient un grand nombre de minéraux dont le sel de Gaubler (voir le récit de Konstantin Paoustovski, Kara-Bougaz : au pays des Turkmènes, les éditeurs français réunis, 1951). Il est attribué à la RSS de Turkménie en 1932.

<sup>184</sup> L'ozokérite est un mélange naturel d'hydrocarbures solides, dit aussi cire fossile ou paraffine naturelle.

<sup>185</sup> Kuznecov Ū. S., Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoi SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1961, n°6, p. 59.

<sup>186</sup> Ibid., p. 58.

<sup>187</sup> L'hypothèse d'un tremblement de terre ayant relié les îles de Čeleken et de Derviř est soulevé par N. N. Murav'ev dans *Putešestvie v Turkmeniû i Hivu v 1819-1820*, publié en français sous le titre : *Voyage en Turcomanie et à Khiva... en 1819 et 1820*, Paris, 1823, p. 62. La carte de cet ouvrage montre bien l'existence de plusieurs îles et notamment du Nord au Sud : l'« île de Naphte ou Tcheleken », île Dervich et île Ogurčin ou Aidak, dans la Baie de Balkan.

Turkménistan. Ainsi, en 1764, le capitaine Ladyženskij compte 36 puits à Čeleken. En 1781, le capitaine Mark I. Vojnovič<sup>188</sup> qui, naviguant depuis Astrakhan vers le Sud de la mer Caspienne, remarque une vaste nappe de pétrole à la hauteur de la péninsule de Čeleken<sup>189</sup>. K. Gablic qui se rend à Čeleken en 1782 dans le cadre d'une expédition militaire russe, témoigne de la collecte de pétrole. Le militaire en mission d'observation N. N. Murav'ëv fait la même observation, en 1819. Le colonel cosaque Lalaev décrit les puits à Čeleken ainsi : « il y a de grands puits de pétrole sur ce territoire, plus grand qu'à Bakou et les Perses viennent ici dans leurs navires depuis Gilyan pour acheter ce pétrole »<sup>190</sup>.

Lors de son expédition de 1836, Ivan Fedorovič Blaramberg<sup>191</sup> remarque, sur l'île de Čeleken, de nombreux puits recouverts de pierres plates, de glaise et de sable et contenant du pétrole noir et du blanc. Il interprète des empreintes de mains sur ces pierres comme étant la marque du propriétaire des puits, dont l'intérieur, d'une profondeur de 3 à 7 *archines* (2 à 5 mètres), est étayé de linteaux en croix. Tout comme I. Blaramberg, le voyageur et naturaliste Grigorij Silyč Karelin<sup>192</sup> note l'odeur de pétrole dès son arrivée sur l'île de Čeleken en 1836, où il découvre beaucoup de geysers. Selon les habitants de l'île, ces geysers au nombre de 3 000, appartiennent pour moitié à la famille du chef de la tribu des Yomut, Kiât-Khan<sup>193</sup>. Après s'être rendu maître de Čeleken<sup>194</sup> dans les années 1820, Kiât-Khan concentre entre ses mains les sources de pétrole et la production de pétrole et d'ozokérite augmente. Cette production sur les rives Sud-Est de la mer Caspienne s'élevait à 60 000 poud<sup>195</sup> de pétrole (soit 982,8 tonnes) en 1821, 80 000 (1 310,4 tonnes) en 1825, selon l'explorateur allemand E. I. Ejhvald et 135 000 poud (2 211,3 tonnes) en 1836 selon G. S. Karelin.

Comme à l'époque, cette matière première, ainsi que le sel, sont vendus dans les provinces septentrionales de la Perse qui jouxtent l'espace turkmène d'alors. Selon N. N. Murav'ëv, 40

---

<sup>188</sup> van der Leeuw, Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, Surrey, UK : Curzon ; [New York] : [St. Martin's Press], 2000, p. 43.

<sup>189</sup> Selon N. N. Murav'ëv, *čelek* signifie *bočka*, soit tonneau, barrique. Selon les auteurs, Čeleken est décrite comme une île ou une péninsule. Par tradition, Čeleken est appelée île. Mais en 1925, l'ensablement du golfe de Mihajlov (ou la baisse du niveau de la mer) a réuni l'île au continent. Čeleken s'appelle presque île depuis 1940.

<sup>190</sup> Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, Retrospektiva neftânoj promyšlennosti, op. cit., p. 38.

<sup>191</sup> Blaramberg I., *Vospominaniâ*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, Glavnaâ red. vostočnoj literatury, 1978, p. 68.

<sup>192</sup> Grigorij Silyč Karelin (1801-1872). Il est le premier à décrire le golfe de Kara Bogaz Ol.

<sup>193</sup> Ou Kiat-bek, Kiat-aga, Kiat-Khan, Kiat khan (1754?-1843). Né dans la province de Astrabad (Perse). Il a mené plusieurs campagnes contre les Perses. Il prend contact avec la Russie en 1813 et joue un rôle important dans les relations entre la Russie, la Perse et l'Asie centrale au cours de la première moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, en tant que principal allié des Russes. Il joue un rôle aussi dans le commerce entre ces puissances. Soupçonné de trahison politique, il est arrêté par les Russes et meurt en prison à Tbilissi.

<sup>194</sup> Agaev Halym, *Vzaimootnošenija prikaspjskikh Turkmen s Rossiej v XIX veke : do prisoeedineniâ k Rossii*, Akademiâ nauk Turkmenskoj SSR. Institut istorii, arheologii i étnografii (Ašhabad). Ašhabad : Turkmenskoe izdatel'stvo, 1965, p. 16. H. Agaev ne précise pas les circonstances de cette prise.

<sup>195</sup> Un poud est équivalent à 16,38 kg.

000 poud de pétrole (soit 655,2 tonnes) sont vendus à Astrabad (Perse) et 20 000 poud (327,6 tonnes) sont achetés à Čeleken par des soldats de Mazanderan qui s'y rendent chaque année. Les Turkmènes se servent de l'ozokérite pour goudronner leurs bateaux, fabriquer des torches. Ils en vendent également à Khiva (2 000 poud selon G. S. Karelin, soit 32,7 tonnes) où elle était utilisée pour fabriquer des tissus et coudre des chaussures<sup>196</sup>. Les Turkmènes qui nomadisent entre les fortifications russes de Krasnovodsk et d'Aleksandrovsik-Fort<sup>197</sup> font du commerce avec Khiva et la Russie et n'ont pratiquement pas de relations avec la Perse. En revanche, ceux qui vivent, entre Krasnovodsk et la frontière avec la Perse, échangent avec celle-ci essentiellement du pétrole et du sel. Les habitants de Gassan Kuli (en bordure de la mer Caspienne à l'extrême Sud du territoire turkmène), équipés d'une flotte servent d'intermédiaires, en raison des mauvaises relations entre Turkmènes et Perses. Le hongrois Armin Vambéry y fait une très courte référence dans son *Voyage d'un faux derviche en Asie centrale*<sup>198</sup> : « Celui que Yakoub avait mis à notre service était un Keseboy [embarcation à mâts et voile] parti de l'île de Thereken pour porter à la côte persane une cargaison de naphthe, de goudron et de sel ; il s'en revenait lesté de blé ». Les expéditions des Chahs perses contre les Turkmènes nuisaient à leur commerce. Ces derniers cherchent de nouveaux débouchés et se rapprochent de la Russie. Ce qui aurait été favorisé par l'exacerbation de la lutte entre les empires russe et britannique pour le contrôle du Sud de la Caspienne dans les années 1840.

L'utilisation et la commercialisation de l'huile de Čeleken sont donc attestées par des récits et témoignages relativement nombreux. Le pétrole du Nord-Est de la Caspienne sur le territoire de l'actuel Kazakhstan ne semble pas avoir été exploité à cette échelle, très probablement parce qu'il n'était pas autant facilement accessible que sur les rives Sud-Est de la mer Caspienne.

Cependant, les habitants de l'Ouest du territoire du Kazakhstan actuel connaissaient depuis des temps immémoriaux cette substance qu'ils collectaient et utilisaient à des fins thérapeutiques. Ainsi au XIX<sup>ème</sup> siècle, le religieux et guérisseur Matenkoja soignait la gale du bétail et les maladies de peau des humains à l'aide de cette matière naturelle qui se trouvait dans les sables du cours inférieur de la rivière Uil qui coule au Nord-Ouest de la rivière Sagiz.

---

<sup>196</sup> Agaev Halym, *Vzaimootnošeniâ prikaspjskikh Turkmen s Rossiej v XIX veke : do prisoeadiniâ k Rossii*, op. cit., p. 16.

<sup>197</sup> Construction de Novo-Petrovsk sur la péninsule de Mangyşlak, au Nord d'Atyrau (au Kazakhstan actuel) en 1846. La ville s'appellera Fort-Ševčenko à partir de 1939.

<sup>198</sup> Vambéry Armin, *Voyage d'un faux derviche en Asie centrale 1862-1864*, Phébus libretto, 1994, p. 48.

Avant qu'elle ne soit recherchée systématiquement, cette « huile noire » était aussi employée par des caravanes de la route de la soie pour lubrifier les roues des chariots<sup>199</sup>.

Les premiers Européens qui témoignent, par écrit, de la présence de pétrole dans cette région septentrionale (région de Gur'ev), sont des Russes, des Allemands et des Britanniques, au début du XVIII<sup>ème</sup> siècle. Parmi les Russes, citons Bekovič-Čerkaskij dont les notes attestent de la présence de pétrole. L'expédition avait pour objectif de découvrir l'ancien cours du fleuve Amou-Daria, l'Uzboj, de soumettre le khanat de Khiva, d'entrer en relation avec celui de Boukhara et de le soumettre également, et enfin de construire une forteresse sur le parcours. Des informations concernant les richesses géologiques de l'Ouest du territoire de l'actuel Kazakhstan sont compilées dans les rapports de l'expédition scientifique de 1768 menée par S. Gmelin, I. Lepehin et P. Pallas<sup>200</sup>. La première carte des côtes de la Caspienne, avec ses réserves existantes et estimées en gaz et pétrole, est dessinée par E. I. Ejhvald en 1825<sup>201</sup>. En 1846, au Sud de Gur'ev, c'est la presqu'île de Mangistau qui attire l'attention de M. I. Ivanov dont l'expédition débouche sur la découverte de pétrole. Puis à partir de 1851-1853, la presqu'île de Bozaši (en kazakh, Buzači en russe) est explorée ; les résultats de cette exploration sont publiés dans le *Vestnik Russkogo geografičeskogo obščestva (Le messenger de la société russe de géographie)* en 1855.

## **II. Le régime des concessions et le monopole d'État**

En notant, lors de son voyage dans les années 1830 que la Russie pourrait prendre le contrôle des « ressources inépuisables » de pétrole, d'ozokérite et de sel<sup>202</sup> sur l'île de Čeleken, G. S. Karelin ne se trompait pas. D'une part, la Russie y avait déjà instauré un régime de concessions depuis 1821 et la presqu'île d'Apchéron, sur la rive opposée, était propriété impériale à partir de 1813<sup>203</sup>, après que les troupes du Tsar soient entrées dans Bakou (en 1806). D'autre part, le nombre d'industriels russes présents dans l'espace turkmène augmente avec la création, dans les années 1850, de la Société transcaspienne de commerce (*Zakaspijskoe torgovoe tovarišestvo*) qui acquiert bientôt le monopole de la production d'ozokérite. D'après H. Agaev, la *Zakaspijskoe torgovoe tovarišestvo* aurait rapidement pris le contrôle des ressources de Čeleken et à la fin des années 1850, les sources de pétrole, d'ozokérite et de sel sont presque entièrement entre ses mains, vingt ou trente avant la

<sup>199</sup> Istoriâ otrasli, načal'nyj etap, [www.kmg.kz/about/history/sector\\_history](http://www.kmg.kz/about/history/sector_history).

<sup>200</sup> Ibid.

<sup>201</sup> van der Leeuw Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, op. cit., p. 43.

<sup>202</sup> Agaev Halym, *Vzaimootnošenija prikaspijskikh Turkmen s Rossiej v XIX veke : do prisoedineniâ k Rossii*, op. cit., p. 65.

<sup>203</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, Genève : CRES-ACI, 1995, p. 30.



conquête militaire de cet espace. Selon M. N. Galkin<sup>204</sup>, les Turkmènes de Čeleken vendent aux marchands russes plus de 50 000 poud (819 tonnes) d'ozokérite au prix de 60 kopeck argent le poud, en 1858.

Le faible développement de cette industrie jusqu'alors est notamment lié aux techniques d'extraction très peu élaborées et aux problèmes de transports. Enfin, la demande n'est pas forte puisque satisfaite par les autres combustibles que sont le charbon et le bois, jusqu'en 1870. Cette atonie a aussi pour cause l'absence de législation claire entre entrepreneurs russes et les habitants des régions pétrolifères jusqu'au début du XX<sup>ème</sup> siècle. Le général Samsonov gouverneur général du Turkestan (1909-1913), propose d'élargir au Turkestan la loi russe selon laquelle le sous-sol appartient à celui qui possède le sol. Jusqu'en 1906, conformément au Règlement relatif à la direction du Turkestan (*Položenie ob upravlenii Turkestanskim kraem*), les étrangers ne peuvent pas être propriétaires au Turkestan, ni y pratiquer d'activité minière. En 1906, la question est soulevée dans la presse de l'empire et les règles s'assouplissent pour les actionnaires des sociétés concernées<sup>205</sup>.

Pendant la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, le pétrole devient la principale source d'éclairage dans le monde, avec l'invention de la lampe à pétrole en 1853. Une nouvelle matière première pour l'éclairage était devenue nécessaire car les huiles animales, très demandées, atteignaient des prix exorbitants. Les usines textiles s'en servaient également comme lubrifiant.

Le Tsar Alexandre II prend la mesure de l'enjeu, en 1870, en apprenant la ruée vers le pétrole qui commence aux États-Unis, où l'ère industrielle du pétrole débute en 1859 avec le forage du premier puits à Titusville (Pennsylvanie) par E. Drake et W. Smith. Cette même année, un premier trépan américain à vapeur arrive au Caucase et des pionniers américains font jaillir du pétrole dès 35 mètres de profondeur. Alexandre II ordonne alors la confiscation des terres riches en pétrole au profit de la Couronne et fait remettre à son Premier ministre, le comte Paul Ignatiev, et à plusieurs de ses ministres des titres de propriétés de ces terrains par tranches d'environ 500 ares. Ces ministres ne les exploitent pas et Alexandre II les leur confisque trois ans plus tard pour les mettre en vente à Tiflis, après l'abolition du monopole d'État sur la production de pétrole<sup>206</sup> en 1872. Les acquéreurs sont arméniens, tatars, russes

---

<sup>204</sup> Galkin M. N., *Ètnografičeskie i istoričeskie materialy po Srednej Azii i Orenburgskomu kraû*, Sanktpeterburg : izdanie A. A. Isakova, 1868, p. 43.

<sup>205</sup> Veksel'man Maks Isakovič, *Rossijskij monopolističeskij i inostrannyj kapital v Srednej Azii (konec XIX - načalo XX v)*, Taškent : FAN, 1987, p. 91.

<sup>206</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, New York, NY : RoutledgeCurzon, 2004, p. 18.

comme V. A. Kokorev et I. Mirzoiev, et aussi suédois comme les frères Nobel<sup>207</sup>. La zone de la mer Caspienne s'ouvre ainsi aux entreprises privées et aux investisseurs étrangers<sup>208</sup>. Bakou devient un centre pétrolier majeur<sup>209</sup>. Le pétrole kazakh et turkmène est secondaire.

Dans l'Empire russe jusqu'en 1880, le pétrole de Bakou était essentiellement employé comme éclairage et lubrifiant. Dès 1885, la Russie exporte annuellement vers l'Europe 10 millions de tonnes de pétrole, ce qui concurrence la *Standard Oil*, créée en 1870 et devenue en moins de quinze ans le premier trust mondial<sup>210</sup>. Ce pétrole de Bakou est ensuite utilisé par les navires de guerre britanniques et allemands qui substituent le fuel au charbon dans leurs chaudières à vapeur ; en 1900, il représente 70% des combustibles employés par la flotte fluviale russe<sup>211</sup>. Vers 1890, c'est le moteur à explosion qui rend le pétrole de plus en plus nécessaire et stratégique. La Première Guerre mondiale le rend indispensable pour remporter les conflits armés. Mais le charbon est toujours une source d'énergie essentielle dans le développement des pays industrialisés.

En 1890, Marcus Samuel, futur fondateur de la compagnie *Shell*<sup>212</sup>, est installé à Batoumi, port russe de la mer Noire. Il pressent alors que le Japon deviendra rapidement un grand consommateur de fioul. Sa société (qui ne s'appellera *Shell Transport and Trading Company* qu'à partir de 1897) et celles des Rothschild, des frères Nobel et la *Royal Dutch* entrent alors en compétition pour la vente de pétrole destiné aux lampes en Asie<sup>213</sup>.

### **III. Les conséquences des soubresauts révolutionnaires de Bakou (1903-1905)**

En juillet 1903, le plus grand centre de production pétrolière de l'Empire russe, Bakou, est secoué par des grèves d'ouvriers de l'industrie pétrolière. Quelques mois plus tard, en septembre, un grand incendie embrase des puits et la production s'effondre. Puis, Bakou connaît, de nouveau, une grande grève en décembre 1904. L'un des grands clients du pétrole russe est alors l'Angleterre qui achète plus de la moitié du pétrole russe exporté vers l'Europe.

---

<sup>207</sup> Ludwig Nobel, envoyé par son frère Alfred, part pour le Caucase en 1873 et y fonde la société Nobel frères. Elle produit 13% du pétrole de Bakou en 1885. Cf. Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 30.

<sup>208</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 18.

<sup>209</sup> Ibid.

<sup>210</sup> de Launay Jacques, Charlier J-M., *Histoire secrète du pétrole 1859-1984*, Paris : Presses de la Cité, 1985, p. 16 et 19.

<sup>211</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 32.

<sup>212</sup> La compagnie Shell qui fusionnera avec Royal Dutch en 1907 pour exporter son pétrole. Royal Dutch Shell sera la 3<sup>ème</sup> compagnie pétrolière à Bakou trois ans plus tard.

<sup>213</sup> van der Leeuw Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, op. cit., p. 56-57.

Alors que les mouvements ouvriers de contestation secouent l'empire particulièrement depuis janvier 1905, un peu plus de la moitié (57%) des puits sont brûlés à Bakou. Dans le même temps, le 6 août, Nicolas II signe un texte instituant la nouvelle Douma d'État, qui devait être élue selon un système complexe excluant totalement les ouvriers du droit de vote<sup>214</sup>. Les compagnies de Marcus Samuel, des Rothschild, des frères Nobel et la *Royal Dutch* entrevoient les risques à produire, raffiner et exporter à partir d'un seul site. Ils décident de diversifier les lieux de production, ce que les Nobel avaient déjà commencé à faire en prospectant sur la presqu'île de Čeleken.

La découverte en 1907 de très importantes réserves de charbon dans le bassin de Donetsk a pour conséquence de redonner à ce combustible le rôle qu'il avait avant que le pétrole ne lui ravisse la place de carburant pour bateaux, locomotives et usines, vers 1893. Le pétrole retrouve alors sa vocation essentiellement de produit lampant. C'est alors que le gouvernement russe envoie le sénateur Kuzminskij à Bakou. Au contraire du ministre des Finances Serge Witte favorable, lui, aux investisseurs étrangers, le sénateur ne fait pas mystère de sa préférence pour une nationalisation de toute l'industrie pétrolière et du contrôle de l'État sur les exportations d'or noir. Le rapport qu'il présentera à la cour impériale sera loin d'être fidèle à la réalité et gardera un fort impact sur l'opinion russe pendant pratiquement un siècle<sup>215</sup>.

En Russie, après le marasme économique de 1908 qui précède « l'âge d'or » du capitalisme russe<sup>216</sup>, la production industrielle reprend et augmente de 1,5 fois entre 1909 et 1913<sup>217</sup>, ce qui engendre une hausse de la demande en pétrole. Mais son prix reste bas jusqu'en 1911. Malgré les crises des toutes premières années du siècle, les industries lourdes de l'Empire russe obtiennent de bons résultats entre 1900 et 1913, sauf la production pétrolière qui reste en panne autour de 9 millions de tonnes par an. Celle du gisement de Dossor, dans l'espace kazakh, est de 117 600 tonnes en 1913, soit 1,3% de la production russe. Entre 1900 et 1914, la production de Bakou décline en raison des événements révolutionnaires et aussi parce que

---

<sup>214</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, Moskva : Rossijskij gosudarstvennyj humanitarnyj universitet 1999, p. 22.

<sup>215</sup> van der Leeuw Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, op. cit., p. 86.

<sup>216</sup> L'expression est de Nicolas Werth (*Histoire de l'Union soviétique : de l'Empire russe à l'Union soviétique : 1900-1990*, Paris : Presses universitaires de France, 1990, p. 64. Quant au marasme économique de l'année 1908, ni Nicolas Werth, ni Nicholas V. Riasanovsky, ni G. Sokoloff n'y font allusion dans leurs ouvrages sur la Russie. Ce manque d'intérêt s'explique peut-être à la lumière de la remarque de A. Igolkin qui rapporte les propos d'un spécialiste de l'histoire économique de la Russie pré-révolutionnaire V. I. Bovykin : « *la nature du la chute de l'industrie en 1908 en Russie, n'est pas claire* ».

<sup>217</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p. 26.

le taux d'imposition sur les bénéficiaires s'élève jusqu'à 40%<sup>218</sup>. Comme le souligne Georges Sokoloff, « les gens de Bakou ont raté le grand boum mondial de l'or noir »<sup>219</sup>.

#### IV. Début de l'exploitation pétrolière à Čeleken

Entre 1877 et 1883, le Russe S. Palaškovskij (ou *Plaškovskij*<sup>220</sup>) est un des pionniers de l'industrie pétrolière à Čeleken où il fait construire une distillerie de pétrole. Des entreprises pétrolières de Bakou s'intéressent aussi au pétrole de Čeleken qui voit son industrie se développer en parallèle et en liaison avec celle de Bakou. Et les deux industries se développent grâce à des capitaux étrangers. Ainsi, les frères Nobel, qui perçoivent l'importance stratégique grandissante du pétrole, se lancent dans de grands travaux de prospection sur les rives orientales de la mer Caspienne, et notamment dans la région de Čeleken. Ce sont des révoltes ethniques à Bakou et surtout les mouvements sociaux en Russie qui motivent les frères Nobel à rechercher d'autres champs à Čeleken<sup>221</sup>. L'armée impériale russe étant la seule force capable d'y assurer la sécurité, les frères Nobel ouvrent un bureau de représentation à Saint-Pétersbourg et entretiennent à la Cour impériale les relations nécessaires à leurs visées<sup>222</sup>.

La société des Frères Nobel (*Tovaričestvo brat'ev Nobel'*) commence à rechercher du pétrole à Čeleken en 1874. Elle loue des terres aux habitants et commence à construire des puits de forage. Sur l'exploitation de Karakyn, quatre puits d'une profondeur de 200 mètres sont forés en 1876 par la *Tovaričestvo brat'ev Nobel'*, qui est alors que l'une des plus grosses entreprises étrangères de Russie<sup>223</sup>. Les frères Nobel obtiennent un bail pour exploiter un geyser<sup>224</sup>. Ils sont alors les seuls à prendre la mesure de la rentabilité de l'exploitation du pétrole de Čeleken<sup>225</sup>.

---

<sup>218</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 36 et Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p. 27.

<sup>219</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, Paris : Fayard, 1993, p. 231.

<sup>220</sup> Il s'agit probablement de l'ingénieur S. Palaškovskij, cité par Kuznecov Ū. S., *Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ*, op. cit., p. 59.

<sup>221</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 19.

<sup>222</sup> van der Leeuw Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, op. cit., p. 64.

<sup>223</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-ekonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoij SSR, Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoij SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1984, n°5, p. 15.

<sup>224</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit. p. 37. et Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, *Retrospektiva neftânoj promyšlennosti*, op. cit., p. 39.

<sup>225</sup> Kuznecov Ū. S., *Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ*, op. cit., p. 60.

L'année 1877 est considérée comme le début de l'exploitation industrielle du pétrole dans la partie occidentale du territoire du Turkménistan actuel, avec une production de 100 000 poud (1 638 tonnes) par an<sup>226</sup>. Selon Ū. S. Kuznecov<sup>227</sup>, l'industrie pétrolière ne commencerait véritablement à Čeleken qu'en 1889, avec une production de 6 700 tonnes.

Les habitants de Čeleken, ceux de l'île d'Ogurčïn et les « Perses » des rives d'Astrabad s'embauchent volontiers dans cette industrie naissante<sup>228</sup>. Dans les années 1890, pratiquement toute la population locale y est employée. Plus d'une vingtaine de sociétés russes y investissent, dont les *Moskovskoe obšestvo*, *Čelekeno-dagestanskoe obšestvo*, *Kuzmin i K.*, *Bostondžoglo*, *Ūžno-Kavkazskoe gornopromyšlennoe obšestvo*, *Šagird* (transformation de l'ozokérite) et *Čarkent*<sup>229</sup>. Le britannique Jim Wishaw et le pétrolier de Bakou I. Gadžinskij s'installent à Čeleken. Le nombre de demandes d'octroi de terrains appartenant à l'État augmente<sup>230</sup>. En avril 1908, la société *Čelekenskaâ nefť* commence à explorer. À partir du printemps 1909, c'est le tour de la *Société anonyme pétrolière de Čeleken (Anonimnoe Čelekenskoe nefťanoe obšestvo)*. Russes, Anglais, Suédois, et Allemands arrivent à Čeleken, mais la proportion de Russes augmente et à l'été 1911 est instaurée la société *Russkoe tovaričestvo* à capitaux russes et français<sup>231</sup>. Face à la concurrence grandissante, la *Tovaričestvo brat'ev Nobel*<sup>232</sup>, augmente le nombre de ses puits de forage jusqu'à 15 et le nombre des employés est de 70 personnes. Ils font ériger des maisons, une usine en briques, et un oléoduc de 8-10 km conduisant le pétrole jusqu'au port de Kara-Gel' (ou Garagöl, sur la presqu'île de Hazar) où est construit un quai. Le pétrole est ensuite acheminé par bateau à Bakou.

---

<sup>226</sup> Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, Retrospektiva nefťanoj promyšlennosti, op. cit., p. 39.

<sup>227</sup> Kuznecov Ū. S., Čelekenskij nefťepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ, op. cit., p. 60.

<sup>228</sup> Ibid., p. 59.

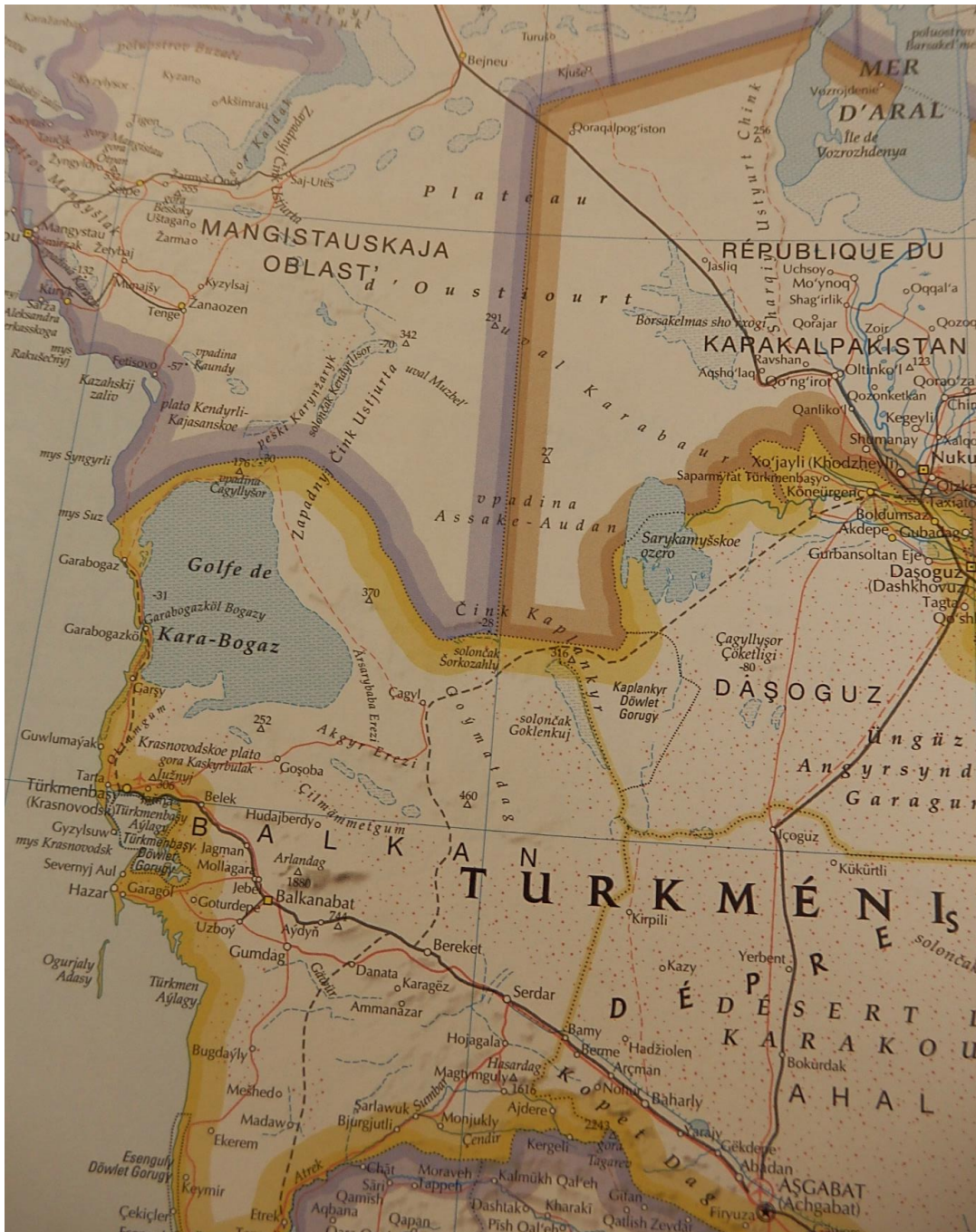
<sup>229</sup> Ovez Gundogdyev, Černoje zoloto drevnego Hazara, *Turkmenistan Meždunarodnyj žurnal*, août 2006, n°7-8 (16-17).

<sup>230</sup> Kuznecov Ū. S., Čelekenskij nefťepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ, op. cit., p. 60.

<sup>231</sup> Ibid., p. 60-61.

<sup>232</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, Ašgabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovetskoj enciklopedii, 1984, p. 343.

## Carte N°1 : L'Ouest du territoire du Turkménistan actuel



Source : National Geographic Society Etats-Unis, L'atlas National Geographic, Paris : National geographic France, 2007, p. 188.

Entre 1909 et 1913, Čeleken occupe la troisième place pour la production en Russie après Bakou et Grozny. Sa production passe de 19,6 à 217 000 tonnes entre 1908 et 1911. Les autochtones de Čeleken commencent à se faire concurrence pour louer leurs terres, sous la pression de la demande croissante de la part des sociétés pétrolières dont les trois principales sont alors la *Tovaričestvo brat'ev Nobel'*, la *Čelekenskoe neftepromyšlennoe obščestvo A. V.*

*Višau* et les exploitations de I. Gadžinskij<sup>233</sup>. Une commission spéciale doit venir d'Ašgabad pour régler les litiges concernant des successions et la propriété de terrains pétrolifères<sup>234</sup>.

La construction du chemin de fer Transcaspien vers Tachkent à partir de 1880 est l'occasion de découvertes de gisements de pétrole, comme à Nebit-Dag<sup>235</sup>. Plus tard, sont explorés ceux de Čikišlâr, de Gaurdag et de la péninsule de Mangyšlak, plus au Nord<sup>236</sup>. Mais la production de ces puits reste modeste en raison du manque d'infrastructures et de problèmes de sécurité.

La demande pour le pétrole de Čeleken est forte en Russie et à l'étranger. Ce qui entraîne une augmentation des liaisons par bateaux entre Bakou et Krasnovodsk (futur Turkmenbaši). Sont ainsi transportées, 126 176 tonnes en 1910, 184 846 tonnes de pétrole en 1912, avec une production de pétrole qui, elle, diminue de 212 000 de tonnes en 1912 à 131 000 en 1913<sup>237</sup>. À partir de la fin de l'année 1913, la production de pétrole baisse de plus de la moitié par rapport à 1912 et Čeleken cesse d'être un *rajon* industriel pour quelques années<sup>238</sup>. Ce sont des inondations de puits (dus au fait que des poches d'eau ne sont pas bouchées lors de forages) qui conduisent à cette chute de la production à la mi 1913 et aux licenciements de nombreux ouvriers.

Les Turkmènes sont les premiers ouvriers du secteur pétrolier dans les exploitations des années 1870-1880. Puis dans la décennie 1890, arrivent des ouvriers russes, arméniens, géorgiens, tatars et perses. Avant la période d'essor économique à Čeleken entre 1909 et 1912, le nombre d'ouvriers du pétrole et de l'ozokérite ne dépassait pas les 300 personnes. Puis ce chiffre augmente jusqu'à 2 000 personnes, dont 200 Turkmènes, en 1911.

Ces ouvriers vivent et travaillent dans de très mauvaises conditions de logements, notamment. 300 ouvriers de l'exploitation de Gadžinskij partagent une surface prévue pour 131. L'eau potable manque et les prix des produits alimentaires y sont plus élevés qu'à Bakou et à Krasnovodsk. Le mécontentement croît et le 26 janvier 1906, des mouvements de protestation se développent sur les exploitations pétrolières de Čeleken. À partir de 1913, le parti ouvrier

---

<sup>233</sup> Kuznecov Ū. S., Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ, op. cit., p. 61.

<sup>234</sup> Ibid.

<sup>235</sup> Nebit-Dag signifie littéralement la montagne de pétrole. C'est l'actuel Balkanabad au Turkménistan. Les auteurs divergent considérablement sur la date de sa découverte. Gaurdag se trouve à l'extrême Est du Turkménistan, près de la frontière afghane. Čikišlâr se situe quant à lui sur la rive de la mer Caspienne, proche de la frontière avec l'Iran.

<sup>236</sup> van der Leeuw Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, op. cit., p. 73.

<sup>237</sup> Kuznecov Ū. S., Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ, op. cit., p. 61 et 62.

<sup>238</sup> Ibid., p. 64.



social-démocrate russe (POS DR)<sup>239</sup> organise une série de grèves à Čeleken, à l'initiative d'I. T. Fioletov. Les 1 et 16 septembre 1913, les ouvriers des exploitations de Gadžinskij et de Jim Whishaw annoncent leurs revendications et menacent de faire grève. La première grève importante, qui est néanmoins un échec, est menée par des Russes le 15 août 1913 sur l'exploitation de Gadžinskij. La majeure partie des ouvriers étaient des Perses que le parti communiste enrôlera par la suite<sup>240</sup>.

## V. *Expéditions et recherche de pétrole au Nord-Est de la Caspienne*

En 1874, l'ingénieur des mines du comité de géologie de Russie, D. Kirpičnikov, avait déjà découvert des écoulements naturels de pétrole à Karašungul, Dossor et Imankar, situés dans l'actuel *oblast'* d'Atyrau, au Kazakhstan. Mais l'absence d'eau douce, de moyens de communication avec les lieux d'habitations les plus proches et le manque de terres cultivables pour fournir de l'alimentation aux ouvriers constituaient à ses yeux autant de facteurs défavorables à une future exploitation de ces gisements. La première expédition russe véritablement consacrée à la recherche de pétrole est celle du géologue S. Nikitin, chargé aussi de repérer le tracé de la future voie de chemin de fer vers le Turkestan, en 1892<sup>241</sup> pour le compte de la société par actions des chemins de fer Râzan-Ural'sk<sup>242</sup>. Les évaluations de présence de pétrole par S. Nikitin à Karašungul, Dossor et Iskine attirent l'attention des milieux pétroliers. Dès la fin 1892, ceux-ci élaborent des projets d'exploration de la région de Dossor<sup>243</sup>. Et en 1894, des entrepreneurs de Saint-Pétersbourg se voient confier une concession pour explorer les sites de Dossor, Karaton, Karašungul et Iskine. C'est la concession britannique *Urals-Caspian Company* qui découvre le premier gisement de pétrole à Dossor<sup>244</sup>. 1911 est l'année du début de la découverte du gisement d'Èmba<sup>245</sup>. C'est cette date (avril 1911) qui est choisie par les auteurs Lâzat Nurbaevna Nursultanova<sup>246</sup>, Kuspan Esendovič Temirgaliev<sup>247</sup> et Nadir Karimovič Nadirov<sup>248</sup> comme début de l'exploitation industrielle du pétrole dans l'actuel Kazakhstan. Il serait donc un peu plus récent que celui du

---

<sup>239</sup> Le POS DR est fondé le 1 mars 1898 à Minsk.

<sup>240</sup> Kuznecov Ū. S., Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ, op. cit., p. 63.

<sup>241</sup> Le chemin de fer militaire transcaspien est lancé en 1881.

<sup>242</sup> Smirnov Sergej, Glavnyj Kozyr', *Ekspert Kazahstan*, 1 juin 2009, n°21.

<sup>243</sup> Istorîâ otrasli, načal'nyj ètap, [www.kmg.kz/about/history/sector\\_history](http://www.kmg.kz/about/history/sector_history).

<sup>244</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 10.

<sup>245</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, Alma-Ata : Kazahstan, 1982, p. 36.

<sup>246</sup> Nursultanova Lâzat Nurbaevna, *Načalo razvitiâ predprinimatel'stva v neftânoj promyšlennosti dorevolûcionnogo Kazahstana*, Izdeniz Gumanit. Gylymdar ser. Poisk. Ser. Gumanit. Nauk, 2001, n°6, p. 108.

<sup>247</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 4.

<sup>248</sup> Nadirov Nadir Karimovič, *Neft' i gaz Kazahstana*, Almaty : Gylym, 1995, tome 1, p. 7.



Turkménistan. La date de novembre 1899, avec le forage d'un puits à Karašungul, par la société C. Leman apparaît également dans d'autres sources. Dans les deux cas, c'est la même société C. Leman, qui ayant reçu une concession de la société *Èmba-Kaspij Tovaričestvo* et puis étant associée à *Ural-Kaspij* (qui pourrait être l'*Urals-Caspian Company*) avec des capitaux britanniques, est à l'œuvre. L'exploitation des gisements de Dossor et de Makat (découvert en 1913 par les frères Nobel<sup>249</sup>) commence en 1915. Mais pour l'historien kazakh K. E. Temirgaliev, l'industrie pétrolière au Kazakhstan commence en janvier 1920, lorsque l'Armée blanche est chassée de la région.

Entre 1911 et 1917, sur les 94 entreprises (ou personnes privées) ayant reçu une licence de prospection (*svidetel'stvo*) dans la région Ural-Èmba (région comprise entre ces deux fleuves), 8 seulement procèdent effectivement à des travaux de prospection. Mais le prix des demandes de prospection augmente. Et en très peu de temps, les caisses de l'État russe reçoivent 600 000 roubles au titre de ces demandes<sup>250</sup>.

Plusieurs dizaines de sociétés pétrolières apparaissent dans la région située entre les fleuves Ural et Èmba, entre 1910 et 1912 dont l'*Uralo-Kaspijskoe nefatnoe Obšestvo* (UKNO), *Èmba*, *Èmba-Kaspij Tovaričestvo*, *Tovaričestvo brat'ev Nobel'*, *Ural'skaâ nef'*. L'UKNO et la *Tovaričestvo brat'ev Nobel'* sont à capitaux anglais et allemands. Leurs propriétaires ont aussi des participations dans d'autres sociétés à l'instar des frères Nobel qui possèdent 42,5% des parts de la société anonyme pétrolière et de commerce « *Èmba* » (le reste des parts appartient à des Russes)<sup>251</sup>. Créée le 10 avril 1912 par le gouvernement russe, c'est-à-dire par les conseillers d'État Emmanuel L. Nobel<sup>252</sup> et T. V. Belozerskij auxquels s'était joint I. I. Staheev<sup>253</sup>, elle occupe une place particulière dans l'histoire de la production de pétrole. Toutes ses opérations financières s'effectuaient par le biais de la banque russo-asiatique.

Selon K. E. Temirgaliev, le pouvoir tsariste ne s'intéressait pas au pétrole de la région d'Èmba, alors entre les mains de capitaux étrangers. Ces investisseurs étrangers, eux-mêmes, n'auraient

---

<sup>249</sup> Smirnov Sergej, *Glavnyj Kozyr'*, op. cit.

<sup>250</sup> Čerdabaev M. T., *Osnovnye ètapy stanovleniâ i razvitiâ neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana*, *Neft' i gaz Kazahstana*, 2002, n°3, p. 5.

<sup>251</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za nef't Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem nefatnoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 4.

<sup>252</sup> Emmanuel Nobel est né en 1859. Devenu citoyen russe, il se consacre à l'organisation de la distribution de l'huile à travers la Russie. Il devient conseiller d'État en même temps qu'il prend le contrôle de 40% des champs de pétrole russe.

<sup>253</sup> Stajeïev selon Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 36.

pas été très intéressés par le développement de cette industrie pétrolière<sup>254</sup>. Dans son article de 1913, intitulé « *o neftânom golode* », Lénine explique la présence de Britanniques, dans la région d'Èmba, par leur intention d'y ralentir le développement de l'industrie pétrolière, tout comme ils l'auraient fait à Bakou et à Grozny, dans le but de maintenir la Russie dans un retard économique et industriel.

En 1913, le pétrole représente 3,7% de la production industrielle du pays des Kazakhs<sup>255</sup>. Le gisement de Dossor y est le plus gros employeur avec 1 000 salariés, soit 5% des travailleurs de l'industrie locale<sup>256</sup>. Sur celui d'Èmba, travaillent alors environ 300 personnes, dans des conditions très pénibles. Trois ans plus tard, il en emploie 3 260<sup>257</sup>. Les Kazakhs n'ont pas accès aux postes qualifiés dans ce secteur et y effectuent les tâches les plus ingrates, ils souffrent de discriminations dans le domaine du logement, notamment. La population du *rajon* Ural-Èmba est de 5 800 personnes en 1914 dont 2 100 personnes sur l'exploitation de Dossor qui connaît de gros problèmes d'approvisionnement en eau potable.

---

<sup>254</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 5.

<sup>255</sup> 85 entreprises industrielles étaient recensées en 1913 sur le territoire de l'actuel Kazakhstan. Leur production totale est évaluée à 67 millions de roubles. Elles employaient 19 900 personnes. (Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 13)

<sup>256</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 13.

<sup>257</sup> Ibid.

Carte N°2 : Le Nord-Ouest du territoire du Kazakhstan actuel



Source : National Geographic Society Etats-Unis, L'atlas National Geographic, Paris : National geographic France, 2007, p. 188.

Le raffinage à l'échelle industrielle débute au début du XX<sup>ème</sup> siècle<sup>258</sup> aux abords du fleuve Èmba, avec la raffinerie de Rakuša, située à l'Est de Gur'ev, et alimentée par le premier oléoduc, construit en 1911-1913, sur le territoire du futur Kazakhstan : Dossor - Rakuša<sup>259</sup>. Ce port n'était pas le lieu le plus propice pour l'arrivée d'un oléoduc car les eaux n'y sont pas assez profondes pour accueillir les barges remplies de pétrole<sup>260</sup>. Celui de Gur'ev eut été un meilleur emplacement, mais les Cosaques s'y étaient alors opposés. Le problème de transport du pétrole n'est pourtant pas réglé malgré la construction de deux oléoducs qui l'évacuent vers le port d'où il est acheminé par barges jusqu'à Astrakhan<sup>261</sup>. Le pétrole remonte ainsi vers les raffineries par la Volga<sup>262</sup>. Et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, toute la flotte de la mer Caspienne et de la Volga consomme du mazout comme combustible<sup>263</sup>.

La société britannique de l'Oural et de la Caspienne<sup>264</sup> qui possède une licence de prospection et de forage pour la région située en aval de la rivière Èmba, y trouve effectivement des champs. Mais elle hésite à les exploiter en raison des menaces que font peser des Cosaques de l'Oural sur la construction d'un oléoduc reliant le champ d'Èmba au port de Gur'ev. De plus, ils ne souhaitent pas qu'autrui utilise l'eau de l'Oural. Les Kazakhs qui vivent dans la région n'aiment pas voir les ouvriers de l'industrie pétrolière utiliser l'eau de puits dont ils ont besoin pour leurs troupeaux<sup>265</sup>. Seuls les frères Nobel parviennent, grâce à leurs relations à la Cour, à obtenir des Cosaques l'autorisation d'utiliser des quantités limitées d'eau de l'Oural. La société *Èmba-Caspian* des frères Nobel obtient finalement une concession pour l'exploitation de champs dans la région d'Èmba<sup>266</sup>.

En 1914, le *rajon* Ural-Èmba était, selon L. Nursultanova, considéré comme un « deuxième Bakou », derrière Bakou et Grozny, avec 3% de la production de l'Empire russe<sup>267</sup>. Il convient de s'attarder sur cette appellation « deuxième Bakou » qui prête à confusion. Confusion entretenue sans doute par l'écart entre des déclarations officielles et anciennes et les termes

---

<sup>258</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 36.

<sup>259</sup> Tekeeva Šynar, Složnyj Tengiz, *Prikaspijskaâ kommuna*, 11 juillet 2011.

<sup>260</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 18.

<sup>261</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 36.

<sup>262</sup> Ibid.

<sup>263</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p. 17.

<sup>264</sup> Cette entreprise pourrait être l'Urals-Caspian Company.

<sup>265</sup> van der Leeuw Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, op. cit., p. 83.

<sup>266</sup> Ibid., p. 82.

<sup>267</sup> Nursultanova Lâzat Nurbaevna, *Načalo razvitiâ predprinimatel'stva v neftânoj promyšlennosti dorevolucionnogo Kazahstana*, op. cit., p. 109.

employés en France. Ainsi, le secrétaire du Comité du *kraj* kazakh du parti, L. I. Mirzoân affirmait lors du XVII<sup>ème</sup> congrès du parti communiste de l'Union en 1934, la nécessité de fonder un second Bakou dans le *rajon* d'Ural-Èmba<sup>268</sup>. Tandis que, plus tard, dans les années 1970, en France, elle est généralement employée pour désigner la région Volga-Oural située en RSFSR (Bachkirie, Tatarstan et région de Kujbyšev), au Nord du territoire de la RSS du Kazakhstan, et qui sera développée plus tardivement. C'est là que naît l'industrie gazière soviétique<sup>269</sup>. Enfin, dans les années 1976-80, l'expression de « troisième Bakou » sera employée pour les gisements de Sibérie occidentale (Tûmen').

---

<sup>268</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, Aktobe, 2000, p. 62.

<sup>269</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 72.

## Chapitre I

### Naissance d'une industrie des hydrocarbures dans les RSS du Kazakhstan et de Turkménie

Le début de l'exploitation des hydrocarbures à l'Est de la Caspienne (Čeleken pour la future RSS de Turkménie et celle située entre les fleuves Ural et Èmba pour la future RSS du Kazakhstan) se situe dans les années 1870. Depuis les premiers mouvements révolutionnaires du XX<sup>ème</sup> siècle en Russie jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'exploitation des hydrocarbures des futurs Kazakhstan et Turkménistan se développe en concomitance avec les divers évènements qui se produisent de l'autre côté de la mer Caspienne. À trois reprises, en 1905, puis au moment de la courte indépendance de l'Azerbaïdjan en 1918 et enfin, au cours de la Seconde Guerre mondiale, la production des deux RSS sera accélérée pour compenser la chute de la production d'Azerbaïdjan. Puis, l'étape fondamentale de l'exploitation des hydrocarbures à l'Est de la mer Caspienne a lieu sous Nikita Khrouchtchev pour qui l'industrie lourde reste la première des priorités<sup>270</sup>, lors de la mise en valeur intensive des ressources naturelles en URSS, et notamment du gaz naturel au milieu des années 1950. L'étape suivante consiste en découvertes de gisements gigantesques dans les années 1970-1980. Les organigrammes des entités de production citées ici, sont présentés dans le chapitre II de cette première partie.

Avant d'étudier l'exploration et l'évolution de la production des hydrocarbures des RSS du Kazakhstan et de Turkménie, il convient de rappeler le cadre plus global de la politique énergétique de l'URSS. En 1901, la Russie occupait la première place de producteur de pétrole devant les États-Unis, avec 11,5 millions de tonnes<sup>271</sup>. Après la révolution de 1905, elle passe à la seconde place en produisant 28% du pétrole mondial, et les États-Unis 61,6%<sup>272</sup>. Au début du régime soviétique et jusqu'à la fin des années 1950, la production de gaz et du pétrole est relativement délaissée au profit du charbon, puis le mouvement inverse s'amorce. La priorité donnée au pétrole et au gaz profitera au décollage de l'industrie du gaz

---

<sup>270</sup> Sapir Jacques, Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique : essai d'interprétation des cycles d'investissement et de main-d'oeuvre en URSS de 1941 à nos jours, Paris, Université Paris X - Nanterre – 1986, vol. II, p. 767.

<sup>271</sup> Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre 1977, n°212, p. 7.

<sup>272</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p. 23.

turkmène dans les années 1960 et de celle du pétrole kazakh dans les années 1970, grâce aux investissements, dans le secteur des hydrocarbures des RSS du Kazakhstan et de Turkménie après la Seconde Guerre mondiale. Ce décollage est dû notamment, pour la RSS du Kazakhstan, à l'exploration et l'exploitation de la région de Mangyşlak, à la relance de la région d'Èmba ainsi qu'au développement de l'*oblast'* d'Aktûbinsk.

## ***I. Les chiffres de la production de pétrole soviétique***

En 1928, l'URSS est le troisième producteur mondial de pétrole ; elle reprend la deuxième place en 1931<sup>273</sup> puis la première en 1975. En 1940, la région de Bakou fournissait encore 70% de tout le pétrole soviétique. Sa part décline ensuite dans la production soviétique jusqu'à 3,5%<sup>274</sup> en 1975. Dès la seconde moitié des années 1960, la production de l'Azerbaïdjan diminue<sup>275</sup>. Mais, entre 1965 et 1980, la production pétrolière de l'URSS a été multipliée par 2,5<sup>276</sup>, grâce aux gisements de Sibérie occidentale et plus modestement grâce à ceux de la RSS du Kazakhstan (dont la part dans le total soviétique passe de 0,8 à 3,1%). Pourtant, des études et articles, publiés dans le *Courrier des pays de l'Est* dans les années 1970, faisaient état de doutes quant aux capacités de production de pétrole en URSS. Ils évoquaient un ralentissement de la croissance notamment et même un déclin possible. À partir de la fin des années 1960, l'industrie pétrolière soviétique se trouvait en effet confrontée à deux problèmes majeurs, à savoir une détérioration constante de l'état des réserves disponibles<sup>277</sup> et une décélération rapide des rythmes d'accroissement de la production<sup>278</sup>. Son taux de croissance n'aurait pu se maintenir notamment en raison de problèmes de fourniture d'équipements. Puis après 1976, ces rythmes décélèrent encore brutalement et rapidement alors que, paradoxalement, les capacités de production s'accroissent : la priorité avait été donnée au développement des capacités de production au détriment de l'exploration<sup>279</sup>. Remarquons que cette décélération ne se perçoit pas sur le diagramme N°1 (La production de pétrole soviétique 1922 – 1991), ci-dessous, qui montre cinq phases de la production de pétrole soviétique : un démarrage lent jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, une diminution pendant le conflit, puis une lente croissance jusqu'au début des années 1960, à laquelle succède une croissance plus

---

<sup>273</sup> Chapelle Jean, *Géographie économique du pétrole*, tome 2 : les pays producteurs-consommateurs, Paris : Éditions Technip, 1970, p. 75.

<sup>274</sup> Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 9.

<sup>275</sup> Les ressources énergétiques de l'URSS en 1975, *Le Courrier des pays de l'Est*, La Documentation française, mars 1972, n°150, p. 8.

<sup>276</sup> Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 64.

<sup>277</sup> Voir le chapitre XIII pour les notions de réserves.

<sup>278</sup> Pineye Daniel, La production pétrolière soviétique à l'horizon 1985. Approche régionale, *Le courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, mai 1979, n°229, p. 4.

<sup>279</sup> *Ibid.*

vigoureuse jusqu'au début des années 1980. L'année 1985 marque le début de la chute de la production durant la fin des années 1980, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les Soviétiques ménageaient leurs ressources en pétrole et ne poussaient pas la production au-delà des prévisions d'avant le choc pétrolier de 1973, en se contentant d'en tirer des revenus plus substantiels, du fait de la hausse des prix du baril. Cette politique était justifiée par l'état des prospections en Sibérie orientale, l'augmentation accélérée des besoins nationaux et du volume des investissements nécessaires en Sibérie. Les gisements de pétrole de la Caspienne étaient sous-exploités à l'époque soviétique à la fois pour des raisons stratégiques et technologiques, l'URSS préférant équiper ses champs de Sibérie occidentale. Et comme le soulignait le géologue et académicien kazakh Kanyš Imantaevič Satpaev<sup>280</sup> lors du XXI<sup>ème</sup> Congrès du PCUS, le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS n'accordait pas une grande importance aux quarante structures géologiques étudiées sur les 1 500 détectées dans le bassin d'Ural-Èmba<sup>281</sup>, malgré les qualités des hydrocarbures qui s'y trouvent.

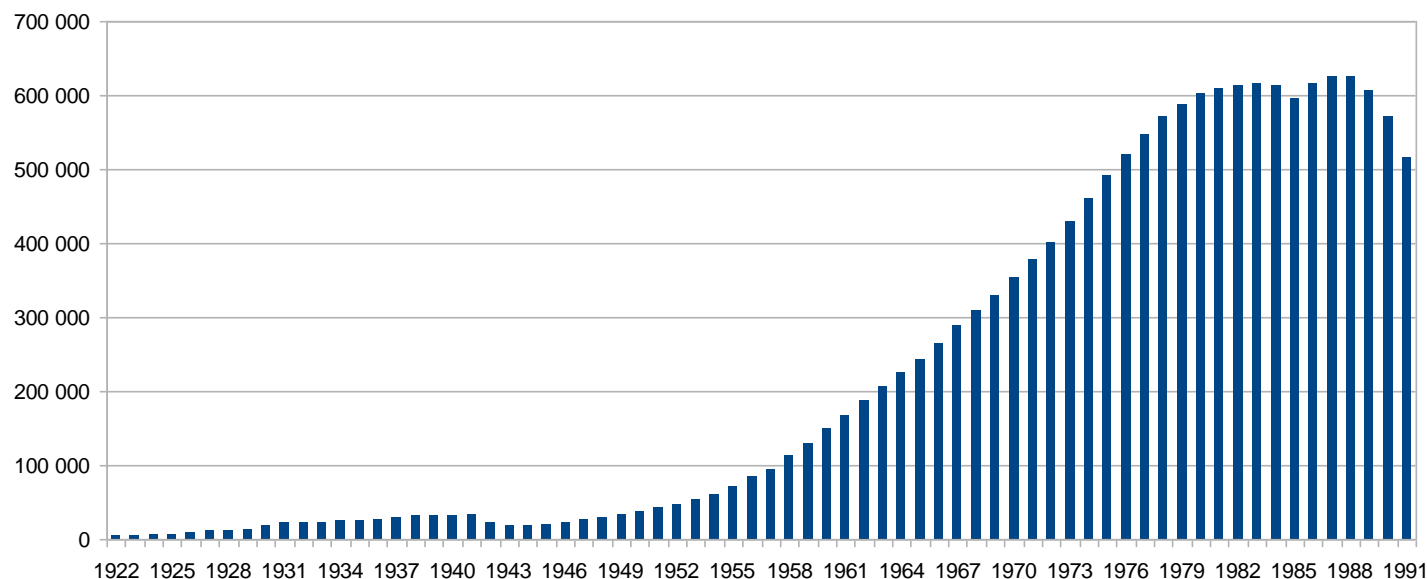
---

<sup>280</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>281</sup> Šaukenbaev T., *Èkonomika neftánoj promyšlennosti Kazahstana*, Alma-Ata : Izdatel'stvo Kazahstan, 1974, p. 36.



**Diagramme N°1 : La production de pétrole soviétique 1922 – 1991**



Sources : Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR, *Narodnoe Hozâjstvo SSSR v 1974g. statističeskij ežegodnik*, Moskva : Statistika, 1975, p. 239 ; Beaucourt Chantal, Chambre Henri, Miklasz C., Tiers Monde soviétique ? Le Kazakhstan, *Cahier de l'Institut de science économique appliquée*, juillet 1963, n°139, p. 264 ; Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR., *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982gg. : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 182 ; Gustafson Thane, The origin of the Soviet oil Crisis 1970-1985, *Soviet Economy*, April-June 1985, n°2, p. 104 ; Tiraspol'sky Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1990, n°352, p. 16 ; Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom vtoroj, Perehod k NËPU : vosstanovlenie narodnogo hozâjstva SSSR : 1921-1925gg.*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1976, p. 277 ; Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov SSSR., *Narodnoe hozâjstvo SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1956, p. 69 ; Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1959g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1960, p. 184 et 186. ; Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1961g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1962, p. 209. ; Central'noe statističeskoe upravlenie sovete pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g.*, Statističeskij ežegodnik, Moskva : 1965, p. 154. ; Central'noe statističeskoe upravlenie pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1968g.* Statističeskij ežegodnik, Moskva : Isdatel'stvo Statistika, 1969, p. 234. ; Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1988g.*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 381.

## II. La désaffectation du gaz et du pétrole au profit du charbon

Les Soviétiques connaissaient l'existence de certaines de leurs ressources en gaz naturel mais, comme en Europe occidentale<sup>282</sup>, ils les ont négligées jusque dans les années 1950, préférant produire du gaz à partir du charbon. Il n'y a pas de politique délibérée de recherches de champs gaziers en URSS, au cours de la période stalinienne. Ainsi, un article, publié dans l'annuaire *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana*<sup>283</sup> en 1934, mentionne la présence de gaz dans des gisements de pétrole qui s'étendent entre Gur'ev (actuel Atyrau) et Aktûbinsk, mais il n'évoque pas de projet d'exploration et / ou d'exploitation de ce gaz.

Les raisons de cette désaffectation des Soviétiques vis-à-vis des hydrocarbures au profit du charbon, sont politiques : les réserves en hydrocarbures sont conservées dans l'espoir de les exporter ultérieurement<sup>284</sup>. G. Sokoloff précise que « le grand maître de la politique énergétique Kaganovitch s'est prononcé pour le "tout charbon". Y compris dans les transports ferroviaires où il a proclamé la "suprématie définitive" de la chaudière sur le diesel »<sup>285</sup>. Entre 1945 et 1950, le gaz entre pour 2,3% de la production de combustibles en URSS. Et en 1947, le Gosplan reconnaît que « dans notre pays, le traitement chimique du gaz n'est pas organisé »<sup>286</sup>.

« La pratique stalinienne favorisait donc plutôt l'expansion charbonnière. L'emploi de mazout et de gaz dans les entreprises industrielles, centrales électriques et transports était considéré comme irrégulier, parfois même interdit comme pour le gaz entre 1949 et 1954 bien que le coût du pétrole et du gaz fût inférieur à celui du charbon »<sup>287</sup>. Les planificateurs ne semblent pas détenir d'information sur les évaluations des réserves de gaz soviétique et ne tiennent donc pas compte de ces réserves ; ils n'auraient pas non plus pris en compte le bas coût de la production du gaz naturel par comparaison aux autres sources d'énergie<sup>288</sup>. « Le coût du gaz naturel le plus cher, transporté à 3 000 km de son lieu d'extraction s'avérait sensiblement moindre que celui produit à partir de combustibles solides en présence de vapeur d'eau et

---

<sup>282</sup> Entretien chez Gaz de France, avec MM. Alain Rossignol, Jean-Claude Perdignes et Philippe Hochard le 28 janvier 2008.

<sup>283</sup> Sadčikov I. S., 'Èmbanef', In *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana*, juillet-août 1935, n°7-8, Alma-Ata.

<sup>284</sup> Marshall I. M., *The enigma of Soviet petroleum : Half empty or half full ?*, op. cit., p. 148.

<sup>285</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 493.

<sup>286</sup> Igolkin, Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, Moskva : Institut rossijskoj istorii, 2009, p. 258-259.

<sup>287</sup> Caire G., "Économie et politique de l'énergie en URSS", *Annuaire de l'URSS*, Strasbourg : Centre de recherches sur l'Union des républiques socialistes soviétiques et les pays de l'Est ; Paris : Centre national de la recherche scientifique, 1970-1971, p. 241.

<sup>288</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, Baltimore (Maryland) : Johns Hopkins Press, 1968, p. 195.

*d'oxygène, le moins onéreux produit sur le lieu d'utilisation* »<sup>289</sup>. Autrement dit, même transporté sur de très grandes distances, le gaz naturel revenait moins cher que le gaz obtenu à partir du charbon.

Cette politique consistant à encourager la consommation de charbon dont la production était excédentaire en URSS, freinait la substitution du pétrole et du gaz au charbon. Elle s'effectuait par le biais des prix. Le tableau N°1 ci-dessous montre comment s'établissait, avant 1960, les indices de prix, de coût et de pouvoir calorifique du pétrole et du gaz par rapport au charbon. Les indices de prix ne correspondaient pas aux indices de coûts : le prix du pétrole était fixé plus haut que celui du charbon, alors qu'il avait un coût très nettement inférieur.

**Tableau N°1 : Indices de prix, de coût et de pouvoir calorifique du pétrole et du gaz par rapport au charbon**

	charbon	pétrole	gaz
prix	100	131	87
coût	100	35	8
pouvoir calorifique	100	179	150

Source : Lavigne Marie Louise, La réforme des prix de gros des biens d'équipements en URSS, *le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 4 novembre 1964, n°6, p. 38.

Cette « politique du tout charbon » a été appliquée à la RSS du Kazakhstan où la part des industries pétrolière et houillère dans la production industrielle globale de la RSS était respectivement de 2 et 10,1% en 1954. Mais elle n'a pas pu être appliquée dans la RSS de Turkménie puisque celle-ci ne possède pas de mine de charbon ; la part de l'industrie houillère y était donc nulle et celle de l'industrie pétrolière dans la production industrielle globale de la RSS de Turkménie était alors de 59%<sup>290</sup>.

Selon I. G. Ponomareva<sup>291</sup>, le retard du développement de l'industrie gazière en URSS par rapport à celui du charbon, jusqu'en 1956, est aussi valable pour le pétrole. S'il était assez peu consommé en URSS, le pétrole servait, en revanche, de source de devises dès 1924-1925. Plus généralement, le secteur de l'énergie était développé en grande partie pour fournir des ressources destinées à l'industrie lourde et aux secteurs liés à la défense, ainsi que pour gagner des devises destinées à payer des importations vitales. L'État utilisait la plus grosse part de la production d'hydrocarbures pour subventionner certains secteurs et activités économiques qui auraient été non rentables selon les normes internationales. Ces secteurs étaient

<sup>289</sup> Caire G., « *Économie et politique de l'énergie en URSS* », op. cit., p. 251.

<sup>290</sup> Beaucourt Chantal, Chambre Henri, Miklasz C., Tiers monde soviétique ? Le Kazakhstan, op. cit., p. 38.

<sup>291</sup> Ponomareva I. G., Razvitie toplivno-energetičeskogo elementa proizvoditel'nyh sil kommunističeskoj formacii, *Vestnik Leningradskogo Universiteta*, 1962, 11(2), p. 19.

approvisionnés par ces hydrocarbures. Cela permettait de conserver un secteur militaro-industriel à des coûts assez bas<sup>292</sup>.

Cette désaffectation pour les hydrocarbures disparaît après la mort de Staline. L'importance des gisements de gaz et des avantages de cette source d'énergie sont pris en compte : la production du gaz naturel soviétique passe de 10,4 à 108,6 milliards de m<sup>3</sup> entre 1955 et 1964 et la part du charbon dans la balance énergétique commence à diminuer à partir de 1955. L'utilisation du gaz pour les besoins économiques est évoquée par le XII<sup>ème</sup> congrès du Comité central du PC de la RSS de Turkménie en février 1954<sup>293</sup>.

### **III. Le tournant de la fin des années 1950 : priorité au pétrole et au gaz**

En février 1956, le XX<sup>ème</sup> Congrès du PCUS adopte le 6<sup>ème</sup> plan quinquennal (1956-1960) qui prévoit un doublement de la production de pétrole et la multiplication par quatre de celle du gaz pour 1960 par rapport à 1955. C'est ce 6<sup>ème</sup> plan qui, pour la première fois dans l'histoire de l'URSS, donne à l'industrie gazière la tâche d'augmenter sa production de façon très conséquente afin de subvenir aux besoins quotidiens<sup>294</sup>. Après les décisions du XX<sup>ème</sup> congrès, l'industrie gazière est organisée comme un secteur indépendant de l'économie avec sa direction unifiée et centralisée. Il s'agit de développer le secteur de la chimie, objectif réitéré par le plan septennal (1959-1965), approuvé par le XXI<sup>ème</sup> Congrès du PCUS<sup>295</sup>. Ce plan prévoit une augmentation de la part du gaz naturel de 6% en 1958 à 21% en 1965 dans la balance énergétique.

Le développement de l'industrie gazière en Asie centrale est étudié par le plenum du Comité central du PCUS de mai 1958. Il demande aux organes du parti, aux komsomols et aux syndicats de mobiliser les employés et d'utiliser au mieux des ressources comme le gaz naturel et le gaz associé<sup>296</sup>. Le Comité central du PCUS et le conseil des ministres de l'URSS publient un décret (*postanovlenie*) concernant l'expansion de l'industrie du gaz le 15 août 1958, intitulé « le développement de l'industrie gazière et de l'approvisionnement en gaz des entreprises et villes de l'URSS »<sup>297</sup>. Dans les années 1960, les champs gaziers commencent à être plus systématiquement recherchés et exploités notamment en Sibérie et au Kazakhstan.

---

<sup>292</sup> Sagers Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., *Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy*, op. cit., p. 391 et 394.

<sup>293</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, Taškent : Fan, 1980, p. 36.

<sup>294</sup> Ibid., p. 22.

<sup>295</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, op. cit., p. 9.

<sup>296</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 24.

<sup>297</sup> Ibid., p. 25.

Mais en 1962, I. G. Ponomareva estime que les hydrocarbures ne sont toujours pas assez consommés dans l'économie soviétique. Et c'est le 2 octobre 1965 qu'est créé le ministère de l'Industrie gazière de l'URSS (Cf. Tableau N°3 : Évolution de l'organisation des ministères soviétiques des industries pétrolière et gazière de 1939 à 1991).

#### ***IV. L'essor de la production gazière malgré des plans irréalistes et des matériels inadaptés***

La période 1955-1970 voit la pleine expansion de la production de gaz en URSS qui passe de 8,9 en 1955 à 197,2 milliards de m<sup>3</sup> en 1970 (soit une multiplication par plus de 22). Mais entre 1970 et 1985, la production n'est multipliée que par 3. Les objectifs des plans de production, bien que régulièrement révisés à la baisse, ne sont même pas réalisés<sup>298</sup>. (Cf. Diagramme N°2 : La production de gaz soviétique 1950-1991, ci-dessous)

Au cours de la décennie 1960-1970, production et consommation de gaz naturel ont augmenté en URSS à un rythme sensiblement égal. La progression est quasi continue jusqu'en 1990. Les années 1986-1991 voient au contraire de la production de pétrole, celle du gaz augmenter de nouveau.

Malgré la volonté affichée du Centre depuis les XX<sup>ème</sup> et XXI<sup>ème</sup> Congrès, les plans de production de gaz n'ont pas été remplis, en général à cause des problèmes d'achèvement des constructions de tubes et de fabrications d'équipements destinés au secteur gazier<sup>299</sup>. L'inexécution des plans de production de gaz, à la fin des années 1960 et au début des années 1970, s'expliquent en effet par les obstacles technologiques dans le domaine de l'exploration et du forage, notamment. La production des équipements destinés à l'industrie du gaz rencontre, dans les années 1970, les mêmes difficultés que celle des équipements destinés au pétrole. Elle est insuffisante, de basse qualité et ses performances techniques assez limitées. Ce matériel ainsi que les techniques employées sont inadaptés aux nouveaux gisements comme ceux des déserts de Turkménie. Si le plan de production de gaz de l'URSS n'a pas été exécuté en particulier en 1972 et 1973, cela est dû au faible niveau de production en Sibérie occidentale ainsi qu'en Turkménie<sup>300</sup>. Cette période est pourtant celle au cours de laquelle la production de la RSS de Turkménie est en pleine croissance (+34,4% en 1973 par rapport à 1972). La production turkmène représente 17,9% de la production soviétique en 1975, sommet qu'elle ne dépassera jamais. En 1972, un observateur français notait que les espoirs

---

<sup>298</sup> Les ressources énergétiques de l'URSS en 1975, op. cit., p. 10.

<sup>299</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, op. cit., p. 198.

<sup>300</sup> Beaucourt Chantal, Le gaz soviétique, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, octobre 1974, n°178, p. 13.

soviétiques mis dans le gaz au début des années 1960, avaient été déçus et que les objectifs fixés pour 1975 et 1980 semblaient démesurés<sup>301</sup>. Et ils l'étaient effectivement puisque la production réelle ne fut, en 1980, que de 435,217 milliards de mètres cubes<sup>302</sup>, alors que le plan révisé prévoyait une production de 640-650 milliards de mètres cubes.

Néanmoins, la production des combustibles minéraux (charbon et lignite) continue de régresser régulièrement au profit des hydrocarbures et principalement du gaz. « *Le pétrole et le gaz qui intervenaient seulement pour 37% dans la balance énergétique en 1960, en représentaient 63,7% en 1975* »<sup>303</sup>. Au début des années 1970, l'URSS investissait annuellement 1,2 à 1,3 milliard de roubles dans la prospection des hydrocarbures, soit environ 50% des crédits destinés à l'ensemble des explorations dans le domaine des minéraux<sup>304</sup>.

Dans les années 1970, l'orientation de la politique soviétique en matière d'hydrocarbures diffère notablement, selon qu'il s'agit de pétrole ou de gaz. « *La politique économique de l'énergie de l'URSS a été et demeurerait encore politique avant d'être économique* », soulignait G. Caire<sup>305</sup>. Dans ces années 1970, l'URSS ne voulait pas, en donnant une priorité au gaz, compromettre le développement des autres branches de l'économie nationale. Elle comptait probablement sur une participation active des pays occidentaux pour prendre en charge une part de l'expansion de ce secteur<sup>306</sup>.

---

<sup>301</sup> Les ressources énergétiques de l'URSS en 1975, op. cit., p. 10.

<sup>302</sup> Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982gg. : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik*, op. cit., p. 182.

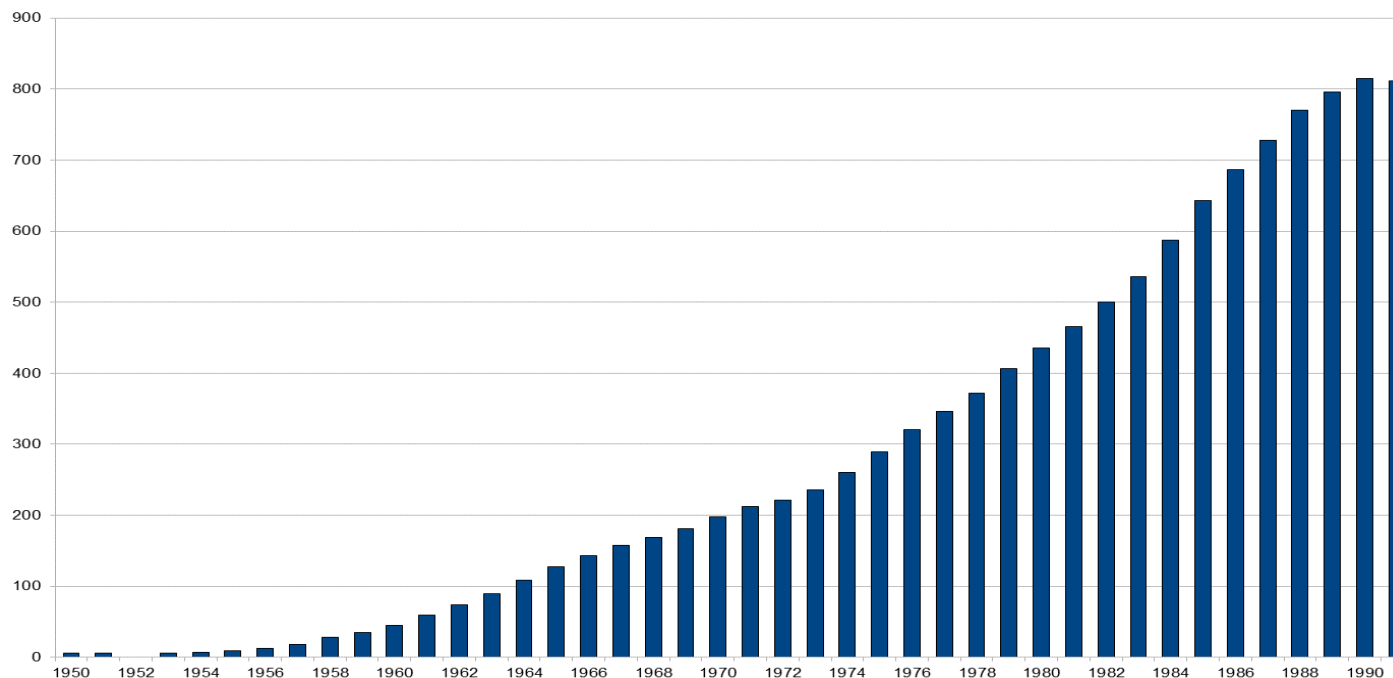
<sup>303</sup> Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, op. cit., p. 4.

<sup>304</sup> Baânskij G. È., Stavnicer N. E., Râbkina L. Â., *Èkonomičeskaâ reforma i èffektivnost' geolorazvedočnyh rabot na neft' i gaz v Kazahstane*, Alma-Ata, 1972, p. 4.

<sup>305</sup> Caire G., « *Économie et politique de l'énergie en URSS* », op. cit., p. 240.

<sup>306</sup> Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, op. cit., p. 20.

**Diagramme N°2 : La production de gaz soviétique 1950-1991 (en milliards de mètres cubes)**



Sources : Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982 gg. : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 182 ; Ebel R., *Communist trade in oil and gas : An evaluation of the future export capability of the soviet bloc*, New-York ; Washington ; London : Praeger publishers, 1970, p. 128 ; Central Intelligence Agency, Directorate of Intelligence, *Soviet Energy data, Resource Handbook, A reference Aid*, Washington, D.C. : May 1990, p. 25 ; Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1959g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1960, p. 189 ; Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1961g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1962, p. 211. ; Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1962g.*, Moskva : 1963, p. 158 ; Central'noe statističeskoe upravlenie sovete pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g.*, Statističeskij ežegodnik, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1965, p. 156. ; Central'noe statističeskoe upravlenie pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1968g.*, Statističeskij ežegodnik, Moskva : Isdatel'stvo Statistika, 1969, p. 235.

C'est sans doute dans le domaine de l'exploitation en milieu marin que l'industrie soviétique est la plus déficiente dans les années 1970 : les matériels qu'elle utilise sont loin d'être très performants, les réparations sont fréquentes et fort coûteuses. Ce type d'exploitation est encore assez peu développé alors, même si l'un des futurs ministres de l'Industrie du gaz, Sabit Ataeviç Orudžev, en fut le promoteur dès les années 1940<sup>307</sup>. En 1977, les quatre plateformes de forage soviétiques existantes étaient toutes en mer Caspienne. L'une, Hazar, avait été construite par la firme hollandaise IHC Holland<sup>308</sup> dès 1968 et puis a été transmise à la RSS de Turkménie par les dirigeants du secteur pétrolier azéri<sup>309</sup>, sans doute parce que le programme d'exploitation pétrolière sur des plateformes au large de l'Azerbaïdjan n'a pas été fortement soutenu et que cette production a décliné à partir des années 1970<sup>310</sup>. Quant aux côtes de la RSS du Kazakhstan, elles demandaient des techniques plus complexes que les côtes occidentales de la Caspienne et le ministère du Gaz, récalcitrant, ne tenait pas à les explorer de façon soutenue<sup>311</sup>.

Le gaz associé au pétrole (*poputnyj gaz*) est issu de gisements naturels pétrolifères et il est riche en méthane. En tout point identique au gaz naturel des gisements sans pétrole, il est donc traité et transporté de la même façon<sup>312</sup>. Pendant de nombreuses années, en URSS comme ailleurs dans le monde, le gaz associé au pétrole brut brûlait à la torche, sur les gisements. Certaines sources soulignent son utilisation, en URSS, dès 1926-1927, pour des chaudières et les besoins quotidiens ; sa production est d'un million de mètres cubes en 1939<sup>313</sup> ce qui permet d'assurer des besoins locaux. Des déclarations du secrétaire de l'*obkom* de Gur'ev, datant des années 1940, déplorant l'utilisation insuffisante de ce gaz, suggèrent qu'il était néanmoins pris en compte<sup>314</sup>. En 1940, la plus grande partie du gaz produit est encore le gaz associé. C'est pourquoi c'est le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS

---

<sup>307</sup> Gustafson Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, Princeton (NJ) : Princeton University press, 1989, p. 213.

<sup>308</sup> Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, op. cit., p. 13.

<sup>309</sup> Gumenûk V. A., Rukovodstvo KP Turkmenistana tehniçeskim perevooruženiem toplivno-ènergetiçeskih otraslej promyšlennosti respubliky (1959-1975), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obščestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1983, n°3, p. 20.

<sup>310</sup> Gustafson Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, op. cit., p. 214.

<sup>311</sup> Ibid., p. 215.

<sup>312</sup> Le gaz des gisements de pétrole commence à susciter de l'intérêt, Nouvelles commerciales et économiques, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1974, n°177, p. XXX.

<sup>313</sup> Analitiçeskaâ služba Neftgazovoj Vertikali, Retrospektiva neftânoj promyšlennosti, op. cit., p. 39.

<sup>314</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 90.



qui s'en occupe. À la mort de Staline en 1953, la production obtenue à partir de gisements de gaz devient supérieure à celle du gaz associé<sup>315</sup>.

## V. *La production de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie jusqu'en 1945*

Lorsque l'Azerbaïdjan déclare son indépendance, le 28 mai 1918, le territoire contrôlé par les Bolcheviks ne renferme pas de pétrole dans son sous-sol. Selon K. E. Temirgaliev, c'est la pénurie de combustibles qui les conduit, au printemps 1919, à prendre la décision de pousser l'Armée blanche hors de la région d'Èmba, alors seule source d'approvisionnement en pétrole pour la Russie soviétique, et à entrer dans la ville de Gur'ev. L'Armée Rouge atteint la région d'Èmba avant la fin de l'année 1919. Les troupes du général Denikine incendient les installations pétrolières de la région avant de s'en retirer à l'automne et plusieurs millions de tonnes de pétrole sont perdues. La ville de Gur'ev voit les troupes du général Tolstov chassées le 5 janvier 1920 par celles de Mihail Vasil'evič Frunze. La division de V. I. Čapaev porte le dernier coup, en faisant partir les Blancs des exploitations pétrolières.

Le 13 janvier 1920, Lénine signe un décret ordonnant le transport du pétrole d'Èmba vers la Russie. En janvier 1920, la cavalerie de la Quatrième armée atteint Dossor et Makat. Dans un télégramme du 24 février 1920 à M. V. Frunze, Lénine demande d'organiser le départ pour Moscou de deux trains dont les wagons seront chargés pour moitié en pétrole et l'autre en essence. Ce transport va s'effectuer grâce à la réquisition de 4 000 soldats et, faute d'autre moyen (le chemin de fer le plus proche d'Èmba est à plus de 500 km et le tube allant de Dossor à Rakuša a été également pratiquement détruit par l'Armée blanche<sup>316</sup>), ce sont des chameaux qui serviront, entre autres, de moyen de locomotion. Mais ce moyen hippomobile étant insuffisant, l'évacuation se fera ensuite par la traversée de la mer Caspienne qui permet le transport de 1,5 million de poud (24 570 tonnes)<sup>317</sup> de pétrole en 1920.

Les puits à Dossor et à Makat doivent être remis en état après le départ de l'Armée blanche qui les avait fortement endommagés en quittant la région. Lénine s'adresse à Ivan Mihajlovič Gubkin<sup>318</sup>, membre du Comité du pétrole (*Glavk*<sup>319</sup> du pétrole) pour s'atteler à ce travail. Il est

---

<sup>315</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, op. cit., p. 195.

<sup>316</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 35-36.

<sup>317</sup> 1,5 million x 16,38 kg = 24,57 millions de kg, soit 24 570 tonnes. La production d'Èmba est en 1920 de 30 300 tonnes selon K. Temirgaliev.

<sup>318</sup> Voir sa courte notice biographique en annexe.

<sup>319</sup> Un Glavk est un comité principal (*glavnyj komitet*), émanation du VSNKh, qui contrôle un produit précis. Leurs instructions écrites remplacent désormais l'argent dans la vie des entreprises (Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 298).

entouré d'une équipe de quinze personnes, dirigée par R. N. Fridman qui est aussi le délégué extraordinaire du Conseil du Travail et de la Défense (STO) pour le rétablissement des exploitations pétrolières. Leur sont adjointes cent cinquante personnes détachées de l'Armée rouge sur les lieux d'exploitation dès février 1920. L'ingénieur en chef pour le *rajon* Ural-Èmba est S. I. Kuznecov. Puis la mise en valeur plus globalement de la région d'Èmba est évoquée par Lénine. Le décret du Conseil de la défense ouvrière et paysanne<sup>320</sup> daté du 24 décembre 1919, fait de la construction de la ligne de chemin de fer Aleksandrov Gaj – Èmba la tâche stratégique des troupes du Turkfront et en particulier de la Quatrième armée<sup>321</sup>. Dès janvier 1920, Trotski et Lénine enjoignent le Commandant du Front du Turkestan M. V. Frunze d'en commencer le chantier<sup>322</sup>. Le délai est très court puisque prévu pour la mi 1921. Les plans d'un oléoduc pour le transport du pétrole d'Èmba vers la Volga (Saratov) et doublant cette voie de chemin de fer, sont établis peu de temps après la décision de la construction du chemin de fer<sup>323</sup>. Mais la conquête de l'Azerbaïdjan<sup>324</sup> par l'Armée rouge, au même moment, rend ce « chantier du siècle » moins urgent et il s'arrête aussi brutalement qu'il avait été mis en route. Cette idée de Lénine de réunir voies ferrées et tubes de la région d'Ural-Èmba avec ceux des régions centrales ne sera réalisée qu'un peu plus tard, après sa mort, au cours des 1<sup>er</sup> (1928-1933) et 2<sup>ème</sup> plans (1933-1937).

Toujours dans son télégramme du 24 février 1920 à M. V. Frunze, Lénine demande en outre d'être informé de la production de pétrole à Čeleken, et dans sa région en général, c'est-à-dire dans l'actuel Turkménistan<sup>325</sup>. Le Commandant du Front du Turkestan lui répond que toutes les exploitations, peu endommagées, sont en état de marche ; la plupart auraient néanmoins besoin d'équipements. Il estime alors les réserves de pétrole à Čeleken à 150 000 poud mais précise que son pétrole ne peut pas être expédié car des navires de l'Entente bloquent l'accès à la mer. M. V. Frunze précise qu'à condition d'avoir des ouvriers en état de travailler, Čeleken pourrait produire au moins 3 000 poud (49,1 tonnes) de pétrole par jour<sup>326</sup>. À la veille de l'instauration du pouvoir soviétique, on compte 350 puits à Čeleken<sup>327</sup>. Des reconstructions

---

<sup>320</sup> Le Conseil de la défense ouvrière et paysanne est créé le 20 novembre 1918 et rebaptisé Conseil du Travail et de la défense en mars 1920 (Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 297).

<sup>321</sup> Bobrova Valentina Vladimirovna, *M. V. Frunze v Turkestane (1919-1920), sbornik dokumentov, Posvâšaetsâ 100-letiû so dnâ roždenniâ M. V. Frunze*, Frunze : Kyrgyzstan, 1984, p. 51.

<sup>322</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennââ nefâtânââ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p. 135.

<sup>323</sup> *Ibid.*, p. 132.

<sup>324</sup> L'Azerbaïdjan connaît une courte période d'indépendance de mai 1918 à avril 1920.

<sup>325</sup> Kurbanov L. A., V. I. Lenin o Kara-Bogaz-Gole i Čelekene, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1967, n°3, p. 7.

<sup>326</sup> Karryev A, *Istoriâ turkmenskoj SSR. Tom II, Aprel' 1917-1957 gg.*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk TSSR, 1957, p. 181. et Kurbanov L. A., V. I. Lenin o Kara-Bogaz-Gole i Čelekene, op. cit., p. 7.

<sup>327</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 343.

sur les lieux de forage sont y entrepris en 1923<sup>328</sup>, mais elles n'empêchent pas la production de diminuer considérablement au cours des années 1920 puisqu'elle n'est que d'environ 400 000 poud (6 552 tonnes) en 1924, c'est-à-dire beaucoup moins qu'avant la Première Guerre mondiale<sup>329</sup> (le maximum de la production y avait été atteint en 1911 avec 2 170 000 tonnes<sup>330</sup>).

### V. A. La relance de la production de pétrole

En mai 1920, était instaurée la Direction des exploitations pétrolières (*Upravlenie nefîânymi promyslami*) du rajon d'Ural-Èmba, à partir des entreprises nationalisées. Le plan GOËLRO<sup>331</sup> y prévoyait alors une production de 50 millions de poud (soit 819 000 tonnes) de pétrole par an à la fin de la décennie. Ce plan ne fut pas atteint. Mais la production de pétrole va y être relancée. Et le 12 octobre 1920, la distillerie de pétrole fonctionne de nouveau<sup>332</sup>. Suite à la relance des exploitations, la production de pétrole du rajon de Dossor double en 1923-1924 par rapport à 1920-1921<sup>333</sup>. La remise en état des puits de Makat qui avaient été inexploités entre 1918 et 1925, marque l'achèvement de la période de reconstruction du secteur de la région d'Èmba et ouvre une nouvelle phase de prospection. En 1925-1926, les puits de Makat produisent 17 308 tonnes. En atteignant les 218 115 tonnes en 1923-1926, elle est supérieure de 85,4% à celle de 1913<sup>334</sup>. Mais les prévisions de plus long terme ne seront pas atteintes.

### V. B. Les investissements dans les années 1920 et 1930

Il y a eu des investissements étrangers après 1917, comme en témoigne la création d'une société mixte par *Èmbaneft'* et l'entreprise française Duverger<sup>335</sup>. Mais l'auteur kazakh K. E. Temirgaliev n'évoque ni ces investissements étrangers et ni les concessions pour les champs

<sup>328</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftînaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letîu Sovetskoi vlasti, *Izvestiâ Akademii Nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1967, n°6, p. 28.

<sup>329</sup> Karryev A, *Istoriâ turkmenskoj SSR. Tom II, Aprel' 1917-1957 gg.*, op. cit., p. 239.

<sup>330</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftînaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letîu Sovetskoi vlasti, op. cit., p. 28.

<sup>331</sup> Le plan GOËLRO (du nom de la Commission d'État pour l'électrification de la Russie Gosudarstvennaâ Komissiâ po Èlektifikacii Rossii, créée le 21 février ou 23 mars 1920), élaboré par Gleb M. Kržižanovskij, sous la direction de Lénine, contient une ébauche de la division régionale de l'URSS. Il organise la division du pays en 8 rajon. Le territoire de la RSS de Turkménie (*Zakaspijskaâ oblast'*) fait partie du rajon économique du Turkestan. Ce plan prévoyait une production de 11,8 à 16,4 millions de tonnes pour l'URSS, en 1935, elle sera de 25,2. (Žukov E. M., Otdelenie istorii Akademii nauk SSSR, *Sovetskaâ istoričeskaâ ènciklopediâ*, Moskva : Sovetskaâ Ènciklopediâ, 1976, tome 4, p. 671-674.)

<sup>332</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem nefîânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 40.

<sup>333</sup> Ibid., p. 35.

<sup>334</sup> Ibid., p.46.

<sup>335</sup> Ce point serait à développer postérieurement afin de savoir s'il s'agit d'un phénomène marginal ou de plus grande ampleur.

d'Èmba octroyées par le gouvernement. En revanche, les chiffres relatifs aux investissements du gouvernement soviétique dans la production des ressources naturelles et dans la construction d'infrastructures, pendant les années 1930, dans la RSSA (puis RSS) du Kazakhstan sont connus. Ils augmentent fortement entre 1923 et 1928, afin de lancer la prospection, dans le *rajon* d'Ural-Èmba, notamment (Cf. Tableau I. A : Investissements dans l'industrie du pétrole dans le *rajon* d'Ural-Èmba 1923-1928, en annexe du chapitre I).

Le 1<sup>er</sup> plan quinquennal de l'URSS prévoit en effet des investissements dans le secteur pétrolier de la République socialiste soviétique autonome du Kazakhstan, essentiellement dans la région d'Èmba, pour un montant de 25 millions de roubles (ils sont de 5 millions pour la houille). Pour les années 1929-1930, l'industrie pétrolière doit bénéficier d'investissements à hauteur de 14,79 millions de roubles<sup>336</sup>. À partir de 1930, les sommes investies augmentent considérablement puisque 20 à 30 millions de roubles le sont chaque année. Selon le 2<sup>ème</sup> plan quinquennal, le développement des régions pétrolifères d'Èmba doivent prendre la relève de Bakou et de Grozny, dont les gisements ont été mis à mal par une exploitation trop intensive<sup>337</sup>.

En 1932, le Conseil du Travail et de la Défense soulève la question de la construction d'un tube Kaspïj-Orsk<sup>338</sup> sur 709 km et de celle d'une raffinerie à Orsk<sup>339</sup>. Les comités du parti du *kraj* kazakh d'Aktûbinsk et de Gur'ev mobilisent alors des ouvriers de la région occidentale de la république. La majorité des 3 à 4 000 personnes recrutées sont des Kazakhs<sup>340</sup>. C'est l'époque de la formation d'un prolétariat pour chacune des nationalités. Les constructions des oléoducs Dossor-Gur'ev et Kaspïj-Orsk sont lancées. Construit en 3 ans et mis en service en octobre 1935, ce dernier permet d'évacuer 65% du pétrole d'Èmba<sup>341</sup>.

À l'occasion du XVII<sup>ème</sup> congrès du parti communiste de l'Union (26 janvier - 10 février 1934), une directive de Staline indique qu'il est nécessaire de mettre en place la base pétrolière « grande Èmba », dans les *rajon* au Sud et à l'Ouest des monts Ural. Au Sud, il s'agit du *rajon* Ural-Èmba exploité par le trust<sup>342</sup> *Èmbaneft'* et dont la surface s'étend sur 310

---

<sup>336</sup> Beaucourt Chantal, Chambre Henri, Miklasz C., Tiers monde soviétique ? Le Kazakhstan, op. cit., p. 87.

<sup>337</sup> Ibid., p. 94-95.

<sup>338</sup> Orsk se situe sur le territoire de l'actuelle Fédération de Russie.

<sup>339</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 57.

<sup>340</sup> Ibid.

<sup>341</sup> Istorîâ otrasli, načal'nyj ètap, [www.kmg.kz/about/history/sector\\_history](http://www.kmg.kz/about/history/sector_history).

<sup>342</sup> Les trusts (*trest*) naissent dès 1918 par regroupements d'entreprises industrielles publiques (qui viennent alors juste d'être nationalisées). L'utilisation du mot est alors destinée à attirer les investissements étrangers dans les concessions. A partir de 1921, ils doivent équilibrer leurs dépenses par leurs recettes (c'est le principe du

000 km<sup>2</sup>, de la ville de Gur'ev au Nord-Ouest jusqu'à Aktûbinsk, au sud jusqu'à Karaton et à l'Ouest jusqu'au *rajon* de Novo-Kazanskij<sup>343</sup>. Les estimations des réserves qui sont alors d'un milliard de tonnes pour le *rajon* Ural-Èmba, font écrire aux responsables soviétiques que les exploitations d'Èmba fourniront non seulement la république du Kazakhstan, mais aussi la Sibérie, l'Asie centrale et la région de la Volga.

Les investissements prévus en 1936 pour l'ensemble de l'industrie pétrolière dans la RSS du Kazakhstan s'élevaient à 128 670 000 roubles<sup>344</sup>. Ces investissements sont réalisés notamment à Gur'ev où est construite une centrale électrique (dont une première tranche commence à produire en 1930 et une seconde à partir de 1935). Trois autres centrales sont érigées à Bajčunas (1931), Iskine (1936) et à Kosčagyl (1937)<sup>345</sup>. Elles produisent l'énergie électrique nécessaire au forage de puits, selon une technologie utilisée pour la première fois à Èmba en 1937. En janvier 1934, outre l'exploitation des gisements de Kosčagyl et Iskine, *Èmbaneft'* se voit confier par le Conseil des Commissaires du peuple de la république du Kazakhstan, la construction de l'une de ces centrales électriques, d'un réservoir de pétrole et d'une conduite d'eau. Les constructions d'habitations pour les employés sur les lieux de production et à Gur'ev, et celle de la voie de chemin de fer Makat-Kosčagyl avec un embranchement vers Iskine, font aussi partie des travaux incombant à *Èmbaneft'*.

Dans la RSS de Turkménie, les équipements et les matériaux de construction destinés aux gisements étaient transportés par chameaux et par les hommes jusqu'en 1931<sup>346</sup>. Des investissements massifs de 18,9 millions de roubles entre 1925 et 1928, sont réalisés par Moscou afin d'industrialiser la RSS. Ils viennent s'ajouter aux dotations budgétaires de 31 millions sur la même période<sup>347</sup>. À titre indicatif, mentionnons que les recettes du budget de la république sont de 22,4 millions de roubles pour 1927-1928. Ces investissements permettent également la reconstruction des exploitations de Čeleken<sup>348</sup>. Au cours du 1<sup>er</sup> plan quinquennal, les exploitations sont équipées de nouveaux matériels. Au cours du 2<sup>ème</sup> plan quinquennal, 228,5 millions de roubles sont investis dans l'industrie de la république de Turkménie (soit 3

---

*hozasčët*). Les trusts commandent aux entreprises. Ils sont composés d'unions de production. Les trusts sont des associations d'intégration horizontale. Théoriquement, ils obéissent eux-mêmes au Conseil supérieur de l'économie nationale (VSNKh), mais dans la pratique ils sont très autonomes.

<sup>343</sup> Sadčikov I. S., *Èmbaneft'*, op. cit., p. 89.

<sup>344</sup> Ibid., p. 111.

<sup>345</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 55.

<sup>346</sup> Vasânin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologoposkovykh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliky v gody pâtiletki*, *Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1968, n°4, p. 8.

<sup>347</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 121.

<sup>348</sup> Ibid., p. 121.

fois plus qu'au cours du 1<sup>er</sup> plan), dont 85 730 000 roubles dans l'industrie lourde. Sur ces 85 730 000 roubles, 47 700 000 sont investis dans les hydrocarbures. En 1936, une distillerie de pétrole est mise en exploitation à Nebit-Dag<sup>349</sup>. Le 14 octobre 1940, le Comité central du parti communiste de la république adopte un décret pour augmenter la production de pétrole et le raffinage dans la RSS. Il prévoit dans ce but des investissements de 800 millions de roubles sur 1941-1943, dont 150 en 1941. Si on le compare aux recettes du budget de la RSS en 1940 qui sont de 50,2 millions de roubles, cet investissement sur 3 ans, représente 266 millions par an, soit plus de 5 fois les recettes annuelles. Tous ces investissements sont également nécessaires à la relance de la prospection.

### V. C. Relance de la prospection à partir de 1924

Suite au rapport concernant « la région Ural-Èmba et ses perspectives de développement » d'une instance fédérale, à savoir le VSNKh<sup>350</sup>, en 1924, et suite au décret du Comité du parti de l'*oblast'* kazakh d'avril 1925, des travaux d'exploration sont lancés. Ces deux instances (le Conseil supérieur de l'économie nationale et le Comité du parti de l'*oblast'* kazakh) enjoignent les organisations du parti de lancer la prospection au Nord-Est de la Caspienne<sup>351</sup>. Six zones très prometteuses sont ainsi distinguées<sup>352</sup>. La nécessité de procéder à des travaux d'exploration se renforce en 1927, année au cours de laquelle le XV<sup>ème</sup> Congrès du parti communiste de l'URSS (2-19 décembre), adopte le principe d'une priorité à l'industrie lourde et donc d'une augmentation de la production des matières premières, dont le pétrole. Cette augmentation ne peut se faire sans prospection. Et en cette même année 1927, I. M. Gubkin souligne, dans un rapport au VSNKh, l'intérêt de développer la région d'Èmba et la nécessité pour l'État d'y investir. Il en propose aussi les modalités d'ordre financier : exemption pour la région de toutes taxes et autres obligations et affectation de tout le bénéfice dans les futurs travaux d'exploration<sup>353</sup>. En 1931, I. M. Gubkin, dans un rapport destiné cette fois à une session exceptionnelle de l'Académie des Sciences de l'URSS, n'hésite pas à affirmer que la

---

<sup>349</sup> Ibid., p. 126.

<sup>350</sup> Le Conseil supérieur de l'économie nationale est instauré le 2 décembre 1917.

<sup>351</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 47.

<sup>352</sup> Il s'agit de :

- celle de Dossor qui comprend le delta de la rivière Sagiz et les champs de Maten Koža, Dossor et Makat,
- la « zone Sud » qui englobe tous les gisements situés au Sud du fleuve Èmba, ainsi que les champs de Karaton, Karašungul et Kosčagyl,
- la zone de Novobagaty située à l'Ouest du fleuve Ural,
- celle de Iman-Karin,
- celle de Terskan, située en amont de la rivière Sagiz et sur le cours moyen du fleuve Èmba,
- la dernière est la zone de Temir.

(source : Neftegazovaâ otrasl' Kazahstana, *Nefânaâ ênciklopediâ Kazahstana*, www.kmg.kz)

<sup>353</sup> Istoriâ otrasli, êtap stanovleniâ, www.kmg.kz/about/history/sector\_history.

région Ural-Èmba est riche de plusieurs dizaines de millions de tonnes de pétrole et qu'il faut lui consacrer tous les moyens nécessaires. Fin 1942, la commission dirigée par le membre-correspondant de l'Académie des sciences de l'URSS, M. A. Kapelûšnikov<sup>354</sup> confirme encore les prévisions d'I. M. Gubkin.

Les incitations politiques et techniques (celles d'un géologue de renom) donnent des résultats puisque de nouveaux gisements sont découverts à Šubarkuduk et Žaksymaj (1931) au Nord de la rivière Sagiz, à Bajčunas, Kosčagyl et Kul'sary au sud du fleuve Èmba, à Iskine et Sagiz (sur la rivière du même nom). Ces deux derniers commencent à produire dès mars 1931. À Iskine, la production est lancée alors que toutes les infrastructures ne sont pas encore achevées. À Kosčagyl, le manque d'eau - problème récurrent dans cette région – en freine la mise en exploitation. Le comité du parti, au titre de maître d'ouvrage, demande au trust *Èmbaneft'* de prolonger l'aqueduc du fleuve Èmba jusqu'à l'exploitation de Kosčagyl et de construire un réservoir<sup>355</sup>. Ce site servira de base pour l'extension de la production dans la zone Sud de la région d'Èmba.

En 1932 ou en novembre 1936<sup>356</sup>, I. M. Gubkin, qui poursuit son travail de développement de la région, propose, lors d'une nouvelle séance spéciale de l'Académie des Sciences de l'URSS, un projet de création, dans les régions Ural-Ouest et Ural-Èmba, d'une base pétrolière, dotée d'une capacité de production au moins égale à celle du Caucase. Lors de cette séance, il est décidé d'y envoyer une expédition scientifique. Celle-ci, dirigée par V. Baturin, est sur place en 1936.

Dans la RSS de Turkménie, l'échec des campagnes d'exploration des années 1927-1931 au cours desquelles ne sont trouvés que des gisements à faible débit et un gisement de gaz, fait dire à certains membres de l'union fédérale *Soûzneft'*<sup>357</sup>, chargée des exportations, que la république n'est pas susceptible de devenir un grand producteur de pétrole. L'exploration est réduite et redéployée vers Čeleken au détriment de Nebit-Dag et de Čikišlâr<sup>358</sup>. Mais I. M. Gubkin qui fait également partie de la commission gouvernementale pour l'évaluation des réserves et des perspectives de Nebit-Dag, dans les années 1932-1933, recommande alors l'exploitation de Nebit-Dag et la poursuite de l'exploration des zones de Čeleken, Nebit-Dag,

---

<sup>354</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 97.

<sup>355</sup> Ibid., p. 64.

<sup>356</sup> Mirčink M. F., *Neftegazonosnost' ûžnogo Mangyšlaka*, Moskva : Izdatel'stvo Nedra, 1966, p. 5.

<sup>357</sup> Cf. Annexes du chapitre I (Les institutions du commerce extérieur des hydrocarbures de l'URSS).

<sup>358</sup> Vašanin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologopiskovyh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliky v gody pâtiletki*, op. cit., p. 7.

Kara-Kum<sup>359</sup>. Dans la revue *Neftânoe Hozâjstvo*<sup>360</sup>, le géologue démontre qu'il faut prospecter d'autres gisements dans le désert du Karakum et exploiter industriellement Nebit-Dag dans l'intérêt de la république de Turkménie et de toute l'URSS. Cette opinion est partagée par un autre géologue, D. V. Golubâtnikov<sup>361</sup>. Une première conférence, consacrée à l'étude des forces de production et au développement de l'industrie de l'énergie de la RSS de Turkménie, se tient à Leningrad en 1933<sup>362</sup> et conclut comme le fera ce géologue dans un ouvrage édité en 1934<sup>363</sup>, que la RSS devait devenir un *oblast'* pétrolier de premier ordre. Néanmoins, l'ensemble du territoire de la RSS bordant la Caspienne reste alors assez mal connu du point de vue géologique.

### V. D. Les chiffres de la production pétrolière des deux républiques

Si la production pétrolière de la RSS de Turkménie est largement inférieure à celle de la RSS du Kazakhstan en 1930 (12 000 tonnes contre 349 000), elle la rattrape au cours de la décennie 1930 et la dépasse en 1947 avec 983 000 tonnes, contre 767 000 pour la RSS du Kazakhstan. Avant d'apparaître comme l'un des plus gros producteurs de gaz d'Asie centrale (avec l'Ouzbékistan) à la fin des années 1990, la RSS de Turkménie a produit davantage de pétrole que le Kazakhstan pendant une vingtaine d'années (Cf. diagramme N°8 : Comparaison des productions de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1930-1991).

#### V. D. 1. Les chiffres de la production pétrolière des RSS du Kazakhstan et de Turkménie avant la Seconde Guerre mondiale

Au début des années 1920, Dossor et Makat (actuel *oblast'* de Gur'ev) deviennent des lieux importants de production (respectivement 37 482 et 16 142 tonnes)<sup>364</sup>. Entre 1920 et 1929, la région Ural-Èmba produit 1 630 000 tonnes de pétrole, soit 19% de plus que pendant la période antérieure à 1917. Les années 1930 et le début des années 1940 voient la découverte des principaux gisements de la région Sud-Èmba, comme Narmondanak rebaptisé Komsomol'sk, Bekbike, Žoldyбай en 1941, et Altykol' (1942). En 1937, le trust *Kazneft'erazvedka* découvre le champ de Kul'sary et le *kombinat*<sup>365</sup> *Kazahstanneft'* mène une

<sup>359</sup> Kurbanov L. A., V. I. Lenin o Kara-Bogaz-Gole i Čelekene, op. cit., p. 8.

<sup>360</sup> *Neftânoe Hozâjstvo* n°5, 1932, p. 259 est cité par Šaharov S. Š., *Neft', gaz Turkménii*, Ašhabad : Turkmenskoe gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1962, p. 42.

<sup>361</sup> Šaharov S. Š., *Neft', gaz Turkménii*, op. cit. p. 42.

<sup>362</sup> Rumâncev A. M., Naučno-redakcionnyj sovet izdatel'stva "Sovetskaâ enciklopediâ". Otdelenie èkonomiki AN SSSR., *Èkonomičeskaâ enciklopediâ : političeskaâ èkonomiâ*, Moskva : Sovetskaâ enciklopediâ, 1980, Tome 4, p. 207.

<sup>363</sup> Trudy pervoj konferencii po izučeniû proizvoditel'nyh sil Turkmenskoj SSR, t. 1, L. Izd. AN SSSR, 1934, cité par Šaharov S. Š., *Neft', gaz Turkménii*, op. cit., p. 42.

<sup>364</sup> Istorîâ otrasli, naçal'nyj etap, www.kmg.kz/about/history/sector\_history.

<sup>365</sup> Un *kombinat* est une association d'intégration verticale. Les *kombinat* (des *neftekombinaty* pour le secteur



intense activité de recherche de gisements<sup>366</sup>. Il en résulte une production de pétrole dans la RSS du Kazakhstan de 697 000 en 1940<sup>367</sup> qui dépasse les 800 000 tonnes en 1948. L'essentiel de la production de la RSS est fourni par l'*oblast'* de Gur'ev puisque sa part varie entre 95,6 et 98,6% de la production totale de la RSS, entre 1940 et 1959<sup>368</sup>. Concernant le gaz, les principales études consultées ne mentionnent pas d'exploitation de gaz naturel dans la RSS du Kazakhstan avant la guerre.

Si Čeleken et Nebit-Dag sont les deux principaux sites de production de pétrole de la future RSS de Turkménie à la fin des années 1920, c'est la découverte d'un nouveau puits à Nebit-Dag en janvier 1933 (ou mai 1931 selon une autre source<sup>369</sup>) qui lance véritablement le développement de l'industrie pétrolière turkmène. Le trust *Azneft'* de la RSS d'Azerbaïdjan ainsi que des villes pétrolières russes lui fournissent moyens humains et équipements. Au cours du 2<sup>ème</sup> plan quinquennal, le poids de l'industrie pétrolière passe de 1,5% en 1932 à 4,8% en 1937 dans la production totale de la RSS<sup>370</sup>. Quant à la part de cette production de pétrole turkmène dans le total soviétique, elle n'est alors que de 0,4% selon N. Vasânin<sup>371</sup> et de 1,58% d'après le tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS, en annexe. Mais, avant la Seconde Guerre mondiale, 90% de la production de pétrole soviétique est située dans le Caucase et à Bakou en particulier dans les années 1930<sup>372</sup>. Et en 1940, les deux RSS de Turkménie et du Kazakhstan ne fournissent alors que 3,1% de la production pétrolière soviétique totale.

En 1937, l'industrie légère de la RSS de Turkménie domine de beaucoup celle du pétrole et de la chimie dans la production brute [la production industrielle constitue 68,9% de la production brute (*valovaâ produkcîâ*) de la RSS] : le volume de la production de l'industrie du traitement du coton est plus de trois fois supérieure à ceux de l'industrie pétrolière, chimique et chimico-

---

pétrolier) sont composés de *tresty*.

<sup>366</sup> Le kombinat *Kazhstanneft''* prend la suite du trust *Èmbaneft'* après la subdivision du Conseil supérieur de l'économie nationale (VSNKh) en 3 commissariats, le 5 janvier 1932.

<sup>367</sup> Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov RSFSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1956, p. 75.

<sup>368</sup> Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov kazahskoj SSR, *Kazahstan za 40 let, statističeskij sbornik*, Alma-Ata : Gosstatizdat, 1960, p. 46.

<sup>369</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., *Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letîu Sovetskoj vlasti*, op. cit., p. 28.

<sup>370</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, Arhivnoe upravlenie pri Sovete ministrov Turkmenskoj SSR, Institut istorii AN Turkmenskoj SSR, Ašhabad : Ylym, 1978, tome 1, p. 14.

<sup>371</sup> Vasânin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologopiskovyh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliki v gody pâtiletki*, op. cit., p. 3.

<sup>372</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, op. cit., p. 124.

minière (*gorno-himičeskaâ promyšlennost'*) prises ensemble<sup>373</sup>. Mais l'industrie pétrolière est considérée comme indispensable puisque les produits pétroliers sont précieux pour développer le programme du coton en Turkménie, notamment pour le transporter<sup>374</sup>.

Alors que la menace d'un second conflit mondial se rapproche et que « *le nouveau cap – priorité au militaire – s'inscrit dans le cadre du troisième plan quinquennal* »<sup>375</sup>, l'établissement d'une solide industrie pétrolière et gazière dans la partie orientale de l'URSS est jugée nécessaire. Mais l'invasion de l'URSS par l'armée hitlérienne en juin 1941 empêche la mise en œuvre de décisions prise en mai 1940, par le Comité central et le Conseil des ministres de la RSS de Turkménie à cette fin<sup>376</sup>. Rapidement des problèmes d'approvisionnement en électricité compromettent le fonctionnement des exploitations, des pénuries de ciment, notamment, engendrent, elles aussi, des difficultés pour forer. Du reste, le nombre de forages est en diminution dans toute l'URSS au début de la guerre (exception faite de l'*oblast'* d'Orenbourg, Buguruslanneft')<sup>377</sup>.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'industrie pétrolière dans la RSS de Turkménie se heurte notamment à des difficultés de transport et de stockage du pétrole. La livraison du pétrole de l'exploitation «26 Bakinskih komissarov », par exemple, se faisait uniquement par chemin de fer. Déjà avant-guerre, en 1937, les pertes en pétrole dues à de mauvaises conditions de stockage étaient de 30 700 tonnes (sur 450 000 à 500 000 tonnes produites environ). Elles sont de 40 200 de tonnes en 1940 (pour une production d'environ 587 000 tonnes) et de 61 200 milliers de tonnes en 1943<sup>378</sup>. À l'été 1941, un puits à Nebit-Dag, fermé depuis 1933 suite à une panne, est remis en route et produit jusqu'à 100 tonnes par jour. Ce centre de l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie qu'est alors Nebit-Dag et dont les exploitations jouent un rôle important non seulement en Asie moyenne mais aussi en URSS à ce moment-là<sup>379</sup>, restera le principal lieu de production en Turkménie jusqu'en 1949<sup>380</sup>. La production de la RSS de Turkménie rattrape alors d'autant plus facilement celle du Kazakhstan que, d'une part, un décret du Conseil des commissaires de l'URSS et du Comité

---

<sup>373</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 15.

<sup>374</sup> Vasânin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologoposkovykh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliky v gody pâtiletki*, op. cit., p. 5.

<sup>375</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 440.

<sup>376</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., *Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letiu Sovetskoj vlasti*, op. cit., p. 29.

<sup>377</sup> Bazarova R., *Georičeskij trud neftânikov Turkmenistana v gody Otečestvennoj vojny, Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1971, n°4, p. 4.

<sup>378</sup> Ibid.

<sup>379</sup> Ibid., p. 3.

<sup>380</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., *Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letiu Sovetskoj vlasti*, op. cit., p. 29.

central du parti communiste de l'Union daté du 14 octobre 1940 pour l'« augmentation de la production et du raffinage du pétrole de la RSS de Turkménie » va jouer un rôle moteur et que d'autre part, celle de la RSS du Kazakhstan marque le pas pendant le second conflit mondial. Le décret du 22 septembre 1942, qui enjoint plusieurs *kombinat* et trust dans le pays d'augmenter la production de pétrole, s'adresse également au trust *Turkmenneft'*.

#### V. D. 2. Les conséquences de l'avancée de l'armée hitlérienne en URSS

En 1941 et au début de l'année 1942, plus de deux cent cinquante entreprises des industries lourde, légère et alimentaire sont évacuées, dont cent dix grandes vers la RSS du Kazakhstan. Ce qui a pour conséquence d'augmenter le poids de l'Asie centrale et de la RSS du Kazakhstan dans la production de l'URSS<sup>381</sup>. Suite au lancement des opérations «Blau»<sup>382</sup> puis « Edelweiss » par l'Allemagne nazie pour s'emparer du pétrole du Nord Caucase et de l'Azerbaïdjan<sup>383</sup>, en juillet 1942, les troupes allemandes s'approchent de Grozny et de Bakou. En 1941, ces deux sites produisent 75% du pétrole soviétique. Les équipements pétroliers, comme l'oléoduc Bakou-Batoumi<sup>384</sup>, sont démontés et expédiés ; 17 000 ouvriers et spécialistes soviétiques sont évacués vers l'Asie centrale et les régions orientales de l'URSS<sup>385</sup>. Lorsque les troupes allemandes occupent la région de Stalingrad entre mai 1942 et janvier 1943, l'évacuation du pétrole de Bakou par la Volga n'est plus possible. Le pétrole est en effet alors acheminé à travers la Caspienne jusqu'aux ports de Krasnovodsk et de Gur'ev, puis transporté vers le Centre *via* l'Asie centrale<sup>386</sup>. Et ce sont donc les RSS du Kazakhstan et de Turkménie qui deviennent la voie de transit de ce pétrole. Des commandos allemands auraient été envoyés à plusieurs reprises pour détruire le tube Gur'ev-Kandagač-Orsk (construit en 1939) et qui a transporté plus de trois millions de tonnes de pétrole pendant la guerre. En août 1943, un raid composé de onze personnes aurait été anéanti par le NKVD. L'objectif de quatorze hommes parachutés en mai 1944, aurait été également contré par l'arrestation de neuf d'entre eux et la mort des cinq autres<sup>387</sup>.

---

<sup>381</sup> Nejštadt S. A Èkonomičeskoe razvitie kazahskoj SSR, op. cit., p. 41.

<sup>382</sup> Ce projet de Hitler aurait été connu des renseignements soviétiques, selon N. K. Bajbakov (Bajbakov Nikolaj Konstantinovič, Sovetskaâ neft' v gody Velokoj otečestvennoj vojny, *Neftânoe hozâjstvo*, mai 1985, n°5, p. 6).

<sup>383</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 56.

<sup>384</sup> Smirnov Sergej, Glavnyj Kozyr', op. cit.

<sup>385</sup> Bajbakov Nikolaj Konstantinovič, Sovetskaâ neft' v gody Velokoj otečestvennoj vojny, op. cit., p. 7.

<sup>386</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 57.

<sup>387</sup> Smirnov Sergej, Glavnyj Kozyr', op. cit.

Une grande partie des usines évacuées, et pas seulement celles du secteur des hydrocarbures, passe par le port de Krasnovodsk. En 1942, sa capacité de chargement et de déchargement est multipliée par 2 par rapport à l'avant-guerre<sup>388</sup>. Le repli des industries pétrolières de Russie provoque une accélération de la production de pétrole dans la RSS de Turkménie<sup>389</sup>. Le gouvernement soviétique et le Comité central du PC de la RSS prennent les mesures pour l'approvisionnement en équipements, pièces détachées, ciment et bois afin que le trust *Turkmenneft'* puisse remplir le plan 1941-1942 et que la raffinerie de Krasnovodsk soit construite<sup>390</sup>.

La construction de la raffinerie de Krasnovodsk est liée à la distillerie de Tuapse (port de la mer Noire, situé dans le *kraj* de Krasnodar, aujourd'hui). Cette distillerie est évacuée à Krasnovodsk en 1941, à l'aide de 780 wagons dans lesquels sont transportés environ une centaine d'ouvriers avec leur famille, ainsi que des équipements, tubes etc... Fin 1942, la raffinerie n'est pas encore en état de marche. Un nouveau délai est envisagé pour février-avril 1943. Dans le cadre du *Lend lease Agreement*, des équipements sont livrés pour l'industrie pétrolière, dont ceux destinés à la raffinerie de Krasnovodsk et aussi à celle de Gur'ev, pour un montant de 43 138 000 dollars<sup>391</sup>. Il est en effet décidé d'ériger dans la ville de Gur'ev une raffinerie de grande capacité<sup>392</sup>. Les délais prévus sont très courts (15-18 mois), et elle sera finalement construite en 27 mois, selon le projet de l'entreprise américaine *Badger and sons* qui livre des équipements<sup>393</sup>. Le personnel qualifié commençant à manquer, 130 personnes sont envoyées sur d'autres raffineries en URSS pour y être formées<sup>394</sup>.

Entre novembre 1943 et février 1944, des rencontres avec des spécialistes américains ont lieu afin de former des ouvriers et techniciens soviétiques à ces nouveaux équipements. Et en cette année 1944, des membres du NKVD travaillent aussi au montage d'équipements importés sur le chantier de la raffinerie de Gur'ev<sup>395</sup>. Toutefois, en raison de retards dans les livraisons d'équipements, la mise en exploitation de la raffinerie de Gur'ev ne se fait qu'au début 1945. Selon des estimations américaines, le travail est avancé à 56% à Gur'ev, le 25 janvier, et à 25% à Krasnovodsk qui aurait pourtant commencé à produire dès juin 1943<sup>396</sup>.

---

<sup>388</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 133.

<sup>389</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 50.

<sup>390</sup> Bazarova R., *Georičeskij trud neftânikov Turkmenistana v gody Otečestvennoj vojny*, op. cit., p. 5.

<sup>391</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 145-146.

<sup>392</sup> *Istoriâ otrasli, ètap stanovleniâ*, [www.kmg.kz/about/history/sector\\_history](http://www.kmg.kz/about/history/sector_history).

<sup>393</sup> Smirnov Sergej, *Glavnyj Kozyr'*, op. cit.

<sup>394</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 107.

<sup>395</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 147 et 151.

<sup>396</sup> Site officiel du secteur des hydrocarbures du Turkménistan, [www.oilgas.gov.tm](http://www.oilgas.gov.tm).

L'approvisionnement en pétrole de l'armée soviétique et des industries de guerre repose alors entièrement sur les régions de la Volga, de l'Oural, du Kazakhstan et d'Asie centrale<sup>397</sup>. Mais au cours des six derniers mois de l'année 1941, les matériaux nécessaires (équipements, ciment, tubes de forage..) à l'exploitation pétrolière ne parviennent plus sur les gisements. De nouvelles directives sont néanmoins lancées par le parti en novembre et décembre 1942 pour augmenter la production. Le Comité d'État à la Défense<sup>398</sup> décrète, le 22 septembre 1942, une hausse de la production de pétrole dans les RSS du Kazakhstan, de Turkménie, d'Ouzbékistan, en république de Bachkirie et dans la région de la Volga. Au cours du second semestre 1942, la production de la région d'Èmba augmente considérablement et le gisement de Kul'sary est au deuxième rang dans la « compétition socialiste fédérale » (*Vsesoûznoe socialističeskoe sorevnovanie*). En 1944, ce sont les champs de Koškar et de Tentâk-Sor (RSS du Kazakhstan) qui sont découverts et exploités dès 1944 pour le premier et à partir de 1945 pour le second. Pour les exploiter, des équipements sont récupérés sur des puits abandonnés et réutilisés sur les nouveaux<sup>399</sup>. Mais la découverte de ces gisements ainsi que celles de Žoldybaj, Narmondanak / Komsomol'sk, n'empêchent pas un déclin de la production de la RSS du Kazakhstan au cours des années 1944-1947.

## VI. *Le pétrole dans les deux RSS, après-guerre*

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les infrastructures du secteur des hydrocarbures dans les régions sud et occidentales de l'URSS sont à reconstruire. Dans les RSS du Kazakhstan et de Turkménie, des gisements récemment découverts sont à exploiter. Il faut aussi y construire des usines et agrandir celles qui existent déjà<sup>400</sup>. Les autorités soviétiques investissent dans la construction de tubes afin d'acheminer les hydrocarbures vers la Russie centrale, l'Ukraine et le Caucase<sup>401</sup> et promeuvent les industries pétrolière et gazière, ce qui aboutit à une multiplication des immobilisations (actif immobilisé) dans ce secteur par 4,25 entre 1940 et la fin de l'année 1955. Ce facteur n'est que de 2,64 pour l'ensemble de l'industrie

---

<sup>397</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 95.

<sup>398</sup> Créé en juin 1941 avec le Comité d'évacuation des usines vers l'Oural et l'Asie centrale. Le délégué du Comité d'État à la Défense pour le transfert de l'industrie pétrolière du Caucase dans les régions de l'Est est N. K. Bajbakov, futur président du Gosplan sous L. Brejnev et ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS.

<sup>399</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 102.

<sup>400</sup> Dunaev Fedor Fedorovič, *Èkonomika i planirovanie neftânoj promyšlennosti*, Moskva : Gostoptehizdat, 1957, tome 1, p. 181.

<sup>401</sup> Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, Lanham, Maryland, Toronto, Oxford, Scarecrow Press, 2005, p. lxxvii.

soviétique au cours de la même période<sup>402</sup>. La RSS de Turkménie bénéficie de ces augmentations, comme d'autres régions riches en hydrocarbures.

## VI. A. Le pétrole de la RSS de Turkménie

Le 9 octobre 1948, le décret du Conseil des ministres de l'URSS sur le développement de l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie, déclenche une accélération des travaux de prospection à Kum-Dag, Kotur-Depe, Miaser, Čeleken, Vostočnyj Nebit-Dag, Monžukly, Kara-Tepe, Bala-Išem, Urundžuk, Boâ-Dag<sup>403</sup>. Les gisements découverts dans la dépression péricaspicienne, donneront 38% de la production de pétrole de la république de Turkménie dès 1949 et jusqu'à la fin 1950. Le nombre de puits de pétrole en fonctionnement est multiplié par 3,5 entre 1940 et 1949<sup>404</sup>. Le poids du pétrole turkmène passe de 1,9% à 5,3% de la production soviétique entre 1940 et 1950<sup>405</sup>.

En 1947, la production pétrolière de la RSS de Turkménie dépasse celle de la RSS du Kazakhstan (Tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS). Les investissements dans l'industrie pétrolière dans la RSS de Turkménie, l'utilisation du turboforage et la mise en exploitation des gisements de pétrole à Okarem découvert en 1958, Kamyšlydža, découvert l'année suivante, et Čeleken (qui connaît une renaissance de sa production à partir de 1956<sup>406</sup>), permettent un développement de la production de pétrole brut bien supérieur aux prévisions du 6<sup>ème</sup> plan (1956-1960), qui étaient de 30%.

Une attention toute particulière est portée au pétrole et au gaz turkmène dans le 8<sup>ème</sup> plan (1966-1970), qui reprend les mesures élaborées par le plénum du Comité central du PCUS de septembre 1965, concernant l'amélioration de la direction de l'industrie, de la planification et de la stimulation économique de la production industrielle. Ces mesures seront appliquées dans toute l'URSS, dans le secteur des hydrocarbures, à partir de 1966 et en 1968-1969. Toutes les unions de l'industrie pétrolière et gazière d'Asie centrale (hors RSS du Kazakhstan, ici) connaissent un nouveau système de planification<sup>407</sup>. Au milieu des années 1960, la région

---

<sup>402</sup> Dunaev Fedor Fedorovič, *Ėkonomika i planirovanie neftânoj promyšlennosti*, Moskva : Gostoptehizdat, 1961, tome 2, p. 42.

<sup>403</sup> Annaklyčev A. A., Razvitie promyšlennosti Turkmenskoy SSR za gody četvertoj pâtiletki, *Izvestiâ Turkmenskoy SSR, Seriâ Obšetvennyh Nauk* 1967, Ašhabad : Ylym, n°1, p. 48.

<sup>404</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 138.

<sup>405</sup> Cf. Tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

<sup>406</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoy SSR k 50-letiu Sovetskoy vlasti, op. cit., p. 30.

<sup>407</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiu neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit.,

la plus importante en matière de production de pétrole, dans la RSS de Turkménie, est celle de l'*oblast'* occidental (*zapadno-turkmenskaâ oblast'*) qui recèle les gisements de Nebit-Dag, Kum-Dag (fin 1951, le gisement de Kum-Dag dont l'exploitation a commencé en 1949, fournissait 50% du pétrole turkmène<sup>408</sup>), Čeleken, Kotur-Depe (le gisement de Kotur-Depe fournit 68% de la production totale du pétrole turkmène, au milieu des années 1960<sup>409</sup>), Okarem, Barsa-Gel'mes, Kamyşlydža. La RSS de Turkménie occupe alors le troisième rang au sein de l'URSS et le premier en Asie centrale pour la production de pétrole. Pour cette RSS, les chiffres donnés par les sources soviétiques<sup>410</sup> indiquent une croissance de la production de pétrole de +82,5% sur la période 1960-1965 et +50,3% pour 1965-1970.

Cette attention aux hydrocarbures de la RSS de Turkménie portera ses fruits, puisque le pic de la production de pétrole y est atteint en 1973 avec 16,195 millions de tonnes<sup>411</sup>. La baisse de la production dans les décennies suivantes est due à la hausse insuffisante de certaines catégories de réserves, du manque de nouveaux gisements prêts à être exploités et à la diminution brusque de la production de certains gisements importants<sup>412</sup>. Au cours des années 1980, c'est le pétrole sibérien qui est privilégié<sup>413</sup> et la part du pétrole turkmène, qui avait atteint 5,3% dans la production soviétique en 1950, ne fera ensuite que décroître pour stagner autour de 1% durant la deuxième moitié des années 1980.

La production de pétrole en mer dans la RSS de Turkménie commence, quant à elle, en 1980, avec une production de 0,1 million de tonnes, elle augmente très légèrement les années suivantes au rythme annuel de 0,4 million de tonnes en 1981-1989 et de 0,5 en 1990<sup>414</sup>.

---

p. 125.

<sup>408</sup> Annaklyčev A. A., Razvitie promyšlennosti Turkmenskoj SSR za gody četvertoj pâtiletki, op. cit., n°1, p. 48.

<sup>409</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letîu Sovetskoi vlasti, op. cit., p. 31.

<sup>410</sup> Cf. Tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

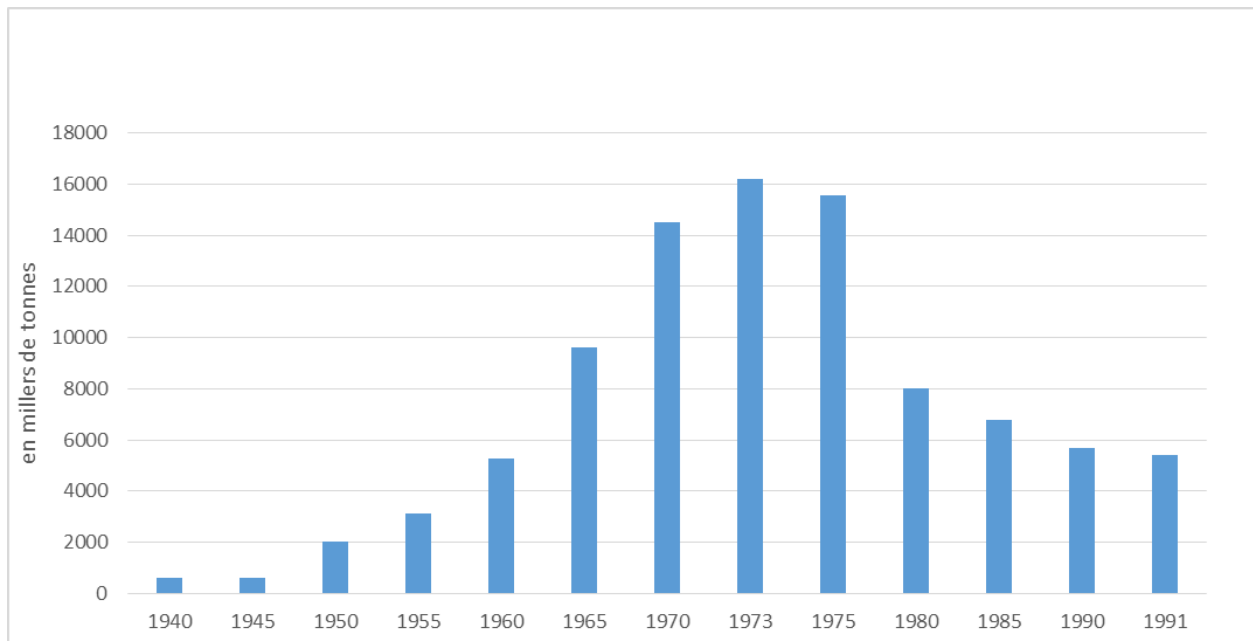
<sup>411</sup> Ce niveau n'était pas encore retrouvé en 2006.

<sup>412</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR, op. cit., p. 16.

<sup>413</sup> Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1995, p. 123.

<sup>414</sup> VNIKTÈP, Toplivno-Ènergetičeskij kompleks SSSR 1983 g., Moskva : 1984, p. 85. ; VNIKTÈP, *Toplivno-Ènergetičeskij kompleks SSSR 1990g.*, op. cit., p. 130.

### Diagramme N°3 : La production de pétrole de la RSS de Turkménie



Sources : Cf. tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

#### VI. B. Le pétrole dans la RSS du Kazakhstan

La chute de la production de pétrole kazakh (qui était passée de 978,8 milliers de tonnes en 1943 à 739 milliers de tonnes en 1946) est enrayerée en 1948. La production dépasse le chiffre symbolique du million de tonnes en 1950. Le 4<sup>ème</sup> plan quinquennal (1946-1950) prévoit de dépasser les niveaux de production de pétrole d'avant-guerre pour la RSS du Kazakhstan. Il fixe ainsi pour cette dernière une augmentation de +72,2% en 1950 par rapport à 1940<sup>415</sup>. En juillet 1948, le conseil des ministres de l'URSS élabore des mesures destinées à augmenter les travaux de prospection dans la RSS du Kazakhstan. Les organisations du parti prennent le relais pour faire procéder aux forages dans les couches profondes de nouveaux sites, appliquer de nouvelles méthodes de forage, et renforcer les activités de réparation mécaniques et de communication entre les entreprises de l'union *Kazakhstanneft*<sup>416</sup>. La production commence à augmenter en 1953 puis diminue de nouveau en 1954 dans certains puits<sup>417</sup>. Au cours de ces années, le développement de la production de la RSS du Kazakhstan est beaucoup moins rapide qu'en Bachkirie et qu'au Tatarstan. Selon la *Kazhastanskaâ Pravda* du 12 décembre 1955, les forages y ont été les plus lents de toute l'Union<sup>418</sup>. Une des explications étant une

<sup>415</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazhastana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 119.

<sup>416</sup> Ibid.

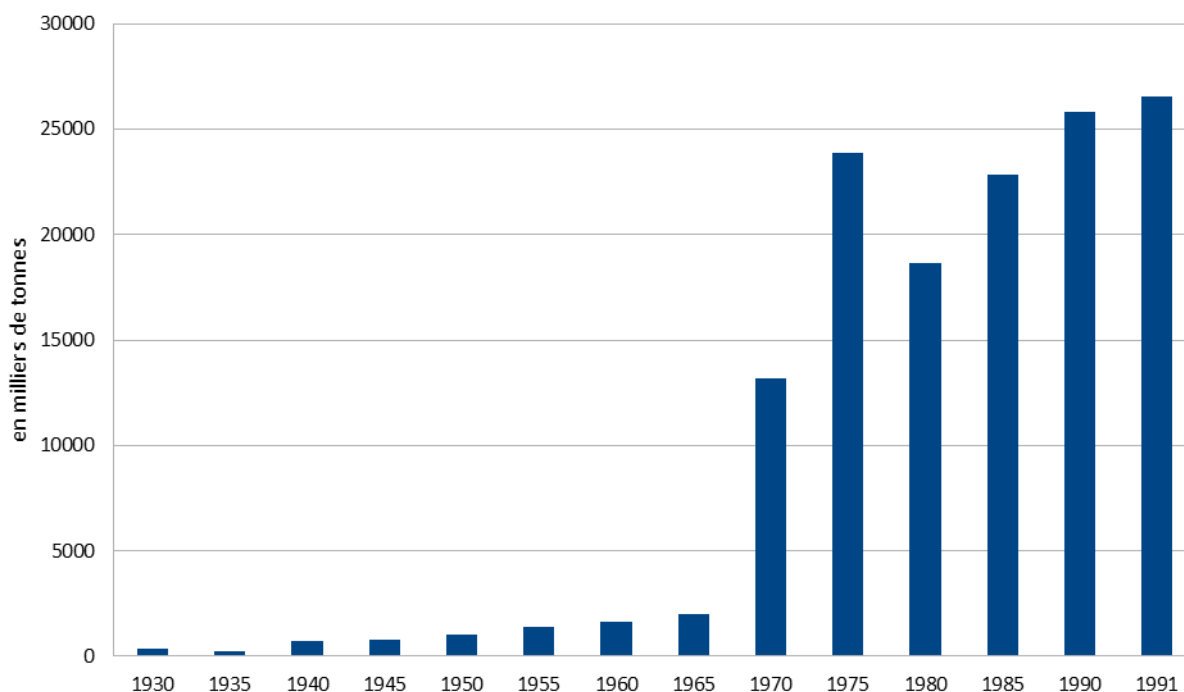
<sup>417</sup> The Oil resources of Central Asia and Kazakhstan, *Central Asian Review*, 1956, vol. IV, n°3, p. 282.

<sup>418</sup> Ibid., p. 280.



diminution des investissements, mais au Kazakhstan, la production de pétrole croît de 25,6% en 1960-1965 et de 550% entre 1965 et 1970. Les productions des RSS de Turkménie et du Kazakhstan dans le total soviétique étaient respectivement de 3,1% et de 4,9% en 1975<sup>419</sup>.

**Diagramme N°4 : La production de pétrole de la RSS du Kazakhstan**



Sources : Cf. tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

Le raffinage dans les deux RSS est traité sous son aspect institutionnel dans le chapitre II et l'étude des volumes produits dans le chapitre III.

## **VII. Investissements, coûts de revient et rendement dans le secteur des hydrocarbures des RSS du Kazakhstan et de Turkménie après la Seconde Guerre mondiale**

Les investissements dans l'ensemble de l'économie de l'Asie centrale soviétique augmentent régulièrement entre 1921 et 1970. Ils connaissent une pointe dans les années 1960, due à l'accroissement des activités des *sovnaarhoz* (Cf. chapitre II), chargés de la distribution des investissements dans leurs territoires. Par la suite, c'est le développement des industries des hydrocarbures<sup>420</sup> qui explique cet accroissement des investissements. Dans le cadre des réformes impulsées par N. Khrouchtchev, de nouveaux revenus en provenance du budget de l'Union, sont alloués aux budgets des républiques en 1958. Pour les deux RSS, ces allocations

<sup>419</sup> Cf. Tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

<sup>420</sup> Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 36.

(*assignovaniâ na kapital'nye vlozeniâ*) constituent 33 à 47% de leurs dépenses, en cette année 1958<sup>421</sup>. Cette période est importante pour les RSS puisqu'elle correspond à l'essor de leur secteur des hydrocarbures. Des découvertes significatives ont lieu dans les années 1950, et celles des années 1960 et 1970 le seront encore davantage.

Au début des années 1970, les quatre républiques d'Asie centrale reçoivent 2,5% fois plus d'investissements que les *oblast'* de Tûmen' et de Tomsk. Puis la période 1970-1985 voit une stabilisation du niveau des investissements en Asie centrale dans les hydrocarbures. La priorité étant alors donnée à la Sibérie, ces deux *oblast'* de Tûmen' et de Tomsk reçoivent 1,25 fois plus d'investissements (selon le 12<sup>ème</sup> plan 1986-1990) que les quatre républiques d'Asie centrale qui ont alors une population neuf fois plus importante<sup>422</sup>.

Quant à la source des investissements, divers auteurs donnent des informations apparemment contradictoires. Selon certains, une grande partie des investissements dans l'industrie, réalisés dans une république, est fournie par le budget de la république. Ainsi, deux auteurs de la RSS de Turkménie affirment que les investissements dans l'industrie pétrolière turkmène seraient apportés par la république<sup>423</sup>. Ce qui n'est pas cohérent avec l'affirmation d'A. Nove, selon lequel le Centre est la seule source importante de fonds d'investissements<sup>424</sup>.

## VII. A. Les investissements dans la RSS du Kazakhstan après 1945

Dans le cadre de la reconstruction de l'après-guerre, le développement de l'exploitation des ressources de la RSS du Kazakhstan est une priorité de l'Union. La RSS reçoit des investissements globaux dépassant la moyenne de l'Union de 20 à 30% et ce, jusqu'au milieu des années 1970 (sans compter ceux engagés dans le programme des « terres vierges »)<sup>425</sup>. Au début des années 1960, des observateurs français notaient que l'industrialisation de la RSS du Kazakhstan exigeait beaucoup plus de capitaux que n'en requérait l'ensemble de l'URSS. Durant la décade 1946-1955, les investissements sont surtout réalisés dans les régions de Karaganda et du Kazakhstan occidental, où sont implantées les industries de base, c'est-à-dire celles de la houille et de la métallurgie non ferreuse. « *La plus grosse partie de l'effort*

---

<sup>421</sup> Obolenskij N., Bûdžety soûznych respublik, *Finansy SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 3 mars 1958, p. 13.

<sup>422</sup> Narzikulov Rustam, "The Central Asia republics", In *Economic consequences of Soviet disintegration*, Williamson J. (ed.), Washington, DC : Institute for International Economics, 1993, p. 434.

<sup>423</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letiu Sovetskoi vlasti, op. cit., p. 31.

<sup>424</sup> Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 61-62.

<sup>425</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 44 et 45.

*d'industrialisation [de la RSS du Kazakhstan] a été portée par le Centre d'où provenaient les fonds destinés aux investissements »*<sup>426</sup>.

La répartition de ces investissements est modifiée à partir des années 1954-1955 au profit des régions d'Aktûbinsk, de Gur'ev, et du Kazakhstan Nord notamment. Pour N. Obolenskij<sup>427</sup>, le budget de la RSS du Kazakhstan reçoit, en 1958, 3,12 milliards de roubles (soit sensiblement l'équivalent de ses dépenses en 1960) en provenance du budget de l'Union, afin de financer le développement de son économie.

Mais dans l'ensemble de la RSS, l'industrie pétrolière voit ses investissements diminuer de 8,3% en 1952-1958 à 7,6% au cours du plan septennal (1959-1965)<sup>428</sup>. Pourtant cette période précède celle qui voit la production de pétrole de la RSS augmenter substantiellement (Cf. diagramme N°4). Ainsi, sur le gisement de Kenkiâk, le montant des investissements réalisés entre 1967 et 1979 pour la construction d'équipements de production d'hydrocarbures, s'élève à 3,4 millions de roubles, soit un montant inférieur aux 5,156 prévus par le plan<sup>429</sup>.

Au cours des décennies 60 et 70, ces investissements permettront la construction d'une usine de traitement de gaz dans la région de Mangyşlak, (qui débute en 1972, suite aux décisions du XXIV<sup>ème</sup> congrès du PCUS<sup>430</sup>), la construction des oléoducs Uzen'-Gur'ev-Kujbyşev et de Omsk-Pavlodar<sup>431</sup>. Dans la prospection, les allocations (*assignovaniâ*) accordés à la Direction géologique pour l'Ouest du Kazakhstan (*Zapadno-Kazahstanskoe geologičeskoe Upravlenie*) restent stables pendant la seconde moitié des années 1960 et supérieurs au plan jusqu'en 1969 (114,2 en 1966, 105,9 en 1967, 102 en 1968, 102,8 en 1969 puis 95,7% en 1970)<sup>432</sup>. Au début des années 1970, le domaine de la prospection est soumis à des réformes économiques afin d'y introduire les notions de profit, de coûts et de crédit ; il s'agit de rompre avec des travaux d'exploration menés sans retour sur investissement (*nevozvratnoe finansirovanie*)<sup>433</sup>. À partir de 1975, les investissements dans la RSS du Kazakhstan sont considérablement réduits<sup>434</sup>. Mais, au cours de la première moitié des années 1980, *Aktûbinskneft'* investit 449 millions de

<sup>426</sup> Beaucourt Chantal, Chambre Henri, Miklasz C., Tiers monde soviétique ? Le Kazakhstan, op. cit., p. 215.

<sup>427</sup> Obolenskij N., Bûdžety soûznych respublik, op. cit., p. 10 et 13.

<sup>428</sup> Beaucourt Chantal, Chambre Henri, Miklasz C., Tiers monde soviétique ? Le Kazakhstan, op. cit., p. 116.

<sup>429</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ź. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ nef't' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p.184.

<sup>430</sup> www.kazgpb.kz/company/, consulté le 12 décembre 2011.

<sup>431</sup> Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom ced'moj, Èkonomika SSSR na ètape razvitogo socializma : 1960-1970-e gody*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1980, p. 441-442.

<sup>432</sup> Baânskij G. È., Stavnicer N. E., Râbkina L. Â., *Èkonomičeskaâ reforma i èffektivnost' geolorazvedočnyh rabot na nef't' i gaz v Kazahstane*, op. cit., p. 10.

<sup>433</sup> Ibid. p. 5.

<sup>434</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 46-47.

roubles (c'est-à-dire deux fois plus que l'ensemble des investissements dans la région sur la même période) dont 178,9 millions dans le forage d'exploration<sup>435</sup>, 73,6 millions de roubles dans l'achat d'équipements et 143,8 millions dans la construction<sup>436</sup>. Ces chiffres montrent donc une exceptionnelle augmentation des investissements dans le secteur pétrolier dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk (Cf. le paragraphe IX, ci-dessous consacré au développement de l'*oblast'* d'Aktûbinsk).

## **VII. B. Les investissements dans la RSS de Turkménie après 1945**

Au cours du 4<sup>ème</sup> plan (1946-1950), 142 millions de roubles sont investis dans l'industrie de la RSS de Turkménie<sup>437</sup> dont 82,1% sont attribués au secteur pétrolier<sup>438</sup>. La période 1951-1960 voit le développement, à un rythme élevé, de l'industrie pétrolière turkmène, mais les investissements vont ensuite diminuer. Si plus de 70% des investissements réalisés dans l'économie de la RSS lui sont destinés dans les années cinquante<sup>439</sup>, ce taux diminue à 53,9% (soit, quand même, plus de 70% des investissements réalisés dans l'industrie lourde<sup>440</sup>) au cours des années 1961-1965. Au cours du 9<sup>ème</sup> plan (1971-1975), 3,870 milliards de roubles sont investis dans l'industrie de la RSS, 356 puits de pétrole y sont mis en service et l'oléoduc Burun - Barsa-Gel'mes - Kotur-Depe commence à fonctionner<sup>441</sup>. Ces investissements correspondent à la forte hausse de la production de pétrole turkmène (Cf. Diagramme N°3 : La production de pétrole de la RSS de Turkménie).

## **VIII. Les décollages de l'industrie du gaz turkmène dans les années 1960 et de celle du pétrole kazakh dans les années 1970**

La RSS de Turkménie produit essentiellement du pétrole jusqu'en 1966, date de naissance de l'industrie gazière turkmène. Elle n'était pas jusqu'alors considérée comme un réservoir immense de gaz. C'est l'Ouzbékistan qui semblait alors le plus prometteur<sup>442</sup>.

---

<sup>435</sup> Ils sont de 228 millions de roubles pour la période 1981-1985, puis de 362 millions de roubles pour 1986-1990 (soit une augmentation de 58%) pour le forage profond. (Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p.164).

<sup>436</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p.174.

<sup>437</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 138 et 159.

<sup>438</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 33.

<sup>439</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 139.

<sup>440</sup> Sinûtin V., Ispol'zovanie kapital'nyh vloženij v promyšlennosti Turkmenskoj SSR, *Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmennii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1968, n°4, p. 54.

<sup>441</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 146.

<sup>442</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, op. cit., p. 201.

## VIII. A. La RSS de Turkménie, premier producteur de gaz en Asie centrale

La création d'une nouvelle industrie dans la RSS de Turkménie, à savoir celle du gaz, est évoquée lors du XX<sup>ème</sup> congrès du PCUS (février 1956). En décembre 1956, le Conseil des ministres de l'URSS décrète l'augmentation des travaux d'exploration de gisements de gaz et de pétrole dans la partie occidentale de l'Asie centrale, c'est-à-dire dans les RSS de Turkménie et d'Ouzbékistan<sup>443</sup>. Des travaux de prospection mettent en évidence d'énormes gisements de gaz, situés en majeure partie dans l'Est de la RSS<sup>444</sup>. Ces découvertes<sup>445</sup> sont le résultat d'une politique délibérée : « *on sait que les réserves pétrolières sont relativement limitées, déclarent [au début des années 1970] les responsables soviétiques de la planification des hydrocarbures, et l'effort doit donc être concentré au maximum sur le gaz* »<sup>446</sup>. Pour ses réserves en gaz, la RSS de Turkménie est considérée comme la plus importante en Asie centrale au milieu des années 1960<sup>447</sup>.

C'est la mise en exploitation du gisement de gaz de Ačak (ou Odžak) en 1966 qui marque le développement de l'industrie gazière<sup>448</sup>. Ce gisement est mis en exploitation seulement huit mois après sa découverte, ce qui est exceptionnel dans le domaine<sup>449</sup>. Suivent les découvertes des champs gaziers de Gugurtli, Vostočnyj Šatlyk et Zapadnyj Šatlyk (le géologue Vladimir V. Semenovič participe aux deux dernières<sup>450</sup>) entre 1968 et 1970. L'exploitation de ces deux derniers fait doubler la production de gaz naturel dans la RSS de Turkménie<sup>451</sup> qui supplante la RSS d'Ouzbékistan comme producteur de gaz à la fin des années 1960<sup>452</sup>. L'industrie du gaz bénéficie de 11,2% des investissements dans l'industrie de la RSS de Turkménie, toujours entre 1961-1965<sup>453</sup>.

---

<sup>443</sup> Džurakulov A. D., *Deätel'nost' KPSS po razvitiû nef'tanoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 23.

<sup>444</sup> Abišev Adel', *Kaspij : nef't' i politika*, Astana : izdatel'skij dom Kazahstanskogo Instituta Svobodnoe Obsestvo, 2004, 2<sup>ème</sup> édition, p. 154.

<sup>445</sup> ses réserves prouvées auraient triplé entre 1969 et 1974 et atteignaient 2 400 milliards de m<sup>3</sup> en 1974 (Beaucourt Chantal, *Le gaz soviétique*, op. cit., p. 10.)

<sup>446</sup> Ibid.

<sup>447</sup> Bogoslovskij Konstantin Nikolaevič, Lordkipanidze Georgij Aleksandrovič, Novikov Leonid Dmitrievič, *Èkonomika Turkmenskoj SSR*, Moskva : Èkonomika, 1967, p. 8.

<sup>448</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 200.

<sup>449</sup> Džurakulov A. D., *Deätel'nost' KPSS po razvitiû nef'tanoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 104.

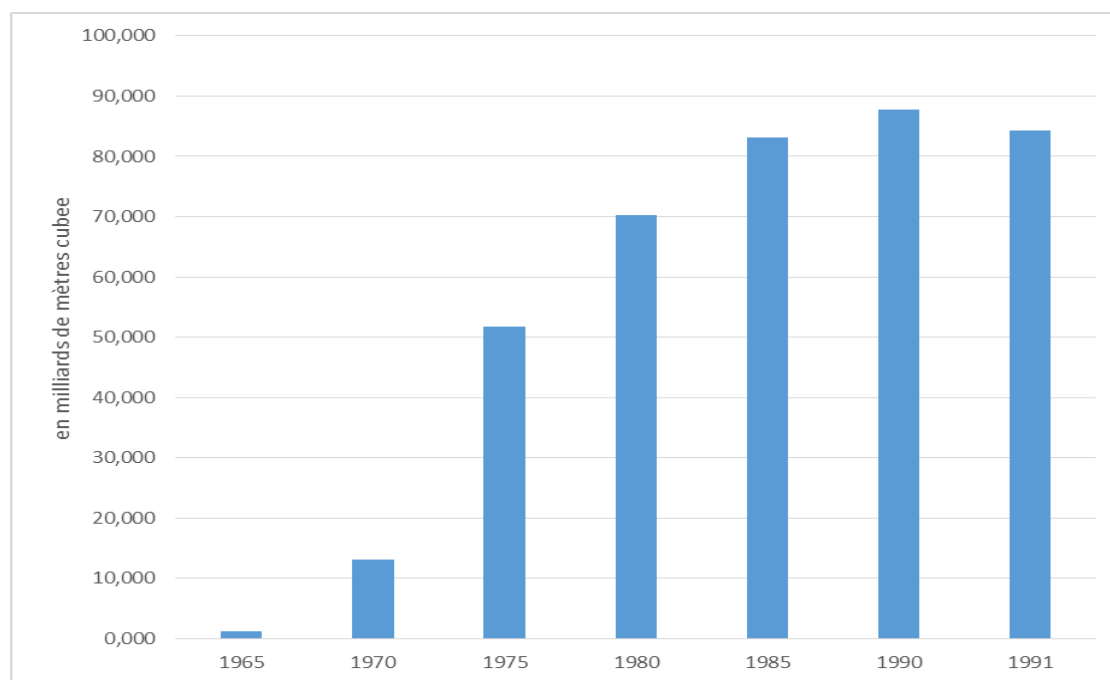
<sup>450</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>451</sup> Razvitie gazovoj promyšlennosti vostočnogo Turkmenistana, *Nef't' i gaz Turkmenistana, analitičeskij žurnal*, novembre 2007, n°20, p. 70.

<sup>452</sup> Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 24.

<sup>453</sup> Sinûtin V., *Ispol'zovanie kapital'nyh vloženij v promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 54.

## Diagramme N°5 : La production de gaz de la RSS de Turkménie (1965-1991)



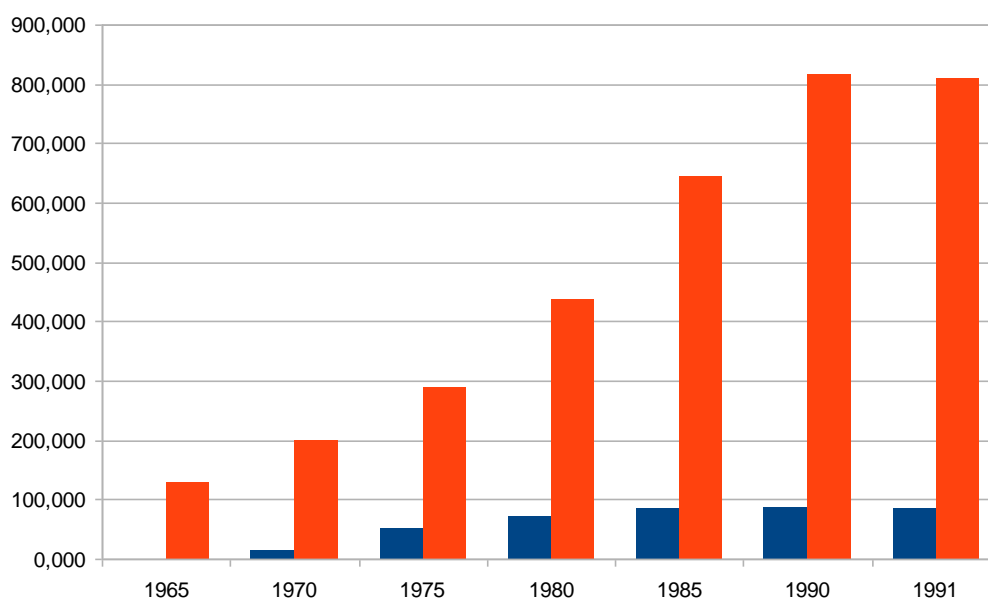
Sources : Cf. Tableau I. D. : La production de gaz naturel des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

C'est le 8<sup>ème</sup> plan quinquennal qui donne une forte impulsion aux prospections sur terre et en mer et au développement de l'industrie turkmène du gaz. Selon ce plan, le gaz turkmène devait constituer 6,9% de la production totale soviétique en 1970<sup>454</sup>. Ce chiffre sera quasiment atteint, selon les statistiques soviétiques qui donnent une production de 13,107 milliards de mètres cubes pour une production soviétique de 197,945 milliards de mètres cubes en 1970 (soit 6,6%). En 1976, elle atteint une part maximum de 19,4% dans l'ensemble soviétique et elle se place au deuxième rang dans les années 1980. Après le pic de production de gaz turkmène qui atteint les 89,9 milliards de m<sup>3</sup> en 1989 (soit 11,3% de la production soviétique), un déclin s'amorce en raison de l'insuffisance d'investissements<sup>455</sup>.

<sup>454</sup> Bogoslovskij Konstantin Nikolaevič, Lordkipanidze Georgij Aleksandrovič, Novikov Leonid Dmitrievič, *Èkonomika Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 15.

<sup>455</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, Tarzana (Calif.) : Russian petroleum investor, 1997, volume 4, p. 40.

### Diagramme N°6 : Part de la production gazière de la RSS de Turkménie dans la production totale soviétique (1965-1991)



Sources : Tableau I. D. : La production de gaz naturel des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

#### VIII. B. La production du gaz associé dans les deux RSS

Le gaz produit avec le pétrole sert aux exploitations elles-mêmes et aux villes de l'Ouest de la RSS de Turkménie<sup>456</sup>. Dans la partie occidentale de la Turkménie, ce gaz associé était utilisé jusqu'en 1964 pour les besoins des entreprises de production de pétrole et pour alimenter les habitations des employés des exploitations, ainsi que les villes de Nebit-Dag, Krasnovodsk et de Čeleken. Lors du plénum du PCUS de juillet 1963, les activités de *Turkmenneft'* sont très critiquées, car seulement 20% du gaz associé est utilisé (soit l'équivalent de la consommation de gaz d'une ville comme Leningrad pendant 6 mois). Malgré la décision d'augmenter cette utilisation à 55% en 1964 puis à 80% en 1965<sup>457</sup>, les pertes de gaz associé au pétrole sont encore considérables en Asie centrale en 1965, et notamment en Turkménie où 700 millions de mètres cubes sont perdus<sup>458</sup> (sur une production de 1,157 milliard de m<sup>3</sup>). Le taux d'utilisation du gaz associé avait augmenté grâce à la mise en exploitation de l'usine de Čeleken (*saževyj zavod*) et à l'alimentation en gaz de nombreuses entreprises de Krasnovodsk.

<sup>456</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû nef'tânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 104.

<sup>457</sup> Ibid., p. 38.

<sup>458</sup> Probst Abram Efimovič, Mazover, Âkov Aleksandrovič, *Razvitie toplivnoj bazy rajonov SSSR*, Moskva : Nedra, 1968, p. 272.

Mais avec la mise en exploitation du gisement de Barsa-Gel'mes en 1966<sup>459</sup> (ou 1964<sup>460</sup>), le gaz associé produit augmente en volume et son taux d'utilisation diminue de 65,5% en 1965 à 33% en 1970<sup>461</sup>. Toutefois ce gaspillage du gaz associé tend à baisser et les capacités de traitement de ce gaz passent de 6,3 milliards de m<sup>3</sup> en 1966 à 15 milliards de m<sup>3</sup> en 1972<sup>462</sup>.

Une des résolutions adoptées par le XXIV<sup>ème</sup> congrès du PCUS (30 mars - 9 avril 1971) envisage l'utilisation à terme de 80-85% du gaz associé (contre 34% à l'époque) ainsi que la construction de gazoducs pour fournir les *rajon* occidentaux et orientaux des républiques situées dans la partie européenne de l'URSS<sup>463</sup>. Le tableau I. B (Production de gaz associé des deux RSS 1965-1987, en annexe du chapitre I) montre que les parts de la production du gaz associé des deux républiques évoluent parallèlement sur la période 1965-1987 et restent assez modestes dans l'ensemble de la production totale du gaz associé soviétique. En début de période, la part de la production de gaz associé est de 0,17% pour la RSS du Kazakhstan, et de 6,4% pour la Turkménie. Elles culminent en 1975, avec respectivement 4,4% et 6,7% de la production soviétique de gaz associé, puis diminuent tout au long de la décennie suivante<sup>464</sup>. La part de la RSS du Kazakhstan est plus importante en 1987 qu'en 1965 et la situation est inversée en Turkménie.

En Turkménie occidentale et dans la presqu'île de Mangyşlak, les pertes en gaz de pétrole étaient proportionnellement parmi les plus grandes puisque les gisements de pétrole de ces deux régions contiennent des réserves de gaz importantes. C'est pour éviter ce gaspillage qu'on prévoit de construire, au cours du 9<sup>ème</sup> plan quinquennal (1971-1975), des usines de traitement du gaz de pétrole dans les régions pétrolières d'exploitation comme celle de Mangyşlak. C'est aussi au cours de ce 9<sup>ème</sup> plan que les investissements dans l'industrie du gaz croissent de 86% en URSS, alors que ceux de l'industrie pétrolière n'augmentent que de 28%.

### **VIII. C. Exploration et exploitation de la région de Mangyşlak (RSS du Kazakhstan)**

Une étude systématique des structures géologiques de la péninsule de Mangyşlak effectuée au cours des années 1950, montre qu'elles renferment des gisements importants, comme ceux d'Uzen' et de Žetybaj (gisement géant de pétrole et de condensats de gaz situé à 80 kilomètres

---

<sup>459</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 18.

<sup>460</sup> Wood Mackenzie, *Turkmenistan Country Overview*, January 2011, p. 37.

<sup>461</sup> Kurbanov A. A., *Rezervy povyšeniâ effektivnosti nefânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR, Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1972, n°6, p. 45.

<sup>462</sup> Le gaz des gisements de pétrole commence à susciter de l'intérêt, op. cit., p. XXX.

<sup>463</sup> Kurbanov A. A., *Rezervy povyšeniâ effektivnosti nefânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 44.

<sup>464</sup> Goskomstat SSSR, *Promyšlennost' SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 148.



à l'est du port d'Aktau et à 50 kilomètres à l'ouest de celui d'Uzen'. Des premiers forages avaient commencé en 1958, dans la région de Kenkiâk et ils dureront jusqu'en 1962. En 1959, sur décision du Comité central du PC de la RSS du Kazakhstan, une conférence se tient à Gur'ev. Elle est organisée par l'Académie des sciences de la RSS, les ministères de la Géologie et de la Protection du sous-sol de l'URSS et de la RSS du Kazakhstan, et le *sovnarhoz* de Gur'ev. Elle conclut à l'intérêt d'explorer le centre, le Sud-Est de la région d'Èmba et la presqu'île de Mangyşlak, notamment dans sa partie méridionale. Le chimiste, spécialiste du secteur pétrolier et académicien Nadir K. Nadirov<sup>465</sup> note que les explorations à grande échelle commencent à Mangyşlak à partir des années 1960 et que l'Ouest de la RSS du Kazakhstan devient une base importante pour l'industrie gazière avec les découvertes des champs d'Uzen' (en 1961) et Tasbulat, par exemple. Début 1961, n'étaient connus que les *rajon* pétrolifères d'Èmba Nord et Sud, puis, du pétrole et du gaz sont découverts dans le Nord de la dépression péricaspienne (*Prikaspijskaâ vpadina*), dans la zone entre Ural et Volga, à Buzaçi, dans le Nord Ustûrt, au Nord-Ouest de la mer d'Aral à Mangyşlak.

Plusieurs instituts soviétiques, dont l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou, participent aux travaux de prospection dans la presqu'île de Mangyşlak. Les prévisions géologiques s'avèrent bonnes puisque les gisements de Kenkiâk et de Prorva sont découverts respectivement en août 1959 et en 1960. La production du gisement de Kenkiâk débutera en 1966 ou 1967<sup>466</sup> (ses réserves sont alors estimées à 29 millions de tonnes<sup>467</sup>). Puis, les champs de Žetybay en juillet 1961 et d'Uzen' sont mis à jour en décembre de la même année<sup>468</sup>. Afin de poursuivre ces explorations, trois décrets du Conseil des ministres de l'URSS sont émis en octobre 1961 et en 1962<sup>469</sup>. Malgré l'adoption du plan quinquennal qui prévoit une réduction des investissements, par le XXVI<sup>ème</sup> congrès (février-mars 1981) du PCUS, il est décidé de poursuivre la prospection sur la presqu'île de Buzaçi<sup>470</sup> après qu'y aient été découverts des gisements dont l'exploitation commence en 1980. Le pétrole de Buzaçi est évacué par l'oléoduc Kalamkas-Karažanbas-Ševčenko, construit en 1979 et achevé en 1982. Il est ensuite

---

<sup>465</sup> Nadirov Nadir Karimovič, Urazgaliev B. U., Serikov T. P., Nametkin Nikolaj Sergeevič, *Nefti poluostrova Buzaçi*, Alma-Ata : Izdatel'stvo Nauka, 1979, p. 11.

<sup>466</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 143. La date varie selon les auteurs. Z. Bajdosov indique 1966.

<sup>467</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, Aktobe, 2007, p. 563.

<sup>468</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 147.

<sup>469</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p.150.

<sup>470</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 176.

transporté par tankers pour être raffiné (N. Nadirov ne précise pas de quelles raffineries il s'agit). Le premier tanker transporte du pétrole de Buzači en janvier 1980<sup>471</sup>.

Ces découvertes ainsi que la nécessité de mettre en exploitation rapidement ces gisements, conduisent le Premier secrétaire du PCUS N. Khrouchtchev à proposer de transférer les *rajon* de Mangyşlak à la RSS de Turkménie. Il estime que la RSS du Kazakhstan n'est pas en mesure d'exploiter ces hydrocarbures. Le Premier secrétaire du parti de la RSS du Kazakhstan Dinmuhamed Ahmedovič Kunaev<sup>472</sup> répond que ce n'est pas acceptable pour les Kazakhs. Et N. Khrouchtchev de répliquer que ce refus relève du nationalisme. C'est le ministre de la Géologie de l'URSS qui donne raison au *leader* kazakh dans ce conflit, mais l'éviction de D. A. Kunaev aurait d'ores et déjà été décidée. Elle est effective en décembre 1962. Puis D. A. Kunaev est nommé Président du Conseil des ministres de la république et il retrouvera le poste de Premier secrétaire du parti de la RSS du Kazakhstan en 1964, peu de temps après la démission de N. Khrouchtchev.

Au cours de la seconde moitié des années 1970, s'amorce une phase de déclin de la production des champs de la presqu'île de Mangyşlak<sup>473</sup>, ce qui est à l'unisson de la baisse de la production d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan entre 1975 et 1980. Toutefois, la RSS du Kazakhstan est la seconde après la RSFSR pour la production de pétrole, au début des années 1980, notamment grâce à Mangyşlak dont la production est de 20,1 millions de tonnes en 1975<sup>474</sup> sur les 23,9 millions produites par la RSS du Kazakhstan.

#### **VIII. D. Kumkol'**

Le champ pétrolifère de Kumkol' a été découvert en 1984, par une équipe composée notamment d'Ajtmuhamed Abdulaevič Abdulin<sup>475</sup>, à la frontière des *oblast'* de Kzyl-Orda et de Karaganda (à environ 210 kilomètres au Nord de la ville de Kzyl-Orda), dans la région riche en hydrocarbures et faiblement peuplée de *Ūžnoturgajskaâ vpadina*<sup>476</sup>. 13 ou 17 gisements y sont découverts et leurs réserves sont évaluées à 160 millions de tonnes de pétrole et 19 milliards de m<sup>3</sup> de gaz. Son exploitation industrielle ne commence qu'en 1990 et le

---

<sup>471</sup> Nadirov Nadir Karimovič, *Neft' : včera, segodniâ, zavtra*, Alma-Ata : Kazahstan, 1983, p. 131.

<sup>472</sup> En poste depuis le 19 janvier 1960. Cf sa notice biographique en annexe.

<sup>473</sup> Pineye Daniel, La production pétrolière soviétique à l'horizon 1985. Approche régionale, op. cit., p. 5.

<sup>474</sup> Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, op. cit., p. 10.

<sup>475</sup> Abdulin Ajtmuhamed Abdulaevič, *Kazahstanskaâ pravda*, 15 juin 2010.

<sup>476</sup> Dénommée ainsi à la fin des années 1970.

premier million de tonnes de pétrole est extrait en 1991<sup>477</sup> par l'entreprise *Úžkazneftegaz*, qui est tout d'abord une entité de *Mangyšlakneft*<sup>478</sup>.

### **IX. Relance de la région d'Èmba et développement de l'oblast' d'Aktûbinsk**

Le IX<sup>ème</sup> congrès du PC de la RSS du Kazakhstan (14-15 janvier 1959), déclare la nécessité de renforcer la prospection dans le *rajon* d'Ural-Èmba et notamment au Nord-Est, Sud-Est d'Èmba et entre l'Ural et la Volga. Selon K. E. Temirgaliev, au début des années 1970, les trois régions productrices de l'Ouest kazakh sont celle de Gur'ev, d'Aktûbinsk et de Mangyšlak. La région d'Ural-Èmba produit environ 2 millions de tonnes de pétrole en 1968 et environ 3 en 1970<sup>479</sup>, ce qui représente un peu moins d'un quart de la production totale de la RSS du Kazakhstan en 1970 (qui est de 13,1 millions de tonnes).

**Tableau N°2 : Production de pétrole par région dans la RSS du Kazakhstan 1940-1990**

En millions de tonnes	1940	1965	1970	1974	1975	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Oblast' d'Aktûbinsk Aktûbinskneft'		0	0,293	0,381	0,444	0,3	1,5	1,7	1,9	2,2	2,4	2,6
Oblast' de Mangyšlak Mangyšlakneft'		0,649	11,296	19,708	21,092	14,1	17,1	16,4	16,2	16,3	15,8	15,3
Oblast' de Gur'ev Èmbaneft'	0,668	1,356	1,572	2,219	2,353	4	2,8	1,4	1,4	1,4	1,4	1,5
Oblast' d'Atyrau Tengizneft'	-	-	-	-	-	-	-	1,2	1,2	1,1	1,1	1
Total des 4 oblast'		2,005	13,161	22,308	23,889	18,4	21,4	20,7	20,7	21	20,7	20,4
Total RSS	0,697	2,02	13,161	22,308	23,889	18,656	22,8	23,681	24,461	25,516	22	25,8

Sources : VNIKTËP, *Toplivno-Ènergetičeskij kompleks SSSR 1990 g.*, Moskva : 1991, p. 126-127 ; Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete ministrov Kazahskoj SSR, *Narodnoe hozjajstvo Kazahstana v 1975g.*, Alma-Ata : 1978, p. 46.

Le tableau ci-dessus, rassemblant des données issues de deux sources soviétiques différentes, montre que la somme de la production des quatre entités *Aktûbinskneft'*, *Mangyšlakneft'*, *Èmbaneft'* et *Tengizneft'*, est inférieure à la production totale de la RSS. Si ces données sont fiables, il faut supposer que la différence est due à la production du champ de Karačaganak

<sup>477</sup> [www.turgai.kz/kumkol.html](http://www.turgai.kz/kumkol.html)

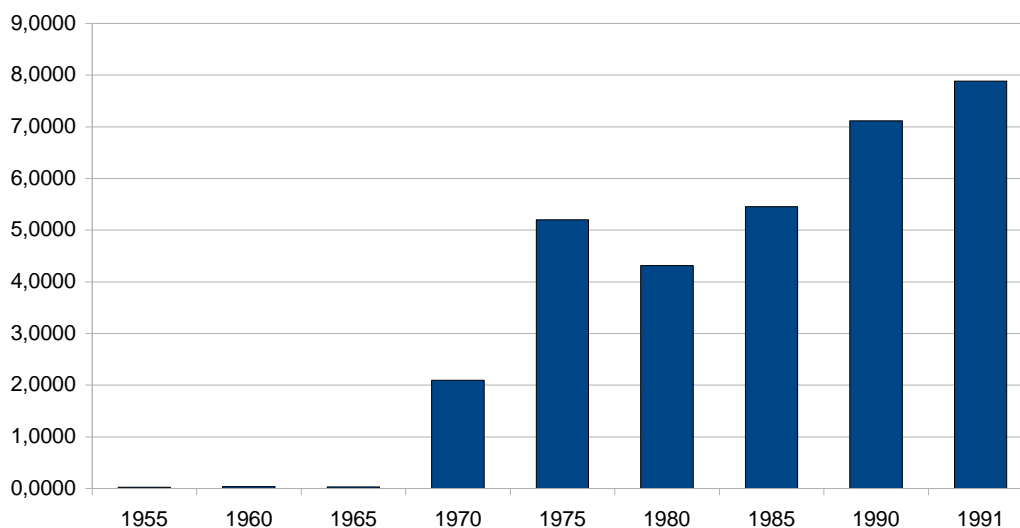
<sup>478</sup> Sagers Matthew J., The oil industry in the southern-tier former Soviet republics, *Post-Soviet Geography*, 1994, vol. 35, n°5, p. 277.

<sup>479</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 170.

(essentiellement gazier mais qui produit aussi des condensats et du pétrole), qui débute en 1984. C'est *Orenburggazprom*<sup>480</sup> et *Kazahstanneftekombinat* qui lancent cette exploitation.

Quant à la part du gaz kazakh, elle reste, pendant toute cette période, inférieure à 2% dans la production totale de l'Union, malgré la découverte de ce gisement gazier.

### Diagramme N°7 : La production de gaz de la RSS du Kazakhstan (1955-1991)



Sources : Cf. Tableau I. D. : La production de gaz naturel des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

Les années 1960-1970 seront riches en découvertes, dans la partie orientale de la dépression péricaspienne<sup>481</sup>. Sont mis en évidence les champs de Martyši, Kamyšitovoe, Žanatalap, Gran et Oktâbr'skoe (entre l'Ural et la Volga), Morskoe, Aktobe, Kopa, Akžar, et Baklan'e, dans la *Prikaspijskaâ vpadina* ainsi que les gisements gaziers de Žaksykoânkulakskoe, Žamankoânkulakskoe<sup>482</sup>.

À ces découvertes, il faut rajouter celles des grands gisements de Kokžide (1960), Akžar (1962), Karatûbe (1963), Ostansuk (1970) et Žanažol (1978). Ce dernier est situé à 40 km au Sud-Est de Kenkiâk, dans la partie orientale de la dépression péricaspienne, où les travaux de prospection se poursuivent jusqu'en 1986, tandis que la production est déjà en cours. L'un des géologues d'*Aktûbnefterazvedka* à l'origine de cette découverte est le Kazakh Zejnoda E.

<sup>480</sup> Dobrovolskij Leonid, Bez Gaza, *Èkspert Ural*, 26 juin 2006, n°24.

<sup>481</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 160.

<sup>482</sup> Nadirov Nadir Karimovič, Urazgaliev B. U., Serikov T. P., Nametkin Nikolaj Sergeevič, *Nefti poluostrova Buzači*, op. cit., p. 11.

Bulekbaev, qui avait également découvert le champ de Kenkiâk en 1959 et qui détectera plus tard aussi celui d'Alibekmol. La découverte de Žanažol (dont *Kaznefterazvedka* estimait alors les réserves à 25-30 millions de tonnes) marque un tournant historique pour le secteur de cet *oblast'* et la RSS. Ce succès conduit les autorités de la république et de l'URSS à considérer la région d'Aktûbinsk comme la plus prometteuse de la RSS, en matière de production d'hydrocarbures. La poursuite de la prospection géologique est encouragée par l'ordre (*prikaz*) du ministère de l'Industrie pétrolière<sup>483</sup> du 10 mars 1981<sup>484</sup>, qui fonde aussi l'union de production *Aktûbinskneft'*. Les caractéristiques du gisement de pétrole de Žanažol, dont le gaz associé est particulièrement riche en hydrogène sulfuré et en gaz carbonique, nécessitent la construction d'une installation du traitement de ce gaz, en 1984. Cette usine expérimentale est la première de ce type, fonctionnant avec des équipements soviétiques. Elle est dirigée par M. M. Utegenov. Quelques années plus tard, sont découverts cinq gisements voisins de celui de Žanažol, à savoir Kožasaj (1983), le champ gazier de Urihtau (1983), Alibekmol (1987), Sinel'nikov (1987), et Žanatan (1992). Ils constituent ce que Z. Bulekbaev a appelé le « *rajon* du Grand Žanažol »<sup>485</sup>.

Au cours de la seconde moitié des années 1980, le choix des dirigeants soviétiques a été d'augmenter la production des gisements de la région de Tûmen (Sibérie) plutôt que d'investir dans le développement des gisements de la RSS du Kazakhstan qui étaient beaucoup plus exigeants techniquement et nécessitaient des forages en mer<sup>486</sup>. Une exception est donc l'*oblast'* d'Aktûbinsk qui voit, dans les années 1980, un développement intensif de l'industrie pétrolière. S'y déroule, en mai 1984, un colloque des spécialistes et dirigeants du secteur pour toute l'Union soviétique. Parmi les participants représentant des structures fédérales figuraient le président du Gosplan N. K. Bajbakov<sup>487</sup>, le ministre de l'Industrie gazière de l'URSS Vasilij Aleksandrovič Dinkov, et le ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS N. A. Mal'cev. Les responsables de la RSS du Kazakhstan étaient, notamment, le Président du Conseil des ministres de la république N. A. Nazarbaev, le ministre de la Géologie Saken Eržanovič Čakabaev et le président du Gosplan T. G. Muhamed-Rahimov, qui ne sont pas européens. En 20 ans (1965-1985), la région d'Aktûbinsk est devenue l'un des grands centres industriels du

---

<sup>483</sup> Selon l'un des auteurs de l'ouvrage sur l'histoire du pétrole de la région d'Aktûbinsk, l'historienne G. S. Sultangalieva, rencontrée à Aktûbinsk en avril 2009, la mention « ministère de l'industrie pétrolière » seule fait référence au ministère de l'URSS. Le document est effectivement signé du ministre de l'industrie pétrolière de l'URSS, N.A. Mal'cev.

<sup>484</sup> Le document est reproduit dans l'ouvrage de Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., en page 335.

<sup>485</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p.163 et 201.

<sup>486</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, London ; New York : Routledge, 2010, p. 29.

<sup>487</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

Kazakhstan, basé sur l'énergie et les combustibles, la métallurgie ferreuse et non ferreuse, la chimie et les hydrocarbures<sup>488</sup>.

Enfin, la dernière découverte cruciale pour le futur Kazakhstan indépendant est celle du gisement de Tengiz, par une équipe dirigée par Bulekbaj S. Sagingaliev<sup>489</sup> et composée notamment des géologues Džoldabek Ahmetovič Dosmuhambetov<sup>490</sup> et Mahaš Balgimbaev<sup>491</sup>. L'ingénieur-pétrolier kazakh Tulegen Žukeev<sup>492</sup> est l'un des principaux instigateurs du projet d'exploitation du champ de Tengiz à la fin des années 1980. L'exploitation de ce gisement d'importance majeure – avec celui de Karačaganak, ce dernier étant le principal gisement de gaz au Kazakhstan - a contribué au développement de l'industrie des hydrocarbures au Kazakhstan indépendant.

## **X. *Récapitulatif de la situation des deux secteurs au sein de l'URSS à la veille de l'indépendance***

La production de pétrole des deux RSS dans l'ensemble soviétique, tout au long de la période, reste très modeste comme le révèle le tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS, en annexe. En revanche, la part de la production de gaz turkmène augmente considérablement dans le total soviétique entre 1970 (6,6%) pour atteindre son pic en 1976 avec 19,4%, puis diminue à 16,1% en 1980, 12,9% en 1985 et 10,8% en 1990<sup>493</sup>.

Le diagramme N°8 ci-dessous montre que les productions pétrolières des deux RSS sont très faibles jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et que celle de la RSS de Turkménie décolle très rapidement dans les années 1950 et 1960 par rapport à celle de la RSS du Kazakhstan. C'est en 1970 que le pétrole kazakh est produit massivement et en quantités comparables à celles du pétrole turkmène. Cette hausse se poursuit jusqu'en 1991, malgré une petite diminution vers 1980, pendant que la production de pétrole turkmène décline. En 1985, année pour laquelle sera évalué le montant théorique de la production d'hydrocarbures pour les deux RSS, celle du Kazakhstan produit un peu plus de 3,5 fois de pétrole et environ 15 fois moins de gaz que la RSS de Turkménie.

---

<sup>488</sup> Sultangaliev Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 567.

<sup>489</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

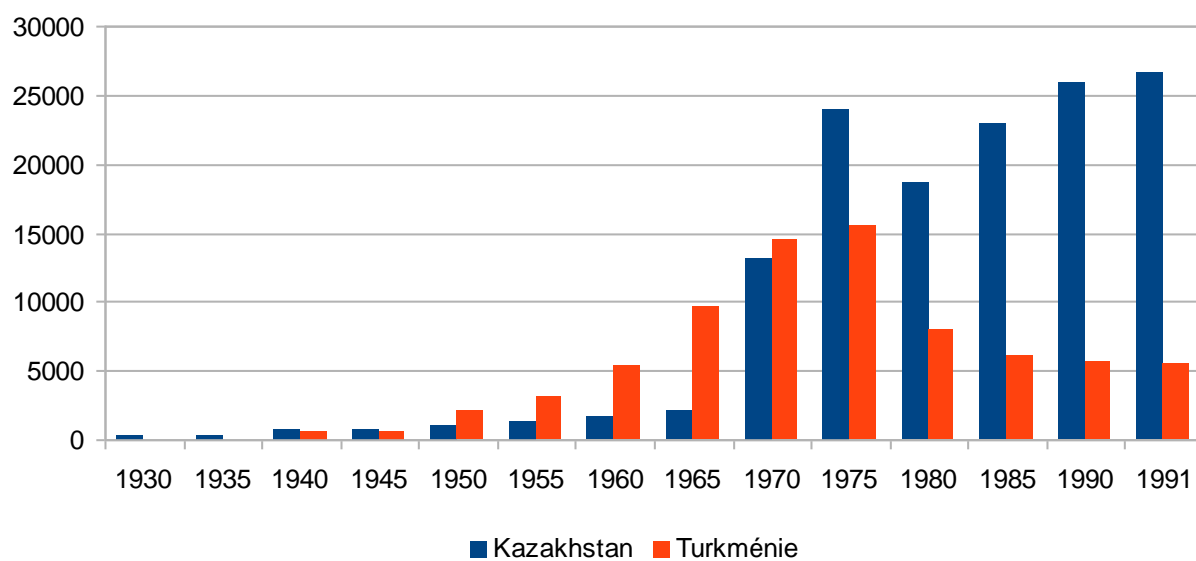
<sup>490</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>491</sup> Cf. les notices biographiques des Balgimbaev en annexe.

<sup>492</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>493</sup> Cf. annexes du chapitre I (Tableau I. D. : La production de gaz naturel des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS).

**Diagramme N°8 : Comparaison des productions de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1930-1991 (y compris les condensats de gaz) (en milliers de tonnes)**



Sources : Cf. Tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS.

## Chapitre II

### Le développement du cadre institutionnel du secteur des hydrocarbures au niveau fédéral et républicain

Ce chapitre présente l'évolution de l'environnement institutionnel au niveau fédéral et républicain. L'organisation du secteur des hydrocarbures en URSS, selon F. Esen et G. Raballand (qui citent le professeur de l'Université de Georgetown T. Gustafson), révèle en effet un émiettement institutionnel<sup>494</sup> : « *Dans son étude du pétrole et du gaz du temps de l'URSS, Gustafson (1989) démontre l'émiettement institutionnel du secteur. D'après cet auteur, la prise de décision, dans le domaine de l'énergie, était polycentrique. L'intégration verticale était inexistante avec pas moins de quatre ministères traitant des questions énergétiques* ». En fait, ces ministères centraux étaient, fin 1980, au nombre de six, chargés de l'exploration la production, le raffinage, l'exportation et la distribution des produits pétroliers<sup>495</sup>, ce qui corrobore une phrase de J. Sapir : « *La centralisation ne s'oppose pas à la dispersion, elle la génère* »<sup>496</sup>, comme l'illustre le cas des ministères liés aux hydrocarbures.

Cette étude se limite, dans le premier paragraphe, à l'organisation des *sovnarhoz* dans les deux RSS, aux ministères des Industries pétrolière et gazière et aux ministères de la Géologie, et elle exclut les ministères connexes comme le ministère des Constructions des Entreprises pétrolières et gazières (*Minneftegaztroj*), créé en 1972, essentiellement pour accélérer la pose des tubes en Sibérie<sup>497</sup>, et des instances comme le Comité d'État à l'Industrie chimique et pétrolière auprès du Gosplan de l'URSS<sup>498</sup>. Sont aussi évoquées les réformes des deux ministères de l'Industrie pétrolière et gazière et leur unification en 1989. Un second paragraphe examine l'existence (ou non) de « réplique » de ministères fédéraux-républicains<sup>499</sup> dans les deux RSS, selon le type d'activités (prospection, production, raffinage), sachant que la RSS d'Azerbaïdjan est dotée d'un ministère du Pétrole lorsque la part de sa production a nettement diminué dans le total soviétique. Les deux derniers

---

<sup>494</sup> Raballand G., Esen F., Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. Le cas du Kazakhstan, op. cit. p. 7-8.

<sup>495</sup> Ostrowski Wojciech, Politics and oil in Kazakhstan, op. cit., p. 32.

<sup>496</sup> Jacques Sapir : Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique, : essai d'interprétation des cycles d'investissement et de main-d'oeuvre en URSS de 1941 à nos jours, Paris , Université Paris X - Nanterre – 1986, vol. II, p. 856.

<sup>497</sup> Gustafson Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, op. cit., p. 297.

<sup>498</sup> Ivkin Vladimir Ivanovič, *Gosudarstvennaâ vlast' SSSR : vyššie organy vlasti i upravleniâ i ih rukovoditeli : 1923-1991 : istoriko-biografičeskij spravočnik*, Moskva : ROSSPEN, 1999, p. 454.

<sup>499</sup> Cf. annexe du chapitre II.



paragraphes sont consacrés à l'évolution historique des institutions de la production des hydrocarbures dans les RSS. Ce chapitre examinera également le mécanisme de prise de décision entre les diverses instances fédérales et républicaines et le degré d'autonomie de cette prise de décision.

## ***I. L'évolution des ministères du secteur des hydrocarbures***

Le 2 mars 1918, le Conseil supérieur de l'économie nationale (VSNKh) crée le Commissariat au pétrole, dirigé par I. E. Gukovskij<sup>500</sup> auquel succède quinze jours plus tard, le Comité principal du Pétrole (*Glavnyj Neftânoj Komitet, ou Glavkoneft' ou Glavneft'*), dirigé par N. I. Solov'ev. Le 9 mars 1918, le *Sovnarkom* du Turkestan décrète, la confiscation de tout le pétrole (et charbon et essence) du *kraj* du Turkestan et le 16 mars, toutes les entreprises pétrolières et charbonnières sont déclarées propriétés du gouvernement de la république fédérative de Russie<sup>501</sup>. La nationalisation du secteur pétrolier s'effectue donc dès le printemps 1918, en Russie ; les petites entreprises nationales et étrangères sont remplacées par des regroupements d'entreprises industrielles, appelés « trust » et dont les principes de fonctionnement seront énoncés dans un décret du Comité central exécutif (VCIK) et du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom), en avril 1923<sup>502</sup>.

Le 20 juin 1918, alors que le territoire contrôlé par le pouvoir bolchevik ne renferme plus de pétrole, la nationalisation de l'industrie pétrolière en Russie et le monopole de l'État sur le commerce du pétrole sont décrétés par le Conseil des commissaires du peuple<sup>503</sup> (Sovnarkom). L'ouvrage de Cezar' L'vovič Fridman n'est pas très prolixe quant à cette nationalisation et n'évoque, après la citation d'un télégramme, daté du 8 janvier de M. V. Frunze à Lénine l'informant qu'il a pris le contrôle des exploitations pétrolières de Dossor, que “*les entreprises appartenant aux capitalistes russes et étrangers, sont passées à la propriété du peuple*”<sup>504</sup>.

L'industrie pétrolière s'est ensuite toujours trouvée sous la coupe directe du pouvoir central, c'est-à-dire sous celle du Commissariat du peuple à l'Industrie lourde (*Neftânoj centr narodnogo komissariata tâželoj promyšlennosti*)<sup>505</sup>, né des cendres du VSNKh en 1932 et

<sup>500</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p.82.

<sup>501</sup> Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom pervyj, Sovetskaâ èkonomika v 1917-1920gg.*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1976, p. 128.

<sup>502</sup> Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom vtoroj, Perekhod k NÈPU : vosstanovlenie narodnogo hozâjstva SSSR : 1921-1925gg.*, op. cit., p. 80.

<sup>503</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g.*, op. cit., p.112.

<sup>504</sup> Fridman Cezar' L'vovič, *Inostrannyj kapital v dorevolúcionnom Kazahstane*, Alma-Ata : Kazahskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1960, p. 126.

<sup>505</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i*

dirigé par Sergo Ordjonikidze jusqu'en 1937, puis par Valerij Ivanovič Mežlaur et Lazar' Kaganovič. Le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS est institué le 12 octobre 1939 sur la base du Commissariat du peuple à l'Industrie des combustibles (*narodnyj Komissariat toplivnoj promyšlennosti*)<sup>506</sup> qui est alors supprimé. En 1943, est créé la direction principale de l'industrie gazière et des combustibles artificiels liquides (*Glavnoe upravlenie gazovoj promyšlennosti i isskustvennogo židkogo topliva*) près le Sovnarkom de l'URSS. Il perdure jusqu'en 1948. Une partie des entreprises repasse alors sous la coupe du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS (qui est fondé en cette année 1948) au sein duquel est créée la direction principale de l'industrie pétrolière et gazière (*Glavneftegaz*). L'autre partie des entreprises passe au ministère de l'Industrie houillère (fabrication de gaz à partir du charbon)<sup>507</sup>. Le 4 mars 1946, le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS est divisé en deux, selon une logique géographique : le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS (dont font partie les RSS du Kazakhstan et de Turkménie) et le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière pour les régions méridionales et occidentales de l'URSS. Cette division du Commissariat de l'Industrie du pétrole en deux était jugée par un auteur, en 1961, comme ayant été un élément favorable au développement du pétrole à l'Est<sup>508</sup>. De commissariats, ils deviennent rapidement des ministères, le 15 mars 1946. Cinq administrations sont alors en charge de l'industrie pétrolière en URSS. Il s'agit des deux ministères déjà cités (un pour les régions méridionales et occidentales et un pour les régions orientales) et de trois Directions principales près le Conseil des ministres de l'URSS. Puis les deux ministères sont refondus, le 28 décembre 1948, pour ne former plus qu'un seul ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS<sup>509</sup>. En 1954, le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS passe du statut de ministère fédéral à celui de fédéral-républicain, lorsqu'est instauré le ministère de l'Industrie pétrolière de la RSS d'Azerbaïdjan. Cette année 1954 voit aussi la création du ministère des Construction des entreprises de l'industrie pétrolière de l'URSS. Et en 1963, est fondé le Comité d'État pour l'industrie gazière de l'URSS (*Gosudarstvennyj Proizvodstvennyj Komitet po gazovoj promyšlennosti SSSR*).

---

*sovremennost'*, op. cit., p. 87.

<sup>506</sup> Le Commissariat du peuple à l'Industrie des combustibles est créé en janvier 1939, lorsque le Commissariat du peuple à l'Industrie lourde est divisé en six puis supprimé. Le Commissariat du peuple à l'Industrie des combustibles est, à son tour, divisé en deux et donne ainsi naissance au Commissariat à l'Industrie pétrolière le 12 octobre 1939. Source : Ivkin Vladimir Ivanovič, *Gosudarstvennaâ vlast' SSSR : vysšie organy vlasti i upravleniâ i ih rukovoditeli : 1923-1991 : istoriko-biografičeskij spravočnik*, op. cit., p. 67.

<sup>507</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 255.

<sup>508</sup> Dunaev Fedor Fedorovič, *Èkonomika i planirovanie neftânoj promyšlennosti*, tome 1, op. cit., p. 181.

<sup>509</sup> Ivkin Vladimir Ivanovič, *Gosudarstvennaâ vlast' SSSR : vysšie organy vlasti i upravleniâ i ih rukovoditeli : 1923-1991: istoriko-biografičeskij spravočnik*, op. cit., p. 68

Toujours en 1948, au sein du ministère de l'Industrie pétrolière, est créée la Direction principale pour la production de gaz naturel (*Glavnoe upravlenie po dobyče prirodnogo gaza*). Cette direction est transformée en 1956 en une Direction principale de l'Industrie gazière auprès du Conseil des ministres de l'URSS (*Glavnoe upravlenie gazovoj promyšlennosti pri sovete Ministrov SSSR, Glavgaz*) qui est rattachée directement au conseil des ministres de l'URSS<sup>510</sup> et dirigé alors par Aleksej Kirillovič Kortunov.

Jusqu'en septembre 1956, le ministère de l'Industrie du pétrole de l'URSS était donc aussi chargé du développement de l'industrie gazière, par le biais du Comité principal pour le Pétrole et le Gaz, c'est-à-dire l'un des 17 comités principaux du ministère. Puis ce Comité principal pour le Pétrole et le Gaz est dissous en 1957 et le ministère de l'Industrie pétrolière comprend alors 16 comités principaux chargés de toute la chaîne de production depuis l'exploration jusqu'à la formation du personnel (production dans les régions occidentales et orientales, raffinage, approvisionnement en matériels techniques, de la vente et du transport du brut et des produits raffinés...). Chacun des deux comités chargés de la production dans les régions occidentales et orientales est divisé en associations pétrolières qui sont, à leur tour, divisées selon les champs et entreprises et en bureaux de forage. Ces diverses créations montrent le caractère scissipare de cet environnement qui le rend difficile à cerner, mais dont l'évolution est néanmoins retracée dans le tableau ci-dessous.

---

<sup>510</sup> Ebel Robert E., *The petroleum industry of the Soviet Union*, New York : American Petroleum Institute, 1961, p. 12.

**Tableau N°3 : Évolution de l'organisation des ministères soviétiques des industries pétrolière et gazière de 1939 à 1991**

12/10/1939 -4/03/1946	4/03/1946-28/12/1948	28/12/1948 - 10/05/1957	02/10/65 – 3/06/1970	3/06/1970 - 27/06/1989	27/06/1989-14/11/1991
<p>commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS</p>	<p>commissariat du peuple à (puis ministère de, à partir du 15/03/1946) l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS</p> <p>et</p> <p>commissariat du peuple à (puis ministère de, à partir du 15/03/1946) l'Industrie pétrolière pour les régions méridionales et occidentales de l'URSS</p>	<p>ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS</p>	<p>ministère des Industries extractives du pétrole de l'URSS 2/10/1965-03/06/1970.</p>	<p>ministère de l'Industrie pétrolière (3/06/1970-27/06/1989)</p> <p>De fédéral-républicain, il devient le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS (fédéral), par décret du Presidium du Soviet suprême de l'URSS à partir de 3/06/1970</p>	<p>ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS</p>
			<p>ministère de l'Industrie du gaz de l'URSS 2/10/1965-27/06/1989</p>		

Aucun des ministres de l'industrie pétrolière et / ou gazière de l'URSS (nommé par le Soviet suprême de l'URSS), n'est originaire d'Asie centrale. Le premier d'entre eux, Lazar' M. Kaganovič (Commissaire du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS du 12 octobre 1939 au 3 juillet 1940) est né dans la *guberniâ* de Kiev, en 1893. Ivan Korneevič Sedin (Commissaire du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS du 3 juillet 1940 au 30 novembre 1944)<sup>511</sup> est russe, né en 1906 dans la région du Kuban. Nikolaj Konstantinovič Bajbakov est né en Azerbaïdjan, en 1911 (Commissaire du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS du 30 novembre 1944 au 4 mars 1946, puis commissaire du peuple à (puis ministre de) l'industrie pétrolière pour les régions méridionales et occidentales de l'URSS de mars 1946 à décembre 1948, ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS de décembre 1948 à mai 1955). Le commissaire (puis ministre de) du peuple à l'industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS, de mars 1946 à décembre 1948 puis ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS de mai 1955 à mai 1957, Mihail Andrianovič Evseenko est russe, né en Géorgie, en 1902. Le ministre de l'industrie du gaz de l'URSS du 2 octobre 1965 au 20 septembre 1972 Aleksej Kirillovič Kortunov est né en 1907 à Novočerkassk (région de Rostov), il est russe. Son successeur du 20 septembre 1972 au 20 avril 1981 Sabit Ataevič Orudžev est azéri. Le suivant, en poste du 08 mai 1981 au 12 février 1985 Vasilij Aleksandrovič Dinkov est russe, né en 1924. Il sera ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS du 12 février 1985 au 27 juin 1989. Enfin, le dernier ministre de l'Industrie du gaz de l'URSS (12/02/1985-27/06/1989) Viktor Stepanovič Tchernomyrdine (1938-2010) est russe. Le ministre des industries extractives du pétrole du 2 octobre 1965 au 03 juin 1970, puis ministre de l'industrie pétrolière de l'URSS du 03 juin 1970 au 22 mars 1977, Valentin Dmitrievič Šašin, né à Bakou en 1916, est russe. Le ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS du 5 avril 1977 au 12 février 1985 Nikolaj Aleksevič Mal'cev est russe, né à Majkop (*kraj* de Krasnodar). Enfin, les deux derniers ministres de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS, Leonid Ivanovič Filimonov (03/08/1989-26/12/1990), né en 1935 et Lev Dmitrievič Čurilov (22/06/1991-26/11/1991), né à Grozny en 1935, sont russes.

Le ministère fédéral<sup>512</sup> en charge de l'industrie pétrolière disparaît pendant la seule période qui fait exception à la règle de la dépendance au pouvoir central. Il s'agit de la période des Conseils économiques (*sovet narodnogo hozâjstva, sovnarhoz*) de 1957 à 1965, mis en place par N. Khrouchtchev pour administrer l'économie des régions.

---

<sup>511</sup> Cf sa notice biographique en annexe.

<sup>512</sup> Pour la distinction entre ministère fédéral, fédéral-républicain et républicain, voir les annexes du chapitre II (Les trois degrés de centralisation de l'économie soviétique).

## I. A. Les *sovnarhoz*

Les questions régionales sont au cœur de l'expérience des *sovnarhoz*, ressuscités par N. Khrouchtchev<sup>513</sup>. Les réformes de 1957 consistent à faire passer la direction de l'industrie et de la construction du principe sectoriel à celui du territoire. La loi du 10 mai 1957 supprime 10 ministères fédéraux et 15 ministères fédéraux-républicains de branche (sauf les secteurs de la défense, de la chimie et des centrales électriques) et transfère leurs pouvoirs aux 105 *sovnarhoz*, créés dans les 105 régions (*rajon*) économiques administratifs (c'est la traduction de leur appellation en russe) formées alors<sup>514</sup>.

Les *sovnarhoz* dirigent l'économie à l'intérieur de ces *rajon* et sont directement responsables devant les conseils de ministres des républiques. Ils se voient confier tous les droits pour la gestion des entreprises qui se trouvent sur le territoire de ces *rajon*. Le conseil des ministres de l'URSS dirige les *sovnarhoz* par l'intermédiaire des organes de direction des républiques<sup>515</sup>. Chacun des *rajon* économiques administratifs est doté d'un *sovnarhoz* qui s'occupe des industries y compris celle du pétrole<sup>516</sup>. Un plus grand nombre d'entreprises sont placées sous la direction des républiques, notamment celles de l'industrie lourde<sup>517</sup>. Les *sovnarhoz* sont dotés de départements de relations extérieures<sup>518</sup>. Ces *sovnarhoz* sont plus d'une centaine lors de leur réapparition mais, en 1963, suite à la refonte de l'administration économique et politique en 1962 et 1963 et aux modifications de leur statut et leur agrandissement par fusion, ils ne sont plus que 47 en 1964, avant de disparaître un an plus tard. Mais le principe territorial n'est pas éliminé : les structures de régionalisation sont même renforcées<sup>519</sup>. L'encadrement politique réaménagé continue à opérer localement.

De grands ministères industriels laissent donc la place à des *sovnarhoz*, chargés de la gestion des entreprises sur une base régionale. L'un des buts visés par ces changements était une utilisation plus efficace des matières premières locales<sup>520</sup> et aussi de renforcer le pouvoir des organes locaux du parti sur la gestion des entreprises industrielles afin d'affaiblir les

---

<sup>513</sup> Ils avaient en effet existé au début de l'époque soviétique, en tant qu'émanations régionales du VSNKh pour contrebalancer le pouvoir des *glavki*. Ils ne subsisteront qu'au niveau des républiques sous la Nouvelle Économie Politique. Source : Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 533.

<sup>514</sup> Lesage Michel, *Le système politique de l'URSS*, Paris : Presses universitaires de France, 1987, p. 155.

<sup>515</sup> Vedenev Ūrij Aleksevič, *Organizacionnye reformy gosudarstvennogo upravleniâ promyšlennost'û v SSSR : istoriko-pravovoe issledovanie (1957-1987gg.)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1990, p. 27.

<sup>516</sup> Nejštadt S.A *Èkonomičeskoe razvitie kazahskoj SSR*, op. cit., p. 138.

<sup>517</sup> Obolenskij N., *Bûdžety soûznyh respublik*, op. cit., p. 9.

<sup>518</sup> Frank Zénaïde, *Les organes du commerce extérieur de l'URSS*, op. cit., p. 27.

<sup>519</sup> Kniazeff Inna, *Essai sur l'histoire de la régionalisation économique* (2<sup>ème</sup> article), op. cit., p. 896.

<sup>520</sup> Kurbackij Andrej, *Hrušëvskie sovnarhozy : popytka decentralizacii*, *Neftânye Vedomosti*, 31/10/2008, n°25 (164).

ministères de branche et le Conseil des ministres de l'URSS. Le président du Gosplan de l'URSS et ancien ministre de l'Industrie pétrolière N. K. Bajbakov s'oppose à cette réforme et dénonce le retour prévisible de l'« esprit de clocher » (*mestničestvo*)<sup>521</sup> : les dirigeants locaux ont été amenés à utiliser leurs ressources destinées à l'Union pour leur propre région<sup>522</sup>. Ce principe est aussi accusé d'avoir semé la confusion dans le système de prise de décision qui serait, pourtant, resté entre les mains de Moscou<sup>523</sup>.

Une nouvelle divergence apparaît ici quant au rôle joué par les *sovnarhoz* dans le secteur des hydrocarbures au niveau fédéral et régional. Un article publié dans les *Neftânye Vedomosti*, en 2008, rappelle que les secteurs qui connaissent de grands succès pendant la période des *sovnarhoz*, sont celui du pétrole (l'URSS détient alors la place de troisième exportateur mondial de pétrole grâce au « deuxième Bakou ») et du spatial (avec le lancement du premier spoutnik en 1957 et le vol de Youri Gagarine en 1961), ne sont pas concernés par la fondation des *sovnarhoz*, car leur gestion reste très centralisée. L'auteur de cet article semble avoir oublié l'absence de ministère du pétrole entre 1957 et 1965<sup>524</sup> et il ne relève pas le fait que le système de *sovnarhoz* est un élan majeur qui a permis une troisième poussée de l'industrialisation en Asie centrale, au début des années 1960. Pour la seule fois de l'histoire soviétique, les régions ont la réelle opportunité de contrôler leur économie. Ce qui a contribué au développement des « bases énergétiques »<sup>525</sup>. Peut-on alors en conclure que la centralisation de l'économie perdure, en l'absence de ministère fédéral ?

### **I. A. 1. L'organisation des sovnarhoz dans la RSS du Kazakhstan et le rôle du sovnarhoz de Gur'ev**

En 1957, un *sovnarhoz* républicain et huit régionaux (de *rajon*) sont créés dans la RSS du Kazakhstan, soit neuf au total<sup>526</sup>. Parmi ces huit *sovnarhoz*, celui de Gur'ev est constitué en 1957<sup>527</sup> sur décision du Comité central du PCUS et du gouvernement soviétique pour diriger en lieu et place des unions et des ministères républicains supprimés. Il dirige de nombreuses branches de l'économie et est formé d'entreprises du secteur pétrolier (extraction, raffinage,

---

<sup>521</sup> Ibid.

<sup>522</sup> Arben E., Aryn E., Tasmagambetov I., *Pervye lica gosudarstva : političeskie portrety : s točki zreniâ istorii i sovremennosti*, Almaty : Izdatel'skij dom Bïlik, 1998, p. 296.

<sup>523</sup> Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, *Soviet geography*, V.H., Winston & son, Silver Spring (MD), November 1990, vol. 31, n°9, p. 630.

<sup>524</sup> Kurbackij Andrej, Hrušëvskie sovnarhozy : popytka decentralizacii, op. cit.

<sup>525</sup> Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 55.

<sup>526</sup> Lesage Michel, *Le système politique de l'URSS*, op. cit., p. 155 et [http://kazakhstan.awd.kz/theme/t27\\_3.html](http://kazakhstan.awd.kz/theme/t27_3.html)

<sup>527</sup> Adaev Ž., Nurbaev Z. [et al.], *Neftânaâ ènciklopediâ Kazahstana*, Astana : Nac. Neftegaz. Kompaniâ « Kazahojl », 1999, Tome 1, p. 285.

transport) mais aussi du secteur de l'industrie légère, alimentaire, d'organismes de construction etc... Donc la direction de l'industrie pétrolière de l'Ouest du Kazakhstan est ainsi confiée au *sovnarhoz* de Gur'ev (*ou sovnarhoz du Kazakhstan occidental* à partir de 1962) qui regroupe quatre *oblast'* du Kazakhstan occidental. Ce *sovnarhoz* est dirigé par Safi Utebaev<sup>528</sup>, l'un des « pères du pétrole kazakh ». Il veille, en concertation avec les ministères fédéraux et républicains de la Géologie (qui, eux, n'auraient donc pas été supprimés), à la découverte et à la mise en exploitation de nouveaux gisements et notamment dans la région de Mangistau sud où seront découverts Uzen' et Žetybaj en 1961. Il édicte un décret, le 27 novembre 1963, pour la création de l'union de production *Mangyšlakneft'*<sup>529</sup>.

Toujours en 1957, est instauré le *sovnarhoz* du *rajon* administratif et économique d'Aktûbinsk<sup>530</sup> par arrêté du Conseil des ministres de la RSS kazakhe (4 juin 1957). Les auteurs de l'ouvrage *Istoriâ aktûbinskoj oblasti (Histoire de l'oblast' d'Aktûbinsk)* ne citent pas de direction relative aux hydrocarbures, au sein de ce *sovnarhoz*. Par un *ukaz* du Présidium du Soviet suprême de la RSS du 31 mai 1962 et un arrêté du Conseil des ministres de la RSS, le *rajon* administratif et économique d'Aktûbinsk est supprimé et passe sous la coupe du *kraj* du Kazakhstan occidental<sup>531</sup>. N. I. Žurin est nommé Premier secrétaire du comité du *kraj* (*krajkom*). L'industrie et la construction sont dirigées par le bureau du *krajkom* du parti, sous la direction de M. A. Isenov.

Le *sovnarhoz* républicain de la RSS du Kazakhstan et les *sovnarhoz* des *rajon* économiques sont supprimés suite aux réformes de 1965<sup>532</sup>. Dans la liste des ministères sectoriels fédéraux-républicains formés dans les secteurs de la métallurgie, de la géologie ou de l'eau, après l'abolition des *sovnarhoz*, aucun ne concerne le pétrole<sup>533</sup>.

### **I. A. 2. L'organisation du sovnarhoz dans la RSS de Turkménie**

Le Soviet suprême de la RSS de Turkménie émet un décret daté du 29 mai 1957 qui crée un *rajon* économique et administratif et un *sovnarhoz* dans la RSS, pour le diriger. Le *sovnarhoz*

---

<sup>528</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>529</sup> Site de MMG, [www.mmg.kz](http://www.mmg.kz). L'article de ce site rédigé à l'occasion des 50 ans d'exploitation de la région ne mentionne pas le premier nom de l'union *Mangyšlakneft'*, et n'évoque que le nom de *MangistauMunajGaz*.

<sup>530</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 510.

<sup>531</sup> Le *kraj* du Kazakhstan occidental a existé entre le 3 mai 1962 et le 1 décembre 1964 ; il comprenait les *oblast'* de Aktûbinsk, de Gur'ev et d'Ural'sk.

<sup>532</sup> Le *sovnarhoz* du Kazakhstan occidental est supprimé par l'*ukaz* du présidium du Soviet suprême de la RSS kazakhe du 15 octobre 1965.

<sup>533</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 556.



de Turkménie est composé de *Turkmenneft*<sup>534</sup>. Le président du *sovnarhoz* de Turkménie de 1957 à 1961<sup>535</sup> est le vice-ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS et président du Gosplan, Pavel Galonskij qui ne semble pas avoir eu de lien précédent avec la RSS. La raffinerie de Krasnovodsk se trouve sous la tutelle directe du *sovnarhoz* de la RSS.

En 1962, un *sovnarhoz* unique est créé pour le *Sredneaziatskij èkonomičeskij rajon*<sup>536</sup> dont fait partie la RSS de Turkménie (et dont est exclue la RSS du Kazakhstan) sur décisions du Plénum du Comité central du PCUS<sup>537</sup>. Il existe une direction principale de l'Industrie pétrolière et gazière du *Sredneaziatskij sovnarhoz (Glavnoe upravlenie neftânoj i gazovoj promyšlennosti Sredazsovnarhoza)* dont le vice-directeur est le géologue déjà cité Vladimir V. Semenovič, entre 1963 et 1965.

Les deux RSS ne traversent donc pas l'expérience des *sovnarhoz* de la même façon. L'une voit un de ses autochtones prendre la tête d'une nouvelle entité de production pétrolière dans une région pionnière de la RSS tandis que l'autre passe d'un *sovnarhoz* de Turkménie à un ensemble plus vaste qui l'englobe à mi-parcours de cette expérience et voit son principal producteur d'hydrocarbures dirigé par des non Turkmènes. Pour l'auteur d'un article sur les investissements dans la RSS de Turkménie, V. Sinûtin<sup>538</sup>, l'indépendance économique de la république de Turkménie s'affaiblit et le rôle de la planification diminue avec la création du *Sredneaziatskij sovnarhoz*.

## I. B. La réforme des ministères de l'Industrie pétrolière et gazière en 1974-1975

Le Centre restaure son contrôle direct sur l'industrie des hydrocarbures, en 1965, avec d'une part le rétablissement du ministère de l'Industrie pétrolière et d'autre part la création du ministère de l'Industrie gazière. Ces nouveaux changements sont entérinés, en septembre 1968 par arrêté du Conseil des ministres de l'URSS qui stipule que le ministère des Industries extractives du pétrole de l'URSS (qui devient ministère de l'Industrie pétrolière et dont le

---

<sup>534</sup> Annaklyčev Aidogdy, Bajramov Dzhuma, *Razvitie promyšlennosti Sovetskogo Turkmenistana (1959-1975 gg.)*, Ašgabad : Ylym, 1987, p. 26.

<sup>535</sup> Associaciâ Burovyh Podrâdčikov Sovet Pensionerov-Veteranov Vojny i truda, Neftânoj kompanii "Rosneft", *Professionaly Neftegazovoj Otrastli*, Moskva : 1996, p. 112-113.

<sup>536</sup> Le rajon économique d'Asie moyenne (*Sredneaziatskij èkonomičeskij rajon*) est institué par l'ukaz du Présidium du Soviet suprême du 5 février 1963 (Annaklyčev Aidogdy, Bajramov Dzhuma, *Razvitie promyšlennosti Sovetskogo Turkmenistana (1959-1975 gg.)*, Ašgabad : Ylym, 1987, p. 27). Ce rajon était l'un des plus importants rajon économiques d'URSS. Composé des quatre républiques d'Ouzbékistan, de Kirghizie, du Tadjikistan et de Turkménie, il recouvre un territoire de 1,3 million de kilomètres carrés (5,7% du territoire soviétique).

<sup>537</sup> Annaklyčev Aidogdy, Bajramov Dzhuma, *Razvitie promyšlennosti Sovetskogo Turkmenistana (1959-1975 gg.)*, op. cit., p. 27.

<sup>538</sup> Sinûtin V., *Ispol'zovanie kapital'nyh vloženij v promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 55.

statut passe de fédéral-républicain à fédéral en 1970) dirige l'industrie extractive dans les républiques qui sont dotées d'organes républicains de direction de cette industrie. Et ces deux ministères dirigent les entreprises et les organisations subordonnées à l'Union directement par l'intermédiaire de ces organes dont il n'a pas été trouvé de trace dans aucune des deux RSS. Pour un auteur kazakh, la république du Kazakhstan conserve alors son management mais perd le contrôle de l'industrie<sup>539</sup>. Entre 1965 et 1973, l'industrie soviétique est organisée selon trois niveaux<sup>540</sup> (l'appareil central des ministères : niveau fédéral ; la direction principale de production et sectorielle (territoriale) et les entreprises industrielles) ou quatre niveaux (le niveau supplémentaire est celui du ministère de la république). Dans certains secteurs comme celui de l'industrie pétrolière, le niveau intermédiaire est occupé par des entités de type *kombinat* ou *trust*<sup>541</sup>.

### I. B. 1. La réforme du ministère de l'Industrie gazière

Un schéma général de la Direction de l'industrie gazière est préparé conformément au décret du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 2 mars 1973, concernant les « mesures à prendre pour améliorer la direction de l'industrie ». Il consiste à diminuer le nombre de niveaux de direction à 2 ou 3 : ministère – union de production (entreprise) ou ministère – union industrielle<sup>542</sup> - entreprises (union de production), à optimiser la taille des entreprises et unions, à approfondir la spécialisation, à augmenter la concentration de la production et à créer de grosses unions avec leurs propres sous-secteurs<sup>543</sup>. Ce schéma est mis en œuvre en 1974 avec la création de 50 unions dont 10 sont des unions

<sup>539</sup> Ašimbaev D., *Vlast', neft' i sobstvennost'*, *Žurnal Kazakhstan*, n°4, 2008.

<sup>540</sup> Vedeneev, Ūrij Alekseevič, *Organizacionnye reformy gosudarstvennogo upravleniâ promyšlennost'û v SSSR : istoriko-pravovoe issledovanie (1957-1987 gg.)*, op. cit., p. 68.

<sup>541</sup> Ibid.

<sup>542</sup> Le terme *ob''edinenie* (union en russe) recouvre une grande variété d'organismes. Il peut être l'équivalent d'un département ministériel (*glavk*) ayant des responsabilités à l'échelle de l'ensemble de l'Union ou une très grande entreprise, ou encore une fusion d'un certain nombre de petites entreprises dans une république ou région particulière (Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 78). La position de l'union par rapport à son ministère peut varier : l'union peut acquérir le statut d'un *glavk* ministériel, mais le plus souvent elle est sous l'autorité d'un *glavk*, soit sous celle d'une union administrative (Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 80). En réalité, l'union industrielle ne s'est pas réellement détachée du ministère dont elle reste une subdivision. Elles sont de nature diverses : union de production, union administrative, ou territoriales. Une union administrative républicaine est chargée de la production au niveau de la république, sous l'autorité du ministère républicain ; elle peut être aussi une subdivision d'un ministère ou d'une union de l'ensemble de l'Union (Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 80). Les unions de production ont reçu un statut juridique le 27 mars 1974 (Radvanyi, Jean, *Le Géant aux paradoxes*, op. cit., p. 129). Des entreprises ont été réunies en unions de production (*proizvodstvennoe ob''edinenie*). Il y a aussi les *naučno-proizvodstvennoe ob''edinenie*. Des unions de production et des entreprises ont été regroupées en unions industrielles (*promyšlennoe ob''edinenie*) qui remplacent les anciennes directions (*glavki*), subdivisions techniques ou territoriales des ministères (Radvanyi Jean, *Le Géant aux paradoxes*, op. cit., p. 133). La création des unions industrielles date de 1971 (24<sup>ème</sup> Congrès) (Sapir Jacques, *Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique : essai d'interprétation des cycles d'investissement et de main-d'oeuvre en URSS de 1941 à nos jours*, op. cit., p. 864.)

<sup>543</sup> Orudžev Sabit Ataevič, *Gazovaâ promyšlennost' po puti progressa*, Moskva : Nedra, 1976, p. 106.

industrielles fédérales (pour la production de gaz dans les principaux *rajon* producteurs de gaz<sup>544</sup>), 37 - des unions de production et 3 - des unions scientifiques de production (*naučno-proizvodstvennoe ob''edinenie*). Sur ces 40 unions, 7 sont gérées selon le schéma à 2 niveaux et 33 selon un schéma à 3 niveaux. Dans la production de gaz, six unions industrielles fédérales sont créées selon le principe de production territoriale. Dans quelques *rajon* peu importants (la source ne précise pas lesquels), sont également créées des unions de production qui relèvent directement du ministère (fédéral) de l'Industrie du gaz de l'URSS<sup>545</sup>.

Dans le forage, les trusts de l'échelon moyen sont supprimés. La direction des organisations de forage est assurée directement par les unions industrielles fédérales pour la production de gaz. L'union *Soûzburgaz* est instaurée sur la base du trust du même nom et relève directement du ministère fédéral. Les instituts scientifiques de pointe et d'étude qui relèvent des directions fonctionnelles correspondantes du ministère de l'Industrie du gaz, sont transférés aux unions industrielles fédérales<sup>546</sup>.

Au début des années 1970, presque tous les trusts et les « bureaux » de forage dans le secteur des hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan sont liquidés. Le nombre d'employés par puits diminue entre 1970 et 1972. Cette *perestroïka* s'accompagne de la création de grandes entreprises et permet une concentration de l'activité de production<sup>547</sup>.

### **I. B. 2. La réforme du ministère de l'Industrie pétrolière**

Dans le cadre du décret du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 2 mars 1973 évoqué plus haut, un nouveau schéma général de direction de l'industrie pétrolière est élaboré en 1973-1974. Il prévoit une réduction du nombre d'organisations du deuxième niveau (par suppression des *glavk*). Des directions soumises à la gestion responsable (*hozrasčët*) au sein de l'appareil central du ministère, sont supprimées (211 supprimées d'où une concentration de la production). Ce schéma conduit à une gestion à deux niveaux du secteur et il en résulte que les échelons les plus importants de la production sont les unions de production et les *kombinat*. Cette modification de la direction du secteur concerne aussi le transport, le stockage du pétrole et des produits pétroliers et la gestion de l'approvisionnement en pétrole. Il en découle deux grandes directions dont l'une, chargée du transport et des livraisons de pétrole, fait partie du ministère de l'Industrie pétrolière ; elle

---

<sup>544</sup> Ibid., p. 107.

<sup>545</sup> Ibid., p. 109.

<sup>546</sup> Ibid., p. 112-113.

<sup>547</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 54.

livre le pétrole brut aux raffineries et s'occupe des exportations<sup>548</sup>. Donc les exportations étaient gérées par le Centre. À partir de 1978, l'exploration et le développement des gisements *off-shore* (gaz et pétrole) pour l'URSS entière est du ressort du ministère de l'Industrie du gaz, puis en 1988, ces activités passent sous la coupe du ministère de l'Industrie du pétrole<sup>549</sup>.

### **I. B. 3. L'unification des ministères de l'Industrie pétrolière et gazière (1989)**

C'est en juin 1989 qu'est prise la décision de réunir les ministères de l'Industrie extractive du pétrole et de l'industrie du gaz. Ce ministère est fédéral, dirigé par un représentant des intérêts du secteur, Leonid I. Filimonov. Et c'est sous la pression de V. Tchernomyrdine, privé de son poste de ministre de l'Industrie du gaz qu'il occupait depuis février 1985, que les entreprises de son ancien ministère ont été réunies dans l'entité *Gazprom* au mois d'août 1989<sup>550</sup>. *Gazprom* succède ainsi, en Russie, au ministère soviétique de l'Industrie gazière, au moment de la disparition de l'URSS<sup>551</sup>. Les ministères de l'Industrie pétrolière, de l'Industrie gazière, des Constructions des entreprises pétrolières et gazières, et de la Géologie sont impliqués dans la dimension verticale du schéma organisationnel des secteurs du pétrole et du gaz. Leurs relations sont un mélange subtil de coopération et de compétition à tous les niveaux des bureaux à Moscou jusqu'aux gisements<sup>552</sup>.

## **II. *L'absence de ministère de l'Industrie pétrolière et gazière dans les RSS du Kazakhstan et de Turkménie***

Chaque république a son propre système comportant ses ministères, comités d'État etc... qui peuvent être créés dans une seule république ou dans certaines seulement<sup>553</sup>. Le critère qui conditionne l'existence de telle ou telle forme d'institution est essentiellement le degré de développement de tel ou tel secteur. Ce degré influe sur l'étendue des droits des organes correspondants et détermine la forme et les méthodes de direction<sup>554</sup>.

Une première recherche de mention d'un ministère de l'Industrie pétrolière et / ou gazière dans la RSS du Kazakhstan s'est effectuée notamment par « sondages » dans les Archives

---

<sup>548</sup> Ibid., p. 59.

<sup>549</sup> Gustafson Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, op. cit., p. 213.

<sup>550</sup> La nébuleuse *Gazprom* : un anachronisme de l'économie russe / Iakov Pappé ; trad. du russe par Hélène Rousselot., *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, n°430, juin 1998. p. 18-29.

<sup>551</sup> www.gazprom.ru.

<sup>552</sup> Gustafson Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, op. cit., p. 297.

<sup>553</sup> Šabajlov V. I., *Ministerstva, gosudarstvennye komitety i vedomstva soûznoj respubliky*, Akademiâ nauk Belorusskoj SSR, Minsk : Izdatel'stvo Nauka i tehnika, 1984, p. 24.

<sup>554</sup> Akademiâ Nauk SSSR, Institut gosudarstva i prava, *Naučnye osnovy gosudarstvennogo upravleniâ v SSSR*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1968, p. 197.

présidentielles du Kazakhstan<sup>555</sup> et plus précisément dans celles du parti communiste de la RSS du Kazakhstan. Ces « sondages » n'ont pas fait apparaître de document émanant d'un ministère de l'Industrie pétrolière et gazière (ministère fédéral-républicain ou républicain) dans la RSS. En revanche, ces Archives ainsi que les Archives d'État de la région d'Aktûbinsk<sup>556</sup> contiennent des documents issus du ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la république ainsi que du Conseil des ministres de la république et du ministère de l'Industrie du pétrole de l'URSS. Ainsi, la liste des personnalités présentes à une réunion du comité du parti pour l'*oblast'* d'Aktûbinsk, le 14 mai 1980<sup>557</sup>, fournit les noms du ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS, Nikolaj Mal'cev, et du ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan, S. E. Ćakabaev, mais n'y apparaît aucun ministre du pétrole de la RSS, ni aucune autre personne ayant pu le représenter à cette occasion. Enfin, l'encyclopédie de la RSS du Kazakhstan de 1985<sup>558</sup> ne mentionne pas de ministère de l'Industrie pétrolière ou gazière dans la liste des ministères de la RSS. Cette liste comprend comme ministères fédéral-républicains de la RSS, entre autres, le ministère de la Géologie, celui de la Construction des entreprises de l'industrie lourde et le ministère de l'Énergie et de l'Électrification. Les deux principaux organes républicains qui jouent un rôle dans le développement de l'industrie pétrolière sont donc le Conseil des ministres de la république<sup>559</sup> et le ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS (qui est un ministère fédéral-républicain de la république, institué en 1956)<sup>560</sup>.

De nombreux témoignages écrits par des acteurs du secteur ou des chercheurs confirment cette absence. Les auteurs de l'ouvrage déjà cité sur l'histoire du pétrole de la région d'Aktûbinsk mentionnent à plusieurs reprises des échanges écrits entre des organisations pétrolières de la région et le ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS, mais jamais avec un ministère de cette industrie dans la RSS. De plus, le ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan dans les années 1970, Šahmardan Esenovič Esenov<sup>561</sup> atteste de la détention du pouvoir décisionnel par le Centre et par lui seul : « toutes les questions clés

---

<sup>555</sup> Recherches effectuées aux Archives présidentielles à Almaty, en avril 2009.

<sup>556</sup> Recherches effectuées aux Archives d'État de la région d'Aktûbinsk, en avril 2009.

<sup>557</sup> Archives d'État d'Aktûbinsk, Fonds du parti de la RSS kazakhe, fonds 13-P, opis' 47, delo 77., l. 5.

<sup>558</sup> Kozybaev Manaš Kabaševič, *Kazahskaâ SSR 4- tomnaâ ènciklopediâ*, Alma-Ata : Glavnaâ redakciâ Kazahskoj sovetskoj ènciklopedii, 1985, tome 1, p. 308.

<sup>559</sup> Conseil des ministres présidé par N. Nazarbaev de mars 1984 à juillet 1989.

<sup>560</sup> Soûzno-respublikanskoe ministerstvo geologii Kazahskoj SSR (Cf. Baânov E. B., Levčenko V. M., Sapargaliev M. S., Tuganbaev A. Š., *Upravlenie promyšlennost'û Kazahskoj SSR*, Alma-Ata : Izdatel'stvo Nauka Kazahskoj SSR, 1972, p. 15). Avant 1957, des ministères comme ceux de la métallurgie non ferreuse, des constructions des entreprises de la métallurgie et de l'industrie chimique, de la géologie et de la conservation du sous-sol (*ohrany neдр*) sont créés dans la RSS du Kazakhstan.

<sup>561</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

étaient étudiées en dehors des frontières de la république et étaient résolues par le Centre »<sup>562</sup> ; « Il n'y a pas jusqu'à aujourd'hui d'institution dans la république, responsable du secteur du pétrole et du gaz »<sup>563</sup>. Selon Nadir Nadirov, « avant la déclaration d'indépendance le 25 octobre 1991 (sic) et la fondation de la république souveraine du Kazakhstan, le secteur appartenait au système du ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS et était composé des entreprises Èmbaneft', Mangyşlakneft', Aktûbinskneft', ainsi que de Kazneftebitum, de deux organismes liés aux tubes d'évacuation et du trust Kazahgaz »<sup>564</sup>. « Les frontières étatiques des anciennes républiques soviétiques devenues indépendantes, ont morcelé l'industrie du pétrole qui ne formait qu'un seul et même organisme »<sup>565</sup>. En 1992, un géologue de Kazgeofizika<sup>566</sup> faisait le constat suivant : « Le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS n'existe plus. Diriger de nombreuses entreprises pétrolières et gazières, résoudre de nombreux problèmes épineux qui se sont accumulés pendant des années, tout cela, c'est à la république [du Kazakhstan] de le faire à présent<sup>567</sup> ». « Avant l'indépendance, le Kazakhstan ne possédait ni structure étatique ni d'un autre type dans le secteur des hydrocarbures »<sup>568</sup>. Enfin, l'ex-Premier ministre du Kazakhstan indépendant, I. N. Tasmagambetov<sup>569</sup>, signale explicitement l'absence de ministère de l'Industrie pétrolière dans la RSS du Kazakhstan, dans l'un de ses ouvrages<sup>570</sup> : « dans les années 1970, la direction de l'industrie pétrolière s'exerçait selon un schéma à trois niveaux : le ministère, l'union de production et l'entreprise. De plus, le ministère était fédéral uniquement, ce qui signifie que les unions, les directions étaient directement subordonnées au Centre (Moscou) ». Enfin, Krymbek Eleuovič Kuşerbaev, akim de l'oblast' de Mangistau, à partir de 2006, rappelle que « pendant toute la période soviétique, le secteur pétrolier du Kazakhstan, était entièrement dirigé par Moscou, puisqu'il n'y avait pas de ministère du pétrole et du gaz dans la RSS. Toutes les questions, qui allaient des domaines des finances, des projets, de la création et du

<sup>562</sup> Bajdosov Z. B., Sejttagambetov Ź. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 241.

<sup>563</sup> Esenov Š., Kurmanov S., O nefti, neftebiznese i kompetentnosti teh, kto imi zanimaetçâ, *Kazahstanskaâ Pravda*, 2 octobre 1991.

<sup>564</sup> Nadirov Nadir Karimovič, Konaev È. N., Novye strukturnye izmeneniâ v upravlenii neftegazodydovaûsim kompleksom Kazahstana, *Neft' i gaz*, 1998, n°4, p. 123.

<sup>565</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 24.

<sup>566</sup> Union de production créée en 1981 à Alma-Ata.

<sup>567</sup> Kurmanov S., *Neft' i gaz : buduşee Kazahstana*, *Mir delovyh lûdej*, 1992, p. 60.

<sup>568</sup> Bekenova L. I., Nacional'naâ kompaniâ : funkciï, struktura i problemy razvitiâ, *Vestnik Universiteta Turan*, 2000, 1-2 (6), p. 142.

<sup>569</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>570</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 54.

*fonctionnement des entreprises, des infrastructures, des nominations des dirigeants, étaient résolues par les ministères fédéraux*<sup>571</sup>».

Après la suppression des *sovnarhoz*, le soviet suprême de la RSS du Kazakhstan se base sur la loi fédérale du 2 octobre 1965 intitulée « Modifications du système de direction de l'industrie et transformation d'organes de la direction de l'État », pour modifier la direction de l'industrie de la république. Il instaure huit ministères fédéraux-républicains (dont aucun ne concerne les hydrocarbures) et transforme le comité de la géologie de la république (*Gosudarstvennyj proizvodstvennyj geologičeskij komitet respubliki*) en un ministère fédéral-républicain de la Géologie. Il demande au Conseil des ministres de la république d'examiner la question de la constitution d'organes de direction pour les industries du charbon, de la chimie et du pétrole<sup>572</sup>. Mais là encore, aucun témoignage ultérieur de l'existence d'un organe de direction pour le pétrole dans la RSS, n'a été trouvé. En ce début des années 1960, le membre du ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan, chargé de la supervision du secteur pétrolier est le vice-ministre de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS et ancien foreur Ūrij Vâčeslavovič Vadeckij. Ses successeurs seront Bakytžan Esengaliev, puis Halel Žagparovič Uzbekgaliev<sup>573</sup>. Il existe aussi un ministère républicain de la gestion du gaz dans la république (*respublikanskoe ministerstvo gazovogo hozâjstva*), chargé de la gestion du réseau de gazoducs de faible pression<sup>574</sup>. Le transit et les approvisionnements en gaz entre la RSS du Kazakhstan et les autres républiques sont assurés par les entreprises du ministère de l'Industrie gazière de l'URSS<sup>575</sup>.

L'absence de ministère républicain du pétrole dans la RSS du Kazakhstan peut être interprétée de deux façons différentes. Elle est le signe d'une production très peu importante par rapport au total produit en URSS, comme montré dans le chapitre précédent. Il convient de mentionner ici le fait que la part de la production de pétrole de l'Azerbaïdjan un peu avant la création du ministère du Pétrole dans cette RSS, en 1954, est de 39,1% dans le total soviétique, tandis que la part de la production de pétrole de la RSS du Kazakhstan n'était que

---

<sup>571</sup> Kušerbaev Krymbek, *Neft' Kazakhstana 20 let spustâ, Exclusive*, 4 octobre 2011.

<sup>572</sup> Baânov E. B., Levčenko V.M., Sapargaliev M. S., Tuganbaeva Š., *Upravlenie promyšlennost'û Kazahskoj SSR*, op. cit., p.15.

<sup>573</sup> Ahmetkaliev M, *Vospominaniâ veterana-neftânika, Neft' i gaz*, 1999, n°2, p. 20. Cf sa notice biographique en annexe.

<sup>574</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 60.

<sup>575</sup> Le tube « BGR-TBA » était géré par l'union *Uzbektransgaz* (Tachkent), le « Buhara-Ural » par *Uraltransgaz* (Sverdlovsk), le « Srednââ-Centr » par *Ūgtransgaz* (Saratov) et le « Orenburg-Novopskov » et le « Soûz » par *Orenburgtransgaz* (Orenburg). Source : Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 60.

de 2,8% en 1950. Elle peut être aussi le signe de la volonté du Centre de « garder la main » sur cette production, même si par ailleurs, la promotion des Kazakhs dans le secteur a été encouragée par les autorités centrales (Cf. chapitre VII).

Pour la RSS de Turkménie, les preuves de l'absence de ministère de l'Industrie pétrolière et / ou gazière sont moins nombreuses. En mai 1932, est constitué, dans la RSS de Turkménie, le Commissariat du peuple délégué à l'Industrie lourde. Il est supprimé en 1935<sup>576</sup>. Pour la période suivante, aucun ministère du pétrole ou du gaz n'a été identifié. Il faut signaler l'existence d'une direction, chargée de la géologie et de la protection du sous-sol auprès du Conseil des ministres de la RSS (*Upravlenie geologii i ohrany nedr pri Sovete ministrov TurkmSSR*) qui était aussi chargée de la formation et de la préparation du personnel<sup>577</sup> et à qui il sera reproché une indigénisation du secteur insuffisante<sup>578</sup>. L'un des principaux spécialistes turkmènes de ce secteur pour les années 1960 à 1980, A. A. Annaklyčev, affirme qu'après la suppression des *sovnarhoz*, la direction de l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie est assurée par le ministère fédéral (dont dépend directement *Turkmenneft'*)<sup>579</sup>.

Ni la RSS du Kazakhstan, ni celle de Turkménie n'a été donc dotée d'un ministère fédéral-républicain de l'industrie pétrolière et gazière, c'est-à-dire d'une « réplique » du ministère fédéral de l'industrie pétrolière et gazière, ni d'un ministère républicain. Avant le début des années 1970, cela peut s'expliquer par la faible part de la production des deux RSS dans le total soviétique. À partir de 1970, le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS devenant fédéral, il n'a pas de réplique dans les RSS. Quant au ministère de l'Industrie gazière qui est fédéral, il n'a donc lui non plus pas de réplique dans les RSS. Et c'est bien le ministère de l'Industrie du pétrole de l'URSS qui joue un rôle important notamment dans l'organisation des entreprises du secteur dans une république. Il est impliqué dans des décisions très locales, comme celle qui consiste à ordonner l'introduction de la Direction des transports techniques du gisement de Kenkiâk dans la société *Oktâbr'skoe Upravlenie tehnologičeskogo transporta* en novembre 1986<sup>580</sup>, prélude à la liquidation de *Kenkiâkneft'* et à son transfert à *Oktâbrskneft'*, en décembre 1986. Mais cette décision étant inadaptée aux besoins de

---

<sup>576</sup> Annaklyčev A. A., *Razvitie promyšlennosti Turkmenistana za gody Sovetskoj vlasti (1921-1937)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turmenskoj SSR, 1958, p. 108.

<sup>577</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 50. L'institution est ainsi orthographiée dans le texte de cet auteur.

<sup>578</sup> Ibid.

<sup>579</sup> Annaklyčev Aidogdy, Bajramov Dzhuma, *Razvitie promyšlennosti Sovetskogo Turkmenistana (1959-1975 gg.)*, op. cit., p. 30.

<sup>580</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 189.



l'exploitation, la Direction de *Kenkiâkneft'* sera rétablie par la suite<sup>581</sup>. Nombreux sont les décrets émanant du Centre afin de développer la production des hydrocarbures dans les deux RSS, comme celui du gouvernement de l'URSS du 10 mai 1951 concernant le pétrole de la RSS de Turkménie et qui souligne l'importance économique de l'exploitation des gisements de l'Ouest de la RSS pour l'augmentation du potentiel économique de l'URSS<sup>582</sup>. Ou encore comme le *postanovlenie* spécial du Conseil des ministres de l'URSS d'août 1952 pour renforcer l'exploration de la presqu'île de Čeleken<sup>583</sup>. Au tout début des années 1980, le Comité central du PCUS et le Conseil des ministres de l'URSS donnent le cadre général pour le développement de l'industrie pétrolière et gazière dans l'Ouest de la RSS du Kazakhstan dans un décret daté du 4 juin 1981.

Un ministère fédéral n'élabore pas les plans de développement d'un secteur relevant de ses compétences, sans tenir compte des propositions et des recommandations des organes républicains concernés et en premier lieu de celles du Conseil des ministres de la république. L'absence de ministère ne signifie pas donc pour autant qu'il n'y ait pas eu d'initiative locale dans le secteur, notamment au début des années 1980, lorsque les compétences locales sont davantage encouragées à exercer des activités à responsabilité de leur région. La documentation mobilisée pour ce travail confirme l'affirmation de A. Nove selon laquelle les républiques « aussi, comme les ministères, peuvent agir, et agissent, comme des groupes de pression ». En témoignent la décision d'augmenter la production à Nebit-Dag, adoptée lors de la deuxième session du Soviet suprême de la république en juillet 1939, au cours de laquelle s'exprime le député Hodža Sopyev<sup>584</sup> et, plus généralement, les nominations de nationaux précédemment cités à des postes à responsabilité à l'échelle de la RSS, et qui sont encouragées par le Centre, le refus de la part du Premier secrétaire D. A. Kunaev de voir des *rajon* de Mangyşlak transférés à la RSS de Turkménie, et enfin le développement du secteur de l'énergie en Asie centrale pendant la gestion territoriale par les *sovnarhoz*. Le paragraphe ci-dessous renforce encore cet aspect « groupe de pression » de la RSS du Kazakhstan, en apportant des exemples de constitution de structures pétrolières fortes et de cas de propositions émanant de la RSS du Kazakhstan. La question des relations entre les deux RSS et le Centre et celle du rôle du parti dans le secteur des hydrocarbures seront plus largement abordée dans les chapitres VI et VIII, où il apparaît que des comités régionaux du parti, dans

---

<sup>581</sup> Ibid., p.191.

<sup>582</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû nefânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 19.

<sup>583</sup> Ibid., p. 20.

<sup>584</sup> Karryev A., *Istoriâ turkmenskoj SSR. Tom II, April' 1917-1957 gg.*, op. cit., p. 440.

la RSS de Turkménie, s'organisent pour obtenir le développement d'infrastructures nécessaires et que l'administration territoriale mise en place par l'État soviétique s'est transformée en clientélisme politique.

Aucun organigramme regroupant toutes les entreprises et différents trusts rencontrés dans la littérature sur la RSS du Kazakhstan et de Turkménie n'ayant été trouvé, ce travail en présente un pour les entreprises du secteur des hydrocarbures des deux RSS. Il n'est pas exhaustif et pourra être complété dans le cadre de recherches ultérieures. Retracer la succession de ces entités et établir ainsi une « fiche d'identité » de groupes de pression potentiel fait l'objet des paragraphes ci-dessous.

L'une des embûches à ce travail de collecte et d'ordonnancement, est l'emploi du même nom pour différentes entreprises, à différentes époques. Cette réitération de noms, dans le temps, accentue la perception d'une continuité de l'histoire du secteur des hydrocarbures depuis 1920.

### **III. *Les institutions de la production des hydrocarbures dans la RSS du Kazakhstan***

En 1956, la RSS du Kazakhstan comptait, dans le secteur des hydrocarbures, les trusts suivants : *Aktûbneft'*, *Èmbaneft'*, *Kaznefterazvedka*, *Kazahstanneft'*, *Aktobenefterazvedka*, *Kazahstanneftestroj*, *Kazahstannefterazvedka*. Ils sont décrits ci-dessous par ordre chronologique de création.

Après la suppression des *sovnarhoz* en 1965, est instaurée l'union de l'industrie de production de pétrole de la république du Kazakhstan (*Ob''edinenie neftedobyvaûšej promyšlennosti KazSSR*, qui n'apparaît que très peu par la suite dans les sources consultées). Cette structure supervise les entreprises comme *Èmbaneft'*, *Mangyšlakneft'* ainsi que la gestion des principaux tubes. Étant donné que le responsable de cette union, qui était Safi Utebaev, faisait partie du Conseil des ministres, il avait, de fait, le rang de ministre. Il répondait devant le Conseil des ministres de la république et le ministère fédéral concerné<sup>585</sup>, c'est-à-dire le ministère des Industries extractives du pétrole.

#### **III. A. Les institutions de la prospection géologique**

Dans ce domaine de la prospection aussi, retracer la succession des entités n'est pas aisée, et toujours en raison de la reprise des mêmes noms pour des organismes différents. Mais ses

---

<sup>585</sup> Aşimbaev D, *Vlast', neft' i sobstvennost'*, op. cit.

structures institutionnelles permettent de porter un regard différent sur les rapports « Centre / périphérie ».

Les travaux d'exploration géologique à Èmba, dans les années 1920, sont supervisés directement par le comité géologique de la Direction principale pour les combustibles (miniers) du VSNKh de l'URSS<sup>586</sup>. Les travaux d'exploration menés par le trust *Èmbaneft'* dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk, au cours des années 1925-1926, donnent une impulsion au secteur pétrolier dans l'Ouest de la RSS du Kazakhstan. Dans ce cadre, est formé un nouveau trust territorial, nommé *Aktobenefterazvedka*, puis un deuxième, *Kaznefterazvedka*, dans la ville de Gur'ev. Ces structures se spécialisent ensuite, l'une étant chargée de l'exploitation, l'autre de l'exploration. En janvier 1944, le vice-président du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, M. Subarov annonce<sup>587</sup> la création de la Direction géologique du Kazakhstan occidental (*Zapadno-Kazahstanskoe geologičeskoe Upravlenie*) à Aktûbinsk. Le trust *Kazahstanefterazvedka* qui avait été créé en 1943, devient la Direction géologique pour l'Ouest du Kazakhstan (*Zapadno-Kazahstanskoe geologičeskoe Upravlenie*) du ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la république du Kazakhstan, en 1958<sup>588</sup> (deux sources sont ici incohérentes entre elles, concernant la création de la Direction géologique du Kazakhstan occidental, à moins qu'il ne s'agisse de deux organismes différents). Il est renommé *Kazneftegazrazvedka* en 1972, puis *Kazneftegazgeologiâ* en 1980, et enfin *Gur'evneftegazgeologiâ* en 1981.

L'émiettement montré par T. Gustafson au niveau fédéral se retrouve au niveau de la RSS du Kazakhstan. Il aurait, jusque dans les années 1970, empêché une bonne estimation des réserves de pétrole dans l'Ouest kazakh. Si le plan de forage pour le gisement de Kenkiâk n'est pas rempli, la raison principale en incombe, selon les auteurs de l'histoire du pétrole d'Aktûbinsk, à un problème de direction insuffisamment centralisée : l'exploration relève à la fois de *Kazneftegazrazvedka* et de l'union *Èmbaneft'*<sup>589</sup>. L'expédition du Nord caspien (*severo-kaspijskaâ èkspediciâ*) qui prospecte notamment à Kenkiâk, est basée à Urasl'k. Elle a un plan

---

<sup>586</sup> Bajdosov Z. B., Sejttagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 8.

<sup>587</sup> Ibid., p. 240-241.

<sup>588</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 142 ; Adaev Ž., Nurbaev Z. [et al.], *Neftânaâ ènciklopediâ Kazahstana*, op. cit., p. 366.

<sup>589</sup> Bajdosov Z. B., Sejttagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 183.

de forage pour un certain nombre de sites mais elle n'est pas responsable de la hausse des réserves de pétrole<sup>590</sup>.

### III. B. Èmbaneft'

En 1920, c'est à Moscou qu'est créée la Direction des exploitations pétrolières du *rajon* Ural-Èmba (*Upravlenie nefîtânymi promyslami*), à partir des entreprises nationalisées. Elle est transformée en 1922 en trust Èmbaneft'. Au 1<sup>er</sup> octobre 1922, ce trust employait 2 275 personnes dont 1 942 ouvriers et 503 d'entre eux étaient qualifiés (soit 25,9%). Le nombre total d'employés de ce trust Èmbaneft' croît de 3 120 personnes en 1928-1929 à 8 114 en 1935. En avril 1928, le comité du *kraj* kazakh du parti communiste<sup>591</sup> décide, lors de son deuxième plénum, de rapprocher la direction moscovite du trust Èmbaneft' des lieux d'exploitation. C'est par un décret du VSNKh daté d'août 1929, qu'est transférée à Gur'ev<sup>592</sup> la direction du trust Èmbaneft'. Le responsable du trust devient Âkov Vasil'evič Lavrent'ev<sup>593</sup>, élève de I. M. Gubkin. Et c'est donc de Gur'ev que relèvent directement les directions de chaque exploitation. Mais, en 1940, le trust Èmbaneft' est transformé en *Kazahstanneftekombinat* (ou kombinat *Kazahstanneft'*). Il est un des sept *kombinat* relevant du Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS (ou *Narkomneft'*, créé en 1939). En prolongement de cette étude, une recherche pourrait être menée afin de déterminer précisément dans quelles mesures l'entité *Kazahstanneftekombinat* était un rouage de la compétition entre RSS et concourait aux actions de la RSS du Kazakhstan comme « groupe de pression » vis-à-vis du Centre.

---

<sup>590</sup> Ibid., p. 155.

<sup>591</sup> Le Premier secrétaire du comité du *kraj* kazakh du parti communiste [Kazkrajkom VKP (b)] est le Russe Filipp Isaevič Gološëkin de septembre 1925 à janvier 1933. Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>592</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem nefîtânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 59.

<sup>593</sup> Cf. sa notice biographique en annexe. Il est l'auteur de *Nefîtânaâ Èmba*, Alma-Ata : Moskva : Kazakstan, kraev. Izd.-vo, 1935, 41 p.

**Tableau N°4 : Évolution d'Èmbaneft' (rajon Ural-Èmba, puis oblast' de Gur'ev)**

	Tutelle	Nom de l'entreprise	Directions	Exploitations / Gisements
1920	(VSNKh)	Direction des exploitations pétrolières du rajon Ural-Èmba (basée à Moscou)	Dossorneft'	Dossor, Makat, Bajčunas (1930), Karsak, Martyši, Iskine (1932) Sagiz (1931), Koškar, Komsomol'skij Kenkiâk, Šubarkuduk (1931), Žaksymaj Kul'sary (1937), Kosčagyl, Munajly Prorva, Karaton, Teren'uzûk
1922 (ou 1923) - 1940		trust Èmbaneft' (à Gur'ev à partir de 1929)	Makatneft' Kenkiâkneft' / Kenkiâk (créée en 1966)	
1940-1945		Kazahstanneftekombinat	Kul'saryneft'	
1945-1965		Kazahstanneft'	Prorvaneft'	
1965-1970		Kombinat Èmbaneft'		
1970-1975		Union Èmbaneft'		
1975-1993	Tutelle fédérale	Union de production Èmbaneft'		

Sources : KazMunajGaz, *Informacionnyj memorandum*, décembre 2004, [www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7\\_2004.pdf](http://www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7_2004.pdf) ; Šaukenbaev T., *Ekonomika neftânoj promyšlennosti Kaz*, Izd. Kazahstan, Alma-Ata, 1974, p. 130 ; postanovlenie sovmina SSSR ot 23.08.1974 N° 661 o general'noj sheme upravleniâ neftânoj promyšlennosti.

### III. C. Aktûbneft'

Afin de développer l'exploitation des champs situés plus au Nord-Est de la région d'Èmba et d'améliorer la direction des exploitations de ses zones méridionales, le Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS décide, en décembre 1936<sup>594</sup>, de transférer la gestion des exploitations du *rajon* de Temir - rôle détenu jusqu'alors par *Èmbaneft'* - à un nouveau trust. C'est ainsi qu'est constitué « *Aktûbneft'* », en 1937, dans la ville de Temir, sur ordre (*prikaz*) du Commissariat du peuple à l'industrie lourde de l'URSS, alors chapeauté par le géorgien S. Ordjonikidze. *Aktûbneft'* est un trust fédéral (*Gosudarstvennyj suûznyj trest*) géré par la Direction principale de l'industrie extractive du Commissariat du Peuple à l'Industrie lourde de l'URSS (*Glavneftedobyča*)<sup>595</sup>. Et c'est le directeur du trust *Èmbaneft'* Â. V. Lavrent'ev qui est nommé responsable du trust *Aktûbneft'*. Il occupera ce poste de 1936 à mai 1938, date de son arrestation par le NKVD.

Le trust *Aktûbneft'* se compose alors de six entités (ateliers [*ceh*], laboratoires...), dont les deux exploitations de Šubarkuduk et de Žaksymaj. En 1942, le trust voit le nombre de ses entités augmenter et il passe sous la *gestion de Kazahstanneftekombinat*<sup>596</sup> (anciennement *Èmbaneft'*). Le très vaste territoire qu'il couvre est limité au Nord par l'*oblast'* d'Orenbourg et au Sud-Est, par la Karakalpakie<sup>597</sup>. En 1946, le Comité central du PC de la RSS du Kazakhstan ainsi que l'*obkom* du parti pour le trust *Aktûbneft'* œuvrent pour que le trust devienne un organisme indépendant, sous l'autorité directe de *Glavvostokneftedobyča* qui est un département du Commissariat (puis ministère) du peuple à l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS. Ce qui facilite son approvisionnement en équipements et l'aménagement des gisements<sup>598</sup>. Les années 1937 — 1949 sont une période clé pour le développement de l'industrie pétrolière de la région d'Aktûbinsk avec la découverte des principaux gisements de la région Sud-Èmba<sup>599</sup>. À la sortie de la Seconde Guerre mondiale, le 5<sup>ème</sup> plan quinquennal (1946-1950) fixe au *rajon* d'Èmba des objectifs de production de 1,2 million de tonnes de pétrole en 1950 (la production effective sera de 1,059 million de tonnes,

---

<sup>594</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 63.

<sup>595</sup> Ibid., p. 246.

<sup>596</sup> Suûndikova K., Predislovie k fondu N°1534 tresta « Aktûbnefterazvedka » Ministerstva Geologii i ohrany neдр Kaz.SSR, p. 2. (Archives d'État d'Aktûbinsk).

<sup>597</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 250.

<sup>598</sup> Ibid., p. 83 et 84.

<sup>599</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 90.

soit la production totale de la RSS et 2,8% de la production totale de l'URSS<sup>600</sup>). Afin d'atteindre ces objectifs, sont créés les trusts *Aktûbnefterazvedka* qui émane de la réorganisation du trust d'*Aktûbneft'*.

### III. C. 1. Aktûbnefterazvedka

Un ordre (*prikaz*) du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS et un décret du Conseil des ministres de l'URSS, datés du mois d'octobre 1950, réorganisent le trust *Aktûbneft'* en *Aktûbnefterazvedka* qui est directement subordonné à la *Glavnefterazvedka* du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS<sup>601</sup>. *Aktûbnefterazvedka* est une entité autonome (*samosostoâtel'naâ hozrasčetnaâ edinica*)<sup>602</sup> qui produit du pétrole et constituée de neuf entreprises ayant chacune leur comptabilité (*samostoâtel'nyj balans*). Dans ces années 1950, les deux principaux gisements de production de *Aktûbnefterazvedka* sont, comme pour son prédécesseur *Aktûbneft'*, Šubarkuduk et Žaksymaj<sup>603</sup>. Les relations de subordination du trust *Aktûbnefterazvedka* se modifient en 1957, avec la création du *sovnarhoz* du *rajon* d'Aktûbinsk, car il passe sous la subordination du ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan, sur décret du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan du 27 juin 1957<sup>604</sup>. Son responsable, l'ingénieur et le géologue en chef sont nommés par ce ministère<sup>605</sup>. Suite à la découverte du gisement de Kenkiâk, le décret du 18 novembre 1959 émanant du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan, le Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan et le ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS kazakhe décrètent respectivement le 18 novembre 1959 et le 9 décembre 1959, la séparation de *Aktûbnefterazvedka* de la Direction géologique pour l'Ouest kazakh et sa subordination directe au ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS kazakhe<sup>606</sup>. Il est alors chargé d'effectuer des travaux de prospection de gisements de gaz et de pétrole<sup>607</sup> et il ne produirait apparemment plus d'hydrocarbures. Son statut est entériné par un décret du Conseil des ministres de la RSS. Ce changement de statut en 1959 relaté par les quatre auteurs de l'histoire du pétrole d'Aktûbinsk n'apparaît pas clairement puisque c'est

<sup>600</sup> Šaukenbaev T., *Èkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 35.

<sup>601</sup> Suûndikova K., Predislovie k fondu N°1534 tresta « Aktûbnefterazvedka », op. cit., p. 2.

<sup>602</sup> Ibid.

<sup>603</sup> Les deux gisements sont exploités sous la même appellation de Šubarkuduk à partir de juin 1951. (Cf. Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 177.)

<sup>604</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 141.

<sup>605</sup> Suûndikova K., Predislovie k fondu N°1534 tresta « Aktûbnefterazvedka », op. cit., p. 2.

<sup>606</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 516. ; Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 149.

<sup>607</sup> Suûndikova K., Predislovie k fondu N°1534 tresta « Aktûbnefterazvedka », op. cit., p. 2.

toujours le ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan qui est la tutelle d'*Aktûbnefterazvedka*. En revanche, le changement de tutelle en 1957, avec la création du *sovnarhoz* déjà signalée, est lui très net puisque le trust passe d'une tutelle fédérale à une tutelle républicaine, ce qui est cohérent avec l'hypothèse émise plus haut selon laquelle le ministère de la Géologie de la RSS est conservé. Les activités d'exploration et de prospection relèvent donc alors de la RSS.

### III. C. 2. Aktûbinskneft'

Afin de préparer l'exploitation du champ de Žanažol, le ministère de l'industrie pétrolière de l'URSS<sup>608</sup> instaure la direction *Oktâbrskneft'*, dirigée par F. A. Garipov, par un décret du 10 mars 1981. Ce même décret<sup>609</sup> fonde l'union de production *Aktûbinskneft'*. Basée à Aktûbinsk, elle est placée sous la responsabilité directe de ce ministère. Les activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz de l'union *Aktûbinskneft'* sont définies par le décret du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 4 juin 1981<sup>610</sup>. Ce texte détermine, entre autres, les livraisons (*transportirovka*) en grande quantité du pétrole de Žanažol vers les autres régions de la république et de l'URSS. Le directeur général de l'union de production *Aktûbinskneft'* est B. V. Sviridov. Cette union remplit aussi les fonctions de coordinateur pour la construction d'installations de surface sur les gisements de Kenkiâk et de Žanažol<sup>611</sup>. L'union de production *Aktûbinskneft'* regroupe alors les directions (*neftegazodobyvašee upravlenie*) *Kenkiâkneft'*, *Oktâbrskneft'*, *Kenkiâskoe UTT* (direction des transports) et le trust *Ėmbaneftestroj* ainsi que la base des services techniques de *Žaksymaj*<sup>612</sup>.

En 1985, le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS donne des instructions à l'union de production *Aktûbinskneft'* pour élaborer de concert avec l'institut *Giprovestokneft'*<sup>613</sup> des propositions afin d'utiliser le gaz associé sur le gisement de Žanažol. En 1986, c'est encore le

---

<sup>608</sup>Selon l'un des auteurs de l'ouvrage sur l'histoire du pétrole de la région d'Aktûbinsk, l'historienne G. S. Sultangalieva, rencontrée à Aktûbinsk en avril 2009, la mention « ministère de l'industrie pétrolière » seule fait référence au ministère de l'URSS. Le document est effectivement signé du ministre de l'industrie pétrolière de l'URSS, N.A. Mal'cev.

<sup>609</sup>Le document est reproduit dans l'ouvrage de Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 335.

<sup>610</sup>Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p.168.

<sup>611</sup>Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 564.

<sup>612</sup>Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 365.

<sup>613</sup>L'institut *Giprovestokneft'* est créé par le décret du Conseil des ministres de l'URSS daté du 13 août 1946 et sur ordre du ministère de l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS du 24 août 1946. Il dépend directement de la Direction de la construction du ministère de l'industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS.



ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS qui, dans son ordre (*prikaz*) du 2 décembre<sup>614</sup>, réorganise les structures de direction de l'industrie pétrolière de l'*oblast'* d'Aktûbinsk. Cette rationalisation permet à *Aktûbinskneft'* de remplir un rôle de coordonnateur de l'exploitation des gisements de l'*oblast'* d'Aktûbinsk. L'augmentation de la production d'hydrocarbures nécessite toujours de nouvelles réorganisations d'entreprises et de services. Face à ces besoins, l'union de production *Aktûbinskneft'* s'adresse à son ministère de tutelle, c'est-à-dire au ministère fédéral de l'Industrie pétrolière. En réponse, celui-ci émet un ordre (*prikaz*)<sup>615</sup> en septembre 1987 qui fait entrer de nouvelles entités dans le giron d'*Aktûbinskneft'*. Cet ordre mentionne à plusieurs reprises le fait qu'il adopte les propositions qui lui ont été faites par l'union de production. Le circuit de la prise de décision semble donc être, au cours de cette période de *Perestroïka* à l'échelle de l'URSS, un aller et retour entre d'une part les organisations républicaines et les organes du PC de la république, qui sont des « forces de propositions », et d'autre part le ministère fédéral qui les entérine.

---

<sup>614</sup> Le document est reproduit dans l'ouvrage de Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ nefť : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 341.

<sup>615</sup> Le document est reproduit dans l'ouvrage de Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ nefť : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 343.

**Tableau N°5 : Évolution du trust Aktûbneft'**

	Tutelle	Nom	Directions ou entreprises	Exploitations / Gisements
1936	Création du trust	Direction du rajon de Temir au sein du trust Èmbaneft'		Šbarkuduk, Žaksymaj Žanažol
1937-1949	Direction principale de l'industrie extractive du Commissariat du Peuple à l'Industrie lourde de l'URSS ( <i>Glavneftedobyča</i> ) puis à partir de 1942 <i>Kazahstanneftekombinat</i> (anciennement Èmbaneft') puis à partir de 1946 <i>Glavvostokneftedobyča</i> qui est un département du commissariat (puis ministère de) du peuple à l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS	Trust Aktûbneft' (à Temir)		
Novembre 1950-1980	Directement subordonné à la <i>Glavnefterazvedka</i> du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS, puis à partir de 1957 ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan	Trust Aktûbnefterazvedka		
1981-1992	ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS	Union de production Aktûbinskneft'	Kenkiâkneft', Oktâbrskneft'	

### III. D. Mangyşlakneftegazrazvedka

Le trust *Mangyşlakneftegazrazvedka* est organisé, en 1957, au sein de l'union *Kazahstanneft'*, et à sa demande. Puis il passe sous la coupe de la Direction de la géologie pour l'Ouest du Kazakhstan dès 1958<sup>616</sup>. Basé tout d'abord à Fort-Ševčenko, il s'installe en 1962, à Eralievo, c'est-à-dire à proximité des champs de Žetybaj et d'Uzen' (60-90 kilomètres au lieu de 200-250 km pour Fort-Ševčenko). C'est le VSNKh<sup>617</sup> qui ordonne au ministère de la Géologie et de la Protection du sous-sol de la RSS du Kazakhstan et à d'autres administrations et organisations fédérales concernées, de lancer l'exploitation de ces deux champs en 1965. En tout, 33 instituts soviétiques (du Tatarstan, d'Azerbaïdjan, de Grozny...) travaillent dans la région pour y réaliser des travaux de construction, sous la férule de l'Institut scientifique et de recherche du pétrole de l'URSS (*vsesoûznyj naučno-issledovatel'skij institut nefti*)<sup>618</sup>.

### III. E. Mangyşlakneft'

Rappelons que c'est suite aux découvertes des années 1960 (dont celles des gisements de Žetybaj et d'Uzen', en 1961), que l'union *Mangyşlakneft'* est créée par décret du *sovnarhoz* du Kazakhstan occidental, en 1964 (ou novembre 1963), c'est-à-dire quand les *sovnarhoz* sont en place. En 1965, cette union organise une nouvelle série de recherches dans le cadre de l'exploration de la région méridionale de Mangyşlak (*Ūžno Mangyşlakskaâ neftegazrazvedočnaâ èkspediciâ*). La rentabilité de l'exploration est importante<sup>619</sup>.

Le coût unitaire en main d'œuvre, élevé dans les années 1960 pour *Mangyşlakneft'*, baisse et en 1971, il est inférieur à celui de la moyenne du secteur<sup>620</sup>. En 1965, l'union *Mangyşlakneft'* est transformée en l'union *Kazahstanneft'* à laquelle sont transférées toutes les entreprises du secteur pétrolier de la RSS dont le kombinat *Èmbaneft'*<sup>621</sup>.

En 1985, la direction *Uzen'neft'* de *Mangyşlakneft'* produit 75% du pétrole de cette union<sup>622</sup>.

---

<sup>616</sup> Šaukenbaev T., *Èkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 107.

<sup>617</sup> Le VSNKh est « ressuscité » en février 1963 par N. Khrouchtchev afin de seconder le Gosplan de l'URSS pour coordonner l'économie soviétique, dont les institutions sont bousculées par le Premier secrétaire du PCUS.

<sup>618</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 152.

<sup>619</sup> Cf. Les différences inter-régionales des coûts de production des hydrocarbures dans les deux RSS, chapitre IV.

<sup>620</sup> Šaukenbaev T., *Èkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 126.

<sup>621</sup> Ibid., p. 109.

<sup>622</sup> Esmagambetov K., *Mangyşlakneft'*, In *Kazahskaâ SSR, kratkaâ Ènciklopediâ*, tom 2, Alma-Ata : 1988, p. 323.

**Tableau N°6 : Évolution de l'union Mangyşlakneft'**

Année	Tutelle	Nom	Directions ou entreprises	Exploitations / Gisements
1963 (création)	fédérale	Mangyşlakneft'	Quatre directions d'exploitation dont Uzen'neft'	Žetybaj
				Kalamkas
			Trois directions de forage	Karažanbas
			KazNIPIneft' Trust Mangyşlakneftgeofizika	Tasbulat
				Tenge
			Unités de transport et de construction	Aktas
				Asar
			Ojmaša	

Source : Esmagambetov K., Mangyşlakneft', In *Kazahskaâ SSR, kratkaâ Ėnciklopediâ*, tom 2, Alma-Ata, 1988, p. 323.

### III. F. Kazahstanneft'

Divers auteurs kazakhstanais fournissent des dates incohérentes quant à l'existence de l'union *Kazahstanneft'*. En retracer l'histoire et notamment celle de ses dirigeants s'avère un exercice complexe. Elle est créée en 1945, transformée en 1965, puis divisée en *Ėmbaneft'* et *Mangyşlakneft'*<sup>623</sup>.

### III. G. L'union de production Kazahgaz

*Kazahgaz* est créée en janvier 1985 avec à sa tête Veniamin Novikov, pour exploiter le champ de Karačaganak. Elle est une partie de l'union de production *Orenburggazprom* (elle-même créée au début des années 1970) qui dépend du ministère fédéral de l'Industrie gazière.

### III. H. Les raffineries de Gur'ev, de Pavlodar et de Ćimkent

La RSS du Kazakhstan est dotée de trois raffineries à Gur'ev, Pavlodar et Ćimkent. Celle de Gur'ev a été construite pendant la Seconde Guerre mondiale à l'aide d'équipements importés de l'entreprise américaine « *Badger and sons* » dans le cadre du *Lend lease Agreement*, comme noté dans le chapitre I. Mise en exploitation au début 1945<sup>624</sup>, elle est la plus ancienne et elle est la seule à avoir été pensée pour raffiner du pétrole de la RSS du Kazakhstan<sup>625</sup>. Les deux autres l'ont été pour raffiner du pétrole de Sibérie occidentale.

<sup>623</sup> Šaukenbaev T., *Ėkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 127.

<sup>624</sup> Nadirov Nadir Karimovič, *Neft' : včera, segodniâ, zavtra*, op. cit., p. 135 et 140.

<sup>625</sup> Davletgalieva Anel', *Zavod N°441, Kontinent*, 1-14 septembre 1999, n°4.

La construction de la raffinerie de Pavlodar débute en 1971 après une lente maturation du projet par l'institut fédéral *Giproneftezavody*, et qui est finalement entériné par le décret du Conseil des ministres de l'URSS du 31 mars 1970. Elle est achevée en 1978. Sa capacité est alors de 12 millions de tonnes de pétrole provenant de Sibérie occidentale par l'oléoduc Omsk-Pavlodar<sup>626</sup>. La plus récente est celle de Čimkent, érigée en 1985. Elles ont donc toutes trois été pensées et édifiées à l'époque soviétique. Leur implantation, respectivement à l'Ouest, au Nord-Est et au Sud de ce territoire, s'explique par deux facteurs. Le premier est leur proximité avec des oléoducs et le second est un principe d'ordre géographique, indépendamment de la subordination républicaine. Il s'agissait ainsi pour la raffinerie de Pavlodar d'assurer l'approvisionnement des *oblast'* Nord de la RSS du Kazakhstan et des *oblast'* occidentaux de la RSFSR, tandis que celle de Čimkent devait fournir le Sud de la RSS du Kazakhstan ainsi que l'*oblast'* de Tachkent dans la RSS d'Ouzbékistan. Les *oblast'* centraux et du Nord de la RSS du Kazakhstan étaient, eux, approvisionnés par des raffineries de la RSFSR.

#### **IV. L'organisation de la production dans la RSS de Turkménie**

La fondation d'entreprises pétrolières dans la RSS de Turkménie a lieu quelques années plus tard que dans celle du Kazakhstan. Aucune trace de ministère républicain de la Géologie n'a été trouvée pour la RSS de Turkménie. En revanche, la biographie de Vladimir V. Semenovič<sup>627</sup> permet d'attester de l'existence d'une Direction de la Géologie et de la Protection du sous-sol auprès du Conseil des ministres de la RSS de Turkménie, à la fin des années cinquante et au début des années soixante, c'est-à-dire pendant le fonctionnement du *sovnarhoz* dans la RSS.

##### **IV. A. Turkmenneft'**

La toute jeune RSS de Turkménie voit la création du trust *Turkmenneft'* en 1925 par le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS (*Narkomneft'*), à Čeleken où sont localisés alors les principaux gisements de pétrole. Sa production est de 8 800 tonnes en 1929<sup>628</sup>. Il compte 250 ouvriers. Le trust est très rapidement déficitaire puisque ses recettes se montent à 650 000 roubles et ses dépenses à 750 000 roubles. Ses dettes s'élèvent alors à 74 000 roubles dont 30 000 roubles dus au VSNKh. Mais il comptabilise aussi 22 000 roubles de

---

<sup>626</sup> Site de la raffinerie, <http://pavneftzavod.kz/history.html>.

<sup>627</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>628</sup> Vasânin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologopoiskovykh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliky v gody pâtiletki*, op. cit., p. 3.

créances<sup>629</sup> (*veksel'noe obâzate'stvo*). Les exploitations de Čeleken sont déficitaires en 1926, car toute la production de pétrole turkmène est alors évacuée par chemin de fer à un prix inférieur à son prix de revient<sup>630</sup>. Rappelons ici qu'avant la Première guerre, la société des Frères Nobel (*Tovaričestvo brat'ev Nobel'*) y prospérait (Cf. le chapitre introductif à la première partie).

Un protocole, signé du Président du Conseil des commissaires du peuple de la RSS de Turkménie Kajgysyz Serdarovič Atabaev<sup>631</sup> et daté du 9 septembre 1926, demande au VSNKh de trouver des formes d'exploitation plus rationnelles du gisement de Čeleken, de construire une raffinerie et d'élaborer des solutions pour utiliser le gaz obtenu sur les exploitations. À partir de juillet 1930, *Turkmenneft'*, chargé essentiellement de l'exploration et du forage<sup>632</sup>, et dirigé par l'union (fédérale) *Soûzneft'*<sup>633</sup> chapeaute toutes les exploitations pétrolières. Après la découverte du gisement de Kum-Dag, *Turkmenneft'* est transformé en une union fédérale en 1949 et dépendra directement du ministère fédéral, dans les années 1960 et début 1970 (il ne fait pas partie d'un *kombinat*<sup>634</sup>). À la fin des années 1940, sont créés les trusts *Nebit-Dagneft'*, *Turkmennefterazvedka* (avec trois bureaux de forage) et *Turkmenneftestroj*<sup>635</sup>.

---

<sup>629</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 36.

<sup>630</sup> Ibid.

<sup>631</sup> Cf. notice biographique en annexe.

<sup>632</sup> Vasânin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologoposkovykh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliky v gody pâtiletki*, op. cit., p. 6.

<sup>633</sup> Ibid.

<sup>634</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 219.

<sup>635</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 19.

**Tableau N°7: Évolution de Turkmenneft'**

	Tutelle	Nom de l'entreprise	Exploitations / Gisements
1925		Création du trust Turkmenneft' par le Narkomneft'	Čeleken
Juillet 1930	Soûzneft'	Trust Turkmenneft'	Kum-Dag Nebit-Dag
1949		Union de production Turkmenneft'	
Début 1950	ministère fédéral dans les années 1960-1970	Kombinat Turkmenneft' qui comprend les trusts suivants <sup>636</sup> :  Nebit-Dagneft' (production)  Kum-Dagneft' (production)  Čelekenneft' (production)  Turkmennefterazvedka (prospection et exploration de pétrole)  Turkmenburneft' (développement du forage)  Turkmenneftestroj (construction des installations pétrolières et des logements d'ouvriers)  Turkmenneftezavody (raffineries de pétrole)	
Années 1970	ministère fédéral	Turkmennefterazvedka (trust)	

#### IV. B. Les raffineries de la RSS de Turkménie

Avant la construction de la raffinerie de Krasnovodsk c'est-à-dire jusqu'en 1943, le pétrole turkmène était transformé hors de la république de Turkménie (à Bakou, Grozny...).

Dès la fin des années 1950, la RSS de Turkménie produit plus de pétrole qu'elle ne peut en raffiner et aussi plus de produits pétroliers qu'elle n'en consomme<sup>637</sup>. Toutefois, la demande en produits pétroliers augmente en raison du développement de la mécanisation dans le secteur agricole et des transports. Pendant le 7<sup>ème</sup> plan (1959-1965), la capacité de la raffinerie de Krasnovodsk est multipliée par 1,5<sup>638</sup>. Outre la raffinerie de Krasnovodsk qui traite la majeure partie du pétrole turkmène, la RSS de Turkménie possède celle de Sejdi / Čardžou, proche de la frontière avec l'Ouzbékistan dont la construction commencée en 1971 ne s'est

<sup>636</sup> Turkmenistan : Development of the oilfields, *Central Asian Review*, 1954, vol. II, n°2, p. 160.

<sup>637</sup> Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letiû Sovetskoj vlasti, op. cit., p. 31. ; Bogoslovskij Konstantin Nikolaevič, Lordkipanidze Georgij Aleksandrovič, Novikov Leonid Dmitrievič, *Ėkonomika Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 18.

<sup>638</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 141. Je n'ai pas trouvé les chiffres de la production de produits raffinés par la RSS.

achevée qu'en 1991. Elles sont sous tutelle fédérale. D'après le décret du Conseil des ministres de l'URSS du 12 mai 1968, les raffineries sont sous la tutelle du ministère de l'Industrie du raffinage et de la Chimie du pétrole<sup>639</sup> qui est fédéral-républicain. Il est probable que la RSS de Turkménie n'a pas été dotée d'un ministère fédéral-républicain de la Chimie et de l'Industrie du raffinage. Dans le cas de la RSS du Kazakhstan, aucun ministère de ce type ne figure dans l'encyclopédie de la RSS du Kazakhstan de 1985.

#### IV. C. Turkmengazprom

La fondation de l'union *Turkmengazprom* est consécutive à la découverte du gisement gazier d'Açak en février 1966 dans le Nord-Est de la RSS<sup>640</sup>. L'union est réorganisée en union industrielle fédérale (*Vsesoûznoe promyšlennoe ob"edinenie, VPO*)<sup>641</sup>, conformément au schéma général de la direction de l'industrie gazière, entériné par le décret du Conseil des ministres de l'URSS du 1<sup>er</sup> juillet 1973 (ou conformément au schéma général de direction de l'industrie gazière du 21 octobre 1974, selon une autre source<sup>642</sup>). Et lorsque le trust *Turkmengazrazvedka* est supprimé, les entreprises de forage sont placées sous la tutelle directe de l'union *Turkmengazprom* et le trust *Turkmengazpromstroj* est créé<sup>643</sup>. Dès le début des années 1970, une trop forte centralisation est dénoncée par des économistes de la RSS de Turkménie, qui critiquent le système de récompenses pour la promotion des innovations technologiques : le fonds centralisé, créé pour ces récompenses, n'est utilisé que sur ordre du ministère (les auteurs ne précisent pas lequel). Ces auteurs estiment que les décisions doivent et peuvent être prises sur les gisements<sup>644</sup>.

À la veille de la disparition de l'URSS, deux responsables du secteur gazier turkmène se prononçaient pour la création d'un *koncern* indépendant (*Turkmenneftegazprom*), composé des filiales *Turkmenneft'*, *Turkmengeologiâ* et *Turkmengazprom*. Il se serait agi de faire passer le secteur gazier sous la direction de la république, en la soustrayant à *Gazprom*. D'autres spécialistes, nombreux, n'étaient pas de cet avis, arguant du fait que la « souveraineté » du

---

<sup>639</sup> Le ministère de l'Industrie du raffinage et de la Chimie du pétrole est fondé en octobre 1965 et transformé en ministère de la Chimie et de l'Industrie du raffinage en juin 1989.

<sup>640</sup> Razvitie gazovoj promyšlennosti vostočnogo Turkmenistana, op. cit., p. 70.

<sup>641</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 200 ; Razvitie gazovoj promyšlennosti vostočnogo Turkmenistana, op. cit., p. 70.

<sup>642</sup> Halov N., Voprosy centralizacii rasčetov na promyšlennosti ob"edineiaâ respublika, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmennoj SSR. Seria Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1983, n°2, p. 39.

<sup>643</sup> Kurbanov A., Šelâkin A. F., *Razvitie gazodobyvaûšaâ promyšlennost' Turkmennoj SSR i eë perspektivy*, Ašhabad : Obšestvo « Znanie » Turkmennoj SSR, 1975, p. 19.

<sup>644</sup> Isičenko S. G., Kurbanov A. A., Orlova V. F., Gusel'šikova E. F., Èkonomičeskaâ èffektivnost' ot del'nyh napravlennij naučno-tehničeskogo progressa v neftânoj promyšlennosti, *Izvestiâ Turkmennoj SSR, Seria Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1977, n°1, p. 23.



secteur n'était pas rationnelle, car la république ne pourrait pas exploiter le gaz, tant sur le plan financier que sur le plan matériel et technique, sans l'aide du Centre<sup>645</sup>.

Dans la RSS du Kazakhstan, les trusts chargés de la géologie / exploration (*Kazhstannefterazvedka*, créé en 1943, *Aktûbnefterazvedka* en 1950 et *Mangyşlakneftegazrazvedka* en 1957) sont sous tutelle républicaine. *Kazhstannefterazvedka* et *Mangyşlakneftegazrazvedka* passent sous la coupe de la Direction de la géologie pour l'Ouest du Kazakhstan du ministère de la Géologie de la république du Kazakhstan, dès 1958<sup>646</sup>. Le trust *Aktûbnefterazvedka*, d'abord fédéral (puisqu'il est directement subordonné à un service du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS (*Glavnefterazvedka*) de novembre 1950 à 1959, est ensuite subordonné au ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan. Donc ces trusts paient des impôts à la RSS. Des données concernant ces impôts n'ont pas été détectées dans le budget de la RSS dont les différents postes sont très agrégés. Les impôts sur le chiffre d'affaires payés par ces organismes chargés de la prospection et non de la production, n'étaient probablement pas très conséquents.

En l'absence de ministère républicain de l'Industrie pétrolière (et même de ministère fédéral-républicain dans la république du Kazakhstan), les principaux trusts de production que sont *Èmbaneft'*, *Aktûbneft'*, *Aktûbinskneft'*, *Mangyşlakneft'*, ainsi que l'union *Kazahgaz* sont sous tutelle fédérale. Ils paient donc leurs impôts au budget de l'Union. Les entreprises du secteur des hydrocarbures, implantées dans les deux RSS, ne paient probablement donc que très peu d'impôts à ces RSS et les revenus fiscaux de la production des hydrocarbures sont probablement très négligeables à l'échelle républicaine. Cette supposition est à confronter aux recettes des budgets des deux RSS, présentées dans le chapitre V.

---

<sup>645</sup> Batyrov S., Abdyjev A., *Gazovaâ promyşlennost' v èkonomike Turkmenistana, Turkmenskaâ iskra*, 22 juillet 1990.

<sup>646</sup> Şaukenbaev T., *Èkonomika neftânoj promyşlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 107.

## Chapitre III

### Les volumes d'hydrocarbures échangés par les RSS du Kazakhstan et de Turkménie

Ce chapitre est consacré aux échanges d'hydrocarbures des deux RSS tant avec le reste de l'URSS (commerce interrépublicain, pour lequel il sera question de "livraisons", *vyvoz* en russe) qu'avec le reste du monde (commerce international, pour lequel le terme "exportation" sera utilisé). L'évaluation des revenus des exportations d'hydrocarbures dont les deux républiques pouvaient bénéficier, nécessite de déterminer leurs parts dans l'ensemble des exportations soviétiques. Or, ces données statistiques n'ont pas été publiées dans les annuaires largement diffusés, comme évoqué dans la section de l'introduction, dédiée aux sources statistiques. Les premiers annuaires statistiques de l'URSS affichant quelques pages sur les relations économiques des républiques (au sens du commerce international et interrépublicain), déjà cités dans l'introduction, ne paraissent qu'en 1990 et 1991<sup>647</sup>. Ils ne fournissent les chiffres de leurs importations et exportations, en valeurs, que sur les dernières années de l'URSS et de façon agrégée (un seul de ces annuaires fournit de tels chiffres par produit, et pour 1988). Les lacunes concernent tout à la fois la nature des exportations, leurs volumes et leurs destinations.

Les différentes données exposées dans ce chapitre sont donc parcellaires, en raison des carences documentaires liées au système statistique soviétique. Elles ne permettent pas de constituer des séries sur de longues périodes et ne sont parfois que des « photographies » du commerce interrépublicain et extérieur des deux RSS.

Concernant le commerce interrépublicain, une probable explication à l'absence de données réside dans le caractère purement administratif des frontières entre les républiques : les produits circulant à l'intérieur de l'URSS n'étaient pas pris en compte comme des exportations ou des importations entre républiques. Pour ce qui est du gaz, des aspects

---

<sup>647</sup> Goskomstat SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1989g.*, statističeskij sbornik, Moskva : Finansy i statistika, 1990, op. cit., p. 634 à 640 ; Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, *Ob"ëm vvoza i vyvoza produkcii po soûznym respublikam za 1988g. vo vnutrennih i mirovyh cenah*, op. cit. ; Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, *Ëkonomičeskie vzaimosvâzi respublik v narodnohozâjstvennom komplekse*, op. cit.

concrets témoignent de cette absence d'estimation des quantités de gaz sortant de la RSS de Turkménie :

*« les instruments mesurant les quantités de gaz transportés (les jauges) se trouvaient exclusivement à l'entrée des républiques recevant cette matière première (et donc surtout en Russie), le pays producteur n'avait qu'une idée approximative du volume de gaz produit en additionnant les différents indicateurs obtenus dans les lieux d'extraction. Ceci menait souvent à des disputes avec les pays destinataires puisque les chiffres à la production et celles à l'importation ne correspondaient que rarement. Ce n'est qu'à la fin de 1995 que la première jauge de gaz turkmène a été installée sur un gazoduc à la frontière ouzbèke »<sup>648</sup>.*

Par ailleurs, notons que cette politique consistant à livrer les ressources énergétiques d'une région à l'autre de l'URSS, rencontre l'opposition des cadres nationaux d'Asie centrale et notamment en Ouzbékistan, ce qui est cohérent avec le principe de mise en compétition entre elles par le biais du marquage ethno-national. Il y aurait même eu, selon M. I. Goldman qui cite B. Komarov<sup>649</sup>, une "jalousie et de la rancœur régionales" à propos de ces livraisons. Nombreux ont été les Centrasiatiques qui auraient revendiqué une utilisation de la plupart du gaz naturel dans la région de production et à destination de son industrie chimique.

Pour la Banque mondiale, les exportations de la RSS de Turkménie étaient autrefois comptabilisées comme étant celles de la Russie<sup>650</sup>. Les chiffres relatifs à la part des hydrocarbures des RSS de Turkménie et du Kazakhstan dans les exportations soviétiques vers le reste du monde, s'ils existent, sont donc difficiles à obtenir. Les volumes des exportations ou livraisons de pétrole de la RSS du Kazakhstan et de gaz de la RSS de Turkménie ont pu néanmoins être compilées pour la période 1970 – 1991, grâce à diverses sources et méthodes, comme le calcul de la différence entre les productions et les consommations d'hydrocarbures des deux RSS. Les données en valeur sont autrement plus complexes à établir, en raison de la délicate question des prix et des unités de compte.

Ce chapitre présente tout d'abord le réseau d'évacuation des hydrocarbures d'Asie centrale vers le reste de l'URSS, assorti d'une carte. L'aspect financier, comme les coûts de construction de ce gazoduc, ne sont pas abordés dans ce travail. Suit une évaluation de la

---

<sup>648</sup> Raczka Witold, Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?, *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 1997, n°23, p. 7.

<sup>649</sup> Komarov Boris, *Uničtoženie prirody : obostrenie èkologičeskogo krizisa v SSSR*, Frankfurt Posev, 1978, p. 156., cité par Marshall I. M., *The enigma of Soviet petroleum : Half empty or half full ?*, op. cit., p. 148.

<sup>650</sup> Michalopoulos Constantine, Tarr David G., *Trade in the New Independent States*, op. cit., p. 3.

consommation intérieure en hydrocarbures des deux RSS et des échanges d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie puis de celle du Kazakhstan.

## ***I. Le réseau des infrastructures de transport des hydrocarbures***

Comme exposé dans le chapitre I, les RSS du Kazakhstan et de Turkménie sont respectivement des producteurs essentiellement de pétrole et de gaz. Il est donc pertinent de s'intéresser d'une part au réseau d'évacuation du pétrole produit par la RSS du Kazakhstan et d'autre part à celui d'évacuation du gaz de la RSS de Turkménie.

Avant la naissance de l'industrie gazière turkmène qui date de 1966, c'est-à-dire en pleine expansion de l'industrie gazière soviétique (Cf. chapitre I), il n'existe pas de tube d'évacuation du gaz turkmène. C'est en 1967, qu'est achevé le premier tronçon du réseau de tubes nommé « Asie centrale-Centre » (*Srednââ Aziâ-Centr*) qui fait remonter le gaz d'Asie centrale vers la Russie. Plus précisément, c'est « à partir du 5 octobre 1967 [que] le gaz turkmène est acheminé par le gazoduc « Srednââ Aziâ-Centr » de 2 750 km vers les rajon industriels de Moscou »<sup>651</sup> et les entreprises industrielles de l'Oural<sup>652</sup>. Un deuxième tronçon est alors en cours de construction. En 1972, la 4<sup>ème</sup> tranche du gazoduc qui achemine le gaz de Şatlyk (dans la RSS de Turkménie) vers le Centre est achevée<sup>653</sup>. Puis c'est au tour du troisième tronçon Kotur-Depe – Uzen' en 1974<sup>654</sup>.

Le réseau « Asie centrale-Centre » est composé de cinq branches, construites entre 1966 et 1987, et il a une capacité totale de 90 milliards de m<sup>3</sup> par an<sup>655</sup>. Les branches I, II, IV et V sont alimentées par des gisements de l'Est de la RSS de Turkménie et traversent les RSS d'Ouzbékistan et du Kazakhstan pour se connecter au réseau à Aleksandrov Gaj (*oblast'* de Saratov, RSFSR) ; la branche III court le long de la côte de la mer Caspienne et rejoint les autres à Beineu dans la RSS du Kazakhstan<sup>656</sup>. Les branches III et IV passent par Aleksandrov Gaj pour rejoindre les tubes qui relie l'Ukraine (Şebelinka) et le Caucase (Krasnodar et Stavropol) à Moscou. La branche IV du réseau *Srednââ Aziâ – Centr* part du gisement de Şatlyk (RSS de Turkménie). La branche I est parallèle à la II jusqu'à la mer d'Aral puis part vers la RSFSR en passant par Orsk. Il faut encore rajouter le gazoduc Boukhara-Ural,

---

<sup>651</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 144.

<sup>652</sup> Sinûtin V., *Ispol'zovanie kapital'nyh vloženij v promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 55.

<sup>653</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, Aşhabad : Turkmenistan, 1988, p. 48.

<sup>654</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 17.

<sup>655</sup> Milov Vladimir, "Ups and Downs of the Russia-Turkmenistan relationship", *In Russia Energy Security and Foreign Policy*, Dellecker A., Gomart T. (eds.), London ; New York : Routledge, 2011, p. 97.

<sup>656</sup> Wood Mackenzie, *Country Overview, Turkmenistan*, op. cit., p. 44.

construit en 1963 pour évacuer le gaz des RSS de Turkménie et d'Ouzbékistan vers la RSFSR, doté d'une capacité de 19,3 milliards de m<sup>3</sup>. La construction du réseau de gazoducs partant de la RSS de Turkménie illustre le fait que le développement de l'extraction gazière dans la RSS avait eu pour but initial l'approvisionnement des régions centrales et qu'elle ne pouvait alors exporter de gaz sans passer par la Russie.

Le pétrole de la RSS du Kazakhstan est, lui, évacué essentiellement par l'oléoduc Uzen'-Atyrau-Samara, construit dans le cadre de la mise en exploitation du champ d'Uzen', au début des années 1970. Il était destiné à livrer le pétrole en RSFSR. Ce tube est le premier et le seul qui permet, alors, l'évacuation du pétrole de la RSS. Il a une capacité de 350 000 barils / jour<sup>657</sup>.

Après avoir établi que le réseau en place évacue le pétrole de la RSS du Kazakhstan et le gaz de Turkménie essentiellement vers la RSFSR, l'un des moyens d'évaluer, en volume, les échanges d'hydrocarbures des deux RSS, est de calculer des différences entre les productions et les consommations d'hydrocarbures des deux RSS.

---

<sup>657</sup> Wood Mackenzie, *Asset Analysis Uzen-Atyrau-Samara Oil Pipeline, Central Asia – Kazakhstan*, octobre 2011, p. 1.

**Carte N°3 : RSS du Kazakhstan et de Turkménie : gisements et transport  
d'hydrocarbures jusqu'en 1991**

## II. La consommation intérieure des deux RSS en hydrocarbures

Le recueil du *Goskomstat* de l'URSS, édité en 1988, et déjà cité, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, donne des chiffres de la consommation de gaz et de produits pétroliers des RSS sur la période 1970-1985. La société *British Petroleum* (BP), quant à elle, en fournit pour la consommation de pétrole après 1985. Il faut noter que ces deux sources donnent des chiffres incohérents pour la consommation de gaz naturel des deux RSS : ils ne sont pas du même ordre de grandeur pour l'année 1985. De plus, les chiffres de la consommation de gaz, donnés dans un article de *Soviet Geography*<sup>658</sup> pour la RSS du Kazakhstan, sont encore très différents de ces deux premières sources.... Malgré ces difficultés, la consommation de gaz naturel des RSS du Kazakhstan et de Turkménie en milliards de m<sup>3</sup> peut être reconstituée sur la période 1970-1991, en supposant que les informations de BP sont probablement très surestimées. (Cf. tableau N°8 : La consommation de gaz naturel des RSS du Kazakhstan et de Turkménie (1960-1991), ci-dessous).

Ce tableau montre qu'en 1965, la RSS de Turkménie consomme davantage de gaz que celle du Kazakhstan (ce qui paraît curieux, étant donné la disparité entre leurs démographies et niveaux d'industrialisation), qu'à partir de 1970, la situation s'inverse et leurs consommations sont équivalentes pour les années 1980. Entre 1986 et 1989, la RSS de Turkménie, de nouveau, en consomme plus que celle du Kazakhstan. La majeure partie du gaz (environ 90%) consommé dans la RSS de Turkménie l'est par son industrie. Ainsi, le gaz associé de Čeleken et de Kotur-Depe est une matière première pour l'usine de Čeleken (*zavod kanal'noj saži*)<sup>659</sup>. Les particuliers en consomment assez peu en raison du manque de réseau, notamment en zone rurale<sup>660</sup>.

---

<sup>658</sup> Sagers Matthew J., Moe Arild, Green Milford, Castberg Rune, Prospects for Soviet Gas Exports : Opportunities and Constraints, *Soviet Geography*, December 1988, vol. 29, n°10, p. 890.

<sup>659</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 49.

<sup>660</sup> Ibid.

**Tableau N°8 : La consommation de gaz naturel des RSS du Kazakhstan et de Turkménie en milliards de m<sup>3</sup> (1960-1991)**

Année	RSS du Kazakhstan	RSS de Turkménie
1960	Pas de donnée	0,23
1965	0,624	1,157 / 1,12
1970	2,116 / 3,345 / 3,6	0,484 / 1,935 / 1,8
1975	1,696 / 8,4	0,746
1980	3,87 / 9,4	1,219
1985	2,862 / 8,63 / 10,5	1,620 / 8,6
1986	10,45 / 11,2	13,9
1987	10,91	13,8
1988	11,38	14,1
1989	11,75	14,5
1990	12,53	9,8
1991	13,15	9,6

Sources : Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 99 et 117. ; British Petroleum, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008. ; Economist Intelligence Unit, *Soviet natural gas to 1985*, London : The Economist Intelligence Unit Limited, August 1975, p. 44. (N. B. : cette source indique un chiffre de la consommation de gaz par la RSS de Turkménie égal à celui de la production de la RSS). ; Sagers Matthew J., Moe Arild, Green Milford, Castberg Rune, *Prospects for Soviet Gas Exports : Opportunities and Constraints*, *Soviet Geography*, December 1988, vol. 29, n°10, p. 890. ; Žmujda V. B., *Sredneaziatskij èkonomičeskij rajon*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1972, p. 62.

La consommation de pétrole des deux RSS, aisée à établir pour la période 1985-1991, est présentée dans le tableau N°9 (La consommation de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1985-1991) ci-dessous. La consommation de pétrole brut des deux RSS décroît au cours de la seconde moitié des années 1980, pour remonter en 1990-1991.

**Tableau N°9 : La consommation de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie (en millions de tonnes) 1985-1991**

Année	RSS du Kazakhstan	RSS de Turkménie
1985	20,5	4,8
1986	18,7	3,5
1987	18,1	3,5
1988	18,2	3,5
1989	18,6	3,5
1990	21,5	4,4
1991	21,7	5

Sources : BP Amoco, *Statistical review of world Energy*, London : BP Amoco p.l.c., 1999, British Petroleum, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008.



La production de produits pétroliers étant une forme de consommation de pétrole brut, il est intéressant de comparer, dans un premier temps, les volumes de pétrole raffiné, produits par les deux RSS et leurs consommations de brut, même si tout le pétrole traité dans les raffineries des deux RSS n'est pas entièrement extrait sur place. La comparaison des tableaux N°9 « La consommation de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie (1985-1991) » et N°10 « La production de produits pétroliers des deux RSS 1970-1990 » permet de constater que le volume de pétrole raffiné par la RSS du Kazakhstan est, en volume, inférieur au pétrole consommé dans la RSS en 1985. Ce volume de pétrole raffiné augmente en 1986 et 1987 dates auxquelles il est comparable à la consommation de pétrole de la RSS, puis il fluctue en restant inférieur à la consommation. Dans la RSS de Turkménie, la situation est sensiblement identique puisqu'elle consomme moins de pétrole entre 1985 et 1990 qu'elle n'en raffine.

**Tableau N°10 : La production de produits pétroliers des deux RSS (en millions de tonnes) 1970-1990**

	1970	1975	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Volume de pétrole raffiné									
URSS	279,846	389,635	468,811	472,549	479,897	484,547	480,816	475,375	460,256
RSS du Kazakhstan	3,632	4,833	11,331	13,916	17,554	18,147	17,603	18,406	17,431
RSS de Turkménie	7,439	7,227	5,839	5,491	5,280	5,119	5,093	5,217	5,008
Essence									
URSS	48,777	63,762	76,355	75,027	77,728	78,017	79,000	66,966	62,616
RSS du Kazakhstan	0,573	0,585	1,535	2,116	2,965	2,977	3,705	3,740	3,513
RSS de Turkménie	1,296	1,351	0,857	0,714	0,732	0,751	0,773	0,758	0,733

Sources : Pravednikov N. K., *Toplivno-ènergetičeskij kompleks SSSR, 1989g.* : (Èkon.-stat.obzor) / VNII kompleks topliv.-ènerg. Prob., Moskva : 1989 (1990), p. 220-221. ; VNIKTÈP, *Toplivno-ènergetičeskij kompleks SSSR 1990 g.*, Moskva : 1991, p. 238.

Dans un second temps, on peut aussi comparer les volumes de produits raffinés dans les RSS avec leur consommation interne. Le tableau N°11 ci-dessous détaille la consommation de deux types de produits raffinés, à savoir l'huile de moteur et l'essence, par les deux RSS.

**Tableau N°11 : La consommation en produits pétroliers (huile de moteur et essence) des RSS du Kazakhstan et de Turkménie en millions de tonnes 1970-1985**

Consommation de huile de moteur / essence	RSS du Kazakhstan	RSS de Turkménie
1970	3,337 / 3,189 $\Sigma = 6,526$	0,572 / 0,375 $\Sigma = 0,947$
1975	5,178 / 3,943 $\Sigma = 9,121$	0,730 / 0,509 $\Sigma = 1,239$
1980	6,129 / 4,411 $\Sigma = 10,540$	1,006 / 0,820 $\Sigma = 1,826$
1985	6,528 / 4,116 $\Sigma = 10,644$	1,078 / 0,604 $\Sigma = 1,682$

Source : Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 99 et 117.

Les chiffres du tableau N°10 (La production de produits pétroliers des deux RSS, 1970-1990), comparés à ceux du tableau N°11 (La consommation en produits pétroliers des RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1970-1985) montrent que la RSS du Kazakhstan consomme plus d'huile moteur et d'essence qu'elle ne fabrique de produits raffinés en 1970 et 1975 (donc elle « importe » certains de ces produits raffinés). La situation s'inverse pour 1980 et 1985. La RSS de Turkménie, elle, raffine davantage de brut qu'elle ne consomme de produits raffinés entre 1970 et 1985, donc elle « exporte » des produits raffinés au cours de cette période au moins.

La comparaison des tableaux N°10 [La production de produits pétroliers des deux RSS (1970-1990)] avec la production de pétrole des deux RSS et avec le tableau N°9 [La consommation de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1985-1991] met en évidence plusieurs éléments. D'une part, pour la période 1970-1990, le volume de pétrole raffiné (qui est une forme de consommation de pétrole) par les RSS est toujours inférieur à la production de pétrole par les RSS (sauf pour la Turkménie en 1988 date à laquelle les volumes sont sensiblement égaux). D'autre part, la consommation de pétrole par la RSS de Turkménie est toujours inférieure aux volumes de pétrole qu'elle raffine (donc elle importe du pétrole pour le raffiner) et dans la RSS du Kazakhstan, la situation est inversée : la consommation de pétrole est toujours supérieure aux volumes de pétrole raffiné.

La comparaison entre les tableaux N°10 et 11 montre aussi que la consommation d'essence de la RSS du Kazakhstan est très supérieure à sa production en 1970 et 1975 (donc la RSS du Kazakhstan importe de l'essence). Puis en 1980 elle en consomme moins qu'elle n'en produit et la situation s'inverse de nouveau en 1985.

La situation que connaît la RSS de Turkménie est inverse entre 1970 et 1985, donc la RSS de Turkménie exporte de l'essence pendant cette période.

### ***III. Les échanges d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie***

La participation de la RSS de Turkménie aux échanges d'hydrocarbures de l'URSS est difficile à quantifier. En effet, avant 1989, le gaz turkmène exporté hors URSS était comptabilisé comme un échange interrpublicain parce qu'il était dirigé vers la RSFSR avant d'être livré à l'étranger.

Ce paragraphe rassemble des éléments fragmentaires concernant les échanges internationaux (hors URSS) de la RSS de Turkménie. L'encyclopédie de Turkménie, déjà citée, signale que la production industrielle de la RSS de Turkménie<sup>661</sup> s'exportait dans 50 pays du monde en 1982, et que plus de 27% de ses exportations sont destinées aux pays socialistes. Elle ne donne pas les sources de cette information, ni autre précision sur la nature, les volumes et les dates de ces exportations. Une autre source turkmène signale qu'au tout début des années 1960, la RSS de Turkménie livre du pétrole et des produits pétroliers à la Chine et l'Afghanistan. À partir de 1961, du pétrole turkmène est exporté en Inde et dans d'autres pays étrangers<sup>662</sup>. Les volumes et les valeurs de ces exportations hors URSS ne sont pas davantage connus.

Les livraisons de gaz par la RSS de Turkménie au reste de l'URSS et au reste du monde, étaient quasi nulles dans les années 1960, puisque la production n'était guère supérieure à la consommation. La situation change au cours des années 1970, comme cela est détaillé dans le paragraphe III. B. Le rapport de la Banque mondiale sur le Turkménistan de 1994<sup>663</sup> fait apparaître une modification dans la comptabilisation des exportations (vers le reste du monde) de gaz et de pétrole (qui ne sont pas distingués) de la RSS de Turkménie entre 1988 et 1989. Le tableau des exportations totales (interrpublicaines et internationales) par marchandises de ce rapport aux prix intérieurs indique une valeur nulle pour les échanges d'hydrocarbures hors URSS en 1987 et 1988. Mais, ce tableau du rapport de la Banque mondiale montre que des hydrocarbures en provenance de la RSS sont vendus, hors URSS, pour l'équivalent de 2,1

---

<sup>661</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 7.

<sup>662</sup> Šaharov S. Š., *Neft', gaz Turkmenii*, op. cit., p. 88.

<sup>663</sup> Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, p. 213, (A World bank study).

millions de roubles courants en 1989, puis 9,3 en 1990 et 445 millions de roubles en 1991. Toujours le même tableau indique une valeur de 5 millions de dollars pour 1989, puis de 30 millions en 1990<sup>664</sup> pour le commerce extérieur du pétrole et de gaz de la RSS (ici, la source est *Statistical Office Ashkhabad 1992*). La Banque mondiale fournissait, en 1992, des chiffres du commerce extérieur de la RSS en prix mondiaux et en roubles<sup>665</sup>. Ils permettent de calculer les exportations d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie vers le reste du monde. Elles constituaient 2,4% de son commerce extérieur en prix mondiaux en 1989 et 20,1% en 1990 (et respectivement 0,8% et 5,2% en prix intérieurs).

Dans les années 1980, la RSS de Turkménie reçoit 1,5 million de tonnes de pétrole de celle du Kazakhstan et des produits pétroliers de Transcaucasie<sup>666</sup>. Elle était livrée par les autres républiques soviétiques en pétrole et gaz pour un montant de 100,2 en 1987 et de 124,8 millions de roubles (en prix intérieurs) en 1991<sup>667</sup>.

### III. A. Livraisons de pétrole et produits pétroliers

Les produits raffinés (comme le mazout, essence, kérosène, huile de moteur) jouent un rôle important dans les relations économiques de la RSS de Turkménie. Celle-ci fournissait déjà pétrole et produits pétroliers aux autres républiques soviétiques au cours du 2<sup>ème</sup> plan (1933-1937). Elle reçoit aussi des produits raffinés d'Azerbaïdjan, qui transitent vers d'autres régions de l'URSS. Ainsi, en 1940, 462 100 tonnes de produits raffinés sont livrés par la RSS vers les *kraj* de Khabarovsk, de Primor'e, les *oblast'* d'Irkoutsk, de Novossibirsk, Tchita, Tcheliabinsk, Tchkalov, et vers les républiques d'Ouzbékistan, de Kirghizie, du Tadjikistan et de Bouriatie-Mongolie<sup>668</sup>. Ses relations économiques avec les autres républiques soviétiques se développent sous le 4<sup>ème</sup> plan (1946-1950)<sup>669</sup>. 10 à 15% du pétrole brut turkmène est envoyé alors à l'extérieur de la RSS par chemin de fer. Le reste est raffiné sur place puis expédié sous forme d'essence, de kérosène etc<sup>670</sup>. Ces livraisons de produits raffinés augmentent régulièrement entre 1940 et 1955, passant de 462 100 à 1 184 252 puis à 1 622 000 tonnes<sup>671</sup> (soit une augmentation de 28,5% en 15 ans).

---

<sup>664</sup> Ibid., p. 22.

<sup>665</sup> Belkindas Misha, *Statistical Handbook, States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region*, Washington, D.C. : World Bank, 1992, p. 374 et 375.

<sup>666</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 254.

<sup>667</sup> Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, p. 214, (A World bank study).

<sup>668</sup> Annaklyčev A. A., *Istoriâ razvitiâ promyšlennosti Turkmenistana za gody Sovetskoj vlasti*, MB 1958.697 l.; 1 l. Kart. Bibliogr. : 1-8. Diss. Zašišena v In-te èkonomiki Akad. SSSR 9/VI 1960 g. utv; 8/IV 1961 g., p. 639-640. N.B : la RSSA de Bouriatie (au sein de la RSFSR) porte le nom de Bouriatie-Mongolie jusqu'en 1958.

<sup>669</sup> Ibid., p. 645.

<sup>670</sup> Ibid., p. 646.

<sup>671</sup> Ibid., p. 645.

Au tout début des années 1960, la RSS de Turkménie livre toujours du pétrole et des produits pétroliers à la république autonome du Daghestan, aux RSS de Kirghizie, du Kazakhstan, d'Ouzbékistan. À la fin des années 1960, un auteur turkmène signale qu'une quantité significative (mais non précisée) de pétrole et de produits pétroliers étaient livrés par la RSS de Turkménie essentiellement à l'ASSR du Daghestan (RSFSR) et aux RSS d'Ouzbékistan et du Tadjikistan<sup>672</sup>. Dans les années 1980, outre ses livraisons de pétrole, des produits pétroliers et de gaz dans de nombreux *oblast'* de la RFSFR et dans d'autres républiques soviétiques, elle fournit aux autres républiques d'Asie centrale environ 35% de sa production de pétrole, gaz condensats et presque 30% de ses produits pétroliers. En 1982, la part des produits pétroliers et chimiques dans les exportations de la RSS de Turkménie était de 5%<sup>673</sup>. En 1985, la RSS de Turkménie livrait une très faible partie de sa production de pétrole au reste de l'URSS, c'est-à-dire 778 000 tonnes de pétrole (dont 774 à l'Ouzbékistan) sur une production de 6 millions de tonnes<sup>674</sup>. À la fin des années 1980, un auteur turkmène notait que la RSS devait relever le défi d'augmenter les travaux d'exploration de pétrole dans les couches profondes et en *off-shore* afin d'« exporter » (*vyvozit'*) les produits du secteur dans d'autres républiques et *rajon* économiques, comme la RSS d'Ouzbékistan et l'ASSR du Daghestan<sup>675</sup>.

### III. B. Livraisons de gaz naturel de Turkménie

Une cinquantaine de gisements gaziers, découverts au cours des années 1960 et 1970 dans le centre et l'Est de la RSS, alimentent les parties européennes de l'URSS<sup>676</sup>. En 1970, la consommation en gaz de la RSS de Turkménie a légèrement augmenté : elle est alors de 1,9 ou de 0,484 milliard de m<sup>3</sup>, selon les sources (Cf. Tableau N°8 : La consommation de gaz naturel des RSS du Kazakhstan et de Turkménie, 1960-1991), or sa production est déjà de 13,107 milliards de m<sup>3</sup>, ce qui laisse supposer que la RSS livre bien d'autres républiques soviétiques. En 1985, le volume de gaz turkmène « exporté » s'élève à 74,476 milliards de mètres cubes<sup>677</sup> (soit en 88,7% de la production turkmène), et ce en totalité vers la RSS d'Ouzbékistan<sup>678</sup>. C'est ainsi que le gaz d'Açak est envoyé dans les *rajon* centraux par le tube

---

<sup>672</sup> Meretniâzov A., *Transportno-èkonomičeskie svâzy Turkmenskoj SSR i puti ih soveršenstvovaniâ*, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1969, n°3, p. 59.

<sup>673</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 254 et 471.

<sup>674</sup> Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, op. cit., p. 145-147.

<sup>675</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 45.

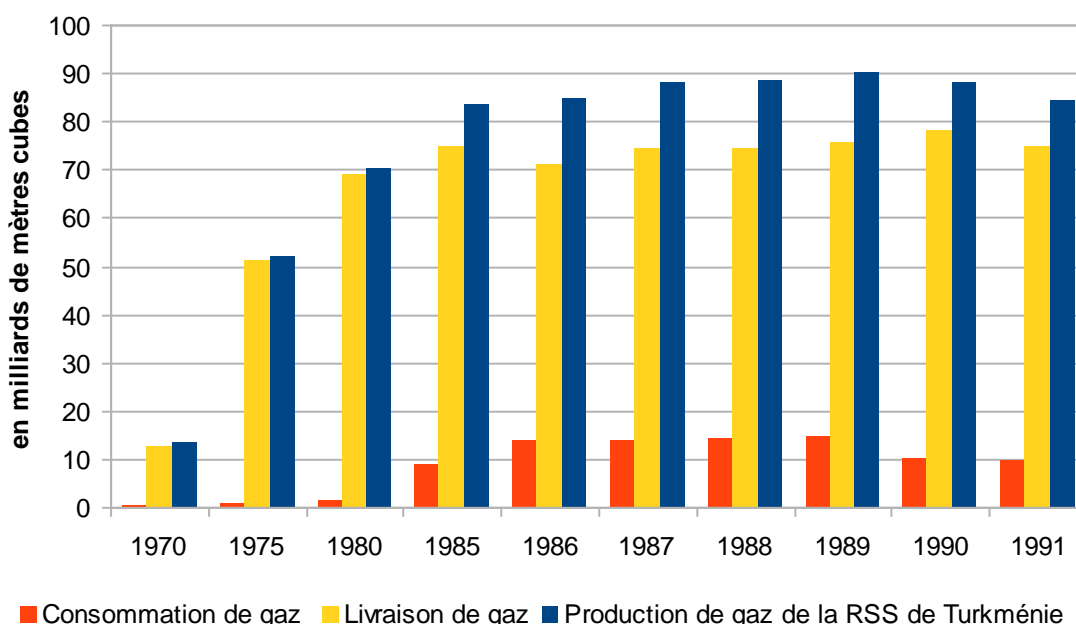
<sup>676</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 18.

<sup>677</sup> Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, op. cit., p. 145 à 147.

<sup>678</sup> La RSS d'Ouzbékistan en exporte elle-même 77,369 milliards de m<sup>3</sup> dont 70,18 vers la RSFSR et 4,432 vers la RSS du Kazakhstan (Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, op. cit., p. 145-147.)

Boukhara-Ural puis par le *Srednââ Aziâ-Centr*<sup>679</sup>. Sachant que l'encyclopédie de Turkménie indique aussi que la RSS était l'un des principaux fournisseurs (*postavšik*) de gaz naturel et qu'elle livrait 93,5% de son gaz à la RSFSR<sup>680</sup>, la RSS d'Ouzbékistan n'est qu'une république de transit pour ce gaz. Ce qui est cohérent avec les témoignages selon lesquels, au début des années 1980, le gaz turkmène est livré aux *rajon* centraux de l'URSS tandis que le pétrole est livré aux républiques centrasiatiques<sup>681</sup>. Selon le Kazakh Adel' Abišev<sup>682</sup>, le gaz naturel turkmène va satisfaire la demande de parties de l'Union dépourvues en énergie, mais aussi des pays du CAEM<sup>683</sup>. Le gaz de la RSS de Turkménie était mélangé au gaz russe pour être consommé en Russie ou vendu aux pays du CAEM et évalué au prix interne, c'est-à-dire à un prix très en deçà de celui du marché mondial<sup>684</sup>.

**Diagramme N°9 : Production, consommation et livraisons de gaz de la RSS de Turkménie (1970-1991)**



Sources : Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 99 et 117. ; British Petroleum, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008. ; Economist Intelligence Unit, *Soviet natural gas to 1985*, London : The Economist Intelligence Unit Limited, August 1975, p. 44. Pour les chiffres de la production : Cf. Diagramme N°5 : La production de gaz de la RSS de Turkménie (1965-1991).

<sup>679</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoy SSR*, op. cit., p. 49.

<sup>680</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 254.

<sup>681</sup> Gumenûk V. A., *Rukovodstvo KP Turkménistana tehničeskim perevooruženiem toplivno-ènergetičeskikh otraslej promyšlennosti respubliky (1959-1975)*, op. cit., p. 17.

<sup>682</sup> Abišev Adel', *Kaspîj : neft' i politika*, op. cit., p. 156.

<sup>683</sup> Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 46 ; Gicquiau Hervé, *Développement et dépendance économique de l'Asie centrale soviétique II - Complémentarités et dépendances à l'égard de l'URSS*, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, octobre 1983, n°277, p. 9.

<sup>684</sup> Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, p. 9, (A World bank study).

N. B. : le chiffre de la consommation de gaz par la RSS de Turkménie est exactement celui de la production de la RSS. ; Sagers Matthew J., Moe Arild, Green Milford, Castberg Rune, Prospects for Soviet Gas Exports : Opportunities and Constraints, *Soviet Geography*, December 1988, vol. 29, n°10, p. 890.

#### **IV. Les échanges d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan**

Concernant la RSS du Kazakhstan, l'annuaire *Narodnoe Hozâjstvo* de la RSS du Kazakhstan pour l'année 1972<sup>685</sup> révèle que les livraisons de la RSS vers les autres républiques doublent entre 1960 et 1970, mais il ne fournit pas de ventilation selon les différents combustibles. Des auteurs kazakhs<sup>686</sup> notent qu'*Aktobemunajgaz*<sup>687</sup> livrait, par tradition, une grande partie de sa production [sans plus de précision quantitative] aux raffineries russes et notamment celle d'Orsk, connectée directement au gisement de Žanažol par un tube ». *Aktûbinskneft'* livrait donc tout ou partie de sa production à la raffinerie russe d'Orsk, et rien ne permet de quantifier précisément ces livraisons, ni ce qui revenait à la RSS sous forme de produits pétroliers ou de revenus. Les auteurs d'une monographie sur l'*oblast'* d'Aktûbinsk<sup>688</sup>, annoncent que la république du Kazakhstan exporte pour 8 milliards de roubles de matières premières et importe pour 16 milliards de produits finis, mais sans donner les volumes, ni la date, ni les pays destinataires.

Puisque « les échanges interrpublicains hors Russie étaient dans l'ensemble peu importants »<sup>689</sup> et que la RSFSR recevait 60% des exportations de produits minéraux kazakhstanais<sup>690</sup>, une hypothèse consiste à supposer que les hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan étaient en grande partie destinés à la consommation d'autres républiques soviétiques, et surtout de la RSFSR et que les volumes qui sortaient de la RSS n'étaient pas comptabilisés, puisqu'éléments du commerce interrpublicain.

---

<sup>685</sup> CSU pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1972 godu*, op. cit., p. 24-25.

<sup>686</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 222.

<sup>687</sup> Elle succède à l'union de production *Aktûbinskneft'*, en 1993, c'est-à-dire après l'indépendance.

<sup>688</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 567.

<sup>689</sup> Tiraspol'sky Anita, Le commerce intra-CEI, *Le courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, mars - avril 1995, n°397-398, p. 134.

<sup>690</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, Prelude to the Resource Curse: Explaining Oil and Gas Development Strategies in the Soviet Successor States and Beyond, op. cit. p. 16.



## IV. A. Les échanges de pétrole et de produits pétroliers de la RSS du Kazakhstan

### IV. A. 1. Les exportations de pétrole de la RSS du Kazakhstan

D'après l'ouvrage « Histoire de l'économie socialiste de l'URSS » (*Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR*)<sup>691</sup>, la RSS du Kazakhstan livre 20 millions de tonnes de pétrole aux autres républiques, mais, comme précédemment, la source ne fournit ni la date, ni la période à laquelle ont lieu ces livraisons. Or, la série de données concernant la production de pétrole et de condensats établie (Cf. annexe du chapitre I), indique que la production de la RSS ne dépasse les 20 millions de tonnes qu'à partir de 1973. On peut en déduire que ce volume d'exportations est compris entre 1973 et 1978. En 1985, la RSS du Kazakhstan livrait 19 370 000 tonnes de pétrole au reste de l'URSS (dont 13 124 000 à la RSFSR, 5 681 à l'Azerbaïdjan et 382 à la Turkménie). Et c'est alors qu'il lui est demandé d'augmenter ses capacités d'exportations de pétrole<sup>692</sup>. La détérioration de l'économie soviétique depuis la fin des années 1970, nécessite en effet d'augmenter les exportations de pétrole, afin d'accroître les rentrées de devises et de maintenir le niveau de vie de la population soviétique. L'historien Z. B. Bajdosov, qui rapporte cette information, ne précise rien, néanmoins, quant aux bénéficiaires d'éventuels revenus ainsi gagnés. La RSS du Kazakhstan est la seule république (avec la Russie) exportatrice nette de pétrole brut et ce, depuis au moins 1970<sup>693</sup>. Les chiffres des exportations (ou livraisons) de la RSS, obtenus en déduisant la consommation interne de la production de pétrole de la RSS pour la période 1985-1991 sont inférieurs à ceux donnés par M. Sagers dans le tableau N°12 (La production, la consommation et les exportations nettes de pétrole de la RSS du Kazakhstan 1985-1991) ci-dessous. Ce tableau qui met en parallèle la différence entre la production, la consommation et donc le solde d'une part et les exportations nettes d'autre part, montre une incohérence de ces chiffres. En effet, les exportations nettes calculées par M. Sagers sont supérieures au solde « production moins consommation ».

---

<sup>691</sup> Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom ced'moj, Èkonomika SSSR na ètape razvitogo socializma : 1960-1970-e gody*, op. cit., p. 481.

<sup>692</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 215.

<sup>693</sup> Sagers Matthew J., Long-term program for oil and gas sector in Kazakhstan, *Post-Soviet Geography*, january 1993, vol XXXIV, p. 66. (Matthew J. Sagers est un spécialiste américain en matière d'énergie, de systèmes de transport de l'énergie et du développement économique régional dans l'ex-Union soviétique. Il a été directeur du Service de l'énergie à PlanEcon, Inc., pour l'Union soviétique et l'Europe de l'Est, et directeur du service URSS au Census Bureau's Center for International Research).

**Tableau N°12 : La production, la consommation et les exportations nettes de pétrole de la RSS du Kazakhstan 1985-1991**

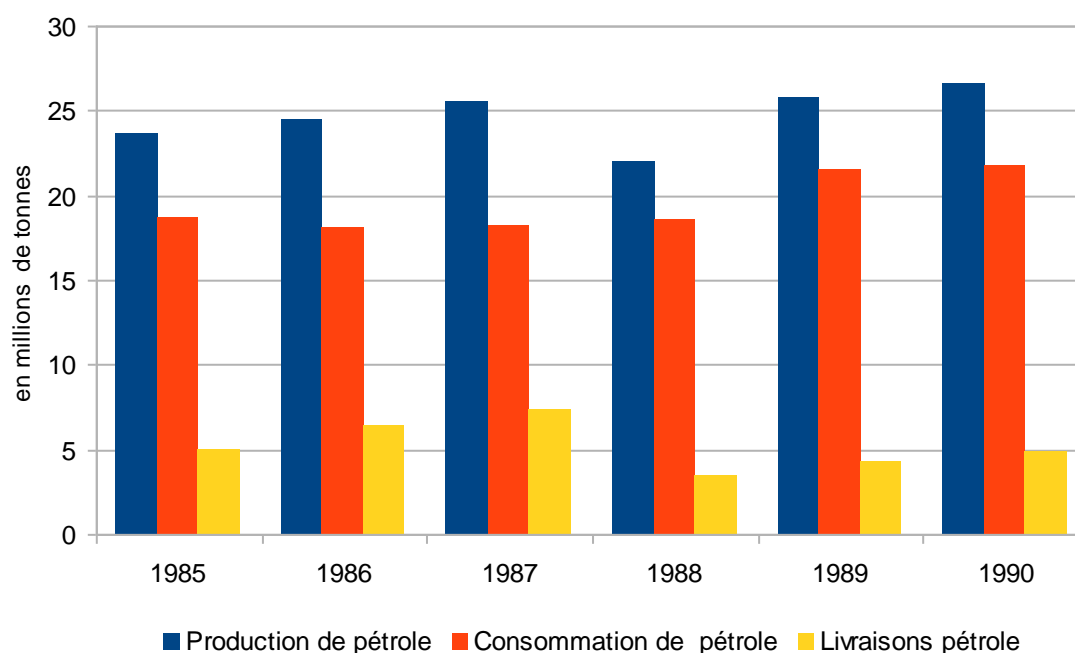
Année	Production	Consommation	Solde	Exportations nettes*
1950	1,059			
1955	1,397			
1960	1,61			
1965	2,022			
1970	13,161			9,5
1975	23,889			19,1
1980	18,656			7,3
1985	22,839	20,5	2,34	8,9
1986	23,681	18,7	4,98	6,1
1987	24,461	18,1	6,36	6,4
1988	25,516	18,2	7,32	7,9
1989	22	18,6	3,4	7,09
1990	25,8	21,5	4,3	7,9
1991	26,531	21,7	4,83	8,6

Sources : BP Amoco, *Statistical review of world Energy*, London : BP Amoco p.l.c., 1999, British Petroleum, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008. et Cf. annexe du chapitre I.

\* Sagers Matthew J., Long-term program for oil and gas sector in Kazakhstan, *Post-Soviet Geography*, January 1993, vol. XXXIV, p. 67.

Le diagramme ci-dessous fait apparaître que les livraisons de pétrole de la RSS du Kazakhstan sont assez faibles par rapport à sa production.

### Diagramme N°10 : Production, consommation et livraisons de pétrole de la RSS du Kazakhstan (1985-1991)



Sources : BP Amoco, *Statistical review of world Energy*, London : BP Amoco p.l.c., 1999, British Petroleum, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008.

#### IV. A. 2. Les importations de produits pétroliers de la RSS du Kazakhstan

Les gisements de pétrole de la RSS du Kazakhstan sont éloignés, de plusieurs milliers de kilomètres, des principaux centres industriels de la république. C'est pourquoi il est plus rationnel, selon N. Nadirov (qui n'effleure pas la question des coûts de transport), pour le centre et le Nord de la RSS de recevoir des combustibles de Sibérie occidentale et de livrer ses produits raffinés aux RSS de Turkménie et d'Ouzbékistan. Les raffineries de Pavlodar (au Nord de la RSS) et de Čimkent (au Sud de la RSS) reçoivent ainsi du pétrole sibérien par le tube Sibérie-Kazakhstan-Asie centrale de plus de 3 000 km (voir carte N°3) qui passe par Čimkent<sup>694</sup>. Située loin des grands consommateurs de ces produits et raffinant essentiellement le pétrole de Mangyšlak<sup>695</sup>, la raffinerie de Gur'ev ne suffit pas à répondre aux besoins de la république en produits raffinés. La RSS du Kazakhstan est importatrice nette de produits pétroliers jusqu'au début des années 1990<sup>696</sup>.

<sup>694</sup> Nadirov Nadir Karimovič, *Neft' : včera, segodniâ, zavtra*, op. cit., p. 143.

<sup>695</sup> Ibid., p. 135 et 140.

<sup>696</sup> Sagers Matthew J., Long-term program for oil and gas sector in Kazakhstan, op. cit., p. 66.

#### IV. B. Les échanges de gaz de la RSS du Kazakhstan

En ce qui concerne les échanges de gaz de la RSS du Kazakhstan, les chiffres fournis par M. Sagers montrent qu'elle est importatrice nette de gaz, en volume, entre 1970 et 1995. Selon la méthode qui consiste à calculer la différence entre sa production et sa consommation, on peut déduire qu'elle est importatrice en 1970 et entre 1986 et 1991. Ce solde n'est pas cohérent avec les chiffres donnés par M. Sagers, pour la période antérieure à 1985 (Cf. Tableau N°13 : La production, la consommation et les exportations nettes de gaz de la RSS du Kazakhstan 1970-1991). Ce qui s'explique par la divergence entre les données du *Goskomstat* et celles de BP. Ces résultats divergents ne se prêtent pas à des conclusions tranchées. Aussi, dans le chapitre suivant, une évaluation des revenus des hydrocarbures est tentée, pour l'année 1985, sur la base des travaux de M. Sagers, V. Kryukov et V. Shmat.

En 1985, la RSS du Kazakhstan livre 2 242 millions de m<sup>3</sup> de gaz au reste de l'URSS et plus précisément à la RSFSR<sup>697</sup> donc elle importe du gaz. Le gaz de Karačaganak est transformé dans les usines d'Orenbourg dès son exploitation donc il sort de la RSS<sup>698</sup>.

**Tableau N°13 : Production, consommation et exportations nettes de gaz de la RSS du Kazakhstan (1970-1991)**

Année	Production	Consommation	Solde	Exportations nettes*
1970	2,092	2,116 (1)	-0,024	
		3,345 (3)	-0,425	
		3,6 (4)		
1975	5,199	1,696 (1) 8,4 (4)	3,5	-3,2
1980	4,314	3,87 (1) 9,4 (4)	0,444	-5,1
1985	5,456	2,862 (1)	2,594	
		8,63 (2)	-3,174	
		10,5 (4)		
1986	5,824	10,45 (2) 11,2 (4)	-4,6 -5,3	-5,6
1987	6,311	10,91 (2)	-4,6	-5,4
1988	7,134	11,38(2)	-4,24	-5,1
1989	6,7	11,75 (2)	-5,05	-5,9
1990	7,1	12,53 (2)	-5,43	-5,9
1991	7,8	13,15 (2)	-5,35	-5,9

Sources : (1) Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozjajstva SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 99 et 117. ; (2) British Petroleum, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008. ; (3) Economist Intelligence Unit, *Soviet natural gas to 1985*, London : The Economist Intelligence Unit Limited, August 1975, p. 44. (N. B. : le chiffre de la consommation de gaz par la RSS de Turkménie est exactement celui de la production de la RSS.) ; (4) Sagers Matthew J., Moe Arild, Green Milford, Castberg Rune, *Prospects for Soviet Gas Exports : Opportunities and Constraints*, *Soviet Geography*, December 1988, vol. 29, n°10, p. 890.

<sup>697</sup> Goskomstat SSSR, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozjajstva SSSR*, op. cit., p. 145-147.

<sup>698</sup> Dobrovol'skij Leonid, *Bez Gaza*, op. cit.

\* Sagers Matthew J., Long-term program for oil and gas sector in Kazakhstan, *Post-Soviet Geography*, January 1993, vol. XXXIV, p. 67.

## Chapitre IV

### Une évaluation des revenus des hydrocarbures des deux RSS

La plupart des gouvernements, propriétaires de terrain ou de ressources minérales, tentent de capter la majeure partie, voire toute la rente (une définition de la rente est exposée plus bas) qui en est issue, grâce à divers moyens et, en général, au travers de taxes spécifiques<sup>699</sup>. Les mécanismes d'extraction et de distribution de revenus du type rentier étant totalement subordonnés aux intérêts du système soviétique, les revenus de la rente découlant de la propriété des ressources minérales, étaient mélangés à d'autres, provenant des activités économiques globales et redistribués de la même façon.

L'évaluation des revenus des exportations d'hydrocarbures soviétiques soulève, notamment, la question de la diversité des unités de compte, des différences entre prix intérieurs et prix à l'export, et des modes de paiements des exportations. Au niveau fédéral, si les exportations de pétrole vers l'Ouest sont pour partie réglées en dollars, le reste l'est sous forme de compensation (*clearing*)<sup>700</sup>.

Dès avant (et après) l'effondrement de l'URSS en 1991, se répand en Russie et en Europe occidentale également, un discours selon lequel les républiques d'Asie centrale auraient reçu beaucoup plus de revenus de la part du Centre qu'elles n'auraient donné au reste de l'URSS. Côtés kazakhstaniens et turkmènes, le propos est, sans surprise, tout autre. Face à ces deux types d'affirmations contradictoires, il est logique de vouloir estimer, en valeur, la production des hydrocarbures. Or les prix payés aux entreprises productrices d'hydrocarbures des deux RSS étant inconnus, il faut avoir recours à des méthodes spécifiques pour évaluer cette production, livrée en grande partie aux autres RSS. Ce commerce interrpublicain (qui ne comprend pas que des hydrocarbures) permettait des transferts, dits indirects qui seront évalués dans le chapitre suivant. Au niveau fédéral, en 1990, le secteur des hydrocarbures représente presque

---

<sup>699</sup>Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 390.

<sup>700</sup> La Finlande paie ainsi ses importations de pétrole soviétique pour un montant de 140 millions de dollars en 1985. (Tiraspol'sky Anita, Le commerce extérieur de l'URSS, par produits, en 1985, *Le courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, juillet 1986, n°308, p. 37.)

61,5% de tous les transferts indirects, réalisés par le biais d'exportations de produits dont les prix sont sous-estimés<sup>701</sup>.

Malgré ce manque de transparence inhérent au système économique soviétique, il est possible d'évaluer approximativement ces revenus pour une année donnée, par le biais des différences de coûts selon les régions, des prix dans le commerce interrépublicain et dans le commerce avec le reste du monde, sans oublier que les grandes règles de formation des prix des hydrocarbures sur les marchés mondiaux n'étaient pas appliquées aux échanges à l'intérieur de l'Union soviétique et que dans les conditions d'une économie planifiée et centralisée, la forme la plus importante d'extraction de la rente s'effectuait par la politique des prix<sup>702</sup>. Ce qui sera fait dans le dernier paragraphe. Auparavant, un rappel des principales réformes de prix dans le secteur des hydrocarbures en URSS, avec l'introduction des paiements fixes de rente seront exposés. Puis, seront abordés la question des prix à l'exportation (la rente externe), les coûts et prix des hydrocarbures soviétiques entre 1945 et 1991, les différences inter-régionales des coûts de production des hydrocarbures dans les deux RSS, le commerce interrépublicain des hydrocarbures et les transferts indirects, et l'impact de la sous-évaluation des prix des hydrocarbures dans le commerce interrépublicain des RSS du Kazakhstan et de Turkménie. Le dernier paragraphe présentera le calcul de la valeur théorique des revenus de la production des hydrocarbures des deux RSS, selon la méthode employée par les trois auteurs cités plus haut.

### ***I. Les réformes des prix de gros en URSS dans le secteur des hydrocarbures***

Les principales réformes des prix de gros<sup>703</sup> ont eu lieu en 1936<sup>704</sup>, puis en 1949 (révision générale), en 1955 (réformes partielles), en 1960 (la réforme est effectivement intervenue à partir de 1967<sup>705</sup>), et en 1972. Celles qui concernent le fioul et l'énergie datent de 1965-1967,

---

<sup>701</sup> Orłowski Lucjan T., *Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period*, op. cit., p. 1003.

<sup>702</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., *Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy*, op. cit., p. 392.

<sup>703</sup> Il convient de distinguer deux types de prix de gros. Les prix de gros industriels sont les prix de gros entreprises auxquels s'ajoutent l'impôt sur le chiffre d'affaires (si celui-ci est prélevé), une taxe sur les transports et un profit pour les intermédiaires qui vendent. (Hewett, Edward A., *Energy, economics, and foreign policy in the Soviet Union*, Washington : Brookings Institute, 1984, p. 135).

<sup>704</sup> Bergson Abram, *Real national income of soviet Russia since 1928*, Cambridge : Harvard University Press, 1961, p. 110.

<sup>705</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 577.

1980-1982 et la dernière est entamée en 1990<sup>706</sup>. Les prix de gros des carburants sont donc stables entre 1968 et 1982 puis entre 1982 et 1991<sup>707</sup>.

Avant la Seconde Guerre mondiale, les industries extractives sont déjà subventionnées : « Les prix d'un grand nombre de matières premières industrielles et de combustibles furent fixés à un niveau très inférieur au coût (en 1933-1935, par exemple) et la différence fut couverte par des subventions importantes prélevées sur le budget de l'État »<sup>708</sup>. En 1949, le gouvernement soviétique relève les prix de gros de 80% afin que l'industrie lourde (dont font partie les industries extractives) voie son taux de rentabilité augmenter de 3 à 4%. Suite à une reprise de la politique de baisse de ces prix dès 1950, 20% des entreprises industrielles soviétiques fonctionnent à perte en 1959. Les profits faibles ou nuls de l'industrie lourde résultent de ce que les prix de ses produits couvrent à peine les coûts de production. Certains sont même fixés en dessous de ces coûts. Mais, si à la fin des années 1950, l'industrie lourde a, paradoxalement, les plus mauvais résultats économiques et financiers, tout en ayant été la priorité de la période stalinienne, les industries pétrolières, gazières et de raffinage font exception.

Au cours de la seconde moitié des années 1950, les autorités décident d'assurer une rentabilité « normale » de l'industrie lourde (le planificateur prévoyait alors un taux de rentabilité de 17-18% pour 1970<sup>709</sup>) et une réforme des prix de gros avait été recommandée par le parti en 1960. En 1964, Marie-Louise Lavigne souligne que cette absence de profits ne présente pas d'inconvénient dans le système économique soviétique : si l'industrie lourde fonctionne à perte, l'État doit la subventionner par des dotations budgétaires<sup>710</sup>. Et si l'État est perdant en tant que bailleur de fonds de l'industrie lourde, il « récupère » ses frais dans le secteur des biens de consommation.

Cette optique stalinienne de fixation des prix est remise en cause à partir de 1956. Un débat conduit à un calcul des prix de gros sur la base des coûts moyens (*sebestoimost'*), y compris l'amortissement, plus une marge de profit représentant de 3 à 5% des coûts<sup>711</sup> qui seront effectifs à partir de 1967. Les prix intérieurs de l'énergie restent fixés par le Comité d'État aux

---

<sup>706</sup> Arbatov Alexander A., Amirov Irek, Khartukhov Eugene M., *Soviet energy : an insider's account*, Londres : Center for global energy studies, 1991, p. 28.

<sup>707</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., *Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy*, op. cit., p. 393.

<sup>708</sup> Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 198-199.

<sup>709</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 46-47.

<sup>710</sup> Lavigne Marie-Louise, *La réforme des prix de gros des biens d'équipements en URSS*, op. cit., p. 36.

<sup>711</sup> Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 201.



prix de l'URSS (Goskomcen), de concert avec le ministère intéressé. Il semble que les rapports entre prix soviétiques internes et prix mondiaux aient retenu l'attention des projets de barèmes. Il n'est, sans doute, pas sans intérêt de remarquer que les hausses concernent fréquemment les produits dont les prix internes étaient inférieurs aux prix mondiaux (pétrole brut) et inversement, que les baisses s'appliquent à des produits surévalués par rapport aux prix mondiaux<sup>712</sup>.

Le prix de gros du pétrole brut varie entre 8 et 22 roubles la tonne, selon les huit régions de production. Le prix le plus élevé est de 3 roubles le baril soit 3,33 dollars<sup>713</sup>. Même le prix le plus bas, qui est de 1,1 rouble (1,22 dollar) le baril, n'est pas très éloigné du prix mondial qui est de 1,5 dollar en 1967<sup>714</sup>. En 1967, les prix de gros industriels sont sensiblement ceux du marché mondial, voire légèrement supérieurs dans certains cas, comme celui des produits pétroliers, plus chers que le brut<sup>715</sup>.

L'extraction du pétrole, la production industrielle de gaz (qui démarre dans la seconde moitié des années 1950) et l'industrie de transformation de produits pétroliers échappaient au déficit que connaît l'industrie lourde à la fin des années 1950, et étaient même très rentables avec un taux de profit moyen respectivement de 31%, 88% et 26%, avant la réforme des prix de 1960<sup>716</sup>. Le prix du pétrole payé par les utilisateurs était fixé par zone de consommation et non en fonction des coûts moyens des entreprises d'une région donnée : « *Les prix du pétrole brut payés par les utilisateurs étaient donc différenciés par zone d'utilisation ; les prix payés aux producteurs étaient calculés de manière à couvrir les coûts de chaque gisement. Le pétrole était vendu par des « bases de distribution » qui opéraient les compensations nécessaires. Ce système de zones a été maintenu par la réforme des prix du début des années 1960, avec une certaine simplification et la réduction du nombre des zones* »<sup>717</sup>.

## I. A. Les réformes de 1960-1967 et les paiements fixes de rente

Certaines recommandations d'économistes soviétiques sur les méthodes de calcul de la rente dans les années 1960 contribuent à la mise en application de la réforme des prix de 1965-67. Cette réforme prévoit une hausse des prix du charbon de 30%, du pétrole brut de 50% et une baisse du prix du gaz de 10%. La hausse du prix du pétrole brut ne s'applique qu'aux

---

<sup>712</sup> Lavigne Marie-Louise, *La réforme des prix de gros des biens d'équipements en URSS*, op. cit., p. 39.

<sup>713</sup> Hewett, Edward A., *Energy, economics, and foreign policy in the Soviet Union*, op. cit., p. 135. Le taux de conversion dollar / rouble n'est pas indiqué par l'auteur.

<sup>714</sup> Ibid.

<sup>715</sup> Ibid., p. 136.

<sup>716</sup> Lavigne Marie-Louise, *La réforme des prix de gros des biens d'équipements en URSS*, op. cit., p. 33 et 38.

<sup>717</sup> Ibid., p. 36.

utilisateurs, les producteurs se voyant attribuer des prix calculés en fonction des coûts de chaque puits. La réforme de 1965 qui, outre l'abolition des *sovnarhoz*, prévoit un nouveau « cadre d'activité des entreprises industrielles »<sup>718</sup>, introduit les paiements de rente fixes [*fiksirovannye rentnye plateži*]. Il y a donc un double système de prix intérieurs. La différence entre ces deux prix intérieurs constitue les paiements fixes qui sont versés à un fonds central, affecté au financement des recherches géologiques et des forages exploratoires, dans le cas des industries extractives<sup>719</sup>. C'est le décret daté du 4 octobre 1965 du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS, et intitulé « Amélioration de la planification et renforcement des incitations à la production industrielle » qui introduit les *rentnye plateži*. Ces paiements sont destinés à réduire les différences de niveaux de profit entre entreprises<sup>720</sup>, y compris dans l'industrie pétrolière et gazière. Les grandeurs des *rentnye plateži* sont déterminées par le Comité aux prix et le ministère des Finances de l'URSS, en accord avec les ministères concernés. Dans le secteur des hydrocarbures, le montant de ces paiements fixes et d'autres paiements sont évalués par le ministère de l'Industrie gazière de l'URSS en fonction des indices du plan pour la production de gaz<sup>721</sup>. Ces *rentnye plateži* étaient calculés sur les bénéfiques (*vyplačivat'sâ iz pribyli*) selon un taux fixe (ou sur une base forfaitaire) par tonne de pétrole ou mètre cube de gaz<sup>722</sup>. Pour le pétrole, le taux moyen des *rentnye plateži* était de 10,25 roubles par tonne de pétrole brut vendu (avec une fourchette de 1,4 à 33,6 roubles), et de 14,3 roubles pour une tonne de gaz condensat (avec une fourchette de 5,11 à 22,34 roubles), au début des années 1970<sup>723</sup>.

Les *rentnye plateži* sont versés à l'État fédéral par les entreprises sur leur bénéfice global. Ces paiements concernent les entreprises de treize régions pétrolières puis dix-neuf, à partir du 1 janvier 1969. Ne sont pas concernées celles des RSS du Tadjikistan, de Kirghizie, d'Ouzbékistan et de Géorgie, car elles ont les plus mauvaises conditions d'extraction<sup>724</sup>. Il est donc possible de supposer que les entreprises des RSS du Kazakhstan et de Turkménie versent, en principe, ces *rentnye plateži* à l'État central, du moins dans les années 1970.

<sup>718</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 577.

<sup>719</sup> Avant l'introduction de ces paiements fixes, les dépenses de prospection étaient financées directement par le budget de l'État. (Le budget de l'État est composé du budget fédéral (ou de l'Union), des budgets de chaque république et des budgets des unités territoriales de niveau administratif inférieur (Gillula James W., *The economic interdependence of Soviet republics*, In *Joint Economic Committee, US Congress, Soviet Economy in a Time of change*, Washington, DC : US Government Printing Office, 1979, vol. 1, p. 622.)

<sup>720</sup> Nove Alec, *L'économie soviétique*, op. cit., p.92.

<sup>721</sup> Halov N., *Voprosy centralizacii rasčetov na promyšlennosti ob"edineiaâ respublika*, op. cit., p. 40.

<sup>722</sup> *Analitičeskij obzor voprosy rentnyh platežej v prirodopol'zovanii*, op. cit.

<sup>723</sup> Sušon A. R., *Rentnye plateži, Gornaâ ènciklopediâ*, - M. Sovetskaâ ènciklopediâ, Pod redakciej E. A. Kozlovskij, 1984 – 1991.

<sup>724</sup> Kozyrev V. M., *Renta, cena, hozrasčët v neftânoj promyšlennosti*, op. cit., p. 115.

## I. B. La réforme des prix de 1982

En raison de la constante augmentation des coûts de production des hydrocarbures (probablement parce que les nouveaux puits sont techniquement de plus en plus difficiles à exploiter et que les plus anciens sont matures) et des faibles modifications des prix, chaque période ayant suivi les réformes au cours des 20 dernières années de l'URSS, a vu une diminution des profits et, dans certains cas, des pertes. Immédiatement après chaque réforme, les profits augmentent très rapidement et puis diminuent progressivement. Cela conduit l'industrie de l'énergie à devenir de plus en plus dépendante des subventions du gouvernement central<sup>725</sup>.

En 1981, le prix de gros du baril en URSS qui est encore de plus de 3 roubles (4,62 dollars au taux officiel), est très inférieur au prix mondial qui est alors de 33 dollars (*official and spot*)<sup>726</sup>. La réforme des prix de 1982 concerne d'abord les prix de gros industriels et des entreprises. Cette augmentation est de +45% pour le gaz naturel et 130% pour le brut. Mais le prix nominal du pétrole est toujours d'environ 7 roubles le baril, soit 0,75 dollar au cours officiel, donc bien inférieur au prix mondial<sup>727</sup>.

Une révision des prix proposée par le *Goskomcen* de l'URSS en 1989 était censée éviter d'avoir à procéder à des transferts importants aux producteurs qui vendaient leurs hydrocarbures à un prix trop bas. Le prix du pétrole devait encore augmenter de 130%, celui du gaz de 100%. Des institutions gouvernementales, Gosplan compris, critiquent cette proposition car elle ne permet toujours pas de supprimer les subventions. La hausse des revenus des producteurs d'hydrocarbures n'aurait pas permis de couvrir les coûts, eux aussi, en hausse, même avec ces nouveaux prix. Des transferts considérables au sein des industries de l'énergie restaient nécessaires, en raison de l'uniformité des prix des hydrocarbures, payés ici aux producteurs (ce n'est donc plus la même situation que celle qui prévalait dans les années 1960) et qui pourtant produisent dans des conditions très différentes selon les régions<sup>728</sup>.

---

<sup>725</sup> Arbatov Alexander A., Amirov Irek, Khartukhov Eugene M., *Soviet energy : an insider's account*, op. cit., p. 28.

<sup>726</sup> Hewett, Edward A., *Energy, economics, and foreign policy in the Soviet Union*, op. cit., p. 135.

<sup>727</sup> Ibid., p. 138.

<sup>728</sup> Moe Arild, The future of soviet oil supplies to the west, *Soviet Geography*, mars 1991, vol. XXXIII, n°3, p. 147.

## I. C. La dernière réforme des prix, 1990-1991

La dernière réforme des prix de l'énergie en URSS d'avril 1991 modifie, notamment, les niveaux des prix du pétrole brut, des produits du gaz naturel et du charbon sur le marché intérieur. Cette réorganisation devait préparer l'abandon des prix administrés et la transition vers des prix de marché, afin que les prix intérieurs soient être en relation plus directe avec ceux du marché mondial. Cette réforme coïncidait aussi avec une plus grande centralisation des finances publiques.

Les réformes des années 1990-1991 dans les industries pétrolière et gazière s'opèrent plus lentement que dans les autres sphères de l'économie. De plus, la loi du 10 avril 1990 sur les relations économiques entre l'Union et les républiques fédérées et autonomes, mise en application le 1er janvier 1991, donne une plus grande autonomie aux républiques pour mener leurs politiques économiques (fixation des prix etc...) mais l'Union reste responsable du financement des secteurs de l'énergie, de la défense et des transports. Les entreprises restent dépendantes, jusqu'à la mi 1991, des commandes de l'État et donc des bas prix auxquels sont achetées leurs productions, même si les prix de gros du pétrole et de gaz doublent le 1<sup>er</sup> janvier 1991. Mais ces augmentations n'améliorent que peu de temps la situation des entreprises productrices<sup>729</sup>.

## II. *Les prix à l'exportation (la rente externe)*

Pour Matthew J. Sagers, Valerij A. Kryukov et Vladimir V. Shmat, il y avait trois types de prix : les prix de gros des entreprises (ou prix des producteurs), les prix de gros industriels qui diffèrent des précédents car ils incluent des dépenses supplémentaires et les profits des entreprises de transport (plus l'impôt sur le chiffre d'affaires dans le cas des produits pétroliers et du gaz) et les prix de vente finale. Le principal mécanisme de captation de la rente (que l'on peut appeler interne, dans ce cas) était la grande différence entre les prix payés aux producteurs pour le pétrole brut ou le gaz naturel et celui payé par l'utilisateur final pour l'essence etc... La part des impôts indirects ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les prix de détail des diverses essences étaient d'environ 80%. Ces impôts indirects étaient payés surtout par les automobilistes<sup>730</sup> puisque les entreprises bénéficiaient de tarifs préférentiels pour acheter leur essence.

---

<sup>729</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 400.

<sup>730</sup> Ibid., p. 392.

La grande différence entre les prix à l'export (mondiaux) et les prix intérieurs du pétrole brut, du gaz naturel et des produits pétroliers, et plus précisément le coût de production de ces produits en URSS engendre ce que Matthew J. Sagers, Valerij A. Kryukov et Vladimir V. Shmat appellent une rente<sup>731</sup> et qui, du fait de sa formation, peut être appelée rente externe. En théorie, la différence entre les prix à l'export et ceux du marché de gros intérieur, payés pour les livraisons de carburants d'exportation par les unions fédérales de commerce extérieur *Soûznefteèksport*, *Soûzgazeksport* et *Soûzpromeksport*, alimentait le budget de l'Union. En pratique, tous les revenus des exportations en devises fortes ou en rouble transférable allaient directement au budget de l'Union et étaient ensuite redistribués par le Centre selon les besoins prioritaires<sup>732</sup>. Ce qui signifie que les deux RSS ne bénéficiaient pas de cette rente externe.

Du reste, à la fin des années 1980, la question du contrôle des ressources pétrolières par le Centre devient cruciale et Moscou veut garder le contrôle sur la distribution et les exportations<sup>733</sup>. S'engage une lutte pour le contrôle de ces ressources c'est-à-dire pour les revenus (gains en devises) et leur distribution entre les républiques. La loi du 26 avril 1990 qui dessine les limites de souveraineté entre niveaux fédéral et républicain, stipule que le système énergétique unifié (réseau de transport compris) de l'URSS est géré exclusivement par les organismes fédéraux de l'URSS. Le Premier secrétaire du PCUS M. Gorbatchev plaide pour la création de compagnies verticalement intégrées, basées sur les zones de production<sup>734</sup>. Mais le projet de traité de l'Union des républiques souveraines, publié le 24 novembre 1990, présente la division des pouvoirs de façon plus ambiguë : « l'utilisation de la terre, du sous-sol et des autres ressources naturelles des États signataires du Traité doit être en conformité avec les lois de ces États ».

### **III. La distorsion des prix internes par rapport aux prix mondiaux**

Après 1988, le projet de mise en place d'un marché dans toute l'Union, qui devait remplacer le système d'allocation de ressources<sup>735</sup>, rend nécessaire l'élaboration de statistiques plus

---

<sup>731</sup> Ibid., p. 393.

<sup>732</sup> Arbatov Alexander A., Amirov Irek, Khartukhov Eugene M., *Soviet energy : an insider's account*, op. cit., p. 30.

<sup>733</sup> Moe Arild, *The future of soviet oil supplies to the west*, op. cit., p. 157.

<sup>734</sup> Ibid., p. 158.

<sup>735</sup> Il faut ici rappeler que, lors de la 45<sup>ème</sup> Session du CAEM en janvier 1990, à Sofia, les pays participants sont « convenus de faire reposer leur coopération sur les bases de l'économie de marché » (Luft Christa, *Le CAEM : la dissolution... et après ?*, *Economie Prospective internationale*, 2<sup>ème</sup> trimestre 1991, n°46, p. 5.). Cette décision avait été précédée par les objectifs définis en 1988 d'instaurer graduellement une libre circulation des marchandises sur le territoire du CAEM et introduire un système de prix rationnel, une convertibilité progressive des monnaies (Lavigne Marie, "Chocs et révolutions dans les relations URSS-CAEM 1975-1995", In *L'URSS au tournant : Une économie en transition*, Sapir Jacques (ed.), Paris : L'Harmattan, 1990, p. 151. Le 11 avril, l'URSS et les autres pays du CAEM proclament leur ralliement « au

complètes sur les échanges interrpublicains. Des calculs sont alors effectués pour savoir quel serait le commerce interrpublicain, s'il se faisait aux prix pratiqués par l'URSS dans ses échanges avec le reste du monde. Le ratio PMM (prix du marché mondial) / PI (prix intérieurs) pour les hydrocarbures soviétiques est de 2,7 plus élevé de tous les ratios calculés pour les autres produits. Ce qui signifie que le prix du marché mondial pour les hydrocarbures est, en 1990, 2,7 fois plus élevé que le prix intérieur moyen de l'URSS<sup>736</sup>. Les prix des livraisons de pétrole étaient sous-évalués, tandis que les biens manufacturés étaient en général relativement surévalués dans le commerce interne à l'URSS<sup>737</sup>.

Le ratio PMM / PI pour les exportations d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan est de 3,14, et de 2,38 pour celles de Turkménie, en 1990 (Cf. tableaux IV. D et IV. E : Prix intérieurs (PI) et prix du marché mondial (PMM) des exportations et importations d'hydrocarbures en 1990 pour la RSS du Kazakhstan et pour la RSS de Turkménie, en annexe du chapitre IV). Cela signifie que la RSS du Kazakhstan vendait ses matières premières à un prix (intérieur) 3,14 fois en dessous du prix mondial et que la RSS de Turkménie les vendait 2,38 fois en dessous du prix mondial, en 1990. Les prix intérieurs des hydrocarbures n'étaient donc pas les mêmes pour les deux RSS, ni à l'exportation, ni à l'importation. La RSS Kazakhstan était plus « défavorisée » que celle de Turkménie en exportant ses hydrocarbures.

#### **IV. Coûts des hydrocarbures soviétiques entre 1945 et 1991**

Les informations concernant les coûts de production (*sebestoimost'*) et les prix des hydrocarbures (il faut le rappeler encore une fois) sont parcellaires, et les définitions de certains concepts économiques ne semblent pas être cohérentes entre elles, selon qu'elles sont utilisées par un auteur soviétique ou occidental. Ainsi, le coût de production est égal au coût d'extraction, plus les investissements, plus les amortissements et les coûts de transport<sup>738</sup>. Toutefois, selon d'autres sources, la notion de *sebestoimost'* en URSS ne semble pas

---

pluralisme et à l'économie de marché comme principes d'une future coopération économique au sein de la Maison commune européenne » (Luft Christa, *Le CAEM : la dissolution... et après ?*, op. cit., p. 6.). Ceci implique que la valeur des biens et services échangés soit fixée par les prix en vigueur sur le marché international et que le rouble transférable est abandonné. Cet abandon est accepté par l'URSS en juillet 1990 et mis en œuvre le 1er janvier 1991, ce qui signe le passage au règlement en devises convertibles. L'abandon de la règle de péréquation et le passage aux prix mondiaux provoquent un effondrement des échanges, difficile à évaluer notamment en raison de la complexité à comparer des roubles transférables de 1990 avec des dollars de 1991.

<sup>736</sup> Orłowski Lucjan T., *Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period*, op. cit., p. 1003.

<sup>737</sup> Watson Robin A., *Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications*, *Post Soviet Geography*, 1994, vol. XXXV, n°7, p. 372.

<sup>738</sup> Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 25.

comprendre les coûts de transports. Pour A. Moe<sup>739</sup>, le terme *sebestoimost'* (qu'elle traduit en anglais par « *branch production cost* ») pour le secteur des hydrocarbures, comprend un droit (*fee*) pour les services octroyés par le ministère de la Géologie de l'URSS<sup>740</sup> (19,4%), l'amortissement des puits (*well depreciation*) : 20%, le transport : 10%, la maintenance : 17%, l'administration : 13,5%, l'énergie (utilisation d'électricité pour injection de gaz et d'eau dans les puits) : 20% et le coût du travail : 0,1%<sup>741</sup>. Ce coût du travail est donc quasi négligeable. Ce qui est cohérent avec l'assertion d'un auteur turkmène<sup>742</sup> qui souligne que le coût moyen de la production (*sebestoimost'*) dans l'industrie pétrolière est différent de celui des autres branches de l'industrie, notamment parce que la part des salaires y est relativement plus faible que dans l'extraction du charbon ou dans l'industrie mécanique.

Par ailleurs, comme cela a été évoqué au début de ce chapitre, les coûts, dans les industries extractives, sont très variables en fonction des conditions naturelles et / ou des techniques d'extraction. Et les industries extractives soviétiques n'échappent évidemment pas à cette constatation. Les coûts de production varient même dans d'assez fortes proportions, d'une région à l'autre, selon l'abondance des réserves et les conditions d'accès : de 5 à 6 fois pour le pétrole (cet écart était même de de 1 à 10 pour l'extraction d'une tonne, au cours des années 1950 et au début des années 1960) et jusqu'à 5 fois pour le gaz<sup>743</sup>. Selon N. Nadirov<sup>744</sup>, dans les années 1960, l'écart était même plus important puisque les coûts minimaux de production dans le secteur pétrolier en URSS étaient 21 fois inférieurs aux coûts les plus élevés. Cette différence entre coûts de production d'une région à l'autre, a joué un rôle important dans la division territoriale du travail en URSS. Ces coûts des différents gisements étaient plus ou moins considérés comme secrets<sup>745</sup>. Néanmoins, quelques chiffres concernant les gisements des deux RSS sont disponibles.

Au milieu des années 1970, les experts soviétiques avaient calculé que le seuil de rentabilité<sup>746</sup> au-delà duquel l'exploitation d'un gisement ne se justifiait plus économiquement,

---

<sup>739</sup> Moe Arild, *The future of soviet oil supplies to the west*, op. cit., p. 146.

<sup>740</sup> Cf. annexe du chapitre II.

<sup>741</sup> Il y a manifestement une erreur dans le texte de A. Moe qui mentionne 0,01% pour ce dernier taux.

<sup>742</sup> Alladatov Džapar A., *Èffektivnost' kapital'nyh vloženih v nefteobryvaûšuû promyšlennost' Turkmenskoj SSR*, Ykdysadet Instituty (Turkmenistan SSR Ylymar Akademiâsy). Ašhabad : Ylym, 1975, p. 118.

<sup>743</sup> Granberg Aleksandr Grigor'evič, *The economic mechanism of inter-republic and inter regional relations*, *Problems of economics*, July 1990, vol. 33, n°3, p. 78-79.

<sup>744</sup> Nadirov Nadir Karimovič, *Neft' : včera, segodniâ, zavtra*, op. cit., p. 57.

<sup>745</sup> Moe Arild, *The future of soviet oil supplies to the west*, op. cit., 148.

<sup>746</sup> La rentabilité de chaque secteur de production est définie par le rapport entre le revenu net de toutes les entreprises et le coût de toute la production vendue (source : Dunaev Fedor Fedorovič, *Èkonomika i planirovanie neftânoj promyšlennosti*, tome 2, op. cit., p. 208). Selon A. Nove, la rentabilité (*rentabel'nost'*) est le taux de profit sur le capital, en pourcentage, (Nove, A., *L'économie soviétique*, op. cit., p. 90).

était de 37,91 roubles par tonne de pétrole aux propriétés ordinaires et de 43,8 roubles par tonne de pétrole à forte teneur en soufre<sup>747</sup>. Selon A. Tretyakova et M. Heinmeier, la moyenne des coûts de production du pétrole en URSS avait augmenté de 4,56 en 1970 à 17,7 roubles par tonne en 1986 (ou 25,71 roubles par tonne, selon M. J. Sagers)<sup>748</sup>.

Aux coûts de production et d'extraction, s'ajoutent ceux du transport des hydrocarbures, qui sont fonction du mode utilisé. En 1973, 40,1% du pétrole et des produits pétroliers étaient acheminés par rail et 46,8% par oléoduc, le reste par voie maritime (9,3%) et fluviale (3,8%). C'est ainsi que le prix du transport peut intervenir comme différence de prix entre deux régions de l'URSS : compte tenu des coûts de transport, le gaz de Tûmen', livré à Moscou, revenait à 12 roubles les 1 000 m<sup>3</sup> alors que celui d'Asie centrale était de 15,8<sup>749</sup>.

Enfin, le facteur temps entre également en ligne de compte puisque les prix varient aussi en fonction de la durée d'exploitation d'un champ. Dans les industries extractives, au fur et à mesure de l'épuisement des réserves d'un champ, sa production et sa rentabilité diminuent<sup>750</sup>. Le coût d'exploitation baisse pendant les cinq premières années, il est stable pendant les 5-7 années suivantes puis augmente. C'est le processus de « maturation d'un champ ».

## ***V. Les différences des coûts de production des hydrocarbures entre les deux RSS***

Dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk (RSS du Kazakhstan), en 1940, le coût de production d'une tonne de pétrole est de 85,47 roubles, alors que le plan indique 78,59 roubles (soit une différence de 8,6%)<sup>751</sup>. Cinq ans plus tard, le coût d'une tonne de pétrole avait été de 134,6% plus élevé que prévu par le plan<sup>752</sup>. En conséquence, le trust *Aktûbneft'* (région d'Èmba) accuse des pertes de plus de deux millions de roubles pour son activité de 1944. Au cours des sept premiers mois de 1946, ce même trust connaît des problèmes de trésorerie. Des dotations ne lui sont allouées qu'au mois d'octobre. Sur les dix premiers mois de l'année 1946, les pertes du trust qui

---

<sup>747</sup> Ces coûts de production ne prenaient pas en compte les opérations de prospection mais ils ne se limitaient pas au coût d'extraction puisqu'ils comprenaient les dépenses d'investissements strictement liées à la production et les provisions pour amortissement (Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 14).

<sup>748</sup> cités par Moe Arild, *The future of soviet oil supplies to the west*, op. cit., p. 146.

<sup>749</sup> Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 15 et 25.

<sup>750</sup> Drogičinskij, N. E., Starodubrovskij, V. G., *Osnovy i praktika hozâjstvennoj reformy v SSSR*, Moskva : Èkonomika, 1971, p. 348.

<sup>751</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangaliev G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 75.

<sup>752</sup> Décret du secrétaire de l'*obkom* d'Aktûbinsk, archives d'Etat de l'*oblast'* d'Aktûbinsk, Fonds du parti de la RSS kazakhe, fonds 13, opis' 14, delo 116.



s'élèvent à 888 000 roubles sont dues à la vente de 2 000 tonnes de pétrole à un prix inférieur à celui de 1945 (193,3 roubles en 1945 contre 163,9 en 1946)<sup>753</sup>.

Toujours à Èmba, dans les années d'après-guerre, le coût de la production de pétrole est plus élevé que dans la région Ural-Volga et que dans la RSS de Turkménie (ou qu'en Transcaucasie). Jusqu'à la fin des années 1960, les coûts d'extraction de pétrole, dans la région Ural-Volga sont moins élevés que dans les quatre RSS d'Asie centrale<sup>754</sup>. Le développement de la production dans cette région d'Ural-Èmba n'a donc pas alors de sens sur le plan économique<sup>755</sup>. Toutefois, ce coût décroît de 28% au cours du 8<sup>ème</sup> plan (1966-1970) et la rentabilité de l'exploitation pétrolière par *Èmbaneft'* grandit à la fin des années 1960 et au début des années 1970, passant de 20,7% en 1969 à 23,1% en 1970 et 1971<sup>756</sup>. L'explication réside sans doute en la découverte de nouveaux champs comme celui de Kenkiäk

Dans les années 1960 toujours, sur le champ d'Uzen' (toujours dans la RSS du Kazakhstan), exploité par *Mangyšlakneft'*, le coût de la tonne de pétrole extraite ne dépasse pas les 3 *kopeck* (ce coût n'est pas comparable à celui annoncé plus haut pour *Aktûbneft'*, car un changement de numéraire est intervenu depuis) ; il est alors 10 fois plus faible que la moyenne soviétique<sup>757</sup>. Ceci s'explique, notamment, par la densité des réserves bien supérieure à celles qui se trouvent dans les sous-sols des républiques autonomes de Tatarie et de Bachkirie (RSFSR)<sup>758</sup>, notamment. La rentabilité des travaux d'exploration des gisements de pétrole et de gaz, dans cette région de Mangyšlak est évidente<sup>759</sup> : ainsi sur l'exploitation de Žetybaj (dans le sud de la région), gérée par *Mangyšlakneft'*, le coût de production d'une tonne de pétrole diminue de 12,06 roubles en 1967 à 3,60 roubles en 1970 (notons que ce coût est très supérieur à celui d'Uzen' quelques années plus tôt). Au cours du 8<sup>ème</sup> plan, le coût baisse en moyenne de 4,70 roubles en 1966 à 4,19 en 1970 dans les exploitations de *Mangyšlakneft'*. La rentabilité de cette entreprise augmente, par conséquent, durant cette période en passant de 24,7% à 41,5%<sup>760</sup> et elle est donc bien supérieure à celle d'*Èmbaneft'*.

---

<sup>753</sup> Svedeniâ, spravki o partijno-proizvodstvennoj rabote tresta Aktûbneft', 1946, Archives d'Etat de l'oblast' d'Aktûbinsk, fund 13-p, opis' 15, delo 252.

<sup>754</sup> Probst Abram Efimovič, Mazover, Åkov Aleksandrovič, *Razvitie toplivnoj bazy rajonov SSSR*, op. cit., p. 271.

<sup>755</sup> Šaukenbaev T., *Èkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 35.

<sup>756</sup> Ibid., p. 134.

<sup>757</sup> Mirčink M. F., *Neftegazonosnost' ũžnogo Mangyšlaka*, op. cit., p. 6.

<sup>758</sup> Ibid., p. 6.

<sup>759</sup> Ibid., p. 9.

<sup>760</sup> Šaukenbaev T., *Èkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 126.

Globalement, les profits des entreprises pétrolières de la RSS du Kazakhstan augmentent sur la période 1970-1989. Mais sur de courtes périodes, ils fluctuent : ils augmentent entre 1970 et 1975, puis diminuent sur les cinq années suivantes pour être de nouveau en augmentation sur la période 1980-1985. Ils baissent entre 1985 et 1989. Ceux des entreprises productrices de gaz sont aussi très fluctuants, augmentent considérablement entre 1980 et 1985 et restent sensiblement stables jusqu'en 1988. Seules les raffineries voient leurs profits constamment en hausse jusqu'en 1988 (ils diminuent en 1989) [Cf. Tableau IV. A : Les profits des entreprises pétrolières et gazières de la RSS du Kazakhstan (1970-1989), en annexe du chapitre IV].

La rentabilité du secteur pétrolier et du raffinage dans la RSS du Kazakhstan diminue entre 1970 et 1988 (Cf. le tableau IV. B : Rentabilité du secteur des hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan). Ce qui paraît paradoxal puisque les profits ont globalement augmenté sur cette période. L'explication réside sans doute dans l'augmentation des capitaux engagés pour l'exploitation des nombreux champs découverts à cette période. La rentabilité augmente au contraire pour la production de gaz, ce qui est cohérent avec l'évolution des profits des producteurs de gaz, donnés plus haut.

En 1988, les rentabilités de ces différentes productions sont en deçà du taux de 17-18%, considéré comme « normal » par les planificateurs des années 1950. Globalement pour l'ensemble de la RSS du Kazakhstan, l'exploitation des ressources pétrolières était moins rentable que dans d'autres régions soviétiques. Et la politique de développement avait des objectifs autres qu'économiques, à savoir politiques et stratégiques.

Les conditions géologiques et économiques font que le *sebestoimost'* est plus bas dans la RSS de Turkménie qu'ailleurs (de plus, la qualité du pétrole est meilleure que celle d'autres *rajon* économiques du pays)<sup>761</sup>. Et les coûts de production y diminuent globalement sur la période 1950-1971, et notamment pour les gisements de pétrole découverts et exploités à partir de la fin des années 1960<sup>762</sup>.

---

<sup>761</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 46.

<sup>762</sup> Probst Abram Efimovič, Mazover, Ákov Aleksandrovič, *Razvitie toplivnoj bazy rajonov SSSR*, op. cit., p. 271.

**Tableau N°14 : Comparaison des coûts de production du pétrole dans les RSS du Kazakhstan et de Turkménie 1950-1971**

en rouble par tonne	1950	1955	1960	1963	1971
RSS du Kazakhstan	11,21	9,55	8,84	10,24	
RSS de Turkménie	5,30	6,19	4,93 / 4,89	4,44	3,05

Source : Campbell, R., *Trends in the Soviet Oil and gas Industry*, Baltimore : Published for Resources for the Future by the Johns Hopkins University Press, 1976, p. 34.

Le tableau N°14 ci-dessus montre qu'au cours des années 1950, le coût de production du pétrole par tonne était plus élevé dans la RSS du Kazakhstan que dans celle de Turkménie. En 1960, la production de pétrole dans la RSS de Turkménie est l'une des moins coûteuses d'URSS. L'indice du coût moyen (*sebestoimost'*) de production d'une tonne de pétrole est de 166 en RSS de Turkménie, de 289 pour celle du Kazakhstan et de 224 en Azerbaïdjan<sup>763</sup> (base 100 pour l'URSS). Le coût moyen d'extraction du pétrole et du gaz a baissé de 37,6% entre 1960 et 1971 dans la RSS de Turkménie<sup>764</sup>. Ces coûts varient néanmoins selon les gisements et donc selon les directions (*upravlenie*) de *Turkmenneft'*. Ils augmentent entre 1960 et 1971 pour *Čelekenneft'* et *Kum-Dagneft'*<sup>765</sup> (qui appartiennent au *kombinat Turkmenneft'*).

Dans le domaine gazier, les coûts de production varient, eux aussi, dans de fortes proportions d'une région à l'autre et dans le temps. Au milieu des années 1970, la production de 1 000 m<sup>3</sup> de gaz en Asie centrale revenait en moyenne à 6,4 roubles (2,6 dans l'*oblast'* de Tûmen' ; 3,4 dans la région d'Orenbourg et 11,5 dans la région de la Volga)<sup>766</sup>. Le gaz d'Asie centrale avait l'un des plus bas coûts d'extraction en URSS après celui du territoire (*kraj*) de Krasnodar. À la fin des années 1980<sup>767</sup>, le coût de production de 1 000 m<sup>3</sup> de gaz sur le gisement de Majskoe (RSS de Turkménie) est inférieur à 2,9 roubles.

Pour établir un tableau concernant la rentabilité du secteur des hydrocarbures dans la RSS de Turkménie, une fois encore, les sources sont fragmentaires. Les annuaires *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR* pour les années 1974, 1976, 1979, 1981, 1984, 1985 ne décomposent pas l'industrie en sous-secteurs. Les entreprises de l'énergie et des combustibles (*toplivno-energetičeskij kompleks*) sont absentes des tableaux relatifs aux profits enregistrés

<sup>763</sup> Šaharov S. Š., *Neft', gaz Turkmenii*, op. cit., p. 86.

<sup>764</sup> Alladatov Džapar A., *Ėffektivnost' kapital'nyh vloženiñ v nefteobryvaûšiu promyšlennost' Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 118.

<sup>765</sup> Ibid., p. 119.

<sup>766</sup> Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 25.

<sup>767</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 50.

par les entreprises et leur rentabilité (celui de l'année 1976, publié en 1977, n'indique même rien pour le secteur de l'énergie). Le tableau IV. C : Rentabilité du secteur de l'énergie de la RSS de Turkménie 1986-1989 (en annexe du chapitre IV) révèle une hausse de la rentabilité des entreprises du secteur de l'énergie sur la période 1986-1989. En faisant l'hypothèse que ce secteur est surtout représenté par le gaz, cette hausse de la rentabilité est à rapprocher de celle du secteur gazier dans la RSS du Kazakhstan.

Après cet état des coûts et de la rentabilité des entreprises du secteur des hydrocarbures des deux RSS, il faut aborder la question des prix auxquels elles les vendent dans le cadre de leur commerce interrpublicain.

## **VI. *L'impact de la sous-évaluation des prix des hydrocarbures dans le commerce interrpublicain des RSS du Kazakhstan et de Turkménie***

Les prix des matières premières de base et des matières intermédiaires non traitées étaient fixés artificiellement bas, sur des périodes assez longues afin d'assurer une « rentabilité » aux producteurs de biens manufacturés dont les prix étaient ajustés plus fréquemment. En plus de ces bas prix des hydrocarbures, existait une distorsion des prix relatifs internes des matières premières par rapport à ceux des biens industriels. En compensation, les républiques vendeuses de matières premières recevaient des transferts<sup>768</sup>. Cette discrimination de la fixation des prix selon les secteurs permettait en effet de gros transferts indirects depuis les RSS « exportatrices » nettes vers les « importatrices » nettes de produits dont le prix était sous-estimé, comme les hydrocarbures, et depuis les « importatrices » nettes vers les « exportatrices » nettes de marchandises dont les prix sont surestimés<sup>769</sup>. Ainsi, les « exportatrices » de pétrole, de gaz naturel ont contribué à aider les producteurs de produits finis, tandis que les usines exportant des produits finis, recevaient des transferts directs du budget central soviétique ou des budgets des républiques. Ces transferts visaient à financer la fourniture d'équipements lourds à des prix surévalués aux sociétés pétrolières<sup>770</sup>.

Le flux du commerce interrpublicain inclut un élément de transfert car les « importateurs » de marchandises dont le prix est surévalué « donnent » une part de leurs revenus aux républiques « exportatrices »<sup>771</sup>. Le commerce interrpublicain des hydrocarbures est un exemple de ces

---

<sup>768</sup> Esanov Akram, Raiser Martin, Buitter Willem, *Nature's blessing or nature's curse : the political economy of transition in resource-based economies*, op. cit., p. 12.

<sup>769</sup> Orłowski Lucjan T., *Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period*, op. cit., p. 1003.

<sup>770</sup> *Ibid.*, p. 1009-1010.

<sup>771</sup> *Ibid.*, p. 1001. L'auteur signale par ailleurs que ce type de transferts existe aussi dans les économies de marché. La différence réside dans le fait que ces transferts étaient l'élément central des économies planifiées

transferts indirects qui sont donc réalisés par l'échange de biens à des prix sur- ou sous-évalués par rapport à leur coût de production.

Selon L. Orłowski, le commerce interrpublicain était une voie beaucoup plus efficace (l'auteur ne précise dans quelles mesures) de transferts de revenus et donc de redistribution que les transferts directs, même si les transferts indirects étaient distribués de façon inégale parmi les républiques.

Jusqu'à la fin des années 1980, les données soviétiques publiées ne permettaient pas de mesurer la valeur, aux prix mondiaux, de ce que s'échangeaient les quinze républiques entre elles.

## VI. A. Le cas de la RSS du Kazakhstan

À la fin de l'époque soviétique, la RSS du Kazakhstan n'importe ses hydrocarbures pratiquement que des autres républiques soviétiques : ses exportations comprennent une petite part de commerce international (1,5% en 1990). En valeur, ses importations sont supérieures à ses exportations (Cf. Tableau IV. F : Les importations et exportations d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan 1988-1990, en annexe du chapitre IV). Ce qui confirme l'hypothèse posée dans le chapitre précédent, à savoir que les hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan étaient en grande partie destinés à la consommation d'autres républiques soviétiques.

Ceci est encore confirmé, toujours pour 1990, par le tableau ci-dessous [N°15 : Les exportations de la RSS du Kazakhstan en 1990 (en millions de roubles) aux prix intérieurs et mondiaux] qui montre que les "exportations" d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan, en valeur<sup>772</sup>, relèvent essentiellement du commerce intra-soviétique. Si les prix internationaux avaient été appliqués aux échanges de 1989, les exportations de la RSS du Kazakhstan auraient payé moins de 60% de ses achats auprès de ses partenaires de l'Union<sup>773</sup>.

D'autre part, le montant de ces exportations d'hydrocarbures, en prix intérieurs, représente 12% de l'ensemble du commerce interrpublicain des produits industriels de la république, derrière le charbon, la chimie et l'industrie légère<sup>774</sup>. La valeur, en roubles et en prix intérieurs, des exportations d'hydrocarbures de la RSS était relativement marginale (795,3

---

et constituaient un mécanisme important de-redistribution de revenus entre États.

<sup>772</sup> On peut s'interroger sur la signification d'un montant d'exportations d'hydrocarbures vers le reste du monde en millions de roubles au prix intérieurs, puisque les échanges avec le reste du monde n'étaient pas réglés en roubles et pas davantage aux prix intérieurs.

<sup>773</sup> Watson Robin A., *Interpublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications*, op. cit., p. 407.

<sup>774</sup> L'industrie légère de la RSS du Kazakhstan représente 21,4% des exportations industrielles en prix intérieurs, dans son commerce interrpublicain.

millions de roubles) dans le montant total des exportations (l'industrie et l'agriculture y représentaient 9 151 millions de roubles) en 1990. Dans ses échanges avec les pays hors URSS, les exportations d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan ne comptaient en 1990, que pour 1,4% des exportations industrielles aux prix intérieurs et 4,2% aux prix mondiaux, et en roubles.

**Tableau N°15 : Les exportations de la RSS du Kazakhstan en 1990 (en millions de roubles) aux prix intérieurs et mondiaux**

Exportations	Commerce interrépublicain				Commerce international				Total			
	prix intérieurs		prix mondiaux		prix intérieurs		prix mondiaux		prix intérieurs		prix mondiaux	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
Industrie	6 512,9	13 772,5	7 322,1	14 113,2	874,1	3 350,4	1 025,1	1 823,3	7 387,0	17 122,9	8 347,2	15 936,5
Dont												
Pétrole et gaz	782,9	1 176,6	2 455,0	3 161,4	12,4	4,6	43,2	5,2	795,3	1 181,2	2 498,2	3 166,6
Charbon	304,1	155,8	284,3	145,7	1,9	0	1,8	0	306,0	155,8	286,1	145,7
Industrie légère	1 395,2	1 981,8	345,8	603	140,9	1 392	61,9	339,8	1 536,1	3 373,8	407,7	942,8
Chimie	960,7	1 521,8	785,2	1 298,4	120,9	204,7	94,0	149,9	1 081,6	1 726,5	879,2	1 448,3
Agriculture	1 732,1	226,7	909,3	88,4	31,9	165,1	13,5	76,8	1 764,0	1 764	922,8	165,2
Total du commerce	8 443,3	14 314	8 449,4	14 549,6	906,4	3 515,7	1 039	1 900,3	9 349,7	17 829,8	9 488,5	16 449,9

Source : Watson Robin A., Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications, *Post Soviet Geography*, 1994, vol. XXXV, n°7, p. 391.

## VI. B. Le cas de la RSS de Turkménie

Sur la période 1987-1991, les importations d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie augmentent en valeur (i.e. en millions de roubles et en prix intérieurs), et ne proviennent que des républiques soviétiques (Cf. Tableau IV. G : Importations et exportations d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie 1987-1991, en annexe du chapitre IV). Ses exportations d'hydrocarbures augmentent en valeur considérablement en 1991 par rapport à 1990 (+ 226%) mais pratiquement uniquement dans le cadre du commerce interrpublicain (la part de ces exportations dans le commerce international de la RSS n'est que de 14,8% en 1991, après avoir bondi entre 1989 et 1991).

Pour le commerce de l'énergie, la RSS de Turkménie est la seule des quatre républiques d'Asie centrale à avoir une balance positive de 6 milliards de roubles-devises en 1989 (*foreign-exchange rouble*). Mais sa production industrielle étant très peu diversifiée, elle a une balance des paiements (échanges interrpublicains et commerce extérieur) négative en dépit de ses richesses énergétiques<sup>775</sup>. Si les prix internationaux avaient été appliqués aux échanges de 1989, cette balance n'aurait été que de 0,3 milliard de roubles-devises (*foreign-exchange rouble*)<sup>776</sup>.

Le tableau N° 16 (Les exportations de la RSS de Turkménie en 1990 (en millions de roubles) aux prix intérieurs et mondiaux) ci-dessous montre qu'en 1990, comme dans le cas de la RSS du Kazakhstan, les exportations d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie, en valeur, relèvent davantage de son commerce avec les autres républiques soviétiques que d'échanges avec le reste du monde. Le montant des livraisons d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie, dans son commerce interrpublicain représente 30,6% de l'ensemble des "exportations" industrielles de la république, aux prix intérieurs, et en auraient représenté 62,7% si ces "exportations" avaient été effectuées aux prix mondiaux.

---

<sup>775</sup> Narzikulov Rustam, "The Central Asia republics", op. cit., p. 444.

<sup>776</sup> Ibid.



**Tableau N°16 : Les exportations de la RSS de Turkménie en 1990 (en millions de roubles) aux prix intérieurs et mondiaux**

Exportations	Commerce interrépublicain				Commerce international				Total			
	prix intérieurs		prix mondiaux		prix intérieurs		prix mondiaux		prix intérieurs		prix mondiaux	
	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import	Export	Import
Industrie	2 271,0	2 693,1	2 645,9	2 256,8	163,7	625,2	108,9	259,4	2 435,4	3 318,3	2 754,2	2 516,2
Dont												
hydrocarbures	695,8	79,3	1 659,3	176,6	9,3	0	23,0	0	705,1	79,3	1 682,3	176,6
Industrie légère	1 082,5	550,7	541,2	161,5	138,9	254,5	75,0	64,6	1 221,4	805,2	616,2	226,1
Produits alimentaires	205,9	444,7	111,7	179,4	7,1	185,1	3,6	68,5	213,0	629,8	115,3	119,3
Agriculture	123,6	1 32,1	44,4	69,7	3,5	60,1	0,7	46,4	127,1	192,2	45,1	116,1
Total du commerce	2 469	2 923	2 773,45	2 438	171,9	685,3	114	305,8	2 640,9	3 608,4	2 887,6	2 743,8

Source : Watson Robin A., Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications, *Post Soviet Geography*, 1994, vol. XXXV, n°7, p. 394.

## VII. *Une tentative d'évaluation des revenus de la production des hydrocarbures au niveau fédéral et républicain*

Bien que l'on sache que tous les revenus des exportations en devises fortes ou en roubles transférables sont alloués directement au budget de l'Union pour être ensuite centralement redistribués selon les besoins prioritaires<sup>777</sup> (les entreprises des deux RSS doivent en effet commercer par l'intermédiaire des ministères à Moscou qui contrôlent la plupart des gains en devises), et que les montants de ces revenus soient inconnus, il est possible de calculer une valeur théorique de la production d'hydrocarbures des deux RSS.

### VII. A. Estimation de la valeur théorique de la production des hydrocarbures au niveau fédéral, en 1985

Tout en reconnaissant qu'il est très difficile d'estimer le montant total de la rente des hydrocarbures dans l'économie soviétique puisqu'il n'y avait pas de données concernant cette rente et qu'elle était mêlée aux autres revenus en provenance de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, Matthew J. Sagers, Valerij A. Kryukov, et Vladimir V. Shmat<sup>778</sup> en ont néanmoins tenté une évaluation, pour l'année 1985. Ils calculent la différence entre les coûts de production internes (incluant un taux de profit normal) et la production évaluée aux prix mondiaux, après avoir écarté les paiements fixes de rente comme montant d'une rente, car ils ne représentent que 1,3% des revenus du budget de l'État soviétique en 1985. Les chiffres consignés dans le budget de l'État soviétique, sous la rubrique « paiements des entreprises et organismes d'Etat sur les bénéficiaires (« *plateži gosudarstvennyh predpriâtij i organizaciej iz pribyli* ») ne peuvent, en effet, pas être considérés sérieusement comme une mesure de la rente<sup>779</sup>. Et la reconstitution des recettes du budget de l'URSS ci-dessous le montre (Cf. Tableau N°19 : Évolution des recettes du budget de l'URSS (1940-1990) en pourcentage des recettes globales, dans le chapitre V). Ces paiements de rente fixes ne s'élèvent au mieux qu'à 1,7% des recettes du budget de l'URSS en 1970 et à 0,8% en 1986. Au niveau républicain, les conclusions sont similaires. Les *rentnye plateži*, versés au budget de la république du Kazakhstan en 1970 (soit 0,43% des recettes de son budget), puis en 1976-1978 sont négligeables par rapport aux recettes totales (Cf. tableau N°21 : Les recettes du budget de la RSS du Kazakhstan 1940 – 1991, dans le chapitre V). Dans le cas de la RSS de Turkménie,

---

<sup>777</sup> Arbatov Alexander A., Amirov Irek, Khartukhov Eugene M., *Soviet energy : an insider's account*, op. cit., p. 30.

<sup>778</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., *Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy*, op. cit., p. 395.

<sup>779</sup> Ibid.

les chiffres des *rentnye plateži* retrouvés correspondent aux années 1976 et 1977<sup>780</sup> ; ils représentaient respectivement 00,4% et 0,03% de son budget (Cf. Tableau N°20 : Évolution des recettes du budget de la RSS de Turkménie 1940 – 1990, dans le chapitre V). Ils sont donc eux aussi, très négligeables par rapport aux impôts sur le chiffre d'affaires et aux recettes globales de la RSS. Ces constatations faites, ces paiements fixes seront négligés dans l'estimation de la valeur théorique de la production d'hydrocarbures de deux RSS (Cf. paragraphe ci-dessous), comme ils l'ont été par M. Sagers, V. Kryukov, et V. Shmat.

Notons ici que ces auteurs ne raisonnent pas sur le volume des exportations d'hydrocarbures mais sur la production totale. Par ailleurs, leur méthode de calculs est reprise ici. Ces prix mondiaux sont alors d'environ 233,6 dollars la tonne de pétrole (32 dollars le baril) et de 130 dollars les 1 000 m<sup>3</sup> de gaz. La production étant d'environ 595 millions de tonnes de pétrole et de 642,9 milliards de m<sup>3</sup> de gaz, sa valeur était donc respectivement d'environ 139 et de 83,5 milliards, soit 222,5 milliards de dollars au total. Ils évaluent les coûts de production et de transport à 50 milliards de dollars, d'où un revenu de 172,5 milliards de dollars. En incluant la différence entre le prix interne et le prix mondial des produits pétroliers (qu'ils estiment à 50% du dernier revenu calculé, soit la moitié de 172,5), ces revenus atteignent les 258,9 milliards de dollars. Au taux de conversion d'environ 0,6 rouble pour un dollar, ils s'élèvent à 155,3 milliards de roubles. Ce montant équivaut à environ 39,8% des revenus du budget de l'État en 1985 (qui sont de 390,6 milliards de roubles).

Mais le revenu réel était inférieur, parce que 60% des exportations de pétrole brut étaient destinées aux pays du CAEM qui les achetaient à des prix inférieurs à ceux des prix mondiaux<sup>781</sup> (en moyenne 7 à 9 dollars le baril, soit environ un tiers du prix mondial et c'était sensiblement la même chose pour le gaz. Cette rente était donc partagée avec ces pays<sup>782</sup>. Mais environ 70% du pétrole et 87% du gaz produits étaient consommés dans le pays, l'essentiel de la rente n'était donc pas tiré des exportations<sup>783</sup>. De plus, lorsque les prix du pétrole s'effondrent (d'environ 50%) en 1986, les coûts de production du pétrole augmentent en URSS, d'où une réduction de la rente<sup>784</sup>.

---

<sup>780</sup> Les *Fiksirovannye (rentnye) plateži* disparaissent de l'annuaire *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1990* g.

<sup>781</sup> Cf. Annexes du chapitre I.

<sup>782</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 393.

<sup>783</sup> Ibid., p. 393.

<sup>784</sup> Ibid., p. 396.

## VII. B. Evaluation du montant théorique de la production d'hydrocarbures pour les deux RSS

En se basant sur le raisonnement de M. Sagers, V. Shmat et V. Kryukov, et en conservant le même niveau de coût de production (ce qui est une hypothèse lourde et contradictoire avec ce qui a été exposé plus haut concernant les variations des coûts selon les gisements), il est possible de faire le même calcul pour les productions des RSS du Kazakhstan et du Turkménistan. Ces estimations, quoique grossières, seront ensuite comparées aux transferts reçus par les RSS. Dans ce cas, les produits pétroliers ne sont pas pris en compte.

**Tableau N°17 : Estimation du montant de la production de pétrole brut et de gaz en 1985 de la RSS du Kazakhstan**

RSS du Kazakhstan 1985	Pétrole	Gaz	total
Prix mondiaux approximatifs dollars / tonne dollars / millier de m3	233,6	130	
Volume de production en millions de tonnes en milliards de m3	22,839	5,456	
Valeur de la production en millions de dollars	5 335,2	709,28	6 044, 48
Coûts de productions et de transport + profit sur le capital dollars / tonne dollars / milliers de m3	40	40	
Total des coûts en millions de dollars	913,56	218,24	
Revenus en millions de dollars	4 421,6	491,04	4 912,64
Revenus en millions de roubles			2 947,58

Pour la RSS de Turkménie, la même méthode de calcul donne les résultats suivants :

**Tableau N°18: Estimation du montant de la production de pétrole brut et de gaz en 1985 de la RSS de Turkménie**

RSS de Turkménie 1985	Pétrole	Gaz	total
Prix mondiaux approximatifs dollars / tonne dollars / millier de m <sup>3</sup>	233,6	130	
Volume de production en millions de tonnes en milliards de m <sup>3</sup>	6,029	83,19	
Valeur de la production en millions de dollars	1 408,37	10 814,7	
Coûts de productions et de transport + profit sur le capital dollars / tonne dollars / milliers de m <sup>3</sup>	40	40	
Total des coûts en millions de dollars	241,16	3 327, 6	
Revenus en millions de dollars	1 167,21	7 487, 1	8 654,3
Revenus en millions de roubles			5 192,6

Les montants de ces revenus sont plus de deux fois supérieurs à ceux calculés pour la RSS du Kazakhstan.

L'article paru dans le quotidien *Turkmenskaâ Iskra*<sup>785</sup>, en 1990, fournit des chiffres et une succincte description de la vente du gaz turkmène. Les auteurs rappellent qu'en 24 ans d'exploitation (ce qui signifie qu'elle remonte au milieu des années 1960, les auteurs semblent donc négliger les quinze premières années 1950-1965 pendant lesquelles la production augmente jusqu'à 127 milliards de mètres cubes par an), le volume cumulé de gaz extrait s'élève à 1,1 mille milliards de mètres cubes (chiffre inférieur à la somme des productions annuelles présentées dans les annexes du chapitre I). Il a été destiné aux besoins du pays (URSS) ; sa valeur est estimée par les auteurs à 7 milliards de roubles (ils précisent que cette valeur serait à multiplier au moins par 15, en prenant en compte le cours du marché mondial). En 1989, 85,3 milliards de m<sup>3</sup> de gaz ont été livrés par le tube *Srednââ Aziâ-Centr*, pour un montant d'environ 512 millions de roubles, (ce qui donne un prix interne de 6 roubles les 1 000 m<sup>3</sup>, soit 10 dollars au taux précédemment indiqué. Le prix interne est donc très inférieur au prix mondial de 130 dollars, utilisé dans le calcul ci-dessus). Le budget de la république ne reçoit que moins d'un pour cent de la valeur des livraisons de gaz aux autres républiques, ce qui est cohérent avec le paragraphe ci-dessus concernant la distorsion interne des prix des

<sup>785</sup> Batyrov S., Abdyyev A., *Gazovaâ promyšlennost' v èkonomike Turkmenistana*, op. cit.

biens et les transferts indirects. De plus, la population de la RSS de Turkménie n'est pas approvisionnée correctement en gaz.

Il reste à examiner l'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises du secteur des hydrocarbures, c'est-à-dire la fiscalité de ces entreprises, pour cerner au mieux l'ensemble des revenus qui pouvaient être perçus par les deux RSS, grâce aux travaux d'A. Granberg et de James W. Gillula.

## Chapitre V

### Budgets et transferts des deux républiques

Les différences de développement entre les diverses républiques et régions soviétiques ont été longtemps considérées comme une question sensible en URSS. La question de la péréquation économique entre les différentes républiques était lourde de conséquences politiques<sup>786</sup>. Ce thème était de tous les congrès, depuis les années 1920 jusqu'à la fin de l'ère stalinienne. Il apparaît encore dans le programme du XXII<sup>ème</sup> congrès du PCUS, en 1961, puis dans celui de 1966. En 1972, L. Brejnev déclarait que cette péréquation était réalisée et des chercheurs occidentaux affirmaient que les conditions économiques en Asie centrale s'amélioraient. Mais en 1976, le XXV<sup>ème</sup> congrès reconnaissait que les efforts en direction d'un rééquilibrage du développement économique devaient être poursuivis. Ces questions devaient être précédées d'évaluations, avant d'être débattues. Or, les définitions du terme « développement économique » diffèrent selon les auteurs soviétiques et le contexte<sup>787</sup>, ce qui a engendré de nombreux débats. Ce thème est repris lors du XXVI<sup>ème</sup> congrès, en 1981 et, à partir de 1985, des analystes occidentaux montrent, cette fois, que le fossé se creuse entre les républiques d'Asie centrale et les autres. Avec l'arrivée de Iouri Andropov au poste de Premier secrétaire du PCUS en novembre 1981, de graves accusations commencent à être portées quant à la probité de dirigeants, comme celle du Premier secrétaire de la RSS d'Ouzbékistan Šaraf Rašidov. « *Les offensives d'Andropov et de Gorbatchev ont un but : casser les 'satrapies' mises en place sous Brejnev pour favoriser l'émergence de cadres réformateurs. L'idée est de jouer les factions régionalistes écartées du pouvoir contre les "mafias" en place* »<sup>788</sup>. Lors du XXVII<sup>ème</sup> congrès (février-mars 1986), M. Gorbatchev ne revient pas sur la thématique de la péréquation et la *Glasnost'* met fin à ces débats.

Dans le chapitre précédent, il a été établi une estimation de la valeur théorique des productions d'hydrocarbures des deux RSS, aux prix mondiaux, pour 1985. Ce chapitre propose une présentation des budgets des deux RSS et une évaluation des transferts directs perçus et donnés par les deux RSS, qui sera ensuite comparée à cette valeur théorique de la production d'hydrocarbures par les deux RSS. La présentation des budgets des RSS achoppe

---

<sup>786</sup> Rumer Boris Z. *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 21.

<sup>787</sup> Ibid.

<sup>788</sup> Roy Olivier, *La nouvelle Asie centrale, ou La fabrication des nations*, Paris : Éditions du Seuil, 1997, p. 199.

sur les questions d'agrégats, multiples et spécifiques à l'économie soviétique. Quant à la circulation des profits des entreprises du secteur des hydrocarbures, elle est difficile à établir pour des raisons exposées ci-dessous.

### ***I. La multiplicité des agrégats économique soviétiques***

L'Union soviétique avait créé des agrégats économiques spécifiques comme le « Revenu National Consommé » et le « Revenu National Produit » ou encore le (*valovoj*) *obšestvennyj produkt*, le Produit Matériel Net (PMN) et le plus connu, le Produit intérieur brut (*Valovoj Vnutrenij Produkt*, VVP). Tous ne sont pas identiques et n'ont pas d'équivalents exacts dans les économies occidentales. C'est le VVP qui est un des indices le plus proche du PIB. Mais le Produit Matériel Net (PMN) est également très utilisé. Le PMN est égal au PNB moins les amortissements (*depreciation*) et la plupart des services<sup>789</sup>. Il diffère du produit national occidental car il ne prend en compte que les activités considérées comme productives dans les économies socialistes, sont ainsi exclues une grande partie des services, administrations, services financiers, services aux ménages, santé, éducation, etc...<sup>790</sup>

Or ces divers indicateurs sont employés dans différents documents issus de la même organisation, selon la langue du document (GDP pour un document en anglais et PMN en russe). Ils semblent donc être utilisés comme s'ils recouvraient les mêmes données économiques, ce qui n'est pas rigoureusement vrai. En 1988, les autorités soviétiques déclarent qu'elles vont commencer à utiliser le PNB parce qu'il permet les comparaisons internationales<sup>791</sup>, mais le VVP est toujours employé.

Concernant les transferts financiers entre les budgets de l'Union et ceux des républiques, les termes utilisés dans les littératures anglophone, russophone et francophone sont, eux aussi, nombreux et variés. Les principaux termes sont, en anglais : *grant*, *subsidy*, *transfer*, *financial handouts*, et *allocations*. Le recueil statistique de la Banque mondiale publié en 1992<sup>792</sup>, distingue « *grant* » et « *transfer* » en provenance ou à destination du budget de l'Union, mais sans en préciser la définition dans les « notes techniques ». Ces *grants* identifiés par la Banque mondiale, mais non définis et dont les équivalents n'ont pas été retrouvés dans les statistiques soviétiques, ne figureront pas dans les tableaux ci-dessous présentant les évolutions des recettes des deux budgets. En russe, il s'agit de : *sredstva* (fonds, moyens

<sup>789</sup> Economist Intelligence Unit, Turkmenistan Country Profile 1995-96, op. cit., p. 87.

<sup>790</sup> Echaudemaison Claude-Danielle, Bazureau Frank, Bosc Serge, Cendron Jean-Pierre... [et al.] ; *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris : Nathan, 1993, p. 330.

<sup>791</sup> Steinberg Dmitri, *The Soviet economy : 1970-1990 : a statistical analysis*, op. cit., p. 30.

<sup>792</sup> Belkindas Misha, *Statistical Handbook, States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region*, op. cit., p. 182 et 378.



financiers), *dotaciâ* (dotation, subvention), *peredatša* (transfert, mise à disposition), *vzaimnye rasčëty* (règlements par compensation).

Cette multiplicité de termes pose la question de savoir si tous ces mots traduits vers le français, par subventions, transferts, dotations, ressources budgétaires, allocations, système centralisé d'allocations des ressources, sont des synonymes et à quelles catégories ils appartiennent. Ces questions relatives aux définitions d'agrégats divers montrent les premières difficultés de cette tentative d'évaluation des transferts.

## **II. Budget de l'Union et fiscalité des hydrocarbures**

Avant 1990, l'essentiel des impôts sur les bénéfices (*profit taxes revenues*) et les revenus des exportations sont versés au budget de l'Union. En 1990, le gouvernement central collectait 50% puis 60% des revenus fiscaux en 1991, grâce à l'introduction des impôts sur les ventes et des impôts sur les bénéfices des sociétés (*company profit taxes, nalog na pribyl'*) dont 70% est collecté par l'État central<sup>793</sup>. Les impôts sur les bénéfices des sociétés (*company profit taxes, nalog na pribyl'*), introduits par la réforme soviétique d'avril 1991, sont conservés par les systèmes fiscaux des deux républiques à leur indépendance.

Le ministère des Finances de l'URSS détermine d'une part le taux d'imposition sur le chiffre d'affaires (*nalog s oborota, turnover taxes*), concernant les impôts collectés à l'intérieur de chaque république et qui restent dans le budget de la république et, d'autre part, le taux sur le chiffre d'affaires appliqué aux impôts destinés au budget de l'Union. Les pourcentages varient selon les républiques et les années. La part de l'impôt sur le chiffre d'affaires qui revient à une république n'est pas modifiable par le Soviet suprême de la république. Lorsqu'une république reçoit 100% des impôts sur le chiffre d'affaires des entreprises, localisées sur le territoire de la RSS, et qu'elle ne parvient pas à équilibrer son budget, elle peut bénéficier de dotations (*dotaciâ, subsidies*) des subventions compensatoires en provenance du budget de l'Union<sup>794</sup>. Dans l'annuaire *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g.*<sup>795</sup>, se trouvent les données des dotations versées aux deux RSS du Kazakhstan et de Turkménie pour les années 1958, 1960, 1962 et 1963. Ces dotations aux deux RSS étaient de 0,3, 0,5, 1,1 et encore 1,1 milliard de roubles, soit 0,46%, 0,68%, 1,3% puis 1,26% des dépenses du budget de l'État soviétique pour ces années. De telles données n'ont pas été retrouvées dans les annuaires suivants.

<sup>793</sup> Shadman-Valavi Mohammad, Catsambas Thanos, Barinshtein Gary ...[et al.], Turkmenistan, op. cit., p. 37.

<sup>794</sup> Orłowski Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, *Economics of Planning*, 1995, vol. 28, n°1, p. 61.

<sup>795</sup> Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov SSSR., *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g.*, statističeskij sbornik, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1965, p. 656.

Le régime propre aux entreprises sous juridiction fédérale diffère de celles relevant du gouvernement de la république dans laquelle elles exercent leurs activités. Les impôts sur le chiffre d'affaires<sup>796</sup> des entreprises relevant de ministères fédéraux vont directement dans le budget de l'URSS et deviennent une partie du Revenu National Produit et du Revenu National Consommé<sup>797</sup> dans la république. Selon le FMI, les entreprises sous tutelle fédérale, implantées dans la RSS de Turkménie, transfèrent leurs bénéfices et payent leurs impôts sur le revenu des sociétés, au budget de l'Union<sup>798</sup>. Le partage des impôts entre les budgets républicains et celui de l'Union, suit le schéma suivant : les entreprises sous tutelle fédérale payent 40% de leurs impôts au budget républicain et le reste au budget de l'Union. Selon A. G. Granberg, les entreprises sous la tutelle de la république où elles sont implantées, versent 90% de leurs impôts au budget républicain<sup>799</sup> et 10% à celui de l'Union. Les entreprises fédérales ne versent que 5% de leurs profits au budget de leur république et la part de ces versements constitue moins de 2% des budgets républicains<sup>800</sup>. Ces deux sources s'accordent pour indiquer que la majorité des impôts des entreprises sous tutelle fédérale était versée au budget de l'Union.

Mais ces pourcentages peuvent varier selon la république. La part de la contribution fiscale des entreprises qui va au budget de la république, est en effet plus importante, en pourcentage, dans les républiques d'Asie centrale.

---

<sup>796</sup> Les impôts payés à l'époque soviétique étaient « normativnye », et n'ont rien à voir avec les impôts payés dans une économie de marché. Par ailleurs, ils pouvaient changer chaque année. Pendant les dernières années de l'URSS, ils changeaient même tous les trimestres. Ces impôts devraient être plutôt qualifiés « quasi impôts ». Les chiffres n'ont pas d'importance. Ce sont les impôts sur le chiffre d'affaires qui avaient un sens économique. (entretien avec S. Makedonskij, Moscou, septembre 2012).

<sup>797</sup> Le Revenu National Produit est la valeur ajoutée, dans une république, des branches de production matérielle aux prix de gros, (c'est-à-dire sans les impôts sur le chiffre d'affaires totaux, plus les impôts sur le chiffre d'affaires « produit » à l'intérieur de la république. C'est aussi le nom du Produit Matériel Net (PMN) à l'étape de la production. Le Revenu National Consommé est le total de la distribution de la production matérielle (produite localement et importée) à l'intérieur d'un territoire donné. C'est aussi le nom du PMN lorsqu'il est utilisé par le consommateur final. Le Revenu National Produit diffère du Revenu National Consommé en valeur mais aussi structurellement. Le Revenu National Produit est supérieur au Revenu National Consommé et la différence est égale aux montants des pertes encourues en dehors du processus de production et des gains en devises étrangères convertis en prix intérieurs. En phase d'utilisation finale, ce montant est soustrait du Revenu National Produit parce qu'il représente une richesse matérielle produite impropre à une utilisation finale. La source *Statističeskie materialy ob èkonomičeskom i social'nom razvitii soûznych i avtonomnih respublik, avtonomnih oblastej i okrugov* (1989) fournirait les données concernant le « Revenu National Produit » et « Revenu National Consommé » en 1980, 1985 et 1988, pour toutes les républiques. Cette source n'a pas été retrouvée.

<sup>798</sup> Shadman-Valavi Mohammad, Catsambas Thanos, Barinshtein Gary ...[et al.], Turkmenistan, Washington : International monetary fund, 1992, p. 38.

<sup>799</sup> Granberg Aleksandr Grigor'evič, The economic mechanism of inter-republic and inter regional relations, op. cit., p. 85.

<sup>800</sup> Ibid., p. 84.

Dans la RSS de Turkménie (Cf. tableau N°20 : Évolution des recettes du budget de la RSS de Turkménie 1940 – 1991), la part des impôts sur le chiffre d'affaires dans les recettes totales de la RSS, varie considérablement entre 1960 et 1991. Elle diminue jusqu'en 1975, pour augmenter jusqu'en 1980 puis diminue de nouveau fortement jusqu'à 1991. Pendant la période 1960-1991, la production de pétrole turkmène augmente constamment jusqu'en 1973 puis ne cesse de décroître. Mais celle du gaz turkmène croît jusqu'en 1989. La production d'hydrocarbures dans la RSS de Turkménie ne semble donc pas participer directement à ses rentrées fiscales. Ainsi, dans les années 1980, alors que la production est en pleine expansion, la majorité des revenus des exportations de gaz turkmène passait dans le budget central de l'URSS<sup>801</sup>. *Turkmengazprom* verse alors au budget de la ville d'Aşgabad 1% de ses bénéfices<sup>802</sup>. En 1987, les prélèvements sur les bénéfices des entreprises relevant de la tutelle fédérale composaient 0,05 à 1,8% des budgets des villes de Čardžau, Merv et des *rajon* d'Aşgabad<sup>803</sup>. Ce qui montre que la faible retombée de la fiscalité dans les villes de la RSS. Le budget de la république de Turkménie ne perçoit que 5% pour le coton et 8% pour le gaz, du montant des impôts sur le chiffre d'affaires de la production réalisée sur le territoire de la RSS<sup>804</sup>. Les modifications de la fiscalité à la fin des années 1980 (avec notamment la loi de juin 1987 sur l'entreprise (union) d'État), ont abouti à une baisse des recettes de la RSS de Turkménie. Cette diminution des impôts sur le chiffre d'affaires se montait à 31 millions de roubles en 1988 et de 100 millions de roubles en 1989, selon D. Bajramov et D. Siderenko<sup>805</sup>, (selon les données du Tableau N°20 : Évolution des recettes du budget de la RSS de Turkménie 1940 – 1991, cette diminution serait plutôt de 25,4 et 92,6 respectivement). Les productions de coton, de gaz, de karakul, de laine et de soie sont livrées aux autres républiques soviétiques qui les transforment, les consomment et / ou les exportent. Le chiffre d'affaires généré par ces opérations est encaissé par les républiques qui reçoivent ces matières premières pour les transformer.

Comme l'indique le tableau N°21 (Les recettes du budget de la RSS du Kazakhstan 1940 – 1991), la part des impôts sur le chiffre d'affaires dans les recettes de la RSS du Kazakhstan diminue entre 1960 et 1975. Sur cette période, la production de pétrole est multipliée par près de 15 (en passant de 1,610 à 23,900 millions de tonnes). La même constatation peut être faite pour la période 1980-1990. On peut donc en déduire que cette production ne participe pas aux

---

<sup>801</sup> Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, op. cit., p. 66.

<sup>802</sup> Bajramov, D., Sidorenko D. I., *Hozrasčēt i samofinansirovanie : pervye itogi, nerešennye voprosy*, Aşhabad : "Turkmenistan" 1990, p. 66.

<sup>803</sup> *Ibid.*, 66.

<sup>804</sup> *Ibid.*, p. 61-62.

<sup>805</sup> *Ibid.*, p. 61.

retrées fiscales de la RSS du Kazakhstan. Ce qui est cohérent d'une part, avec l'hypothèse, selon laquelle les entreprises du secteur ne contribuent pas aux recettes du budget de la RSS du Kazakhstan, et d'autre part avec l'affirmation d'A. G. Granberg, pour qui les entreprises de tutelle fédérale ne versent aux budgets républicains que 5% de tous les prélèvements sur les bénéfiques et leur part dans les budgets républicains ne dépasse pas 2%<sup>806</sup>. Mais cette conclusion est incohérente avec J. W. Gillula qui précise que sur la période 1967-1979, la RSS de Turkménie aurait conservé 99% de la totalité des impôts sur le chiffre d'affaires collectés et la RSS du Kazakhstan - 100%<sup>807</sup>. Il est possible d'en déduire soit que les impôts sur le chiffre d'affaires des entreprises productrices d'hydrocarbures ne sont pas collectés dans les RSS, soit que les règles fiscales ont été modifiées.

Les budgets républicains conservent :

- la plupart des impôts sur le chiffre d'affaires,
- une partie des impôts sur les bénéfiques,
- les impôts sur les revenus des particuliers,
- les impôts locaux,
- les impôts des entreprises sous tutelle républicaine<sup>808</sup>.

Mais ces informations concernant les impôts sur le chiffre d'affaires doivent être nuancées. Le montant des impôts sur le chiffre d'affaires collectés dans une république est distinct du montant des impôts dont dispose réellement la république et qui est utilisé localement. La redistribution de ces impôts sur le chiffre d'affaires, collectés dans une république, vers les budgets de l'Union et des républiques se fait avec un pourcentage variable selon chaque république. Ce pourcentage est indiqué dans la loi de finances annuelle. Les impôts sur le chiffre d'affaires sont appliqués en différents points de la chaîne allant du producteur au consommateur, selon le produit (et donc selon le secteur). Les profits et les impôts sur le

---

<sup>806</sup>Granberg Aleksandr Grigor'evič, The economic mechanism of inter-republic and inter regional relations, op. cit., p. 84.

<sup>807</sup>Gillula James W., The economic Interdependence of Soviet republics, op. cit., p. 622. Selon cet auteur, les montants du chiffre d'affaires total (*turnover taxes*) collectés par les républiques et les montants des impôts sur le chiffre d'affaires conservés par les budgets des républiques ayant été publiés pendant un certain nombre d'années, il est possible de comparer la part des montants que les républiques ont été autorisées à conserver. Ces publications n'ont pas été retrouvées.

<sup>808</sup>Orlowski Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, op. cit., p. 61.

chiffre d'affaires varient considérablement d'une branche à l'autre<sup>809</sup>. Les taxes sur les ventes aux particuliers des produits de la pétrochimie (mais aussi d'alcool et de textiles) étaient collectées par les républiques<sup>810</sup>. Le paiement de ces taxes est à distinguer de ce que payaient les raffineries aux administrations.

Entre 1930 et 1991, c'est l'impôt sur le chiffre d'affaires qui permet l'accumulation d'une grande partie du bénéfice net (*čistyj dohod*) des différentes branches de l'économie et son transfert au budget centralisé de l'État. En volume, la principale source de l'impôt sur le chiffre d'affaires est le bénéfice net réalisé par les entreprises des secteurs de l'extraction et des matières premières (80%). Ce bénéfice net était obtenu essentiellement dans les industries de transformation où les revenus de la rente se formaient par le biais du système de prix de gros et de détail<sup>811</sup>. Ce qui signifie donc que l'essentiel de la rente aurait été produite par le secteur du raffinage.

Dans le cas d'industries d'importance fédérale (ce qui est le cas des entreprises productrices d'hydrocarbures), des fonds ministériels alimentés par les (ou une partie des) profits de ces entreprises sont transférés de la république où ils sont générés, vers les ministères fédéraux à Moscou. Ces ministères redistribuent alors les fonds à leurs entreprises subordonnées, indépendamment de leur implantation géographique. Ils apparaissent alors dans le Revenu National Consommé de la république où ils ont été dépensés<sup>812</sup>. Ce schéma ne permet donc pas de suivre aisément le circuit des profits des entreprises.

Le poste « impôts sur le chiffre d'affaires » a toujours figuré dans les annuaires consultés pour les deux RSS. Le tableau N°19 ci-dessous qui retrace l'évolution des recettes du budget de l'URSS (1940-1990) en pourcentage des recettes globales, permet de constater que la part de l'impôts sur le chiffre d'affaires diminue constamment entre 1940 et 1990, en passant de 58,7% à 25,6%, et que celle des paiements fixe de rente est négligeable. Le total des recettes du budget de l'URSS varie sensiblement entre les annuaires *Narodnoe hozâjstvo SSSR za 70 let* et *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1990 g.* Compte tenu des évolutions de la constitution des statistiques évoquées dans le chapitre consacré aux sources statistiques, les chiffres les plus récents pour les recettes ont été pris en compte et les autres ont été conservés, pour la

---

<sup>809</sup> Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, op. cit., p. 632-633.

<sup>810</sup> Orłowski Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, op. cit., p. 61.

<sup>811</sup> Ivanovskij Sergej, Rentnaâ priroda nalogov ignoriruetsâ, *Nezavisimââ Gazeta*, 31 août 1999.

<sup>812</sup> Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, op. cit., p. 638.

restitution de l'évolution d'une partie des recettes du budget de l'URSS (1940-1990) en pourcentage des recettes globales, ci-dessus. En revanche, les montants des impôts sur le chiffre d'affaires, eux, ne changent pas.

**Tableau N°19 : Les recettes du budget de l'URSS (1940-1990) en pourcentage des recettes globales**

	1940	1960	1970	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990
Impôt sur le chiffre d'affaires ( <i>nalog s oborota</i> )	58,7	40,7	31,5	31,1	25 / 26,2*	21,8 / 24,6*	24,9*	21,5 / 26,6*	22,5 / 27,6*	25,6*
Paiements sur les profits des entreprises et organisations d'État ( <i>plateži gosudarstvennyh predpriâtij i organizaciej iz pribyli</i> )	12,1	24,2	34,6	29,7	30,6 / 30,0*	30,9 / 34,9*	33,6*	25,5 / 31,5*	23,4 / 27,6*	25,7*
Dont :										
Paiements fixes ( <i>Fiksirovannye (rentnye) plateži</i> )			1,7	0,1	1,3	0,8				
Autres recettes en provenance des entreprises et organisations coopératives et étatiques	88,8	91,0	91,2	91,4	91,7	91,9				

Sources : Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR za 70 let : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1987 ; Ministerstvo finansov SSSR, Glavnoe Bûdžetnoe Upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : Krat. Stat. sb.*, Moskva : Finansy i statistika, 1990, p. 8-9.

Le signe \* signifie que le second chiffre a été calculé à partir des données de l'annuaire du Goskomstat SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1990 g*, Moskva : Finansy i statistika, 1991, p.15.

### III. Les budgets des deux RSS et les transferts directs

Tant les budgets des RSS que celui de l'État soviétique, tels qu'ils sont présentés dans les différentes publications comme celle du ministère des Finances de l'URSS, ne produisent qu'une partie des recettes et des dépenses de ces budgets. Certaines rubriques apparaissent ou disparaissent dans les diverses publications, selon les années. Ainsi, l'annuaire *Gosudarstvennyj būdžet SSSR i būdžety soūznych respublik : 1976-1980 gg*<sup>813</sup> affiche une décomposition des recettes du budget de la RSS du Kazakhstan, dans lesquelles apparaît le poste « ressources, versées par le budget fédéral » (« *Sredstva, peredannye iz suūznogo būdžeta* »). Ce poste ne paraît plus dans les budgets de la RSS publiés ultérieurement. Et la publication de l'annuaire statistique *Gosudarstvennyj būdžet SSSR i būdžety soūznych respublik* semble ne pas avoir été poursuivie pour la dernière décennie de l'URSS<sup>814</sup>. De plus, les postes des recettes et des dépenses ne sont pas suffisamment désagrégés : sous certaines rubriques, un « dont » indique que la totalité de l'information n'y paraît pas. En revanche, deux postes des recettes du budget des deux RSS se retrouvent systématiquement dans tous les annuaires consultés. Il s'agit des impôts sur le chiffre d'affaires (*nalog s oborota*) et des paiements sur les profits des entreprises d'État (*platež iz pribyli*).

Seul le recueil du ministère des Finances<sup>815</sup> offre la rubrique « paiements sur les profits des entreprises et des organisations d'État » (*plateži gosudarstvennyh predpriâtij i organizaciej iz pribyli*), décomposée en sous rubriques avec des données rétrospectives pour les années 1970, 1980, et de 1985 à 1988. Parmi ces sous-rubriques, il faut remarquer celle des paiements fixes [*fiksirovannye (rentnye) plateži*], qui sont l'ensemble des charges obligatoires (impôts) sur l'exploitation des sous-sols. Le nom de cette sous-rubrique comprend l'adjectif *rentnyj* formé sur le mot *renta*, la rente. Ces charges incluent les taxes sur l'exploitation des matières premières, sur les sous-sols, sur les exportations des hydrocarbures et celles sur le revenu lié à la production des hydrocarbures. Mais la décomposition sectorielle se limite à cinq grands secteurs et celui des hydrocarbures n'y apparaît pas. Ce n'est qu'à partir de 1989, que l'annuaire *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana* présente pour la première fois une décomposition similaire à cette première publication. L'annuaire de la RSS de Turkménie en présentait également une semblable pour l'année 1990.

<sup>813</sup> Ministerstvo finansov SSSR. Būdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj būdžet SSSR i būdžety soūznych respublik : 1976-1980gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 105.

<sup>814</sup> Le catalogue électronique de la Bibliothèque d'Etat de Russie ne donne pas de référence pour les années suivantes. Cela ne permet pas d'affirmer qu'il n'existe pas de publication pour la dernière décennie de l'existence de l'URSS, mais constitue une hypothèse.

<sup>815</sup> Ministerstvo finansov SSSR, Būdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj būdžet SSSR i būdžety soūznych respublik : 1976-1980gg. : statističeskij sbornik*, op. cit., p. 104 et 167.



### III. A. Le budget de la RSS de Turkménie et les transferts directs

Le budget de la république de Turkménie est déficitaire dès sa création en 1924. Jusqu'en 1932, le déficit (entre 50 et 84% des dépenses) est couvert par des dotations du gouvernement de l'URSS. Ces dotations sont donc une aide économique importante à la jeune république<sup>816</sup>, notamment en 1925-1926 (en 1925-1926, 73,1% et en 1931 84,4% du budget de la RSS<sup>817</sup>) et 1929-1930. Cette situation perdurera jusqu'à la fin de la période soviétique puisque les données de la Banque mondiale<sup>818</sup> montrent que le budget de la RSS de Turkménie, hors subventions et transferts, est déficitaire sur la période 1985-1991. Au cours des années 1989-1991, le déficit du budget de la RSS de Turkménie était d'environ 8% du PIB, hors transferts. Le tableau N°20 retraçant partiellement l'évolution des recettes du budget de la RSS de Turkménie entre 1940 et 1990, ci-dessous, fait état de transferts directs du budget de l'Union vers celui de la RSS variant entre 11,7% voire 12% des recettes de la RSS entre 1976 et 1988. Puis à partir de 1989, ils augmentent considérablement, à plus de 20%.

Les recettes du budget de la RSS de Turkménie sont constituées essentiellement des impôts sur le chiffre d'affaires, comme celles de la RSS du Kazakhstan.

Comme le montre le tableau N°20, la part des impôts sur le chiffre d'affaires dans les recettes de la RSS de Turkménie diminue entre 1965 et 1970 alors que sur cette période, la production de gaz croît considérablement (Cf. Diagramme N°5). La même constatation peut être faite pour la période 1980-1990. On peut donc en déduire que la production de gaz dans la RSS de Turkménie ne participe pas aux rentrées fiscales de la RSS. Il en est de même pour le pétrole de la RSS, dont la production croît entre 1940 et 1975, puis diminue jusqu'en 1991.

---

<sup>816</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 6.

<sup>817</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 167.

<sup>818</sup> Belkindas Misha, *Statistical Handbook, States of the Former USSR*, Country Department III, Europe and Central Asia Region, op. cit., p. 182. Cet organisme international a eu accès aux données chiffrées de ces subventions, auxquelles je n'ai pas eu accès.

**Tableau N°20 : Les recettes du budget de la RSS de Turkménie 1940 – 1991 (en millions de roubles courants)**

En millions de roubles	1940	1950	1958	1959	1960	1961	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	
Recettes totales	52,3	116,6	279,8	308,1	355,7	406,2	557,5	724	918,9	962,4	985,5	1051,3	1155,2	1229,2	1630	1786	1845,4	2154,3	2303,2	3236	6489	
Transferts du budget de l'Union										113,2*	49,2*	114,3*	73,4*	48,1*	94	164	192	259	218	621,5	728	1409
en % des recettes totales										11,7	5	10,8	6,3	3,9	5,7	9,1	10,4	12,0	9,4	26,9	22,4	21,7
Impôt sur le chiffre d'affaires ( <i>nalog s oborota</i> )	24,1	54,2 51,2	155,3	148,0	200,0	196,2	254,5	302,7	385,8	423,7	420,6	503,2	531,3	577,1	583,2	576,3	593,3	618,7	710,8	779,8	669	
en % des recettes totales	46,0	46,4 43,9	55,5	48,0	56,2	48,3	45,6	41,8	41,9	44,0	42,6	47,8	45,9	46,9	35,7	32,2	32,1	28,7	30,8	24,0	10,3	
Versement sur les profits des entreprises et organisations d'État ( <i>plateži gosudarstvennyh predpriâtij i organizaciej iz pribyli</i> )	5,4	?	?	?	?	?	50,5	123,2	128,7	145,7	163,3	161,9	171,0	190,3	233,3	256,5	282,6	321,7	258,5	312,2		
Dont :																						
Paiements fixes										0,4	0,3	-	-	-						-		

Sources : Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR. Central'noe Statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov TSSR., *Narodnoe hozâjstvo Turkmenskoj SSR*, Gosstatizdat, 1963, Ašhabad : “Turkmenistan”, p. 33. ; Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989 : kratkij statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 11. ; Ministerstvo finansov SSSR. Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznych respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 167 et 143. ; Gosudarstvennyj Komitet Turkmenskoj SSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1990g.*, statističeskij ežegodnik, Ašgabad : 1991, p. 258. ; CSU SSSR, statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1984g.*, statističeskij ežegodnik, Ašgabad : 1985, p. 241 ; Orłowski Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, *Economics of Planning*, 1995, vol. 28, n°1, p. 64.

\* Pour les cinq années 1976-1980, ont été additionnées les données des deux postes « *sredstva, pededannye iz suûznogo bûdžeta* » et les règlements par compensation, car considérés comme des transferts directs.

N.B. : Un changement de numéraire est décidé en 1961. Le rouble vaut alors dix fois moins que précédemment. Il y en avait eu un également en 1947, sur le même principe.

### III. B. Le budget de la RSS du Kazakhstan et les transferts directs

L'annuaire *Kazahstan za 40 let*, publié en 1960<sup>819</sup>, livre les recettes et les dépenses de la RSS par *oblast'* pour les années 1950-1959. Il est très remarquable de constater que les recettes les plus importantes ne sont pas collectées dans l'*oblast'* de Gur'ev mais dans celui d'Alma-Ata (à distinguer celui de la ville) jusqu'en 1958, puis dans l'*oblast'* de Karaganda pour 1958 et 1959. Or, comme déjà évoqué plus haut, l'essentiel de la production pétrolière de la RSS du Kazakhstan est fournie par l'*oblast'* de Gur'ev, au moins au cours de la période 1940-1959. Par conséquent, la fiscalité sur cette production pétrolière ne participe pas fondamentalement aux recettes de la RSS pour ces années-là.

Le tableau N°21 (Les recettes du budget de la RSS du Kazakhstan 1940 – 1991) ci-dessous restitue les recettes et les dépenses du budget de la RSS du Kazakhstan, subventions et transferts compris, pour la période 1940-1991. Il montre que les recettes du budget de la RSS du Kazakhstan ont été supérieures aux dépenses, sauf en 1991. Le budget (subventions et transferts compris), n'a donc été déficitaire sur cette période qu'en 1991. Mais, les données de la Banque mondiale<sup>820</sup> montrent que ce budget, hors subventions et transferts, est déficitaire sur la période 1985-1991. Il montre également que la part de l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les recettes de la RSS du Kazakhstan diminue entre 1960 et 1975 alors que sur cette période, la production de pétrole croît considérablement (Cf. Diagramme N°4). Et la même constatation peut être faite pour la période 1980-1990. On peut donc en déduire que la fiscalité sur la production de pétrole dans la RSS du Kazakhstan ne participe pas aux recettes de la RSS. Il en est de même pour la production de gaz de la RSS du Kazakhstan.

---

<sup>819</sup> Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov kazahskoj SSR, *Kazahstan za 40 let, statističeskij sbornik*, op. cit., p. 508-509.

<sup>820</sup> Belkindas Misha, *Statistical Handbook, States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region*, op. cit., p. 182.

**Tableau N°21 : Les recettes du budget de la RSS du Kazakhstan 1940 - 1991**

En millions de roubles	1940	1950	1958	1959	1960*	1965	1970	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
Recettes totales	1 698,5	4 034,6	20 752,9	25 576,7	3 209,3	4 689,3	6 071,9	8 030,8	7 415,3	8 122,3	9 868,9	9 367,8	9 678,3	11 825,2	11 953,6	12 783,2	14 098,2	15 962,8	18 352	26 070
Transferts du budget de l'Union									576,9*	908,6*	2115,6*	1151,5*	929,3*	1350	1868	2483	3732	4 601 3 689,3	6053	6033
Transferts en % des recettes totales de la RSS									7,8	11,1	21,4	12,3	9,6	11,4	15,6	19,4	26,4	28,8 23,1	32,9	23,1
Impôt sur le chiffre d'affaires (nalog s oborota)	879,6	2 198,3	11 567,8	12 813,2	1 420,2	1 770,0	2 120,8	2 763,2	2 905,7	3 108,4	3 578,6	3 741,1	3 965,6	4 163,5	3 844,6	4 108,4	4 142,4	4 438,3		
en % des recettes totales	51,7	54,4	55,7	50	44,2	37,7	34,9	34,4	39,1	38,2			40,9	35,2	32,1	32,1	29,3			
Versement sur les profits des entreprises et organisations d'État	13,3				234,5	474,3	1286,9	1557,7	1649,9	1789,6	1685	1701,2	1873,1	2666,6	2601,6	2289,9	2130,2	2080		
Dont :																				
Paiements fixes							26,3		13,3	10,8	4,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0			

Sources : Gosudarstvennyj planovyj komitet Kazahskoj SSR., *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1988 g.*, statističeskij ežegodnik, Alma-Ata : Kazahstan, 1989, p. 316. ; Belkindas Misha, *Statistical Handbook, States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region*, Washington, D.C. : World Bank, 1992, p. 182 ; Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov kazahskoj SSR, *Kazahstan za 40 let, statističeskij sbornik*, Alma-Ata : Gosstatizdat, 1960, p. 506-507 ; Ministerstvo finansov SSSR, Glavnoe Bûdžetnoe Upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : Krat. Stat. sb.*, Moskva : Finansy i statistika, 1990, p. 80-81. ; CSU KazSSR, *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana za 60 let*, Stat. sb., Alma-Ata : Kazahstan, 1980, p. 255 ; Orłowski Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, *Economics of Planning*, 1995, vol. 28, n° 1, p. 64.

N. B. : Un changement de numéraire est décidé en 1961. Le rouble vaut alors dix fois moins que précédemment. Il y en avait eu un également en 1947, sur le même principe.

\* Pour les cinq années 1976-1980, ont été additionnées les données des deux postes « sredstva, pededannye iz suîznogo bûdžeta » et les règlements par compensation, car considérés comme des transferts directs.

#### IV. *Les déséquilibres régionaux en URSS et les transferts*

Jusqu'à l'immédiat après Seconde Guerre mondiale, la politique de développement économique a été décrite par des économistes occidentaux comme bénéficiant à la RSFSR, au détriment de l'Ukraine, notamment<sup>821</sup>. Selon J. W. Gillula, l'analyse de la redistribution des revenus nationaux *via* le budget de l'État soviétique montre qu'à partir du milieu des années 1960, cette redistribution a principalement bénéficié aux républiques d'Asie centrale. Dans les années 1960 et 1970, la redistribution des ressources se serait faite davantage en faveur des républiques les moins développées économiquement, notamment celles d'Asie centrale, Kazakhstan compris. Pourtant la croissance économique y est restée inférieure, au cours des décennies 1960 et 1970<sup>822</sup>.

L'existence de ces déséquilibres régionaux s'explique notamment par les fortes disparités géographique et humaine des quinze républiques. Concernant ces ressources naturelles, il faut rappeler que le sous-sol de la RSS du Kazakhstan en est très bien pourvu quantitativement et qualitativement (il renferme des réserves importantes de cuivre, plomb, zinc, argent, tungstène, phosphorite, barite, molybdène, cadmium, bismuth, amiante, pyrophyllite etc...). Il est donc plus exact de considérer que certains déséquilibres résultent aussi de choix économiques et industriels. L'implantation de sites de transformation de matières premières dans des zones éloignées des lieux de production de ces matières (comme le coton produit en Asie centrale et transformé dans des usines textiles construites en RSFSR), est un exemple de ces choix. Et l'hypothèse selon laquelle Moscou n'était pas intéressée par la mise en place de branche industrielle avec un cycle de production complet, allant de l'extraction de matières premières au produit fini, aurait été largement répandue chez les cadres nationaux d'Asie centrale<sup>823</sup>.

Ces déséquilibres étaient, d'un point de vue budgétaire, corrigés *a minima* par une redistribution verticale entre le budget de l'Union et celui des républiques, c'est-à-dire grâce aux transferts directs. Mais l'augmentation du volume des transferts du budget de l'État soviétique vers les quatre républiques d'Asie centrale et le Kazakhstan aurait accru leur dépendance à ces transferts. Cette dépendance a particulièrement grandi dans les années 1970, en raison de la forte croissance démographique en Asie centrale et de la différence croissante entre la productivité du travail dans les RSS d'Asie centrale et celles des autres républiques.

---

<sup>821</sup> Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, op. cit., p. 630.

<sup>822</sup> Gillula James W., The economic Interdependence of Soviet republics, op. cit., p. 619.

<sup>823</sup> Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 56.

Des données existent concernant les transferts directs, les règlements par compensation et elles sont restituées ci-dessous. Pour connaître l'ensemble des transferts (directs et indirects) dont bénéficient les deux RSS, il est nécessaire d'avoir recours à une méthode élaborée par plusieurs auteurs, qui consiste à utiliser les agrégats de l'économie soviétique que sont les « Revenu national produit » et « Revenu national consommé ». Et, bien qu'elle présente des défauts, elle est utilisée plus bas.

#### IV. A. Les transferts directs

En théorie, les républiques les plus pauvres étaient bénéficiaires nettes de transferts directs (entre le budget de l'Union et ceux des RSS) et les républiques les plus riches - des donneurs nets. Ce schéma permettait de canaliser d'assez gros fonds vers les républiques d'Asie centrale<sup>824</sup>. La redistribution des revenus entre républiques par l'intermédiaire du budget de l'Union sous forme de transferts directs est nécessaire pour réaliser des projets d'importance fédérale, notamment dans l'industrie lourde.

Les montants des transferts directs des deux RSS ont été compilés pour la période 1976-1991 dans les tableaux ci-dessous N°20 et N°21 sur les évolutions des recettes des budgets des deux RSS. Mais globalement, les transferts directs ne concourent pas à réduire l'écart entre les revenus par tête, au cours des années 1980, même si les RSS du Kazakhstan et de Turkménie bénéficient d'une amélioration de ces revenus<sup>825</sup>. Ce système n'est donc pas pleinement satisfaisant sur un plan économique, à la fin de la période soviétique. Les républiques d'Asie centrale bénéficient aussi de subventions spéciales qui s'élèvent à 2 698,3 millions de roubles pour la RSS du Kazakhstan (soit 73% des transferts totaux pour la RSS du Kazakhstan) et à 403,3 millions de roubles pour la Turkménie (soit 64% des transferts totaux pour la RSS de Turkménie) en 1989<sup>826</sup>.

Les transferts directs s'élèvent à 1 350 millions de roubles pour 1985 et à 1 868 millions de roubles, l'année suivante, en faveur de la RSS du Kazakhstan. Ces montants ne sont pas négligeables par rapport à l'estimation de la valeur de la production d'hydrocarbures faite plus haut (Cf. chapitre IV, paragraphe VII). Ce qui constitue une différence significative avec le cas turkmène. On pourrait donc en déduire que la RSS du Kazakhstan reçoit des revenus du Centre pour ses livraisons d'hydrocarbures. Mais elle n'« exporte » pas que des

---

<sup>824</sup> Orłowski Lucjan T., *Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period*, op.cit., p. 1001.

<sup>825</sup> Orłowski Lucjan T., *Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications*, op. cit., p. 68.

<sup>826</sup> *Ibid.*, p. 65.

hydrocarbures, elle en « importe » aussi, du gaz surtout. Les chiffres collectés montrent que la RSS du Kazakhstan est importatrice nette de gaz, en volume, entre 1970 et 1991 [et même jusqu'en 1995], ce qui la distingue de la RSS de Turkménie du point de vue de ses échanges en hydrocarbures avec le reste de l'URSS.

Les transferts directs vers l'Asie centrale (RSS du Kazakhstan compris) augmentent entre 1985 et 1991. Ils sont destinés à assurer l'éducation des jeunes et à améliorer le niveau de vie de la population dont la croissance démographique est 2,5 fois plus élevée que dans le reste de l'URSS, entre 1960 et 1989. La population de la RSS de Turkménie a augmenté de 28% entre 1979 et 1989 ; celle du Kazakhstan connaît une croissance moins forte, mais qui est néanmoins de 12,6% sur la même période<sup>827</sup>. L'Asie centrale a le système de protection sociale le plus développé de l'URSS, très largement subventionné par Moscou<sup>828</sup>. Selon L. T. Orłowski<sup>829</sup>, la dépendance fiscale de l'Asie centrale croît d'une part avec les subventions accordées pour rendre les denrées de base (lait et viande) accessibles et d'autre part avec l'augmentation des déficits des budgets républicains<sup>830</sup>. Mais le développement industriel en Asie centrale stagne et les transferts ne contribuent pas à de nouveaux investissements ; ces niveaux de transferts ne concourent qu'à diminuer le retard en termes de niveaux et de qualité de vie par rapport au reste de l'Union<sup>831</sup>.

Les RSS versaient également des transferts au budget de l'Union. Ils s'élevaient à 479,1 millions de roubles pour la RSS du Kazakhstan et 62 millions de roubles pour celle de Turkménie en 1989 (soit respectivement 3,1% et 2,8% de leurs dépenses)<sup>832</sup>. En 1989, elles étaient des bénéficiaires nets des transferts directs en provenance du budget de l'Union. La RSS du Kazakhstan reçoit cette année-là plus de 37% (ou 21,6%<sup>833</sup>) du total net des transferts

---

<sup>827</sup> Voir la démographie des deux républiques en annexe (tableau X. A).

<sup>828</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, p. 13.

<sup>829</sup> Avant de rejoindre la *Sacred Heart University* (États-Unis), L. T. Orłowski a enseigné l'Université d'économie Karol Adamiecki de Katowice, en Pologne, puis à l'Université de New York. L. T. Orłowski a conseillé plusieurs institutions financières et gouvernementales en Europe et aux États-Unis également. De 1998 à 2001, il a été membre du Conseil de la politique macro-économique du ministère des Finances polonais, puis a été conseiller principal à la Banque nationale de Pologne de 2002 à 2006. Ses recherches concernent essentiellement les marchés financiers internationaux, les régimes de politique monétaire et leur impact sur la stabilité macroéconomique et financière. Il a participé activement à l'élargissement oriental de l'Union européenne, en particulier la conception de stratégies d'intégration monétaire et financière.

<sup>830</sup> Orłowski Lucjan T., *Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications*, op. cit., p. 62.

<sup>831</sup> Narzikulov Rustam, "The Central Asia republics", op. cit., p. 435.

<sup>832</sup> Orłowski Lucjan T., *Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications*, op. cit., p. 64.

<sup>833</sup> D'après les chiffres donnés par L. Orłowski (Orłowski Lucjan T., *Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications*, op. cit., p. 64), les transferts du budget de l'Union vers le budget de la république du Kazakhstan sont de 3 689,3 millions de roubles et le

directs distribués aux républiques de l'Union<sup>834</sup>. Tandis que la RSS de Turkménie en reçoit 3,6%. Outre ces transferts directs, il existe aussi des règlements par compensation entre budgets de l'État soviétique et des républiques.

#### IV. B. Les règlements par compensation

L'annuaire statistique intitulé : « Le budget de l'URSS et les budgets des républiques fédérées : 1976-1980<sup>835</sup> » a publié les chiffres des règlements par compensation (« *vzaimnye rasčety* »). Les deux républiques reçoivent et donnent des règlements par compensation, entre 1976 et 1980 du moins (ce poste n'a pas été retrouvé dans les autres annuaires consultés). Les règlements par compensation versés par la république au budget de l'Union figurent dans le total des dépenses du budget de la république, et les règlements par compensation reçus par la république sont présentés dans le total des recettes du budget de la république. Ces règlements étant des transferts de budget à budget, ils sont considérés, ici, comme des transferts directs et ils sont comptabilisés dans les tableaux N°20 et N°21 sur les évolutions des recettes des budgets des deux RSS.

Les tableaux V. A et V. B concernant les règlements par compensation versés et reçus par les deux RSS entre 1976 et 1988, en annexe, montrent que les règlements par compensation reçus par les deux RSS sont toujours supérieurs à ceux versés par les RSS au budget de l'Union.

En pourcentage de l'ensemble des règlements, versés par le budget de l'Union aux budgets des républiques, ou versés au budget de l'Union par les républiques, les règlements par compensation perçus et versés par la Turkménie sont variés autour de 1% et restent en pourcentage très modestes par rapport à ceux perçus et versés par la RSS du Kazakhstan (Cf. Tableau V. A : Règlements par compensation versés et reçus par la RSS de Turkménie entre 1976 et 1988, en annexe).

En revanche, les règlements par compensation perçus et versés par la RSS du Kazakhstan ne sont pas négligeables dans l'ensemble des règlements versés par le budget de l'Union vers les républiques, entre 1976 et 1980 (Cf. tableau V. B : Règlements par compensation versés et reçus par la RSS du Kazakhstan entre 1976 et 1988). Les règlements par compensation reçus par la RSS du Kazakhstan sont les plus élevés en 1978, en valeur absolue (ils représentent

---

total des transferts versés par le budget de l'Union aux RSS est de 17 100,3 millions de roubles, la part de la RSS est donc de 21,6%.

<sup>834</sup> Orłowski Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, op. cit., p. 65.

<sup>835</sup> Ministerstvo finansov SSSR, Búdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj búdžet SSSR i búdžety soúznych respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, op. cit., p. 105 et p. 168.



alors 10,9% de l'ensemble des règlements reçus par toutes les républiques) et ceux versés par la RSS au budget sont les plus élevés en 1987 (5,9% de l'ensemble des règlements versés par les républiques au budget de l'Union).

## V. *Le calcul de l'ensemble des transferts*

Selon J. W. Gillula, la différence entre le Revenu National Consommé (RNC) et le Revenu National Produit (RNP) est égale à la différence entre les importations et les exportations de la république, qui incluent les échanges interrpublicains et extérieurs à l'URSS<sup>836</sup>. Mais ces soldes entre Revenus Nationaux Consommés et Revenus Nationaux Produits sont imprécis et leurs calculs soumis à de nombreux facteurs puisque la nature des secteurs engendre plus ou moins d'impôts sur le chiffre d'affaires et donc un plus ou moins grand Revenu National Produit<sup>837</sup>. Le Revenu National Produit n'est donc pas une bonne mesure de l'activité économique dans une république. Mais le solde des deux revenus est l'unique mesure disponible qui donne une image de la redistribution des revenus parmi les républiques. J. W. Gillula a effectué ces calculs pour l'année 1966 (le Revenu National Produit est alors inférieur au Revenu National Consommé dans 7 des 8 républiques du sud de l'URSS). Le taux RNC/RNP est de 117% pour la RSS du Kazakhstan et 118% pour celle de Turkménie. Cela signifie qu'elles sont des importateurs nets. La RSS du Kazakhstan est le plus gros importateur net, en valeur, de toutes les autres républiques, en 1966. Misha Belkindas et Matthew Sagers ont calculé la différence RNP – RNC, pour les années suivantes jusqu'en 1988. Ils estiment qu'elle reflète le résultat net de la myriade de transferts financiers entre les budgets fédéral et républicains par le biais de plusieurs canaux. Elle est donc beaucoup plus large que la balance commerciale entre républiques et peut, d'une manière très générale, servir d'indicateur des transferts de ressources financières<sup>838</sup>.

---

<sup>836</sup> Gillula James W., *The economic Interdependence of Soviet republics*, op. cit., p. 625.

<sup>837</sup> Mais, il faut prendre en compte un effet distorsion de l'impôt sur le chiffre d'affaires : la majeure partie de cet impôt est collectée sur la production des industries légères et alimentaires mais pas sur les produits de l'agriculture. La contribution de l'agriculture est donc sous estimée dans le revenu national (rien sur les hydrocarbures). Les revenus nationaux en 1970 ont été ainsi sous estimés de 20% dans certaines républiques et sur estimés de 11% dans d'autres. Cet effet distorsion de l'impôt sur le chiffre d'affaires n'est qu'une partie du problème plus général de la mesure de la vraie contribution des républiques au revenu national de l'URSS dans le cadre du système de prix soviétique. Des économistes soviétiques eux-mêmes (comme L. Telepko) se demandent s'il est possible d'améliorer le système de calcul du revenu national dans le cadre du système de formation des prix existant.

<sup>838</sup> Belkindas Misha, Sagers Matthew, *A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988*, op. cit., p. 637.

## V. A. La RSS du Kazakhstan, bénéficiaire nette de transferts (directs et indirects) jusqu'en 1988

Les deux pays les plus bénéficiaires de subventions directes ou indirectes, sur la période 1970-1988, étaient les RSS du Kazakhstan et d'Ouzbékistan<sup>839</sup>. Le tableau N°22 (Total des transferts financiers reçus par la RSS du Kazakhstan) ci-dessous montre qu'en 1966, puis sur toute la période 1970-1988, le Revenu National Consommé de la RSS du Kazakhstan est supérieur à son Revenu National Produit. Cela signifie qu'elle a été bénéficiaire nette de transferts. Elle est même le plus gros bénéficiaire (en termes absolus) de toute l'URSS, en percevant, sur la période de 1970-1988, une somme totale de 70,5 milliards de roubles (soit 2,62 fois son Revenu National Produit en 1988 qui était de 26 900 millions de roubles). Ce qui est bien cohérent avec les conclusions exposées plus haut.

Un « pic » de transferts se produit en 1984, année où N. Nazarbaev devient Premier ministre de la RSS du Kazakhstan, et alors que débute la production des champs de Žanažol et de Karačaganak. L'année suivante, commence la construction de la raffinerie de Čimkent qui sera mise en exploitation en 1987<sup>840</sup>. En 1985, la RSS du Kazakhstan a reçu 5 914 millions de roubles à titre de transferts c'est-à-dire le double du montant de la valeur estimée de la production de ses hydrocarbures, hors produits pétroliers (2 487,168 millions de roubles) (Cf. l'évaluation des revenus de la production de pétrole et de gaz de la RSS de Turkménie, chapitre IV).

Les travaux de Robin A. Watson<sup>841</sup> établissent que pour 1990, la RSS du Kazakhstan « importait » en valeur (en roubles et prix intérieurs) davantage de pétrole et de gaz qu'elle n'en « exportait ». Elle était, en 1990, bénéficiaire de transferts grâce à ses échanges d'hydrocarbures et donneur *via* les autres produits échangés, au total elle était bénéficiaire nette (Cf. Tableau N°22 : Total des transferts financiers reçus par la RSS du Kazakhstan ci-dessous). La RSS du Kazakhstan était bénéficiaire de transferts indirects grâce aux importations d'hydrocarbures<sup>842</sup> à des prix sous-évalués et donneur de transferts en important des produits, autres que des hydrocarbures, à des prix surévalués en 1990 (Cf. Tableau N°23 :

---

<sup>839</sup> Raballand Gaël, *Géoéconomie du bassin caspien*, document de travail, Ifri, juin 2003, p. 3.

<sup>840</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 178.

<sup>841</sup> Watson Robin A., *Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications*, op. cit., p. 391.

<sup>842</sup> Esanov Akram, Raiser Martin, Buiters Willem, *Nature's blessing or nature's curse : the political economy of transition in resource-based economies*, op. cit., p. 12.

Structure des transferts indirects en 1990 pour les RSS du Kazakhstan et de Turkménie). Ces données sont cohérentes avec celles de L. Orłowski<sup>843</sup>.

**Tableau N°22 : Total des transferts financiers reçus par la RSS du Kazakhstan**

En millions de roubles	Revenu national produit (RNP) par la RSS du Kazakhstan	Revenu national consommé (RNC) par la RSS du Kazakhstan	RNP-RNC = Montant des transferts (le signe négatif indique que la RSS est bénéficiaire)
1966	9 231	10 849	-1 618
1970	12 845	14 850	-2 005
1971	13 749	15 567	-1 818
1972	14 868	16 317	-1 449
1973	15 359	17 104	-1 745
1974	15 387	17 929	-2 542
1975	15 114	18 794	-3 680
1976	17 616	19 700	-2 084
1977	16 802	20 650	-3 848
1978	18 324	21 646	-3 322
1979	19 663	22 690	-3 027
1980	20 572	23 784	-3 212
1981	21 061	25 134	-4 073
1982	22 097	26 560	-4 463
1983	23 839	28 068	-4 229
1984	22 970	29 661	-6 691
1985	25 431	31 345	-5 914
1986	26 370	31 724	-5 354
1987	26 635	32 109	-5 474
1988	26 900	32 497	-5 597

Source : Gillula James W., The economic Interdependence of Soviet republics, In *Joint Economic Committee, US Congress, Soviet Economy in a Time of change*, Washington, DC : US Government Printing Office, 1979, Vol. 1, p. 626. ; Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, *Soviet geography*, V.H., Winston & son, Silver Spring (MD), November 1990, vol. 31, n°9, p. 636.

<sup>843</sup> Orłowski Lucjan T., Indirect transferts in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period, op. cit., p. 1007.

**Tableau N°23 : Structure des transferts indirects en 1990 pour les RSS du Kazakhstan et de Turkménie (en millions de roubles)**

	Donneurs de transferts grâce aux		Bénéficiaires de transferts grâce aux		Transferts nets (un signe négatif indique que la RSS est bénéficiaire net, un signe positif indique qu'elle est donneur net)			Transferts nets en % du PIB
	Exportations d'hydrocarbures à prix sous évalués	Importations de produits autres que des hydrocarbures à prix surévalués	Exportations de produits autres que des hydrocarbures à prix surévalués	Importations d'hydrocarbures à des prix sous- évalués	Hydrocarbures	Autres produits	total	
Kazakhstan	1 672	1 748	1 666	1 984	-312	82	-230	0,5
Turkménistan	963	583	659	98	865	-76	789	10,81

Source : Orłowski Lucjan T., Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period, *Europe-Asia Studies*, 1993, vol. 45, n°6, p. 1006.

## V. B. Le cas de la RSS de Turkménie

La situation était plus complexe dans le cas de la RSS de Turkménie qui a été, tour à tour, donneuse et bénéficiaire de transferts entre 1966 et 1991 (Cf. Tableau N°24 : Transferts financiers reçus ou donnés par la RSS de Turkménie, ci-dessous). Donneuse en 1970, elle devient bénéficiaire en 1971 et 1972 et puis redevient donneuse de transferts pendant la période 1973-1983, c'est-à-dire lorsque sa production de gaz augmente très considérablement et qu'elle livre en plus grandes quantités aux autres républiques (Cf. chapitre III : Les volumes d'hydrocarbures échangés par les RSS du Kazakhstan et de Turkménie). L'année 1975 présente un pic de transferts de la Turkménie vers le reste de l'URSS, en pourcentage de son Revenu National Produit. L'année suivante – en 1976 – la part du gaz turkmène dans la production soviétique à son maximum (19,4%). Cette année-là voit ces transferts versés par la RSS baisser considérablement. La question se pose alors de savoir si cette diminution correspond à une compensation des livraisons de gaz turkmène, et s'il est possible de conclure que ses livraisons de gaz sont ainsi payées. Puis elle a été de nouveau bénéficiaire entre 1984 à 1991, bien que sa production continue de croître. Donc un autre facteur intervient dans l'attribution de ces transferts, qui peut être la croissance démographique (+22,1% entre 1984 et 1991). Les montants de ces transferts s'élèvent à 132 ou 607 millions de roubles en 1985 et de 137 ou 636, l'année suivante, selon les sources, mais par la même méthode de calcul à savoir la différence entre Revenu National Produit et Revenu National Consommé<sup>844</sup>. Mais ils sont environ 8,5 fois inférieurs à l'estimation des revenus de ses hydrocarbures (5 192,6 millions de roubles, selon le calcul fait ci-dessus), pour l'année 1985 (hors produits pétroliers, il est vrai). Donc bien que bénéficiaire de transferts en 1985, la RSS de Turkménie ne reçoit pas cette année-là de transferts équivalents à ses livraisons d'hydrocarbures (hors produits pétroliers).

---

<sup>844</sup> Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, op. cit., p. 636 ; Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, (A World bank study), p. 202.

**Tableau N°24 : Transferts financiers reçus ou donnés par la RSS de Turkménie (en millions de roubles (courants))**

En millions de roubles courants	Revenu national produit par la RSS de Turkménie	Revenu national consommé par la RSS de Turkménie	RNP-RNC = Montant des transferts (le signe négatif indique que la RSS est bénéficiaire)
1966	1 246	1 474	- 228
1970	1 944	1 883	61
1971	2 038	2 038	-1
1972	2 131	2 176	-45
1973	2 568	2 436	132
1974	2 789	2 566	223
1975	3 009	2 695	314
1976	2 863	2 797	66
1977	3 076	2 850	226
1978	3 211	2 934	277
1979	3 353	3 332	21
1980	3 500	3 265	235
1981	3 680	3 502	179
1982	3 870	3 755	115
1983	4 070	4 027	42
1984	4 279	4 319	-40
1985	4 500 / 3995 *	4 632 / 4602*	-132 / - 607
1986	4 566 / 4198*	4 702 / 4834*	-137 / - 636
1987	4 632 / 4470*	4 773 / 4731*	-141 / -261
1988	4 700 / 4718*	4 846 / 4809*	-146 / -91
1989	4828*	5273*	- 445
1990	5321*	5505*	-184
1991	12 299*	13 848*	-1 549

Sources : Gillula James W., The economic Interdependence of Soviet republics, In *Joint Economic Committee, US Congress, Soviet Economy in a Time of change*, Washington, DC : US Government Printing Office, 1979, Vol. 1, p. 626. ; Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, *Soviet geography*, V.H., Winston & son, Silver Spring (MD), November 1990, vol. 31, n°9, p. 636.

\* : Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, p. 202, (A World bank study).

N. B. Les chiffres fournis par la Banque mondiale en 1994, pour les années 1985 à 1988 diffèrent de ceux que M. Sagers et M. Belkindas donnaient en 1990. Les deux sources sont utilisées dans le tableau ci-dessus. Mais cette différence ne modifie pas la situation de la RSS qui reste bénéficiaire dans tous les cas.

La RSS de Turkménie était donneur de transferts *via* ses échanges d'hydrocarbures et bénéficiaire *via* les autres produits échangés. Au total, la RSS de Turkménie était donneur net

de transferts. L. Orłowski<sup>845</sup> montre que, la RSS de Turkménie est bénéficiaire de transferts indirects en exportant à des prix surévalués des produits autres que des hydrocarbures, et donneur de transferts en exportant des hydrocarbures à des prix sous-évalués, en 1990 (Cf. Tableau N°23 : Structure des transferts indirects en 1990 pour les RSS du Kazakhstan et de Turkménie). Cette même année, elle est donneur net de transferts *via* ses exportations d'hydrocarbures, à prix sous-évalués. La situation de la RSS du Kazakhstan est inversée.

## VI. *Les revendications kazakhe et turkmène*

À la veille de leur indépendance, Kazakhs et Turkmènes expriment leurs insatisfactions quant aux retombées des revenus de la production des hydrocarbures sur l'ensemble de leurs économies. Ainsi, à la faveur de la *Perestroïka* de la seconde moitié des années 1980, le gouvernement de la RSS de Turkménie demande une plus grande autonomie dans la prise de décision économique et l'usage des revenus de « l'exportation » des ressources naturelles. Il soulève aussi la question de l'indigénisation (Cf. une définition dans le Chapitre VII : La promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures) des entreprises contrôlées par les ministères et départements, basés à Moscou<sup>846</sup>. Un article de la revue *Ekonomika i žizn'*, aborde la question de la rente des hydrocarbures dans le cadre de la mise en place de l'autofinancement des républiques (*regional'nyj hozrasčët*) à la fin des années 1980. Les grands principes de ce projet prévoyaient qu'une partie des impôts sur le chiffre d'affaires provenant de la production finale, obtenue à partir de matières premières exportées par une république, devait être versée au budget de cette république : « *La production de l'industrie est imposable, c'est pourquoi il serait juste qu'une partie des taxes sur le chiffre d'affaires de ce secteur [gazier] revienne à la république [de Turkménie]* »<sup>847</sup>. L'article précise qu'étant donné les conditions d'exploitation des gisements en Turkménie, la totalité ou une partie des paiements de rente (*rentnye plateži*) devrait être versée au budget de la RSS. Si cet article prône donc le versement des *rentnye plateži* au budget de la république, cela signifie qu'ils ne l'étaient pas auparavant, indépendamment de leur montant qui est faible, comme cela a été montré plus haut. La question de la réforme du système des prix des hydrocarbures est aussi abordée dans le cadre de ce projet d'autofinancement des républiques.

En 1990, S. Batyrov, directeur général de la filiale turkmène de l'union de production *Soûzgaztehnologiâ*, réclamait l'établissement de relations Centre-république sur la base de

---

<sup>845</sup> Orłowski Lucjan T., *Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period*, op. cit., p. 1007.

<sup>846</sup> Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, op. cit., p. lxxix.

<sup>847</sup> *Esli respublika syr'evaâ.....*, op. cit., p. 9.

contrats, dans lesquels serait spécifié qu'au moins 65-70% du produit de la vente des hydrocarbures serait destiné au budget de la république. Il précisait aussi que les relations économiques avec les autres républiques devaient s'établir sur la même base qu'avec les pays hors URSS, c'est-à-dire sur une base commerciale et dans les intérêts de la république<sup>848</sup>.

Dans les années 1990 et 1991, les autorités du Turkménistan n'ont pas manqué pas de souligner que la république ne percevait pas de revenu en échange de ses fournitures d'hydrocarbures et qu'elle était contrainte de recevoir des allocations de Moscou<sup>849</sup>. L'analyste Adžar Kurtov de l'Institut russe de recherches stratégiques rappelait, en 2007, que les revenus de la vente du gaz turkmène étaient destinés au budget de l'Union et que cet état de fait alimente toujours des animosités entre le Turkménistan et la Fédération de Russie, le premier estimant que la seconde détient une dette envers lui<sup>850</sup>. Concernant la RSS du Kazakhstan, Magauïâ T. Ćerdabaev<sup>851</sup>, responsable dans le secteur pétrolier et frère du premier ministre de l'Industrie du pétrole et de gaz du Kazakhstan indépendant, affirme que c'est le Centre qui disposait des revenus du pétrole extrait de la RSS avant 1991<sup>852</sup>. L'exploitation des deux gisements importants de Karačaganak et de Tengiz, qui débute respectivement en 1984 et en avril 1991, n'aurait pas amélioré la situation de l'économie de la république à la veille de l'indépendance ; rappelons que le gaz de Karačaganak est acheminé vers le complexe d'Orenbourg, en RSFSR, et que c'est *Gazprom* qui en tire les bénéfices<sup>853</sup>. Au cours des trois derniers mois de l'existence de l'URSS, N. Nazarbaev<sup>854</sup> qui est, bien entendu de par sa fonction, au fait des montants des transferts reçus et donnés par cette RSS, accroît son contrôle sur son administration et la prépare à une plus grande autonomie<sup>855</sup>. Entre 1989 (année de son accession au poste de Premier secrétaire du parti) et l'indépendance, il soutient M. Gorbatchev et bataille pour que la RSS profite économiquement de ce qu'elle fournit au Centre<sup>856</sup>. L'article publié par la rédaction de la *Kazahstanskaâ Pravda*, le 2 octobre 1991, concernant le champ de Tengiz, et appelant à la formation d'un groupe kazakh (*sobstvennyj*

---

<sup>848</sup> Batyrov S, Abdyev A., *Gazovaâ promyšlennost' v èkonomike Turkmenistana*, op. cit.

<sup>849</sup> Kamenev Sergeï, *Turkmenistan's fuel and energy complex: present state and development prospects*, Central Asia and the Caucasus, 2001, vol. 6, n°12, p.161.

<sup>850</sup> Kurtov Aždar, *Ènergetičeskaâ politika rukovodstva Turkmenii*, Evrazijskij dom, 17 juillet 2007, [www.eurasianhome.org](http://www.eurasianhome.org).

<sup>851</sup> Cf. sa notice biographique et celles de ses frères en annexe.

<sup>852</sup> Ćerdabaev M. T., *Osnovnye ètapy stanovleniâ i razvitiâ neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 7.

<sup>853</sup> Esenov Š, Kurmanov S, *O nefti, neftebiznese i kompetentnosti teh, kto imi zanimaetcâ*, op. cit.

<sup>854</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>855</sup> Olcott Martha Brill, "Democratization and the Growth of Political Participation in Kazakhstan", In *Conflict, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Dawisha Karen (ed.), Cambridge ; New York ; Melbourne : Cambridge university press, 1997, p. 209.

<sup>856</sup> *Ibid.*, p. 207.



*organ*) afin de négocier et de garantir le réinvestissement des pétrodollars sur le territoire de la république, témoigne de ce moment clé pour le secteur des hydrocarbures du futur Kazakhstan indépendant (il est détaillé dans le chapitre XI).

Ce qui se dégage essentiellement de ces résultats est l'hétérogénéité de la situation économique des deux RSS, dans le domaine des hydrocarbures et la position plus défavorable de la RSS de Turkménie que celle du Kazakhstan concernant leurs échanges et les transferts reçus de et / ou versés par le budget de l'Union, même si elles ont été toutes les deux bénéficiaires nettes d'un type de transferts directs, à savoir les règlements par compensation, au moins entre 1976 et 1988. Il a été établi qu'en 1985, la RSS de Turkménie ne reçoit pas de transferts équivalents à ses livraisons d'hydrocarbures (hors produits pétroliers), même si elle bénéficie de transferts cette année. En revanche, toujours en 1985, la RSS du Kazakhstan reçoit, à titre de transferts, le double de la valeur estimée de sa production d'hydrocarbures (hors produits pétroliers).

En raison de la complexité de ces résultats collectés et établis, il apparaît manifestement que les calculs de la valeur de la production des hydrocarbures et des transferts perçus par les deux RSS sont très délicats. Ce chapitre a montré les difficultés pour conclure quant à la retombée ou pas d'une rente des hydrocarbures sur les deux RSS. Ce qui n'est pas pour étonner, car la question générale des transferts a soulevé d'autres débats de ce type dans le monde et qui n'ont pas trouvé de conclusion, dans les années 1960. Il faut donc pour le moins relativiser la pertinence de ces débats.

Plutôt que de se focaliser sur d'éventuelles retombées financières pour les deux RSS, il apparaît que la question de la rente peut être envisagée sous un angle moins financier ou comptable, et davantage sous celui de la diffusion des connaissances techniques, *via* l'histoire de l'indigénisation, en particulier dans le secteur des hydrocarbures dans les deux RSS. Cette histoire est plus opérante pour comprendre comment s'est effectué le passage à l'indépendance dans ce secteur et, plus largement, et pour appréhender la divergence des trajectoires du Kazakhstan et du Turkménistan après 1991. Plus largement l'histoire comparative de l'indigénisation des divers secteurs économiques, notamment, et pour les autres républiques soviétiques est, par conséquent, un champ à constituer comme une direction de recherche.

## Chapitre VI

### Le parti et le secteur des hydrocarbures à l'échelle républicaine

Les instances du parti communiste, tant fédérales que républicaines<sup>857</sup> ont joué des rôles primordiaux et déterminants dans l'histoire du développement du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS. Des employés du secteur pétrolier et des géologues kazakhstaniens, en activité dans les années 1970 et 1980, en avaient conservé la mémoire, comme leurs interviews menées lors d'entretiens en avril 2009, me l'ont montré. Et si en effet, de très nombreuses décisions du parti dans le domaine des hydrocarbures ont été citées dans les chapitres précédents, son rôle transparaît en permanence. Pourtant, des études dédiées spécifiquement à ce rôle du parti dans un secteur tel que celui des hydrocarbures ne semblent pas être très abondantes.

Les partis des deux RSS n'étaient pas que des institutions ayant pour fonction de transmettre des instructions du Centre aux cadres locaux du secteur des hydrocarbures. De plus, les instructions en matière de politique de développement des hydrocarbures, ne « descendaient » pas uniquement depuis Moscou vers Alma-Ata ou Aşgabad. Les décisions n'émanaient pas toutes du sommet de la direction du parti : les organisations du parti des républiques faisaient remonter diverses demandes vers les ministères à Moscou, comme en témoigne ce chapitre, dans lequel seront essentiellement évoquées les années 1950-1960, qui sont celles de l'essor du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS.

Seront examinées tout d'abord l'indigénisation du parti dans les deux RSS, puis l'implantation du parti sur les lieux de production de pétrole dans les deux RSS. Ensuite, seront abordés les circuits de l'information entre les organes locaux du PC et le Centre ainsi que celui de la prise de décision dans les RSS. Enfin, sera abordé le rôle du parti, comme maître d'œuvre et « directeur des Ressources humaines » dans les entreprises pétrolières de la RSS du Kazakhstan, dans un contexte de pénurie des effectifs et d'instabilité de la main d'œuvre permanents, dans le secteur des hydrocarbures.

---

<sup>857</sup> L'organisation du Parti communiste, à l'échelon d'une république, duplique celle de l'État pour la république. Le Parti est représenté par le Comité central à l'échelon de la république, puis par le comité de région, celui d'arrondissement (rural et urbain) et enfin les organisations de base. En revanche, il n'existe pas d'identité absolue à l'échelon des villes et des arrondissements. (Lesage Michel, *L'administration soviétique*, Paris : Economica, 1981, p. 107). Le Secrétariat du Parti a des sections pour chaque branche de l'économie.

## I. *La composition du parti dans les deux RSS et les Premiers secrétaires*

Des noms ont pu être glanés, comme celui de Kuanyš Kudabaev<sup>858</sup>, secrétaire du Comité du PC pour le *rajon* du parti pour l'industrie à Makat en 1957 mais les informations collectées au sujet des secrétaires des différentes organisations du parti sont très parcellaires et difficiles à organiser en un tout cohérent.

Les listes complètes des Premiers secrétaires des *oblast'* pétroliers de la RSS du Kazakhstan font apparaître que pratiquement tous étaient Kazakhs. Les exceptions relevées sont celles de Sergej Ivanovič Kruglov (1943-1947) dans l'*oblast'* de Gur'ev, de Halil Ualievič Abdrahmanov (Tatar) de mai 1938 à mars 1940 pour l'*oblast'* de Kzyl-Orda, de Ūrij Georgievič Kazačenko (1985-1988) et de Fëdor Afanas'evič Novikov (1990-1991) dans l'*oblast'* de Mangyšlak, de Maksim K. Ammosov (1932-1934), Andrej Stepanovič Vasil'evskij (1939-1944) et son successeur Kruglikov H. A. (1944-1945) dans l'*oblast'* d'Ural'sk (à un niveau administratif inférieur, il y a eu aussi Abdullah Ahmetovič (Ouïgour) dans le comité de l'*okrug* de Kzyl-Orda de mai 1929 à mars 1939). L'*oblast'* qui présente le plus d'exceptions est celui d'Aktûbinsk qui a compté deux non Kazakhs (Âkov Petrovič Inočkin de 1938 à 1943, puis Pavel Illiarionovič Del'vin entre 1955 et 1958) avant les années 1960, et puis une succession ininterrompue de Russes entre 1972 et 1991. En 1985, la population éponyme (celle qui donne son nom à la RSS) est surreprésentée parmi les secrétaires du parti de la RSS du Kazakhstan : 47% des secrétaires des comités de régions du parti sont des Kazakhs. Le pourcentage s'élève à 51% chez les secrétaires des comités de ville et d'arrondissement, tandis que les Kazakhs ne sont que 36% dans leur république<sup>859</sup>.

Au sein du PC de la RSS de Turkménie, le recrutement d'un grand nombre de Turkmènes a commencé avec celui de Nedirbaj Ajtakov<sup>860</sup>, membre du PC à partir de 1922 qui deviendra premier président du Présidium du Comité central exécutif de la RSS et co-président du comité exécutif de l'URSS à partir de 1925. Mais le premier Premier secrétaire du PC n'est pas turkmène puisqu'il s'agit d'Ivan Ivanovič Mežlauk<sup>861</sup>. Le premier Président du Conseil des commissaires du peuple est, en revanche, le Turkmène Kajgysyz S. Atabaev<sup>862</sup>. En 1924, parmi les 26 membres des comités d'*oblast'*, 17 étaient Turkmènes. Parmi les 57 membres des

---

<sup>858</sup> Ahmetkaliev M, *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 18.

<sup>859</sup> Lesage Michel, *Le système politique de l'URSS*, op. cit., p. 331.

<sup>860</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>861</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>862</sup> De janvier 1925 à son arrestation, en 1937.

comités exécutif d'*uezd*, 45 étaient Turkmènes, et sur les 1 425 membres des conseils de *volost'* et d'*aul*<sup>863</sup>, 1 355 étaient aussi Turkmènes<sup>864</sup>.

Sur les 43 noms de Premiers secrétaires d'*oblast'*, qui se sont succédé au cours de la période soviétique, trois ont été dirigés uniquement par des Turkmènes. Il s'agit de ceux des *oblast'* de Čardžau, de Merv, et de Tašauz (à l'exception, pour ce dernier, de Nikolaj Venediktovič Dzemeškovič). En revanche, l'*oblast'* de Krasnovodsk a vu à la tête du PC uniquement des non Turkmènes (à l'exception peut-être de H. B. Kul'batyrov). L'*oblast'* d'Ašgabad est dans une position intermédiaire : sur huit Premiers secrétaires, trois étaient non Turkmènes.

Le nombre de membres du parti communiste de la RSS passe de 10 500 en 1930 à 6 700 en 1935. Entre le 1<sup>er</sup> janvier 1937 et le 1<sup>er</sup> janvier 1940, ce nombre est multiplié par 2,1 (il passe de 7 609 à 15 988 personnes). Le nombre d'organisations de base du parti augmente, lui, de presque deux fois (826 dont 267 dans les zones rurales) pendant cette même période et il est de 2 443 en 1958<sup>865</sup>. À la fin des années 1940, plus de 40% des dirigeants du PC turkmène sont des Turkmènes.

Au cours de ces années 1930, 10 000 à 20 000 membres du parti sont exécutés ou emprisonnés ou envoyés au Goulag ; 20 000 à 50 000 personnes (non membres du parti) disparaissent au cours de la même période<sup>866</sup>. Sur les 49 Premiers secrétaires régionaux de la RSS de Turkménie en poste alors, 40 d'entre eux seront exécutés durant la période des purges<sup>867</sup>.

Au niveau de l'*oblast'*, les nominations étaient, elles, suggérées par le Politburo de la RSS, puis approuvées par Moscou. Celles du niveau du *rajon* étaient suggérées par l'*obkom*, et devaient être approuvées par le *Politburo* de la république. Les *obkom* ne contrôlaient directement que le processus de nominations des directeurs de fermes et de kolkhozes que le *rajkom* du parti de la RSS proposait. Après la Seconde Guerre mondiale, Moscou décide de nommer des communistes turkmènes au poste de Premier secrétaire du PC de la république (dans la RSS du Kazakhstan, le Kazakh Žumabaj Šaâhmetov accède aussi à ce poste en juin

---

<sup>863</sup> Entité administrative inférieure à celle du *volost'*, et qui est basée sur le village, ou le campement du segment lignager de base comptant quelques dizaines de yourtes (Bonte Pierre, Izard Michel, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris : Presses universitaires de France, 1991, p. 85.) ou ou ancienne communauté d'irrigation (Bouchet Bertrand, Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Edisud, 1991/1-2, n°59-60, p. 61.)

<sup>864</sup> Kiselëv D. S., *Razvitie sovetskij gosudarstvennosti v Turkmenistane*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmensoj SSR, 1963, p. 72.

<sup>865</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 159-160.

<sup>866</sup> Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, op. cit., p. lxxxii.

<sup>867</sup> Pal'vanova Bibi Pal'vanovna, *Tragičeskie 30-e*, Ašhabad : Turkmenistan, 1991, p. 70.

1946, mais ses successeurs seront un Ukrainien et deux Russes, avant l'arrivée du Kazakh D. A. Kunaev en janvier 1960). Le premier d'entre eux, Šadža B. Batyrov, profite de son pouvoir de désignation des responsables du parti pour placer ses protégés, les Teke d'Ahal. Cette indigénisation « produite localement », déplait à Moscou qui nomme ensuite des Premiers secrétaires, turkmènes également mais issus d'autres régions que celle d'Ahal, à l'exception du dernier, Saparmurat Ataeviç Niazov. Pourtant, le Premier secrétaire du parti turkmène Suhan B. Babaev est contraint de démissionner en 1958, après avoir suggéré que davantage de Turkmènes soient aux postes de commande<sup>868</sup>.

D'après P. Geiss<sup>869</sup>, Moscou sélectionnait minutieusement les responsables turkmènes et équilibrait la représentation régionale en nommant aux postes à haute responsabilité alternativement des personnes, turkmènes, en provenance de différentes régions. Mais sur les six Premiers secrétaires turkmènes du PC, trois étaient Teke d'Ahal ou de Merv (ou Mary), l'un était Alili, un second Yomut du Nord, et M. Gapurov aurait peut-être été un Ersary (Cf. annexe du chapitre VI : les Premiers secrétaires du PC des RSS du Kazakhstan et de Turkménie). Cette sur-représentation des Teke d'Ašhabat et de Merv, et les Yomut de Mangyşlak<sup>870</sup>) au sein du PC de la RSS, n'illustre pas la « politique du diviser pour mieux régner », comme il est souvent dit à propos de la région<sup>871</sup>. La situation aurait même été plutôt l'inverse, car les fonctionnaires de Moscou auraient évité de montrer leur préférence et se seraient souvent trouvés eux-mêmes en situation de médiateurs dans des conflits entre groupes rivaux, y compris pour la période post-stalinienne (comme dans la RSS du Kazakhstan)<sup>872</sup>.

Quant au dernier Premier secrétaire du Comité central du parti communiste turkmène, S. Niazov, il arrive à ce poste en décembre 1985, sur décision de M. Gorbatchev afin de « mettre de l'ordre » dans la république<sup>873</sup> (c'est-à-dire quatre ans avant que N. Nazarbaev accède à ce même rang, dans la RSS du Kazakhstan). Ces quatre années correspondent à la dernière *perestroïka* du système soviétique avant sa chute.

---

<sup>868</sup> Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, op. cit., p. 121.

<sup>869</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", In *Towards Social Stability and Democratic Governance in Central Eurasia: Challenges to Regional Security*, Irina Morozova (ed.), Amsterdam ; Fairfax, Va. : IOS Press, 2005, p. 113.

<sup>870</sup> Edgar Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, Princeton ; Oxford : Princeton University Press, 2004, p. 104.

<sup>871</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 111.

<sup>872</sup> Ibid., p. 112.

<sup>873</sup> Anderson John, *Authoritarian Political Development in Central Asia : The Case of Turkmenistan*, *Central Asian Survey*, 1995, volume 14: issue 4, p. 509.

## II. *L'implantation du parti sur les lieux de production de pétrole dans la RSS du Kazakhstan*

L'action du parti communiste a été importante dans le secteur des hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan, dès le début du régime soviétique. Aussitôt les Armées blanches parties de la région Ural-Èmba, le parti bolchevik implante des cellules sur les sites de production pétrolière, grâce à l'envoi à Gur'ev de membres russes du parti. Début mars 1920, la première conférence du parti pour l'industrie pétrolière du *rajon* Ural-Èmba élit le comité du parti pour l'*uezd*, composé de V. R. Vasil'ev, V. Ū. Eger', V. I. Tâžev, A. L. Krûkov et P. I. Maslennikov. Le secrétaire du comité du parti pour l'*uezd* est désormais N. M. Antonov, de Petrograd, qui a été présenté (*po rekomendacii*) par le Comité du gouvernement d'Oural du parti bolchevik. Un bureau kirghize (kazakh)<sup>874</sup> pour le travail du parti est formé en 1920, afin de développer les notions marxistes de lutte des classes au sein de la population kazakhe, peu ouvrière alors.

Le parti bolchevik s'implante dans la région avec la création, en avril 1921, de la Commission dirigée par E. M. Âroslavskij<sup>875</sup> et chargée des travaux de remise en état des exploitations pétrolières et de la formation de cadres nationaux dans ce secteur<sup>876</sup>. Suite à la campagne massive de recrutement d'ouvriers en 1924, dans toute l'URSS, (c'est la «promotion Lénine»), le nombre de membres du parti augmente dans le bassin pétrolifère d'Ural-Èmba et aussi parmi l'ensemble des ouvriers kazakhs. L'accroissement du pourcentage de Kazakhs dans les rangs du parti (23,1% en 1923 et 44% en 1926 dans la région péricaspienne<sup>877</sup>, est dû à la politique volontariste du comité central du parti communiste russe. Et c'est le Kazakh A. Ipmagambetov qui dirige le comité du parti pour le *rajon* de Dossor, formé en août 1924, à partir des cellules formées sur les exploitations de Dossor, de Makat, et la station de Rakuša. Il assume également avec Šapirov, Alenov et Bajurov la promotion de l'alphabétisation des ouvriers en kazakh et en russe, avec l'aide de Polozov et de Karačev<sup>878</sup>. Sur les 31 délégués présents lors de la première conférence du parti du *rajon* de Dossor, le 22 septembre 1924, 16 sont kazakhs (51,6%), 12 sont russes (38,7%) et 3 sont tatars.

Lors de la relance de campagnes de prospection à partir de la moitié des années 1920, le rôle du parti se renforce avec la formation d'une cellule<sup>879</sup> auprès de chaque brigade de forage.

---

<sup>874</sup> C'est l'auteur qui précise «kazakh» entre parenthèses. (Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 27.)

<sup>875</sup> Secrétaire du Comité central du parti communiste de Russie.

<sup>876</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 29.

<sup>877</sup> Ibid., p. 33.

<sup>878</sup> Ibid., p. 32 et 35.

<sup>879</sup> Ibid., p.47.

Entre 1928 et 1930, le parti de la RSSA réorganise ses instances dirigeantes, en réduisant leur nombre. En revanche, les cellules du parti, elles, se multiplient<sup>880</sup> en raison de l'augmentation du nombre de lieux d'exploitation : dès que l'un d'eux devient important du point de vue de la production, un bureau du parti (*partijnoe bûro promyslov*) y est installé. Suite à la conférence du parti pour le *rajon* Ural-Èmba (15-17 novembre 1931), à Dossor, qui décide d'y augmenter la production et la prospection, des cellules du parti sont créées à Bek-Bek, Džaman-Agaç, Kej-Kebas, Iskine, Kosčagyl, Iman-Kara, Bis-Bulûk, Karaton. Leur nombre passe ainsi de 6 au 1<sup>er</sup> octobre 1926, à 42 en 1932. L'*okrug* de Gur'ev se dote d'une organisation du parti le 19 avril 1933<sup>881</sup>.

En 1942, tous les Kazakhs employés à *Aktûbneft'* sont membres du PC de la république<sup>882</sup>. Au début 1947 : 88 des 118 membres du parti à Makat appartiennent au secteur pétrolier (soit 74,5%) ; à Bajčunas : 127 membres du parti sur 145 travaillent dans le secteur pétrolier (soit 87,6%)<sup>883</sup>.

Sur quatre noms de responsables du parti dans les exploitations, retrouvés chez plusieurs auteurs, deux étaient Kazakhs. Il s'agit de G. Šaukenbaev : instructeur de la division de l'industrie pétrolière du PC de la RSS du Kazakhstan (en poste en septembre 1939)<sup>884</sup> et le vice-secrétaire de l'organisation du parti pour l'exploitation d'Iskine Kenžegali Izteleuov, à la fin des années 1950 et / ou au début 1960<sup>885</sup>. Les deux autres noms sont ceux de Podnikolenko, secrétaire de l'organisation du parti pour l'exploitation de Šubarkuduk en 1945 et Latypov, secrétaire de l'organisation de base du parti pour le trust *Aktûbneft'* en 1945<sup>886</sup>.

### **III. L'implantation du parti sur les lieux de production de pétrole dans la RSS de Turkménie**

Au tout début des années 1940, le Comité central du parti communiste et le Conseil des commissaires du peuple à Moscou, prévoient d'investir environ 800 millions de roubles dans le secteur pétrolier turkmène. Un bureau de l'industrie pétrolière est créé, à cet effet, au sein du comité central du parti communiste de la république de Turkménie et le Commissariat du

---

<sup>880</sup> Ibid., p. 60.

<sup>881</sup> Ibid.

<sup>882</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 296-298.

<sup>883</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 112.

<sup>884</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 71-72. Aucune information sur la biographie de G. Šaukenbaev n'a été trouvée.

<sup>885</sup> Ahmetkaliev M., *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 18.

<sup>886</sup> décret du secrétaire de l'*obkom* d'Aktûbinsk, archives d'Etat de l'oblast' d'Aktûbinsk, Fonds du parti de la RSS kazakhe, fonds 13, opis' 14, delo 116.

peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS envoie des spécialistes dans la RSS<sup>887</sup>. En décembre 1948, l'union *Turkmenneft'* compte 16 organisations de base (*pervičnye partorganizacii*) du parti qui comptent elles-mêmes 338 membres. Sur les 81 membres du PC appartenant aux bureaux de forage, 36 étaient des Russes, 11 – Turkmènes, 9 Arméniens, 8 Azerbaïdjanais, 3 – Kazakhs, 3 Tatars, 3 Juifs et 8 autres<sup>888</sup>. La direction des exploitations *Čelekenneft'* comptait, en 1951, 14 membres du PC, 217 en 1970, ces derniers étant à 50% russes et 45% turkmènes. En 1952, il y avait 29 organisations de base du parti pour l'ensemble des entreprises du pétrole de Nebit-Dag et 600 membres du PC. En 1957, *Nebit-Dagneft'* comptait 139 membres du PC, en 1963 - 180 membres du PC (sur un effectif de 1 278 personnes, soit un taux de 14%)<sup>889</sup> et enfin 209 en 1970<sup>890</sup>.

Au 1<sup>er</sup> janvier 1961, l'industrie du pétrole et du gaz turkmène compte 940 communistes (soit 2% de l'ensemble des membres du parti dans la république) et au 1<sup>er</sup> janvier 1974, 3 813 communistes (soit 5,1%)<sup>891</sup>. En août 1963, *Kum-Dagneft'* emploie 1 697 personnes dont 189 membres du PC (soit un taux de 27%).

#### IV. *Le rôle du PC des RSS : de "simples courroies de transmission" ?*

##### IV. A. Les circuits de l'information et de la prise de décision dans la RSS du Kazakhstan

Des pièces des archives d'État de l'*oblast'* d'Aktûbinsk témoignent de ce que le circuit décisionnel ne fonctionne pas en sens unique, du Centre, où se trouve le commissariat puis le ministère (fédéral) de l'Industrie pétrolière (Cf. chapitre II), vers la république du Kazakhstan et ce, au cours de l'ensemble de la période soviétique. En 1928, l'initiative du comité du *kraj* kazakh du parti de faire transférer la direction d'*Embaneft'* de Moscou à Gur'ev est un exemple du poids de la décision locale. Il arrive aussi que le commissariat moscovite serve de médiateur pour le règlement de tensions entre entreprises de la RSS. C'est ainsi que, juste avant-guerre, la production de pétrole augmentant, la direction d'*Aktûbneft'* s'adresse au commissaire du peuple pour l'Industrie pétrolière de l'URSS, qui est alors N. K. Bajbakov<sup>892</sup>, pour évoquer des questions techniques relatives à la construction de stockage.

<sup>887</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 159.

<sup>888</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 86.

<sup>889</sup> Ibid., p. 38.

<sup>890</sup> Ibid., p. 86.

<sup>891</sup> Gumenûk V. A., *Kompartiâ Turkmenistana v podgotovke kadrov dlâ toplivno-ènergetičeskogo kompleksa respubliki 1961-1975 gg.*, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmensoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1984, n°4, p. 14.

<sup>892</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 228. N. Bajbakov a pour supérieur hiérarchique Béria après la guerre.



*Kazahstanneftekombinat*, chargé d'effectuer les travaux, ne s'exécute qu'après qu'ordre ait été donné par N. K. Bajbakov personnellement au responsable de *Kazahstanneftekombinat*, un certain Pilipec (Cf. chapitre VII : La promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures). Le rôle du parti de la RSS ne se borne pas aux aspects techniques du secteur, comme le montrera son action lors des répressions politiques.

Dès 1933, année marquée par une importante « purge » du parti à l'échelle de l'Union soviétique<sup>893</sup>, le Comité du *kraj* kazakh du PC (*Krajkazkom*) tente d'adopter une politique de temporisation et de modération face à cette répression. Afin de protéger l'industrie pétrolière, il édite un décret spécial au mois de décembre, qui demande à la Commission de contrôle d'inspection ouvrière-paysanne et au procureur de la république de donner l'ordre aux organes locaux de n'avoir recours à une arrestation et de ne poursuivre judiciairement les spécialistes et les responsables d'*Èmbaneft'*, que dans des « cas exceptionnels » et avec l'accord du directeur du trust Â. V. Lavrent'ev. Mais quelques années plus tard, c'est au tour de Â. V. Lavrent'ev lui-même (devenu Directeur du trust d'*Aktûbneft'* en 1936), d'être considéré comme un « ennemi du peuple ». Il est destitué par le commissariat à l'Industrie lourde de l'URSS et arrêté le 30 mai 1938. Suite à l'intervention du nouveau Directeur d'*Aktûbneft'* A. I. Ivčenko, la quatrième conférence du parti pour l'*oblast'* d'Aktûbinsk conclut que son prédécesseur avait ruiné le travail du trust et nommé des « ennemis » à des postes de responsabilité. D'autres employés du trust sont également limogés en tant qu'« ennemis du peuple » et arrêtés par le NKVD. Le trust se retrouve ainsi privé notamment de son responsable pour le plan, de son chef-comptable et du responsable du département de la production.

En février 1939, un rapport du Premier secrétaire de l'*obkom* d'Aktûbinsk, A. I. Inočkina, destiné au Secrétaire du parti communiste de l'Union, Staline et au président du Sovnarkom V. M. Molotov, fait état de réserves pétrolières prometteuses dans la partie septentrionale du *rajon* (Žaksymaj, Šubarkuduk...) et des moyens à fournir pour y mener des travaux de prospection et d'exploitation. Le Comité central du PCUS charge alors l'instructeur de la division de l'industrie pétrolière du PC de la RSS du Kazakhstan, G. Šaukenbaev<sup>894</sup>, d'étudier les activités d'*Aktûbneft'* et de ses filiales de production. Ses conclusions accusent la direction du trust d'incurie et les organisations locales du PC et de la direction de *Glavneftedobyča Vostoka* de ne pas prêter suffisamment leur concours. Ces notes sont envoyées au Premier

---

<sup>893</sup> Cette répression est mise en œuvre à partir de mai 1933. Elle dure un an et demi et aboutit à l'exclusion de 18% des membres du parti.

<sup>894</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 72.

secrétaire du PC de la république (Ž. Šaâhmetov, selon les auteurs de l'histoire du pétrole d'Aktûbinsk)<sup>895</sup>. G. Šaukenbaev propose de s'adresser au Commissaire du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS L. M. Kaganovič pour que *Glavneftedobyča Vostoka* prête davantage d'attention aux gisements d'Aktûbinsk. Après plusieurs adresses du Comité central du PC de la RSS, de l'*obkom* du parti d'Aktûbinsk et de la direction du trust *Aktûbneft'* aux instances centrales du parti et aux organes administratifs du Commissariat à l'Industrie pétrolière, L. M. Kaganovič émet, en octobre 1939, un *prikaz* exigeant du trust *Aktûbneft'* de remplir le plan de production de pétrole et de gérer les installations sur les gisements. Mais, le trust n'étant toujours pas en mesure de satisfaire ces exigences, le bureau du Comité central du PC de la RSS du Kazakhstan s'adresse à l'*obkom* d'Aktûbinsk, au *rajkom* de Temir et au trust *Aktûbneft'* pour prendre les mesures nécessaires à l'amélioration de la situation<sup>896</sup>. Soulignons le rôle joué par Safi Utebaev (qui est à la veille de la guerre ingénieur au sein d'*Èmbaneft'*), dans la construction de la raffinerie de Gur'ev : c'est à son initiative que L. M. Kaganovič prend la décision de cette construction, dans la république<sup>897</sup>.

Pendant le second conflit mondial, le PC de la RSS a également joué un rôle conséquent dans le secteur, comme cela a été rapporté dans le chapitre I sur l'exploration et la production des deux RSS. Les relations conflictuelles entre *Aktûbneft'* et *Kazahstanneftekombinat* ne semblent pas s'être améliorées, pendant la guerre, puisque le secrétaire de l'*obkom* d'Aktûbinsk, E. Tajbekov, toujours mécontent de la direction de *Kazahstanneftekombinat*, envisage, en 1944, de demander au PC de la RSS du Kazakhstan et au Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS de mettre ce trust sous la coupe directe du Commissariat<sup>898</sup> (ce qui est réalisé en 1946, Cf. tableau N°5 : Évolution du trust *Aktûbneft'*, dans le chapitre II).

Au lendemain de la guerre, le PC de la RSS du Kazakhstan poursuit son rôle d'intermédiaire entre les exploitations pétrolières et le Commissariat du peuple (puis ministère) à l'Industrie pétrolière de l'URSS. Ses organisations locales à l'échelon de l'*oblast'* statuent sur les demandes à adresser au Commissariat en matière d'équipements, mais aussi de structure administrative, afin d'augmenter la production. Cette question est en effet récurrente tout au long de l'histoire de l'industrie pétrolière de la RSS du Kazakhstan. Et si les instances locales

---

<sup>895</sup> Ž. Šaâhmetov est le deuxième secrétaire en 1939 (c'est le Russe N. A. Skvorcov qui est alors le Premier secrétaire du PC de la RSS), il n'en est le premier qu'à partir de 1946.

<sup>896</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 70-75.

<sup>897</sup> Laptev Aleksandr, Patriarh kazahstanskoj nefti, *Neftânye Vedomosti*, 26 mai 2004, n°11 (28).

<sup>898</sup> Décret du secrétaire de l'*obkom* d'Aktûbinsk, archives d'Etat de l'*oblast'* d'Aktûbinsk, Fonds du parti de la RSS kazakhe, fonds 13, opis' 14, delo 116.

du parti de la RSS du Kazakhstan relaient les décisions du parti de l'Union, inversement, les instances locales du parti de la RSS du Kazakhstan font également « remonter » l'information concernant les besoins des exploitations. En témoigne le décret du secrétaire de l'*obkom* d'Aktûbinsk, E. Tajbekov qui, à la fin de la Seconde guerre mondiale, demande au Conseil des commissaires et au comité central du PC de la république d'obtenir l'autorisation du gouvernement central d'embaucher 400 employés de l'*oblast'* pour le trust *Aktûbneft'*<sup>899</sup>. À la fin des années 1960, des organisations s'adressent toujours au ministère de l'Industrie du pétrole de l'URSS pour réclamer la prise de mesures d'urgence. Ainsi, la direction de l'exploitation de Kenkiâk et les organes du parti de l'*oblast'* d'Aktûbinsk demandent au ministère moscovite de faire en sorte que l'union *Èmbaneft'* leur donne les moyens de développer leurs activités. Ce thème mériterait des recherches complémentaires pour la fin de la période soviétique, car elles contribueraient à améliorer la connaissance du mécanisme de prise de décision politique et économique dans la RSS du Kazakhstan.

#### IV. B. La prise de décision dans la RSS de Turkménie

Dès son II<sup>ème</sup> congrès (3-9 décembre 1925), le parti communiste de la RSS de Turkménie s'intéresse immédiatement à la production de pétrole et pose la question du développement de son extraction à Čeleken et à Nefte-Dag<sup>900</sup> ainsi que celle de la production d'ozokérite, pour laquelle la demande mondiale et soviétique est importante. Il adopte une résolution datant du 9 décembre 1925, qui précise de plus que le développement industriel est indispensable pour faire apparaître une classe ouvrière en RSS de Turkménie. Le IV<sup>ème</sup> congrès du PC de la république de Turkménie qui se tient en janvier 1929, se base sur les décisions du XIV<sup>ème</sup> congrès du parti communiste de l'Union (1925) et décide un développement maximal de la production de pétrole : les plans de production sont revus à la hausse en 1930 et 1934<sup>901</sup>.

Dans un décret daté du 18 novembre 1929, le secrétariat du comité central du PC turkmène déplore une trop grande lenteur de la prospection, notamment dans des *rajon* entiers non encore explorés, comme ceux de Boâ-Dag, Čikišlâr et de Monžukly<sup>902</sup>. De plus, l'existence de certains gisements connue devrait donc stimuler les travaux de prospection. En mars 1932, face à la situation déplorable de la production pétrolière de la RSS de Turkménie, le comité

---

<sup>899</sup> Ibid.

<sup>900</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 25.

<sup>901</sup> Vasânin N. Â, *Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologoposkovykh i rasvedočnyh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliky v gody pâtiletki*, op. cit., p. 4.

<sup>902</sup> Ibid., p. 5.

central du parti de la république limoge la direction de *Turkmenneft'*, et décide de former davantage de personnel et en particulier au sein de la population locale<sup>903</sup>.

En mars 1940, le comité central du parti communiste de la RSS est chargé par le IX<sup>ème</sup> congrès du PC turkmène, de veiller au développement technologique de l'industrie pétrolière<sup>904</sup>. Le comité de la ville de Nebit-Dag et les organisations de base du parti de *Turkmenneft'* sont particulièrement attentifs à l'introduction de nouvelles techniques de production. Ainsi, en 1950, sur ses exploitations, sont créées des brigades qui travaillent selon les méthodes du spécialiste de l'exploitation du pétrole A. Bagirov de Bakou. Le XII<sup>ème</sup> congrès du PC de Turkménie en février 1954 enjoint les personnels de l'industrie pétrolière d'améliorer le travail de forage et de répandre l'expérience des ouvriers plus aguerris (*peredovye mastery*)<sup>905</sup>.

À la veille du second conflit mondial, le comité central du parti communiste de la RSS de Turkménie s'adresse à celui du parti communiste de l'Union et au Conseil des commissaires du peuple de l'URSS qui éditent un décret le 13 octobre 1940 afin de prendre les mesures pour augmenter la production et la transformation du pétrole dans la RSS<sup>906</sup>. Parmi ces mesures, rappelons un investissement de 800 millions de roubles prévu pour la période 1941-1943 (Cf. chapitre D). Le CC du PC de l'Union et le Conseil des commissaires du peuple de l'URSS demandent, à leur tour, au trust *Turkmenneft'* d'organiser un bureau de la géologie et d'augmenter les équipes de prospection<sup>907</sup>. Notons que l'encyclopédie de la RSS de Turkménie<sup>908</sup> attribue au seul comité central du parti communiste de la république l'adoption du décret sur l'augmentation de la production de pétrole et du raffinage du pétrole dans la RSS de Turkménie, prévoyant ces investissements de 800 millions de roubles. En soumettant cette question au comité central du parti communiste de l'Union et du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS, le PC de la RSS est donc plutôt promoteur de projet que simple « courroie de transmission ». Mais au cours de l'histoire, le circuit de la prise de décision peut s'inverser comme, par exemple, lorsque, le VI<sup>ème</sup> plénum du CC du PC turkmène (août 1955) suit le plénum du CC du PCUS en juillet 1955 et donne aux organisations du parti les instructions

---

<sup>903</sup> Ibid., p. 8.

<sup>904</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 16.

<sup>905</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû nefânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 72.

<sup>906</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 16.

<sup>907</sup> Ibid.

<sup>908</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 159.

pour le développement de l'industrie. Ce plénum critique l'insuffisance des efforts accomplis pour introduire de nouvelles techniques dans le secteur des hydrocarbures de la république<sup>909</sup>.

En 1955, le comité du parti pour la ville de Nebit-Dag (*GK KP Turkm*), le soviet des travailleurs députés de la ville, le comité des syndicats des employés du secteur pétrolier de la république et la direction de *Turkmenneft'* organisent une réunion avec les dirigeants des entreprises, les secrétaires des organisations de base du parti, les organisations de komsomols et les présidents de comités locaux pour introduire de nouvelles techniques et rationaliser la production de pétrole<sup>910</sup>. Dans la deuxième moitié des années 1950, le CC du PC de la RSS demande aux instituts du pétrole et du gaz de la RSS, et aux comités de *rajon* pour Nebit-Dag, Čardžau, Čeleken, Darganatin, Bajram-Ali, de contrôler la mise en œuvre des nouveaux équipements dans les entreprises<sup>911</sup>. Les organisations du parti de l'industrie pétrolière de la RSS avec les organisations syndicales créent un bureau d'information technique, un bureau d'études, un service scientifique et technique (*naučno-tehničeskoe otdel*) et une « université du progrès technique » (*universitet tehničeskogo progressa*), au cours de la première moitié des années 1960<sup>912</sup>. En 1961, pour accélérer l'introduction du forage électrique, le CC du PC de la RSS confie le soin au *sovnarhoz* de la RSS d'organiser sous les auspices de *Turkmenneft'* un bureau de forage électrique et un bureau pour le montage et le réglage des nouveaux équipements<sup>913</sup>.

Le bureau du CC du PC de la RSS demande à *Turkmenneft'* de rendre le gisement de Kotur-Depe commercialement exploitable à partir de fin 1958 et d'évaluer les réserves de celui d'Okarem. Et le PC de la république décide de mener des explorations dans l'Est du pays, avec la mise en place d'un trust de prospection à Čardžou<sup>914</sup>. Les questions du rendement de la production (*èffektivnost' proizvodstva*) sont étudiées par les organisations de base du parti dans l'industrie pétrolière et gazière d'Asie centrale, dont celle de *Nebit-Dagneft'*. Il s'en suit une augmentation de la production de *Turkmenneft'*, entre 1968 et 1970, de plus de 17,2 millions de roubles et un profit de 13 millions de roubles, au-dessus des prévisions du plan. Un fonds de stimulation économique est alors créé<sup>915</sup>.

---

<sup>909</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 72.

<sup>910</sup> Ibid., p. 122.

<sup>911</sup> Ibid., p. 75.

<sup>912</sup> Ibid. p. 122 et 124.

<sup>913</sup> Ibid., p. 75.

<sup>914</sup> Ibid., p. 37.

<sup>915</sup> Ibid., p. 125.

En décembre 1966, l'initiative d'exploiter le gisement d'Ačak émane de l'organisme de production, c'est-à-dire de *Turkmengazprom*. Il remplit le plan en 1976 avec une production de 146 millions de mètres cubes<sup>916</sup>. De plus, les Comités régionaux du parti ont un impact direct par l'intermédiaire de sections du Comité central ou du Gosplan<sup>917</sup> et se constituent en véritables « lobbies » pour défendre leurs intérêts comme la construction d'usines, de puits, d'oléoducs et de gazoducs sur leurs « territoires ».

Mais c'est le PCUS qui prendra les décisions majeures en matière de construction d'infrastructures telles que le gazoduc destiné à acheminer le gaz turkmène (d'Okarem) vers les parties européennes de l'URSS (Ostrogožsk, région de Voronež), soit plus de 2 500 km, lors de son XXIV<sup>ème</sup> congrès au printemps 1971<sup>918</sup>. Et afin de mettre en œuvre une des résolutions de ce XXIV<sup>ème</sup> congrès du PCUS, pour le développement et l'amélioration de la structure de l'industrie pétrolière, le ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS propose des améliorations de l'organisation de la direction de la production au sein de *Turkmenneft'*, de créer en son sein des services d'ingénierie et de supprimer des bureaux de forage, remplacés par des directions de travaux de forage<sup>919</sup>.

Après l'examen des circuits des directives en matière de développement du secteur des hydrocarbures entre le parti et les lieux de production, vient celui de la place des hommes dans cette institution du parti, des deux républiques.

## **V. *Le parti, maître d'œuvre et «directeur des Ressources humaines» dans les entreprises pétrolières des deux RSS***

Le rôle des PC des deux RSS ne se limite pas aux décisions de développement de la production industrielle de pétrole. Ce rôle s'étend aussi à la formation et au recrutement dans les organisations de production.

Dès avant la Seconde Guerre mondiale, les organisations du PC de la RSS du Kazakhstan ont un pouvoir décisionnel en matière de recrutement et de gestion du personnel et de formation, au niveau du *rajon* ou de l'*oblast'* d'Aktûbinsk. Elles agissent de concert avec la direction du trust *Aktûbneft'* et aussi avec le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS. C'est ainsi qu'à la demande de l'*obkom* d'Aktûbinsk du PC, sont recrutés cinq ingénieurs pour

---

<sup>916</sup> Ibid., p. 104.

<sup>917</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op cit., p. 78.

<sup>918</sup> Džurakulov A. D., *Deâtelnost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 70.

<sup>919</sup> Kurbanov A. A., *Rezervy povyšeniâ éffektivnosti neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 42-43.

la production à Šubarkuduk en 1940. C'est aussi sur proposition du *rajkom* (Comité du PC pour le *rajon*) de Temir et du responsable du trust R. S. Sagyndykov, que sont nommés Kanatkali S. Sariev (Kazakh), A. S. Kuznecov (Russe) et U. Žalgasbaev (Kazakh), respectivement responsables des exploitations de Žaksymaj et de Šubarkuduk et du service du personnel du trust en 1945. Après la Seconde Guerre mondiale, le parti continue à jouer son rôle de « Direction des Ressources Humaines », comme par exemple lors du développement des champs de Mangyšlak. Le comité du parti pour le *rajon* de Ševčenko (Aktau jusqu'en 1964) doit alors aider le trust *Mangyšlakneftegazrazvedka* (fondé en 1957) à recruter des ouvriers, à répartir les membres du parti sur les lieux de travail, à lancer les travaux de prospection et à s'occuper des questions de logement<sup>920</sup>. Le comité du parti de l'*oblast'* de Gur'ev<sup>921</sup> joue aussi un rôle dans la nomination de responsables du trust *Mangyšlakneftegazrazvedka*. Sont ainsi nommés H. Uzbekgaliev (Kazakh) au poste de chef du trust, A. Hismetov au poste d'ingénieur en chef et V. Tokarev (Russe) et Naren Imašev (Kazakh) à celui de géologue principal. Le secrétaire du parti pour le trust *Mangyšlakneftegazrazvedka* au milieu des années 1960 est E. Kašimkulov. K. E. Temirgaliev présente le rôle des communistes sur les lieux de travail de la presqu'île de Mangyšlak comme celui d'un « ciment » devant permettre de faire travailler employés et ouvriers, venus de différentes entreprises et contraints de vivre dans un environnement vide d'habitants et hostile du point de vue climatique. Les premiers arrivants sont issus essentiellement du *rajon* d'Ural-Èmba. Puis des ouvriers et techniciens en provenance d'autres républiques (Russie, Azerbaïdjan, Turkménie, Biélorussie, Arménie, Géorgie, Bachkirie, Daghestan et Tatarstan) s'y installent à l'automne 1961<sup>922</sup>.

En mai 1946 (année qui vit la production industrielle chuter de 17% par rapport à l'année précédente, à cause des difficultés que représente la reconversion de l'économie de guerre<sup>923</sup>), le Soviet suprême de l'URSS adopte un « Plan de reconstruction » et une grande campagne d'« émulation socialiste »<sup>924</sup> est lancée dans toute l'Union soviétique. Les nouvelles tâches du

<sup>920</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 145.

<sup>921</sup> actuellement Atyrau.

<sup>922</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 148.

<sup>923</sup> Werth Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique : de l'Empire russe à l'Union soviétique : 1900-1990*, op. cit., p. 349

<sup>924</sup> « L'émulation socialiste » (*socialističeskoe sorevnovanie*) dans la RSS de Turkménie est initiée par les employés du secteur pétrolier, en 1946, en lien avec les 25 ans de la RSS. A. D. Džurakulov estime qu'elle a pour conséquence la multiplication par 2,9 de la production de pétrole entre 1946 et 1950, l'amélioration de la direction de l'industrie des combustibles durant le 5<sup>ème</sup> plan, par les organisations du parti de la république. Elle aurait fait augmenter l'exploration à Čeleken. En 1949, 78% des travailleurs sont impliqués dans l'émulation socialiste au sein des organisations de base du parti, au sein du bureau de forage n°2 de

parti dans le secteur pétrolier évoluent en lien avec la reconstruction et cette reconversion. Dans ce cadre, les organisations du parti sont à l'initiative, en 1951, de la mise en place de conseils techniques et méthodologiques, destinés à augmenter la productivité du travail<sup>925</sup>. Il faut remplacer les anciens équipements qui avaient été importés et pour lesquels il n'y a pas de pièce de rechange pour des équipements de fabrication soviétique. Le parti organise la formation des brigades de forage sur les nouveaux équipements<sup>926</sup> et il est aussi chargé de questions techniques comme l'augmentation de la puissance de centrales électriques, rendue nécessaire par l'évolution des méthodes de forage. En 1949, dans la RSS du Kazakhstan, le forage au rotary, très énergivore, est remplacé par le forage à la turbine. Mais, si cette dernière est moins gourmande en électricité, les quantités d'électricité produites ne sont pas suffisantes puisque les besoins ne sont couverts qu'à 40-50%<sup>927</sup>.

Le PC de la RSS de Turkménie joue également un rôle dans la formation du personnel du secteur des hydrocarbures. En 1958, le CC du parti de la RSS demande aux comités d'*oblast'* d'embaucher 25 communistes, 35 membres de la Jeunesse communiste au bureau de forage de Čardžou et 20 communistes et 25 *komsomol'cy* à Merv<sup>928</sup>. Les questions de productivité du travail, de la diminution des coûts de production de l'introduction de nouvelles techniques (comme le forage électrique, l'automatisation de la gestion des puits...) sont discutées lors du XV<sup>ème</sup> congrès du PC de la RSS (janvier 1959)<sup>929</sup>. Les instances locales du parti contribuent donc également au domaine technique et pour l'introduction de ces nouvelles techniques de forage (*turbinyj vid bureniâ*) au sein de *Turkmenneft'*. Elles sont initiatrices de l'introduction de procédés d'automatisation.

Le parti est également impliqué dans les créations d'instituts de formation et de recherche des deux RSS, comme décrit dans le chapitre suivant, consacré à la promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures.

---

*Turkmenneft'*, et parmi les meilleurs stakhanovistes de ce bureau, huit deviennent membres du PCUS en 1950.

1949 : 3725 stakhanovistes et *udarniki* au sein de *Turkmenneft'*

1950 : 4280 stakhanovistes et *udarniki* au sein de *Turkmenneft'*

1954 : 8542 stakhanovistes et *udarniki* au sein de *Turkmenneft'*. *Kum-Dagneft'* se distingue particulièrement.

Lors du XXI<sup>ème</sup> congrès du PCUS, *Turkmenneft'* compte 14 000 employés dont 12 000 sont impliqués dans l'émulation socialiste, dont la « brigade de travail communiste » dirigée par A. Muradov, le délégué (*delegat*) au XXII<sup>ème</sup> congrès du PCUS A. L. Resznikov, le député au Soviet suprême de l'URSS A. R. Basancev.

<sup>925</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 140.

<sup>926</sup> Ibid., p. 121.

<sup>927</sup> Ibid., p. 122.

<sup>928</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 37.

<sup>929</sup> Ibid., p. 73-74.



## VI. *Pénurie des effectifs et instabilité de la main d'œuvre dans le secteur des hydrocarbures des deux RSS*

Une fois formés, ouvriers et techniciens deviennent très mobiles, ce qui accroît le problème de manque de personnel récurrent que connaissent les exploitations, tout au long de la période soviétique, dans les deux RSS. Cette mobilité du personnel (*tekučest'*) s'explique par les difficiles conditions de travail ainsi que par le manque de logements et exprime aussi une forme de protestation contre l'accroissement des normes et les dégradations des conditions de logements, notamment.

Dans la RSS du Kazakhstan, le comité du parti de Dossor demande au trust *Èmbaneft'* et aux organisations locales du parti d'améliorer les conditions de vie des ouvriers, notamment celles du logement. En 1934, un chantier des logements pour 24 familles et un foyer pour 30 personnes est achevé à Žaksymaj et des habitations pour 20 familles sont terminées également à Šubarkuduk. Cette exploitation est aussi équipée d'une station électrique, destinée aux besoins industriels mais aussi de la population. Ces équipements restent néanmoins insuffisants. De nouveaux chantiers, lancés dans les années 1930, restent inachevés, faute de matériaux de construction. La pénurie de logement est grande en 1939 et l'instabilité de la main d'œuvre reste forte<sup>930</sup>.

Lorsque la guerre éclate entre l'URSS et l'Allemagne, de nombreux employés du secteur pétrolier étant enrôlés dans l'Armée soviétique, l'industrie pétrolière soviétique voit ses effectifs<sup>931</sup> diminuer de 31% en 1943 par rapport à l'immédiat avant-guerre et encore de 25% l'année suivante<sup>932</sup>. C'est pourquoi, le comité de l'*oblast'* de Gur'ev du parti de la RSS décide d'embaucher des femmes sur les exploitations. À la fin de l'année 1941, elles sont 2 306 dans l'industrie pétrolière du bassin Ural-Èmba (le secteur compte 4 905 employés en 1940)<sup>933</sup>, dont 74 à Iskine, 98 à Sagiz, 196 à Bajčunas, 42 à Dossor et 68 à Makat<sup>934</sup>. Leur rôle sera essentiel et l'une d'elle, Balganym Dospaeva, deviendra députée au soviet suprême de l'URSS.

---

<sup>930</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 121.

<sup>931</sup> Le nombre total de travailleurs dans la RSS du Kazakhstan était, en 1940, de 209 544 personnes et de 288 597 en 1945, dont 162 000 et 214 000 respectivement dans l'industrie.

<sup>932</sup> Bajbakov N. K., *Sovetskaâ neft' v gody Velokoj otečestvennoj vojny*, op. cit., p. 7.

<sup>933</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 92.

<sup>934</sup> Nursultanova Lâzat Nurbaevna, *Razvitie neftânoj promyšlennosti Kazahstana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny (1941-1945 gg)*, Almaty, 2005, p. 105.

Le trust *Aktûbnefterazvedka* connaît, lui aussi, une forte mobilité de son personnel, ce qui pénalise considérablement ses activités. La baisse de la production des gisements de Žaksymaj et de Šubarkuduk entre 1950 et 1961 et le mauvais entretien des puits sont à attribuer, selon les auteurs de l'histoire du pétrole d'Aktûbinsk, à la mauvaise organisation du travail mais aussi à l'absence de dirigeants et de spécialistes qualifiés<sup>935</sup>. La qualification des foreurs est également mise en cause par ces auteurs qui indiquent qu'un plan de formation technique est élaboré pour les ouvriers et mis en place à partir de 1955.

Au début des années 1970, ce problème persistait, malgré des embauches : ainsi, à Kenkiâk, les effectifs passent de 690 personnes en 1969 à 728 en 1970<sup>936</sup>. En 1972, il manque environ 40% d'ouvriers pour effectuer le plan, en matière de construction d'infrastructures sur le gisement de Kenkiâk où ce plan n'y est rempli qu'à moitié. Cette année-là, toujours sur le gisement de Kenkiâk, le manque de spécialistes compétents dans le domaine des conduites de vapeur (*paroprovod*) pousse le directeur général d'*Aktûbinskneft'* à s'adresser au ministère (fédéral, créé en 1973) des Constructions des entreprises de l'industrie pétrolière et gazière<sup>937</sup>.

Dans les années 1980 encore, les dirigeants de *Kenkiâkneft'* doivent faire face à l'instabilité des effectifs. La réponse choisie est la même que celle trouvée, avant-guerre, à Žaksymaj et Šubarkuduk : il s'agit de construire des infrastructures destinées à faciliter la vie des employés sur leur lieu de travail. C'est ainsi que sont bâtis 55 000 mètres carrés de logement, des établissements destinés à accueillir 340 enfants d'âge pré-scolaire, ainsi qu'un établissement scolaire pour 2 352 enfants et un hôpital à Kenkiâk. De même, en 1981, sur le lieu d'exploitation de Žanažol et dans la ville d'Oktâbrsk, sont construits des logements pour 800 personnes, des lieux de restauration et des entrepôts pour produits alimentaires. Au cours des quatre années suivantes (1981-1985) 105 000 mètres carrés de logements sont encore construits<sup>938</sup>. Au cours de cette période, les effectifs d'*Aktûbinskneft'* croissent de 1 633 personnes en 1981 à 5 000. À la veille de l'indépendance, dans la région d'Aktûbinsk, la grande mobilité de la main d'œuvre a été légèrement enrayerée grâce au recrutement de spécialistes locaux qui remplacent des équipes fonctionnant par roulement sur les gisements.<sup>939</sup>

---

<sup>935</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagametov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 179.

<sup>936</sup> Ibid., p. 182.

<sup>937</sup> Ibid., p. 184 et 192.

<sup>938</sup> Ibid., p. 199.

<sup>939</sup> Ibid., p. 205.

Dans la RSS de Turkménie, le nombre de femmes augmente aussi, passant de 600 en mars 1942, à 987 en janvier 1943 au sein du trust *Turkmenneft*<sup>940</sup>. Enfin, à l'été 1945, 500 prisonniers de guerre travaillent à Nebit-Dag (*Turkmenneft*'), mais rapidement 300 d'entre eux occupent d'autres emplois<sup>941</sup>. Le secteur des hydrocarbures des deux RSS n'est toujours pas épargné par la pénurie de main d'œuvre au cours de l'après-guerre.

À partir des années 1950, des femmes diplômées de l'enseignement moyen et supérieur commencent à travailler comme ITR. Entre 1950 et 1959 : le *tehnikum* du pétrole forme le premier groupe de techniciens qui comporte 8 femmes (Mamagul' Amangel'dyeva, Mamyš Šarapova et d'autres). Parmi les premières Turkmènes diplômées d'une école technique supérieure (*VTUZ*) : Bajrambibi Mahmutova (1956), Bibirasy Amanova (1958)<sup>942</sup>. Pour la période 1959-1965, le nombre d'ouvriers, d'ingénieurs et techniciens, et d'employés administratifs dans les entreprises du secteur pétrolier et du raffinage augmente de 1 000 personnes pour atteindre un effectif de 5 700 personnes<sup>943</sup>. L'auteure Maâ Âzykova fournit des informations concernant les effectifs de la raffinerie de Krasnovodsk et notamment les effectifs féminins pour les années 1950-1960. En 1960, sur les 1 124 femmes de la raffinerie de Krasnovodsk, 15 femmes étaient des chefs d'ateliers et de laboratoires, 127 étaient du personnel subalterne (*mladšij obsluživaûšij personal*) et 850 ouvrières. Parmi les femmes occupant des postes de direction, 28 avaient un diplôme de l'enseignement supérieur, 108 avaient un niveau de technicien moyen. Le nombre de femmes employées dans l'usine augmente entre 1959 et 1961 de 1 040 à 1 158 et celui des Turkmènes, passe de 21 à 27. Aux postes de responsabilité, en 1959, l'usine comptait 6 femmes turkmènes, elles ne sont plus que quatre en 1961<sup>944</sup>. Toujours selon cet auteur, les femmes (turkmènes ou d'autres nationalités d'Asie centrale vivant dans la RSS) ne sont pas suffisamment employées dans l'industrie de la RSS. Sur la période 1959-1965, l'augmentation du nombre de femmes employées dans la république restait inférieure à la moyenne de l'URSS<sup>945</sup>.

Malgré le fait que l'industrie gazière nécessite 3 à 4 fois moins de main d'œuvre que l'industrie pétrolière<sup>946</sup>, la RSS de Turkménie n'échappe pas à la pénurie de ressources humaines. La filiale turkmène de l'union *Soûzgaztehnologiâ* n'a pas les ressources (humaines,

---

<sup>940</sup> Bazarova R., *Georičeskij trud neftânikov Turkmenistana v gody Otečestvennoj vojny*, op. cit., p. 5.

<sup>941</sup> Igołkin Aleksandr Aleksevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 225.

<sup>942</sup> Durdyev T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoj sovetskoj intelligencii (1917-1958)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Ylym, 1972, p. 200.

<sup>943</sup> Âzykova Maâgosel', *Rost rabočego klassa Turkmenistana v 1959-1965gg.*, Ašhabad : Ylym, 1976, p. 88.

<sup>944</sup> Ibid., p. 92 et 94.

<sup>945</sup> Ibid., p. 93-94.

<sup>946</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmensoj SSR*, op. cit., p. 50.

financières, manque de laboratoires...) pour résoudre les problèmes du secteur<sup>947</sup>. La mobilité du personnel<sup>948</sup> y est aussi importante que dans le reste de l'URSS. Les principales raisons en sont le nivellement des salaires et des conditions de vie difficiles<sup>949</sup>. Ce sont les organisations de base du parti qui sont chargées du contrôle de la lutte contre cette mobilité du personnel et le manque de discipline<sup>950</sup>. À la fin de la période soviétique, la main d'œuvre locale et qualifiée est toujours insuffisante dans l'ensemble de l'économie turkmène. Elle est compensée par une immigration de populations en provenance des trois républiques transcaucasiennes. Mais le niveau de formation professionnelle y est toujours trop faible<sup>951</sup>.

La raffinerie de Krasnovodsk voit les changements suivants entre 1959 et 1965 : le nombre d'ouvriers d'un niveau technique moyen augmente de 43 à 108 entre 1953 et 1959, la part des ingénieurs et des techniciens augmente de 28,1% à 29,5% (l'auteur ne précise pas quelle est l'augmentation totale du nombre d'employés). La part des ouvriers techniciens de niveau moyen augmente de 14,9% en 1953 à 39,1% en 1959. Celles des *praktiki* diminue de 56,9% en 1953 à 26,7% en 1959<sup>952</sup>. Le poids des *praktiki* était important : en 1950, 67,8% de l'ensemble des responsables et des ingénieurs-techniciens (ITR) de *Turkmenneft'* est composé de *praktiki*. En août 1954, sur les 1 473 dirigeants et ITR de *Turkmenneft'*, seuls 131 ont un niveau d'éducation supérieure, et 332 un niveau moyen<sup>953</sup>. Au 1 juillet 1956, 1 714 dirigeants et ingénieurs et techniciens dans l'industrie pétrolière de la RSS dont 255 avaient un niveau d'études supérieures (et dont 22 Turkmènes), 504 avaient un niveau d'études secondaires (dont 48 Turkmènes) et 955 étaient des *praktiki*, dont 159 Turkmènes<sup>954</sup>. Le XIX<sup>ème</sup> congrès du PC de la RSS, en février 1966, constate que dans l'industrie de la RSS, de nombreux postes d'ingénieurs et techniciens sont toujours occupés par des *praktiki*<sup>955</sup>.

Le PCUS prévoit une réduction de la durée de la journée de travail afin de permettre à ceux qui le souhaitent de se former pour acquérir une spécialité de niveau secondaire ou supérieur, le but visé étant d'obtenir une meilleure productivité du travail. Mais, dans de nombreuses

---

<sup>947</sup> Batyrov S, Abdyev A., *Gazovaâ promyšlennost' v èkonomike Turkmenistana*, op. cit.

<sup>948</sup> Kurbanov A. A., *Rezervy povyšeniâ èffektivnosti nefânnoj promyšlennosti Turkmenkoj SSR*, op. cit., p. 46.

<sup>949</sup> Annaklyčev A. A., *Razvitie promyšlennosti Turkmenistana za gody Sovetskoj vlasti (1921-1937)*, op. cit., p. 109-110.

<sup>950</sup> Gumenûk V. A., *Kompartiâ Turkmenistana v podgotovke kadrov dlâ toplivno-ènergetičeskogo kompleksa respubliky 1961-1975 gg.*, op. cit., p. 13.

<sup>951</sup> Meretniâzov A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenkoj SSR*, op. cit., p. 26.

<sup>952</sup> Ázykova M., *Rost rabočego klassa Turkmenistana v 1959-1965 gg.*, op. cit., p. 102.

<sup>953</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû nefânnoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 94.

<sup>954</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-nefânnikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmenkoj SSR, 1961, p. 43.

<sup>955</sup> Ibid., p. 107.

branches de l'économie de la RSS, la productivité du travail prévue par le plan n'est pas atteinte au cours du plan septennal, par manque de personnel qualifié<sup>956</sup>.

---

<sup>956</sup> Ibid., p. 109-110.

## Chapitre VII

### La promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures

L'« idéal de l'égalité nationale des peuples de l'Union au sein d'un système socialiste » qui fondait cette Union, impliquait de « porter les allogènes au niveau du prolétariat russe sur tous les plans »<sup>957</sup> ; et pour cela, la politique d'enracinement, ou d'indigénisation ou encore d'autochtonisation (*korenizaciâ*), est institutionnalisée par le XII<sup>ème</sup> congrès du parti en avril 1923<sup>958</sup> (dès 1921, même selon Alexandre Bennigsen et Chantal Lemerrier-Quelquejay), donc avant la délimitation (*razmeževanie*) de 1924, et donc avant la création de la république socialiste soviétique de Turkménie (elle-même antérieure à celle de la RSSA kazakhe). Cette politique consiste à intégrer le plus possible (ou du moins en pourcentage de la population du territoire donné) les populations appartenant à la nationalité<sup>959</sup> éponyme au sein des administrations et du parti des RSS - la promotion au sein de ce dernier constituant un des moyens de cette intégration -, au sein des secteurs économiques et de production ainsi que dans les institutions scientifiques. D'un point de vue politique, il s'agit de mettre de la distance entre le colonialisme tsariste et le régime soviétique et de convaincre les non Russes que le nouveau régime encourage leurs aspirations à l'auto-détermination et autonomie culturelle<sup>960</sup>.

Dans l'administration, ce processus est mis en place à tous les niveaux et dans toutes les républiques non slaves. Le processus d'indigénisation des cadres politiques fut officiellement encouragé au cours des années 1920. Dans les entreprises, il est favorisé par l'apprentissage (*praktikantsvo*) sous la forme d'un programme national (soviétique) dans les années 1924-1926. Les titulaires nationaux non qualifiés sont payés à taux plein pour un travail d'assistant auprès de « cols blancs ». Le VCIK encourage les républiques à augmenter le nombre

---

<sup>957</sup> Bennigsen Alexandre, Lemerrier-Quelquejay Chantal, *L'islam en Union soviétique*, Paris : Payot, 1968, p. 131.

<sup>958</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 338.

<sup>959</sup> Le sens soviétique du terme *nacional'nost'* renvoie à la notion d'« identités ethnolinguistiques et culturelles reconnues par l'Etat soviétique ». Source : Fourniau Vincent, *L'Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance : transformations sociales et conservatisme mémoriel, 1945-1991*, à paraître, p. 13.

<sup>960</sup> Edgar Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, op. cit., p. 72.

d'employés jusqu'à 10% pour accueillir ces *praktikanty* (ou *praktiki*, ouvriers sans qualification promus « sur le tas ») nationaux<sup>961</sup>.

La conquête du pouvoir institutionnel par les représentants des nationalités éponymes elles-mêmes, dans les républiques (excepté la Russie) s'est faite progressivement. Vers la fin de la NEP, ce pouvoir n'est solidement acquis que dans les institutions de base, et plus spécialement dans les zones rurales où les populations titulaires constituent la grande majorité de la population.

Jusqu'en 1938, le pouvoir soviétique doit tout d'abord se constituer des réseaux parmi les élites locales. Le pouvoir central impulse donc, dès le début du régime soviétique, un processus d'indigénisation des partis communistes nationaux qui sont eux-mêmes les vecteurs de cette promotion, comme l'a exposé le chapitre VI.

Entre 1926 et 1939, la très forte croissance des institutions tant politiques qu'économiques a profité à tous les groupes nationaux et c'est précisément cette forte croissance qui a permis aux autorités soviétiques de l'époque d'intégrer massivement les non Russes dans les nouvelles institutions sans en chasser les Russes<sup>962</sup>. Une des conséquences de la politique d'indigénisation a donc été l'intégration des populations locales dans le système soviétique et ce, en dépit de l'afflux massif de Russes et d'autres groupes dans les républiques. Ces Russes devaient fournir une main d'œuvre spécialisée dans les républiques où celle-ci était peu abondante, du fait du faible niveau d'éducation<sup>963</sup>.

La volonté d'éradiquer le nomadisme et de faire des nomades et plus largement d'une part importante des ruraux d'Asie centrale les membres d'une classe prolétarienne (90% des Kazakhs sont des ruraux à la fin des années 1920<sup>964</sup> et les Turkmènes sont à 86% ruraux en 1926), est un aspect crucial de l'idéologie et des pratiques soviétiques. La main d'œuvre kazakhe est minoritaire dans le secteur industriel et représente environ 20% des ouvriers en 1929-1930<sup>965</sup>. Et puisque les ruraux et nomades sont pour la plupart indigènes, cette volonté revient à promouvoir ces derniers dans les secteurs industriels. La sédentarisation est une

---

<sup>961</sup> Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca ; London : Cornell University Press, 2001, p. 134.

<sup>962</sup> Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979], In: *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, juillet-août 1997, vol. 38, n°3, p. 354.

<sup>963</sup> Ibid., p. 355.

<sup>964</sup> Institut istorii partii pri CK Kompartii Kazahstana (Alma-Ata), *Očerki istorii kommunističeskoj partii Kazahstana*, URSS Alma-Ata : Kazahstan, 1984, p. 177.

<sup>965</sup> Ohayon Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945)*, Paris : Maisonneuve et Larose, 2006, p. 300.

condition du développement de l'industrie lourde, à grande échelle. En 1933, 95% des Kazakhs sont sédentarisés (contre 7,4% en 1929)<sup>966</sup>. Mais ce processus d'intégration engendre aussi une forme de mobilité sociale en Asie centrale soviétique.

Que ce soit au titre de l'« indigénisation volontaire »<sup>967</sup> des années 1923-1938 ou ensuite au titre de la création d'un prolétariat national (l'indigénisation du monde ouvrier est conséquence de la prolétarianisation des Kazakhs), une continuité d'action de l'État se fait jour, même si les motivations changent avant et après 1938.

Si la période de la Seconde Guerre mondiale ne modifie pas la nature de la politique d'indigénisation (celle-ci évolue après le conflit), cette période est néanmoins importante pour le secteur des hydrocarbures dans les deux RSS, puisque les approvisionnements en énergie sont perturbés par la progression de la guerre sur le territoire soviétique et que la main d'œuvre est mobilisée sur le front.

Après 1945, cette forme de discrimination positive<sup>968</sup> est abandonnée par l'État central<sup>969</sup>. La période d'après-guerre est en effet celle d'une « indigénisation par le bas » qui procède moins d'une volonté du Centre que de celle du pouvoir local. Cette pratique se poursuit localement et silencieusement<sup>970</sup> : sous N. Khrouchtchev, la forte présence des élites locales dans les républiques soviétiques a pour conséquence de faire des élites ethno-nationales de fidèles courroies de transmission du pouvoir. Puis à partir des années 1960, le pouvoir central soviétique privilégie l'autochtonisation des instances de pouvoir dans les républiques, parce qu'après la période khrouchtchévienne, la nécessité d'une stabilité administrative impose un consensus général pour un retour au calme dans le domaine politico-administratif<sup>971</sup>. Cela se manifeste par l'exceptionnelle longévité politique du Premier secrétaire du PC de la république Muhamednazar Gaïrovič Gapurov<sup>972</sup> (1969-1985), tout comme celle, encore plus grande, de son homologue Dinmuhamed Ahmedovič Kunaev dans la RSS du Kazakhstan (1964-1986), sous L. Brejnev. Ils seront les premiers et les seuls dans leur république

---

<sup>966</sup> Schatz Edward, *Modern Clan Politics : The Power Of "Blood" in Kazakhstan and Beyond*, Seattle, Wash. ; London : University of Washington Press, 2004, p. 43.

<sup>967</sup> Fourniau Vincent, *L'Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance : transformations sociales et conservatisme mémoriel, 1945-1991*, op. cit., p. 55.

<sup>968</sup> L'expression est de Terry Dean Martin, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, op. cit.

<sup>969</sup> Fourniau Vincent, *L'Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance : transformations sociales et conservatisme mémoriel, 1945-1991*, op. cit., p. 20.

<sup>970</sup> Ibid.

<sup>971</sup> Sapir Jacques, *Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique : essai d'interprétation des cycles d'investissement et de main-d'oeuvre en URSS de 1941 à nos jours*, op. cit., p. 853.

<sup>972</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.



respective, à occuper ces postes aussi longtemps. D. A. Kunaev a encouragé le développement d'une élite indigène, technique et scientifique et a abouti à la constitution d'une élite de techniciens nationaux dans la RSS du Kazakhstan. L'adhésion au pouvoir central a été complète à la fin des années 1970 et la préférence nationale dans les domaines professionnels n'était pas, de fait, considérée comme antisystème.

En Asie centrale et dans la RSS du Kazakhstan, la progression des populations locales dans la population active, est survenue essentiellement entre 1959 et 1979 (date de l'avant dernier recensement en URSS)<sup>973</sup>. Après 1959, la présence des populations titulaires s'accroît dans les secteurs de l'économie, jusqu'en 1979<sup>974</sup>, ce qui correspond précisément à la période de fort développement du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS.

Cette politique d'indigénisation n'a pas engendré la tenue systématique de statistiques concernant les nationalités employées dans les divers secteurs, tout au long du régime soviétique<sup>975</sup>. Ainsi, la réponse d'un membre de l'administration de l'Université d'État de Russie du pétrole et du gaz « I. M. Gubkin », à Moscou, à la question de savoir combien d'étudiants provenant des deux RSS avaient étudié dans cet établissement avant 1991, a été : « nous n'avons pas ce genre de données, car l'Université n'a pas tenu ce type de décompte, à l'époque soviétique ». Certains annuaires et ouvrages ont compilé de telles données mais jamais sur la période soviétique entière. Le *Narodnoe obrazovanie i kul'tura v SSSR*<sup>976</sup>, publié en 1989, donne effectivement des statistiques concernant les taux d'étudiants de la nationalité éponyme de la RSS, mais sans décomposition selon la filière d'enseignement. A. D. Džurakulov, auteur d'un ouvrage sur les activités du PCUS dans le secteur des industries pétrolière et gazière en Asie centrale, déjà cité, ne fait aucune mention de la nationalité des acteurs qu'il évoque.

Les ouvrages de Kuspan E. Temirgaliev (publié en 1982), et de Zakretdin B. Bajdosov, Ženis. S. Sejttagambetov, Gulmira S. Sultangalieva et R. N. Nuržanov (publié en 2000), n'évoquent pas la question de l'indigénisation du secteur pétrolier sous le même angle. Le premier souligne à plusieurs reprises la présence de Kazakhs et leur nombre, dans les organisations du

---

<sup>973</sup> Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979], op. cit., p. 357.

<sup>974</sup> Ibid., p. 354.

<sup>975</sup> À l'exception de l'annuaire édité par le Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR : *Narodnoe hozjaïstvo SSSR: 1922-1972gg. : ūbilejnyj statističeskij ežegodnik : k 50-letiju obrazovaniâ SSSR*, Moskva : Statistika, 1972, qui donne les compositions par nationalité pour chaque république pour 1970.

<sup>976</sup> Goskomstat, *Narodnoe obrazovanie i kul'tura v SSSR* (statističeskij sbornik), Moskva : Finansy i statistika, 1989.

secteur, tandis que le second ouvrage ne fait presque jamais mention de la nationalité des protagonistes de l'histoire pétrolière du Kazakhstan (à l'exception de celle du directeur de la société *Aktobemunajgaz*, Naif Gatufovič Kamalov<sup>977</sup>, dont la nationalité tatare est précisée)<sup>978</sup>.

Quant à la recherche de l'évaluation des investissements réalisés dans la formation des hommes du secteur des hydrocarbures, elle pourrait être tentée en comparant la moyenne pour l'URSS des dépenses dans l'enseignement technique supérieur à celle dans les deux RSS, en faisant des hypothèses très lourdes sur le poids de l'enseignement des matières inculquées aux futurs employés du secteur. Mais les *Narodnoe Hozâjstvo* de l'URSS et des RSS ne fournissent pas de décomposition des données permettant cette comparaison. Les postes des budgets ont des intitulés hétérogènes : les uns concernent l'*obrazovanie*, c'est-à-dire l'instruction, un autre le *prosvešenie* qui regroupe l'instruction (*obrazovanie*), la culture physique et les arts.... Cette logique n'étant même pas respectée dans les annuaires des républiques, une telle tentative est vaine. Encore une fois, ces annuaires ne donnent pas de données permettant d'établir de séries dans le temps pour les dépenses dans l'enseignement.

Ce chapitre décrit et analyse le cheminement de cette indigénisation dans le secteur des hydrocarbures, qui commence par l'instauration d'établissements de formation du niveau le plus élémentaire jusqu'à l'Académie des sciences dans les deux RSS et se poursuit par l'établissement de la succession des dirigeants des grandes entreprises du secteur dans les deux républiques.

### ***I. Le rôle des autres républiques dans la formation des élites pétrolières kazakhes et turkmènes***

Alors que les deux RSS ne sont pas encore dotées d'établissement pour former les premiers techniciens, le parti fait appel aux écoles d'apprentissage (*FZU : fabrično-zavodskoe učeničestvo*) de Moscou et Leningrad, où certains techniciens kazakhs partent pour se former<sup>979</sup>. Des ingénieurs et techniciens de niveau d'études supérieures d'*Aktûbnefterazvedka* ont été, en majorité, formés à Sverdlovsk, Saratov, Moscou, Oufa, Kazan et Bakou.

Par la suite, la coopération entre les diverses RSS productrices de pétrole se poursuivra. Ainsi, l'Azerbaïdjan, première région pétrolière jusqu'en 1940, concourt à la préparation d'ouvriers de la RSS du Kazakhstan, notamment dans le domaine du forage. Le « père de l'industrie

---

<sup>977</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>978</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 218.

<sup>979</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 68.

pétrolière kazakhe » et futur directeur du trust Mangyşlakneft<sup>980</sup> Safi Utebaev, sera diplômé, au début des années 1930, de l'Académie industrielle de Bakou.

Au niveau fédéral, des cours sont dispensés aux responsables du Commissariat du peuple (puis du ministère) à l'Industrie pétrolière. Le Kazakh Kanatkali S. Sariev<sup>981</sup> futur responsable de l'exploitation de Žaksymaj (région d'Aktûbinsk) les a suivis à partir de 1945. L'Institut Gubkin du pétrole de Moscou sera un vivier important pour l'industrie du Kazakhstan indépendant puisqu'en seront diplômés les futurs vice-directeur général de *KazRosGaz*, Askar Kumarovič Balžanov, directeur de *TengizŞevrOjl* et premier ministre de l'Industrie du pétrole et du gaz du Kazakhstan indépendant Ravil' Tažigarijevič Čerdabaev, vice-Président de *KazMunajGaz* (en 2008) Kenžebek N. Ibrašev<sup>982</sup>. Ajoutons encore l'un des directeurs exécutifs de *KazMunajGaz* Tanbaj Esenalievič Naušiev<sup>983</sup>, l'un des découvreurs de gisements du Sud de Mangyşlak Naren Imašev<sup>984</sup>. Et sans oublier Uzakbaj Sulejmenovič Karabalin<sup>985</sup> qui a occupé les postes de Vice-ministre de l'industrie du pétrole et du gaz, de Premier vice-président de la compagnie nationale *KazahOjl*, de Président du conseil d'administration de *KazTransOjl*, de Président de *KazTransGaz* et enfin de Président de *KazMunajGaz*.

Les établissements d'enseignement supérieur (*VUZ : vyššee yčebnoe zavedenie*) de Moscou, Leningrad, Bakou Tachkent, Grozny, Kiev, notamment, ont contribué à la formation de personnel (techniciens et ingénieurs) pour le secteur pétrolier turkmène. En 1950, le nombre de spécialistes de niveau moyen travaillant au sein de *Turkmenneft'* est de 160 personnes, dont 139 (82%) ont été formés dans des *tehnikum* à Grozny, Bakou, etc... Neuf ans plus tard, 286 ingénieurs diplômés travaillaient chez *Turkmenneft'*, dont 86 avaient étudié dans des *VUZ* en Azerbaïdjan, 73 à l'Institut du pétrole de Grozny, 25 à Moscou et 25 à l'Institut polytechnique de L'vov, et 66 dans des *VUZ* à Leningrad, en Ouzbékistan et en Ukraine et 11 dans les *VUZ* de la RSS de Turkménie<sup>986</sup>. Et réciproquement, des établissements ont également envoyé de jeunes spécialistes pour travailler dans la RSS de Turkménie<sup>987</sup>. L'Institut fédéral scientifique et de recherche des gaz naturels (*Vsesoûznyj naučno-issledovatel'skij institut prirodnih gazov*, VNIIGaz), l'Institut polytechnique de Krasnodar (*Krasnodarskij politehničeskij institut*),

---

<sup>980</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 114.

<sup>981</sup> Ibid., p.130-131.

<sup>982</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>983</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>984</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>985</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>986</sup> Durdyev T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoy sovetskoy intelligencii (1917-1958)*, op. cit., p. 197.

<sup>987</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmennoj SSR*, op. cit., p. 18.

l'Université d'État de Kazan (*Kazanskij Gosudarstvennyj universitet*) et les instituts *Sredazniigaz* et *Sevkaniigaz* ont également participé à la formation de Turkmènes.

## **II. La création des écoles et instituts de formation du personnel du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS**

La première école russo-indigène d'Asie centrale est ouverte dans le Nord de l'espace kazakh en 1841<sup>988</sup>, donc bien loin de l'espace turkmène. Les premiers instituts de recherche scientifique, constitués dès la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle à Ural'sk (qui n'appartient pas au Turkestan), sont essentiellement consacrés au domaine agricole et à la santé. Quelques dizaines d'écoles russo-indigène de l'espace turkmène sont fondées par le régime tsariste mais au début du XX<sup>ème</sup> siècle, seulement 58 écoles primaires et l'analphabétisme concerne 90 à 95% de la population turkmène.

### **II. A. Dans la RSS du Kazakhstan**

La formation d'ouvriers et de techniciens devient, quasi immédiatement, une des préoccupations du parti bolchevik, dès qu'il prend le contrôle des puits de pétrole de la région Ural-Èmba (située au Nord-Ouest de la future RSS du Kazakhstan) en 1919-1920. Ces puits ont été endommagés par les troupes des armées blanches, et doivent être remis en état de fonctionnement après leur départ. Le régime y organise donc le travail, en recrutant de la main d'œuvre kazakhe. L'un des tout premiers centres d'apprentissage pour le secteur pétrolier, est ouvert à Gur'ev en novembre 1923. Un an plus tard, il est transféré à Dossor, c'est-à-dire à proximité des premiers gisements exploités dans la région depuis 1911. L'un des objectifs est d'augmenter la proportion de Kazakhs chez les apprentis. Ils constituent la moitié des effectifs dans les premières classes en 1926<sup>989</sup>. Une première promotion comptant 19 ouvriers dont un Kazakh, sort de l'école de Dossor en 1927 (ce qui laisse supposer que nombre d'entre eux ont quitté l'école). La suivante compte 28 ouvriers dont 5 Kazakhs. Ces résultats sont jugés insuffisants par le Comité du parti du *rajon* de Dossor qui demande au trust *Èmbaneft*<sup>990</sup> d'aider l'école à former davantage d'élèves. L'école est réorganisée en 1928 et une deuxième s'ouvre à Gur'ev en juillet 1930<sup>991</sup>. Au cours des années 1931-1932, ces deux établissements

---

<sup>988</sup> Fourniau Vincent, *L'Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance : transformations sociales et conservatisme mémoriel, 1945-1991*, op. cit., p. 36.

<sup>989</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 43.

<sup>990</sup> Le rôle de ce trust dans la formation est développé plus bas.

<sup>991</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 67.

forment 720 élèves dont 510 Kazakhs (soit environ 70%). Un réseau d'établissements commence à croître dès la fin 1929.

Une forte instabilité de la main d'œuvre caractérise ce secteur, dès cette époque. Une réponse apportée à ce problème est la formation de cadres locaux. À cette fin, un *tehnikum* est créé à Gur'ev en 1930. Mais les jeunes candidats kazakhs ne parlent pas la langue russe et n'ont pas le niveau d'études suffisant. Un cours préparatoire à ce *tehnikum* est alors ouvert. La première promotion de ce *tehnikum* sort en 1933, est constituée de 61 techniciens dont 14 Kazakhs (soit presque 23%). Nombre de ces techniciens poursuivent leurs études par la suite et parmi eux, le premier ingénieur Kazakh, Naren Imašev, diplômé de l'Institut du pétrole de Moscou en 1934<sup>992</sup>. À Gur'ev et Dossor, le nombre de Kazakhs formés entre 1928 et 1932 est multiplié par 6,3<sup>993</sup>. Ces résultats étant néanmoins jugés encore insuffisants, le Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière<sup>994</sup> décide, en avril 1935, de placer le *tehnikum* sous la direction du trust *Èmbaneft'*.

La formation sur le lieu de travail est aussi une voie encouragée par la direction de *Èmbaneft'*. Chaque exploitation du *rajon* Nord d'*Èmbaneft'* compte cinq apprentis foreurs, encadrés par des ouvriers expérimentés. 30 personnes, dont 22 Kazakhs y sont ainsi formées en 1932-1933. Dans la région d'Aktûbinsk, de tels chiffres ne se retrouvent pas où, au début des années 1930, pas un seul travailleur du secteur pétrolier n'est kazakh<sup>995</sup>. Néanmoins, cette situation évolue très vite puisque dès 1933, 635 personnes dont 287 Kazakhs ont reçu, à Temir (situé à un peu plus de 100 km au sud de la ville d'Aktûbinsk), une formation de foreur, de chauffeur et de gestionnaire<sup>996</sup>. Des cours de gestion sur une période de six mois sont dispensés à Temir<sup>997</sup>. Le nombre d'ouvriers qualifiés et très qualifiés augmente dans la région et passe de 28,7% des employés du secteur pétrolier, en 1933 à 46% en 1935<sup>998</sup>.

Pourtant, au sein du trust *Aktûbneft'*, la question du niveau insuffisant de la qualification des ouvriers est récurrente, tant avant qu'après-guerre. Ce manque permanent de main d'œuvre

---

<sup>992</sup> Ibid., p.75.

<sup>993</sup> Ibid., p. 70

<sup>994</sup> K. E.Temirgaliev évoque le Commissariat du peuple à l'industrie pétrolière de l'URSS qui n'est pourtant créé qu'en 1939. En 1935, c'est la « *Glavneftedobyča* » (la Direction principale de l'industrie extractive du Commissariat du peuple à l'industrie lourde de l'URSS) qui est en charge de ces questions.

<sup>995</sup> Bajdosov Z. B., Sejttagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 113.

<sup>996</sup> Ibid., p. 115.

<sup>997</sup> Ibid.

<sup>998</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 71. L'auteur ne précise quelle est la part des Kazakhs dans cette catégorie.

qualifiée dans le secteur pétrolier, est un leitmotiv dans les sources consultées tant à propos de la RSS du Kazakhstan que de celle de Turkménie, et cela le restera jusqu'à la fin de la période soviétique. Et si en 1940, les exploitations du trust *Aktûbneft'*, et en particulier sur l'exploitation de Šubarkuduk, sont pourvues en ingénieurs et techniciens, le niveau de qualification de la majeure partie des ouvriers reste peu élevé, notamment dans les domaines de la production. En février 1947, pour augmenter le niveau de qualification des ouvriers de l'industrie de l'*oblast'* d'Aktûbinsk, le vice-ministre de l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS, V. Kalamgerov, décrète l'envoi, sur les gisements de Žaksymaj et de Šubarkuduk, d'une quinzaine de promus d'écoles d'apprentissage en usine (*škola fabrično-zavodskogo obyčeniâ*) de la ville de Buruguslan (*oblast'* d'Orenbourg). Malgré ces efforts en matière de formation, plus de la moitié des ingénieurs et techniciens de la région d'Aktûbinsk avaient, dans les années 1950, un niveau d'études primaires ou avaient suivi un cursus de sept ans d'études secondaires<sup>999</sup>. Entre 1966 et 1990, *Aktûbinskneft'* embauche 402 jeunes spécialistes sortis de l'enseignement supérieur et 208 avaient une formation de niveau intermédiaire<sup>1000</sup>. Face à cette pénurie chronique dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk, le ministère de l'Industrie du pétrole de l'URSS édite en août 1981 un ordre (*prikaz*) afin de charger les unions *Ukrneft'*, *Nižnevolžskneft'*, *Saratovnefetegaz*, *Krasnodarnefetegaz*, *Grozneft'*, *Belorusneft'* et *Dagneft'* d'envoyer à titre permanent cent ouvriers qualifiés à *Aktûbinskneft'* qui vient alors tout juste d'être constituée.

En 1953, sur les 192 ingénieurs et techniciens d'*Aktûbnefterazvedka*, 14 d'entre eux avaient un niveau d'études supérieures, 30 - un niveau de technicien moyen, 36 - un niveau d'études générales du secondaire, 64 avaient suivi un cursus de sept ans d'études secondaires et 48 un niveau d'études primaires. L'ensemble du personnel d'*Aktûbnefterazvedka* était alors peu qualifié puisque sur les 1 198 ouvriers, seuls 25 d'entre eux avaient un niveau d'études secondaires, 183 n'avaient pas de formation professionnelle spécifique, 181 avaient suivi un cursus de sept ans d'études secondaires, 731 un niveau primaire et 261 étaient peu alphabétisés. La direction d'*Aktûbnefterazvedka* informe la *Glavnefterazvedka* (ministère de l'Industrie du pétrole de l'URSS) de ses difficultés à trouver du personnel qualifié. En 1968, ces statistiques avaient évolué favorablement puisque sur les 297 ingénieurs et techniciens, 76 ont un niveau d'études supérieures<sup>1001</sup>, soit 25,6% (contre 7,3% en 1953).

---

<sup>999</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 205.

<sup>1000</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 567.

<sup>1001</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i*

Les trois types de formation recensés jusqu'ici dans la RSS du Kazakhstan sont donc le *tehnikum*, l'école d'apprentissage dans le secteur minier (*škola gorno-promyšlennogo učeničestva*) et l'école d'apprentissage en usine (FZU : *fabrično-zavodskoe učeničestvo*). Pour ces trois types de formation confondus, 75% des étudiants sont des Kazakhs en 1935<sup>1002</sup>.

Le premier VUZ instauré dans la RSS est l'Institut de recherches géologiques de Semipalatinsk en 1933, à l'initiative du *Kazgeoltrest*, sur la base du *tehnikum* de géologie, de l'« université ouvrière » et des écoles d'exploration géologique (*rabfaka i školy geologorazvedočnogo učeničestva*). Cet institut est transformé en 1934 en Institut kazakh des mines et de la métallurgie (*Kazahskij gorno-metallurgičeskij institut*), puis il est renommé Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine (*Kazahskij politehničeskij institut im. V. I. Lenina*) en 1960 (puis en 1994, il est transformé en Université nationale technique kazakhe – *Kazahskij nacional'nyj tehničeskij universitet*).

Apparaissent aussi les premiers instituts de recherche scientifique sur le pétrole, dans la RSS, au sein du trust *Èmbaneft'*, puis de celui d'*Aktûbneft'*, à l'initiative du Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS<sup>1003</sup>. L'un d'eux, *KaspijMunajGaz* est institué en 1940 à Gur'ev, comme partie intégrante de *Kazahstanneftekombinat* (qui se chargera de la formation de 675 personnes entre juin et octobre 1941<sup>1004</sup>). Au début de l'année 1948/1949, le *tehnikum* du pétrole de Gur'ev compte 464 étudiants dont 256 Russes, 140 Kazakhs, et 2 Tchétchènes<sup>1005</sup>. Citons encore également l'Institut polytechnique du Kazakhstan<sup>1006</sup> et l'Institut des sciences géologiques Satpaev du nom de son fondateur et géologue Kanyš Imantaevič Satpaev en 1940. Le 30 décembre 1970 à Ševčenko (actuel Aktau), est instituée la section scientifique de l'Institut kazakh de recherche du pétrole<sup>1007</sup>. La même année, est instauré à Ševčenko (Mangyšlak), le *KazNIPIneft'* (*naučno-issledovatel'skij i proektnyj institut neftânoj promyšlennosti*). Les organes locaux du parti, de concert avec les responsables des grandes entreprises de l'*oblast'*, proposent à la direction de la RSS de créer dans la ville une unité de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine. Et le 5 mars 1976, le ministère de l'Enseignement moyen et supérieur décrète la création d'un département polytechnique de cet

---

*sovremennost'*, op. cit., p. 206.

<sup>1002</sup> Lavrent'ev Â. V., *Neftânaâ Èmba*, op. cit., p. 35.

<sup>1003</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 87.

<sup>1004</sup> Nursultanova Lâzat Nurbaevna, *Razvitie neftânoj promyšlennosti Kazahstana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny (1941-1945 gg)*, op. cit., p. 105.

<sup>1005</sup> Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 236.

<sup>1006</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 182.

<sup>1007</sup> Kiinov L. K., *Puti razvitiâ neftânoj Mangistau, Neft' i gaz*, 1999, n°2, p. 28.

Institut, afin de former des ingénieurs. En 1990, il devient la filiale du KazPTI de Mangistau (puis l'Institut polytechnique d'Aktau en 1993, puis l'*Aktauskij gosudarstvennyj universitet im. Š. E. Esenova* en 1996). Il existe aussi une filiale de l'institut polytechnique fédéral de cours du soir (*punkt Vseoûznogo-zaočnogo politehničeskogo instituta*), dans l'*oblast'* de Mangyşlak. Cette création d'instituts se poursuivra également après l'indépendance.

## II. B. Dans la RSS de Turkménie

Dans la partie du Turkestan qui deviendra la RSS du Turkménistan<sup>1008</sup>, le régime tsariste n'a pas investi dans la fabrication d'une élite administrative locale nombreuse, ni dans la promotion d'un enseignement de masse. Le niveau d'alphabétisation y étant très faible, l'incorporation de Turkmènes dans l'administration des villes s'est faite par étapes. Nombre d'entre eux étant des ruraux, ils ont dû s'installer dans les villes et s'alphabétiser avant de travailler dans l'administration<sup>1009</sup>. Cette incorporation des Turkmènes a été plus lente que celle des Kazakhs et a commencé plus tardivement. La plupart du personnel turkmène de l'industrie pétrolière a commencé une carrière dans ce secteur, en travaillant sur les exploitations sans avoir de connaissances théoriques, ni pratiques, sans formation spécialisée. Et si la RSS du Kazakhstan a connu le même point de départ, elle a vu l'apparition d'employés kazakhs du secteur pétrolier de plus en plus qualifiés et transmettant leur vocation à leurs enfants. Ce que la RSS de Turkménie n'a pas mis en place.

Le nombre d'ouvriers et d'employés dans la RSS de Turkménie, où l'élevage prédominait, était d'environ 38 700 personnes en 1924-1925 et la proportion de Turkmènes dans l'industrie était de 22,8%<sup>1010</sup>. La RSS compte alors très peu de main d'œuvre très qualifiée, et celle-ci ne comprend aucun Turkmène. La majorité des ouvriers travaille dans la petite industrie (*melkaâ promyšlennost'*) et l'industrie lourde de la RSS (sans compter les ouvriers des chemins de fer) emploie alors plus de 4 000 personnes.

La proportion d'ouvriers dans le secteur pétrolier est faible par rapport à l'ensemble de l'industrie de la RSS, tout comme l'est la présence des Turkmènes dans l'industrie, entre les années 1924 et 1937, malgré leur augmentation notamment entre 1928 et 1932 (Cf. tableau VII. A). À la fin du 2<sup>ème</sup> plan (1933-1937), le nombre d'ouvriers sur les exploitations pétrolières de la RSS de Turkménie est de 4 935 personnes. Mais entre 1924 et 1984, le

---

<sup>1008</sup> Edgar Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, op. cit., p. 30.

<sup>1009</sup> Ibid., p. 72.

<sup>1010</sup> Kiselëv D. S., *Razvitie sovetskoj gosudarstvennosti v Turkmenistane*, op. cit., p. 69.



nombre d'ouvriers et d'employés est multiplié par 22 dans l'ensemble de l'économie et par 240 dans l'industrie pétrolière<sup>1011</sup>.

Malgré les efforts répétés de formation et de création d'instituts, le manque d'œuvre qualifiée sera récurrent pendant toute la période soviétique. C'est ainsi qu'à la fin de l'année 1930, sur 300 personnes du secteur il n'y avait que 5 ingénieurs hautement qualifiés et 2 techniciens. En janvier 1934, le VI<sup>ème</sup> congrès du PC de la république confie au Comité central de la république le soin d'assurer un apprentissage à tous les niveaux, y compris pour les ingénieurs et techniciens, parmi la population locale. Après la Seconde Guerre mondiale, les décisions prises restent inopérantes et les besoins en main d'œuvre qualifiée ne sont toujours pas satisfaits<sup>1012</sup>. Malgré la multiplication par 6,6 du nombre de spécialistes de qualification supérieure au sein de *Turkmenneft'* et par 14,3 des spécialistes de qualification moyenne entre 1947 et 1958. Au 1<sup>er</sup> avril 1959, *Turkmenneft'* comptait 617 spécialistes de qualification moyenne dont 324 avaient été des élèves d'établissements de la RSS. Entre avril 1950 et avril 1959, le poids des spécialistes de qualification moyenne formés dans des *tehnikum* passe de 18 à 52,5%. Au début des années 1960, le manque de spécialistes de niveau de formation technique moyen et supérieur est particulièrement contraignant pour l'ensemble des secteurs industriels de la RSS de Turkménie.

L'histoire de la formation du personnel sur le gisement de Nebit-Dag commence avec le début des travaux de forage en 1927. Les organisations du parti et d'autres structures sociales sont chargés par le gouvernement de la RSS de former du personnel et notamment des Turkmènes pour le secteur pétrolier. Or, la RSS n'est alors pas dotée d'établissement d'enseignement dans ce domaine. La venue d'ouvriers spécialisés, de techniciens et d'ingénieurs d'autres républiques ne résout pas la question de la formation sur le long terme. Tout comme dans la RSS du Kazakhstan, il faut donc former de la main d'œuvre locale aux côtés d'employés du secteur pétrolier expérimentés<sup>1013</sup>.

Le nombre d'écoles d'apprentissage en usine (*škol FZU*) augmente de 6 à 10 pendant le premier plan. À partir de 1930, l'« université ouvrière » (*rabfak*) de Merv pour la géologie et l'exploration et l'École des mines de Krasnovodsk (*gorno-promyšlennoe učiliše*) commencent

---

<sup>1011</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 18.

<sup>1012</sup> En 1946-1947, le nombre d'étudiants admis dans le *tehnikum* du pétrole d'Ašgabad ne constitue que 47% des places prévues par le plan et entre 1945 et 1948, le *tehnikum* du pétrole n'a préparé que 48 techniciens. Source : Durdyev T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoj sovetskoj intelligencii (1917-1958)*, op. cit., p. 194.

<sup>1013</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 30.

à former des spécialistes<sup>1014</sup>. Mais une véritable préparation du personnel pour cette industrie ne commence qu'en 1932, avec un grand programme de développement de l'industrie pétrolière, élaboré par une commission gouvernementale, présidée par I. M. Gubkin<sup>1015</sup>. Dans ce cadre, 20 foreurs et 6 techniciens turkmènes sont formés en 1933. 170 Turkmènes sont envoyés dans différentes villes de l'URSS pour se perfectionner<sup>1016</sup>. *Turkmennefttrust*<sup>1017</sup> commence à diriger des cours du soir et la promotion de 1933 compte 30 personnes.

L'instauration d'établissements se poursuit, avec l'ouverture en 1939, du *tehnikum* du pétrole à Krasnovodsk, puis d'une école d'apprentissage en usine (*škola fabrično-zavodskogo obyčeniâ*) à Nebit-Dag, en 1940<sup>1018</sup>. Le 14 octobre 1940, le *sovmarkom* de l'URSS et le Comité central du parti communiste de l'Union adoptent un décret spécial visant l'« augmentation de la production et du raffinage du pétrole de la RSS de Turkménie »<sup>1019</sup>, ce qui va fortement élever le nombre d'ouvriers du secteur pétrolier et leur niveau de qualification<sup>1020</sup>. Puis, en 1943 est inauguré un *kombinat* de formation au sein de *Turkmenneft* à Nebit-Dag. Dans la raffinerie de Krasnovodsk, 400 à 500 personnes étudient en interne, chaque année. En 1961, le parti décide de favoriser aussi le développement de l'enseignement par correspondance et en cours du soir, grâce à l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou<sup>1021</sup>.

Outre le *tehnikum* du pétrole de Krasnovodsk (qui est l'un des plus anciens établissements de l'enseignement technique de la RSS<sup>1022</sup>)<sup>1023</sup>, il existe, toujours à Krasnovodsk, un laboratoire

---

<sup>1014</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-ekonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoi SSR*, op. cit., p. 18.

<sup>1015</sup> Ibid.

<sup>1016</sup> Ibid. La source ne précise pas quels sont les métiers concernés, ni leur niveau de qualification, en revanche elle indique que les VUZ de Moscou, Leningrad, Bakou, Tachkent et Grozny, notamment, ont formé du personnel hautement qualifié.

<sup>1017</sup> C'est la seule fois que cette institution est mentionnée dans les sources consultées, il s'agit probablement de *Turkmenneft*.

<sup>1018</sup> Entre 1940 et le début des années 1960, cette école a formé plus de 3 500 spécialistes dont presque 50% étaient Turkmènes. Source : Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 36.

<sup>1019</sup> Ibid., p. 35.

<sup>1020</sup> Au cours de l'année 1940, 365 personnes et plus de 200 sont formées au cours des 5 premiers mois de 1941. Source : Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 159.

<sup>1021</sup> En russe : *Nebit-Dag Večernij fakul'tet moskovskogo ordenov oktâbr'skoj revolūcii i trudovogo krasnogo znamenii instituta neftehimičeskoj i gazovoj promyšlennosti im. I. M. Gubkina*

<sup>1022</sup> Ce *tehnikum* de Krasnovodsk déménage en 1952 à Nebit-Dag. (Selon A. D. Džurakulov, c'est le *tehnikum* d'Ašgabad qui est transféré à Nebit-Dag en 1951 et des cours du soir pour des employés du secteur sont ouverts. Source : Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 48.)

<sup>1023</sup> 90 personnes dont 40 Turkmènes entrent au *tehnikum* du pétrole de Krasnovodsk, en 1956. Au début des années 1960, 320 personnes y étudiaient dont environ 50% de Turkmènes. Nombreuses sont les personnes diplômées de ce *tehnikum* qui vont se perfectionner à Moscou ou à Bakou. Source : Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 39.

de chimie et un laboratoire sur le gaz<sup>1024</sup>, dont l'instauration a été voulue par le Comité central du PC de la république et le Conseil des ministres de la république.

Afin d'augmenter le nombre de spécialistes en matière de prospection, est instauré l'Institut turkmène de recherche pour la prospection géologique (*Turkmenskij naučno-issledovatel'skij geologorazvedočnij institut*), à Ašgabad, en 1941. Dès 1949, à l'initiative du Comité central du parti de la république et du conseil des ministres de la république, et avec le soutien du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS, est instauré à Nebit-Dag un laboratoire qui est une filiale de l'institut de recherche scientifique pour le pétrole d'Azerbaïdjan.

La découverte de nouvelles couches pétrolifères à Nebit-Dag et à Kum-Dag accélère en effet le développement des recherches. Le laboratoire - filiale de l'institut de recherche scientifique pour le pétrole d'Azerbaïdjan - passe au *VNIINEft*<sup>1025</sup> puis est transformé en filiale turkmène du VNII en 1952<sup>1026</sup>. Elle fusionnera en 1970 avec l'institut *Giproturkmenneft'* pour donner naissance au *TurkmenNIIPneft'* (*Turkmenskij Gosudarstvennyj naučno-issledovatel'skij i proektnyj institut neftânoj promyšlennosti*). Il est sous la tutelle de *Turkmenneft'*<sup>1027</sup>. *TurkmenNIIPneft'* a élaboré, à la demande du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS, notamment les plans des tronçons Pavlodar – Čimkent et Čimkent – Čardžau, de l'oléoduc Osmk-Čardžau. Environ 50 *kandidat* es sciences (*kandidat nauk*) et une centaine d'ingénieurs et spécialistes de haut niveau<sup>1028</sup> de *TurkmenNIIPneft'* déposent 51 brevets entre 1960 et 1980<sup>1029</sup>. Selon des économistes de la RSS de Turkménie déjà cités, le développement de l'industrie pétrolière dans la RSS de Turkménie est dû en grande partie au *TurkmenNIIPneft'*, qui est d'implantation locale<sup>1030</sup>.

Le mouvement de création d'institutions se poursuit avec l'organisation du département pétrole au sein de l'Université d'État turkmène A. M. Gorki, en 1959 (selon une autre source, c'est en juillet 1952 qu'est créé le département du pétrole au sein de l'Université d'État de

---

<sup>1024</sup> Gumenûk V. A., Rukovodstvo KP Turkmenistana tehničeskim perevooruzenim toplivno-energetičeskikh otraslej promyšlennosti respubliki (1959-1975), op. cit., p. 21.

<sup>1025</sup> Le VNII (Vsesoûznyj naučno-issledovatel'skij neftânoj institut ou institut fédéral scientifique et de recherche) est créé par le Soviet des Commissaires du Peuple de l'URSS en février 1943. Il est basé à Moscou.

<sup>1026</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 400.

<sup>1027</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 75.

<sup>1028</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR, op. cit., p. 16.

<sup>1029</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 378 et 400.

<sup>1030</sup> Isičenko S. G., Kurbanov A. A., Orlova V. F., Gusel'sikova E. F., Èkonomičeskaâ èffektivnost' otdel'nyh napravlennij naučno-tehničeskogo progressa v neftânoj promyšlennosti, op. cit., p. 24.

Turkménie, composé de 50 étudiants par an<sup>1031</sup>). Une filiale de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou est aussi ouverte à Krasnovodsk dans les années 1960<sup>1032</sup>.

Dans le domaine gazier, le décret du Comité central du PC et du conseil des ministres de la république, daté du 14 juillet 1963<sup>1033</sup>, établit l'Institut polytechnique turkmène (*Turkmenskij politehničeskij institut*). La filiale turkmène scientifique, de recherche et d'études de l'Institut fédéral scientifique et de recherche des gaz naturels (*Turkmenskij naučno-issledovatel'skij i proektnyj filial vsesoûznogo naučno-issledovatel'skogo instituta prirodnyh gazov, TNilPFVNIIGaza*) est créée en 1977 sur la base du département scientifique et technique du VNIIGaz (lui-même créé en 1948, sur ordre (*prikaz*) du *Glavgazopprom* auprès du Conseil des ministres de l'URSS) et de la filiale turkmène du *VNPIGazodobyča* (Saratov)<sup>1034</sup>.

La RSS occupe l'une des dernières places au sein de l'Union pour le nombre de spécialistes par rapport à la population (l'auteur ne précise pas s'il s'agit de la population active). En 1958, le taux des ITR dans la RSS par rapport à l'ensemble de la population active (industrie et production) est de 7,8% contre 9% dans l'ensemble de l'URSS. En 1959, la RSS compte 21,1 ingénieurs pour 10 000 habitants contre une moyenne de 46,5 pour l'URSS<sup>1035</sup>. Or, on a vu plus haut que des postes d'ingénieurs et de techniciens sont occupés par des personnes n'ayant pas la formation adéquate. À la mi 1952, la moitié des directeurs de l'ensemble des grosses entreprises industrielles de la RSS n'ont pas achevé leur formation spécialisée. De plus, les techniciens ne sont pas bien employés puisque 59,2% des spécialistes très qualifiés qui auraient été très utiles dans la production étaient assignés à des tâches administratives (tous ministères confondus)<sup>1036</sup>. En 1963, dans l'union *Turkmenneft'*, des postes de dirigeants, d'ingénieurs et de techniciens sont tenus par environ 970 personnes n'ayant pas de formation spécialisée<sup>1037</sup>. En 1964, sur 5 430 cadres dirigeants dans l'industrie, 2 564 étaient des *praktiki*. Et la situation était sensiblement analogue dans les secteurs de l'énergie.

---

<sup>1031</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 48.

<sup>1032</sup> Gumenûk V. A., *Kompartiâ Turkmenistana v podgotovke kadrov dlâ toplivno-ènergetičeskogo kompleksa respubliki 1961-1975 gg.*, op. cit., p. 11.

<sup>1033</sup> Ibid.

<sup>1034</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 378.

<sup>1035</sup> Durdyev T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoj sovetskoj intelligencii (1917-1958)*, op. cit., p. 202.

<sup>1036</sup> Ibid., p. 195.

<sup>1037</sup> Gumenûk V. A., *Kompartiâ Turkmenistana v podgotovke kadrov dlâ toplivno-ènergetičeskogo kompleksa respubliki 1961-1975 gg.*, op. cit., p. 10.

Dans le domaine de la recherche<sup>1038</sup>, le manque de personnel conduit les organisations scientifiques du Comité central du PC turkmène et le Conseil des ministres de la RSS à émettre des décrets les 18 juin 1964 et 2 décembre 1968, afin de développer les travaux de recherche dans les établissements supérieurs de la RSS, d'élever le niveau scientifique des employés et des enseignants dans les secteurs scientifiques<sup>1039</sup>. Et vingt ans plus tard, le niveau de formation des dirigeants s'est accru puisque 81% d'entre eux sont diplômés de l'enseignement supérieur et 14% de l'enseignement spécialisé intermédiaire<sup>1040</sup>. En 1983, au sein de *Turkmenneft* travaillaient 3 573 spécialistes de formation supérieure et intermédiaire contre 3 184 en 1980.

Outre l'apparition de ces instituts liés à l'exploitation des régions pétrolifères, le secteur des hydrocarbures a été l'un des moteurs de la fondation de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan. Celle de la RSS de Turkménie apparaîtra un peu plus tard.

## II. C. Les Académies des sciences des deux RSS

En 1927<sup>1041</sup>, l'Académie des sciences de l'URSS organise une expédition, dirigée par l'académicien A. E. Fersman afin d'étudier et de recenser les ressources naturelles de la république socialiste soviétique autonome kazakhe. Puis, le 8 mars 1932, à l'initiative de la direction de la république, est constituée une première base de l'Académie de l'URSS dans la RSS du Kazakhstan. Aux deux départements de botanique et de zoologie qui la composent, sont ajoutées la géologie et l'histoire en 1935. En 1938, cette base est transformée en filiale kazakhe de l'Académie des sciences de l'URSS. Elle connaît un développement important pendant le second conflit mondial et le 1<sup>er</sup> juin 1946, elle acquiert le statut d'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan. En 1946, le nombre de collaborateurs (tous métiers confondus) est de 1 400 personnes dont 57 diplômés d'une thèse d'État et 184 *kandidat* ès sciences (*kandidat nauk*), contre respectivement 3 et 14, en 1938, sur un total d'environ 100 personnes. Sur les 30 académiciens du début de l'existence de cette institution, 14 sont Kazakhs<sup>1042</sup>. L'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan voit aussi la création d'un

---

<sup>1038</sup> Kurbanov A., Šelâkin A. F., *Razvitie gazodobyvaûsââ promyšlennost' Turkmenskoy SSR i eë perspektivy*, op. cit., p. 22.

<sup>1039</sup> Gumenûk V. A., *Rukovodstvo KP Turkmenistana tehniçeskim perevooruženiem toplivno-ènergetičeskikh otraslej promyšlennosti respubliky (1959-1975)*, op. cit., p. 20.

<sup>1040</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoy SSR*, op. cit., p. 19.

<sup>1041</sup> Selon le site officiel gouvernemental [www.akorda.kz](http://www.akorda.kz).

<sup>1042</sup> Fourniau Vincent, *L'Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance : transformations sociales et conservatisme mémoriel, 1945-1991*, op. cit., p. 126.

Institut de la chimie du pétrole et des sels naturels (*prirodnie soli*) à Gur'ev, chargé d'étudier les problèmes spécifiques au pétrole de Mangyşlak et d'Èmba<sup>1043</sup>.

L'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan sera dirigée jusqu'en 1964 par le géologue kazakh déjà cité, Kanyş Satpaev qui est déjà à la tête de l'Institut des sciences de la géologie, au sein de la filiale kazakhe de l'Académie depuis 1941, ainsi qu'à celle du Présidium de la filiale à partir de 1942. Puis, en 1946, sous son impulsion, est constituée la base scientifique de recherches de l'Académie pour la région Ural-Èmba (*Uralo-Èmbiskaâ naučno-issledovatel'skaâ baza AN KazSSR*) afin d'en étudier les ressources. En 1956, cette base est réorganisée en Institut du pétrole de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan et en 1960 en Institut de géologie et de géophysique. Il est transféré au ministère de la Géologie de la république en 1963, puis en 1972, il est transformé en institut scientifique de recherches géologiques (KazNIGRI)<sup>1044</sup>.

L'étude des ressources naturelles et des hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan doit beaucoup à ce premier académicien kazakh. Lors de la session de l'Académie des sciences dans la RSS en novembre 1935 présidée par K. Satpaev<sup>1045</sup>, est abordée la question du pétrole de la région péricaspienne (*prikaspijskaâ nefť*). Les successeurs de K. Satpaev à la tête de l'Académie seront tous kazakhs et parmi eux, citons le futur Premier secrétaire du PC de la RSS D. A. Kunaev de 1952 à 1955, et le géologue déjà cité Šahmardan Esenovič Esenov de 1967 à 1974.

L'ouverture de la filiale de l'Académie des sciences de l'URSS dans la RSS de Turkménie est un peu plus tardive que celle de la RSS du Kazakhstan puisqu'elle date du 7 avril 1941. Au 1<sup>er</sup> décembre 1945, elle comprend 238 collaborateurs dont 115 scientifiques. Parmi ces derniers, 15 sont diplômés d'une thèse d'État et 51 sont *kandidat* ès sciences (*kandidat nauk*). Parmi les collaborateurs scientifiques, 35 sont Turkmènes, dont 15 possèdent un grade universitaire de *kandidat* ès sciences ou de docteur (*učenaâ stepen'*)<sup>1046</sup>. L'Académie des sciences de la RSS de Turkménie est créée le 29 juin 1951, sur décret du Présidium du soviet suprême de la RSS, du Comité central du PC de la RSS et du Conseil des ministres de la RSS. Elle a pour vice-président entre 1959 et 1969, le spécialiste de chimie du pétrole Semen Romanovič

---

<sup>1043</sup> Nadirov Nadir Karimovič, *Nefť : včera, segodniâ, zavtra*, op. cit., p. 138. Cette source n'indique pas la date de création de cet institut.

<sup>1044</sup> Adaev Ž., Nurbaev Z. [et al.], *Nefťanaâ ènciklopediâ Kazahstana*, op. cit., p. 75.

<sup>1045</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangaliev G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ nefť : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 87.

<sup>1046</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 136.

Sergienko<sup>1047</sup>. Si en 1952, l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan comptait 16 Kazakhs sur les 98 collaborateurs scientifiques (*naučnye rabotniki*), soit 16,3%, en revanche celle de Turkménie dénombrait 38 Turkmènes sur les 67 collaborateurs scientifiques<sup>1048</sup>, soit 56,7%.

Trente plus tard, en 1981, les effectifs de l'Académie des sciences de la RSS de Turkménie sont, de 2 493 personnes dont 48 docteurs ès sciences et 430 *kandidat* ès sciences<sup>1049</sup>. Elle comptait 21 académiciens, au début des années 1980. L'Institut de sismologie et l'Institut de géologie au sein de l'Académie des sciences de la RSS, sont créés respectivement par le décret du Comité d'État de l'URSS pour les sciences et techniques du 17 février 1981 et celui du conseil des ministres de la RSS de Turkménie du 6 avril 1981. En 1982/1983, l'ensemble des établissements de recherche, chapeautés par l'Académie, tous secteurs scientifiques confondus, emploient plus de 5 000 personnes (*naučnye rabotniki*) dont 118 docteurs ès sciences et plus de 2 000 *kandidat nauk*<sup>1050</sup>.

### **III. Les indigénisations différenciées du secteur des hydrocarbures dans les deux républiques**

Dès 1921, sur les deux territoires des futures RSS, le parti entreprend de former des ouvriers parmi la population indigène de la classe ouvrière, des membres de l'appareil du parti, de l'État, et vise également la création d'une *intelligentsia* nationale soviétique.

Le processus d'indigénisation des employés des secteurs des hydrocarbures dans les deux RSS doit être replacé dans l'évolution du contexte démographique tout au long de la période soviétique. Dans la RSS du Kazakhstan, entre 1926 et 1979, la présence des groupes titulaires s'est accrue, de façon significative, à la direction des institutions du pouvoir, bien que le poids de la population active du groupe titulaire ait baissé<sup>1051</sup>. La proportion des Kazakhs dans leur république ne cesse de diminuer au cours d'une période allant de la famine de 1933 aux années 1970, pour augmenter légèrement entre 1979 et 1989 (mais le taux de 39,7% en 1989 reste faible par rapport à celui de 57,1% en 1926). En revanche, la proportion de Turkmènes dans leur RSS est supérieure en 1989 à celle de 1926 (Cf. tableaux VII. B : Proportions des Kazakhs et des Turkmènes dans leur république (1926-1989), VII. C : Répartition des

---

<sup>1047</sup> S. Sergienko est né en 1909, dans l'*oblast'* de Rostov (dénomination actuelle).

<sup>1048</sup> Bennigsen Alexandre, Lemercier-Quelquejay Chantal, *L'islam en Union soviétique*, op. cit., p. 219.

<sup>1049</sup> Atamamedov N. V., *Turkenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 371.

<sup>1050</sup> Ibid., p. 8.

<sup>1051</sup> Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979], op. cit., p. 358.

titulaires par catégorie professionnelle en 1939 et tableau VII. D : Employés nationaux titulaires « cols blancs » 1926-1939, en annexes du chapitre VII).

### III. A. L'échec de l'indigénisation du secteur des hydrocarbures dans la RSS de Turkménie

En 1922, en Turkménie, la création d'une commission régionale (*oblastnaâ*) pour l'indigénisation, composée de 5 personnes, est suivie, le 2 janvier 1925, par celle d'une commission pour l'indigénisation de l'appareil d'État, qui compte, elle, 20 personnes dont les Turkmènes Nedirbaj Ajtakov<sup>1052</sup> et Kajgysyz Serdarovič Atabaev<sup>1053</sup>, ainsi que le futur Premier secrétaire du PC de la république, le Russe Nikolaj Antonovič Paskuckij. À la mi 1929, toutes les fonctions de la commission sont confiées au Commissariat au peuple près le Comité central exécutif de la RSS de Turkménie<sup>1054</sup>.

L'augmentation du taux d'indigénisation qui concerne essentiellement les postes à responsabilité, dans l'industrie de la RSS de Turkménie a lieu dès les années 1930 (cette augmentation passe de 9% en janvier 1930 et à 18,8% en mars 1932). Suite au début de l'abandon de la politique d'indigénisation volontariste, ce taux retombe fin 1932 et début 1933 de 18,9% à 13,8%<sup>1055</sup>. Pourtant, à la fin du 2<sup>ème</sup> plan (1933-1937), la proportion de Turkmènes et d'autres indigènes locaux augmente parmi les ouvriers de la RSS dans l'industrie lourde (39,4% en 1937)<sup>1056</sup>. Mais globalement, le nombre de "nationaux" dans l'industrie turkmène diminue de 22,5% à 16,7% entre 1928 et 1932<sup>1057</sup>. En 1936, 69,4% des ouvriers sont des Européens. Les répressions des années 1930 ont ralenti l'ensemble du processus d'indigénisation dans la RSS de Turkménie.

Au cours des premières années de la RSS de Turkménie, la proportion de Turkmènes travaillant sur les gisements de Čeleken et de Nebit-Dag est inférieure à un tiers, sauf en 1927-1928, (Cf. tableau VII. F : Parts des Turkmènes et des autres nationalités travaillant sur les gisements de Čeleken et de Nebit-Dag 1926-1929). Le 1<sup>er</sup> janvier 1929, travaillaient sur les exploitations de la RSS de Turkménie, 193 personnes dont 35 Turkmènes. La plupart des ouvriers étaient d'anciens pêcheurs ou bergers, employés de *baj*, qui n'avaient donc pas

---

<sup>1052</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1053</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1054</sup> Redžepov A. R. : *Ot feodal'noj razdrobelennosti k socialističeskoj gosudarstvennosti*, Ašhabad : Izdatel'stvo Turkmenistan, 1980, p. 260-265.

<sup>1055</sup> Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, op. cit., p. 177.

<sup>1056</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 126.

<sup>1057</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 11. Cette source indique les deux chiffres.



d'expérience dans le secteur pétrolier<sup>1058</sup>. La diminution du nombre de Turkmènes en 1929 par rapport à 1928, s'explique par le fait que la production avait été alors quasiment interrompue, car les gisements ne paraissaient pas prometteurs<sup>1059</sup>. À partir de 1933 avec la découverte d'un 3<sup>ème</sup> puits à Nebit-Dag, le nombre de Turkmènes augmente parmi les ouvriers du secteur pétrolier à Nebit-Dag. Le bureau pour l'Asie centrale (*sredazbûro*)<sup>1060</sup> du Comité central du PC, ainsi que les II<sup>ème</sup> et IV<sup>ème</sup> plénums du parti communiste de la RSS de Turkménie (respectivement en décembre 1925 et en 1940), notent l'importance d'augmenter le nombre d'ouvriers et notamment chez les Turkmènes<sup>1061</sup>. Les organisations du parti de la RSS et les syndicats s'occupent de l'embauche et de la formation de nouveaux ouvriers et notamment au sein de la population locale. Mais il s'avère nécessaire d'engager aussi des ingénieurs et techniciens d'autres régions plus développées économiquement pour suivre le rythme de l'industrialisation, plus rapide que celui de la formation des employés locaux, comme cela a été décrit plus haut. En dépit du programme de mise en œuvre de l'*affirmative action* dans l'ensemble de l'URSS, pour faire promouvoir des ingénieurs dans les parties orientales de l'URSS, le taux d'indigénisation chez ces derniers est très bas en 1939. Les chiffres absolus sont très parlants à cet égard : on ne compte que 12 Turkmènes et 108 Kazakhs<sup>1062</sup>.

Entre 1939 et 1956, 700 spécialistes (forage, exploitation des puits, géologie, géophysique et mécaniciens) sont formés au *tehnikum* du pétrole de Krasnovodsk dont 77 Turkmènes<sup>1063</sup> (soit

---

<sup>1058</sup> Kurbanov Al. A., Meredov B., Mamedov Ū. M., *Social'no-èkonomičeskoe razvitie nefťanoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 18.

<sup>1059</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 30.

<sup>1060</sup> Le bureau turkestanais (Turkestanskoe Bûro ou Turkbûro) du Comité central du parti communiste (bolchevik) de Russie a été créé en 1920 et dirigé par M. V. Frunze et V. V. Kouïbychev, pour consolider le parti communiste du Turkestan. Il, est renommé bureau d'Asie centrale du Parti communiste de l'Union (*Sredneaziatskoe bûro* ou *Sredazbûro*), en 1924 (Rumer Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, op. cit., p. 18.). Il participe à l'indigénisation des cadres du parti en Asie centrale, en y envoyant des communistes expérimentés (Kiselëv D. S., *Razvitie sovetskoi gosudarstvennosti v Turkménistane*, op. cit., p. 61-62.). Il éditera un décret le 19 décembre 1933 concernant les activités des exploitations *Sredazneft'* et *Turkmenneft'*. (Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 12). Supprimé en 1934, il réapparaît le 20 décembre 1962, suite à l'assemblée plénière du Comité central de PCUS de novembre 1962. Il est présidé par un responsable désigné par le Présidium du Comité central du PCUS et a « pour objet d'assurer la coordination de l'activité des organes du parti et de l'Etat des républiques fédérées d'Asie centrale » (Lesage Michel, *Le renouvellement des dirigeants du Parti*, *Revue française de science politique*, 1964, 14<sup>ème</sup> année, n°6, p. 1142) dont fait partie la RSS de Turkménie. La RSS du Kazakhstan n'est donc pas concernée par ce bureau. Il disparaît définitivement le 15 décembre 1964. Son rôle ne semble pas avoir été prépondérant dans le développement des secteurs des hydrocarbures en Asie centrale.

<sup>1061</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, op. cit., p. 8.

<sup>1062</sup> Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, op. cit., p. 385.

<sup>1063</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 38.

11%). Au début de l'année universitaire 1946-1947, les trois *tehnikum* industriels comptaient en tout et pour tout 23 Turkmènes, soit 4,2% de l'ensemble des étudiants<sup>1064</sup>.

À la fin années 1940, le Comité central du PC de la RSS considère, de nouveau, la question de l'embauche de Turkmènes dans l'industrie pétrolière comme une des principales actions du PC de la république<sup>1065</sup>. La question de la formation de Turkmènes pour les industries pétrolière et gazière est encore au centre de l'attention du X<sup>ème</sup> congrès du PC de la RSS (18-22 août 1950) et le restera encore de nombreuses années. En mars 1951, le Comité Central du PC de la RSS demande aux organisations du parti d'améliorer le travail effectué avec les Turkmènes, et plus particulièrement, avec les jeunes spécialistes<sup>1066</sup>. En juillet 1952, le bureau de l'*obkom* de Čardžou du PC de la RSS de Turkménie remarque que le travail des dirigeants de deux unités de prospection avec le personnel et notamment les employés des nationalités locales<sup>1067</sup> est insuffisant<sup>1068</sup>.

Au cours du 4<sup>ème</sup> plan quinquennal (1946-1950), le nombre de Turkmènes dans l'industrie pétrolière est multiplié par 3,5. En janvier 1948, Turkmènes 852 travaillent dans le secteur pétrolier de leur RSS (ils sont 1 372, un an plus tard), dont 560 dans les activités de forage, au sein du trust *Turkmennefterazvedka*<sup>1069</sup>. *Turkmenneft'* comptait 505 ouvriers qualifiés turkmènes en 1948 et 707 début 1949. Le nombre de techniciens et ingénieurs augmente de 22 à 37 pendant cette période au sein de cet organisme<sup>1070</sup> (soit une part qui augmente faiblement de 4,3% à 5,2%). Au début de l'année 1950, 14 Turkmènes travaillaient à la direction de *Turkmenneft'* comme spécialistes (*special'noe obrazovanie*)<sup>1071</sup>.

En 1954, 27% des employés sur les gisements étaient Turkmènes<sup>1072</sup>. Au début de l'année 1956, les effectifs des entreprises de l'union *Turkmenneft'* comptent 2 656 ouvriers et employés turkmènes<sup>1073</sup>. En février 1956, une instance locale du parti recommande à *Turkmenneft'* et *Turkmenneftestroj* de recruter davantage de main d'œuvre locale. Et l'année suivante, la même recommandation est adressée au trust *Turkmenburneft'*, dont les effectifs

---

<sup>1064</sup> Durdyev T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoj sovetskoj intelligencii (1917-1958)*, op. cit., p. 194.

<sup>1065</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû nefâtanoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 47.

<sup>1066</sup> Ibid., p. 48.

<sup>1067</sup> L'expression est utilisée telle quelle en russe par la source.

<sup>1068</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû nefâtanoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 78.

<sup>1069</sup> Ce qui n'est pas cohérent avec la date de création de ce trust qui est 1949.

<sup>1070</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-nefâtanikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 41.

<sup>1071</sup> Ibid., p. 199.

<sup>1072</sup> Turkmenistan : Development of the oilfields, op. cit., p. 165.

<sup>1073</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-nefâtanikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 42.

sont alors de 2 718 employés dont 2 247 ouvriers, et 343 ingénieurs et techniciens. Parmi eux, 937 étaient turkmènes dont 871 - des ouvriers<sup>1074</sup>. Donc 38% des ouvriers de ce trust étaient turkmènes. Ce qui est un peu supérieur au taux global de l'ensemble des ouvriers turkmènes du secteur pétrolier qui était de 25%, au tout début des années 1960<sup>1075</sup>.

À la différence d'autres républiques, les techniciens (tous secteurs confondus) en Turkménie sont donc essentiellement des non Turkmènes, à la fin des années cinquante. La mobilité (*tekučest'*) des employés est très forte, notamment en raison de la faiblesse des incitations matérielles. Mais là où les spécialistes sont composés essentiellement de Turkmènes, elle est plus faible<sup>1076</sup>. Néanmoins, au début des années 1970, un auteur turkmène<sup>1077</sup> signale que la classe ouvrière turkmène est très peu nombreuse, tout comme l'est la part des urbains turkmènes (31,7% en 1970).

Malgré cette volonté politique affichée dès le début de la période soviétique dans l'espace turkmène pour faire entrer des Turkmènes dans le secteur industriel et minier, la majorité d'entre eux reste dans l'agriculture et vit dans les campagnes (Cf. tableau X. B : Taux de population urbaine des RSS du Kazakhstan et de Turkménie puis du Kazakhstan et du Turkménistan). En 1979, les Turkmènes sont très peu représentés dans les secteurs de l'industrie et de la construction. Seule l'agriculture comporte une proportion de Turkmènes relativement proche de leur représentation globale dans la RSS. Paradoxalement, la part des indigènes parmi les dirigeants d'entreprises dans les secteurs « dits productifs », serait de 71,5% dans la RSS de Turkménie, en 1979<sup>1078</sup>.

Le bilan des décisions du parti en matière de formation et de promotion des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures est un échec par rapport aux buts visés pour la RSS de Turkménie, et aussi par rapport aux buts atteints dans celle du Kazakhstan. L'exploitation de la documentation réunie sur l'histoire du secteur turkmène des hydrocarbures n'a pas mis en exergue la "fabrication" de dynasties familiales dans ce secteur, tandis que l'existence de dynasties s'est révélée avec netteté dans le cas kazakh, comme détaillé plus bas. Si les débuts de cette politique d'indigénisation ont été décriés, dès 1929-1930, par des militants de base du parti ainsi que par des ouvriers urbains et russophones, des Russes et des membres russifiés

---

<sup>1074</sup> Džurakulov A. D., *Deätel'nost' KPSS po razvitiu neftnoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 96.

<sup>1075</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftnikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 46.

<sup>1076</sup> Ibid., p. 201.

<sup>1077</sup> Durdyev T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoj sovetskoj intelligencii (1917-1958)*, op. cit., p. 198.

<sup>1078</sup> Narzikulov Rustam, "The Central Asia republics", op. cit., p. 436.

des populations éponymes travaillant dans le parti ou les administrations, notamment<sup>1079</sup>, c'est pourtant au cours de ces années 1930 que se forment les premiers ingénieurs et pères de ces dynasties.

### III. B. L'indigénisation du secteur des hydrocarbures dans la RSS du Kazakhstan

Comme dans la RSS de Turkménie, les organisations du parti jouent, bien évidemment, un rôle important dans la promotion du personnel indigène sur les exploitations pétrolières, tout au long de la période soviétique. En mars 1921, le X<sup>ème</sup> congrès du parti communiste russe (bolchevik) décide « d'aider les ouvriers non russes » c'est-à-dire de les incorporer dans l'industrie, et plus précisément d'embaucher des Kazakhs dans les entreprises pétrolières de la région. En juin 1923, le comité du PC de l'*oblast'* kazakh se détermine à créer des écoles pour éradiquer l'analphabétisme parmi les ouvriers des exploitations pétrolières. Une grande majorité de Kazakhs ayant participé à la construction du tube Kaspij-Orsk (1932-1935) était illettrée et non russophone<sup>1080</sup>. Dès juillet 1923, de telles écoles sont ouvertes à Dossor et Gur'ev puis à Rakuša, et à l'été 1937, il n'y a quasiment plus d'analphabétisme parmi les ouvriers des gisements de Makat, Dossor, Kosčagyl, selon K. E. Temirgaliev. En avril 1927, le XIII<sup>ème</sup> congrès panrusse des soviets<sup>1081</sup> adresse au gouvernement soviétique ses directives concernant la formation et l'embauche des populations des républiques et des *oblast'* dans l'industrie. Dans la région d'Èmba, il manque des ingénieurs et des techniciens locaux pouvant former des Kazakhs dans leur langue. Le processus d'indigénisation promu par le pouvoir fédéral est relayé d'une part par des employés du secteur pétrolier comme ceux du rajon Nord d'*Èmbaneft'* qui, à l'issue d'une réunion en mai 1932, adoptent une résolution obligeant tous les communistes et employés russes de la direction et des exploitations à apprendre le kazakh et tous les communistes et employés kazakhs à apprendre le russe.

Dès son arrivée au poste de Premier secrétaire du Comité du *kraj* kazakh Filipp Isaevič Gološëkin<sup>1082</sup> expose une nouvelle politique d'indigénisation qui consiste en quatre points : les quotas sont remplacés par une liste de postes spécifiques les plus nécessaires pour appuyer la kazakhisation linguistique ; le critère n'est pas ethnique mais linguistique ; la *praktikantstvo* est abolie et remplacée par un enseignement spécialisé sur le court terme. Enfin, la

---

<sup>1079</sup> Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, op. cit., p. 76.

<sup>1080</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangaliev G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 113.

<sup>1081</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 65. Selon G. Sokoloff; il s'agit du IV<sup>ème</sup> congrès des soviets. Ce congrès adopte l'idée de l'élaboration d'un premier plan quinquennal de développement de l'économie.

<sup>1082</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

commission kazakhe d'indigénisation est supprimée et la supervision de l'indigénisation passe à la commission centrale de contrôle. La raison de cette politique est le ressentiment russe<sup>1083</sup>. F. I. Gološëkin est limogé de son poste en 1933, accusé de « chauvinisme grand russe ». Son remplaçant L. I. Mirzoân, arménien, spécialiste des questions de nationalités, lance une reprise vigoureuse de l'indigénisation linguistique et d'action positive. Le Politburo fédéral le soutient et prend des mesures pour former et promouvoir les Kazakhs<sup>1084</sup>. En 1936-1937, le Soviet des nationalités lance une campagne pour améliorer la formation des employés nationaux dans les universités fédérales et pour ensuite les promouvoir dans les postes techniques au sein des administrations industrielles et gouvernementales dans la RSS du Kazakhstan où l'indigénisation a été déclarée « catastrophique » (comme en Kirghizie)<sup>1085</sup>.

Suite à la catastrophe qu'a constitué la grande famine qui débute en 1930-1931 dans la RSSA et qui a contraint des Kazakhs à fuir leur région, un programme de repeuplement est initié par le Kazakh Turar Ryskulov<sup>1086</sup>, vice-président du Conseil des Commissaires du peuple de la RSFSR. Il comprend également un plan de recrutement d'anciens éleveurs kazakhs dans l'industrie. Entre 1932 et 1935, des Kazakhs restés dans la RSS mais aussi certains de ceux qui étaient partis en Sibérie occidentale ou en Chine notamment, sont intégrés dans des combinats miniers et pétroliers<sup>1087</sup>.

Au cours de la terreur des années 1937-1938, 6 400 personnes sont arrêtées dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk dont 143 personnes travaillant dans le secteur des hydrocarbures. 55 d'entre elles sont condamnées à mort pour des motifs politiques. Parmi ces 143 travailleurs, 53 étaient Russes, 26 Kazakhs, 21 Allemands, 15 Ukrainiens, et 11 Juifs<sup>1088</sup>. Ces pertes humaines ne sont pas sans conséquences sur la production du trust *Aktûbneft'* et le parti doit recruter des personnes qualifiées pour les exploitations de Temir. Aussi au cours des dix premiers mois de 1939, onze personnes sont embauchées dont deux Kazakhs. Parmi ces deux derniers, le nouveau chef du personnel (*načal'nik otdela kadrov*) K. Džarmuhamedov<sup>1089</sup>. Pour pallier ce manque d'effectifs au sein du trust, la « formation continue » est encouragée par la direction

---

<sup>1083</sup> Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, op. cit., p. 144.

<sup>1084</sup> Ibid., p. 378.

<sup>1085</sup> Ibid.

<sup>1086</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1087</sup> Ohayon Isabelle, « Du campement au village : sédentarisation et transformation de l'aoul kazakh à la période soviétique », In *Gestion de l'indépendance & legs soviétique en Asie centrale*, ed. par Institut français d'études sur l'Asie centrale, Tachkent, Aix-en-Provence : Edisud, 2004, p. 183-184.

<sup>1088</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangaliev G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 122 et 124.

<sup>1089</sup> Ibid., p. 125.

du trust *Aktûbneft'*. Quatre-vingt-six personnes en bénéficient cette même année, et deviennent chauffeurs, foreurs et spécialistes dans le domaine de la production. Quatre autres sont envoyées à *Başneft'*<sup>1090</sup>. Après-guerre, la majeure partie de la population de l'*oblast'* de Gur'ev, y compris sur les lieux de production de pétrole, était kazakhe, donc les formateurs du secteur s'exprimaient en russe et en kazakh<sup>1091</sup>.

Au début des années 1980, sur les 35 000 employés du secteur pétrolier, les quatre cinquièmes du bassin d'Ural – Èmba et les deux cinquièmes du bassin de Mangyşlak (exploité à partir des années 1960) sont des Kazakhs.

### III. B. 1. Le rôle de l'entreprise Èmbaneft' dans l'indigénisation du secteur

Peu avant son arrestation, Â. V. Lavrent'ev écrivait que le rôle d'Èmba était essentiel car c'était l'unique centre industriel dans cette vaste région de steppe. Il s'agissait de faire d'une population essentiellement nomade, des membres du prolétariat<sup>1092</sup>.

En 1933<sup>1093</sup>, le comité régional kazakh du parti communiste (bolchevik) du PC (*Kazkrajkom*) et le conseil des Commissaires du peuple de la RSS du Kazakhstan<sup>1094</sup> adoptent un décret commun pour indigéniser les structures dirigeantes des entreprises et des administrations de la RSSA du Kazakhstan. En s'appuyant sur ce décret, la direction du *rajon* Nord d'Èmbaneft' prend, le 16 janvier 1934, des mesures afin de se «kazakhiser». L'une d'elles consiste à remplacer le secrétaire du *rajon* Nord V. K. Ūrgens par le Kazakh I. Sisembin ainsi que le comptable du gisement de Žaksymaj (*zaveduûsij hozâjstvom*) Zuenko par Mendybaev<sup>1095</sup>. Selon l'ouvrage *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR*<sup>1096</sup>, dans les années 1930, le nombre d'ouvriers kazakhs a augmenté deux à trois fois plus vite que le nombre total d'ouvriers dans l'industrie de la RSS.

La proportion des Kazakhs est forte parmi les ouvriers d'Èmbaneft' dès 1928-1929 (elle est alors de presque la moitié) et elle ne fait que s'accroître jusqu'en 1935 (Cf. tableau VII. E: Structure du personnel du trust d'Èmbaneft' (1928-1935), en annexe du chapitre VII).

---

<sup>1090</sup> Ibid.

<sup>1091</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 113.

<sup>1092</sup> Lavrent'ev Â. V., *Neftânaâ Èmba*, op. cit., p. 34.

<sup>1093</sup> La date n'est pas clairement indiquée par les auteurs, je la déduis du contexte de la source.

<sup>1094</sup> Les auteurs évoquent la RSS du Kazakhstan avant sa création en 1936.

<sup>1095</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 117-118.

<sup>1096</sup> Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom četvertyj, Zaveršenie socialističeskogo preobrazovaniâ èkonomiki. Pobeda socializma v SSSR : 1933-1937gg.*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1978, p. 76.

Rappelons<sup>1097</sup> que le pourcentage de Turkmènes est de 41,9% sur le gisement de Nebit-Dag en 1928-1929, c'est-à-dire sensiblement le même que pour les Kazakhs dans l'ensemble du personnel d'*Èmbaneft'*, mais les ouvriers kazakhs y sont alors proportionnellement plus nombreux (48,8%). Dans l'ensemble des salariés (toutes catégories confondues) du trust *Èmbaneft'*, la proportion des Kazakhs est en revanche moins grande, mais ne cesse d'augmenter, elle aussi, sur la même période. Le processus de « kazakhisation » du trust, qui est le plus gros producteur d'hydrocarbures dans la RSS du Kazakhstan d'avant-guerre, est particulièrement avancé chez les ouvriers (74,6% d'entre eux sont Kazakhs), à la veille de la terreur des années 1937-1938. Ce taux est largement supérieur à celui de 43% qui est la part des ouvriers et employés kazakhs dans l'industrie, en 1936 (ce qui correspond à la part des Kazakhs dans la population totale de la RSS à cette date).

La liste des responsables et des ingénieurs-techniciens d'*Aktûbneft'* en juillet 1942, publiée dans l'ouvrage « Le pétrole d'Aktûbinsk : hier et aujourd'hui » comprend soixante-sept noms avec date de naissance, niveau d'études, poste occupé, appartenance au parti, et nationalité. Parmi les six Kazakhs, l'un d'entre eux a un niveau d'études supérieures, deux ont un niveau d'études secondaires et trois un niveau d'études primaires<sup>1098</sup>. Un an plus tard, sur les vingt-sept dirigeants du trust *Aktûbneft'* recensés, deux sont kazakhs, onze (ou seize) sont russes, un est biélorusse, quatre sont ukrainiens, trois sont tatars et deux sont de nationalité juive (il n'est rien spécifié pour les cinq autres)<sup>1099</sup>.

### III. B. 2. Les dynasties d'ouvriers, techniciens et d'ingénieurs kazakhs

K. E. Temirgaliev souligne qu'au début des années 1920, les territoires sur lesquels se trouvent alors les exploitations pétrolières sont les plus densément peuplés par les Kazakhs. Cette région occidentale de la RSS du Kazakhstan devient un lieu de formation pour des cadres nationaux du secteur<sup>1100</sup>. Des enfants de ces cadres vont, à leur tour, suivre cette voie et constituer ainsi des « dynasties »<sup>1101</sup>. Parmi les plus connues figurent celles les Kartmagambetov<sup>1102</sup> ; Suhan et Nurlan Kamalov<sup>1103</sup> (à distinguer de Naif G. Kamalov), les

<sup>1097</sup> Cf. le tableau VII. F : Parts des Turkmènes et des autres nationalités travaillant sur les gisements de Čeleken et de Nebit-Dag 1926-1929, en annexe du chapitre VII.

<sup>1098</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 296-298.

<sup>1099</sup> Ibid., p. 302 et 303.

<sup>1100</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 29.

<sup>1101</sup> Le terme est utilisé dans la presse du Kazakhstan indépendant.

<sup>1102</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 86. Cf. la notice biographique du « fondateur » de la dynastie Kenžegali Kartmagambetov en annexe.

Balgimbaev ; les Čerdabaev ; les Marabaev (Nasypkalij et son fils Žakyp) à Mangistau, sans oublier les Dosmuhambetov (Džoldabek Ahmetovič et Mahambet), les Utesinov (le père Rahmet Utesinov<sup>1104</sup> puis tous ses enfants ont embrassé la même carrière) et les Oržanov (Kapan et Tabyn). Ce dernier, T. Oržanov, participera au rapatriement de fonds financiers, liés à des contrats signés à l'époque soviétique<sup>1105</sup>.

Cette liste est loin d'être exhaustive et son équivalent n'a pas pu être établi pour la RSS de Turkménie, probablement parce qu'il n'y a pas eu d'indigénisation aussi prononcée dans celle-ci. Cette indigénisation des ouvriers et cadres du domaine pétrolier dans la RSS du Kazakhstan, poursuivie tout au long du régime soviétique, a permis au pays devenu indépendant de ne pas se trouver autant en déficit de personnel qualifié dans le secteur des hydrocarbures que le Turkménistan.

#### ***IV. Les dirigeants et les géologues des organisations de production***

La chronologie de la création des principales exploitations et trust des RSS du Kazakhstan et de Turkménie ainsi que la succession de responsables, ingénieurs en chef et de géologues de renom qui y ont travaillé, est reconstituée plus bas. La tâche n'a pas pu être poussée autant dans le cas de la RSS de Turkménie que dans celle du Kazakhstan pour les raisons, déjà évoquées, de lacunes documentaires.

##### **IV. A. Dans la RSS du Kazakhstan**

###### **IV. A. 1. Les géologues**

Le premier géologue de la RSS du Kazakhstan est Kanyš Satpaev. Il a donné son nom à l'Université technique nationale kazakhe Satpaev (*Kazahskij Nacional'nyj tehničeskij universitet im. Satpaeva*<sup>1106</sup>) et, comme déjà indiqué plus haut, à l'Institut des sciences géologiques Satpaev (*Institut geologičeskih nauk*) dont le géologue kazakh Ajtmuhamed Abdulaevič Abdulin a été directeur honoraire. Ce dernier a été aussi l'un des vice-présidents de l'Académie des sciences de la RSS. Citons encore Muhtar Muskaševič Bakenov<sup>1107</sup> qui devient membre correspondant de l'Académie des sciences de la RSS en 1989 ; Mahambet Demešovič Batyrbaev devenu directeur de l'exploitation *Uzen'neft'* en 1981 et qui concourra

---

<sup>1103</sup> Cf. la notice biographique de Suhan Kamalov en annexe.

<sup>1104</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1105</sup> Galkina Galâ, Neft' molodaâ, *Novoe pokolenie*, 23 juillet 2009.

<sup>1106</sup> Elle est fondée en 1934 comme institut des mines et de la métallurgie ; elle prendra le nom du géologue en 1999. Cf. le site de l'Université : <http://kazntu.kz/ru/node/6565>

<sup>1107</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.



au lancement du projet d'exploitation du champ de Tengiz<sup>1108</sup> ; Džoldabek Ahmetovič Dosmuhambetov qui a participé à la découverte des gisements d'Uzen' et de Žetybaj ; Šahmardan Esenovič Esenov qui sera ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan de 1961 à 1965 ; Naren Imašev (1908-1972) qui a travaillé dans la région de Kosčagyl, Iskine et Dossor ; Baktykoža Salahutdinovič Izmuhambetov, diplômé de l'Institut du pétrole d'Oufa ; Suhan Kamalov, géologue en chef au ministère de la Géologie de la RSS de 1965 à 1972 et qui a été un des découvreurs du gisement de Žanažol avec un autre géologue kazakh de renom, Zejnoda E. Bulekbaev ; enfin le Russe Valentin Petrovič Tokarev<sup>1109</sup> qui a travaillé dans la région de Mangyšlak.

D'autres géologues kazakhs, comme Uzakbaj Sulejmenovič Karabalin ont mené une carrière davantage administrative. Un des représentants de ce groupe est Lâzzat Ketebaevič Kiinov (ingénieur des mines) qui, après avoir travaillé dans les instances dirigeantes de *Žetybajneft'* et de *Mangyšlakneft'*, devient chef de la région de Mangistau en 1993, puis président de *KazMunajGaz* en 2002<sup>1110</sup>. Ils ont atteint de très hauts postes de direction dans les institutions, notamment après l'indépendance. Trois autres noms illustrent aussi ce type de parcours. Il s'agit de Baltabek M. Kuandykov<sup>1111</sup>, chef de l'union *Gur'evneftegazgeologiâ*, et qui devient, en 1991, le responsable de la Direction du Comité pour la Géologie et la conservation du sous-sol ; Bulekbaj S. Sagingaliev, directeur du trust *Èmbaneft'* entre 1971 et 1981, et H. Ž. Uzbekgaliev nommé chef du trust *Mangyšlaknefterazvedka* dans les années 1950.

Parmi les ingénieurs en chef des principales unions de production, les noms les plus connus sont ceux de Nurlan Utepovič Balgimbaev<sup>1112</sup>, Bolat D. Elemanov<sup>1113</sup>, Leonid Burlakov (Russe) qui a travaillé à Mangyšlak, Maksim Izbasov<sup>1114</sup> responsable de production à Kul'sary, Žaksylyk Smagulovič Žangaziv<sup>1115</sup> ingénieur en chef à *Uzen'neft'* jusqu'en 1985 (puis deviendra président d'*Uzen'munajgaz* après 1991), Kenes D. Džulamanov ingénieur en chef de *Mangyšlakneft'* entre 1980 et 1987, Tabyn Oržanov (déjà cité au-dessus) - ingénieur en chef de l'exploitation de Dossor à partir de 1958, puis d'*Èmbaneft'*, puis de *Mangyšlakneft'* à partir de 1972.

---

<sup>1108</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 57.

<sup>1109</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1110</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1111</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1112</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1113</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1114</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1115</sup> Ou Žaksylyk Smagulovič Žangaziev. Cf. sa notice biographique en annexe.

En ce qui concerne des directeurs d'exploitation, leur succession est établie ci-dessous par *oblast'* de la RSS du Kazakhstan.

#### IV. A. 2. Les directeurs d'exploitation

##### Oblast' d'Aktûbinsk

Les diverses sources<sup>1116</sup> fournissant des noms de directeurs des principales exploitations, n'indiquent pas toujours les dates précises de leur prise de fonction (certaines sont, du reste, incohérentes entre elles), ni l'appartenance ethnique. En effet, comme déjà mentionné, la nationalité ne figure pas toujours dans les sources. Aussi, des recherches complémentaires seraient à envisager, dans un travail ultérieur, afin de combler ces manques. Une notice biographique a pu être établie pour certains d'entre eux, comme K. S. Sariev, l'un des premiers responsables du secteur dans la région d'Aktûbinsk et directeur de l'exploitation de Šubarkuduk pendant la guerre. Ce qui témoigne de ce que tous ces responsables d'exploitations, dans la RSS du Kazakhstan, n'étaient pas uniquement des Européens, et ce assez tôt dans l'histoire du secteur.

##### Directeurs de l'exploitation de Šubarkuduk

	F. I. Lazun
	S. I. Izûmov
1937 - ?	I. A. Dolgov (Russe ?)
1936-1945	K. S. Sariev
1945 – 1951 ?	A. S. Kuznecov (Russe ?)
1951- ?	M. V. Žutaev

L'exploitation de Šubarkuduk regroupe les gisements de Šubarkuduk et de Žaksymaj à partir de 1951. Dans les années 1980, ces deux gisements sont gérés par la direction *Kenkiâkneft*<sup>1117</sup>.

---

<sup>1116</sup> Nursultanova Lâzat Nurbaevna, *Razvitie neftânoj promyšlennosti Kazahstana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny (1941-1945 gg)*, op. cit., p. 107 ; Ahmetkaliev M, *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 17-22 ; Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 89. ; <http://pavneftzavod.kz/history.html>.

<sup>1117</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 187.

Directeurs de l'exploitation de Kenkiâk (puis Direction (*upravlenie*) / *Kenkiâkneft'* à partir de 1970)

1966 - ?	Ivan N. Kačarava (Russe)
?	I. Sanžanov
?	N. Erpelev
1978-?	Ž. Sejtpagambetov
?	Asylbek Okasovič Žunusov
?	Ž. Sejtpagambetov

Etant donné l'importance du gisement de Kenkiâk, est créée la direction (*neftepromyslovoe upravlenie*) « Kenkiâk » ou « Kenkiâkneft' » sur la base de l'exploitation de Šubarkuduk ; elle est dirigée par I. N. Kačarava<sup>1118</sup>.

Directeurs de l'exploitation de Žaksymaj

1945-1950	K. S. Sariev
-----------	--------------

Directeurs de la Direction (*upravlenie*) *Oktâbrskneft'* à partir de 1981

1981 - ?	F. A. Garipov
----------	---------------

La Direction *Oktâbrskneft'*, créée en mars 1981 par le ministère de l'Industrie pétrolière, devient une entreprise importante à la fin des années 1980. Sa production du gisement de Žanažol passe de 7 500 tonnes de pétrole, à son démarrage en 1983, à 2 317 500, soit 8,7% de la production totale de la RSS, en 1991<sup>1119</sup>.

<sup>1118</sup> Sultangalieva Gul'mira Salimžanovna, Erofeeva I. V., Bisembaev Abaj Ajdarhanovič, Medeubaev E. I., Kobenova G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti*, op. cit., p. 563.

<sup>1119</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 195 et 222.

## Directeurs de l'exploitation de Kosčagyl à partir de 1931

1931- ?	N. A. Erohin
194?	Il'âsov Algazy

Directeurs d'*Aktûbneft'* (1937-1949) / *Aktûbnefterazvedka* (1950-1980) / union *Aktûbinskneft'* (mars 1981 - 1992)

1937-1938	Âkov Vasil'evič Lavrent'ev (Russe)
1938- 1945	A. I. Ivčenko
1945 à 1949	R. S Sagyndykov
1950 - ?	R. S. Sagyndykov
???	I. V. Suhorukov
1957	N. V. Čerkašin
?	?
Mars 1981 - ??	B. V. Sviridov

## Oblast' de Gur'ev

### Directeurs de l'exploitation de Dossor

1940 ?	Sapar K. Karimsakov
Seconde Guerre mondiale	S. Zurbaev
Années 1960	Balžan Žumagalieva

Au cours des décennies 1950-1960, les exploitations de Iskine et de Karsak sont intégrées à la direction de production (*Neftegazdobyvaûsee upravlenie*) *Bajčunasneft'*<sup>1120</sup> (dont la date de création n'a pas été retrouvée), dirigée par le Russe Ūrij Nikolaevič Hmel'kov à partir de 1962<sup>1121</sup>.

<sup>1120</sup> Ahmetkaliev M, *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 17-22.

<sup>1121</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

### Directeurs de l'exploitation d'Iskine

Années 1940	Sergej Ivanovič Oputin (Russe)
	Naren Imašev
	S. I. Oputin
	Grigorij Bagratovič Karapetân
	Saktapbergen Bekmurziev

### Directeurs de l'exploitation de Karsak (à partir de 1960)

1960	Sagidolla Narov
------	-----------------

### Directeurs de l'exploitation de Kul'sary

Années de guerre jusqu'en 1951	Safi Utebaev
1953	Džoldabek A. Dosmuhambetov

### Directeurs du trust *Èmbaneft'* / *Kazahstanneftekombinat* (1940-1945) / *Kazahstanneft'* (1945-1965)

1922-1929	?
1929-1936	Âkov Vasil'evič Lavrent'ev (Russe)
1945 -	Pilipec
1945-1951	?
1951 - 1957	Safi Utebaev. Il en était le premier directeur de <i>Kazahstanneft'</i> , selon R. Utesinov <sup>1122</sup> .
1957-1965 ??	Džoldabek A. Dosmuhambetov
1965-1971	Safi Utebaev
1971-1981	Bulekbaj Sagingaliev
1981-1990	?
1991	Naif Gatufovič Kamalov

### Oblast' de Mangyšlak / Mangistau

#### Directeurs de *Žetybajneft'* (à partir de 1966)

1966	E. N. Nuržanov
1970-1975	Kenes D. Džulamanov

<sup>1122</sup> Šalahmetov Gadil'bek, V pustyne každyj na vidu, *Kazahstanskaâ Pravda*, 27 août 2004.

Directeurs d'*Uzen'neft'* (à partir de 1964) / *Uzen'munajgaz* / *OzenMunajgaz*

1964-1969	R. Utesinov
?	?
1972-81 ?	Ūrij S. Korčagin (européen)
1981-1991	Mahambet D. Batyrbaev

Le vice-directeur d'*Uzen'neft'* entre 1973 et 1992 est Murat Kurbanbaev. Au début des années 1980, l'ingénieur en chef d'*Uzen'neft'* est Žaksylyk Žangaziv.

Directeurs de *Karažanbasneft'* (à partir de 1986)

1986-1987	?
1987-	Kenes D. Džulamanov

Directeurs de l'union *Mangyšlakneft'* (à partir de 1964)

1965- 1971	S. U. Utebaev
	Nasypkalij Marabaev
?	?
1987-1992	Nurlyhan Uteuovič Bekbosynov

L'ex chef d'*Ėmbaneft'* Safi U. Utebaev est nommé à la tête de l'union *Mangyšlakneft'* en 1965. Après la suppression des *sovnarhoz* en 1965, S. Utebaev dirige toujours l'entreprise *Mangyšlakneft'* qui est alors transformée en *Kazahstanneft'*<sup>1123</sup>. Lui succède Ūrij S. Korčagin (européen) entre 1972 et 1981. Entre 1975 et 1980, c'est Kenes D. Džulamanov qui en est le vice-directeur. K. E. Temirgaliev<sup>1124</sup> note que sur les six chefs qu'a compté le trust *Mangyšlakneft'*, trois sont kazakhs et deux sont russes, un - arménien. Les tableaux ci-dessus ébauchant la succession des responsables des grandes directions de production de pétrole dans la RSS du Kazakhstan, démentent plutôt l'affirmation du chercheur Wojciech Ostrowski, pour qui les autorités locales étaient peu impliquées dans l'industrie pétrolière de la RSS du Kazakhstan<sup>1125</sup>. En revanche, les directeurs de la raffinerie de Pavlodar sont tous des non Kazakhs.

<sup>1123</sup> Šaukenbaev T., *Ėkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 109.

<sup>1124</sup> Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, op. cit., p. 149.

<sup>1125</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 31.

#### Directeurs de la raffinerie de Pavlodar (1978-)

1978-1980	Viktor Isaevič Brendes
1981-1988	Anatolij Nikolaevič Belousov
1988-1994	Genadij Georgievič Mošenko

#### IV. B. Dans la RSS de Turkménie

Dans la RSS de Turkménie, sur quatorze directeurs généraux d'unions de production et d'entreprises industrielles, en fonction entre 1978 et 1983, huit étaient originaires d'Asie centrale, notamment dans le secteur des hydrocarbures<sup>1126</sup>. Mais ces noms n'ont pas été retrouvés, étant donné toutes les difficultés exposées plus haut. Des sources écrites permettent toutefois de collecter des noms de Turkmènes, employés du secteur des hydrocarbures, comme le foreur Hadžimamed Kul'tarov dont le parcours professionnel est typique de celui de nombreux autres ouvriers turkmènes du secteur pétrolier « de la première génération », pour la période soviétique. Berger chez un propriétaire terrien (*baj*) pendant une dizaine d'années, il devient ouvrier-foreur en 1932 puis est envoyé à Bakou pour y être formé pendant huit mois. Il rentre en Turkménie travailler sur une tour de forage (*verhovoï rabočij*) et gravit les échelons du métier. Il passe aide-foreur un an après, puis foreur en 1935 et maître-foreur (*burovoï master*) en 1948. Il est membre du PC et député<sup>1127</sup>.

Satlyk Udaev est le premier spécialiste turkmène de l'exploitation du pétrole qui reçoit le titre de Héros du travail socialiste. Il commence à travailler dans le secteur fin 1933 sur le champ de Vyška qui vient juste d'être mis en exploitation. Il est promu maître-foreur sur le gisement de Kum-Dag à partir de 1949 et se voit décoré de nombreuses médailles dont une (*početnaâ gramota*) du ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS. Il est aussi député du soviet suprême de la RSS, membre du Comité central des syndicats professionnels et du comité républicain du syndicat des ouvriers de l'industrie du pétrole de la RSS. Deux de ses fils sont aussi des employés du secteur.

La première femme foreur de la RSS est Èna Šarapova, née en 1929 à Čeleken dans une famille de pêcheurs ; diplômée du *tehnikum* du pétrole en 1950, elle devient maître foreur en 1952. Une autre femme, N. Berdieva, a évolué du poste d'électricien sur une exploitation jusqu'à celui d'opérateur dans l'extraction. Elle a aussi formé des dizaines d'autres femmes

<sup>1126</sup> Gicquiau Hervé, Développement et dépendance économique de l'Asie centrale soviétique II - Complémentarités et dépendances à l'égard de l'URSS, op. cit., p. 32.

<sup>1127</sup> Annaklyčev Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, op. cit., p. 31-33.

dont sa propre fille, diplômée du *tehnikum* du pétrole en 1966<sup>1128</sup>. C'est un des rares exemples de constitution de « dynasties » turkmènes rencontrés dans le secteur. D'autres « héros du travail » turkmènes sont cités dans des ouvrages d'auteurs turkmènes, comme N. Der'âkuliev (foreur), A. Atamamedov (*Nebit-Dagneft'*), A. Hodžaev et T. E. Portnov (qui n'est probablement pas turkmène) (*Čelekenneft'*)<sup>1129</sup>.

Quant aux géologues, la liste (non exhaustive) d'une dizaine d'entre eux ayant travaillé dans la RSS de Turkménie, parmi les plus connus, est dressée ci-dessous. Tous ne sont pas Turkmènes et tous ceux qui ont reçu une formation de géologue n'ont pas embrassé cette carrière. Parmi les Turkmènes ayant suivi une formation de géologue, citons Danatar Altaev<sup>1130</sup>, Bajmyrat Hodžamammedov<sup>1131</sup>, Odek Odekov<sup>1132</sup>, Garâgdy Tašliev<sup>1133</sup>. Deux autres Turkmènes formés à cette discipline auront une carrière politique. Il s'agit de l'un des ministres de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales Redžepbaj Arazov<sup>1134</sup> et de Serdar Mâtievich Babaev<sup>1135</sup>.

Les deux personnalités suivantes ne sont pas des Turkmènes. Le plus âgé d'entre eux est l'un des vétérans de l'industrie pétrolière soviétique Vladimir Vladimirovič Denisevič (déjà évoqué plus haut). Le second est Vladimir V. Semenovič, dont la carrière a également déjà été évoquée. Enfin, la personnalité la plus remarquable dans le secteur des hydrocarbures de la RSS est le Turkmène Nazar Suûnov<sup>1136</sup>, déjà cité dans ce travail et qui le sera encore dans la seconde partie. Son parcours est atypique, notamment parce qu'il n'a pas été à la tête d'une des grandes directions de production de la RSS de Turkménie.

---

<sup>1128</sup> Âzykova M., *Rost rabočego klassa Turkmenistana v 1959-1965 gg.*, op. cit., p. 90.

<sup>1129</sup> Džurakulov A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii*, op. cit., p. 127.

<sup>1130</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1131</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1132</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1133</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1134</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1135</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1136</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.



### Directeurs de Turkmenneftegaz

1960-1968	Robert Grigor'evič Ševaldin <sup>1137</sup> (Vice-directeur) (Européen)
-----------	--

### Directeurs de Turkmengazprom (à partir de 1966)

1966 – 1980 ?	Abdy A. Annaliev
---------------	------------------

### Directeurs de l'union Turkmenneft' / Turkmennebit

1937	Kartašev <sup>1138</sup> (Vice-directeur)
1937 - 1949	?
1949-53	Sulejman A. Vezirov (Azéri ?)
1969—1974 ?	Sergej Badalov (Européen)
1974 ? - 1989	?
1989 - ?	Hekim O. Išanov

Sources : Associaciâ Burovyh Podrâdčikov Sovet Pensionerov-Veteranov Vojny i truda. Neftânoj kompanii "Rosneft", *Professionalny Neftegazovoj Otrastli*, Moskva : 1996, p. 53.

En conclusion de ce chapitre, deux éléments peuvent être établis. D'une part, il existe un personnel kazakh dans l'industrie pétrolière de la RSS avant 1989 et donc l'entité république socialiste soviétique est une réalité puisque cette existence, sur un territoire délimité, fournit une base sociale au dirigeant de la RSS. De plus, ce chapitre vient d'exposer la formation de dynasties de Kazakhs, employés, ingénieurs et dirigeants d'exploitations, comme la RSS de Turkménie n'en a probablement pas connues. Une hypothèse consiste à estimer que l'indigénisation du secteur pétrolier turkmène n'a pas été portée au même point que celle effectuée dans la RSS du Kazakhstan. Il n'y a pas eu, dans la RSS de Turkménie, d'équivalent turkmène à des personnalités comme Safi Utebaev, ayant pu mener de telles carrières au sein du secteur des hydrocarbures. Cette hypothèse, si elle était vérifiée, ainsi que la description des institutions de formation dans les deux RSS, permettent de relativiser l'affirmation de W. Ostrowski, selon laquelle la RSS du Kazakhstan, n'étant pas dotée d'une académie du pétrole importante comme celle de Bakou ou de Grozny, n'aurait pas formé de groupe significatif d'employés indigènes. Pour cet auteur, l'apparition de dynasties de Kazakhs s'explique par la géographie physique et humaine (les Kazakhs employés dans l'industrie pétrolière provenaient de zones désertiques, à faible densité de population et ce travail était une affaire

<sup>1137</sup> Robert Grigor'evič Ševaldin, né en 1931, est diplômé de l'université d'Ufa. Il n'a fait qu'une partie de sa carrière en RSS de Turkménie.

<sup>1138</sup> Čekušin B. S., Zvezdin Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR*, Arhivnoe upravlenie pri Sovete ministrov Turkmenskoj SSR, Institut istorii AN Turkmenskoj SSR, Ašhabad : Ylym, 1978, tome 2, p. 108.

de famille<sup>1139</sup>) et non par la politique d'indigénisation. Dans le cas de la RSS de Turkménie où les zones désertiques, à faible densité de population et dans lesquelles le travail dans le secteur était aussi mené par des familles (Cf. la situation turkmène d'avant la révolution, comme présentée dans le chapitre introductif à la première partie : L'exploration et la production pétrolière en mer Caspienne avant 1917), il n'est pas apparu ce type de dynasties dans les mêmes proportions. Cette comparaison entre les secteurs des deux RSS rend donc caduque l'explication par la seule géographie physique et humaine.

Quant à l'évaluation d'une retombée indirecte des revenus des hydrocarbures, sous la forme de la constitution d'élites indigènes dans le secteur, c'est-à-dire d'investissements dans la formation de cadres indigènes, il est encore difficile de conclure, faute de chiffres à l'appui, à ce stade des recherches. Une hypothèse de travail consisterait à établir, par exemple, si les cadres du secteur ont été plutôt formés dans les capitales d'autres RSS et les ouvriers – sur place. Les biographies rassemblées en annexe<sup>1140</sup>, mettent en évidence un « parcours type » pour certains responsables kazakhs du secteur (naissance dans un *oblast'* de l'Ouest et études au sein de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou). Mais les informations sur les ouvriers n'ayant pas progressé dans l'organigramme de leurs entreprises sont plus difficilement « identifiables » et un approfondissement des recherches sur ce point très spécifique serait donc nécessaire.

L'hypothèse d'une indigénisation différenciée du secteur des hydrocarbures entre les deux RSS qui a été émise dans ce chapitre, pèsera sur le devenir des élites turkmènes, y compris dans le secteur pétrolier ; toutefois, pour modérer l'idée d'un fort décalage entre les résultats de la promotion d'élites dans le secteur pétrolier des deux RSS, il faut souligner que de façon générale, les Kazakhs sont toujours très bien représentés dans la direction des institutions politiques et économiques dans leur RSS, pendant la période 1926-1979. Comme le montrent les travaux de René Houle (Cf. annexes du chapitre VII)<sup>1141</sup>, quel que soit le type d'indice retenu (pourcentage ou taux des nationalités titulaires), les Kazakhs ont été mieux représentés que les Centrasiatiques dont font partie les Turkmènes, dans ces institutions.

Aux questions posées à un membre de l'une de ces « dynasties » kazakhes, et étudiant à l'Université d'État de Russie du pétrole et du gaz « I. M. Gubkin » à Moscou (le travail concret du parti dans les entreprises pétrolières, les compétences au sein des organisations du

---

<sup>1139</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 31.

<sup>1140</sup> La principale source de ces notices biographiques est le site Internet [www.centrasia.ru/person.php](http://www.centrasia.ru/person.php).

<sup>1141</sup> Houle René, *Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]*, op. cit., p. 347-366.

parti dans le secteur pétrolier, les procédures de nomination des responsables de ces entreprises, appartenance de ces responsables au PC, la répartition de la prise de décision entre les organes centraux du PC et les organes républicains, lieu de formation de vos père et grand-père), il m'a été répondu que ces questions étaient beaucoup trop délicates. Ce qui laisse supposer que l'histoire pétrolière du Kazakhstan soviétique reste aujourd'hui vivace dans les mémoires et peut être encore un enjeu dans des vies et des carrières individuelles. Du reste, l'existence de ces « dynasties » de techniciens et ingénieurs kazakhs aurait créé le sentiment d'appartenir à un groupe particulier (un corporatisme indigénisé), qui sera examiné dans la deuxième partie de ce travail.

Cette seconde partie mettra en évidence le fait que le développement institutionnel du secteur des hydrocarbures, au Kazakhstan comme au Turkménistan indépendants, est en partie lié à la spécificité des structures sociales observée dans les deux pays : au Turkménistan, les ressources en hydrocarbures sont éparpillées sur des territoires traditionnellement peuplés de différentes tribus et aucune d'elle n'a pu jouer un rôle équivalent à celui de la Petite horde au Kazakhstan dans le développement du secteur des hydrocarbures après 1991.

## Chapitre VIII

### L'exploitation pétrolière versus le kolkhoze

L'hypothèse avancée dans le chapitre VII (La promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures) est celle d'une indigénisation différenciée du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS. L'indigénisation du secteur pétrolier aura été, très probablement, plus forte dans la RSS du Kazakhstan que dans celle de Turkménie, comme en témoigne la constitution de dynasties de techniciens et d'ingénieurs plus significative dans la première que dans la seconde. Cette indigénisation débute sensiblement avec la sédentarisation, le déclenchement de la collectivisation et la constitution de kolkhozes, dont les prémices et les conséquences ont été décrites dans le cas des deux RSS par de nombreux auteurs. Isabelle Ohayon notait, en 2006, à propos de la RSS du Kazakhstan, néanmoins qu'« *Aucun travail sur la répartition territoriale générale des tribus et des clans n'a été mené depuis la chute de l'URSS* »<sup>1142</sup>. Or, « *la sédentarisation faisait indéniablement partie des moyens d'obtenir de la main d'œuvre agricole à la mesure des espoirs de la collectivisation et du développement de l'agriculture céréalière et cotonnière* »<sup>1143</sup>. Un de ces moyens d'obtenir de la main d'œuvre pour les kolkhozes cotonniers du Sud du Kazakhstan est le rapatriement d'une partie de la population Adaj installée dans les déserts de Mangyşlak, après sa fuite vers la Turkménie, à l'automne 1929 et au printemps 1930. Dans son ouvrage sur la sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline, cette auteure n'évoque quasiment pas la question de la sédentarisation en vue d'obtenir de la main d'œuvre sur les exploitations pétrolières, sauf à propos de 2 600 familles rapatriées depuis la Volga qui intègrent les industries pétrolières du cours inférieur de l'Èmba, dans l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest<sup>1144</sup>. Cet aspect de l'indigénisation du secteur pétrolier de la RSS du Kazakhstan a été peu traité dans la littérature jusqu'à présent.

Etant donné d'une part que l'indigénisation du secteur des hydrocarbures débute sensiblement avec la sédentarisation, le déclenchement de la collectivisation et la constitution de kolkhozes et que d'autre part, le rôle du coton joue un rôle substantiel dans les choix qui seront faits par

---

<sup>1142</sup> Ohayon Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945)*, op. cit., p. 349.

<sup>1143</sup> Ibid., p. 168.

<sup>1144</sup> Ibid., p. 301.

le président turkmène, il est pertinent d'évoquer rapidement la constitution de kolkhozes dans les deux RSS. Auparavant, il convient de relater les structures sociales traditionnelles des Kazakhs et des Turkmènes, d'aborder ensuite les alliances politiques, la question du clientélisme et des relations entre les dirigeants des deux RSS avec Moscou.

## ***I. Structures tribales et réseaux clientélistes en Asie centrale***

### **I. A. La confusion terminologique**

En préambule à ce paragraphe relatif aux structures tribales sur les territoires des deux RSS, il convient de souligner les difficultés que pose l'emploi de divers termes du vocabulaire relatif à la description des identités.

Depuis la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>1145</sup>, aucune publication de la littérature journalistique et académique sur les structures tribales et les classes dirigeantes tant turkmènes que kazakhes, ne synthétise la question de ce vocabulaire, ni sur un plan historique, ni de façon comparative. De plus, l'anthropologue américain Lawrence Krader note l'absence de termes précis concernant la structure tribale des peuples turcs<sup>1146</sup>.

L'usage actuel d'éléments de ce vocabulaire de l'identité, qui sont des sous-ensembles des grandes catégories « Kazakh » et « Turkmène » reflète une grande confusion chez les centrasiatiques eux-mêmes. L'emploi peu précis, dans la littérature endogène actuelle, de mots comme groupe de solidarité, réseau, clan, tribu, famille, ethnos, élite, indique qu'ils sont utilisés de façon interchangeable et donc peu spécifiques. Bon nombre de ces mots sous-entendent affiliation tribale / généalogique et / ou identité régionale. Ils sont des marqueurs identitaires au même titre que celui de Kazakh ou Turkmène. On sait bien qu'il n'existe pas de consensus quant à la définition du terme tribu, qui est insaisissable même chez les anthropologues<sup>1147</sup>. Enfin, le système soviétique n'a reconnu que des nationalités. Clans, hordes et tribus sont devenus pour la première fois de leur histoire des catégories informelles.

Le système des hordes est défini dans l'historiographie kazakhe comme une union ethno-territoriales de nomades<sup>1148</sup> et par L. Krader comme une organisation sociale et politique<sup>1149</sup>.

---

<sup>1145</sup> Voir les travaux de N. Masanov et N. Amrekulov, S. Tursunov, I. Erofeeva, S. Esenova, A. Kuliev, Š. Kadyrov, S. Akbarsazadeh, P. G. Geiss, A. L. Edgar...

<sup>1146</sup> Lawrence Krader, *Social organization of the mongol-turkic pastoral nomads*, The Hague : Mouton and Co, 1963 412 p. Cité par Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, London ; New York : I. B. Tauris, cop. 2005, p. 136.

<sup>1147</sup> Schatz Edward, *Modern Clan Politics : The Power Of "Blood" in Kazakhstan and Beyond*, op. cit., p. 25.

<sup>1148</sup> Erofeeva I. V., Formirovaniâ političeskoj èlity Kazahstana. Istorističeskij aspekt, *Evrasiâ-Internet*, 9 octobre 2000.

<sup>1149</sup> Krader Lawrence, Ethnonymy of Kazakh, In *American Studies in Altaic Linguistics*, ed. by Nicholas Poppe,

Ce système de hordes n'a plus d'existence officielle à l'époque soviétique. Néanmoins, il reste un outil de lecture des événements politiques et les changements des responsables dans les domaines de l'économie, du parti et des institutions politiques soviétiques. Les Kazakhs évaluent *a priori* le prestige des hordes en fonction de leur représentation dans les instances politiques. Ainsi, N. Masanov<sup>1150</sup> relève que les trois hordes ne sont qu'un signe généalogique (soulignons ici que les Kazakhs sont très attachés à l'aspect généalogique de leur organisation sociale et de leur histoire familiale<sup>1151</sup>), tout en notant que presque toutes les fonctions clés au Kazakhstan indépendant sont occupées par des représentants de la Grande horde (Cf. chapitre IX).

### I. B. Tribus turkmènes et hordes kazakhes : généalogie et territoires

L'organisation tribale en Asie centrale est un système lignager segmentaire, caractéristique des populations de pasteurs nomades. Il y a un modèle de segment lignager assez homogène dans l'ensemble de l'Asie centrale. Le système lignager segmentaire de type turkmène ou kazakh est caractéristique de sociétés qui n'utilisent idéalement comme base de leur organisation que des liens entre individus ou groupes d'individus, à l'exclusion de médiation institutionnelle. Il existe peu d'institution territoriale. Les ancêtres des habitants du Kazakhstan et du Turkménistan actuels, partageaient donc l'absence d'institution territoriale forte et cultivaient le savoir généalogique.

Le niveau d'unification le plus élevé était celui des sept grandes tribus chez les Turkmènes et celui des trois hordes chez les Kazakhs (žuz, ou жүз en kazakh qui signifie millier, žüz translittéré selon les normes de l'IFEAC), la Petite, la Moyenne et la Grande, plus celle de l'intérieur dite de Bukey (du nom de premier khan Boukej, formée au début du XIX<sup>ème</sup> siècle par une fraction de la Petite horde qui pénètre à l'intérieur de l'Empire russe, entre les fleuves Ural et Volga)<sup>1152</sup>.

Au sommet de la structure généalogique des Kazakhs se trouve leur ancêtre mythique : Alash. La formation des trois hordes est relativement récente puisqu'elle date du XVI<sup>ème</sup> siècle. Elle s'inscrit donc dans une longue période allant du XIV<sup>ème</sup> au XIX<sup>ème</sup> siècle, pendant laquelle le territoire du pays actuel n'était pas inclus dans un empire extérieur (mongol ou russe, par

---

Indiana University publications, Bloomington (Ind.) : Indiana University ; The Hague : Mouton, 1962, vol. 13 of Uralic and Altaic Series, p. 123.

<sup>1150</sup> Rojzman L., *Vlast' v Central'noj Azii : Sem'i, klany, žuzy*, Radio svoboda, 2006.

<sup>1151</sup> Hlûpin Vitalij N., *Kazahstanskaâ političeskaâ èlita : meždû modernizaciej i trajbalizmom*, Meždunarodnyj Evrazijskij Institut, 20 avril 2000.

<sup>1152</sup> Zimanov Salyk, *Rossia i Bukeevskoe hanstvo*, Alma-Ata : Nauka, 1982, p. 16.

exemple) et ne formait pas lui-même une entité territoriale unifiée. Parmi les explications de l'apparition de ces hordes, l'une historique, relate que les hordes seraient liées à des formations militaires, descendantes de l'armée de Gengis Khan. Une autre, d'ordre climatique et géographique, est avancée par l'historien kazakh Nurbulat Masanov<sup>1153</sup> : l'origine des hordes résulte de la circulation de l'information concernant les ressources en eau et les pâturages, dans des territoires donnés.

La Grande horde a toujours occupé le Sud-Est de l'actuel territoire du Kazakhstan (Semireč'e) c'est-à-dire la vallée de l'Ili et ses affluents ainsi que les contreforts des montagnes Karatau (au Sud), le territoire entre Chu et Talas jusqu'au milieu du Syr-Darya (à l'Ouest) et le lac Balkash. Aujourd'hui, les villes d'Almaty, de Taldy-Kurgan et de Čimkent sont à l'intérieur de ce territoire.

La Moyenne horde séjournait habituellement au centre, dans le Nord et l'Est du Kazakhstan ainsi que dans une large ceinture incluant le milieu du cours du Syr-Darya. Aujourd'hui, ce territoire inclut l'Est du Kazakhstan, le Nord, Pavlodar, Karaganda, Akmola, la région de Kustanaj et une partie des régions d'Almaty, du sud et de Kzyl-Orda<sup>1154</sup>.

La Petite horde a traditionnellement occupé le territoire situé entre les monts Mugodjar (*oblast'* d'Aktûbinsk) et les bassins versants d'Irgiz-Tobol-Turgaj, jusqu'à l'extrémité est de la Caspienne et entre le bas Amou-Daria, le bas Syr-Daria, Ural et Tobol<sup>1155</sup>. Aujourd'hui, ce territoire comprend les régions d'Aktûbinsk, du Kazakhstan Ouest, de Gur'ev, de Mangyşlak, et la partie pétrolifère de Kzyl-Orda, qui relève donc à la fois des territoires de la Moyenne et de la Petite horde. Avant la période coloniale, les Kazakhs de la Petite horde ont été proches culturellement du khanat de Khiva et de Turkmènes avec qui ils auraient une subdivision ethnique en commun : les Arghyns (ce qui montre la porosité des limites, entre ce qui est considéré aujourd'hui comme « groupes ethniques »<sup>1156</sup>). Le territoire de la Petite horde comprend environ 70% des zones pétrolifères du Kazakhstan (Cf. carte N°4 ci-dessous). Tous les grands gisements pétroliers sont situés dans l'Ouest du pays, tandis que la plupart des gisements d'importance plus modeste sont localisés dans le sud du Kazakhstan.

---

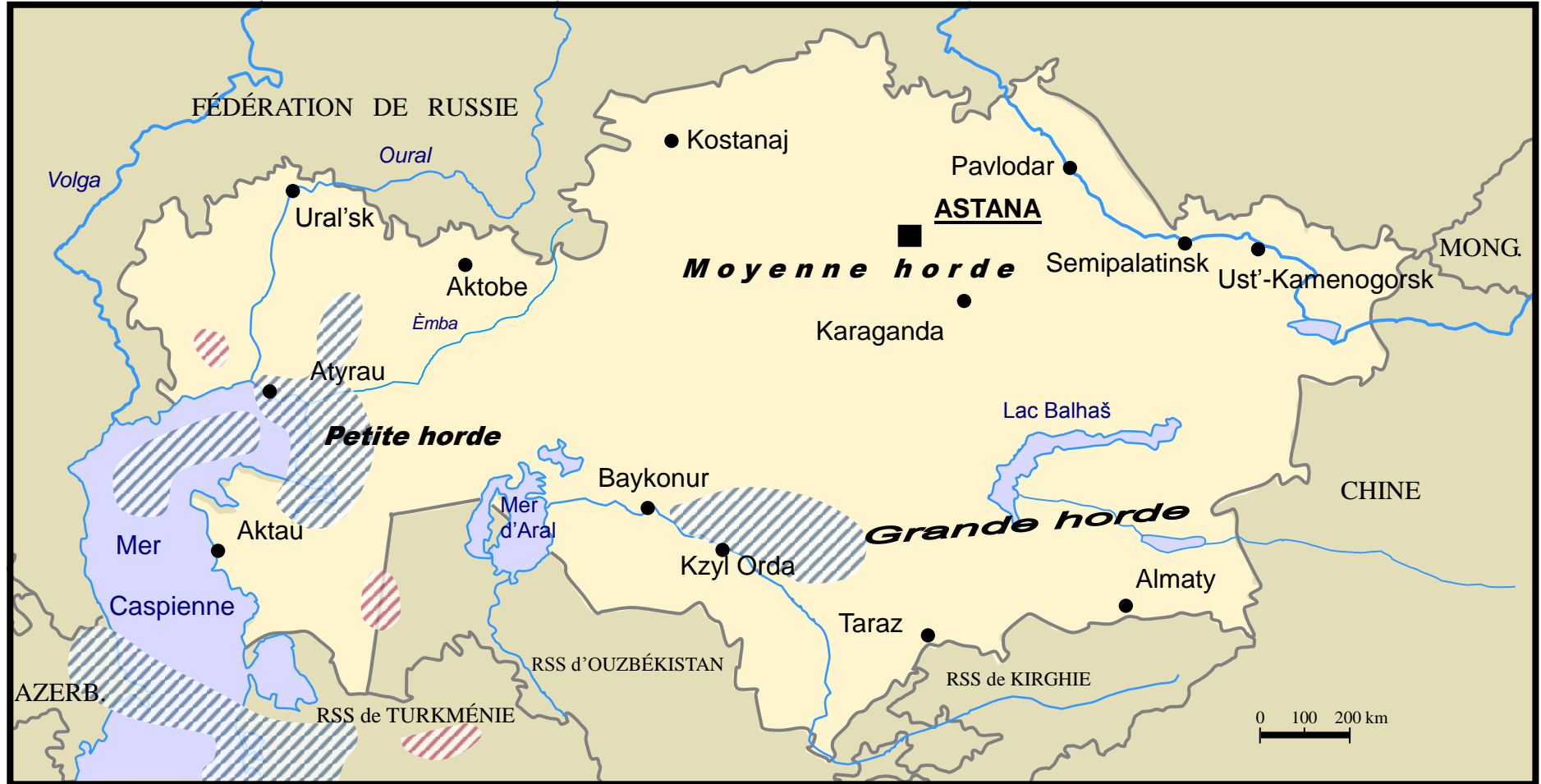
<sup>1153</sup> Masanov Nurbulat, Clans and juz, In "Central Asia on Display", Proceedings of VIIIth Conference of the European Society for Central Asia Studies, 2005, volume 2, p. 19.


<sup>1154</sup> Masanov Nurbulat, Clans and juz, op. cit., p. 20.

<sup>1155</sup> Ce territoire inclut la partie septentrionale du plateau d'Ustûrt, Mangyşlak, la partie orientale de la dépression près de la mer Caspienne et des monts Obşij Syrt, le plateau Emben et la partie occidentale du plateau de Turgaj, le Nord de la région d'Aral et de la dépression Turan.

<sup>1156</sup> Schatz Edward, *Modern Clan Politics : The Power Of "Blood" in Kazakhstan and Beyond*, op. cit., p. 31-32.

Carte N°4 : RSS du Kazakhstan : population et réserves d'hydrocarbures



 Gisement de pétrole

 Gisement de gaz

D'après Capisani Giampaolo R., *The Handbook of Central Asia*, London ; New York : éd. I.B. Tauris, 2000. ; Kozybaev Manaš Kabaševič, *Kazahskaâ SSR 4- tomnaâ ènciklopediâ*, Alma-Ata : Glavnaâ redakciâ Kazahskoj sovetskoj ènciklopedii, 1988, tome 2.



Le système tribal turkmène, ancêtre de celui qui existe au début du XX<sup>ème</sup> siècle, est un peu plus ancien que celui des hordes kazakhes, puisqu'il se constitue entre les XIV<sup>ème</sup> et XVII<sup>ème</sup> siècles. Les tribus proviennent de groupes oghouz<sup>1157</sup> qui s'installent dans quatre régions : le long des côtes de la mer Caspienne, dans la péninsule de Mangyşlak, le long des montagnes du Balkan et le long de la rivière Uzboj. Ces confédérations tribales étaient divisées en sous-groupes (*halq* ou *il*, souvent traduits par tribus) dont les plus importants numériquement sont les Teke, Salyr, Saryk, Yomut, Choudyr, Gökleng et Ersary.

Au XVIII<sup>ème</sup> et au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, les Teke migrent depuis la péninsule de Mangyşlak vers les oasis de Merv et d'Ahal, à l'Est de l'actuelle Aşgabad, puis viennent les Yomut depuis les régions de Gurgan et de Bahan et dans le Nord, près de Khiva. Suite à ce grand mouvement d'expansion de Turkmènes vers le sud et le sud-est à partir de régions situées entre le Khorezm, la Caspienne et la presqu'île de Mangyşlak, une partie des Yomut<sup>1158</sup> s'installe au Khorezm, les Ersary sur le moyen Amou-Daria, les Saryk à Pendeh (ou Takhta-Bazar), les Salyr à Saraks, les Teke dans les oasis de la région d'Aşgabad et de Merv. Cette migration d'un grand nombre de Teke depuis la péninsule de Mangyşlak vers les oasis d'Ahal et Merv, chassant ainsi les Yomut des oasis d'Ahal vers la vallée de l'Atrek, occupée par les Gökleng<sup>1159</sup>, génère des tensions entre Yomut, Teke et Gökleng. Dans l'oasis de Merv, les Teke chassent les Salyr et les Saryk<sup>1160</sup> qui habitaient, eux, dans le sud de l'oasis de Merv, près de l'Afghanistan. Les Choudyr occupaient la région désertique entre Khiva et Mangyşlak, à l'ouest de régions où résident des Yomut du Nord<sup>1161</sup>. Ces mouvements s'accompagnent d'une semi-sédentarisation spontanée d'une portion considérable de Turkmènes et où dominent les Teke au milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle. Au début du XX<sup>ème</sup>, les Turkmènes sédentarisés conservaient des aspects d'un mode de vie nomade. Et William Irons souligne qu'à la fin des années 1960, des groupes de Turkmènes nomadisaient toujours<sup>1162</sup>. Les circonstances de cette sédentarisation constituent une distinction fondamentale entre Turkmènes et Kazakhs, puisqu'elle ne s'est pas produite chez les Kazakhs qui n'ont connu qu'une sédentarisation

---

<sup>1157</sup> Ensemble de tribus turques que l'on considère comme étant le rameau d'origine des Turcs établis actuellement en Asie occidentale, de la Turquie à l'Iran occidental. La première mention des Oghouz apparaît dans une inscription du Ienisseï, au VII<sup>ème</sup> siècle, suivant laquelle six tribus oghouz vivaient sur les rives du fleuve Barlik (Robert MANTRAN, « OGHOUZ », Encyclopædia Universalis [en ligne], <http://www.universalis.fr/encyclopedie/oghouz/>)

<sup>1158</sup> Yomut serait l'arrière petit-fils du petit fils Ogurjik d'Oguz-khan.

<sup>1159</sup> Les Gökleng vivaient près des Yomut de Gurgan, au Nord du Khorasan et sur les deux côtés de la frontière avec la Perse.

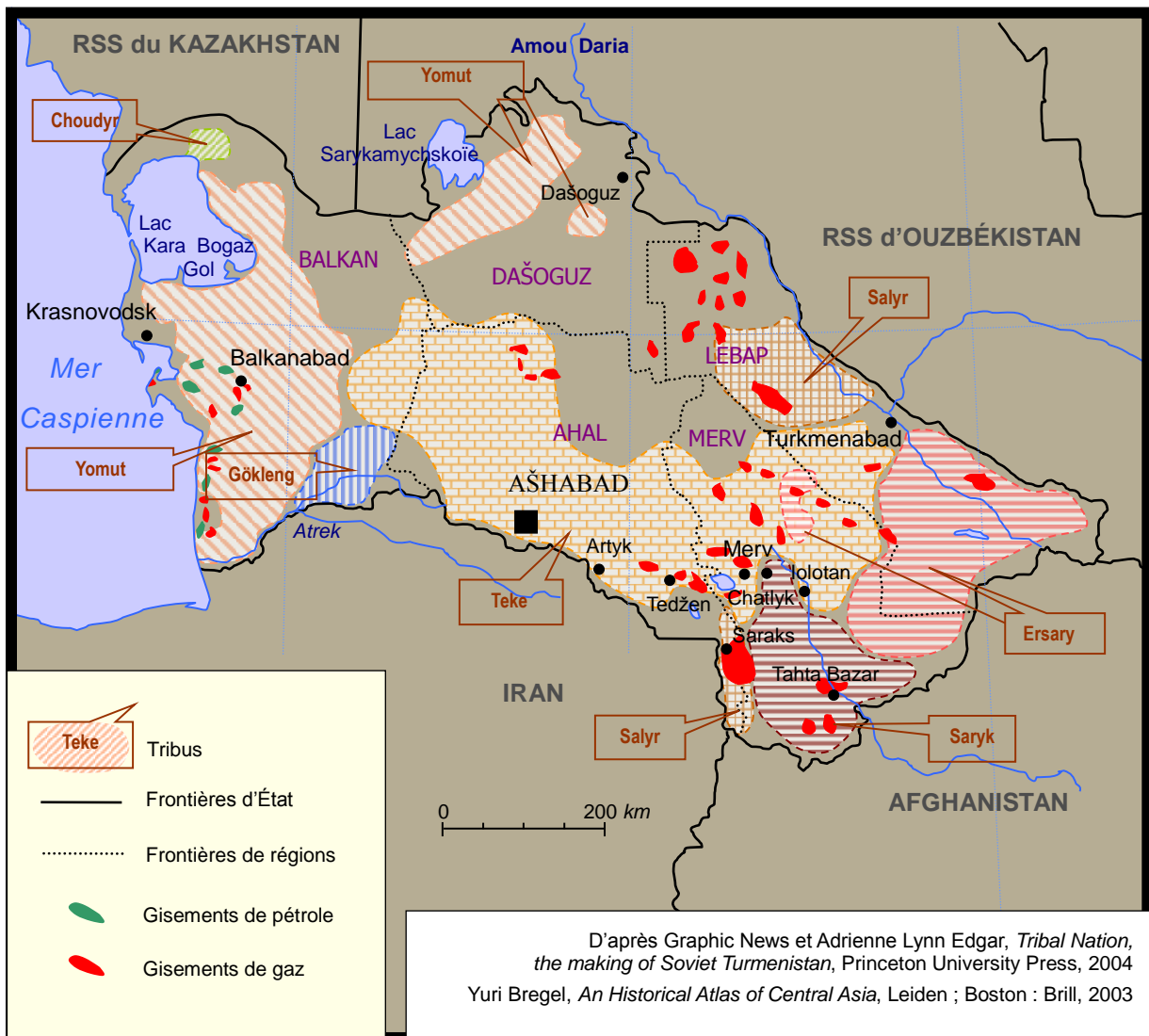
<sup>1160</sup> Edgar Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, op. cit., p. 24.

<sup>1161</sup> Ibid., p. 20.

<sup>1162</sup> Irons Williams, *The Yomut turkmen : a Study of Social Organization among a Central Asian Turkic-Speaking Population*, Ann Arbor (Mich.) : University of Michigan, 1975, p. 9.

forcée. Au début du XX<sup>ème</sup> siècle, la plupart des Turkmènes pratiquent à la fois l'agriculture et l'élevage. Les Turkmènes sédentarisés conservaient d'ailleurs des aspects de mode vie nomade.

**Carte N°5 : RSS de Turkménie : population et réserves d'hydrocarbures**



En 1926, les Teke et les Yomut formaient plus de 50% de la population totale turkmène<sup>1163</sup>. Aujourd'hui, les sept groupes turkmènes, numériquement importants, sont toujours les Teke, Saryk, Yomut, Choudyr, Gök leng, Salyr et les Ersary. La plus nombreuse est celle des Teke (au moins 40% de la population actuelle) qui vivent dans la région d'Ahal, située dans le centre Sud du pays et qui comprend la capitale Aşgabad. Les Teke de Merv sont des habitants de la région de Merv qui borde l'Iran et l'Afghanistan. Les Yomut habitent plutôt dans les régions de Balkan (en bordure de la mer Caspienne), de Daşoguz et de Lebap. Les Ersary et

<sup>1163</sup> van Donzel Emeri Johannes, Encyclopédie de l'Islam. index des noms propres des tomes I-IX et du supplément, livraisons 1-6, , Leiden ; Boston (Mass.) ; Köln : Brill, 1998, p. 792.

des membres de la tribu des Salyr occupent la région de Lebap, voisine de l'Ouzbékistan et sous forte influence ouzbèke. Les Saryk et Salyr se trouvent dans les provinces d'Ahal et de Merv, tandis que les Choudyr et les Gökleng sont habitants de Balkan et de Daşoguz.

Les personnes qui se proclament Turkmènes font remonter leur généalogie à un même ancêtre commun, à savoir le mythique guerrier Oguz-khan. Et l'important n'est pas que tous les Turkmènes soient ou non descendants d'un ancêtre commun, mais que sous le régime tsariste et soviétique, ils aient cru que c'était le cas. Les Turkmènes considéraient les frontières de leur communauté en termes de généalogies plus qu'en termes de territoires. En effet, pour des groupes nomades dont la mobilité n'engendre pas une forte identification à un territoire, la généalogie constitue une base de l'identité (comme chez les Kazakhs). L'introduction de notions ethnolinguistiques de l'identité, sous les périodes tsariste et soviétique, a renforcé l'idée que la généalogie est un fondement de l'identité, mais elle n'est pas le seul facteur d'identification. Cela ne signifie pas néanmoins que la notion de territoire leur était indifférente. Ils avaient des revendications sur des territoires et les ont défendues. Mais les frontières étaient fluctuantes et changeaient fréquemment selon les circonstances historiques<sup>1164</sup>.

La référence à la tribu a perduré au niveau politique et dans le fonctionnement de la société turkmène, à telle enseigne qu'elle se conjugue encore, après 1991, à d'autres réseaux (professionnels, amicaux, régionaux). À la différence des Kazakhs qui disposaient de lignage de khans dynastiques, d'origine gengiskhanides (mais dont l'autorité ne s'étendait pas au-delà de leur propre « tribu »), les Turkmènes n'ont pas d'aristocratie héréditaire monopolisant les positions de chefs. Le commandement à l'intérieur de chaque communauté était basé dans une large mesure sur l'âge<sup>1165</sup>. Jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle la plupart des Turkmènes n'avaient pas d'expérience en matière de contrôle d'un quelconque État. Pourtant, même s'ils n'étaient, pour la plupart (et notamment les tribus du désert du Karakum), pas sous le véritable contrôle politique d'un Etat voisin, ils les reconnaissent souvent comme leurs suzerains<sup>1166</sup>.

### I. C. Tribus et collectivisation

Chez les Kazakhs et les Turkmènes, l'unité de production de base était la famille, plus ou moins étendue, détentrice du cheptel. Ces familles formaient de petits groupes étroitement

---

<sup>1164</sup> Edgar Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, op. cit., p. 42.

<sup>1165</sup> Ibid., p. 25.

<sup>1166</sup> Irons Williams, *The Yomut turkmen : a Study of Social Organization among a Central Asian Turkic-Speaking Population*, op. cit., p. 7.

apparentés selon une filiation patrilinéaire<sup>1167</sup> (*tire* en turkmène, *uru* en kazakh) : « *L'ensemble du corps social est ainsi conçu comme une extension de la parenté, en l'occurrence, donc de la filiation patrilinéaire* »<sup>1168</sup>. La propriété des ressources naturelles est basée sur cette filiation patrilinéaire : les droits sur la terre et l'eau appartiennent au clan (ou à un groupe de familles) la propriété individuelle, la vente et l'achat de terre sont inconnus. Le système segmentaire permet d'assurer à toutes les subdivisions de la tribu une répartition fonctionnelle, sinon équitable des ressources. Les Kazakhs, comme les Turkmènes Yomut n'ont pas mis en œuvre de processus de répartition des espaces exploités entre les tribus. Si les groupes qui partagent les mêmes intérêts, évitent au maximum les conflits, les grandes tribus sont, elles, souvent en guerre et pour des raisons liées au territoire.

La collectivisation a établi un ensemble de kolkhozes, eux-mêmes étant la cellule de base de la vie rurale. Les premiers sont édifiés sur la base de familles étendues ou de groupes de familles proches) et de soviets ruraux qui correspondent largement aux anciennes tribus notamment dans la RSS de Turkménie. Le kolkhoze en Asie centrale (RSS du Kazakhstan compris) est constitué de familles proches l'une de l'autre, et au moment de la collectivisation, les familles migrent vers les territoires traditionnels de la subdivision tribale à laquelle elles appartiennent<sup>1169</sup>. Dans ce contexte de la collectivisation forcée, l'attachement au kolkhoze prend la place de la tribu comme référence identitaire.

De petits kolkhozes, formés à ce moment-là, sont constitués naturellement d'*aoul*<sup>1170</sup> qui nomadisent ensemble au printemps et se déploient sur les pâturages voisins. C'est ainsi que la structure de familles tribales n'a pas été détruite. La formation de kolkhozes à l'intérieur d'un territoire traditionnel a peut-être renforcé les liens de parenté. « *L'ethnologue O. A. Korbe insistait sur la naissance de l'appartenance locale, de l'identification au kolkhoze qui pouvait se confondre avec celle au clan et même la remplacer* »<sup>1171</sup>. L'appartenance à une même entité économique qu'est le kolkhoze, a produit de nouveaux liens mais elle n'est pas incompatible avec l'appartenance clanique. « *La sédentarisation et la soviétisation des Kazakhs ont conduit*

---

<sup>1167</sup> La filiation patrilinéaire est fondée sur la seule ascendance paternelle en ce qui concerne la filiation, l'organisation familiale et sociale d'un groupe.

<sup>1168</sup> Bouchet Bertrand, Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui, op. cit., p. 56.

<sup>1169</sup> Bacon Elizabeth E, *Central Asians under Russian rule : a study in culture change*, Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, 1966, p. 135.

<sup>1170</sup> « Le sens du vocable "aoul" ne cesse d'évoluer vers un signifié de plus en plus sédentaire entre le moment de l'institutionnalisation de l'aoul comme division administrative dans l'Empire russe jusqu'à l'acception soviétique. Il finit par signifier le village kazakh. ». Source : Ohayon Isabelle, "Du campement au village : sédentarisation et transformation de l'aoul kazakh à la période soviétique", op. cit., p. 177.

<sup>1171</sup> Ohayon Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945)*, op. cit., p. 351.

à une certaine détérioration de la mémoire généalogique sans pour autant détruire le clan comme critère d'appartenance identitaire. Cette appartenance s'est transformée en embrassant des fonctions différentes et en se territorialisant : une certaine fixation des groupes lignagers dans les kolkhozes ou les aouls kolkhoziens s'est produite à l'issue vraisemblablement d'un processus d'assimilation lignage-territoire. Alors que les lignages étaient pensés davantage comme une projection des rapports de filiation sur le territoire de la mobilité d'un groupe, ils s'assimilèrent après la collectivisation-sédentarisation, à un territoire circonscrit, égal à celui du kolkhoze »<sup>1172</sup>.

Sur le territoire de l'actuel Turkménistan, la collectivisation s'est produite malgré une résistance farouche des Turkmènes au début des années 1930. Basée sur l'administration aux niveaux central et régional, elle a eu des conséquences sur les tribus et les confédérations de tribus qui se sont désintégrées en tant que groupes politiques. L'indigénisation du personnel local a eu pour effet de réorganiser les orientations de l'élite politique vers les unités territoriales<sup>1173</sup> que sont les kolkhozes. Puis, la société turkmène semble surtout animée par un effort très général de constitution, de maintien ou de revivification de réseaux de solidarité. L'exode rural et la diversification professionnelle entraîne un « redéploiement » de ces solidarités dans la société et hors du kolkhoze, mais la parenté fournit le réseau de base auquel s'en ajoutent d'autres, tissés dans un contexte professionnel.

Le kolkhoze n'abolit pas la tribalité, il en devient le cadre, comme le montre l'existence de dynasties de présidents de kolkhoze, édifiées à la fois sur l'enracinement et la loyauté au système<sup>1174</sup>. Aussi, se pose la question de savoir dans quelles mesures l'exploitation pétrolière est devenue un élément des réseaux de solidarité ? Est-elle le lieu d'intérêts collectifs ? L'exploitation d'un gisement d'hydrocarbures dans les deux RSS a-t-elle joué un rôle équivalent à celui du kolkhoze dans la construction des relations entre élites régionales et nationales d'une part et entre élites régionales et populations, d'autre part ?

Dresser des parallèles entre les phénomènes d'indigénisation et de collectivisation peut être une voie pour rendre compte de la différenciation des deux indigénisations dans les deux RSS. L'instauration des exploitations pétrolières puis gazières a-t-elle entraîné elle aussi un redéploiement des solidarités ? Il faut noter qu'il y a un décalage dans le temps entre le phénomène de collectivisation-sédentarisation (de la fin des années 1920 jusqu'à la fin de la

---

<sup>1172</sup> Ohayon Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945)*, op. cit., p. 351-352.

<sup>1173</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 109.

<sup>1174</sup> Bouchet Bertrand, *Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui*, op. cit., p. 66.

Seconde Guerre mondiale) et le plein essor des exploitations pétrolières et gazières des années 1960-1970.

Du reste, I. Ohayon note que dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk, dans les années 1930, « seules 5% des familles furent embauchées dans les industries légères de transformation alors que la grande majorité des éleveurs rapatriés (de la Moyenne Volga) s'installèrent dans les sovkhozes et les kolkhozes »<sup>1175</sup>. Et si le kolkhoze est souvent édifié sur un site déjà construit (anciens hivernages, villages semi-nomades, premiers hameaux de sédentarisation)<sup>1176</sup>, ce n'est de fait pas le cas d'une exploitation pétrolière qui n'a pas d'antériorité similaire. De plus ; les exploitations sont souvent situées dans des lieux peu mis en valeur auparavant.

Il est probable que l'exploitation du gisement de pétrole ne joue pas le même rôle social que le kolkhoze, même si les travailleurs de gisements pétroliers des RSS de Turkménie et du Kazakhstan, vivaient dans des villages proches de l'endroit où ils travaillaient, et même si les personnes étaient sédentarisées et installées dans des groupes de famille dans les villages<sup>1177</sup>. À en juger par une autre forme d'organisation de la vie et du travail dans le secteur pétrolier, comme celle pratiquée au Kazakhstan, dans la région d'Aktûbinsk, en 2009, et qui consiste à alterner des périodes de deux semaines de travail sur le lieu d'exploitation, situé à quelques centaines de kilomètres du lieu d'habitation et de deux autres semaines de repos, ce mode de vie et de travail est foncièrement différent de celui du kolkhoze. De plus, il faut ici prendre en compte un autre facteur qui est la venue de techniciens et d'ingénieurs de toute l'URSS sur les exploitations d'hydrocarbures, tout au long de cette histoire du pétrole de l'époque soviétique. Le secteur de l'agriculture n'a peut-être pas connu ces apports, dans les mêmes proportions. Et ces arrivées de Soviétiques en provenance d'autres républiques dans les exploitations pétrolières et gazières n'ont peut-être pas, non plus, engendré la territorialisation de groupes de solidarité. Pour vérifier ces hypothèses concernant les deux types de structures (kolkhoze d'un côté et gisement d'un autre), il serait donc nécessaire d'effectuer des études de terrain de longue durée, dans un cadre ultérieur, dans les deux types d'organisations.

#### I. D. Des identités tribales aux alliances politiques

En octobre 1920, l'autorité du gouvernement kazakh se limite aux *oblast'* de Bukej, d'Ural'sk et de Turgaj et à l'*uezd* Adaj. Puis en 1921, les *oblast'* de Semipalatinsk et d'Akmolinsk lui

---

<sup>1175</sup> Ohayon Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945)*, op. cit., p. 301.

<sup>1176</sup> Ohayon Isabelle, "Du campement au village : sédentarisation et transformation de l'aoul kazakh à la période soviétique", op. cit., p. 190.

<sup>1177</sup> Bacon Elizabeth E., *Central Asians under Russian rule : a study in culture change*, op. cit., p. 136.

sont aussi rattachés. Les *oblast'* du Syr-Darya et du Semireč'e sont intégrés à la république kazakhe fin 1924. Jusqu'en 1924, la direction kazakhe est dans les mains de représentants des Moyenne et Petite hordes. Dans les années 1920-1922, la Petite horde est même prépondérante.

Cela réanime la concurrence entre les hordes pour des postes au niveau de l'État. Après la collectivisation, dans un contexte d'encadrement social fort, les nombreuses fonctions remplies par les unités tribales étaient prises en charge par les structures politiques, économiques et sociales soviétiques et le rôle des appartenances tribales s'estompe jusqu'au milieu des années 1960. Malgré cela, des entités généalogiques se sont recomposées, mais leur rôle et leur importance restent peu étudiés dans la RSS du Kazakhstan<sup>1178</sup>.

L'arrivée de Dinmuhamed Ahmedovič Kunaev au poste de Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan<sup>1179</sup> relance cette dynamique parce qu'il promouvait sa propre horde (la Grande)<sup>1180</sup>. En revanche, selon N. Masanov<sup>1181</sup>, D. Kunaev choisissait ses fonctionnaires du parti parmi la Petite horde car elle ne menaçait pas son pouvoir et ne pouvait lui succéder en raison de sa faiblesse numérique, de son influence ténue à Alma-Ata et de son lieu de résidence traditionnelle dans le pays, éloigné géographiquement du lieu de pouvoir. D. Kunaev était loué par les Kazakhs de la Grande horde parce qu'ils pensaient qu'il était né dans le groupe des Isti (ou Ysti) de la Grande horde. Ceux de la Petite et de la Moyenne n'appréhendaient pas les choses ainsi<sup>1182</sup>. La Moyenne horde, dont les représentants étaient plus diplômés et plus russophones que la moyenne des Kazakhs, a bénéficié d'une position importante dans l'élite politique à la fin de l'époque soviétique, nonobstant les tentatives de D. Kunaev pour l'affaiblir<sup>1183</sup>.

Dans la future RSS de Turkménie, l'avancée de la présence russe à l'époque tsariste renforce les rivalités entre Teke et non Teke, qui se poursuivront aussi sous le régime soviétique. Après l'instauration du régime soviétique en Turkménie, les non Teke se plaignent de l'hégémonie des Teke en raison du nombre disproportionné de postes à responsabilité tenus par des Teke dans la bureaucratie d'Etat et du parti. Il est difficile de connaître la réalité de cette perception,

---

<sup>1178</sup> Ohayon Isabelle, La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945), op. cit., p 345.

<sup>1179</sup> Hen Igor', Na vlastnom olimpe, *Central Asia Monitor*, 30 octobre 2009.

<sup>1180</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 138.

<sup>1181</sup> Masanov N., Ethnodemographic situation in Kazakhstan / Kazakhs / Clans and zhuz, In The nationalities question in Post-Soviet Kazakhstan, Nurbulat Masanov, Erlan Karin, Andrei Chebotarev, Natsuko Oka, *Middle East Studies Series*, 2002, n°51, p. 15.

<sup>1182</sup> Masanov Nurbulat, Clans and juz, op. cit., p. 23.

<sup>1183</sup> Schatz Edward, *Modern Clan Politics : The Power Of "Blood" in Kazakhstan and Beyond*, op. cit., p. 101.

car les données concernant les embauches ne contenaient pas en général d'information sur les origines ethniques ou tribales des personnes<sup>1184</sup>. À la création du PC de la RSS de Turkménie le 12 juin 1924, les principaux groupes de Turkmènes représentés dans le parti étaient<sup>1185</sup> les Teke (d'Aşgabad, de la région d'Ahal, de Merv ou de Tedžen) ainsi que les Yomut originaires de Mangyşlak. Ces régions (la région centrale i.e. l'oasis d'Ahal et de Merv a été la plus longtemps sous domination russe<sup>1186</sup>) ayant appartenu à la Transcaspiie tsariste où les élites locales étaient proches de la culture russe, elles ont été sur-représentées dans les structures du pouvoir central<sup>1187</sup>. Parmi ces communistes Yomut de l'Ouest, figurait le président du Comité central exécutif (*Cik*) de la RSS de Turkménie et co-président du Comité central exécutif de l'URSS à partir de mai 1925 Nedirbaj Ajtakov. Les Teke de Tedžen comptait parmi eux Kajgysyz Serdarovič Atabaev, président du Conseil des Commissaires du peuple de la RSS de Turkménie de janvier 1925 à 1937.

Dans la RSS de Turkménie, les réseaux reliant des personnes ayant la même descendance, sont souvent assimilés à des tribus; ils sont basés sur les intérêts économiques communs et une confiance réciproque. Mais ces soi-disant tribus ont peu à voir avec le tribalisme du XIX<sup>ème</sup> siècle<sup>1188</sup>. Alors que le tribalisme au XIX<sup>ème</sup> siècle était basé sur des relations d'échange réciproques, l'établissement de l'administration soviétique a accéléré le processus de redistribution de l'échange social<sup>1189</sup>. En effet, au début des années 1960, les chefs tribaux avaient laissé la place aux administrateurs de *rajon*, dont certains ont nommé des membres de leur propre segment de famille tribale (*tribal kin segment*) à des postes<sup>1190</sup>. Les généalogies tribales reflètent donc souvent les relations politiques et sociales autant que les liens de parenté biologiques. Au milieu des années 1960, le secrétaire du PC d'un kolkhoze avait été exclu du PC pour avoir prétendument semé la discorde parmi un groupe de familles tribal<sup>1191</sup>. Quand les institutions de l'État monopolisent le contrôle des ressources et ré-attribuent biens et services, elles permettent aux fonctionnaires d'acquérir une plus grande part des ressources pour eux-mêmes et leurs « clients ». Les réseaux sociaux informels deviennent politiques lorsque leurs membres essaient de prendre le contrôle des ressources à l'intérieur d'une région<sup>1192</sup>. Cette distribution sélective des revenus aux seuls *leaders* de groupes importants sur

---

<sup>1184</sup> Edgar Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, op. cit., p. 185.

<sup>1185</sup> Ibid., p. 104.

<sup>1186</sup> Ibid., p. 66.

<sup>1187</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 111.

<sup>1188</sup> Ibid.

<sup>1189</sup> Ibid., p. 109.

<sup>1190</sup> Bacon Elizabeth E, *Central Asians under Russian rule : a study in culture change*, op. cit., p. 137.

<sup>1191</sup> Ibid., p. 136.

<sup>1192</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 109.



le plan politique et leur accès réservé par le biais de liens personnels constituent des réseaux clientélistes<sup>1193</sup>.

Dans la RSS de Turkménie, les élites régionales « indigénisées » émergentes étaient en concurrence pour plus de postes dans les structures du pouvoir au niveau de la république mais aussi pour dispenser dans leurs régions d'origine des investissements dans l'agriculture et l'industrie. Cet aspect régional se trouve renforcé par la poursuite de mariages endogames au sein des grands groupes tribaux et l'isolement géographique des régions par le désert du Karakum.

Pour P. G. Geiss, ce régionalisme turkmène et la compétition entre réseaux clientélistes rivaux n'impliquent pas que les Soviétiques aient établi un État mou ou faible. L'État soviétique a mis en place une administration territoriale forte qui a détruit les tribus en tant que corps politique (*tribal politics*) au niveau local. Elle s'est transformée en un clientélisme politique à l'intérieur d'une organisation hiérarchique dirigeante. Ces structures étatiques, relativement solides, étaient bâties à l'intersection d'une organisation bureaucratique formelle et de réseaux clientélistes informels à l'intérieur du PC qui garantissait l'unité de ces structures étatiques<sup>1194</sup>. De plus, ce clientélisme était le moyen le plus sûr et le plus efficace pour monter dans la hiérarchie du parti. La loyauté était récompensée systématiquement par des opportunités de carrière, et d'autres faveurs, encouragées par la création de liens dyadiques. Il a été une base pour la dispensation du pouvoir politique et des ressources économiques.

## ***II. Le « lobbying régional » des responsables politiques des républiques***

Les relations nécessaires pour avoir accès aux ressources sont liées au contrat social et politique passé à l'époque soviétique entre l'État et la population, c'est-à-dire notamment à l'adhésion de celle-ci à des valeurs communes et la défense de ces valeurs par l'État soviétique. Ce contrat social consiste en la garantie de la satisfaction des besoins élémentaires (santé, éducation, emploi garanti et retraite minimale) en échange d'une acceptation du système soviétique. La nature de ce « contrat social », créée et institutionnalisée en URSS<sup>1195</sup> est une des caractéristiques des relations entre État et société dans les républiques post-soviétiques.

---

<sup>1193</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 11.

<sup>1194</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 115.

<sup>1195</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, op. cit., p. 13.

Dans le secteur cotonnier de la RSS du Turkménistan et les *oblast'* de Kzyl-Orda et de Ćimkent dans le sud de la RSS du Kazakhstan, le contrat social se met en place par l'intermédiaire du clivage structurel de cette société, fondé sur le régionalisme, c'est-à-dire un sentiment d'identification à la région dans laquelle l'on vit et travaille. La production de coton<sup>1196</sup> était un lien fondamental entre les élites locales et leurs territoires d'une part et entre les élites républicaines et locales, d'autre part<sup>1197</sup>. L'exemple des Teke de la région de Merv (RSS de Turkménie) montre que le kolkhoze est devenu l'héritier direct des communautés antérieures, par l'institutionnalisation de l'organisation lignagère, elle-même s'effectuant par sa territorialisation.

Même si l'État n'est pas le seul acteur de l'histoire soviétique, force est de constater que Staline tentait de maintenir les fonctionnaires locaux à des postes de pouvoir au niveau régional dans toute l'URSS. Il n'était pas inquiet de voir les pouvoirs locaux augmenter graduellement, tant que ceux-ci n'ébranlaient pas la suprématie de Moscou. L. Brejnev a, lui, proposé à ces fonctionnaires un « contrat politique » consistant en une acception des objectifs du régime en échange de longs mandats aux postes qui leur étaient promis. Les élites se voyaient assurer d'un niveau de vie élevé et d'un avancement professionnel au sein du PC ou du gouvernement soviétique, grâce à leur soutien politique et économique, réel ou feint, en tout cas affiché<sup>1198</sup>.

C'est ce compromis qui a produit des carrières exceptionnellement longues pour des Premiers secrétaires du PC d'Asie centrale, comme D. A. Kunaev dans celle du Kazakhstan, Balyš O. Ovezov de juin 1960 à 1969<sup>1199</sup> et Muhamednazar G. Gapurov (de décembre 1969 à décembre 1985) dans celle de Turkménie. La RSS de Turkménie reçoit de considérables investissements dans le secteur des hydrocarbures et la population voit son niveau de vie augmenter, lorsque M. G. Gapurov est aux affaires. Le cas turkmène est un contre-exemple du fait couramment admis selon lequel les responsables régionaux ont plus de chance d'obtenir de l'aide du Centre s'ils ont de "bonnes relations" avec Moscou. En effet, le Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie M. G. Gapurov n'a jamais été membre du Politburo, tandis que son homologue kazakh l'est pendant presque 20 ans. Mais le successeur de M. Gapurov, à savoir S. Niazov y entrera en juillet 1990, en même temps que N. Nazarbaev. L'amitié personnelle qui liait D. A.

---

<sup>1196</sup> L'importance de la culture du coton au Turkménistan et, plus marginalement, au Kazakhstan sera traitée dans le chapitre X. Pour les chiffres de la production de coton de la RSS de Turkménie : Cf. annexe de ce chapitre.

<sup>1197</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the Resource Curse : Oil and Gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 12.

<sup>1198</sup> Ibid.

<sup>1199</sup> Balyš O. Ovezov était un Yomut du Nord, né le 29.12.1915 et décédé le 1.10.1975.

Kunaev et L. Brejnev<sup>1200</sup> aurait facilité les attributions des subventions en provenance de fonds aux républiques.

La RSS du Kazakhstan est représentée au sein du Politburo à partir de 1966 par D. A. Kunaev en tant que *kandidat* ; il y est admis en tant que membre titulaire en avril 1971 jusqu'en 1987. Il est aussi membre du Presidium du Soviet suprême de l'URSS à partir de 1962. D. A. Kunaev ne cessera pas de faire du « lobbying » lorsqu'il deviendra membre du Politburo, sur le thème de la politique de l'eau, voulue par le gouvernement central et qui n'est pourtant pas adaptée à la RSS du Kazakhstan<sup>1201</sup>.

La production de coton en Asie centrale soviétique établissait en effet un lien très fort entre, d'une part, les élites au niveau de la république soviétique et celles d'un niveau administratif inférieur et d'autre part, entre les élites régionales et leurs « fiefs ». C'est sur cette base que les dirigeants des républiques soviétiques avaient pu demander des transferts supplémentaires à Moscou. Ils comptaient sur les *leaders* régionaux qui, à leur tour, comptaient sur ceux des *rajon* et des dirigeants de kolkhozes pour s'assurer que le plan de la récolte de coton était respecté (du moins sur le papier). Des falsifications des chiffres de production ont facilité des détournements de sommes d'argent et des circuits de corruption. Le « scandale du coton ouzbek » est une représentation emblématique de la rupture du "contrat" entre le Centre et les RSS et entre 1984 et 1988, plus de 58 000 fonctionnaires centrasiatiques ont été démis pour cause de délits et abus de pouvoir<sup>1202</sup>. Après la disparition de L. Brejnev, le 10 novembre 1982, tous les Premiers secrétaires du PC en Asie centrale vont être remplacés. Le turkmène M. G. Gapurov l'est en 1985, et le kazakh D. A. Kunaev en 1986. Quelques années plus tard, le désaccord entre le Centre et les républiques d'Asie centrale sur les revenus du complexe cotonnier a pesé dans leur décision de passer à la souveraineté en 1990.

Dans le Nord-Ouest de la RSS du Kazakhstan, les émeutes de Novyj Uzen' (ou Žanaozen) en juin 1989, entre populations kazakhes et caucasiennes (Lezgiens, Tchétchènes et Ingouches) illustrent aussi la rupture du contrat social entre la population de cette ville et Moscou. Elles débutent par une banale rixe dans un bal, dans la nuit du 16 au 17 juin. Mais la bagarre dégénère pendant plusieurs jours et s'étend géographiquement à Žetybaj, Munajši, Aktau, Kul'sary et d'autres villes de l'*oblast'* de Gur'ev. Les raisons de ces tensions entre

---

<sup>1200</sup> Arben E., Aryn E., Tasmagambetov I., *Pervye lica gosudarstva : političeskie portrety : s točki zreniâ istorii i sovremennosti*, op. cit., p. 337.

<sup>1201</sup> Bahry Donna, *Outside Moscow : power, politics, and budgetary policy in the Soviet republics*, New York (N.Y.) : Columbia university press, 1987, p. 34.

<sup>1202</sup> Gleason Gregory, *The political economy of dependency under socialism: The Asian Republics in the USSR*, op. cit., p. 351.

communautés trouvent leurs explications dans la situation socio-économique et démographique particulière que connaît la région péricaspicienne, depuis des décennies. Parmi les populations originaires du Caucase qui s'y trouvaient, certaines étaient descendantes de personnes déportées au Kazakhstan en 1944. Elles s'étaient bien insérées dans le commerce et les services de l'économie locale et auraient bénéficié d'un niveau de vie supérieur à la moyenne des Kazakhs de la région. Elles ont été favorisées par le mouvement des coopératives en URSS, dans les années 1987-1988. Des pénuries de biens de consommations (y compris de première nécessité), le manque d'infrastructures (logements, écoles, hôpitaux etc...) et un taux de chômage très élevé chez les jeunes Kazakhs, exacerbent ces tensions sociales. Ce chômage est aggravé par les méthodes introduites par le ministère de l'Industrie du pétrole sur les exploitations pétrolières : « *les administrations centrales qui produisaient du pétrole et du gaz dans cette région, ne promouvaient pas la formation de personnel sur place et faisaient venir des ouvriers d'autres républiques* »<sup>1203</sup>. La population de la région de Mangistau accuse alors ce ministère de ne pas permettre le développement de la ville de Novyj Uzen' et de ne pas y développer l'emploi. La *Glasnost'* bat son plein, et un article de la *Literaturnaâ Gazeta* de juin 1989<sup>1204</sup> relaie ces lacunes en matière de politique de développement social : le ministère de l'Industrie pétrolière, en particulier, qui fait venir à Novyj Uzen' des ouvriers du secteur pétrolier depuis Bakou, Grozny, Mahačkala et d'autres villes russes, ne prévoit pas la construction d'infrastructures adaptées à cet accroissement de population. La rupture du contrat social se concrétise ici, notamment, par l'octroi de logements aux nouveaux arrivés dans la région, ce qui est perçu par ceux qui doivent attendre leur tour sur une liste, comme une injustice sociale<sup>1205</sup>. En 1988, ce même ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS n'alloue que 3,5 millions à la ville<sup>1206</sup>, alors que l'entreprise *Uzen'neft'* dégage un bénéfice net de 110 millions de roubles. Le 25 août 1989, le Conseil des ministres de la république, le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière et le ministère des Constructions de l'Industrie pétrolière et gazières de l'URSS adoptent un décret intitulé « Mesures urgentes pour le développement socio-économique de la ville de Novyj Uzen' de l'oblast' de Gur'ev ». Une partie de ces mesures seront mises en place entre 1989 et 1991<sup>1207</sup>.

---

<sup>1203</sup> Besporâdki v Novom Uzene, <http://conflictologist.narod.ru/uzen.html>.

<sup>1204</sup> Samojlenko Aleksandr, I opât' komendantskij čas, *Literaturnaâ Gazeta*, 28 juin 1989, cité par l'article de Ryskoža Bolat, Vosstanie v Žanaozene, uspešno zabytoe rovno za 20 let pravleniâ Nazarbaeva, *RFE/RL*, 07 juillet 2009.

<sup>1205</sup> Mustafaev Nurtaj, Vspomnit' vsë : Novouzen'skij konflikt – 1989, 21 décembre 2011, *Dialog*.

<sup>1206</sup> Ryskoža Bolat, Vosstanie v Žanaozene, uspešno zabytoe rovno za 20 let pravleniâ Nazarbaeva, *RFE/RL*, 07 juillet 2009.

<sup>1207</sup> Mustafaev Nurtaj, Vspomnit' vsë : Novouzen'skij konflikt – 1989, op. cit.

Concernant l'équilibre de la représentation des trois hordes au sein du pouvoir, les conceptions de N. Masanov et de S. N. Cummings s'opposent : selon cette dernière, des membres de l'élite interviewés estiment que le rôle des hordes aurait été davantage exploité à l'époque soviétique par le PCUS qu'après l'indépendance. Pour l'historien kazakh, au contraire, à l'époque soviétique et pendant les premières années de l'indépendance, un équilibre de la représentation des trois hordes était observé au sein des équipes dirigeantes.

## **PARTIE 2**

### **La rente des hydrocarbures et le renforcement des deux régimes autoritaires au Kazakhstan et Turkménistan 1991-2002**

## Chapitre IX

### Deux régimes forts, aux institutions faibles

L'héritage soviétique fournit une structure toute prête pour permettre à Nursultan Nazarbaev au Kazakhstan et à Saparmurat Niazov au Turkménistan de rester en place et d'assurer la continuité politique sans heurt. Le Premier secrétaire du PC du Kazakhstan N. Nazarbaev est élu premier président du Kazakhstan, le 24 avril 1990 par le Soviet suprême de la RSS, avec l'adoption de la loi sur le poste de Président de la RSS en avril 1990<sup>1208</sup>. Puis il est réélu, le 1<sup>er</sup> décembre 1991, soit quinze jours avant l'indépendance, mais cette fois au suffrage universel, avec 98,78% des voix. Son homologue turkmène S. Niazov l'est aussi le 27 octobre en 1990, mais au suffrage universel, après le vote par le Soviet suprême de la RSS de la loi sur la forme présidentielle du pouvoir dans la RSS de Turkménie, en octobre 1990. Ce qui marque la continuité politique dans les deux pays nouvellement indépendants au plus haut sommet de l'État. Cette continuité se retrouve également au niveau régional, comme exposé plus bas.

Les RSS du Kazakhstan et de Turkménie n'ont pas livré de bataille politique, n'ont pas été engagées dans un conflit armé, pour devenir indépendantes. Elles ont même acquis cette indépendance sans l'avoir demandée. Le Premier secrétaire du parti communiste de la RSS du Kazakhstan Nursultan Nazarbaev, qui avait tenté d'obtenir un compromis entre M. Gorbatchev et B. Eltsine, pour empêcher l'effondrement de l'Union soviétique, n'a pas souhaité l'accession à ce statut pour son pays. Son homologue turkmène Saparmurat Niazov, avant de s'opposer au retrait du 6<sup>ème</sup> article de la Constitution soviétique relatif au rôle dirigeant du parti communiste, lors du Congrès des députés du peuple en 1989, avait, lui, dénoncé la *Perestroïka* « comme une immixtion coloniale du Centre moscovite dans le développement interne des républiques »<sup>1209</sup>. Il avait fait preuve de prudence, en restant attentiste lors du putsch d'août 1991. Néanmoins, l'un comme l'autre adhère à la nouvelle structure qu'est la Communauté des États Indépendants, le 21 décembre 1991<sup>1210</sup>, après la proclamation de leur indépendance.

---

<sup>1208</sup> Istoriâ rasvitiâ parlamentarizma v Kazahstane, [www.parlam.kz/ru/history](http://www.parlam.kz/ru/history).

<sup>1209</sup> Peyrouse Sébastien : *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 75-76.

<sup>1210</sup> Sokoloff Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, op. cit., p. 750.

Le Turkménistan proclame la sienne le 27 octobre 1991 (exactement soixante-sept ans après la fondation de la RSS de Turkménie), quelques semaines avant la signature de l'Accord de Belovej, près de Minsk (Biélorussie) sur la fin de l'URSS et la naissance de la Communauté des Etats indépendants, le 8 décembre 1991. Il est suivi, le 16 décembre, par le Kazakhstan qui sera ainsi la dernière république soviétique à sortir de l'URSS. Le Turkménistan indépendant adopte sa Constitution le 18 mai 1992 (il précède en cela tous les autres pays d'Asie centrale ex-soviétique<sup>1211</sup>), et le Kazakhstan le suit quelques mois plus tard, le 28 janvier 1993.

Au cours de la période 1992-2002, la nature des deux régimes va connaître des inflexions et tendre vers davantage d'autoritarisme, à des degrés divers mais sensiblement aux mêmes moments, c'est-à-dire, dans un premier temps, au milieu des années 1990, puis en 2001 et 2002. Pour caractériser et distinguer ces deux régimes, les divers critères retenus que sont les structures sociales, la Constitution, la responsabilité de l'exécutif devant la population et le niveau de culte de la personnalité, le degré de concentration des pouvoirs, le rôle des partis, les nouvelles institutions, et le niveau de concurrence politique, la fréquence des remaniements politiques et administratifs, et enfin les ambitions des deux dirigeants en matière de politique extérieure, constituent le plan de ce chapitre.

## ***I. L'instrumentalisation des identités tribales***

En 2000, l'auteur de nombreux ouvrages sur le Kazakhstan Vitalij Hlûpin signalait que, mis à part les travaux de l'historien kazakh Nurbulat Masanov et du journaliste et philosophe kazakh Nurlan Amrekulov, la classe dirigeante kazakhstanaise n'avait pas fait l'objet d'études approfondies.

Au Kazakhstan, le facteur tribal est un élément important d'interprétation et de description des changements politiques et aussi un processus social et politique, mais ce n'est pas le seul. Rappelons que presque toutes les fonctions clés au Kazakhstan indépendant sont occupées par des représentants de la Grande horde. Ce facteur tribal qui influe donc sur la vie politique et la « gestion des ressources humaines » en politique est dû au fait que les Kazakhs sont persuadés que les ressources et opportunités dépendent de facteurs dominants liés à la horde dont ils sont issus<sup>1212</sup>. L'importance des hordes ne relève donc pas que du symbolique et elle est également fonctionnelle et historique<sup>1213</sup>. Elle se manifeste dans la société kazakhophone comme un

---

<sup>1211</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 76.

<sup>1212</sup> Masanov Nurbulat, *Clans and juz*, op. cit., p. 23.

<sup>1213</sup> S. N. Cummings se réfère notamment à N. Masanov. (Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*,



code invisible (invisible, car il n'a plus aucun statut officiel depuis 1917), un statut social. Parfois, l'appartenance à une sous-division d'une des trois hordes pèse davantage que celle à la horde elle-même. Toutefois, l'appartenance à une horde est un facteur qui perd en importance pour les jeunes générations et notamment celles qui vont étudier à l'étranger. Le changement de modèle économique et social qui suit l'effondrement de l'URSS bouleverse considérablement l'équilibre des relations interpersonnelles et des réseaux, le niveau de revenus primant sur la horde, en maintes occasions. Le milieu politique offre, lui, un tableau un peu différent.

Avec la disparition du parti communiste soviétique, l'appartenance à l'une des hordes au Kazakhstan est pourtant devenue un facteur important de la vie politique, à la fois au niveau national et régional<sup>1214</sup>. Ce référent s'atténue à la fin des années 1990, aussi en raison de la continuité du régime. L'importance des relations sociales grandit donc au détriment des liens du sang pour la désignation d'une personne à un poste de l'élite politique ou économique. Le mot est ainsi plus souvent utilisé dans le sens des relations sociales que dans un contexte de liens du sang<sup>1215</sup>.

Le facteur tribal serait plus prégnant chez les élites régionales pour qui il aurait une valeur d'autolégitimation. Ceci ne serait pas encouragé par les autorités centrales. Mais l'appartenance à une horde est utilisée comme un mécanisme de lobbying au sein des organes du pouvoir, après l'indépendance. Le régime de pouvoir personnel, établi par N. Nazarbaev, légitime l'utilisation de l'appartenance à une des hordes comme critère de nomination de l'élite au sein du pouvoir. À partir de 1991, le président du Kazakhstan, a alterné diverses stratégies de maintien au pouvoir en utilisant notamment des rivalités entre hordes. N. Nazarbaev maîtrise et instrumentalise le jeu politique par le biais des différentes élites et des rivalités entre hordes. Et inversement, il a utilisé la rente pétrolière<sup>1216</sup> pour apaiser certaines de ces rivalités et inclure, jusqu'à un certain point, les trois hordes dans le système politique. Le maintien du président au pouvoir est par conséquent lié, pour beaucoup, aux investissements directs étrangers dans le secteur pétrolier. Au cours des 3-4 premières années de l'indépendance et au fur et à mesure que le pouvoir se concentre entre les mains de N. Nazarbaev, le facteur tribal cesse d'être un moyen symbolique de représentation égalitaire des

---

op. cit., p. 85.)

<sup>1214</sup> Olcott Martha Brill, "Democratization and the Growth of Political Participation in Kazakhstan", op. cit., p. 225.

<sup>1215</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 138.

<sup>1216</sup> Collins Kathleen, *Clan Politics and Regime Transition in Central Asia*, Cambridge ; New York ; Melbourne [etc.] : Cambridge University Press, 2006, p. 300.

hordes au sein des instances du gouvernement, une sorte de système d'équilibre, pour devenir un moyen d'éliminer l'opposition politique ou de saper leur légitimité pour créer un désert politique autour du président<sup>1217</sup>.

N. Nazarbaev ayant perçu le mécontentement de la Moyenne horde - la plus nombreuse et la plus urbanisée-, il s'est alors associé à un représentant de la Moyenne horde pour montrer que sa politique était équilibrée, c'est-à-dire Erik M. Asanbaev<sup>1218</sup> vice-président du pays jusqu'en 1996, et par le Premier ministre Akežan Kažegeldin<sup>1219</sup> d'octobre 1994 à octobre 1997. Mais en fait, les principaux postes à responsabilité ont été tenus par des représentants de la Grande horde, en liens étroits avec N. Nazarbaev ou de la Petite horde, qui n'est pas vue par la population comme aspirant légitime au pouvoir, mais est représentée au sein du pouvoir afin de renforcer l'influence du président et d'empêcher toute opposition. Les 10-15 personnes clés du pouvoir sont en effet toutes des proches parents du président ou bien membres de la Grande horde.

Au Kazakhstan indépendant, l'utilisation des appartenances aux hordes peut être vue comme des techniques de conservation du régime<sup>1220</sup>, parmi d'autres, comme le corporatisme et les relations clientélistes qui sont importantes pour comprendre comment ce régime structure les relations entre les diverses parties de la société et notamment entre le pouvoir et le monde des affaires. À ces segmentations tribales, s'ajoutent donc les relations clientélistes. Et N. Masanov précise qu'il existe aussi des clans qui ont un caractère non pas ethnique, mais politique et clientéliste. Concernant la période de l'indépendance, l'acception du mot « clan » retenue dans ce travail pour le cas du Kazakhstan, est celle de « groupes liés par des intérêts politiques et économiques et s'entraînant pour les défendre, y compris dans des relations de dépendance ». Selon W. Ostrowski, le corporatisme est un type explicite de relations entre pouvoir et société, tandis que les relations clientélistes sont considérées comme implicites. Le choix entre les deux est lié au degré d'institutionnalisation<sup>1221</sup>. Selon A. Blum et M. Mespoulet, le corporatisme est la constitution de groupes professionnels liés par un passé de formation et un corpus de connaissances communes<sup>1222</sup>. Lié à la solidarité, il contrarie tout processus d'atomisation des individus.

---

<sup>1217</sup> Masanov Nurbulat, Clans and juz, op. cit., p. 24-25.

<sup>1218</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1219</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1220</sup> Ostrowski Wojciech, Politics and oil in Kazakhstan, op. cit., p. 17.

<sup>1221</sup> Ibid., p. 20.

<sup>1222</sup> Blum, Alain, Mespoulet, Martine, *L'anarchie bureaucratique : pouvoir et statistique sous Staline*, op. cit., p. 184.

La relation clientéliste est une relation interpersonnelle qui apparaît dans un environnement instable et dans une société supposée sans État. Pour J. Sapir, le clientélisme, en Russie, est une forme de répartition qui transite par des liens interpersonnels, visant à stabiliser les comportements sociaux à travers des valeurs comme l'appartenance et la fidélité, ce que la tribu en Asie centrale apporte déjà. Ce point très particulier du clientélisme, qui pourrait en Asie centrale, diverger de celui qui prévaut en Russie, en raison de la structure tribale des sociétés kazakhe et turkmène, mériterait un développement approfondi ultérieur.

Jusqu'aux années 1995-1996, le système politique kazakhstanais, engagé dans la lutte pour le pouvoir entre les trois hordes, est régi par des relations clientélistes<sup>1223</sup>. La Petite horde se place comme intermédiaire entre les deux autres et ses représentants sont plutôt destinés à occuper des postes haut placés et exercent une assez grande influence politique. Au milieu des années 1990, le soutien de la Grande horde - avec pour alliée la Petite horde, l'« ennemi » étant la Moyenne horde - dont avait eu besoin N. Nazarbaev pour consolider son pouvoir ne lui est plus nécessaire. Les relations clientélistes ont été alors remplacées par la formation d'un clan familial de N. Nazarbaev, constitué de représentants de la Grande horde. Ces intrications complexes entre appartenance à une horde (identité tribale) et appartenance à un clan (selon l'acception définie plus haut), sont le signe d'une nouvelle recomposition de réseaux dans lesquels la notion de « famille » domine au sommet du pouvoir au Kazakhstan. Cette consolidation s'accompagne également de la dissolution du parlement en 1995.

Puis, N. Nazarbaev a de nouveau recours à l'appui de certains représentants des hordes en 1998, avec la nomination de ses gendres au poste de responsable de la police financière pour Rahat Aliev (Moyenne horde), à celui de directeur dans le secteur pétrolier pour Timur Kulibaev (Grande horde). Les trois hordes se partagent, alors encore, le pouvoir avec, pour la Grande : le sommet de l'État et la présidence du Sénat, pour la Petite : le ministère de l'Industrie du Pétrole et du Gaz et la chambre basse (*Mazlis*) et pour la Moyenne : le gouvernement. Mais cette dernière n'a aucune représentation aux postes clés du Parlement. Puis, en 2000, les représentants de la Grande horde dominent au sein de l'administration présidentielle (dont le chef est Sarybaj S. Kalmurzaev<sup>1224</sup>), des structures de forces (*silovye struktury*) et juridiques avec Sat B. Tokpabaev, et de la culture et des médias avec Dariga Nazarbaeva, fille aînée du président. Cette horde dispose également d'une bonne représentation au parlement (Žarmahan Tuâkbaj préside le *Mazlis* depuis février 1999) et

---

<sup>1223</sup> Hlûpin Vitalij N., *Kazahstanskaâ političeskaâ èlita : meždu modernizaciej i trajbalizmom*, op. cit.

<sup>1224</sup> Il l'avait déjà été en 1997-1998.

domine au gouvernement avec au poste de Premier ministre Kasymžomart K. Tokaev depuis octobre 1999<sup>1225</sup>. La Petite horde est aussi représentée par Marat Tažin (notamment responsable adjoint de l'administration présidentielle de 1995 à 1999, président du KNB, c'est-à-dire du Comité pour la sécurité nationale en 2001), Abiš Kekilbaev (conseiller du président), et I. Tasmangambetov (qui a occupé de nombreuses fonctions parmi lesquelles : premier adjoint au président en 1998-1999, puis *akim* de l'*oblast'* d'Atyrau en 1999-2000, puis Premier ministre de janvier 2002 à juin 2003). (La liste des *akim* et des *hâkim* des régions pétrolières de deux pays est dressée en annexe de ce chapitre).

Le président instrumentalise donc le « système tribal » parce qu'il peut être un moyen de diviser les élites et donc de les empêcher de former une alternative et une opposition solide. Sans le soutien de ces structures tribales influentes (Grande et Moyenne horde simultanément), il ne se serait pas maintenu au pouvoir comme chef d'un État uni et centralisé, selon V. Hlûpin<sup>1226</sup>.

En plus de cette instrumentalisation des hordes et des tribus qui les constituent, l'instrumentalisation de relations corporatistes par le président kazakh, est une autre technique de pouvoir, notamment dans l'industrie pétrolière<sup>1227</sup>. Cette dernière est abandonnée au profit des relations clientélistes au moment de la privatisation du secteur des hydrocarbures en 1995 et qui est antérieure à la hausse du prix du baril en 2000. Selon l'académicien et philosophe kazakh Abdumalik N. Nysanbaev<sup>1228</sup>, « *le problème du tribalisme qui est un des aspects de la désintégration de l'ethnos kazakh, ne fait que s'accroître dans le contexte des privatisations et de la formation d'une tradition étatique nationale [gosudarstvennost']* ». Dans le secteur des hydrocarbures, le poids du clan au sens, cette fois, d'un groupe de parents proches, est important<sup>1229</sup>. Cette vision globale de l'évolution de la place occupée par les hordes et les clans dans la société kazakhstanaise conduit effectivement à étudier leur rôle dans le secteur des hydrocarbures, dont le poids s'accroît dans l'économie notamment à partir de 2000 avec la hausse du prix du pétrole. Des analystes kazakhstanaïses, comme D. K. Satpaev, décrivent leur État comme une arène où se joue une compétition entre plusieurs lobbies, basés sur des réseaux datant de l'époque soviétique, à l'instar de celui de l'énergie, mais aussi de plus

---

<sup>1225</sup> Hlûpin Vitalij N., *Kazahstanskaâ političeskaâ èlita : meždû modernizaciej i trajbalizmom*, op. cit.

<sup>1226</sup> Ibid.

<sup>1227</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 59.

<sup>1228</sup> Nysanbaev, Abdumalik Nysanbaevič *Èvolûciâ političeskoj sistemy Kazahstana*, Almaty : Kazak, ènciklopediâsy, 2001, cité par V. Hlûpin (*Kazahstanskaâ političeskaâ èlita : meždû modernizaciej i trajbalizmom*, op. cit.)

<sup>1229</sup> Amrekulov Nurlan, *Žuzy v social'no-političeskoj žizni Kazahstana*, *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, 2000, n°3 (9).

récents<sup>1230</sup>. La compagnie nationale kazakhe *KazMunajGaz* (KMG) en est une illustration (Cf. chapitre XI, consacré à la poursuite de la construction institutionnelle du secteur).

La répartition de la représentation des hordes et des tribus aurait bénéficié jusqu'à l'indépendance d'une « règle » tacite sur laquelle s'était établi un certain équilibre entre ces dernières, dans les différentes instances du pouvoir au sein des deux républiques soviétiques. Au fur et à mesure de l'établissement d'un pouvoir de plus en plus autoritaire par les deux présidents, cette « règle » n'a plus été respectée. Au Kazakhstan, elle a été abandonnée au profit de la horde à laquelle appartient N. Nazarbaev, tandis qu'au Turkménistan, l'évolution a été très différente.

Au moment où le Turkménistan acquiert son indépendance, les petits segments lignagers (*tire*) sont devenus des unités de coopération économique. Les générations les plus jeunes en ont reçu la référence et la valeur. Les relations de parenté plus ou moins étendues permettent, dans un système englobant et caractérisé par la pénurie et l'absence de réel marché, d'associer des ressources et des positions complémentaires en particulier entre ville et campagne. Le président S. Niazov, qui appartient à la tribu des Teke d'Ahal<sup>1231</sup>, refuse officiellement de distinguer les différentes tribus (même si celles-ci sont représentées sur le drapeau du pays, contrairement au cas du Kazakhstan). Ce qui, par ailleurs, ne l'empêche pas de prendre soin d'assurer leur représentativité au sein de son gouvernement et lors des nominations des responsables régionaux. Donc, tout comme son homologue kazakh, S. Niazov veille à l'équilibre de la répartition du pouvoir entre tribus, du moins pendant les premières années de l'indépendance. Ainsi, les responsables régionaux étaient issus du groupe majoritaire de la région et chacun de ces responsables étant considéré comme un vrai chef par son entourage ou son cercle intime. Mais S. Niazov les démet et les remplace sans cesse et leur aurait interdit la possibilité de devenir vice Premier ministre, évitant ainsi de voir des personnes d'autres tribus entrer dans son cercle<sup>1232</sup>. Mais, les représentants Teke sont prééminents, sous S. Niazov, dans les instances du pouvoir et ils bénéficient de la protection présidentielle.

Deux autres facteurs font resurgir le rôle des tribus après 1991. Il s'agit de l'émigration des Européens et de la « préférence ethnique » donnée lors de la nomination à des postes qui permettaient de capter des ressources. À l'époque soviétique, la nomination de non nationaux pouvait mettre entre parenthèses les rivalités tribales.

---

<sup>1230</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 52.

<sup>1231</sup> Mais S. Niazov est orphelin, après le tremblement de terre de 1948.

<sup>1232</sup> Kadyrov Shokhrat, "Turkmenistan's political elite in an ethnic society", In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 114.

## II. Deux autoritarismes grandissants

Selon la chercheuse de l'Université du Connecticut O. Bayulgen<sup>1233</sup>, un régime autoritaire est caractérisé par un petit nombre d'individus (un chef / une famille) ou bien par un parti qui exerce le pouvoir, tout en n'étant pas responsable constitutionnellement devant la population. L'article 40 de la Constitution de 1995 du Kazakhstan<sup>1234</sup> stipule que « le président garantit le fonctionnement concerté de toutes les branches du pouvoir ainsi que la responsabilité des organes devant le peuple ». La Constitution du Turkménistan datant de 1992, indique, elle, dans son article 52 que le président est le chef de l'État et du pouvoir exécutif, qu'il garantit l'indépendance nationale et son statut de neutralité, son intégrité territoriale ainsi que le respect de la Constitution et des accords internationaux. Mais rien n'y indique que le chef de l'État est responsable constitutionnellement devant la population. La Constitution du Kazakhstan semble donc comporter une barrière juridique à l'exercice d'un régime autoritaire que n'a même pas celle du Turkménistan, mais l'observation de la vie politique des deux pays montre que leur Constitution n'y est respectée, ni dans l'un, ni dans l'autre.

Dans son article 20 (qui concerne l'interdiction de la peine de mort), la Constitution du Turkménistan consacre le culte de la personnalité de S. Niazov, avec la mention de « *Turkmenbaşi le Grand* ». La matérialisation de ce culte de la personnalité poussé à l'extrême, était encore visible à Aşgabad, en 2010 (c'est-à-dire quatre ans après sa disparition), où images, statues et bustes dorés du « *Turkmenbaşi le Grand* » sont légion, le plus connu de ces monuments étant l'Arche de la neutralité sur laquelle est posée une statue, immense, qui tourne avec le soleil. La fabrication même du nom *Turkmenbaşi* (chef des Turkmènes) est un signe fort de ce culte.

Au Kazakhstan, du moins à Almaty, en 2009, les signes extérieurs de ce culte, paraissaient moins imposants et surtout utilisés de façon plus sophistiquée et édifiante d'un point de vue politique<sup>1235</sup>. La dénomination « Elbasy » (chef de la nation) n'est apparue, elle, au Kazakhstan, qu'en 2010, dans les textes officiels.

---

<sup>1233</sup> Bayulgen Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia, op. cit., p. 6.

<sup>1234</sup> La Constitution de 1995 du Kazakhstan est la dernière en date. Une brochure (aux couleurs jaune et bleu du drapeau du Kazakhstan) était remise par des étudiants, dans les rues d'Almaty, le 30 août 2011 (jour de la Constitution). En exposant très brièvement les cinq Constitutions depuis 1926, cette brochure ne met en évidence aucune rupture de l'État. D'autres documents officiels, comme l'histoire du pouvoir législatif sur le site Internet du parlement du Kazakhstan, présentent aussi cette continuité.

<sup>1235</sup> Les photographies de N. Nazarbaev en très grand format, vues dans les grandes artères de l'ancienne capitale, contenaient des messages dépassant la simple glorification du chef. L'une de ces images était destinée à diffuser, auprès de la part la plus jeune de la population, un message de tolérance envers les différentes composantes de cette population.

## II. A. Les crises politiques de 1995 et du printemps 2002, au Kazakhstan

Une multiplicité de partis apparaît avant l'effondrement de l'URSS, dans la RSS du Kazakhstan, sur la base de revendications écologistes, comme celui de *Nevada-Semipalatinsk* ou plus clairement politiques comme *Želtoksan* (Décembre) qui demande la réhabilitation des protestataires de décembre 1986<sup>1236</sup>. Cette dynamique a contribué à la consolidation du pouvoir dans le cadre du passage à la souveraineté de la RSS, puis à son indépendance. Si des forces politiques s'organisent en de nombreux partis, par la base, dès avant l'indépendance, le pouvoir s'imisce dans ce processus assez rapidement, et constitue le parti présidentiel Otan (Patrie) en 1999<sup>1237</sup>, à la tête duquel est placé l'ancien Premier ministre, russe, S. Terešenko<sup>1238</sup>. Fondé après les élections présidentielles anticipées de janvier 1999 et avant les législatives, il rassemble tous les partis pro Nazarbaev, comme *Narodnoe edinstvo Kazahstana* (Unité du peuple du Kazakhstan), *Demokratičeskaâ partiâ Kazahstana* (parti démocratique du Kazakhstan), *Liberal'noe dviženie Kazahstana* (mouvement libéral du Kazakhstan)... Il est surnommé par la population le « parti des employés de la nomenklatura » (« *partiâ nomenklaturnyh rabotnikov* »), en raison de la participation directe des structures de l'exécutif locales.

Des mesures politiques « extra-légales » sont prises dès la fin de l'année 1993, c'est-à-dire avant l'arrivée massive d'investissements directs étrangers et de revenus pétroliers. En décembre précisément, le Soviet suprême (élu en 1990), « s'auto-dissout » sur l'initiative de l'exécutif. La raison officielle de cette « autodissolution » est l'ampleur des pouvoirs de cet organe, accusé d'être un obstacle au principe de séparation des pouvoirs et à la mise en place de contre-pouvoirs. Ce Soviet suprême n'aurait pas été à même de répondre à l'évolution rapide du pays. Seul un « parlement professionnel » en était jugé capable par le Soviet suprême<sup>1239</sup>. En réalité, il s'agit notamment de le « kazakhiser », tout comme N. Nazarbaev entreprend de le faire avec l'ensemble de l'appareil politique et de la sphère économique (le Soviet suprême (1990-1993) est composé en avril 1990 de 53,2% de Kazakhs et de 29,4% de Russes, de 6,8% d'Ukrainiens ; ces proportions auraient toutefois beaucoup varié entre les deux dates). Entre décembre 1993 et mars 1994 (élection d'un nouveau parlement), le président gouverne par décrets. Sur les 177 candidats à ces élections, le président Nazarbaev

---

<sup>1236</sup> Cf. liste des partis en annexe.

<sup>1237</sup> Babak Vladimir, Kazakhstan : formirovanie mnogopartijnoj sistemy, *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, 2005, n°2 (38).

<sup>1238</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1239</sup> Ahmetova N. S., Tušiev R.M., Istoriâ razvitiâ parlamentarizma v Kazahstane, *Vestnik KarGU, Seriâ Pravo*, Karaganda, 2011, n°4, p. 34.

en choisit 42 d'après une « liste d'État ». Un nouveau parlement, élu en mars 1994, est composé de 27% de Russes (et 6% d'Ukrainiens) et de 58% de Kazakhs<sup>1240</sup>. Ces élections sont déclarées illégales par le Conseil constitutionnel, en mars 1995, suite à la plainte d'une candidate d'Alma-Ata. Le parlement est encore dissout par N. Nazarbaev qui gouverne de nouveau par décrets jusqu'en décembre 1995, date de nouvelles élections législatives. Il est, dès lors, difficile de considérer que les institutions d'avant le boom pétrolier (i.e. d'avant 1999-2000) étaient plus solides. En août 1995, un référendum permet l'adoption d'une nouvelle Constitution qui consacre encore une montée de l'autoritarisme du président. Il est intéressant de remarquer que le président turkmène a fait procéder à un référendum semblable, un peu plus d'un an auparavant.

L'année 1995 est donc un moment clé dans l'affermissement du pouvoir de N. Nazarbaev qui modifie en profondeur les institutions de l'État (référendum sur le mandat présidentiel le 29 avril, qui le prolonge jusqu'en 2000, nouvelle Constitution et formation d'un parlement à deux chambres, création de l'Assemblée des Peuples du Kazakhstan en mars 1995). La Constitution de 1995 induit une redistribution des pouvoirs législatifs et judiciaires au profit du président. La présidence devient ainsi une institution prépondérante du point de vue politique puisque N. Nazarbaev nomme et révoque les responsables de l'administration du pays à tous les échelons. Elle permet de renforcer le contrôle du Centre sur les pouvoirs locaux en leur assignant des tâches plus précises<sup>1241</sup>.

Un autre signe du renforcement du pouvoir présidentiel est la réorganisation de l'appareil présidentiel en une administration présidentielle, en octobre 1995. Cette administration est formée par le président (article 44 de la Constitution de 1995). La concentration du pouvoir par l'administration présidentielle rend les institutions moins souples, moins autonomes : elle a de plus en plus exercé son pouvoir pour promouvoir les intérêts de la Grande Horde. Directement rattachée au président à qui elle rend compte, elle est l'intermédiaire entre celui-ci et le cabinet des ministres. Outre son chef et son adjoint, en font partie, le Secrétaire du Conseil de sécurité, le président du Haut conseil de la magistrature (*Vysšij Sudebnyj Sovet*), les conseillers du président et le responsable de la chancellerie du président (*rukovoditel' kancelarii Prezidenta*)<sup>1242</sup>. Ont occupé la fonction de chef de l'administration

---

<sup>1240</sup> Ibid., p. 36-37.

<sup>1241</sup> Laruelle Marlène, Peyrouse Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan : identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, Paris : Maisonneuve et Larose, [DL 2004], p. 45.

<sup>1242</sup> Site du gouvernement du Kazakhstan : [www.e.gov.kz](http://www.e.gov.kz).



présidentielle<sup>1243</sup> : Saginbek T. Tursunov<sup>1244</sup>, Moyenne horde et beau-frère (*svoâk*) de N. Nazarbaev, économiste, d'octobre 1995 à juillet 1996 ; Sarybaj S. Kalmurzaev, économiste, (Grande horde) d'octobre 1997 à janvier 1998 ; Alihan Muhamedievič Bajmenov (issu du groupe d'origine religieuse des "hodža », ou Koža, qui ne fait pas partie du système des hordes<sup>1245</sup>) de 1998 à 1999 (ingénieur de formation) ; de janvier 2002 à 2004, cette fonction est occupée par Nurtaj Abykaevič Abykaev (il serait, d'après certaines sources, un parent de N. Nazarbaev et donc membre de la Grande horde<sup>1246</sup>), chef du Comité national pour la Sécurité (ex KGB).

La dérive vers un régime autoritaire franchit une nouvelle étape en 1998. Suite à la crise financière en Russie d'août 1998, qui met un terme brutal au redémarrage de l'économie du Kazakhstan, et suite à la vague de protestations et de grèves, notamment dans les mines à Karaganda, en raison de non paiements de salaires et de retraites<sup>1247</sup> des années 1997-1998, le président Nazarbaev lance un appel à « l'approfondissement de la démocratisation de la société kazakhstanaise », en septembre. Il est suivi aussitôt de la proposition par des députés d'apporter des changements à la Constitution. L'élection du président est avancée de deux ans (ou 18 mois), son mandat est allongé de cinq à sept ans, l'interdiction de deux mandats consécutifs et la limite d'âge à 65 ans sont supprimées, par votes du Parlement, le 10 octobre 1998. Il s'agit en fait de prendre les opposants de court et notamment l'ex Premier-ministre A. Kažegeldin, rival potentiel, pour la réélection de N. Nazarbaev. C'est ainsi qu'en janvier 1999, le président est reconduit dans ses fonctions jusqu'en 2006, avec 78,3% des voix. Elles ne sont pas uniformément réparties à travers le pays. Les plus mauvais résultats du président se situent dans trois régions d'exploitation pétrolière : celles d'Atyrau (avec officiellement 50% des voix, et le nombre réel aurait été en fait de seulement 25%) et Mangistau et Žambyl<sup>1248</sup>. La voie est ainsi ouverte à une présidence à vie pour N. Nazarbaev.

En octobre 1999, diverses accusations (détournement de fonds, dissimulations de revenus, création de groupe criminel et abus de pouvoir), sont portées contre Muhtar Ablâzov<sup>1249</sup>, ministre de l'Energie, de l'Industrie et du Commerce depuis 1998. Il est destitué et le gouvernement de Nurlan Balgimbaev tombe. Les postes clefs du pouvoir sont partagés entre

---

<sup>1243</sup> Les noms des responsables n'ont été retrouvés ni pour la période allant de 1996 à 1997, ni pour celle de 1999 à janvier 2002.

<sup>1244</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1245</sup> Amrekulov Nurlan, Žuzy v social'no-političeskoj žizni Kazahstana, op. cit.

<sup>1246</sup> Olenev M., Rody i Klany Srednej Azii, *CentrAziâ*, 11 décembre 2006.

<sup>1247</sup> Ostrowski Wojciech, Politics and oil in Kazakhstan, op. cit., p. 84.

<sup>1248</sup> Ibid., p. 85.

<sup>1249</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

la famille et les proches du chef de l'État : Danial Kenžetaevič Ahmetov (Moyenne horde) devient Vice Premier-ministre en octobre 1999, et Kasymžomart K. Tokaev (Grande horde) devient Premier ministre. Rahat Aliev (gendre de N. Nazarbaev) est nommé vice-président du KNB à partir de juillet 2000. Au cours des années 2000-2001, N. Nazarbaev va poursuivre les objectifs de stabilisation et de légitimation de son pouvoir<sup>1250</sup>. C'est alors qu'est créé le ministère de l'Energie et des Ressources minérales (2000).

Au début des années 2000, le gouvernement se disait favorable à une approche graduelle en matière de démocratisation : les premières élections locales d'*akim* (responsable de l'administration d'un *oblast'*) sont organisées en octobre 2001, à titre expérimental, dans 28 des 4 800 entités territoriales<sup>1251</sup>. Mais la question de l'élection de tous les *akim* au suffrage direct provoque une crise politique au sein du gouvernement. Cette question, du reste, n'est pas la seule entrant en compte dans l'évolution de la crise politique alors en formation et un autre aspect est abordé dans le chapitre sur la construction institutionnelle du secteur des hydrocarbures. Et à l'automne 2001, une partie de l'élite proteste contre le recul des transformations démocratiques. Un groupe de jeunes ministres et d'hommes d'affaires dont l'ancien *akim* de Pavlodar Galymžan Badylžanovič Žakiânov<sup>1252</sup> et M. Ablâzov, créent le mouvement Choix démocratique du Kazakhstan (*Demokratičeskij Vybora Kazahstana*) pour réclamer décentralisation et démocratisation. L'adhésion de la population kazakhstanaise au régime ainsi que l'autorité du président sont mises en doute à partir de 2002 par G. B. Žakiânov<sup>1253</sup>. Ces jeunes réformateurs sont écartés du pouvoir et le 28 janvier 2002, le

---

<sup>1250</sup> Romon Tatiana, Kazakhstan 2000-2001 : Succès économiques et consolidation du pouvoir, *Le courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2001, n°1020, p. 65.

<sup>1251</sup> Le Kazakhstan est la seule république de l'ex URSS à avoir réduit le nombre de ces régions (*oblast'*). La réforme administrative de 1997 consiste en un regroupement des régions et la disparition de celles de Taldykorgan et de Turgaj qui sont incluses respectivement dans celle d'Almaty et de Kostanaj. Il s'agissait pour le pouvoir d'encourager une migration intérieure des Kazakhstanaïses vers le Nord du pays (Cumings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 33 et 104). Ce remaniement ne concernait pas les principales régions pétrolifères qui restent :

- *oblast'* d'Aktûbinsk / Aktobe (300 600 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Aktûbinsk),
- *oblast'* d'Atyrau (118 600 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Atyrau, ex Gur'ev),
- *oblast'* du Kazakhstan occidental (*zapadno-kazahstanskaâ oblast'*) (151 300 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Ural'sk, ville fondée en 1613) ; elle a été instaurée le 10 mars 1932 et a changé deux fois de nom. Créée sous le nom qu'elle connaît aujourd'hui, elle avait pris la dénomination d'*oblast'* d'Ural'sk en mai 1962 (pour reprendre l'actuelle en juillet 1992).
- *oblast'* de Kzyl-Orda (226 000 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Kzyl-Orda)
- *oblast'* de Mangistau (165 600 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Aktau). (Il porte le nom Mangyşlak, à partir de mars 1973, puis prend celui de Mangistau à partir de 1988).

<sup>1252</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1253</sup> Kostikov Egor, Rukovodstvu Kazahstana stoit zadumat'sâ o posledstviâh svoej politiki, *Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana"*, 29.03.2002.

Premier ministre Kasymžomart K. Tokaev est remplacé par l'ex *akim* de la région d'Atyrau, Imangali Tasmagambetov<sup>1254</sup>.

Suite à cette crise, une nouvelle loi sur les partis est votée en juillet 2002<sup>1255</sup>. Elle vise à exclure du jeu politique la plupart des partis d'opposition. L'article 10 de cette loi stipule qu'un parti ne pourra être enregistré que s'il compte 50 000 adhérents (au lieu de 3 000 auparavant) dont pas moins de 700 dans chacune des 14 régions et deux villes d'importance nationale, avec l'obligation de présenter des candidats dans un minimum de circonscriptions. De plus, l'enregistrement d'un parti peut être annulé, en cas d'échec à deux consultations électorales successives.

Les chambres basse et haute du parlement (respectivement le *Mazlis* et le Sénat) dépendent des ministres et de l'appareil présidentiel ; il n'y a donc pas d'indépendance du pouvoir législatif par rapport à l'exécutif. Le parlement est doté de fonctions limitées : il ne participe pas à la formation du budget de l'État (selon l'article 53 de la Constitution, il approuve les rapports sur l'exécution du budget républicain établis par le gouvernement et la commission des comptes chargée du contrôle de l'exécution du budget républicain). Une série de facteurs limite ce contrôle du budget par les députés puisque, par exemple, les comités parlementaires n'ont aucun personnel de recherche indépendant<sup>1256</sup>.

Les sénateurs sont indirectement élus par les assemblées régionales (*maslihat*) qui sont les organes représentatifs locaux, élu au suffrage direct, pour 5 ans<sup>1257</sup> et qui dépendent des *akimat*<sup>1258</sup> (l'*akimat* qui est l'administration de l'*oblast*', ou de la ville, c'est-à-dire l'exécutif local, est responsable devant le *maslihat*<sup>1259</sup>).

## II. A. 1. Les relations entre Astana et les régions au Kazakhstan

Les représentants régionaux de l'exécutif sont appelés chefs de l'administration de la région depuis janvier 1992, puis *akim* à partir de 1995. Selon la Constitution de 1995 (article 87.4),

---

<sup>1254</sup> Le Kazakhstan compte cinq gouvernements successifs sur la période 1991-2002. Le premier est celui du Premier ministre Sergej Terešenko (16 octobre 1991- 14 octobre 1994), le second est celui de Akežan Kažegeldin (octobre 1994-octobre 1997), puis vient celui de N. Balgimbaev (octobre 1997-octobre 1999) et enfin ceux de K. Tokaev (octobre 1999-janvier 2002) et de I. Tasmagambetov (janvier 2002-juin 2003)

<sup>1255</sup> Loi de la république du Kazakhstan du 15.07.2002 N 344-2, intitulée « O političeskikh partiâh ».

<sup>1256</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, Overview and Recommendations, a publication of the Central Eurasia Project of the Open Society Institute, 2003, p. 138.

<sup>1257</sup> article 86.2 de la Constitution du Kazakhstan, 1995.

<sup>1258</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 105.

<sup>1259</sup> Makhmutova Meruert, *Local Government in Kazakhstan*, In *Developing New Rules in the Old Environment : local Government in Eastern Europe*, Igor Munteanu and Victor Popa (eds.), The Caucasus and Central Asia, February 2003, vol. 3, p. 419.

les *akim d'oblast'*, de villes et de la capitale sont nommés et révoqués par le pouvoir exécutif, c'est-à-dire par N. Nazarbaev, en accord avec les assemblées régionales (*maslihat*).

Les nominations des *akim* et la fréquence de leur rotation sont, par ailleurs, de bons indicateurs des changements qui ont lieu dans l'équilibre des pouvoirs. En moyenne, ils restent 20 mois à leur poste, au cours de la première décennie d'indépendance. Ce qui montre la prudence de N. Nazarbaev envers eux<sup>1260</sup>. Toutefois, certains font exception, comme Aslan Espulaevič Musin<sup>1261</sup> (*akim* de l'*oblast'* d'Aktûbinsk de septembre 1995 à avril 2002, puis de celui d'Atyrau, d'avril 2002 à septembre 2006) qui jouira de la confiance présidentielle longtemps, en occupant de très hautes fonctions et en étant très proche de N. Nazarbaev. Deux autres *akim* ont eu une très grande longévité à ce poste. Il s'agit de Kabibulla Kabenovič Džakupov, à la tête de l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest<sup>1262</sup> de janvier 1993 à 2000 et de Serik Žamekuly Ospanov, *akim* de la ville d'Aktau de 1995 à 2004.

Par ailleurs, la continuité politique entre la période soviétique et l'indépendance se vérifie aussi au niveau régional, en examinant plusieurs cas de responsables de ville ou de région, comme ceux de Nažameden Iskalievīč Iskaliev<sup>1263</sup>, de Gaziz Kamaševīč Aldamžarov (qui reste également à son poste de président du conseil des députés de l'*oblast'* de Gur'ev de 1990 à 1992), et d'Evgenij Mihajlovič Zolotarev (européen) qui a été chef de l'administration de l'*oblast'* d'Aktûbinsk, de juin 1989 à 1992.

Certains hommes politiques kazakhstanais alternent des postes au gouvernement, puis dans une structure privée (une banque par exemple) puis dans l'administration présidentielle, puis de nouveau au gouvernement<sup>1264</sup>. Ce type de parcours se retrouve dans le processus de recrutement des élites régionales et nationales. Et c'est le cas notamment d'*akim* des *oblast'* pétroliers, comme cela sera développé dans le dernier chapitre de cette seconde partie. La majorité des personnes qui intègrent l'élite politique entre 1995 et 2000, sont originaires du Nord-Est et du Sud du pays, c'est-à-dire représentantes de la Moyenne et de la Grande horde. Par conséquent, la région Ouest, pétrolière, est mal représentée au sein de cette élite<sup>1265</sup>.

Les rôles des *akim* sont nombreux. Outre celui qu'ils jouent dans les régions pétrolières (traité dans le chapitre XV), ils ont un rôle charnière entre l'exécutif et le législatif. En effet, lors des

---

<sup>1260</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 51 et 52.

<sup>1261</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1262</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 50.

<sup>1263</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1264</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 50.

<sup>1265</sup> *Ibid.*, p. 69.

élections législatives de 1999, les candidats sont souvent « triés » par le pouvoir central et élus grâce aux *akim*, chargés de la composition de la Commission électorale<sup>1266</sup>. Ils sont aussi acteurs économiques puisque l'administration locale est responsable du développement économique, selon l'article 87.2 de la Constitution de 1995. Néanmoins, le président « a tout fait pour limiter l'autonomie locale des *oblast'* dès l'indépendance »<sup>1267</sup>. Ainsi, en théorie, si les assemblées régionales (*maslihat*) entérinent les budgets (article 86), les pouvoirs des *akim* sont restreints puisque leurs budgets sont en fait gérés au niveau gouvernemental<sup>1268</sup>.

Les relations entre les élites du Centre et les régions ont été modifiées par l'environnement international. La crise fiscale au milieu des années 1990 a conduit à un élargissement du fossé entre les orientations politiques et les moyens disponibles pour les mettre en œuvre, ce qui contraint les autorités centrales à laisser l'administration provinciale agir indépendamment. Les administrations régionales se sont vues confier le rôle de gérer presque tous les services publics régionaux mais sans en avoir les moyens financiers<sup>1269</sup>. Ce qui aura des répercussions sur leur gestion locale (comme décrit dans le chapitre XV). Et ce qui a renforcé les pouvoirs des responsables régionaux. Dans les régions riches en pétrole, cet accroissement des pouvoirs des élites locales a conduit à des privatisations sauvages. Au début de l'indépendance, Nazarbaev attend de ses responsables régionaux la mise en œuvre des réformes économiques. Mais celles-ci sont accueillies avec scepticisme, car il était inévitable qu'elles allaient bouleverser les réseaux clientélistes enracinés, notamment dans les zones rurales du sud. Les responsables régionaux ne mettent donc pas en œuvre ces réformes et s'émancipent. Ce qui signifie que les subventions sur les prix de gros étaient maintenues et la privatisation des grandes entreprises freinée<sup>1270</sup>.

## **II. A. 2. Le Kazakhstan : un pays centralisé ?**

Au tournant des années 1999-2000, les questions de la décentralisation (Cf. chapitre XV) se mêlent à celle des élections des *akim*. En 2000, le responsable adjoint de l'administration présidentielle Zautbek Turisbekov prévient que de telles élections ne signifiaient pas une amélioration rapide des conditions socio-économiques : le système budgétaire et la faiblesse du cadre juridique en vigueur pourraient tout simplement discréditer l'idée même de ces élections. Il estime qu'il serait nécessaire de consolider la législation afin d'assurer aux *akim*

---

<sup>1266</sup> Ibid., p. 105.

<sup>1267</sup> Raballand G., Esen F., Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. Le cas du Kazakhstan, op. cit., p. 5.

<sup>1268</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 55.

<sup>1269</sup> Ibid., p. 127.

<sup>1270</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 41.

des propriétés et un budget alimenté par des sources stables<sup>1271</sup>. Une « commission pour les question de décentralisation des fonctions étatiques et des relations entre budgets » est créée en 2001. Elle comprend alors 25 membres dont 7 *akim*, comme celui du *rajon* de Hromtay (*oblast* d'Aktûbinsk), et elle est présidée par le vice Premier ministre et ministre des Finances du Kazakhstan (1999), Oraz Alievič Žandosov.

Il y a eu une décentralisation économique formelle en 1995-1996. La décentralisation est décrétée depuis 1999 et est une reconnaissance de ce qui se passe dans les faits, en matière fiscale et budgétaire. L'élan de la décentralisation vient davantage des autorités locales que d'en haut. Ce qui signifie que l'État central doit négocier avec les autorités locales pour mettre en œuvre la politique économique. De plus, la confusion née de très nombreuses modifications apportées au Code sur le sous-sol fournira la possibilité à des responsables locaux d'agir avec une certaine autonomie dans le secteur pétrolier (Cf. chapitre XII). Trois types de décentralisation (fiscale, administrative et règlementaire) ont été caractéristiques du paysage politique du Kazakhstan après l'indépendance. Ce processus connaît une accélération à partir de 1995<sup>1272</sup> et sera davantage retracé dans le chapitre XV.

## II. B. La présidence à vie de S. Niazov et la tentative d'« attentat » du 25 novembre 2002 au Turkménistan

Saparmurat Niazov est élu (premier) Président de la RSS avec 98,3% des voix au suffrage universel, le 27 octobre 1990. Puis il se fait réélire, après l'indépendance, le 21 juin 1992, avec encore davantage de voix (99,5%). Selon A. Kurtov, cette seconde élection aurait eu pour objectif de prouver qu'il ne tirait pas sa légitimité des anciennes lois soviétiques. N. Nazarbaev procède également par deux élections rapprochées, mais toutes deux ont lieu avant l'indépendance. Ce résultat électoral aurait été un compromis entre quatre groupes tribaux et S. Niazov se serait acquis l'appui de la population en renonçant publiquement à suivre la coutume de réserver les plus hautes charges aux parents et amis. Mais au fur et à mesure de l'affermissement de son pouvoir, S. Niazov a abandonné les mécanismes institutionnels de pouvoir politique et s'est reposé de plus en plus sur ses relations directes avec ses subordonnés. Le premier président turkmène s'est arrogé peu à peu la présidence à vie et les institutions en sont très dépendantes.

---

<sup>1271</sup> Turisbekov Zautbek, Decentralizaciâ : priority i podhody, *Kazahstanskaâ pravda*, 26 août 2000.

<sup>1272</sup> Jones Luong Pauline, "Economic « decentralization » in Kazakhstan : causes and consequences", op. cit., p. 187.

Selon la Constitution, le président du Turkménistan est à la fois chef de l'État et de l'exécutif, commandant en chef des armées et président du parti démocratique du Turkménistan (*Demokratičeskaâ partiâ Turkmenistana*), enregistré officiellement le 3 mars 1992. Il désigne le Conseil des ministres, émet des décrets à caractère législatif, et nomme le procureur général ainsi que les magistrats. Il est membre et chef du Conseil du peuple. Il est par ailleurs aussi le président du mouvement national Galkynyş (« Renaissance », créé en janvier 1994), du Conseil de la sécurité nationale, et du Conseil des affaires religieuses<sup>1273</sup>.

Le président turkmène s'est ensuite maintenu au pouvoir en éliminant toute opposition, en modifiant plusieurs fois la Constitution et en faisant l'économie d'élections après celles de juin 1992. Ainsi, l'ex-parti communiste - le seul autorisé - rebaptisé parti démocratique propose de prolonger son mandat de cinq ans, sans procéder aux élections qui auraient dû avoir lieu en 1997. Un référendum national plébiscite cette décision avec 99,9% des voix, le 15 janvier 1994. Toujours selon A. Kurtov<sup>1274</sup>, ce référendum marque un tournant dans la vie politique turkmène car il permet l'identification du pouvoir à une seule personne. En 1997, un nouveau référendum le maintient à son poste jusqu'en 2002. Le 9 août 2002, le Conseil du peuple (*Halk Maslahaty*) qui est un organe législatif distinct du Parlement<sup>1275</sup> se prononce pour la présidence à vie de S. Niazov, selon l'amendement constitutionnel adopté en décembre 1999<sup>1276</sup>. Le Turkménistan devient ainsi le premier pays de la CEI, qui abandonne l'élection présidentielle. Et ce président centrasiatique aura été le premier à exercer sa fonction à vie (il décède en décembre 2006).

Dès le début de l'indépendance, les fonctionnaires du régime sont victimes d'un système de "purges" fréquentes. Les premiers touchés sont plutôt les responsables techniques, puis, vient le tour des administratifs (mais le gouverneur de la région d'Ašgabad, limogé dès l'avènement de l'indépendance, en est la première victime en tant que responsable administratif). En août 1995, un cinquième d'entre eux est concerné. À partir de l'an 2000, S. Niazov remanie encore plus fréquemment son gouvernement et aucun des hauts fonctionnaires en poste au début de l'indépendance du Turkménistan ne le reste bien longtemps. L'exception est le ministre des Affaires étrangères Boris Šihmuradov, deuxième personnage le plus influent du pays (il est regardé avec suspicion par le reste de l'opposition qui juge son soutien à S. Niazov trop long)

---

<sup>1273</sup> Bohr Annette, "Independent Turkmenistan : From post communism to Sultanism" In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 10.

<sup>1274</sup> Kurtov Azhdar, Elections in the Turkmenistan power system, In *Civil society and transition period, Central Asia and the Caucasus*, n°2 (38), 2006.

<sup>1275</sup> Voir tableau récapitulatif des institutions ci-dessous.

<sup>1276</sup> Kamenka Patrick, Turkménistan 2001-2002, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2002, n°1030, p. 194.

qui part en exil en 2001, année d'un renouveau de l'activité des opposants et de la défection de plusieurs hauts dignitaires. En mars 2002, ce sont les services de l'ex KGB, rebaptisé Comité à la Sécurité Nationale (KNB) qui sont « purgés »<sup>1277</sup>.

L'apogée de ces purges se situe fin 2002, suite à une « tentative d'attentat » dont S. Niazov prétend être la cible, le 25 novembre. C'est l'occasion pour le pouvoir d'en rendre responsables 60 personnes. Parmi elles, l'ex-directeur de la Banque centrale et ancien vice-Premier ministre Hudajberdy A. Orazov<sup>1278</sup> (qui avait quitté son pays en 2001), l'ancien ambassadeur en Turquie Nurmuhamed Hanamov, ainsi que Boris Šihmuradov, arrêté à Ašgabad (alors qu'il s'y trouvait illégalement) et incarcéré à vie en décembre 2002. « *L'attentat de 2002 n'ayant été revendiqué par aucun parti d'opposition, Saparmourat Yklimov – ancien ministre député de l'Agriculture et opposant turkmène depuis 1994, qui vivait en Suède et qui a été accusé d'avoir participé à l'attentat–, incrimine le gouvernement d'avoir lui-même orchestré l'attentat afin de pouvoir légitimer une répression contre l'opposition. En effet, suite à cet attentat, S. Niazov a procédé à des remaniements des ministres et des fonctionnaires, et ceux-ci seront fréquents jusqu'à sa mort en 2006 (tous les 6 mois en moyenne)* »<sup>1279</sup>.

## **II. B. 1. Création de nouvelles institutions turkmènes**

En 1992, est fondé le Conseil du peuple (*Halk Maslahaty*) présidé par S. Niazov. Il est supposé être la plus haute autorité du pays, tout en n'étant théoriquement un organe ni exécutif, ni législatif. Mais il a le pouvoir de promulguer une Constitution, de l'amender et de contrôler le processus électoral. Ses décisions supplantent, en théorie, celles du président et du parlement. Par conséquent, toutes les propositions de S. Niazov sont adoptées à l'unanimité par les délégués du Conseil du peuple. Celui-ci est donc, de fait, un organe législatif et il affaiblit les fonctions du parlement. Mais contrairement à ce qu'affirme A. Bohr<sup>1280</sup>, il ne viole pas la Constitution de 1992, car son article 4 précise que le pouvoir de l'État se partage entre le Conseil du peuple, le législatif, l'exécutif et le judiciaire qui œuvrent indépendamment et s'équilibrent les uns les autres.

Tandis que le Soviet Suprême, élu en 1993, était composé de 175 députés (dont un quota d'ouvriers et de paysans), le nombre de députés au Parlement (*Medžlis*) passe à 50 (65 initialement dans la Constitution de 1992), à la demande du chef de l'État. Le parlement élu en

---

<sup>1277</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 80.

<sup>1278</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1279</sup> Sidos Romain, *L'opposition au Turkménistan*, *Regard sur l'Est*, 1 avril 2011.

<sup>1280</sup> Bohr Annette, "Independent Turkmenistan : From post communism to Sultanism", op cit., p. 10.



1994 est constitué de 50 juristes professionnels et jouissait d'une petite marge de manœuvre par rapport à l'exécutif<sup>1281</sup>. Mais cet organe législatif voit ses pouvoirs diminuer au cours de la décennie 1990 pour finir par perdre sa raison d'être. De plus, le pouvoir judiciaire est entièrement sous la coupe de l'exécutif. « *L'absence de structure étatique différenciée de la figure présidentielle, après 1991, et une confusion de plus en plus grande des pouvoirs expliquent pour une large majorité de la population, le maintien d'un contrôle idéologique très fort* »<sup>1282</sup>.

## II. B. 2. Les hâkim

Les *hâkim* sont nommés et révoqués par le président au bout de très courtes périodes avec ou sans explication valable. En 1996, S. Niazov utilise la mauvaise récolte de coton comme prétexte pour limoger tous les *hâkim* de *velaât* en place depuis l'indépendance et en nommer de nouveaux pour une durée d'un an. Cette courte période ne leur permet pas de choisir des membres de leurs réseaux clientélistes comme subordonnés<sup>1283</sup>. Ils ont donc moins de possibilités d'affermir leur pouvoir et de se constituer en rivaux potentiels du président S. Niazov. Celui-ci a rapidement établi un environnement politiquement répressif dans lequel le gouvernement central s'est constitué en successeur du parti communiste et l'a utilisé pour soutenir des réseaux clientélistes basés régionalement<sup>1284</sup>. Il faut également souligner qu'à la grande différence de leurs homologues kazakhstaniens, les responsables turkmènes, une fois destitués, ne réapparaissent que rarement sur la scène du pouvoir, certains étant emprisonnés et / ou éliminés physiquement. C'est le cas de Boris Orazovič Šihmuradov, déjà cité, de l'ancien maire d'Aşgabad Tagandurdy Halliev, après la « tentative d'attentat » en 2002<sup>1285</sup>, et d'autres - exilés pour un temps très long et donc coupés de la population du pays. Il est à noter qu'aucun des ministres en charge des hydrocarbures n'a eu à faire avec la justice.

Il n'existe ni concurrence entre régions<sup>1286</sup>, ni de base pour une gestion locale indépendante<sup>1287</sup>. Les *hâkim* que S. Niazov a limogés peuvent représenter potentiellement une

---

<sup>1281</sup> Ochs Michael, "Turkmenistan : the quest for stability and control", In *Conflict, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Dawisha Karen (ed.), Cambridge ; New York ; Melbourne : Cambridge university press, 1997, p. 319.

<sup>1282</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 75.

<sup>1283</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 116.

<sup>1284</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse: oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 18.

<sup>1285</sup> La liste des condamnés suite à la « tentative d'attentat » de 2002 est publiée notamment dans l'article : Propavšie v tûrmah Turkmenistana za poslednie desât' let sur le site *Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana"*, 8 octobre 2013 ([www.fergananews.com/news/21309](http://www.fergananews.com/news/21309)).

<sup>1286</sup> Cf. Le découpage administratif des régions productrices d'hydrocarbures des deux RSS dans les annexes du chapitre I.

<sup>1287</sup> Leschenko Natalie, Troschke Manuela, "Fiscal decentralization in centralized states : Central Asia patterns",

opposition régionale ou du moins un soutien potentiel à un mouvement d'opposition<sup>1288</sup>. L'élément tribal n'a pas pu se structurer en acteur collectif indépendant et actif, sur les onze premières années d'indépendance.

Les *hâkim* sont nommés afin d'équilibrer l'influence des élites de la tribu des Teke Ahal russophiles. Ce choix d'hommes à discrétion par le chef est une caractéristique du régime sultanique (notion qui sera reprise dans la conclusion). Deux *hâkim* sont particulièrement influents ; il s'agit de Kurban Muradovič Orazov<sup>1289</sup> et Sapaegel'dy Motaev<sup>1290</sup>, très proche de K. Orazov.

### II. B. 3. Des opposants turkmènes en exil

Le bas niveau de développement économique et social de la RSS de Turkménie n'a pas permis l'émergence de mouvements d'opposition comme au Kazakhstan<sup>1291</sup> et l'*intelligentsia* turkmène, assez réduite, était restée à l'écart des changements induits par la politique de M. Gorbatchev. Notons, néanmoins, qu'en 1989, le mouvement *Agzybirlik* («Solidarité») est créé par Nuberdy Nurmamedov, Babla Goklen, Ak-Muhammed Velsapar et Širali Nurmuradov (ce dernier est arrêté pour escroquerie dès octobre 1990). Puis, en 1991, c'est le club *Païkhas*, dirigé par l'historien et démographe Šohrat Kadyrov, qui voit le jour au sein de l'Académie des sciences. La même année, paraît l'éphémère revue indépendante *Daânč* (*Soutien*) grâce au philosophe et journaliste Muhammedmurat Salamatov, surnommé le « *Sakharov turkmène* ». Puis Š. Kadyrov et A. Velsapar s'exilent ; M. Salamatov est placé en résidence surveillée au Turkménistan et N. Nurmamedov n'est libéré de prison qu'après un repentir public. En 1992, le ministre des Affaires étrangères Avdy Kuliev, démissionne, en signe de protestation contre la politique de répression de S. Niazov, et anime l'opposition turkmène à Moscou à partir de 1994. Il jouissait d'une bonne popularité avant son exil. En 1997, il crée le mouvement *Turkmenistan* qui prendra ensuite le nom d'Opposition unie et démocratique du Turkménistan (ODOT). Celle-ci réunit le PC turkmène, le parti social-démocrate et des émigrés russes originaires du Turkménistan, dont Anatolij Fomin. Entre 1991 et 1993, quelques groupes manifestent leurs désaccords en organisant des grèves et en proposant des candidats à toutes

---

In *The economics and politics of oil in the Caspian Basin : the redistribution of oil revenues in Azerbaijan and Central Asia*, Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand, Gaël (eds.), London ; New York : Routledge, 2008, p. 81.

<sup>1288</sup> International Crisis Group, *Trešiny v mramore : nestabil'naâ diktatura Turkmenistana*, 17 janvier 2003, Asia Report n°44, Osh/Brussels, 17 January 2003, p. 14.

<sup>1289</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1290</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1291</sup> Bohr Annette, "Independent Turkmenistan : From post communism to Sultanism", op. cit., p. 21.

les élections. Mais dès le début 1993, le Comité de Sécurité nationale a éliminé toute velléité d'opposition interne<sup>1292</sup>.

Les deux principaux courants d'opposition sont fondés par d'anciens ministres de S. Niazov. Il s'agit du parti républicain du Turkménistan, présidé par Nurmammed Hanamov (ancien Ambassadeur aux Émirats arabes unis), le mouvement *Watan (la Patrie)* dirigé par Hudajberdy Orazov (ancien directeur de la Banque centrale), du mouvement « *Vozroždenie* » (*Renaissance*) de Nazar Suûnov, ancien ministre de l'Industrie pétrolière et gazière, installé à Moscou, auxquels il faut ajouter le Mouvement démocratique populaire créé par B. Šihmuradov (qui n'avait pas de programme politique bien défini, basé sur des projets de larges privatisations), en 2001, alors que cet Ambassadeur du Turkménistan en Chine s'exile à Moscou (avant son arrestation en 2002). Au cours des années 1998-2001, l'activité de l'opposition au sein du pays est réduite à néant. L'influence d'A. Kuliev ne peut pas s'exercer à l'intérieur en raison des répressions. L'opposition structurée se situe donc en dehors des frontières, même si ces divers mouvements n'ont pas pu trouver de plateforme commune.

### **III. Les institutions de deux pays indépendants**

Quelques différences notables entre les institutions de deux pays apparaissent à la lumière du tableau N°25 (Comparaison des institutions politiques du Kazakhstan et du Turkménistan) ci-dessous. Outre la deuxième Constitution promulguée au Kazakhstan en 1995, ce pays s'est doté d'une administration présidentielle qui n'a pas d'équivalent au Turkménistan. Le gouvernement turkmène n'est pas dirigé par un Premier ministre mais par le chef de l'État qui préside le cabinet des ministres, il ne s'est pas non plus doté de Sénat, ni de Conseil constitutionnel, contrairement au Kazakhstan. Quant à la Chambre basse du Turkménistan, elle compte 125 députés pour une population de 5,79 millions d'habitants en 2002 tandis que celle du Kazakhstan est composée de 107 députés pour une population de 14,85 millions d'habitants. Les divers conseils élus sont également plus nombreux au Turkménistan qu'au Kazakhstan. Mais ce dernier bénéficie d'une relative pluralité de partis, tandis que seul le parti du président est autorisé au Turkménistan.

Si au Kazakhstan, la concurrence entre divers groupes politiques est relativement faible, elle s'exprime encore moins au Turkménistan, où les groupes qui pourraient s'opposer, par exemple aux investissements directs étrangers profitant d'une façon disproportionnée aux investisseurs étrangers, sont ou bien exclus du processus de prise de décisions par la force

---

<sup>1292</sup> Safronov Rustem, *Oppoziciâ v izgnanii : Turkmenistan*, *Eurasianet.org*, 11 décembre 2002.

(Turkménistan) ou bien « absorbés » dans des politiques gouvernementales par l'octroi d'avantages spécifiques (Kazakhstan)<sup>1293</sup>.

**Tableau N°25 : Comparaison des institutions politiques du Kazakhstan et du Turkménistan**

Institutions	Kazakhstan	Turkménistan
Constitution	1993, 1995	1992
Président	élu en 1990, 1991 et 1999 Mandat de 5 puis 7 ans (à partir de 1998)	élu en 1990, 1992 Président à vie à partir de 1999
	Administration présidentielle	
Gouvernement	Premier ministre et ministres	Cabinet des ministres présidé par le chef de l'État
Parlement	Sénat Mažlis 98 députés élus au suffrage universel direct et 9 par l'Assemblée du Peuple pour 5 ans	Pas de Sénat Medžlis 125 députés élus pour 5 ans au suffrage universel direct
	Conseil constitutionnel	Pas de Conseil constitutionnel Conseil des Anciens (Yağshular Maslahaty), créé en 1990 (hors Constitution)
	Assemblée du Peuple (Assembleâ naroda Kazahstana) Organe consultatif	Conseil du peuple depuis 1992 (Halk Maslahaty)
		administrations locales et conseils élus
Partis	Lois sur les partis (2 juillet 1996 et 15 juillet 2002)	Parti démocratique du Turkménistan (parti unique)

F. Esen et G. Raballand<sup>1294</sup> montrent que la faiblesse de l'État au Kazakhstan, au moment de son accession à l'indépendance, explique la nature de la gestion politique du secteur pétrolier. Cette faiblesse était due notamment à l'existence de structures sociales et régionales comme les hordes, puissantes bien qu'informelles et à une mauvaise qualité institutionnelle en raison de l'étroitesse de l'élite du pays. Soit autant d'éléments qui existent aussi au Turkménistan. Les

<sup>1293</sup> Bayulgen Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia, op. cit., p. 7.

<sup>1294</sup> Raballand G., Esen F., Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. Le cas du Kazakhstan, op. cit., p. 3.

structures sociales y sont composées de tribus, comme décrit plus haut, et l'étroitesse de l'élite y est encore plus flagrante qu'au Kazakhstan, notamment dans le secteur des hydrocarbures. Donc sur ces points, le Turkménistan ne présente pas de divergences mais, au contraire, des caractéristiques semblables à celles décrites pour le Kazakhstan et, surtout, fortement accentuées. Un autre point commun aux deux pays, est l'acceptation du régime par leurs populations respectives, au début de l'indépendance. Ces deux auteurs rappellent le consensus dans la société kazakhstanaise pour un État unitaire et un régime fort à l'indépendance.

L'absence de réaction de la population au moment de la dissolution du parlement menée par N. Nazarbaev en 1995, peut être une manifestation de ce consensus. N. I. Petrov et M. S. Gafarly<sup>1295</sup> mettent au compte de cet immobilisme plutôt des aspects socio-économiques, comme l'adoption de la nouvelle monnaie - le tenge - en novembre 1993, une très forte inflation et l'inquiétude de la population russe<sup>1296</sup> quant à son avenir. Au Turkménistan, le niveau de contestation est bas au cours de la brève période de la *Perestroïka* et des premières années après l'indépendance, car il n'y a pas de défi direct ou significatif au système clientéliste, basé sur les régions<sup>1297</sup> et où les tribus ont une distribution géographique très précise. En outre, la capitale se situe dans la zone de peuplement Teke, qui est de loin l'élément le plus nombreux, comme cela a été noté dans le chapitre VIII, alors qu'Almaty est située, quant à elle, dans la zone de la Grande horde, qui n'est pas la plus importante numériquement des trois hordes kazakhes. Au début de l'indépendance, le Kazakhstan, au contraire, se distingue du Turkménistan par une forte contestation quant à la poursuite du système clientéliste<sup>1298</sup>.

#### **IV. Des ambitions diverses en matière de politique extérieure**

Les modes d'ouverture des deux pays et leurs profils institutionnels, comme les adhésions aux diverses institutions internationales (OMC...) sont des points d'entrée intéressants à examiner pour évaluer leur niveau d'intégration relatif, dans le reste du monde.

Au Turkménistan, l'isolement que subit la population du fait de la répression interne se double de celui du pays sur la scène internationale (et à laquelle se serait opposé le premier vice-ministre des Affaires Etrangères du Turkménistan B. Šihmuradov). Cet isolement contraste

---

<sup>1295</sup> Petrov N. I., Gafarly M. S., "The course towards Political Stability", In *Central Asia: political and economic challenges in the post-Soviet Era*, Vassiliev Alekseï (ed.), London : Saqi, 2001, p. 42-43.

<sup>1296</sup> Les Russes étaient 6 227 000 (37%) dans la RSS du Kazakhstan, en 1989. Source : Peyrouse Sébastien, Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie, *Espace populations sociétés*, 2007/1, p. 51.

<sup>1297</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 18.

<sup>1298</sup> Ibid.

avec l'insertion plus grande, relativement, du Kazakhstan. S. Niazov ne signe pas le Traité de sécurité collective des anciens membres de l'Union soviétique, ni la Charte de la CEI en 1993. Il ne rejoint pas le « Comité économique intergouvernemental chargé de promouvoir l'intégration économique de la CEI », pas plus qu'il ne signe le traité multilatéral sur la protection commune des frontières extérieures de la CEI<sup>1299</sup>.

Le président turkmène proclame la neutralité perpétuelle de son pays en mars 1995 et ce statut est reconnu à l'ONU le 12 (ou le 13) décembre de la même année. Ce concept de neutralité est un outil voulant permettre au Turkménistan de se faire accepter par la communauté internationale, et de faciliter son intégration dans le système économique mondial. Cet élément du discours politique, comprend un ensemble d'engagements de la part des autorités, à savoir : une situation interne stable, la reconnaissance des instances internationales, le respect de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, le refus inconditionnel de participer à des conflits extérieurs, la signature des conventions de non-prolifération nucléaires et autres armes de destruction massive, et le refus d'accueillir des forces étrangères sur son sol<sup>1300</sup>.

Le Turkménistan est le seul pays de la CEI à ne pas avoir posé sa candidature à l'OMC. Néanmoins, il semblerait que le président turkmène n'ait pas toujours eu cette tentation de l'isolationnisme puisqu'il aurait fait une proposition originale en 1991 : « Réunis les 12-13 décembre à Ashkhabad (Turkménistan), les présidents du Kazakhstan, du Kirghizstan, du Tadjikistan, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan ont dû tout d'abord se prononcer sur le projet turkménistanais visant la création d'un bloc islamique des cinq républiques asiatiques réunies dans une confédération, mais grâce à l'insistance de N. Nazarbaiev, cette formule fut abandonnée. »<sup>1301</sup>. Cette insistance de la part du Kazakh est intéressante à souligner, car celui-ci n'a cessé de lancer des propositions en matière d'organisations régionales depuis l'indépendance, en partie afin d'affirmer son *leadership* régional, essentiellement face à l'Ouzbékistan. De plus, le Turkménistan intègre le Mouvement des pays non-alignés réunis à Cartagena (Colombie) en 1995<sup>1302</sup>.

Le tableau N°26 (L'appartenance du Kazakhstan et du Turkménistan aux organisations régionales) ci-dessous montre que le Turkménistan a adhéré en 1992 à certaines organisations

---

<sup>1299</sup> Raczka Witold, Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?, op. cit., p. 5.

<sup>1300</sup> Anseschi Luca, *Turkmenistan's Foreign Policy : positive neutrality and the consolidation of the Turkmen regime*, London ; New York : Routledge, 2009, p. 27-29.

<sup>1301</sup> Yakemtchouk Romain, La Communauté des Etats Indépendants : CEI. In: *Annuaire français de droit international*, 1995, vol. 41, p. 249.

<sup>1302</sup> Raczka Witold, Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?, op. cit., p. 6.

internationales (CEI, OSCE, OCI et OCE) puis a cessé ce mouvement d'intégration. Le Kazakhstan appartient, lui, à toutes les organisations recensées dans le tableau.

**Tableau N°26 : L'appartenance du Kazakhstan et du Turkménistan aux organisations régionales (avant 2002)**

	Kazakhstan	Turkménistan
CEI	oui	oui
OSCE	oui	oui
Traité de Tachkent (1992) Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) depuis 2002	oui	non
Organisation de Coopération de Shanghai, OCS (1996)	oui	non
1995 : Union économique centrasiatique 1998 : Communauté économique centrasiatique 2002 : Organisation de coopération centrasiatique OCCA, se fond dans la CEEA avec l'entrée de l'Ouzbékistan, 2002 – 2006	oui	non
Communauté économique eurasiatique, CEE ou CEEA (ou Coopération centrasiatique depuis décembre 2001), 2000	oui	non
1995 : Union douanière 1996 : Zone de libre échange (Espace économique commun 2003)	oui	non
Central Asia Regional Economic Cooperation 1997	oui	non
Organisation pour la Coopération Economique (OCE) 1985	oui	oui (depuis 1992)
Organisation de la Conférence Islamique (OCI)	oui	oui (depuis 1992)
Mouvement des pays non-alignés	non	oui

Ce chapitre met en évidence un parcours politique différent pour les deux républiques, pourtant formées dans la même matrice qu'a été l'URSS. En 2002, les deux régimes ne sont pas de même nature. Celui du Turkménistan peut être diversement qualifié – les catégories qui lui sont appliquées sont nombreuses (et seront évoquées plus en détail dans le dernier chapitre de ce travail) –, mais il ne peut être, à l'évidence, appelé démocratie. Il est très autoritaire, et davantage que celui du Kazakhstan, où les apparences de la démocratie sont plus respectées (parlement à deux chambres, multiplicité de partis dont le poids politique réel est tout de même dérisoire, pluralité de médias mais dont l'indépendance vis-à-vis du pouvoir est faible) et les voix de l'opposition ont d'extrêmes difficultés à s'exprimer. Les voies de l'indépendance économique, elles aussi divergentes, et examinées dans le chapitre suivant, expliquent en partie la disparité des deux régimes politiques.

## Chapitre X

### Indépendance économique: les deux voies divergentes du Kazakhstan et du Turkménistan

De nombreux analystes pensaient, au début des années 1990, que l'ensemble des économies de l'ancien bloc soviétique allait suivre une trajectoire commune vers un modèle unique, comme celui préconisé dans les pays post-socialistes par le FMI et la Banque mondiale, selon le Consensus de Washington. Ces mesures consistent à lutter contre l'inflation, libéraliser les marchés, privatiser, déréglementer, et respecter la discipline budgétaire, afin de stabiliser les économies auxquelles il est supposé s'appliquer. Il réside en un large accord sur la mise en œuvre de politiques macroéconomiques similaires, initiées dans les pays du Sud. Or, les chemins et les rythmes des réformes suivis par les deux ex-RSS du Kazakhstan et de Turkménie n'ont pas été conformes à l'ensemble du Consensus de Washington. Toutefois, des publications de la Banque mondiale, comme celle de C. Michalopoulos et D. G. Tarr<sup>1303</sup> soulignait, dès 1994, que les trajectoires de ces pays avaient divergé au fur et à mesure des réformes adoptées, tout comme leurs performances économiques et leurs modèles de commerce.

La rupture des deux pays nouvellement indépendants avec cette trajectoire, justifie en effet le choix de l'expression « transformation (ou mutation) systémique » plutôt que le terme « transition » puisque les économies des pays de l'ex bloc de l'Est ne suivent pas « toutes le même cheminement vers un point d'aboutissement, une "fin de l'histoire", qui constitue le terme de leur évolution »<sup>1304</sup>.

Si le Turkménistan ne peut pas être qualifié d'économie en transition<sup>1305</sup>, c'est notamment parce que sa richesse gazière a permis au chef de l'État d'utiliser les revenus des exportations de gaz pour conserver un contrôle de type soviétique dans le commerce, l'industrie et le

---

<sup>1303</sup> Michalopoulos Constantine, Tarr David G., Trade in the New Independent States, op. cit., p. 8.

<sup>1304</sup> Redor Dominique, *Les économies d'Europe de l'Est : Europe centrale, Europe orientale, Russie, depuis 1989*, Paris : Seuil, 1997, p. 22.

<sup>1305</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 175.



commerce et maintenir un niveau de vie minimal à la population. T. Sabonis-Helf<sup>1306</sup> établit un parallèle entre l'URSS brejnévienne et le Turkménistan indépendant de S. Niazov, pour rendre compte de l'emploi de ces revenus comme substitut aux réformes. Les considérations de P. Jones Luong et E. Wienthal complètent cette interprétation, en introduisant le rôle du coton, comme exposé plus bas.

Au moment de l'indépendance, la compétition régionale pour la distribution des ressources a présidé à la fondation des systèmes économique et politique d'Asie centrale. Leur capacité à continuer à assurer un minimum de système de protection sociale a dépendu, notamment, de la garantie d'une source suffisante de devises fortes après l'effondrement de l'Union soviétique<sup>1307</sup>.

Tandis que le Turkménistan a ignoré les réformes (en 1997, il était le seul pays de la CEI à ne pas avoir adopté de programme de stabilisation en accord avec le FMI<sup>1308</sup>) et fonctionné sur l'ancien modèle soviétique jusqu'à la fin 1995, le Kazakhstan adopte des mesures de passage à l'économie de marché avec un programme intitulé « Une stratégie pour l'avenir et le développement du Kazakhstan en tant qu'État souverain ». Et *a contrario*, c'est la richesse en hydrocarbures qui permet au président N. Nazarbaev de présenter une politique de transformation économique et de développement de l'industrie. Toujours au Kazakhstan, les années 1990 voient un effondrement des secteurs de l'industrie et de l'agriculture (la part du secteur agricole dans le PIB passe de 14,9% en 1994 à 8,6% en 2000), le taux d'emploi est divisé par deux dans les grandes et moyennes entreprises entre 1996 et 1999 et les niveaux de vie diminuent<sup>1309</sup>. Puis au cours de la seconde moitié de l'année 1998 et surtout en 1999, le Kazakhstan est affecté par les crises russe et asiatique qui font plonger la confiance, geler les paiements et augmenter les arriérés de paiement, s'effondrer les exportations de la CEI<sup>1310</sup>. De la fin 1991 jusqu'à la mi 1994, le Kazakhstan connaît une crise économique et le gouvernement fait preuve d'incohérence dans sa politique budgétaire. La libéralisation des prix qui s'étale de janvier 1992 jusqu'à la fin de 1994, ne concourt pas au développement du

---

<sup>1306</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", In *In the Tracks of Tamerlane: Central Asia's Path to the 21st Century*, Burghart Dan, Sabonis-Helf Theresa (eds.), Washington, D.C. : National Defense University, Center for Technology and National Security Policy, 2004, p. 172.

<sup>1307</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 13.

<sup>1308</sup> Giroux Alain, Turkménistan 1997 Les ambitions démesurées de S. Niazov face aux réalités, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, mars-avril-mai 1998, n°428-429, p. 162.

<sup>1309</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 182.

<sup>1310</sup> Ibid.

commerce extérieur. En revanche, les indécisions quant à la libéralisation des prix de l'énergie finissent par causer de l'inflation<sup>1311</sup>. En juillet 1994, le gouvernement élabore un programme de stabilisation macroéconomique sur 18 mois, destiné à réformer la fiscalité, le secteur bancaire, les douanes, et les processus de réorganisation et mise en faillite d'entreprises insolvables. Ce qui aurait été atteint fin 1995, selon I. Tasmagambetov<sup>1312</sup>.

Dans ce chapitre, seront notamment abordées les questions du poids des industries dans les deux pays nouvellement indépendants, les deux processus de privatisations (hors secteur des hydrocarbures qui sera, lui, examiné dans le chapitre XII), les budgets des deux États, la place du coton dans les deux économies (avec des considérations historiques sur la culture du coton avant 1991), les évolutions du PIB et des dettes extérieures des deux pays. Ce chapitre se conclura sur les deux politiques distinctes menées en matière d'investissements étrangers et de leurs liens avec l'évolution des deux régimes. Les fonds nationaux seront traités, eux, dans le chapitre XV.

## ***I. Les tissus industriels kazakhstaniens et turkmènes au tournant de l'indépendance***

L'économie de la RSS du Kazakhstan a toujours été fondée sur les industries extractives. Les traits de développement des années 1920 et 1930 se retrouvent après-guerre. Vers 1940, 36% de la production est réalisée dans les secteurs de l'électricité, des combustibles, des métaux ferreux et non ferreux et dans la métallurgie. Ce pourcentage croît encore après la guerre. Entre 1939 et 1942, la RSS du Kazakhstan aurait pu voir une diversification de son économie avec l'arrivée d'entreprises de secteurs du bois, du textile, du cuir, de l'industrie agro-alimentaire, évacuées des régions occidentales de l'URSS vers celles situées à l'Est de l'Ural. Mais des entreprises métallurgiques y ont été également transportées et les directives de planificateurs prévoyaient un accroissement de la production de métaux et d'hydrocarbures pour la fin de la guerre<sup>1313</sup>.

Il y a, en 1992 au Kazakhstan, environ 19 000 complexes, entreprises et mines employant environ 1,9 million de personnes. Sa base industrielle est alors orientée principalement vers l'extraction de pétrole, de charbon et de minerais, vers la métallurgie, la sidérurgie, la métallurgie non ferreuse, la production d'équipements lourds, de machines-outils, la chimie et

---

<sup>1311</sup>Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p.93.

<sup>1312</sup>Ibid., p. 96.

<sup>1313</sup>Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 45.

la pétrochimie, la transformation primaire des produits agricoles, et enfin le textile. Son niveau de spécialisation était tel que « le Kazakhstan importait la moitié des produits finis consommés dans le pays et que les trois-quarts de ses exportations étaient des produits semi-finis et des matières premières »<sup>1314</sup>. En 1990, la part de l'industrie dans le Produit intérieur brut (VVP) était de 20%. 19 796 entreprises sont alors en activité. En 1991, l'agriculture fournissait 29,5% du VVP<sup>1315</sup>.

Au sein du système économique de l'Union soviétique, l'intégration de la Turkménie avait un caractère bien spécifique puisqu'elle était poussée encore plus loin que celles des autres républiques d'Asie centrale. Elle avait pour principale mission de fournir des matières premières, comme le coton et le gaz, aux autres républiques, et cela au détriment d'un secteur secondaire peu développé. Peu avant l'indépendance, ses exportations équivalent à 25,2% du PIB. L'industrie légère a la part la plus importante dans ses exportations (12,3%). Ses exportations d'hydrocarbures – 7% du PIB (avec des prix très bas, comme vu dans le chapitre IV)<sup>1316</sup>. Après l'effondrement économique des années 1991-1992, le Turkménistan connaît une amélioration entre 1992 et début 1993, grâce à ses ressources naturelles<sup>1317</sup>.

Selon l'économiste et académicien turkmène Džuma Durdy Bajramov<sup>1318</sup>, la RSS de Turkménie ne disposait pas de secteur de production, ni d'infrastructures très développés à la veille de son indépendance. Une part importante de la population était sans emploi (*nezanâtnoe*), le rythme d'industrialisation restait faible, les secteurs de transformation occupaient une part trop petite dans l'économie, et les systèmes de gestion de l'économie étaient imparfaits.

Diverses sources appréciant différemment le niveau d'industrialisation des deux ex-RSS par rapport au reste de la CEI, deux critères peuvent aider à mieux évaluer ce niveau<sup>1319</sup>. Le premier est le niveau d'urbanisation (pourcentage de population urbaine) et le second, le niveau de l'emploi dans l'industrie et la construction.

---

<sup>1314</sup> Giroux Alain, Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1992, n°372, p. 14.

<sup>1315</sup> Atabaev Der'â, Kazahstan možet popast'v syrevoj kapkan, *RFE/RL*, 6 mars 2012.

<sup>1316</sup> Myant Martin, Drahokoupil Jan, International Integration and the Structure of Exports in Central Asian Republics, *Eurasian Geography and Economics*, 2008, n°5, p. 606.

<sup>1317</sup> Outre les hydrocarbures, le sous-sol du Turkménistan contient aussi des sels (iodure-bromure) dans la région du Kara Bogaz Ol et deux gisements de strontium ont été découverts au cours de la première moitié des années 1990 dans la partie orientale du pays. En revanche, ce sous-sol ne renferme ni or, ni charbon.

<sup>1318</sup> Bajramov, D., Sidorenko D. I., *Hozrasčët i samofinansirovanie : pervye itogi, nerešennye voprosy*, op. cit., p. 61.

<sup>1319</sup> McAuley Alastair, "The Central Asia economy in comparative perspective", op. cit., p. 138.

## I. A. Le niveau d'urbanisation

Le Nord, le centre et l'Est du Kazakhstan sont traditionnellement plus industrialisés, plus urbanisés et plus fortement peuplés d'Européens, tandis que les régions du Sud et de l'Ouest, plus rurales, sont plutôt habitées par les Kazakhs<sup>1320</sup>. En 2002, la population des *oblast'* d'Atyrau, Aktûbinsk, Mangistau et du Kazakhstan Ouest représentait 13,8% de la population totale du pays<sup>1321</sup>.

Au Kazakhstan, le pourcentage d'urbains est supérieur à celui des ruraux depuis l'indépendance, ce qui est un phénomène relativement nouveau, puisqu'en 1970, ruraux et urbains étaient à part sensiblement égale. Une grande partie de la population est concentrée dans un petit nombre de grandes villes. Le tableau X. B (Taux de population urbaine des RSS du Kazakhstan et de Turkménie puis du Kazakhstan et du Turkménistan), en annexe, montre une petite décroissance de la population urbaine du Kazakhstan entre 1992 et 1996, ce qui correspond au maximum des départs de la population européenne (selon des sources kazakhstanaïses). Une grande partie de la main-d'œuvre industrielle russe quitte le Kazakhstan en 1994. Le « pic » de cette émigration se situe au milieu des années 1990. En effet, 481 000 personnes partent en 1994, puis 309 600 en 1995, 229 400 en 1996, soit 1 846 466 personnes entre 1991 et 1999<sup>1322</sup>. Le taux d'urbains remonte ensuite jusqu'en 2002.

Dans le cas du Turkménistan, les chiffres marquent, eux aussi, une légère décroissance de la population urbaine, entre 1995 et 1996, sans doute en raison aussi de l'émigration russe (qui est multipliée par 4 en 1994 par rapport à 1980). En 1989, les Russes constituaient 10% de la population, 5% en 1995, à peine 3%, fin 1999, et 2% (soit 100 000 personnes) en 2001<sup>1323</sup>. Ces données montrent que le taux d'urbains est inférieur à 50% au Turkménistan et donc plus faible qu'au Kazakhstan (du moins jusqu'en 1996) où il est toujours supérieur à 55%.

## I. B. Le niveau de l'emploi dans l'agriculture et l'industrie

La répartition de la production industrielle par habitant, en 1987, plaçait la RSS de Turkménie au 15<sup>ème</sup> rang (sur 15) et la RSS du Kazakhstan au 11<sup>ème</sup> rang,<sup>1324</sup> au sein de l'URSS. À en juger par la structure de l'emploi de la RSS de Turkménie, à la veille de son indépendance, celle-ci se trouve à un stade pré-industriel. L'emploi industriel y compte en

---

<sup>1320</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 33.

<sup>1321</sup> *Srednegodovaâ čislennost' naseleniâ za 2000-2011 gg.*, [www.stat.kz/digital/naselsenie/Pages/default.aspx](http://www.stat.kz/digital/naselsenie/Pages/default.aspx)

<sup>1322</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 65.

<sup>1323</sup> Demidov Sergej Mihajlovič, *Postsovetskij Turkménistan*, Moskva : Natalis, 2002, p. 15.

<sup>1324</sup> Sapir Jacques, "Crise et réforme : le contexte macro-économique au tournant des années quatre-vingt-dix", op. cit., p. 52.

effet moins de 30% de l'ensemble et le taux d'emploi dans l'agriculture est de près de 42%, en 1990. Huit ans plus tard, ce dernier taux avait atteint presque les 50% bien que la contribution de l'agriculture au PIB ne soit que de 11%<sup>1325</sup>. L'emploi dans l'agriculture a donc progressé au cours des années 1990 et celui dans l'industrie a légèrement augmenté entre 1999 et 2002 (Cf. tableau X. C : La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 au Turkménistan, en annexe). Une dizaine d'années plus tard, l'agriculture représente 25% du PIB et fait vivre près de 55% de la population<sup>1326</sup>.

Selon ce critère de structure de l'emploi, le Kazakhstan occupe une situation intermédiaire entre les quatre républiques d'Asie centrale et les républiques slaves<sup>1327</sup>. En 1991, l'agriculture emploie 18% de la population active<sup>1328</sup> et 22,7% en 1992. Toujours en 1992, 32% de la population active travaille dans l'industrie et la construction<sup>1329</sup>.

Les parts de l'industrie et de l'agriculture dans le PIB du Kazakhstan diminuent d'un tiers au cours de la période 1993-1997, mais celle du secteur de la production des matières minérales s'accroît. La structure de l'emploi se modifie également. L'emploi diminue de 25,6% à 18,3% entre 1994 et 1997 dans l'industrie et la construction, tandis qu'il augmente de 52,9% à 57,7% entre 1994 et 1997 dans les services<sup>1330</sup>. Le tableau X. D (La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 au Kazakhstan) montre une hausse significative de la part de l'agriculture entre 1990 et 2002 dans cette structure de l'emploi et une baisse non moins manifeste de celle de l'industrie pendant la même période.

## **II. Les privatisations (hors hydrocarbures)**

Même si les prémices de cette divergence de trajectoires se sont fait jour dès avant 1991, comme cela a été souligné dans la première partie, le Kazakhstan et le Turkménistan ont eu pour point commun, notamment, d'avoir le plus souffert de la rupture des liens économiques à l'intérieur du bloc soviétique (avec les autres centrasiatiques)<sup>1331</sup>. En effet, la crise profonde que connaissent les quatre républiques d'Asie centrale et le Kazakhstan au début de

---

<sup>1325</sup> Economist Intelligence Unit, Turkmenistan Country Profile 2001, London : EIU, 2001, p. 23.

<sup>1326</sup> Kamenka Patrick, Turkménistan 2001-2002, op. cit., p. 199.

<sup>1327</sup> Narzikulov Rustam, "The Central Asia republics", op. cit., p. 429.

<sup>1328</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, op. cit., p. 15.

<sup>1329</sup> World Bank, Statistical Handbook 1993, States of the Former USSR, Studies of economies in transformation, paper n°8, Washington, D.C. ; The World Bank, September 1993, p. 268.

<sup>1330</sup> Kuralbayeva Karlygash, Kutan Ali M., Wyzan Michael L., *Is Kazakhstan vulnerable to the dutch disease ?*, Working paper, Zentrum für Europäische Integrationsforschung Center for European Integration Studies, Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, 2001, p. 10.

<sup>1331</sup> Myant Martin, Drahoukoupil Jan, *International Integration and the Structure of Exports in Central Asian Republics*, op. cit., p. 604.

l'indépendance, est due, entre autres, à l'interruption soudaine des transferts. Mais la réponse des deux pays à cette crise est différente et c'est le Kazakhstan qui a lancé le programme de privatisation le plus vaste d'Asie centrale.

## II. A. Au Kazakhstan

Le processus de privatisation (c'est-à-dire transfert du capital d'une entreprise publique à des actionnaires privés) est tout d'abord envisagé par les autorités du Kazakhstan comme une solution de court terme pour pallier les effets de l'effondrement de l'URSS, c'est à-dire la suppression des transferts financiers en provenance de Russie<sup>1332</sup>. Une privatisation initiale, à petite échelle, est réalisée à l'aide de vouchers en 1991-1992 et le secteur de l'énergie en est exclu (comme l'enseignement, la santé...). Le parlement, composé de députés de l'ère soviétique et dissous en décembre 1993, entend alors garder le contrôle sur la transformation économique et critique les plans du gouvernement<sup>1333</sup>. Et dans de nombreux cas, des *akim* ont tout simplement refusé de mettre en œuvre ces programmes en créant des obstacles bureaucratiques<sup>1334</sup>... Les régions sont donc des acteurs-clés de ces privatisations car elles sont en mesure de dicter leurs conditions aux comités d'État pour la gestion des biens d'État. Ce qui a donné le jeu de mot « *prihvatizaciâ* », composé de privatisation et du verbe russe *hvatat'* qui signifie saisir, empoigner. Puis une privatisation de masse est lancée en 1993-1995<sup>1335</sup>. En 1994, cette phase des privatisations porte sur de petites et moyennes entreprises et usines de plus de 200 salariés.

La popularité de N. Nazarbaev décroît 18 mois après les élections présidentielles et le chef de l'Etat nomme, en octobre 1994, un nouveau gouvernement de 15 ministres, chargés de sortir le pays de la crise économique. Le nouveau Premier ministre A. Kažegeldin est chargé de favoriser le processus de privatisation des grandes entreprises et notamment dans le secteur pétrolier, en raison de ses capacités à attirer des IDE<sup>1336</sup>. Et il en attire effectivement pour un montant de 1,2 milliard en une seule année<sup>1337</sup>. Un programme de privatisation et de

---

<sup>1332</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 179.

<sup>1333</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 162.

<sup>1334</sup> Jones Luong Pauline, "Economic « decentralization » in Kazakhstan : causes and consequences", op. cit., p. 198.

<sup>1335</sup> Pomfret R., Kazakhstan's Economy since Independence: Does the Oil Boom Offer a Second Chance for Sustainable Development?, *Europe-Asia Studies*, Volume 57, Issue 6, September 2005, p. 859 – 876. Cité par Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 162.

<sup>1336</sup> Dmitrii Furman, The regime in Kazakhstan, In Rumer, Boris Z., Central Asia at the end of the transition, Armonk, N.Y. ; London : M.E. Sharpe, cop. 2005, cité par Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 44.

<sup>1337</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", In *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Robert Ebel and Rajan Menon (eds). Maryland : Rowman & Littlefield

restructuration des biens de l'État est établi pour 1996-1998. Cette dernière étape, prévoyant à la fois, l'aboutissement de la petite privatisation, la vente de nouvelles parts des moyennes et grandes entreprises et la vente de très grandes entreprises au cas par cas, correspond à un regain d'intérêt de la part des étrangers pour ce pays. La privatisation dans le secteur pétrolier débute à partir de 1995<sup>1338</sup>, année au cours de laquelle la troisième phase des privatisations était prévue. Entre 1995 et 2002, la part du secteur privé dans le PIB du Kazakhstan passe de 25 à 65%<sup>1339</sup>.

Avec l'arrivée d'A. Kažegeldin à ce poste de responsabilité, des hommes d'affaires kazakhstanais font leur entrée au gouvernement. Ce qui fait dire à S. Cummings que pouvoirs politique et économique étaient fusionnés au début du régime<sup>1340</sup>. C'est aussi à ce moment-là que d'anciens du KGB deviennent des entrepreneurs (dans le secteur de la sécurité, notamment) et entrent en politique, ce qui s'explique par l'ancienne appartenance du Premier ministre A. Kažegeldin au KGB.

## II. B. Au Turkménistan

Cinq années de récession et d'hyperinflation poussent S. Niazov à engager des discussions avec le FMI (dont le Turkménistan est membre depuis 1992) sur la mise au point d'un programme de réformes, en décembre 1995, qu'il ne mettra pas en œuvre, arguant du fait que ce programme ne ferait que créer de la pauvreté et supprimer des emplois. En conséquence, le FMI ferme sa représentation à Ašhabad en 1999 (ou 2000).

Le Turkménistan est le seul pays d'Asie centrale à ne pas avoir mis en place de réelle politique de libéralisation économique, à l'exception de la vague de privatisations qui concernent le petit commerce entre 1994 et 1996. Les secteurs stratégiques pour l'économie du pays que sont ceux des hydrocarbures et du coton ne sont donc pas concernés par la privatisation. L'explication réside dans le fait que leurs exportations sont les principales sources de revenus pour le budget de l'État. Le Turkménistan a développé une économie très dépendante de son commerce et ce bien davantage que la plupart des autres républiques ex soviétiques<sup>1341</sup>.

---

Publishers, 2000, p. 88.

<sup>1338</sup> La privatisation dans le secteur pétrolier est abordée dans le chapitre XI : La poursuite de la construction institutionnelle du secteur des hydrocarbures.

<sup>1339</sup> Pomfret Richard, *Ressource abundance and long-run growth : when is oil a curse ? The effects of Oil discovery on Kazakhstan's Economy*, op. cit., p. 8.

<sup>1340</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 42.

<sup>1341</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, Londres : Royal institute of international affairs, 1997, p. 49.

### III. *Le déficit du budget de l'État kazakhstanais et les privatisations*

Le budget de l'État kazakhstanais est composé du budget républicain et des budgets locaux. Ces derniers sont constitués des budgets des *oblast'* et des budgets des villes. Ils sont approuvés par les *maslihat*.

Le Kazakhstan n'a pas développé un système fiable de collecte des impôts. Les revenus de l'État diminuent à hauteur de 20% du PIB en 1995, puis encore de 6% en 1996 (tandis que le PIB décroît entre 1994 et 1995 puis il augmente entre 1995 et 1996, en dollars courants, tout comme les exportations de pétrole en valeur). Les impôts sur les revenus continuent de baisser en pourcentage du PIB, en 1998 (et le PIB diminue entre 1997 et 1998 en dollars courants, mais pas les exportations de pétrole en valeur). Mais les autorités estiment qu'il vaut mieux attendre les retombées des revenus du pétrole plutôt que d'améliorer cette collecte des impôts ou la croissance économique<sup>1342</sup>.

En 1994, le déficit du budget de l'État kazakhstanais s'élève à 7,2% du PIB. Entre 1995 et 1999, ce déficit (sans les revenus des privatisations) représentait un peu plus de 3% du PIB. Il est, en partie, comblé par les recettes des privatisations globales (tous secteurs confondus) entre 1996 et 1998<sup>1343</sup>. Les produits de ces privatisations augmentent brusquement dès 1996 (+76,8% par rapport à 1995). En 1997 et 1998, ils croissent encore respectivement de +42,9% et de 18,3%. Et puis ils diminuent très fortement en 1999 (de -86,3% par rapport à l'année précédente).

Le budget du Kazakhstan est à l'équilibre, voire en large excédent en 2000, après six années de déficit entre 2 et 3% du PIB (et 7,2% en 1994). Les revenus des privatisations sont maximum en 1997 et 1998, tandis que le budget de l'État est le plus déficitaire en chiffres absolus (mais c'est en 1994 qu'il l'est le plus en pourcentage du PIB). Les deux années 2001 et 2002 voient un léger déficit budgétaire (inférieur à 0,5%) par rapport au PIB. (Cf. tableau X. E : Le budget du Kazakhstan 1991-2002, en annexe).

Selon un rapport sur le budget du ministère des Finances destiné au parlement, de 2001<sup>1344</sup>, les hydrocarbures et le secteur minier contribuent à 40% des revenus du budget. En 2001, les revenus fiscaux versés par les entreprises du secteur des hydrocarbures avaient pratiquement

---

<sup>1342</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 79 et 85.

<sup>1343</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 176.

<sup>1344</sup> Ce rapport, cité par S. Tsalik (Report of the Ministry of Finance to the parliament on 2001 Budget Fulfillment, May 14, 2002) ne se trouve ni sur le site du ministère des Finances, ni sur celui du parlement.



doublé par rapport à l'année précédente, passant de 0,557 à 1,033 milliard de dollars<sup>1345</sup>. L'ensemble des hydrocarbures constituent presque un quart des revenus fiscaux en 2001 au Kazakhstan.

Par ailleurs, la part des revenus de l'ensemble du secteur minier versés au Fonds national du Kazakhstan (Cf. chapitre XV) est plus grande que celle revenant au budget de l'État en 2002. Les revenus des exportations du pétrole augmentent considérablement entre 1998 et 2002. Ils passent de 5,5% des recettes du budget en 1999 à plus de 19,5% en 2002 (avec un pic à 25,8% en 2001) (Cf. Tableau X. F : Les revenus des exportations du pétrole dans les recettes du budget du Kazakhstan, en annexe).

Le gouvernement emprunte plutôt que d'améliorer son système fiscal, malgré sa décision de créer le 12 octobre 1998, un ministère des Recettes de la République du Kazakhstan (*ministerstvo gosudarstvennyh dohodov Respubliki Kazahstan*), responsable de la politique fiscale et des douanes de février 1999 à septembre 2002. Cet échec de la réforme fiscale explique, en partie, la dépendance croissante de l'État vis-à-vis des revenus du pétrole<sup>1346</sup>. Ce ministère, chapeauté de 1999 à 2002 par Zejnulla Kakimžanov, parent du président Nazarbaev, a le pouvoir de fixer le type et le montant des impôts à chaque contrat pétrolier, établi directement par le gouvernement et chacun est examiné par N. Nazarbaev. La plupart des contrats passés avec des sociétés étrangères comprennent une exemption d'impôts. En contrepartie, ces sociétés, comme *Hurricane Hydrocarbons* qui exploite le gisement de Kumkol', ont accepté d'investir massivement dans les infrastructures et les technologies (159 millions de dollars étaient envisagés pour l'année 2001<sup>1347</sup>), de payer des arriérés de salaires, de participer aux fonds de retraites des employés de *Ūzneftegaz*. Néanmoins, en 2002, les impôts et taxes payés par les entreprises du secteur des hydrocarbures constituent 24,5% de l'ensemble des recettes fiscales du Kazakhstan. Ce taux n'était que de 8% en 1998<sup>1348</sup>. Les principales contributrices sont *TengizŠevrOjl* avec une part de 42,9%, *Hurricane Kumkol'* *Munaj* avec 11,3% et *MangistauMunajGaz*, 10% (Cf. chapitre XV).

---

<sup>1345</sup> Berdalina Žanat, Faktory rosta nalogovyh postuplenij nefte dobyvaûših predpriâtij Kazahstana v 2001 godu, *Meždunarodnyj žurnal Kazahstan*, 2002, n°4.

<sup>1346</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 177.

<sup>1347</sup> Vološin Vitalij, Sovpadenie interesov, *Kontinent*, 20 juin-3 juillet 2001.

<sup>1348</sup> Redakcionnyj obzor, Neftegazovyj sektor Respubliki Kazahstan v 2002 g., *Meždunarodnyj delovoj KAZAKHSTAN*, 2003, n°3.

#### IV. *Le budget de l'État turkmène*

Les finances publiques turkmènes ont deux niveaux. Le premier est le budget de l'État. Le second concerne les opérations et revenus extrabudgétaires, les dépenses des complexes industriels et les fonds d'État pour l'industrie : « *le budget de l'État [...] ne concerne ni les opérations liées aux fonds étatiques, ni les ministères auto-financés, qui représentent environ 75-80% des opérations du gouvernement central* »<sup>1349</sup>. Les données officielles disponibles, concernant le budget de l'État sont donc loin de refléter la totalité de la réalité des finances publiques du Turkménistan. Il existe en effet des fonds extrabudgétaires à usage exclusif du président dont l'utilisation est d'une totale opacité au Turkménistan<sup>1350</sup>. De plus, seuls 20% des revenus gaziers du Turkménistan seraient reversés au budget de l'État<sup>1351</sup>. C'est ainsi qu'une partie des revenus du gaz vendu à l'Ukraine a échappé au budget de l'État, car elle a été captée par une société basée à Chypre, dont le fils de S. Niazov, Murad Niazov est propriétaire<sup>1352</sup>.

Au début des années 1990, grâce aux exportations de gaz<sup>1353</sup>, la pression fiscale au Turkménistan était moins forte que dans le reste de la CEI. En 1992, le budget dispose d'un surplus équivalent à 14% du PIB, grâce à la hausse du prix de son gaz. Mais au cours des neuf premiers mois de 1993, le budget devient déficitaire en raison de la diminution de ces mêmes revenus<sup>1354</sup>. Le déficit du budget est de -1% du PIB en 1994, puis de -2% l'année suivante, il est nul en 1996 et le budget est de nouveau excédentaire de +1% en 1997<sup>1355</sup>. Ce budget paraît en équilibre à la fin des années 1990, même s'il ne comptabilise qu'un peu plus d'un sixième des opérations financières de l'État. Mais un déficit aurait atteint les 2,7 ou 3% du PIB en 2002, en raison de la mauvaise récolte du coton<sup>1356</sup> (Cf. Tableau X. G : Le budget du Turkménistan 1991-2002, en annexe).

À partir des années 1993-1994, le Turkménistan s'est engagé dans une stratégie de développement économique à deux voies. D'une part, le pays a beaucoup emprunté aux économies occidentales pour financer l'amélioration et le développement de son secteur de

---

<sup>1349</sup> Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, avril 2006, p. 15.

<sup>1350</sup> Giroux Alain, *Turkménistan 1999-2000 En attendant la manne gazière*, op. cit., p. 156.

<sup>1351</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 147.

<sup>1352</sup> Sabonis-Helf Theresa, «The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan », op. cit., p. 170.

<sup>1353</sup> Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, op. cit., p. 124.

<sup>1354</sup> Odling-Smee John, Shadman-Valavi Mohammad, [International Monetary Fund], *Turkmenistan*, op. cit., p. 16.

<sup>1355</sup> Gürgen Emine, Snoek Harry, Zavoiko Basil, Izvorski Ivailo, de Shaetzen Bruno, Lighthart Jenny [International Monetary Fund], *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, n°98 81, August 1998, p. 5.

<sup>1356</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2003*, London, 2003, p. 27.

l'énergie et d'autre part, l'agriculture a aussi profité de façon importante de crédits étrangers : de nouveaux silos, des importations de machines et d'équipements ainsi que l'amélioration de la base agro-industrielle ont été financées par des économies étrangères. Cette stratégie a également provoqué une croissance des déficits fiscaux, une détérioration rapide du déficit des comptes courants externes et une nette hausse du service de la dette<sup>1357</sup>.

En 2000, 40% des recettes de l'État turkmène (soit 10% du PIB) proviennent de la TVA et de l'impôt sur le bénéfice des entreprises. La proportion des revenus collectés en liquidités est passée de 60% en 1998 à 67% en 1999, le reste étant réglé en nature. Cette situation s'est encore accentuée avec la décision présidentielle, en juillet 2001, d'annuler les impayés fiscaux des entreprises d'État et les arriérés interentreprises, soit une somme totale estimée à 1 milliard de dollars et équivalente à 40% du PIB<sup>1358</sup>.

Selon *The Economist Intelligence Unit*, pratiquement aucune donnée concernant le budget n'est disponible depuis 2002. Pourtant, cette même source fournit le pourcentage du déficit du budget par rapport au PIB, pour 2002...

En raison de baisse de la production et des exportations, le gaz ne contribuait qu'à 14% des revenus de l'État, en 1997, contre 63% en 1992<sup>1359</sup>. Les impôts sur les ressources naturelles participent aux recettes du budget de l'État à hauteur de 8% en 1997, et puis de 1,4% en 1998<sup>1360</sup>.

## V. *La place du coton dans l'économie du Turkménistan*

Le cas du Turkménistan présente une caractéristique par rapport aux pays traités par T. L. Karl puisque ce pays gazier dépend aussi d'une autre ressource qui n'est pas minière mais agricole, le coton et ce, depuis l'époque soviétique. Depuis 1991, le coton est devenu, au Turkménistan, "la culture essentielle qui rapporte de l'argent". Le Turkménistan a orienté l'aide internationale et les investissements étrangers vers le soutien et l'expansion de son industrie textile au cours des premières années de son indépendance<sup>1361</sup>. En 1998, un article de la presse russe

---

<sup>1357</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, IMF working paper WP/00/98, International Monetary Fund, Washington, D. C., June 2000, p. 3.

<sup>1358</sup> Giroux Alain, Turkménistan 2000-2001 : La neutralité malgré tout ?, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2001, n°1020, p. 165.

<sup>1359</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1999-2000*, London : EIU, 1999, p. 18.

<sup>1360</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2000*, London : EIU, 2000, p. 20.

<sup>1361</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse: oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, op. cit., p. 24.

soulignait que les potentialités en matière d'exportation du coton n'étaient pas encore suffisamment exploitées<sup>1362</sup>.

## V. A. La production de coton turkmène

La RSS de Turkménie avait au moins dix usines de traitement de coton sur son propre territoire au début des années 1970<sup>1363</sup> et 22, dix ans plus tard. L'industrie du traitement du coton, dotée de trois *kombinat* fabriquant des produits à partir de coton (tissus, fils etc...)<sup>1364</sup>, constituait 68% de l'industrie légère de la RSS de Turkménie au début des années 1980. Elle était beaucoup moins dépendante pour développer ce secteur que les autres républiques d'Asie centrale. Au milieu de ces années 1980, cette RSS employait plus de 40% de sa population dans l'agriculture et produisait 15% de toute la production de coton soviétique en 1988.

Au tournant des années 1990, la monoculture du coton occupait 40,7% des terres agricoles au Turkménistan<sup>1365</sup>. Depuis, la surface de ses terres irriguées, dont la moitié est cultivée en coton, n'a cessé d'augmenter, à l'exception d'une courte période (1992), pendant laquelle la structure de ses terres cultivées a été modifiée avec une diminution de la proportion de celles consacrées au coton au profit des céréales, pommes de terre et légumes. L'objectif étant de diminuer sa dépendance vis-à-vis de la Russie, de l'Ukraine et du Kazakhstan. Mais en 1993, la tendance s'inverse et la part de terres cultivées en coton n'avait pas diminué en 2001 (770 000 hectares). En revanche, concernant l'élevage, la production de viande avait augmenté de 20% en 1993 par rapport à 1992.

## V. B. Les exportations de coton turkmène

Cette production de coton ne constituait pas seulement sa principale source de revenus en provenance de Moscou, elle était aussi une source de devises fortes pour Moscou qui l'achetait à la RSS de Turkménie, au-dessous de sa valeur marchande et la revendait à l'étranger au cours du marché international ou bien le transformait en Russie centrale pour la consommation intérieure.

La RSS de Turkménie « exportait » plus de 60% de sa production agricole et seuls 5 à 6% du coton fibre restait sur son territoire pour y être transformé (ce qui paraît contradictoire avec

---

<sup>1362</sup> Mihajlov V., Smol'nikov G., Turkmenskij eksport : ne tol'ko gaz, *Nezavisimaâ Gazeta*, 4 mars 1998.

<sup>1363</sup> Cinq usines dans le *Severo-Turkmenskij (Tašauskij) sel'skohozâjstvennij rajon* et autant dans le *Sredneamurdar'inskij promyšlennno-sel'skohozâjstvennij rajon*. (Source : Oraev N. K., K voprosu èkonomičeskogo rajonirovaniâ Turkmenskoj SSR, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1974, n°5, p. 23).

<sup>1364</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 205 et 206.

<sup>1365</sup> Narzikulov Rustam, "The Central Asia republics", op. cit., p. 430.

l'existence de 10 usines de traitement, mais il faudrait connaître les volumes traités par ces usines pour lever cette apparente contradiction)<sup>1366</sup>. En 1975, le coton fibre représente 41% des exportations de la république de Turkménie<sup>1367</sup>. Au cours des années 1980, alors que la production cotonnière déclinait dans l'ensemble de l'URSS, seule la RSS de Turkménie accroissait sa production annuelle de coton<sup>1368</sup>.

Le gouvernement soviétique était, jusqu'en 1990, un acheteur monopsonne (un seul acheteur face à de nombreux vendeurs) de coton et les prix et les quotas de production étaient fixés par le gouvernement<sup>1369</sup>. La RSS a donc peu de leviers sur les prix de vente de sa production d'or blanc sur les marchés internationaux. Or la situation est comparable dans le cas de la production et de la commercialisation des hydrocarbures (Cf. chapitre IV). La RSS de Turkménie connaît donc une double dépendance vis-à-vis de produits très différents, les hydrocarbures et le coton.

Quand les transferts ont cessé avec la fin de l'URSS, le gouvernement turkmène a décidé de libéraliser les prix des biens exportés et de maintenir ceux du marché intérieur. Cette stratégie avait pour objectif d'augmenter le commerce extérieur (i.e. les exportations d'hydrocarbures et de coton) et d'assurer la stabilité intérieure, tout en restreignant les exportations des produits de base (farine, riz, beurre, sucre) vendus, sur le marché interne à des prix subventionnés<sup>1370</sup>.

Le Turkménistan indépendant a été immédiatement capable d'exporter du coton de façon rentable. En outre, il fabrique la plupart des intrants nécessaires à la production du coton. Et au début de l'indépendance, touché par la crise résultant de l'interruption des transferts en provenance de l'URSS défunte, il décide d'exporter des matières premières, c'est-à-dire essentiellement son coton. Bien que les exportations de coton contribuent moins au budget du pays que celles de gaz en termes absolus, cette matière végétale a fourni une quantité croissante de revenus à l'État depuis 1991 (surtout en 1993 et 1996), avec une diminution entre 1998 et 2001. En effet, même si la Russie a continué à acheter du coton brut turkmène, le Turkménistan a pu se tourner vers les acheteurs étrangers « traditionnels » de coton

---

<sup>1366</sup> Esli respublika syr'evaâ....., op. cit., p. 7.

<sup>1367</sup> Annaklyčev Aidogdy, Bajramov Dzhuma, *Razvitie promyšlennosti Sovetskogo Turkmenistana (1959-1975 gg.)*, op. cit., p. 123, 125 et 126.

<sup>1368</sup> Gleason Gregory, *The political economy of dependency under socialism: The Asian Republics in the USSR*, op. cit., p. 343.

<sup>1369</sup> Ibid.

<sup>1370</sup> Gleason Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, London ; New York : Routledge, 2003, p. 105-106.

soviétique. Ainsi, Moscou n'a plus servi d'intermédiaire dans ce commerce, ce qui constitue une très notable différence avec celui des hydrocarbures. Mais au début de l'indépendance, environ la moitié du coton traité est exporté vers l'ex URSS ; les deux cinquièmes sont vendus sous forme de *barter* (échanges d'un produit contre d'autres biens sans contrepartie monétaire)<sup>1371</sup> et le reste l'est contre devises fortes<sup>1372</sup>. Le *barter* est aussi pratiqué pour la vente de coton turkmène avec l'Italie, l'Argentine et la Turquie, en échange d'usine et d'équipements de transformation du coton.

De plus, le pays n'a pas dû investir immédiatement des capitaux importants pour exporter son coton comme il y aurait été contraint, s'il avait voulu immédiatement augmenter et / ou diversifier ses exportations de gaz<sup>1373</sup>. Ce qui a été un avantage en termes de coûts. Toutefois, comme explicité plus haut, le Turkménistan aurait beaucoup emprunté aux économies occidentales pour financer l'amélioration et le développement de son secteur de l'énergie, mais aussi pour financer l'agriculture<sup>1374</sup>. Ce qui a entraîné une hausse de la demande en pétrole et en essence ainsi qu'une croissance rapide de la production de blé et de coton.

Les exportations globales du Turkménistan avec le reste du monde augmentent considérablement en 1992 par rapport à 1991, grâce au gaz et au coton, qui représentent 92% des exportations en devises. En 1995-1996, les exportations de coton représentent environ 20% des exportations totales du Turkménistan. Jusqu'en 1996, le coton reste au second rang des exportations comme source de revenus et le deuxième plus grand contributeur au PIB du Turkménistan après le gaz. Mais, en 1997, en raison d'une mauvaise récolte en 1996, le coton passe au 3<sup>ème</sup> rang des exportations totales, derrière le pétrole<sup>1375</sup>. Le coton reste à cette 3<sup>ème</sup> place jusqu'en 2001. Le diagramme ci-dessous N°11 (Parts des principales exportations du Turkménistan 1994-2002), montre que la part des revenus des exportations d'hydrocarbures est supérieure à celle des exportations de coton sur la période 1994-2001. Le gaz ne cesse d'occuper la première place dans les exportations du Turkménistan, sauf en 1997-1998. Un

---

<sup>1371</sup> La libéralisation des prix de l'énergie a porté un coup aux pays importateurs d'énergie de la CEI plus grand que celui de 1973 et a nécessité des ajustements et des financements. C'est en partie pour répondre à ces problèmes que ces pays ont créé, à l'échelle des gouvernements, un vaste réseau de d'accords pour effectuer des *barters*, ce qui est incompatible avec le développement d'une économie de marché. Et la Russie impose donc des limites de crédit en juillet 1992. La plupart des pays (dont la monnaie n'était pas convertible) en 1993-1994 ont dû faire face à une pénurie de devises d'où le *barter*. (Michalopoulos Constantine, Tarr David G., *Trade in the New Independent States*, op. cit., p. 1 et 16.)

<sup>1372</sup> Odling-Smee John, Shadman-Valavi Mohammad, [International Monetary Fund], *Turkmenistan*, op. cit., p. 36.

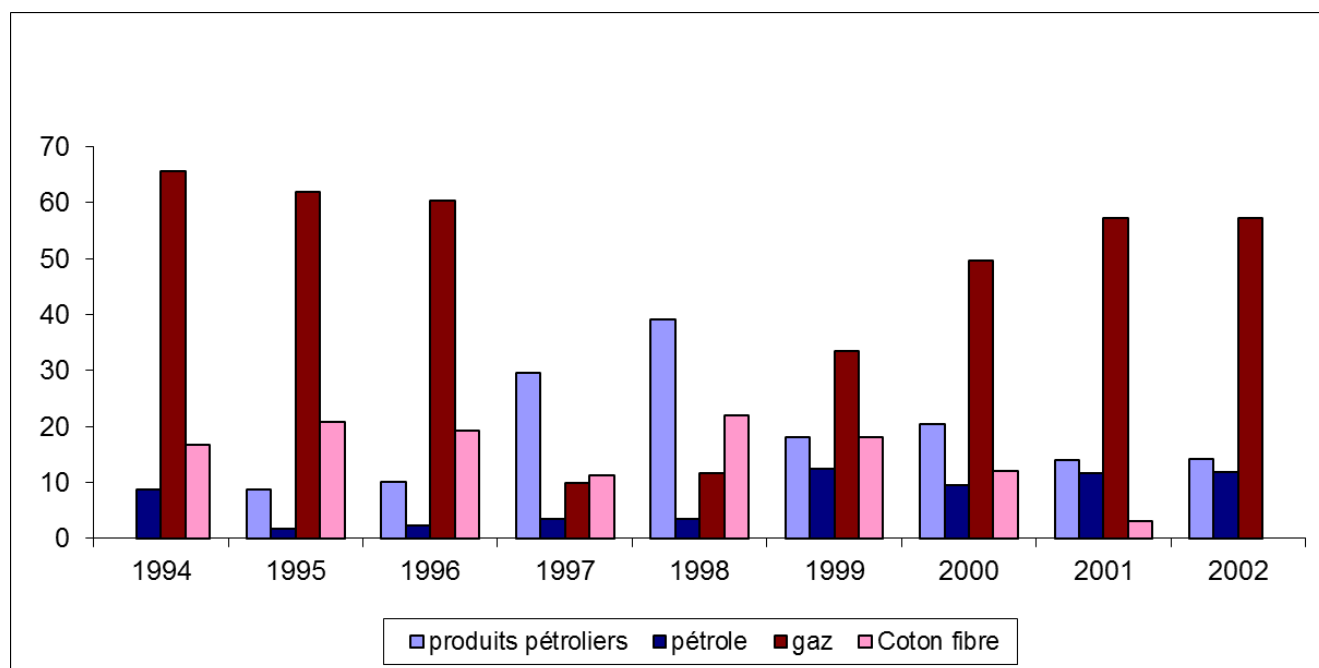
<sup>1373</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, Tarzana (Calif.) : Russian petroleum investor, 1997, p. 52. Il faut noter l'exception que constitue la construction du gazoduc Korpedže – Kurt-Kui, Cf. Chapitre XIV : Les échanges d'hydrocarbures des deux pays indépendants.

<sup>1374</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, op. cit., p. 3.

<sup>1375</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1999-2000*, op. cit., p. 21.

effondrement des exportations du gaz (-23%) se produit en 1998, en raison de la suspension des exportations vers la CEI et notamment l'Ukraine<sup>1376</sup>. Les revenus des exportations du gaz ont baissé significativement entre 1991 et 1998. Au Turkménistan, la part du gaz était supérieure à 60% des exportations totales jusqu'en 1996. Puis elle a décliné jusqu'en 1997 pour croître jusqu'à atteindre les 57% en 2002.

**Diagramme N°11 : Parts des principales exportations du Turkménistan 1994-2002 (en pourcentage des exportations totales)**



Sources : Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1998-1999*, London : EIU, 1998, p. 24 ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2000*, London : EIU, 2000, p. 41 ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2001*, London : EIU, 2001, p. 44 ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2002*, London : EIU, 2002, p. 50 ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Report april 2007*, London : EIU, 2007, p. 26 ; World Bank, *Statistical Handbook 1994 : States of the former USSR, paper n°14*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1994, p. 277 ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28. ; Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, IMF Staff Country report N°99/140, December 1999 ; Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva*, Moskva : Finstatinform, 1993, p. 141.

NB : les données concernant les exportations de coton fibre turkmène sont indisponibles pour l'année 2002.

La politique menée dans les années 1990 au Turkménistan a fait peser un lourd fardeau sur les cultivateurs de coton et de blé dont les productions sont pratiquement entièrement achetées

<sup>1376</sup> La baisse de la demande de gaz par l'Ukraine tout au long des années 1990 s'explique par la réduction de la consommation du secteur industriel, liée à la crise économique très longue de ce pays. Entre 1991 et 1998, le PIB réel chute de 62,1% et la production industrielle de 58,7%. La consommation de gaz du secteur industriel était de 60 Gm3 en 1990, et de la moitié en 1995. (Source : Eyl-Mazzega Marc-Antoine, *L'Ukraine, entre la Russie et l'Union européenne : acteurs, règles et organisation des échanges gaziers*, Thèse de doctorat : Science politique. Relations internationales : Paris, Institut d'études politiques : 2010, p. 62. )

par l'État. Les prix d'achat par l'État et les restrictions de change (*exchange restrictions*) ont permis des transferts nets importants du secteur agricole vers le reste de l'économie. G. Pastor et R. van Rooden<sup>1377</sup> estiment que 15% du PIB ont été ainsi transférés en 1999. D'autres auteurs les évaluent à 11%<sup>1378</sup>. Une partie de ces transferts (soit environ 2% du PIB selon G. Pastor et R. van Rooden, ou 10% selon EIU<sup>1379</sup>) est réalisée grâce à la différence entre les prix d'achat par l'État et ceux du marché mondial du coton et du blé, nets de subvention. Le reste est dû à la différence entre la valeur de la production au prix du marché mondial, au taux officiel de change courant et à un taux sous-évalué (*depreciated rate*)<sup>1380</sup>. Ces prix d'achat par l'État aux producteurs s'établissent en moyenne à environ 50-60% du prix du marché mondial du coton et du blé, et au taux de change officiel (ce taux serait inférieur au taux de change du marché parallèle).

Bien que les prix mondiaux du coton et du blé soient relativement stables pendant les années 1993-1999, les prix payés par l'État aux producteurs turkmènes pour le blé et pour le coton d'exportation ont baissé de 25%, tandis que ceux pour le coton brut ont baissé des deux-tiers<sup>1381</sup> : le prix du coton turkmène à l'exportation est d'environ 1 000 dollars la tonne en 1993, qui est le prix mondial bas. Pendant ces années 1993-1999, les prix réels des produits non-agricoles ont grimpé de 25%. Les revenus réels ont donc sévèrement baissé dans le secteur agricole où une majorité de la main-d'œuvre - et donc de consommateurs -, travaillent.

Les prix préférentiels pour l'industrie textile intérieure, les intrants subventionnés pour les producteurs de coton (les subventions agricoles ont atteint 1 milliard de dollars en 1998<sup>1382</sup> tandis que les exportations de coton rapportent 135,4 millions de dollars cette même année), le quasi-monopole de l'État sur la vente de la production de coton et des prix d'achat par l'État inférieurs à celui auquel il vend ce coton sur le marché international sont autant de facteurs de distorsions de ce marché. Cette politique de transferts massifs de fonds du secteur agricole vers le budget de l'État a eu pour effet de fausser le marché local du coton. Selon G. Pastor et

---

<sup>1377</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, op. cit., p. 11.

<sup>1378</sup> Pomfret Richard, "Tadjikistan, Turkmenistan, and Uzbekistan", In *Distortions to agricultural incentives in Europe's transition economies*, Anderson Kym, Swinnen Johan (eds.), Washington, D.C. : World Bank, 2008, p. 321.

<sup>1379</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2001*, London : EIU, 2001. p. 24. Cette différence de 2 à 10% est importante. Elle est due probablement à l'imprécision des données turkmènes.

<sup>1380</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, op. cit., p. 11-12.

<sup>1381</sup> Auty Richard, Natural resources and 'gradual' reform in Uzbekistan and Turkmenistan, *Natural Resources Forum*, Volume 27, Issue 4, November 2003, p. 260.

<sup>1382</sup> Giroux Alain, Turkménistan 1998-1999 : une économie dans l'impasse, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, avril-mai 1999, n°439, p. 101.



R. van Rooden, cette stratégie n'est pas durable car elle met en danger le budget de l'État<sup>1383</sup>. Pourtant, l'évolution de ce budget ne montre pas d'aggravation du déficit qui est, au pire, égal à 2,6% du PIB en 1995, de 2,8% en 1998 et de 2,7% en 2002 (Cf. tableau X. G : Le budget du Turkménistan 1991-2002). Mais si ces chiffres officiels ne montrent pas de déficit important, il faut se souvenir de la politique menée dans les années 2003-2004 au cours desquelles les retraites ont été drastiquement réduites, 12 000 à 13 000 enseignants ont été licenciés (et la durée des études raccourcie) et 15 000 postes supprimés et remplacés par des militaires dans le domaine de la santé... Ce qui traduit bien un problème budgétaire. Toujours selon G. Pastor et R. van Rooden, les transferts de l'agriculture à d'autres secteurs à cette échelle, auraient dû être réalisés par des moyens fiscaux directs, plutôt que par le biais des taux de change. Le Kazakhstan transfère, lui, environ la moitié de son PIB en 2000 au secteur de l'agriculture (11 345 millions de tenge transférés<sup>1384</sup> pour un PIB de presque 26 milliards<sup>1385</sup>) et le budget du ministère de l'Agriculture du Kazakhstan augmente entre 2000 et 2005<sup>1386</sup>. Ce qui est peut-être une réponse aux demandes du monde des affaires, puis de l'administration kazakhstanaise en 2000, qui réitérent la demande exprimée par le Parlement qui avait souhaité une redistribution massive des ressources de ce secteur vers d'autres, comme l'agriculture, en mai 1994<sup>1387</sup>, ainsi qu'un renforcement du contrôle de l'État dans le secteur des hydrocarbures.

Une telle politique cotonnière n'a pas pu être conduite par le Turkménistan dans le secteur des hydrocarbures. Les relations qu'entretient cet État (propriétaire de son sous-sol) avec des compagnies étrangères sont fondamentalement différentes de celles qu'il a avec la population employée dans le secteur agricole et qui est une main d'œuvre quasi gratuite<sup>1388</sup>. Le recours aux compagnies étrangères<sup>1389</sup> pour l'exploitation de ses hydrocarbures, en mer notamment, empêche de telles distorsions dans ce secteur. L'État doit négocier des accords avec ces compagnies, avec lesquelles les opérations se font en dollars et il n'y a donc pas de transferts possibles comme dans le secteur du coton. C'est une des raisons pour lesquelles l'État turkmène a tout d'abord choisi de ne pas attirer d'IDE dans son secteur gazier.

<sup>1383</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, op. cit., p. 13.

<sup>1384</sup> Pomfret Richard, "Kazakhstan", In *Distortions to agricultural incentives in Europe's transition economies*, Anderson Kym, Swinnen Johan (eds.), Washington, D.C. : World Bank, 2008, p. 230.

<sup>1385</sup> Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v cifrah, Statističeskij sbornik*, op. cit., p. 159.

<sup>1386</sup> Pomfret Richard, Kazakhstan, op. cit., p. 229.

<sup>1387</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 73.

<sup>1388</sup> Un système de commande de l'État a été conservé pour les principales cultures de rente (coton, blé, riz et betterave à sucre). Les agriculteurs sont liés à l'État et aux fournisseurs d'intrants. Les agriculteurs sont tenus de respecter les objectifs de production et les baux des terres agricoles peuvent être révoqués s'ils ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs.

<sup>1389</sup> Des technologies nécessaires pour l'exploitation de gisements en mer ne sont pas maîtrisées par les deux pays ; en revanche, ce recours n'est pas forcément obligatoire pour les gisements sur terre.

## VI. Les secteurs agricoles et industriels (hors hydrocarbures) du Kazakhstan

L'agriculture et l'élevage de bétail constituent plus des 2/5 du PIB de la RSS du Kazakhstan, en 1990. L'économie de la RSS est aussi basée sur l'extraction de charbon (en 1989, le Kazakhstan produit 18,7% du charbon soviétique) et la fusion des métaux<sup>1390</sup>. Au cours des premières années de son indépendance, le Kazakhstan a vu s'effondrer ses industries manufacturières qui étaient le plus dépendantes des liens commerciaux extérieurs : la production de fonte et d'acier brut tombera de 46% en 1994 par rapport à 1989<sup>1391</sup>.

La production agro-industrielle reçoit 34% des investissements à la fin des années 1980<sup>1392</sup>. À la veille de son indépendance, la RSS du Kazakhstan est l'un des plus grands producteurs de céréales, dont plus de 80% était envoyé en URSS et non pas exporté<sup>1393</sup>. En 1991, l'agriculture est le deuxième secteur le plus important de l'économie kazakhstanaise. Il concourt à hauteur de 36% du produit matériel net. Les secteurs agricole et agro-alimentaire<sup>1394</sup> sont une composante essentielle de l'économie en 1992, l'agriculture comptant en effet pour un tiers du revenu national de la république. Mais les terres emblavées donnent des rendements très faibles (à peine plus de 10 quintaux à l'hectare<sup>1395</sup>) en raison de l'appauvrissement des sols trop intensément exploités durant des décennies. En 1992, l'agriculture voit l'ensemble de sa production baisser : la production de viande chute de 25%, et de celle de la laine de 19% au cours du premier semestre 1992 par rapport à la même période de 1991<sup>1396</sup>.

Si le Sud du Kazakhstan a des points communs avec le reste de l'Asie centrale, le Nord de ce pays fait plutôt partie de la région économique de la Sibérie<sup>1397</sup>. Une petite partie du Kazakhstan méridional, c'est-à-dire les *oblast'* de Kzyl-Orda et Kazakhstan-Sud (Ûžno-Kazahstanskaâ *oblast'*) est en effet productrice de coton (mais dans des quantités très

---

<sup>1390</sup> Raballand Gaël, Genté Régis, "Oil in the Caspian Basin Facts and Figures", In *The economics and politics of oil in the Caspian Basin : the redistribution of oil revenues in Azerbaijan and Central Asia*, Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël (eds.), London ; New York : Routledge, 2008, p. 10.

<sup>1391</sup> Myant Martin, Drahokoupil Jan, International Integration and the Structure of Exports in Central Asian Republics, op. cit., p. 608.

<sup>1392</sup> Izteleouov Beisenbay, "Kazakhstan", In *Economic consequences of Soviet disintegration*, Institute for international economics, Williamson John (ed.), Washington, DC : Institute for International Economics, 1993, p. 371.

<sup>1393</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, Prelude to the resource curse: oil and gas development strategies in Central Asia and beyond, op. cit., p. 16.

<sup>1394</sup> Toutefois, l'industrie alimentaire était particulièrement sous développée au Kazakhstan au début des années 1990.

<sup>1395</sup> Selon l'Insee, le rendement du blé passe de 53 à 55 quintaux à l'hectare, en France, en 2008. [www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=10&ref\\_id=15026&page=dossier/dossier21/dossier21\\_chp2p3.htm](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=10&ref_id=15026&page=dossier/dossier21/dossier21_chp2p3.htm)

<sup>1396</sup> Giroux Alain, Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1992, n°372, p. 22.

<sup>1397</sup> McAuley Alastair, "The Central Asia economy in comparative perspective", op. cit., p. 137.

inférieures, avant tout pour des raisons climatiques) et donc liée au complexe cotonnier.

En 1997, les cultivateurs kazakhstaniens vendaient leur coton à un prix (*local currency price*) de 349 dollars, tandis que leurs homologues turkmènes recevaient, eux, 240 dollars. Cet écart reflète le pouvoir de monopsonne<sup>1398</sup> des propriétaires d'égraineuses de coton au Kazakhstan (qui y ont un pouvoir de négociation plus fort qu'au Turkménistan) et des différences de qualité et des coûts de transport<sup>1399</sup>. Ce qui contraste avec la situation du secteur cotonnier turkmène où l'État prélève une grande partie de ses revenus<sup>1400</sup>.

Le Kazakhstan était, en 1992, un important producteur de viande dont une partie était exportée vers les pays de la CEI. En 1991, les produits agricoles contribuent pour 8 à 10% des revenus des exportations, c'est-à-dire loin derrière celles des hydrocarbures (la part des hydrocarbures dans les exportations totales du Kazakhstan en 1990 est de 19,2%. Ce calcul est effectué à partir des valeurs en roubles courants<sup>1401</sup>). La part des produits alimentaires, c'est-à-dire essentiellement les céréales, dans les exportations est de 10,1% en 1995<sup>1402</sup>. Le Kazakhstan est, néanmoins, un exportateur agricole net au début des années 1990. Ses principales exportations de produits agricoles, entre 1995 et 2002, sont les céréales et, dans une bien moindre mesure, le coton et la laine. Les céréales et le coton ne sont pas particulièrement subventionnés, ni imposés.

Les principales productions agricoles (Cf. tableau X. I : Les principales exportations de produits agricoles du Kazakhstan entre 1995 et 2002, en annexe) n'occupent qu'une part très modeste dans les exportations totales du Kazakhstan. En 2000, les parts de l'agriculture et de l'industrie alimentaire dans les exportations totales sont tombées respectivement à 6,1% et 1%, tandis que celle du pétrole et du gaz passait de 10% à 50%, celle des métaux de 19% à 32%<sup>1403</sup>. La part du pétrole n'a fait que croître dans les exportations totales (en valeurs) entre 1995 et 2000 pour dépasser les 50% en 2002 et domine largement en pourcentage les autres principales exportations (gaz, produits raffinés, céréales, uranium).

---

<sup>1398</sup> Régime de formation des prix dans lequel un acheteur unique trouve en face de lui une multitude de vendeurs.

<sup>1399</sup> Pomfret Richard, Kazakhstan, op. cit., p. 243. L'auteur ne précise pas s'il s'agit de prix nets ou bruts.

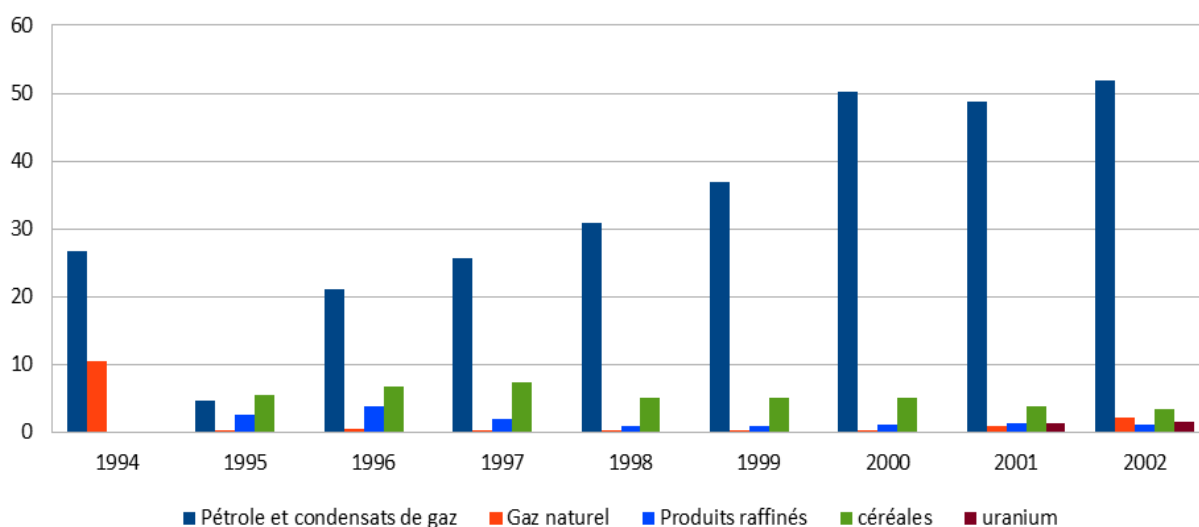
<sup>1400</sup> Ibid., p. 238.

<sup>1401</sup> Belkindas Misha, Statistical Handbook, States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region, op. cit., p. 178.

<sup>1402</sup> Economist Intelligence Unit, Kazakhstan Country profile 1996-1997, London : EIU, 1996, p. 47.

<sup>1403</sup> Pomfret Richard, Kazakhstan, op. cit., p. 221.

## Diagramme N°12 : Parts des hydrocarbures, des céréales et de l'uranium dans les exportations du Kazakhstan



Sources: Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2000*, London : EIU, 2000, p. 32 ; Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2001*, London : EIU, 2001, p. 33. ; Pomfret Richard, "Kazakhstan", In *Distortions to agricultural incentives in Europe's transition economies*, Anderson Kym, Swinnen Johan (eds.), Washington, D.C. : World Bank, 2008, p. 224. ; Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques, [www.stat.kz/digital/vensh\\_torg](http://www.stat.kz/digital/vensh_torg).

Le Kazakhstan ne disposait donc pas d'un secteur cotonnier et, plus largement agricole, susceptible de rapporter des revenus suffisants pour combler les déficits du budget. Pour augmenter les recettes de son budget, il aurait pu tenter de développer ses réserves de minerai de fer, notamment. Mais les qualités de ce minerai sont médiocres et leur avantage comparatif à long terme sur les marchés mondiaux aurait donc été limité. Le Kazakhstan dispose également de ressources d'uranium conséquentes<sup>1404</sup>. Il se dote d'une compagnie nationale *Kazatomprom* en 1997, c'est-à-dire la même année que celle de la création de *KazahOjl*. Kazatomprom contrôle entièrement l'exploration, la production d'uranium ainsi que les importations et exportations de produits nucléaires. L'exploitation des mines d'uranium requiert, comme les hydrocarbures et comme toutes les industries extractives, des investissements colossaux car cette activité est également très capitalistique. Les revenus des exportations d'uranium du Kazakhstan sont très inférieurs à ceux des exportations du pétrole pendant les années 2001-2002 (respectivement 125,38 et 4 254,7 millions de dollars en 2001, 144,85 et 5 027,8 millions de dollars en 2002<sup>1405</sup>).

<sup>1404</sup> Elles sont estimées à 15% des ressources mondiales, ce qui le place au 2<sup>ème</sup> rang mondial pour ses réserves (*razvedannye zapasy*), en 2011.

<sup>1405</sup> *Otčet za 2002 goda*, ZAO Nacional'naâ atomnaâ kompaniâ « Kazatomprom », 2002, p. 26 ; van der Mensbrugge Emmanuel, Mathieu Paul, Ross Paul, Semblat Romuald, Lehmann Alexander, Szekeley Istvan, Republic of Kazakhstan : selected issues and statistical appendix, IMF Country report n°01/20, January 2001,

Le Kazakhstan a donc peu d'accès à d'autres formes de rentes que celles des hydrocarbures, car les parts des exportations de ses produits agricoles sont très faibles, et il ne dispose pas non plus de biens industriels compétitifs sur les marchés mondiaux, juste après l'indépendance.

## **VII. Des niveaux de richesse difficiles à appréhender**

L'évolution du PIB par habitant, en prix et dollars courants, des deux pays connaît trois phases distinctes pendant la période 1992-2002. Celui du Kazakhstan a baissé de 39% en 1995 par rapport à 1989<sup>1406</sup>. À partir de 1997, la croissance se stabilise autour de 2%. Puis elle décolle en 2000, avec la hausse du prix du pétrole : le PIB croît de plus de 13% en 2001 et de 9% en 2002 (Cf. Tableau X. H : Evolutions des PIB du Kazakhstan et du Turkménistan, en annexe). La hausse des revenus du pétrole permet de finir l'année 2001 avec un surplus budgétaire.

Au cours de la première moitié des années 1990, la production de gaz constitue 70% du PIB du Turkménistan. Ce PIB baisse de 47% en 1995 par rapport à 1989<sup>1407</sup>, de 25,9% entre 1991 et 1998, en raison du fléchissement des exportations de gaz turkmène entre le début des années 1990 et 1997<sup>1408</sup>. Après 1997, il augmente fortement jusqu'en 2001 (de 12% ou 16,5%, en 1999<sup>1409</sup> 18,5% ou de 17,6% en 2000, puis de 20,4% en 2001, date à laquelle il dépasse son niveau de 1989) puis n'augmente "que" de 15,8% en 2002<sup>1410</sup>. Le revenu par habitant serait passé de 1 200 dollars en 1992 à 4 000 en 2001<sup>1411</sup>.

Les PIB par habitant des deux pays, aux prix courants et en dollars, ne suivent pas la même évolution sur la période 1992-2002. L'accroissement du PIB par habitant turkmène reste très inférieur à celui du Kazakhstan, jusqu'en 2001 et le dépasse l'année suivante. (Cf. diagramme N°13 : Comparaison de l'évolution des PIB par habitant, ci-dessous). De plus, le PIB par habitant au Kazakhstan accuse une forte diminution en 1998-1999 (ce qui n'est pas le cas au Turkménistan) et ne retrouve sensiblement son niveau de 1991 qu'en 2002, Celui du Turkménistan retrouve son niveau de 1991, un peu avant, en 1999.

---

p. 68.

<sup>1406</sup> Myant Martin, Drahokoupil Jan, *International Integration and the Structure of Exports in Central Asian Republics*, op. cit., p. 607.

<sup>1407</sup> Ibid., p. 607.

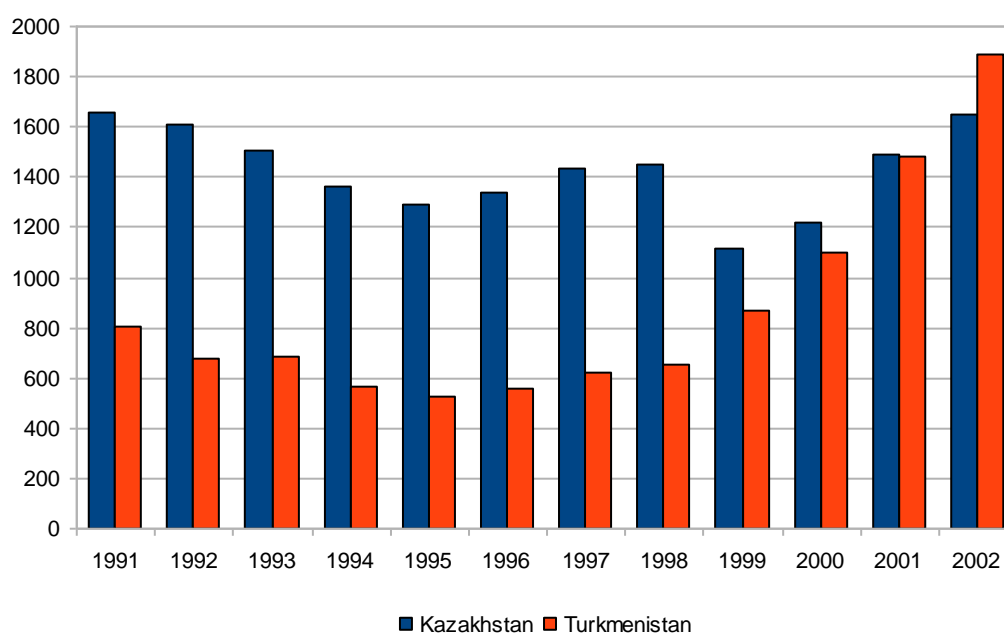
<sup>1408</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 157.

<sup>1409</sup> Ibid., p. 159.

<sup>1410</sup> Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Strategy for Turkmenistan As approved by the Board of Directors at its meeting on 15 June 2006*, p. 49.

<sup>1411</sup> Giroux Alain, *Turkménistan 2000-2001 : La neutralité malgré tout ?*, op. cit., p. 159.

### Diagramme N°13 : Comparaison de l'évolution des PIB par habitant, en prix et dollars courants



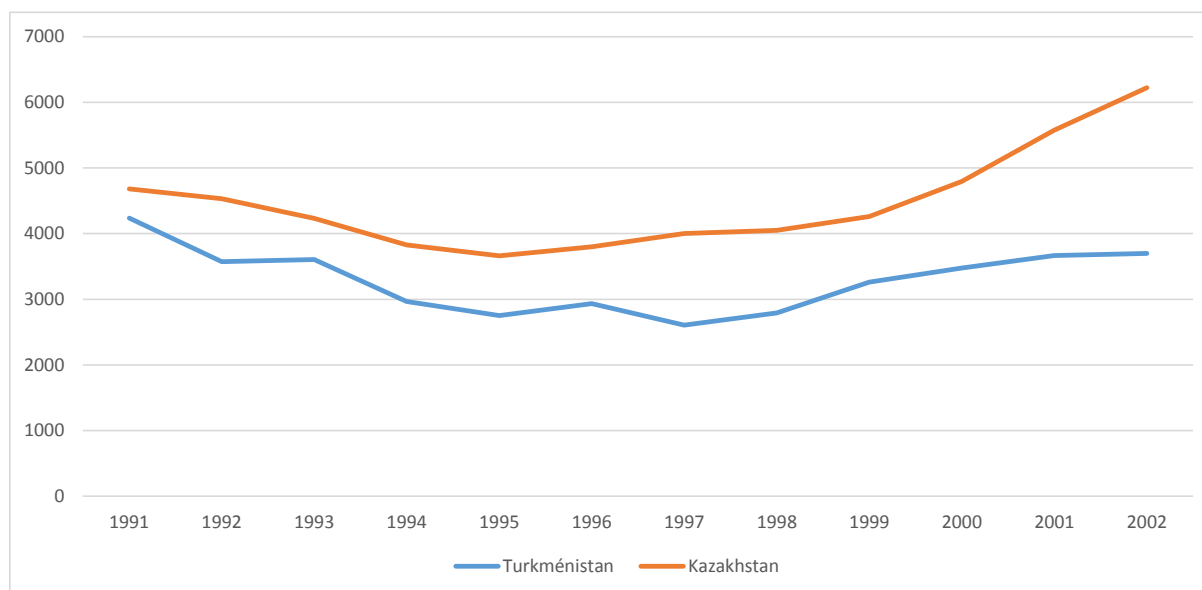
Source : <http://unstats.un.org/unsd/snaama/dnlList.asp>

Mais le fort PIB par habitant aux prix courants et en dollars (par rapport à celui du Turkménistan, jusqu'en 2000-2001), masque le fait que la richesse n'a pas profité à une majorité de la population<sup>1412</sup>, comme cela sera développé dans le chapitre XV. De plus, son évolution est très différente de celle de l'autre indice qui est le PIB par habitant et en parité de pouvoir d'achat. Le PIB par habitant et en parité de pouvoir d'achat est, au Turkménistan, en 1991, de 4 235 dollars courants et de 3 696 en 2002. Il a donc diminué de 14,6% pendant cette période. Au Kazakhstan, le PIB par habitant et en parité de pouvoir d'achat, s'accroît, lui, de 4 682 en 1991<sup>1413</sup> à 6 221 dollars courants en 2002 (+24,7%). (Cf. Diagramme N°14 : Comparaison de l'évolution des PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat dollars constants) ci-dessous.

<sup>1412</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 136.

<sup>1413</sup> <http://data.worldbank.org/country/kazakhstan> ; [www.worldbank.org/en/country/turkmenistan](http://www.worldbank.org/en/country/turkmenistan).

**Diagramme N°14 : Comparaison de l'évolution des PIB par habitant, en parité de pouvoir d'achat dollars constants**



Source : Banque mondiale.

### **VIII. La croissance des dettes extérieures des deux républiques indépendantes**

Le pourcentage de la dette par rapport au PIB est délicat à évaluer puisqu'il dépend du taux du manat ou du tenge retenu (cours officiel ou parallèle). Le cas du Turkménistan est à cet égard plus délicat, étant donné l'écart important entre les deux cours. Toutefois, les chiffres trouvés dans diverses sources sont livrés ci-dessous.

La dette extérieure du Turkménistan n'a cessé d'augmenter après 1992, date à laquelle elle était quasi nulle. En 1999, elle atteint son maximum, selon la BERD. En 2000, le pourcentage de la dette aurait été de 55% du PIB selon le taux officiel, et de 125% au taux parallèle<sup>1414</sup>. Selon d'autres auteurs, cette dette externe du Turkménistan chute de 101,7% de PIB en 1999 à 78,6% en 2001 (et 34,8% en 2003). On peut supposer que l'un de ses Fonds (Cf. chapitre XV) a été utilisé pour combler cette dette<sup>1415</sup>. Le tableau X. J : Les dettes extérieures du Kazakhstan et du Turkménistan en pourcentage du VVP, en annexe, montre que le Kazakhstan ne profite pas de la hausse du prix du baril pour rembourser sa dette extérieure, tandis que le Turkménistan le fait, en réduisant le pourcentage de sa dette par rapport au VVP de 101,5% en 1999 à 68% en 2002. Mais, dans les deux cas, une très nette hausse de la dette est enregistrée à la fin de la période étudiée par rapport au début de l'indépendance.

<sup>1414</sup> Giroux Alain, Turkménistan 1999-2000 En attendant la manne gazière, op. cit., p. 156.

<sup>1415</sup> Kalyuzhnova Ye., Michael Kaser, op. cit., p. 174.

Cet endettement a son pendant dans des créances pratiquement équivalentes que le Turkménistan détient sur l'Ukraine, la Géorgie et l'Arménie pour du gaz livré et non payé. À la fin des années 1990, ces créances excédaient 1,5 milliard de dollars<sup>1416</sup>. Le stock de la dette externe du secteur agricole est aussi grande que celle du secteur d'énergie (soit environ 0,8 milliard de dollars) fin 1999, c'est-à-dire l'équivalent de 22% du PIB. Aussi, la croissance dans l'agriculture est un objectif politique fortement souhaité, étant donné que presque 50% de la population dépend de ce secteur et vit dans des conditions de grandes pauvreté<sup>1417</sup>.

En 1997, le Kazakhstan est le troisième plus grand emprunteur de l'ex URSS (après la Russie et l'Ukraine). Il a alors contracté 13 emprunts auprès de la Banque mondiale pour un montant total de 960 millions de dollars depuis l'indépendance<sup>1418</sup>. Selon les sources statistiques des grandes organisations internationales et notamment de la BERD, le pourcentage de la dette extérieure du Kazakhstan ne cesse de croître depuis le début de l'indépendance et dépasse les 70% du PIB en 1999. Dès 1996, il dépense presque 10% de son budget au remboursement du service de sa dette et effectue des coupes sombres dans ses programmes sociaux<sup>1419</sup>.

Le calcul par la Banque mondiale de l'évolution du stock des dettes extérieures en pourcentage non plus du VVP mais du Revenu national brut par habitant, donne des résultats sensiblement différents mais le tableau X. K : Les dettes extérieures (stocks) du Kazakhstan et du Turkménistan, en pourcentage du Revenu national brut par habitant, en annexe, atteste d'évolutions distinctes. Celle du Kazakhstan augmente régulièrement jusqu'en 1999 et bondit en 2000, puis continue de croître jusqu'en 2002, tandis que celle du Turkménistan bondit beaucoup plus tôt, en 1997, atteint un pic en 1999, puis décroît fortement en 2002. La conclusion est la même que précédemment : le Turkménistan a profité de la manne des hydrocarbures pour réduire drastiquement sa dette extérieure et donc plus tôt que le Kazakhstan.

## ***IX. Les manifestations du syndrome hollandais***

Le « syndrome hollandais » désigne la situation dans laquelle un afflux considérable de ressources extérieures (les recettes pétrolières, les transferts de fonds ou l'aide étrangère) mène à des déformations de la structure productive et à un affaiblissement de la croissance à long terme<sup>1420</sup>. Le syndrome hollandais se manifeste notamment par la diminution de la

---

<sup>1416</sup> Giroux Alain, Turkménistan 1999-2000, En attendant la manne gazière, op. cit., p. 156.

<sup>1417</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, op. cit., p. 3.

<sup>1418</sup> Jones Luong Pauline : Kazakhstan: The Long-Term Costs of Short-Term Gains, op. cit., p. 84.

<sup>1419</sup> Ibid., p. 87.

<sup>1420</sup> Site de l'Insee.



production de biens industriels échangeables et par conséquent par celle de leurs exportations. Les importations de ce type de biens augmentent donc. De plus, les recettes en devises favorisent une hausse du taux de change, non corrélée avec une amélioration de la productivité, ce qui se traduit par une surexposition des industries locales à la concurrence internationale<sup>1421</sup>. Le pétrole "chasse" les autres produits de l'économie, la part des autres recettes diminue dans le budget de l'État qui est contraint de compter de plus en plus sur les recettes pétrolières. Ce mécanisme économique se manifeste lorsque les revenus du secteur pétrolier ne vont pas s'investir dans les autres secteurs<sup>1422</sup>. Seuls les services ne sont pas exposés à cette concurrence.

Le syndrome hollandais semble participer de la formation de l'État rentier. Le processus économique en est le suivant : la captation et l'utilisation par l'État d'importants revenus en devises des exportations d'hydrocarbures, ont pour conséquence « *une surévaluation de la monnaie nationale, qui implique à son tour une perte de compétitivité pour les secteurs autres que ceux des hydrocarbures, d'où leur contraction et la tendance à devenir progressivement des économies de production de répartition de la rente plutôt que des économies de production de valeur à partir du travail* »<sup>1423</sup>. Et « *Ces mécanismes, s'ils ne rencontrent pas de frein, contribuent à transformer l'économie d'un système organisé autour de la production en une économie où les revenus sont perçus comme le fruit d'un comportement de clientélisme à l'égard des détenteurs du pouvoir de captation de la rente* »<sup>1424</sup>. T. L. Karl estime, quant à elle, que le syndrome hollandais est une explication insuffisante pour rendre compte de la faillite d'économies pétrolières, qui se manifeste notamment par l'effondrement des productions agricoles et industrielles, une inflation à deux chiffres et une brusque diminution du niveau de vie<sup>1425</sup>. Mais les économies kazakhstanaise et turkmène peuvent-elles être qualifiées d'économie en faillite ?

En 1991, les termes de l'échange (c'est-à-dire le rapport de l'indice des prix des exportations à l'indice des prix des importations) sont défavorables aux républiques soviétiques qui vendent aux autres républiques leur pétrole brut à 13% du prix mondial. Après la désintégration de l'URSS et encore davantage avec l'augmentation du prix du pétrole à partir de 2000, ces

---

<sup>1421</sup> Durand Cédric, De la prédation à la rente ; émergence et stabilisation d'une oligarchie capitaliste dans la métallurgie russe (1991-2002), *Géographie, Économie, Société*, Volume 6/1 Janvier-Mars 2004, p. 40.

<sup>1422</sup> Shokin I., séminaire franco-russe, EHESS, juillet 2008.

<sup>1423</sup> Angelier Jean-Pierre, *Réflexions sur les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays exportateurs d'hydrocarbures*, op. cit., p. 9.

<sup>1424</sup> Ibid., p. 10 et 11.

<sup>1425</sup> Karl Terry L., "State Building and Petro revenues", op. cit., p. 4.

termes de l'échange évoluent plus favorablement pour les deux pays<sup>1426</sup>. Le prix du gaz à l'exportation ayant été sous-estimé pendant la période soviétique, le Turkménistan indépendant a immédiatement profité d'une amélioration des termes de l'échange, en exportant ses hydrocarbures après 1991. À la mi 1994, les prix de l'énergie dans les accords bilatéraux sont différents selon les pays. La Russie et le Turkménistan sont gagnants en voyant leur commerce inter CEI augmenter de 20 et 50%<sup>1427</sup>.

Au Kazakhstan, le ‘syndrome hollandais’ se manifeste à la fin des années 1990. Entre 1994 et 1998, une baisse du change réel indique l'appréciation de la monnaie du Kazakhstan<sup>1428</sup>. Puis, le taux de change réel (*real exchange rate*) du tenge par rapport au rouble augmente de plus de 60% entre août 1998 et avril 1999. En avril 1999, décision est prise de laisser flotter le tenge<sup>1429</sup>. Puis entre le troisième trimestre 1999 jusqu'à la mi 2001, la valeur réelle du tenge par rapport au rouble était de 20 à 30% au-dessus de son niveau de la fin 1995. Pourtant, le cours fourni par la Banque nationale du Kazakhstan entre 1994 et 2002 (Cf. annexe : « Cours officiels du tenge et du manat par rapport au dollar ») indique l'inverse : le cours du dollar en tenge ne cesse d'augmenter au cours de cette période.

Au milieu des années 1990, la fabrication des produits kazakhstaniens coûtait 40% de plus que celle des produits russes, ce qui est un indicateur plus sûr encore de la détérioration de la compétitivité que le taux de change entre les deux monnaies<sup>1430</sup>. Cette détérioration a stimulé les importations par le « commerce de navette ».

La compétitivité externe du Turkménistan s'est détériorée brusquement à partir de 1995. Selon les mesures diverses de la compétitivité (comme les termes de l'échange ou les prix de vente unitaire par rapport aux concurrents), tant les taux de change que les politiques de revenus/salaires ont contribué d'une façon majeure à cette détérioration. Les données confirment qu'entre 1995 et 2000, au moins, le Turkménistan est devenu de plus en plus incapable de rivaliser sur les marchés intérieurs des pays baltes, de la Russie et autres pays ex-soviétiques<sup>1431</sup>. Les revenus des hydrocarbures sont multipliés par pratiquement 6 entre 1998 et 2000. Ceux du gaz ont triplé en 2000 grâce à la reprise des exportations de gaz, négociée

---

<sup>1426</sup> Kalyuzhnova Ye., Kaser Michael, op. cit., p. 169.

<sup>1427</sup> Michalopoulos Constantine, Tarr David G., Trade in the New Independent States, op. cit., p. 17.

<sup>1428</sup> Kuralbayeva Karlygash, Kutan Ali M., Wyzan Michael L., *Is Kazakhstan vulnerable to the dutch disease ?*, op. cit., p. 27.

<sup>1429</sup> Boss Heslop Helen, “The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998”, op. cit., p. 184-185.

<sup>1430</sup> Ibid.

<sup>1431</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, *Turkmenistan—The Burden of Current Agricultural Policies*, op. cit., p. 5-6.

vers la Russie. Les salaires et les prix ont augmenté, la maladie hollandaise et la pression sur les coûts sont forts au tournant des années 2000 au Turkménistan<sup>1432</sup>. Le cours officiel du manat en dollars augmente continuellement entre 1994 et 2002, mais étant donné qu'il est fixé totalement arbitrairement par les autorités, il ne peut être une manifestation du syndrome hollandais. Sur le marché parallèle, le cours du manat se dépréciait par rapport au dollar en 2000<sup>1433</sup>.

Tant au Kazakhstan qu'au Turkménistan, le secteur pétrolier et gazier évince petit à petit les autres secteurs de production et l'État se trouve de plus en plus mauvaise posture malgré l'accumulation des devises<sup>1434</sup>.

## ***X. Deux stratégies opposées en matière d'investissements directs étrangers***

Tous les États de l'ex-URSS, riches en hydrocarbures, n'ont pas cherché à attirer des investissements directs étrangers (IDE) avec la même urgence et dans les mêmes proportions. Les politiques turkmène et kazakhe illustrent ces dissemblances. Le Kazakhstan attire davantage d'IDE que le Turkménistan et ce plus tôt. La RSS du Kazakhstan est la première qui adopte une loi sur les investissements étrangers, le 7 décembre 1990<sup>1435</sup>. Devenu indépendant, le Kazakhstan ne cessera d'attirer les IDE pour augmenter son potentiel d'exportations et promouvoir la création de sociétés mixtes dans l'exploitation des ressources naturelles, notamment<sup>1436</sup>. Une première loi sur les investissements étrangers est votée le 27 décembre 1994 (Cf. Chapitre XII).

Jusqu'en 1996, le volume des IDE globaux (en dollars) par habitant reste comparable entre les deux pays. Ces IDE s'élevaient alors à 1 674 millions de dollars au Kazakhstan et à 108 millions de dollars au Turkménistan<sup>1437</sup>. Ensuite, le flux d'IDE par habitant croît beaucoup plus vite au Kazakhstan qu'au Turkménistan ; il est presque quatre fois supérieur au Kazakhstan en 1997 et y reste très nettement supérieur jusqu'en 2002 (Cf. Diagramme N°15 : Les flux d'investissements directs étrangers par habitant au Kazakhstan et au Turkménistan, ci-dessous).

---

<sup>1432</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 187.

<sup>1433</sup> Giroux Alain, Turkménistan 2000-2001, la neutralité malgré tout ?, op. cit., p. 165.

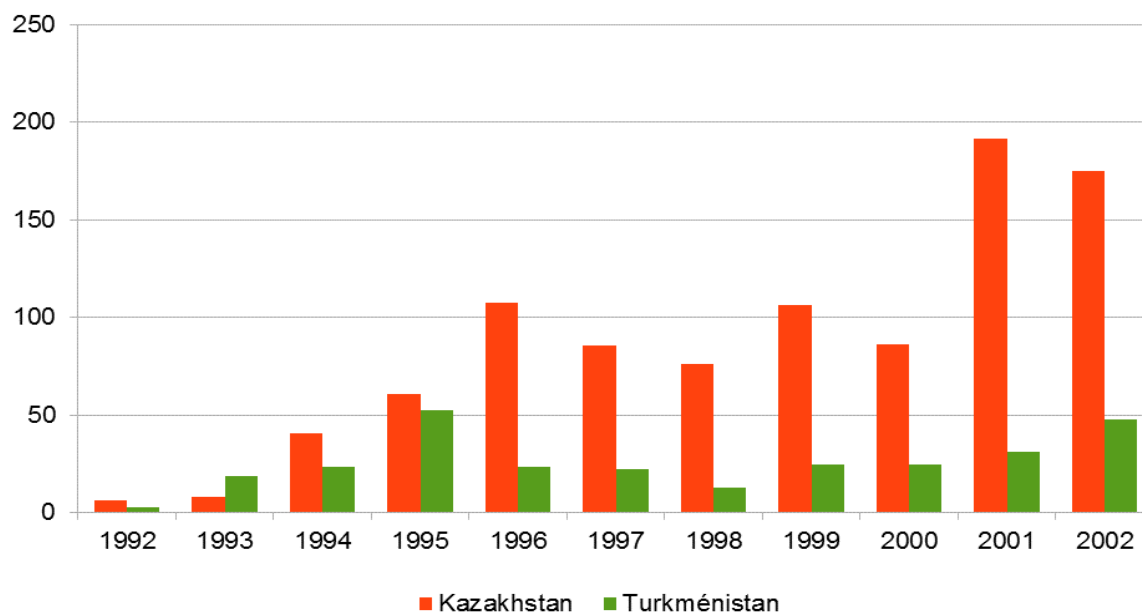
<sup>1434</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 181.

<sup>1435</sup> Loi 383-XII « ob inostrannyh investiciâh v Kazahskoj SSR ».

<sup>1436</sup> Izteleouov Beisenbay, Kazakhstan, op. cit., p. 381.

<sup>1437</sup> United Nations Conference On Trade And Development, World Investment Report 2002 Transnational Corporations and Export Competitiveness, United Nations, New York and Geneva, 2002, p. 305.

**Diagramme N°15 : Les flux d'investissements directs étrangers par habitant au Kazakhstan et au Turkménistan (en dollars courants)**



Sources : Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/country/kazakhstan>, <http://data.worldbank.org/country/turkmenistan> ; UNCTAD, Statistics on FDI and the operations of TNCs, [www.unctad.org/sections/dite\\_fdostat/docs/wid\\_cp\\_kz\\_en.pdf](http://www.unctad.org/sections/dite_fdostat/docs/wid_cp_kz_en.pdf) ; United Nations Conference On Trade And Development, *World Investment Report 2002 : Transnational Corporations and Export Competitiveness*, United Nations, New York and Geneva, 2002, p. 305. ; United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report 2003 : FDI Policies for Development : National and International Perspectives*, United Nations New York and Geneva, 2003, p. 251 ; United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report 2004 : The Shift Towards Services*, United Nations New York and Geneva, 2004, p. 370.

N. B. : L'UNCTAD n'a pas produit pour le Turkménistan le même document que celui élaboré pour le Kazakhstan, et fournissant les chiffres des IDE dans le secteur des hydrocarbures.

Le diagramme N°15 (Les flux d'investissements directs étrangers par habitant au Kazakhstan et au Turkménistan) ci-dessus (et le tableau X. L en annexe), montrent nettement que ces IDE par habitant sont nettement inférieurs à ceux que connaît le Kazakhstan.

Les IDE cumulés, tous secteurs confondus, au Turkménistan sur la période 1992-1998 s'élèvent à environ 650 millions de dollars, selon la BERD, soit environ un dixième de ce qui est investi au Kazakhstan. (Notons une fois encore un exemple d'incohérences entre des sources turkmènes : selon le ministère turkmène de l'Economie et des Finances, les IDE globaux s'élevaient à 2 milliards de dollars en 1993 mais seulement à 200-230 millions de dollars, selon l'Institut d'Economie turkmène. D'autres estimations donnaient alors un ordre de grandeur de 70 millions de dollars<sup>1438</sup>.) Le volume des IDE pour l'ensemble de l'économie

<sup>1438</sup> Odling-Smee John, Shadman-Valavi Mohammad, [International Monetary Fund], Turkmenistan, op. cit., p. 38.

turkmène est très largement inférieur à celui du seul secteur des hydrocarbures du Kazakhstan. Le volume des IDE dans le secteur des hydrocarbures pour le Turkménistan l'est aussi *a fortiori*. Mais l'essentiel de ces IDE va au secteur des hydrocarbures et provient de l'argentin Bidas<sup>1439</sup>. Les rares statistiques concernant les IDE dans le secteur des hydrocarbures pour le Turkménistan sont les suivantes : selon le FMI, les sociétés étrangères avaient investi 500 millions de dollars (stocks) dans la production pétrolière du Turkménistan à la fin des années 1990<sup>1440</sup>. Enfin, les IDE, cumulés dans le secteur gazier, en 1999 s'élevaient à 840 millions de dollars (soit 176 dollars par habitant, contre 483 au Kazakhstan)<sup>1441</sup>. Les IDE dans le secteur des hydrocarbures constituaient 3% du PIB par an au Turkménistan contre 6,4% du PIB par an au Kazakhstan sur la période 1996-1999.

La grande disparité des montants des IDE dans les deux pays, pose la question suivante : pourquoi le Turkménistan n'a-t-il pas voulu attirer autant d'IDE que le Kazakhstan dans l'ensemble de son économie ? Et dans quelles mesures, cette attractivité (ou ce manque d'attractivité) affecte-t-il l'évolution des régimes politiques des deux pays ? P. Jones Luong et E. Weinthal estiment que le Turkménistan a été moins prompt à se réformer que d'autres pays de la région, parce qu'il avait moins besoin d'IDE pour capter des revenus issus de l'exportation d'autres ressources naturelles que celles du coton. Le manque de volonté des autorités turkmènes de développer le secteur d'énergie s'explique par le fait que faire passer l'économie du Turkménistan de l'agriculture vers une activité plus capitaliste<sup>1442</sup> ferait encore augmenter le chômage, dont le taux officiel est déjà élevé en 1994 et l'est encore davantage en 2002<sup>1443</sup>. Son augmentation aurait menacé l'équilibre social, car la production et l'exportation de gaz et de pétrole aurait modifié le rôle de l'agriculture comme base pour la distribution des rétributions politiques et économiques parmi les régions.

Comme déjà précisé, le président S. Niazov bénéficie, en 1991, d'une alternative importante en matière de revenus, grâce à la production de coton. Par ailleurs, il n'a pas à faire face à une

---

<sup>1439</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1999-2000*, op. cit., p. 29.

<sup>1440</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 19.

<sup>1441</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2000*, op. cit., p. 32.

<sup>1442</sup> En effet, la production de coton est une activité dans laquelle le capital fixe par travailleur est très faible, et c'est exactement l'inverse de la production des hydrocarbures.

<sup>1443</sup> Le taux de chômage grimpe de 17,8% en 1994, à 25,6% en 1995, 27% en 1996, 27,4% en 1997, 24,2% en 1998 (ces cinq taux ont été calculés à partir des données du FMI (population en âge de travailler et des personnes employées). Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 100.) puis à 27,9% en 2000, 28,8% en 2001, et 29,3% en 2002 (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, *Strategy for Turkmenistan, As approved by the Board of Directors at its meeting on 15 June 2006*, p. 49. [www.ebrd.com/about/strategy/country/turk/strategy.pdf](http://www.ebrd.com/about/strategy/country/turk/strategy.pdf)).

grande contestation politique. Il n'a donc pas de contrainte en matière de choix stratégique. Il est en mesure de maintenir le statu quo économique, de retarder le développement des hydrocarbures et donc de réduire au minimum le rôle des acteurs extérieurs, notamment dans ce secteur. Le maintien du contrôle de l'État turkmène sur le coton, lui permet de disposer des revenus des exportations de ce produit et de renforcer aussi les réseaux clientélistes régionaux, comme en témoigne l'influence grandissante du ministère de l'Agriculture et des dirigeants de régions productrices de coton depuis l'indépendance<sup>1444</sup>. Parmi eux, se distinguent des hommes proches de S. Niazov et qui n'appartiennent pas au secteur des hydrocarbures, comme Han Ahmedov<sup>1445</sup> et Pajzygel'dy Meredov, surnommé le « roi du coton »<sup>1446</sup>. Outre H. Ahmedov et P. Meredov, figurent Kurban Muradovič Orazov, agronome, et Sapaegel'dy Motaev, agronome lui aussi, et dont il a déjà été question plus haut. L'émergence de ces hommes avait été possible grâce à l'intégration du réseau clientéliste de S. Niazov dans les institutions soviétiques qui avaient, elles-mêmes, dilué l'influence du Premier secrétaire et fourni suffisamment d'espace politique<sup>1447</sup>.

Le gouvernement kazakhstanais s'est, lui, attaché à attirer des IDE et à octroyer d'importantes concessions<sup>1448</sup> à des sous-traitants étrangers, quitte à laisser des entreprises kazakhstanaïses de côté<sup>1449</sup>. Il ne fait pas, du reste, la promotion de ses entreprises dont les responsables attendent pourtant du gouvernement la position inverse. Les raisons de cet appétit pour les IDE sont de plusieurs ordres. Il s'agit tout d'abord de combler son déficit budgétaire. Les IDE cumulés ont plus que couvert le déficit des comptes courants (*current-account deficit*). Ceux-ci n'ont été supérieurs aux IDE qu'en 1994 et 1998<sup>1450</sup>. Les entrées annuelles d'IDE sur la période 1993-2002 ont été d'environ 8% du PIB. Les autres motivations du Kazakhstan consistent à engranger les IDE au cours de la période de stabilisation pour augmenter le potentiel d'exportations et promouvoir la création de sociétés mixtes dans l'exploitation des ressources naturelles, notamment<sup>1451</sup>. L'énergie est l'un des secteurs prioritaires vers lesquels le Kazakhstan souhaite voir des investisseurs étrangers s'orienter. Il autorise la privatisation et

---

<sup>1444</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse: oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 25.

<sup>1445</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1446</sup> Kuliev Avdy, *Turkmenskaâ èlita : vzglâd iznutri*, Eurasia-informacionnyj analitičeskij centr, 20 mars 2001. Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1447</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 115.

<sup>1448</sup> Le contrat de concession est très favorable aux compagnies. L'État perçoit des royalties fixes, calculées sur la quantité de pétrole produite, indépendamment du prix de vente de ce pétrole. Le contrat de concession, ait été peu à peu abandonné depuis les années 1960 dans le reste du monde. ([www.planete-energies.com/contenu/petrole-gaz/production-gisement.html#](http://www.planete-energies.com/contenu/petrole-gaz/production-gisement.html#))

<sup>1449</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 70.

<sup>1450</sup> Economist Intelligence Unit Country Profile 2003 Kazakhstan, p. 41-42.

<sup>1451</sup> Izteleouov Beisenbay, Kazakhstan, op. cit., p. 381.

favorise l'attraction des IDE, dans les secteurs des matières premières et des hydrocarbures en particulier. Ce qui l'a conduit à être le premier pays de la CEI, en termes de receveur d'IDE par habitant en 1998<sup>1452</sup>. Il connaît même le plus fort taux d'IDE par habitant de tous les pays communistes après la Hongrie, dès 1997<sup>1453</sup>. Et il est le premier pays de la CEI, en termes d'IDE par habitant en 1998. Entre 1996 et 2000 : le Kazakhstan a attiré plus de 1 milliard de dollars par an de flux d'IDE et à partir de 2001 ; les IDE annuels ont atteint au moins 2 milliards de dollars dont plus de 85% ont été destinés aux secteurs des ressources naturelles (*in sectors intensive in natural resources*)<sup>1454</sup>.

À la différence du secteur agricole turkmène, le développement du secteur des ressources minérales au Kazakhstan a demandé des investissements considérables pour exporter ces ressources. Entre 1990 et 1995, 40% des investissements vont à l'industrie pétrolière<sup>1455</sup>. Selon l'*akim* de la région de Mangistau en poste en 2011, la seule production du Kazakhstan compétitive au début de l'indépendance qui disposait d'un marché, était le pétrole<sup>1456</sup>.

Entre 1997 et 1999, 80% des IDE, au Kazakhstan, sont consacrés au pétrole et gaz et à la métallurgie<sup>1457</sup> et ce taux est supérieur à 88% en 1999. Les IDE sont restés à un niveau très élevé en 2002, puisqu'ils assuraient 80% de la production de pétrole au premier trimestre 2002<sup>1458</sup>. Les investissements étrangers comptent pour 67% du volume des exportations de pétrole et de gaz en 2000 et pour plus de 75% du volume des exportations de pétrole et de condensats de gaz, en 2002<sup>1459</sup>. Mais cette volonté d'attirer un maximum d'IDE a eu un effet négatif sur les entreprises du secteur des hydrocarbures elles-mêmes. À telle enseigne que la prospection géologique et le forage sont arrêtés jusqu'en 2001-2002<sup>1460</sup>. Malgré les diverses affaires de corruption liées aux privatisations des années 1996-2000 d'une part, et d'autre part, la pression exercée à partir de 2000 par le gouvernement kazakhstanaï sur les sociétés étrangères pour qu'elles sous-traitent davantage aux sociétés locales dans les domaines de la

---

<sup>1452</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 176.

<sup>1453</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 32.

<sup>1454</sup> Raballand Gaël, Genté Régis, "Oil in the Caspian Basin Facts and Figures", op. cit., p. 12.

<sup>1455</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, op. cit., p. 26.

<sup>1456</sup> Kuşerbaev Krymbek, *Nefit' Kazakhstana 20 let spustâ*, op. cit.

<sup>1457</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 120.

<sup>1458</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 176.

<sup>1459</sup> Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2003*, London : EIU, p. 38.

<sup>1460</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 77-78.

construction et de l'alimentation<sup>1461</sup>, le Kazakhstan continue à attirer un relativement grand nombre d'investissements.

Rappelons qu'avec le coton, le Turkménistan dispose donc de revenus alternatifs importants aux hydrocarbures, tandis que le Kazakhstan ne bénéficie pas de ce type de revenus, susceptibles de rapporter des revenus conséquents sans investissements préalables. Ce manque de sources alternatives de rentes, couplé à un niveau de contestation plus élevé qu'au Turkménistan<sup>1462</sup> a contraint N. Nazarbaev à abandonner, jusqu'à un certain point, la propriété de l'État dans les sociétés pétrolières et à attirer les investissements étrangers afin de développer la production des hydrocarbures.

Pourtant, très tôt, le Kazakhstan désire changer son image de producteur essentiellement de matières premières<sup>1463</sup>. Il envisage alors de diversifier son économie, en créant des industries qui n'existaient pas dans la république, en attirant des IDE, ce qui était au programme du document intitulé « une stratégie pour l'avenir et le développement du Kazakhstan en tant qu'État souverain », publié par N. Nazarbaev au printemps 1992. Ce programme prévoyait « d'inverser progressivement l'orientation de l'économie en y diminuant le poids des matières premières » entre 1996 et 2005<sup>1464</sup>. Malgré ses velléités de diversification de son économie, le Kazakhstan va donc fortement miser sur ses hydrocarbures. Et si l'une des priorités des autorités du Kazakhstan indépendant a été la transformation structurelle de l'industrie dans laquelle la production de produits finis, de biens de consommation était très insuffisante, la réalité démontre que cette priorité n'a pas été mise en œuvre. À la lumière de ce chapitre, il paraît difficile de conclure que le Kazakhstan et le Turkménistan étaient dotés de solides économies de production de valeur à partir du travail en 1991.

À partir du printemps 1995, le mouvement d'attraction des IDE dans le secteur de l'énergie du Kazakhstan est concomitant à une concentration du pouvoir et à un durcissement du régime politique. Suit, en effet, le référendum pour étendre le mandat de N. Nazarbaev jusqu'en 2000 et les décrets augmentant les pouvoirs du président en économie et politique étrangère. Ceci sert de terrain à d'autres « réformes » économiques destinées à attirer de nouveaux IDE<sup>1465</sup>.

---

<sup>1461</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 32.

<sup>1462</sup> Cf. le paragraphe sur investissements étrangers et autoritarisme dans le dernier chapitre.

<sup>1463</sup> Bayou Céline, Tiraspolsky Anita, *Le commerce extérieur du Kazakhstan*, op. cit., p. 38.

<sup>1464</sup> Giroux Alain, *Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI*, op. cit., p. 22 et 24.

<sup>1465</sup> Jones Luong Pauline, «Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains», op. cit., p. 91.



Selon O. Bayulgen, c'est le type de régime politique (pour une attractivité donnée des ressources) qui détermine la plus ou moins grande capacité à attirer des IDE<sup>1466</sup>, en fonction d'une part du niveau de concurrence politique entre adversaires et partisans des IDE et d'autre part de la force des institutions qui peuvent résoudre des désaccords concernant la politique d'investissements. Le régime des accords de partage de production est emblématique de la stabilité dans les investissements pétroliers. Les régimes autoritaires ont tendance à être plus capables que les régimes démocratiques (ou « hybride »<sup>1467</sup> pour ce qui est de la Russie, selon, L. Shevtsova) à vaincre le pouvoir de veto de groupes d'opposition et à créer un environnement attractif pour les IDE. Si ce raisonnement était vrai, alors le Turkménistan aurait dû attirer bien davantage d'IDE que le Kazakhstan, or c'est l'inverse qui s'est produit, comme déjà mentionné (3% du PIB par an pour le premier contre 6,4% pour le second sur la période 1996-1999). La démonstration d'O. Bayulgen n'est donc pas valable pour les deux pays centrasiatiques. L'observation des relations entre les deux régimes d'Asie centrale avec les compagnies étrangères montre que le schéma mis en évidence par cette auteure n'est pas transposable : ce n'est pas le régime le plus autoritaire des deux qui a conclu le plus d'accords de partage de production, ni celui qui a attiré le plus d'investissements directs étrangers.

Afin de vérifier si, au Kazakhstan, des institutions faibles et relativement autonomes par rapport à l'État renforcent l'attraction des IDE, une étude future serait à envisager sur le poids de groupes d'opposition ou d'organisations non gouvernementales kazakhstanaïses dans le processus de décision qui préside à la signature d'accords de partage de production, et sur les moyens dont ils disposent pour faire pression sur le gouvernement ou sur les compagnies étrangères.

*« Plus généralement, tout le système institutionnel du Kazakhstan est marqué par la multiplication d'institutions formelles souvent très instables dont les pouvoirs réels et l'existence même, dépendent d'un centre censé se cantonner au rôle d'arbitre. [...] Au-delà de cette faiblesse des institutions, la crise politique du printemps 2002 a révélé l'importance des relations interpersonnelles. Si l'élément clanique des réseaux de type traditionnel ou clientéliste a pu jouer un rôle dans la politique kazakhstanaïse, ils ne semblent pas avoir su se*

---

<sup>1466</sup> Bayulgen Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization : a comparison of Azerbaijan and Russia, op. cit., p. 2.

<sup>1467</sup> Shevtsova Lilia, Russia's Hybrid Regime, *Journal of Democracy*, October 2001, volume 12, Issue 4, p. 65-70.

*structurer en acteurs collectifs. Ces conflits sont étroitement liés au développement économique et à la volonté de répartir les ressources »<sup>1468</sup>.*

---

<sup>1468</sup> Dumoulin Marie, Kazakhstan 2001-2002 : les ambiguïtés de la stabilisation, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2002, n°1030, p. 138.

## Chapitre XI

### La poursuite de la construction institutionnelle du secteur des hydrocarbures

La description de l'organisation humaine et institutionnelle des secteurs des hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan indépendants est assez peu étudiée, et cela est particulièrement vrai dans le cas turkmène. Elle est le plus souvent délaissée au profit de l'aspect géostratégique de l'évacuation des hydrocarbures des deux pays. Une autre raison de cette méconnaissance découle de la rareté des informations (comme celles relatives par exemple aux effectifs des entreprises pour les années 2000 tant pour le Kazakhstan que pour le Turkménistan. Les données biographiques comme les lieux de naissance, titres et dates de prise de fonction des responsables turkmènes sont souvent lacunaires ou imprécises). De plus, les responsables turkmènes du secteur pétrolier ne s'expriment que très exceptionnellement dans la presse nationale et *a fortiori* étrangère. Les articles et interviews de leurs homologues kazakhstaniens sont moins rares. Le contenu de ce chapitre sera donc très déséquilibré au détriment du Turkménistan.

Au moment de l'effondrement de l'URSS, la situation du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS du Kazakhstan et de Turkménie, est critique : les entreprises sont isolées puisqu'aucun organisme républicain ne les regroupe (Cf. chapitre II) et ce secteur n'est donc coordonné par aucune instance. Certaines institutions, telle qu'un ministère de l'Industrie pétrolière ou gazière, manquaient, dans les deux RSS, à la veille de l'indépendance. De plus, ce secteur ne disposait pas de moyen de transport suffisant pour assurer les exportations des hydrocarbures. Le pouvoir a donc dû créer ces structures ainsi que des entreprises.

Il est, par conséquent, pertinent d'examiner la façon dont s'est poursuivie la construction de ce secteur après 1991, et comment certains groupes sociaux y ont participé (ou pas), le contrôle des revenus et de la propriété dans ce secteur devenant un enjeu central de la lutte pour le pouvoir.

Vouloir expliquer comment le Kazakhstan et le Turkménistan ont cherché à organiser ce secteur et à s'appropriier ces revenus conduit à s'intéresser, notamment, à la représentation et au rôle des hordes kazakhes et des tribus turkmènes dans ce secteur. Mais sur ce point aussi, la

rareté de l'information concernant l'appartenance tribale des décideurs constitue un obstacle et, encore une fois, cet obstacle est plus grand dans le cas du Turkménistan que dans celui du Kazakhstan.

Au Turkménistan, essentiellement producteur de gaz et au Kazakhstan, davantage orienté vers la production de pétrole (Cf. chapitre XIII), le secteur des hydrocarbures ne connaît pas un développement institutionnel comparable. L'objectif principal du développement de ce secteur au Kazakhstan était d'abord d'assurer l'indépendance énergétique du pays qui importait 1,8 million de tonnes de pétrole et condensats de gaz en 1994<sup>1469</sup>, et puis de faire du Kazakhstan l'un des dix plus grands producteurs d'hydrocarbures mondiaux. La prise de contrôle de l'industrie pétrolière par le président du Kazakhstan et ses proches s'avère un assez long processus. Elle aboutit à la création de la compagnie nationale *KazMunajGaz* (KMG), en 2002, qui survient onze ans après celle du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière et après plusieurs années de luttes internes entre deux figures politiques de premier plan, que sont A. Kažegeldin et N. Balgimbaev, au prix de batailles politiques au grand jour et relativement médiatisées, tandis qu'à cette date, le Turkménistan n'avait pas encore mis en place d'équivalent.

### ***I. La prise de contrôle des ressources en hydrocarbures au Kazakhstan***

Lorsqu'en mars 1991, N. Nazarbaev demande à Moscou le transfert du contrôle des entreprises de la république au gouvernement kazakhstanaï<sup>1470</sup>, suite à la grève des mineurs de Karaganda, les ministères fédéraux tentent de retarder le plus possible la transmission de la gestion des installations industrielles pétrolières et gazières ainsi que celles des sites de production aux républiques : « *Le conflit entre le pouvoir central et les républiques ne se limite cependant pas à la "guerre des lois", il a pris également la forme d'une véritable épreuve de forces au sujet du contrôle des ressources naturelles et des productions qui en sont issues* »<sup>1471</sup>.

Le cas du champ de Tengiz illustre ces difficultés de transfert de contrôle sur les matières premières à la RSS du Kazakhstan. Il soulève aussi la question du droit du sous-sol de la RSS. En mai 1990, le ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS propose, dans le cadre du passage à l'économie de marché, de conserver la propriété de l'État soviétique sur le sous-

---

<sup>1469</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 81 et 93.

<sup>1470</sup> Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, op. cit., p. 79.

<sup>1471</sup> Crosnier Marie-Agnès, "1990 : un pays au bord du gouffre", In *URSS la dislocation du pouvoir, édition 1991*, sous la direction de Françoise Barry et de Michel Lesage, Paris : Les Etudes de la Documentation française, p. 131.

sol et de ne laisser aux républiques que les gisements de moindre importance<sup>1472</sup>. Les entreprises pétrolières de la région d'Èmba s'adressent alors aux Présidents du Soviet suprême et du Conseil des ministres de la république ainsi qu'au ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS, pour dénoncer la poursuite de la « politique de diktat du Centre » et la mise sous gestion directe de l'union de production *Tengizneftegaz*<sup>1473</sup> par le ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS. En réponse à cette proposition du ministère fédéral contrecarrant les intérêts de la RSS, un code foncier de la RSS du Kazakhstan, adopté en novembre 1990, précise dans son article 3 que la terre et le sous-sol sont la propriété exclusive de la RSS du Kazakhstan. Les employés du secteur pétrolier à Èmba proposent alors de fonder un *koncern* républicain dont ferait partie *Tengizneftegaz*. Le Cabinet des ministres de la RSS du Kazakhstan relaie cette demande, et propose au ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS la formation d'un *koncern* fédéral-républicain, rassemblant les entreprises du ministère, situées dans la république.

Le 16 août 1990, se tient une réunion présidée par le premier vice-président du Gosplan de la RSS du Kazakhstan, V. V. Ladygin, sur proposition du ministère de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS. Le principe d'autofinancement de l'industrie pétrolière au Kazakhstan y est évoqué, tout comme la reconnaissance de la contradiction entre les intentions du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS et le projet de loi de la RSS du Kazakhstan sur les biens de la république, entériné par un *postanovlenie* du Soviet suprême de la RSS, le 22 mai 1990. Il est aussi prévu que les projets de déclaration de souveraineté de la RSS du Kazakhstan et son passage à l'économie de marché mènent à la création d'un organisme de coordination de l'industrie pétrolière et gazière de la république.

Dans les mois suivant l'adoption de la déclaration de souveraineté de la république et de la suprématie de ses lois sur celles de Moscou, par le Soviet suprême du Kazakhstan, le 25 octobre 1990, la république revoit les structures du complexe pétrolier dont elle a la charge à présent. En juillet 1991, à Gur'ev, elle fonde l'organisme d'État (*korporaciâ*) *Kazahstanneftegaz* pour l'exploration, l'extraction, le transport, le raffinage et la vente de pétrole, de gaz et de produits pétroliers. Président à cette fondation, le vice Premier ministre de la RSS du Kazakhstan, Kadyr Karkabatovič Bajkenov<sup>1474</sup>, le vice-ministre de l'Industrie du pétrole et du gaz de l'URSS, I. I. Lešenec, le Directeur général d'*Èmbaneft'*, N. G. Kamalov,

---

<sup>1472</sup> Čerdabaev M. T., *Osnovnye ètapy stanovleniâ i razvitiâ neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana*, op. cit., p. 7.

<sup>1473</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 57. Les informations sur cette union de production soviétique sont manquantes.

<sup>1474</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

celui de *Mangyşlakneft'* N. U. Bekbosynov, ceux des raffineries de Pavlodar et de Čimkent G. G. Mošenko et Ū. F. Popov, ainsi qu'un membre de la direction de *Gazprom* V. I. Rezunenko. Y assistent aussi les représentants des soviets de députés pour les *oblast'* de Gur'ev G. K. Aldamžarov, d'Aktûbinsk E. M. Zolotarev, de Mangistau F. A. Novikov, et d'Ural'sk N. I. Iskaliev<sup>1475</sup>. Le président élu de *Kazahstanneftegaz* est Bolat D. Elemanov qui a effectué sa carrière d'ingénieur au sein d'*Ėmbaneft'* puis de *Tengizneft'*.

Trois mois plus tard, le Cabinet des ministres de la RSS du Kazakhstan constitue le *koncern* gazier d'État *Kazahgazprom*<sup>1476</sup> (qui siège à Ural'sk), par l'arrêté du 11 octobre 1991 et place à sa tête Eset R. Azerbaev<sup>1477</sup>. Son premier vice-président en est alors Tanbaj Naušiev. Créé pour assurer l'exploitation, la production, le transport et la transformation du gaz et des condensats, *Kazahgazprom*<sup>1478</sup> regroupe les entreprises implantées dans la RSS et héritées du ministère de l'Industrie gazière de l'URSS disparu. Ces entreprises étaient chargées de l'extraction, du transport et de la livraison du gaz naturel par les gazoducs haute pression dans la république<sup>1479</sup>. C'est donc la structure d'intégration verticale qui est privilégiée.

Immédiatement après l'indépendance, des fonctionnaires du Centre et des responsables d'*oblast'* et d'entreprises pétrolières signent des accords de licences<sup>1480</sup> pour le développement du sous-sol, sans coordination avec le Comité d'État à la Géologie et à la Conservation du sous-sol, instauré à la mi 1991 (puis transformé en ministère). Ce mouvement échappe à tout contrôle au point que, en 1995, personne ne sait combien de contrats ont été signés dans le pays<sup>1481</sup>... Il arrive que les fonctionnaires locaux et des responsables du secteur pétrolier défient les autorités centrales pour mettre en place leur propre société afin d'exploiter de petits gisements locaux. Une structure corporatiste émerge de l'héritage des six ministères centraux (chargés de l'exploration, de la production, du raffinage, de l'exportation et de la distribution des produits pétroliers et gaziers). Au sein de cette structure, travaillent des personnes chargées de l'industrie pétrolière qui avaient joué un rôle d'intermédiaires entre le Centre et les différentes branches de l'industrie<sup>1482</sup>. Il s'agit

---

<sup>1475</sup> Nikolaev N., Sozdana korporaciâ Kazahstanneftegaz, *Prikaspijskaâ Kommuna*, 13 juillet 1991.

<sup>1476</sup> Le *koncern* *Kazahgazprom* (qui réunit lui-même les unions de production et de transport de gaz, à partir de septembre 1991), deviendra la holding d'État *Kazahgaz* en 1993.

<sup>1477</sup> Né en 1942. Spécialiste du gaz.

<sup>1478</sup> Reprise du nom de l'union de production fondée en 1985 pour l'exploitation du gisement de Karačaganak.

<sup>1479</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 60.

<sup>1480</sup> L'autre régime d'investissements étrangers possible est celui des licences. Il permet à un État de modifier les termes des investissements.

<sup>1481</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 39.

<sup>1482</sup> *Ibid.*, p. 33.

notamment de B. Elemanov, Kadyr Bajkenov, B. Kuandykov (lié aux Balgimbaev), du ministre de la Géologie Lev Trubnikov et de son adjoint Serikbek Žusupbekovič Daukeev.

### I. A. La création de la société mixte TengizŠevrOjl (TCO)

À la fin des années 1980, se constitue, avec l'approbation de N. Nazarbaev alors Président du Cabinet des ministres de la république, un groupe de soutien au projet Tengiz afin de court-circuiter les autorités soviétiques qui ont pris langue avec la compagnie américaine *Chevron*<sup>1483</sup>. Ce groupe est composé du vice-président du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan Erik Asanbaev, de son prédécesseur à ce poste, Kadyr K. Bajkenov (Moyenne horde), du président du Comité d'État à l'Economie Kalyk Abdullaev (Grande horde) et de ingénieur-pétrolier T. Žukeev, premier président adjoint du Comité d'État au soutien des nouvelles structures économiques. C'est T. Žukeev qui entame les négociations avec la *major* entre juin et octobre 1991. Le quotidien *Kazahstanskaâ Pravda* publie alors un article<sup>1484</sup> relatant le retour de Moscou de la délégation de représentants de la RSS. Parmi eux, le secrétaire du Comité du Soviet suprême de la RSS du Kazakhstan pour les réformes économiques, le budget et les finances, Sagat K. Tugel'baev<sup>1485</sup> (Petite horde) avait notamment évoqué la création d'une société mixte pour l'exploitation du gisement. La rédaction du journal, qui précise que le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS vient de disparaître, souligne que le consortium américano-soviétique fondé à Moscou afin de jouer un rôle d'intermédiaire entre Kazakhs et Américains est inutile et qu'une entité propre à la RSS est nécessaire afin de poursuivre le projet et de réinvestir les pétrodollars sur le territoire de la république. Mais, des dissensions apparaissent au sein du groupe, et des collusions entre représentants de la Petite et la Grande hordes se nouent contre ceux de la Moyenne, au sein du Cabinet des ministres (dès le début des années 1980, des tensions étaient déjà apparues dans ce milieu des responsables du secteur pétrolier, en liaison avec la découverte de Tengiz, situé sur le territoire de la Petite Horde<sup>1486</sup>). Le mécontentement des partenaires occidentaux vis-à-vis de responsables qui cherchent à défendre les intérêts de la RSS, comme K. Bajkenov, a finalement raison de la fragile unité du groupe. N. Nazarbaev prend alors la direction du projet et, en dépit de ces difficultés, signe avec le président de *Chevron* un accord pour la création de la société mixte *TengizŠevrOjl* (TCO), en avril 1993. Un article paru dans un organe d'opposition rapporte les paroles d'un consultant de l'ONG

---

<sup>1483</sup> La configuration géologique de ce champ avait nécessité une demande d'aide technique, adressée aux États-Unis. (Ahmetkaliev M, *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 22).

<sup>1484</sup> Esenov Š., Kurmanov S., *O nefti, neftebiznese i kompetentnosti teh, kto imi zanimaetcâ*, op. cit.

<sup>1485</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1486</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 31.

*Crude accountability*<sup>1487</sup>, selon lequel l'accord signé serait secret et ni le parlement, ni le gouvernement d'alors n'en aurait eu connaissance<sup>1488</sup>.

Le premier directeur de TCO est Ravil' Čerdabaev (1993-1994), chef de l'administration de la région d'Atyrau et membre d'une « dynastie d'employés du secteur pétrolier » kazakhs de la Petite horde. Au fur et à mesure que l'intérêt des autorités kazakhstanaïses pour le projet Tengiz grandit, le premier adjoint du président du pays Nurtaj Abykaev (Grande horde) entre en rivalité avec le chef de l'administration présidentielle Saginbek Tursunov (issu de la Moyenne horde et beau-frère de N. Nazarbaev). N. Abykaev rassemble des personnalités comme R. Čerdabaev et Nurlan Balgimbaev qui lui sont proches. Le rôle de R. Čerdabaev dans le secteur des hydrocarbures deviendra prépondérant dès 1994, comme premier ministre de l'Industrie pétrolière et gazière du Kazakhstan indépendant. Dès qu'il accède à ce poste, il a immédiatement en vue d'augmenter les quotas d'exportations de la société mixte TCO, au détriment des exportations des entreprises nationales<sup>1489</sup>.

## I. B. Les créations d'entreprises kazakhstanaïses et du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière

Après la disparition du ministère fédéral de l'Industrie du pétrole et du Gaz, la gestion des hydrocarbures échoit au ministère de l'Énergie et de l'Électrification de la RSS (ministère fédéral-républicain, dans la république) et au Comité d'État à la Géologie et à la Conservation du sous-sol, puisqu'il n'existe pas encore de ministère de l'Industrie pétrolière dans la république.

Des auteurs kazakhstanaïses, comme Adel' Abišev et Saduakas Kurmanov (géologue et académicien)<sup>1490</sup> se prononcent en faveur d'une gestion par l'État kazakhstanaïse des hydrocarbures du pays. Ainsi, A. Abišev<sup>1491</sup> souligne, dans son ouvrage de 2004, la nécessité de former un système de gestion étatique du secteur des hydrocarbures après la proclamation de l'indépendance du Kazakhstan. S. Kurmanov estime que, compte tenu de l'importance du secteur des hydrocarbures dans l'économie du Kazakhstan, l'organisme chargé de ce secteur doit être étatique. Il considère que le Comité d'État à la Géologie et à la Conservation du sous-sol de la RSS n'est pas l'institution adéquate pour mener l'exploitation de petits gisements avec des sociétés étrangères, car il n'est doté ni des équipements, ni des ressources humaines

---

<sup>1487</sup> Čto skryvaet "Ševron" na Tengize ? Čast' I, *Informacionno-analitičeskij portal Respublika*, 24 juin 2013.

<sup>1488</sup> Ibid.

<sup>1489</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 37.

<sup>1490</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 114.

<sup>1491</sup> Ibid.



suffisants<sup>1492</sup>. Par ailleurs, sachant que pratiquement tous les gisements de gaz exploités sont associés aux champs importants de pétrole, ce géologue estime qu'il ne faut pas développer l'industrie du gaz séparément de celle du pétrole et qu'il convient de supprimer le *koncern* gazier, récemment créé à Ural'sk, pour l'exploitation du gisement de Karačaganak (l'auteur de l'article ne nomme pas l'entité. Il s'agit probablement de *Kazahgaz*). Il suggère la création d'une structure capable d'unir et de coordonner le développement des industries, les travaux de raffinage et le transport du pétrole et du gaz. Mais cette structure existe déjà : il s'agit de *Kazahstanneftegaz* qui englobe les entreprises suivantes : *MangistauMunajGaz*, *Èmbaneft'*, *Tengizneftegaz*, *Aktûbinskneft'*, *Ûžkazneftegaz*, *Karažanbastermneft'*, *POMNKiSA* (les tubes), *Ûžnefteprovod*, et les raffineries d'Atyrau, de Pavlodar, et de Ćimkent<sup>1493</sup>. S. Kurmanov en dénonce le fonctionnement. *Kazahstanneftegaz* aurait agi en pratique, comme un service du comité exécutif du parti de Gur'ev (jusqu'à la dissolution du parti en septembre 1991). Ce qui constitue encore un exemple de groupe de pression à l'œuvre. S. Kurmanov propose alors de transformer *Kazahstanneftegaz* en un Comité d'État pour le Pétrole et le gaz et de fonder aussi des instituts de formation. En 1992, *Kazahstanneftegaz* prend le nom de *Kazahstanmunajgaz* qui est chargée de l'administration de l'industrie pétrolière mais elle n'a, en fait, pas voix au chapitre quant à l'avenir de cette industrie. Ce sont le ministère de l'Energie et des combustibles et celui de la Géologie et la conservation du sous-sol qui sont, en principe, chargés de déterminer les orientations de cette industrie. Mais, ils ne sont en fait pas directement en charge des entreprises du secteur. L'antagonisme entre les deux ministères devient patent en 1993, quand le gouvernement évoque une privatisation partielle de *Kazahstanmunajgaz*. Le principal désaccord porte sur la négociation des termes de la privatisation avec les investisseurs étrangers<sup>1494</sup>. En réponse à ces tensions, N. Nazarbaev dissout les deux ministères, au cours de l'été 1994. Le 13 juin 1994, celui de l'Energie et des Combustibles est divisé en un ministère de l'Industrie de l'Energie et du Charbon et en un ministère de l'Industrie pétrolière et gazière. Ce dernier aura donc vu le jour près de trois ans après l'indépendance du Kazakhstan et fera partie de ceux qui comptent le plus de collaborateurs kazakhs (environ 80%)<sup>1495</sup>. D'après l'organigramme qu'en fournit I. N. Tasmagambetov<sup>1496</sup>, le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière ne possède pas alors de

<sup>1492</sup> Kurmanov S., *Neft' i gaz : buduše Kazahstana*, op. cit., p. 62.

<sup>1493</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 59.

<sup>1494</sup> 51% des parts de *Kazahstanmunajgaz* devait rester à l'Etat et seulement 15% des 49% restants devaient être vendus à des compagnies étrangères.

<sup>1495</sup> Cummings Sally N., *Kazahstan : power and the elite*, op. cit., p. 99.

<sup>1496</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 61.

« service export », mais un département consacré à la coordination des travaux avec les pays de la CEI. La nomination de R. Čerdabaev au poste de ministre de l'Industrie pétrolière et gazière, en juin 1994, est destinée à montrer aux compagnies étrangères la volonté de Kazakhstan de s'engager sur la voie de la privatisation<sup>1497</sup>.

Bolat D. Elemanov restera à la direction de *Kazahstanneftegaz* quand elle prendra le nom de *Kazahstanmunajgaz* en 1992, puis de celui de *Munajgaz* avec le statut de holding d'État, l'année suivante. Il en deviendra président du conseil de surveillance, à sa nomination au poste de premier vice-ministre de l'Industrie pétrolière et gazière en 1994. *Munajgaz* détient 90% des actions de toutes les compagnies d'État pour l'extraction, les 10% restant étant aux mains des salariés. Cette holding gère les approvisionnements des raffineries, les exportations et les relations avec la Russie<sup>1498</sup>. Elle est dirigée par Tulegen A. Hasanov<sup>1499</sup> de 1994 à 1997, date à laquelle *Munajgaz* est supprimée, comme d'autres grandes holdings d'État, sur les recommandations d'organisations financières internationales<sup>1500</sup>. Ces holdings sont à la fois des sujets économiques indépendants, tout en étant dotés d'un statut original de quasi-ministère<sup>1501</sup>.

Le ministre de l'Industrie pétrolière et gazière R. Čerdabaev qui voulait mettre l'industrie sous son seul commandement<sup>1502</sup>, propose de transformer *Munajgaz* en une holding verticalement intégrée dont l'État garderait une majorité des parts, ce qui aurait permis au ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de reprendre une partie du pouvoir laissé au ministère de la Géologie. S'ouvre alors une nouvelle confrontation entre les deux ministères. Et N. Nazarbaev n'est pas non plus satisfait de cette idée car elle signifiait remettre l'industrie pétrolière entre les mains d'un seul homme à savoir R. Čerdabaev. Ce dernier est en effet un spécialiste du secteur pétrolier, doté de contacts nombreux avec d'anciens membres du parti, et avec lesquels il est prêt à négocier les conditions de toute privatisation. Il est, potentiellement, un homme puissant au Kazakhstan, susceptible de rivaliser avec N. Nazarbaev. R. Čerdabaev demande que les plans de restructuration du secteur de l'énergie soient débattus et approuvés par les chefs des administrations régionales (futurs *akim*)<sup>1503</sup>. Pour ne pas risquer de voir cette rivalité potentielle se développer, N. Nazarbaev utilise, dans le domaine de l'industrie pétrolière des techniques de gestion, basées sur des réseaux

---

<sup>1497</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 36.

<sup>1498</sup> Bekenova L. I., Nacional'naâ kompaniâ : funkciï, struktura i problemy razvitiâ, op. cit., p. 143.

<sup>1499</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1500</sup> Bekenova L. I., Nacional'naâ kompaniâ : funkciï, struktura i problemy razvitiâ, op. cit., p. 143.

<sup>1501</sup> Ašimbaev D., Vlast', neft' i sobstvennost', op. cit.

<sup>1502</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 43.

<sup>1503</sup> Ibid., p. 37.

informels. Il abandonne ce que W. Ostrowski appelle des « techniques corporatistes », au profit du développement de relations clientélistes, déjà apparues au début des années 1990, dans l'industrie pétrolière, et dont auraient profité des personnalités comme B. Elemanov, T. Hasanov, K. Bajkenov, B. Kuandykov et S. Daukeev<sup>1504</sup>. Le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière est finalement supprimé en mars 1997, pour être remplacé par la compagnie nationale *KazahOjl* (Cf. paragraphe III plus bas). Ce n'est qu'en 2000, qu'un ministère de l'Energie et des Ressources minérales est instauré avec, à sa direction, Vladimir Škol'nik<sup>1505</sup>. Ce ministère comprend un Comité à la Géologie et un département du pétrole et du gaz. Ce dernier participe à l'élaboration des contrats et accords internationaux. En son sein, est créée la Commission centrale pour l'élaboration, l'étude et la ratification des projets d'exploitation des gisements d'hydrocarbures.

Au cours des trois années du gouvernement de S. Terešenko (16 octobre 1991 - 14 octobre 1994)<sup>1506</sup>, vont naître aussi de nouvelles entreprises (mais sous des noms déjà utilisés à l'époque soviétique) dans ce secteur des hydrocarbures en formation. Le foisonnement des créations et les changements de statuts juridiques se poursuivent jusqu'en 1997, date de la fondation des compagnies nationales *KazahOjl* et *KazTransOjl*. De nombreuses unions de production changent de statut et parfois de nom, comme *Tengizmunajgaz* et *Èmbamunajgaz* qui deviennent des sociétés par actions en 1993, et *Uzen'munajgaz* - en 1996<sup>1507</sup>. C'est le gouvernement d'A. Kažegeldin qui va lancer des privatisations des entreprises pétrolières. Ce processus va provoquer une lutte féroce entre représentants des intérêts pétroliers et partisans du Premier ministre, ainsi qu'un duel entre A. Kažegeldin et son ministre de l'Industrie du Pétrole et du Gaz N. Balgimbaev (octobre 1994 - mars 1997), proche de l'ancien ministre de l'Industrie du gaz de l'URSS V. Tchernomyrdine et du président de *Lukoil* Vakit Alekperov<sup>1508</sup>.

## **II. Le processus de privatisation du secteur des hydrocarbures**

En décembre 1993, l'union de production *Aktûbinskneft'* est transformée en la société par actions *Aktobemunajgaz* dont 60% des parts seront acquises par la société nationale chinoise *Chinese National Petroleum Company* (CNPC), en juin 1997. Toujours en 1993, la compagnie d'État *KazahstanKaspijŠel'f* est instituée, par décret gouvernemental, pour assurer l'exploration et la production de gaz et de pétrole en mer Caspienne. Elle devient l'opérateur du consortium international chargé d'une vaste campagne d'exploitation, qui aboutira à la

---

<sup>1504</sup> Ibid., p. 38.

<sup>1505</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1506</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1507</sup> AO « Razvedka Dobyča Kazmunajgaz », *Informacionnyj Memorandum*, Décembre 2004, p. 4.

<sup>1508</sup> Né à Bakou en 1950.

confirmation de la découverte du gisement de Kaşagan<sup>1509</sup>. Son Directeur est Kenžebek Niāzovič Ibrašev, spécialiste de l'exploitation pétrolière, qui avait commencé sa carrière à *Èmbaneft'*. Par ailleurs, en 1997, 90% des actions de la société *Uzen'munajgaz* sont transférées à la société *KazahOjl*, par le Comité d'État pour la gestion des Biens de l'État<sup>1510</sup>.

#### Évolution de l'Union de production *Aktūbinskneft'* après 1992

1993-1997	A.O Aktobemunajgaz / Aktūbinskmunajgaz (A.O)
1997	A.O CNPC – Aktobemunajgaz (achat de parts par la chinoise CNPC)

Le Kazakhstan se lance dans la course au développement de son secteur des hydrocarbures avant le Turkménistan et les autorités kazakhstanaïses approchent des investisseurs étrangers dès l'indépendance acquise, voire même avant, comme le montrent les négociations avec l'américaine *Chevron* au sujet du gisement de Tengiz. Du reste, le succès de cet accord passé pour l'exploitation de Tengiz aurait ouvert la porte aux investisseurs suivants<sup>1511</sup>. Le Comité des biens de l'État et de la privatisation du ministère des Finances décide, en décembre 1993 par décret, de vendre 5% des actions que l'État détenait dans les entreprises publiques *Èmbamunajgaz* et *Tengizmunajgaz*. Ces actions sont vendues à des fonds d'investissements<sup>1512</sup>. Au cours du processus de privatisation, 10% des actions de préférence<sup>1513</sup> d'*Èmbamunajgaz*, de *Tengizmunajgaz* et d'*Uzen'munajgaz* ont été distribuées entre les salariés de ces entreprises.

#### Évolution de l'union de production *Èmbaneft'* après 1992

1993-1998	Société anonyme Èmbamunajgaz
1998-1999	Création de la société anonyme de type ouvert <i>KazahOjl-Èmba</i> par fusion de <i>Èmbamunajgaz</i> et de <i>Tengizmunajgaz</i>
1999-2002	<i>KazahOjl-Èmba</i> est rebaptisé <i>Èmbamunajgaz</i>

Source : AO « Razvedka Dobyča Kazmunajgaz », *Informacionnyj Memorandum*, Décembre 2004, [www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7\\_2004.pdf](http://www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7_2004.pdf), p. 3.

La nouvelle organisation de l'industrie pétrolière est dévoilée le 8 juin 1995, quand A. Kažegeldin déclare que le Kazakhstan est prêt à vendre ses parts dans *Ūžneftegaz*,

<sup>1509</sup> Cette structure géologique était connue des Soviétiques depuis les années 1970. Ils avaient déjà procédé à une reconnaissance sismique du Nord de la Caspienne.

<sup>1510</sup> AO « Razvedka Dobyča Kazmunajgaz », *Informacionnyj Memorandum*, op. cit., p. 4.

<sup>1511</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, op. cit., p. 20.

<sup>1512</sup> AO « Razvedka Dobyča Kazmunajgaz », *Informacionnyj Memorandum*, op. cit., p. 3.

<sup>1513</sup> Les actions de préférence sont tous les types d'actions donnant un avantage particulier à son détenteur par rapport aux actions classiques.

*Aktûbinskneft'* et la raffinerie de Čimkent<sup>1514</sup>. Le gouvernement espère recevoir 3 milliards de dollars en échange de 90% de ses participations dans ces trois entreprises<sup>1515</sup>. Les premières annonces de privatisation dans le secteur des hydrocarbures tombent avec le décret du gouvernement du Kazakhstan, daté du 24 août 1995. Cette privatisation a lieu sur appels d'offres d'investissement (*investicionnye konkursy*)<sup>1516</sup>. Selon des investisseurs étrangers interviewés par P. Jones Luong et E. Weinthal<sup>1517</sup>, les fonctionnaires kazakhstanais désirent tellement se défaire des actifs qu'ils sous-évaluent les ressources pétrolières et gazières. Le plan de vente des biens de l'État dans chaque entreprise pétrolière, annoncé en avril 1996, éliminait le ministère du Gaz et du Pétrole ainsi que *Munajgaz* des projets de privatisation<sup>1518</sup>.

En 1996, le gouvernement du Kazakhstan déclare ouvertement qu'il est prêt à vendre à des investisseurs étrangers un grand nombre de ses sociétés d'exploration et de production, raffineries, entreprises pétrochimiques et réseaux de distribution de gaz intérieurs que l'État avait subventionnés pendant les premières années de l'indépendance. Mais les grandes sociétés pétrolières étrangères ne sont pas prêtes à franchir le pas, arguant d'une instabilité législative.

Puis, toujours en 1996, le gouvernement annonce la mise en vente des parts de l'État dans *MangistauMunajGaz* (MMG) qui est l'ancienne *Mangyşlakneft'*<sup>1519</sup>. MMG est alors considérée comme la société pétrolière la plus prometteuse du Kazakhstan<sup>1520</sup>. Elle fournit 18 à 20% de la production du pays, grâce aux gisements de Kalamkas et Žetybaj. Mais un manque d'investissements dans cette importante société nationale la conduit à une crise financière au début de l'année 1996. Ses employés ne sont pas payés pendant plus de six mois et la situation dans toute la région de Mangistau est tendue. Le 28 juin 1996, le gouvernement adopte un décret pour la privatiser, puis une commission spéciale est créée pour veiller au déroulement de l'appel d'offres. Le gouvernement essaie de faire jouer la concurrence entre sociétés occidentales et en décembre 1996, l'appel d'offres est lancé pour la vente des parts de l'État, soit 90% des actions de MMG. Sept compagnies se montrent intéressées : deux

---

<sup>1514</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, Prelude to the Resource Curse, Oil and Gas development strategies in Central Asia and beyond, op. cit., p. 21.

<sup>1515</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 45.

<sup>1516</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 61.

<sup>1517</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, Prelude to the Resource Curse, Oil and Gas development strategies in Central Asia and beyond, op. cit., p. 21.

<sup>1518</sup> Peck Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, op. cit., p. 149-150.

<sup>1519</sup> Sagers Matthew J., The oil industry in the southern-tier former Soviet republics, op. cit., p. 271.

<sup>1520</sup> En termes de production, la première est *TengizŠevrOjl JV*, la deuxième est *MangistauMunajGaz*.

américaines, une iranienne, une indonésienne, deux kazakhstanaïses (dont la direction de MMG) et une russe. Les offres russe et iranienne sont rejetées pour des raisons respectivement financières et politiques. Le Premier ministre A. Kažegeldin souhaite voir l'appel d'offres remporté par l'une des américaines ou la kazakhe *Vitol Munaj*, proche de la banque *Kazkommertzbank*, tandis que le ministre de l'Industrie pétrolière et gazière N. Balgimbaev refuse cette dernière alternative. C'est finalement le Directeur de l'Agence pour les plans stratégiques Eržan Utembaev<sup>1521</sup> qui persuade N. Nazarbaev de choisir l'indonésienne, *Central Asia Petroleum Ltd Company*, ce qui est annoncé le 11 mai 1997. Le président N. Nazarbaev a donc eu le dernier mot qui ne satisfait ni le Premier ministre, ni le ministre en charge du secteur. La privatisation de MMG n'apporte pas toutes les solutions nécessaires et aucun investissement majeur n'est réalisé. Ce qui conduit à une diminution notable de la production : avant la privatisation, en 1996, elle était de 4,5 millions de tonnes. En 1997, elle est de 4 millions. Sur la période de janvier à avril 1998, ce chiffre tombe à 1,2 million. Cette première privatisation, menée par A. Kažegeldin, écartent du processus les responsables du secteur pétrolier kazakhstanaïses. Certains sont toutefois aidés par des proches de N. Nazarbaev à y participer et à devenir des dirigeants d'entreprises pétrolières, et par là-même ses « clients », chapeautés par des intermédiaires comme les *akim* et leurs adjoints<sup>1522</sup>.

Dans le secteur du transport, les systèmes de transport de gaz de la holding *Kazahgaz* et de la société par action *Alaugaz* sont mis en concession (*peredatča v imušestvennij naëm*) pour 15 ans à la société belge Tractebel, conformément au décret du gouvernement du 17 septembre 1996<sup>1523</sup>. Puis, en avril 1997, est créée la société nationale *Kazahnefteprovod* présidée par K. Kasenov<sup>1524</sup>. Son fonds statuaire est constitué de 100% des actions des unions de production *Ūžnefteprovod* et des « oléoducs du Kazakhstan et d'Asie centrale » ainsi que par 90% des actions de la société *Kaspijmunajbajlanys*. *Kazahnefteprovod* gère notamment les tubes de Uzen'-Atyrau-Samara, Žanažol-Kenkiâk-Orsk et Pavlodar-Čimkent. Les entreprises transférées au sein de *Kazahnefteprovod* avaient transporté, en 1996, 23,5 millions de tonnes de pétrole et enregistré un profit de 4,2 milliards de tenge.

La raffinerie d'Atyrau est détenue à 86,7% par la société *KazahOjl* à partir de la mi 1999. Elle emploie alors 1 213 personnes. Sa capacité est de 5 millions de tonnes par an, mais le volume effectivement raffiné est de 120 000 tonnes par mois (soit 1,44 million de tonnes par an). La

---

<sup>1521</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1522</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 52.

<sup>1523</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 62.

<sup>1524</sup> Je n'ai trouvé aucun élément biographique le concernant via Internet, ni dans aucune autre source.

raffinerie de Čimkent est détenue, elle, à 91,4% par *Hurricane Hydrocarbons* depuis 2000. Sa capacité annuelle est de 7,5 millions de tonnes par an. Celle de Pavlodar est détenue à 51% par la société *MangistauMunajGaz*, tandis que les 49% restant ont été confié par l'État à MMG en propriété fiduciaire (*doveritel'noe upravlenie*). Après ces privatisations, les gisements les plus importants ne sont plus sous le contrôle de l'État kazakhstanais<sup>1525</sup>.

Dans les années 1995-1997, les ventes de sociétés pétrolières sont perçues, comme une «braderie» de biens de l'État, vendus à des personnes ayant des « relations bien placées » ou à des étrangers. En effet les montants de la privatisation du secteur des hydrocarbures, effectivement perçus se sont révélés très inférieurs à ceux espérés par les autorités<sup>1526</sup>. À l'apogée de ces ventes à des compagnies étrangères, le Premier ministre A. Kažegeldin tente de retarder les appels d'offres pour *Tengizmunajgaz* et *Èmbamunajgaz*<sup>1527</sup>. Mais, il est contraint de démissionner en octobre 1997, officiellement en raison de sa politique menée dans le domaine des privatisations. L'influence du secteur pétrolier s'accroît auprès de N. Nazarbaev, tandis que celle d'A. Kažegeldin diminue jusqu'à son départ du gouvernement. Le mandat international lancé contre lui en 1999 et le dévoilement de ses liens avec l'affaire du « Kazakhgate » l'éloigne de la sphère politique de son pays. Cette affaire éclate en 1998 avec l'annonce de virements de comptes de compagnies pétrolières vers des comptes bancaires suisses détenus par de hauts fonctionnaires kazakhstanais et dans lequel est aussi compromis un Américain, James Giffen<sup>1528</sup>. La démission d'A. Kažegeldin refléterait plutôt des querelles entre les diverses élites<sup>1529</sup> puisque la politique de vente de parts de l'État dans des sociétés pétrolières au cas par cas se poursuit sous son successeur, N. Balgimbaev, dont la nomination peut être aussi interprétée comme une compensation à la faible représentativité de la région occidentale pétrolifère au sein du gouvernement.

---

<sup>1525</sup> Maslov Dmitrij, Bol'shaâ neft' Kazahstana : mif ili real'nost' ?, Kontinent, 1-14 septembre 1999.

<sup>1526</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 88.

<sup>1527</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 48.

<sup>1528</sup> Des comptes bancaires à l'étranger auraient été ouverts par J. Giffen pour la famille de N. Nazarbaev. (source : Mendybaev Sagundyk, Šelgunov Viktor, Kleptokratiâ, Kazahgejt. Novoe rassledovanie, čast' IV. )

<sup>1529</sup> Pomfret Richard, Ressource abundance and long-run growth : when is oil a curse ? The effects of Oil discovery on Kazakhstan's Economy, op. cit., p. 7.

Les privatisations dans le secteur des hydrocarbures au Kazakhstan entre juillet 1996 et juillet 1998

Date	Compagnie étrangère acquéreur de parts	Champs ou Entreprise privatisée	Parts vendues en % du total	Prix de vente officiel (en millions de dollars)
Juillet 1996	Vitol (Suisse)	Raffinerie de Čimkent	85 ou 90	230
Août 1996	Hurricane Hydrocarbons (Canada)	Ūžneftegaz (devient Hurricane Kumkol' Munaj)	90	400
Août 1996	Tractebel (Belgique)	Almatyenergo	100	275-698
Février 1997	CCL (Russie – Suisse) <sup>1530</sup>	raffinerie de Pavlodar		Concession
Mars 1997	Triton Vuko Energy Group (Canada)	Karažanbasmunaj	94,6	90
Juin 1997	Chinese National Petroleum Company	Aktûbinskmunajgaz (puis Aktobemunajgaz)	60	
Juillet 1997	Chinese National Petroleum Company.	Champ d'Uzen'	60	
1997	Central Asia Petroleum Ltd Company (Indonésie)	MangistauMunajGaz JSC	60	4 348

Sources : Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", In *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Robert Ebel and Rajan Menon (eds). Maryland : Rowman & Littlefield Publishers, 2000, p. 89 ; Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, Almaty : Bilim, 1999, p. 62. ; Central Asia Petroleum priobrela 60 proc. Akcij 'Mangistaumunajgaz', 13 mai 1997, [www.finmarket.ru/news/15692](http://www.finmarket.ru/news/15692).

Les luttes intestines pour le contrôle de *Kazahstanmunajgaz* (il s'agit de l'entreprise *Kazahstanneftegaz* qui prend le nom de *Kazahstanmunajgaz* en 1992, puis de celui de *Munajgaz* avec le statut de holding d'État, en 1993) par des groupes du Centre et des périphéries et le désaccord entre les deux ministères évoqué plus haut constituent un double défi qui conduit le pouvoir à modifier les relations au sein de l'industrie pétrolière. Ces modifications interviennent à l'occasion de l'ouverture de la phase de privatisation de l'industrie pétrolière, en 1995. N. Nazarbaev décide de ne pas y impliquer les responsables du secteur pétrolier, du moins en apparence<sup>1531</sup>. Au printemps 1997, les autorités centrales du Kazakhstan contrecarrent ces « barons » en supprimant *Kazahstanmunajgaz* et en poursuivant la privatisation comme prévue initialement. Elles leur accordent néanmoins quelques concessions, en nommant N. Balgimbaev Premier ministre chargé de ralentir le processus de privatisation<sup>1532</sup>. Bien que le ministère de l'Industrie du gaz et du pétrole ainsi que *Munajgaz*

<sup>1530</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 62.

<sup>1531</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 42.

<sup>1532</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 90-91.



aient été exclus des projets de privatisation<sup>1533</sup>, N. Nazarbaev fait en sorte que des responsables du secteur pétrolier soient gagnants grâce aux privatisations.

## II. A. Clientélisme et corporatisme dans le secteur pétrolier

Au début des années 1990, la position de responsables du secteur, au Centre et dans les périphéries du pays se consolidant, N. Nazarbaev réussit à faire de ces responsables ses « clients »<sup>1534</sup>, sans pour autant pouvoir contrôler le secteur, comme vu ci-dessous. Le passage d'une gestion du secteur corporatiste à un mode clientéliste, est motivé par la situation qui prévaut dans les régions périphériques. Une structure corporatiste avait été mise en place pour intégrer, dans le secteur, les responsables de Tengiz, par exemple. Ceux-ci n'étaient pas opposés au processus de privatisation, même s'ils ont essayé de contrôler le plus possible ce secteur. Mais ils n'y étaient pas favorables non plus, car ce processus risquait de faire perdre aux anciennes entreprises leur influence et par là de les exclure de ce même processus.

Au cours de la seconde moitié des années 1990<sup>1535</sup>, N. Nazarbaev dirige donc le secteur en ayant recours au clientélisme. Les liens entre N. Nazarbaev et ses « clients » (des Kazakhs essentiellement) se renforcent car ces « clients » ont été les seuls à avoir accès aux contrats. En effet, au cours des premières années de l'indépendance, les sociétés de construction et d'assemblage du secteur ont été privatisées par leurs ex patrons de l'époque soviétique, qui étaient, dans de nombreux cas, des Russes du Kazakhstan. Puis ces entreprises ont dû prendre des partenaires kazakhs, condition imposée par le gouvernement, pour obtenir des contrats. Pour travailler dans le secteur pétrolier il faut être à la fois kazakh et client du régime, ce qui renforce la posture du président comme défenseur des intérêts des Kazakhs. Puis, au cours de la seconde moitié des années 1999, les grandes entreprises de construction et d'assemblage ont été empêchées de travailler avec les compagnies pétrolières étrangères. L'implication de sociétés kazakhstanaïses dans des projets de construction d'envergure ne signifie pas qu'elles avaient un accès automatique aux projets pétroliers étrangers. Car le régime ne voulait pas qu'elles puissent se développer en dehors des réseaux patrimoniaux du régime. Des « moyens techniques », comme les normes ISO, sont utilisés à cette fin. La situation change vers 2000-2001 avec les amendements à la loi de 1995<sup>1536</sup>.

---

<sup>1533</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 45.

<sup>1534</sup> Ibid., p. 82.

<sup>1535</sup> Ibid., p. 33.

<sup>1536</sup> Ibid., p. 73.

Par ailleurs, d'anciens responsables de l'Ouest du Kazakhstan sont autant de rivaux politiques potentiels pour le chef de l'État. Au milieu des années 1990, ils ont pu trouver de bons postes dans des sociétés mixtes ou étrangères. Parmi eux, figurent Zarip Žukataev (directeur d'*Ėmbaneft'*) qui devient, en 1995, directeur d'une société mixte kazakho-canadienne, Robert Urynbaevič Berdygužin est directeur de *Ūžneftegaz* à partir de 1991, puis de *Lukoil Kazakhstan JV* en 1997<sup>1537</sup>, Mendeš Salihov<sup>1538</sup> président de *MangistauMunajGaz* qui devient, en 1998, président de *Naftegaz Insurance company*, Keltir Šanenov<sup>1539</sup> président de *Atyraumunajgazgeologiâ*<sup>1540</sup> devient président de *MangistauMunajGaz* en 1997 ; Alik Ajdarbaev<sup>1541</sup> vice-président de *Ūžneftegaz* devient directeur général de la société mixte *Kumkol'-Lukoil* , et Ermek Marabaev (employé de la société américaine Drilcon), qui sont tous kazakhs.

La culture clientéliste largement répandue dans de nombreuses couches de la société kazakhstanaise et le sous-développement des institutions du pays ont permis à N. Nazarbaev de faire passer sa gestion corporatiste du secteur pétrolier en un fonctionnement basé sur les relations patron-clients. Les responsables du secteur pétrolier sont « surveillés » soit par les membres de la famille présidentielle, soit par les *akim* nommés par le pouvoir. N. Nazarbaev abandonne le mode des relations formelles (corporatisme) au profit du clientélisme dès qu'il comprend que tout autre fonctionnement donnerait une trop grande marge de manœuvre aux régions et surtout à ses opposants. Les choix de N. Nazarbaev pour ce type de régime sont conditionnés par sa peur d'être contrecarré plutôt que par des contraintes structurelles<sup>1542</sup>.

La nomination, en octobre 1994, de N. Balgimbaev au poste de ministre de l'Industrie du Pétrole et du Gaz est un signe destiné à rasséréner les ennemis des privatisations de l'industrie pétrolière dont les points de vue seront pris en considération. Il propose d'encourager les entreprises du Kazakhstan au développement du secteur et s'oppose tout d'abord à la privatisation d'A. Kažegeldin. Puis il abandonne cette idée et commence à faire du lobbying en faveur des grandes entreprises kazakhstanaises parce qu'il comprend qu'elles sont importantes pour le secteur des hydrocarbures. Ce qui ouvre une fenêtre d'opportunités pour les entreprises locales qui attendent, depuis quatre ans, de pouvoir signer des contrats avec

---

<sup>1537</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1538</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1539</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1540</sup> En 1993, *Gur'evneftegazgeologiâ* est transformé en « société de participation d'État Aktoba », puis en *Atyraumunajgazgeologiâ* en 1995. (Source : Adaev Ž., Nurbaev Z. [et al.], *Neftânaâ ênciklopediâ Kazahstana*, op. cit., p. 351).

<sup>1541</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1542</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 60.

l'État<sup>1543</sup>. Le président N. Nazarbaev et N. Balgimbaev ont des relations proches, ce qui facilite le processus consistant à faire de grandes entreprises kazakhstanaïses des clients du régime. De plus, certains employés de ces entreprises n'ayant pas été payés depuis des mois, ils constituaient un danger social potentiel. L'accès de ces sociétés aux contrats de l'État est monnayé : les propriétaires de ces entreprises ont vendu des parts ou des filiales de leurs sociétés à des employés kazakhs du secteur, liés au régime et anciens collègues de N. Balgimbaev dans les années 1970 et 1980.

Le processus de privatisation au cours de la période 1995-1998, a permis d'écarter des rivaux régionaux et de monopoliser les richesses économiques de régions. Ce qui a conduit à un assèchement de leurs pouvoirs<sup>1544</sup>. Les autorités locales n'ont pas de pouvoir en matière de fiscalité et n'ont pas de source de revenus indépendante, autres que les impôts locaux (*local services fees*) qui sont eux-mêmes soumis à l'approbation du Centre. Au niveau local, l'*akim* d'Atyrau R. Ćerdabaev aurait fait pression sur le Centre pour que les *akim* voient augmenter leur capacité à lever des impôts locaux<sup>1545</sup>.

## II. B. Le duel A. Kažegeldin / N. Balgimbaev

En février 1997, c'est-à-dire avant que ne soit décidé le sort de *MangistauMunajGaz* (MMG), N. Balgimbaev entreprend une campagne contre A. Kažegeldin qui se voit ainsi accusé d'avoir intentionnellement mis à mal MMG et d'avoir contribué à sa crise financière. Des attaques dirigées contre A. Kažegeldin proviennent également des responsables mêmes de la société, effrayés par la perspective de voir une nouvelle direction effectuer des licenciements massifs suite à sa privatisation. De plus, des opposants d'A. Kažegeldin alertent le président sur les intentions de son Premier ministre de devenir Chef de l'État (en effet, A. Kažegeldin se déclare candidat aux élections en 1998).

A. Kažegeldin pouvait jouer un rôle modérateur entre N. Nazarbaev et les groupes puissants hostiles aux privatisations, comme les cadres du management moyen de l'industrie qui émettent des critiques, après la publication des plans de privatisation, et qui veulent en exclure d'éventuels partenaires étrangers et reprendre les affaires en main<sup>1546</sup>. Dès le début du processus de privatisation, A. Kažegeldin se heurte à N. Balgimbaev concernant le secteur pétrolier et dès lors, l'affrontement entre les deux hommes est inévitable. A. Kažegeldin n'est

---

<sup>1543</sup> Ibid., p. 72 et 73.

<sup>1544</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 103.

<sup>1545</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 87.

<sup>1546</sup> Ibid., p. 46.

pas défavorable au fait que des étrangers (Américains ou Russes) aient des parts dans des raffineries et il est même vu par les investisseurs comme un garant des réformes et des investissements étrangers. C'est d'ailleurs bien son gouvernement qui achève le projet de loi sur le pétrole (juin 1995), en préparation depuis 1993 et qui instaure le Comité d'État aux investissements<sup>1547</sup>, organisme prétendument autonome. La loi sur le pétrole le désigne comme le seul habilité à gérer les investissements étrangers dans ce secteur prioritaire. Le Comité d'État aux investissements est créé comme guichet unique, pour court-circuiter le labyrinthe bureaucratique, y compris le ministère de la Géologie. À partir de mars 1997, le Comité d'État aux investissements rend compte directement à N. Nazarbaev<sup>1548</sup>. En janvier 1999, il devient l'Agence de la République du Kazakhstan pour les investissements.

Suite au lancement de la privatisation de MMG, démarre un conflit entre deux groupes. D'un côté, les partisans de la privatisation emmenés par le Premier ministre A. Kažegeldin, y voient l'occasion d'accroître les recettes du budget de l'État. De l'autre, les détracteurs arguent du fait que la privatisation menacerait la sécurité économique du pays. Le nouveau ministre de l'Industrie du Pétrole et du Gaz Nurlan U. Balgimbaev (octobre 1994 - mars 1997) doit faire en sorte que les opposants aux réformes du Centre seront écoutés. Nurlan U. Balgimbaev envisage la réforme de l'industrie pétrolière dans la ligne de ce qui se passe en Russie alors. 6,6 milliards de dollars sont nécessaires pour augmenter la production jusqu'à 45 millions de tonnes en 2000, construire une raffinerie à Mangistau, reconstruire celle d'Atyrau, réhabiliter le champ d'Uzen', agrandir l'usine de traitement de gaz à Aktübinsk, développer le champ de Kumkol' et construire l'oléoduc Kazakhstan Ouest-Kumkol'. Cette restructuration devait avoir lieu sans privatisation et sans la vente de parts de sociétés à des investisseurs étrangers. Mais la stratégie qui se met en place est tout autre : le budget de l'État a besoin de recettes<sup>1549</sup> (Cf. chapitre précédent). Afin d'accélérer les privatisations, d'accroître son emprise sur A. Kažegeldin et de montrer la volonté du Kazakhstan de procéder à ces privatisations, N. Nazarbaev prend le secteur en main, en signant l'accord sur le CPC en avril 1996, et en publiant le décret du 4 mars 1997 qui supprime le ministère de la Géologie et celui de l'Industrie du Pétrole et du Gaz, (ainsi que le Comité d'État aux Impôts, le Comité d'État aux prix et le Comité d'État pour la gestion des biens de l'État<sup>1550</sup>). À leur place, est créée la compagnie nationale *KazahOjl*<sup>1551</sup>.

---

<sup>1547</sup> Pomfret Richard, Ressource abundance and long-run growth : when is oil a curse ? The effects of Oil discovery on Kazakhstan's Economy, op. cit., p. 8.

<sup>1548</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 48.

<sup>1549</sup> Ibid., p. 43.

<sup>1550</sup> Cette suppression intervient avec celle de 6 autres ministères, 7 comités d'État et autres départements, par

À partir de la seconde moitié des années 1990, les personnes proches du pouvoir ont commencé à afficher un intérêt croissant pour les petites compagnies pétrolières. Les fonctionnaires de haut rang se rendent compte que leur signature vaut de l'argent, d'où une augmentation de la corruption qui s'accroît avec l'accès plus facile à des personnalités au sein du pouvoir, lorsque N. Balgimbaev est président de *KazahOjl* (de mars à octobre 1997 puis d'octobre 1999 à février 2002) et puis Premier ministre (d'octobre 1997 à octobre 1999). Les sociétés qui travaillent dans la construction doivent payer des pots de vin au réseau de fonctionnaires et notamment aux responsables de haut niveau de la compagnie nationale<sup>1552</sup>.

## II. C. Instrumentalisation des sociétés étrangères par le pouvoir kazakhstanais

La vente de parts de sociétés pétrolières kazakhstanaises à des compagnies étrangères engendre des luttes internes au Kazakhstan. L'appel d'offres pour la privatisation de *Úzneftegaz* (10% de la production de pétrole du Kazakhstan à la mi 1990) en est un exemple. Dans un premier temps, le chef du Comité d'État pour la gestion des biens de l'État, Sarybaj S. Kalmurzaev, annonce que la société américaine *Samson International* remporte l'appel d'offres. Puis en été 1996, c'est la canadienne *Hurricane Hydrocarbons* qui est déclarée gagnante (et *Úzneftegaz* est rebaptisé *Hurricane Kumkol' Munaj* après la signature de l'accord entre la société canadienne *Hurricane Hydrocarbons* et l'État). Immédiatement après, *Hurricane Hydrocarbons* est vilipendé par N. Balgimbaev et d'autres responsables du secteur, qui attendaient de la société des investissements de 280 millions de dollars dans *Úzneftegaz*<sup>1553</sup>. De plus, en octobre 1996, S. Kalmurzaev affirme qu'environ 500 millions de dollars ont disparu lors d'une vente de pétrole, ce qui constitue une attaque envers N. Balgimbaev et N. Nazarbaev.

Un article de la presse kazakhstanaise<sup>1554</sup> soulevait, en 2005, le manque de transparence concernant les revenus perçus par l'État grâce aux activités pétrolières, et l'expliquait par le fait que ces revenus étaient inférieurs à ce à quoi les autorités du pays s'attendaient à recevoir. De fait, les autorités kazakhstanaises n'auraient pas correctement apprécié la situation, puisqu'elles s'attendaient à percevoir notamment 2 milliards de dollars, au cours des vingt ans suivant la vente de *Úzneftegaz*, sous forme d'impôts et de royalties, ce qui n'a pas été le

---

ukaz présidentiel du 4 mars 1997 (Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 62).

<sup>1551</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 47.

<sup>1552</sup> Ibid., p. 73.

<sup>1553</sup> Ibid., p. 47.

<sup>1554</sup> Amreev Kajrat, Na kogo rabotaet neftedobyvaúšaâ otrasl' Kazahstana ?, *Internet gazeta Zona KZ*, 15 septembre 2005.

cas<sup>1555</sup>. Du reste, travailleurs et syndicats se sont mis à douter de plus en plus du fait que les privatisations pouvaient rapporter autant de bénéfices que promis par le régime. Le monde du travail s'est trouvé plus uni pour protester et réclamer au gouvernement de remédier à la situation. En ce sens, la privatisation a conduit à une action collective organisée<sup>1556</sup>.

Un autre exemple de ces luttes internes est la vente de 4% des parts de l'État dans la société mixte TCO, en 2000. Cette vente cause une grande controverse et un groupe d'oligarques s'en empare. N. Balgimbaev avait affirmé qu'il n'y aurait pas de bénéfice financier en provenance de TCO avant 2015 et que les fonds obtenus devaient servir au développement d'autres secteurs de l'économie. La vente de ces parts de l'État fait monter la participation de *Chevron* à 50% dans TCO.

### **III. La création de KazTransOjl et de KazahOjl en 1997**

La volonté de l'État kazakhstanais de prendre une dimension internationale et d'augmenter ses exportations, s'illustre avec la création de la société par actions de type fermé *KazTransOjl* (KTO) issue de *Kazahnefteprovod*<sup>1557</sup> par décret gouvernemental du 2 avril 1997. Détenue à 100% par l'État, KTO est chargée de mettre en place un nouveau système de transport du pétrole et de gérer les relations avec les États voisins producteurs d'or noir. Entre 1997 et 1998, son directeur est Nurlan Kapparov<sup>1558</sup>. En décembre 1998, N. Nazarbaev déclare que les tubes transportant les hydrocarbures resteront sous contrôle étatique.

Comme déjà explicité plus haut, sur les conseils du ministre de l'Industrie du Pétrole et du Gaz N. Balgimbaev<sup>1559</sup>, le président N. Nazarbaev supprime ce ministère en mars 1997 (mais avec la création d'un département du pétrole et du Gaz au sein du ministère de l'Énergie, de l'Industrie et du commerce : Cf. schéma ci-dessous) et instaure, un mois plus tard, la compagnie nationale *KazahOjl* dirigée tout d'abord par N. Balgimbaev jusqu'en octobre 1997<sup>1560</sup>, ce qui est conforme au courant, entamé en 1996, de fondation de sociétés nationales comme *Kazatomprom* ou *Kazahstan temir žoly* (chemins de fer). En prenant cette présidence, N. Balgimbaev reste à la tête de l'industrie pétrolière, ce qui permet de ménager les responsables du secteur pétrolier, inquiets de voir leurs entreprises vendues. Le président de *KazahOjl* est le troisième personnage de l'administration présidentielle, associé aux

---

<sup>1555</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 88.

<sup>1556</sup> Ibid., p. 93.

<sup>1557</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 66.

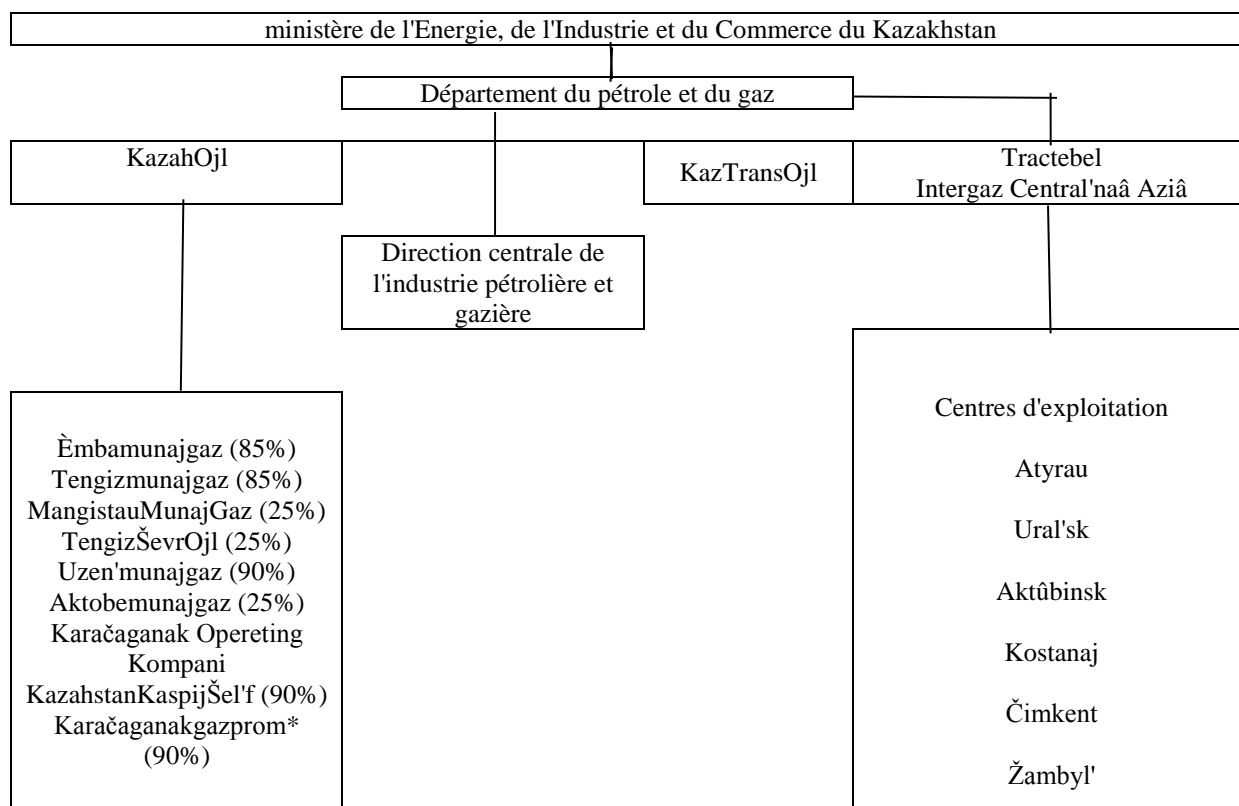
<sup>1558</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1559</sup> Loginov Vladimir, Indonesian capital in Kazakhstan, op. cit.

<sup>1560</sup> N. Balgimbaev revient à la tête de *KazahOjl* d'octobre 1999 à février 2002.

réformes<sup>1561</sup>. Succéderont à N. Balgimbaev : Baltabek M. Kuandykov et N. Kapparov de 1998 à 1999 (N. Kapparov est limogé de *KazahOjl* en 1999 en raison de son opposition au projet de vente de parts de l'État dans TCO<sup>1562</sup>).

En 1999, la direction du secteur des hydrocarbures est organisée de la façon suivante :



D'après : Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, Almaty : Bilim, 1999, p. 67.

\* *Karačaganakgazprom* est une société d'État créée pour l'exploitation du gaz et des condensats du gisement de Karačaganak, avec six autres destinés à transporter et à livrer le gaz dans les *oblast'* (*Aktautransgaz*, *Aktobetransgaz*, *Kustanajtransgaz*, *Ural'sktransgaz*, *Žajyktransgaz*, *Žetyugaz*) au début de l'indépendance<sup>1563</sup>.

Les pourcentages indiqués entre parenthèses sont les parts de *KazahOjl* dans les différentes entreprises.

Les principales institutions de l'État dans le secteur des hydrocarbures, à la fin des années 1990, sont le ministère de l'Énergie et des ressources naturelles du Kazakhstan, son Département du pétrole et du gaz et la direction centrale de l'industrie pétrolière et gazière ainsi que *KazahOjl* et *KazTransOjl*.

Le Premier ministre A. Kažegeldin s'élève contre la constitution de *KazahOjl* avec des arguments juridiques : *KazahOjl* est une structure commerciale et ne peut donc pas être le

<sup>1561</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 40.

<sup>1562</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 55.

<sup>1563</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 60.

représentant de l'État. Mais ses arguments sont, également et surtout, financiers. Jetant des suspicions sur la probité des dirigeants de la société (rappelons que N. Balgimbaev est accusé d'avoir fait « disparaître » du pétrole pour 500 millions de dollars, en 1996), A. Kažegeldin réclame leur contrôle par un organe spécial en relation avec le Trésor public qui devrait être lui-même contrôlé, en dernière instance, par le parlement. Il donne finalement son aval à la constitution de *KazahOjl*, à condition qu'un accord avec le gouvernement, prévoie la privatisation graduelle de la société avec une ouverture partielle aux capitaux étrangers dès 1998. Mais cette privatisation (*KazahOjl* est estimé alors à 1,5 milliard de dollars), est finalement suspendue en mars 1998.

Société par actions détenues à 100% par l'État, *KazahOjl* regroupe notamment les sociétés par actions *Èmbamunajgaz* (environ 7,5% de la production totale du Kazakhstan en 1996<sup>1564</sup>), *Tengizmunajgaz*, *Uzen'Munajgaz* (7,6% de la production totale du Kazakhstan en 1995<sup>1565</sup>), et la raffinerie d'Atyrau. *KazahOjl* est chargée de contrôler et de gérer les intérêts de l'État dans toutes les entreprises pétrolières et gazières, y compris les projets de partage de production avec les sociétés étrangères et les sociétés mixtes. Les parts de l'État dans les sociétés mixtes telles que *TengizŠevrOjl*<sup>1566</sup>, *Munajgaz* (90% des actions de *Munajgaz* lui sont transférées), dans le *Caspian Pipeline Consortium* (CPC)<sup>1567</sup> et les 90% d'actions de *KazakhstanKaspijŠel'f* et *Karačaganakgazprom* sont aussi transférées à *KazahOjl*.

*KazahOjl* détient les parts de l'État dans les accords de partage de production, et autres accords pour l'exploration, la production et le raffinage des hydrocarbures, et il en reçoit des royalties<sup>1568</sup>. *KazahOjl* prend part à l'organisation d'appels d'offres pour l'exploration et la production en mers Caspienne et d'Aral, et elle représente les intérêts du Kazakhstan dans les accords de prêts avec la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) dans le secteur des hydrocarbures<sup>1569</sup>.

N. Nazarbaev arrache ainsi le contrôle de l'industrie pétrolière à ses opposants au cours d'un processus qui durera jusqu'à la création de KMG. Une des étapes décisives de ce processus est la création de *KazahOjl* qui permet à N. Nazarbaev de placer l'industrie pétrolière entre les

---

<sup>1564</sup> *EmbaMunajgaz* produit 12,68 millions de barils, soit environ 1,73 million de tonnes de pétrole en 1996.

<sup>1565</sup> *Uzen'Munajgaz* produit 2,7 millions de tonnes de pétrole en 1995.

<sup>1566</sup> En 1998, les parts de *TengizŠevrOjl* étaient détenues à 45% par *Chevron*, à 25% par *Mobil*, à 25% par *KazahOjl* et 5% par *LukArco*.

<sup>1567</sup> Le nom en russe du CPC est : *Kaspijskij Truboprovod Konsorcium* (KTK).

<sup>1568</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 64.

<sup>1569</sup> *Ibid.*, p. 64-66.



mains de l'appareil présidentiel et de l'ôter de celles du Premier ministre A. Kažegeldin. Ce secteur procure alors 37% des revenus de l'État<sup>1570</sup>. Et pour ne pas répéter le scénario qui avait mis en selle le rival potentiel, Ravil' Ćerdabaev, N. Nazarbaev nommera Nurlan Kapparov, un néophyte, au poste de président de *KazahOjl*. Mais l'exécutif doit combler le déficit du budget de l'État sur le plus long terme. Pour cela, il peut utiliser les revenus des exportations de pétrole, en reprenant le contrôle sur les entreprises dans les régions productrices d'hydrocarbures, à rebours donc de la phase de privatisation. Et c'est à cette fin qu'il nomme l'ancien ministre de l'Industrie du pétrole et du gaz N. Balgimbaev<sup>1571</sup> au poste de Premier ministre, le 10 octobre 1997, notamment en raison de son opposition connue aux processus de privatisations<sup>1572</sup>.

N. Balgimbaev réussit à faire de *KazahOjl* un État dans l'État qui menace les intérêts de la famille de Nazarbaev<sup>1573</sup>. Un président de la compagnie nationale *KazahOjl* quasi indépendant, comme l'est N. Balgimbaev (de mars à octobre 1997) est un obstacle de taille pour les membres de la famille de N. Nazarbaev qui veulent prendre des parts dans l'industrie pétrolière, car N. Balgimbaev aurait pu les en empêcher. Une fois N. Balgimbaev affaibli, des oligarques et la famille de N. Nazarbaev (dont R. Aliev) peuvent se positionner pour la bataille dans le secteur pétrolier. Les oligarques voient en N. Nazarbaev une personne partielle qui favorise sa famille plutôt que de jouer l'équilibre entre groupes d'intérêts rivaux. À la fin des années 1990, ces oligarques demandent leurs parts dans le pétrole après avoir été exclus de la privatisation du secteur pétrolier sous le gouvernement d'A. Kažegeldin. Ils parviennent à écarter N. Balgimbaev qui entretient de mauvaises relations avec eux. Mais ils se heurtent à la fille aînée du président, Dariga Nazarbaeva, et son époux R. Aliev, qui étaient déjà leurs rivaux pour le contrôle d'autres secteurs de l'économie. Ces oligarques forment alors leur propre parti *Choix démocratique du Kazakhstan* en novembre 2001 (Cf. chapitre IX). Dans la bataille opposant de jeunes technocrates ou oligarques appelés « Jeunes Turcs »<sup>1574</sup> à N. Nazarbaev, les responsables du secteur pétrolier prennent parti pour ce dernier. N. Nazarbaev les récompense en leur attribuant de hautes fonctions dans la compagnie nationale et leur ouvre la voie pour des participations dans de nouveaux contrats pétroliers lucratifs. C'est ainsi que se reproduit le système de relations clientélistes. N. Nazarbaev a donc tenté de privatiser

---

<sup>1570</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 48.

<sup>1571</sup> d'octobre 1994 à mars 1997.

<sup>1572</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 32.

<sup>1573</sup> Olcott M. B., *Kazakhstan: Unfulfilled Promise ?* Washington, Canergie Endowment for International Peace, 2002, 405 p., citée par Raballand Gaël, *Genté Régis*, « Oil in the Caspian Basin Facts and Figures », op. cit., p. 23.

<sup>1574</sup> Il s'agit notamment de Oraz Žandosov, Muhtar Ablâzov, Anvan Sajdenov, Galymžan B. Žakiânov, Sauat Mynbaev, placés à de hautes fonctions par le régime.

en partie l'industrie pétrolière avec l'aide des dirigeants de cette industrie. Ceux-ci sont restés du côté de N. Nazarbaev et n'ont pas pris part à la rébellion politique, en dépit de quelques tentatives de la part d'oligarques de les gagner à leur cause<sup>1575</sup>.

N. Nazarbaev place des membres de sa famille, dont l'un de ses gendres Timur Kulibaev au poste de vice-président de *KazahOjl* pour l'économie et les finances entre mai 1997 et mars 1999. Ces nominations, comme celle de Nurlan Kapparov au poste de président de *KazTransOjl* en 1997 puis de directeur exécutif en chef de *KazahOjl* en 1998, marquent un changement de génération au sein de la direction de l'industrie pétrolière du Kazakhstan. Ils sont deux jeunes technocrates qui ont fait allégeance à N. Nazarbaev et non pas à des factions de régions pétrolières. T. Kulibaev favorise, à son tour, la nomination à des fonctions importantes d'enfants d'ex membres du PC principalement d'Almaty et liés par le Komsomol dont Kanat Bozumbaev (*KazTransOjl*), Berik Kaniev (*KazahOjl*), Saule Mamyrbayeva (*KazTransOjl*), Eržan Orynbasarov (*KazahOjl*), Abaj Sadykov (*KazahOjl*), Marat Sapargaliev (*KazahOjl*), Askar Smankulov<sup>1576</sup> (*KazTransOjl*), et Erlan Upušev (*KazTransOjl*). Il faut encore ajouter à cette liste : Keirat Kelimbetov, Erbolat Dosaev, Karim Masimov<sup>1577</sup> et Muhtar Ablâzov qui sont tous kazakhs et diplômés de l'Université d'État du Kazakhstan, de l'Institut d'économie d'Almaty, de l'Université d'État de Moscou et de celle de Leningrad<sup>1578</sup>. Puis, lorsque T. Kulibaev est nommé premier Vice-Président de KMG, en février 2002, il prend ses fonctions, accompagné de plusieurs de ses propres associés, comme Daniâr Berlibayev, Kanatbek Safinov (neveu de T. Kulibaev). T. Kulibaev est un protecteur des intérêts de la famille du président Nazarbaev dans le développement du secteur pétrolier. Le rôle de cette famille dans la poursuite de la construction du secteur prendra davantage d'ampleur avec la création de la compagnie nationale *KazMunajGaz*.

Les raisons officielles de la création de *KazahOjl* sont au moins de trois ordres. Il s'agit d'améliorer la qualité du management dans le secteur, de conserver à l'État la maîtrise des exportations, et par conséquent, celle des revenus pétroliers. Le processus de privatisations engagé dans ce secteur jusqu'alors ne lui avait pas permis d'avoir une politique cohérente face aux investisseurs étrangers, ni d'assurer sa sécurité énergétique. Il s'agit donc pour l'État de reprendre la main dans le secteur en étant davantage présent dans les organisations pétrolières.

---

<sup>1575</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 55-56.

<sup>1576</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1577</sup> K. Masimov sera Premier ministre de 2007 à 2012, puis à nouveau à partir de 2014.

<sup>1578</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 49.

Dans les faits, *KazahOjl* est une structure indépendante et a tous les pouvoirs pour agir sur les grands projets et dans les entreprises du secteur<sup>1579</sup>.

La présidence de N. Balgimbaev à la tête de *KazahOjl*<sup>1580</sup> n'arrête pas le processus de privatisation qui s'accroît, puisqu'entre mars et juillet 1997, 85% de MMG est vendu à *Central Asia Petroleum Ltd Company Ltd.* pour 4 348 millions de dollars. Et en juin et juillet, 60% d'*Aktobemunajgaz* et 60% du champ d'Uzen' sont vendus à la *Chinese National Petroleum Company*.

Lorsque le Premier ministre N. Balgimbaev (d'octobre 1997 à octobre 1999) annonce des plans pour la vente de 30% des parts de *KazahOjl* dans MMG et de 25,2% des parts dans *Aktobemunajgaz*, il est désapprouvé par l'ex ministre Piotr Svoik et l'ex ambassadeur en Chine Murat Auezov (*leaders* du parti Azamat). Ces derniers demandent des enquêtes sur les ventes passées dans le secteur des hydrocarbures. En 1999, les critiques envers le gouvernement Balgimbaev s'expriment dans la communauté des entrepreneurs, d'anciens communistes et au parlement. Sa politique est tenue pour responsable des mauvaises performances économiques<sup>1581</sup>.

#### ***IV. La création de la compagnie nationale KazMunajGaz et la kazakhisation du secteur***

Outre le fait de remplacer son rival, le principal succès de N. Balgimbaev est la création de la compagnie nationale *KazMunajGaz* (KMG). Elle est le résultat de la fusion des deux entreprises *KazahOjl* et *Transport nefiti i gaza* (société anonyme de type fermé, holding composée notamment de *KazTransOjl* et de *KazTransGaz*, fondée par décret du 2 mai 2001), sur décret présidentiel, le 20 février 2002. La création de KMG intervient donc quelques années après une privatisation partielle de sociétés pétrolières kazakhstanaïses, et aussi au moment où le prix du pétrole augmente fortement (le prix du baril de Brent double en passant de 14,1 dollars en 1998 à 28,2 en 2000) et donc lorsque la rente pétrolière s'accroît. Le siège social de la compagnie nationale *KazMunajGaz* est installé à Astana, nouvelle capitale politique et administrative du Kazakhstan depuis 1997. En théorie, la compagnie KMG est soumise à la réglementation du Comité de contrôle financier et des achats de l'État du ministère des Finances, du ministère de la Protection de l'Environnement, et du ministère du

---

<sup>1579</sup> Konyrova Kul'paš, 13 let nazad v respublike uže sušestvovalo Ministersvo nefiti i gaza, *Liter*, 18 mars 2010.

<sup>1580</sup> Rappelons que N. Balgimbaev préside cette entreprise une première fois de mars à octobre 1997 puis une seconde, d'octobre 1999 à février 2002.

<sup>1581</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 55.

Travail et de la Protection sociale<sup>1582</sup>. Comme toutes les autres sociétés pétrolières, elle est régie par une série de lois votées au Kazakhstan. Tous les contrats d'utilisation du sous-sol sont établis conformément aux grandes lois sur le droit du sous-sol, sur le pétrole, et au Code des impôts (ces aspects sont traités dans le chapitre XII).

La création de KMG est motivée par la volonté d'avoir une structure verticalement intégrée qui puisse contrôler les sociétés étrangères et défendre les intérêts des sociétés pétrolières basées au Kazakhstan pour la signature des futurs contrats. À la question de savoir quelles seraient les fonctions dévolues respectivement à KMG et au nouveau ministère du Pétrole et du Gaz créé en 2010, le ministre S. Mynbaev répond que les fonctions remplies jusqu'à présent par KMG, à savoir les fonctions spécifiques liées à la représentation des intérêts de l'État dans les grands projets, sur la base de l'accord de partage de production, seront confiées au nouveau ministère<sup>1583</sup>. Donc KMG fait également office de ministère.

L'hebdomadaire kazakhstanais d'opposition *Respublika* s'interroge néanmoins sur l'intérêt de la création de la compagnie KMG, en cette année 2002, et sur la pertinence de la nomination de Lâzzat K Kiinovau poste de président de KMG. Il est alors *akim* de la région Mangistau dont il est originaire. Sept autres dirigeants sont nommés pour le seconder. Il s'agit de Mahambet D. Batyrbaev - vice-président, Daniâr Berlibaev - directeur Général pour la gouvernance d'entreprise, Žakyp Marabaev - directeur pour les investissements et la gestion des parts dans les sociétés mixtes, Kairgel'dy M. Kabyldin - vice-président en charge des transports des projets de services pétroliers et gaziers, et de Vladimir Mirošnikov (le seul Russe parmi les sept) - directeur de la production. Un neveu de N. Nazarbaev, Kajrat Satypaldy, est Directeur des affaires sociales, et enfin Kanatbek Safinov est directeur des affaires juridiques<sup>1584</sup>. Ces nominations aux postes clés de KMG ont pour but de sceller les alliances entre eux et le régime. Ceux-ci une fois nommés s'empressent d'appeler à leur tour des professionnels du secteur pétrolier à des postes de directeurs, directeurs adjoints et directeurs départementaux des nombreuses sous-filiales (qui sont plus de 50 au total).

À propos de la forte présence de représentants de la Petite horde au sein de KMG, des Kazakhs déclarent qu'il n'y a rien d'étonnant à cela puisque les dirigeants sont venus avec leurs « clients » qui en ont fait de même en faisant venir des membres de la famille élargie,

---

<sup>1582</sup> Olcott Martha Brill, *Kazmunaigaz : Kazakhstan's national oil and gas company*, The James A. Baker Iii Institute For Public Policy, Rice University, march 2007, p. 23.

<sup>1583</sup> Konyrova Kul'paš, 13 let nazad v respublike uže sušestvovalo Ministersvo nefi i gaza, op. cit.

<sup>1584</sup> Cf. leurs notices biographiques en annexe.

collègues et amis<sup>1585</sup>. L'un d'entre eux, originaire d'Atyrau, affirme qu'une personne de la région partant travailler à Astana est obligée de trouver un poste pour ses « compatriotes ». L'Ouest du Kazakhstan est plus traditionaliste que d'autres régions comme celle d'Alma-Ata, où l'importance de la famille s'est beaucoup amenuisée. La présence de la Petite horde au sein de KMG peut donner l'impression d'un fort népotisme basé sur le clanisme à l'intérieur de la compagnie, mais KMG compte également des collaborateurs qui n'ont pas de lien avec les régions pétrolières, ni d'expérience antérieure dans le secteur, ou des Russes, par définition, hors du système tribal kazakh.

Cette « kazakhisation » du secteur permet de coopter de jeunes professionnels qui cherchent à avoir accès au secteur (c'est-à-dire aux pétrodollars), mais qui n'ont ni lien avec des familles de responsables du secteur pétrolier, ni la carrière adéquate. Il s'agit d'économistes, de juristes, de comptables qui ont été recrutés pour faire en sorte que KMG soit gérée comme une société occidentale, sur le modèle de *Statoil*. Une majorité de nouvelles nominations de *managers* à des postes importants sont politiques. Ils trouvent ces postes grâce à leurs relations influentes et ces nouvelles recrues à la recherche de rentes, contribuent au renforcement de la corruption<sup>1586</sup>.

Si l'affiliation à un clan était importante après la dislocation de l'URSS et les compétences professionnelles la remplacent peu à peu, notamment dans le secteur privé, il n'en reste pas moins que l'importance de ces affiliations de diverses natures pour l'obtention d'un poste au sein de *KazMunajGaz*, demeure. La création de KMG induit une nouvelle dynamique dans la kazakhisation, voie privilégiée pour s'assurer des relations clientélistes parmi les responsables du secteur pétrolier, étant donné que le système tribal des hordes fournit naturellement de telles relations, plus difficiles à établir avec des non Kazakhs.

W. Ostrowski estime que la « kazakhisation » de KMG est le résultat non pas d'une décision mais d'un long processus lié au développement du secteur des hydrocarbures du Kazakhstan après l'effondrement de l'URSS. Mais le chapitre VII intitulé « La promotion des Kazakhs et des Turkmènes dans le secteur des hydrocarbures » a montré que cette indigénisation ou « kazakhisation » avait débuté bien avant. Cet auteur estime que les non Kazakhs n'ont pas été écartés afin de « kazakhiser » les entreprises d'État du secteur, mais qu'ils les ont quittées, tout au long des années 1990, pour occuper d'autres postes qui semblaient alors plus prometteurs. La dé-russification des postes techniques se serait donc faite indépendamment de

---

<sup>1585</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 75.

<sup>1586</sup> Ibid. p. 74.

la stratégie de « kazakhisation » du régime. Mais, selon un directeur (non kazakh) de KMG, le remaniement qui a accompagné la transition de *KazahOjl* à KMG a servi de prétexte pour «kazakhiser» la compagnie nationale. Selon d'autres personnes interviewées, KMG est une institution dans laquelle les non Kazakhs sont entre 5 et 10%. W. Ostrowski note que la situation est très différente de celle du début des années 1990 où les Slaves dominaient au sein des départements techniques du ministère du Pétrole et du gaz et à *Munajgaz*<sup>1587</sup>. Mais il ne fournit pas les chiffres correspondants.

L'hypothèse selon laquelle la création de KMG aurait servi de prétexte pour «kazakhiser» la compagnie nationale, n'est sans doute pas la seule à retenir. Il est logique de supposer que la création de KMG se situe aussi dans une perspective similaire à celle qui a prévalu à la création de *KazahOjl*. P. Jones Luong interprète la création de *KazahOjl*, notamment, comme un moyen de canaliser des revenus des exportations de pétrole vers un fonds extrabudgétaire (sans en préciser le nom). Ces revenus ont contribué à construire Astana et *KazahOjl* confirme en effet avoir contribué à hauteur de 25-30 millions de dollars sur un montant évalué à 500 millions, sans les infrastructures dans le domaine de l'eau et de l'énergie<sup>1588</sup>. Pour envisager d'autres hypothèses encore, l'ouvrage de L. Grayson<sup>1589</sup> sur les compagnies nationales dans le monde est un document pertinent.

#### IV. A. Une Compagnie nationale : pour quoi faire ?

D'un point de vue théorique, une compagnie nationale pétrolière et gazière et un ministère de l'Industrie pétrolière et gazière, dans un pays donné, jouent des rôles différents et n'ont pas les mêmes vocations. Il s'agit de séparer les comptes et les stratégies qui ne coïncident pas forcément. Un ministère joue un rôle de régulateur et fixe les « règles du jeu » dans le secteur. Une compagnie est coactionnaire dans l'exploitation d'un gisement et peut en devenir opérateur, c'est-à-dire être un des associés à qui incombent contractuellement la charge et la responsabilité de l'exploitation, du développement et de la production de gisements.

Les trois principaux objectifs d'une compagnie pétrolière nationale » (CPN) sont, d'après L. E. Grayson, la réduction de la dépendance de l'État vis-à-vis du pétrole de multinationales, l'acquisition d'un savoir technologique (ce qui est encore une façon de réduire une dépendance par rapport à l'extérieur et la garantie des livraisons en pétrole à l'intérieur du pays), de façon fiable et peu coûteuse. En traitant les cas de cinq pays européens qui ne possèdent pas tous

---

<sup>1587</sup> Ibid., p. 77.

<sup>1588</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 84.

<sup>1589</sup> Grayson Leslie E., *National oil companies*, Chichester [West Sussex]; New York : Wiley, 1981, 269 p.

des réserves d'hydrocarbures (Grande Bretagne, Norvège, Italie, Allemagne, France), L. E. Grayson pose la question de savoir pourquoi ces pays se sont dotés d'une CPN et elle étudie leurs fonctions et de leurs relations avec les multinationales. L. E. Grayson notait, au début des années 1980, que bien des objectifs que se fixaient de telles compagnies pouvaient être atteints par d'autres types de structures. Son étude ne permet pas d'éclairer la question de savoir en quoi les fonctions d'un ministère (de l'Industrie pétrolière et gazière) diffèrent de celles d'une CPN, puisqu'elle montre que les CPN ont été créées dans ces pays, à des périodes diverses, pour traiter de problèmes économiques, politiques et sociaux et non pas seulement pour contrecarrer les imperfections des marchés internationaux du pétrole.

D'un point de vue économique, les CPN sont utilisées pour modérer l'inflation, améliorer la balance des paiements, assurer le plein emploi et aider des régions grâce à des investissements locaux, réduire les conflits sociaux en réalisant des investissements dans les régions. Ces actions concourent elles-mêmes à accroître la taille de la compagnie. Remplir ces objectifs demande des capitaux financiers et humains, dont le retour sur investissement est faible. Mais de tels objectifs sont incompatibles avec les buts financiers des compagnies qui doivent maximiser leurs profits ou avoir des rendements sur investissements « suffisants ». D'un point de vue politique, l'objectif est de libérer le pays d'une domination, économique et politique, étrangère grâce, notamment, à une supériorité technologique et à des économies d'échelle et, de façon plus générale, grâce à un relèvement du prestige international du pays. Or, tout ceci relève davantage du rôle d'un ministère.

Les gouvernements - propriétaires de compagnies - évaluent souvent le pouvoir économique et politique que ces compagnies peuvent acquérir, davantage que les profits qu'elles dégagent. Or, ils fournissent les capitaux réclamés par les compagnies qui ainsi peuvent grandir. La création d'une CPN peut, à cet égard, relever d'une stratégie plus politique qu'économique. La motivation essentielle des gouvernants est de rester au pouvoir en s'appuyant sur les entreprises publiques, y compris les compagnies pétrolières nationales, pour s'assurer de leur maintien au pouvoir. Cette description de la stratégie d'une CPN, par L. E. Grayson, montre une confusion, voire une inversion des rôles respectifs du ministère et de la compagnie nationale. Et c'est bien dans cette configuration que se situe le Kazakhstan. En revanche, le Turkménistan est lui, éloigné, de ces problématiques puisqu'il est doté de cinq organismes distincts.

Pour d'autres auteurs, les rôles d'une compagnie nationale ou d'un ministère semblent similaires. Il consiste à diriger et réglementer les activités des compagnies étrangères. Les États propriétaires des ressources préfèrent, en général, la compagnie au ministère parce qu'elle est considérée par les partenaires étrangers comme détentrices de toute l'information nécessaire<sup>1590</sup>. Il s'agit de développer l'accès à l'information, et la qualité de l'interprétation des données de l'industrie pétrolière pour contrôler les activités des multinationales sur le sol du pays détenteur des ressources. Or, dans le cas du Kazakhstan, les deux structures coexistent (pour le président du Kazakhstan, la nouvelle création du ministère du Pétrole et du Gaz, en mars 2010, consistait à libérer KMG de fonctions impropres et causes de conflits d'intérêts commerciaux et gouvernementaux<sup>1591</sup>), et dans celui du Turkménistan, c'est un choix encore différent qui a été fait.

#### IV. B. Vers une indépendance en matière de savoirs technologiques et d'expertise managériale ?

Les responsables du secteur des hydrocarbures en fonction, lors de l'avènement de l'indépendance, ont introduit de nouvelles méthodes de gestion et de nouvelles techniques. Ce sont des professionnels qui connaissaient toute la chaîne de production. Parmi eux, des Kazakhs déjà cités comme L. Kiinov, B. Kuandykov, B. S. Izmuhambetov, M. Batyrbaev, Žaksylyk Žangaziv, S. Sagitžanov, Naif G. Kamalov, Bajkadam Džumagalievič Džumagaliev<sup>1592</sup>, Ū. Biskaliev<sup>1593</sup>, Sagyn Krymkulov<sup>1594</sup>, et B. Iskangaliev<sup>1595</sup>. Des responsables de compagnies pétrolières kazakhstanaises ont suivi des formations dans des entreprises étrangères, comme *Chevron*, Amoco, PanCanadian Energy Corp. Ainsi, un haut responsable de KMG, Uzakbaj S. Karabalin, a travaillé en Italie, chez ENI entre 1995 et 1997, A. Kabdolov chez *Chevron*, et N. Balgimbaev se forme à l'Institut de Technologie du Massachusetts<sup>1596</sup> aux États-Unis, puis travaille également chez *Chevron* jusqu'en 1994. La France, avec l'Institut français du pétrole<sup>1597</sup>, accueille aussi des étudiants. Des professeurs étrangers viennent enseigner au Kazakhstan. Des structures privées ont été également mises en place avec le concours du programme européen d'aide technique TACIS, de *Chevron*, ou encore du fonds britannique *Know-How* qui a financé, avec le Collège du pétrole et de

---

<sup>1590</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 34.

<sup>1591</sup> Konyrova Kul'paš, 13 let nazad v respubliku ūže sušestvovalo Ministersvo nefi i gaza, op. cit.

<sup>1592</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1593</sup> Aucun autre élément biographique concernant Ū. Biskaliev n'a été trouvé.

<sup>1594</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1595</sup> Aucun autre élément biographique concernant B. Iskangaliev n'a été trouvé.

<sup>1596</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktūbinskaâ nefi' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 173.

<sup>1597</sup> L'IFP, contacté à ce sujet, n'a pas souhaité donner suite à ma demande.



l'énergie d'Oxford, un système de formation par correspondance. I. N. Tasmagambetov note, dans son ouvrage sur l'industrie pétrolière du Kazakhstan qu'en août 1995, plus de 4 000 spécialistes avaient suivi des programmes dans de nouveaux centres de formation de Tengiz, sans préciser leur nationalité<sup>1598</sup>.

Mais avant la création de KMG, c'est-à-dire à la fin des années 1990, N. I. Tasmagambetov soulignait déjà la nécessité de développer le réseau d'établissements de formation. Parmi les principaux établissements supérieurs spécialisés dans le secteur des hydrocarbures<sup>1599</sup>, citons l'ancien Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine (*Kazahskij politehničeskij institut*) (Cf. chapitre VII), transformé en 1994 en Université technique nationale et qui prend nom de Université technique nationale kazakhe Satpaev (*Kazahskij Nacional'nyj tehničeskij universitet im. Satpaeva*) en 1999. L'Institut polytechnique Žahaev (*Kzylordinskij politehničeskij institut im. Žahaeva*), de la ville de Kzyl-Orda, et dont l'histoire remonte à 1937, comprend un département dédié aux hydrocarbures ; l'Institut du Pétrole et du Gaz d'Atyrau (*Atyrauskij institut nefti i gaza*) porte ce nom depuis 1998 (il était en 1996 l'Institut du pétrole et du gaz de l'Université d'Atyrau, et auparavant l'Institut du pétrole et du gaz de l'Université technique nationale kazakhe). Il devient membre de l'Association des universités des pays riverains de la mer Caspienne en 1995. Il fusionne avec l'Institut de chimie du pétrole et des sels minéraux (*Institut himii nefti i prirodnih solej*), par décret gouvernemental du 28 juin 1999. Cette fusion est destinée à constituer une entité capable de former des spécialistes de haut niveau.

L'Université d'État Š. E. Esenov (*Aktauskiy Gosudarstvennyj universitet im. Š. E. Esenova*) est créée en 1996 à Aktau. Son histoire est liée à celle du Département industriel général de l'Institut polytechnique kazakh de la ville de Ševčenko. Par décret du Conseil des ministres du Kazakhstan, il est transformé en filiale de l'Institut polytechnique du Kazakhstan, à Mangistau. En 1993, cette filiale est transformée en Institut polytechnique d'Aktau, puis en 1996, il fusionne avec la filiale à Aktau de l'Université de pédagogie d'Atyrau pour donner naissance à l'université actuelle qui forme du personnel pour l'industrie pétrolière.

Le *KazNIPImunajgaz* a été créé à partir du *KazNIPIneft'*, lui-même fondé en 1970. Cet organisme de recherche et d'ingénierie, est transformé en société par actions en 2000, sur

---

<sup>1598</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 88.

<sup>1599</sup> Ibid., p. 86.

décision de l'*akim* de l'*oblast'* de Mangistau<sup>1600</sup> qui est alors Lâzzat K. Kiinov. Puis en 2002, le paquet d'actions détenus par l'État dans *KazNIPImunajgaz* est transféré au capital de la société *Kazahskij Institut nefti i gaza*.

À cette liste, il faut ajouter encore six établissements de formation spécialisée que sont le *tehnikum* polytechnique d'Atyrau (*Atyrauskij politehničeskij tehnikum*), le *tehnikum* de chimie de Karaganda (*Karagandinskij himiko-tehnologičeskij tehnikum*), le *tehnikum* polytechnique de Rudnyj (*Rudnenskij politehničeskij tehnikum*) de l'*oblast'* de Kostanaj, le *tehnikum* du pétrole de Žanaozen (*Žanaozen'skij neftânoj tehnikum*), le *tehnikum* de chimie et de mécanique de Pavlodar (*Pavlodarskij himiko-mehaničeskij tehnikum*) et enfin celui de chimie de Čimkent (*Čimkentskij politehničeskij tehnikum*).

Si, au milieu des années 1990, le nombre d'étudiants qui souhaitent entrer dans les écoles techniques et professionnelles baisse, c'est notamment en raison de la diminution de la demande de main d'œuvre de la part des entreprises. Plus généralement, le nombre de spécialistes très qualifiés travaillant dans la recherche et développement, tous secteurs confondus, diminue dans les années 1990, car les embauches sont 2,6 fois inférieures au nombre de départs (suite à des restrictions budgétaires en 1995, il y a eu trois vagues de licenciements dans les départements scientifiques des instituts de recherche). De plus, le niveau de rémunération qui est 2,3 fois moindre, en moyenne, pour un scientifique que pour un employé de banque, n'est pas attractif. Paradoxalement, il y a pénurie de cadres kazakhstanais pour procéder aux forages dans le Nord de la mer Caspienne. C'est pourquoi, un département spécialisé dans les constructions pétrolières *off-shore* est institué au sein de *VUZ*<sup>1601</sup>. Toutefois, en 1999, il ne comptait pas un grand nombre d'étudiants, faute de professeurs et de matériels pédagogiques,

Bien qu'en 1992, un géologue kazakhstanais de *Kazgeofizika*<sup>1602</sup> mentionnait déjà le besoin en technologies de pointe, détenues par des sociétés étrangères, pour exploiter les gisements anciens (où le pétrole est de plus en plus difficile à extraire) comme dans les régions de Mangyşlak, d'Èmba et de Buzači, ainsi que pour les zones *off-shore*, au cours des années 1990, non seulement le Kazakhstan a échoué à former une nouvelle génération de professionnels, mais ceux qui l'étaient déjà avaient besoin de formation continue<sup>1603</sup>. Un

---

<sup>1600</sup> [www.kaznipi.kz](http://www.kaznipi.kz).

<sup>1601</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 86.

<sup>1602</sup> Kurmanov S., *Neft' i gaz : buduše Kazahstana*, op. cit., p. 62-63.

<sup>1603</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 78.

travail ultérieur pourrait d'une part s'attacher à étudier le niveau d'acquisition de savoirs technologiques et d'expertise managériale, celui de la recherche et du développement après 1992, ainsi que la réduction (ou, au contraire, l'amplification) de la dépendance technologique du Kazakhstan vis-à-vis des compagnies étrangères.

Une autre voie de recherche pourrait aussi consister à évaluer l'influence de l'apparition de collaborateurs étrangers dans les échelons supérieurs de grandes entreprises (comme Nick Zana, ancien collaborateur de *Chevron*, qui a travaillé aux voies d'exportation de TCO entre 1994 et 1997<sup>1604</sup> puis a été directeur général de TCO), les formations de Kazakhs à l'étranger, et le recrutement de banquiers et de négociants financiers ont été recrutés pour siéger dans les conseils d'administration, sur l'adoption du principe des accords de partage de production.

Au Turkménistan, la poursuite de la construction du secteur après 1991, est beaucoup plus simple qu'au Kazakhstan et sa description sera plus brève.

## V. *La gestion du secteur des hydrocarbures au Turkménistan*

En juillet 1990, le directeur de la partie turkmène du groupement de production *Soûzgaztehnologiâ* co-publie un article<sup>1605</sup> dénonçant la dépendance de l'industrie gazière turkmène vis-à-vis du consortium soviétique *Gazprom*<sup>1606</sup>, qui collecte la majeure partie du profit, réalisé lors de la vente du gaz de la RSS. Cet article préconise la construction de relations avec le Centre sur une base contractuelle bien définie et des échanges effectués aux prix mondiaux. Ce papier, publié au moment où ont lieu les débats sur la souveraineté des républiques, est un des rares faisant état de la question de la répartition des profits gaziers, à l'époque soviétique.

Au Turkménistan, des stratégies tribales semblables à celles des hordes kazakhes pour le contrôle du secteur des hydrocarbures, n'ont pu être échafaudées au même niveau, lors du passage à l'indépendance. Les relations clientélistes et les rivalités régionales y existent bien, mais ne sont pas connues des observateurs aussi aisément que celles qui prévalent au Kazakhstan, grâce à la presse notamment. Les diverses tribus turkmènes ne sont pas, en tout cas, en mesure d'entrer en lutte ouverte pour le contrôle du gaz, et ce pour au moins deux raisons. Tout d'abord, comme évoqué dans le chapitre VIII, il n'y a pas de recouvrement net entre le territoire d'une de ces tribus et une région particulièrement riche en hydrocarbures comme c'est le cas au Kazakhstan. Les cartes N°3 et N°4 montrent en effet une quasi

---

<sup>1604</sup> Ibid., p. 58.

<sup>1605</sup> Batyrov S, Abdyev A, Gazovaâ promyşlennost' v èkonomike Turkmenistana, op. cit.

<sup>1606</sup> Cf. chapitre II.

superposition, assez remarquable, de la Petite horde avec celles des principaux gisements au Kazakhstan, superposition qui ne se retrouve pas sur celle du Turkménistan. De plus, la personnalité même de S. Niazov et le régime ultra-répressif qu'il a mis en place, comme décrit dans le chapitre IX, sont un frein puissant à l'expression de telles luttes. La lutte pour le pouvoir et le contrôle des hydrocarbures a été nettement gelée avec l'élimination systématique de tout rival potentiel, et cela très tôt dans l'histoire du Turkménistan indépendant.

### V. A. Étouffement des velléités turkmènes

Depuis le début de l'indépendance du Turkménistan, les ministres de l'Industrie pétrolière et gazière sont fréquemment limogés, tout comme sont souvent démis et remplacés les responsables régionaux. Pas moins de huit ministres du Pétrole et du Gaz se succéderont sur la période 1994-2002, contre cinq au Kazakhstan (la liste des ministres du Pétrole et du Gaz des deux pays indépendants est fournie en annexe). Le premier d'entre eux, est Nazar Suûnov<sup>1607</sup> qui, rappelons-le, émigre dès 1995, tandis que le dernier de la période considérée, Kurbannazar Nurnazarovič Nazarov est envoyé comme Ambassadeur aux Émirats Arabes Unis au bout de dix-huit mois de service.

L'entourage politique, familial et professionnel du premier ministre turkmène du Pétrole et du Gaz, Nazar Suûnov, illustre la définition du terme « clan », évoquée plus haut dans le chapitre IX. Considéré comme le chef du « clan de Balkan », il aurait placé dans l'industrie gazière un grand nombre de spécialistes faisant partie de sa famille (*sorodiča*), comme Oraz Klyčev<sup>1608</sup> qui fut vice-président de la filiale de *Gazprom* au Turkménistan entre 1990 et 1992. Il bénéficiait du soutien des députés de la région de Balkan, de Redžepmamet Puhonov<sup>1609</sup> (Yomut du Nord), responsable de cette même région de 1991 (ou 1992) à 1996, et de Hekim O. Išanov<sup>1610</sup>, ministre du Pétrole et du Gaz en 1994<sup>1611</sup>.

Des trois clans que le président S. Niazov craignait le plus, celui de N. Suûnov n'était pas le dernier. Ceci explique sans doute que, dans le secteur de l'énergie, la division des responsabilités et la multiplication des postes étaient voulues par S. Niazov pour empêcher l'émergence de personnalités dotées de revenus garantis et appartenant à des réseaux solides<sup>1612</sup>. Au Turkménistan (comme au Kazakhstan), au début de leur indépendance, les

---

<sup>1607</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1608</sup> Fils du président du Soviet suprême de la RSS de Turkménie A. Klyčev (entre 1963 et 1978).

<sup>1609</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1610</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1611</sup> H. Išanov et R. Puhonov sont liés par des relations familiales puisqu'ils ont épousé des cousines.

<sup>1612</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 80.

deux chefs de l'État partagent la même crainte de voir leur premier ministre de l'Industrie du pétrole et de gaz devenir des rivaux politiques. Ce « clan de Balkan », composé de Yomut et qui a des visées sur les ressources énergétiques, se plaint du monopole d'Aşgabad sur la manne gazière et de l'insuffisance de la représentation des Yomut dans les structures politiques<sup>1613</sup>. Sur les huit ministres de l'Industrie pétrolière et gazière, recensés entre 1994 et 2002, trois sont pourtant originaires de la région de Balkan<sup>1614</sup>. Mais, en raison des lacunes concernant les origines des ministres, il est difficile de mettre en évidence un lien fort entre tribus et pouvoir au niveau des ministres en charge du secteur des hydrocarbures entre 1991 et 2002.

## V. B. Le maintien du contrôle étatique sur le secteur des hydrocarbures turkmène

Après avoir fait promulguer la loi sur les investissements étrangers, le 19 mai 1992, S. Niazov annonce, le 23 novembre 1993, un ambitieux programme pour développer le secteur des hydrocarbures de son pays jusqu'en 2020. Il comporte trois phases<sup>1615</sup>. La première prévoit une augmentation de la production de pétrole dans la partie occidentale du pays, grâce aux sociétés mixtes déjà constituées avec l'argentin Bidas (1992), le hollandais Larmag Energy, et Eastpak des Emirats Arabes Unis (1993) et d'autres, qui seraient à créer rapidement. La question de l'évacuation du gaz et des gazoducs à construire y est évoquée. La deuxième phase porte sur la période 1998-2004 avec l'exploration en mer Caspienne et dans les régions côtières ainsi que dans la partie centrale et orientale du pays. La dernière période envisage la poursuite de l'exploitation de champs dans la partie centrale et orientale du pays et de celle de champs de gaz, en particulier.

La reconfiguration administrative consistait en une liquidation des *koncern*, constitués en 1992 à partir d'organismes soviétiques, à savoir *Turkmengaz* (production et transport de gaz), *Turkmennefteprodukt* (distribution de produits raffinés), *Turkmengeofizika* (exploration) et *Turkmenneft'* (production de pétrole. Il est à noter qu'aucune entité particulière ne semble être dédiée au transport de pétrole). Ils sont remplacés par un ministère du Pétrole et du Gaz, dirigé par N. Suûnov de 1993 à 1994. Le Turkménistan institue donc son propre ministère du

---

<sup>1613</sup> International Crisis Group, *Trešiny v mramore : nestabil'naâ diktatura Turkmenistana*, op. cit., p. 16.

<sup>1614</sup> Pour quatre d'entre eux, aucun lieu de naissance n'a pu être trouvé. L'information concernant l'appartenance d'un dirigeant à une horde ou une tribu n'étant pas toujours disponible, nous faisons l'hypothèse que le lieu de naissance fournit, avec un risque d'erreur assez faible, l'appartenance à la tribu ou à la horde (sauf dans le cas d'une naissance enregistrée dans une capitale).

<sup>1615</sup> Sagers Matthew J., Long-term Program for Turkmenistan 's Oil and Gas sector, *Post-soviet Geography*, 1994, vol. 35, n°1, p. 50.

Pétrole et du Gaz, un an avant le Kazakhstan. Ce programme turkmène de réorganisation administrative du secteur, envisage une grande dépendance vis-à-vis des investissements étrangers pour l'exploration et le développement du secteur des hydrocarbures et prévoit pour ce faire, que soient passés des appels d'offres<sup>1616</sup>. Mais le déroulement ultérieur de la politique du président montre que ce choix n'a pas été mis en œuvre.

C'est en juillet 1996, sur décret présidentiel qu'intervient une nouvelle réorganisation et une rationalisation du secteur des hydrocarbures considéré comme « léthargique »<sup>1617</sup>, mais qu'il n'a jamais été question de privatiser. Le ministère du Pétrole et du Gaz est alors supprimé et remplacé par celui de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales qui n'est pas financé par le budget de l'État (comme d'autres ministères au Turkménistan, du reste, selon un rapport du FMI qui ne précise pas comment s'effectue ce financement)<sup>1618</sup>. Il est chapeauté par G. Nazdžanov<sup>1619</sup> (jusqu'en 1997), et a trois principaux objectifs. Il s'agit de mener une analyse économique de cette industrie, d'élaborer une stratégie de planification et d'investissements (y compris les investissements étrangers) sur le long terme et de permettre le développement scientifique et le transfert de technologies. Ses effectifs sont réduits et il n'est plus chargé ni des constructions, ni de l'exploration géologique, ni de la production, ni du raffinage, ni de la commercialisation des hydrocarbures.

Cette réorganisation consiste aussi en la transformation de structures de l'ancien ministère en trois *koncern* et deux sociétés publiques qui relèvent directement du vice-président du cabinet des ministres, mais qui sont en fait contrôlées entièrement par le ministre en charge du secteur, Batyr Sardžaev<sup>1620</sup>, lui-même l'étant par S. Niazov<sup>1621</sup>. Officiellement, ces nouvelles structures ont pour « entreprise mère » le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales (la différence de statut juridique entre le *koncern* et l'entreprise n'a pas pu être établie) et leurs dirigeants sont nommés par le président du pays. En 1998, un décret de S. Niazov transfère une série de pouvoirs du ministère du Pétrole et du Gaz à ces cinq organismes.

---

<sup>1616</sup> Ibid.

<sup>1617</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 48.

<sup>1618</sup> Gürgen Emine, Snoek Harry, Zavoiko Basil, Izvorski Ivailo, de Shaetzen Bruno, Lighthart Jenny [International Monetary Fund], *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, n°98 81, August 1998, p. 65.

<sup>1619</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1620</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1621</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 45.

Les trois *koncern*<sup>1622</sup> sont :

- *Turkmenneft'* est le successeur de *Balkannebitgazsenagat* (*Balkannebitgazsenagat* ou *Balkanneftegazsenagat* avait été créé en 1994 par la fusion d'entreprises d'État gazières et pétrolières et a été ensuite divisé par un décret du 1<sup>er</sup> juillet 1996). Il est responsable de toutes les unions de production de pétrole. Il est financé par ses propres profits et par le Fonds d'État pour le développement de l'industrie pétrolière et gazière et des ressources minérales<sup>1623</sup>. *Turkmenneft'* produit 90,5% du pétrole tandis que 3% l'est par *Turkmengaz* et le reste (soit 6,5%) par des sociétés étrangères<sup>1624</sup>. Son directeur est Amangeldy Kulniâzov<sup>1625</sup>, diplômé de l'Institut polytechnique (département industrie pétrolière), ancien maire de Čeleken, et premier vice-président de *Balkannebitgazsenagat* (à partir de 1994). Il est connu des investisseurs étrangers pour leur avoir demandé de financer des projets dans le domaine social<sup>1626</sup>.

- *Turkmengaz* est responsable de toutes les unions gazières. Elles produisent plus de 90% du gaz naturel, le reste (le gaz associé) l'est par *Turkmenneft'* et les sociétés mixtes. Il a le même fonctionnement que *Turkmenneft'* et est présidé par Gujčnazar Tačnazarov<sup>1627</sup>, avec le rang de ministre.

- *Turkmenneftegazstroj* est en charge des constructions et de l'ingénierie dans le domaine des hydrocarbures et regroupe les entreprises concernées par ces activités. Elle coordonne les travaux d'ingénierie et de la construction dans le secteur<sup>1628</sup>. *Turkmenneftegazstroj* est dirigé par Orazmyrat Niâzliev<sup>1629</sup>, vice-ministre du Gaz et du Pétrole de 1993 à 1996.

Les deux sociétés publiques (ou entreprises d'État) sont *Turkmenneftegaz* et *Turkmengeologiâ*. *Turkmenneftegaz* est créée en 1996 pour succéder au ministère du Pétrole et du Gaz<sup>1630</sup>. Elle est chargée de l'organisation de la production du gaz et du pétrole, de son raffinage, de la distribution des produits pétroliers, des paiements par *clearing* et des exportations. Ayant incorporé le département des relations économiques extérieures qui faisait

---

<sup>1622</sup> Comme cela a été souvent le cas au cours de l'histoire de ce secteur tant au Turkménistan qu'au Kazakhstan, les mêmes noms de structures supprimées sont repris pour les nouvelles entités.

<sup>1623</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 44.

<sup>1624</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 188.

<sup>1625</sup> Aucune autre information d'ordre biographique n'est disponible via Internet.

<sup>1626</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 44.

<sup>1627</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1628</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 45.

<sup>1629</sup> Aucune autre information d'ordre biographique n'est disponible via Internet.

<sup>1630</sup> Elle sera supprimée par S. Niazov en 2006 afin de faire passer tout le secteur énergétique directement sous sa coupe.

auparavant partie du ministère, elle contrôle les ventes de produits pétroliers et de gaz naturel, y compris les exportations dont le volume est décidé par le Cabinet des ministres<sup>1631</sup>. C'est donc à elle que *Turkmenneft'* et *Turkmengaz* vendent leur production. Elle est aussi en charge des raffineries de Turkmenbaşı et de Ćardžou. La société *Turkmengeologiâ* supervise les questions géologiques et l'exploration des gisements d'hydrocarbures et d'autres ressources minérales<sup>1632</sup>. *Turkmengeologiâ* voit ses opérations de prospection et d'exploration financées par le Fonds d'État pour le Développement de l'Industrie du gaz et du pétrole et les Ressources minérales, instauré en 1996 (Cf. chapitre XV).

La dernière institution à mentionner est l'Organe compétent pour l'utilisation des hydrocarbures (*Kompetentnyj organ po ispol'zovaniû uglevodorodnyh resursov pri Prezidente Turkmenistana*), créé par décret en juin 1997, et placé sous l'autorité personnelle de S. Niazov<sup>1633</sup>. Il a pour objectif de gérer les investissements et la stratégie du secteur, de mener les négociations avec les futurs détenteurs de licences, de délivrer ces licences et de conclure les accords d'exploitation des hydrocarbures. Ses fonctions consistent à établir des règles uniques d'exploitation des gisements, conformément aux standards internationaux, organiser les appels d'offres, à négocier avec les investisseurs, à contrôler l'exploitation dans le respect des conditions fixées par les licences et les accords de partage de production. Il est constitué de trois départements (licences, négociations et contrôle) et travaille avec le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales ainsi qu'avec l'Agence d'État pour les investissements étrangers<sup>1634</sup>. Il est doté d'un fonds alimenté par les bonus et les royalties, perçus dans le cadre des accords signés, ainsi que par les participations perçues lors des appels d'offres et de la délivrance de licences<sup>1635</sup>.

Le contrôle de l'État sur le secteur est exercé, dans les faits, directement par le président S. Niazov et aucun des ministres en charge du secteur des hydrocarbures n'est en mesure de jouer un rôle moteur dans son domaine. Cette restructuration du secteur ne conduit pas, néanmoins, le Turkménistan à se doter d'un équivalent de KMG, le président ne désirant manifestement pas voir de structure unifiée, munie d'un certain poids, éventuellement susceptible de menacer son contrôle sur le secteur.

---

<sup>1631</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 45.

<sup>1632</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 48.

<sup>1633</sup> Gleason Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, op. cit., p. 106.

<sup>1634</sup> La seule source qui la cite est : Yakovlev Andrei, McKenna Cameron, *Turkmenistan*, op. cit., p. 45.

<sup>1635</sup> Položenie « O kompetentnyj organe po ispol'zovaniû uglevodorodnyh resursov pri Prezidente Turkmenistana » Priloženie I utverždeno postanovleniem Prezidenta Turkmenistana N°3189 ot 6 iûnâ 1997g., <http://energylaws-tm.sitcity.ru>



Parmi les problèmes fondamentaux du secteur des hydrocarbures turkmènes, relevés par plusieurs auteurs, figure celui de la formation du personnel de l'industrie des hydrocarbures au Turkménistan, récurrent depuis l'époque soviétique, comme vu au chapitre VII : il y a une « absence quasi totale d'experts locaux en matière d'hydrocarbures »<sup>1636</sup>. Mais les informations sur la formation des cadres turkmènes du secteur des hydrocarbures après 1991 sont inexistantes. Aucun élément n'a été trouvé à propos de l'Institut du pétrole et du gaz dont K. N. Nazarov était le directeur jusqu'en 2001. Il est à noter qu'il n'y a pas de filiale de l'Université d'État de Russie du pétrole et du gaz « I. M. Gubkin » à Aşgabad entre 1991 et 2008, (elle n'ouvrira qu'en août 2008, pour fermer à l'automne 2012, à la demande des autorités turkmènes).

Ce chapitre illustre le fait que, dans les deux pays, infrastructures bureaucratiques héritées du système soviétique et élites politiques, rompues à l'exercice du pouvoir, ont permis la continuité politique après 1991. Contrairement à ce qui s'était produit pour les pays successeurs de l'empire ottoman<sup>1637</sup>, l'implosion de l'URSS n'a pas interrompu le processus de formation des États kazakhstanaï et turkmène et, notamment, pas le processus de formation de son secteur des hydrocarbures.

La stratégie du Kazakhstan pour développer son secteur énergétique se distingue de celle du Turkménistan puisqu'il a assez rapidement privatisé une partie de son secteur des hydrocarbures. Les conséquences de cette privatisation sont multiples. Elle a notamment eu pour effet de transférer certains coûts vers des entreprises étrangères, pour améliorer les conditions socio-économiques au niveau régional et local. Mais, ces investissements dans les régions n'ont pas été suffisants pour augmenter le taux d'emploi, par exemple, dans la région de Mangistau. Cette stratégie a eu également pour effet une intensification de la compétition entre élites pour l'appropriation des ressources que des entreprises peuvent procurer, à savoir les emplois, la recherche de rentes, la corruption, et le développement du clientélisme. Comme exposé plus haut, la kazakhisation graduelle du secteur qui s'est accompagnée de l'introduction du clientélisme comme mode opératoire, a eu pour conséquence de renforcer les liens entre N. Nazarbaev et ses clients. La concentration des pouvoirs, au Kazakhstan, a créé une symbiose entre les compagnies pétrolières et les membres de l'équipe dirigeante de l'État. L'année 1999 marque la fin de batailles politiques internes au Kazakhstan liées au

---

<sup>1636</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 148.

<sup>1637</sup> Talahite Fatiha, *Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord*, op. cit., p. 3.

contrôle des hydrocarbures au profit de N. Nazarbaev, et qui avaient commencé avant même l'indépendance.

Les *majors* bénéficient du fait d'avoir un seul contact auprès des autorités, capable d'approuver et de mettre en vigueur les contrats. Les membres du gouvernement, qui sont les intermédiaires incontournables, y trouvent moyen de s'enrichir personnellement.

Ces caractéristiques se retrouvent de façon exacerbée aussi au Turkménistan, où pourtant la privatisation n'a pas été très poussée dans l'ensemble de l'économie, voire pas du tout dans le secteur des hydrocarbures, comme déjà évoqué.

À court terme, la politique de privatisation des hydrocarbures au Kazakhstan a eu l'intérêt de fournir des IDE massifs et de l'aide d'agences internationales comme le FMI, la Banque mondiale et la BERD<sup>1638</sup>, ou encore la Communauté européenne avec le programme TACIS. Les bilans de ces apports et de ces aides sont difficiles à évaluer pour de multiples raisons, du moins en ce qui concerne l'assistance technique de TACIS<sup>1639</sup>. Les revenus de la privatisation ont permis de réduire les déficits budgétaires, suite à la cessation des transferts de l'époque soviétique. En conséquence, les résultats économiques du Kazakhstan ont été bons entre 1996 et 1998 (stabilisation macro-économique ; baisse de l'inflation et augmentation du PNB). En revanche, les coûts à long terme se mesurent par l'augmentation du mécontentement social. D'après le sondage effectué au Kazakhstan par le *Giller Institute* entre 1995 et 1997, 30% de la population était alors en accord avec la politique de N. Nazarbaev<sup>1640</sup>.

---

<sup>1638</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 80.

<sup>1639</sup> Les cinq pays d'Asie centrale ont reçu 7,4% des montants cumulés totaux engagés par TACIS entre 1991 et 1999. Le Kazakhstan a reçu pendant cette période 111,9 millions d'euros et le Turkménistan 39,9 millions d'Euros, soit respectivement 2,65% et 0,94%. Quant à l'efficacité des projets, elle aurait été meilleure au Turkménistan qu'au Kazakhstan. (Slim Assen, Tacis et la Russie : un bilan est-il possible ?, *Le courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, avril 2002, n°1025, p. 18).

<sup>1640</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 86.

## Chapitre XII

### Instabilité juridique et implantation problématique des sociétés étrangères dans le secteur des hydrocarbures kazakh et turkmène

Lorsque les hydrocarbures sont essentiellement exportés, ils sont utilisés en dehors de la matrice des consommations intermédiaires<sup>1641</sup>, c'est-à-dire que leur emploi figure essentiellement dans la colonne « exportations » et sur la ligne « impôts ». Le principal bénéficiaire en est l'État puisqu'il collecte les impôts. Bien souvent, dans nombre de pays exportateurs de pétrole, cette ressource est la principale rentrée fiscale pour l'État<sup>1642</sup>. Dans les États pétroliers du Moyen-Orient, la politique fiscale favorise certains réseaux, grâce à des instruments n'appartenant pas au processus budgétaire et qui donc engendre notamment des déficits budgétaires<sup>1643</sup>. Il serait donc nécessaire d'étudier la politique fiscale des deux pays, d'identifier des réseaux favorisés par cette politique, ainsi que ses instruments, et d'estimer le développement et le degré d'efficacité de leurs systèmes fiscaux. Ce chapitre expose l'évolution du cadre juridique des formes de coopération entre les deux États et les entreprises étrangères travaillant au Kazakhstan et au Turkménistan dans le secteur des hydrocarbures.

En plus des deux impôts essentiels dans toutes les économies que sont la TVA et les impôts sur les profits des entreprises (*corporate profits tax*) dont le taux est, en Russie, de 35% au milieu des années 1990<sup>1644</sup>, il existe d'autres impôts, plus spécifiques au secteur pétrolier et de paiements obligatoires. Il s'agit des taxes sur les exportations (*export tax*), des accises (*excise tax*) qui est le mécanisme de collecte de la rente par excellence, en Russie, dans les années 1990, des royalties (paiement correspondant à l'utilisation du sous-sol et au droit d'utiliser des ressources naturelles qui s'épuiseront. Les royalties se calculent à partir de la recette globale du producteur, c'est-à-dire sont fonction du volume de la production), des bonus (ils sont payés par une société à un État pour le droit à l'exploration et à la production de ressources

---

<sup>1641</sup> C'est la matrice composée en lignes des branches de l'économie dont celles des hydrocarbures, des exportations et du total des emplois, et en colonnes : les produits, le total des consommations intermédiaires, les importations, les impôts et le total des ressources.

<sup>1642</sup> Angelier Jean-Pierre, *Réflexions sur les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays exportateurs d'hydrocarbures*, op. cit., p. 4.

<sup>1643</sup> Coville Thierry, Des économies du Moyen Orient marquées par la malédiction de la rente pétrolière, *Geostratégiques*, janvier 2005, n°6, p. 60.

<sup>1644</sup> Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 415.

minérales), et enfin les frais de géologie (*geology fee*). Les montants de ces différents impôts ne sont pas tous disponibles, car certains font partie de clauses des contrats qui sont des secrets commerciaux. Dans les budgets de l'État kazakhstanaï, ils ne sont pas décomposés par secteur. Les taxes sur les exportations font partie d'un système opaque. Enfin, il n'a été trouvé aucun article de la presse faisant état de discussion autour des questions de signatures d'accord de production, ni au Kazakhstan, ni au Turkménistan.

Ce chapitre est découpé en cinq parties qui exposent tout d'abord la construction d'une base juridique dans le domaine des hydrocarbures et de la fiscalité au Kazakhstan puis les relations entre sociétés étrangères et les autorités kazakhstanaïes. Enfin, est analysée la construction juridique dans le secteur des hydrocarbures au Turkménistan ainsi que les conflits entre sociétés étrangères et le gouvernement turkmène.

## ***I. Construction d'une base juridique dans le domaine des hydrocarbures et de la fiscalité au Kazakhstan***

Jusqu'en décembre 1990, entreprises soviétiques et sociétés étrangères n'ont aucune activité commune dans le domaine de l'exploration et de l'exploitation des hydrocarbures dans la RSS du Kazakhstan. Il n'y avait donc pas de disposition juridique quant à l'activité de sociétés étrangères dans la RSS. Celle-ci a adopté sa loi sur les investissements étrangers, au moment où apparaissent les besoins nés de la mise en exploitation du champ de Tengiz, avant l'indépendance. Puis, une législation spécifique aux hydrocarbures se constitue à partir de 1991<sup>1645</sup>. Comme déjà évoqué plus haut, le Kazakhstan a eu rapidement besoin d'attirer des investissements étrangers pour assurer son développement (comme par exemple dans le secteur de constructions mécaniques dédiées au secteur des hydrocarbures dont le Kazakhstan était dépourvu) et pour cela, il lui a donc fallu bâtir sa législation. Le Kazakhstan élabore ses textes juridiques, en se référant aux pratiques en vigueur à l'époque dans le monde, dans le domaine des sociétés mixtes et des entreprises, sur la base du principe de partage de production.

Les articles 193 du Code civil (*Graždanskij Kodeks Respubliki Kazahstan ot 27.12.1994 goda*) et 46 de la Constitution de 1993, stipulent que la terre et le sous-sol appartiennent à l'État. Il peut y avoir des cas de propriétés privées sur la terre, dans des conditions fixées par l'article 6 de la Constitution de 1995, mais le sous-sol ne souffre aucune exception.

---

<sup>1645</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 92.

Au début de l'indépendance, le cadre légal concernant les sociétés mixtes et la privatisation dans le secteur pétrolier, est lacunaire. Un décret est pris sur les taux de paiements fixes (*rentnye plateži*), le 12 mai 1993 et un second sur le paiement (*uplata v dohod*) de la différence entre les prix à l'export et les prix intérieurs du pétrole, le 21 septembre 1993. L'une des toutes premières lois que le Kazakhstan indépendant élabore est celle du 23 décembre 1991 sur les concessions. Ce type de présence occidentale est essentiellement remarqué au tout début de l'indépendance dans le secteur pétrolier<sup>1646</sup>. Cette loi prévoit qu'une concession sur le territoire du Kazakhstan est accordée après appel d'offres<sup>1647</sup>. Mais, elle est insuffisante et un Code sur le sous-sol et la transformation des matières premières minérales est édité le 30 mai 1992<sup>1648</sup>. Il renforce la propriété entière de l'État sur le sous-sol et accorde le droit d'exploiter le sous-sol uniquement à une entreprise ayant reçu une attestation définissant son activité et les terrains sur lesquels elle l'exercera. Il introduit donc la notion de droit d'utilisation du sous-sol (*pravo nedropol'zovaniâ*) qui est accordé sur une base provisoire et rémunérée. Ce Code définit aussi les notions juridiques de licence et le régime de licences. Une licence pour l'exploration ou la production est accordée sur la base d'un appel d'offres ou après négociations<sup>1649</sup>. Le Code sur le sous-sol et la transformation des matières premières minérales change 18 fois durant les deux premières années (et puis il est ensuite modifié par l'*ukaz* présidentiel sur le sous-sol et son utilisation, édité le 27 janvier 1996, qui en resserre le champ juridique ; il est encore amendé le 11 août 1999), ce qui crée une grande confusion, exploitée par les responsables locaux<sup>1650</sup>. Cette confusion permet à des non professionnels du pétrole d'obtenir des licences et permet aux responsables régionaux, au début des années 1990 d'affirmer une plus grande influence sur les affaires locales. Les clarifications légales apparaissent petit à petit.

L'organisme qui accorde les licences, choisit le gagnant de l'appel d'offres et s'occupe des négociations avec l'utilisateur du sous-sol, est nommé par le gouvernement. Le Règlement sur la procédure pour la délivrance de licences d'utilisation de sous-sol de 1996 confirme que l'État du Kazakhstan est l'organisme qui délivre les licences, mais il désigne l'ancien ministère de la Géologie et de la Protection du sous-sol comme l'« organisme de travail ». Après la suppression du ministère de la Géologie et de la Protection du sous-sol ainsi que celle du

---

<sup>1646</sup> Bayou Céline, Tiraspolsky Anita, *Le commerce extérieur du Kazakhstan*, op. cit., p. 40.

<sup>1647</sup> Kapanova M. K., *Razvitie zakonodatel'stva RK o nef'tnykh operaciâh*, *Vestnik KazGNU*, série juridique, 2000, n°2, p. 63.

<sup>1648</sup> *Ibid.*, p. 61.

<sup>1649</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, op. cit., p. 21.

<sup>1650</sup> Dorian, J. P., *The Kazakh Oil Industry A potential critical role in Central Asia*, *Energy Policy*, 22 (8), août 1994, p. 689, cité par W. Ostrowski, p. 40.

ministère de l'Industrie pétrolière et gazière en mars 1997, le nouveau et éphémère ministère de l'Energie et des Ressources naturelles (mars-novembre 1997) fera office d'organisme compétent pour la délivrance des licences et la signature des contrats. Ce ministère joue un rôle central dans le régime des licences, en tant qu'organisme compétent pour la conduite des opérations pétrolières, même si le gouvernement reste l'organisme légal<sup>1651</sup>. Dans le cas de création de sociétés mixtes, le Comité d'État pour la gestion des Biens de l'État et le ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol (jusqu'à sa suppression) sont concernés<sup>1652</sup>. Une loi sur les investissements directs (étrangers et nationaux) est votée le 27 février 1997, pour régler les contrats entre investisseurs et l'Agence de la République du Kazakhstan pour les investissements.

Malgré l'existence de ces diverses institutions et textes de loi, la majorité des questions relatives aux hydrocarbures est réglée par décret gouvernemental<sup>1653</sup>.

La loi sur les investissements étrangers est votée le 27 décembre 1994 (N°266-XIII) et sera amendée de nombreuses fois entre 1995 et 2000, mais elle n'évoque pas les contrats de partage de production. En 1997, il n'y avait pas de législation spécifique sur des accords de partage de production au Kazakhstan mais ce type d'accord était prévu dans la loi sur le pétrole et le Code sur le sous-sol<sup>1654</sup>.

En 1992, le ministère des Finances lance des réformes afin d'élaborer un code des impôts et il fait appel à des experts internationaux et des collaborateurs d'organisations internationales comme le FMI, les universités de Stanford et de Harvard et l'Agence pour le développement international des États-Unis, avec une prédominance américaine, les instances européennes étant peu ou pas présentes. Un projet en est présenté devant le parlement le 12 janvier 1995. Le président qui gouverne alors par décrets (Cf. chapitre IX), adopte la loi sur les impôts et autres paiements obligatoires N°2235 du 24 avril 1995. Elle définit l'imposition des opérations pétrolières et marque la volonté de diminuer les impôts que les entreprises pétrolières<sup>1655</sup> doivent payer proportionnellement à la valeur de la production revenant à l'État, selon le contrat de partage de production. Ainsi, la charge fiscale sera la même selon tous les types de contrats<sup>1656</sup>. Elle prévoyait également l'imposition sur les superprofits (ou

---

<sup>1651</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, op. cit., p. 23.

<sup>1652</sup> Ibid., p. 24.

<sup>1653</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 92.

<sup>1654</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, op. cit., p. 21.

<sup>1655</sup> Le texte ne précise pas s'il s'agit d'entreprises étrangères ou nationales.

<sup>1656</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i*

profits exceptionnels), bien que ceux-ci n'aient commencé à être perçus de façon importante par les utilisateurs du sous-sol qu'à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Cette loi sur les impôts et autres paiements obligatoires du 24 avril 1995 était considérée, à la fin des années 1990, comme la plus détaillée et complète de toutes celles en vigueur dans la CEI, bien que le contexte juridique dans ce domaine soit décrit, par un juriste kazakhstanaï<sup>1657</sup>, comme un entrelacs de la loi sur les impôts et de dizaines d'autres règlements se contredisant souvent les uns les autres et présentant de nombreuses lacunes juridiques. Elle réduit pourtant le nombre d'impôts et prélèvements jusque-là existant de 45 à 11 et supprime les contradictions entre différents textes législatifs<sup>1658</sup>. C'est le type de contrat (société mixte ou partage de production) qui conditionne l'imposition des opérations pétrolières, comme le précise l'article 94 de cette loi d'avril 1995. L'imposition des compagnies qui travaillent dans le cadre d'un accord de partage de production est différente des autres impositions et elle est décrite par la loi N°61-I du 31 décembre 1996<sup>1659</sup>. Elle est remplacée par le Code des impôts de juin 2001 (mis en vigueur en janvier 2002).

La loi N°2350 sur « le pétrole » et la loi N°2828 sur « le sous-sol et son utilisation » (*zakon o nedrah i nedropol'zovanii*), sont publiées, au Kazakhstan, respectivement le 28 juin 1995 et le 27 janvier 1996, dans un contexte de lancement des privatisations du secteur des hydrocarbures (Cf. Tableau N°27 : La législation sur les hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan). Cette loi sur le pétrole du 28 juin 1995 régle les relations liées aux opérations sur les territoires situés sous la juridiction du Kazakhstan, y compris ceux situés en mer. Elle spécifie que la propriété du pétrole extrait est déterminée par un contrat avec le gouvernement<sup>1660</sup>. La loi sur le sous-sol serait, quant à elle, très défavorable aux entreprises kazakhstanaïses puisqu'elle formalise la politique de maintien à l'écart des entreprises kazakhstanaïses par rapport au secteur pétrolier<sup>1661</sup>, en rendant obligatoire l'utilisation d'équipements produits au Kazakhstan, à condition qu'ils soient compétitifs en termes écologiques ainsi que les services d'entreprises du Kazakhstan dans la mesure où ils sont compétitifs en termes de prix, d'efficacité etc. Les raisons de cette mise à l'écart d'entreprises kazakhstanaïses, qui paraît extrêmement paradoxale alors que le pays est indépendant depuis

---

*sovremennost'*), op. cit., p. 103.

<sup>1657</sup> Daumov A. B., *problemy nalogoobloženii nedropol'zovatelej v Kazakhstane*, Nalogoved, 2006, n°12.

<sup>1658</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Tax regulations, policies and strategies*, Tarzana (Calif.) : Russian petroleum investor, 1998, volume 7, p. 20.

<sup>1659</sup> Ibid., p. 25.

<sup>1660</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, op. cit., p. 23.

<sup>1661</sup> Cette loi date en fait de 1996. C'est celle sur le pétrole qui est promulguée en 1995. Mais les articles 41 (obligations du sous-traitant) de la loi sur le pétrole et 63 de la loi sur le sous-sol (obligations de l'utilisateur du sous-sol) sont voisins.

peu, tiennent à la volonté d'augmenter les opportunités pour des responsables kazakhstanaïses d'enrichissement personnel, par le biais de la corruption.

La compagnie nationale *KazahOjl*, fondée en 1997, est invitée, en 1998, par le gouvernement à examiner des amendements à la loi sur le pétrole du 28 juin 1995 ainsi qu'à celle sur le sous-sol et son utilisation du 27 janvier 1996<sup>1662</sup>. En juin 1999, le gouvernement présente au Parlement une seconde version de ce projet d'amendement. Un groupe de travail formé à l'initiative du Comité pour l'écologie et l'utilisation des ressources naturelles du *Mazlis* et auquel participent deux représentants de *KazahOjl*. Ces représentants de *KazahOjl* mettent en évidence le fait que toutes les entités nationales et étrangères sont mises en concurrence pour l'exploitation des gisements choisis par le gouvernement. La compagnie nationale, mise ainsi sur le même plan que d'autres entreprises étrangères et donc en concurrence avec elles, juge inadmissible ce projet d'amendements. De plus, toujours selon cette compagnie, l'État ne peut se dispenser de son expertise et de sa participation pour évaluer les divers projets d'investissement. Enfin, le projet de loi ne prévoit pas d'améliorer l'aide de l'État aux petites entreprises locales qui ne parvenaient à décrocher que 10% des contrats de sous-traitance dans l'industrie pétrolière et gazière au Kazakhstan, le reste étant confié à des sociétés étrangères. *KazahOjl* transmet donc ses propositions d'amendements au groupe de travail, et le gouvernement n'aurait pas été satisfait de la version approuvée par le parlement. Le Premier ministre Balgimbaev aurait proposé au président N. Nazarbaev d'y mettre un veto, mais celui-ci s'y refuse. C'est donc la version amendée par *KazahOjl* qui est votée<sup>1663</sup> en août 1999. Cet amendement qui est la loi du 11 août 1999 N°467-1<sup>1664</sup> marque un tournant dans la législation sur les hydrocarbures, en supprimant le régime des licences et en introduisant divers types de contrats (contrat d'exploration, contrat de production, contrat d'exploration et de production, contrat de partage de production, contrat de construction et (ou) d'exploitation des réserves souterraines et combinaison possibles de ces différents contrats).

Il faut signaler que la presse kazakhstanaïse ne s'est pas fait l'écho d'opposition à ces lois, qui auraient pu émaner d'administrations régionales, de ministères ou comités divers.

---

<sup>1662</sup> Lesser Aleksandr, *Izmeneniâ kazahstanskogo zakonodatel'stva i interesy inostrannykh investorov v neftenom sektore*, *Meždunarodnyj delovoj žurnal KAZAKHSTAN*, 2000, n°2.

<sup>1663</sup> Parliament adopts amendments to oil legislation 2 september 1999, *BBC Summary of World Broadcasts*, September 10, 1999.

<sup>1664</sup> Il est intitulé en russe : « O vnesenii izmenenij i dopolnenij v nekotorye zakonodatel'nye akty Respubliki Kazahstan po voprosam nedropol'zovaniâ i provedeniâ neftnykh operacij v Respublike Kazahstan » (Lesser Aleksandr, *Izmeneniâ kazahstanskogo zakonodatel'stva i interesy inostrannykh investorov v neftenom sektore*, op. cit.).



## II. *La privatisation dans le secteur des hydrocarbures au Kazakhstan et Les sociétés étrangères et les autorités kazakhstanaïses*

La privatisation du secteur des hydrocarbures ne peut pas être abordée sans l'évocation de la présence, le rôle des sociétés étrangères et leurs conflits avec les autorités, capitales dans l'évolution du secteur des hydrocarbures au Kazakhstan.

Le 10 mars 1992, le Cabinet des ministres de la république du Kazakhstan signe son premier accord (qui porte le nom de « Temir ») avec une société pétrolière étrangère. Il s'agit de la société française *Elf Aquitaine*, dont les travaux de prospection aboutissent à la découverte du champ de Sajgak, dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk (exploité ensuite par *Shell* et *Veba Oil*)<sup>1665</sup>. Dans le cadre de cet accord, est fondée la société par actions *Temirmunajgaz*.

Puis, en novembre 1992, le ministre de l'Energie et des Combustibles Uzakbaj Bekobosynov, trace les grandes lignes d'un plan de croissance de la production de pétrole et de gaz sur le long terme. Ce plan laisse une grande place aux entreprises étrangères et prévoit la construction du CPC<sup>1666</sup>. Quelques années plus tard, plus de 35 sociétés pétrolières étrangères et sociétés avec participation étrangère étaient présentes sur le territoire du Kazakhstan<sup>1667</sup>. Simultanément à l'élaboration de textes législatifs dans les toutes premières années de l'indépendance, le Kazakhstan signe plus de quinze contrats avec des investisseurs étrangers.

Les premières créations de sociétés mixtes dans le secteur des hydrocarbures se feront jour rapidement, avant même que ne soit promulguée la loi sur le pétrole (juin 1995) ou que le processus de privatisation ne soit entamé. Ainsi, c'est la compagnie nationale turque TPAO qui inaugure ce mouvement au Kazakhstan en février 1993. Puis, le 6 avril 1993, le président N. Nazarbaev et celui de la compagnie américaine *Chevron*, Kenneth T. Derr, signent l'accord pour la création de la société mixte *TengizŠevrOjl* (Cf. chapitre XI).

*« Au départ, les deux partenaires, Chevron et la compagnie kazakhe Tengizmunaïgaz, étaient à 50% des parts chacun, [...]. D'après les termes du contrat, Chevron s'engageait à investir 1,5 milliard de dollars dans le projet d'ici 1997 et 20 millions de dollars sur les 40 ans de la concession. Le Kazakhstan devait encaisser 80,4% des profits sur une production planifiée à 700 000 Bpd en 2010. Son incapacité à assurer la sortie du pétrole de la zone par un oléoduc*

---

<sup>1665</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ź. S., Sultangalïeva G. S., NurŹanov R. N., *Aktûbinskaâ nef't' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 221.

<sup>1666</sup> Sagers Matthew J., Long-Term Plans for Oil and Gas Sector in Kazakhstan, *Post-soviet Geography*, January 1993, Vol. XXXIV, p. 66. Je n'ai trouvé aucune information sur Uzakbaj Bekobosynov.

<sup>1667</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalïevič, *100 let nef'tegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 79

*approprié a eu pour conséquence le ralentissement de l'activité du TCO qui [...], n'en a produit que 60 000 en 1995 et la diminution des investissements de la part de Chevron. En avril 1996, le Kazakhstan a cédé la moitié de ses parts dans le TCO à la compagnie américaine Mobil, rivale de Chevron et a ramené son pourcentage sur les profits à 72% »<sup>1668</sup>.*

Le directeur général de TCO est, en 1998, l'Américain Ken Godard, et l'un des dirigeants kazakhs est Mendigali Sappaev<sup>1669</sup>. La société appartient alors à parts égales (25%) à *Tengizmunajgaz* (qui représente l'État) et à *Mobil*<sup>1670</sup>, *Chevron* qui est l'opérateur, en détient 45%, la société mixte russo-américaine *LukArco* en possède les 5 derniers pourcents<sup>1671</sup>. En 2000, le nouveau directeur Boris Čerdabaev précise que les cadres dirigeants de la société sont à 60% des représentants de *Chevron* et les autres sont des Kazakhs<sup>1672</sup>.

En novembre 2002, le gouvernement kazakhstanaï ne cache plus son désaccord sur le programme de TCO, d'un montant de 3 milliards de dollars pour l'expansion de Tengiz. Ce programme consistait à augmenter la production annuelle jusqu'à 440 000 barils par jour, avec un financement à fournir sur les bénéfices des exportations de pétrole (la source ne précise pas sur quelle durée). Ce qui ne convenait pas au gouvernement kazakhstanaï qui aurait vu ainsi une diminution de la part des impôts prélevés<sup>1673</sup>. Or le plus grand contribuable de toutes les entreprises du Kazakhstan est justement TCO qui verse à l'État kazakhstanaï 700 millions de dollars en 2001 (3,2% du PIB)<sup>1674</sup>.

La création de *KazahOjl* ouvre une nouvelle la période pour le secteur des hydrocarbures<sup>1675</sup> et un changement radical de l'attitude du pouvoir envers les privatisations et les investisseurs étrangers se produit à partir de 1997. Pour approfondir les réformes sur la période 1996-1998, le gouvernement adopte un programme de privatisation d'entreprises du complexe pétrolier et gazier et donc de ventes d'actions de l'État. Ce programme prévoit aussi l'achèvement de la construction du CPC et la construction du tube Kazakhstan Ouest-Kumkol<sup>1676</sup>, ainsi que la recherche de voies alternatives pour l'exportation du pétrole, la modernisation du port

---

<sup>1668</sup> Giroux Alain, Le Kazakhstan entre Russie et Caspienne, In La Caspienne : une nouvelle frontière, *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 1997, n° 23, p. 3.

<sup>1669</sup> Sa biographie est très peu documentée.

<sup>1670</sup> Exxon et Mobil fusionnent pour former la société Exxon Mobil Corporation le 30 novembre 1999.

<sup>1671</sup> Kenžesuly Ženis, SP "Tengizševrojll" rassčityvaet dobyt' v tekušem godu 8,2 mln nefiti, *Panorama*, 13 mars 1998, n°10.

<sup>1672</sup> Šaškova Nadežda, Boris Čerdabaev : pribyl' Kazahstana ot TŠO dolžna uveličivat'sâ s každyd godom, *Kazahstanskaâ Pravda*, 26 août 2000.

<sup>1673</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 130.

<sup>1674</sup> Economist Intelligence Unit, Kazakhstan Country Profile 2002, London : EIU, 2002. p. 24.

<sup>1675</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 52.

<sup>1676</sup> Kapanova M. K., Razvitie zakonodatel'stva RK o nefťanyh operaciâh, op. cit., p. 64.

d'Aktau, et la création d'un terminal pétrolier sur la mer Caspienne. Dans le domaine gazier, il envisage l'augmentation de la productivité du gisement de Karačaganak et la poursuite des travaux pour son exploitation, la construction de l'usine de traitement du gaz de Žanažol et la prospection d'autres gisements afin de diminuer la dépendance du Kazakhstan vis-à-vis de ses importations en gaz ouzbek, et enfin le développement de la prospection en mer Caspienne.

En juin 1997, c'est la Chine qui acquiert 60% des parts dans la société par actions *Aktobemunajgaz*, via sa société *Chinese National Petroleum Company*. Cette acquisition est assortie de l'obligation pour la Chine d'investir à hauteur de 4 milliards de dollars dont une partie est destinée à la construction de l'oléoduc Kazakhstan-Chine<sup>1677</sup>. Les termes de l'accord prévoyaient des investissements dans la protection de l'environnement jusqu'à 500 000 dollars par an, un bonus au gouvernement du Kazakhstan de 320 millions de dollars et un bonus de souscription (*podpisnoj bonus*) de 6 millions de dollars. La *Chinese National Petroleum Company* prenait également l'engagement de rembourser les dettes d'*Aktobemunajgaz* pour un montant de 71 millions de dollars<sup>1678</sup>. En 1999, 2 000 Kazakhs avaient déjà été licenciés par la direction chinoise, sous prétexte d'une restructuration. En 2000, la *Chinese National Petroleum Company* refuse de payer les salaires impayés et de remplir les obligations sociales spécifiées dans le contrat d'acquisition d'*Aktobemunajgaz*. Ce qui explique les mouvements de protestation<sup>1679</sup>, renforcés par les accusations pesant sur les sociétés étrangères de licencier leur personnel local, remplacé par du personnel étranger plus formé aux équipements achetés hors du Kazakhstan.

Toujours en 1997, la même société chinoise acquiert également 60% des parts dans le champ d'Uzen'. Les termes de cet accord comprennent un bonus de souscription (*podpisnoj bonus*) de 52 millions de dollars, des royalties égales à 8% du montant brut des revenus avant déduction des frais de transport, des investissements dans le domaine social pour un montant de 27 millions de dollars, dans la formation de personnel pour 10 millions de dollars, et le paiement de la dette d'*Uzen'munajgaz* d'un montant de 6 millions de dollars<sup>1680</sup>.

Le gouvernement procède à de nouvelles privatisations, en 1998, sous la conjonction de trois événements interne et internationaux (les modifications apportées à la Constitution pour l'élection du président qui marquent une dérive vers un régime de plus en plus autoritaire, la

---

<sup>1677</sup> L'oléoduc Kazakhstan-Chine se divise en trois tranches : Kenkiâk-Atyrau, Atasu-Alašankou dans la région autonome ouïgoure du Xinjiang, et enfin Kenkiâk-Kumkol' d'une longueur de 700 km). Il est mis en service en 2009.

<sup>1678</sup> Syroežkin Konstanstin, Velikij prožekt, Kontinent 17-30 mai 2000.

<sup>1679</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 85.

<sup>1680</sup> Syroežkin Konstanstin, Velikij prožekt, op. cit.

crise financière russe du mois d'août et la chute du prix du baril). Ainsi, en septembre, l'État kazakhstanais vend l'actif le plus prometteur de *KazahOjl* à savoir, 14,28% de ses parts dans OKIOC<sup>1681</sup> pour la moitié d'un milliard de dollars à l'américain Phillips Petroleum et au japonais Inpex (ceci se produit avant la découverte du gisement de Kaşagan)<sup>1682</sup>.

C'est au cours de ces années 1996-2000, que des grands conflits éclatent avec des sociétés comme *Hurricane Hydrocarbons* et *Chevron* (dénommé alors *American Oil Giant*). Dans la région de Kzyl-Orda, *Hurricane Hydrocarbons* licencie aussi. Le personnel est réduit de 5 000 personnes à 1 900 en quatre ans<sup>1683</sup>. Mais c'est à Aktûbinsk que la situation est la plus tendue<sup>1684</sup>. Ces conflits avaient pour objet le niveau d'imposition (*tax obligation*) et le rapatriement des profits<sup>1685</sup>.

L'État kazakhstanais met fin, en 2000, au contrat signé en 1997, pour la concession du système de transport de gaz du pays avec *Tractebel* pour 15 ans. Et c'est en juin 1998, que N. Balgimbaev annonce une révision de tous les contrats passés avec les investisseurs étrangers.

Avec la Russie, le Kazakhstan entretient des relations ambiguës, car une alliance tacite entre les deux pays renforce la dépendance du Kazakhstan vis-à-vis de ce voisin. Avant d'avoir montré une apparente bienveillance, la Russie serait intervenue au Kazakhstan pour limiter les flux d'IDE et saper ainsi des projets dont celui de Tengiz en 1995<sup>1686</sup>, et *Gazprom* aurait tenté de bloquer les investissements de *British Gas* et d'AGIP dans le champ de Karaçaganak<sup>1687</sup>. Puis, le russe *Lukoil* acquiert 5% des parts dans TCO via la société mixte *LukArco* en 1997 et un accord de coopération entre la Russie et le Kazakhstan est signé le 8 novembre 2001 dans le secteur gazier en vigueur pour 10 ans, un autre l'est, en juin 2002, pour le transit du pétrole sur 15 ans. En échange, Moscou fait preuve de neutralité russe vis-à-vis de la gestion de N. Nazarbaev en matière de politique intérieure. De plus, le président kazakh coopte des acteurs

---

<sup>1681</sup> Le consortium OKIOC qui est composé de 9 sociétés, devient AGIP KCO en 2001 et se dote alors d'un opérateur (Le terme «opérateur» désigne une compagnie pétrolière, choisie par ses pairs ainsi que par l'Etat détenteur des ressources, qui sera chargée de la mise en exploitation d'un gisement pétrolier. L'opérateur devra donc assumer le *leadership* (avec le degré de responsabilité inhérent) dans la mise en production du gisement et dans la coordination des différents travaux des acteurs publics et privés impliqués dans l'exploitation de ce gisement.) Le choix se porte, par défaut, sur ENI, l'Italien apparaissant comme un compromis, dans un contexte de rivalités entre sociétés pétrolières, ExxonMobil, Shell et Total se disputant ce rôle d'opérateur. British Petroleum et Statoil se retirent du consortium en 2002.

<sup>1682</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 54.

<sup>1683</sup> Ibid., p. 85.

<sup>1684</sup> Ibid.

<sup>1685</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 32.

<sup>1686</sup> Bremmer I., Welt C., The Trouble with Democracy in Kazakhstan, *Central Asian Survey*, June 1996, vol. 15, Issue 2, p. 196.

<sup>1687</sup> Ibid.

principaux parmi la communauté russe kazakhstanaise<sup>1688</sup> (comme Grigorij Aleksandrovič Marčenko, né à Alma-Ata, adjoint du vice premier ministre entre 1992 et 1994, Vladimir Sergeevič Škol'nik, Vladimir Mirošnikov, un des dirigeants de *KazMunajGaz* à partir de 2002).

### **III. La construction juridique dans le secteur des hydrocarbures au Turkménistan**

En septembre 1990, l'Union soviétique annonçait qu'une partie du territoire de la RSS de Turkménie renfermant des réserves d'hydrocarbures serait ouverte aux compagnies étrangères par le biais d'appels d'offre<sup>1689</sup>. Et le 17 mai 1991, le gouvernement de la RSS publiait un décret autorisant la coopération avec les compagnies pétrolières étrangères<sup>1690</sup>, pour l'exploration et la production, dans les bassins du sud caspien et de l'Amou-Daria.

Dès la fin 1991, le Turkménistan a offert des opportunités aux compagnies pétrolières étrangères, tout d'abord, dans le cadre de contrats de sociétés mixtes. Jusqu'en 1994, la seule proposition d'offres consiste en la création de société mixte. Les entreprises étrangères ne sont pas propriétaires des hydrocarbures qu'elles produisent. Elles ne peuvent donc pas inscrire les réserves au titre de ce qu'elles possèdent et les autorités turkmènes ont le souci de ne pas vendre leurs réserves aux étrangers.

Aucune compagnie étrangère ne répond aux appels d'offre du Turkménistan en 1991-1992, sauf *Bridas*. En janvier 1993, est lancé un deuxième appel d'offres auquel répondent de petites sociétés. S'ensuit une troisième série d'appels, toujours en 1993, auxquels répondent 13 entreprises dont *British Gas* et *Chevron*<sup>1691</sup>. Puis, en mai 1993, est créée une société mixte avec la société néerlandaise *Larmag* pour exploiter trois gisements. C'est également à partir de 1993 que la société turque TPAO effectue des explorations et des études de développement de gisements *on-shore* et *off-shore* au Turkménistan.

Dans ses appels d'offres, le Turkménistan propose un contrat standard selon lequel les profits sont partagés à hauteur de 30% pour la compagnie étrangère et donc de 70% pour le gouvernement turkmène. Ceci concerne les quatre contrats signés avec *Bridas*, *Eastpak International*<sup>1692</sup> et *Larmag Energy* qui crée la société mixte *Larmag-Čeleken* avec *Čelekenmorneftegaz* (50-50%) en mai 1993. En janvier 1992, *Bridas* et *Turkmengeologiâ*

<sup>1688</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 66.

<sup>1689</sup> Central Asia upstream Service, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 17.

<sup>1690</sup> Ibid.

<sup>1691</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 145.

<sup>1692</sup> Sagers Matthew J., *The oil industry in the southern-tier former Soviet republics*, op. cit., p. 292.

créent la société mixte *Âşlar*, pour explorer et développer la production d'hydrocarbures des champs de Âşlar et de Iolotan sud. En février (ou mars) 1993, c'est la société mixte Keimir qui est fondée par *Bridas* et le *koncern Balkanftehimprom* (50-50%). L'accord instaurant cette société mixte prévoyait que le Turkménistan recevait 10% de la production de pétrole des champs de Keimir et d'Ak-Patlauk.

En juin 1993, *Eastpak International* (UAE) signe un contrat créant une société mixte pour 25 ans afin d'exploiter le champ de Kotur-Depe. Il est prévu d'investir 50 millions de dollars sur les trois premières années et 150 sur les cinq premières. Le bonus s'élève à 20 millions de dollars. L'objectif était d'augmenter la production de 2,2 millions de tonnes par an à 3,2-3,5 dans les trois années suivant la création de la société mixte<sup>1693</sup>. En mars 1994, *Eastpak International* annule ce contrat, suite à des difficultés financières et des désaccords sur des termes contractuels<sup>1694</sup>.

Le premier contrat de partage de production est signé en 1996 avec *Petronas* (juillet 1996), puis un suivant l'est avec *Monument Oil&Gas* (août 1996), et ensuite avec *Dragon Oil* (1999) pour une durée de 25 ans. Cet accord de partage de production est signé avec l'agence du gouvernement du Turkménistan en novembre 1999 et est entré en vigueur en mai 2000<sup>1695</sup>. La société *Dragon Oil*, enregistrée en Irlande, est détenue à 52% par *Emirates national Oil Company*<sup>1696</sup>. *Dragon Oil* a son siège à Dubaï et sa principale activité est le développement<sup>1697</sup> de Čeleken en mer Caspienne par la filiale *Dragon Oil (Turkmenistan) Ltd*. *Dragon Oil* a converti la société mixte en accord de partage de production, en novembre 1999<sup>1698</sup>. Après que *Dragon Oil* - première société étrangère autorisée à travailler sur des champs marins, par un accord signé en 1999<sup>1699</sup> - ait renégocié son contrat en novembre 1999 en un accord de partage de production, plus aucune société mixte n'est en activité dans le secteur amont au Turkménistan. Le contrat de partage de production est, pour les gisements marins, désormais considéré comme la norme au Turkménistan<sup>1700</sup>.

---

<sup>1693</sup> Ibid.

<sup>1694</sup> Central Asia upstream Service, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 18.

<sup>1695</sup> Site de Dragon Oil ([www.DragonOil.com](http://www.DragonOil.com)).

<sup>1696</sup> *Emirates national Oil Company* est elle-même propriété de l'État de Dubaï.

<sup>1697</sup> Le développement d'un gisement pétrolier ou gazier commence avec des prévisions sur l'évolution du gisement, des études et la construction des installations de production. (source : [www.planete-energies.com/fr/glossaire-340.html&Letter=D](http://www.planete-energies.com/fr/glossaire-340.html&Letter=D))

<sup>1698</sup> Central Asia upstream Service, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 70.

<sup>1699</sup> Tursunbaev Askar, Turkmenskij magnit, Rossijskie investory potânulis' k turkmenskomu šel'fu, *Delovaâ Nedelâ*, 23 juin 2007.

<sup>1700</sup> Wood Mackenzie, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 75.

L'entreprise *Turkmenneft'* est opérateur dans l'exploitation du gisement de Hazar à partir de 2000. Depuis cette année-là, les champs de pétrole de Nebit-Dag (dont l'opérateur est *Burren Energy*) et de Hazar (avec le consortium « Hazar » composé de l'opérateur *Turkmenneft'* et de *Mitro International Panama*) produisent, dans le cadre de contrats de partage de production<sup>1701</sup>.

La délivrance de permis aux sociétés étrangères par le Turkménistan diffère selon la configuration géographique des champs, c'est-à-dire s'ils sont terrestres (*on-shore*) ou marins (*off-shore*). Aşgabad n'accorde de contrat de partage de production que pour les gisements marins tandis que les champs terrestres ne sont proposés que dans le cadre de contrats de services<sup>1702</sup>, c'est-à-dire d'un accord sur une somme fixée pour effectuer un travail. Après 1996, une seule licence pour l'exploration de champs marins a été attribuée, c'était en 2002. Enfin, en 2002, *Maersk Oil Turkmenistan* (filiale de la société danoise *Maersk*) paraphe un accord de partage de production pour les blocks 11-12. 80% des actions dans ce projet appartiennent à *Maersk Oil* et 20% à *Wintershall AG*. Signalons que *Mobil Oil* participe à des études géophysiques de la mer Caspienne, à partir d'août 1996.

S. Niazov a freiné le développement des réserves en mer Caspienne, qui sont très importantes. Il a contrecarré les investisseurs étrangers en retardant la résolution du litige sur le statut de la mer Caspienne et en reportant des offres internationales pour l'exploitation des deux gisements de gaz et des réserves pétrolières dans ses eaux territoriales de la mer Caspienne<sup>1703</sup>. Ce sont les champs difficiles à exploiter du point de vue technique qui sont laissés aux investisseurs étrangers. Les réserves terrestres sont gérées exclusivement par les sociétés turkmènes, car les coûts de mise en exploitation restent plus faibles que les sites en mer<sup>1704</sup>.

En 2001, *Itera* (Cf. chapitre XIV) et la société russe *Zarubežneft'* signent avec le gouvernement turkmène une lettre d'intention pour l'exploitation de gisements *off-shore*. En 2002, elles créent la société mixte *ZarIT* dans laquelle rentrera plus tard le russe *Rosneft'*<sup>1705</sup>. L'activité de cette société mixte est paralysée dès le début de sa création, en raison d'un litige entre le Turkménistan et l'Iran concernant l'attribution des territoires maritimes, où se trouvent

---

<sup>1701</sup> Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, Retrospektiva neftânoj promyšlennosti, op. cit., p. 40.

<sup>1702</sup> Wood Mackenzie, *Turkmenistan Country Overview*, op. cit., p. 15.

<sup>1703</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the Resource Curse: Explaining Oil and Gas Development Strategies in the Soviet Successor States and Beyond*, op. cit., p. 22.

<sup>1704</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 145.

<sup>1705</sup> Paramonov Vladimir, Stokov Aleksej, Stolpovskij Oleg, *Rossijsko-turkmenskoe vzaimodejstvie v otraslâh TÊK, Gündogar*, 20 août 2010.

trois blocs destinés à l'exploitation. La filiale *Petronas Carigali* (Turkménistan) Sdn. Bhd. de Petronas (Malaisie) développe depuis 1996 trois gisements *off-shore* de Gubkin, Barinov et Livanov.

Comme le système fiscal touchant à l'industrie pétrolière et gazière, l'ensemble du cadre légal n'avait pas été clairement défini quand les premiers contrats ont été signés, les négociations entre le gouvernement turkmène et les compagnies pétrolières étrangères étaient conclues selon une procédure d'arbitrage organisée par les parties elles-mêmes, en suivant les conseils de leurs avocats<sup>1706</sup>. Le taux d'imposition total sur le gaz est égal à 55% de la valeur de production (comme le coton)<sup>1707</sup>. Les ventes de gaz à l'Iran sont soumises à un contrat confidentiel, mais le FMI suppose que l'imposition est semblable à celle des exportations vers la CEI, avec des abattements concédés en raison du remboursement des dettes contractées pour la construction du gazoduc Korpedže – Kurt-Kui. Le taux d'imposition total sur le pétrole et les produits pétroliers est de 39%, donc inférieur à celui du gaz. Les producteurs étrangers doivent s'acquitter des bonus, des royalties et des impôts sur les bénéfices de 25%, en vertu de la loi turkmène sur le pétrole de 1998<sup>1708</sup>. Ils partagent également la production avec le gouvernement. Cette part ainsi que les *bonus royalties* sont négociés au cas par cas. Ces impôts sont versés au Fonds extra budgétaire pour le gaz et le pétrole (Cf. chapitre XV).

Mis à part le frein, déjà évoqué, du président turkmène qui ne donne pas à voir une politique claire dans ce domaine, plusieurs facteurs expliquent la faible attractivité du secteur des hydrocarbures au Turkménistan. Les entreprises étrangères considèrent que l'industrie gazière turkmène, qui n'a pas été privatisée, est insuffisamment développée pour y réaliser des investissements lourds. Elles sont contraintes de vendre leur production sur la bourse d'État ou de la faire transformer par des entreprises locales. Or, cette contrainte leur est désavantageuse, car les prix fixés pour cette production sont inférieurs aux prix mondiaux<sup>1709</sup>. De plus, le gouvernement turkmène renforce son contrôle sur les sociétés mixtes existantes, en cherchant à imposer des Turkmènes dans les instances dirigeantes de ces sociétés, en maîtrisant la production et en durcissant les exigences en matière de comptes rendus financiers. Ce qui montre la volonté des autorités de ne pas abandonner ne serait-ce qu'une partie de leur

---

<sup>1706</sup> Wood Mackenzie, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 75.

<sup>1707</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 67 et 74.

<sup>1708</sup> Cette loi de 1998 que mentionne le FMI n'a pas été trouvée. Elle ne figure pas dans le tableau N°26 : La législation sur les hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan (Source : Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 68.)

<sup>1709</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 148.



contrôle sur l'industrie pétrolière et gazière<sup>1710</sup>. Le Turkménistan ne semble donc pas disposé à attirer des investisseurs étrangers dans son secteur gazier. Néanmoins, il envoie des signaux positifs à destination d'investisseurs potentiels, en tentant d'améliorer son environnement légal et en promulguant sa loi sur les investissements étrangers dès 1992.

À partir des années 1995-1996, le nombre d'entreprises étrangères qui s'engagent au Turkménistan, augmente, mais le montant des IDE au Turkménistan commence à être dépassé par celui des IDE au Kazakhstan. Rappelons que le Kazakhstan (et l'Azerbaïdjan) attire davantage les investissements étrangers à partir de 1996 que le Turkménistan (Cf. chapitre X)<sup>1711</sup>.

Après la promulgation de la loi sur les hydrocarbures entrée en vigueur en mars 1997, un certain nombre de contrats importants sont signés avec des partenaires étrangers, y compris russes (*Gazprom, Zarubežneft'*) pour la création de sociétés mixtes dans l'exploration, le développement, la transformation et le transport des hydrocarbures. En 2000, plus de 780 entreprises étrangères y étaient actives, grâce à un bureau de représentation, des filiales ou des sociétés mixtes. Les partenaires internationaux non russes sont *Bechtel, Hagler Bailly, Halliburton International, Mobil Exploration* ; ils travaillent avec *Turkmengaz* et la raffinerie de Turkmenbaşı<sup>1712</sup>.

À la fin des années 1990, le Turkménistan avait besoin d'investissements lourds dans la construction de tubes pour exporter son pétrole et développer son secteur<sup>1713</sup> car une grande partie des matériels, en service depuis les années 1970 et 1980, est hors d'usage. Et en 2002, le secteur pétrolier et gazier turkmène doit renouveler ses équipements pour atteindre les objectifs fixés par la « stratégie de développement du complexe pétrolier et gazier du Turkménistan d'ici 2010 » ainsi que pour réaliser le « Programme de mise en place d'un régime de licences pour le secteur turkmène de la mer Caspienne » (*Programma licenzirovaniâ turkmenskogo sektora Kaspijskogo morâ*)<sup>1714</sup>. Ce renouvellement passe nécessairement par une coopération avec des sociétés étrangères, car le pays ne produit pas toutes les machines de forage, ni certains équipements nécessaires à la remise en exploitation de gisements. L'implication d'entreprises telles que *England's Monument Resources*

---

<sup>1710</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 47-48.

<sup>1711</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 145.

<sup>1712</sup> Gleason Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, op. cit., p. 105.

<sup>1713</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 46.

<sup>1714</sup> Kasparov È., *Neftegazovaâ otrasl' Turkmenistana : perspektivy razvitiâ promyslovoj infrastruktury, Nejtral'nij Turkmenistan*, 14 août 2002.

*Petroleum, Dragon Oil, Petronas, Chinese National Petroleum Company* dans l'exploration, le développement et la transformation de pétrole et de gaz au Turkménistan a permis d'améliorer les technologies en cours<sup>1715</sup>.

Le gaz étant la principale exportation et source de revenus pour l'État, il est beaucoup taxé, avec notamment des droits d'accises sur la production de carburant. 50% des revenus des exportations de gaz perçus en liquidités doivent être directement versés au Fonds de réserves de change. Le reste des devises est versé par *Turkmenneftegaz* à la Banque centrale et fait l'objet de prélèvement de la TVA, il est aussi soumis à l'impôt sur les bénéfices, à celui sur les ressources naturelles et à l'impôt foncier<sup>1716</sup>. Dans les années 1990, le gaz contribue à environ 10% de la TVA et à 85% des impôts sur les ressources naturelles<sup>1717</sup>. Le taux d'imposition effectif total du gaz dépasse 50% de sa valeur (*output value*) tandis que le taux d'imposition effectif sur la production de pétrole est d'environ 40%

#### ***IV. Les conflits entre sociétés étrangères et le gouvernement turkmène***

En août 1996, *Monument Oil&Gas* (Grande-Bretagne) conclut un accord avec le Turkménistan pour développer les champs de Burun, Kyzyl-Kum et de Kara-Tepe, selon lequel l'État reçoit la quantité de pétrole égale à celle actuellement produite sur ces champs, toute la production supplémentaire étant partagée à 60% pour *Monument* et donc à 40% pour le Turkménistan<sup>1718</sup>. Toujours en août 1996, *Burren Energy* (filiale de la compagnie pétrolière britannique *Burren Energy group*), et associée à *Monument Oil&Gas* depuis 1995, signe un accord de partage de production (sur 25 ans) pour exploiter la zone de Nebit-Dag et les champs de Burun. Mobil se joint en 1996 au consortium dont *Burren Energy* devient l'opérateur en août 2000.

En février 1996, trois contrats d'un montant total de 500 millions de dollars (financé par la *Japan Export-Import Bank*<sup>1719</sup>) sont signés avec des sociétés étrangères pour la modernisation de la raffinerie de Turkmenbaşı. Tous les droits pour la supervision sont détenus par *Israel's Merhav group* dont le dirigeant est un des « conseillers de l'ombre » du président turkmène,

---

<sup>1715</sup> Gleason Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, op. cit., p. 105.

<sup>1716</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2002*, London : EIU, 2002, p. 38.

<sup>1717</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Oil is not a curse : ownership structure and institutions in Soviet successor states*, Cambridge [England] ; New York : Cambridge University Press, 2010, p. 88.

<sup>1718</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 49.

<sup>1719</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Oil is not a curse : ownership structure and institutions in Soviet successor states*, op. cit., p. 84.

l'israélien Iossif Mamaï, dont le titre est « représentant spécial du Turkmenbaşı dans le domaine du développement de la production gazière ».

Dès le début de l'année 1994 (donc plus tôt qu'au Kazakhstan) des conflits éclatent entre les autorités turkmènes et les compagnies étrangères. S. Niazov, soupçonneux des étrangers et de leurs intentions, aurait contraint le ministre du Pétrole et du Gaz N. Suûnov à démissionner en juin 1994 car celui-ci avait réussi à attirer des investissements<sup>1720</sup>. Le gouvernement refusait périodiquement des licences d'exportation. Cette attitude peut s'expliquer par le caractère défiant du président. Le ministre du Pétrole et du Gaz Hekim Işanov a eu pour consigne de délibérément faire capoter les projets d'investissements et la première cible est *Bridas* à qui les autorités veulent imposer un directeur général turkmène. De plus, il révisé unilatéralement les contrats signés par son prédécesseur, en introduisant une clause permettant au gouvernement de prélever du pétrole pour l'exporter à des prix fixés par les autorités gouvernementales.

En outre, le gouvernement turkmène prend deux décisions limitant la participation des sociétés mixtes (entreprise étrangère/société d'État) à l'exploitation de ses hydrocarbures au cours de l'année 1994, afin de couvrir les pénuries de pétrole sur le marché intérieur. En été 1994, les autorités turkmènes décrètent une série d'embargos sur les exportations de trois sociétés mixtes - *Dragon Oil*, *Keimir* et *Larmag-Čeleken* -, les contraignant à vendre leur production sur le marché intérieur à des prix inférieurs à ceux du marché mondial. Puis, en septembre, le gouvernement révisé les contrats de ces sociétés mixtes et diminue les parts de ses partenaires dans le partage de la production. Dans le cas de la société *Keimir*, le nouveau contrat prévoit une augmentation de la part du Turkménistan dans le partage des profits de 65 à 71%. Il précise que les quantités de pétrole restant à la disposition de la société mixte sont celles qui dépassent la production prévue, et que la société est dirigée par un représentant turkmène et non plus argentin. Il permet enfin à la partie turkmène d'établir un contrôle sur les activités opérationnelles et financières de l'entreprise<sup>1721</sup>. Dans le cas de *Larmag-Čeleken*, la part de *Larmag* est réduite de 20 à 10% et cette réduction est appliquée rétroactivement<sup>1722</sup>. À l'automne 1994, le gouvernement compose une commission spéciale permanente pour évaluer tous les contrats signés avec des sociétés étrangères. Cela a eu pour résultat d'en geler certains, jugés non rentables, et des sociétés réduisent leur présence au Turkménistan. Le Turkménistan avait justifié toutes ces mesures par la nécessité de stimuler la production de

---

<sup>1720</sup> Ibid., p. 82.

<sup>1721</sup> Davydov Aleksandr, Problemy neftânyh SP v Turkmenistane, *Kommersant*, 10 septembre 1994.

<sup>1722</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 47.

pétrole et de procéder à une distribution plus juste des profits<sup>1723</sup>. L'argentin *Bridas* et le hollandais *Larmag* qui avaient investi des sommes substantielles dans des sociétés mixtes pour développer des gisements de pétrole, n'ont pourtant, jamais en réalité pu commencer à forer<sup>1724</sup>.

En avril 1995, *Bridas* qui avait investi 160 millions de dollars dans le projet, avait été autorisé à exporter la totalité de la production. En juillet 1995, le gouvernement impose un second embargo contre *Larmag*, accusé de ne pas respecter ses obligations en matière d'investissements. Dans le cas de la société mixte *Keimir*, la révision consiste à augmenter la part du Turkménistan jusqu'à 100% du « base oil », c'est-à-dire le montant de pétrole égal à celui produit avant la création de la société mixte, compte tenu de la diminution de la production<sup>1725</sup>. Puis, la société mixte a vu ses exportations de pétrole du champ de Keimir interdites en novembre 1995 par le gouvernement turkmène sous prétexte que *Bridas* n'aurait pas effectué les investissements prévus dans le contrat. En 1996, *Bridas* se voit privé de sa licence d'exportation et fait appel à un arbitrage international. *Bridas* suspend toutes les opérations dans l'attente des verdicts des divers procès en cours et se désengage de la société mixte à la fin de 2000<sup>1726</sup>. Plusieurs sociétés quittent alors le Turkménistan<sup>1727</sup>.

Outre le fait que les conflits entre sociétés étrangères et les gouvernements du Kazakhstan et du Turkménistan ont été des éléments retardant l'implantation de ces sociétés au Turkménistan, tandis qu'ils ont moins touché l'attractivité du Kazakhstan, il faut remarquer que dans aucun des deux pays, aucune information n'est disponible quant à la façon dont ont été adoptées les lois récapitulées dans le tableau ci-dessous.

---

<sup>1723</sup> Ibid.

<sup>1724</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 21.

<sup>1725</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 47.

<sup>1726</sup> Wood Mackenzie, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 30.

<sup>1727</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 51.

**Tableau N°27 : La législation sur les hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan**

Kazakhstan	Turkménistan <sup>1728</sup>
- ukaz présidentiel sur l'activité de la société mixte TengizSevrOjl du 6 avril 1993	-Loi sur les sociétés mixtes, novembre 1991 (révisée en novembre 1999)  -Loi sur les activités des entreprises, novembre 1991 (amendée en 2000)  -Loi sur les investissements étrangers mai 1992 (amendée en octobre 1993)
- loi N°2350 sur « le pétrole » du 28 juin 1995	-Loi sur le sous-sol, décembre 1992 (amendée en mai 1994)  -Loi sur les concessions étrangères octobre 1993
- Loi sur « le sous-sol et son utilisation » du 27 janvier 1996	- Loi sur les hydrocarbures adoptée par le Parlement turkmène le 30 décembre 1996 et entrée en vigueur en mars 1997. Cette loi complète les lois sur le sous-sol de 1992 et sur les concessions de 1993. Elle établit essentiellement deux formes de coopération avec des compagnies étrangères : l'accord de partage de production et la société mixte.
- ukaz présidentiel sur le CPC (Kaspijskij Truboprovod Konsorcium) du 19 avril 1996	
- loi sur la ratification de l'Accord de crédit (projet de réhabilitation du gisement d'Uzen') entre le Kazakhstan et la Banque Internationale de Reconstruction, datée du 16 octobre 1996 <sup>1729</sup>	
- loi du 11 août 1999 N°467-1 (« O vnesenii izmenenij i dopolnenij v nekotorye zakonodatel'nye akty Respubliki Kazahstan po voprosam nedropol'zovaniâ i provedeniâ nefâtanuh operacij v Respublike Kazahstan »	-Décret sur l'utilisation des ressources, 1999
- plus de 70 décrets ( <i>postanovlenie</i> ) du gouvernement	
- les ordonnances ( <i>rasporâzhenie</i> ) du Premier ministre.	
- Le Code des impôts (Code of the Republic of Kazakhstan, "Concerning Taxes and Other Obligatory Payments to the Budget," June 12, 2001.) fournit des informations très spécifiques sur ce qui doit être inclus dans un accord de partage de production <sup>1730</sup> .	

<sup>1728</sup> Wood Mackenzie, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 64

<sup>1729</sup> www.parlam.kz

<sup>1730</sup> Olcott Martha Brill, *Kazmunaigaz : Kazakhstan's national oil and gas company*, op. cit., p. 34.

## Chapitre XIII

### Développements contrastés de la production des hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan

Au cours des onze premières années de l'indépendance du Turkménistan, le développement de la production de gaz est chaotique, en raison de ruptures des exportations, liées aux difficultés de règlements des clients du Turkménistan (Cf. Chapitre XIV). Cette situation contraste avec celle du Kazakhstan où la production d'hydrocarbures est, elle, régulière et en permanente progression. Le Kazakhstan est en 2002 davantage un producteur de pétrole et le Turkménistan – un producteur de gaz. Leurs parts dans la production totale mondiale sont très modestes tant en ce qui concerne le pétrole que le gaz (respectivement 1,2% de la production mondiale de pétrole pour le Kazakhstan et 1,9% de la production mondiale de gaz pour le Turkménistan, Cf. Tableau XIII. A, en annexe).

Mais avant d'aborder ce volet de la production des hydrocarbures de ces deux pays, sera brièvement retracée la question des notions de réserves et de ressources en hydrocarbures ainsi que l'évolution de ces diverses notions, au cours des deux périodes historiques, soviétique puis celle de l'indépendance. Les divergences de ces classifications empêchent de représenter de façon simple et fiable l'évolution des réserves depuis les premières estimations d'I. M. Gubkin dans les années 1930 pour la région située entre la Volga et l'Ural, jusqu'aux années 2000. Seront ensuite présentées les progressions des productions de deux pays, y compris dans le secteur du raffinage.

#### ***I. Les notions de réserves ou ressources d'hydrocarbures : aspects historiques et géopolitiques***

La diffusion de l'information concernant les réserves d'hydrocarbures obéit à des stratégies politiques, économiques et géostratégiques. L'annonce des réserves en hydrocarbures par un État propriétaire de son sous-sol, présente divers enjeux qui varient dans le temps. Depuis le début de l'époque soviétique, le traitement des informations relatives aux réserves diffère selon qu'il s'agit de gaz ou de pétrole. Ainsi à la fin des années 1970, ces informations ne relevaient pas de la même logique et M. I. Goldman notait à propos du gaz qu'« *en raison de ces abondants approvisionnements, les Soviétiques ne considéraient pas leurs réserves*

*estimées en gaz naturel comme des secrets d'État* »<sup>1731</sup>. En revanche, concernant le pétrole, on pouvait lire que « *les réserves pétrolières soviétiques tombent sous le coup d'une loi de 1947 qui interdit leur publication ; on en est donc réduit dans ce domaine à des estimations d'origine occidentale dont il est difficile d'apprécier le bien-fondé* »<sup>1732</sup>. La valeur stratégique des réserves de ces hydrocarbures fluctue elle-même au cours de l'Histoire, et elle est instrumentalisée, comme montré plus bas, dans le cas du gaz turkmène après 1991. Du côté des compagnies privées occidentales, ce type d'informations est également très sensible, pour des raisons commerciales et stratégiques.

Le vocabulaire relatif aux catégories de réserves et de ressources en hydrocarbures, en russe, en anglais et leurs traductions, soulève des problèmes importants, car il ne recouvre pas les mêmes concepts. Bien qu'ils soient difficiles à cerner, ces concepts doivent être néanmoins brièvement évoqués pour mesurer les enjeux qu'ils recouvrent. Les données soviétiques, puis kazakhes et turkmènes, distinguent ressources (*resursy*) et réserves (*zapasy*), tandis que les évaluations occidentales utilisent plutôt la notion de réserves. La définition occidentale de réserves est différente de la soviétique. Les réserves prouvées<sup>1733</sup>, probables<sup>1734</sup> et possibles<sup>1735</sup> au sens occidental, ne recouvrent en effet pas exactement les concepts soviétiques. Les estimations qui en découlent ne sont donc pas les mêmes, comme le souligne Matthew J. Sagers : « *Et même les chiffres, beaucoup plus modestes cités ci-dessus, exagèrent extrêmement la réalité (notamment dans le cas du pétrole) au Turkménistan parce qu'ils concernent les "ressources" globales dont la viabilité économique est douteuse, plutôt que "les réserves" réelles au sens occidental* »<sup>1736</sup>.

Au sens occidental, « les réserves sont l'ensemble des ressources disponibles pour les besoins présents et futurs ». L'Institut français du pétrole présente les deux notions ainsi : « *Les*

<sup>1731</sup> Marshall I. M., *The enigma of Soviet petroleum : Half empty or half full ?*, op. cit., p. 147.

<sup>1732</sup> Crosnier Marie-Agnès, *Pétrole et gaz naturel en Union soviétique*, op. cit., p. 7.

<sup>1733</sup> « Les réserves prouvées sont les quantités d'hydrocarbures qu'on pense pouvoir extraire d'un réservoir connu. Elles sont calculées en fonction des connaissances géologiques et physiques sur le réservoir, des méthodes d'exploitation appliquées, et selon les conditions économiques du moment. Dans le meilleur des cas, les réserves prouvées peuvent être validées à 10% près. Les réserves prouvées représentent les quantités d'hydrocarbures récupérables avec un haut degré de probabilité à partir des moyens techniques disponibles jusqu'à l'abandon de la production. La notion de réserves prouvées est donc déterminante malgré les multiples polémiques liées à leur estimation ». Source : Sébille-Lopez Philippe, *Géopolitique du pétrole*, Paris : Armand Colin, 2006, p. 31 (note des bas de page).

<sup>1734</sup> Les réserves probables sont les quantités d'hydrocarbures qu'on peut espérer extraire d'un réservoir donné, mais avec une certitude moins grande que précédemment ». [www.maureletprom.fr/spip.php?article3#lexique32](http://www.maureletprom.fr/spip.php?article3#lexique32).

<sup>1735</sup> Les réserves probables concernent, pour un gisement identifié, les quantités de pétrole ayant une probabilité supérieure à 50% d'être économiquement exploitables. On parle de réserves possibles lorsque cette probabilité tombe à 10%. (source : [www.ifpenergiesnouvelles.fr/espace-decouverte/les-grands-debats/quel-avenir-pour-le-petrole/la-notion-de-reserves#6](http://www.ifpenergiesnouvelles.fr/espace-decouverte/les-grands-debats/quel-avenir-pour-le-petrole/la-notion-de-reserves#6))

<sup>1736</sup> Sagers Matthew J., *Long-term Program for Turkmenistan 's Oil and Gas sector*, op. cit., p. 51-52.

réserves correspondent aux volumes de pétrole récupérables aux conditions techniques et économiques du moment dans des gisements exploités ou en passe de l'être » et « la notion de réserves est complexe et fluctuante, puisqu'elle s'appuie sur deux paramètres susceptibles d'évoluer : la récupération possible du pétrole identifié avec les moyens techniques que l'on maîtrise à un instant "t" et le prix du baril jugé "acceptable" au même moment ». Tandis que « les ressources pétrolières correspondent à l'ensemble des volumes d'huile contenus encore dans le sous-sol terrestre, dans les découvertes actuelles exploitées ou non, et dans les gisements restant à découvrir. Une partie de ces ressources sera exploitable lorsque les conditions économiques et techniques seront favorables »<sup>1737</sup>.

La distinction soviétique entre ressources (*resursy*) et réserves (*zapasy*), quant à elle, se fonde sur le degré de prospection. Les ressources sont les quantités évaluées sur la base d'hypothèses géologiques, sans qu'il ait été mené de prospection géologique (elles sont désignées par les lettres D et C<sub>3</sub>). Les réserves sont les quantités évaluées par des prospections (forage), ou attestées par l'afflux de pétrole, et qui se trouvent dans un volume donné de roches (elles ont désignées par les lettres A, B, et C<sub>1</sub>, C<sub>2</sub>)<sup>1738</sup>.

#### Concepts soviétiques de ressources et réserves

Niveau de prospection croissant ↓	ressources	<i>načal'nye geologičeskie potencial'nye</i> D <sub>3</sub>
		Prévues ( <i>prognoznye</i> ) D <sub>1</sub> et ( <i>dostovernye prognoznye zapasy</i> ) <sup>1739</sup> D <sub>2</sub>
		<i>Perspektivnye</i> C <sub>3</sub>
réserves	évaluées préalablement ( <i>predvaritel'no ocenennye</i> ) C <sub>2</sub>	
	explorées ( <i>razvedannye</i> ) A, B, C <sub>1</sub>	

D'après Miloserdova Lûdmila Vadimovna, *Geologiâ, poiski i razvedka mestoroždenij nefti i gaza*, [www.gubkin.ru/faculty/magister\\_training/magistrantu/posobia/UCH/2\(9-10\).htm](http://www.gubkin.ru/faculty/magister_training/magistrantu/posobia/UCH/2(9-10).htm)

Lorsque l'URSS décide de développer son industrie gazière au milieu des années 1950, les planificateurs se trouvent dépourvus d'information concernant les réserves en gaz. Les catégories A, B, C<sub>1</sub> et C<sub>2</sub>, utilisées jusque-là pour classer les réserves d'autres matières minérales, sont alors appliquées au gaz<sup>1740</sup>. Mais elles sont insuffisantes et des études sont menées en 1957-1959 pour affiner cette classification. Sont alors créées les catégories « ressources prévues » (*prognoznye*) D<sub>1</sub> et D<sub>2</sub>. Il existe encore d'autres catégories dans la

<sup>1737</sup> [www.ifpenergiesnouvelles.fr/espace-decouverte/les-grands-debats/quel-avenir-pour-le-petrole/la-notion-de-reserves](http://www.ifpenergiesnouvelles.fr/espace-decouverte/les-grands-debats/quel-avenir-pour-le-petrole/la-notion-de-reserves).

<sup>1738</sup> Miloserdova Lûdmila Vadimovna, *Geologiâ, poiski i razvedka mestoroždenij nefti i gaza*, [www.gubkin.ru/faculty/magister\\_training/magistrantu/posobia/UCH/2\(9-10\).htm](http://www.gubkin.ru/faculty/magister_training/magistrantu/posobia/UCH/2(9-10).htm)

<sup>1739</sup> Žmujda V. B., *Sredneaziatskij èkonomičeskij rajon*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1972, p. 57.

<sup>1740</sup> Campbell Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, op. cit., p. 198-199.



littérature russophone, comme les *izvlekaemye zapasy* qui sont les réserves récupérables, les réserves totales (*obšie zapasy*), les réserves initiales (*načal'nye zapasy*), les réserves géologiques, industrielles (*promyšlennye zapasy*).... La somme de toutes ces catégories constitue ce que les Soviétiques appellent les « réserves potentielles » et les Américains « *ultimate reserves* ». En pratique, ce concept n'est pas très précis et varie selon les régions du monde.

Plus globalement, les classifications soviétiques et américaines se distinguent par leurs approches. Le système de classification d'origine soviétique était davantage basé sur des considérations techniques, tandis que le système occidental se réfère plutôt à des éléments d'ordre économique. Et la classification soviétique envisage des volumes maximum en comptant des ressources non validées par des explorations, tandis que l'américaine tend plutôt à sous-estimer ressources et réserves. La lecture de plusieurs sources permet d'établir clairement que les réserves en gaz sont en général très surestimées par les sources ex-soviétiques (en raison de la prise en compte d'un coefficient de récupération de 100% par les experts ex-soviétiques, et de seulement 60-80% par leurs confrères occidentaux) et que les réserves en pétrole le sont aussi, mais pour d'autres facteurs qui varient selon les cas<sup>1741</sup>. Ce qui explique, par exemple, que les conclusions de la Commission d'État pour les réserves de minéraux de l'URSS, relatives aux réserves du gisement de Karačaganak sont supérieures de 2,4 pour le pétrole et de 1,6 pour le gaz, à celles de la société italienne *AGIP*. Néanmoins, les conclusions soviétiques n'ont été démenties par personne<sup>1742</sup>. Malgré cette complexité, il est possible de dessiner une évolution des estimations des différentes réserves (terme employé ici par commodité) des deux pays.

## ***II. L'évolution dans le temps des estimations des réserves d'hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan***

Partout dans le monde, les évaluations des réserves en hydrocarbures dont sont propriétaires les États ou les compagnies varient au cours du temps. Les raisons sont liées aux techniques d'évaluation, à l'épuisement de certains gisements et la découverte de nouveaux. La notion de réserves est donc dynamique dans le temps (en fonction des explorations, des techniques d'exploration et d'exploitation). L'estimation des réserves prouvées est par conséquent continuellement réévaluée en fonction des nouvelles découvertes et de l'amélioration de la récupération sur les champs existants.

---

<sup>1741</sup> Informations en provenance d'une compagnie occidentale.

<sup>1742</sup> Ahmetkaliev M., *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 21.

## II. A. Les estimations des réserves en pétrole

D'après des évaluations d'avant la Seconde Guerre mondiale, les réserves en pétrole de la RSS du Kazakhstan représentaient 18% de la totalité de celles de l'URSS. Les quatre républiques d'Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizstan, Ouzbékistan et Turkménistan) en renfermaient alors 7%. Il n'y a pas eu de publication sur les réserves de pétrole de la RSS du Kazakhstan et en Asie centrale entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et le milieu des années 1950<sup>1743</sup>, conséquence de la loi de 1947. Après l'indépendance, les chiffres publiés par *British Petroleum* évoluent relativement peu jusqu'en 2002. Les réserves prouvées de pétrole en milliards de tonnes du Kazakhstan et du Turkménistan sont à la fin de l'année 2002, respectivement de 0,9% et de 0,1% du total mondial<sup>1744</sup>.

## II. B. Estimations des réserves en gaz

D'un point de vue géologique, au Turkménistan, les gisements de gaz comme ceux de Dovletabat (ou Dayletabad-Domez) et Šatlyk appartiennent au bassin de l'Amou-Daria, structure différente de celles dans lesquelles est renfermé le pétrole, plus à l'ouest<sup>1745</sup>. Ce bassin de l'Amou-Daria est le plus grand réservoir de gaz au Turkménistan et c'est là aussi que se situe l'essentiel de son industrie du gaz<sup>1746</sup>.

Outre les divergences entre estimations ex-soviétiques et occidentales quant aux réserves turkmènes, il existe aussi des divergences entre les estimations de la Russie et celle du Turkménistan. Ainsi, elles étaient estimées au début des années 1990 par les institutions moscovites (Comité d'État à la Géologie) à 2,72 mille milliards de m<sup>3</sup> de gaz (réserves A + B+ C<sub>1</sub>) et à 460 millions de tonnes de pétrole brut (réserves A + B+ C). Tandis que les Turkmènes font état de 15,53 mille milliards de m<sup>3</sup> de gaz et de 6,3 milliards de tonnes de pétrole brut<sup>1747</sup>.

Les réserves prouvées de gaz des deux pays (et de l'URSS) estimées par des sources occidentales ont considérablement augmenté sur quatre décennies (Cf. tableau N°28 ci-dessous). Les réserves prouvées de gaz du Turkménistan étaient, en 2002, légèrement supérieures à celles du Kazakhstan.

---

<sup>1743</sup> The Oil resources of Central Asia and Kazakhstan, op. cit., p. 277.

<sup>1744</sup> BP Amoco, Statistical review of world Energy, 1999, p. 4. ; British Petroleum, BP Statistical Review of World Energy June 2003, London, 2003, p. 20.

<sup>1745</sup> Sagers, Matthew J., The oil industry in the southern-tier former Soviet republics, op. cit., p. 291.

<sup>1746</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 154.

<sup>1747</sup> Sagers Matthew J., The oil industry in the southern-tier former Soviet republics, op. cit., p. 293.

**Tableau N°28 : Les estimations occidentales des réserves prouvées de gaz (catégories A + B + C<sub>1</sub>) en milliards de m<sup>3</sup>**

	1959	1965	1970	Fin 1992	2002	En % du total mondial, fin 2002
Kazakhstan	1,2	91,7	340,0	1 850	1 840	1,2%
Turkménistan	13,1	376,4	1 386,0	2 470	2 010	1,3%
Total URSS	2 202,4	3 565,9	15 781,9	-	-	-

Sources : Economist Intelligence Unit, *Soviet natural gas to 1985*, London : The Economist Intelligence Unit Limited, August 1975, p. 1 ; British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 20.

## II. C. L'instrumentalisation de la question des réserves

Selon Jean Laherrère, ancien expert de la société Total<sup>1748</sup>, « *les chiffres officiels des réserves pétrolières sont loin d'être des données purement scientifiques. C'est le reflet d'un patrimoine financier que les États valorisent ou déprécient selon leurs intérêts du moment* ». Un autre auteur abonde dans ce sens, en affirmant que : « *les chiffres concernant l'ampleur réelle des réserves sont faux, qu'ils émanent des pays producteurs ou des compagnies pétrolières.[...] Les producteurs exagèrent le niveau de leurs réserves, accroissant ainsi leur influence et leur poids financiers* »<sup>1749</sup>. La question des réserves joue également un rôle dans le mode de gestion des fonds pétroliers, comme le notent Ye. Kalyuzhnova et M. Kaser<sup>1750</sup>.

Un article des *Finansovye Izvestiâ*<sup>1751</sup> soulignait, en 1999, que des experts russes avaient plusieurs fois mis en lumière les exagérations des réserves industrielles de pétrole par les pays riverains de la Caspienne, ce qui avait pour but d'attirer des investissements étrangers. Si les chiffres des réserves prouvées en pétrole turkmène sont connus, ceux qui concernent le gaz font l'objet de spéculations, car l'État turkmène se refuse à les dévoiler officiellement (mais BP en fournit néanmoins), c'est *Mobil* qui a été l'un des premiers à jeter le doute sur la réalité des réserves turkmènes de gaz et même de pétrole<sup>1752</sup>. Il est remarquable que les polémiques concernant les réserves de gaz turkmène n'aient pas eu d'équivalent pour le pétrole du Kazakhstan.

<sup>1748</sup> Auzanneau Matthieu, *Les réserves de pétrole sont dangereusement surévaluées, dénonce un groupe d'experts*, www.transfert.net, 23 novembre 2003.

<sup>1749</sup> Laurent Eric, *La face cachée du pétrole*, Paris : Plon, 2006, p. 237.

<sup>1750</sup> Kalyuzhonova Yelena, Kaser Michael, Prudential management of hydrocarbons revenues in resource-rich transition economies, op. cit., p. 174.

<sup>1751</sup> Novoprudskij Semën, Zolotnik ne tol'ko mal, no i dorog, *Finansovye Izvestiâ*, 16 mars 1999, n°11.

<sup>1752</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 148.

Ces interrogations sont importantes car elles peuvent expliquer les stratégies de mise en valeur du secteur des hydrocarbures d'un pays. La perspective d'un épuisement prochain des ressources peut encourager une politique de prédation de la part du pays propriétaire, visant à « *accroître la production, le plus rapidement possible, quitte à accélérer l'arrivée de l'ère « post pétrole »* »<sup>1753</sup>. Le Kazakhstan tend de plus en plus à pratiquer une telle politique.

Ces interrogations relatives aux réserves soviétiques, puis kazakhstanaïses et turkmènes, ne sont pas spécifiques à l'ensemble soviétique puis post-soviétique, comme le note Éric Laurent<sup>1754</sup> : «... *après 1970, la production américaine chutant de plus en plus rapidement, le pétrole saoudien devint indispensable et nous faisons semblant de nous extasier sur l'ampleur des réserves que recelait ce pays, alors que nous savions parfaitement que c'était très exagéré*». Cette remarque concernant les exagérations des réserves d'Arabie saoudite ne serait-elle pas valable aussi depuis les années 1990 pour les réserves du Kazakhstan et Turkménistan ?

### **III. La production d'hydrocarbures au Kazakhstan**

Tous les grands gisements pétroliers (et quelques-uns de taille moyenne et petite) sont situés dans l'Ouest du pays, tandis que la plupart des gisements d'importance plus modeste sont localisés dans le sud du Kazakhstan. Actuellement quatre, voire cinq (selon les auteurs et le découpage de ces régions) principales régions (*provinciâ ou neftegazonosnyj rajon*) produisent des hydrocarbures au Kazakhstan<sup>1755</sup> sur les quinze bassins sédimentaires qu'il compte. La *Prikaspijskaâ provinciâ* correspond au Nord-Ouest du Kazakhstan, et englobe Aktobe jusqu'à Astrakhan (en Fédération de Russie). Elle comprend plus de 130 gisements dont Tengiz (la production de ce champ passe de 2,8 millions en 1995 à 8,44 millions de tonnes en 1998), Karačaganak (qui est, du point de vue géologique, une extension du champ d'Orenbourg en Russie<sup>1756</sup> ; il est le principal gisement de gaz du Kazakhstan), Karažanbas, Kenbaj, Dossor, Kul'sary, Kalamkas. Il s'agit à 59% de gisements de pétrole, à 14,9% de gisements de pétrole et de gaz (les autres renferment des condensats et du gaz). Cette région est la plus intéressante pour les investisseurs étrangers. La *Turanskaâ provinciâ* comprend essentiellement le gisement de Kumkol' (dont les réserves récupérables sont 42 millions de tonnes de pétrole et 4,5 milliards de gaz naturel et associé et qui est situé à environ 170 km de

---

<sup>1753</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 18.

<sup>1754</sup> Laurent Eric, *La face cachée du pétrole*, op. cit., p. 171

<sup>1755</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 78.

<sup>1756</sup> Sagers Matthew J., *Long-Term Plans for Oil and Gas Sector in Kazakhstan*, op. cit., p. 68.

la ville de Kzyl-Orda), mais aussi ceux de Akšabulak, Aryskum, Majbulak, Nuraly, Nuraly Nord, Aksaj, entre autres. La *Severo-Kavkazsko-Mangyšlakskaâ provinciâ* (avec pour principale agglomération la ville d'Aktau) contient 42 gisements en tout avec une prédominance de gisements de gaz. Les gisements les plus importants sont ceux de Uzen', Ūžnyj Žetybaj, Aktas, Tasbulat et Tenge. De par les qualités de ce gaz, sa production est à bas coût. La *Central'no-Kazahstanskaâ provinciâ* est la plus petite (en terme de superficie) des régions riches en hydrocarbures au Kazakhstan. Les principaux *oblast'* de cette région dans lesquels se situent les gisements sont ceux du Kazakhstan sud (ville de Čimkent) et de Žambyl (ville de Taraz). 89% sont des gisements gaziers et 11% à condensats de gaz. Aucun de gisement de pétrole n'y a encore été découvert.

### III. A. La croissance ininterrompue de la production de pétrole kazakhstanais depuis 1995

En 1992, avec environ 160 gisements recensés<sup>1757</sup> (ils étaient 172 à la fin des années 1990), le Kazakhstan est le second producteur de pétrole de la CEI derrière la Russie (7% de la production de l'ex-URSS). La région la plus importante en volume de production est celle d'Atyrau, suivie de Mangistau et de Kzyl-Orda.

**Tableau N°29 : La production de pétrole par régions au Kazakhstan en 2002**

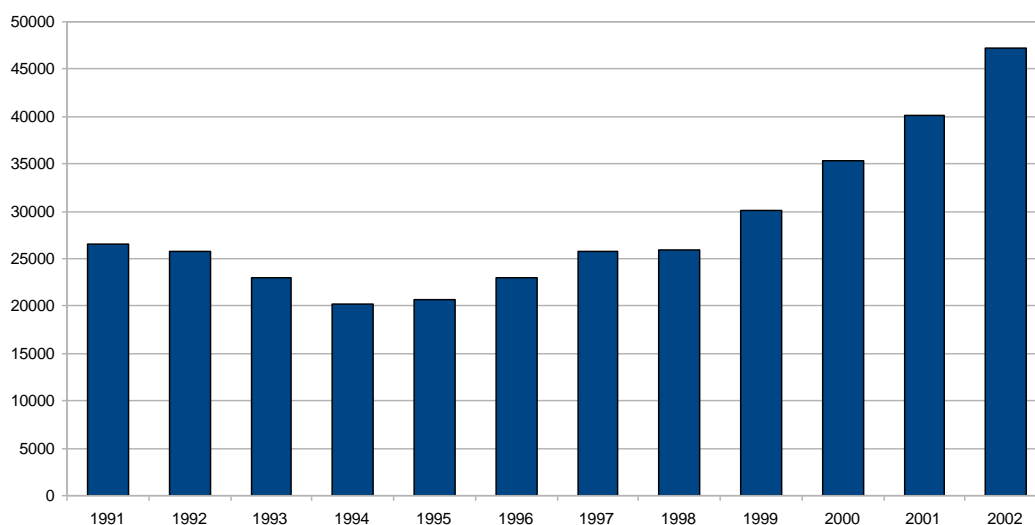
Oblast'	En milliers de tonnes	En % du total de la production du Kazakhstan
Atyrau	16 411,2	34,7
Mangistau	12 510,1	26,4
Kzyl-Orda	8 432,3	17,8
Aktûbinsk	4 637,7	9,8

Source : Karimova Ė. A., *Promyšlennost' Kazahstana i ego regionov 2002-2005, Statističeskij sbornik*, Agenstvo Respubliki Kazahstana po statistike, Almaty : 2005, p. 76.

Suite à la diminution des financements dans l'exploration et la production d'hydrocarbures par l'État (Cf. Chapitre XI), la production diminue en 1992-1995. Celle du pétrole baisse de 11% par an, et se stabilise en 1995 pour la première fois depuis 5 ans. Le niveau de 1991 n'est rattrapé qu'en 1997.

<sup>1757</sup> Sagers Matthew J., Long-Term Plans for Oil and Gas Sector in Kazakhstan, op. cit., p. 66.

### Diagramme N°16 : La production de pétrole au Kazakhstan 1991-2002 (en milliers de tonnes)



Sources : Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques et British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 7.

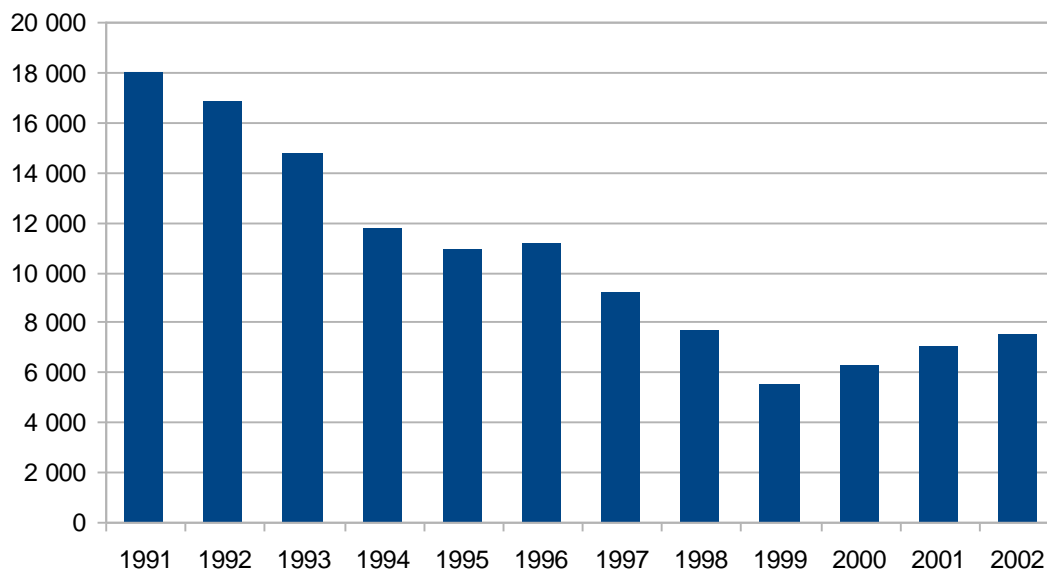
La hausse de la production observée à partir de 1995 est due notamment à l'exploitation du champ de Tengiz qui augmente sensiblement entre 1995 et 1997, comme en témoigne le Tableau XIII. B : La production de pétrole de *TengizŠevrOjl* (en millions de tonnes et en pourcentage de la production totale du Kazakhstan), en annexe.

### III. B. Le raffinage au Kazakhstan

Le diagramme N°17 ci-dessous montre une diminution de la production de produits raffinés, quasi ininterrompue depuis l'indépendance, avec une légère reprise à partir de l'année 2000.

Les raffineries d'Atyrau, de Pavlodar et de Čimkent ont une capacité totale de 18 millions de tonnes par an. Au cours de la seconde moitié des années 1990, les besoins du Kazakhstan en produits raffinés, de l'ordre de 10 millions de tonnes par an, ne sont pas couverts par la production nationale. En effet, celle-ci baisse entre 1991 et 1999 pour remonter très légèrement jusqu'en 2002. Une des explications réside dans le fait que les producteurs de pétrole misent davantage sur les exportations que sur la vente sur le marché intérieur. Malgré l'élaboration par le gouvernement de plans annuels d'approvisionnement des trois raffineries, les livraisons de pétrole restent irrégulières et insuffisantes en raison de la grande différence entre les prix du pétrole à l'export et ceux du marché intérieur. Ainsi, en 2000, cet approvisionnement n'est que de 6,4 millions de tonnes, au lieu des 10 nécessaires pour couvrir les besoins nationaux.

**Diagramme N°17 : La production de produits raffinés au Kazakhstan, 1991-2002 (en milliers de tonnes)**

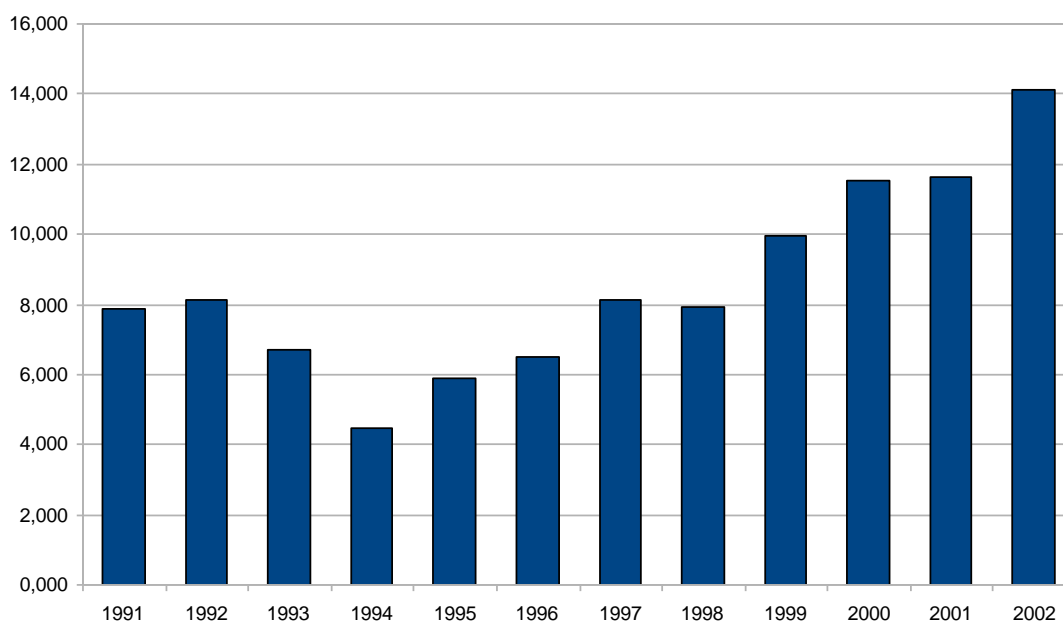


Source : Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques.

### III. C. La production de gaz kazakhstanais

La production de gaz naturel s'est développée lentement au Kazakhstan. Elle se monte à 7,1 milliards de m<sup>3</sup> en 1990 et 7,9 milliards de m<sup>3</sup> en 1991. Comme celle du pétrole et pour les mêmes raisons, elle décroît entre 1992 et 1994 puis amorce une augmentation jusqu'en 2002, date à laquelle elle atteint les 12,3 milliards de m<sup>3</sup>, niveau très supérieur à celui du début de l'indépendance.

**Diagramme N°18 : La production de gaz au Kazakhstan 1991-2002 (en milliards de mètres cubes)**



Source : Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques.

Quant au classement par région pour la production de gaz, la première est celle d'Atyrau avec plus de la moitié de la production nationale, suivie de celles du Kazakhstan Ouest et de Mangistau (Cf. Tableau XIII. C : La production de gaz par régions en 2002 au Kazakhstan, en annexe).

#### ***IV. La production d'hydrocarbures au Turkménistan***

Au Turkménistan, la répartition géographique des gisements s'étend des rives de la mer Caspienne, à l'Ouest, jusqu'aux frontières sud-est du pays avec l'Iran et l'Afghanistan et au Nord-Est, à proximité de la frontière avec l'Ouzbékistan. Les blocs géologiques d'hydrocarbures au Turkménistan sont au nombre de huit<sup>1758</sup>. Les trois *velaât* qui concentrent, aujourd'hui, les plus grandes richesses en hydrocarbures sont ceux de Balkan, Lebap et de Merv.

##### **IV. A. La production de pétrole turkmène**

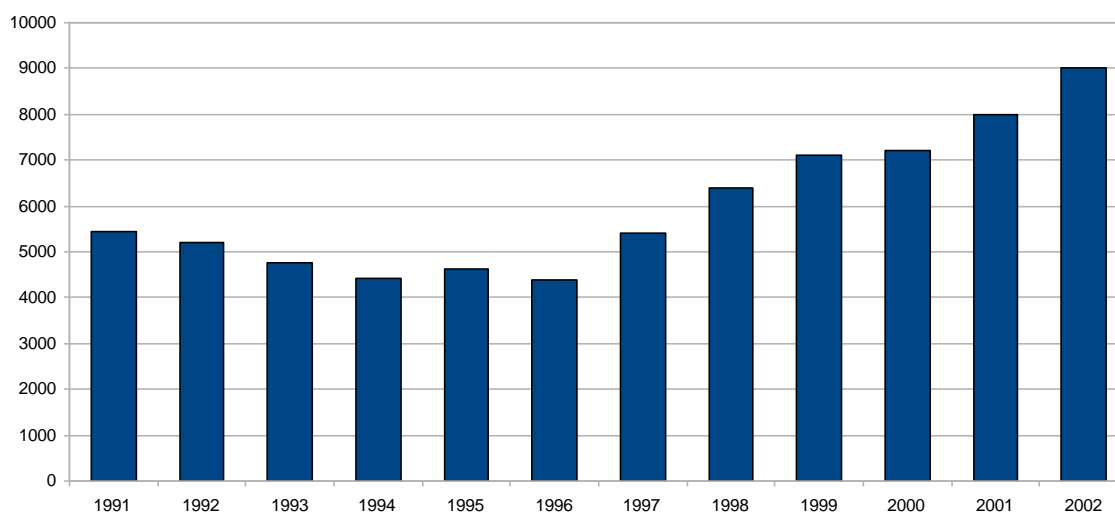
Les principaux gisements de pétrole sont proches de la côte de la mer Caspienne. Ce sont Nebit-Dag et Kotur-Depe qui appartiennent à la même structure géologique que celle de la

<sup>1758</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 49-51.



péninsule d'Apchéron (Azerbaïdjan). Le champ de Kotur-Depe était, au cours de la première moitié des années 1990, le plus grand producteur de pétrole du Turkménistan, contribuant à presque la moitié de la production. En 2002, 80% de la production de pétrole turkmène provient des deux gisements de Kotur-Depe et Barsa-Gel'mes<sup>1759</sup>, autre gisement conséquent avec celui de Kum-Dag. La production de pétrole *off-shore* est faible - environ 400 000 tonnes par an<sup>1760</sup> - (pour une production totale de 4,4 millions de tonnes en 1993), en ces premières années d'indépendance.

**Diagramme N°19 : La production de pétrole au Turkménistan 1991-2002 (en milliers de tonnes)**



Sources : Goskomstat Turkmenistana, *Turkmenistan v cifrah v 1995 g.*, Kratkij statističeskij sbornik, Ašgabad : 1996, p. 42 ; British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 7.

Ce diagramme N°19 met en évidence une évolution de la production de pétrole turkmène très semblable à celle du pétrole kazakhstanais, même si les volumes produits par le Turkménistan restent très inférieurs à ceux du Kazakhstan. Cette évolution est marquée par une décroissance jusqu'en 1996 puis une hausse jusqu'en 1999, suivie d'une stagnation en 2000 et une nouvelle hausse jusqu'en 2002. Sur la période 1994-2002, le Turkménistan augmente sa production de pétrole<sup>1761</sup>, qui passe de 4,2 à 9 millions de tonnes, afin de compenser ses difficultés à

<sup>1759</sup> Kirillov Denis, Gazovij roman dvuh presidentov : Za čto Vladimir Putin polûbil Turkmenbaši, *Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana"*, 22 avril 2003.

<sup>1760</sup> Sagers Matthew J., *The oil industry in the southern-tier former Soviet republics*, op. cit., p. 291.

<sup>1761</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 19.

exporter son gaz. En 1998, environ un million de tonnes (sur un total de 6,4 millions) est produit par des sociétés étrangères<sup>1762</sup>.

#### IV. B. Le raffinage au Turkménistan

Le Turkménistan possède les deux raffineries de Turkmenbaši (ex-Krasnovodsk, Cf. Chapitre II), et celle de Seidi / Čardžou construite à proximité de la frontière avec l'Ouzbékistan. Elles ont, au total, une capacité (nominale) de 6 millions de tonnes par an. La raffinerie de Turkmenbaši traite la majeure partie du pétrole turkmène. Mais ses principales unités de distillation datant des années 1960, des investissements en vue de leur modernisation étaient nécessaires à la fin des années 1990. Au printemps 2001, près de 1,5 milliard de dollars a été investi dans cette raffinerie par la société française *Technip* et la société d'ingénierie iranienne NINISC, pour augmenter l'efficacité de raffinage du pétrole de 64% à 82%. Un centre y a également été ouvert afin de former le personnel à l'exploitation et aux opérations de maintenance des nouveaux équipements<sup>1763</sup>. Les chiffres de production des deux raffineries ne sont pas disponibles facilement, le chiffre de 5,7 millions de tonnes (dont 3 exportés) est donné pour l'année 2002<sup>1764</sup>.

#### IV. C. La production de gaz turkmène

Le Turkménistan était le quatrième producteur mondial de gaz au début des années 1990. Au cours de la première moitié des années 1990, le gaz consommé à l'intérieur du pays est utilisé essentiellement pour produire de l'électricité. Le diagramme N°20 de la production de gaz turkmène (ci-dessous) ne ressemble pas à celui de la production kazakhstanaise.

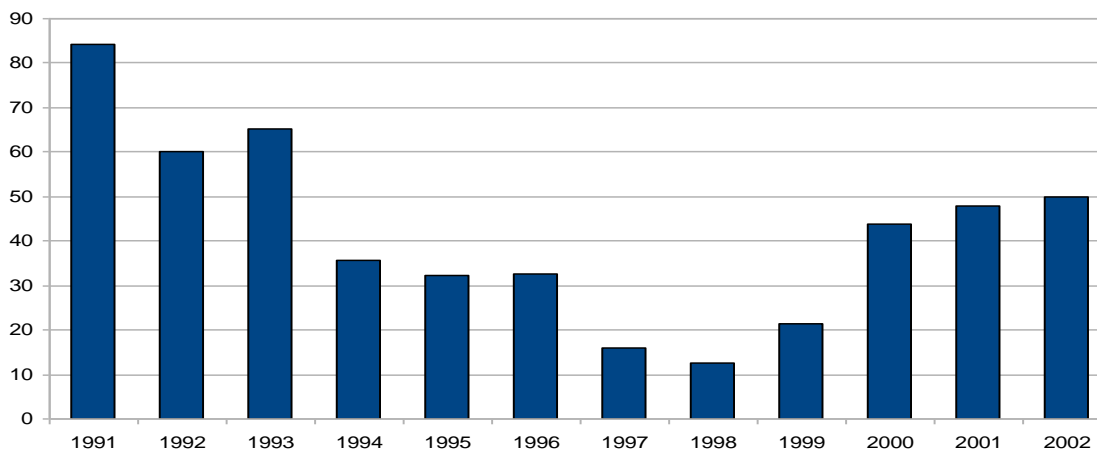
---

<sup>1762</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 19.

<sup>1763</sup> Turkmenbashi Oil Refinery launches new catalytic cracking complex, *The Times of Central Asia*, Volume 6, issue #11 - 18-06-2001. Publié aussi sur le site [www.gasandoil.com/news/central\\_asia/052892bf70365170f524fef55edae0b8](http://www.gasandoil.com/news/central_asia/052892bf70365170f524fef55edae0b8), le 11 mai 2001.

<sup>1764</sup> Kirillov Denis, *Gazovij roman dvuh presidentov : Za čto Vladimir Putin polúbil Turkmenbaši*, op. cit.

**Diagramme N°20 : La production de gaz au Turkménistan, 1991-2002 (en milliards de mètres cubes)**



Sources : Goskomstat Turkmenistana, *Turkmenistan v cifrah v 1995g.*, *Kratkij statističeskij sbornik*, Ašgabad : 1996, p. 42 et British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 22.

La diminution de la production est plus irrégulière, plus importante et atteint son point le plus bas plus tardivement qu'au Kazakhstan (1998 au lieu de 1994). Ceci est lié aux conditions des exportations, évoquées au chapitre suivant (chapitre XIV). En 2002, la production de gaz turkmène a diminué de 36,5% par rapport à celle de 1991, avec un effondrement au cours de la seconde moitié des années 1990. Suite à la restructuration du secteur en 1998, la production et les exportations de gaz augmentent en 1999 et 2000.

## Chapitre XIV

### Les échanges d'hydrocarbures des deux pays indépendants

Cet avant dernier chapitre traite des conditions d'exportations (évolution des infrastructures et création de sociétés de transport) et de l'évolution des prix du gaz turkmène, notamment. Il présente les chiffres (en volume et en valeur) des échanges des deux pays centrasiatiques, ce qui n'avait pu être fait pour la période soviétique. À partir de 1991, ces échanges, n'étant plus comptabilisés dans ceux de l'URSS disparue, participent à la croissance du commerce international - cette croissance pouvant « être attribuée à un effet de "révélation" du commerce qui se produisait au sein d'autres cadres statistiques »<sup>1765</sup>. Le dernier paragraphe est consacré à l'évolution des différents types de rentes perçues par les deux pays, selon divers indices.

Le développement de ces échanges d'hydrocarbures au cours des années 1990 pose notamment la question de l'insertion de ces deux pays sur les marchés internationaux. Selon J -P. Angelier, les marchés internationaux des hydrocarbures sont caractérisés par des rapports de force favorables aux demandeurs, car structurellement, ils confèrent un certain pouvoir aux acheteurs : « Les exportateurs s'engagent dans les échanges internationaux de leurs richesses naturelles sans parvenir à imposer leurs choix stratégiques et ils maîtrisent donc mal leur insertion sur ces marchés »<sup>1766</sup>. De par l'enclavement du Kazakhstan et du Turkménistan et de leurs infrastructures de transport héritées de l'histoire soviétique, un certain pouvoir a été structurellement conféré à un de leurs acheteurs, à savoir la Russie. En conséquence, la société russe *Gazprom* a été l'un de leurs partenaires obligés dans le domaine du transport, via des sociétés mixtes. Mais le Kazakhstan et le Turkménistan vont développer peu à peu d'autres infrastructures et mener des politiques distinctes. Leur insertion sur ces marchés ne se déroule pas au même rythme, même si les stratégies d'exportations s'élaborent sur le long terme, notamment parce que le premier est plutôt exportateur de pétrole tandis que le second exporte principalement du gaz. Or les modalités d'exportation de ces deux produits sont différentes, en raison de la contrainte des investissements. Les exportations de gaz dépendent essentiellement des infrastructures, à condition qu'un marché existe : « la majorité des coûts sont engagés dans le transport du gaz, et non dans sa production. De très lourds

---

<sup>1765</sup> Sapir Jacques, *La démondialisation*, Paris : Editions du Seuil, 2011, p. 20.

<sup>1766</sup> Angelier Jean-Pierre, op. cit., p. 3.

*investissements en amont sont nécessaires avant de pouvoir générer un seul dollar de revenu (un champ de gaz naturel n'a aucune valeur tant qu'il n'est pas relié par un gazoduc à l'utilisateur final ou au moins au réseau existant). Il faut donc un financement à long terme pour amortir sur plusieurs années les investissements initiaux. Le financement des réseaux de transport est l'élément qui influe le plus sur le coût du gaz.* »<sup>1767</sup>. « *S'il veut constituer une capacité d'offre de longue durée de vie (un gisement produit pendant au moins trente ans), un producteur de gaz doit engager des dépenses massives. Plutôt que de tabler sur un prix dont le niveau dépend de la conjoncture, il préfère généralement passer des contrats de long terme avec un acheteur régulier, les quantités et les prix étant fixés une fois pour toutes. Cette modalité traditionnelle pour les échanges gaziers internationaux garantit, en effet, la rentabilité des investissements. Or, les États producteurs capables de réaliser de très lourdes dépenses d'infrastructure ne sont pas légion. Pas plus que les États acheteurs qui peuvent s'engager sur une très longue durée.* »<sup>1768</sup>. Au début de ces années 1990, ni le Kazakhstan, ni le Turkménistan n'a les moyens de financer de nouvelles infrastructures de transport d'hydrocarbures. Ce n'est qu'une dizaine d'années après leur indépendance qu'ils commencent à s'affranchir de cette dépendance, notamment à la faveur des investissements de la Chine.

### ***I. Les infrastructures du transport du gaz turkmène et du pétrole kazakh***

Jusqu'au début des années 2000, le gaz turkmène est principalement évacué par le réseau soviétique Asie centrale-Centre (*Srednââ Aziâ-Centr*), dont les tronçons situés sur le territoire du Turkménistan n'auraient pas été, du reste, suffisamment entretenus sous la présidence de S. Niazov<sup>1769</sup>. Ces tronçons qui acheminent le gaz vers la Russie, sont la propriété des *koncern Turkmenneft'*, *Turkmengaz* et de l'entreprise publique *Turkmenneftegaz*. L'unique autre voie hors CEI d'exportation du gaz turkmène est le gazoduc vers l'Iran, Korpedže – Kurt-Kui, qui entre en service en 1997. Il est alors le seul tube non contrôlé par la Russie (jusqu'en 2009). Sa construction, d'un coût de 190 millions de dollars, a été financée à 80% par l'Iran et le reste par le Turkménistan. Il est complété par le tronçon Artyk-Lûtfabad-Derageze (dans le Nord de l'Iran) en 2000. Quant aux oléoducs, le Turkménistan n'en dispose pas pour l'exportation vers des pays hors CEI<sup>1770</sup>. Avant 2002, le pétrole kazakh est essentiellement transporté vers la mer Baltique et les marchés européens *via* les pays de la CEI, par l'oléoduc Atyrau-Samara<sup>1771</sup>, qui

---

<sup>1767</sup> Guillet Jérôme, Gazprom, partenaire prévisible : relire les crises énergétiques Russie- Ukraine et Russie-Belarus, *Russie. NEI.Visions*, mars 2007, n°18, p. 19.

<sup>1768</sup> Angelier Jean-Pierre, Géopolitique du gaz : les défis et les chances, *Politique internationale*, printemps 2006, n°111.

<sup>1769</sup> Berdyev Ajša, Volkov Vitalij, Turkmeniâ: 2 milliarda v trubu, *Deutsche Welle*, 7 juin 2010.

<sup>1770</sup> Wood Mackenzie, Country Overview, Turkmenistan, op. cit., p. 44.

<sup>1771</sup> L'oléoduc Atyrau-Samara est construit en 1970, il porte alors le nom de Uzen'-Gur'ev-Kujbyšev.

relie le Kazakhstan à la Russie. *KazTransOjl* et *Transneft*<sup>1772</sup> en sont les copropriétaires<sup>1773</sup>. C'est la voie d'exportation du pétrole la moins chère pour le Kazakhstan.

Afin de s'affranchir de cette dépendance vis-à-vis de la Russie pour l'ensemble du secteur des hydrocarbures, le gouvernement du Kazakhstan élabore une stratégie de développement du secteur et de ses exportations. Elle est entérinée par une ordonnance (*rasporáženie*) du Premier ministre, datée du 22 février 1995. Outre la construction d'une raffinerie à Mangistau, la modernisation de celle de Čimkent et la remise en état du gisement d'Uzen', elle comprend la construction du tube Caspian Pipeline Consortium (CPC), destiné aux exportations vers le port russe de Novorossijsk. Long de 1 510 km, le tube CPC (d'une capacité de 28,2 millions de tonnes par an, en 2001<sup>1774</sup>) relie le champ de Tengiz<sup>1775</sup> au port russe de Novorossijsk, et passe donc toujours sur le territoire de la Russie. Il est achevé en novembre 2001 (l'Institut *KaspijMunajGaz* a participé à la construction du tube Caspian Pipeline Consortium en 1999-2001) et c'est l'unique oléoduc qui ne soit pas contrôlé par *Transneft* à ce jour<sup>1776</sup>. Il transporte 1 million de tonnes en 2001 puis 12,5 millions l'année suivante<sup>1777</sup>. Son financement est assuré par le consortium du même nom, instauré en juin 1992 par le Kazakhstan et le Sultanat d'Oman, rejoints ensuite par l'Azerbaïdjan, la Russie, *Chevron*, *Amoco*, *AGIP*, *British gas*, *British Petroleum*, *Elf Aquitaine*, *Unocal*. Il est donc constitué par trois États : la Fédération de Russie (24%), le Kazakhstan (19%) et le Sultanat d'Oman (7%), ainsi que par les compagnies *Chevron Caspian Pipeline Company* (15%), *LukArco B.V.* (12,5%) et *Mobil Caspian pipeline Company* (7,5%)<sup>1778</sup>.

---

<sup>1772</sup> *Transneft* est l'héritière de l'organisme soviétique *Glavtransneft*, lui-même créé en 1970, au sein du ministère du Pétrole de l'URSS. Pratiquement toute la production de pétrole soviétique est achetée par l'organisme du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS, *Glavtransneft*. *Glavtransneft* a le monopole des livraisons de pétrole aux raffineries et du commerce international pour les hydrocarbures. Source : Kargžanov Z. K., Rahmetova K. G., Treubergenov M. A. et al., *Teoriâ i metodika ustanovleniâ platy za ispol'zovaniâ mineral'nyh resursov* : (Na primer cv., čer; metallurgii i neft. Prom-sti Kazahstana), Alma-Ata : Institut èkonomiki , 1992, p. 127.

<sup>1773</sup> Cohen Ariel, *Kazakhstan : the Road to Independence, Energy policy and the birth of a Nation*, Central-Asia Caucasus Institute, Silk Road Studies Program, 2008, p. 131.

<sup>1774</sup> Si les volumes réels transportés avoisinaient la capacité totale, alors le CPC évacuait environ 70% de la production totale du Kazakhstan.

<sup>1775</sup> Situé au Nord Est de la mer Caspienne, le champ de Tengiz a été découvert dans les années 1970.

<sup>1776</sup> Dellecker Adrian, *Caspian pipeline consortium baromètre du climat d'investissement en Russie ?*, Russie.NEI. Visions, IFRI, juin 2008, n°31, p. 9.

<sup>1777</sup> Keller Peter M., Mathieu Paul, Bacalu Veronica [et al.], *Republic of Kazakhstan: Selected Issues and Statistical Appendix*, IMF Country Report N°03/211, July 2003, p. 8.

<sup>1778</sup> Source : site du consortium.

## II. Les sociétés de transport des hydrocarbures du Turkménistan et du Kazakhstan

C'est la société *KazTransOjl*, citée plus haut, qui est chargée du transport de pétrole (Cf. chapitre XI). *KazTransOjl* versait, au titre d'impôts, au budget du Kazakhstan en 1998, 2 998 millions de tenge sur les 309,5 milliards de recettes totales du budget du pays (soit 0,96%).

Pour le commerce pour son gaz, le Kazakhstan possède une société de transport (intérieur et international). Il s'agit de *KazTransGaz*, créée par décret gouvernemental en février 2000, et filiale de *KazTransOjl*. *KazTransGaz* a une filiale *Intergaz Central'naâ Aziâ* créée (avant elle...) en juillet 1997 pour succéder à *Tractebel*, et qui est l'opérateur des gazoducs (soit 14 000 km de tubes) au Kazakhstan. En 2001, son résultat net de 10,6 milliards de tenge était multiplié par trois par rapport à l'année précédente.

Par ailleurs, en juin 2002, KMG fonde, avec *Gazprom*, la société mixte *KazRosGaz* (50% des parts chacune), suite à l'accord de coopération signé le 8 novembre 2001 pour 10 ans (Cf. chapitre XII). *KazRosGaz* vend le gaz du Kazakhstan, y compris celui de Karaçaganak qui approvisionne la raffinerie russe d'Orenbourg. Les volumes livrés à cette raffinerie ne sont pas connus<sup>1779</sup>.

Au Turkménistan, c'est *Turkmenneft'* qui gère les oléoducs. L'une des premières sociétés qui a transporté le gaz du Turkménistan indépendant vers l'Ukraine, a été l'ukrainienne *Respublika*, dirigée par Ihor Bakai de 1994 à 1995. Cette société achète la dette gazière de l'Ukraine qui s'élève à près de 800 millions de dollars (ou à 671,9 millions de dollars, en 1993 selon une autre source<sup>1780</sup>), lorsque Aşgabad interrompt ses livraisons à l'Ukraine en février 1994, pour non-paiement de ses factures. L'accord prévoit le paiement, en devises fortes, de 275 millions de dollars par *Respublika* au Turkménistan et le solde en marchandises. Mais la société privée ukrainienne ne parvient pas à effacer la dette gazière de l'Ukraine et les livraisons sont de nouveau interrompues en novembre 1994<sup>1781</sup>. Selon M-A. Eyl Mazzega, « *Respublika est l'exemple type de la société intermédiaire qui permet la corruption et le détournement au profit des élites* »<sup>1782</sup>. La société qui prend la suite de *Respublika*, en tant qu'intermédiaire entre l'Ukraine et le Turkménistan, est la société mixte *Turkmenrosgaz*, créée par *Gazprom* et

---

<sup>1779</sup> Cohen Ariel, *Kazakhstan : the Road to Independence, Energy policy and the birth of a Nation*, op. cit., p. 164.

<sup>1780</sup> Eyl-Mazzega Marc-Antoine, L'Ukraine, entre la Russie et l'Union européenne : acteurs, règles et organisation des échanges gaziers, op. cit., p. 354.

<sup>1781</sup> Global Witness, It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade, op. cit., p. 33.

<sup>1782</sup> Eyl-Mazzega Marc-Antoine, L'Ukraine, entre la Russie et l'Union européenne : acteurs, règles et organisation des échanges gaziers, op. cit., p. 354.

le Turkménistan, avec le concours du vice-président du Conseil des ministres et ministre de l'Economie du Turkménistan, Valerij Otčercov entre 1992 et août 1996<sup>1783</sup>. L'accord est conclu en novembre 1995 et la signature des documents instaurant la société, a lieu en août 1996. Les parts de la société mixte sont distribuées ainsi : *Turkmenneftegaz* : 51%, *Gazprom* : 45% et *Itera International Energy corporation* : 4%. À la fin des années 1990, 44% des parts de la société par actions russo-turkmène *Turkmenrosgaz* sont cédées à *Gazprom* afin de garantir l'exportation de gaz à travers la Russie<sup>1784</sup>. La société mixte détient les droits sur toutes les ventes de gaz<sup>1785</sup>. *Turkmenrosgaz* a pour ministère de tutelle celui de l'Industrie du gaz et du pétrole et des ressources minérales du Turkménistan. Son directeur est Hodžamuhamed Orazovič Orazov depuis avril 1996. En faillite, elle est dissoute en juin 1997. S. Niazov accuse alors *Itera* d'avoir concouru à la disparition de *Turkmenrosgaz*, ce à quoi *Itera* répond que cette faillite est due aux opérations de *barter* avec l'Ukraine<sup>1786</sup>. Et alors que S. Niazov était prêt à envisager des relations directes avec l'Ukraine, le président de *Gazprom* Rem Vâhirev se prononce contre cette option et impose la société *Itera* comme nouvel intermédiaire. *Itera* va alors, du reste, devenir le plus gros fournisseur de gaz sur les marchés de la CEI.

Jusqu'en 1996, l'achat de gaz turkmène par *Gazprom* s'effectuait sur la base d'accords intergouvernementaux à court terme. La Russie tentait, sans succès, d'obtenir la signature d'un contrat sur le long terme ainsi que la création d'une société mixte pour le transport de « l'or bleu ». En effet, tout au long des années 1990, le Turkménistan ne passe pas de contrat de long terme avec un acheteur régulier, des quantités et des prix fixés « une fois pour toutes » (avec des réajustements annuels), à l'exception de celui avec l'Iran pour des livraisons de 8 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an, à partir de la mise en service du gazoduc Korpedže – Kurt-Kui.

La société *Itera* est créée en février 1994 (ou 1992<sup>1787</sup>), aux États-Unis<sup>1788</sup>, par Igor' Makarov<sup>1789</sup>. Ses liens avec le gouvernement turkmène sont évidents, selon *Global Witness* qui cite I. Makarov lui-même : « *la situation privilégiée dont a bénéficié Itera au Turkménistan est due notamment à la présence de certains de mes amis d'enfance au sein du*

---

<sup>1783</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1784</sup> Abišev Adel', *Kaspj : neft' i politika*, op. cit., p. 157.

<sup>1785</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 50.

<sup>1786</sup> Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, op. cit., p. 34.

<sup>1787</sup> Kolesnikov Sergeï, *Itera makes its move up*, *The Russia Journal*, 27 September 1999, p. 17.

<sup>1788</sup> La société existait avant cette date et faisait commerce de sucre entre l'Ukraine et le Turkménistan ; elle aurait changé de structure pour gagner en respectabilité (source : Eyl-Mazzega, Marc-Antoine, *L'Ukraine, entre la Russie et l'Union européenne : acteurs, règles et organisation des échanges gaziers*, op. cit., p. 355).

<sup>1789</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.



*gouvernement* »<sup>1790</sup>. C'est essentiellement à partir de 1997<sup>1791</sup>, que la société *Itera* prend le contrôle des livraisons de gaz turkmène à l'Ukraine (date à laquelle V. Otčercov devient premier vice-président du groupe *Itera*), jusqu'en 2002. Mais dès 1997, un différend oppose Ašgabad à *Itera*, qui aboutit à l'interruption des exportations à la Russie. Elles ne reprendront qu'en 1999.

Car c'est à son arrivée à la tête de la Russie en 1999, que Vladimir Poutine manifeste un intérêt croissant pour le Turkménistan. Il charge le nouveau patron de *Gazprom*, Aleksej Miller, de reprendre le contrôle d'actifs de la société dont certains se trouvaient sous la coupe d'*Itera*. Il s'agissait surtout d'obtenir ce que B. Eltsine n'avait pu faire, à savoir assurer les approvisionnements de la Russie sur le long terme. En 2002, les marchés de la CEI deviennent plus rentables (notamment en raison de la hausse du prix du baril), et *Gazprom* envisage de laisser moins de parts de marché à *Itera*<sup>1792</sup>. En novembre 2002, *Gazprom* réduit le volume de gaz qu'*Itera* fournit à l'Ukraine puis rompt son contrat avec celle-ci<sup>1793</sup>. L'estimation du prix du gaz vendu est rendue difficile par la pratique du *barter* sur une grande partie des volumes fournis à la Russie, qui n'étaient toutefois pas importants. La plus grande partie était destinée à l'Ukraine.

Les paragraphes suivants établissent que les grandes règles de formation des prix des hydrocarbures n'ont pas été étendues au commerce international du pétrole kazakh et du gaz turkmène après l'indépendance et jusqu'après les années 2000.

### ***III. Les échanges d'hydrocarbures du Kazakhstan indépendant***

En 1991, les matières premières et les biens intermédiaires constituent 90% des exportations totales du Kazakhstan<sup>1794</sup> et les exportations de pétrole et de gaz naturel prennent une part de plus en plus importante dans la balance du commerce extérieur de ce pays et assurent une part importante des rentrées de devises.

En septembre 1992, lorsque le Premier ministre S. Terešenko déclare que l'un des buts de la politique énergétique du pays consiste à mettre fin à la dépendance au pétrole russe<sup>1795</sup>, le Kazakhstan importe du pétrole à un prix 66% plus élevé que celui qu'il exporte. Ce qui lui

---

<sup>1790</sup> Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, op. cit., p. 34.

<sup>1791</sup> “Gazprom” potesnit “Iteru”, *Vedomosti*, 11 juin 2002.

<sup>1792</sup> Ibid.

<sup>1793</sup> Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, op. cit., p. 36.

<sup>1794</sup> *Izteleouov Beisenbay, Kazakhstan*, op. cit., p. 372.

<sup>1795</sup> Sagers Matthew J., *Long-Term Plans for Oil and Gas Sector in Kazakhstan*, op. cit., p. 67.

coûte 150 millions de dollars en 1993<sup>1796</sup>. La situation change en 1997 (date de la création de la société *Intergaz Central'naâ Aziâ*) d'après le tableau N°30 (Comparaison entre les prix du baril de pétrole importé et exporté par le Kazakhstan et celui du Brent entre 1997 et 2002). Le prix du baril de pétrole importé ou exporté est inférieur au cours du Brent entre 1997 et 2002, donc le Kazakhstan est alors « gagnant » en important du pétrole. Dans certains de ses rapports sur le Kazakhstan, le FMI fournit les prix des matières vendues et achetées par ce pays entre 1997 et 2002.

Ces différents prix du baril de pétrole exporté par le Kazakhstan varient selon le destinataire. Le prix du baril de pétrole exporté par le Kazakhstan, donné par le FMI dans tableau N°30, est toujours inférieur à celui du baril de Brent entre 1997 et 2002. Il est toutefois supérieur à celui du baril vendu au reste de la CEI en 2001 et 2002 et il est inférieur à celui “vendu” aux paradis fiscaux que sont les îles Bermudes et îles Vierges.

Cela est cohérent avec la comparaison du prix de vente à la Russie et le prix du baril de Brent. En effet, selon les informations du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière, le prix de vente du pétrole de Karažanbas à la Russie était de 140 tenge la tonne<sup>1797</sup>, soit 19,17 tenge (0,13 dollar) le baril, en 2000<sup>1798</sup>. Le prix du baril de Brent est alors de 28,5 dollars courants 2000, soit 4 050,7 tenge le baril (au cours d'environ 142,13 tenge le dollar en 2000). La différence entre le prix de vente à la Russie et le prix du Brent est très significative. Ces conditions de vente du pétrole kazakh sont similaires à celles du gaz turkmène que la Russie achète à un prix bien inférieur à celui auquel elle le revend à l'Europe, notamment après 2000, lorsque les prix de vente à l'Europe sont très élevés<sup>1799</sup>.

---

<sup>1796</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 94.

<sup>1797</sup> [www.kase.kz/news/show/92402](http://www.kase.kz/news/show/92402).

<sup>1798</sup> Une tonne vaut 7,3 barils.

<sup>1799</sup> Milov Vladimir, *Ups and downs of the Russia-Turkmen relationship*, op. cit., p. 92.

**Tableau N°30 : Comparaison entre les prix du baril de pétrole importé et exporté par le Kazakhstan et celui du Brent entre 1997 et 2002**

En dollar courant	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Cours du baril de Brent	19,09	12,72	17,97	28,50	24,44	25,02
Prix du baril de pétrole importé par le Kazakhstan	13,19	9,69	4,09	10,84	13,56	12,05
Prix du baril de pétrole exporté par le Kazakhstan	13,97	11,06	11,80	21,01 / 21,91	18,90	17,53
Prix du baril de pétrole exporté vers la CEI					14,52	10,2
Prix du baril de pétrole exporté vers les îles Bermudes					20,80	22,26
Prix du baril de pétrole exporté vers les îles Vierges					19,56	19,47

Sources : International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, p. 93-94. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28-29 ; Mežgos.stat. Kom. Sodružestva Nezavis. Gosudarstv, *Vnešnââ trgovlâ stran Sodružestva Nezavisimyh Gosudarstv*, External trade of the CIS countries : Stat.sb. / M. Mežgos.stat. Kom. SNG, 2003, p. 189.

### III. A. Le Kazakhstan, exportateur net de pétrole

En 1992, le Kazakhstan est la seule république ex-soviétique à être exportatrice nette de pétrole brut<sup>1800</sup>. En 1996, 73% du volume des exportations de pétrole étaient destinés aux républiques ex soviétiques, leur part tombe à 29% en 2000<sup>1801</sup>. Cette part tombe encore à 21,2%, avec 70 000 barils destinés aux acheteurs à l'extérieur de la CEI en 1997, sur une moyenne de 330 000 barils exportés par jour (soit environ 64% de sa production)<sup>1802</sup>. En juin 2002, le Kazakhstan signe un accord pour le transport de pétrole sur 15 ans avec la Russie, en vertu duquel le Kazakhstan s'engage à exporter au moins 17,4 millions de tonnes par an (350 000 barils par jour) de pétrole brut par l'oléoduc appartenant à *Transneft*'. Auparavant, le Kazakhstan ne pouvait faire passer que 2 millions de tonnes de pétrole par an via *Transneft*', et *KazMunajGaz* a dû batailler pour augmenter ce quota<sup>1803</sup>.

Comme le montrent les trois diagrammes ci-dessous (N°21 : Les échanges de pétrole du Kazakhstan (1991-2002) en millions de tonnes ; N 22 : Les échanges de gaz du Kazakhstan et

<sup>1800</sup> Sagers Matthew J., Long-term program for oil and gas sector in Kazakhstan, op. cit., p. 66.

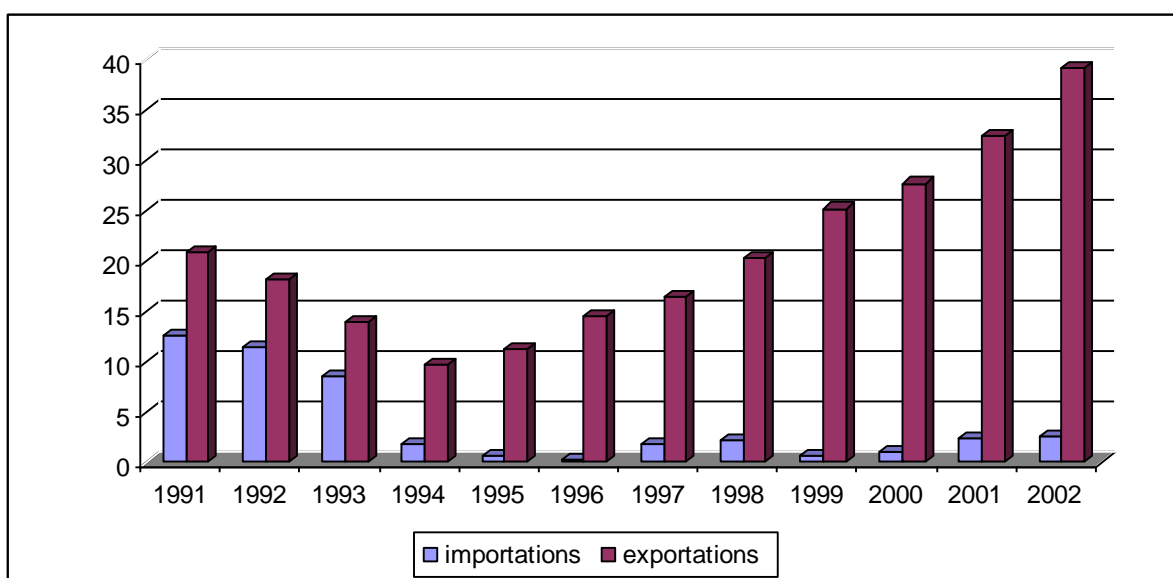
<sup>1801</sup> Economist Intelligence Unit, Kazakhstan Country Profile 2001, p. 33.

<sup>1802</sup> Ebel Robert E., The Geopolitics of Oil, Gas, and Ecology, In The Geopolitics of Oil, Gas, and Ecology in the Caucasus and Caspian Basin, May 16, 1998, Caucasus Conference Report, Institute of Slavic, East European, and Eurasian Studies Berkeley Program in Soviet and Post-Soviet Studies (University of California, Berkeley), Paper 1998 02-conf, p. 24.

<sup>1803</sup> Cohen Ariel, *Kazakhstan : the Road to Independence, Energy policy and the birth of a Nation*, op. cit., p. 126.

N°23 : Les échanges de produits pétroliers (Kazakhstan), les volumes des importations de pétrole et de gaz sur la période 1995-1999 diminuent, à l'exception de celui des produits pétroliers, ce qui correspond à la crise économique apparue en Russie et qui explique cette baisse des besoins en hydrocarbures. Mais on constate aussi que les volumes de pétrole importé restent très faibles par rapport aux volumes exportés après 1999 et qu'ils restent inférieurs à ceux d'avant 1993. Donc la dépendance du Kazakhstan est réduite, sauf pour les produits pétroliers.

**Diagramme N°21 : Les échanges de pétrole du Kazakhstan (1991-2002) en millions de tonnes**

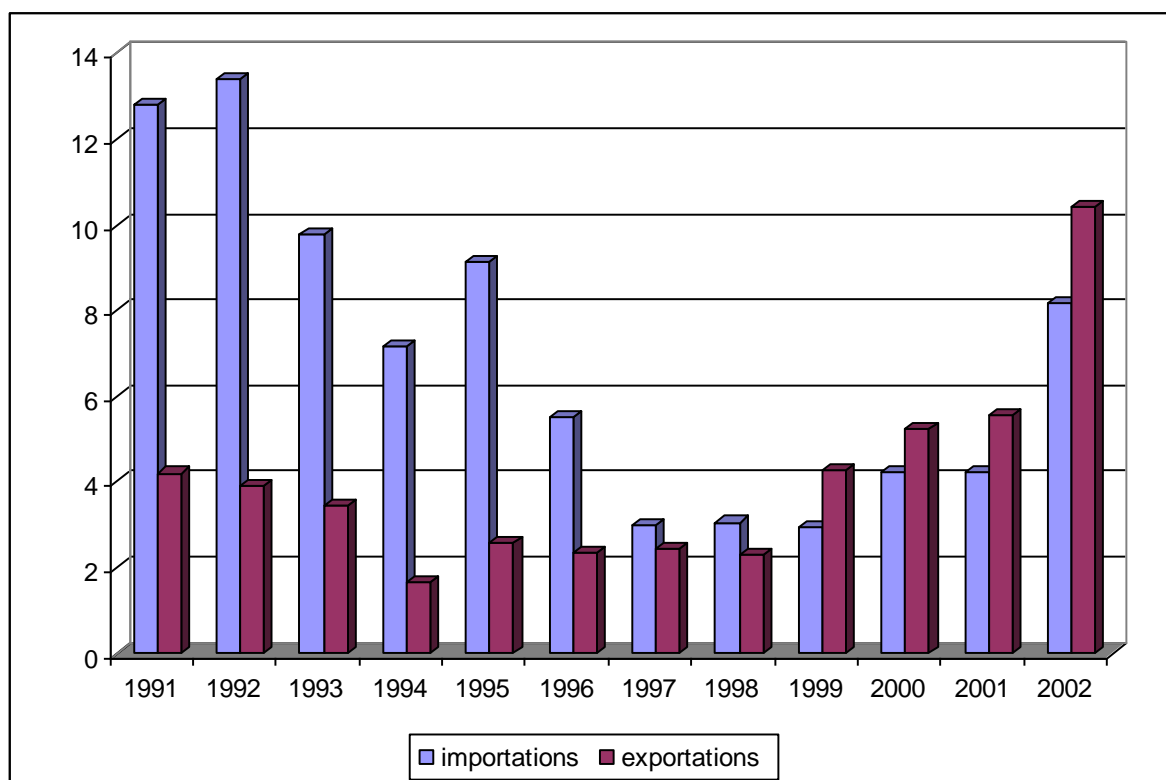


Source : Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2008*, August 2008, p. 3.

### III. B. Le Kazakhstan importateur net puis exportateur net de gaz

Les importations de gaz naturel du Kazakhstan diminuent drastiquement et de façon chaotique jusqu'en 1997-1998, pour augmenter modérément jusqu'en 2001 et puis plus fortement en 2002. Le diagramme N°22 : Les échanges de gaz du Kazakhstan, ci-dessous, présente une évolution très différente de celle des échanges de pétrole. Les importations de gaz diminuent tout en restant très supérieures aux exportations jusqu'en 1998-1999, puis elles augmentent jusqu'en 2002 tout en restant inférieures à ces exportations qui, elles, croissent fortement entre 1998 et 2002.

**Diagramme N°22 : Les échanges de gaz du Kazakhstan (en milliards de m<sup>3</sup>)**



Source : Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2008*, August 2008, p. 4.

Le pays est donc toujours importateur de gaz en 2002 (mais exportateur net) et la demande en gaz est située plutôt dans l'Est du pays tandis que la production se trouve dans l'Ouest du pays. La demande des consommateurs de l'Est du pays est satisfaite par des importations, entièrement contrôlées par *Itera*.

Puisqu'il n'existe pas de prix mondial du gaz (les marchés sont régionaux), il n'est pas possible de comparer le prix du gaz importé par le Kazakhstan avec un hypothétique prix mondial<sup>1804</sup>. En revanche, le FMI fournit des prix du gaz importé et exporté par le Kazakhstan, qui sont présentés dans le tableau XIV. A : Comparaison entre les prix du gaz

<sup>1804</sup> Au contraire de ce qui existe pour les marchés du pétrole, il n'existe pas de véritable marché international du gaz. Et ce pour plusieurs raisons. La première consiste en une rigidité technique de la chaîne gazière, qu'impose par exemple la construction de gazoducs transcontinentaux pour le transport terrestre. Les échanges internationaux du gaz naturel sont de moindre ampleur et plus concentrés que les marchés pétroliers. « Les flux internationaux apparaissent plutôt comme un ensemble de contrats bilatéraux » (Angelier Jean-Pierre, *Réflexions sur les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays exportateurs d'hydrocarbures*, op. cit., p. 9). Le marché international du gaz naturel se compose de différents marchés régionaux. C'est la raison pour laquelle il est difficile de parler de prix mondial. La formation des prix du pétrole diffère donc notablement de celle du gaz. Mais le gaz et le pétrole étant des produits très proches et substituables, leur offre est liée et leurs prix sont fortement corrélés. En général, les principaux composants du prix du gaz naturel sont : le prix de l'ensemble des équipements de surface installés à la sortie d'un puits de production, le coût du transport sur une longue distance. Du fait de son état gazeux, le gaz naturel coûte plus cher à transporter que son concurrent pétrolier et le coût de la distribution locale.

importé et exporté par le Kazakhstan entre 1995 et 2002, en annexe. Sur toute la période 1995-2002, les prix du gaz importé par le Kazakhstan sont très largement supérieurs à celui qu'il exporte. En 2000-2001, le prix moyen du gaz livré au Kazakhstan par *Itera* était de 37,8 dollars les 1 000 m<sup>3</sup>.

### III. C. Le Kazakhstan, exportateur net de produits pétroliers

Au tout début des années 1990, presque 85% du pétrole du Kazakhstan est exporté pour être raffiné en Russie (Samara, Volgograd et Orsk) et en Azerbaïdjan (Bakou)<sup>1805</sup>, le reste étant raffiné à Atyrau. Mais les taxes douanières appliquées au pétrole kazakh livré à la raffinerie russe d'Orsk<sup>1806</sup> sont relevées après l'indépendance, et les livraisons de pétrole par la société *Aktobemunajgaz* à la raffinerie deviennent non rentables. Ce pétrole est alors dirigé vers les raffineries nationales de Čimkent et de Pavlodar. L'évolution se dessine ainsi : en 1994, 66,1% du pétrole est destiné à Orsk, cette part descend à 10% en 1996. Inversement, 1,7% du pétrole kazakh était raffiné à Čimkent en 1994 et deux ans plus tard ce taux est de 26,3%<sup>1807</sup>. À la fin des années 1990, la part des produits pétroliers et celle des produits issus du traitement du gaz sont faibles dans les exportations totales du Kazakhstan.

Le Kazakhstan couvre 77% de ses besoins en produits raffinés en 1991 et il est alors traditionnellement importateur net de produits raffinés. Mais en 1995, il est exportateur net de produits pétroliers et il le reste jusqu'en 2002 (sauf en 1996 et 2000). Toutefois, le volume de ses importations oscille au-dessus de 0,5 million de tonnes jusqu'en 1999, puis il augmente jusqu'en 2001 malgré l'accroissement des capacités des raffineries de Čimkent et de Pavlodar. En 2002, ses importations d'essence sont en hausse par rapport à 2001 (446 985 contre 424 073 tonnes, en provenance à plus de 90% de la CEI<sup>1808</sup>).

---

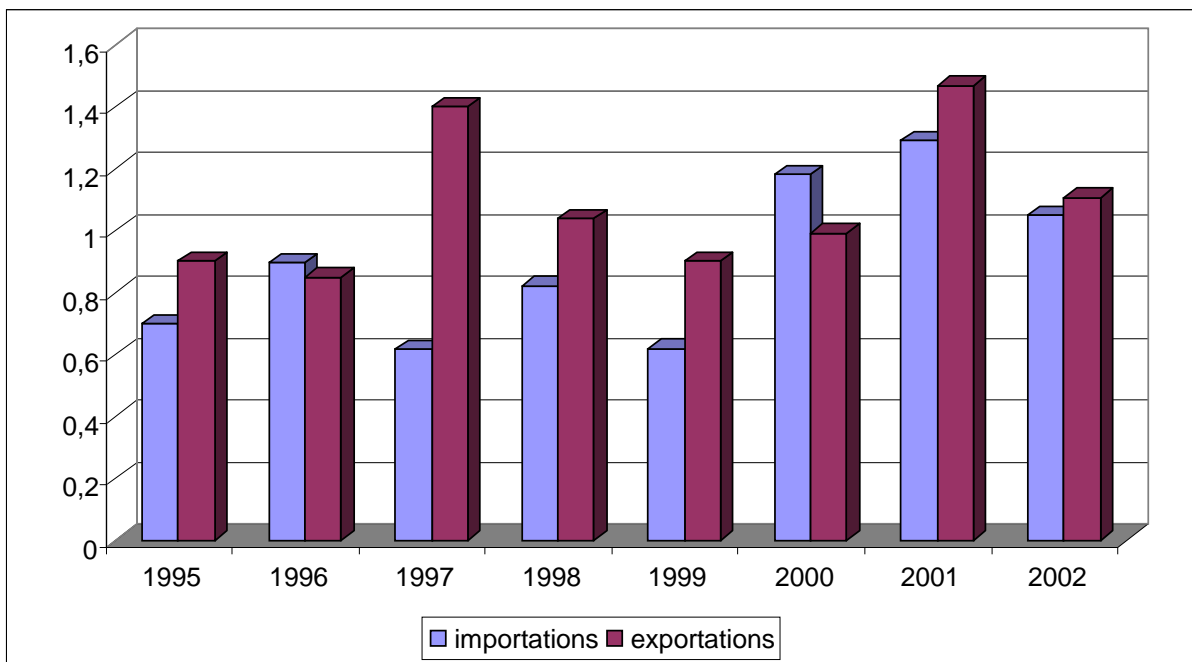
<sup>1805</sup> Sagers Matthew J., Long-Term Plans for Oil and Gas Sector in Kazakhstan, op. cit., p. 67.

<sup>1806</sup> Bajdosov Z. B., Sejttagambetov Ž. S., Sultangaliev G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 223.

<sup>1807</sup> Ibid., p. 223.

<sup>1808</sup> Mežgos.stat. Kom. Sodružestva Nezavis. Gosudarstv, *Vnešnââ torgovlâ stran Sodružestva Nezavisimyh Gosudarstv, External trade of the CIS countries* : Stat.sb. / M. Mežgos.stat. Kom. SNG, 2003, p. 199.

### Diagramme N°23 : Les échanges de produits pétroliers Kazakhstan (en millions de tonnes)



Sources : Hansen Leif, Figliuoli Lorenzo, Panth Sanjaya, Mourmouras Alex, Valila Timo, *Republic of Kazakhstan; Recent Economic Development*, IMF Staff Country Report, N°98/84, August 1998, p. 57 ; van der Mensbrugge Emmanuel, Mathieu Paul, Ross Paul, Semblat Romuald, Lehmann Alexander, Szekely Istvan, *Republic of Kazakhstan : selected issues and statistical appendix*, IMF Country report N°01/20, January 2001, p. 68 ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28.

Entre 1996 et 2002, le Kazakhstan paie beaucoup plus cher les produits raffinés qu'il ne les vend, comme le montre le tableau XIV. B : Comparaison entre les prix des produits raffinés importés et exportés par le Kazakhstan entre 1995 et 2002, en annexe.

Le tableau N°31 (Les échanges d'hydrocarbures du Kazakhstan indépendant en millions de dollars courants) ci-dessous récapitule les échanges du Kazakhstan, en dollars courants, compilés par types d'hydrocarbures, pour la période 1995-2002. Le solde exportations – importations des hydrocarbures est toujours positif et croît sur cette période, bien que le Kazakhstan paie ses importations de gaz et de produits raffinés à un prix plus élevé qu'il ne les exporte. Ce solde positif est très probablement dû au fait qu'il exporte en revanche son pétrole plus cher qu'il ne l'importe et qu'il a toujours été sur cette période un exportateur net de pétrole.

**Tableau N°31 : Les échanges d'hydrocarbures du Kazakhstan indépendant en millions de dollars courants**

	Solde exportations – importations	Importations				Exportations			
		Total des importations d'hydrocarbures	Dont les importations de pétrole et de condensats de gaz	Dont les importations de produits pétroliers	Dont les importations de gaz	Total des exportations d'hydrocarbures	Dont les exportations de pétrole brut et de condensats de gaz	Dont les exportations de produits pétroliers	Dont les exportations de gaz
1995	394,6	610,1	197,8	40,5	371,8	1 004,7	907,4	77,8	19,5
1996	764,2	603,8	313,6	84,4	205,8	1 368	1 257,3	80,1	30,6
1997	1 398,2	421,8	166,2	163,3	92,3	1 820	1 670,9	128,4	20,7
1998	1 271,7	453,8	146,9	194,3	112,6	1 725,5	1 650,5	52,5 (11)	22,5
1999	2 042	215	16	93	106	2 257	2 174	58 (11)	25
2000	4 117,2	449,8	79,9	250	119,9	4 567	4 429	100 (10)	38
2001	3 794	669	232	291	146	4 463	4 254	130 (10)	79,075
2002	4 704,3	657	231	186	240	5 361,3	5 027	119 (10)	215,304

Sources : Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 184: (exportations de pétrole brut y compris condensats) ; World Bank, *Statistical Handbook 1994 : States of the former USSR, paper n°14*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1994, p. 277 ; Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Process perihoda i pokazateli stran SNG, Izvlečenie iz Doklada o processe perihoda za 2003 god*, Novembre 2003, p. 35. ; www.stat.kz ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28-29 ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, p. 93 ; Mežgos.stat. Kom. Sodrūžestva Nezavis. Gosudarstv, *Vnešnââ torgovlâ stran Sodrūžestva Nezavisimyh Gosudarstv, External trade of the CIS countries* : Stat.sb. / M. Mežgos.stat. Kom. SNG, 2003, p. 189 et 190.



#### IV. Les échanges d'hydrocarbures du Turkménistan indépendant

Peu peuplé et faiblement industrialisé<sup>1809</sup>, le Turkménistan était, à l'avènement de son indépendance, en mesure d'exporter une large part de sa production de gaz. En 1992, sa production de gaz étant de 60,1 milliards de m<sup>3</sup> et sa consommation de 8,3 milliards de m<sup>3</sup>, il en exporte 51,8 milliards de m<sup>3</sup>, soit 86,1% de sa production<sup>1810</sup>.

Après 1991, le Turkménistan conserve ses marchés traditionnels dans l'espace post-soviétique, avec des contrats conclus entre gouvernements. La plus grande partie des exportations (principalement constituées de gaz) allait à l'Ukraine (25%), tandis que la Russie constituait 45% de ses importations. En 1997, la CEI représente 58% des exportations totales du Turkménistan (ce pourcentage tombe à 25% en 1998).

En 1992, les deux tiers des exportations de gaz turkmène sont destinés à l'Europe centrale et orientale et à d'autres zones à devises fortes. Ses partenaires ex soviétiques sont essentiellement la Russie, l'Ukraine, le Kazakhstan (celui-ci est alors le seul pays de l'ex URSS censé payer son gaz turkmène en liquidités<sup>1811</sup>), l'Ouzbékistan, la Géorgie et l'Azerbaïdjan. Ils reçoivent 80% des exportations du Turkménistan en 1992.

La production et les volumes d'exportation de gaz diminuent très sensiblement jusqu'en 1995 pour croître très légèrement en 1996, puis de nouveau diminuer entre 1996 et 1998. Entre le début des années 1990 et 1997, la baisse des exportations de gaz turkmène, due aux difficultés de négociations avec la Russie sur le prix du transit, a entraîné la baisse de la production de gaz turkmène (de 35 à 20 milliards de m<sup>3</sup>). Les exportations de gaz passent de 10,7 en 1999 à presque 30 milliards de m<sup>3</sup> en 2000, à destination de la CEI. Sur ces 30 milliards, 20 ont été achetés par *Gazprom*, 3 par *Neftegaz Ukrainy (Naftogaz)*, 6,2 par *Itera*, 1,8 par l'Iran<sup>1812</sup>.

Ces volumes ne cessent, par la suite, d'augmenter jusqu'en 2002 (Cf. diagramme N°24 ci-dessous). En 1998, les exportations de gaz turkmène sont restées à leur minimum : ce sont seulement 3 milliards de m<sup>3</sup> livrés à l'Iran au titre de remboursements de la construction du

---

<sup>1809</sup> Les raisons de cette faible industrialisation restent à explorer. A titre d'exemple, citons S. Batyrov S et A. Abdyev qui suggéraient en juillet 1990, dans un article de *Turkmenskaâ Iskra*, qu'un projet présenté par des Turkmènes pour la construction d'un complexe chimique (extraction d'éthane du gaz) aurait été bloqué pendant 6 ans. (Batyrov S., Abdyev A., *Gazovaâ promyšlennost' v èkonomike Turkmenistana*, op. cit.)

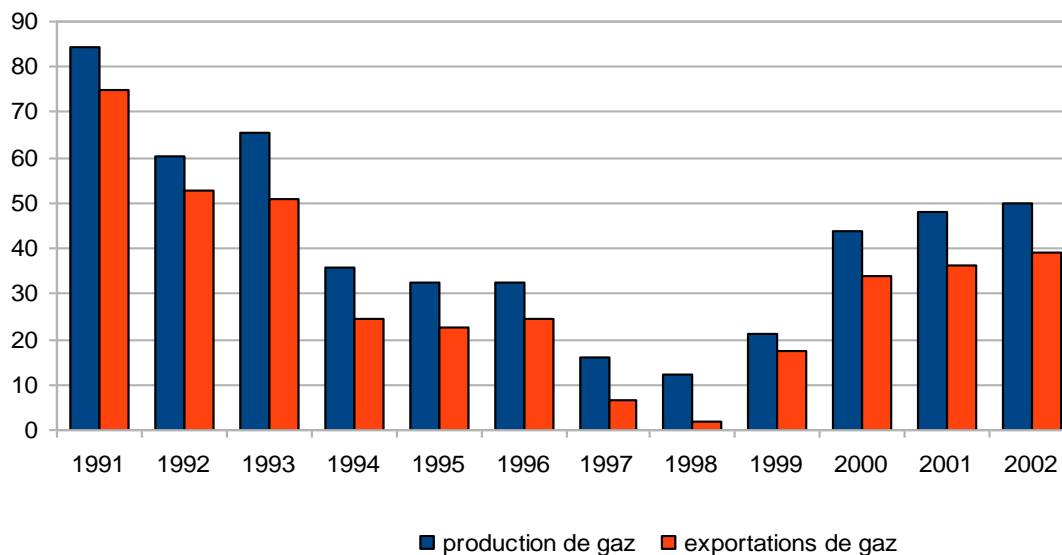
<sup>1810</sup> Sagers Matthew J., Long-term Program for Turkmenistan's Oil and Gas sector, op. cit., p. 54.

<sup>1811</sup> Odling-Smee John, Shadman-Valavi Mohammad, [International Monetary Fund], *Turkmenistan*, op. cit., p. 35.

<sup>1812</sup> Abišev Adel', *Kaspij : neft' i politika*, op. cit., p. 157.

gazoduc reliant les deux pays, et de faibles volumes sont exportés vers le Caucase<sup>1813</sup>. Les exportations totales de gaz turkmène sont de 33,7 milliards de m<sup>3</sup> en 2000.

**Diagramme N°24 : Production et exportations du gaz turkmène 1990-2002 (en milliards de m<sup>3</sup>)**



Sources : Goskomstat Turkmenistana, *Turkmenistan v cifrah v 1995g.*, *Kratkij statističeskij sbornik*, Ašgabad : 1996, p. 42 et British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 22.

La politique de prix est décidée par l'État et appliquée par *Turkmengaz*, agence responsable des ventes de gaz. Dès 1991, le Turkménistan peut demander un prix mondial pour son gaz à ses clients, mais ceux-ci ne sont pas en mesure de payer ce prix. Certains, comme les républiques de Transcaucasie qui payent au prix du marché mondial (soit environ 80 dollars pour 1 000 m<sup>3</sup>) mais sur la base de *clearing*<sup>1814</sup>. Au tout début des années 1990, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan paient, eux, en roubles et non pas en *clearing*. Les prix sont fixés à 60% du prix du marché mondial et établis en roubles pour l'Ukraine. Au milieu des années 1990, le prix moyen payé par l'Arménie, la Géorgie, le Kazakhstan, la Russie et l'Ukraine était de 44 dollars les 1 000 m<sup>3</sup> de gaz, tandis que le Turkménistan en demandait 80 dollars<sup>1815</sup>.

<sup>1813</sup> Giroux Alain, *Turkménistan 1998-1999 : une économie dans l'impasse*, op. cit., p.101.

<sup>1814</sup> Sagers Matthew J., *Long-term Program for Turkmenistan 's Oil and Gas sector*, op. cit., p. 54.

<sup>1815</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1995-96*, op. cit., p. 99.

Des crédits sont accordés de façon sporadique à certains clients et une grande partie du gaz a été payée sur une base de *barter*<sup>1816</sup>. Les exportations de gaz turkmène aux pays de la CEI étaient en effet payées à la fois en *barter* et en liquidités<sup>1817</sup>. Selon des données du FMI, entre 1995 et 1999, la part des échanges de gaz turkmène payés en liquidités évolue entre 14,3% en 1995 et 50,7% des exportations totales du pays en 1998, tandis que celle du coton varie entre 40% en 1995 et 95% en 1998. La part des échanges de gaz turkmène payés en *barter* (ou autres types de transactions) évolue, elle, entre 22,5% en 1997 et 60,2% en 1995<sup>1818</sup>. Au milieu des années 1990, le Turkménistan recevait moins du quart des bénéfices de ses exportations de gaz en liquidités<sup>1819</sup>. Par conséquent, les exportations de coton turkmène sont davantage réglées en liquidités que le gaz sur ces quelques années. Le commerce sous forme de *barter* avec les anciennes républiques soviétiques représente 90% de tous les équipements neufs acquis par le Turkménistan dans l'industrie des hydrocarbures, selon le ministre de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales Gočmurad Nazdžanov<sup>1820</sup>. L'Ukraine paie environ 40% de ses achats de gaz en liquidités et le *barter* a été utilisé à 60,2% en 1995 et 55,9% en 1996 et à 52,9% en 1999<sup>1821</sup>.

Malgré ces pratiques, des arriérés de paiements s'accumulent, les principaux étant dus par l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et l'Ukraine, soit 1,2 milliard de dollars. Les dettes gazières des pays de la CEI se montent à plus d'un milliard de dollars à la fin 1996<sup>1822</sup>, puis à 1,3 milliard de dollars au début 1998. Ce qui conduit les autorités à diminuer la production de gaz et puis à interrompre leurs livraisons de gaz à plusieurs reprises. En 1997<sup>1823</sup> la production diminue de moitié et n'est que 12,4 milliards de m<sup>3</sup> en 1998<sup>1824</sup>.

À partir de la création de *Turkmenrosgaz*, en août 1996, *Gazprom* achète le gaz turkmène à 40-42 dollars les 1 000 m<sup>3</sup> à la frontière turkméno-ouzbèke<sup>1825</sup> et le vend 80 à l'Ukraine. Le

---

<sup>1816</sup> L'évaluation des opérations de *barter* est abordée dans le chapitre suivant sur la dépendance aux revenus des hydrocarbures.

<sup>1817</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 67.

<sup>1818</sup> Ibid., p. 121.

<sup>1819</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 189.

<sup>1820</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 46.

<sup>1821</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 121.

<sup>1822</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 49.

<sup>1823</sup> Gleason Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, op. cit., p. 109.

<sup>1824</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 188.

<sup>1825</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan*,

volume garanti de gaz exporté s'élève alors à 30 milliards de mètres cubes. L'avantage pour le Turkménistan est que *Gazprom* garantit le paiement du gaz acheté<sup>1826</sup>. Puis, l'accord signé le 17 décembre 1999 entre *Gazprom* et le Turkménistan relance les achats de gaz turkmène, interrompus depuis 1997. En mai 1999, les ventes à l'Ukraine sont suspendues, en raison de difficultés de paiement de cette dernière. Elles reprennent fin juillet 2000, suite à l'accord entre Kiev et Aşgabad, officiellement sans l'intermédiaire de *Gazprom*, mais avec son approbation, pour la livraison de 20 milliards de m<sup>3</sup> au prix de 42 dollars les 1 000 m<sup>3</sup>, 40% seront payés en devises fortes et le reste en biens et services.

En 1998, l'Iran et la Russie sont alors les principaux acheteurs (respectivement 52% et 15%)<sup>1827</sup>. L'industrie gazière turkmène connaît une relance importante du fait de l'accord de décembre 1999, qui prévoit l'acheminement de 20 milliards de m<sup>3</sup> en 2000 au prix de 36 dollars les 1 000 m<sup>3</sup> et qui stipule que 40% du gaz seront payés en liquidités, et le reste en biens de consommation. Les autorités turkmènes auraient fait des concessions et accepté ce prix alors qu'elles en demandaient 40. Le 1<sup>er</sup> septembre 2000, 10 milliards de m<sup>3</sup> supplémentaires par an<sup>1828</sup> jusqu'en 2003, sont finalement négociés au prix de 38 dollars les 1 000 m<sup>3</sup>. Selon une autre source, le prix du gaz turkmène, payé par la Russie, était d'environ 42 dollars les 1 000 m<sup>3</sup>, à la fin des années 1990 et au début des années 2000<sup>1829</sup>.

En 2000, un contrat est passé entre *Itera* et le Turkménistan pour l'achat d'un volume important au prix de 35,57 dollars les 1 000 m<sup>3</sup>. *Gazprom* en rachète le tiers à 45 dollars les 1 000 m<sup>3</sup>. Ce qui signifie que *Gazprom* achète le gaz à *Itera* à un prix beaucoup plus élevé que s'il s'approvisionnait directement au Turkménistan<sup>1830</sup>. Plus généralement, les relations qu'entretient la société *Itera* avec *Gazprom* sont singulières puisque la première avait obtenu ce qu'aucune autre n'avait pu alors faire, à savoir occuper 50% des marchés gaziers de *Gazprom*, en ex-URSS, entre 1996 et 2002. *Itera* aurait reçu 40% de la valeur des exportations de gaz turkmène au titre de droits de transit au printemps 2001<sup>1831</sup>. Cette situation s'explique par des raisons géopolitiques et politiques. Le Turkménistan est alors plutôt un fournisseur de *Gazprom* qu'un vendeur, en raison du manque d'infrastructure pour l'évacuation de son gaz, ce qui a conditionné un niveau des prix de ses hydrocarbures en

---

*Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 50.

<sup>1826</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 43.

<sup>1827</sup> Mihajlov V., Smol'nikov G., *Turkmenskij eksport : ne tol'ko gaz*, op. cit.

<sup>1828</sup> Giroux Alain, *Turkménistan 1999-2000 En attendant la manne gazière*, op. cit., p. 152.

<sup>1829</sup> Milov Vladimir, *Ups an downs of the Russia-Turkmen relationship*, op. cit., p. 94.

<sup>1830</sup> Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, op. cit., p. 35.

<sup>1831</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 189.

dessous de celui du marché mondial pendant plus de dix ans. Le prix d'achat du gaz turkmène par la Russie est bien inférieur à celui auquel elle le revend à l'Europe, notamment après 2000, lorsque les prix de vente à l'Europe sont très élevés.

En 2001, l'Ukraine est le premier client du Turkménistan avec 46% des exportations en raison de ses achats massifs de gaz, suivent l'Italie (18%), l'Iran (11%) et la Russie (6% contre 41,1% en 2000) et la Turquie (5%)<sup>1832</sup>. Mais, pour le banquier d'affaires Jérôme Guillet, « *Les grands industriels ukrainiens, s'associant alors aux managers de Gazprom et à quelques personnes haut placées dans les républiques d'Asie centrale, créèrent l'illusion selon laquelle ils achetaient du gaz non pas à Gazprom, mais à d'autres fournisseurs – alors que le gaz transitait par les mêmes gazoducs – « via la Russie » et non « de Russie »*<sup>1833</sup>.

Concernant le pétrole, le Turkménistan a noué avec l'Iran des relations basées sur des contrats *swap*. Ce type de contrats consiste pour le Turkménistan à livrer du brut aux raffineries iraniennes situées à Téhéran et Arak et pour l'Iran à exporter du pétrole à partir des terminaux du Golfe persique<sup>1834</sup>. Un autre type d'accord concerne le gaz : « *L'accord avec l'Iran signé en 1997 porte sur 25 ans. Il comporte une clause "take or pay" entrant en vigueur si les enlèvements iraniens sont inférieurs à 75% des quantités contractuelles. Le prix du gaz est révisé chaque année. L'Iran paie entièrement le gaz en devises. La période pendant laquelle avaient été défalquées les sommes dues au titre de la construction du gazoduc Korpedže – Kurt-Kui (190 MUSD), financé par le Turkménistan à hauteur de 20% et par l'Iran à hauteur de 80% est échue. Le Turkménistan a remboursé la somme en devises (20%) et en gaz (80%). La capacité du gazoduc est de 13 milliards de m<sup>3</sup> / an. Des volumes sont contractuellement signés chaque année*<sup>1835</sup> ». Mais, en 2002, les niveaux de production et d'exportation de gaz turkmène n'ont pas encore rejoint ceux de 1992.

Le Turkménistan vend aussi des produits pétroliers à la Turquie, l'Allemagne, la Russie, aux États-Unis et à la Grande Bretagne. Les revenus des exportations des produits pétroliers du Turkménistan, sont relativement négligeables entre 1991 et 1997, car le pays consomme une grande part de l'essence et du kérosène qu'il produit<sup>1836</sup>. Mais, en 1998, les produits pétroliers raffinés sont devenus le principal poste à l'exportation après une hausse de 27% en 1997 (soit des exportations de 2, 45 millions de tonnes en 1997). Les exportations de pétrole brut et de

---

<sup>1832</sup> Kamenka Patrick, Turkménistan 2001-2002, op. cit., p. 199.

<sup>1833</sup> Guillet Jérôme, Gazprom, partenaire prévisible : relire les crises énergétiques Russie-Ukraine et Russie-Belarus, op. cit., p. 11.

<sup>1834</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 42.

<sup>1835</sup> Minefi, *Les hydrocarbures au Turkménistan*, fiche de synthèse, 18 mai 2006.

<sup>1836</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 45.

produits pétroliers constituent environ 30% des revenus des exportations totales en 2000 et un quart en 2002 (Cf. tableaux XV. B : Les indices de dépendance au pétrole du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002 et D : Les indices de dépendance aux produits pétroliers du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002). De plus, le Turkménistan ayant besoin de devises, il vend ses produits pétroliers à des prix inférieurs à ceux du marché mondial<sup>1837</sup>.

L'ensemble des revenus des exportations de gaz turkmène s'accroît en 1992 et en 1993 car le prix du gaz dans l'ex URSS triple presque entre janvier et juin 1993 (il passe de 13 700 roubles les mille mètres cubes en janvier à 19 200 en février, puis à 38 400 en juin). Mais, hors CEI, ils plongent de 1,05 milliard de dollars en 1993 à 412 millions de dollars en 1994, en raison de la décision de la Russie d'empêcher les exportations de gaz turkmène vers l'Europe<sup>1838</sup>. Ils triplent en 2000 grâce à la reprise des exportations vers la Russie à partir de la fin juillet de cette même année<sup>1839</sup>. Les revenus des exportations de gaz comptent pour 63% des revenus du pays, en 1992<sup>1840</sup>. Puis en 1993, ce taux est de 74%. En 1995-1996, il est encore à plus de 60% du revenu du total des exportations<sup>1841</sup> (la source ne précise pas si ce chiffre tient compte des opérations en *barter*). Puis, il descend à 14% en 1997. Les revenus des exportations de l'ensemble des hydrocarbures ont été multipliés pratiquement par 6 entre 1998 et 2000.

Le Turkménistan importe des hydrocarbures en 1991 et 1992 mais le solde de ses échanges en millions de roubles et aux prix internes est positif<sup>1842</sup>. Dans son rapport de 1999<sup>1843</sup>, le FMI n'indique pas d'importation de gaz, ni de pétrole par le Turkménistan. En revanche, cette institution fournit le chiffre de 12,7% pour la part des importations de produits pétroliers dans le total des importations en 1998<sup>1844</sup>.

## V. *L'évolution des différents types de rentes perçues par les deux pays*

Les données fournies par A. Esanov, M. Raiser et W. Buitter, permettent de comparer l'évolution de la rente d'exportation, de la rente du producteur national, de la rente totale et des subventions aux consommateurs nationaux jusqu'en 2000 pour le Kazakhstan et le

---

<sup>1837</sup> Ibid., p. 42.

<sup>1838</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 49.

<sup>1839</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 187.

<sup>1840</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1999-2000*, op. cit., p. 18.

<sup>1841</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1998-1999*, London : EIU, 1998, p. 24.

<sup>1842</sup> Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, p. 215, (A World bank study).

<sup>1843</sup> Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 120.

<sup>1844</sup> Ibid., p. 121.

Turkménistan (Cf. Tableau N°32 : Les différents types de rentes pétrolière et gazière au Kazakhstan et au Turkménistan en pourcentage du PIB, ci-dessous). Ces quatre définitions, déjà évoquées dans l'introduction, ont l'intérêt de mettre en évidence le lien entre rente et subventions.

**Tableau N°32 : Les différents types de rentes pétrolière et gazière au Kazakhstan et au Turkménistan en pourcentage du PIB (1992-2000)**

	Rente d'exportation		Rente du producteur national		Rente totale		Subventions aux consommateurs nationaux	
	Moyenne sur 1992-2000	2000	Moyenne sur 1992 - 2000	2000	Moyenne sur 1992-2000	2000	Moyenne sur 1992-2000	2000
Kazakhstan	10,1	20,2	5,7	9,8	20,9	33,6	5,1	3,6
Turkménistan	25,7	43	-5,7	-5,2	44,4	65,3	24,4	27,5

Source : Esanov Akram, Raiser Martin, Buiter Willem, Nature's blessing or nature's curse : the political economy of transition in resource-based economies, Working paper EBRD, n°66, November 2001, p. 5.

Sur la période 1992-2000, les rentes, à l'exception de celle du producteur national, sont en moyenne plus fortes au Turkménistan qu'au Kazakhstan : la rente totale au Kazakhstan s'élève à 20,9% du PIB, tandis qu'elle avoisinait les 45% au Turkménistan. La rente du producteur national est négative en moyenne sur la période 1992-2000, au Turkménistan, mais elle est positive au Kazakhstan. Sur toute la période, les subventions aux consommateurs turkmènes ont été, en pourcentage du PIB, bien supérieures à celles dont ont bénéficié les Kazakhstanais.

Si la part de la rente du producteur national reste négative au Turkménistan, la rente du producteur national au Kazakhstan a été, elle, positive en moyenne et en augmentation sur 1992-2000. Le pourcentage des subventions aux consommateurs baisse au Kazakhstan et augmente au Turkménistan pour atteindre plus du quart du PIB en 2000. Ce niveau élevé des dépenses consacrées aux subventions à l'intérieur du Turkménistan est caractéristique, selon T. Sabonis-Helf<sup>1845</sup>, des États pétroliers (notion dont il sera plus largement question dans la conclusion générale). À partir de 2000, la rente totale en pourcentage du PIB croît considérablement dans les deux pays. Le pourcentage de la rente d'exportation double au Kazakhstan et augmente notablement au Turkménistan.

<sup>1845</sup> Sabonis-Helf Theresa, "The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan", op. cit., p. 171.

Les coûts de transport absorbent les deux-tiers des revenus du gaz turkmène (bien que le Turkménistan vende son gaz à sa frontière) et les coûts d'extraction du gaz - un sixième, donc la rente d'exportation est égale à un sixième du revenu total des exportations de gaz<sup>1846</sup>.

La Banque mondiale calcule, elle, la différence entre la valeur de la production de pétrole brut aux prix mondiaux et les coûts totaux de production, qu'elle appelle *Oil / Gas rent*. Ces données concernant les rentes pétrolière et gazière, au sens de la Banque mondiale sont compilées dans le tableau N°33, ci-dessous.

**Tableau N°33 : Les rentes pétrolières et gazière du Kazakhstan et du Turkménistan 1987-2002 en pourcentage du PIB**

	Rente pétrolière en % du PIB		Rente gazière en % du PIB	
	Kazakhstan	Turkménistan	Kazakhstan	Turkménistan
1987	-	27,8	-	141,0
1988	-	14,5	-	100,5
1989	-	18,5	-	88,2
1990	13,8	15,8	1,5	131,5
1991	12,6	18,7	1,8	133,8
1992	11,4	15,3	1,7	74,8
1993	9,7	11,2	1,7	112,6
1994	8,9	11,2	1,1	67,2
1995	10,3	13,3	1,6	70,5
1996	13,7	19,9	2,3	101,1
1997	13,5	23,7	2,5	43,8
1998	8,1	15,9	1,9	23,5
1999	18,0	26,4	2,9	35,1
2000	34,1	41,2	5,9	173,2
2001	26,4	30,5	4,3	147,0
2002	28,6	26,6	3,6	85,0

Source : Banque mondiale <http://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.NGAS.RT.ZS>

Ce tableau permet de constater très clairement que si ces rentes pétrolières et gazières, au sens de la Banque mondiale, fluctuent considérablement d'une année sur l'autre, les rentes pétrolières des deux pays sont assez comparables et varient entre 8 et 41 points. En revanche, les rentes gazières de ces deux pays ne sont absolument pas similaires, celle du Kazakhstan reste très modeste et atteint les 4,3% en 2001 tandis que celle du Turkménistan est beaucoup plus importante et varie entre 23,5% en 1998 et 173,2% en 2000.

D'autres calculs, comme ceux présentés par R. Auty<sup>1847</sup>, sur la période 1990-2000, diffèrent mais ils montrent également que le taux de cette rente fluctue notablement par rapport au PIB et est le plus élevé en 1994, avec 63,8%.

<sup>1846</sup> Auty Richard, *Natural resources and 'gradual' reform in Uzbekistan and Turkmenistan*, op. cit., p. 262.

<sup>1847</sup> Ibid., p. 259.



## Chapitre XV

### Dépendance, redistribution des revenus des hydrocarbures, et décentralisation

Les pays en développement détenteurs de ressources naturelles seraient plus enclins à la violence que les autres, les ressources naturelles générant des niveaux de corruption plus élevés et des taux de croissance plus faibles. De plus, leurs dirigeants ne chercheraient pas à y développer un système fiscal démocratique<sup>1848</sup>. L'abondance de ressources naturelles fournit donc les moyens financiers et matière aux conflits armés, selon les tenants de la théorie de « la malédiction des ressources naturelles » (Cf. introduction générale).

Pour la Banque mondiale, la dépendance d'un pays envers les exportations de matières premières<sup>1849</sup> est un des tout premiers facteurs favorisant l'apparition de conflits armés ainsi que le risque de mauvaise gouvernance et de manque de transparence<sup>1850</sup>. Ce facteur existerait aussi dans les pays à bas revenus pétroliers par habitant, comme le sont le Kazakhstan et le Turkménistan au cours de la période étudiée, comme cela sera établi plus bas. Or, la force n'a été employée à grande échelle ni au Turkménistan, ni au Kazakhstan, sur les onze premières années de l'indépendance. Ces pouvoirs semblent reposer davantage sur la menace que l'emploi effectif de la violence. Dépendance et stabilité politique seraient donc liées.

Les conditions et le contexte propres au pays dépendant de l'exportation de ressources naturelles, jouent un rôle important dans la façon dont les revenus de ces exportations sont redistribués. R. Lam et L. Wantchekon<sup>1851</sup> ont montré que l'abondance de ressources dans un pays, doté d'un secteur qui fournit un flux constant de rente sur une période donnée, provoque une plus grande inégalité de revenus. C'est l'enrichissement de l'élite au pouvoir, ou une redistribution inégale au profit de l'élite dirigeante et l'appauvrissement de la population, elle-même liée au syndrome hollandais, qui provoque cette inégalité.

---

<sup>1848</sup> Mineral-Resource Abundance And Violent Political Conflict: A Critical Assessment Of The Rentier State Model, Lse Working Paper, 20 December 2002. Cité par Aknin Audrey, Serfati Claude, *Guerres pour les ressources, rente et mondialisation*, op. cit., p. 36.

<sup>1849</sup> Aknin Audrey, Serfati Claude, *Guerres pour les ressources, rente et mondialisation*, op. cit., p. 29.

<sup>1850</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 14.

<sup>1851</sup> Lam Ricky, Wantchekon Leonard, *Political dutch disease*, April 10, 2003.

Comment mesurer la redistribution des revenus des exportations des hydrocarbures aux populations du Kazakhstan et du Turkménistan ? Les subventions et les salaires élevés des fonctionnaires, les systèmes de retraites et d'allocations chômage sont des moyens de redistribution de la rente pétrolière à la population. Pour connaître précisément la répartition des revenus des particuliers, il faudrait disposer au moins de leurs déclarations de revenus, ce qui n'est guère envisageable, dans le cadre de ce travail, étant donné les limites des informations disponibles dans ce domaine pour les deux pays. Dans le cas particulier de la distribution dans des réseaux clientélistes, elle peut être appréciée, sommairement, grâce à des indicateurs de corruption et d'efficacité gouvernementale, même si les indices de corruption sont des mesures imparfaites<sup>1852</sup>.

Dans ce dernier chapitre, seront étudiés dans un premier temps, les fonds nationaux des deux pays et la question de la redistribution de leurs revenus des hydrocarbures entre le Centre et les régions. Le rôle des *akim* des régions pétrolières au Kazakhstan dans la captation et la distribution des revenus et l'influence éventuelle des privatisations dans le secteur des hydrocarbures sur leurs carrières seront aussi évoqués (mais le cas des *hâkim* au Turkménistan ne sera pas traité faute de données). Enfin, sera traitée la question de la dépendance des deux pays aux revenus de leurs exportations d'hydrocarbures, grâce à des indices tels que le revenu annuel pétrolier (potentiel) par habitant les exportations d'hydrocarbures / PIB en pourcentage et l'indice des exportations de pétrole et de gaz sur les exportations totales. Cette question de la dépendance étant liée à celle de la corruption et de la stabilité politique dans les deux pays.

## ***I. Les fonds nationaux des deux pays***

Lorsque les revenus issus de l'exploitation et des exportations de ressources naturelles sont les principaux postes des recettes d'un État, la gestion de ces revenus est décisive pour le maintien de sa stabilité macro-économique. La volatilité et l'imprévisibilité du prix mondial du pétrole peuvent en effet se répercuter sur les recettes des États par l'intermédiaire des revenus des exportations. Si ce prix a été surestimé par l'État dans ses prévisions budgétaires, le montant réel des recettes exige une réduction correspondante des dépenses, une augmentation des autres sources de recettes fiscales ou des emprunts, supérieurs aux prévisions. Or en diminuant ses dépenses, un État peut s'attendre à des conséquences politiques<sup>1853</sup>. Ces aléas ont justifié la création de fonds nationaux dans plusieurs pays, dont le Kazakhstan et le Turkménistan, (mais aussi la Russie et l'Azerbaïdjan). Tous ces types de

---

<sup>1852</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 23.

<sup>1853</sup> Kalyuzhnova Ye., Kaser Michael, op. cit., p. 172.

fonds ont, en principe, quatre objets. Il s'agit de protéger l'économie intérieure de la volatilité des prix mondiaux du pétrole, de favoriser l'investissement dans d'autres branches que l'exploitation des ressources naturelles, de restructurer les dettes, et de partager le revenu de l'exploitation et des exportations de ces hydrocarbures plus équitablement à travers les générations à venir, étant donné l'épuisement inéluctable des ressources<sup>1854</sup>.

Le premier pays qui a ouvert un fonds de stabilisation pour gérer les revenus de l'exploitation de son cuivre est le Chili, en 1985. Depuis, l'Algérie, le Canada (hydrocarbures de l'Alberta), le Koweït, la Norvège (dont le Kazakhstan se serait inspiré pour créer le sien), les États-Unis et le Venezuela, en ont fait autant. La grande absente de cette liste est la Grande Bretagne qui a choisi d'utiliser les revenus de ses hydrocarbures de la mer du Nord, pour combattre de forts taux de chômage et d'inflation, sans constituer de fonds. Le Kazakhstan et le Turkménistan gèrent les leurs de façon différente, du moins en théorie.

### I. A. La très relative transparence du Fonds national du Kazakhstan

Dès 1992, au Kazakhstan, est créé le Fonds républicain de devises, « *placé directement sous l'autorité du Cabinet des ministres. Il centralise les devises versées par les entreprises exportatrices* »<sup>1855</sup> et contient déjà l'idée d'une assurance pour les générations futures<sup>1856</sup>. Puis en 1997, le conseiller du Président et directeur de l'Agence pour le contrôle des ressources stratégiques Galymžan B. Žakiânov propose la création d'un budget pour le développement du Kazakhstan<sup>1857</sup>. Un an plus tard, la chute du cours du baril de pétrole<sup>1858</sup> incite les autorités à envisager la création d'un Fonds de stabilisation. Par ailleurs, le scandale du « Kazakhgate » qui éclate la même année (1998) pose la question du rapatriement de fonds au Kazakhstan : le ministre des Finances Oraz Žandosov<sup>1859</sup> élabore un projet de Fonds pétrolier<sup>1860</sup>. Et lorsque le prix du pétrole grimpe de 18 dollars en moyenne en 1999 à plus de 28 dollars le baril en 2000, apparaît la question de l'utilisation des revenus de ces exportations. C'est finalement en septembre 2000 (le baril est alors passé à 33 dollars), qu'est créé le « Fonds national pour les générations futures » ou encore « Fonds national de la République du Kazakhstan » (FNRK) (en russe : *Nacional'nyj fond Respubliki Kazahstan*) par décret présidentiel du 23 août 2000.

---

<sup>1854</sup> Ibid., p. 171.

<sup>1855</sup> Giroux Alain, Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI, op. cit., p. 26.

<sup>1856</sup> Kostina Tatiana, Nacional'nyj fond : moment istiny kroetsâ v vekah, *Kazahstanskaâ Pravda*, 9 août 2002.

<sup>1857</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 145.

<sup>1858</sup> Cf. Annexe : Prix du baril en dollar courant et en dollar 2008 entre 1972 et 2002.

<sup>1859</sup> Cf. sa notice biographique en annexe.

<sup>1860</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 145-146.

En 2000, lors d'une présentation télévisée du futur Fonds, le président Nazarbaev évoque la création d'un Conseil de surveillance, constitué de membres du gouvernement et aussi d'éventuels représentants de la société civile. Le FNRK sera finalement doté d'un Conseil de direction spécial (*special'nyj popečitel'skij sovet*), nommé par N. Nazarbaev, et qui se réunit chaque année. Il est composé de N. Nazarbaev, du Premier ministre du ministre des Finances (nommés par le président du Kazakhstan), des présidents des deux chambres (le président du Sénat est élu par les sénateurs, mais sa candidature est présentée par le président Nazarbaev ; le président de la chambre basse est élu par les députés de cette chambre, sa candidature est avancée par ces mêmes députés) et de celui de la Banque nationale (nommé par N. Nazarbaev avec l'agrément du Sénat). N. Nazarbaev garantit personnellement que la gestion du Fonds fera l'objet d'un rapport annuel devant le Parlement<sup>1861</sup>. Lors de la réunion de ce Conseil, c'est le ministre des Finances qui expose le rapport annuel ainsi que les audits externes réalisés pendant l'année écoulée<sup>1862</sup>. Les revenus et les dépenses du Fonds ainsi que les rapports d'audit indépendants sont publiés dans la presse nationale et sur le site du ministère des Finances<sup>1863</sup>. Le ministre des Finances est responsable des transferts, et la Banque nationale supervise les investissements<sup>1864</sup>. Toutefois, les dépenses effectuées dans un but autre que la stabilisation, à partir du Fonds, sont à la discrétion du président du Kazakhstan<sup>1865</sup>. Le parlement joue, en fait, un faible rôle dans la gestion du Fonds, et la population n'est pas bien informée de cette gestion. Et, du reste, au début des années 2000, la plupart des Kazakhstanais ne connaissaient pas la stratégie du gouvernement en matière de gestion des richesses minérales<sup>1866</sup>.

Le FNRK est constitué d'une composante épargne et d'une composante stabilisation. La composante épargne est égale à 10% des revenus budgétisés, indépendamment du prix du pétrole. Son montant s'élève à 81 millions de dollars en 2002 (pour comparaison : les recettes du budget de l'État d'élèvent cette année-là à 821,1 milliards de tenge, soit au taux de 153,28 tenge le dollar<sup>1867</sup>, 5,3 milliards de dollars). Le capital du Fonds est complété par les revenus de l'État qui proviennent des royalties, bonus et revenus des contrats de partage de production du secteur pétrolier<sup>1868</sup>.

---

<sup>1861</sup> Kostina Tatiana, Nacional'nyj fond : moment istiny kroetsâ v vekah, op. cit.

<sup>1862</sup> Un appel d'offres, lancé pour effectuer un audit externe annuel, a été remporté par Ernst and Young Kazakhstan, en 2001 et a porté sur la période du 23 août 2000 au 31 décembre 2001.

<sup>1863</sup> www.minfin.kz.

<sup>1864</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 148.

<sup>1865</sup> Ibid., p. 147.

<sup>1866</sup> Ibid., p. 128.

<sup>1867</sup> Cf. Les cours officiels du tenge et du manat par rapport au dollar, en annexe.

<sup>1868</sup> Raballand Gaël, Genté Régis, "Oil in the Caspian Basin Facts and Figures", op. cit., p. 21.

Afin de remplir les fonctions de stabilisation, il est prévu que l'excédent des revenus d'entreprises des secteurs de l'extraction (dont la liste est déterminée par le gouvernement) soit versé au fonds *via* les budgets républicain<sup>1869</sup> et locaux. Ces excédents proviennent des impôts sur le revenu d'entités juridiques, de la TVA, des impôts sur les superprofits (ou profits exceptionnels), des bonus et royalties, et de revenus liés aux parts détenues par le Kazakhstan dans les accords de partage de production. L'idée de surplus n'est donc pas absente de la création du Fonds puisqu'il est alimenté des excédents de recettes perçues par l'État. Ces sommes sont versées au Fonds par les organes territoriaux du Trésor<sup>1870</sup>. Les volumes annuels des versements au FNRK sont fixés chaque année par la loi de finances pour les régions, les villes d'Astana et d'Almaty. Les volumes trimestriels sont fixés par le gouvernement.

La loi stipule que cette liste d'entreprises des secteurs de l'extraction est déterminée par le gouvernement, en fonction de la part des produits exportés dans les exportations totales et de celle des impôts dans les recettes totales de l'État<sup>1871</sup>. Les neuf grandes compagnies pétrolières que sont *Aktobemunajgaz*, *KazahOjl-Èmba*<sup>1872</sup>, *TengizŠevrOjl*, *Karachaganak Petroleum Operating*, *Hurricane Kumkol' Munaj*, *Turgaj Petroleum*<sup>1873</sup>, *MangistauMunajGaz*, *Uzen'munajgaz*, *Karažanbasmunaj* ainsi que trois autres sociétés minières participent, selon ces critères, à l'alimentation de ce fonds *via* la fiscalité. D'autres secteurs que celui des hydrocarbures participent donc à ce fonds. Il est très intéressant de remarquer que, dans cette liste déterminée par le gouvernement, ne figure pas la compagnie nationale *KazahOjl* dans sa totalité (qui fusionne avec *Transport nefti i gaza*, en 2002 pour donner naissance à KMG). Certaines sources précisent que les compagnies pétrolières et gazières, y compris KMG, versent leurs paiements directement au Fonds sans passer par le budget de l'État et il est impossible de savoir combien verse chaque compagnie<sup>1874</sup>. Toutefois, le site<sup>1875</sup> *Nezavisimoe neftânoe obozrenie "Skvažina"* publiait, en février 2003, le chiffre de 66 407 millions de tenge au titre des impôts et autres paiements versés au budget de la République du Kazakhstan par des filiales et entités affiliées de KMG en 2002 (à titre de

---

<sup>1869</sup> Sur la distinction entre budget républicain et budget de l'État du Kazakhstan indépendant : voir le chapitre X.

<sup>1870</sup> Kostina Tatiana, Nacional'nyj fond : moment istiny kroetsâ v vekah, op. cit.

<sup>1871</sup> Ibid.

<sup>1872</sup> *KazahOjl-Èmba* est créée par la fusion de la société *Èmbamunajgaz* et *Tengizmunajgaz* en juillet 1999 (source : AO « Razvedka Dobyča Kazmunajgaz », *Informacionnyj Memorandum*, Décembre 2004, [www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7\\_2004.pdf](http://www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7_2004.pdf), p. 3.)

<sup>1873</sup> Il s'agit de la société mixte *Kumkol'-Lukoil*, créée en août 1995 par *Ûzneftegaz* et le russe *Lukoil*. Elle est rebaptisée *Turgaj Petroleum* en juin 2000, après le rachat de *Ûzneftegaz* par le canadien *Hurricane Hydrocarbons*.

<sup>1874</sup> Raballand Gaël, Genté Régis, "Oil in the Caspian Basin Facts and Figures", op. cit., p. 21.

<sup>1875</sup> *Osnovnye pokazateli proizvodstvennoj deâtel'nosti (itogi 2002 g. i ânvar' t.g.)*, ZAO *Nezavisimoe neftânoe obozrenie "Skvažina"*, 23 février 2003.

comparaison, les recettes totales du budget étaient en 2002 de 821,1 milliards de tenge et les recettes fiscales de 752,7 milliards de tenge).

La somme totale des contributions de ces douze sociétés s'élève à 1,1 milliard de dollars en 2001 (soit la quasi-totalité du fonds, cette année-là, Cf. plus bas), selon le rapport sur le budget du ministère des Finances au parlement de 2001<sup>1876</sup>, dont 576 millions ont été directement versés au Fonds et 500 autres aux budgets locaux.

La composante stabilisation fonctionne par référence aux prix du pétrole et de quatre métaux (chrome, zinc, plomb et cuivre). Si le prix du pétrole vendu par le Kazakhstan est supérieur au prix de référence fixé à 19 dollars le baril en 2000, les revenus qui en découlent sont versés au Fonds. Inversement, si le prix est en deçà, le Fonds fournit la différence (c'est-à-dire un montant en dollars, équivalent aux recettes non perçues) au budget de l'État<sup>1877</sup>. En cas de baisse du prix du baril de pétrole, le gouvernement kazakhstanaïse compense donc la diminution des recettes budgétaires grâce à ce mécanisme. Alors que le prix du baril diminue entre 2000 et 2001, 7,5 milliards de tenge, soit environ 51,1 millions de dollars (au taux de 146,74 tenge le dollar), sont virés du Fonds vers les caisses de l'État, en 2001. À la mi 2002, ce sont 2 milliards de tenge<sup>1878</sup>, soit 13,04 millions de dollars (au taux de 153,28 tenge le dollar en 2002) qui sont également virés du Fonds vers les caisses de l'État, alors que le prix du baril augmente légèrement en 2002 par rapport à 2001. Ces virements auraient été effectués par le ministère des Finances, dans le cadre de la législation en vigueur et sur décision du gouvernement. N. Nazarbaev qui les avait qualifiés d'improductifs<sup>1879</sup>, déclare qu'il ne sera plus possible d'utiliser le Fonds sans sa permission.

D'autres revenus pour le Fonds peuvent provenir de gains résultant d'investissements ou de ventes par l'État de parts dans des projets pétroliers<sup>1880</sup>. Le premier dépôt de 674 378 570 de dollars, selon le ministère des Finances du Kazakhstan<sup>1881</sup>, provenait de la vente de 5% des parts de l'État détenues dans la société *TengizŠevrOjl* et du paiement des bonus relatifs à cette

---

<sup>1876</sup> Le "Report of the Ministry of Finance to the parliament on 2001 Budget Fulfillment, May 14, 2002", cité par S. Tsalik, est introuvable tant sur le site du ministère des Finances que sur celui du parlement du Kazakhstan.

<sup>1877</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 146.

<sup>1878</sup> Kostina Tatiana, *Nacional'nyj fond : moment istiny kroetsâ v vekah*, op. cit.

<sup>1879</sup> Džalilov Adil', *Vse rashody Nacfonda byli proizvedeny Minfinom v sootvetsvii s dejstvušim zakonodatel'stvom*, *Panorama*, 23 août 2002, n°32.

<sup>1880</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 146.

<sup>1881</sup> Ministerstvo finansov Respubliki Kazahstan, *Informaciâ ob otčete formirovanii i ispol'zovanii Nacional'nogo fonda Respubliki Kazahstan za 2001 god.*, www.minfin.kz.

vente en 2000. Le Fonds est estimé à plus d'un milliard de dollars en 2001<sup>1882</sup> (soit 5,5% du PIB fin 2001<sup>1883</sup>), à 1,66 milliard de dollars au 1<sup>er</sup> août 2002 et à 1,86 milliard de dollars au 1<sup>er</sup> décembre 2002<sup>1884</sup>.

## I. B. Les fonds opaques et non contrôlés du Turkménistan

L'un des premiers fonds de la RSS de Turkménie liés aux revenus des exportations des ressources minérales, est créé juste avant l'indépendance. En 1992, les devises étrangères, qui avaient été accumulées à la Banque commerciale de la RSS de Turkménie au cours des deux dernières années de l'existence de l'URSS, sont versées à la Banque du commerce extérieur du Turkménistan (*Vnešèkonombank*). Puis, en juillet 1993, elles sont transférées à Banque centrale du Turkménistan, le gouvernement gardant ainsi le contrôle de ces devises. Selon l'ex Président de la Banque centrale du Turkménistan indépendant, Hudajberdy A. Orazov, le président turkmène S. Niazov prend le contrôle de ces fonds au moment de leur transfert à la *Deutsche Bank* en 1995<sup>1885</sup>.

L'essentiel des réserves de devises est détenu ensuite par l'un des deux fonds officiels, à savoir Fonds de réserves de change. Il est non sectoriel. Si on se réfère au rapport du FMI de 1998, il figurait dans le budget de l'État, au cours de la période 1994-1998, puis il en disparaît ensuite. Le montant de ce fonds passe de - 5 336 (somme qui correspond au poste des arriérés dus à l'Union européenne) en 1995 à +261 200 millions de manat, l'année suivante<sup>1886</sup>. Il semble que le Fonds de réserves de change serve plutôt à financer des projets publics et des constructions de prestige.

Selon le décret présidentiel N°578 du 27 janvier 1992, les revenus des exportations de gaz naturel sont versés à hauteur de 80% au fonds de devises du gouvernement. Les 20% restants sont à la disposition de *Turkmengazprom* pour développer le secteur et créer un complexe chimico-gazier<sup>1887</sup>.

En juillet 1996, est créé, par décret présidentiel, le Fonds d'État pour le développement de l'industrie pétrolière et gazière et des ressources minérales (donc avant le FNRK, au

---

<sup>1882</sup> Romon Tatiana, Kazakhstan 2000-2001 : Succès économiques et consolidation du pouvoir, op. cit., p. 61.

<sup>1883</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 182.

<sup>1884</sup> Dumoulin Marie, Kazakhstan 2001-2002 : les ambiguïtés de la stabilisation, op. cit., p. 140.

<sup>1885</sup> Global Witness, It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade, op. cit., p. 16.

<sup>1886</sup> Gürgen Emine, Snoek Harry, Zavoiko Basil, Izvorski Ivailo, de Shaetzen Bruno, Ligthart Jenny [International Monetary Fund], *Turkmenistan : recent economic developments*, op. cit., p. 25.

<sup>1887</sup> Gosudarstvennyj komitet Turkmenistana po vnešneèkonomičeskim svâzam, *Vnešneèkonomičeskie svâzi Turkmenistana*, op. cit., p. 66.

Kazakhstan). Il verse des subventions aux entreprises d'État du secteur, qui gèrent leur budget avec leurs propres profits et avec ces subventions<sup>1888</sup>. Il est alimenté, notamment, par les revenus des entreprises d'État du secteur des hydrocarbures, et les impôts sur les recettes en devises des exportations de gaz. 35% des revenus des ventes du gaz et du pétrole lui sont ainsi attribués. Ce fonds est dirigé par un conseil composé des responsables de toutes les structures issues de la réorganisation du secteur en 1996<sup>1889</sup>. Son président en est Batyr Sardžaev, dirigeant du secteur des hydrocarbures de 1993 à 1994 et qui était également Vice Premier ministre<sup>1890</sup>. Le Fonds d'État pour le développement des industries pétrolières et gazières et des ressources minérales investit dans les cinq entreprises étatiques du secteur des hydrocarbures, mais il aurait servi également à la reconstruction de l'aéroport d'Aşgabad<sup>1891</sup>. Il a aussi probablement été utilisé pour combler la dette extérieure du Turkménistan<sup>1892</sup> qui a ainsi diminué d'environ 101% du PIB en 1999 à 78,6% en 2001, comme déjà évoqué plus haut. Ce Fonds pour le développement de l'Industrie pétrolière et gazière n'est pas contrôlé par les services fiscaux.

Mais, l'existence de ces deux fonds n'est pas nécessairement la garantie « d'une saine politique fiscale », puisqu'il existe d'autres fonds extra budgétaires, créés par décret présidentiel, pour gérer les ressources et les engagements extérieurs des entreprises d'État. Le Turkménistan a en effet développé, entre 1996 et 2000, un système complexe de fonds d'État sectoriels et extrabudgétaires. Ce système est composé du Fonds de développement de l'agriculture (alimenté par les revenus des exportations de coton et par la taxe de 3% sur les bénéfices des entreprises d'État), du Fonds des transports et des communications (approvisionné par les revenus des sept entreprises de transport et des télécommunications), et du Fonds de développement de la santé (qui reçoit une contribution de 4% sur les salaires)<sup>1893</sup>. Ils sont considérés comme neutres du point de vue du déficit de l'État<sup>1894</sup>.

Enfin, il y a les fonds présidentiels non officiels, alimentés par l'exploitation des ressources naturelles. Le montant de ces fonds pourrait excéder celui du budget officiel<sup>1895</sup>. Il existe

---

<sup>1888</sup> Miyamoto Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, op. cit., p. 48.

<sup>1889</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 45.

<sup>1890</sup> Ibid.

<sup>1891</sup> Kalyuzhonova Yelena, Kaser Michael, Prudential management of hydrocarbons revenues in resource-rich transition economies, op. cit., p. 173.

<sup>1892</sup> Ibid., p. 174.

<sup>1893</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2002*, op. cit., p. 23.

<sup>1894</sup> Ibid.

<sup>1895</sup> Leschenko Natalie, Troschke Manuela, "Fiscal decentralization in centralized states : Central Asia patterns", op. cit., p. 81.



encore d'autres fonds en devises étrangères, créés par le décret présidentiel N° 578, daté du 27 janvier 1992. Ils sont sous le contrôle direct de S. Niazov. Ils seraient domiciliés à la *Deutsche Bank*, mais il n'est pas certain qu'ils aient été déposés sur le compte de la Banque nationale turkmène<sup>1896</sup>, ce qui signifie que le titulaire du compte n'est pas connu.

Les fonds kazakhstaniens et turkmènes diffèrent en ce que les premiers ont été présentés comme construits sur le modèle norvégien avec des composantes de stabilisation et d'épargne, tandis que les seconds ne semblent pas avoir fait l'objet d'une communication de la part des autorités et n'ont pas été présentés à la population turkmène. La création des fonds turkmènes n'a été assortie d'aucune préoccupation officielle de responsabilité économique. Ils ne font pas l'objet de publications des comptes des opérations et, lors de l'une de ses allocutions télévisées en septembre 2002, S. Niazov confirme qu'il contrôlerait les fonds d'État lui-même désormais<sup>1897</sup>.

## **II. *Quelle redistribution des revenus des hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan ?***

La richesse du bassin caspien en hydrocarbures aurait pu permettre au Kazakhstan et au Turkménistan de surmonter plus facilement leurs difficultés économiques et politiques faisant suite à la disparition de l'URSS. Elle aurait même pu apporter rapidement la prospérité. Or, celle-ci n'est pas au rendez-vous, notamment pour la population du Turkménistan.

Peu d'éléments permettent d'évaluer les revendications en matière de distribution de la rente par l'État et de meilleure gouvernance de la part de la population, dans les deux pays. Pour le Kazakhstan, deux sondages ont été effectués par *The International Foundation for Electoral Systems* (IFES): « *Kazakhstan 1995 The public speaks. An analysis of national public opinion* »<sup>1898</sup>, et « *Public opinion in Kazakhstan 1996* »<sup>1899</sup>. Aucune source de ce type n'est disponible pour le Turkménistan. Le mécontentement populaire au Turkménistan semblait encore faible au début des années 2000 sauf, peut-être, parmi les élites. Les projets de prestige, dans les deux pays et notamment dans les deux capitales, justifiés par le pouvoir en termes de construction nationale, servent à faire croître la fierté nationale et par là, peut-être, tempérer un possible mécontentement.

---

<sup>1896</sup> Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, op. cit., p. 16.

<sup>1897</sup> Ibid., p. 18.

<sup>1898</sup> Skoczylas Elehie Natalie, Wagner Steven, Frass Varon Barbara, *Kazakhstan 1995, The Public Speaks, An Analysis of National Public Opinion*; a publication in the voices of the electorate series, International Foundation For Election Systems, Washington, September 1995.

<sup>1899</sup> Charney Craig, *Public opinion in Kazakhstan 1996*, A publication in the voices of the electorate series, Washington : International Foundation For Election Systems, April 1997.

Pour le Turkménistan, les diverses données sont contrastées, voire contradictoires. Rappelons que le PIB par habitant et en parité de pouvoir d'achat avait baissé de 14,6% entre 1991 et 2002. Toutefois, le ratio de pauvreté à 2 dollars par jour en pourcentage de la population diminue très sensiblement de 85,71% en 1993 à 49,65% en 1998 (la Banque mondiale ne fournit plus de chiffres pour les années suivantes). Le rapport de la Banque mondiale intitulé : "*Making Transition Work for Everyone*" et publié en 2000, indique qu'environ 58% de la population dispose d'un revenu inférieur à celui considéré officiellement comme un minimum (80 000 manat) en 1998<sup>1900</sup>.

Les informations concernant la redistribution des revenus du secteur des hydrocarbures, à tous les niveaux, sont quasi inexistantes pour le Turkménistan. Mais des données officielles portent sur les subventions accordées aux secteurs des hydrocarbures, de l'eau et d'autres producteurs de biens de première nécessité (alimentaires, notamment), permettant à la population d'en bénéficier gratuitement<sup>1901</sup>. Des subventions aux combustibles ont été un des principaux moyens de redistribution à la population et aux entreprises d'État en difficulté (de plus, le nombre de foyers alimentés en gaz est passé de 40% en 1990 à 90% en 1999<sup>1902</sup>). Toutes ces subventions ont permis un maintien du niveau de vie après l'indépendance et peuvent être considérées comme une forme de rente interne (Cf. l'Introduction, pour les définitions de la rente et le tableau N°32 : Les différents types de rentes pétrolière et gazière au Kazakhstan et au Turkménistan en pourcentage du PIB).

Toutefois, des disparités importantes dans la redistribution à l'échelle régionale sont parfois inversement proportionnelles aux besoins. Les régions dont les dépenses sont les plus élevées sont celles de Lebap, de Daşoguz et de Merv au Sud-Est du pays, étant donné le grand nombre d'administrations qu'elles abritent et leur densité de population. Les dépenses des régions de Daşoguz et de Lebap croissent particulièrement vite. Les recettes fiscales par habitant sont les plus élevées à Aşgabad et dans la région de Balkan au Sud-Ouest, tandis que celles de Merv, Daşoguz et de Lebap sont les plus limitées<sup>1903</sup>. Rappelons que les trois *velaât* qui concentrent, aujourd'hui, les plus grandes richesses en hydrocarbures sont ceux de Balkan, Lebap et de Merv.

---

<sup>1900</sup> Il s'agit de données de l'institut de statistiques turkmène Turkmenmillihasabat (ex Turkmenstatprognoz), cité par Ye Xiao, Mills Michael, A Profile of Living Standards in Turkmenistan, Report N°21656 TM, Document of the World Bank, January 9, 2001, p. iv.

<sup>1901</sup> Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, op. cit., p. 127.

<sup>1902</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, Oil is not a curse : ownership structure and institutions in Soviet successor states, op. cit., p. 98.

<sup>1903</sup> Leschenko Natalie, Troschke Manuela, "Fiscal decentralization in centralized states : Central Asia patterns", op. cit., p. 102.

Au Kazakhstan, ce PIB par habitant et en parité de pouvoir d'achat a, lui, augmenté de 24,7% pendant la même période. Mais le ratio de pauvreté à 2 dollars par jour en pourcentage de la population était de 17,57% en 1993, puis augmente à 18,76% en 1996 et bondit à 30,3% en 2001 pour diminuer à nouveau et atteindre 21,53% en 2002. Cette augmentation du ratio de pauvreté est cohérente avec la diminution des dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté au cours des premières années de l'indépendance du Kazakhstan. Ces dépenses représentaient en effet 11,2% du PIB en 1992 et 6,6% six ans plus tard (or le PIB du Kazakhstan diminue tant en dollars courants que constants pendant ces années-là (Cf. tableau X. H : Evolutions des PIB du Kazakhstan et du Turkménistan, en annexe), donc ces dépenses diminuent bien.

Avant 1998, 69% de personnes vivaient au-dessous du niveau de pauvreté, dans le Sud du pays, soit deux fois celui de la moyenne nationale. Ce taux était de 9% dans le Nord. En 1999, 28% de la population totale était en dessous du seuil de pauvreté (selon une enquête gouvernementale, basée sur une fourchette basse de la définition du revenu minimum), et plus de 50% d'entre eux vivaient dans le Sud du pays<sup>1904</sup>. Presque deux Kazakhstanais pauvres sur trois habitent dans le Sud ou l'Est du pays<sup>1905</sup>. En 2002, encore 24% de la population a des revenus en dessous du niveau minimal (4 761 tenge, soit 31 dollars par mois)<sup>1906</sup>. Ces chiffres montrent que la redistribution des revenus liés à l'exploitation des ressources naturelles est inégale géographiquement et que les régions productrices ne sont pas celles qui comptent le plus de Kazakhstanais pauvres. Des données permettant d'examiner le niveau de redistribution des revenus des hydrocarbures, plus précisément au niveau des *oblast'* au Kazakhstan et notamment ceux qui produisent les hydrocarbures, sont exposées plus bas.

Au début de l'indépendance, les régions occidentales du Kazakhstan attendaient de la part des autorités de la république une gestion du développement des ressources et des flux financiers qui leur soient, bien entendu, favorables<sup>1907</sup>. Pourtant, les dépenses par habitant dans le domaine social sont en moyenne plus élevées dans les régions productrices que dans les autres.

Les budgets des cinq régions productrices ont largement profité de la manne pétrolière puisqu'entre 1997 et 2002, leurs recettes ont augmenté de 280% contre 180% pour les autres

---

<sup>1904</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 183.

<sup>1905</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 92.

<sup>1906</sup> United Nations Human Development Report, *Bednost' v Kazahstane, pričiny i puti preodoleniâ*, Seriâ publikacij PROON v Kazahstane N°UNDPKAZ 08, p. 4.

<sup>1907</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 33.

régions. Mais cette manne n'a pas autant profité aux habitants des régions productrices de l'Ouest qu'à celles du Sud du pays, qui ont reçu de très importants transferts<sup>1908</sup>. Ces transferts sont en effet très conséquents, en direction des régions du Sud du pays qui, pourtant, restent très pauvres<sup>1909</sup>. Et dans les premières années du « boom » pétrolier, la manne aurait bénéficié plutôt aux villes des régions non productrices qu'aux habitants des régions productrices ou aux ruraux.

À la fin des années 1990, la situation du secteur n'avait pas permis de large redistribution des revenus des hydrocarbures au bénéfice des populations des régions de production. En témoignent les grandes difficultés de la population, notamment celle de l'*oblast'* de Mangistau où l'approvisionnement en eau potable, en électricité et en gaz est problématique, avec les tarifs les plus élevés du pays en 1999 (et cette situation a perduré bien au-delà du début des années 2000). Cet *oblast'* de Mangistau a un taux de pauvreté de 87%, en 2002<sup>1910</sup>. Or, il est alors le plus grand producteur de pétrole du pays avec 26,1% de la production totale. Selon des auteurs occidentaux, bien que les dépenses dans le domaine social par habitant soient en moyenne plus élevées dans les régions productrices que dans les autres, ces transferts officiels n'atteignent pas les régions productrices (sauf Kzyl-Orda)<sup>1911</sup>.

Les régions méridionales et centrales ainsi qu'Astana ont le plus bénéficié de ces transferts, les régions du Nord sont, de ce point de vue, défavorisées. La redistribution de la manne est donc inégalitaire et les régions les plus pauvres restent très dépendantes des transferts officiels du Centre.

Mais les sources officielles ne donnent que peu d'information quant aux subventions versées aux *oblast'*. Si le tableau XV. A : Les prélèvements et subventions aux *oblast'* producteurs d'hydrocarbures 2001-2002 (en annexe) détaille les prélèvements sur leurs budgets en 2001-2001, il est moins précis quant aux subventions versées aux cinq *oblast'* (Aktûbinsk, Atyrau, Mangistau, Kazakhstan Ouest et Kzyl-Orda). En pourcentage des dépenses de leur budget, c'est l'*oblast'* d'Atyrau qui verse le plus, suivi de ceux de Mangistau et d'Aktûbinsk (pour 2001) et de celui du Kazakhstan Ouest. Les prélèvements sur les budgets des *oblast'*

---

<sup>1908</sup> Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël, Sourdin Patricia, "Redistribution of oil revenue in Kazakhstan", In *The economics and politics of oil in the Caspian Basin : the redistribution of oil revenues in Azerbaijan and Central Asia*, Najman Boris, Pomfret Richard, William Thomas, Raballand Gaël (eds.), London ; New York : Routledge, 2008, p. 119.

<sup>1909</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 92.

<sup>1910</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 136.

<sup>1911</sup> Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël, Sourdin Patricia, "Redistribution of oil revenue in Kazakhstan", op. cit., p. 119.

d'Aktûbinsk, Atyrau et Mangistau sont en diminution en 2002 par rapport à 2001. Les lacunes d'informations ne permettent pas de connaître l'évolution des subventions versées aux *oblast* sauf dans le cas de celui de Kzyl-Orda qui voit les siennes augmenter fortement pendant cette période.

### **III. Le rôle de la fiscalité et des *akim* dans le partage des revenus des hydrocarbures**

Les revenus des hydrocarbures dans les régions du Kazakhstan sont partagés, de façon informelle, en fonction de demandes de l'administration fiscale régionale et des *akim*, bien qu'en théorie, le gouvernement soit la seule autorité qui collecte les impôts à tous les niveaux et fixe les taux d'imposition pour tout le pays (à l'exception des taxes locales : en théorie, les autorités locales sont en charge des questions liées à l'octroi de droits aux utilisateurs de sous-sol ainsi que des questions écologiques<sup>1912</sup>). L'administration fiscale au niveau régional n'est en effet pas sous le contrôle exclusif du gouvernement central et les taux d'imposition ne sont pas uniformes. Ils sont soumis aux besoins des autorités régionales. L'administration fiscale régionale propose régulièrement des exemptions d'impôts en échange de "dons" à des fonds discrétionnaires régionaux, ce qui contribue à créer des sources de revenus extrabudgétaires pour les responsables régionaux. Cette administration préfère accumuler les amendes pour non-conformité aux lois fiscales plutôt que de collecter les impôts. La réponse d'Astana consiste à renforcer les lois centrales sur la fiscalité, afin de récolter davantage d'amendes<sup>1913</sup>. Lorsque les instructions reçues par les agents de l'administration fiscale, de la part des niveaux centraux et régionaux de l'État, sont en contradiction, ils sont plutôt enclins à suivre celles du niveau régional. Les dirigeants régionaux donnent aussi priorité à la politique fiscale régionale sur les lois et réglementations fiscales nationales.

Chaque année, l'État décide des dépenses qu'il assumera et lesquelles reposeront sur les budgets régionaux. Mais il ne transfère pas pour autant les fonds nécessaires à ces budgets régionaux. Ceux-ci doivent donc assumer des dépenses croissantes dans le domaine social, sans en avoir nécessairement les moyens financiers. Cette absence d'exigences formelles permet aux *akim* de disposer de fonds avec plus ou moins de transparence dans le domaine social<sup>1914</sup>. Ils s'octroient des pouvoirs informels, car leurs revendications de plus grande autonomie formelle n'ont pas été acceptées malgré une insistance croissante depuis 1996<sup>1915</sup>.

---

<sup>1912</sup> Farnsworth Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, op cit., p. 21.

<sup>1913</sup> Jones Luong Pauline, "Economic « decentralization » in Kazakhstan : causes and consequences", op. cit., p. 189-190.

<sup>1914</sup> Ibid., p. 196.

<sup>1915</sup> Ibid., p. 206.

Les *akim* des régions les plus riches veulent exercer un contrôle *de jure* plus grand sur les activités et les finances des investisseurs étrangers, afin de lever les confusions portant sur leurs obligations légales vis-à-vis du gouvernement central<sup>1916</sup>.

À partir de 1999, plusieurs textes donnent davantage de pouvoir aux autorités locales en matière fiscale et administrative. La loi sur le budget d'avril 1999 établit un système de partage des revenus entre le Centre et les *oblast'*; plusieurs impôts sont destinés exclusivement à l'un ou aux autres et d'autres sont partagés à égalité. Quelques-uns, comme l'impôt foncier et les impôts sur la protection de l'environnement sont locaux. Les administrations régionales peuvent en déterminer les taux. Cette loi est amendée en 2000 et permet aux autorités régionales d'approuver le taux de partage des impôts et les transferts aux régions<sup>1917</sup>. Cette décentralisation *de jure* légitime ce qui avait cours *de facto* auparavant, en matière fiscale et budgétaire. Ainsi, l'impôt sur le revenu des entreprises qui allait directement au gouvernement central en principe, mais qui était partagé en fait avec les *oblast'*, presque uniformément, est partagé à égalité.

Pendant longtemps, le gouvernement a ignoré cette décentralisation *de facto*, afin de gagner le soutien de ces *oblast'* à la privatisation, ce qui a provoqué des conflits avec les investisseurs dans les hydrocarbures (Cf. chapitre XII). Au moment des privatisations dans le secteur pétrolier, les autorités centrales ont besoin de l'approbation des *akim* et de leur implication dans la prise de décision<sup>1918</sup> pour lancer les ventes des parts de l'État dans les entreprises du secteur des hydrocarbures. Un rôle charnière leur est de ce fait conféré<sup>1919</sup>. Des *akim* ont donc eu à jouer un rôle lors des privatisations de sociétés pétrolières, comme celle de *MangistauMunajGaz*<sup>1920</sup>.

Les *akim d'oblast'* utilisent eux aussi de facto leur pouvoir sur les administrations chargées de la réglementation, pour obtenir des fonds supplémentaires de la part des investisseurs étrangers. Ils font pression sur les employés de ces administrations afin qu'ils dénoncent des licences d'exploitation, qu'ils leur refusent un permis, ou causent un retard sans fin dans ces procédures<sup>1921</sup>. Ce mouvement est renforcé par les administrations centrales chargées de la

---

<sup>1916</sup> Ibid., p. 203.

<sup>1917</sup> Ibid., p. 201-202.

<sup>1918</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 91.

<sup>1919</sup> Raballand Gaël, Genté Régis, "Oil in the Caspian Basin Facts and Figures", op. cit., p. 19.

<sup>1920</sup> À titre d'exemple, citons le décret du 28 juin 1996 précise le rôle de l'*akim* de la région de Mangistau qui devra, de concert avec le Comité d'État à la privatisation, dresser la liste des équipements sociaux de la société MMG.

<sup>1921</sup> Jones Luong Pauline, "Economic « decentralization » in Kazakhstan : causes and consequences", op. cit., p. 200-201.

règlementation des investissements étrangers au niveau régional qui donnent toujours la priorité aux règles locales sur les nationales. Elles négligent les réglementations nationales, en échange de faveurs personnelles ou d'argent destinés aux fonds discrétionnaires des *akim*.

De nombreux investisseurs étrangers estiment qu'il est plus intéressant de résoudre d'abord les problèmes des *oblast'* et de prendre ensuite contact avec les autorités d'Astana pour signer des contrats. Les autorités régionales ont donc une influence plus directe sur la politique règlementaire qu'il n'avait été prévu à l'origine par le gouvernement central. Le rôle des *akim* des régions pétrolières est renforcé lorsqu'ils négocient avec le gouvernement l'utilisation des revenus du pétrole. Ces négociations donnent lieu à un partage des revenus entre le Centre et les régions les plus productrices de pétrole qui réussissent à en conserver une partie. Ce qui explique le type de relations entre les *akim* et les investisseurs étrangers que ce phénomène induit ainsi que l'inégalité de la répartition de ces revenus. Les *oblast'* ont une certaine liberté d'action en matière de finances, en échange de transferts vers le budget central, à charge pour les *akim* de négocier avec les investisseurs étrangers. La décentralisation décrétée en 1999 est une reconnaissance officielle des demandes des *oblast'* les plus riches à davantage d'autonomie économique et politique réclamée par les *akim* de ces *oblast'*.

Cependant, en 2000, un article de la revue *Kazakhstan*<sup>1922</sup>, consacré aux contrats de partage de production, soulignait que la législation ne prévoit pas de procédure permettant aux autorités locales de participer à la préparation ou à la signature de contrats de partage de production (même si l'article 94-1.3 de la loi N°2235 du 24 avril 1995 prévoit bien qu'une partie des revenus, perçus grâce aux contrats de partage de production, reste dans le budget des autorités locales). Mais ces montants seraient si faibles, selon cet article, que les *akim* s'accommodent mal des activités des investisseurs travaillant sous ce régime. Les assemblées régionales (*maslihat*) n'ont pas de revenus autres que les impôts locaux qui sont eux-mêmes soumis aux décisions du gouvernement<sup>1923</sup>. À titre d'exemple, mentionnons ici qu'en 1997, sur les 12,5 milliards de tenge collectés (la source ne précise pas à quel titre) par la ville d'Aktau, seuls 180 millions de tenge sont restés dans les caisses de la ville (soit 1,44%), selon les députés du *Maslihat* de la ville. L'*oblast'* de Mangistau dont Aktau est la capitale régionale, est un contributeur important au budget de l'État, puisque 73% des impôts qui y sont collectés sont

---

<sup>1922</sup> Soglašeniâ o razdelele produkci. Redakcionnyj obzor., *Meždunarodnyj delovoj žurnal KAZAKHSTAN*, 2000, n°3.

<sup>1923</sup> Gleason Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, op. cit., p. 58.

captés par l'État qui augmente sa pression fiscale à la fin des années 1990<sup>1924</sup>. La principale préoccupation des élites régionales de l'Ouest du Kazakhstan, plutôt loyales aux autorités d'Astana, est la conservation de la paix sociale dans ces *oblast'* occidentaux, où les questions de justice sociale sont particulièrement sensibles. Or, les revenus du pétrole ont renforcé les inégalités entre Kazakhstanais riches et pauvres<sup>1925</sup>.

Avant d'examiner le partage des revenus des hydrocarbures entre les régions et le Centre, il convient de rassembler quelques informations disponibles, concernant la contribution des sociétés pétrolières aux budgets des *oblast'* où elles sont implantées. Les impôts payés par la société *Hurricane Kumkol' Munaj* à l'*oblast'* de Kzyl-Orda constituent 75% du budget de cet *oblast'* en 1998<sup>1926</sup> (et 80% deux ans plus tard) et ceux payés par la raffinerie de Čimkent (qui en est une filiale) à l'*oblast'* du Kazakhstan-Sud - 60% en 2000<sup>1927</sup>. Dans l'*oblast'* d'Atyrau, *TengizŠevrOjl* (qui emploie 3 000 personnes) fournit plus d'un quart des revenus à l'*oblast'* en 1998<sup>1928</sup>.

### III. A. Les contributions des régions productrices du Kazakhstan au budget républicain

Les deux principales régions productrices que sont celles d'Atyrau et de Mangistau, contribuent à 58,3% des subventions versées au budget de l'État (Cf. Tableau N°34 : Les régions productrices de pétrole et leurs contributions au budget républicain en 2002, ci-dessous). Les auteurs de l'ouvrage sur l'histoire du pétrole d'Aktûbinsk<sup>1929</sup> soulignent que le complexe énergétique de cette région produit des bénéfices (*pribil'nyj donor*), au moment où ils écrivent, c'est-à-dire en 2000, mais sans en préciser les valeurs. En 2002, la production de pétrole de l'*oblast'* d'Aktûbinsk représente 7,7% de la production totale du Kazakhstan, mais la région contribue à hauteur de 1,2% au budget de l'État.

Le tableau N°34 montre qu'il n'y a pas de corrélation évidente entre les niveaux de production de pétrole des cinq *oblast'* et leur contribution au budget de l'État. Ce qui s'explique notamment par le fait que la contribution des *oblast'* riches en pétrole est, en

---

<sup>1924</sup> Fomin Nikolaj, Neftânoj Klondajk na grani social'nogo vzryva, *Central'noaziatskij bûlleten'*, 18 février 1999, n°7.

<sup>1925</sup> Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël, Sourdin Patricia, "Redistribution of oil revenue in Kazakhstan", op. cit., p. 118.

<sup>1926</sup> Šaškova Nadežda, Konflikt truda i kapitala, *Kazahstanskaâ Pravda*, 19 février 1999.

<sup>1927</sup> Vološin Vitalij, Sovpadenie interesov, op. cit. ; Vološin Vitalij, Prioritet "čelovečeskoj" politiki, *Kontinent*, 26 septembre-9 octobre 2001.

<sup>1928</sup> Brauer Brigit, Chevron's Kazak Oilfield Wealthy », AP Newswire, 17 Juillet 1998, citée par Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 90.

<sup>1929</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagametov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 5.



réalité, plus importante que ne le montre ce tableau. En effet, les transferts des revenus de *KazMunajGaz* au budget républicain, pour l'*oblast'* de Mangistau, ne sont pas comptabilisés dans le budget régional<sup>1930</sup>. Ce qui signifie que des revenus échappent au budget des *oblast'*. Toujours dans cet *oblast'* de Mangistau, seuls 10% des impôts payés par les personnes morales<sup>1931</sup> et 71% des impôts payés par les personnes physiques vont au budget de cet *oblast'*.

**Tableau N°34 : Les régions productrices de pétrole et leurs contributions au budget républicain du Kazakhstan en 2002**

Oblast'	Production de pétrole* (en % du total de la production)	Contributions au budget républicain (en % du total des contributions)
Atyrau	38	40
Mangistau	26,1	18,3
Kzyl-Orda	15,1	-
Ouest Kazakhstan	13,1	0,2
Aktûbinsk	7,7	1,2
Total	100	59,7

Sources : Raballand G., Esen F., Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. Le cas du Kazakhstan, Communication, 1<sup>er</sup> Congrès du Réseau Asie, 24-25 sept. 2003, Paris France, p. 10. ; Agence de statistiques du Kazakhstan (2001), p.195 pour la production et ministère des Finances du Kazakhstan (2003), p.50 pour les subventions au budget.

\* chiffres pour l'année 2000.

Il faut souligner, encore une fois, que l'équivalent de ce tableau n'a pas pu être établi pour le Turkménistan.

### III. B. Les deux autres grands types de redistribution au Kazakhstan

Outre la répartition locale des revenus pétroliers et les transferts financiers venus d'Astana, il existe une redistribution officielle par les compagnies et une redistribution officieuse. Cet aspect officieux explique en partie l'écart constaté dans le tableau N°34 (Les régions productrices de pétrole et leurs contributions au budget républicain du Kazakhstan) entre le niveau de production pétrolière des régions et leurs contributions. La redistribution officieuse parmi les *akim* dans les régions pétrolières, est facilitée, notamment, par le changement de mode de négociations entre compagnies pétrolières et autorités centrales concernant les quotas

<sup>1930</sup> Raballand G., Esen F., Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. Le cas du Kazakhstan, op. cit., p. 10.

<sup>1931</sup> Fomin Nikolaj, Neftânoj Klondajk na grani social'nogo vzryva, op. cit.

d'employés locaux, lorsque ces quotas, fixés initialement par le ministère du Travail et de la Protection sociale, ont été mis sous la responsabilité des *akim*<sup>1932</sup>. Cette redistribution, non officielle, profite notamment aux représentants de la Petite horde, membres des équipes dirigeantes locales de l'Ouest du Kazakhstan.

En ce qui concerne la redistribution officielle par les compagnies, les bonus notamment jouent un rôle dans la captation des revenus par Astana. À titre d'exemple, citons la région d'Atyrau aurait dû recevoir entre 30 et 60 millions de dollars de bonus par an de la part de *Chevron* jusqu'en 2000. Ces sommes sont restées au Centre pour l'essentiel. Une partie des revenus dus aux régions productrices est en effet captée par Astana qui collecte toutes les taxes pour ensuite, en principe, les redistribuer aux régions. Cette captation est rendue possible par le mode de versement de ces bonus qui ne sont pas attribués directement à la région par les compagnies. L'opposition proche de l'ex Premier ministre Kažegeldin (octobre 1994-octobre 1997) avait fait de cette question l'objet de la campagne pour les élections présidentielles de 1999.

De plus, en vendant des parts de sociétés pétrolières et gazières à des investisseurs étrangers, l'État kazakhstanais prévoyait que ces sociétés étrangères prendraient en charge certains aspects socio-économiques de la vie des habitants de ces régions. C'est ainsi que *Ūžneftegaz*, située dans l'*oblast'* de Kzyl-Orda, une des régions les plus pauvres du pays, signe un contrat avec le canadien *Hurricane Hydrocarbons* en 1996 (Cf. chapitre XI). *Hurricane Hydrocarbons* devient ainsi le plus grand employeur de la région. Grâce à ce contrat, le taux d'emploi dans la région devait être amélioré et le paiement des arriérés de salaires des employés de la société *Ūžneftegaz* devait être assuré. Étaient aussi prévus la construction et / ou l'entretien des hôpitaux et des écoles, pour l'ensemble de la région<sup>1933</sup>. La société *Hurricane Hydrocarbons* investit 5 millions de dollars en 2000, et plus de 28 millions de dollars entre 1997 et 2001, dans la construction notamment d'un nouvel aéroport à Kzyl-Orda et d'un complexe sportif, d'un camp d'été pour enfants, des réfections d'hôpitaux et d'écoles<sup>1934</sup>.

Les compagnies pétrolières contribuent donc au développement local, à la demande des autorités centrales. Mais les projets qu'elles financent ne concernent qu'une petite partie des

---

<sup>1932</sup> Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël, Sourdin Patricia, "Redistribution of oil revenue in Kazakhstan", op. cit., p. 122.

<sup>1933</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, op. cit., p. 26.

<sup>1934</sup> Vološin Vitalij, *Sovpadenie interesov*, op. cit.

besoins de développement des infrastructures. Les investissements de AGIP KCO ne représentent que 1,24% des revenus des *oblast'* de Mangistau et d'Atyrau (soit 5 millions de dollars par an, soit encore 0,15% du produit régional [*GDP gross domestic product*]). Ceux de *Karachaganak Petroleum Operating* représentent 6,5% des revenus de la région du Kazakhstan Ouest (10 millions de dollars, soit 0,8% du produit régional)<sup>1935</sup>. Au cours des dix premières années d'activité de *TengizŠevrOjl*, les employés de la société mixte bénéficient notamment de deux programmes sociaux intitulés « *Bonus Fonds Atyrau* » (1993-1998) et « *Igilik* » (qui débute en 1999). Ils s'élèvent respectivement à 50 millions de dollars sur cinq ans et à 6 millions de dollars sur 1999-2001. Ces programmes ont permis la construction d'un gazoduc de 29 kilomètres, de maisons individuelles, et d'une boulangerie industrielle ainsi que le financement d'une campagne de lutte contre la tuberculose<sup>1936</sup>.

En demandant aux sociétés multinationales d'assumer de tels coûts, en échange d'exonération d'impôts, le Kazakhstan opère un tournant dans sa politique de privatisation. Cette participation de compagnies étrangères au développement régional a eu des impacts positifs propres à attirer davantage d'investissements étrangers. Mais sur le long terme, elle a eu pour conséquence de priver l'État de revenus, puisque des exonérations d'impôts étaient accordées en échange. Ces implications d'entreprises dans la gestion et le développement de villes, ont dépossédé les autorités locales de leurs fonctions, ce qui a, par ailleurs, permis au gouvernement de rejeter sur les investisseurs étrangers les responsabilités concernant les mauvaises conditions socio-économiques. Dans l'*oblast'* d'Atyrau, N. Nazarbaev a réussi à déplacer l'insatisfaction due au manque de développement économique, vers les compagnies étrangères<sup>1937</sup>.

En 2000, le gouvernement kazakhstanaise demande aux sociétés étrangères de sous-traiter davantage aux sociétés kazakhstanaise dans les domaines de la construction et de l'alimentation<sup>1938</sup>. Puis, à son arrivée au poste de Premier ministre en janvier 2002, Imangaly Tasmagambetov renégocie des contrats avec des compagnies pétrolières étrangères et initie des procédures de contrôle de leurs pratiques d'achat. Il leur a été tout d'abord demandé, de façon informelle, de s'approvisionner au Kazakhstan à hauteur de 25% du volume de leurs achats. Puis la pression s'accroît avec de nouvelles règles qui donnent au ministère de l'Energie et des Ressources Minérales le droit de faire partie des comités pour les appels

---

<sup>1935</sup> Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël, Sourdin Patricia, "Redistribution of oil revenue in Kazakhstan", op. cit., p. 122. Les dates correspondantes ne sont pas précisées.

<sup>1936</sup> Tengizševrojil : 10 uspešnyh let !, *Meždunarodnyj delovoj Žurnal KAZAKHSTAN*, 2003, n°1.

<sup>1937</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 83.

<sup>1938</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 32.

d'offres des sociétés et d'approuver les termes et les résultats de ces appels d'offres. Cette présence, sans précédent, de représentants de l'État dans les comités pour appels d'offres augmente les risques de corruption<sup>1939</sup>.

Le retrait de l'État dans le développement régional au profit d'une certaine prise en charge de coûts et d'investissements par des entreprises étrangères, fait prendre le risque de voir un État incapable de répondre aux demandes de la société et de remplir ses fonctions, et donc de voir attaquer ses propres fondements<sup>1940</sup>. Et les événements de Žanaozen de décembre 2011, dans lesquels le chef de l'administration présidentiel d'alors, Aslan E. Musin, aurait joué un rôle important, peuvent être interprétés comme une manifestation du délitement des fondements de l'État kazakhstanaï. Du reste, l'*oblast'* de Mangistau dans lequel se trouve Žanaozen, situé loin d'Astana, voit ses ressources exploitées par des sociétés étrangères comme l'indonésienne *Central Asia Petroleum Ltd Company* qui détient 60% des parts de MMG, la *Chinese National Petroleum Company* qui en détient autant dans le champ d'Uzen' et la canadienne *Triton Vuko Energy Group* qui possède plus de 90% des parts de *Karažanbasmunajgaz*, perçues comme ne partageant pas la richesse. La région, caractérisée par un manque de diversification économique et un environnement naturel pollué, connaît un très fort taux de pauvreté. Autant de conditions qui font partie, selon W. Ostrowski<sup>1941</sup>, d'une série de conditions nécessaires, pour que la violence éclate dans une région riche en ressources naturelles.

À la lumière des relations qui se sont établies entre investisseurs étrangers et *akim* des régions pétrolières, il est juste d'examiner l'influence qu'ont pu avoir ces relations sur les carrières professionnelles de ces *akim*.

### III. C. Les carrières des *akim* des régions pétrolières

Sur les vingt-neuf *akim* d'*oblast'* et / ou de villes pétrolières en poste entre 1991 et 2002, neuf d'entre eux ont fait carrière exclusivement dans l'administration publique, onze ont eu une activité dans une ou des entreprises du secteur des hydrocarbures (avant ou après leur prise de fonction comme *akim*). Pour les neuf restants (Arystangali K. Ašemgaliev, Žalgas Musaevič Tkenbaev (*akim* de la ville d'Atyrau entre 1995 et 1998), Fëdor Afanas'evič Novikov, V. L. Levitin, Serik Ospanov, Savelij T. Pačïn, Evgenij M. Zolotarev, Nažameden I. Iskaliev, Veniamin Kadyrovič Mukataev), aucun élément détaillé de leur carrière n'a été retrouvé

---

<sup>1939</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 143.

<sup>1940</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 93.

<sup>1941</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 83.

permettant de les classer dans l'un ou l'autre cas. Ce qui pourrait s'expliquer par le fait que leur carrière n'a pas évolué comme celle des vingt autres. Il faut aussi noter que parmi ces neuf *akim*, trois au moins sont européens.

Les dix *akim* dont la carrière s'est déroulée exclusivement dans l'administration publique sont tous des Kazakhs. Par ordre alphabétique, il s'agit de : Serikbek Ž. Daukeev qui a été Président de l'Académie des sciences de la République du Kazakhstan (avril 2002-2003) après avoir quitté son poste d'*akim* de l'*oblast'* d'Atyrau (de décembre 2000 à mars 2002) et ministre de la Géologie et de la Conservation du sous-sol (1993-1997) ; Kabibulla Kabenovič Džakupov déjà cité (chef de l'administration de la région puis *akim* de l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest d'octobre 1995 à 2000), Ermek Žetpisbaevič Imantaev (*akim* de l'*oblast'* d'Aktûbinsk d'avril 2002 à juillet 2004), Šalbij Kulmahanovič Kulmahanov (chef de l'administration de la région d'Aktûbinsk de février 1992 à octobre 1993), Krymbek Eleuovič Kušerbaev (*akim* de l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest de 2000 à 2003), Aslan Musin, également déjà cité (*akim* de l'*oblast'* d'Aktûbinsk de septembre 1995 à avril 2002, puis de l'*oblast'* d'Atyrau d'avril 2002 à septembre 2006), Bekbolat K. Naregeev (responsable de la ville d'Atyrau en 1994-1995), Eleusin Nauryzbaevič Sagindikov (*akim* de la ville d'Aktûbinsk de novembre 1996 à octobre 2002), Imangali Tasmagambetov (*akim* de l'*oblast'* d'Atyrau de février 1999 à décembre 2000 puis Premier ministre à partir de janvier 2002), et Berdybek Mašbekovič Saparbaev (*akim* de l'*oblast'* de Kzyl-Orda de 1995 à 1999).

Dix autres, dont deux Russes, ont eu une activité dans une ou des entreprises du secteur des hydrocarbures. Le Russe Nikolaj Baev occupe les fonctions de secrétaire de l'*obkom* de Mangistau de 1990 à 1991, puis il est chef de l'administration de la ville d'Aktau de 1992 à 1994, conseiller du Premier ministre en 1997, *akim* de l'*oblast'* de Mangistau de décembre 1997 à février 1999 et enfin conseiller de la direction de la société *Kazahturkmunaj* à partir de 1999 ; le Russe Leonid Burlakov est vice-directeur général de l'union *MangistauMunajGaz* de 1989 à 1994, date à laquelle il devient *akim* de la ville d'Aktau jusqu'en 1995 ; Ravil' Čerdabaev, plusieurs fois évoqué, dirige TCO avant d'être ministre de l'Industrie pétrolière et gazière ; Lâzzat K. Kiinov a été chef de l'administration de l'*oblast'* de Mangistau de 1993 à 1995, puis vice-ministre de l'Industrie pétrolière et gazière de 1995-1997, *akim* de l'*oblast'* de Mangistau de 1999-2002 et enfin Président de KMG à partir de février 2002 ; Nurpeis Mahaševič Mahašev est responsable des trust *Gur'evneftehimstroj* et *Èmbaneftestroj* entre 1987 et 1990, chef de l'administration de la ville de Gur'ev 1992 à 1993, puis président de la société *Èbamunajgaz* (filiale de KMG) de 2002 à 2004 ; Serikbij Urikbaevič Nurgicaev est

membre du conseil de surveillance de *Hurricane Kumkol' Munaj* en 1999 et *akim* de l'*oblast'* de Kzyl-Orda jusqu'en 2004 ; Bolat Abylkasymovič Palymbetov remplit la fonction de directeur général de *KazTransOjl*, puis celle de premier vice-directeur de *Transport nefti i gaza* et est l'*akim* de Mangistau à partir de 2002 ; Sagat K. Tugel'baev est chef de l'administration de la région d'Atyrau de février 1992 à octobre 1994 et président de la société Zaman (sous-traitante de *KazahOjl* et de *Hurricane Kumkol' Munaj*) ; Dujsenbaj Nurbaevič Turganov est *akim* de la ville d'Atyrau de 1999 à 2002 puis président de la société *Kaspijstrojservis* de 2002 à 2007 ; Seilbek Šauhamanov est chef de l'administration de la région de Kzyl-Orda de 1992 à 1995 puis conseiller du directeur général de la société mixte *KuatAmlonMunaj* de 1999 à 2005.

Peut-on déduire de cette recension que les *akim* des régions pétrolières ont vu leur position renforcée dans le secteur privé des hydrocarbures ? Quatre d'entre eux (N. Baev, N. Mahašev, S. Tugel'baev et S. Šauhamanov) ont effectué une trajectoire dans l'administration puis dans le secteur privé, tandis que les six autres ont poursuivi la trajectoire inverse. Une conclusion consisterait à supposer qu'une carrière dans le secteur des entreprises pétrolières en a favorisé certains pour la poursuivre dans l'administration du pays, au niveau régional. Huit de ces vingt-neuf responsables régionaux ont également été promus à de hautes fonctions au sein du gouvernement ou de grandes entreprises. Mais un tiers de l'échantillon n'étant pas exploitable par manque d'information, il faut donc se garder d'en tirer une conclusion générale.

#### ***IV. Deux pays à faibles revenus pétroliers et gaziers par habitant et dépendants de leurs exportations en hydrocarbures***

Les indices de dépendance, calculés dans la littérature consacrée à ce sujet, sont nombreux<sup>1942</sup>. Quelques-uns ont été retenus ici, comme l'indice des exportations de pétrole et de gaz sur les exportations totales, la part des exportations des ressources naturelles dans le PIB, le revenu annuel pétrolier (potentiel) par habitant (revenu des exportations du pétrole / nombre total de la population), et enfin les dépenses militaires et l'indice de développement humain. Ils sont présentés dans trois tableaux intitulés : Les indices de dépendance aux hydrocarbures, et donnés en annexe.

---

<sup>1942</sup> Certaines évaluations des points énumérés ci-dessus proviennent d'organisations internationales, comme le programme des Nations Unies pour le développement, et ne sont pas produites par les États eux-mêmes.

#### IV. A. Le taux des exportations de pétrole, de produits pétroliers et de gaz par rapport aux exportations totales, dans les deux pays

Le rapport « exportations des ressources naturelles / exportations totales » renseigne sur le degré de spécialisation mono-produit du pays et est souvent utilisé pour l'étude des relations entre captation de rentes et risques de conflits. Cet indicateur est parfois transformé en une variable explicative d'un comportement rentier des gouvernements qui cherchent à conserver leur mainmise sur cette source de revenus fiscaux et de devises.

La dépendance au pétrole est décroissante au Kazakhstan, entre 1992 et 1995, puis croissante entre 1996 et 2002 (Cf. tableau XV. B : Les indices de dépendance au pétrole du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002). Concernant le gaz, sa dépendance est très faible mais elle croît entre 1995 et 2002. Celle liée aux produits pétroliers est fluctuante mais reste marginale (Cf. tableaux XV. C et XV. D, en annexe).

Ce même tableau XV. B indique une dépendance assez faible au pétrole, mais croissante au Turkménistan, avec un fort accroissement entre 1998 et 1999. Le pourcentage des exportations de produits pétroliers turkmènes dans les exportations totales augmente brutalement entre 1996 et 1997 jusqu'à l'année suivante, pour chuter brusquement en 1999 et décroître encore jusqu'en 2002 (Cf. tableau XV. D). Cette dépendance est donc très fluctuante. Le pourcentage des exportations de gaz turkmène dans les exportations totales est, lui aussi, très variable sur les onze premières années de l'indépendance (Cf. tableau XV. C : Les indices de dépendance au gaz du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002). Ce taux, très élevé en 1991 (84,9%), n'a jamais été rattrapé. Il chute brusquement en 1992 puis de nouveau en 1997, pour croître régulièrement jusqu'en 2002, date à laquelle il atteint 57,3%.

Si l'on calcule la part des montants des exportations du pétrole, du gaz et des produits pétroliers dans leurs exportations totales, pour les deux pays en 2002, on constate qu'elle est de 55,4% pour le Kazakhstan et de 83,4% pour le Turkménistan<sup>1943</sup>.

#### IV. B. La part des exportations des hydrocarbures dans le PIB des deux pays

La Banque mondiale utilise deux critères pour classer les pays pétroliers exportateurs. Un État pétrolier exportateur se définit par un taux exportations de pétrole / PIB d'au moins 10% et un

---

<sup>1943</sup> Kazakhstan :  $(5\,027,8 + 215,3 + 119,3) / 9\,670,3 \times 100 = 55,4\%$

Turkménistan :  $(339,5 + 1\,642,7 + 406,4) / 2\,862 \times 100 = 83,4\%$  (Cf. tableaux XV. B, XV. C, et XV. D, en annexe)

taux exportations de pétrole / exportations totales de 40%<sup>1944</sup>. J. D. Sachs et A. Warner utilisent également le ratio exportations de ressources naturelles / PIB comme mesure de la dépendance aux ressources naturelles<sup>1945</sup>.

Le Kazakhstan ne voit la part de ses exportations de pétrole dans le PIB dépasser les 10% qu'à partir de 1999. La part de ses exportations de pétrole dans les exportations totales dépasse les 40% en 2000. C'est alors qu'il devient un pays exportateur pétrolier au sens de la Banque mondiale. Sa dépendance au gaz est très faible (le taux des exportations de gaz par rapport au PIB en pourcentage) est inférieur à 1% jusqu'en 2001. Il s'élève à 2,2% en 2002. Sa dépendance aux produits pétroliers est également très faible, jusqu'à 2002 compris.

En 2002, la part des exportations de pétrole du Turkménistan par rapport à ses exportations totales ainsi que par rapport à son PIB, n'en font pas un pays dépendant de ses exportations de pétrole (respectivement 11,8% et 7,6%), au sens de la Banque mondiale. En revanche, il l'est très largement pour son gaz avec une part de 57,3% des exportations de gaz dans ses exportations totales et de 36,8% dans son PIB en 2002.

#### IV. C. Le revenu potentiel par habitant

Le revenu pétrolier potentiel par habitant croît entre 1992 et 2002 au Kazakhstan. Le revenu du gaz potentiel par habitant au Turkménistan connaît une évolution plus irrégulière (il était supérieur à celui de 2002, sur la période 1993-1995). Mais en 2002, le Turkménistan et le Kazakhstan sont des pays à faibles revenus, respectivement pétroliers et gaziers, par habitant<sup>1946</sup> : 283,7 dollars par habitant pour le ratio exportations de gaz / habitant au Turkménistan et 338,5 dollars par habitant pour le ratio exportations de pétrole / habitant au Kazakhstan.

En additionnant les trois revenus potentiels par habitant (pétrole, gaz et produits pétroliers) pour chacun des deux pays, on obtient un revenu de 361 dollars pour le Kazakhstan et de 413,6 dollars pour le Turkménistan en 2002, ce qui ne change pas leur classement parmi les pays à bas revenus par habitant.

---

<sup>1944</sup> Karl Terry Lynn, *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*, op. cit., p. 17.

<sup>1945</sup> Sachs Jeffrey D., Warner Andrew W., *Natural Resources abundance and Economic Growth (revised version)*, Harvard Institute for International Development Discussion Paper. Cambridge : Harvard, 1997, p. 11.

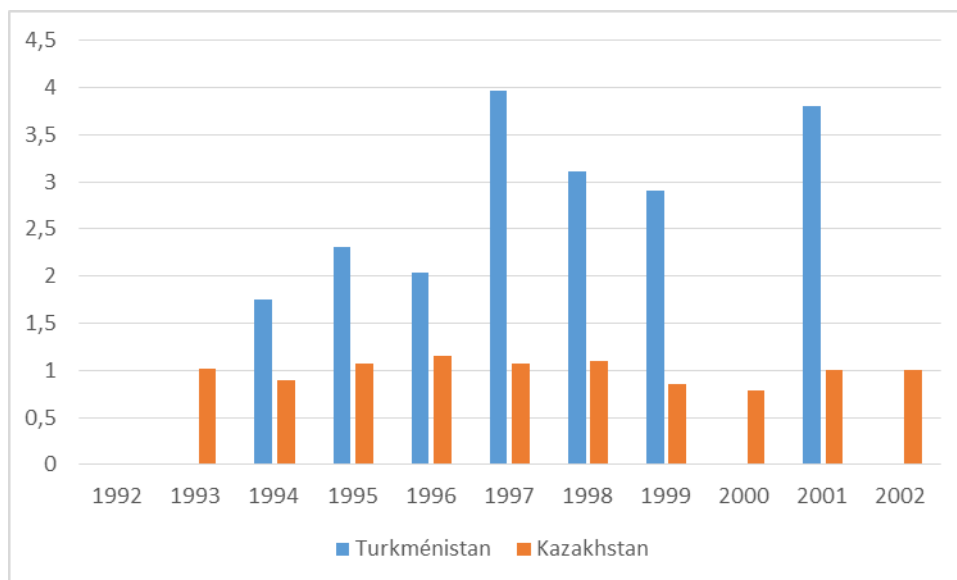
<sup>1946</sup> À titre de comparaison, le revenu pétrolier à Bahrain était en 2002, de 5 640 dollars par habitant, et de 5 608 en Guinée Equatoriale.



#### IV. D. Les dépenses militaires et l'indice de développement humain du PNUD

Le diagramme N°25 ci-dessous montre que les dépenses militaires du Turkménistan sont plus élevées et fluctuent davantage que celles du Kazakhstan. Elles représentaient 1% du PIB au Kazakhstan et 3,8% de celui du Turkménistan (comme en Russie) en 2001<sup>1947</sup>.

**Diagramme N°25 : Dépenses militaires du Kazakhstan et du Turkménistan en pourcentage du PIB**



Source : Banque mondiale.

N.B : les données de 2002 pour le Turkménistan ne sont pas disponibles.

L'Indice de Développement Humain est, en 2001, de 0,765 pour le Kazakhstan et de 0,748 pour le Turkménistan. Ils se placent ainsi respectivement aux 76<sup>ème</sup> et 87<sup>ème</sup> rangs sur 175 pays<sup>1948</sup>. Entre 1990 et 2002, le Kazakhstan est passé de la 54<sup>ème</sup> à la 79<sup>ème</sup> place dans le classement selon l'Indice de Développement Humain des Nations Unies. Ce qui marque une régression pour le Kazakhstan tandis que le Turkménistan voyait son IDH en amélioration, en passant de la 103<sup>ème</sup> place en 1995 à la 87<sup>ème</sup> en 2001<sup>1949</sup>. Force est de constater que l'arrivée de la manne des hydrocarbures ne fait pas progresser les deux pays de la même façon dans ce classement des Nations Unies.

<sup>1947</sup> Ces dépenses militaires étaient au même moment de 2,5% pour la France et de 3,1% pour les États-Unis. (United Nations Development Programme, Human Development Report 2003, Millennium Development Goals: A compact among nations to end human poverty, New York - Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 295-296).

<sup>1948</sup> United Nations Development Programme, Human Development Report 2003, Millennium Development Goals: A compact among nations to end human poverty, op. cit., p. 238.

<sup>1949</sup> United Nations Development Programme, Human Development Report 1998, New York-Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 20 et United Nations Development Programme, Human Development Report 2003, Millennium Development Goals: A compact among nations to end human poverty, op. cit., p. 238.

Le tableau XV. E : Répression, sécurité, distribution et clientélisme au Kazakhstan et au Turkménistan en 2002, en annexe, montre que la plupart des indices (indice de *Freedom house*, « Voix et responsabilité » ; dépenses dans le secteur de la santé, contrôle de la corruption et efficacité de la gouvernance) positionnent le Turkménistan dans une situation plus défavorable que le Kazakhstan du point de vue de la répression, du contrôle de la corruption et de l'efficacité de la gouvernance en 2002. Mais ces indicateurs ne fournissent pas d'information précise sur la redistribution, ni sur la façon dont elle s'opère.

Enfin, l'index de perception de la corruption de *Transparency International* classait le Kazakhstan au 84<sup>ème</sup> rang sur 99 en 2000 et 2001 et au 88<sup>ème</sup> (sur 102) en 2002<sup>1950</sup>, ce qui indique l'importance du phénomène plus généralement dans l'ensemble du pays et la dégradation du phénomène. Le Turkménistan ne figurait pas dans ce classement<sup>1951</sup>. Mais le tableau XV. E, en annexe, place le Turkménistan en moins bonne position que le Kazakhstan, en ce qui concerne le contrôle de la corruption, en 2002.

## V. *Corruption et stabilité politique dans les deux pays*

À ce stade, se pose la question de savoir dans quelles mesures ces différentes redistributions des revenus des hydrocarbures expliquent la stabilité des deux régimes pendant pratiquement 20 ans pour N. Nazarbaev et jusqu'au décès de S. Niazov en décembre 2006. Outre la répression et la faiblesse de l'opposition, d'autres éléments interviennent pour expliquer cette stabilité. Paradoxalement, certains de ces éléments comme la corruption des hauts fonctionnaires, qui crée des réseaux clientélistes centrés autour du président au Kazakhstan, permet l'intégration d'opposants puissants, et / ou l'utilisation de l'aide extérieure<sup>1952</sup>, ce qui contribue à donner de l'assise au pouvoir.

Au Kazakhstan, l'étude concernant l'environnement des affaires dans les pays en mutation, effectuée par la Banque mondiale et la BERD en 1998, indiquait que 23,7% des sociétés kazakhstanaïses déclaraient avoir payé des pots-de-vin pour un montant d'environ 4,7% de leurs recettes<sup>1953</sup>. Le phénomène déjà évoqué de recherches de rentes, dans le secteur pétrolier kazakhstanaïse, s'illustre à travers la pratique du pot-de-vin équivalent à 10% du montant total

---

<sup>1950</sup> Communiqué de presse de Transparency international août 2002, [http://archive.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/cpi/2002#languages](http://archive.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2002#languages). Le classement va du pays dans lequel la perception est la plus faible (1<sup>er</sup> rang) à celui où elle est la plus fortement ressentie.

<sup>1951</sup> En revanche, il était classé 168 sur 177 en 2013 ([www.transparency.org/country#TKM](http://www.transparency.org/country#TKM)).

<sup>1952</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 20.

<sup>1953</sup> Boss Heslop Helen, "The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998", op. cit., p. 183.

du contrat, exigé auprès de toute société qui gagne un appel d'offres avec *KazahOjl*, puis avec son successeur KMG. Cet argent est ensuite distribué entre le directeur et les responsables de la filiale de la compagnie nationale avec laquelle l'entreprise a signé le contrat. Des responsables de niveaux inférieurs peuvent aussi être concernés par ces recherches de rente, même si les montants en sont faibles, car ils ne savent pas combien de temps ils seront en poste, étant donné la fréquence de rotation du personnel au sein de KMG<sup>1954</sup>.

Au Kazakhstan, le second scandale après celui du « Kazakhgate », retentit au printemps 2002. Le député et Premier secrétaire du parti communiste du Kazakhstan Serikbolsyn A. Abdil'din accuse alors le président N. Nazarbaev de corruption et demande au Procureur du Kazakhstan de s'enquérir de l'existence de comptes du président en Suisse<sup>1955</sup>. En avril, le Premier ministre I. Tasmagambetov révèle, devant le parlement, l'existence d'un compte en Suisse ouvert en 1996, et contenant des sommes versées à *Mobil* dans le cadre de la vente de la moitié des actions de l'État dans le champ de Tengiz. Puis I. Tasmagambetov « couvre » le président en déclarant que l'ouverture de ce compte avait eu pour objectif de lutter contre l'inflation et qu'en 1997, il avait permis de payer des arriérés de retraites et de stabiliser la monnaie après la dévaluation du rouble. Il admet aussi qu'il existe d'autres comptes bancaires à l'étranger au nom du président<sup>1956</sup>.

À une plus petite échelle, des cas de « scandales » dans le secteur pétrolier sont relatés par des sites kazakhstaniens. En octobre 2002, un collectif de l'entreprise *Èmbamunajgaz* faisait publier un texte<sup>1957</sup> dénonçant les malversations du vice-président de KMG Mahambet Demešovič Batyrbaev. Au moment de l'effondrement de l'URSS, ce dernier était président de *Tengizmunajgaz* et aurait fait raffiner illégalement du pétrole de Tengiz à Saratov, en Russie. Puis il aurait fait transférer le produit de la vente de ce pétrole raffiné, dans une banque moscovite. Il aurait également fait financer des études de sa fille à Moscou et aux États-Unis, par l'entreprise *Èmbamunajgaz*.

Il est remarquable de noter que l'affaire du « Kazakhgate », abordée dans le chapitre XI, fait scandale au Kazakhstan, et dans la presse occidentale, en 1998, tandis que les déclarations de l'ex-directeur de la Banque centrale et ancien vice-Premier ministre Hudajberdy A. Orazov à l'ONG *Global Witness* sur l'existence de comptes officieux et opaques à l'étranger, gérés

---

<sup>1954</sup> Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 80.

<sup>1955</sup> Kostikov Egor, Rukovodstvu Kazahstana stoit zadumat'sâ o posledstviâh svoej politiki, *Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana"*, 29 mars 2002.

<sup>1956</sup> Tsalik Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, op. cit., p. 145.

<sup>1957</sup> Neftânoj gigant, *Kompromat.kz*, 26 octobre 2002.

directement par S. Niazov, ne provoque rien d'équivalent au Turkménistan (du moins, pas à la connaissance d'observateurs occidentaux). Le manque complet de transparence de l'exercice du pouvoir turkmène ainsi que son corollaire, -l'absence d'organes de presse indépendants-, expliquent en grande partie cette absence de réaction de la part de la population.

Ces scandales, pas plus que les manifestations de mécontentement des populations du Kazakhstan et du Turkménistan, à plusieurs reprises au cours de ces onze premières années d'indépendance, n'ébranlent pourtant pas ces régimes. Les manifestations et grèves recensées au Kazakhstan sont au nombre de une en 1995, une en 1996, 18 en 1997 dont une seule dans l'Ouest du Kazakhstan, le 11 septembre 1997. Ce jour-là, environ 100 employés de *Karazhanbasmunaj* (propriété de la canadienne *Triton Vuko Energy Group Ltd.*<sup>1958</sup>), dans la presqu'île de Buzaçi, demandent le paiement d'arriérés de salaires et protestent contre un plan de licenciement ; les autorités locales se rangent alors du côté des manifestants<sup>1959</sup>. Puis, fin janvier 1999, les employés de la société *Karazhanbasmunaj*, qui connaissent une situation similaire à celle de leurs collègues de *MangistauMunajGaz*, menacés par une réduction de personnel et qui ne sont pas payés régulièrement, organisent eux aussi des grèves.

Au Turkménistan, les manifestations connues ont eu lieu au début 1992, en juillet 1995 (le 12, des centaines de personnes protestent à Aşgabad contre l'appauvrissement croissant et demandent la tenue d'élections législatives<sup>1960</sup>). Puis, en 1996, des révoltes ont lieu dans des prisons. Suite à une baisse des revenus en 1996-1998, en raison de la détérioration de l'économie turkmène, une certaine agitation sociale apparaît à la fin des années 1990 : « *Après la chute du manat, suite à la crise financière russe, des scènes d'émeutes ont eu lieu devant des banques* »<sup>1961</sup>. En 2002, sont dénombrés plusieurs mouvements de femmes contre l'appauvrissement de la population et le chômage<sup>1962</sup> : le 2 août, 200 femmes protestent contre des condamnations arbitraires par la police et le KNB<sup>1963</sup>. Le plus souvent, ces mouvements inorganisés ne rassemblent pas plus de 100 personnes. Quant à l'attentat du 25 décembre 2002 qui aurait visé S. Niazov, l'hypothèse selon laquelle il pourrait être le fait des autorités elles-mêmes afin d'entreprendre de vastes répressions, n'a pas été encore récusée.

---

<sup>1958</sup> L'entreprise *Triton Vuko Energy Group Ltd.* est rebaptisée *Nations Energy Co Ltd.* en mai 1999.

<sup>1959</sup> Jones Luong Pauline, "Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains", op. cit., p. 95.

<sup>1960</sup> International Crisis Group, *Trešiny v mramore : nestabil'naâ diktatura Turkmenistana*, op. cit., p. 13.

<sup>1961</sup> Giroux Alain, *Turkménistan 1998-1999 : une économie dans l'impasse*, op. cit., p. 99.

<sup>1962</sup> Jeangène Vilmer Jean-Baptiste, *Turkménistan*, Paris : CNRS Editions, 2010, p. 114.

<sup>1963</sup> International Crisis Group, *Trešiny v mramore : nestabil'naâ diktatura Turkmenistana*, op. cit., p. 13.

Aucun de ces événements n'a constitué de risque de déstabilisation dans aucun des deux pays. Le Kazakhstan et le Turkménistan ont donc bénéficié d'une stabilité politique<sup>1964</sup> et sociale remarquable depuis l'indépendance, jusqu'en 2002, malgré des institutions faibles. Pourtant, le phénomène de recherche de rentes n'a pas contribué à raffermir ces institutions. Rappelons qu'à la fin des années 1990, la recherche de rentes est d'autant plus forte qu'ont lieu des privatisations importantes et que la manne pétrolière arrive dans les deux pays<sup>1965</sup>. Mais, ni le Kazakhstan, ni le Turkménistan n'ont connu ni mouvement violent, ni alternance politique. Les deux régimes se sont maintenus, avec à leur tête, le même chef de l'État pendant la période 1991-2002<sup>1966</sup>. Le classement du Turkménistan dans les pays dont la stabilité est notée -0,19 en 2002 (0,38 pour le Kazakhstan), sur une échelle allant de -2,5 à + 2,5<sup>1967</sup> est donc surprenant. L'expérience du Turkménistan (comme celle de l'Azerbaïdjan) va à l'encontre de l'opinion communément admise, qui pose en principe que les régimes des pays riches en pétrole ont une longévité inférieure et des niveaux d'instabilité politique plus hauts. Les éléments mis en relief par Juan J. Linz<sup>1968</sup>, comme « la persistance de l'ascendant d'une légitimité et d'une structure sociale traditionnelle et antérieure à la mobilisation moderne » expliquent aussi la stabilité des dirigeants N. Nazarbaev et S. Niazov. L'isolement international voulu par ce dernier a encore renforcé sa stabilité.

Jusqu'en décembre 2011, le Kazakhstan a donc mis en porte à faux l'affirmation selon laquelle les pays dépendants à bas revenus pétroliers par habitant sont portés au conflit<sup>1969</sup>. Cela est toujours vrai pour le Turkménistan qui n'a pas connu d'événement semblable à celui de Žanaozen en décembre 2011. Dans les deux pays, la dépendance aux hydrocarbures a nourri la stabilité politique et a renforcé les deux régimes. Ce qui corrobore les recherches du chercheur américain en science politique Benjamin Smith qui montre empiriquement que la richesse pétrolière n'a pas partout des effets de déstabilisation et que dans beaucoup de pays dépendants de leurs hydrocarbures, cette richesse explique la durabilité de régimes autoritaires<sup>1970</sup>.

---

<sup>1964</sup> La stabilité politique est mesurée par la Banque mondiale par la collecte des perceptions de la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence politique et le terrorisme (Daniel Kaufmann, Aart Kraay, Massimo Mastruzzi, *Governance Matters VIII, Aggregate and Individual Governance Indicators, 1996–2008*, Banque Mondiale, 01/06/09).

<sup>1965</sup> Cummings Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, op. cit., p. 141.

<sup>1966</sup> Le régime instauré par son prédécesseur S. Niazov est reconduit par le coup d'État en 2007 de G. Berdymuhamedov, qui ne provoque aucune victime parmi la population.

<sup>1967</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 25.

<sup>1968</sup> Linz, Juan J., *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris : A. Colin, DL 2006, p. 140.

<sup>1969</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 14.

<sup>1970</sup> Smith Benjamin, *Oil wealth and regime survival in the developing world*, *American Journal of Political*

## VI. *La théorie de l'École de l'État rentier à l'aune du Kazakhstan et du Turkménistan*

Les principaux auteurs de l'École de l'État rentier, née à la fin des années 1960, sont Hossein Mahdavy, Hazem Beblawi, G. Luciani. Ces économistes travaillant sur les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, ne se sont pas intéressés au cas de l'URSS, ni *a fortiori* à aucune république ex-soviétique.

Selon la théorie de l'État rentier, la dépendance aux exportations de ressources naturelles empêche la croissance économique. La dépendance aux exportations devrait donc être considérée plutôt comme une cause du sous-développement que comme un indicateur, parce que les pays pauvres ont plus tendance à exporter leur richesse. La richesse en hydrocarbures prend vite la première place des exportations, non pas parce qu'elle appauvrit d'autres secteurs, mais parce qu'elle est la seule source viable de revenus (Cf. l'*akim* Krymbek Kuşerbaev, cité dans le chapitre X)<sup>1971</sup>. Ainsi un cercle vicieux peut se mettre en œuvre dans des économies comme celle du Turkménistan, dominées par le gaz (et dans une moindre mesure, le coton), domination qui, à son tour, érode les autres secteurs, augmentant encore l'importance économique de la ressource<sup>1972</sup>. De plus, elle pose que la démocratie est impossible ou peu probable sans l'imposition qui a eu un rôle crucial dans l'apparition de la représentation et de la démocratie en Europe<sup>1973</sup>.

Mais cette théorie ne répond pas à la question de savoir pourquoi le Kazakhstan et le Turkménistan ont des stratégies différentes de développement de leur secteur des hydrocarbures ainsi que des évolutions économique et politique distinctes, alors qu'ils se sont constitués en tant qu'État moderne au sein d'une même "matrice" qu'était l'URSS. Cette question peut être mise, du reste, en regard de celle que pose T. Karl<sup>1974</sup>, à savoir : pourquoi des pays pétroliers aussi différents du point de vue de leur régime, de leurs structures sociales, de leur situation géostratégique et de leur taille que sont, par exemple le Venezuela et l'Iran, répètent-ils un même schéma économique ?

---

Science, 2004, 48(2):232-246, cité par Bayulgen Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia, op. cit., p. 29.

<sup>1971</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, Oil is not a curse : ownership structure and institutions in Soviet successor states, op. cit., p. 329.

<sup>1972</sup> Herb Michael, *No Representation without Taxation ? Rents, Development and Democracy*, p. 9.

<sup>1973</sup> Ibid., p. 1.

<sup>1974</sup> Karl Terry Lynn, *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*, op. cit., p. 8.

Selon les théoriciens cités plus haut, un « État rentier » voit ses revenus provenir essentiellement de sources extérieures et non de taxations locales<sup>1975</sup>. Le terme « État rentier » est donc étroitement lié à la notion de revenus extérieurs. La collecte des revenus des exportations d'hydrocarbures par l'État lui permettrait de ne pas (ou peu) prélever d'impôts.

La théorie de l'État rentier et d'autres éléments de description de structures étatiques spécifiques aux pays exportateurs d'hydrocarbures ne parviennent pas à construire des modèles d'explication pour les deux cas traités ici. Pour ces deux pays centrasiatiques, cette définition est trop restrictive. En effet, la première partie de ce travail a mis en évidence que ces revenus n'étaient très probablement pas ou peu versés aux RSS. Celles-ci recevaient, en revanche, des transferts en provenance du Centre, dans le cadre du commerce interrpublicain, mais dans des proportions impossibles à déterminer précisément sur la longue période, ce qui rend délicate leur comparaison avec ces revenus.

Des auteurs comme L. Anderson, Jill Crystal, Dirk Vandewalle, G. Luciani estiment qu'un Etat rentier ne peut pas être démocratique, les rentes pétrolières renforçant les tendances autoritaires et bloquant les processus de changement politique. Selon M. Ross<sup>1976</sup>, il y a trois explications à ce phénomène. Premièrement, les États riches en ressources naturelles n'exercent pas de pression fiscale forte (c'est l'autonomie fiscale) et utilisent le clientélisme pour se prémunir contre des revendications de meilleure gouvernance. Il faut remarquer ici qu'au Kazakhstan et au Turkménistan, les réseaux clientélistes préexistaient à l'apparition de la rente après 1991. Deuxièmement, la richesse en ressources naturelles retarderait la démocratisation en permettant aux États de renforcer leurs appareils de sécurité interne (sur ce point, une étude complémentaire devrait être conduite ultérieurement pour les deux pays). Troisièmement, la croissance basée sur les exportations d'hydrocarbures ne permettrait pas de modifier les sociétés et les cultures et ne favoriserait donc pas l'émergence de gouvernement démocratique. Cette dernière constatation se vérifie dans les deux cas du Kazakhstan et du Turkménistan, pour la période considérée.

Enfin, la politique de distribution de la rente aurait pour effet de « dépolitiser » la population, d'où l'« autonomie politique » de l'État qui se trouverait ainsi à l'abri de la revendication démocratique. Et les citoyens resteraient dépolitisés aussi longtemps que la manne

---

<sup>1975</sup> Mohammad-Ali Shirdel, Le changement dans les stratégies du développement économique en Iran, 1980-1988 : le socialisme islamique, *Politique et Sociétés*, 2007, vol. 26, n°1, p. 97.

<sup>1976</sup> Ross Michael, "Does Oil Hinder Democracy", *World Politics*, 2001. 53(3): 325-61, cité par Bayulgen Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia, op. cit., p. 3.

continuerait de « pleuvoir » sur eux. D'après L. Anderson<sup>1977</sup>, l'État peut être pratiquement complètement autonome par rapport à la société, et gagner la confiance populaire par la distribution plutôt que par l'impôt et la représentation". L'État rentier peut à la fois acheter et réprimer ses opposants. Un des usages stratégiques des revenus de la vente du pétrole, comme « l'achat » d'opposants permettrait à l'État de prévenir toute revendication de participation à la vie politique, ce qui lui conférerait une autonomie politique. Ces deux premières raisons combinées constituent le « contrat social rentier » selon lequel l'État fournit des marchandises et des services à la société, tandis que celle-ci fournit des fonctionnaires dotés d'un degré d'autonomie dans la prise de décisions. Le troisième mécanisme a trait à la société car les revenus pétroliers changent les classes de la société<sup>1978</sup>.

Une des critiques de la théorie de l'Etat rentier, formulée par F. Talahite concerne le rôle de la rente dans le processus d'autonomisation politique de l'État : « *la disponibilité de revenus générés à l'extérieur de l'économie (rente pétrolière, aide), si elle contribue à relâcher le lien entre gouvernements et populations, n'est pas à l'origine de l'autonomie de l'État par rapport à la société, laquelle est surtout le corollaire du mode d'insertion de ces pays dans l'ordre international* ». Si l'autonomie politique de l'État découle davantage de son mode d'insertion dans l'ordre international (i. e. appartenance aux organisations internationales...), alors le Turkménistan est un bon candidat à ce modèle, puisqu'effectivement, l'État y jouit d'une autonomie supérieure à celle du Kazakhstan, tout en étant moins bien inséré dans cet ordre international. Ce faible degré d'insertion du Turkménistan dans des instances internationales (comme vu dans le chapitre X) par rapport à celui du Kazakhstan, a résulté de choix du président S. Niazov qui avait escompté sur les revenus en liquidités des exportations du coton pour assurer les recettes de l'État, même si ceux-ci ne sont pas prépondérants dans les revenus globaux des exportations (sauf en 1997-1998).

Tout en ne rejetant pas la notion de revenus extérieurs caractéristiques de l'État rentier, Y. Matsunaga distingue ce qu'il appelle un « État ('purement') rentier » et un « État distributeur », l'un n'excluant pas l'autre. Ce sont deux dynamiques<sup>1979</sup> qui aboutissent à l'« autonomie de l'État » et peuvent se schématiser comme dans le tableau ci-dessous. Cet auteur définit plus précisément l'État rentier comme celui qui tire une part substantielle de ses

---

<sup>1977</sup> Citée par Herb Michael, *No Representation without Taxation ? Rents, Development and Democracy*, op. cit. p. 3.

<sup>1978</sup> Herb Michael, *No Representation without Taxation ? Rents, Development and Democracy*, op. cit., p. 3.

<sup>1979</sup> La dynamique induite par des États rentiers distributeurs est différente de celle induite par les États-providence capitalistes : les États rentiers ne font que distribuer une rente extérieure alors que les autres redistribuent à l'intérieur les surplus produits.



recettes de l'étranger et ce sous forme de rente. Un État distributeur est celui dont la dépense représente une très large partie du revenu national. Pour Y. Matsunaga : « *L'autonomie d'un État rentier est structurelle s'il est un État 'purement' rentier, c'est-à-dire s'il ne dépense pas la rente substantielle extérieure à l'intérieur*<sup>1980</sup>. Dans la réalité on n'a que des États rentiers distributeurs ». Leurs pouvoirs économiques et, finalement leurs pouvoirs politiques, reposent sur leur capacité à extraire une rente de façon externe et à la distribuer de façon interne.

### État ('purement') rentier et État distributeur

État (« purement ») rentier	État rentier distributeur
Rente substantielle d'origine extérieure que l'État ne dépense pas à l'intérieur	Rente externe
Pas d'extraction fiscale sur l'économie interne	Distribution de la rente
Groupes de la société privés de « marchandage »	Opposants « achetés », population dépendante de l'État pour son bien être
Immunité de l'État à l'égard de la revendication démocratique	Dépolitisation et acceptation du régime par la société
Autonomie fiscale et politique	Autonomie politique

Source : Matsunaga Y., L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie ?, *Critique internationale*, juillet 2000, n°8, p. 50.

Selon cette typologie, un État distribuant la manne de façon sélective, obtient la dépolitisation des élites et donc la paix à l'intérieur de ses frontières. Cette distribution ayant un caractère d'« aumône », elle rendrait les citoyens de cet État rentier plus tolérants à l'égard des inégalités et de la corruption. Et plus ses citoyens seraient dépendants de cette « aumône », moins l'État aurait besoin d'exercer de coercition pour assurer la « paix sociale »<sup>1981</sup> (même si, par ailleurs, cet État exportateur dispose, grâce à la rente, de moyens pour financer des institutions coercitives, il se trouve ainsi dispensé de prendre ses responsabilités face à une société qui pourrait néanmoins être en demande de meilleure gouvernance).

Dans le cas seulement de l'« État (« purement ») rentier » qui ne dépense peu (ou pas) la rente à l'intérieur du pays, les fondements fiscaux de l'État le libèreraient structurellement de toute obligation de responsabilité vis-à-vis de sa population et l'« immuniseraient » ainsi contre la revendication démocratique. Il y aurait absence de toute interaction entre État et acteurs sociaux. Si l'on considère l'impôt comme un élément de « marchandage » entre l'État et les acteurs de la société (ce qui est une hypothèse forte), dans un État 'purement' rentier où, par définition, les prélèvements fiscaux sur la société sont quasi inexistantes, cette société se retrouve privée de la possibilité d'exercer un contrôle sur le pouvoir de l'État. Bien que le

<sup>1980</sup> L'auteur ne précise pas s'il inclut les investissements dans les dépenses.

<sup>1981</sup> Matsunaga Y., L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie ?, op. cit., p. 50.

montant de la rente dépende des négociations avec les sociétés étrangères, ces rentes ne passent pas par des acteurs privés locaux.

Une autre typologie, proposée par R. Auty en collaboration avec A. Gelb<sup>1982</sup>, introduit d'autres critères comme le rôle des marchés (sans préciser, du reste, de quels marchés il est question, pas plus que n'est détaillée la notion de factions), mais elle n'évoque pas la problématique de la distribution :

#### **Autonomie d'un Etat rentier et marchés**

Autonomie et type	Buts	Type de base	Rôle des marchés	Pays
Prédateur autonome	Maximiser la captation de la rente	Planification centrale	Contrainte douce	Turkménistan, URSS
Oligarchie basée sur des factions	Maximiser la captation de la rente	Captation de la rente par des fonctionnaires	Contrainte douce	Kazakhstan

Source : Auty Richard, Natural resources and 'gradual' reform in Uzbekistan and Turkmenistan, *Natural Resources Forum*, Volume 27, Issue 4, November 2003, p. 257.

D'après cette dernière typologie, les marchés jouent un rôle assez faible autant au Kazakhstan qu'au Turkménistan, deux pays qui maximisent la captation de la rente. Ce qui les distingue sont les acteurs de cette captation, très probablement plus nombreux au Kazakhstan. En ajoutant à ces typologies la dimension de l'indigénisation du secteur, il est possible d'en construire une nouvelle à partir des deux précédentes pour les deux pays :

---

<sup>1982</sup> Auty Richard, Natural resources and 'gradual' reform in Uzbekistan and Turkmenistan, op. cit., p. 257.

## Typologie de l'État rentier : cas du Kazakhstan et du Turkménistan

	Turkménistan : État (« purement ») rentier	Kazakhstan : État rentier distributeur
Captation de la rente	Maximisation de la captation de la rente substantielle externe	Maximisation de la captation de la rente externe
Fiscalité	Pas d'extraction fiscale sur l'économie interne	Extraction fiscale minimale
Indigénisation du secteur source de rentes	faible	Substantielle
Utilisation de la rente	Distribution minimale : peu de dépenses de la rente à l'intérieur du pays	Plus grande distribution de la rente
Type d'économie	Planification centrale	Economie de marché
Pouvoir et oppositions	Groupes de la société privés de « marchandage » État prédateur quasi autonome	Opposants « achetés », Oligarchie basée sur des factions
Relations État - société	Immunité de l'État à l'égard de la revendication démocratique	Dépolitisation et acceptation du régime par la société
Autonomie de l'État	Grande autonomie politique	Relative autonomie politique

L'impôt sur le revenu représentait 7%<sup>1983</sup> des recettes dans le budget de l'État turkmène en 2000<sup>1984</sup>. Dans le cas turkmène, la question se pose de savoir dans quelle mesure ce pays ne relèverait pas, dans une certaine mesure, de la catégorie « État (« purement ») rentier », étant donné qu'il dépend davantage de ses recettes pétrolières que des impôts de sa population et qu'il dépense probablement peu à l'intérieur, hormis les constructions somptuaires dans la capitale. Selon ce critère, le Kazakhstan pourrait être aussi considéré comme devenant de plus en plus un État « purement » rentier, puisque ce taux était, au Kazakhstan, de 9% en 2000 et tombait à 6% en 2005<sup>1985</sup>.

<sup>1983</sup> En France, cet impôt constituait 17,2% des recettes de l'État en 2006.

<sup>1984</sup> Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2003*, London : EIU, 2003. p. 27.

<sup>1985</sup> Comité interétatique des statistiques de la CEI

## **Conclusion : la résistance des deux pays aux diverses catégorisations en sciences économique et politique**

De nombreuses catégorisations en sciences économique et politique ont été rencontrées dans le corpus d'articles et d'ouvrages consultés pour ce travail. Outre les concepts d'autoritarisme et de totalitarisme utilisés plus couramment à propos de l'URSS, la classification la plus souvent évoquée, a été celle de l'État rentier, viennent ensuite celles de l'État sultanique et patrimonial, reprises par plusieurs auteurs au sujet de divers États (Corée du Nord, Belarus...), à partir du concept de Max Weber. Cette conclusion s'attachera à montrer qu'aucune de ces catégories ne peut être appliquée d'emblée et entièrement à aucun des deux pays étudiés.

L'étude de la formation institutionnelle du secteur dans les deux RSS confirme qu'il n'y avait pas de ministère républicain du pétrole et du gaz dans les deux RSS et que leurs entreprises du secteur relevaient de plusieurs ministères moscovites. Ce qui implique que les impôts payés par ces entreprises n'entraient que pour une faible part dans les revenus des RSS. Par ailleurs, la diversité des institutions fédérales, fédérales républicaines et républicaines, ainsi que celle de la création des régions économiques tout au long de la période soviétique, révèlent une partie de la complexité de la réalité soviétique.

La recherche d'une éventuelle rente pétrolière et / ou gazière perçue par les deux RSS a nécessité l'étude de la production et des échanges de ces hydrocarbures. La première partie de ce travail a montré que les productions de pétrole des deux RSS dans l'ensemble soviétique, restent très modestes, tout au long de la période. Les productions pétrolières des deux RSS sont très faibles jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Celle de la RSS de Turkménie décolle très rapidement dans les années 1950 et 1960 par rapport à celle de la RSS du Kazakhstan. C'est en 1970 que le pétrole kazakh est produit massivement et en quantités comparables à celles du pétrole turkmène. Quant au gaz turkmène, sa part dans le total soviétique est à son maximum de 19,4% en 1976.

Or, l'état des données statistiques soviétiques, dont la construction est analysée dans l'introduction, ne permettent pas de clarifier la question. Une méthode d'évaluation de cette rente a été menée en estimant la valeur théorique de la production des hydrocarbures pour

l'année 1985, au prix mondiaux. Cette valeur a ensuite été comparée aux transferts de revenus entre le budget fédéral et celui des deux républiques. Il apparaît que la RSS du Kazakhstan est bénéficiaire net de transferts jusqu'en 1988, celle de Turkménie a été tour à tour bénéficiaire et donneuse de transferts entre 1966 et 1991. Cette réalité conduit naturellement à examiner la question d'une rente des hydrocarbures plutôt sous l'angle de la formation et de l'indigénisation des employés, ouvriers et cadres du secteur. Ces deux phénomènes, malaisés à distinguer l'un de l'autre, portent à leur tour à examiner le rôle du parti communiste, dans les deux RSS. Celui-ci ne jouait pas qu'un simple rôle de 'courroies de transmission' entre les responsables locaux et ceux du Centre, mais il était aussi à l'origine de propositions et de réclamations face à la constante pénurie de main d'œuvre, aux difficultés techniques et d'approvisionnement, rencontrées sur les lieux de production. Les efforts de formation et l'indigénisation des ouvriers et des cadres du domaine pétrolier, voulue et entreprise par le pouvoir bolchevik dès les premières années du régime, s'est poursuivie tout au long de la période soviétique.

L'exploration de ces deux phénomènes simultanés, formation et indigénisation, a mis en évidence une indigénisation plus poussée du secteur dans la RSS du Kazakhstan (où l'existence de « dynasties » de spécialistes de l'exploitation pétrolière kazakhs a été dégagée) que dans celle de Turkménie. Un « parcours typique » du technicien / ingénieur-pétrolier kazakh qui parvient à un poste à responsabilité dans le secteur du Kazakhstan indépendant, que mettent en évidence les biographies présentées en annexe, est le suivant : une naissance dans l'Ouest du Kazakhstan et des études à l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou.

La constitution d'une élite kazakhe dans ce secteur a permis au Kazakhstan indépendant de ne pas être confronté au même déficit de main d'œuvre que le Turkménistan. Au Kazakhstan, la continuation de l'élaboration des institutions du secteur a évolué sur fond de batailles politiques, menées par des responsables kazakhs, au cours des années 1990. Elle a abouti à la création de la compagnie nationale *KazMunajGaz* en 2002. La faiblesse relative de l'élite dans ce secteur au Turkménistan explique, en partie, l'emprise personnelle et progressive du président turkmène S. Niazov sur le secteur, après 1991. Faute, notamment, d'un vivier suffisant de responsables turkmènes, le Turkménistan n'a pas vu son secteur se transformer de la même façon qu'au Kazakhstan. Non seulement l'élite technique et managériale y est plus réduite, mais l'exil du premier ministre du Pétrole et de Gaz N. Suûnov, contraint de quitter le Turkménistan en 1995, après avoir initié un programme de développement de l'industrie pétrolière et gazière, prive son pays d'un responsable de taille qu'aucun autre de cette

envergure n'a remplacé, sans doute en raison de la politique autoritaire de S. Niazov. Les deux entités étatiques que sont le Kazakhstan et le Turkménistan ont vu leur secteur industriel des hydrocarbures se développer, selon des évolutions parallèles mais distinctes et selon des étapes différentes dans le temps, dès leur intégration à l'Union soviétique et ensuite lors de leur indépendance.

La seconde partie a mis en évidence le fait que le Kazakhstan et le Turkménistan bénéficient d'une manne des hydrocarbures importante à partir du début des années 2000. L'opportunité offerte par les découvertes des gisements exceptionnels de Karačaganak et de Tengiz en 1979, permet au Kazakhstan de devenir destinataire d'IDE très rapidement. Le Turkménistan n'a pas connu de telles opportunités, au même moment. La découverte du champ de Ūžnyj Iolotan est beaucoup plus tardive (2006), et elle intervient après le choix stratégique de S. Niazov de ne pas investir massivement dans les hydrocarbures parce qu'il avait à disposition la rente cotonnière qui, elle, nécessitait peu d'investissements et pas davantage d'IDE.

Les événements majeurs des vies politiques kazakhstanaise et turkmène, à savoir le durcissement du régime kazakhstanaise à partir de 1995 et l'isolement international grandissant du Turkménistan avec, parallèlement, des manifestations de mécontentement populaire, ont été quasi simultanés. Pour le Kazakhstan, ils correspondent au lancement des privatisations et donc à l'arrivée attendue des IDE. Au Turkménistan, ils coïncident avec une forte hausse des flux d'investissements directs étrangers par habitant, suivie d'une chute brutale l'année suivante et d'une stagnation jusqu'en 2001. Enfin, les deux régimes se raidissent de nouveau au moment du boom pétrolier du début des années 2000. L'étude comparée des deux pays montre que le caractère autoritaire des deux régimes s'est accentué presque simultanément au cours de la seconde moitié des années 1990, c'est-à-dire avant l'augmentation du prix du baril à la fin des années 1990, alors que le Kazakhstan anticipe l'arrivée massive d'IDE (qu'il surestime à ce moment-là, du reste). Ces caractères autoritaires se sont encore renforcés lorsque la rente pétrolière / gazière est devenue plus substantielle, au début des années 2000. L'explication réside dans le mécanisme qui s'enclenche avec l'arrivée d'IDE dans un environnement constitué d'institutions faibles, ce qui favorise des phénomènes de corruption qui à leur tour augmente la concentration des pouvoirs et la stabilité du régime.

Ces corrélations entre l'arrivée d'une manne pétrolière / gazière et renforcement de l'autoritarisme dans les deux pays incitent à supposer que les IDE (comme faisant partie de la rente) ont influé sur ce renforcement de l'autoritarisme. L'augmentation des revenus des

exportations d'hydrocarbures n'est pas le seul élément à prendre compte pour comprendre l'évolution du régime des deux pays centrasiatiques. L'élément de la théorie de l'État rentier selon lequel un des principaux mécanismes liant richesse pétrolière et type de régime est la relation entre des investisseurs étrangers et des élites gouvernantes, semble donc se vérifier dans le cas du Kazakhstan.

Mais il ne s'est agi que d'une influence s'exerçant sur un contexte politique déjà en place depuis la période soviétique. Le passage à l'indépendance des deux RSS s'est produit sans grande rupture sur le plan institutionnel. Une des conclusions de ce travail consiste à souligner combien l'attraction des IDE et la lente construction du marché des hydrocarbures ont été dépendantes de l'histoire des deux pays, de leur situation socio-politique et de l'héritage des infrastructures d'évacuation de leurs hydrocarbures vers l'étranger. Ces deux éléments ont également joué un rôle important dans le déroulement des premières années d'indépendance. Le bref aperçu du réseau d'oléoducs et de gazoducs a permis de montrer qu'un certain degré de développement des infrastructures est une condition *sine qua non* pour qu'il y ait un vrai marché. La dépendance quasi complète du Kazakhstan vis-à-vis de la Fédération de Russie du point de vue des infrastructures (jusqu'à la mise en service du CPC en novembre 2001) a engendré des prix du pétrole à l'export désavantageant le Kazakhstan<sup>1986</sup>. L'ancien Premier ministre kazakh I. N. Tasmagambetov signale que la Fédération de Russie était l'acheteur et le vendeur exclusif du pétrole kazakh en 1993<sup>1987</sup>. Le Turkménistan vend ses produits pétroliers à des prix inférieurs à ceux du marché mondial afin d'obtenir des revenus supplémentaires en devises<sup>1988</sup>. Quant au prix du gaz turkmène acheté par la Russie, s'il est difficile à connaître, on sait qu'il est bien inférieur à celui auquel la Russie le revend à l'Europe, notamment après 2000. Il apparaît donc que ni le Kazakhstan, ni le Turkménistan, ne sont vendeurs de leur production du moins au cours des premières années de leur indépendance. Ils peuvent être plutôt considérés comme des fournisseurs de la Russie. Ce qui a conditionné un niveau des prix de leurs hydrocarbures en dessous de celui du marché mondial entre 1991 et 2001. De plus, à la différence du Kazakhstan, le Turkménistan a pris du retard dans son intégration au sein du marché mondial des hydrocarbures.

---

<sup>1986</sup> Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost')*, op. cit., p. 94.

<sup>1987</sup> Ibid.

<sup>1988</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 42.

## I. *L'Histoire, la grande absente de la théorie de l'État rentier*

À l'exception de M. Basedau et W. Lacher, O. Bayulgen et L. Anderson<sup>1989</sup>, les auteurs précédemment cités abordent peu souvent l'histoire des pays pétroliers. Et aucun d'eux n'examine la question de l'indigénisation du secteur. La littérature sur l'État rentier traite en effet principalement des conséquences négatives de la richesse en ressource pétrolière ou gazière, une fois que la manne a commencé à affluer. Elle ne s'attaque pas aux conditions initiales dans lesquelles la richesse pétrolière est créée<sup>1990</sup>. En ignorant l'histoire de ces pays exportateurs, avant qu'ils ne bénéficient de cette manne, la théorie de l'État rentier néglige, *a fortiori*, l'histoire des institutions du secteur producteur des biens fournissant la manne et l'indigénisation du secteur. L'indigénisation de toute l'administration pourrait également constituer une perspective de recherche complémentaire.

Dans leur critique de la théorie de l'État rentier, M. Basedau et W. Lacher abordent plusieurs points comme le lien entre mode de redistribution et stabilité politique, d'une part et l'importance de l'histoire d'un État pétrolier et notamment des relations de pouvoir et des pratiques politiques avant l'arrivée de la manne pétrolière ou gazière, d'autre part. Selon ces auteurs, la distribution des revenus pétroliers à travers les réseaux clientélistes nourrit l'instabilité politique, comme en Guinée équatoriale et au Gabon<sup>1991</sup>. Or, de tels effets sur la stabilité politique n'ont été observés ni au Kazakhstan, ni au Turkménistan, à l'exception des deux épisodes de tensions politiques en 2001 dans le premier et de 2002 dans le second, évoqués dans le chapitre IX. L'histoire du secteur des hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan depuis sa création, qui vient d'être retracée fournit donc une critique supplémentaire à la théorie de l'État rentier.

Plusieurs objections à la théorie de l'État rentier selon laquelle un tel État jouit d'une autonomie politique, ont été énoncées<sup>1992</sup>. En montrant que la revendication démocratique peut être déclenchée par un facteur qui n'est pas lié à l'imposition, Y. Matsunaga souligne, à juste titre, que l'hypothèse de crises autres que budgétaires, n'est pas prise en compte par les théoriciens de l'État rentier. Ceux-ci n'envisagent d'ouverture de ces régimes à la démocratisation que dans le cadre d'un changement de la situation budgétaire de l'État (la

---

<sup>1989</sup> Anderson, Lisa (1987), "The State in the Middle East and North Africa", *Comparative Politics*, vol. 20, n°1, oct., citée par Talahite Fatiha, Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord, op. cit., p. 2-4.

<sup>1990</sup> Bayulgen Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia, op. cit., p. 1-2.

<sup>1991</sup> Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, op. cit., p. 17.

<sup>1992</sup> Herb Michael, *No Representation without Taxation ? Rents, Development and Democracy*, op. cit., p. 3.



baisse ou la disparition de la rente devant inciter à la démocratisation à plus ou moins long terme). Ces raisonnements ne cherchent pas à expliquer pourquoi l'absence de taxation conduirait nécessairement à une « immunité » de l'État à l'égard des revendications de représentation. Une autre bonne raison de rejeter la théorie de l'État rentier dans les cas du Kazakhstan et du Turkménistan, est suggérée par Y. Matsunaga qui relève que la théorie ne prend pas non plus en compte des phénomènes comme, par exemple, les luttes entre diverses élites. Cette réfutation paraît pertinente puisque des luttes entre élites sont bien à l'œuvre au Kazakhstan, comme cela a été montré dans le chapitre XI. De plus, l'idée d'une "population spectatrice de la production", c'est-à-dire l'idée que les rentes proviennent de l'étranger et profitent directement au gouvernement et que seuls quelques-uns sont engagés dans la production de cette rente (richesse), la majorité étant seulement impliquée dans la distribution ou l'utilisation de celle-ci<sup>1993</sup>, ne correspond pas à la réalité historique du Kazakhstan, où a été effectuée une indigénisation du secteur des hydrocarbures, à l'époque soviétique, comme montré dans le chapitre XV. Cet argument est plus pertinent dans le cas turkmène. Il faut encore ajouter que l'ensemble des ressources en hydrocarbures, au Kazakhstan, n'est pas entièrement exploité par des compagnies étrangères : en 2002, KMG produisait 7,430 millions de tonnes de pétrole et de condensats<sup>1994</sup> sur un total de 47,271 millions de tonnes, soit 15,7% de la production totale du pays. Au Turkménistan, les trois *koncern Turkmengeologiâ, Turkmenneft'* et *Turkmengaz* produisent plus de 80% de la production totale de gaz dans le pays<sup>1995</sup>.

À ces critiques, rajoutons celles de l'économiste et spécialiste de l'Iran, Thierry Coville, qui précise que l'exploitation de ressources pétrolières n'entraîne pas, à elle seule, les problèmes économiques, voire politiques, d'un pays riche en hydrocarbures. La preuve en est le cas de l'Indonésie qui utilise ses ressources avec discernement. Cet auteur résume ainsi les critiques qui peuvent être adressées à l'égard de la théorie de l'État rentier : « dans n'importe quelle dictature pétrolière, l'État n'est jamais isolé face aux différentes classes sociales. Dans tous les cas, il existe des groupes sociaux avec lesquels l'État fait des compromis », et « il n'existe aucun « déterminisme pétrolier » qui ferait qu'une société ne pourrait pas d'elle-même développer des revendications démocratiques »<sup>1996</sup>.

---

<sup>1993</sup> H. Beblawi, cité par Herb Michael, *No Representation without Taxation ? Rents, Development and Democracy*, op. cit., p. 2.

<sup>1994</sup> *Osnovnye pokazateli proizvodstvennoj deâtel'nosti (itogi 2002 g. i âнвар' t.g.)*, op. cit.

<sup>1995</sup> Neftegazovyj kompleks Turkmenistana, *Žurnal Mineral'nye Resursy Rossii*, 2007, n°2.

<sup>1996</sup> Coville Thierry, *Des économies du Moyen Orient marquées par la malédiction de la rente pétrolière*, op. cit., p. 60.

Ce travail sur les cas kazakh et turkmène, a pris en compte ces conditions initiales puisqu'il a traité le développement institutionnel depuis le début de l'histoire de l'exploitation industrielle de leur pétrole puis de leur gaz. Il montre l'importance des relations de pouvoir et des pratiques politiques dans le secteur, avant l'arrivée de la manne pétrolière, et qui a été largement négligée dans beaucoup de recherches sur la « malédiction des ressources naturelles ». Au Kazakhstan et au Turkménistan, les structures politiques, sociales et les institutions du secteur de la période précédant l'arrivée de la manne ont eu un impact décisif sur le modèle de la distribution de la rente. Le rôle de l'indigénisation en a été un élément important surtout au Kazakhstan, puisqu'il a fait apparaître un groupe revendiquant au moment du passage à l'indépendance, sa volonté de ne pas laisser Moscou « en tête à tête » avec *Chevron* et qui a été un élément moteur du secteur depuis son tout début et jusqu'en 2002, grâce à des « dynasties de responsables du secteur pétrolier ». Le Turkménistan, pour lequel je fais l'hypothèse que l'indigénisation du secteur des hydrocarbures a été moins développée, étayée par les éléments du chapitre VII, reste dans un schéma de planification centrale et de captation centrale de la rente, tandis qu'au Kazakhstan, l'hypothèse d'une captation effectuée par un plus grand nombre d'acteurs peut être posée. Les raisons de ces différents mécanismes de recherche de rentes par les classes dirigeantes se trouvent dans les structures politiques et économiques d'avant l'arrivée de la manne pétrolière.

La théorie de l'État rentier et les concepts de rente pétrolière ne semblent donc pas pertinents pour l'analyse des deux économies exportatrices d'hydrocarbures que sont le Kazakhstan et le Turkménistan. À la question de savoir pourquoi le Kazakhstan et le Turkménistan ont des stratégies différentes de développement de leurs secteurs des hydrocarbures, un élément de réponse réside dans le rôle joué par le coton, au Turkménistan, comme autre source de revenus à l'exportation, du moins au début de l'indépendance. Et si la proportion de ces revenus dans l'ensemble des exportations est restée modeste par rapport à celle des revenus du gaz, ces exportations avaient l'avantage d'être payées davantage en liquidités que le gaz. La littérature concernant la théorie de l'État rentier n'envisage pas l'hypothèse de plusieurs types de ressources de natures très différentes, exportées et susceptibles de créer des revenus et une dépendance à ces exportations. Dans le cas du coton, cette carence de la littérature peut s'expliquer par le fait que celui-ci n'est pas un « don de la nature » à la différence des hydrocarbures.

Comme P. Jones Luong et E. Weinthal<sup>1997</sup>, je conclus que « *ce ne sont pas les facteurs extérieurs (internationaux) qui influent sur les choix de développement interne, mais ce sont plutôt des facteurs internes qui déterminent le niveau et la forme que choisit l'État riche en hydrocarbures pour s'engager dans la communauté internationale* ». Plus précisément, l'affirmation de M. Martin et J. Drahokoupil<sup>1998</sup>, selon laquelle, à la différence de beaucoup d'autres parties du monde, les modes d'intégration des pays centrasiatiques dans l'économie mondiale se font plutôt par le commerce extérieur que par les IDE, semble correspondre au cas turkmène. En revanche, le Kazakhstan bénéficie plutôt des deux modes d'intégration.

## **II. L'État néo-patrimonial, régimes autoritaire, sultanique, totalitaire**

Depuis la construction de leur secteur des hydrocarbures au début de l'époque soviétique jusqu'en 2002, les deux RSS du Kazakhstan et de Turkménie puis le Kazakhstan et le Turkménistan, n'ont jamais été dotés d'un État du type constitutionnel, basé sur des relations administratives impersonnelles.

Or ces deux États se voient parfois qualifiés de patrimonial (ou néo patrimonial), en ce qu'ils organisent à leur profit (ou à celui de leurs agents) la captation de rentes tirées de l'exportation de produits. Pour P. G. Geiss, l'indépendance du Turkménistan et d'autres pays d'Asie centrale a ouvert la voie à la patrimonialisation des structures de l'État<sup>1999</sup>. Cet auteur distingue deux types de systèmes politiques que sont « l'État néo-patrimonial »<sup>2000</sup> et « l'État bureaucratique développé ». L'élite politique d'un « État bureaucratique développé » s'efforce, au contraire, de pallier les insuffisances de l'administration patrimonialisée en promouvant, par exemple, des examens d'entrée pour les fonctionnaires et à dépolitiser les postes administratifs.

---

<sup>1997</sup> Jones Luong Pauline, Weinthal Erika, *Prelude to the resource curse: oil and gas development strategies in Central Asia and beyond*, op. cit., p. 6.

<sup>1998</sup> Myant Martin, Drahokoupil Jan, *International Integration and the Structure of Exports in Central Asian Republics*, op. cit., p. 609.

<sup>1999</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 115.

<sup>2000</sup> L'État néo-patrimonial se caractérise par des institutions administratives faibles, car dominées par des relations personnelles. Cette faiblesse est la conséquence du processus de nominations de ministres et de dirigeants de haut rang à la tête de l'État, qui ne doivent pas leur nomination à leurs compétences et qui sont donc dans l'incapacité d'élaborer des programmes de développement économiques et politiques. Dans ce type d'État, la nomination à un poste de fonctionnaire est liée au droit d'utiliser les ressources économiques contrôlées par l'État pour ses propres besoins ou pour ceux de ses « clients » politiques. Les élites des différentes régions sont en concurrence pour le contrôle de l'appareil étatique central. Elles tentent également de fournir les meilleurs postes possibles aux personnes qui sont originaires de la même région qu'elles. Il résulte de cette pratique clientéliste un appareil administratif de taille démesurée et dominé par les institutions législatives et judiciaires. Les systèmes judiciaire et constitutionnel ne sont en mesure de réguler ni la compétition politique, ni les procédures administratives. Le droit de la propriété est peu ou pas garanti et le respect des lois n'existe pas.

Facilité par l'état de segmentarité de la société, le néo-patrimonialisme est une pratique d'appropriation privative de l'espace politique et des ressources des différents espaces sociaux selon une logique prédatrice (Badie B., *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Fayard, 1992, pp. 23-9).

Le Turkménistan est un exemple de régime autoritaire qui se renforce, tout en réussissant à attirer des capitaux étrangers, même s'il a été montré que S. Niazov n'a pas conforté son pouvoir en s'alliant aux investisseurs étrangers, comme l'a fait en revanche son homologue kazakh. La longévité de son régime n'est pas liée à la légitimation obtenue grâce aux investisseurs étrangers, comme l'ont montré les conflits entre S. Niazov et ces investisseurs. Le cas d'un régime allié aux investisseurs et légitimé par ces derniers, correspond davantage au Kazakhstan. Les caractéristiques qui font du Turkménistan un État totalitaire et despotique sont multiples, selon Aždar Kurtov. Ce régime est doté d'une idéologie totalitaire parce qu'elle se veut être la vérité suprême et qu'elle est imposée en tant que telle à la population.

Le caractère totalitaire du régime turkmène, sous S. Niazov a vu son apogée sur le plan idéologique avec la parution, en 2001, de l'ouvrage Roukhnama (« Livre de l'âme »). Appris par toute une génération d'élèves et d'étudiants, il a une fonction idéologique et religieuse<sup>2001</sup> puisqu'il est à la base de l'idéologie officielle, nationaliste. Pour un autre auteur en revanche, cet ouvrage est « *présenté comme le «second livre saint» après le Coran : l'ouvrage, qui ne propose pas une idéologie politique au sens strict du terme et n'est qu'un amas décousu d'éléments disparates empruntés au Coran, aux écrits communistes et aux traditions épiques locales* »<sup>2002</sup>. Ni le président kazakh N. Nazarbaev, ni aucun de ses partisans, n'a produit l'équivalent du Roukhnama au Kazakhstan.

La caractéristique commune à tous les régimes autoritaires est une concurrence politique limitée. L'absence ou la quasi absence de « détenteurs de veto », que peuvent être le pouvoir législatif, les divers ministères du gouvernement, des militaires, et des administrations régionales<sup>2003</sup>, capables de défier l'autorité et les politiques des dirigeants, isole ceux-ci encore davantage que ne le sont leurs homologues de systèmes plus démocratiques. Elle leur donne ainsi une liberté d'action plus grande pour développer des politiques qu'ils imposent au reste de la société.

Un État néo-patrimonial peut être aussi doté d'un régime sultanique. Le concept de « régime sultanique » trouve son origine chez M. Weber et a été développé dans le cadre de pays d'Amérique latine. J. Linz le définit comme un « *gouvernement personnel où la loyauté à l'égard du dirigeant suprême ne s'est basée ni sur la tradition, ni sur une idéologie, ni sur une*

---

<sup>2001</sup> Jeangène Vilmer Jean-Baptiste, *Turkménistan*, op. cit., p. 48.

<sup>2002</sup> Peyrouse Sébastien, Histoire et mémoire autour de la bataille de Gök-Tepe, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 2008/3, n°1067, p. 36.

<sup>2003</sup> Tsebelis George, *Veto players : how political institutions work*, Princeton, N.J. : Princeton University Press ; New York : Russell Sage Foundation, cop. 2002, 317 p., cité par Bayulgen Oksan, *Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia*, op. cit., p. 6.

*mission historique particulière ou encore un charisme, mais sur un mélange de peur et de gratifications offertes aux collaborateurs. Le dirigeant exerce alors à sa guise un pouvoir sans entrave dont les principes consistent à ne s'encombrer d'aucune règle, d'aucune idéologie, d'aucun système de valeurs* »<sup>2004</sup>. L'essentiel de la politique consiste en une « politique de palais », c'est-à-dire en une distribution par le dirigeant de récompenses et de réprimandes, avec peu ou pas de contrainte extérieure. La cupidité et la peur sont utilisées comme une incitation à la loyauté et au soutien au dirigeant. Un tel régime est caractérisé par une direction personnelle et un système répressif, qui distribue des récompenses et où règne une corruption étendue. Les membres du gouvernement sont souvent choisis directement par le dirigeant qui y inclut sa famille, ses amis et des associés d'affaires. Un poste au sein de l'appareil d'État est un privilège, accordé par le dirigeant, d'autant plus apprécié qu'il permet d'accéder à la recherche de rentes. Le fonctionnement interne du pouvoir se caractérise, toujours selon J. Linz, par une « *équipe dirigeante [qui] n'est pas constituée par un establishment dont les membres ont suivi des trajectoires de carrière particulières, comme dans le cas d'une armée bureaucratifiée ou de gouvernements de fonctionnaires, mais d'hommes choisis par le chef, à sa discrétion. Ce sont souvent des hommes qui ne jouissent d'aucun prestige personnel ou d'aucun rang social notoire. Leur pouvoir dérive de manière exclusive de la volonté du dirigeant suprême avec qui ils ont la plupart du temps des liens familiaux, amicaux ou d'affaires, à moins qu'ils n'aient été directement impliqués dans les violences destinées à soutenir le régime en place* ». De plus, « *la frontière entre trésor public et fortune privée sont brouillées* »<sup>2005</sup>. La prise de décisions est généralement arbitraire et guidée par l'opportunisme et les calculs de l'intérêt et de l'autoglorification<sup>2006</sup>. Le niveau d'institutionnalisation politique est très bas dans ce type de régimes, ce qui les rend très vulnérables au moindre événement relatif au dirigeant<sup>2007</sup>.

La différence essentielle entre un régime sultanique et un régime totalitaire réside dans « *l'absence d'objectifs idéologiques imposés à la société ainsi que d'un quelconque effort de mobilisation de la population au sein d'un parti de masse* »<sup>2008</sup>. L'appellation « régime totalitaire » ne convient donc pas au Kazakhstan, qui n'impose pas d'objectif idéologique à la société. Le parti dirigé par le président N. Nazarbaev, créé en 1999, comprend, au début des

---

<sup>2004</sup> Linz Juan J., *Régimes totalitaires et autoritaires*, op. cit., p. 148.

<sup>2005</sup> Ibid., p. 149.

<sup>2006</sup> Charlick-Paley Tanya, Williams Phil, Oliner Olga, "The Political Evolution of Central Asia and South Caucasus: Implications for Regional Security", Chapter 2, In *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus: Implications for the US Army*, Olga Oliner and Thomas S. Szayna, (eds.), RAND Document Number MR-1598-A, 2003, p. 13.

<sup>2007</sup> Ibid., p. 14.

<sup>2008</sup> Linz Juan J., *Régimes totalitaires et autoritaires*, op. cit., p. 149.

années 2000, environ 700 000 personnes, mais il n'est pas unique, même si les partis dits d'opposition sont d'un faible poids politique. En revanche, au Turkménistan, il n'en existe qu'un, le « Parti démocratique du Turkménistan », dirigé par le président Niazov, et qui revendique 12 000 membres en janvier 1992 et 165 000, fin 1994. Quelques caractéristiques du régime sultanique peuvent être attribuées au Kazakhstan, comme la dépendance de l'entourage des deux présidents vis-à-vis de la situation économique « *dans la mesure où les rétributions offertes par le dirigeant à son entourage y sont liées. Les actes d'opposition risquent de provenir bien plus de membres déçus de cet entourage que de la frustrations de certaines couches sociales, institutions ou formations politiques* »<sup>2009</sup>. La formation du parti Choix démocratique du Kazakhstan en novembre 2001, peut en être une illustration de frustrations de certaines de ces couches sociales. Par ailleurs, il n'y a pas eu de prétention dynastique au Turkménistan pendant le régime de S. Niazov. La question est plus floue au Kazakhstan, même si elle ne se pose pas au cours de la période étudiée. Ces diverses catégories de régimes ne s'appliquent donc pas "en bloc" au cas du Kazakhstan, ni même à celui du Turkménistan. Les deux régimes voient coexister plusieurs éléments caractéristiques des régimes autoritaire, de l'autoritarisme patrimonial, de l'oligarchie clientéliste, et de la bureaucratie autoritaire.

L'étude qui vient d'être menée montre que conclure sur les méfaits de la rente d'un pays, à partir de liens entre richesse pétrolière ou gazière, croissance économique et démocratie, en ne considérant son histoire politique et économique qu'à partir de l'arrivée de la manne issue des exportations d'hydrocarbures, n'est pas entièrement pertinent pour ces deux pays. Les facteurs d'orientation vers des régimes plus ou moins démocratiques n'y sont pas apparus avec l'arrivée de la manne issue des exportations de leurs hydrocarbures, contrairement à ce que présente la théorie de l'État rentier. Les germes de ces deux régimes autoritaires à des degrés différents étaient en place avant qu'ils ne commencent à bénéficier de ces richesses minières. L'anticipation (dans le cas du Kazakhstan) puis l'arrivée effective de la manne n'ont fait que renforcer ce caractère autoritaire.

Tout au long de ce travail de recherche, de nombreuses pistes de travail sont apparues comme des ramifications possibles. Il a donc fallu en laisser de côté. Mais en conclusion, il est cohérent de les présenter de nouveau. L'une d'entre elles consisterait à compléter l'organigramme et les listes de dirigeants de toutes les entreprises et différents trusts des RSS du Kazakhstan et de Turkménie, au cours d'études de terrain de longue durée ; celles-ci

---

<sup>2009</sup> Ibid., p. 150.

seraient nécessaires également afin de mettre en parallèle les deux types de structures sociales que sont le kolkhoze d'un côté et le gisement d'un autre. En effet, la prise en compte de la structure économique et sociale turkmène différente de la kazakhe, dès l'époque soviétique, oriente vers une comparaison entre les structures sociales du kolkhoze et de l'exploitation de gisements d'hydrocarbures, notamment en Turkménie, où la culture du coton joue un rôle fondamental dans l'économie de cette république, puis de ce pays indépendant à partir de 1991. Ce parallèle est primordial pour aborder la question de la divergence des deux cours politiques et économiques pris par les deux pays indépendants, consécutivement à leur indépendance, comme cela a été montré dans le chapitre X.

À cette comparaison, pourrait s'ajouter une autre étude, à savoir celle du clientélisme en Asie centrale, basé sur la structure tribale des sociétés kazakhe et turkmène, afin de comprendre en quoi il diverge de celui qui prévaut en Russie. Les liens intimes entre clientélisme centrasiatique et État rentier pourraient en être dégagés. Enfin, l'élément constitué par le rôle de l'armée et de la police, supposé prééminent dans ces systèmes (rappelons que le pourcentage des dépenses militaires du Kazakhstan par rapport au PIB est inférieur à celui que connaît la France en 2002. Au Turkménistan, ce taux est un supérieur à celui des Etats-Unis en 2001), serait aussi à étudier dans le cadre d'une future analyse.

Par ailleurs, l'étude du niveau d'acquisition de savoirs technologiques et d'expertise managériale, celui de la recherche et du développement après 1992, dans le secteur, dans les deux pays, pourrait être un axe de recherche supplémentaire.

## Liste des entretiens

### France

Jacques Sapir, Directeur du CEMI / EHESS, entretiens en 2008 et 2013,

Bernard Chavance membre associé du CEMI et Professeur Emérite à l'Université Paris 7-Denis Diderot, entretien le 8 juin 2012,

Julien Vercueil, membre associé du CEMI et Maître de Conférences à l'INALCO, entretien le 6 juillet 2012,

Ruslan Muradov, Direction nationale du Turkménistan pour la protection, l'étude et la restauration des monuments historiques et culturels, entretien en mai 2008,

Yves Bargain, Ambassadeur de France au Turkménistan (1996 – 1999), entretien en janvier 2009

Marc-Antoine Eyl-Mazzega, Agence Internationale de l'Energie, entretien en novembre 2012.

Karlygash Abiyeva, Docteur Associé CERI-SciencesPo, entretien en novembre 2013.

Nacer Ouarem, Docteur en économie en socio-économie du développement, École des hautes études (EHESS), sujet de thèse : « Sonatrach entre institution et organisation. Analyse institutionnaliste du secteur des hydrocarbures en Algérie (1958-2006) », entretien en 2009.

*Gaz de France* (28 janvier 2008)

Philippe Hochard, Responsable Caspienne

Jean-Claude Perdignes, Directeur de projet (Direction Exploration Production)

Alain Rossignol, Négociateur Sénior (Branche Global Gaz et GNL)

*Total* (2011)

Nathalie Komatitsch, Exploration & Production, Europe continentale et Asie centrale.



**Kazakhstan** (ne figurent ici que les noms des personnes qui ont bien voulu voir leur nom cité) (avril 2009)

Zakretdin B. Bajdosov, historien.

Zejnoda E. Bulekbaev, géologue.

Kurmangali Istleuov, foreur.

Lâzat Nurbaevna Nursultanova, docteur en histoire et professeure au Département d'histoire contemporaine et d'information scientifique de l'Institut d'histoire et d'ethnologie Č. Č. Valihanov, à Alma-Ata.

Leonid Nikitič Perevezencev, géologue.

**Turkménistan** (avril 2010)

Ruslan Muradov, Direction nationale du Turkménistan pour la protection, l'étude et la restauration des monuments historiques et culturels.

Oleg Lukin, journaliste pour la revue *Turkménistan*.

*CIFAL*

Gauthier Mangenot, directeur de la représentation de CIFAL au Turkménistan.

**Russie** (septembre 2012)

*Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie*

Dmitrij Kuvalin, directeur adjoint de l'Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie.

Sergej Makedonskij, directeur du laboratoire d'analyse et de prévision de l'évolution du système fiscal.

Valerij Semikašev, directeur du laboratoire des prévisions du complexe énergétique.

Svetlana Voronina, chercheur, *kandidat* ès sciences techniques.

*Total E&P Russie*

Sergej Mingareev, directeur des Relations gouvernementales.

*Université d'État de Russie du Pétrole et du Gaz « I. M. Gubkin »*

Vitalij Âsašin, professeur et directeur de la filiale de l'Université d'État de Russie du Pétrole et du Gaz « I. M. Gubkin » à Ašgabad.

Galina Tret'âkova, responsable par intérim du Département “étudiants étrangers”.

Anatolij Zolotuhin, professeur et chargé des relations à l'international.

## Bibliographie générale

### Sources primaires

*Narodnoe hozâjstvo SSSR : annuaires statistiques soviétiques (édités depuis 1957)*

*Narodnoe Hozâjstvo SSSR, Statističeskij spravočnik 1932 (Annuaire statistique 1932)*, Leningrad : Gosudarstvennoe social'no-èkonomičeskoe izdatel'stvo, 1932, 669 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov RSFSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR : statističeskij sbornik (L'économie nationale de l'URSS : annuaire statistique)*, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1956, 264 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1959g. (L'économie nationale de l'URSS en 1959)*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1960, 895 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1960g. (L'économie nationale de l'URSS en 1960)*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1961, 942 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1961g. (L'économie nationale de l'URSS en 1961)*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1962, 861 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1962g., Statističeskij ežegodnik (L'économie nationale de l'URSS en 1962, annuaire statistique)*, Moskva : 1963, 736 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie sovete pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g., Statističeskij ežegodnik (L'économie nationale de l'URSS en 1963, annuaire statistique)*, Moskva : 1965, 760 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1968g., Statističeskij ežegodnik (L'économie nationale de l'URSS en 1968, annuaire statistique)*, Moskva : Isdatel'stvo Statistika, 1969, 831 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR: 1922-1972gg. : ūbilejnyj statističeskij ežegodnik : k 50-letiu obrazovaniâ SSSR, (L'économie*

*nationale de l'URSS 1922-1972 : annuaire statistique à l'occasion du cinquantenaire de la création de l'URSS*), Moskva : Statistika, 1972, 847 p.

Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR, *Narodnoe Hozâjstvo SSSR v 1974g., statističeskij ežegodnik (L'économie nationale de l'URSS en 1974, annuaire statistique)*, Moskva : Statistika, 1975, 863 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe Hozâjstvo SSSR v 1980g. (L'économie nationale de l'URSS en 1980)*, Moskva : Finansy i statistika, 1981, 583 p.

Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982gg. : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik (L'économie nationale de l'URSS 1922-1982, annuaire statistique commémoratif)*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, 623 p.

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR za 70 let : ûbilejnyj statističeskij ežegodnik (70 ans d'économie nationale soviétique, annuaire statistique commémoratif)*, Moskva : Finansy i statistika, 1987, 765 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1988g. (L'économie nationale de l'URSS en 1988)*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, 765 p.

Goskomstat SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1989g., statističeskij sbornik, (L'économie nationale de l'URSS en 1989, annuaire statistique)*, Moskva : Finansy i statistika, 1990, 766 p.

Goskomstat SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1990g. ((L'économie nationale de l'URSS en 1990)*, Moskva : Finansy i statistika, 1991, 750 p.

### ***Annuaire « SSSR v cifrah v »***

- Central'noe statističeskoe Upravlenie SSSR, *SSSR v cifrah v 1967 godu : kratkij statističeskij sbornik (L'URSS en chiffres en 1967 : petit recueil statistique)*, Moskva : CSU, 1968, 158 p.

### ***Annaires statistiques soviétiques du commerce extérieur de l'URSS***

LEVČUK K. V., *Vnešnáa torgovlá Souza SSR : statističeskij obzor (Le commerce international de l'URSS : aperçu statistique)*, Moskva ; Leningrad : Vneštorgizdat, 1956-1969.

Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, Èkonomičeskie vzaimosvâzi respublik v narodnohozâjstvennom komplekse, *Vestnik statistiki*, 3 /1990, p. 36-53.

Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, Ob"ëm vvoza i vyvoza produkcii po soûznym respublikam za 1988 g. vo vnutrennih i mirovyh cenah, *Vestnik statistiki*, 3/1990, p. 36-53.

Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, Ob"ëm vvoza i vyvoza produkcii po soûznym respublikam za 1988 g. vo vnutrennih i mirovyh cenah, *Vestnik statistiki*, 4 /1990, p. 49-60.

Ministerstvo vnešnih èkonomičeskikh svâzej SSSR, *Vnešnie èkonomičeskie svâzi SSSR v 1988g. (Les relations économiques extérieures de l'URSS en 1988)*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, 287 p.

Ministerstvo vnešnih èkonomičeskikh svâzej SSSR, *Vnešnie èkonomičeskie svâzi SSSR v 1989g. (Les relations économiques extérieures de l'URSS en 1989)*, Moskva : Finansy i statistika, 1990, 302 p.

Ministerstvo vnešnih èkonomičeskikh svâzej SSSR, gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Vnešnie èkonomičeskie svâzi SSSR v 1990g. : statističeskij sbornik (Les relations économiques extérieures de l'URSS en 1990 : recueil statistique)*, Moskva : 1991, 288 p.

Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva (Les relations de commerce extérieur des États de la Communauté)*, Moskva : Finstatinform, 1993, 158 p.

Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet Sodružestva Nezavisimyh Gosudarstv, *Vnešnââ trgovlâ stran Sodružestva Nezavisimyh Gosudarstv, External trade of the CIS countries : Stat.sb. / M. Mežgos.stat. Kom. SNG, 2003, 371 p.*

### ***Autres annuaires***

Ministerstvo finansov SSSR, Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznych respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik (Le budget de l'État de l'URSS et les budgets des républiques fédérées : 1976-1980 : recueil statistique)*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, 183 p.

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Material'no-tehničeskoe obespečenie narodnogo hozâjstva SSSR (Les matières premières de l'économie nationale de l'URSS)*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, 255 p.

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Promyšlennost' SSSR : statističeskij sbornik (L'industrie soviétique : recueil statistique)*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, 286 p.

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, Informacionno-izdatel'skij centr, *Naselenie SSSR 1987, statističeskij sbornik (La population de l'URSS 1987, recueil statistique)*, Moskva : Finansy i Statistika, 1988, 439 p.

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *SSSR i soûznye respubliki v 1988 godu : soobšeniâ Goskomstata SSSR i goskomstatov soûznych respublik o social'no-èkonomičeskom razvitii (L'URSS et les républiques soviétiques en 1988 : bulletin du Goskomstat de l'URSS et des Goskomstat des républiques soviétiques au sujet du développement socio-économique)*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, 494 p.

Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989 : kratkij statističeskij sbornik (Le budget de l'État de l'URSS en 1989 : petit recueil statistique)*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, 159 p.

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, *Narodnoe obrazovanie i kul'tura v SSSR (statističeskij sbornik) (L'instruction et la culture en URSS)*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, 431 p.

Ministerstvo finansov SSSR, Glavnoe Bûdžetnoe Upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : Krat. Stat. sb. (Le budget de l'État de l'URSS : petit recueil statistique)*, Moskva : Finansy i statistika, 1990, 160 p.

PRAVEDNIKOV N. K., *Toplivno-ènergetičeskij kompleks SSSR, 1989g. : (Èkon.-stat.obzor) (Le secteur des fluides et combustibles de l'URSS, 1989 : aperçu économique et statistique) / VNII kompleks topliv.-ènerg. Prob., Moskva : 1989 (1990), 631 p.*

Gosudarstvennyj komitet SSSR po statistike, Informacionno-izdatel'skij centr, *Naselenie SSSR po dannym svesoûznoj perepisi naseleniâ 1989g. (la population soviétique selon le recensement fédéral de la population en 1989)*, Moskva : Finansy i Statistika, 1990, 45 p.

VNIKTÈP, *Toplivno-Ènergetičeskij kompleks SSSR 1990g. (Le secteur des fluides et des combustibles de l'URSS, en 1990)*, Moskva : 1991, 724 p.

Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Strany-členy SNG v 1993g. (Les pays membres de la CEI en 1993)*, Moskva : 1994, 720 p.

Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet SNG, *Sodružestvo nezavisimyh gosudarstv v 1994g. (La Communauté des États Indépendants en 1994)*, Moskva : 1995, 552 p.

Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet SNG, *Sodružestvo nezavisimyh gosudarstv v 1996g. (La Communauté des États Indépendants en 1996)*, Moskva : 1997, 607 p.

Baraz V. I., Vadeckij Ū. V., Simonov Ū. B., *Neftânaâ promyšlennost' Rossijskoj Federacii 1996 (L'industrie pétrolière de la fédération de Russie en 1996)*, Moskva : VNIIOÈG, 1997, 588 p.

### **Sources primaires de la RSS du Kazakhstan, puis du Kazakhstan**

Archives d'État d'Aktûbinsk

- Fonds du parti de la RSS kazakhe, fonds 13-P,

- Fonds du parti de la RSS kazakhe, fonds 13.

- Suûndikova K., Predislovie k fondu N°1534 tresta « Aktûbnefterazvedka » Ministerstva Geologii i ohrany nedr Kaz.SSR.

Annuaire

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov kazahskoj SSR, *Kazahstan za 40 let, statističeskij sbornik (Le Kazakhstan depuis 40 ans, recueil statistique)*, Alma-Ata : Gosstatizdat, 1960, 525 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo kazahskoj SSR v 1960 i 1961gg. statističeskij sbornik, (L'économie nationale de la RSS kazakhe en 1960 et 1961, recueil statistique)*, statističeskij sbornik, Alma-Ata : Gosstatizdat, 1963, 543 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1972 godu (L'économie du Kazakhstan en 1972)*, Almaty : Kazakhstan, 1973, 431 p.

Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov Kazahskoj SSR, *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1975g. (L'économie du Kazakhstan en 1975)*, Alma-Ata : 1978, 486 p.

Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana za 60 let Stat. sb. (L'économie du Kazakhstan depuis 60 ans, recueil statistique)*, Alma-Ata : Kazakhstan, 1980, 271 p.

Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1984g. (L'économie du Kazakhstan en 1984)*, Alma-Ata : 1985, 316 p.

Gosudarstvennyj planovyj komitet Kazahskoj SSR., *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1988g. statističeskij ežegodnik, (L'économie du Kazakhstan en 1988, annuaire statistique)*, Alma-Ata : Kazakhstan, 1989, 392 p.

Gosudarstvennyj Komitet KazSSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana za 70 let : Stat. sb. (L'économie du Kazakhstan depuis 70 ans, recueil statistique)*, Alma-Ata : Kazakhstan, 1990, 391 p. (Cet annuaire est le dernier publié pour la RSS du Kazakhstan).

Ministerstvo finansov Respubliki Kazahstan, *Informaciâ ob otčete formirovanii i ispol'zovanii Nacional'nogo fonda Respubliki Kazahstan za 2001 god. (Informations relatives au rapport sur la formation et l'utilisation du Fonds national de la république du kazakhstan en 2001)*, [www.minfin.kz](http://www.minfin.kz).

Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v cifrah, Statističeskij sbornik (Le Kazakhstan en chiffres, recueil statistique)*, Almaty : 2002, 226 p.

Ministerstvo finansov Respubliki Kazahstan, *Statističeskij bûlleten' (Bulletin statistique)*, N°1 (49), Janvier 2003, 64 p.

Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Statističeskij ežegodnik Kazahstana 2004, (Annuaire statistique du Kazakhstan 2004)*, Almaty : 2004, 597 p.



Agenstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Nacional'nye sčëta respubliky Kazahstan za 1998-2002 gody, statističeskij sbornik (Les comptes nationaux du Kazakhstan entre 1998 et 2002, recueil statistique)*, Almaty : 2004, 109 p.

KARIMOVA È. A., *Promyšlennost' Kazahstana i ego regionov 2002-2005, Statističeskij sbornik (L'industrie du Kazakhstan et de ses régions 2002-2005, recueil statistique)*, Agenstvo Respubliki Kazahstana po statistike, Almaty : 2005, 264 p.

Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v 2010g. (Le Kazakhstan en 2010)*, Astana : 2011, 480 p.

*Srednegodovaâ čislennost' naseleniâ za 2000-2011gg. (La démographie en moyenne annuelle au cours de la période 2000-2011)*. Disponible sur [www.stat.kz/digital/naselenie/Pages/default.aspx](http://www.stat.kz/digital/naselenie/Pages/default.aspx).

AO « Razvedka Dobyča Kazmunajgaz», *Informacionnyj Memorandum (Mémemorandum d'information)*, Décembre 2004, Disponible sur [www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7\\_2004.pdf](http://www.kase.kz/files/emitters/RDGZ/rdgzf7_2004.pdf).

*Otčët za 2002 goda*, ZAO Nacional'naâ atomnaâ kompaniâ « Kazatomprom », 2002, 28 p.

### **Sources primaires de la RSS de Turkménie, puis du Turkménistan**

CSU SSSR, Central'noe Statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov TSSR; Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, *Narodnoe hozâjstvo Turkmenskoj SSR : staticeskij ežegodnik (L'économie de la RSS de Turkménie, annuaire statistique)*, Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, 1962, Ašhabad : 253 p.

Central'noe Statističeskoe Upravlenie pri Sov. min. Turkmenskoj SSR, *Turkmenistan za 50 let, statističeskij sbornik (le Turkménistan depuis 50 ans, recueil statistique)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Turkmenistan, 1974, 223 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR meždû XXI i XXII s'ezdami kommunističeskoj partii Turkmenistana, (statističeskij sbornik) (L'économie de la RSS de Turkménie entre les XXI et XXIIèmes congrès du parti communiste du Turkménistan, recueil statistique)*, Ašhabad : 1980, 157 p.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, Statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1984g., statističeskij ežegodnik (L'économie de la RSS de Turkménie en 1984, annuaire statistique)*, Ašgabad : 1985, 257 p.

Gosudarstvennyj Komitet TSSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1989g. ((L'économie de la RSS de Turkménie en 1989)*, Ašhabad : Turkmenistan, 1990, 292 p.

Gosudarstvennyj Komitet Turkmenskoj SSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1990g., statističeskij ežegodnik (L'économie de la RSS de Turkménie en 1990, annuaire statistique)*, Ašgabad : 1991, 287 p.

Gosudarstvennyj komitet Turkmenistana po vnešneèkonomičeskim svâzam, *Vnešneèkonomičeskie svâzi Turkmenistana, Sbornik normativnyh materialov (Les relations économiques extérieures du Turkménistan, recueil de textes réglementaires)*, Ašgabad : 1992, tome 1, 183 p.

Gosudarstvennyj Komitet Turkmenistana po statistike, *Statističeskij ežegodnik Turkmenistana (L'annuaire statistique du Turkménistan)*, Ašgabad : 1997, tome 2, 124 p.

#### ***Annaaires statistiques de la CIA et de BP Amoco / British Petroleum Company***

Central Intelligence Agency, Directorate of Intelligence, *Soviet Energy data, Resource Handbook, A reference Aid*, Washington, D.C. : May 1990, 43 p.

BP Amoco, *Statistical review of world Energy*, London : BP Amoco p.l.c., 1999. Disponible sur [www.oilcrisis.com/stats/bpamoco\\_oilstats.xls](http://www.oilcrisis.com/stats/bpamoco_oilstats.xls).

British Petroleum Company, *BP Statistical Review of World Energy: June 2003*, BP plc, 2003, 44 p.

British Petroleum Company, *Statistical review full report workbook 2008*, June 2008.

British Petroleum Company, *BP Statistical Review of World Energy : June 2009*, BP plc, 2009, 45 p.

## *Publications des institutions financières internationales*

### **Asian Development Bank**

Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2002*, April 2002, 503 p. Disponible sur : <http://beta.adb.org/publications/key-indicators-developing-asian-and-pacific-countries-2002>.

Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2003*, August 2003, 415 p. Disponible sur : [www.adb.org/publications/key-indicators-developing-asian-and-pacific-countries-2003](http://www.adb.org/publications/key-indicators-developing-asian-and-pacific-countries-2003).

Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2008*, August 2008, 252 p. Disponible sur : [www.adb.org/sites/default/files/pub/2008/Key-Indicators-2008.pdf](http://www.adb.org/sites/default/files/pub/2008/Key-Indicators-2008.pdf).

Asian Development Bank, Economic data Turkmenistan, [www.adb.org/Documents/Books/Key\\_Indicators/2008/pdf/tkm.pdf](http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2008/pdf/tkm.pdf).

### **Banque mondiale**

BELKINDAS Misha, Statistical Handbook, *States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region*, Washington, D.C. : World Bank, 1992, p. 504.

BELKINDAS Misha, IVANOVA Olga V., *Foreign trade statistics in the USSR and successor states*, Washington, D.C. : World Bank, 1995, 252 p.

MICHALOPOULOS Constantine, TARR David G., *Trade in the New Independent States, Studies of economies in transformation*, Washington, D.C. : World Bank ; New York : United Nations Development Programme, 1994, 280 p.

*Turkmenistan*, Washington D.C. : The World Bank, May 1994, 244 p. (A World bank study)

World Bank, Statistical Handbook 1993, *States of the Former USSR, Studies of economies in transformation, paper n°8*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1993, 778 p.

World Bank, *Statistical Handbook 1994 : States of the former USSR, paper n°14*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1994, 796 p.

YE Xiao, MILLS Michael, *A Profile of Living Standards in Turkmenistan*, Report N°21656 TM, Document of the World Bank, January 9, 2001, 37 p.

### **Banque Européenne de Reconstruction et de Développement**

ESANOV Akram, RAISER Martin, BUITER Willem, *Nature's blessing or nature's curse : the political economy of transition in resource-based economies*, Working paper EBRD, n°66, November 2001, 22 p.

Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Process perihoda i pokazateli stran SNG, Izvlečenie iz Doklada o processe perihoda za 2003 god*, Novembre 2003, 75 p.

Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Strategy for Turkmenistan As approved by the Board of Directors at its meeting on 15 June 2006*, 53 p. Disponible sur : [www.ebrd.com/about/strategy/country/turk/strategy.pdf](http://www.ebrd.com/about/strategy/country/turk/strategy.pdf).

Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Strategy for Kazakhstan As approved by the Board of Directors on 21 November 2006*, 57 p.

### **Fonds Monétaire International**

GÜRGEN Emine, SNOEK Harry, ZAVOIKO Basil, IZVORSKI Ivailo, de SHAETZEN Bruno, LIGTHART Jenny [International Monetary Fund], *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, N°98 81, August 1998, 118 p.

HANSEN Leif, FIGLIUOLI Lorenzo, PANTH Sanjaya, Mourmouras Alex, VALILA Timo, *Republic of Kazakhstan; Recent Economic Development*, IMF Staff Country Report, N°98/84, August 1998, 117 p.

International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, 100 p.

International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, 35 p.

KELLER Peter M., MATHIEU Paul, BACALU Veronica [et al.], *Republic of Kazakhstan: Selected Issues and Statistical Appendix*, IMF Country Report N°03/211, July 2003, 105 p.

ODLING-SMEE John, SHADMAN-VALAVI Mohammad, [International Monetary Fund], *Turkmenistan*, Washington D.C : International Monetary Fund, 1994, 109 p.

PASTOR Gonzalo, van ROODEN Ron, CRAIG Jon, DODZIN Sergei, ROEHLER Christiane, KHAZAI Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, IMF Staff Country report N°99/140, December 1999, 129 p.

PASTOR Gonzalo, van ROODEN Ron, *Turkmenistan - The Burden of Current Agricultural Policies*, IMF working paper WP/00/98, International Monetary Fund, Washington, D. C., June 2000, 24 p.

SHADMAN-VALAVI Mohammad, CATSAMBAS Thanos, BARINSHTEIN Gary ...[et al.], *Turkmenistan*, Washington : International monetary fund, 1992, 88 p. (Economic Review)

van der MENSBRUGGHE Emmanuel, MATHIEU Paul, ROSS Paul, SEMBLAT Romuald, LEHMANN Alexander, SZEKELY Istvan, *Republic of Kazakhstan : selected issues and statistical appendix*, IMF Country report N°01/20, January 2001, 75 p.

### **Commission européenne**

EUROSTAT, *Les États de la CEI 1994*, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 1996, 133 p.

### **Organisation des Nations Unies**

United Nations Development Programme, *Human Development Report 1998*, New York-Oxford, Oxford University Press, 1998, 228 p.

United Nations Conference On Trade And Development, *World Investment Report 2002 : Transnational Corporations and Export Competitiveness*, United Nations New York and Geneva, 2002, 350 p.

United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report 2003 : FDI Policies for Development : National and International Perspectives*, United Nations New York and Geneva, 2003, 303 p.

United Nations Development Programme, *Human Development Report 2003, Millennium Development Goals: A compact among nations to end human poverty*, New York – Oxford, Oxford University Press, 2003, 367 p.

United Nations Human Development Report, *Bednost' v Kazahstane, pričiny i puti preodoleniâ (Les causes de la pauvreté au Kazakhstan et les moyens de la vaincre)*, Seriâ publikacij PROON v Kazahstane N°UNDPKAZ 08, janvier 2004, 144 p.

United Nations Conference on Trade and Development, *World Investment Report 2004 : The Shift Towards Services*, United Nations New York and Geneva, 2004, 436 p.

## Sources secondaires

Nota bene : cette bibliographie ne comporte pas les ouvrages cités par des auteurs et indiqués notamment dans les notes de bas de page, mais qui n'ont pas été consultés.

### *Carte*

National Geographic Society Etats-Unis, *L'atlas National Geographic*, [Paris] : National geographic [France], 2007, 432 p.

### *Ouvrages généraux*

ANDREFF Wladimir, *Économie de la transition : la transformation des économies planifiées en économie de marché*, Rosny-sous-Bois : Bréal, 2007, 494 p.

BADIE Bertrand, *L'État importé. Essai sur l'occidentalisation de l'ordre politique*, Paris : Fayard, 1992, 334 p.

BONTE Pierre, IZARD Michel, *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*, Paris : Presses universitaires de France, 1991, 755 p.

CHAPELLE Jean, *Géographie économique du pétrole*, tome 2 : les pays producteurs-consommateurs, Paris : Éditions Technip, 1970, 163 p.

CHAVANCE Bernard, *Les théories économiques à l'épreuve de la transformation post-socialiste*. 14 p. Disponible sur : <http://ces.univ-paris1.fr/membre/seminaire/heterodoxies/Pdf/Chavance06.pdf>

de LAUNAY Jacques, CHARLIER Jean-Michel, *Histoire secrète du pétrole 1859-1984*, Paris : Presses de la Cité, 1985, 260 p.

ECHAUDEMAISON Claude-Danielle, BAZUREAU Frank, Bosc Serge, CENDRON Jean-Pierre... [et al.], *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris : Nathan, 1993, 447 p.

GIRAUD André, BOY DE LA TOUR Xavier, *Géopolitique du pétrole et du gaz*, Paris : Editions Technip, 1987, 418 p.

GRANGER Christophe, *À quoi pensent les historiens ? Faire de l'histoire au XXI<sup>ème</sup> siècle*, Paris : Autrement l'atelier d'histoire, 2013, 318 p.

GRAYSON Leslie E., *National oil companies*, Chichester [West Sussex] ; New York : Wiley, 1981, 269 p.

GREFFE Xavier, LALLEMENT Jérôme, DE VROEY Michel, *Dictionnaire des grandes œuvres économiques*, Paris : Dalloz, 2002, 642 p.

LAURENT Eric, *La face cachée du pétrole*, Paris : Plon, 2006, 411 p.

LINZ Juan José, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris : A. Colin, 2006, 406 p.

MILOSERDOVA Lûdmila Vadimovna, *Geologiâ, poiski i razvedka mestoroždenij nefi i gaza (Géologie, prospection et exploration des gisements de pétrole et de gaz)*, Disponible sur : [www.gubkin.ru/faculty/magister\\_training/magistrantu/posobia/UCH/2\(9-10\).htm](http://www.gubkin.ru/faculty/magister_training/magistrantu/posobia/UCH/2(9-10).htm).

PROHOROV A. M. (rédacteur principal), *Bol'shaâ sovetskaâ ênciklopediâ*, 3<sup>ème</sup> édition, Moskva : Idatel'stvo Sovetskaâ ênciklopediâ, 1974, tome 16, 615 p.

PROHOROV A. M. (rédacteur principal), *Bol'shaâ sovetskaâ ênciklopediâ*, 3<sup>ème</sup> édition, Moskva : Idatel'stvo Sovetskaâ ênciklopediâ, 1975, tome 21. 639 p.

REDOR Dominique, *Les économies d'Europe de l'Est : Europe centrale, Europe orientale, Russie, depuis 1989*, Paris : Seuil, 1997, 94 p.

RICARDO David, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt* ; trad. [inérite, de l'anglais] de Cécile Soudan, Ed. anglaise de 1821, Paris : GF-Flammarion, 1993, 508 p.

SAPIR Jacques, *La démondialisation*, Paris : Editions du Seuil, 2011, 258 p.

SÉBILLE-LOPEZ Philippe, *Géopolitique du pétrole*, Paris : Armand Colin, 2006, 473 p.

SMITH Adam, *Enquête sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Paris : Presses universitaires de France, 1995, livres I-II, 432 p.

van DONZEL Emeri Johannes, *Encyclopédie de l'Islam. index des noms propres des tomes I-IX et du supplément, livraisons 1-6*, Leiden ; Boston (Mass.) ; Köln : Brill, 1998, 440 p.

### ***Récits de voyage et travaux historiques portant sur la période pré soviétique***

AGAEV Halym, *Vzaimootnošenia prikaspijskih Turkmen s Rossiej v XIX veke : do prisoeineniâ k Rossii (Les relations entre les Turkmènes de la Caspienne et la Russie au*



*XIXème siècle avant qu'ils rejoignent la Russie*), Akademiâ nauk Turkmenskoj SSR. Institut istorii, arheologii i ètnografii (Ašhabad). Ašhabad : Turkmenskoe izdatel'stvo, 1965, 102 p.

BLARAMBERG Ivan Fedorovič, *Vospominaniâ (Mémoires)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, Glavnaâ red. vostočnoj literatury, 1978, 355 p.

GALKIN M. N., *Ètnografičeskìe i istoričeskìe materialy po Srednej Azii i Orenburgskomu kraû (Documents ethnographiques et historiques concernant l'Asie moyenne et le kraj d'Orenbourg)*, Sanktpeterburg : izdanìe Â. A. Isakova, 1868, 336 p.

VAMBÉRY Armin, *Voyage d'un faux derviche en Asie centrale 1862-1864*, Paris : Phébus libretto, 1994, 291 p.

WOEIKOF Aleksandr Ivanovich, *Le Turkestan russe*, Paris : Librairie Armand Colin, 1914, 360 p.

### ***Travaux sur l'URSS et la CEI***

Akademiâ Nauk SSSR, Institut gosudarstva i prava, *Naučnye osnovy gosudarstvennogo upravleniâ v SSSR (Les bases scientifiques de l'administration en URSS)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1968, 438 p.

ARBATOV Alexander A., AMIROV Irek, KHARTUKHOV Eugene M., *Soviet energy : an insider's account*, Londres : Center for global energy studies, 1991, 35 p.

Associaciâ Burovyh Podrâdčikov, Sovet Pensionerov-Veteranov Vojny i truda, Neftânoj kompanii "Rosneft", *Professionaly Neftegazovoj Otrastli (Les professionnels de l'industrie pétrolière et gazière)*, Moskva, 1996, 532 p.

BAHRY Donna, *Outside Moscow : power, politics, and budgetary policy in the Soviet republics*, New York (N.Y.) : Columbia university press, 1987, 236 p.

BENNIGSEN Alexandre, LEMERCIER-QUELQUEJAY Chantal, *L'islam en Union soviétique*, Paris : Payot, 1968, 263 p.

BERGSON Abram, *Real national income of soviet Russia since 1928*, Cambridge : Harvard University Press, 1961, 472 p.

- BLUM Alain, MESPOULET Martine, *L'anarchie bureaucratique : pouvoir et statistique sous Staline*, Paris : Ed. La Découverte, 2003, 368 p.
- CAMPBELL Robert W., *The Economics of Soviet Oil and Gas*, Baltimore (Maryland) : Johns Hopkins Press, 1968, 279 p.
- CAMPBELL Robert W., *Trends in the Soviet Oil and Gas Industry*, Baltimore : Published for Resources for the Future by the Johns Hopkins University Press, 1976, 125 p.
- DROGIČINSKIJ N. E., STARODUBROVSKIJ V. G., *Osnovy i praktika hozâjstvennoj reformy v SSSR (Les principes et la pratique de la réforme économique en URSS)*, Moskva : Èkonomika, 1971, 520 p.
- DUCHÊNE Gérard, *L'économie de l'URSS*, Paris : Éditions la Découverte, 1987, 128 p.
- DUNAEV Fedor Fedorovič, *Èkonomika i planirovanie nefânoj promyšlennosti (L'économie et la planification de l'industrie pétrolière)*, Moskva : Gostoptehizdat, 1957, tome 1, 236 p.
- DUNAEV Fedor Fedorovič, *Èkonomika i planirovanie nefânoj promyšlennosti (L'économie et la planification de l'industrie pétrolière)*, Moskva : Gostoptehizdat, 1961, tome 2, 228 p.
- EBEL R., *Communist trade in oil and gas : An evaluation of the future export capability of the soviet bloc*, New-York ; Washington ; London : Praeger publishers, 1970, 447 p.
- EBEL Robert E., *The petroleum industry of the Soviet Union*, New York : American Petroleum Institute, 1961, 167 p.
- GOLDMAN Marshall I., *The enigma of Soviet petroleum : Half empty or half full ?*, London ; Boston : George Allen & Unwin, 1980, 214 p.
- GUSTAFSON Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, Princeton (NJ) : Princeton University press, 1989, 362 p.
- HEWETT Edward A., *Energy, economics, and foreign policy in the Soviet Union*, Washington : Brookings Institute, 1984, 228 p.
- HOLZMAN, Franklyn Dunn, *Foreign trade in the balance of payments and GNP accounts of centrally planned economies*, Pittsburgh : University Center for International Studies, University of Pittsburgh, 1973, 27 p.

IGOLKIN Aleksandr Alekseevič, *Otečestvennaâ neftânaâ promyšlennost' v 1917-1920g.g. (L'industrie pétrolière nationale 1917-1920)*, Moskva : Rossijskij gosudarstvennyj gumanitarnyj universitet, 1999, 187 p.

IGOLKIN Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah (La politique pétrolière soviétique 1940-1950)*, Moskva : Institut rossijskoj istorii, 2009, 323 p.

IVKIN Vladimir Ivanovič, *Gosudarstvennaâ vlast' SSSR : vysšie organy vlasti i upravleniâ i ih rukovoditeli : 1923-1991 : istoriko-biografičeskij spravočnik (L'Etat en URSS : les organes suprêmes du pouvoir et de son administration, leurs dirigeants, 1923-1991)* Moskva : Rosspeñ, 1999, 638 p.

KOSTIOUK Valeri, SAĬAMOV Iouri, GANTES Patrick, HELLER Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, Genève : CRES-ACI, 1995, 233 p.

LESAGE Michel, *L'administration soviétique*, Paris : Economica, 1981, 254 p.

LESAGE Michel, *Le système politique de l'URSS*, Paris : Presses universitaires de France, 1987, 499 p.

MARTIN Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca ; London : Cornell University Press, 2001, 496 p.

Neftânaâ kompaniâ Rosneft', *Iz istorii razvitiâ neftânoj i gazovoj promyšlennosti, vypusk 18, Veterany, vospominaniâ*, Moskva : ZAO Izdatel'stvo Neftânoe hozâjtvo, 2006, 222 p.

NOVE Alec, *L'économie soviétique*, Paris : Economica, 1984, 2<sup>ème</sup> édition, Paris, 471 p.

ORUDŽEV Sabit Ataevič, *Gazovaâ promyšlennost' po puti progressa (Les progrès de l'industrie gazière)*, Moskva : Nedra, 1976, 134 p.

PROBST Abram Efimovič, MAZOVER Âkov Aleksandrovič, *Razvitie toplivnoj bazy rajonov SSSR (Le développement des combustibles dans les rajon de l'URSS)*, Moskva : Nedra, 1968, 322 p.

RADVANYI Jean, *Le Géant aux paradoxes*, Paris : Éditions sociales, 1982, 426 p.

RADVANYI Jean, *L'URSS: régions et nations*, Paris ; Milan ; Barcelone : Masson, 1990, 293 p.

RUMÂNCEV A. M., Naučno-redakcionnyj sovet izdatel'stva "Sovetskaâ enciklopediâ". Otdelenie èkonomiki AN SSSR., *Èkonomičeskaâ ènciklopediâ : političeskaâ èkonomiâ*. (Encyclopédie économique : économie politique), Moskva : Sovetskaâ ènciklopediâ, 1980, Tome 4, 672 p.

ŠABAJLOV V. I., *Ministerstva, gosudarstvennyye komitety i vedomstva soûznoj respubliki* (*Les ministères, les comités d'État et les départements administratifs de la république fédérale*), Akademiâ nauk Belorusskoj SSR, Minsk : Izdatel'stvo Nauka i tehnika, 1984, 277 p.

SOKOLOFF Georges, *La puissance pauvre, Une histoire de la Russie à nos jours*, Paris : Fayard, 1993, 937 p.

STEINBERG Dmitri, *The Soviet economy : 1970-1990 : a statistical analysis*, San Francisco, Calif. : International Trade Press, 1990, 338 p.

VEDENEEV Ūrij Alekseevič, *Organizacionnyye reformy gosudarstvennogo upravleniâ promyšlennost'û v SSSR : istoriko-pravovoe issledovanie (1957-1987 gg.)* [*Les réformes de l'organisation de la direction de l'État dans l'industrie en URSS : recherches historiques et juridiques (1957-1987)*], Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1990, 239 p.

VINOGRADOV V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom pervyj, Sovetskaâ èkonomika v 1917-1920 gg. (L'histoire de l'économie socialiste de l'URSS en sept volumes. Premier volume, l'économie soviétique en 1917-1920)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1976, 448 p.

VINOGRADOV V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom vtoroj, Perehod k NÈPU : vosstanovlenie narodnogo hozâjstva SSSR : 1921-1925 gg. (L'histoire de l'économie socialiste de l'URSS en sept volumes. Septième volume, le passage à la NEP : le rétablissement de l'économie de l'URSS : 1921-1925)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1976, 479 p.

VINOGRADOV V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom četvertyj, Zaveršenie socialističeskogo preobrazovaniâ èkonomiki. Pobeda socializma v SSSR : 1933-1937 gg. (L'histoire de l'économie socialiste de l'URSS en sept volumes. Quatrième volume, l'achèvement de la transformation socialiste de l'économie. La victoire du socialisme en URSS : 1933-1937)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1978, 519 p.

VINOGRADOV V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom ced'moj, Èkonomika SSSR na ètape razvitogo socializma : 1960-1970-e gody (L'histoire de l'économie socialiste de l'URSS en sept volumes. Septième volume, L'économie de l'URSS sur la voie du socialisme développé : 1960-1970)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1980, 718 p.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique : de l'Empire russe à l'Union soviétique : 1900-1990*, Paris : Presses universitaires de France, 1990, 547 p.

ŽUKOV E. M., Otdelenie istorii Akademii nauk SSSR, *Sovetskaâ istoričeskaâ ènciklopediâ (L'encyclopédie soviétique historique)*, Moskva : Sovetskaâ Ènciklopediâ, 1976, tome 4, 1072 p.

### ***Travaux sur la rente et la “malédiction des ressources”***

*Analičeskij obzor voprosy rentnyh platežej v prirodopol'zovanii* (Analyse des paiements de rente dans les secteurs d'exploitation des ressources naturelles), [www.duma.gov.ru/cnature/expert\\_info/analit\\_renta.htm](http://www.duma.gov.ru/cnature/expert_info/analit_renta.htm).

AMUNDSEN Eirik Schroder, *Théorie des ressources épuisables et rente pétrolière*, Paris : Économica, 1992, 245 p.

BASEDAU Matthias, LACHER Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, GIGA German Institute of Global and Area Studies Working Paper N°21, April 2006, 31 p.

DURAND Cédric, De la prédation à la rente ; émergence et stabilisation d'une oligarchie capitaliste dans la métallurgie russe (1991-2002), *Géographie, Économie, Société*, Volume 6/1 Janvier-Mars 2004, p. 23-42.

HERB Michael, *No Representation without Taxation ? Rents, Development and Democracy*, 29 p. Disponible sur : [www2.gsu.edu/~polmfh/herb\\_rentier\\_state.pdf](http://www2.gsu.edu/~polmfh/herb_rentier_state.pdf) (December 2003).

JONES LUONG Pauline, WEINTHAL Erika, *Oil is not a curse : ownership structure and institutions in Soviet successor states*, Cambridge [England] ; New York : Cambridge University Press, 2010, 425 p.

JONES LUONG Pauline, WEINTHAL Erika, *Prelude to the resource curse : oil and gas development strategies in Central asia and beyond*, Disponible sur : [www.yale.edu/leitner/resources/docs/1999-08.pdf](http://www.yale.edu/leitner/resources/docs/1999-08.pdf), 41 p.

KARL Terry Lynn, *The Paradox of Plenty : Oil Booms and Petro-States*, Berkeley (Calif.) ; Los Angeles ; London : University of California Press, 1997, 342 p.

KOZYREV V. M., *Renta, cena, hozrasčët v neftânoj promyšlennosti (Rente, Prix et équilibre des comptes dans l'industrie pétrolière)*, Moskva : Nedra, 1972, 161 p.

LAM Ricky, WANTCHEKON Leonard, *Political dutch disease*, April 10, 2003. Disponible sur [www.nyu.edu/gsas/dept/politics/faculty/wantchekon/research/lr-04-10.pdf](http://www.nyu.edu/gsas/dept/politics/faculty/wantchekon/research/lr-04-10.pdf), 21 p.

MATSUNAGA Yasuyuki, L'État rentier est-il réfractaire à la démocratie ?, *Critique internationale*, juillet 2000, n°8, p. 46-58.

SACHS Jeffrey D., WARNER Andrew W., *Natural Resources abundance and Economic Growth (revised version)*, Harvard Institute for International Development Discussion Paper. Cambridge : Harvard, 1997, 50 p.

SUŠON A. R., *Rentnye plateži (Les paiements de rente)*, Gornaâ ènciklopediâ, - M. Sovetskaâ ènciklopediâ, Pod redakciej E. A. Kozlovskij, 1984 – 1991. Disponible sur [http://dic.academic.ru/dic.nsf/enc\\_geolog/](http://dic.academic.ru/dic.nsf/enc_geolog/)

### ***Travaux sur l'ensemble de l'Asie centrale***

ABIŠEV Adel', *Kaspïj : neft' i politika (Caspienne : pétrole et politique)*, Astana : izdatel'skij dom Kazahstanskogo Instituta Svobodnoe Obsestvo, 2004, 2<sup>ème</sup> édition, 380 p.

BACON Elizabeth E., *Central Asians under Russian rule : a study in culture change*, Ithaca, N.Y. : Cornell University Press, 1966, 273 p.

CAPISANI Giampaolo R., *The Handbook of Central Asia*, London ; New York : éd. I.B. Tauris, 2000, 264 p.

COLLINS Kathleen, *Clan politics and regime transition in Central Asia*, Cambridge ; New York ; Melbourne [etc.] : Cambridge University Press, 2006, 376 p.

DŽURAKULOV A. D., *Deâtel'nost' KPSS po razvitiû neftânoj i gazovoj promyšlennosti v Srednej Azii (Les activités du PCUS dans le développement de l'industrie pétrolière et gazière en Asie moyenne)*, Taškent : Fan, 1980, 147 p.

FOURNIAU Vincent, *L'Asie centrale de l'indigénisation à l'indépendance : transformations sociales et conservatisme mémoriel, 1945-1991*, à paraître, 357 p.

GLEASON Gregory, *Markets and politics in Central Asia : structural reform and political change*, London ; New York : Routledge, 2003, 178 p.

KELLER Shoshana, *To Moscow, Not Mecca: The Soviet Campaign Against Islam in Central Asia, 1917-1941*, Westport, Conn. : Praeger, 2001, 277 p.

MANTRAN Robert, « Oghouz », *Encyclopædia Universalis* [en ligne], [www.universalis.fr/encyclopedie/oghouz/](http://www.universalis.fr/encyclopedie/oghouz/)

MIYAMOTO Akira, *Natural gas in Central Asia : industries, markets and export options of Kazakhstan, Turkmenistan and Uzbekistan*, Londres : Royal institute of international affairs, 1997, 80 p.

POMFRET Richard, *The Economies of Central Asia*, Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1995, 216 p.

RBALLAND Gaël, *Géoéconomie du bassin caspien*, document de travail, Ifri, juin 2003, 21 p. Disponible sur [www.ifri.org/files/Raballand\\_Caspienne.pdf](http://www.ifri.org/files/Raballand_Caspienne.pdf).

ROY Olivier, *La nouvelle Asie centrale, ou La fabrication des nations*, Paris : Éditions du Seuil, 1997, 326 p.

RUMER Boris Z., *Soviet Central Asia : « A Tragic Experiment »*, Boston : Unwin Hyman, 1989, 204 p.

TSALIK Svetlana, *Caspian oil windfalls : who will benefit ?*, Overview and Recommendations, a publication of the Central Eurasia Project of the Open Society Institute, New-York : Open society institute, 2003, p.127-160.

van der LEEUW Charles, *Oil and gas in the Caucasus and Caspian : a history*, Surrey, UK : Curzon ; [New York] : [St. Martin's Press], 2000, 190 p.

VEKSEL'MAN Maks Isakovič, *Rossijskij monopolističeskij i inostrannyj kapital v Srednej Azii (konec XIX - načalo XX v)* [Le capital monopoleur russe et le capital étranger en Asie moyenne (fin XIX<sup>ème</sup> et debut XX<sup>ème</sup> siècles)], Taškent : FAN, 1987, 143 p.

ŽMUJDA V. B., *Sredneaziatskij èkonomičeskij rajon (Le rajon économique d'Asie moyenne)*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1972, 296 p.

### ***Travaux sur le Kazakhstan***

ADAEV Ž., NURBAEV Z. [et al.], *Neftânaâ ènciklopediâ Kazahstana* (Encyclopédie du pétrole du Kazakhstan), Astana : Nac. Neftegaz. Kompaniâ « Kazahojl», 1999, Tome 1, 672 p.

ARBEN E., ARYN E., TASMAGAMBETOV I., *Pervye lica gosudarstva : političeskie portrety : s točki zreniâ istorii i sovremennosti (Les hauts fonctionnaires de l'État : portraits politiques : perspectives historique et contemporaine)*, Almaty : Izdatel'skij dom Bilik, 1998, 368 p.

BAÂNOV E. B., LEVČENKO V. M., SAPARGALIEV M. S., TUGANBAEV A. Š., *Upravlenie promyšlennost'û Kazahskoj SSR (L'administration de l'industrie de la RSS du Kazakhstan)*, Alma-Ata : Izdatel'stvo Nauka Kazahskoj SSR, 1972, 279 p.

BAÂNSKIJ G. È., STAVNICER N. E., RÂBKINA L. Â., *Èkonomičeskaâ reforma i èffektivnost' geolorazvedočnyh rabot na neft' i gaz v Kazahstane* (La réforme économique et le rendement des travaux de prospection géologiques dans les hydrocarbures du Kazakhstan), Alma-Ata, 1972, 124 p.

BAJDOSOV Z. B., SEJTPAGAMBETOV Ž. S., SULTANGALIEVA G. S., NURZANOV R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost' (Le pétrole d'Aktûbinsk : hier et aujourd'hui)*, Aktobe, 2000, 402 p.

BAJMUKANOV Amur S., *Èkonomičeskaâ èffektivnost' toplivno-ènergetičeskogo kompleksa Respubliki Kazahstana (Le rendement économique du complexe énergétique de la république du Kazakhstan)*, Almaty : B.i, 2005, 304 p.

CHARNEY Craig, *Public opinion in Kazakhstan 1996*, A publication in the voices of the electorate series, Washington : International Foundation For Election Systems, April 1997, 133 p.



COHEN Ariel, *Kazakhstan : the Road to Independence, Energy policy and the birth of a Nation*, Central-Asia Caucasus Institute, Silk Road Studies Program, 2008, 287 p.

Institut istorii partii pri CK Kompartii Kazahstana (Alma-Ata), *Očerki istorii kommunističeskoj partii Kazahstana (Essais sur l'histoire du parti communiste du Kazakhstan)*, URSS Alma-Ata : Kazakhstan, 1984, 758 p.

CUMMINGS Sally N., *Kazakhstan : power and the elite*, London ; New York : I. B. Tauris, cop. 2005, 202 p.

FRIDMAN Cezar' L'vovič, *Inostrannyj kapital v dorevolucionnom Kazahstane*, Alma-Ata : Kazahskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo, 1960, 142 p.

HLŮPIN Vitalij N., *Kazahstanskaâ političeskaâ èlita : meždju modernizaciej i trajbalizmom (L'élite politique kazakhstanaise : entre modernité et tribalisme)*, Meždunarodnyj Evrazijskij Institut, 20 avril 2000. Disponible sur [www.iicas.org](http://www.iicas.org).

Istoriâ otrasli, ètap stanovleniâ (Histoire du secteur, l'étape de la formation), [www.kmg.kz/about/history/sector\\_history](http://www.kmg.kz/about/history/sector_history).

Istoriâ otrasli, načal'nyj ètap (Histoire du secteur, l'étape initiale), [www.kmg.kz/about/history/sector\\_history](http://www.kmg.kz/about/history/sector_history).

Istoriâ rasvitiâ parlamentarizma v Kazahstane (Histoire du régime parlementaire, au Kazakhstan) [www.parlam.kz/ru/history](http://www.parlam.kz/ru/history).

KARGŽANOV Z. K., RAHMETOVA K. G., TREUBERGENOV M. A. et al., *Teoriâ i metodika ustanovleniâ platy za ispol'zovaniâ mineral'nyh resursov : (Na primer cv., čer; metallurgii i neft. Prom-sti Kazahstana)* [Théorie et méthode d'instauration de paiements pour l'utilisation de ressources minérales : (exemple de la métallurgie des métaux non ferreux, de la sidérurgie et de l'industrie pétrolière)], Alma-Ata : Institut èkonomiki, 1992, 153 p.

KOZYBAEV Manaš Kabaševič, *Kazahskaâ Sovetskaâ Socialističeskaâ Respublika (La république socialiste soviétique kazakhe)*, Alma-Ata, 1981, 702 p.

KOZYBAEV Manaš Kabaševič, *Kazahskaâ SSR 4- tomnaâ ènciklopediâ (L'encyclopédie kazakhe en quatre volumes)*, Alma-Ata : Glavnaâ redakciâ Kazahskoj sovetskoj ènciklopedii, 1985, tome 1, 589 p.

KOZYBAEV Manaš Kabaševič, *Kazahskaâ SSR 4- tomnaâ ènciklopediâ (L'encyclopédie kazakhe en quatre volumes)*, Alma-Ata : Glavnaâ redakciâ Kazahskoj sovetskoj ènciklopedii, 1988, tome 2, 607 p.

KURALBAYEVA Karlygash, KUTAN Ali M., WYZAN Michael L., *Is Kazakhstan vulnerable to the dutch disease ?*, Working paper, Zentrum für Europäische Integrationsforschung Center for European Integration Studies, Rheinische Friedrich-Wilhelms-Universität Bonn, 2001, 36 p.

LARUELLE Marlène, PEYROUSE Sébastien, *Les Russes du Kazakhstan : identités nationales et nouveaux États dans l'espace post-soviétique*, Paris : Maisonneuve et Larose, [DL 2004], 354 p.

LAVRENT'EV Âkov Vasil'evič, *Neftânaâ Èmba (L'Emba pétrolière)*, Alma-Ata : Moskva : Kazakstan, kraev. Izdatel'stvo, 1935, 41 p.

MASANOV N. È., ABYLHOŽIN Z. B., EROFEEVA I. V. [et al.], *Istoriâ Kazahstana : narody i kul'tury*, Almaty : Dajk Press, 2001, 599 p.

MENDYBAEV Sagundyk, ŠELGUNOV Viktor, *Kleptokratiâ, Kazahgejt. Novoe rassledovanie, čast' IV (Le gouvernement des voleurs, Kazakhgate. Une nouvelle enquête, partie IV)*, 2001. Disponible sur <http://neweurasia.info/archive/book/kleptocratia/>.

MIRČINK M. F., *Neftegazonosnost' ũznogo Mangyšlaka (Le gaz et le pétrole dans la région sud de Mangyšlak)*, Moskva : Izdatel'stvo Nedra, 1966, 236 p.

NADIROV Nadir Karimovič, *Neft' : včera, segodniâ, zavtra (Pétrole : hier, aujourd'hui et demain)*, Alma-Ata : Kazahstan, 1983, 212 p.

NADIROV Nadir Karimovič, *Neft' i gaz Kazahstana (Pétrole et gaz du Kazakhstan)*, Almaty : Gylym, 1995, tome 1, 318 p.

NADIROV Nadir Karimovič, URAZGALIEV B. U., SERIKOV T. P., NAMETKIN Nikolaj Sergeevič, *Nefti poluostrova Buzači (Le pétrole de la presqu'île de Buzači)*, Alma-Ata : Izdatel'stvo Nauka, 1979, 158 p.

NEJŠTADT S. A., *Èkonomičeskoe razvitie kazahskoj SSR (Le développement économique de la RSS du Kazakhstan)*, Alma-Ata : Kazgosizdat, 1960, 664 p.

NURSULTANOVA Lâzat Nurbaevna, *Načalo razvitiâ predprinimatel'stva v neftânoj promyšlennosti dorevolucionnogo Kazahstana (Le début du développement de l'entrepreneuriat dans l'industrie pétrolière du Kazakhstan d'avant la Révolution)*, Izdeniz Gumanit. Gylymdar ser. Poisk. Ser. Gumanit. Nauk, 2001, n°6, p. 108-112.

NURSULTANOVA Lâzat Nurbaevna, *Razvitie neftânoj promyšlennosti Kazahstana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny (1941-1945 gg) (Le développement de l'industrie pétrolière pendant la Grande guerre patriotique)*, Almaty, 2005, 155 p.

OHAYON Isabelle, *La sédentarisation des Kazakhs dans l'URSS de Staline : collectivisation et changement social (1928-1945)*, Paris : Maisonneuve et Larose, 2006, 416 p.

OLCOTT Martha Brill, *Kazmunaigaz : Kazakhstan's national oil and gas company*, The James A. Baker Iii Institute For Public Policy, Rice University, march 2007, 81 p. Disponible sur [www.carnegieendowment.org/files/Kaz\\_Olcott.pdf](http://www.carnegieendowment.org/files/Kaz_Olcott.pdf).

OSTROWSKI Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, London ; New York : Routledge, 2010, 206 p.

PECK Anne E., *Economic development in Kazakhstan : the role of large enterprises and foreign investment*, New York, NY : RoutledgeCurzon, 2004, 277 p.

ŠAUKENBAEV T., *Èkonomika neftânoj promyšlennosti Kazahstana (L'économie de l'industrie pétrolière au kazakhstan)*, Alma-Ata : Izdatel'stvo Kazahstan, 1974, 166 p.

SCHATZ Edward, *Modern Clan Politics : The Power Of "Blood" in Kazakhstan and Beyond*, Seattle, Wash. ; London : University of Washington Press, 2004, 250 p.

SKOCZYLAS Elehie Natalie, WAGNER Steven, FRASS VARON Barbara, *Kazakhstan 1995, The Public Speaks, An Analysis of National Public Opinion* ; a publication in the voices of the electorate series, International Foundation For Election Systems, Washington, September 1995, 50 p.

SULTANGALIEVA Gul'mira Salimžanovna, EROFEEVA I. V., BISEMBAEV Abaj Ajdarhanovič, MEDEUBAEV E. I., KOBENOVA G. I., *Istoriâ aktûbinskoj oblasti (L'histoire de l'oblast' d'Aktûbinsk)*, Aktobe, 2007, 698 p.

TASMAGAMBETOV Imangali Nurgalievič, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ i sovremennost') [100 ans d'industrie pétrolière et gazière au Kazakhstan (passé et présent)]*, Almaty : Bilim, 1999, 271 p.

TEMIRGALIEV Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970 (La bataille pour le pétrole du Kazakhstan : la direction du parti dans le développement de l'industrie pétrolière : 1926-1970)*, Alma-Ata : : Kazakhstan, 1982, 178 p.

Wood Mackenzie, *Asset Analysis Uzen-Atyrau-Samara Oil Pipeline, Central Asia – Kazakhstan*, october 2011, 5 p.

ZIMANOV Salyk, *Rossiâ i Bukeevskoe hanstvo (La Russie et le khanat de Bukej)*, Alma-Ata : Nauka, 1982, 169 p.

### ***Travaux sur le Turkménistan***

ABAZOV Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, Lanham, Maryland ; Toronto ; Oxford : Scarecrow Press, 2005, 240 p.

ALLADATOV Džapar A., *Èffektivnost' kapital'nyh vloženih v neftedobyvaûšûu promyšlennost' Turkmenskoj SSR (L'efficacité des investissements dans l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie)*, Ykdysadet Instituty (Turkmenistan SSR Ylymar Akademiâsy). Ašhabad : Ylym, 1975, pag. div.

ANNAKLYČEV A. A., *Razvitie promyšlennosti Turkmenistana za gody Sovetskoj vlasti (1921-1937) [Le développement de l'industrie du Turkménistan à l'époque soviétique (1921-1937)]*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turmenskoj SSR, 1958, 126 p.

ANNAKLYČEV Aidogdy, BAJRAMOV Dzhuma, *Razvitie promyšlennosti Sovetskogo Turkmenistana (1959-1975 gg.) [Le développement industriel du Turkménistan soviétique (1959-1975)]*, Ašgabad : Ylym, 1987, 154 p.

ANNAKLYČEV Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga (La vie des ouvriers du pétrole à Nebit-Dag et Kum-Dag)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmenskoj SSR, 1961, 164 p.

ANSESCHI Luca, *Turkmenistan's Foreign Policy : positive neutrality and the consolidation of the Turkmen regime*, London ; New York : Routledge, 2009, 212 p.

ATAMAMEDOV N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika (La république socialiste soviétique de Turkménie)*, Ašgabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovetskoj enciklopedii, 1984, 548 p.

ÂZYKOVA Maâgozel', *Rost rabočego klassa Turkmenistana v 1959-1965 gg. (La croissance de la classe ouvrière au Turkménistan en 1959-1965)*, Ašgabad : Ylym, 1976, 162 p.

BAJRAMOV D., SIDORENKO D. I., *Hozrasčët i samofinansirovanie : pervye itogi, nerešennye voprosy (L'équilibre des comptes et l'autofinancement : premiers résultats, questions non résolues)*, Ašhabad : Turkmenistan, 1990, 69 p.

BOBROVA Valentina Vladimirovna [et al.], *M. V. Frunze v Turkestane (1919-1920), sbornik dokumentov, Posvâšaetsâ 100-letiu so dnâ roždeniâ M. V. Frunze [M. V. Frunze au Turkestan (1919-1920), recueil de documents, consacré au centenaire de la naissance de M. V. Frunze]*, Frunze : Kyrgyzstan, 1984, 291 p.

BOGOSLOVSKIJ Konstantin Nikolaevič, LORDKIPANIDZE Georgij Aleksandrovič, NOVIKOV Leonid Dmitrievič, *Èkonomika Turkmenskoj SSR (L'économie de la RSS de Turkménie)*, Moskva : Èkonomika, 1967, 72 p.

ČEKUSIN B. S., ZVEZDIN Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR (Histoire de l'industrialisation de la RSS de Turménie)*, Arhivnoe upravlenie pri Sovete ministrov Turkmenskoj SSR, Institut istorii AN Turkmenskoj SSR, Ašhabad : Ylym, 1978, tome 1, 178 p.

ČEKUSIN B. S., ZVEZDIN Z. K., *Istoriâ industrializacii Turkmenskoj SSR (Histoire de l'industrialisation de la RSS de Turménie)*, Arhivnoe upravlenie pri Sovete ministrov Turkmenskoj SSR, Institut istorii AN Turkmenskoj SSR, Ašhabad : Ylym, 1978, tome 2, 250 p.

DEMIDOV Sergej Mihajlovič, *Postsovetskij Turkmenistan (Le Turkménistan post soviétique)*, Moskva : Natalis, 2002, 222 p.

DURDYEV T., *Formirovanie i razvitie turkmenskoj sovetskoj intelligencii (1917-1958) [La formation et le développement de l'intelligentsia turkmène soviétique (1917-1958)]*, Ašhabad : Izdatel'stvo Ylym, 1972, 285 p.

EDGAR Adrienne Lynn, *Tribal nation : the making of soviet Turkmenistan*, Princeton ; Oxford : Princeton University Press, 2004, 296 p.

Global Witness, *It's a gas – funny business in the Turkmen-Ukraine gas trade*, April 2006, 64 p. Disponible sur <http://globalwitness.org/reports>.

International Crisis Group, *Trešiny v mramore : nestabil'naâ diktatura Turkmenistana (Des brèches dans le marbre : la dictature instable du Turkménistan)*, Asia Report N°44, Osh/Brussels, 17 janvier 2003, 54 p.

IRONS Williams, *The Yomut turkmen : a Study of Social Organization among a Central Asian Turkic-Speaking Population*, Ann Arbor (Mich.) : University of Michigan, 1975, 193 p.

JEANGÈNE VILMER Jean-Baptiste, *Turkménistan*, Paris : CNRS Editions, 2010, 452 p.

KARRYEV A., *Istoriâ turkmenskoj SSR. Tom II, Aprel' 1917-1957 gg., (Histoire de la RSS de Turkménie. Tome II. Avril 1917 – 1957)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk TSSR, 1957, 718 p.

KISELËV D. S., *Razvitie sovetskoj gosudarstvennosti v Turkmenistane (Le développement de l'État soviétique au Turkménistan)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmenskoj SSR, 1963, 151 p.

KULIEV Avdy, *Turkmenskaâ èlita : vzglâd iznutri (L'élite turkmène : un regard de l'intérieur)*, *Eurasia-informacionnyj analitičeskij centr*, 20 mars 2001. Disponible sur : [www.eurasia.org.ru/2001/analitica/03\\_20\\_Elita.htm](http://www.eurasia.org.ru/2001/analitica/03_20_Elita.htm)

KURBANOV A., ŠELÂKIN A. F., *Razvitie gazodobyvaûšaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR i eë perspektivy (Le développement de l'industrie gazière de la RSS de Turkménie et ses perspectives)*, Ašhabad : Obšestvo « Znanie » Turkmenskoj SSR, 1975, 29 p.

MERETNIÂZOV A. M., *Katalizatory promyšlennosti Turkmenskoj SSR (Les catalyseurs de l'industrie de la RSS de Turkménie)*, Ašhabad : Turkmenistan, 1988, 139 p.

Minefi, *Les hydrocarbures au Turkménistan*, fiche de synthèse, 18 mai 2006.

PAL'VANOVA Bibi Pal'vanovna, *Tragičeskie 30-e (Les tragiques années trente)*, Ašhabad : Turkmenistan, 1991, 147 p.

PEYROUSE Sébastien, *Turkménistan : un destin au carrefour des empires*, Paris : Éd. Belin : la Documentation française, 2007, 183 p.

REDŽEPOV A. R., *Ot feodal'noj razdrobelennosti k socialističeskoj gosudarstvennosti (Du morcellement féodal à l'État socialiste)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Turkmenistan, 1980, 292 p.

ŠAHAROV S. Š., *Neft', gaz Turkmenii (Pétrole et gaz de Turkménie)*, Ašhabad : Turkmenskoe gosudarstvennoe izdatel'stvo, 1962, 127 p.

Wood Mackenzie, *Turkmenistan Country Overview*, January 2011, 77 p.

### ***Contributions à des ouvrages collectifs***

BOHR Annette, “Independent Turkmenistan : From post communism to Sultanism” In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 9-24.

BOSS HESLOP Helen, “The Caspian states of the former Soviet Union Economic performance since 1998”, In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 175-191.

CAIRE G., “Économie et politique de l'énergie en URSS”, In *Annuaire de l'URSS*, Strasbourg : Centre de recherches sur l'Union des républiques socialistes soviétiques et les pays de l'Est ; Paris : Centre national de la recherche scientifique, 1970-1971, p. 227-269.

CHARLICK-PALEY Tanya, WILLIAMS Phil, OLIKER Olga, “The Political Evolution of Central Asia and South Caucasus: Implications for Regional Security”, Chapter 2, In *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus: Implications for the US Army*, Olga Olikier and Thomas S. Szayna, (eds.), RAND Document Number MR-1598-A, 2003, p. 7-40.

CROSNIER Marie-Agnès, “1990 : un pays au bord du gouffre”, In *URSS la dislocation du pouvoir*, édition 1991, sous la direction de Françoise Barry et de Michel Lesage, Paris : Les Etudes de la Documentation française, p. 125-139.

ESMAGAMBETOV K., “Mangyšlakneft”, In *Kazahskaâ SSR 4- tomnaâ ènciklopediâ (L'encyclopédie kazakhe en quatre volumes)*, KOZYBAEV M. K. (ed.), Alma-Ata : Glavnaâ redakciâ Kazahskoj sovetskoj ènciklopedii, 1988, tome 2, p. 323.

GEISS Paul Georg, “Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan”, In *Towards Social Stability and Democratic Governance in Central Eurasia: Challenges to Regional Security*, Irina Morozova (ed.), Amsterdam ; Fairfax, Va. : IOS Press, 2005, p. 103-119.

GILLULA James W., The economic Interdependence of Soviet republics, In *Joint Economic Committee, US Congress, Soviet Economy in a Time of change*, Washington, DC : US Government Printing Office, 1979, Vol. 1, p. 618-655.

HLÛPIN Vitalij N., “Respublika Kazahstan : geopolitièeskie oèerki” (La république du Kazakhstan : essais de géopolitique), In *Politièeskaâ èlita Kazahstana i problema neftegazovoj otrasli prikaspijskogo regiona (L'élite politique du Kazakhstan et le problème du secteur des hydrocarbures dans la région péricaspienne)*, Moscou, 1997. Disponible sur [http://society.polbu.ru/hlypin\\_kazahstan/ch18\\_iv.html](http://society.polbu.ru/hlypin_kazahstan/ch18_iv.html).

IZTELEOUOV Beisenbay, “Kazakhstan”, In *Economic consequences of Soviet disintegration, Institute for international economics*, Williamson John (ed.), Washington, DC : Institute for International Economics, 1993, p. 369-388.

JONES LUONG Pauline, “Economic « decentralization » in Kazakhstan : causes and consequences”, In *The transformation of Central Asia : states and societies from Soviet rule to independence*. Luong Pauline Jones (ed.), Ithaca (NY) : Cornell University Press, 2003, p. 182-210.

JONES LUONG Pauline, “Kazakhstan : the Long-Term Costs of Short-Term Gains”, In *Energy and Conflict in Central Asia and the Caucasus*, Robert Ebel and Rajan Menon (eds). Maryland : Rowman & Littlefield Publishers, 2000, p. 79-106.

KADYROV Shokhrat, “Turkmenistan's political elite in an ethnic society”, In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 108-118.

KARL Terry Lynn, “State Building and Petro revenues” In *The Geopolitics of Oil, Gas, and Ecology in the Caucasus and Caspian Sea Basin*, Institute of Slavic, East European, and



Eurasian Studies, Berkeley Program in Soviet, Post-Soviet Studies, (University of California, Berkeley) 1998, p. 3-8.

KNIAZEFF Inna, Essai sur l'histoire de la régionalisation économique (2<sup>ème</sup> article), In *Annuaire de l'URSS*, (CNRS), 1968, p. 887-910.

LAVIGNE Marie, “Chocs et révolutions dans les relations URSS-CAEM 1975-1995”, In *L'URSS au tournant : Une économie en transition*, Sapir Jacques (ed.), Paris : L'Harmattan, 1990, p. 145-161.

LESCHENKO Natalie, TROSCHEKE Manuela, “Fiscal decentralization in centralized states : Central Asia patterns”, In *The economics and politics of oil in the Caspian Basin : the redistribution of oil revenues in Azerbaijan and Central Asia*, Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand, Gaël (eds.), London ; New York : Routledge, 2008, p. 73-108.

McAULEY Alastair, “The Central Asia economy in comparative perspective”, In *The disintegration of the Soviet economic system*, Ellman Michael, Kontorovich Vladimir (eds.), London ; New York : Routledge, 1992, p. 137-156.

MILOV Vladimir, “Ups and Downs of the Russia-Turkmenistan relationship”, In *Russia Energy Security and Foreign Policy*, Dellecker A., Gomart T. (eds.), London ; New York : Routledge, 2011, p. 89-106.

NAJMAN Boris, POMFRET Richard, RABALLAND Gaël, SOURDIN Patricia, “Redistribution of oil revenue in Kazakhstan”, In *The economics and politics of oil in the Caspian Basin : the redistribution of oil revenues in Azerbaijan and Central Asia*, Najman Boris, Pomfret Richard, William Thomas, Raballand Gaël (eds.), London ; New York : Routledge, 2008, p. 111-131.

NARZIKULOV Rustam, “The Central Asia republics”, In *Economic consequences of Soviet disintegration*, Williamson J. (ed.), Washington, DC : Institute for International Economics, 1993, p. 429-453.

OHAYON Isabelle, “Du campement au village : sédentarisation et transformation de l'aoul kazakh à la période soviétique”, In *Gestion de l'indépendance & legs soviétique en Asie centrale*, ed. par Institut français d'études sur l'Asie centrale, Tachkent, Aix-en-Provence : Edisud, 2004, 334 p.

OLCOTT Martha Brill, “Democratization and the Growth of Political Participation in Kazakhstan”, In *Conflict, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Dawisha Karen (ed.), Cambridge ; New York ; Melbourne : Cambridge university press, 1997, p. 201-241.

OCHS Michael, “Turkmenistan : the quest for stability and control”, In *Conflict, cleavage and change in Central Asia and the Caucasus*, Dawisha Karen (ed.), Cambridge ; New York ; Melbourne : Cambridge university press, 1997, p. 312-359.

PETROV N. I., GAFARLY M. S., “The course towards Political Stability”, In *Central Asia: political and economic challenges in the post-Soviet Era*, Vassiliev Alekseï (ed.), London : Saqi, 2001, 277 p.

POMFRET Richard, “Kazakhstan”, In *Distortions to agricultural incentives in Europe's transition economies*, Anderson Kym, Swinnen Johan (ed.), Washington, D.C. : World Bank, 2008, p. 219-263.

POMFRET Richard, “Tadjikistan, Turkmenistan, and Uzbekistan”, In *Distortions to agricultural incentives in Europe's transition economies*, Anderson Kym, Swinnen Johan (eds.), Washington, D.C. : World Bank, 2008, p. 297-338.

RBALLAND Gaël, Genté Régis, “Oil in the Caspian Basin Facts and Figures”, In *The economics and politics of oil in the Caspian Basin : the redistribution of oil revenues in Azerbaijan and Central Asia*, Najman Boris, Pomfret Richard, Raballand Gaël (eds.), London ; New York : Routledge, 2008, p. 9-29.

SABONIS-HELFF Theresa, “The Rise of the Post-Soviet Petro-States: Energy Exports and Domestic Governance in Turkmenistan and Kazakhstan”, In *In the Tracks of Tamerlane: Central Asia's Path to the 21st Century*, Burghart Dan, Sabonis-Helf Theresa (eds.), Washington, D.C. : National Defense University, Center for Technology and National Security Policy, 2004, p. 159-185.

SAPIR Jacques, “Crise et réforme : le contexte macro-économique au tournant des années quatre-vingt-dix”, In *L'URSS au tournant : Une économie en transition*, Sapir Jacques (ed.), Paris : L'Harmattan, 1990, p. 11-59.

SHEEHY Ann, The ethnodemographic dimension, In *Soviet federalism : nationalism and economic decentralisation*, McAuley Alastair, (ed.), Leicester : Leicester university press, 1991, p. 56-88.

**Articles de périodiques, de revues, notes, communiqués de presse et bases de données**

“Gazprom” potesnit “Iteru” (Gazprom évince Itera), *Vedomosti*, 11 juin 2002.

Abdulin Ajtmuhamed Abdulaevič, *Kazahstanskaâ pravda*, 15 juin 2010, <http://kp.kazpravda.kz/c/1276554392>.

AHMETKALIEV M, Vospominaniâ veterana-neftânika (Mémoires d'un ancien travailleur du secteur pétrolier), *Neft' i gaz*, 1999, n°2, p. 17-22.

AHMETOVA N. S., TUŠIEV R. M., Istoriâ razvitiâ parlamentarizma v Kazahstane (Histoire du régime parlementaire au Kazakhstan), *Vestnik KarGU, Seriâ Pravo*, Karaganda, 2011, n°4, p. 31-41.

AKNIN Audrey, SERFATI Claude, Guerres pour les ressources, rente et mondialisation, *Mondes en développement*, Vol. 36-2008/3-n°143, p. 27-42.

AMREEV Kajrat, Na kogo rabotaet neftedobyvaûšaâ otrasl' Kazahstana ? (Pour qui travaille le secteur de l'extraction pétrolière du Kazakhstan ?), *Internet gazeta Zona KZ*, 15 septembre 2005. Disponible sur <http://zonakz.net/>.

AMREKULOV Nurlan, Žuzy v social'no-političeskoj žizni Kazahstana (Les hordes dans la vie sociale et politique du Kazakhstan), *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, 2000, n°3 (9). Disponible sur [www.ca-c.org/journal/cac-09-2000/16.Amrek.shtml](http://www.ca-c.org/journal/cac-09-2000/16.Amrek.shtml).

Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, Retrospektiva neftânoj promyšlennosti (Rétrospective de l'industrie pétrolière), *Analitičeskij žurnal Neftegazovaâ Vertikal'*, novembre 2007, n°20, p. 38-41.

ANDERSON John, Authoritarian Political Development in Central Asia: The Case of Turkmenistan, *Central Asian Survey*, 1995, volume 14: issue 4, p. 509-527.

ANGELIER Jean-Pierre, Géopolitique du gaz : les défis et les chances, *Politique internationale*, - printemps 2006, n°111. Disponible sur [www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id\\_revue=26&id=478&content=texte#top](http://www.politiqueinternationale.com/revue/read2.php?id_revue=26&id=478&content=texte#top).

ANNAKLYČEV A. A., Razvitie promyšlennosti Turkmenskoj SSR za gody četvortoj pâtiletki (Le développement de l'industrie de la RSS de Turkménie pendant le quatrième plan), *Izvestiâ Turkmenskoj SSR, Seriâ Obšetvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1967, n°1, p. 43-52.

AŠIMBAEV D., Vlast', neft' i sobstvennost' (Pouvoir, pétrole et propriété), *Žurnal Kazakhstan*, 2008, n°4.

ATABAEV Der'â, Kazahstan mošet popast'v syrevoj kapkan (Le Kazakhstan pourrait tomber dans le piège des matières premières), *RFE/RL*, 6 mars 2012.

AUTY Richard, Natural resources and 'gradual' reform in Uzbekistan and Turkmenistan, *Natural Resources Forum*, November 2003, Volume 27, Issue 4, p. 255-266.

AUZANNEAU Matthieu, *Les réserves de pétrole sont dangereusement surévaluées, dénonce un groupe d'experts*, [www.transfert.net](http://www.transfert.net), 23 novembre 2003.

BABAK Vladimir, Kazahstan : formirovanie mnogopartijnoj sistemy (Kazahstan : la formation du système multipartisme), *Central'naâ Aziâ i Kavkaz*, 2005, n°2 (38). Disponible sur [www.ca-c.org/journal/2005/journal\\_rus/cac-02/09.babrus.shtml](http://www.ca-c.org/journal/2005/journal_rus/cac-02/09.babrus.shtml).

BAJBAKOV Nikolaj Konstantinovič, Sovetskaâ neft' v gody Velokoj otečestvennoj vojny (Le pétrole soviétique pendant la Grande guerre patriotique), *Neftânoe hozâjstvo*, mai 1985, n°5, p. 4-10.

BATYROV S., ABDYYEV A., Gazovaâ promyšlennost' v èkonomike Turkmenistana (L'industrie gazière dans l'économie du Turkménistan), *Turkmenskaâ iskra*, 22 juillet 1990.

BAYOU Céline, TIRASPOLSKY Anita, Le commerce extérieur du Kazakhstan, In Giroux Alain, Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1992, n°372, p. 38-41.

BAYULGEN Oksan, Foreign investment, oil curse and democratization: a comparison of Azerbaijan and Russia, *Business and Politics*, 2005, vol. 7, n°1. Disponible sur <http://www.bepress.com/bap/vol7/iss1/art3>.

BAZAROVA R., Georičeskij trud neftânikov Turkmenistana v gody Otečestvennoj vojny (Le travail héroïque des ouvriers du pétrole pendant la Guerre patriotique), *Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1971, n°4, p. 3-8.

- BEAUCOURT Chantal, CHAMBRE Henri, MIKLASZ C., Tiers Monde soviétique ? Le Kazakhstan, *Cahier de l'Institut de science économique appliquée*, juillet 1963, n°139, 329 p.
- BEAUCOURT Chantal, Le gaz soviétique, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, octobre 1974, n°178, p. 9-24.
- BEKENOVA L. I., Nacional'naâ kompaniâ : funkcii, struktura i problemy razvitiâ (la compagnie nationale : ses fonctions, sa structure et son développement), *Vestnik Universiteta Turan*, 2000, 1-2 (6), p. 142-147.
- BELKINDAS Misha, SAGERS Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, *Soviet geography*, V.H., Winston & son, Silver Spring (MD), November 1990, vol. 31, n°9, p. 629-656.
- BERDALINA Žanat, Faktory rosta nalogovyh postuplenij neftedobyvaûših predpriâtij Kazahstana v 2001 godu (L'augmentation des recettes fiscales des entreprises pétrolières du Kazakhstan en 2001), *Meždunarodnyj žurnal Kazahstan*, 2002, n°4.
- BERDYEV Ajša, Volkov Vitalij, Turkmeniâ: 2 milliarda v trubu (Turkménie : 2 milliards pour la construction du tube), *Deutsche Welle*, 7 juin 2010.
- BOUCHET Bertrand, Tribus d'autrefois, kolkhozes d'aujourd'hui, *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Edisud, 1991/1-2, n°59-60, p. 55-69.
- BREMMER I., WELT C., The Trouble with Democracy in Kazakhstan, *Central Asian Survey*, June 1996, vol. 15, Issue 2, p. 179-199.
- Communiqué de presse de Transparency international, août 2002. Disponible sur [http://archive.transparency.org/policy\\_research/surveys\\_indices/cpi/2002#languages](http://archive.transparency.org/policy_research/surveys_indices/cpi/2002#languages).
- ČERDABAEV M. T., Osnovnye ètapy stanovlenia i razvitiâ neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (Les principales étapes de la formation et du développement de l'industrie du Kazakhstan), *Neft' i gaz Kazahstana*, 2002, n°3, p. 5-10.
- COVILLE Thierry, Des économies du Moyen Orient marquées par la malédiction de la rente pétrolière, *Geostrategiques*, janvier 2005, n°6, p. 59-65.
- CROSNIER Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre 1977, n°212, p. 3-38.

- CROSNIER Marie-Agnès, La CEI en chiffres 1993-1995, *le Courrier des pays de l'Est*, la Documentation Française, juillet 1996, n°410, p. 37-47.
- Čto skryvaet "Ševron" na Tengize ?, Čast' I i II (Que cache Chevron à Tengiz ? parties I et II), *Informacionno-analitičeskij portal Respublika*, 24 juin 2013. Disponible sur [www.respublika-kz.info/news/society/31162](http://www.respublika-kz.info/news/society/31162).
- DAUMOV A. B., Problemy nalogoobloženiâ nedropol'zovatelej v Kazakhstane (La fiscalité dans les secteurs de l'extraction minière), *Nalogoved*, 2006, n°12. Disponible sur : <http://nalogoved.ru/art/421>.
- DAVLETGALIEVA Anel', Zavod N°441 (L'usine N°441), *Kontinent*, 1-14 septembre 1999, N°4.
- DAVYDOV Aleksandr, Problemy nefťanyh SP v Turkmenistane (Les problèmes des sociétés mixtes au Turkménistan), *Kommersant*, 10 septembre 1994.
- DELLECKER Adrian, Caspian pipeline consortium baromètre du climat d'investissement en Russie ?, *Russie.NEI. Visions*, IFRI, juin 2008, n°31, 26 p.
- DOBROVOL'SKIJ Leonid, Bez Gaza (Sans gaz), *Èkspert Ural*, 26 juin 2006, n°24.
- DUMOULIN Marie, Kazakhstan 2001-2002 : les ambiguïtés de la stabilisation, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2002, n°1030, p. 136-151.
- DŽALILOV Adil', Vse rashody Nacfonda byli proizvedeny Minfinom v sootvetsvii s dejstvuûšim zakonodatel'stvom (Toutes les dépenses du Fonds national ont été effectuées conformément à la législation), *Panorama*, 23 août 2002, n°32.
- Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 1996-1997*, London : EIU, 1996.
- Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 1999-2000*, London : EIU, 1999.
- Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2001*, London : EIU, 2001.
- Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2002*, London : EIU, 2002.
- Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2003*, London : EIU, 2003.
- Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1995-96*, Londres : EIU, 1995.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1998-1999*, London : EIU, 1998.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 1999-2000*, London : EIU, 1999.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2000*, London : EIU, 2000.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2001*, London : EIU, 2001.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2002*, London : EIU, 2002.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Profile 2003*, London : EIU, 2003.

Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Report april 2007*, London : EIU, 2007.

Economist Intelligence Unit, *Soviet natural gas to 1985*, London : The Economist Intelligence Unit Limited, August 1975, 49 p.

EROFEEVA I. V., Formirovaniâ političeskoj èlity Kazahstana. Istorističeskij aspekt (la formation de l'élite politique du Kazakhstan. Aspect historique), *Evraziâ-Internet*, 9 octobre 2000.

ESENOV Š., KURMANOV S., O nefti, neftebiznese i kompetentnosti teh, kto imi zanimaetcâ (Le pétrole, son business et les compétences des hommes du secteur), *Kazahstanskaâ Pravda*, 2 octobre 1991.

Esli respublika syr'evaâ.... (Si la république est riche en matières premières...), *Ekonomika i žizn' (Uzbekistan)*, 3-1990, p. 7-11.

FARNSWORTH Gwen, *Caspian investor : Oil & gas investment legislation*, Tarzana (Calif.) : Russian petroleum investor, 1997, volume 4, 153 p.

FARNSWORTH Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, Tarzana (Calif.) : Russian petroleum investor, 1997, volume 2, 67 p.

FARNSWORTH Gwen, *Caspian investor : Tax regulations, policies and strategies*, Tarzana (Calif.) : Russian petroleum investor, janvier 1998, volume 7, 127 p.

FOMIN Nikolaj, Neftânoj Klondajk na grani social'nogo vzryva (Le Klondike pétrolier au bord de l'explosion sociale), *Central'noaziatskij bûlleten'*, 18 février 1999, n°7.

FRANK Zénaïde, Les organes du commerce extérieur de l'URSS, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 16 décembre 1964, n°19, p. 17-33.

GALKINA Galâ, Neft' molodaâ (Le nouveau pétrole), *Novoe pokolenie*, 23 juillet 2009.

GICQUIAU Hervé, Développement et dépendance économique de l'Asie centrale soviétique II - Complémentarités et dépendances à l'égard de l'URSS, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, octobre 1983, n°277, p. 3-34.

GIROUX Alain, Turkménistan 1999-2000 En attendant la manne gazière, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2000, n°1010, p. 149-159.

GIROUX Alain, Kazakhstan : potentiel et modèle économique du géant asiatique de la CEI, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1992, n°372, p. 3-41.

GIROUX Alain, Le Kazakhstan entre Russie et Caspienne, In *La Caspienne : une nouvelle frontière, Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 1997, n°23, 7 p. Document disponible sur : <http://cemoti.revues.org/118>.

GIROUX Alain, Turkménistan 1997 Les ambitions démesurées de S. Niazov face aux réalités, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, mars-avril-mai 1998, n°428-429, p. 161-166.

GIROUX Alain, Turkménistan 1998-1999 : une économie dans l'impasse, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, avril-mai 1999, n°439, p. 98-105.

GIROUX Alain, Turkménistan 2000-2001 : la neutralité malgré tout ?, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2001, n°1020, p. 159-168.

GLEASON Gregory, The political economy of dependency under socialism : The Asian Republics in the USSR, *Studies In Comparative Communism*, December 1991, Volume 24, Issue 4, p. 335-353.

GORSHENINA Svetlana, Comment penser l'Asie du Milieu et l'Asie du Centre ?, *Espace populations sociétés* [En ligne], 2007/1, p. 15-31.

GRANBERG Aleksandr Grigor'evič, The economic mechanism of inter-republic and inter regional relations, *Problems of economics*, July 1990, vol. 33, n°3, p. 77-92.



GUILLET Jérôme, Gazprom, partenaire prévisible : relire les crises énergétiques Russie-Ukraine et Russie-Belarus, *Russie. NEI.Visions*, mars 2007, n°18, 24 p.

GUMENÛK V. A., Kompartiâ Turkmenistana v podgotovke kadrov dlâ toplivno-energetičeskogo kompleksa respubliki 1961-1975 gg., (Le parti communiste du Turkménistan et la formation du personnel au complexe énergétique de la république 1961-1975), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1984, n°4, p. 9-15.

GUMENÛK V. A., Rukovodstvo KP Turkmenistana tehničeskim perevooruženiem toplivno-energetičeskijh otraslej promyšlennosti respubliki (1959-1975) [Le parti communiste du Turkménistan et le renouvellement des équipements dans les secteurs de l'énergie (1959-1975)], *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1983, n°3, p. 17-25.

GUNDOGDYEV Ovez, Černoje zoloto drevnego Hazara, Turkmenistan (L'or noir de l'ancien Hazar), *Turkmenistan Meždunarodnyj žurnal*, août 2006, n°7-8 (16-17). Disponible sur [www.turkmenistaninfo.ru/?page\\_id=6&type=article&elem\\_id=page\\_6/magazine\\_35/274&lang\\_id=ru](http://www.turkmenistaninfo.ru/?page_id=6&type=article&elem_id=page_6/magazine_35/274&lang_id=ru).

GUSTAFSON Thane, The origin of the Soviet oil Crisis 1970-1985, *Soviet Economy*, April-June 1985, n°2, p. 103-135.

HALOV N., Voprosy centralizacii rasčetov na promyšlennosti ob"edineiâh respublika (La centralisation des comptes dans l'industrie des unions de la république), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1983, n°2, p. 39-44.

HELENIAK Timothy E., Soviet and Post soviet statistical publication during the fourth quarter of 1991, *Post Soviet Geography*, 1992, 33 (2), p. 100-112.

HEN Igor', Na vlastnom olimpe (Sur l'olympie du pouvoir), *Central Asia Monitor*, 30 octobre 2009.

HOULE René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979], In: *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*. juillet-août 1997, vol. 38, n°3, p. 347-366.

ISIČENKO S. G., KURBANOV A. A., ORLOVA V. F., GUSEL'ŠIKOVA E. F., Èkonomičeskaâ èffektivnost' otdel'nyh napravlennij naučno-tehničeskogo progressa v neftânoj promyšlennosti (La rentabilité économique des progrès scientifiques et techniques dans l'industrie pétrolière ), *Izvestiâ Turkmenskoj SSR, Seriâ Obšetvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1977, n°1, p. 19-26.

IVANOVSKIJ Sergej, Rentnaâ priroda nalogov ignoriruetsâ (La nature rentière de l'impôt est méconnue), *Nezavisimaâ Gazeta*, 31 août 1999.

Kak Guvnor udalos' stat' glavnym èksportërom rossijskoj portovoj nefti (Comment Gunvor a réussi à devenir le principal exportateur du pétrole russe par voie maritime), *Vedomosti*, 30 novembre 2007.

KALYUZHONOVA Yelena, KASER Michael, Prudential management of hydrocarbons revenues in resource-rich transition economies, *Post communist economies*, June 2006, 18 (2), p. 167-187.

KAMENEV Sergei, Turkmenistan's fuel and energy complex : present state and development prospects, *Central Asia and the Caucasus*, 2001, vol. 6, n°12, p.160-172.

KAMENKA Patrick, Turkménistan 2001-2002, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2002, n°1030, p. 192-203.

KAPANOVA M. K., Razvitie zakonodatel'stva RK o neftânyh operaciâh (Le développement de la législation de la république du Kazakhstan en matière d'opérations pétrolières), *Vestnik KazGNU*, série juridique, 2000, n°2, p. 61-65.

KASPAROV È., Neftegazovaâ otrasl' Turkménistana : perspektivy razvitiâ promyslovoj infrastruktury (Le secteur pétrolier du Turkménistan : perspectives de développement des infrastructures industrielles), *Nejtral'nij Turkménistan*, 14 août 2002.

KENŽESULY Ženis, SP "Tengizševroj" rassčityvaet dobyt' v tekušem godu 8,2 mln tonn nefti (la société mixte "Tengizševroj" compte produire 8,2 millions de tonnes de pétrole au cours de l'année), *Panorama*, 13 mars 1998, n°10.

KIINOV L. K., Puti razvitiâ neftânoj Mangistau (Le mode de développement du Mangistau pétrolier), *Neft' i gaz*, 1999, n°2, p. 22-29.

KIRILLOV Denis, Gazovij roman dvuh presidentov : Za čto Vladimir Putin polûbil Turkmenbaši (Pour quoi Vladimir Poutine aime le Turkmenbachi), *Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana"*, 22 avril 2003.

KOLESNIKOV Sergei, Itera makes its move up, *The Russia Journal*, 27 September 1999.

KONYROVA Kul'paš, 13 let nazad v respublike uže sušestvovalo Ministersvo nefti i gaza (Le ministère du pétrole et du gaz existait déjà il y a 13 ans), *Liter*, 18 mars 2010.

KOROTEEVA V., PEREPELKIN L., ŠKARATAN O., Ot bûrokratičeskogo centralisma k èkonomičeskoi integracii suverennyh respublik (Du centralisme bureaucratique à l'intégration économique des républiques souveraines), *Kommunist*, octobre 1988, n°15, p. 22-33.

KOSTIKOV Egor, Rukovodstvu Kazahstana stoit zadumat'sâ o posledstviâh svoej politiki (la direction du Kazakhstan doit réfléchir aux conséquences de sa politique), *Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana"*, 29 mars 2002.

KOSTINA Tatiana, Nacional'nyj fond : moment istiny kroetsâ v vekah (Fonds national : le moment de vérité se cache au fond des âges), *Kazahstanskaâ Pravda*, 9 août 2002.

KRADER Lawrence, Ethnonymy of Kazakh, In *American Studies in Altaic Linguistics*, ed. by Nicholas Poppe, Indiana University publications, Bloomington (Ind.) : Indiana University ; The Hague : Mouton, 1962, vol. 13 of Uralic and Altaic Series, p. 123-128.

KRUEGER Anne, The Political Economy of Rent Seeking Society, *American Economic Review*, 1974, vol. 64, n°3, p. 291-303.

KURBACKIJ Andrej, Hrušëvskie sovnarhozy : popytka decentralizacii (Les sovnarhoz khrouchtchéviens : une tentative de décentralisation), *Neftânye Vedomosti*, 31 octobre 2008, n°25 (164).

KURBANOV A. A., Rezervy povyšeniâ èffektivnosti neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR (L'augmentation potentielle des rendements dans l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1972, n°6, p. 42-47.

KURBANOV Al. A., MEREDOV B., MAMEDOV Ū. M., Social'no-èkonomičeskoe razvitie neftânoj promyšlennosti Turkmenskoj SSR (Le développement socio-économique de

- l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1984, n°5, p. 14-19.
- KURBANOV L. A., V. I. Lenin o Kara-Bogaz-Gole i Čelekene (V. I. Lenine à propos de Kara-Bogaz-Gol et de Čeleken), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1967, n°3, p. 3-11.
- KURMANOV S., Neft' i gaz : buduše Kazakhstana (Le pétrole et le gaz : le futur du Kazakhstan), *Mir delovyh lûdej*, 1992, p. 60-63.
- KURTOV Aždar, Ènergetičeskaâ politika rukovodstva Turkmenii (La politique énergétique de la Turkménie), *Evrazijskij dom*, 17 juillet 2007, [www.eurasianhome.org](http://www.eurasianhome.org).
- KURTOV Azhdar, Elections in the Turkmenistan power system, In Civil society and transition period, *Central Asia and the Caucasus*, 2006, n°2 (38). Disponible sur [www.cac-c.org/online/2006/journal\\_eng/cac-02/11.kureng.shtml](http://www.cac-c.org/online/2006/journal_eng/cac-02/11.kureng.shtml).
- KUŠERBAEV Krymbek, Neft' Kazakhstana 20 let spustâ (Le pétrole du Kazakhstan, 20 ans plus tard), *Exclusive*, 4 octobre 2011.
- KUZNECOV Ū. S., Čelekenskij neftepromyšlennyj rajon do Oktâbrâ (Le rajon industriel de Čeleken jusqu'en Octobre), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1961, n°6, p. 58-65.
- LAPTEV Aleksandr, Patriarh kazahstanskoj nefti (Le patriarche du pétrole kazakh), *Neftânye Vedomosti*, 26 mai 2004, n°11 (28). Disponible sur <http://lukoil-overseas.ru/press-centre/neftevedomosti>.
- LAVIGNE Marie-Louise, La réforme des prix de gros des biens d'équipements en URSS, *le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 4 novembre 1964, n°6, p. 31-43.
- Le gaz des gisements de pétrole commence à susciter de l'intérêt, Nouvelles commerciales et économiques, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1974, n°177, p. XXX-XXXI.
- Les ressources énergétiques de l'URSS en 1975, *Le Courrier des pays de l'Est*, la Documentation française, mars 1972, n°150, p. 7-60.

LESAGE Michel, Le renouvellement des dirigeants du Parti, *Revue française de science politique*, 1964, 14<sup>ème</sup> année, n°6, p. 1134-1154.

LESSER Aleksandr, Izmeneniâ kazahstanskogo zakonodatel'stva i interesy inostrannyh investorov v neftenom sektore (les changements de la législation du Kazakhstan et les intérêts des investisseurs étrangers dans le secteur pétrolier), *Meždunarodnyj delovoj žurnal KAZAKHSTAN*, 2000, n°2.

LOGINOV Vladimir, Indonesian capital in Kazakhstan, *Eurasianet.org*, octobre 1998.

LUFT Christa, Le CAEM : la dissolution... et après ?, *Economie Prospective internationale*, 2<sup>ème</sup> trimestre 1991, n°46, 20 p.

MAKHMUTOVA Meruert, Local Government in Kazakhstan, In Developing New Rules in the Old Environment : local Government in Eastern Europe, Igor Munteanu and Victor Popa (eds.), *The Caucasus and Central Asia*, February 2003, vol. 3, p. 404-468.

MASANOV Nurbulat, Ethnodemographic situation in Kazakhstan / Kazakhs / Clans and zhuz, In The nationalities question in Post-Soviet Kazakhstan, Nurbulat Masanov, Erlan Karin, Andrei Chebotarev, Natsuko Oka, *Middle East Studies Series*, 2002, n°51, 19 p.

MASLOV Dmitrij, Bol'shaâ neft' Kazahstana : mif ili real'nost' ? (Le pétrole du Kazakhstan : mythe ou réalité ?), *Kontinent*, 1-14 septembre 1999.

MATSUNAGA Yasuyuki, L'Etat rentier est-il réfractaire à la démocratie ?, *Critique internationale*, juillet 2000, n°8, p. 46-58.

MERETNIÂZOV A., Transportno-èkonomičeskie svâzy Turkmenskoj SSR i puti ih soveršenstvovaniâ (Les voies de transport de la RSS de Turkménie et leurs améliorations), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1969, n°3, p. 58-62.

MIHAJLOV V., SMOL'NIKOV G., Turkmenskij eksport : ne tol'ko gaz (Le Turkménistan n'exporte pas que du gaz), *Nezavisimaâ Gazeta*, 4 mars 1998.

MOE Arild, The future of soviet oil supplies to the west, *Soviet Geography*, mars 1991, vol. XXXIII, n°3, p. 137-167.

- MUSTAFAEV Nurtaj, Vspomnit' vsë : Novouzen'skij konflikt – 1989 (Se souvenir de tout : le conflit de Novouzen', 1989), *Dialog*, 21 décembre 2011. Disponible sur [www.dialog.kz](http://www.dialog.kz).
- MYANT Martin, DRAHOKOUPIL Jan, International Integration and the Structure of Exports in Central Asian Republics, *Eurasian Geography and Economics*, 2008, n°5, p. 604-622.
- NADIROV Nadir Karimovič, KONAËV È. N., Novye strukturnye izmeneniâ v upravlenii neftegazydovodaûsim kompleksom Kazahstana (Les nouvelles structures du complexe des hydrocarbures du Kazakhstan), *Neft' i gaz*, 1998, n°4, p. 123-132.
- Neftânoj gigant (Le géant du pétrole), *Kompromat.kz*, 26 octobre 2002.
- Neftegazovyj kompleks Turkmenistana (Le complexe du pétrole et du gaz du Turkménistan), *Žurnal Mineral'nye Resursy Rossii*, 2007, n°2. Disponible sur [www.vipstd.ru/gim/content/view/389/77/](http://www.vipstd.ru/gim/content/view/389/77/).
- NIKOLAEV N., Sozdana korporaciâ Kazahstanneftegaz (La société Kazahstanneftegaz est née), *Prikaspijskaâ Kommuna*, 13 juillet 1991.
- NOVOPRUDSKIJ Semën, Zolotnik ne tol'ko mal, no i dorog (Dans les petits pots, les bons onguents), *Finansovye Izvestiâ*, 16 mars 1999, n°11.
- OBOLENSKIJ N., Bûdžety soûznych respublik (Les budgets des républiques fédérées), *Finansy SSSR*, Moskva : Finansy i statistika, 3 mars 1958, p. 9 – 17.
- OLENEV M., Rody i klany Srednej Azii (Les tribus et les clans d'Asie moyenne), *CentrAziâ*, 11 décembre 2006. Disponible sur [www.centrasia.ru/newsA.php?st=1165821120](http://www.centrasia.ru/newsA.php?st=1165821120).
- ORAEV N. K., K voprosu èkonomičeskogo rajonirovaniâ Turkmenskoj SSR (La régionalisation économique de la RSS de Turkménie), *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoj SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1974, n°5, p. 21-28.
- ORLOWSKI Lucjan T., Direct transfers between the former Soviet Union central budget and the republics: Past evidence and current implications, *Economics of Planning*, 1995, vol. 28, n°1, p. 59-73.
- ORLOWSKI Lucjan T., Indirect transferts in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period, *Europe-Asia Studies*, 1993, vol. 45, n°6, p. 1001-1024.

*Osnovnye pokazateli proizvodstvennoj deâtel'nosti (itogi 2002 g. i ânvar' t.g.) [les principaux indicateurs de l'activité de production (bilan 2002 et janvier 2003)], ZAO 'Nezavisimoe neftânoe obozrenie "Skvažina", 23 février 2003. Disponible sur [www.nefte.ru/events/reliz/news\\_comp\\_270203.htm](http://www.nefte.ru/events/reliz/news_comp_270203.htm).*

PARAMONOV Vladimir, STROKOV Aleksej, STOLPOVSKIJ Oleg, Rossijsko-turkmenskoe vzaimodejstvie v otraslâh TÈK (Les relations russo-turkmènes dans les secteurs de l'énergie), *Gündogar*, 20 août 2010.

Parliament adopts amendments to oil legislation 2 september 1999, *BBC Summary of World Broadcasts*, September 10, 1999.

PEYROUSE Sébastien, Histoire et mémoire autour de la bataille de Gök-Tepe, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, 2008/3, n°1067, p. 34-37.

PEYROUSE Sébastien, Les flux migratoires des Russes entre Asie centrale et Russie, *Espace populations sociétés*, 2007/1, p. 47-57.

PINEYE Daniel, La production pétrolière soviétique à l'horizon 1985. Approche régionale, *Le Courrier des pays de l'Est*, La documentation Française, mai 1979, n°229, p. 3-12.

PONOMAREVA I. G., Razvitie toplivno-energetičeskogo elementa proizvoditel'nyh sil kommunističeskoj formacii (Le développement de l'énergie dans les forces de production communistes), *Vestnik Leningradskogo Universiteta*, 1962, 11(2), p. 16-25.

RACZKA Witold, Le Turkménistan, futur Koweït de la Caspienne ?, *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le monde Turco-Iranien* [En ligne], 1997, n°23, mis en ligne le 01 mars 2005, 14 p.

Razvitie gazovoj promyšlennosti vostočnogo Turkmenistana (Le développement de l'industrie gazière de l'Est du Turkménistan), *Neft' i gaz Turkmenistana, analitičeskij žurnal*, novembre 2007, n°20, p. 70-72.

Redakcionnyj obzor, Neftegazovyj sektor Respubliki Kazakhstan v 2002 g. (Le secteur des hydrocarbures de la république du Kazakhstan en 2002), *Meždunarodnyj delovoj KAZAKHSTAN*, 2003, n°3.

ROJTMAN L., Vlast' v Central'noj Azii : Sem'i, klany, žuzy (Le pouvoir en Asie centrale : familles, clans et hordes), *Radio svoboda*, 2006.  
[www.svoboda.org/programs/RT/2001/RT.072601.asp](http://www.svoboda.org/programs/RT/2001/RT.072601.asp).

ROMON Tatiana, Kazakhstan 2000-2001 : Succès économiques et consolidation du pouvoir, *Le courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, novembre-décembre 2001, n°1020, p. 59-72.

SADČIKOV I. S., Èmbaneft', *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana*, juillet-août 1935, n°7-8, Alma-Ata : p. 88-112.

SAFRONOV Rustem, Oppoziciâ v izgnanii : Turkmenistan (L'opposition en exil : Tukménistan), *Eurasianet.org*, 11 décembre 2002.

SAGERS Matthew J., KRYUKOV Valerij A., SHMAT Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, *Post-Soviet Geography*, 1995, vol. 36, n°7, p. 389-425.

SAGERS Matthew J., Long-Term Plans for Oil and Gas Sector in Kazakhstan, *Post-soviet Geography*, January 1993, vol. XXXIV, p. 66-69.

SAGERS Matthew J., Long-term Program for Turkmenistan 's Oil and Gas sector, *Post-soviet Geography*, 1994, vol. 35, n°1, p. 50-62.

SAGERS Matthew J., MOE Arild, GREEN Milford, CASTBERG Rune, Prospects for Soviet Gas Exports : Opportunities and Constraints, *Soviet Geography*, December 1988, vol. 29, n°10, p. 881-908.

SAGERS Matthew J., The oil industry in the southern-tier former Soviet republics, *Post-Soviet Geography*, 1994, vol. 35, n°5, p. 267-298.

ŠALAHMETOV Gadil'bek, V pustyne každyj na vidu (Dans le désert, chacun est en vue), *Kazahstanskaâ Pravda*, 27 août 2004.

SARKIS Nicolas, Triplement du prix du baril : Pétrole, le troisième choc ?, *Le Monde diplomatique*, mars 2000. Disponible sur [www.monde-diplomatique.fr/2000/03/SARKIS/13400](http://www.monde-diplomatique.fr/2000/03/SARKIS/13400).



- ŠAŠKOVA Nadežda, Konflikt truda i kapitala (Conflit entre travail et capital), *Kazahstanskaâ Pravda*, 19 février 1999.
- ŠAŠKOVA Nadežda, Boris Čerdabaev : pribyl' Kazahstana ot TŠO dolžna uveličivat'sâ s každyd godom (Boris Čerdabaev : les profits du Kazakhstan versés par TCO doivent augmenter chaque année), *Kazahstanskaâ Pravda*, 26 août 2000.
- SHEVTSOVA Lilia, Russia's Hybrid Regime, *Journal of Democracy*, October 2001, volume 12, Issue 4, , p. 65-70.
- SHIRDEL Mohammad-Ali, Le changement dans les stratégies du développement économique en Iran, 1980-1988 : le socialisme islamique, *Politique et Sociétés*, 2007, vol. 26, n°1, p. 97-131.
- SIDOS Romain, L'opposition au Turkménistan, *Regard sur l'Est*, 1 avril 2011.
- SINÛTIN V., Ispol'zovanie kapital'nyh vloženij v promyšlennosti Turkmenskoj SSR (L'utilisation des investissements dans l'industrie de la RSS de Turkménie), *Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1968, n°4, p. 52-58.
- SIROTIN V. V., SABBATOVSKIJ G. K., Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letiû Sovetskoj vlasti (L'industrie pétrolière et gazière de la RSS de Turkménie lors du cinquantième du pouvoir soviétique), *Izvestiâ Akademii Nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1967, n°6, p. 28-34.
- SLIM Assen, Taxis et la Russie : un bilan est-il possible ?, *Le courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, avril 2002, n°1025, p. 17-26.
- SMIRNOV Sergej, Glavnyj Kozyr' (Atout maître), *Ekspert Kazahstan*, 1 juin 2009, n°21. Disponible sur <http://expertonline.kz/a3968>.
- Soglašeniâ o razdelele produkcii (Accord de partage de production). Redakcionnyj obzor. *Meždunarodnyj delovoj žurnal KAZAKHSTAN*, 2000, n°3.
- STEVENS Paul, Resource impact-curse or blessing ?, *CEPMLP internet journal*, March 2003, vol. 13, n°14, 35 p.
- SYROEŽKIN Konstanstin, Velikij prožekt (Le grand projet), *Kontinent*, 17-30 mai 2000. Disponible sur [www.continent.kz/2000/10/12.html](http://www.continent.kz/2000/10/12.html).

TALAHITE Fatiha, Le concept de rente : le cas des économies du Moyen-orient et de l'Afrique du Nord, *Problèmes économiques*, La documentation Française, 21 juin 2006, n°2.902, p. 2-10.

TEKEEVA Šynar, Složnyj Tengiz (Difficile Tengiz), *Prikaspijskaâ kommuna*, 11 juillet 2011.

Tengizševroj : 10 uspešnyh let ! (Tengizševroj : 10 ans de réussite !), *Meždunarodnyj delovoj Žurnal KAZAKHSTAN*, 2003, n°1.

The Oil resources of Central Asia and Kazakhstan, *Central Asian Review*, 1956, vol. IV, n°3, p. 276-283.

TIRASPOLSKY Anita, Le commerce extérieur de l'URSS par produits en 1980 et son évolution récente, *Le courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, octobre 1981, n°255, p. 12-20.

TIRASPOLSKY Anita, L'énigme du prix des échanges à l'intérieur du CAEM, *Le Courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, mars 1983, n°271, p. 3-26.

TIRASPOLSKY Anita, Le commerce extérieur de l'URSS, par produits, en 1985, *Le Courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, juillet 1986, n°308, p. 35-43.

TIRASPOLSKY Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, *Le Courrier des pays de l'Est*, la documentation Française, septembre 1990, n°352, p. 3-48.

TIRASPOLSKY Anita, Le commerce intra-CEI, *Le Courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, mars - avril 1995, n°397-398, p. 134-140.

TREML Vladimir G., Perestroyka and Soviet statistics, *Soviet Economy*, 1988, vol 4, n°1, pp. 65-94.

TURISBEKOV Zautbek, Decentralizaciâ : priority i podhody (Décentralisation : priorités et approches), *Kazahstanskaâ pravda*, 26 août 2000.

Turkmenistan : Development of the oilfields, *Central Asian Review*, 1954, vol. II, n°2, p. 160-166.

TURSUNBAEV Askar, Turkmenskij magnit, Rossijskie investory potânulis' k turkmenskomu šel'fu (L'attraction pour le Turkménistan, les investisseurs russes se dirigent vers son plateau continental), *Delovaâ Nedelâ*, 23 juin 2007.

VASÂNIN N. Â., Iz istorii bor'by Kommunističeskoj partii Turkmenistana za razvitie geologoposkovykh i rasvedočnykh rabot v neftânoj promyšlennosti respubliki v gody pâtiletki (Histoire de la lutte du parti communiste du Turkménistan pour le développement de la prospection géologique et des travaux d'exploration dans l'industrie pétrolière de la république au cours du plan), *Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1968, n°4, p.3-10.

VOLOŠIN Vitalij, Prioritet "čelovečeskoj" politiki (La priorité à la politique "humaine"), *Kontinent*, 26 septembre-9 octobre 2001.

VOLOŠIN Vitalij, Sovpadenie interesov (Convergence d'intérêts), *Kontinent*, 20 juin-3 juillet 2001.

WATSON Robin A., Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications, *Post Soviet Geography*, 1994, vol. XXXV, n°7, p. 371-408.

YAKEMTCHOUK Romain, La Communauté des Etats Indépendants : CEI, In: *Annuaire français de droit international*, 1995, vol. 41, p. 245-280.

### ***Congrès et conférences***

ANGELIER Jean-Pierre, *Réflexions sur les difficultés économiques auxquelles sont confrontés les pays exportateurs d'hydrocarbures*, Document à l'appui d'une conférence donnée à la Faculté des Sciences Économiques et des Sciences de Gestion, Université Mentouri de Constantine, le 24 avril 2004, 14 p.

AUTY Richard, Improving the Beneficial Socio-Economic Impact of Hydrocarbon Extraction on Local/ Regional Development in Caspian Economies, Draft paper prepared for consideration for presentation at the ROSES Conference on Caspian Oil, Paris June 2 2006.

EBEL Robert E., "The Geopolitics of Oil, Gas, and Ecology", In *The Geopolitics of Oil, Gas, and Ecology in the Caucasus and Caspian Basin*, May 16, 1998, Caucasus Conference Report, Institute of Slavic, East European, and Eurasian Studies Berkeley Program in Soviet and Post-Soviet Studies (University of California, Berkeley), Paper 1998 02-conf, p. 15-27.

MASANOV Nurbulat, Clans and juz, In "Central Asia on Display", Proceedings of VIIth Conference of the European Society for Central Asia Studies, 2005, volume 2, p. 19-29.

POMFRET Richard, Ressource abundance and long-run growth : when is oil a curse ? The effects of Oil discovery on Kazakhstan's Economy, Canadian Network for Economic History Conference on 15-17 April 2005, March 2005, 24 p.

RBALLAND Gaël, ESEN Ferhat, Gestion du secteur pétrolier et développement institutionnel. le cas du Kazakhstan, 1<sup>er</sup> Congrès du Réseau Asie, 24-25 sept. 2003, Paris France, 16 p.

### *Thèses*

ANAKLYČEV A. A., Istoriâ razvitiâ promyšlennosti Turkmenistana za gody Sovetskoj vlasti, MB 1958.697 l.; 1 l. Kart. Bibliogr. : 1-8. Diss. Zašišena v In-te èkonomiki Akad. SSSR 9/VI 1960 g. utv; 8/IV 1961 g.,

AOUN Marie-Claire, La rente pétrolière et le développement économique des pays exportateurs, 322 p., Thèse : sciences économiques, Université Paris Dauphine EDOCIF UFR Sciences des Organisations CGEMP - Centre de Géopolitique de l'Énergie et des Matières Premières, mars 2008.

EYL-MAZZEGA Marc-Antoine, L'Ukraine, entre la Russie et l'Union européenne : acteurs, règles et organisation des échanges gaziers, 572 p., Thèse de doctorat : Science politique. Relations internationales : Paris, Institut d'études politiques : 2010.

HAMEDANIAN, Abbas Syrus, La rente pétrolière et la stabilité politique des États-nations. cas de l'Iran 1960-1990, 364 f., Thèse : Science politique : Paris, 1995 sous la direction de Xuan Quang Bui.

SAPIR Jacques, Rythmes d'accumulation et modes de régulation de l'économie soviétique : essai d'interprétation des cycles d'investissement et de main-d'oeuvre en URSS de 1941 à nos jours, 3 vol., 1126 p. + 409 f., Thèse : sciences économiques, Paris, Université Paris X - Nanterre – 1986.

## Sites Internet consultés

### Sites officiels du Kazakhstan du Turkménistan et de la Fédération de Russie

Site du gouvernement du Kazakhstan : [www.e.gov.kz](http://www.e.gov.kz)

Agenstvo Respubliki Kazakhstan po Statistike (Kazakhstan) : [www.stat.kz](http://www.stat.kz)

Parlement de la république du Kazakhstan : [www.parlam.kz](http://www.parlam.kz)

Gosudarstvennyj Komitet po statistike (Turkmenistanyň Statistika baradaky döwlet komiteti) (Turkménistan) : [www.stat.gov.tm](http://www.stat.gov.tm)

Douma d'Etat / Gosudarstvennaâ Duma (Fédération de Russie) : [www.duma.gov.ru](http://www.duma.gov.ru)

### Sites d'information (Kazakhstan, Turkménistan, Fédération de Russie, États-Unis)

Meždunarodnoe informacionnoe agentsvo "Fergana" : [www.fergananews.com](http://www.fergananews.com)

Kazahstanskaâ pravda (Kazakhstan) : <http://kp.kazpravda.kz>

Exclusive : <http://exclusive.kz>

Kontinent : [www.continent.kz/](http://www.continent.kz/)

Ekspert Kazakhstan : <http://expertonline.kz>

Istoriâ Kazahstana : <http://kazakhstan.awd.kz>

Adilet (informacionnaâ-pravovaâ sistema normativnyh provavyh aktov Respubliki Kazakhstan) : <http://adilet.zan.kz/rus>

Internet gazeta Zona KZ (Kazakhstan) : <http://zonakz.net/>

Hronika Turkmenistana : [www.chrono-tm.org](http://www.chrono-tm.org)

Meždunarodnyj žurnal "Turkmenistan" (Turkmenistan) : [www.turkmenistaninfo.ru](http://www.turkmenistaninfo.ru)

Gündogar (Turkménistan) : [www.gundogar.org](http://www.gundogar.org)

Finmarket (Russie) : [www.finmarket.ru](http://www.finmarket.ru)

Evrasiâ, informacionnyj analitičeskij centr : [www.eurasia.org.ru](http://www.eurasia.org.ru)

Eurasianet.org : <http://russian.eurasianet.org>

Conflictologist : <http://conflictologist.narod.ru>

Analitičeskij žurnal « Neftegazovaâ vertikal' » : [www.ngv.ru](http://www.ngv.ru)

Central'naâ Aziâ i Kavkaz : [www.ca-c.org](http://www.ca-c.org)

Transfert.net : [www.transfert.net](http://www.transfert.net)

Radio Svoboda / Radio Free Europe/Radio Liberty (États-Unis) : [www.svoboda.org](http://www.svoboda.org)

Valerij Stanislavovič Levonevskij (Biélorusseie) ; [www.levonevsky.org](http://www.levonevsky.org)

ZAO Nezavisimoe neftânoe obozrenie "Skvažina" : [www.nefte.ru](http://www.nefte.ru)

### **Sites de sociétés pétrolières**

KazMunajGaz (Kazakhstan) : [www.kmg.kz](http://www.kmg.kz)

Raffinerie de Pavlodar (Kazakhstan) : <http://pavneftzavod.kz/history.html>

Société Turgai Petroleum : [www.turgai.kz/kumkol.html](http://www.turgai.kz/kumkol.html)

Neftegazovyj Kompleks Turkmenistana : [www.oilgas.gov.tm](http://www.oilgas.gov.tm)

Neft i gaz Turkmenistana : <http://energylaws-tm.sitecity.ru>

Gazprom (Fédération de Russie) : [www.gazprom.ru](http://www.gazprom.ru)

Lukoil oversiz (Fédération de Russie) : <http://lukoil-overseas.ru>

Dragon Oil : [www.DragonOil.com](http://www.DragonOil.com)

Total (France) : [www.total.com](http://www.total.com) et [www.planete-energies.com](http://www.planete-energies.com)

Maurel & Prom (France) : [www.maureletprom.fr](http://www.maureletprom.fr)

## **Sites de grandes organisations internationales et ONG**

Banque mondiale : <http://data.worldbank.org/indicator/>

Asia development Bank : [www.adb.org](http://www.adb.org)

United Nations Conference on Trade and Development : [www.unctad.org](http://www.unctad.org)

Global witness : <http://globalwitness>

## **Sites d'universités et de centres de recherche**

Kazahskij nacional'nyj tehničeskij universitet (Kazakhstan) : <http://kazntu.kz/>

Akcionerhoe obščestvo "Kazahskij naučno-issledovatel'skij i proektnyj instut nefti i gaza" (Kazakhstan) : [www.kaznipi.kz](http://www.kaznipi.kz).

Université d'État de Russie du Pétrole et du Gaz « I. M. Gubkin » (Fédération de Russie) : [www.gubkin.ru](http://www.gubkin.ru)

Université de Sherbrooke (Canada) : <http://perspective.usherbrooke.ca>

Yale University (États-Unis) : [www.yale.edu](http://www.yale.edu)

Georgia State University (États-Unis) : <http://www2.gsu.edu>

Institut français du pétrole (France) : [www.ifpenergiesnouvelles.fr](http://www.ifpenergiesnouvelles.fr)

INED (France) : [www.ined.fr](http://www.ined.fr)

## **Sites d'encyclopédies en lignes**

Akademik (Fédération de Russie) : [http://dic.academic.ru/dic.nsf/enc\\_geolog/](http://dic.academic.ru/dic.nsf/enc_geolog/)

Gornaâ enciklopediâ (Fédération de Russie) : [www.mining-enc.ru](http://www.mining-enc.ru)

Encyclopédie Universalis : [www.universalis.fr/](http://www.universalis.fr/)

Alternatives économiques : [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)

## **ANNEXES des chapitres I à XV**



## Annexes du chapitre I

**Tableau I. A : Investissements dans l'industrie du pétrole dans le rajon d'Ural-Èmba  
1923-1928 (en millions de roubles)**

1923-1924	1924-1925	1925-1926	1926-1927	1927-1928
2,01 / 1,57	2,10 / 1,43	6,00 / 4,22	7,50	8,20

Sources : Beaucourt Chantal, Chambre Henri, Miklasz C., Tiers monde soviétique ? Le Kazakhstan, *Cahier de l'Institut de science économique appliquée*, juillet 1963, n°139, p. 81. ; Temirgaliev Kuspan Esendovič, *Bor'ba za neft' Kazahstana : partijnoe rukovodstvo razvitiem neftânoj promyšlennosti : 1926-1970*, Alma-Ata : Kazakhstan, 1982, p.47.

N. B. : ces deux sources différentes donnent des chiffres distincts pour la période 1923-1926.

**Tableau I. B : Production de gaz associé des deux RSS 1965-1987 (en millions de m<sup>3</sup>)**

	1965	1970	1975	1980	1985	1986	1987
URSS	16 483	22 958	28 602	33 131	38 973	40 353	41 909
RSS du Kazakhstan (en % du total)	29 (0,17)	132 (0,57)	1 277 (4,4)	1 434 (4,3)	780 (2)	695 (1,7)	713 (1,7)
RSS de Turkménie (en % du total)	1 054 (6,4)	1 344 (5,8)	1 922 (6,7)	2 061 (6,2)	1 335 (3,4)	1 302 (3,2)	1 322 (3,1)

Source : Goskomstat SSSR, *Promyšlennost' SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 148.

**Tableau I. C. : La production de pétrole brut (y compris condensats de gaz) des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS**

	RSS du Kazakhstan / Kazakhstan		RSS de Turkménie / Turkménistan		URSS
	En milliers de tonnes	En % de la production soviétique	En milliers de tonnes	En % de la production soviétique	En milliers de tonnes
1919			12,33 (Čeleken)		
1920	30,3		4,11 (Čeleken)		3 800
1921			4,4		
1922	134	2,8	7,93	0,09	4 658
1924			5,2 / 6	0,09	6 064
1928	250		8	0,06	11 625
1929			8,8	0,06	13 700
1930	349	1,89	12	0,06	18 500
1931			13,9	0,06	22 400
1932	247		33,439	0,15	21 414
1933			155	0,72	21 500
1935	239,5	0,9	336	1,3	25 200
1936	470	1,7	310	1,1	27 400
1937	490	1,7	452	1,5	28 501
1938	649	2,1	437 (71)	1,4	30 186
1939	787	2,6	537 / 441	1,7 / 1,4	30 259
1940	697	2,2	587	1,9	31 121
1941	984,1	2,9			33 000
1942	866,0	3,9			22 000
1943	978,8	5,4			18 000
1944	799,4	4,3			18 300
1945	785,4	4	629	3,2	19 436
1946	739	3,4	685	3,1	21 746
1947	767	2,9	983	3,7	26 022
1948	814	2,7	1 289	4,3	29 600
1949	926	2,7	1 665	4,9	33 444
1950	1 059	2,8	2 021	5,3	37 878
1951	1 270	3	2 368	5,6	42 253
1952	1 362	2,8	2 651	6,4	47 311
1953	1 406	2,6	2 743	5,1	52 777
1954	1 384	2,3	2 862	4,8	59 281
1955	1 397	2	3 126	4,4	70 793
1956	1 427	1,7	3 430	4	83 806
1957	1 438	1,5	3 795	4	93 346

	RSS du Kazakhstan / Kazakhstan		RSS de Turkménie / Turkménistan		URSS
	En milliers de tonnes	En % de la production soviétique	En milliers de tonnes	En % de la production soviétique	En milliers de tonnes
1958	1 511	1,3	4 154	3,6	113 216
1959	1 544	1,2	4 577	3,5	129 557
1960	1 610	1,1	5 278	3,5	147 859
1961	1 700	1,0	6 110	3,6	166 068
1962	1 645	0,8	6 960	3,7	186 242
1963	1 581	0,7	7 772	3,7	206 069
1964	1 631	0,7	8 350	3,7	223 603
1965	2 022	0,8	9 636	4	242 888
1966	3 103	1,1	10 672	4	265 125
1967	5 602	1,9	11 924	4,1	288 068
1968	7 429	2,4	12 879	4,1	309 150
1969	10 100	3,0	13,7	4,2	328 373
1970	13 161	3,7	14 487	4,1	353 039
1971	16 023	4,2	15 535	4,1	377 075
1972	18 112	4,5	15 962	3,9	400 440
1973	20 433	4,7	16 195	3,7	429 037
1974	22 308	4,8	15 857	3,4	458 948
1975	23 889	4,9	15 577	3,1	490 801
1976	23 300	4,4	14 774	2,8	519 677
1980	18 656	3,1	7 994	1,3	603 207
1981	19 100	3,13			608 820
1982	19 200	1,1			612 600
1985	22 839	3,80	6 800 / 6 029	1,1 / 1	595 000
1986	23 681	3,8	5 943	0,9	615 000
1987	24 461	3,9	5 812	0,9	624 000
1988	25 516	4,1	5 000	0,8	624 000
1989	23 300	3,5			607 000
1990	25 800	4,5	5 600	1	571 000
1991	26 531	5,1	5 400 / 5 450	1	516 000
1992	25 848	5,80	5 200	1,2	445 000
1993	22 975	5,80	4 400	1,1	
1994	20 279		4 200		
1995	20 641		4 100		
1996	22 960		4 400		
1997	25 778		5 400		
1998	25 945		6 400		

	RSS du Kazakhstan / Kazakhstan		RSS de Turkménie / Turkménistan		URSS
	En milliers de tonnes	En % de la production soviétique	En milliers de tonnes	En % de la production soviétique	En milliers de tonnes
1999	30 130		7 100		
2000	35 317		6 900 / 7 200		
2001	40 091		8 000		
2002	47 271		9 000		

Sources :

Central'noe statističeskoe upravlenie pri sovete ministrov SSSR., *Narodnoe hozâjstvo SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1956, p. 55.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1959g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1960, p. 184 et 186.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1960g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1961, p. 262 et 264.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1961g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1962, p. 209.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1962g.*, Statističeskij ežegodnik, Moskva : 1963, p. 156.

CSU SSSR, Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete ministrov TSSR, *Narodnoe hozâjstvo Turkmenskoj SSR*, Ašhabad : 1963, p. 50.

Central'noe statističeskoe upravlenie sovete pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g.*, Statističeskij ežegodnik, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1965, p. 154.

Sirotin V. V., Sabbatovskij G. K., Neftânaâ i gazovaâ promyšlennost' Turkmenskoj SSR k 50-letiu Sovetskoj vlasti, *Izvestiâ Akademii Nauk SSR Turkmenii. Seria Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1967, n°6, p. 28.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1968g.*, Statističeskij ežegodnik, Moskva : 1969, Isdatel'stvo Statistika, p. 234.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR: 1922-1972gg. : ūbilejnyj statističeskij ežegodnik : k 50-letiu obrazovaniâ SSSR*, Moskva : Statistika, 1972, p. 557 et 670.

Central'noe Statističeskoe Upravlenie pri Sov. min. Turkmenskoj SSR, *Turkmenistan za 50 let, statističeskij sbornik*, Ašhabad : Izdatel'stvo Turkmenistan, 1974, p. 53.

Central'noe statističeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR, *Narodnoe Hozâjstvo SSSR v 1974g. statističeskij ežegodnik*, Moskva : Statistika, 1975, p. 182-183 et p. 220-221.

Vinogradov V. A. [et al.], *Istoriâ socialističeskoj èkonomiki SSSR v semi tomah. Tom vtoroj, Perehod k NÈPU : vosstanovlenie narodnogo hozâjstva SSSR : 1921-1925gg.*, Moskva : Izdatel'stvo Nauka, 1976, p. 277.

Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982gg. : ūbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 182.

Goskomstat SSSR, *Promyšlennost' SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 142.

Gosudarstvennyj planovyj komitet Kazahskoj SSR., *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana v 1988 g.*, statističeskij ežegodnik, Alma-Ata : Kazahstan, 1989, p. 184.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1988g.*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 381.

Pravednikov N. K., *Toplivno-energetičeskij kompleks SSSR, 1989g.* : (Èkon.-stat.obzor) / VNII kompleks topliv.-ènerg. Prob., Moskva : 1989 (1990), p. 114-115.

Goskomstat SSSR po statistike, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1990g.*, Moskva : Finansy i statistika, 1991, <http://istmat.info/node/474>.

Statističeskij komitet Sodruženstva nezavisimyh gosudarstv, *Strany-členy SNG v 1993g.*, Moskva : 1994, p. 42.

Crosnier Marie-Agnès, Les ressources primaires d'énergie -URSS : état des lieux fin 1993, *Le courrier des pays de l'Est*, la Documentation Française, n° 387, mars 1994, p. 5.

Baraz V. I., Vadeckij, Ū. V., Simonov Ū. B., *Neftânaâ promyšlennost' Rossijskoj Federacii 1996*, Moskva : VNIOÈG, 1997, p. 522.

Goskomstat Turkmenistana, *Turkmenistan v cifrah v 1995 g.*, Kratkij statističeskij sbornik, Ašgabad : 1996, p. 42.

British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 7.

Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques  
[www.stat.kz/digital/poromishlennost/Pages/default.aspx](http://www.stat.kz/digital/poromishlennost/Pages/default.aspx)

Analitičeskaâ služba Neftegazovoj Vertikali, Retrospektiva neftânoj promyšlennosti (Rétrospective de l'industrie pétrolière), *Analitičeskij žurnal Neftegazovaâ Vertikal'*, novembre 2007, N°20, p. 39.

**Tableau I. D. : La production de gaz naturel des RSS du Kazakhstan / Kazakhstan, de  
Turkménie / du Turkménistan et de l'URSS**

	Kazakhstan		Turkménistan		Russie /URSS / CEI
	En milliards de m <sup>3</sup>	En % de la production soviétique	En milliards de m <sup>3</sup>	En % de la production soviétique	En milliards de m <sup>3</sup>
1922	-				0,026
1928	0,0013	0,42	-	-	0,304
1932					1,049
1936	0,0032				
1940	0,0039	0,12	0,009	0,27	3,219
1945	0,0049	0,15	0,0149	0,45	3,278
1946					3,902
1950	0,0074	0,13	0,0645	1,11	5,76
1953	0,0176				6,38
1955	0,0247	0,27	0,140	1,57	8,98
1956	0,0332	0,27	0,170	1,4	12,06
1957	0,0391	0,2	0,193	1	18,58
1958	0,0420	0,14	0,224	0,79	28,08
1959	0,0361	0,1	0,231	0,65	35,3
1960	0,0394	0,08	0,234	0,5	45,3
1961	0,0460	0	0,242	0,41	58,98
1962	0,0458	0	0,253	0,3	73,52
1963	0,0400	0	0,254	0,28	89,83
1964	0,0370	0	0,693	0,63	108,56

	Kazakhstan		Turkménistan		Russie /URSS / CEI
	En milliards de m <sup>3</sup>	En % de la production soviétique	En milliards de m <sup>3</sup>	En % de la production soviétique	En milliards de m <sup>3</sup>
1965	0,0286	0,02	1,157	0,9	127,66
1966	0,046	0	1,265	0,88	142,96
1967	0,083	0	2,226	1,4	157,45
1968	0,321	0,18	4,843	2,86	169,1
1969	0,7	0,38			181,12
1970	2,092	1,05	13,107	6,6	197,94
1971	2,747	1,29	16,899	7,95	212,39
1972	3,525	1,5	21,312	9,63	221,38
1973	4,847	2,05	28,645	12,12	236,32
1974	5,372	2,06	39,272	15	260,55
1975	5,2	1,79	51,776	17,9	289,3
1976	5,2	1,6	62,581	19,4	320,95
1980	4,314	0,99	70,502	16,1	435,21
1985	5,456	0,80	83,193	12,90	642,9
1986	5,824	0,84	84,707	12,3	686,1
1987	6,311	0,86	88,135	12,1	727,4
1988	7,134	0,92	88,3	11,4	770
1989	6,7	0,84	89,9	11,29	796
1990	7,114	0,90	87,8	10,80	815
1991	7,885	1,00	84,3	10,40	811
1992	8,113	1,00	60,10	7,70	780
1993	6,685	0,90	65,3	8,60	760
1994	4,488		35,7		
1995	5,916		32,3		
1996	6,524		32,8		
1997	8,114		16,1		
1998	7,948		12,4		
1999	9,946		21,3		
2000	11,542		43,8		
2001	11,610		47,9		
2002	14,109		49,9		

Sources :

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1959g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1960, p. 189.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1960g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1961, p. 267.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1961g.*, Gosstatizdat CSU SSSR, Moskva : 1962, p. 211.

Central'noe statističeskoe upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1962g.*, Moskva : 1963, p. 158.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo kazahskoj SSR v 1960 i 1961gg.*, *statističeskij sbornik*, Alma-Ata : Gosstatizdat, 1963, p. 38 et 39.

Central'noe statističeskoe upravlenie sovete pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1963g.*, *Statističeskij ežegodnik*, Moskva : Gosudarstvennoe statističeskoe izdatel'stvo, 1965, p. 156.

Central'noe statističeskoe Upravlenie SSSR, *SSSR v cifrah v 1967 godu : kratkij statističeskij sbornik*, Moskva : CSU, 1968, p. 47.

Annaklyčev A. A., *Razvitie promyšlennosti Turkmenskoj SSR 1951-1958*, *Izvestiâ Turkmenskoj SSR, Seria Obšetvennyh Nauk*, 1968, Ašhabad : Ylym, N°3, p. 50.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1968g.*, *Statističeskij ežegodnik*, Moskva : Isdatel'stvo Statistika, 1969, p. 235.

Ebel R., *Communist trade in oil and gas : An evaluation of the future export capability of the soviet bloc*, New-York ; Washington ; London : Praeger publishers, 1970, p. 128.

Central'noe statističeskoe upravlenie pri Sovete Ministrov SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR : 1922-1972gg. : ùbilejnyj statističeskij ežegodnik : k 50-letiu obrazovaniâ SSSR*, Statistika, 1972, p. 557 et 670.

Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982gg. : ùbilejnyj statističeskij ežegodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 182.

Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, Ašhabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovetskoj enciklopedii, 1984, p. 200 et 139.

Goskomstat SSSR, *Promyšlennost' SSSR : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1988, p. 147.

Gosudarstvennyj planovyj komitet Kazahskoj SSR., *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1988 g.*, *statističeskij ežegodnik*, Alma-Ata : Kazahstan, 1989, p. 184.

Pravednikov N. K., *Toplivno-ènergetičeskij kompleks SSSR, 1989g.* : (Èkon.-stat.obzor) / VNII kompleks topliv.-ènerg. Prob., Moskva : 1989 (1990), p. 135.

Central Intelligence Agency, Directorate of Intelligence, *Soviet Energy data, Resource Handbook, A reference Aid*, Washington, D.C. : May 1990, p. 25.

Crosnier Marie-Agnès, *Les ressources primaires d'énergie -URSS : état des lieux fin 1993*, *Le courrier des pays de l'Est*, la Documentation Française, n° 387, mars 1994, p. 16.

Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet SNG, *Sodružestvo nezavisimyh gosudarstv v 1994g.*, Moskva : 1995, p. 43.

Goskomstat Turkmenistana, *Turkmenistan v cifrah v 1995 g.*, *Kratkij statističeskij sbornik*, Ašhabad : 1996, p. 42.

EUROSTAT, *Les États de la CEI 1994*, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 1996, p. 51.

British Petroleum, *BP Statistical Review of World Energy June 2003*, BP Statistical Review of World Energy, London, 2003, p. 22.

Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques  
[www.stat.kz/digital/poromishlennost/Pages/default.aspx](http://www.stat.kz/digital/poromishlennost/Pages/default.aspx)



## Le découpage administratif des régions productrices d'hydrocarbures des deux RSS

Les deux républiques soviétiques de Turkménie et du Kazakhstan sont des républiques fédérées de l'URSS (à partir du 27 octobre 1924 pour la première et du 5 décembre 1936 pour la seconde), divisées en *oblast'* (région administrative) et en *rajon*.

Les superficies des territoires des deux républiques sont très différentes. Celle de la RSS du Kazakhstan est de 2 717 300 kilomètres carrés, soit 12,1% de la superficie de l'URSS, c'est-à-dire 5,5 fois plus importante que celle de la RSS de Turkménie (488 100 kilomètres carrés, soit 2,2% de la superficie de l'URSS). La longueur des côtes turkmènes sur la mer Caspienne est de 1 768 kilomètres ; celles des côtes de la RSS du Kazakhstan de 2 300 km. Cette dernière est le seul pays d'Asie centrale, qui partage une longue frontière de 6 846 km avec la Russie. Les deux RSS du Kazakhstan et de Turkménie partagent aussi une frontière commune de 379 km, au Nord du golfe de Kara Bogaz Ol.

L'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest est créé en mars 1932, son centre administratif est Ural'sk. Il est renommé *oblast'* d'Ural'sk (*Ural'skaâ oblast'*) en mai 1962. Il est inséré dans le *kraj* du Kazakhstan-Ouest, tout comme celui d'Aktûbinsk et de Gur'ev, entre 1962 et 1964. Il porte le nom d'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest depuis juillet 1992. L'*oblast'* d'Aktûbinsk est créé en mars 1932, son centre administratif est Aktûbinsk. entre mai 1962 à décembre 1964, il est inséré dans le *kraj* du Kazakhstan-Ouest, tout comme celui d'Ural et de Gur'ev.

L'*oblast'* de Kzyl-Orda est constitué en janvier 1938 à partir de territoire de l'*oblast'* du Kazakhstan-Sud. Son centre administratif est Kzyl-Orda. Il est intégré dans le *kraj* du Kazakhstan-Sud avec ceux de Čimkent et Džambul entre mai 1962 à décembre 1964.

L'*oblast'* de Gur'ev est instauré le 15 janvier 1938. Son centre administratif est Gur'ev. Puis, de mai 1962 à décembre 1964, il est intégré avec celui d'Aktûbinsk et d'Uralsk dans le *kraj* du Kazakhstan Ouest de la RSS. Il prend le nom d'*oblast'* d'Atyrau en février 1992.

La création de l'*oblast'* de Mangyşlak intervient, elle, en mars 1973, à partir d'une partie du territoire de l'*oblast'* de Gur'ev. Son centre administratif est Ševčenko (qui est l'actuel Aktau, nom ancien repris en 1991 et qui avait été rebaptisé Ševčenko en 1964). En juin 1988, l'*oblast'* administratif est supprimé, par ukaz du Présidium du Conseil suprême de la république et son territoire revient à l'*oblast'* de Gur'ev. Cette modification des découpages

administratifs supprime également l'*oblast'* de Turgaj dont les *rajon* sont divisés entre les régions de Kustanaj et de Celinograd<sup>2010</sup>. Le 17 août 1990, est instauré l'*oblast'* de Mangistau dont le centre administratif est Ševčenko.

Dans la RSS de Turkménie, le découpage administratif a été modifié à de multiples reprises. Le décret du 24 janvier 1925 du Comité central exécutif de Turkménie instaure 5 *okrug*, 26 *rajon* et 7 *volost'*; les 5 *okrug* seront supprimés en 1930. En 1939, 5 *oblast'* (d'Ašgabad, Krasnovodsk, de Merv, de Čardžou, et de Tašauz et de Kerkin plus tard, entre 1943 et 1947) sont instaurés sur *ukaz* du Présidium du Soviet suprême de l'URSS (du 21 novembre 1939<sup>2011</sup> puis certains sont supprimés en 1955, 1959 et 1963 et remplacés par un plus grand nombre de *rajon* ; en 1970, les trois *oblast'* de Merv, Tašauz et de Čardau sont restaurés, puis trois ans plus tard, c'est le tour de ceux de Ašgabad et de Krasnovodsk<sup>2012</sup>.

En 1986, les cinq *oblast'* sont bien ceux de Ašgabad, Krasnovodsk, de Merv, de Čardžou, et de Tašauz<sup>2013</sup>. Le Turkménistan indépendant compte 5 régions et 44 *rajon*.

Au début des années 1980, les administrations locales des deux RSS reposent sur une division territoriale en régions (*oblast'*), elles-mêmes divisées en arrondissements (*rajon*). Cette division relève de la compétence du Soviet suprême de la république.

À l'indépendance, le découpage administratif actuel du Turkménistan perpétue la division en *oblast'*, renommés *velaât* (même dans les publications turkmènes en langue russe), eux-mêmes divisés en *etrap*.

- *velaât* de Balkan (139 300 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Balkanabat, appelée Nebitdag jusqu'en 1999),

- *velaât* de Dašoguz (73 400 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Dašoguz). Cette région dont l'Ouzbékistan aurait discrètement réclamé le territoire (ainsi que celui de Turkmenabat), est peuplée d'Ouzbeks au début des années 1990<sup>2014</sup>.

---

<sup>2010</sup> Arben E., Aryn E., Tasmagambetov I., *Pervye lica gosudarstva : političeskie portrety : s točki zreniâ istorii i sovremennosti*, op. cit., p. 341.

<sup>2011</sup> Šilo N. Ā. K istorii razvitiâ verhovnogo suda turkmenskij SSR, *Izvestiâ Akademii nauk SSR Turkmenii. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1969, n°3, p. 40.

<sup>2012</sup> Oraev N. K., K voprosu èkonomičeskogo rajonirovaniâ Turkmenskoi SSR, *Izvestiâ Akademii Nauk Turkmenskoi SSR. Seriâ Obšestvennyh Nauk*, Ašhabad : Ylym, 1974, n°5, p. 22.

<sup>2013</sup> CSU SSSR, statističeskoe upravlenie Turkmenskoi SSR, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoi SSR v 1985 godu*, statističeskij ežegodnik, Ašgabad : 1986, p. 3.

<sup>2014</sup> Peyrouse Sébastien, *Turkménistan, un destin au carrefour des empires*, op. cit., p. 160.

- *velaât* de Lebap (93 700 km<sup>2</sup> ; centre administratif : Turkmenabat appelée Čardžou jusqu'en 1999).
- *velaât* de Merv (87 200 km<sup>2</sup>; centre administratif : Merv),
- *velaât* de Ahal (97 260 km<sup>2</sup>) où se situe la capitale Ašgabad.

Les trois-quarts de la population vit dans les *velaât* de Ahal, Lebap et Merv<sup>2015</sup>.

---

<sup>2015</sup>Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, op. cit., p. 129.

## Les institutions du commerce extérieur des hydrocarbures de l'URSS

Les échanges des deux RSS s'effectuant dans le cadre institutionnel de l'URSS, un bref rappel de ces institutions et de la place des deux RSS dans ce cadre est nécessaire.

Pendant la période stalinienne, le monopole du commerce extérieur est une continuation de la politique de substitution à l'importation, si rigoureuse qu'elle pourrait s'apparenter à « une répugnance au commerce ». Ce commerce consiste essentiellement à importer ce qui est nécessaire pour atteindre des objectifs à l'intérieur de l'URSS, tandis que les exportations sont vues comme un « mal nécessaire » et limitées aux montants indispensables au paiement des importations. Les planificateurs soviétiques ont continué à considérer le commerce extérieur essentiellement comme résiduel<sup>2016</sup>. Au début des années 1970, cette politique s'infléchit mais conserve cet esprit non mercantile. Par ailleurs, la politique commerciale extérieure de l'URSS doit correspondre à la politique étrangère : les échanges sont soumis à l'ensemble des intérêts nationaux de l'URSS.

À partir de l'époque bréjnévienne, aucune autre partie de l'économie soviétique n'est autant en étroite relation avec le monde extérieur que le secteur de l'énergie<sup>2017</sup>. Le commerce extérieur augmente alors, bien que les institutions qui lui sont dédiées n'aient pas modifié leurs pratiques en la matière, au cours des cinquante années précédentes.

Au début des années 1960, le présidium du Soviet suprême de l'URSS, le comité central du parti et le Conseil des ministres de l'URSS sont les instances qui émettent des décisions entérinées par le Soviet suprême, notamment en matière de commerce extérieur. La politique commerciale relève des décisions prises par un cercle restreint, constitué du PCUS et Gosplan et du Conseil des ministres de l'URSS dont le poids est relativement faible.

L'Union soviétique développe son commerce avec l'Ouest essentiellement entre 1970 et 1980<sup>2018</sup>. Avec les pays de CAEM<sup>2019</sup>, s'amorce une « division internationale socialiste du travail », c'est-à-dire une spécialisation négociée<sup>2020</sup> qui se traduit par un système de prix

---

<sup>2016</sup> Gustafson Thane, *Crisis amid Plenty : the politics of Soviet energy under Brezhnev and Gorbachev*, op. cit., p. 267.

<sup>2017</sup> Ibid., p. 20.

<sup>2018</sup> Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 64.

<sup>2019</sup> Le CAEM (Conseil d'Aide Economique Mutuel) ou Comecon, instauré en 1949 en réponse au Plan Marshall, était composé de dix pays : l'URSS, la Bulgarie, la Hongrie, la Pologne, la RDA, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Mongolie, Cuba et le Vietnam (et l'Albanie jusqu'en 1961).

<sup>2020</sup> Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 64.

énigmatique, comme le qualifie A. Tiraspolsky<sup>2021</sup> et des unités de compte spécifiques, utilisées pour l'établissement de ces prix. Concernant les échanges d'hydrocarbures de l'URSS, il faut donc distinguer le commerce avec le CAEM de celui effectué avec le reste du monde.

Le tournant radical dans la politique soviétique en matière de commerce extérieur qui s'opère avec l'arrivée de M. Gorbatchev et la *Perestroïka* dans la seconde moitié des années 1980 conduit à distinguer deux périodes : avant ou après 1986.

## I. L'organisation institutionnelle du commerce extérieur

À partir du 22 avril 1918, date du décret du Sovnarkom et jusqu'au milieu des années 1980, le commerce extérieur soviétique est un monopole d'État. Ce monopole est délégué au ministère du Commerce extérieur (qui est un ministère fédéral et éditeur de la revue *Vnešnââ torgovlâ*) à 95% et à d'autres administrations comme le Comité d'État aux relations économiques extérieures, le Comité étatique du Conseil des ministres de l'URSS pour les relations économiques extérieures<sup>2022</sup> (GKÈS) et le GKNT (Comité d'État à la Science et à la Technique). La détention de ce monopole d'État par le ministère du Commerce extérieur est encore plus ancienne que l'économie administrée elle-même en URSS.

Les structures chargées de ce commerce sont mises en place vers les années 1930 et leurs principes d'organisation n'avaient pas encore évolué au début des années 1960<sup>2023</sup>. Le ministère du Commerce extérieur est divisé en directions fonctionnelles (compétentes pour l'ensemble d'une question), commerciales et politiques (compétentes par zone géographique) et fonctionnelles-sectorielles (qui participent à l'élaboration du plan et contrôlent son exécution). À un niveau administratif inférieur, soixante centrales (ou unions fédérales de commerce extérieur, elles-mêmes divisées en firmes, appelées *vsesoûznye ob"edineniâ* en russe) sont les organes qui réalisent concrètement les opérations de commerce extérieur. Ces centrales de commerce extérieur exécutent la politique du gouvernement et les plans.

Les structures chargées de ce commerce siègent à Moscou et sont spécialisées par produits ou groupes de produits. Chacune d'entre elles a donc une activité liée à un groupe de produits bien définis. Celle chargée de l'exportation du pétrole est l'union des exportations pétrolières

---

<sup>2021</sup> Tiraspolsky Anita, L'énigme du prix des échanges à l'intérieur du CAEM, op. cit.

<sup>2022</sup> Le GKÈS avait été institué en 1957, suite au développement de l'aide technique et de la coopération internationale après la Seconde Guerre mondiale. Il avait pour fonction notamment d'« élargir et de renforcer la coopération économique avec les pays du camp socialiste et avec les pays en voie de développement ». Frank Zénaïde, Les organes du commerce extérieur de l'URSS, op. cit., p. 25.

<sup>2023</sup> Ibid., p. 17.

*Soûznefteèksport*. Son « ancêtre » est le *Neftesindikát*, chargé du commerce de l'or noir<sup>2024</sup> et constitué par les trusts *Èmbaneft'*, *Grozneft'* et *Azneft'* (trusts respectivement de Èmba, Grozny et Bakou). *Neftesindikát* devient ensuite *Soûzneft'* puis sera refondu en *Soûznefteèksport* en 1931<sup>2025</sup>. Jusqu'en 1991, l'union de commerce extérieur *Soûznefteèksport* a donc le monopole de l'exportation du pétrole et est représentée à l'étranger par des sociétés mixtes (à 90% soviétiques et à 10% appartenant au pays de résidence de la société). La totalité des recettes en devises est perçue par l'État<sup>2026</sup>.

Il existe aussi des institutions républicaines chargées du commerce international. L'institution turkmène chargée des exportations est *Turkmenpotrebsouz* dont la direction d'import-export est *Turkmenkoopvneštorg*. La liste des produits qu'elle exporte ne comprend pas le pétrole<sup>2027</sup>. Aucun équivalent n'a pas été trouvé pour la RSS du Kazakhstan.

## II. Le commerce extérieur après 1986

Dans les années 1980, l'URSS voit augmenter sa dépendance technologique et alimentaire (en céréales) vis-à-vis du reste du monde. Dès 1985, elle doit faire face à des difficultés pour importer car elle manque de devises et ce, en raison de la baisse du prix du pétrole (qui passe à 27,56 dollars courants contre 36,83 en 1980 et accélèrera sa chute l'année suivante). Des réformes dans le domaine du commerce extérieur sont donc nécessaires afin de retrouver une certaine indépendance. L'urgence, grandissante à partir de 1986, face à la diminution des rentrées de devises, pousse les autorités à lancer une réforme du commerce extérieur avant même celle des entreprises<sup>2028</sup>. Tout d'abord, deux décrets sont adoptés en décembre 1986<sup>2029</sup> par le Comité central du PCUS et le Conseil des ministres de l'URSS. Ils accordent à 68 grandes entreprises et 21 ministères le droit de commercer directement, sans passer par les centrales, avec le reste du monde. Les entreprises qui opèrent directement avec l'étranger peuvent détenir des fonds de devises, constitués de la partie des recettes en devises que les entreprises sont autorisées à conserver.

---

<sup>2024</sup> Kostiouk Valeri, Saïamov Iouri, Gantès Patrick, Heller Michel, *Le pétrole et le gaz russe : histoire et perspectives*, op. cit., p. 54.

<sup>2025</sup> Ebel R., *Communist trade in oil and gas : An evaluation of the future export capability of the soviet bloc*, New-York ; Washington ; London : Praeger publishers, 1970, p. 210.

<sup>2026</sup> Kak Guvnor udalos' stat' glavnym èksportërom rossijskoj portovoj nefti, *Vedomosti*, 30 novembre 2007.

<sup>2027</sup> Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 471.

<sup>2028</sup> Le décret sur la création des sociétés mixtes ne sort qu'en juin 1987, la loi sur les coopératives ne date que de mai 1988.

<sup>2029</sup> Duchêne Gérard, *L'économie de l'URSS*, op. cit., p. 65.

À partir de 1987, les différents niveaux du Centre, du ministère et des centrales sont conservés mais les compétences sont redistribuées. Le niveau intermédiaire, est toujours composé du ministère des Relations économiques extérieures, (créé par la fusion du ministère du Commerce extérieur et du GKÈS en juin 1988), des ministères sectoriels et de la *Gosbank*, ces institutions voyant leurs compétences élargies.

Une vingtaine de centrales restent attachées au ministère des Relations économiques extérieures, dont celles qui ont trait aux matières premières. De nouvelles centrales sont créées au sein des républiques, par le Conseil des ministres des républiques. Donc pour un même produit, il peut exister alors plusieurs centrales.

Le décret du Conseil des ministres de l'URSS du 2 décembre 1988 autorise, à partir du mois d'avril 1989, toute entreprise ou institut à commercer directement avec l'étranger sauf pour une liste de produits. Ce décret annonçait aussi l'adoption de statistiques douanières conformes aux normes occidentales. Le printemps 1989 marque un tournant dans la libéralisation du commerce extérieur. L'arrêté du 7 mars 1989 édité par le Conseil des ministres de l'URSS en est l'illustration puisqu'il règlemente l'enregistrement, la déclaration des marchandises au passage des frontières et précise les modalités d'exportation et d'importation d'un certain nombre de produits stratégiques pour l'État, c'est-à-dire, des produits déficitaires en URSS. Le 11 décembre 1989, un arrêté du Conseil des ministres de l'URSS rend obligatoire la demande de licence d'importation et d'exportation pour une série de produits plus importante qu'avant et il interdit l'exportation de produits pétroliers notamment. Le monopole d'État sur les exportations d'hydrocarbures est conservé<sup>2030</sup>, même si des licences pour des exportations « décentralisées » ont été accordées aux unions de commerce extérieur, mais ni aux entreprises ni aux régions productrices<sup>2031</sup>. Mais le Centre partage les revenus en devises des ventes d'hydrocarbures à l'étranger, avec les entreprises et les régions en difficulté.

### III. Les prix des hydrocarbures échangés à l'intérieur du CAEM

Jusqu'au milieu des années 1970, les prix pratiqués avec les pays du CAEM pour les livraisons de pétrole ne suivaient pas fidèlement les prix mondiaux mais obéissaient à des préoccupations politiques intra-bloc<sup>2032</sup>. Ils étaient établis au moyen de principes de calcul très

---

<sup>2030</sup>Sagers, Matthew J., Kryukov, Valerij A. Shmat, Vladimir V., Resource rent from the oil and gas sector and the Russian economy, op. cit., p. 401.

<sup>2031</sup>Ibid.

<sup>2032</sup>Beaucourt Chantal, Le gaz soviétique, op. cit., p. 24.

complexes. Les pays du CAEM obtenaient le pétrole soviétique à un prix fixé, au début de chaque plan quinquennal, sur la base de l'évolution du prix mondial durant les cinq années précédentes. Pendant toute la durée du plan, ces prix ne variaient pas, même si le cours mondial du pétrole variait fréquemment et dans de fortes proportions : « *Ainsi, en 1970, le prix du pétrole soviétique livré aux partenaires est-européens est supérieur au prix courant mondial. En 1980, il est inférieur* »<sup>2033</sup>.

Une réforme intervint, fin janvier 1975, lors de la 70<sup>ème</sup> réunion du Comité exécutif du CAEM. Elle prévoyait de répercuter les variations des marchés occidentaux plus rapidement sur les prix en vigueur à l'intérieur du CAEM. Le prix moyen d'une tonne de pétrole soviétique, vendu à un pays du CAEM, passe ainsi de 16 à 32 roubles mais cette moyenne cache des écarts importants d'un pays à l'autre. Ces différences s'expliquent par le fait que l'URSS a voulu récompenser ceux de ses partenaires qui participent le plus activement au développement de son industrie pétrolière. Puis, au début de 1977, une très forte majoration de 33% frappe le prix de vente du brut soviétique aux pays du CAEM, alors qu'il n'avait augmenté que de 8% au cours de l'année 1976<sup>2034</sup>. Et « *Le prix du pétrole livré aux pays européens du CAEM en 1989 est de 12,6% inférieur à celui de 1988 et de -32,7% par rapport à celui de 1986*<sup>2035</sup> ». En 1990, Anita Tiraspolsky notait que « *le prix nominal par tonne livrée au CAEM est supérieur au prix réel de la tonne livrée à l'Ouest.* »<sup>2036</sup>. Le pétrole est payé en produits manufacturés et agricoles qui ne pouvaient alors trouver preneur au prix mondial<sup>2037</sup>.

#### IV. Les prix des hydrocarbures destinés aux pays occidentaux

En 1974, au moment où les pays occidentaux recherchaient des sources d'approvisionnement autres que dans les pays arabes, l'URSS vendait son pétrole à 11,6 dollars le baril<sup>2038</sup>, tandis que le prix du baril en dollars courants étant alors sensiblement équivalent. Les organismes soviétiques expliquent ces prix par leurs propres importations de pétrole. L'Europe occidentale cesse alors ses achats à l'URSS pour les reprendre début 1975, à un prix de 11 dollars le baril<sup>2039</sup>, tandis que le prix du baril en dollar en 1975 était de 10,70<sup>2040</sup>. En 1977, les

---

<sup>2033</sup>Tiraspolsky Anita, L'énigme du prix des échanges à l'intérieur du CAEM, op. cit., p. 9.

<sup>2034</sup>Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, op. cit., p. 38.

<sup>2035</sup>Tiraspolsky Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, op. cit., p. 19.

<sup>2036</sup>Ibid.

<sup>2037</sup>Ibid.

<sup>2038</sup>Sarkis Nicolas, Triplement du prix du baril : Pétrole, le troisième choc ?, *Le Monde diplomatique*, mars 2000, [www.monde-diplomatique.fr/2000/03/SARKIS/13400](http://www.monde-diplomatique.fr/2000/03/SARKIS/13400).

<sup>2039</sup>Crosnier Marie-Agnès, Pétrole et gaz naturel en Union soviétique, op. cit., p. 37.

<sup>2040</sup>Cf. Annexe : Prix du baril en dollar courant et en dollar 2008 entre 1972 et 2002.



cours du brut soviétique sont alignés sur ceux du marché mondial, l'URSS ayant répercuté les hausses décidées par les autres pays producteurs, notamment par l'OPEP. En 1980, les exportations soviétiques de pétrole brut diminuent : « *malgré la hausse du prix mondial du pétrole de l'ordre de 60% au cours de l'année 1980, la valeur des exportations de pétrole et de produits pétroliers vers l'Ouest n'a progressé que de 29-30% en roubles. Ceci suppose une sensible réduction des exportations en volume (-10% selon certaines sources)* »<sup>2041</sup>.

Les prix du pétrole livrés par l'Union soviétique aux pays non socialistes se sont accru en 1989 de 23,7%, selon le cours mondial. Le prix du baril de pétrole soviétique est ainsi passé de 15,38 dollars en 1988 à 19,03 en 1989<sup>2042</sup>.

---

<sup>2041</sup> Tiraspol'sky Anita, Le commerce extérieur de l'URSS par produits en 1980 et son évolution récente, *Le courrier des Pays de l'Est*, la documentation Française, octobre 1981, n°255, p. 12.

<sup>2042</sup> Tiraspol'sky Anita, Radioscopie du commerce extérieur de l'URSS. Chiffres 1989 et nouvelles règles du jeu, op. cit., p. 19.

## Annexe du chapitre II

### Les trois degrés de centralisation de l'économie soviétique

La direction sectorielle, essentiellement centralisée, a presque toujours été privilégiée pour des questions politiques et techniques, exception faite des expériences menées entre 1957 et 1965 sous la direction de Nikita Khrouchtchev. Cette période a été celle de la création, éphémère, des *sovnarhoz* (qui est l'acronyme de *sovet narodnogo hozâjstva*). À la suite de la chute de N. Khrouchtchev, les *sovnarhoz* sont supprimés et les ministères de branches réintroduits. La structure sectorielle n'a pas alors cessé de s'affirmer.

Les ministères dont il est question ici sont essentiellement des ministères sectoriels. Les services administratifs sectoriels et territoriaux relèvent de trois degrés de centralisation qui sont le fédéral, le fédéral-républicain et le républicain. Il y avait à la fin des années 1960, 23 ministères fédéraux (*obšesuûznye*), dont 18 industriels. Sur les 31 ministères fédéraux-républicains, 12 sont des ministères industriels<sup>2043</sup>. Au début des années 1980, il existait 322 ministères fédéraux républicains de républiques fédérales<sup>2044</sup>.

Dans les années 1970 et 1980, la répartition des compétences entre l'Union et les républiques se traduit par trois modes différents d'organisation. À la fin des années 1970 et au début des années 1980, il existait en URSS plusieurs types de ministères qui correspondent à ces trois degrés. On distingue les ministères fédéraux (*obšesuûznoe ministerstvo*), républicains, fédéraux-républicains (*soûzno-respublikanskoe ministerstvo*) (pour les républiques fédérées et autonomes) avec chacun ses prérogatives et obligations propres.

#### I. Les ministères fédéraux

Au niveau fédéral, les ministères et Comités d'État fédéraux dirigent l'ensemble des activités du secteur sur tout le territoire de l'URSS. La centralisation la plus prononcée prend les formes de ministères fédéraux uniques pour toute l'URSS et qui gèrent le secteur<sup>2045</sup> (*otrasl'*) dont ils ont la charge. Leur compétence s'étend sur tout le territoire de l'URSS, directement ou

---

<sup>2043</sup> Akademiâ Nauk SSSR, Institut gosudarstva i prava, *Naučnye osnovy gosudarstvennogo upravleniâ v SSSR*, op. cit., p. 180.

<sup>2044</sup> Šabajlov V. I., *Ministerstva, gosudarstvennyye komitety i vedomstva soûznoj respubliki*, op. cit., p. 22.

<sup>2045</sup> Secteur : ensemble d'entreprises qui ont la même activité principale ; la notion de secteur s'oppose à celle de branche dans la mesure où une branche est un regroupement d'unités élémentaires de production qui produisent le même produit.

par l'intermédiaire d'organes qu'ils ont créés. Le nombre de ministères fédéraux de l'URSS varient selon les auteurs, entre 65 au début des années 1980<sup>2046</sup> et 33 de l'URSS au 31 décembre 1980<sup>2047</sup>. Tous les secteurs productifs porteurs de développement — et principalement ceux de l'industrie — sont sous la tutelle des ministères fédéraux qui sont également partie prenante à la décision d'implantation et d'extension des unités.

Le ministère du Commerce extérieur de l'URSS est fédéral. « Il dirige sur tout le territoire de l'URSS, soit directement, soit par l'intermédiaire d'organes qui en sont l'émanation »<sup>2048</sup>. On ne trouve pas de ministère de ce nom dans les républiques fédérées.

## II. Les ministères fédéraux-républicains

Le niveau fédéral-républicain correspond à un degré moindre de centralisation. Il existe deux types de ministères fédéraux-républicains. Le ministère de l'URSS fédéral-républicain dirige les activités du secteur par l'intermédiaire des ministères fédéraux-républicains des républiques fédérées. Le ministère fédéral-républicain de l'URSS dirige un secteur par l'intermédiaire des ministères fédéraux-républicains des républiques. Ces deux types de ministères portent le même nom<sup>2049</sup> ce qui ne permet donc pas de les distinguer. Ces ministères relèvent à la fois des autorités de Moscou et de celles des républiques, sauf pour certaines branches<sup>2050</sup>.

Les ministères fédéraux-républicains « *n'opèrent pas directement sur tout le territoire de l'URSS mais par l'intermédiaire des gouvernements des républiques fédérées auprès desquelles sont créés des ministères fédéraux républicains de même nom et poursuivant les mêmes activités* »<sup>2051</sup>.

Le ministère des Industries de la raffinerie et de la pétrochimie, le ministère de la Géologie<sup>2052</sup> et celui de l'Énergie et de l'Électrification sont aussi fédéraux-républicains.

Selon M. Lesage<sup>2053</sup>, les secteurs qui appartiennent au niveau fédéral-républicain sont ceux où la nécessité d'une unité est moindre que dans le cas des ministères fédéraux, par exemple les

---

<sup>2046</sup> Radvanyi Jean, *Le Géant aux paradoxes*, op. cit., p. 132.

<sup>2047</sup> Lesage Michel, *L'administration soviétique*, op. cit., p. 41.

<sup>2048</sup> Frank Zénaïde, Les organes du commerce extérieur de l'URSS, op. cit., p. 18.

<sup>2049</sup> Lesage, Michel, *L'administration soviétique*, op. cit., p. 41 et Prohorov A. M., Bol'shaâ sovetskaâ ènciklopediâ, 3<sup>ème</sup> édition, 1974, Moskva : Idatel'stvo Sovetskaâ Ènciklopediâ, tome 16, p. 288.

<sup>2050</sup> Bhéner Harold, *Management soviétique*, Presses de la Fondation Nationale des sciences politiques, 1982, p. 21

<sup>2051</sup> Frank Zénaïde, Les organes du commerce extérieur de l'URSS, op. cit., p. 31.

<sup>2052</sup> Prohorov A.M., Bol'shaâ sovetskaâ ènciklopediâ, 3<sup>ème</sup> édition, op. cit.

<sup>2053</sup> Lesage Michel, *L'administration soviétique*, op. cit., p. 41.

industries extractives, industrie légère... En 1970, l'industrie du pétrole (et la chimie) ont fait l'objet de mesures de centralisation. Les ministères fédéraux-républicains des républiques fédérées ont été supprimés et les ministères fédéraux-républicains de l'URSS transformés en ministères fédéraux<sup>2054</sup>. En 1970, le Ministère de l'industrie pétrolière de l'URSS voit donc son statut de ministère de fédéral-républicain passer à fédéral, par décret du Presidium du Soviet suprême de l'URSS.

Certains organes fédéraux-républicains, comme les directions de statistiques centrales, ont une double subordination<sup>2055</sup>.

### III. Les ministères républicains

Le troisième degré de centralisation est celui du ministère républicain. Celui-ci n'existe qu'au niveau de la république. Il n'est responsable que devant le Conseil des ministres de la république. Au début des années 1980, il existait 88 ministères républicains<sup>2056</sup>.

Dans les républiques soviétiques, il existe donc deux types de ministères :

- les ministères fédéraux-républicains (*soûzno-respublikanskoe ministerstvo*)
- les ministères républicains (*respublikanskoe ministerstvo*)

### IV. Histoire du ministère de la Géologie de l'URSS

À partir de 1919, La direction de la géologie était assurée par le Comité géologique au sein du VSNKH. Puis elle est prise en charge par

- la Direction générale de la prospection géologique (*Glavnoe goelogorazvedočnoe upravlenie*) auprès du Présidium du VSNKH de 1929 à 1931,
- par l'union fédérale « Soûzgeologorazvedka » du commissariat à l'Industrie lourde l'URSS, entre de 1931 à 1937,
- par la *Glavnoe geologičeskoe upravlenie* du commissariat à l'Industrie lourde l'URSS de 1937 à 1939,
- par le Comité pour la Géologie auprès du Conseil des commissaires du peuple de 1939 à 1946.

C'est en 1946 qu'est fondé le ministère fédéral de la Géologie de l'URSS. En 1953, il prend le nom de ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol et en 1956, il devient fédéral-républicain. En 1963, il est remplacé par le Comité d'État à la géologie jusqu'à la nouvelle création du ministère de la Géologie de l'URSS en 1965, qui est alors un ministère

---

<sup>2054</sup> Ibid.

<sup>2055</sup> Šabajlov V. I., *Ministerstva, gosudarstvennye komitety i vedomstva soûznoj respubliky*, op. cit., p. 24.

<sup>2056</sup> Ibid., p. 22.

fédéral-républicain<sup>2057</sup>.

---

<sup>2057</sup> [www.mining-enc.ru/m/ministerstvo-geologii-sssr](http://www.mining-enc.ru/m/ministerstvo-geologii-sssr)

## Annexes du chapitre IV

**Tableau IV. A : Les profits des entreprises pétrolières et gazières de la RSS du Kazakhstan (1970-1989)**

En millions de roubles	1970	1975	1980	1985	1986	1987	1988	1989
Production de pétrole	114,6	162	130,9	316	299,5	313,2	294,3	269
raffinage	14	16	40,1	20,5	39,1	60,4	86,3	53,6
Production de gaz	-	-10,8	-10,7	14,1	14,1	11,4	10	-5,9
Toute l'industrie	1 722,2		1 628,2	2 756,6	3 502,5	3 832,3	4 165,4	4 416,3

Sources : CSU KazSSR, *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana za 60 let*, Stat. sb., Alma-Ata : Kazakhstan, 1980, p. 252. ; Gos. Kom. KazSSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Kazahstana za 70 let*, Stat. sb., Alma-Ata : Kazakhstan, 1990, p. 315.

**Tableau IV. B : Rentabilité du secteur des hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan**

Rentabilité en % *	1970	1975	1980	1984	1988
Pétrole	34,8	21,6	10,1	15,8	11,9
Produits pétroliers	27,5	22,5	20,8	7,6	12,7
Gaz	-	-18,3	-8,2	1,1	3,4

Sources : Central'noe statisticeskoe Upravlenie pri Sovete Ministrov KazSSR, *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1984 g.*, Alma-Ata : 1985, p. 287 ; Gosudarstvennyj planovyj komitet Kazahskoj SSR., *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana v 1988 g.*, statističeskij ežegodnik, Alma-Ata : Kazakhstan, 1989, p. 315.

\* rapport des profits (revenus) et de la valeur des principaux fonds de production et des stocks en cours, en prix courants.

**Tableau IV. C : Rentabilité du secteur de l'énergie de la RSS de Turkménie 1986-1989**

	1986	1987	1988	1989
Rentabilité en % des profits*	8,4	7,6	6,9	11,0
Profits en millions de roubles	311,7	310	292,5	293,7

Source : Gosudarstvennyj Komitet TSSR po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1989 g.*, Ašhabad : Turkmenistan, 1990, p. 281.

\* rapport des profits (revenus) et de la valeur des principaux fonds de production et des stocks en cours, en prix courants.

**Tableau IV. D : Prix intérieurs (PI) et prix du marché mondial (PMM) des exportations et importations d'hydrocarbures en 1990 pour la RSS du Kazakhstan (en millions de roubles)**

Kazakhstan	Exportations			Importations		
	PI	PMM	PMM/PI	PI	PMM	PMM/PI
Pétrole et gaz	783	2 455	3,14	1177	3 161	2,69

Source : Orłowski Lucjan T., Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period, *Europe-Asia Studies*, 1993, vol. 45, n°6, p. 1018.

**Tableau IV. E : Prix intérieurs (PI) et prix du marché mondial (PMM) des exportations et importations d'hydrocarbures en 1990 pour la RSS de Turkménie (en millions de roubles)**

Turkménistan	Exportations			Importations		
	PI	PMM	PMM/PI	PI	PMM	PMM/PI
Pétrole et gaz	696	1 659	2,38	79	177	2,24

Source : Orłowski Lucjan T., Indirect transfers in Trade among Former Soviet Union Republics : sources, patterns, and Policy responses in the Post soviet Period, *Europe-Asia Studies*, 1993, vol. 45, n°6, p. 1022.

**Tableau IV. F : Les importations et exportations d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan 1988-1990 (en millions de roubles et en prix intérieurs)**

	1988	1989	1990
Importations d'hydrocarbures	1 334	1 447	1 181,2
par le commerce interrpublicain	1 334	1 443	1 176,6
par le commerce international	0	4	4,6
Exportations d'hydrocarbures	891,4	875	795,3
par le commerce interrpublicain	878,7	860	782,9
par le commerce international	12,7	15	12,4

Sources : Organ gosudartsvennogo komiteta SSSR po statistike, Èkonomičeskie vzaimosvâzi respublik v narodnohozâjstvennom komplekse, *Vestnik statistiki*, 3 /1990, p. 43. ; Watson Robin A., Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications, *Post Soviet Geography*, 1994, vol. XXXV, n°7, p. 391. ; Belkindas Misha, Statistical Handbook, States of the Former USSR, Country Department III, Europe and Central Asia Region, Washington, D.C. : World Bank, 1992, p. 179.

**Tableau IV. G : Les importations et exportations d'hydrocarbures de la RSS de  
Turkménie 1987-1991, en millions de roubles et en prix intérieurs**

	1987	1988	1989	1990	1991
Importations de pétrole et de gaz	100,2	100,2	100	79,3	124,8
par le commerce interrpublicain	100,2	100,2	100	79,3	124,8
par le commerce international	0	0	0	0	0
Exportations de pétrole et de gaz	742,6	750,6	745,1	705,1	3 007,8
par le commerce interrpublicain	742,6	750,6	743	695,8	2 562,8
par le commerce international	0	0	2,1	9,3	445

Sources : Organ gosdartsvennogo komiteta SSSR po statistike, *Èkonomičeskie vzaimosvâzi respublik v narodnohožâjstvennom komplekse*, *Vestnik statistiki*, 3 /1990, p. 52. ; Watson Robin A., *Interrepublic Trade in the Former Soviet Union, Structure and Implications*, *Post Soviet Geography*, 1994, vol. XXXV, n°7, p. 394. ; Turkmenistan, Washington D.C : The World Bank, May 1994, p. 213-214 (A World bank study).



## Annexes du chapitre V

**Tableau V. A : Règlements par compensation versés et reçus par la RSS de Turkménie  
entre 1976 et 1988 (millions de roubles)**

RSS de Turkménie	1976	1977	1978	1979	1980	1987	1988
Règlements par compensation ( <i>vzaimnye rasčëty</i> ) en provenance du budget de l'Union, versés au budget de la république	48,0	49,2	100,1	70,4	48,1	192,4	258,7
En % de l'ensemble des règlements versés par l'Union aux budgets des républiques	0,75	0,45	0,63	0,53	0,45	1,3	1,6
Règlements par compensation ( <i>vzaimnye rasčëty</i> ) versés au budget de l'Union par la république	14,4	18,5	64,8	42,2	43,7	138,8	60,8
En % de l'ensemble des règlements versés au budget de l'Union par les républiques	0,95	0,75	1,2	0,82	1,53	1,3	0,6
Solde	33,6	30,7	35,3	28,2	4,4	53,6	197,9

Sources : Ministerstvo finansov SSSR, Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznych respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 168 et 169 ; Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989* : kratkij statističeskij sbornik, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 144 et 147.

Les pourcentages ont été calculés à partir de l'annuaire établi par : Ministerstvo finansov SSSR, Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznych respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 48 et 50 et de Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989* : kratkij statističeskij sbornik, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 39 et 42.

**Tableau V. B : Règlements par compensation versés et reçus par la RSS du Kazakhstan entre 1976 et 1980**

RSS du Kazakhstan	1976	1977	1978	1979	1980	1987	1988
Règlements par compensation ( <i>vzaimnye rasčëty</i> ) en provenance du budget de l'Union, versés au budget de la république	379,8	759,7	1 726,4	702,3	342,4	1 430	930,5
En % de l'ensemble des règlements effectués par l'Union aux budgets des républiques	5,97	7,0	10,9	5,3	3,2	9,9	5,6
Règlements par compensation ( <i>vzaimnye rasčëty</i> ) versés au budget de l'Union par la république	149,9	141,6	475,8	186,8	105,6	625,4	515,1
En % de l'ensemble des règlements versés au budget de l'Union par les républiques	9,9	5,7	9,3	3,6	3,7	5,9	5,3
Solde	229,9	618,1	1 250,6	515,5	236,8	804,6	415,4

Sources : Ministerstvo finansov SSSR, Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznyh respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 105-106 ; Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989 : kratkij statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 81 et 84.

Les pourcentages ont été calculés à partir de l'annuaire établi par : Ministerstvo finansov SSSR, Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznyh respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 48 et 50, et de Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989 : kratkij statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 39 et 42. Les règlements versés par le budget de l'Union aux budgets des républiques et ceux versés au budget de l'Union par les républiques sont rassemblés dans le tableau V. C ci-dessous.

**Tableau V. C : Règlements versés par le budget de l'Union aux budgets des républiques, et règlements versés au budget de l'Union par les républiques**

En millions de roubles	1976	1977	1978	1979	1980	1987	1988
Règlements par compensation (vzaimnye rasčëty) en provenance du budget de l'Union, versés aux budgets des républiques	6 353,5	10 804,8	15 755,4	13 195,7	10 469,6	14 384,3	16 343,2
Règlements par compensation (vzaimnye rasčëty) versés au budget de l'Union par les républiques	1 512,3	2 460,2	5 075,4	5 120,2	2 853,8	10 491,6	9 576,9

Sources : Ministerstvo finansov SSSR, Bûdžetnoe upravlenie, *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR i bûdžety soûznych respublik : 1976-1980 gg. : statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 48 et 50 ; Otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), Ministerstvo finansov SSSR, Svodnyj otdel gosudarstvennogo bûdžeta (Moskva), *Gosudarstvennyj bûdžet SSSR : 1989* : kratkij statističeskij sbornik, Moskva : Finansy i statistika, 1989, p. 39 et 42.

**Tableau V. D : Transferts de revenus en pourcentage du revenu national produit ou consommé**

Année	RSS du Kazakhstan		RSS de Turkménie	
	Transferts de la RSS du Kazakhstan vers le reste de l'URSS en % de son revenu national produit	Transferts en faveur de la RSS du Kazakhstan en % de son revenu national consommé	Transferts de la RSS de Turkménie vers le reste de l'URSS en % de son revenu national produit	Transferts en faveur de la RSS de Turkménie en % de son revenu national consommé
1970	-	13,5	3,1	
1971	-	11,7	-	0
1972	-	8,9	-	2,1
1973	-	10,2	5,1	-
1974	-	14,2	8,0	-
1975	-	19,6	10,4	-
1976	-	10,6	2,3	-
1977	-	18,6	7,3	-
1978	-	15,3	8,6	-
1979	-	13,3	0,6	-
1980	-	13,5	6,7	-
1981	-	16,2	4,9	-
1982	-	6,8	3,0	-
1983	-	15,1	1,0	-
1984	-	22,6	-	0,9
1985	-	18,9	-	2,8
1986	-	16,9	-	2,9
1987	-	17,0	-	3,0
1988	-	17,2	-	3,0

Sources : Belkindas Misha, Sagers Matthew, A preliminary analysis of economic relations among Union Republics of the USSR : 1970-1988, *Soviet geography*, V.H., Winston & son, Silver Spring (MD), November 1990, vol. 31, n°9, p. 639-640.

## Annexes du chapitre VI

### Les Premiers secrétaires du PC des RSS du Kazakhstan et de Turkménie

Dates de fonction	Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan
1919–1920	S. S. Pestkovskij (1882-1943) polonais : président du Comité militaro-révolutionnaire kazakh
1920-9 avril 1925	Sejtkali Mendešev (1882-1937) kazakh
1925-21 janvier 1933	F. I. Gološëkin (1876-1941) Russe
Février 1933-15 mai 1938	L. I. Mirzoân (1897-1939) Arménien
Juillet 1938-1945	N. A. Skvorcov (1899-1974) Russe
10 juillet 1945-22 juin 1946	G. A. Borkov (1905- 1983) Russe
Juin 1946-1954	Žumabaj Šaâhmetov (1902-1966) Kazakh (argyn de la Moyenne horde)
1954–1955	P. K. Ponomarenko (1902-1984) Ukrainien
Août 1955- février 1956	L. I. Brejnev (1906-1982) Russe
6 mars 1956-26 décembre 1957	Ivan Dmitrievič Âkovlev (1910-1999)
1957-19 janvier 1960	N. I. Belâev (région de Oufa 1903-1966)
19 janvier 1960-décembre-1962	Dinmuhamed Ahmedovič Kunaev (Alma-Ata 1912-1993) Kazakh, clan Ysty de la Grande horde (à moitié Tatar d'après N. Amrekulov et de nombreuses autres voix)
19 janvier 1962-7 décembre 1964	I. Ū. Ūsupov (1914-2005)
1964-16 décembre 1986	D. A. Kunaev
16 décembre 1986-7 juin 1989	Gennadij V. Kolbin (1927-1998) Russe
22 Juin 1989-septembre 1991	N. A. Nazarbaev (6 juillet 1940 -...) Kazakh, clan Šaprašty de la Grande Horde

Dates de fonction	Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie
1924-1926	Ivan I. Mežlauk (1891-1938)
1926-1927	Chajrmardan N. Ibragimov (1899-1957)
1927-1928	Nikolaj A. Paskuckij (1894-1938)
1928-1930	Grigorij N. Aronštam (1893-1938)
1930-1937	Âkov A. Popok (1894-1938)
1937	Anna Muhamedova (1900-1938)
1937-1939	Âkov A. Čubin (1893-1956)
1939-1947	Mihajl M. Fonin (1905-1974)
1947-1951	Šadža B. Batyrov (1908-1965) turkmène (Teke d'Ahal)
1951-1958	Suhan B. Babaev (1910-1995) turkmène (Alili)
1958-1960	Džuma D. Karaev (1910-1960) turkmène (Teke de Merv)
1960-1969	Balyš O. Ovezov (1915-1975) turkmène (Yomut du Nord)
1969-1985	Muhamednazar Gapurovič Gapurov (1922-1999) turkmène
1985-1991	Saparmurat A. Niazov (1940-2006) turkmène (Teke d'Ahal)

Source : Kadyrov Shokhrat, "Turkmenistan's political elite in an ethnic society", In *Oil, Transition and Security in Central Asia*, S. N. Cummings (ed.), London ; New York : RoutledgeCurzon, 2003, p. 116.

## Annexes du chapitre VII

**Tableau VII. A : Nombre moyen d'ouvriers dans l'industrie de la RSS de Turkménie 1924-1937**

	1924/25	1927/28	1932	1937
industrie	4 010	5 119 (dont 1 091 Turkmènes, Ouzbeks et Tadjiks en 1928)	16 650 (dont 6 070 Turkmènes, Ouzbeks et Tadjiks)	30 678
Secteur du pétrole	162 (4%)	94 (1,8%)	263 (1,6%)	450 (1,5%)

Source : Annaklyčev A. A., *Razvitie promyšlennosti Turkmenistana za gody Sovetskoj vlasti (1921-1937)*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmenskoj SSR, 1958, p. 112-167.

NB : La présence de Tadjiks dans la RSS de Turkménie à partir de la fin des années 1920 s'explique par la forte migration de personnes originaires d'autres républiques (Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, Ašhabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovetskoj enciklopedii, 1984, p. 66.)

**Tableau VII. B : Proportions des Kazakhs et des Turkmènes dans leur république (1926-1989)**

En % de la population de la république éponyme	1926	1937	1959	1970	1979	1989	1990
Kazakhs	57,1 / 58,5	42,6	30	32,5 / 32,6	36	39,7	39,7
Turkmènes	80 / 73,8	59,8	60,9	65,6	68,4	72,0	

Sources : Masanov N. È., Abylhožin Z. B., Erofeeva I. V. [et al.], *Istoriâ Kazahstana : narody i kul'tury*, Almaty : Dajk Press, 2001, p. 594 ; Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, Ašhabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovetskoj enciklopedii, 1984, p. 69. ; Kiselëv D. S., *Razvitie sovetskoj gosudarvennosti v Turkmenistane*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmenskoj SSR, 1963, p. 78. ; Sheehy Ann, The ethnodemographic dimension, In *Soviet federalism : nationalism and economic decentralisation*, McAuley Alastair (ed.), Leicester : Leicester university press, 1991, p. 64-65.

**Tableau VII. C : Répartition des titulaires par catégorie professionnelle en 1939**

	Nombre total de employés cols blancs nationaux titulaires	Pourcentage des nationaux titulaires employés comme		
		leadership	techniciens	ingénieurs
Kazakhstan	66 847	33,5	8,1	0,2
Turkménie	17 004	33,3	5,7	0,7

Source : Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca ; London : Cornell University Press, 2001, p. 385.

**Tableau VII. D : Employés nationaux titulaires « cols blancs » 1926-1939**

	1926			1939			Taux d'indigénisation entre 1926 et 1939
	Nationaux titulaires en % de la population totale	nationaux titulaires en % du total des employés col blanc	Taux d'indigénisation	Nationaux titulaires en % de la population totale	nationaux titulaires en % du total des employés col blanc	Taux d'indigénisation	
Kazakhstan	57,1	9,8	17,2	37,8	25,9	68,5	+51,3
Turkménie	71,9	8,0	11,1	59,2	29,3	49,5	+38,4

Source : Martin Terry Dean, *The affirmative action empire : nations and nationalism in the Soviet Union, 1923-1939*, Ithaca ; London : Cornell University Press, 2001, p. 381.

**Tableau VII. E : Structure du personnel du trust d'Èmbanef't' (1928-1935)**

	1927-1928	1928-1929	1929-1930	1930	1931	1932	1933	1934	1935
Ouvriers kazakhs en %	(831 personnes) 46,7%	48,8%	54,9%	56,8%	67,7%	69,6%	70,9%	5 428 personnes 71,8% / 67,5%	74,6%
Ouvriers kazakhs qualifiés	15,3%							53,1%	
Personnel kazakh (toutes catégories professionnelles confondues)		41,6	47,3	49	55,6	59,4	62,4	62,5	66,5
Nombre total d'employés / salariés		3 120							8 114

Sources : Sadčikov I. S., Èmbanef't', *Narodnoe hozâjstvo Kazahstana*, juillet-août 1935, n°7-8, Alma-Ata, p. 106. ; Lavrent'ev Â. V. *Neftânaâ Èmba*, Alma-Ata : Moskva: Kazakstan, kraev. Izd.-vo, 1935, p. 34.



**Tableau VII. F : Parts des Turkmènes et des autres nationalités travaillant sur les gisements de Čeleken et de Nebit-Dag 1926-1929**

	1926-1927				1927-1928				1928-1929			
	Total pour le gisement	En % du total			total	En % du total			total	En % du total		
Turkmènes		Autres nationalités d'Asie centrale*	Autres nationalités (1)	Turkmènes		Autres nationalités d'Asie centrale*	Autres nationalités (1)	Turkmènes		Autres nationalités d'Asie centrale*	Autres nationalités (1)	
Čeleken	184	22,8	59,2	18	98	36,7	32,6	30,7	112	28,5	42,8	28,7
Nebit-Dag	-	-	-		92	45,6	15,2	39,2	81	41,9	8,5	49,6
Total pour la RSS de Turkménie	184				190				193			

Source : Annaklyčev, Šihberdy, *Byt rabočih-neftânikov Nebit-Daga i Kum-Daga*, Ašhabad : Izdatel'stvo Akademii Nauk Turkmenskoj SSR, 1961, p. 30.

\* vostočnye nacional'nosti

(1) pourcentages calculés par déduction.

**Tableau VII. G : Taux / représentation /des nationalités titulaires dans la direction des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 en Asie centrale**

	Politique				Entreprises
	total	base	sous-régional	régionale et supérieure	
1926	0,51	0,81	0,39	0,2	0,12
1939	0,71	1,01	0,75	0,28	0,34
1959	0,91	1,22	0,93	0,57	0,49
1979	1				0,69

Source : Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]. In : *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, juillet-août 1997, vol. 38, n°3, p. 347-366.

**Tableau VII. H. : Pourcentage de Kazakhs dans la direction des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 dans la RSS du Kazakhstan**

	Population active	Politique				Entreprises
		total	base	sous-régional	régionale et supérieure	
1926	58,1	26,3	30,1	24,3	20,1	6,0
1939	39,4	42,9	46,7	47,7	25,8	19,9
1959	24,5	42,4	47,8	43,2	28,4	17,1
1979	28,7	44,9	-	-	-	27,5

Source : Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]. In : *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, juillet-août 1997, vol. 38, n°3, p. 347-366.

**Tableau VII. I : Taux de Kazakhs dans la direction des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 dans la RSS du Kazakhstan**

	Politique				Entreprises
	total	base	sous-régional	régionale et supérieure	
1926	26,3	30,1	24,3	20,1	6
1939	42,9	46,7	47,7	25,8	19,9
1959	42,4	47,8	43,2	28,4	17,1
1979	44,9				27,5

Source : Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]. In : *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, juillet-août 1997, vol. 38, n°3, p. 347-366.

**Tableau VII. J. : Pourcentage des nationalités titulaires dans la directions des institutions politiques et économiques de 1926 à 1979 en Asie centrale**

	Population active	Politique				Entreprises
		total	base	sous-régional	Régionale et supérieure	
1926	68,2	42,2	59,4	33,8	18,8	12,3
1939	61,0	46,2	61,6	48,3	20,0	24,5
1959	54,7	50,4	65,5	51,4	32,3	28,3
1979	58,4	58,2	-	-	-	42,7

Source : Houle René, Russes et non-Russes dans la direction des institutions politiques et économiques en URSS [Une étude des recensements, 1926-1979]. In: *Cahiers du monde russe : Russie, Empire russe, Union soviétique, États indépendants*, juillet-août 1997, vol. 38, n°3, p. 347-366.

## Annexe du chapitre IX

### Liste des akim des *oblast'* pétroliers et des villes du Kazakhstan à partir de 1991

#### **Akim de l'*oblast'* d'Atyrau**

Aslan Espulaevič Musin Economiste	avril 2002 à septembre 2006
Serikbek Ž. Daukeev Géologue	Décembre 2000 – mars 2002
Imangali N. Tasmagambetov (Petite horde) Docteur en sciences politiques	Février 1999 – décembre 2000
Ravil' Čerdabaev (Petite horde)	Akim de 1995 à février 1999 Chef de l'administration de la région d'octobre 1994 à octobre 1995
Sagat K. Tugel'baev (Petite horde)	Chef de l'administration de la région d'Atyrau de février 1992 à octobre 1994
Gaziz Kamaševič Aldamžarov	Président du soviet de l' <i>oblast'</i> de mars 1990 à février 1992

#### **Akim de la ville d'Atyrau**

Dujsenbaj Nurbaevič Turganov Ingénieur et économiste	1999 – 2002
Arystangali K. Ašemgaliev	1998 – 1999
Žalgas Musaevič Tkenbaev (19.01.1952- )	1995 – 1998
Bekbolat K. Naregeev	1994 - 1995
Nurpeis M. Mahašev	Chef de l'administration de la ville de 1992 à 1993

#### **Akim de l'*oblast'* de Mangistau**

Bolat A. Palymbetov Ingénieur, économiste	Akim de février 2002 à janvier 2006
Lâzzat Ketebaevič Kiinov	Akim de février 1999 à février 2002
Nikolaj Ivanovič Baev Russe, né en RSFSR, ingénieur des mines, juriste.	Akim de 1997-1999
Vâčeslav L. Levitin Ingénieur	Akim de septembre 1995 à octobre 1997
Lâzzat Ketebaevič Kiinov	Chef de l'administration de la région de 1993 à 1995

Fëdor Afanas'evič Novikov	Chef de l'administration de la région de février 1992 à octobre 1993 Président du soviet de l' <i>oblast'</i> d'août 1990 à février 1992
---------------------------	---

### **Akim de la ville d'Aktau**

Serik Ž. Ospanov	Akim de décembre 1995 à novembre 2004
Leonid Burlakov	Akim de 1994 à 1995
Nikolaj Ivanovič Baev	Akim de 1992 à 1994 Président du Comité exécutif de la ville de 1991 à 1992.

### **Akim de l'*oblast'* d'Aktûbinsk**

Ermeke Ž. Imantaev Né dans l' <i>oblast'</i> d'Aktûbinsk Economiste	Akim d'avril 2002 à juillet 2004
Aslan Espulaevič Musin Economiste	Akim de septembre 1995 à avril 2002
Savelij Timofeevič Pačîn Russe, né dans l' <i>oblast'</i> d'Aktûbinsk, ingénieur mécanicien	Chef de l'administration de la région d'octobre 1993 à septembre 1995
Šalbij K. Kulmahanov ingénieur génie civil	Chef de l'administration de la région de février 1992 à octobre 1993
Evgenij Mihajlovič Zolotarev Ingénieur agronome	Chef de l'administration de la région de juin 1989 à 1992

### **Akim de la ville d'Aktûbinsk (qui devient Aktobe à partir de mars 1999)**

Eleusin N. Sagindikov	Novembre 1996 à octobre 2002
-----------------------	------------------------------

### **Akim de l'*oblast'* du Kazakhstan Ouest**

Krymbek E. Kušerbaev Né dans l' <i>oblast'</i> de Kzyl-Orda ingénieur génie civil	Akim de 2000 à 2003
Kabibulla K. Džakupov Né dans l' <i>oblast'</i> du Kazakhstan Ouest ingénieur génie civil	Akim d'octobre 1995 à 2000 chef de l'administration de la région de janvier 1993 à octobre 1995
Nažameden I. Iskaliev Né en RSFSR. agronome	chef de l'administration de la région de février 1992 à janvier 1993 Président du Soviet de l' <i>oblast'</i> de mars 1990 à février 1992

### **Akim de la ville d'Ural'sk**

Veniamin Kadyrovič Mukataev	Akim de 1999 à 2005
Oleg Ivanovič Rahimberdin Né à Ural'sk ingénieur mécanicien	Akim de mars 1994 à novembre 1999 chef de l'administration de la ville de 1990 à 1994

**Akim de l'oblast' de Kzyl-Orda**

Serikbaj U. Nurgicaev économiste	Akim de juillet 1999 à avril 2004
Berdybek M. Saparbaev Né dans l'oblast' de Kzyl-Orda, Economiste,	1995-1999
Seilbek Šauhamanov	chef de l'administration de la région de 1992 à 1995

## Liste des hâkim des velaât pétroliers et des villes du Turkménistan à partir de 1991

### *Hâkim du velaât de Balkan*

Rustam Artykov	9 juillet 2001-10 septembre 2002
Redžepbaj Arazov	18 septembre 2000- 7 juillet 2001
Serdar Mâtievič Babaev	1997-30.06.1999
Puhanov Redžepmamet	Juin 1992 à ?

### *Hâkim de la ville de Daşoguz*

Sapaegel'dy Motaev (Yomut du Nord, agronome)	1996
---	------

### *Hâkim du velaât de Lebap*

Gedaj Ahmedov (né dans l'oblast' de Lebap en 1940. Décédé en 2006)	Octobre 2001-octobre 2005
Berdymurad Redžepov	Novembre 2000-octobre 2001
Pirkuli Odeev (Odaev) Né dans l'oblast' de Ćardžou, agronome	1992-mars 1996

### *Hâkim du velaât de Merv*

Rahman Odekov enseignant, recteur de l'Université d'État Mahtumkuli	Avril 2002-novembre 2002
Ćary Taganovič Kuliev né dans l'oblast' de Merv, études de commerce	2000-octobre 2001
Kurban Muradovič Orazov Teke de Merv, agronome,	Juin 1992-1996

### *Hâkim de la ville de Merv*

Kurban Muradovič Orazov Teke de Merv, agronome,	1992
--	------

### *Hâkim du velaât de Ahal*

Ènebaj Gel'dyevna Ataeva médecin	Novembre 2002-octobre 2004
Džumageldi Amanshatov Né dans la région d'Aşgabad, agronome	Juin 1992-1996

## Partis politiques officiellement enregistrés au Kazakhstan indépendant en 2002

Parti ou mouvement	Dates de création ou d'enregistrement officiel	Idéologie, soutiens	Figures marquantes du parti
Ak žol (Sentier lumineux)	Mars 2002	Basé sur le programme présidentiel "Strategiâ razvitiâ Kazahstana 2030"	Présidé à partir de 2002 par Oraz Alievič Žandosov
Associaciâ Rossijskie sootečestvenniki v Kazahstane (association des compatriotes russes au Kazakhstan)	Mai 1998	Regroupe divers mouvements comme Russkaâ obšina Kazahstana, Lad, Soûz kazakov stepnogo kraâ, Soûz semirečenskikh kazakov. Défend les droits des Russes	Ūrij Bunakov, Valerij Mihajlov, Ivan Mihajlovskij, Genadij Belâkov
Azamat (Citoyen)	1996 par Sejdahmet Kuttykadam		Petr Svoik, Murat Auezov, Galym Abilsitov
Demokratičeskaâ partiâ Kazahstana (parti démocratique du Kazakhstan)	Fondé en juillet 1995 par des membres de l'appareil d'Etat		Tulgen Žukeev, Altynbek Sarsenbaev, Marat Tažin, Asylbek Bisenbaev
Demokratičeskij vybor Kazahstana (DVK) (Choix démocratique du Kazakhstan)	Fin 2001	Pour une décentralisation et notamment l'élection au suffrage direct de tous les les <i>akim</i> à tous les niveaux de l'administration locale	Oraz Žandosov
Granždanskoe dviženie Azat (Liberté)	Juillet 1990	Se radicalise en mouvement d'opposition à partir de 1994. Il devient le Respublikanskaâ partiâ Kazahstana, puis Alaš en mai 1999.	Marat Čormanov, Mihajl Isinaliev, Hasen Koža-Ahmet



Parti ou mouvement	Dates de création ou d'enregistrement officiel	Idéologie, soutiens	Figures marquantes du parti
Lad	Mars 1993	Mouvement slave qui s'oppose à la politique de N. Nazarbaev en matière de relations inter ethniques  Pour la préservation de l'identité, culture, et des langues slaves, la protection des droits économiques, des droits politiques des Russes et le maintien des liens avec la Russie.	Viktor Mihajolov
Liberal'noe dvizenie Kazahstana (mouvement libéral du Kazakhstan)	Avril 1997 Fusionne avec Otan en 1999		Asylbek Bisenbaev
Tabigat	1990	défense de l'environnement	Mels Eleusizov
Mouvement Orleu (Progrès)	Décembre 1998		Sejdahmet Kuttykadam
Narodnoe edinstvo Kazahstana (Unité du peuple du Kazakhstan)	Créée sur la base du Soûz narodnogo edinstva Kazahstana, lui-même fondé en février 1993 Fusionne avec Otan en 1999	Parti proche du pouvoir Revendique 20-30 000 membres	Serik Abdrahmanov, Kuanyš Sultanov (vice-Premier ministre), Ahan Bižanov
Narodnyj kongress Kazahstana (Congrès du peuple du Kazakhstan)	Fondé en 1991 par les mouvements Nevada-Semipalatinsk, Aral-Aziâ-Kazahstan, Soûz ženšin, etc...	En opposition avec le pouvoir dès 1994	Olžas Sulejmenov, Muhtar Šahanov
Otan (Patrie)	1999	Créé après les élections présidentielles anticipées de janvier 1999 et avant les législatives. Il rassemble tous les partis pro Nazarbaev, comme Narodnoe edinstvo Kazahstana, Demokratičeskaâ partiâ	Sergej Terešenko, N. Nazarbaev

Parti ou mouvement	Dates de création ou d'enregistrement officiel	Idéologie, soutiens	Figures marquantes du parti
		Kazahstana, Liberal'noe dviženie Kazahstana.	
Parti agrarien du Kazakhstan	Mars 1999		Madinov Romin depuis 1999
Graždanskaâ Partiâ	Intégré au parti Otan en novembre 2006	Représente l'oligarchie cosmopolite liée au commerce extérieur et aux matières premières	Azat Peruašev
Parti communiste du Kazakhstan	Formé en 1991, enregistré en 1994 (et ré-enregistré en 1997)	44 000 membres en 1994 55 000 en 1998	Serikbolsyn Abdil'din
Parti républicain du peuple du Kazakhstan	Mars 1999	formé notamment d'anciens membres de Azat	A. Kažegeldin Amirjan Kossanov, N. Masanov
Parti socialiste	Septembre 1991. Il cesse pratiquement toute activité en 1998	Environ 40 000 adhérents (en 1994)	Anuar Alimžanov, Petr Svoik, Gaziz Aldamžarov, Ermuhamet Ertysbaev. La direction se scinde après la dissolution du parlement en 1995.
Partiâ Vozroždeniâ Kazahstana (parti de la Renaissance du Kazakhstan)	27 janvier 1995	Santé, éducation, femmes. Proche du pouvoir	Altynšaš Džaganov
Ruskaâ partiâ Kazahstana (parti russe du Kazakhstan)	Avril 2002	Défense des droits des russophones	Genadij Belâkov
Želtoksan (Décembre)	1989	Créé à la suite des événements de décembre 1986	Hasen Koža-Ahmet

## Annexes du chapitre X

**Tableau X. A : Les évolutions démographiques du Kazakhstan et du Turkménistan**

En millions de personnes	Turkménistan	Kazakhstan
1926	0,99	6,17 (au 1 <sup>er</sup> janvier 1927)
1939	1,25	6,09
1940	1,30	6,15
1959	1,51	9,23
1960	1,56	9,84
1970	2,159	13,01
1975	2,49	14,06
1979	2,76	14,68
1980	2,83	14,86
1985	3,19	15,84
1989	3,534	16,53
1990	3,76	16,2
1991	3,92	16,35
1992	4,07	16,4
1993	4,25	16,4
1994	4,36	16,3
1995	4,45	15,95
1996	4,56	15,6
1997	4,78	15,48
1998	4,92	15,18
1999	5,10	14,95
2000	5,29	14,9
2001	5,51	14,86
2002	5,79	14,85

Sources :

Narodnoe Hozâjstvo SSSR, *Statističeskij spravočnik 1932*, Gosudarstvennoe social'no-èkonomičeskoe izdatel'stvo, Leningrad : 1932, p. 402. ; Central'noe statističeskoe upravlenie Turkmenskoj SSR, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR meždû XXI i XXII s'ezdami kommunističeskoj partii Turkmenistana*, (statističeskij sbornik), Ašgabad : 1980, p. 5. ; Central'noe Statističeskoe Upravlenie SSSR, *Narodnoe hozâjstvo SSSR v 1922-1982 gg. : ùbilejnyj statističeskij eždodnik*, Moskva : Finansy i statistika, 1982, p. 11. ; Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovětskaâ socialističeskaâ respublika*, Ašgabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovětskoj enciklopedii, 1984, p. 66. ; Gosgomstat, *Naselenie SSSR 1987, statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i Statistika, 1988, p. 10. ; Gosgomstat, informacionno-izdatel'skij centr, *Naselenie SSSR po dannym svesoûznoj perepisi naseleniâ 1989g.*, Moskva : Finansy i Statistika, 1990, p. 9. ; Goskomstat Turkmenistana, *Turkmenistan v cifrah v 1995g.*, Kratkij statističeskij sbornik, Ašgabad : 1996, p. 15. ; Agence de la République du Kazakhstan pour les statistiques, [www.stat.kz/digital/naselenie/Pages/default.aspx](http://www.stat.kz/digital/naselenie/Pages/default.aspx) ; Asian Development Bank, Economic data Turkmenistan, [www.adb.org/Documents/Books/Key\\_Indicators/2008/pdf/tkm.pdf](http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2008/pdf/tkm.pdf)

**Tableau X. B : Taux de population urbaine des RSS du Kazakhstan et de Turkménie puis du Kazakhstan et du Turkménistan**

	Turkménie	Kazakhstan
1926	14	8,6
1939	33	27,8
1951	38,3	39,2
1961	47	44,8
1970	48	50,3
1971	47,7	50,6
1980	48	54
1981	47,8	54,9
1985	45,9	56,3
1986	47,4	57,5
1987	47,6	58
1990	45,4	57,6
1991	45,1	57,6
1991	45,4 / 45,1	57,2 / 56,1
1992	45,1 / 44,9	57,1 / 56,1
1993	45,4 / 44,9	56,8 / 56
1994	45,4 / 44,8	56,1 / 55,9
1995	45,1 / 44,7	55,6 / 55,9
1996	44,8 / 45	55,6 / 55,8
1997	45,2	55,7 / 55,8
1998	45,4	55,9 / 55,8
1999	46 / 45,6	56,2 / 55,7
2000	45,9	56,3 / 55,7
2001	46,1	56,5 / 55,5
2002	46,3	56,7 / 55,3

Sources :

Kozybaev Manaš Kabaševič, *Kazahskaâ Sovetskaâ Socialističeskaâ Respublika*, Alma-Ata, 1981, p. 129. ; Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, Ašgabad : Glavnaâ redakciâ turkmenskoj sovetskoj enciklopedii, 1984, p. 66. ; Goskomstat, *Naselenie SSSR 1987, statističeskij sbornik*, Moskva : Finansy i Statistika, 1988, p. 30-31. ; EUROSTAT, *Les États de la CEI 1994*, Luxembourg : Office des publications officielles des Communautés européennes, 1996, p. 23. ; Gosudarstvennyj Komitet Turkmenistana po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenskoj SSR v 1994 godu*, Tom 1, statističeskij ežegodnik, Ašgabad : 1996 ; Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, Lanham, Maryland ; Toronto ; Oxford : Scarecrow Press, 2005, p. 129. ; Site de l'Agence des statistiques du Kazakhstan ; Banque mondiale, (<http://data.worldbank.org/country/kazakhstan> et <http://data.worldbank.org/country/turkmenistan>).

**Tableau X. C : La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 (en pourcentage\*) au Turkménistan**

Année	Agriculture	Industrie	Autres
1985	40,6	11,1	48,2
1990	41,8	10,8	47,3
1999	44,9	12	39,7
2002	48,7	14,1	37,1

Source : Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2003*, August 2003, p. 334.

\* En pourcentage de la population effectivement employée.

**Tableau X. D : La structure de l'emploi par secteur entre 1985 et 2002 (en pourcentage\*) au Kazakhstan**

Année	Agriculture	Industrie	Autres
1985	20,1	21,5	58,3
1990	18,8	20,9	60,1
1999	21,3	14,7	64
2002	35,8	12	52,2

Sources : Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2002*, April 2002, p. 184. Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2003*, August 2003, p. 194.

\* En pourcentage de la population effectivement employée.

**Tableau X. E : Le budget du Kazakhstan 1991-2002 en milliards de roubles puis en milliards de tenge (hors fonds extrabudgétaires)**

	Recettes totales	Recettes fiscales	Revenus des privatisations	Dépenses	Recettes totales - dépenses	Solde en % du PIB	Solde en % du PIB sans les revenus des privatisations
1991 en roubles	36,2		-	32,8 (1)	3,4		
1992 en roubles	276		-	259 (1)	17		
1993 en tenge	8	7,8	0,784	7,5	0,5	-0,7	-2,3
1994	104,1	52,2	1,322	101,9	2,2	-7,2	-7,5
1995	262,7	131,6	7,2	260,2	2,5	-2,5	-3,2
1996	283,2	160,6	31,1	280	3,2	-3,1	-5,3
1997	279,7	204,1	54,5	341,8	-62,1	-3,7	-7
1998	309,5	215,6	66,7	377,7	-68,2	-3,9	
1999	398,6	330,2	35,8	468,4	-69,8	-3,5	
2000	598,7 / 548,6	524	22,1	602,0 / 496,8	-3,3 / +51,7	-0,1	
2001	746,6	635,7	25,4	759,6	-13	-0,4	
2002	821,1	752,7	9,5	834,1	-13	-0,3	

Sources : Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet SNG, *Sodružestvo Nezavisimyh Gosudarstv v 1996g.*, Moskva : 1997, p. 252. ; Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 1996-1997*, London : EIU, 1996.p. 40 et 41. ; Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 2003*, London : EIU, 2003.p. 47 ; Economist Intelligence Unit, *Kazakhstan Country Profile 1999-2000*, London : EIU, 1999, p. 40. ; Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet SNG, *Sodružestvo nezavisimyh gosudarstv v 1994g.*, Moskva : 1995, p. 241. ; Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v cifrah, Statističeskij sbornik*, Almaty : 2002, p. 125-126 (dépenses y compris crédits). ; site du ministère des Finances de la République du Kazakhstan ; Agenstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Nacional'nye sčeta respubliki Kazahstan za 1998-2002 gody*, statističeskij sbornik, Almaty : 2004, p. 12. ; Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Statističeskij ežegodnik Kazahstana 2004*, Almaty : 2004, p. 398.

N.B : les deux sources officielles de l'État ne sont pas cohérentes entre elles.

**Tableau X. F : Les revenus des exportations du pétrole dans les recettes du budget du Kazakhstan (en millions de dollars)**

	1998	1999	2000	2001	2002
Revenus des exportations totales	1 650	2 164	4 429	4 463	5 157
Recettes budgétaires issues du pétrole	---	158	604	1 430	1 075
Revenus versés au FNRK	-	-	-	1 240	1 917
Revenus du pétrole, en % des recettes totales du budget de l'État		5,5	15,3	25,8	19,5

Source : Keller Peter M., Mathieu Paul, Bacalu Veronica [et al.], Republic of Kazakhstan: Selected Issues and Statistical Appendix, IMF Country Report N°03/211, July 2003, p. 8.

NB : ces chiffres du FMI diffèrent légèrement de ceux présentés dans le tableau XV. B sur l'évolution des indices de dépendance au pétrole, mais pas de façon significative.

Un tableau semblable sur l'évolution des revenus des exportations du gaz dans les recettes du budget du Turkménistan n'a pas pu être établi, car les données budgétaires du Turkménistan ne sont disponibles qu'en manat et le taux du manat / dollar est très variable selon l'utilisation du cours officiel ou parallèle.

**Tableau X. G : Le budget du Turkménistan 1991-2002 (en manat)**

	Recettes	Recettes en % du PIB	Dépenses	Dépenses en % du PIB	Solde en % du PIB
1991	12,73 millions	38,2	12,09 millions	35,7	2,5
1992	128 millions	42,3	185,3 millions	28,9	13,3
1993	1 955 millions	15,2	1 903,4 millions	19,3	-4,1
1994	14,7 milliards	10,4	16,7 milliards	19,2	-2,3
1995	133,721 milliards	12,5	150,5 milliards	23,1	-2,6
1996	1 284,13 milliards	16,6	1 261,84 milliards	16,3	0,3
1997	2 817,59 milliards	25,4	2 813,98 milliards	25,3	0
1998	3 077,5 milliards	21,9	3 440,3 milliards	24,5	2,6
1999	3 895,4 milliards	22,6	3 890,3 milliards	22,6	0
2000	6 682,0 milliards	29,1	6 604,9 milliards	28,8	0,3
2001	5 363 milliards	25,2	5 642,0 milliards	24,2	1
2002		21,8		24,5	-2,7

Sources : Gosudarstvennyj Komitet Turkmenistana po statistike, *Narodnoe Hozâjstvo Turkmenistana v 1994 g.*, statističeskij ežegodnik, Ašgabad : 1995, tome 2, p. 121 ; Mežgosudarstvennyj statističeskij Komitet SNG, *Sodružestvo nezavisimyh gosudarstv v 1996g.*, Moskva : 1997, p. 473. ; Asian Development Bank, *Key Indicators of Developing Asian and Pacific Countries 2003*, August 2003, p. 335. ; The Economist Intelligence Unit, *Country Profile Turkmenistan 2003*, The Economist Intelligence Unit Limited, 2003, Londres : EIU, p. 28. ; Gürgen Emine, Snoek Harry, Zavoiko Basil, Izvorski Ivailo, de Shaetzen Bruno, Lighthart Jenny [International Monetary Fund], *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, N°98 81, August 1998, p. 25.

NB : il n'y a pas de données concernant les recettes fiscales de l'État turkmène disponibles pour la période étudiée.



**Tableau X. H : Evolutions des PIB du Kazakhstan et du Turkménistan (1991-2002)**

	Turkménistan		Kazakhstan	
	En dollars courants	En milliards de dollars constants (2000)	En dollars courants	En milliards de dollars constants (2000)
1991	3 197 224 007	3 524 880 103	24 881 135 586	23 449 966 297
1992	3 200 539 816	2 997 347 027	24 906 939 560	22 207 118 083
1993	3 179 225 948	3 042 307 232	23 409 027 475	20 164 063 219
1994	2 561 118 608	2 515 992 333	21 250 839 258	17 623 391 254
1995	2 482 228 439	2 334 839 845	20 374 307 047	16 178 273 171
1996	2 379 281 767	2 491 273 943	21 035 357 832	16 259 164 537
1997	2 450 084 970	2 207 268 699	22 165 932 062	16 535 570 334
1998	2 605 688 065	2 363 984 784	22 135 245 413	16 221 394 498
1999	2 450 686 659	2 754 042 267	16 870 817 135	16 659 372 149
2000	2 904 662 604	2 904 662 605	18 291 990 619	18 291 990 620
2001	3 534 771 968	3 030 836 662	22 152 689 130	20 761 409 353
2002	4 462 028 988	3 038 631 378	24 636 598 580	22 796 027 470

Source : Banque mondiale

**Tableau X. I : Les principales exportations de produits agricoles du Kazakhstan entre 1995 et 2002 (en pourcentage des exportations totales)**

Année	Céréales	Coton fibre	Laine
1995	5,6	0,07	0,95
1996	6,8	1,53	0,68
1997	7,4	1,12	0,82
1998	5,0	0,88	0,29
1999	5,2	0,82	0,11
2000	5,2	0,9	0,04
2001	3,8	0,9	0,05
2002	3,4	1,04	0,04

Source : Pomfret Richard, "Kazakhstan", In *Distortions to agricultural incentives in Europe's transition economies*, Anderson Kym, Swinnen Johan (eds.), Washington, D.C. : World Bank, 2008, p. 224.

**Tableau X. J : Les dettes extérieures du Kazakhstan et du Turkménistan (1995-2002) en pourcentage du VVP**

Année	Kazakhstan	Turkménistan
	En % du VVP	En % du VVP
1995	28,7	20,2
1996	27,8	30,6
1997	35	56,5
1998	45	68,7
1999	71,9	101,5
2000	69,4 / 69,3	87,8
2001	68,2 / 68,4	78,6
2002	73,9 / 74,1	68

Sources : Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Process perihoda i pokazateli stran SNG, Izvlečenie iz Doklada o processe perihoda za 2003 god*, Novembre 2003, p. 34. ; Banque Européenne de Reconstruction et de Développement, *Strategy for Kazakhstan As approved by the Board of Directors on 21 November 2006*, p. 50.

**Tableau X. K : Les dettes extérieures (stocks) du Kazakhstan et du Turkménistan (1995-2002) en pourcentage du Revenu national brut par habitant**

	Kazakhstan	Turkménistan
1993	7,3	8,6
1994	13,1	16,2
1995	18,5	16,0
1996	14,0	31,5
1997	18,6	73,6
1998	27,8	90,8
1999	40,4	111,7
2000	75,6	95,6
2001	73,3	68,7
2002	78,4	47,6

Sources : Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/country/kazakhstan>, <http://data.worldbank.org/country/turkmenistan>.

**Tableau X. L : Les flux d'investissements étrangers directs au Kazakhstan et au Turkménistan  
(en millions de dollars courants)**

Année	Kazakhstan			Turkménistan	
	IDE	IDE par habitant	IDE dans le secteur des hydrocarbures	IDE	IDE par habitant
1992	100	6,0		11	2,8
1993	127,1	7,75	921,5	79	18,6
1994	659,7	40,7	410,1	103	23,6
1995	964,2	60,6	198,7	233	52,4
1996	1 674	107,3	227,2	108	23,6
1997	1 321	85,7	619,0	107,8	22,5
1998	1 151	75,8	483,2	62,3	12,6
1999	1 587	106,5	1 309,6	125	24,5
2000	1 283	86,1	1 029,5	131	24,7
2001	2 835	191,5	1 917,8	170	30,8
2002	2 590	175	1 582,5	276	47,6

Sources : Pomfret Richard, Ressource abundance and long-run growth : when is oil a curse ? The effects of Oil discovery on Kazakhstan's Economy, Canadian Network for Economic History Conference on 15-17 April 2005, March 2005, p. 20. ; Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/country/kazakhstan>, <http://data.worldbank.org/country/turkmenistan>. ; UNCTAD, Statistics on FDI and the operations of TNCs ; [www.unctad.org/sections/dite\\_fdostat/docs/wid\\_cp\\_kz\\_en.pdf](http://www.unctad.org/sections/dite_fdostat/docs/wid_cp_kz_en.pdf) ; UNCTAD World Investment Report 2002 p. 305, 2003, 2004.

N. B. L'UNCTAD n'a pas produit pour le Turkménistan le même document que celui élaboré pour le Kazakhstan, et fournissant les chiffres des IDE dans le secteur des hydrocarbures.

## Annexe du chapitre XI

### Les ministres de l'Industrie du pétrole et du gaz des deux républiques indépendantes

#### Kazakhstan

ŠKOL'NIK Vladimir	Ministre de l'Energie et des Ressources minérales de janvier 2002 à janvier 2006 Vice Premier ministre et ministre de l'Energie et des Ressources minérales de 2000 à 2002
	Création du ministère de l'Energie et des Ressources minérales en 2000
ABLÂZOV Muhtar	Ministre de l'Energie, de l'Industrie et du Commerce de 1998 à 1999
	Suppression du Ministère de l'industrie du pétrole et du gaz en mars 1997
BALGIMBAEV Nurlan	Ministre de l'Industrie du pétrole et du gaz d'octobre 1994 à mars 1997
ČERDABAEV Ravil'	Ministre de l'Industrie du pétrole et du gaz de juin à octobre 1994
BEKBOSYNOV Uzakbaj	Février 1992 : Création du ministère de l'Énergie et des Combustibles

#### Turkménistan

TAGIEV Tačberdy	De novembre 2002 à octobre 2003
NAZAROV Kurbannazar Nurnazarovič	Janvier 2001 à novembre 2002
BABAEV Hošgeldi	De 2000 jusqu'en début 2001
ARAZOV Redžepbaj	De mai 1998 à septembre 2000
SARDŽAEV Batyr	Ministre du gaz et du pétrole d'avril 1997 à mai 1998 puis dirige le secteur des hydrocarbures de mai 1998 à mai 1999, en étant Vice président du cabinet des ministres.
NAZDŽANOV Gočmurad	De 1996 à avril 1997
ÈSENOV Amangeldi	Aurait été en poste en 1995 et en septembre 1996
IŠANOV Hekim	Nommé en novembre 1994 Vice président du Cabinet des ministres en 1995
SARDŽAEV Batyr	Dirige le secteur des hydrocarbures de 1993 à 1994 en tant que Vice Premier ministre
SUÛNOV Nazar	1990-1991

## Annexes du chapitre XIII

**Tableau XIII. A : Évolution de la production d'hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan (1991 - 2002)**

Production	Pétrole (en millions de tonnes)			Gaz (en milliards de m <sup>3</sup> )		
	1991	1998	2002	1991	1998	2002
Kazakhstan	26,6 (5,10 % de la production soviétique)	25,9	48,2 (1,2 % du total mondial)	7,9 (1 % de la production soviétique)	7,2	10,2 (0,4% du total mondial)
Turkménistan	5,4 (1 % de la production soviétique)	6,4	9 (0,25 % du total mondial)	84,3 (10,40 % de la production soviétique)	12	48,4 (1,9 % du total mondial)

Sources : British Petroleum Company, *BP Statistical Review of World Energy : June 2009*, BP plc, 2009 et British Petroleum Company, *BP Statistical Review of World Energy : June 2003*, BP plc, 2003; Missions Economiques d'Almaty, Bakou, Kiev, Moscou et Tachkent, 2007.

**Tableau XIII. B : Production de pétrole de TengizŠevrOjl (en millions de tonnes et en pourcentage de la production totale du Kazakhstan)**

	1993	1994	1995	1997	1998	1999	2000	2001	2002
en millions de tonnes	0,940	1,8	2,7	6,9	8,4	9,6	12	12,48	13,1
en % de la production totale du Kazakhstan	4	9	13,5	27,6	32,4	33,1	33,9	31,4	27,7

Source : Tengizševrojil : 10 uspešnyh let !, *Meždunarodnyj delovoj Žurnal KAZAKHSTAN*, 2003, n°1.

**Tableau XIII. C : La production de gaz par régions en 2002 au Kazakhstan**

Oblast'	En millions de m <sup>3</sup>	En % du total de la production du Kazakhstan
Atyrau	6 781,4	55,1
Kazakhstan Ouest	4 844,1	39,3
Mangistau	1 535,8	12,4
Aktübinsk	603,7	4,9
Kzyl-Orda	344,1	2,8

Source : Karimova È. A., *Promyšlennost' Kazahstana i ego regionov 2002-2005*, *Statističeskij sbornik*, Agenstvo Respubliki Kazahstana po statistike, Almaty : 2005, p. 78.

## Annexes du chapitre XIV

**Tableau XIV. A : Comparaison entre les prix du gaz importé et exporté par le Kazakhstan entre 1995 et 2002 (par millier de m3)**

En dollar courant	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Prix à l'import	40,7	37,5	30,7	36,9	36	28	35	29
Prix à l'export	7,6	13,1	8,5	9,8	5,9	7,2	14	21

Sources : Hansen Leif, Figliuoli Lorenzo, Panth Sanjaya, Mourmouras Alex, Valila Timo, *Republic of Kazakhstan; Recent Economic Development*, IMF Staff Country Report, N°98/84, August 1998, p. 57-58. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, p. 93-94. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28-29.

**Tableau XIV. B : Comparaison entre les prix des produits raffinés importés et exportés par le Kazakhstan entre 1995 et 2002 (en dollars courants par tonne)**

En dollar courant	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Prix à l'import	57,9	168,7	263,9	236,2	149	217	226	177
Prix à l'export	86,4	94,2	90,2	50,5	63	101	89	108

Sources : Hansen Leif, Figliuoli Lorenzo, Panth Sanjaya, Mourmouras Alex, Valila Timo, *Republic of Kazakhstan; Recent Economic Development*, IMF Staff Country Report, N°98/84, August 1998, p. 57-58. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, p. 93-94. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28-29.

## Annexes du chapitre XV

**Tableau XV. A : Les prélèvements et subventions aux *oblast'* producteurs d'hydrocarbures 2001-2002 (en millions de tenge)**

Oblast'	Prélèvements sur le budget de l'oblast'		Subventions versées au budget de l'oblast'	
	2001	2002	2001	2002
Aktûbinsk	3 626 (20,3% des dépenses)	569 (4% des dépenses)	pas de données	pas de données
Atyrau	28 790 (54,8% des dépenses)	19 603 (44,5% des dépenses)	pas de données	pas de données
Kazakhstan Ouest	887 (4,1% des dépenses)	-----	-----	1 286 (5,7% des recettes)
Mangistau	10 629 (41,5% des dépenses)	9 000 (41,1% des dépenses)	pas de données	pas de données
Kzyl Orda	pas de données		1 262 (9,2% des recettes)	6 645 (45,12% des recettes)

Source : Ministerstvo finansov Respubliki Kazahstan, *Statističeskij bulletin'*, N°1 (49), Janvier 2003, p. 35, 37, 40, 42, 44, 50.

N.B. : les bulletins du ministère des Finances ne fournissent pas de telles données pour les années antérieures.

**Tableau XV. B : Les indices de dépendance au pétrole du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002**

	Kazakhstan					Turkménistan				
	Exportations totales (en millions de dollars courants)	Exportations de pétrole (en millions de dollars courants)	Exportations de pétrole / exportations totales (en %)	Exportations de pétrole / PIB* en dollars courants (en %)	Revenu potentiel par habitant Exportations de pétrole / habitant** (en dollars)	Exportations totales fob (en millions de dollars courants)	Exportations de pétrole (en millions de dollars courants)	Exportations de pétrole / exportations totales (en %)	Exportations de pétrole / PIB* en dollars constants (en %)	Revenu potentiel par habitant Exportations de pétrole / habitant** (en dollars)
1991	1 254					1 187				
1992	1 451	480,251 hors barter	33		29,28	2 148,9				
1993	1 486	58,322 hors barter	3,9	0,2	3,55	2 573,3		7,23		
1994	3 542,5	951	26,8	4,4	58,34	2 175,8		8,76 / 8,98		
1995	5 250,2	786	4,7	3,8	49,2	2 084,4	36,2	1,7	1,4	8,1
1996	5 911	1 257,4	21,2	5,9	80,60	1 692,0	16,3	2,3	0,7	3,6
1997	6 497	1 670,9	25,7	7,5	107,9	743,2	25,6	3,4	1	5,3
1998	5 334,1	1 650,5	30,9	7,4	108,7	614,0	21,9	3,5	0,8	4,45
1999	5 871,6	2 174	37	12,8	137,3	1 164,0	141,5	12,15	5,7	27,7
2000	8 812,2	4 429	50,2	24,2	304,2	2 508,0	241,9	9,6	8,3	45,7
2001	8 639,1	4 254,7	48,8	19,2	286,3	2 623	305,6	11,6	8,6	55,4
2002	9 670,3	5 027,8	51,9	20,4	338,5	2 862	339,5	11,8	7,6	58,6

\*Les données du PIB en dollars constants : Cf. Tableau X. H ; \*\*données démographiques : voir tableau X. A.

Asian Development Bank, Economic data Kazakhstan, [www.adb.org/Documents/Books/Key\\_Indicators/2008/pdf/KAZ.pdf](http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2008/pdf/KAZ.pdf) ; World Bank, *Statistical Handbook 1994 : States of the former USSR, paper n°14*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1994, p. 277 ; Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1995, p. 38. ; Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v 2010g.*, Astana : 2011, p. 234 et 413. ; Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva*, Moskva : Finstatinform, 1993, p. 32. ; Tasmagambetov Imangali Nurgalievich, *100 let neftegazovoj promyšlennosti Kazahstana (istoriâ I sovremennost')*, Almaty : Bilim, 1999, p. 79. ; van der Mensbrugge Emmanuel, Mathieu Paul, Ross Paul, Semblat Romuald, Lehmann Alexander, Szekely Istvan, *Republic of Kazakhstan : selected issues and statistical appendix*, IMF Country report N°01/20, January 2001, p. 68. ; Asian Development Bank, Economic data Turkmenistan, [www.adb.org/Documents/Books/Key\\_Indicators/2008/pdf/tkm.pdf](http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2008/pdf/tkm.pdf) ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Report april 2007*, London : EIU, 2007. p. 26.



**Tableau XV. C : Les indices de dépendance au gaz du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002**

	Kazakhstan					Turkménistan				
	Exportations totales (en millions de dollars courants)	Exportations de gaz (en millions de dollars courants)	Exportations de gaz / exportations totales (en %)	Exportations de gaz / PIB en dollars courants (en %)	Revenu potentiel par habitant [Exportations de gaz / habitant**] (en dollars)	Exportations totales (en millions de dollars courants)	Exportations de gaz (en millions de dollars courants)	Exportations de gaz / exportations totales (en %)	Exportations de gaz / PIB en dollars courants (en %)	Revenus potentiels par habitant [Exportations de gaz / habitant**] (en dollars)
1991	1 254					1 187,7	1 052	84,9	32,9	276,8
1992	1 451	-				2 148,9	701,8	32,6	21,9	184,6
1993	1 486	-				2 573,3	1 860,0	72,2	58,5	442,8
1994	3 542,5	-				2 175,8	1 429,7	65,7	55,8	332,5
1995	5 250,2	20,6	0,4	0,12	1,29	2 084,4	1 292,3	61,9	52	293
1996	5 911	30,6	0,5	0,14	1,96	1 692,0	1 022,0	60,4	42,9	227,1
1997	6 497	20,7	0,3	0,09	1,33	743,2	73,7	9,9	3	15,4
1998	5 334,1	22,5	0,4	0,1	1,48	614,0	71,7 / 69,5	11,6	2,75 / 2,6	14,1
1999	5 871,6	25	0,4	0,14	1,67	1 164,0	388,9	33,4	15,8	76,1
2000	8 812,2	38	0,4	0,2	2,55	2 508,0	1 244,4	49,6	42,8	235,2
2001	8 639,1	79,1	0,9	0,35	5,32	2 623	1 501,0	57,2	42,4	272,4
2002	9 670,3	215,3	2,2	0,87	14,49	2 862	1 642,7	57,3	36,8	283,7

\*Les données du PIB en dollars courants : Cf. Tableau X. H ; \*\* données démographiques : voir tableau X. A.

Asian Development Bank, Economic data Kazakhstan, [www.adb.org/Documents/Books/Key\\_Indicators/2008/pdf/KAZ.pdf](http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2008/pdf/KAZ.pdf) ; World Bank, *Statistical Handbook 1994 : States of the former USSR, paper n°14*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1994, p. 277. ; Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1995, p. 38. ; Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v 2010g.*, Astana : 2011, p. 234 et 414. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, p. 93. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28. ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Report april 2007*, London : EIU, 2007, p. 26. ; Pastor Gonzalo, van Rooden Ron, Craig Jon, Dodzin Sergei, Roehler Christiane, Khazai Sepideh, *Turkmenistan : recent economic developments*, Washington (D.C.) International monetary fund, IMF Staff Country report N°99/140, December 1999, p. 119. ; Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva*, Moskva : Finstatinform, 1993, p. 141.

**Tableau XV. D : Les indices de dépendance aux produits pétroliers du Kazakhstan et du Turkménistan 1991-2002**

	Kazakhstan					Turkménistan				
	Exportations totales (en millions de dollars courants)	Exportations de produits pétroliers (en millions de dollars courants)	Exportations de produits pétroliers/ exportations totales (en %)	Exportations de produits pétroliers / PIB en dollars courants (en %)	Revenu potentiel par habitant [Exportations de produits pétroliers/ habitant**] (en dollars)	Exportations totales fob (en millions de dollars courants)	Exportations de produits pétroliers (en millions de dollars courants)	Exportations de produits pétroliers / exportations totales (en %)	Exportations de produits pétroliers / PIB en dollars courants (en %)	Revenus potentiels par habitant [Exportations de produits pétroliers / habitant**] (en dollars)
1991	1 254					1 187,7				
1992	1 451					2 148,9	70,2	3,2		18,4
1993	1 486					2 573,3				
1994	3 542,5					2 175,8				
1995	5 250,2					2 084,4	185	8,8	7,45	42
1996	5 911	238,4	4	1,1	15,28	1 692,0	172	10,1	7,2	38,2
1997	6 497	128,4	1,9	0,6	8,29	743,2	220,7	29,6	9	47
1998	5 334,1	52,5	0,9	0,2	3,45	614,0	241,1	39,2	9,2	49,2
1999	5 871,6	56,6 / 58	0,9	0,3	3,87	1 164,0	210,7	18,1	8,5	41,3
2000	8 812,2	100	1,1	0,5	6,71	2 508,0	513,1	20,4	17,6	98,6
2001	8 639,1	129,9	1,5	0,6	8,74	2 623	367,4	14	10,4	66,8
2002	9 670,3	119,3	1,2	0,5	8,03	2 862	406,4	14,1	9,1	71,3

\* Les données du PIB en dollars courants : Cf. Tableau X. H ; \*\* données démographiques : voir tableau X. A.

Asian Development Bank, Economic data Kazakhstan, [www.adb.org/Documents/Books/Key\\_Indicators/2008/pdf/KAZ.pdf](http://www.adb.org/Documents/Books/Key_Indicators/2008/pdf/KAZ.pdf) ; World Bank, *Statistical Handbook 1994 : States of the former USSR, paper n°14*, Washington, D.C. : The World Bank, September 1994, p. 277. ; Pomfret Richard, *The Economies of Central Asia*, Princeton, N. J. : Princeton University Press, 1995, p. 38. ; Agentstvo Respubliki Kazahstan po statistike, *Kazahstan v 2010g.*, Astana : 2011, p. 234 et 414. ; van der Mensbrugge Emmanuel, Mathieu Paul, Ross Paul, Semblat Romuald, Lehmann Alexander, Szekely Istvan, *Republic of Kazakhstan : selected issues and statistical appendix*, IMF Country report N°01/20, January 2001, p. 68. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan: Statistical Appendix*, November 2004, IMF Country Report N°04/363, p. 28. ; International monetary fund, *Republic of Kazakhstan : Selected Issues and Statistical appendix*, IMF Staff Country Report N°02/64, March 2002, corrected April 2002, p. 93. ; Economist Intelligence Unit, *Turkmenistan Country Report april 2007*, London : EIU, 2007, p. 26. ; Statističeskij komitet Sodružestva nezavisimyh gosudarstv, *Vnešneèkonomičeskaâ deâtel'nost' gosudarstv Sodružestva*, Finstatinform, Moskva, 1993, p. 1 et 141.

**Tableau XV. E : Répression, sécurité, distribution et clientélisme au Kazakhstan et au Turkménistan en 2002**

2002	Population (en millions)	Répression		Sécurité	Distribution à grande échelle			clientélisme	
		Indice de Freedom House (de 1 à 7)	Voix et responsabilité (-2,5 à +2,5)	Dépenses militaires (en dollars par hbt)	Dépenses dans le secteur de la santé (en dollars par hbt)	Dépenses totales (en dollars par hbt)	IDH	Contrôle de la corruption (-2,5 à +2,5)	Efficacité de la gouvernance (-2,5 à +2,5)
Kazakhstan	15,5	5,5	-1,14	16	29	339	0,766	-0,92	-0,82
Turkménistan	4,8	7	-1,85	19	33	-	0,752	-1,21	-1,5

Source : Basedau Matthias, Lacher Wolfram, *A Paradox of Plenty ? Rent Distribution and Political Stability in Oil States*, GIGA German Institute of Global and Area Studies Working Paper N°21, April 2006, p. 27.

## **Autres annexes**

## Notices biographiques des principaux acteurs

Ces notices biographiques, présentées par ordre alphabétique, ont pour date ultime l'année 2002.

### **Abdulín (Ajtmuhamed Abdulaevič) [1924-2010]**

Ajtmuhamed Abdulaevič Abdulín est né dans l'*oblast'* de Karaganda (actuel Kazakhstan). Il participe à la bataille de Stalingrad avant de faire ses études à l'université d'État kazakh Kirov (*Kazahskij gosudartsvennyj universitet im. S. Kirova, KazGu*) dont il sort en 1953. Il commence à travailler à l'Institut des sciences géologiques Satpaev de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan, dont il deviendra le Directeur honoraire en 1975. Il est un des co-découvreurs du gisement de Kumkol' en 1984.

### **Ablâzov (Muhtar Kabulovič) [1963 - ]**

Muhtar Kabulovič Ablâzov est né dans l'*oblast'* du Sud Kazakhstan (actuel Kazakhstan). Il est diplômé en 1986 de l'Institut de physique de Moscou. Il dirige plusieurs petites entreprises entre 1990 et 1993, devient président de la société KEGOC en 1997-1998, puis ministre de l'Energie, de l'Industrie et du Commerce en 1998-1999. À partir d'octobre 1999, il préside le Conseil d'administration de JSC "Kazakhstan Airlines". En 2001-2002, il préside celui de la *Temirbank*. Il participe à la création du parti Choix démocratique du Kazakhstan en 2001. En 2002, il est arrêté par la police financière, suite à une enquête pour détournement de fonds, dissimulation de revenus, création d'un groupe criminel et d'abus de pouvoir, lancée en 1999.

### **Ahmedov (Han) [16 juin 1936 - ]**

Han Ahmedov est né dans le *rajon* de Kizyl-Arvat de l'*oblast'* de Krasnovodsk (actuel Turkménistan). Son père était un paysan. Il fait ses études d'ingénieur à l'Institut des transports ferroviaires en 1954-1959. En 1985, il est Premier secrétaire de l'*oblast'* d'Ašhabad, puis premier vice-président du Conseil des ministres en 1988, président de ce Conseil en 1989-1992 et Premier ministre en 1990-1991.

### **Ajdarbaev (Alik) [19 mai 1963 - ]**

Alik Ajdarbaev est né dans l'*oblast'* d'Almaty (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine en 1985 puis il travaille au sein de *Žetybajneft'*. En 1994, il devient premier vice-président de *Ūzkazneftegaz*. Et en 1995, il est nommé directeur général de la société mixte *Kumkol'-Lukoil*.

### **Ajtakov (Nedirbaj) [1894 – 28 octobre 1938]**

Nedirbaj Ajtakov est né dans une famille turkmène (Yomut) de pêcheurs de la presqu'île de Mangyşlak (actuel Turkménistan). En 1920, il est membre du comité révolutionnaire du *volost'* de Krasnovodsk, puis en 1923, il devient président du Comité central exécutif de la RSSA du Turkestan. Puis à partir du mois de novembre de l'année suivante, il préside le comité révolutionnaire de la RSS de Turkménie. À partir de mai 1925, il préside le Comité central exécutif de la RSS de Turkménie, et co-préside le Comité central exécutif de l'URSS. Il est arrêté le 21 juillet 1937 et exécuté en octobre 1938.

### **Altaev (Danatar Saparovič) [1954 - ]**

Né à Tedžen (actuel Turkménistan), diplômé de l'institut polytechnique turkmène (*Turkmenskij politehničeskij institut*), Danatar Saparovič Altaev deviendra directeur de *Turkmengeologiâ* entre 1993 et 1996.

### **Arazov (Redžepbaj) [1947 - ]**

Redžepbaj Arazov est né dans l'*oblast'* de Balkan (actuel Turkménistan). Diplômé de l'Institut polytechnique turkmène en 1971, il entame une carrière au sein de *Kum-Dagneft'*, jusqu'à atteindre le poste de premier vice-président de *Turkmenneft'*. En mai 1998, il devient ministre de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales. À partir de septembre 2000 et jusqu'en juillet 2001, il est *hâkim* de du *velaât* de Balkan, puis député au *Medžlis*. Il en devient le président en juillet 2001, puis il est vice Premier ministre à partir de mars 2002.

### **Asanbaev (Erik Magzumovič) [10 mars 1936 – 22 août 2004]**

Erik Magzumovič Asanbaev est né dans l'*oblast'* de Turgaj (actuel Kazakhstan), il est diplômé de l'université d'Etat du Kazakhstan S. M. Kirov en 1958. Il est docteur en économie en 1977. Il travaille au ministère des Finances de la RSS du Kazakhstan en 1958-1959, puis au Gosplan de la RSS entre 1967 et 1973. E. Asanbaev est vice-Président du Conseil des

ministres de la RSS du Kazakhstan de juin 1988 à septembre 1989, puis président du Soviet suprême de la RSS d'avril 1990 à octobre 1991. Il est nommé Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Kazakhstan en Allemagne de février 1996 à juillet 2000.

### **Atabaev (Kajgysyz Serdarovič) [octobre 1887 – 10 février 1938]**

Kajgysyz Serdarovič Atabaev est né d'un père, chef d'*aul* et d'une mère afghane, dans l'*uezd* de Tedžen (actuel Turkménistan). Les deux biographies disponibles sur deux sites Internet (*Hronika Turkmenistana* et *Centrasia*<sup>2058</sup>) le déclarent Teke. Il est diplômé de l'école normale de Tachkent en 1908 et devient professeur à Merv, puis à Baharden. En 1918 (ou février 1919), il rejoint le parti communiste. Il se bat au printemps 1919 sur le front transcaspien et devient vice-président du Comité exécutif de la Commission de Merv, vice-président du Comité révolutionnaire transcaspien, puis président du Conseil des commissaires du peuple de la RSS du Turkestan. En 1925, il devient président du Conseil des commissaires du peuple de la RSS de Turkménie. Arrêté en juillet 1937 à Moscou, il est fusillé le 10 février 1938. Sa réhabilitation intervient en décembre 1956. Un monument à sa mémoire à Aşgabad a été démonté en 1993.

### **Babaev (Hoşgeldi)**

Hoşgeldi Babaev est ministre de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales du Turkménistan jusqu'au début 2001 puis il est nommé président de l'entreprise d'État chargée des questions sur la Caspienne.

### **Babaev (Serdar Mâtievič) [1956 - ]**

Serdar Mâtievič Babaev est né à Aşgabad (actuel Turkménistan) ; il est diplômé de l'Institut polytechnique turkmène en 1978. Il exerce son métier pendant les années 1980-1983, puis deviendra *hâkim* d'Aşgabad en 1993.

### **Bakenov (Muhtar Muskaševič) [6 juillet 1933 - ]**

Muhtar Muskaševič Bakenov est né dans l'*oblast'* de Pavlodar (actuel Kazakhstan). Il est diplômé du KazGU en 1956, docteur en géologie en 1983, et devient membre correspondant de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan en 1989. Il préside le Comité d'État à la Géologie entre 1990 et 1992.

---

<sup>2058</sup>[www.centrasia.ru](http://www.centrasia.ru) et [www.chrono-tm.org/2014/02/kaygyisyiz-atabaev](http://www.chrono-tm.org/2014/02/kaygyisyiz-atabaev).

### **Bajbakov (Nikolaj Konstantinovič) [1911 - 31 mars 2008]**

Nikolaj Konstantinovič Bajbakov est né en Azerbaïdjan. Il occupe le poste de Commissaire du peuple à (puis ministre de) l'Industrie pétrolière pour les régions méridionales et occidentales de l'URSS de 1946 à 1948, puis celui de ministre de l'Industrie pétrolière de l'URSS de 1948 à 1955.

### **Bajkenov (Kadyr Karkabatovič) [10 octobre 1944 - ]**

Kadyr Karkabatovič Bajkenov est né dans l'*oblast'* du Kazakhstan-Est. Il est diplômé notamment de l'Académie d'économie près le Soviet des ministres de l'URSS. Il devient vice-Président du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan de 1987 à 1989, vice Premier ministre du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan en 1991-1992. Il sera ensuite ministre de l'Energie et des Combustibles en 1993-1994, puis président de *Kazatomprom* en 1998.

### **Balgimbaev Balgimbaj Sultan-Murat (ou Sultanmuratov) [1895 - ?]**

Le "fondateur" de la dynastie des Balgimbaev est né près de Gur'ev (actuel Kazakhstan). Il appartient à une famille d'éleveurs et exerce cette activité jusqu'en 1929, date à laquelle il entre dans un kolkhoze de pêche. Puis il s'installe à Gur'ev et travaille comme maçon dans l'atelier de construction d'*Èmbaneft'*. Quatre de ses cinq fils, Kojšigoroj, Utep, Utali, Saltanat, et Mahaš, travailleront dans le secteur pétrolier après avoir intégré le *tehnikum* du pétrole. Utali Balgimbaev œuvrera de nombreuses années au sein de *KaspijMunajGaz* ; Saltanat Balgimbaev a travaillé dans la prospection pétrolière en Afghanistan avant d'être nommé directeur de *Kaznefterazvedka* ; Mahaš Balgimbaev sera un des co-découvreurs du gisement de Tengiz. Il est l'auteur de l'ouvrage intitulé « *Neftânaâ Èmba* », cité à plusieurs reprises dans ce travail.

### **Balgimbaev (Utep ou Otep) [1917 - 1966]**

Utep Balgimbaev est né dans à Gur'ev (actuel Kazakhstan). En 1938, il est diplômé du *tehnikum* du pétrole de Gur'ev et dirige un atelier de production de pétrole à Iskine. Formé à la Haute École du parti, il exerce des fonctions de dirigeant en tant que Premier secrétaire de plusieurs *rajon* et responsable du département industriel dans l'*obkom* du parti de la RSS du Kazakhstan<sup>2059</sup>.

---

<sup>2059</sup>Ahmetkaliev M, *Vospominaniâ veterana-neftânika*, op. cit., p. 17 et Nursultanova Lâzat Nurbaevna, *Razvitie neftânoj promyšlennosti Kazahstana v gody Velikoj Otečestvennoj vojny (1941-1945 gg)*, op. cit., p. 107.



### **Balgimbaev (Nurlan Utepovič) [1947 - ]**

Nurlan Utepovič Balgimbaev est né à Gur'ev (actuel Kazakhstan). Il est un des fils d'Utep Balgimbaev. Il achève ses études à l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine en 1973 et commence sa carrière d'ingénieur à Mangyşlakneft', la poursuit à *Ėmbaneft'* puis à *Aktûbinskneft'* où, en tant qu'ingénieur en chef (1981-1986), il organise la production sur le gisement de Žanažol. Il entre au ministère de l'Industrie pétrolière de l'URSS en 1986 où il travaillera jusqu'en 1991 comme responsable adjoint de la direction du pétrole. N. Balgimbaev travaille pour *Rosneftegaz* après l'indépendance. En 1992-1993, il suit une formation à l'Institut de Technologie du Massachusetts<sup>2060</sup> aux États-Unis, puis travaille chez *Chevron* jusqu'en 1994. Il est nommé ministre du Pétrole et du Gaz du Kazakhstan en 1994, puis prend la tête de *KazahOjl* de mars à octobre 1997 avant de devenir Premier ministre du Kazakhstan jusqu'en 1999 et de reprendre la direction de *KazahOjl* jusqu'à la création de *KazMunajGaz*, en février 2002.

### **Balžanov (Askar Kumarovič) [23 avril 1958 - ]**

Askar Kumarovič Balžanov est né à Moscou. Il est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1980. Il travaille à *Ėmbaneft'* entre 1980 et 1987. Puis il est responsable adjoint de l'*obkom* de Gur'ev jusqu'en 1990. Entre 1991 et 1994, il occupe le poste de vice-président de *Kazahstanmunajgaz* ; il est nommé vice-directeur général de *KazRosGaz* en août 2002.

### **Batyrbaev (Mahambet Demešovič) [1943 - ]**

Mahambet Demešovič Batyrbaev est né à Gur'ev (actuel Kazakhstan), il est diplômé de l'Institut du pétrole de Gur'ev puis de l'Institut polytechnique fédéral par correspondance. Ingénieur géologue, il effectue sa carrière dans les entreprises de *KazNIPIneft'*, *Uzen'neft'* (il est directeur de l'exploitation *Uzen'munajgaz* / *OzenMunajgaz* de 1981 à 1991), *Mangyşlakneft'*, *Tengizneftegaz* puis de *Munajgaz*. Il préside *KazakOjl-Ėmba* avant d'accéder au poste de vice-président de *KazMunajGaz* en février 2002.

### **Batyrov (Šadža B.) [1908 – 14 octobre 1965]**

Šadža B. Batyrov est né dans l'*oblast'* d'Aşgabad (actuel Turkménistan), dans une famille de riche marchand. Il est de la tribu des Teke d'Ahal. Il est diplômé de l'Institut pédagogique d'Aşgabad en 1934 puis il fait aussi des études à l'Académie des sciences sociales près le

---

<sup>2060</sup> Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 173.

Comité central du PCUS et occupe le poste de Premier secrétaire du parti de Turkménie entre 1947 et 1951. Il préside le Soviet suprême de la RSS de mars 1947 à mars 1948. Il préside l'Académie des sciences de la RSS à partir de 1959 après avoir présenté sa thèse dont le sujet était l'histoire du parti, en 1954.

### **Berdygužin (Robert Urynbaevič) [25 novembre 1940 - ]**

Robert Urynbaevič Berdygužin est né à Gur'ev (actuel Kazakhstan). Il est ingénieur géologue, diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1964, puis de l'Académie des sciences sociales près le Comité central du PCUS en 1981. Il travaille dans l'entreprise *Uzen'neft'* à la fin des années 1960 et occupe le poste d'instructeur industriel et des transports au sein de l'*obkom* du PC de Gur'ev, puis celui géologue en chef et responsable de la *Gur'evskaâ geofizičeskaâ èkspediciâ*. En 1977, il dirige le département de Gur'ev au sein de l'*obkom* du PC. En 1985, il est nommé directeur de *Gur'evneftegazogeologiâ*, puis il est directeur de *Ūžneftegaz* à partir de 1991, puis de *Lukojl-Kazakhstan JV* en 1997.

### **Burlakov Leonid [8 mai 1947 - ]**

Leonid Burlakov est Russe, né à Tchita (actuelle Fédération de Russie). Il est diplômé du *tehnikum* du pétrole de Gur'ev en 1967, et travaille comme foreur à Mangyšlak. Il devient second secrétaire du parti pour le *rajkom* de Uzen'. Puis il devient vice-directeur général de *MangistauMunajGaz* en 1989, responsable de l'administration et *akim* de la ville d'Aktau. En 1999, il préside le comité de développement régional et de l'autogestion locale au Sénat. Il est *kandidat nauk* en économie en 2006.

### **Čerdabaev (Boris Tažigarievič) [1953 - ]**

Boris Tažigarievič Čerdabaev est né à Atyrau (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut du pétrole d'Oufa en 1976. Il devient directeur de *MangistauMunajGaz* en 1994 et il entre dans la direction de la VMV Munaj Inc., basée aux États-Unis, et propriétaire de champs pétroliers au Kazakhstan<sup>2061</sup>. Il est titulaire du *Columbia Senior Executive Program* (CSEP). Il est directeur de *TengizŠevrOjl* de 2000 à 2003.

### **Čerdabaev (Magauïâ Tažigarievič) [1946 - ]**

Magauïâ Tažigarievič Čerdabaev est dans l'*oblast'* d'Atyrau (actuel Kazakhstan). Il a été, à partir de 1991, le directeur général de la société mixte *Èmbavedoil* (la première semi privée établie au Kazakhstan).

---

<sup>2061</sup>Ostrowski Wojciech, *Politics and oil in Kazakhstan*, op. cit., p. 58.

### **Čerdabaev (Ravil' Tažigarievič) [mai 1942 - ]**

Ravil' Tažigarievič Čerdabaev est né à Dossor (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1966 après avoir commencé à travailler au sein d'*Èmbaneft'* dès 1956 où il y exerce de nouveau une activité comme ingénieur en 1966-1968. Il est aussi diplômé de l'Ecole supérieure du parti du Comité central du PCUS en 1975. Entre 1968 et 1992, il travaille au sein de différentes structures du parti. Il est également élu deux fois député du Soviet suprême de la RSS. Nommé directeur de la société mixte *TengizŠevrOjl* en 1993, il poursuit une formation à l'Université de Berkeley et au sein de *Chevron*, aux États-Unis. Puis en 1994, il est nommé ministre du Pétrole et du Gaz du Kazakhstan. Avant d'être détaché comme Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Kazakhstan en Ukraine (1999) et en Moldavie (2000), il occupe le poste d'*akim* de l'*oblast'* d'Atyrau de 1994 à 1999.

### **Daukeev (Serikbek Žusupbekovič) [17.02.1950 - ]**

Né à Semipalatinsk (actuel Kazakhstan), Serikbek Žusupbekovič Daukeev est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine et est docteur en géologie. Il exerce son métier de géologue entre 1947 et 1992, date à laquelle il est nommé premier vice-ministre de la Géologie et de la Conservation du sous-sol, puis ministre de la Géologie et de la Conservation du sous-sol, un an plus tard. En décembre 2000, il devient *akim* de l'*oblast'* d'Atyrau, puis en avril 2002, président de l'Académie des sciences du Kazakhstan et directeur de l'Institut des sciences géologiques Satpaev.

### **Denisevič (Vladimir Vladimirovič) [1907- ?]**

Vladimir V. Denisevič est formé à l'Institut polytechnique d'Azerbaïdjan et en sort en 1931 comme ingénieur des mines, spécialisé dans la recherche géologique. Il commence sa carrière au sein d'*Azneft'*. Puis il est envoyé dans la RSS de Turkménie en 1938 pour diriger le service Géologie de *Turkmenneft'*. Il y travaillera plus de trente ans, au cours desquels seront découverts les gisements gaziers de Šehëtli, Bajramali, Saman-Tepe et Gugurtli. Entre 1966 et 1970, il est député au Soviet suprême de l'URSS. Et il achève sa carrière au sein de l'Institut de Géologie et de développement des combustibles fossiles, à Moscou.

### **Dosmuhambetov (Džoldabek Ahmetovič) [1916 - ?]**

Džoldabek Ahmetovič Dosmuhambetov acquiert une formation de géologue à l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou dont il sort en 1940. Puis il exerce ses compétences sur les gisements de Bajčunas et de Makat (actuel Kazakhstan). Puis il dirige le trust *Kazahstannefterazvedka*. Il est promu directeur de l'exploitation Kul'sary après une formation à l'Académie du Pétrole en 1953. Il est ensuite géologue en chef de *Kazahstanneft'* et participe à la découverte des gisements de Uzen' et de Žetybaj.

### **Dosmuhambetov (Mahambet) [25 décembre 1960 - ]**

Mahambet Dosmuhambetov est né à Gur'ev (actuel Kazakhstan). Il sort diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1983. Il travaille comme géologue au sein d'*Èmbaneft'* jusqu'en 1989, puis devient responsable du service géologie de la Direction de la branche extraction *Dossorneft'* de la société *Èmbaneft'*. Il dirige ensuite la branche extraction *Makatneft'* de la société *Èmbaneft'*. En 1997-2002, il est vice-directeur du service géologie de *ÈmbaMunajGaz* puis directeur du département Géologie et exploitation de *KazMunajGaz*.

### **Džulamanov (Kenes Dujsengaliev) [1931 - ]**

Kenes Dujsengaliev Džulamanov est né dans l'*oblast'* d'Atyrau (actuel Kazakhstan), diplômé de l'Institut du Pétrole de Moscou en 1953. Il travaille comme ingénieur en chef au sein du bureau exploration de *Kaznefterazvedka* jusqu'en 1960. Puis il poursuit au sein du *sovnarhoz* de Gur'ev et chef adjoint du département de l'industrie pétrolière et pétrochimique du *sovnarhoz* du Kazakhstan Ouest, puis il est chef adjoint et chef de division pour le développement de nouveaux champs pétroliers et gaziers au sein du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière de l'URSS<sup>2062</sup>. En 1970, il fait partie de l'équipe de géologues qui explorent la région de Mangyşlak. Il est nommé chef de l'exploitation *Žetybajneft'*. Entre 1975 et 1980, il est vice-directeur pour la construction au sein de *Mangyşlakneft'* dont il devient l'ingénieur en chef pour la production en 1980. Puis, il dirige la société *Karažanbasmunaj* à partir de 1987.

### **Džumagaliev (Bajkadam Džumagaliev) [1941 - 2008]**

Né à Atyrau (actuel Kazakhstan), Bajkadam Džumagaliev est diplômé de l'Institut polytechnique du Kazakhstan (département du pétrole). Il travaille essentiellement

---

<sup>2062</sup>Kulâš Turgazieva, Pamâti zaslužennogo neftânika, Ogni Mangistau, 19 novembre 2009. L'auteur de l'article ne précise pas la date de cette prise de fonctions.

dans le développement des infrastructures de transport des hydrocarbures de la RSS puis du Kazakhstan.

### **Elemanov (Bolat Daldaevič) [1950 - ]**

Né dans l'*oblast'* de Kostanaj (actuel Kazakhstan), Bolat Daldaevič Elemanov est ingénieur des mines de formation, il travaille à partir de 1973 au sein d'*Èmbaneft'*. En 1988, il devient Premier secrétaire du parti pour le *rajkom* d'Èmba. En 1991, il est nommé président de *Kazahtanneftegaz* puis il entre au ministère de l'Industrie pétrolière et gazière, comme premier vice-ministre.

### **Esenov (Šahmardan Esenovič) [1927-1994]**

Šahmardan Esenovič Esenov est diplômé de l'Institut minier et métallurgique du Kazakhstan, en 1949. Il devient Vice-ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan à partir de 1960, puis ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan de 1961 à 1965, vice-président du Conseil des ministres de la RSS de 1965 à 1967. Président de l'Académie des Sciences de 1967 à 1974 et Directeur de l'Institut de Géologie de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan. En 1974, il devient ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan.

### **Gapurov (Muhamednazar Gapurovič) [15.02.1922 - 13.07.1999]**

Muhamednazar Gapurovič Gapurov est né dans un petit village proche de Čardžou (dans le *velaât* de Lebap ; actuel Turkménistan). Il aurait été moitié Turkmène, moitié Ouzbek, selon M. Muradov. (R. Abazov dans son ouvrage *Historical Dictionary of Turkmenistan*, ne précise pas son appartenance tribale).

Il fait toute sa carrière dans les Komsomols et le parti communiste et devient l'un des politiciens les plus influents pour deux décennies dans la république de Turkménie. Il est diplômé de l'Institut pédagogique d'Ašgabad en 1954. Il rejoint la nomenklatura du parti en 1948, en tant que chef du service de la propagande dans l'*oblast'* de Čardžou et monte dans la hiérarchie du parti. C'est dans sa région natale qu'il débute sa carrière avant de venir à Ašgabad occuper le poste de Président du Soviet suprême en 1963 puis celui de Premier secrétaire du PC jusqu'en 1985. Il dirige la république au moment où elle reçoit de considérables investissements dans le secteur des hydrocarbures et où la population voit son niveau de vie augmenter<sup>2063</sup>. Il aurait tenté de contrer l'influence des réseaux clientélistes des Ahal dans la capitale<sup>2064</sup>.

---

<sup>2063</sup> Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, op. cit., p. 64.

<sup>2064</sup> Geiss Paul Georg, "Regionalism and Statehood in Soviet and Independent Turkmenistan", op. cit., p. 114.

### **Gološëkin (Filipp Isaeviç) [1876 – 1941]**

Filipp Isaeviç Gološëkin est né dans le gouvernement de Pskov (actuelle Fédération de Russie). Il est incarcéré à plusieurs reprises entre 1905 et 1912 en raison de ses activités politiques et participe à la conférence du parti bolchevik à Prague en 1912. Il est exilé en Sibérie, en compagnie de Staline, notamment. En septembre 1925, il est nommé au poste de Premier secrétaire du Comité du *kraj* kazakh. Il en est limogé en 1933.

### **Gubkin (Ivan Mihajloviç) [9 (21) septembre 1870 - 21 avril 1939]**

Ivan Mihajloviç Gubkin est né dans la région de Vladimir (actuelle Fédération de Russie). Après une courte carrière dans l'éducation notamment à Saint-Pétersbourg, il entre à l'Institut des mines de Saint-Pétersbourg en 1903. En 1917, il est aux États-Unis pour y étudier les gisements de pétrole. À son retour en Russie, en 1918, il participe à la mise en place des services des mines et de la géologie de la Russie soviétique. Il entre à la commission du Comité du pétrole en 1918 sur les instructions de Lénine. Il fonde la revue «*Neftânoe i slantsevoe hozâjstvo*» qui deviendra à partir de 1925 «*Neftânoe hozâjstvo*» et il en restera le rédacteur jusqu'à la fin de sa vie. Parmi ses nombreux travaux, figure la résolution de deux problèmes. Il propose d'une part une nouvelle méthode de cartographie des couches pétrolifères souterraines et découvre, par ailleurs, un type de gisement de pétrole, appelé gisement stratigraphiques aux États-Unis. Un autre résultat de ses travaux concerne la création de la base pétrolière entre Volga et Ural. Dès 1921, I. M. Gubkin souligne l'intérêt de faire des études géologiques dans cette région Ural-Volga, en Russie. Et en 1927, il conclut qu'une industrie pétrolière importante pourra y être développée. Il décrit le développement d'un second Bakou, dans son ouvrage posthume (1940) intitulé «*Uralo-Voljskaâ neftenosnaâ oblast'* ». Il décède à Moscou.

### **Hasanov (Tulegen Aiševiç) [1947 - ]**

Né dans l'*oblast'* de Gur'ev (actuel Kazakhstan), Tulegen Aiševiç Hasanov est diplômé de l'Institut du pétrole d'Oufa en 1972. Il travaille comme ingénieur entre 1972 et 1987 au sein de l'exploitation *Žetybajneft'* de l'entreprise *Mangyšlakneft'*. Entre 1987 et 1992, il est responsable du service d'Ingénierie et de Technologie de *Mangyšlakneft'*. Puis il devient directeur général adjoint et premier vice-président de *Úžneftegaz*, président de *TuranPetroleum* (à Kzylorda), et vice-ministre de l'Industrie du pétrole et du gaz du Kazakhstan entre 1995 et 1997. Puis il dirige *KazahOjl* en 1997-1998 et il est à la tête de la représentation de *TengizŠevrOjl* à Astana à partir de 1998.

### **Hmel'kov (Ūrij Nikolaevič) [1933 - 2005]**

Ūrij Nikolaevič Hmel'kov est né dans l'*oblast'* de Saratov (actuelle Fédération de Russie). Diplômé en 1956 de l'Institut du pétrole de Grozny, il commence à travailler au sein de l'union *Kazahstanneft'*, puis de *Bajčunasneft'* et de la direction de Prorva. Il travaille ensuite dans le domaine de la construction d'oléoducs (dont celui de Uzen'-Kul'sary-Kujbyšev). Entre 1990 et 1999, il est un collaborateur de *Zarubežneft'*<sup>2065</sup>.

### **Hodžamammedov (Bajmyrat) [1961 - ]**

Bajmyrat Hodžamammedov est né à Ašhabad (actuel Turkménistan), diplômé de l'Institut polytechnique turkmène (*Turkmenskij politehničeskij institut*).

### **Ibrašev (Kenžebek Niâzovič) [juillet 1958 - ]**

Né dans l'*oblast'* de Gur'ev (actuel Kazakhstan), Kenžebek Niâzovič Ibrašev est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou. Il gravit tous les échelons dans le secteur pétrolier à partir de 1975, au sein d'*Èmbaneft'* et de *KazahstanKaspijŠelf*, notamment. Il sera ensuite membre du Comité de surveillance de la branche Exploration et Production de KMG puis directeur général de cette même branche à partir du 1 juin 2009.

### **Imašev (Naren) (1908-1972)**

Naren Imašev est né dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk (actuel Kazakhstan) de parents paysans. Il entre en 1929 à l'Académie des mines (dont la réorganisation en 1930 donnera naissance à l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou). Il en sort en 1934 comme ingénieur géologue et travaille à *Èmbaneft'*, *Kaznefterazvedka* et *Kazahstanneft'*. Il est nommé géologue en chef par le comité du parti pour l'*oblast'* de Gur'ev en 1958. Il prend sa retraite en 1969.

### **Išanov (Hekim Orazovič) [1942 - ]**

Hekim Orazovič Išanov est né dans la région de Balkan (actuel Turkménistan). Il est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou. Il débute sa carrière en 1959 à Kotur-Depe, puis gravit les échelons dans le secteur pétrolier et gazier jusqu'au poste de directeur général de *Turkmenneft'* en 1989. Il devient ministre du Gaz et du Pétrole en juillet 1994 puis vice-président du Cabinet des ministres en 1995.

---

<sup>2065</sup>Neftânaâ kompaniâ Rosneft', *Iz istorii razvitiâ neftânoj i gazovoj promyšlennosti, vypusk 18, Veterany, vospominaniâ*, Moskva : ZAO Izdatel'stvo Neftânoe hozâjtvo, 2006, p. 208.

### **Izbasov (Maksim Šafijovič) [1954 - ]**

Né à Sagiz (*oblast'* d'Atyrau, actuel Kazakhstan), Maksim Šafijovič Izbasov effectue ses études à l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lénine Lénine à Almaty, dans le domaine du pétrole. Puis il suivra des cours à l'Ecole supérieure du parti à Almaty également, en 1989-1991. En 1976-1985, il travaille dans l'exploitation *Kul'saryneft'* et y devient ingénieur en chef en 1993. Entre 1993 et 1999, il est ingénieur en chef puis vice-président de *Tengizmunajgaz*, puis chef de l'exploitation *Kul'sarymunajgaz* à partir de 1999.

### **Iskaliev (Nažameden Iskalievič) [1941 - ]**

Nažameden Iskalievič Iskaliev est né dans l'*oblast'* d'Astrahan (actuelle Fédération de Russie). Il est ingénieur agronome, diplômé de l'Institut kazakh d'agriculture. Il travaille comme Premier secrétaire du comité du PC pour l'*oblast'* d'Ural'sk de 1986 à 1991, il prend ensuite la charge de président du conseil des députés de l'*oblast'* d'Ural'sk de 1990 à 1992, puis celle de chef de l'administration de l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest jusqu'en 1993.

### **Kalmurzaev (Sarybaj Sultanovič) [10.06.1949 - ]**

Sarybaj Sultanovič Kalmurzaev est né dans l'*oblast'* de Džambul (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut d'économie et de statistiques de Moscou (1966-1971) et de l'Académie d'économie près le Soviet des ministres de l'URSS (1985-1987). Il travaille en tant que directeur du département des statistiques de l'agriculture au sein de la Direction centrale des statistiques de la RSS du Kazakhstan (1971-1985) puis il en devient le vice-directeur en 1987. Il est vice-président, puis président du *Goskomimušestvo* en 1991-1997. Il dirige l'administration présidentielle en 1997-1998, puis de nouveau entre 1999 et 2002.

### **Kamalov (Naif Gatufovič) [15 octobre 1938 - ]**

Né dans la république de Bachkirie (actuelle Fédération de Russie), Tatar de nationalité, Naif Gatufovič Kamalov est diplômé de l'Institut du pétrole d'Oufa en 1965, ingénieur des mines. Il travaille d'abord dans l'*oblast'* de Tûmen entre 1966 et 1969, chez *Surgutburneft'*. Il dirige la direction des travaux de forage d'Oktâbrsk au sein d'*Aktûbinskneft'* de 1981 à 1986, devient Directeur général d'*Èmbaneft'* (en 1991) et Directeur de la société par action *Aktobemunajgaz* à partir de 1993.



### **Kamalov (Suhan) [1935- ]**

Suhan Kamalov, géologue en chef au ministère de la Géologie de la RSS du Kazakhstan de 1965 à 1972 ; il a été un des découvreurs du gisement de Žanažol.

### **Kapparov (Nurlan) [1970 - ]**

Né à Alma-Ata (actuel Kazakhstan), N. Kapparov est diplômé de l'Institut technologique de cette même ville en 1997. Il étudie ensuite à l'École d'affaires publiques de l'université Harvard *John F. Kennedy School of Government*. Il est nommé président et directeur exécutif principal de *KazTransOjl* de 1997 à 1998 puis de *KazahOjl* en 1998-1999. Il devient ensuite vice-ministre de l'Energie et des Ressources minérales entre 1999 et 2000. En 2000-2001, il est président du Comité du projet Nord Caspien (gisement de Kašagan). En 2001-2003, il est de nouveau en formation à la *John F. Kennedy School of Government*.

### **Karabalin (Uzakbaj Sulejmenovič) [1947 - ]**

Né dans l'*oblast'* de Gur'ev (actuel Kazakhstan), Uzakbaj Sulejmenovič Karabalin est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou, en 1970, il devient notamment professeur à l'Institut du pétrole et du Gaz d'Atyrau, puis vice-directeur du KazNIGRI entre 1974 et 1983, puis responsable de la direction *Prikaspijgeologiâ* du ministère de la Géologie de l'URSS de 1983 à 1990. Il est nommé vice-ministre de l'Industrie pétrolière et gazière en 1994 puis travaille au sein de la société AGIP entre juillet 1995 à novembre 1997. Il occupe le poste de premier vice-président de *KazahOjl* entre novembre 1997 et février 2000 puis celui de président de *KazTransGaz* de février 2000 à janvier 2001. Il préside le conseil d'administration de *KazMunajGaz* de février 2002 à mars 2003.

### **Kartmagambetov (Kenžegali) [1906-1976]**

Kenžegali Kartmagambetov est né dans le *rajon* de Temir (actuel Kazakhstan). Il entreprend en 1929 une formation de six mois pour devenir foreur. Puis il exerce ce métier sur les gisements de Šubarkuduk, de Žaksymaj et de Žaman-Agaš (ou Džaman-Agač). Puis, il travaille comme responsable de la production sur l'exploitation de Šubarkuduk entre 1947 et 1954. Ses cinq fils Kamel, Abdol, Gabdol, Raâ, Askar et son petit fils Ashat ont marché dans ses pas et ont travaillé dans le secteur du pétrole. Il peut être considéré le "fondateur" de l'une des premières dynasties de responsables kazakhs du secteur pétrolier.

### **Kažegeldin (Akežan) [1952 - ]**

Akežan Kažegeldin est né dans l'*oblast'* de Semipalatinsk (actuel Kazakhstan). Diplômé de l'Institut pédagogique de Semipalatinsk N. K. Krupskaa en 1974, puis de l'Institut d'économie d'Alma-Ata en 1985. Il est docteur en économie. Il a été président du comité du *rajkom* de Kirov entre 1985 et 1987. Il a suivi des cours de formation à l'Ecole Supérieure du KGB F. E. Dzerjinski, puis a été membre du KGB pour l'*oblast'* de Semipalatinsk de 1974-1978. Au début de l'indépendance, il occupe des postes de responsabilités au sein du Conseil des entrepreneurs auprès du Président du Kazakhstan puis de l'union des industriels et des entrepreneurs du Kazakhstan. Il est aussi premier vice Premier ministre de décembre 1993 à octobre 1994 puis Premier ministre d'octobre 1994 à octobre 1997, conseiller du Président Nazarbaev en 1998. À partir de décembre 1998, il préside le parti républicain du peuple du Kazakhstan. En 1999, un mandat international est lancé contre lui, suite au dévoilement de ses liens avec l'affaire du « Kazakhgate ». Il est condamné par contumace à dix ans de prison en 2001.

### **Kiinov (Lâzzat Ketebaevič) [1949- ]**

Lâzzat Ketebaevič Kiinov est né dans l'*oblast'* de Mangistau (actuel Kazakhstan). Il obtient son diplôme d'ingénieur des mines (géologie et exploration de champs de pétrole et de gaz), en 1971, de l'Institut polytechnique du Kazakhstan. Il travaille à des postes de responsabilité au sein de *Žetybajneft'*, *Mangyšlakneftehimprom*, *Karanžanbasneft'*, *Komsomol'skneft'*, *Mangyšlakneft'* et *Kaspijskij Truboprovodnyj Konsorcium*. Il est nommé chef de l'*oblast'* de Mangistau de 1993 à 1995, puis vice-ministre de l'Industrie pétrolière et gazière de 1995 à 1997, puis *akim* de l'*oblast'* de Mangistau de 1999 à 2002 et enfin président de *KazMunajGaz* à partir de février 2002.

### **Kuandykov (Baltabek Muhanovič) [1948 - ]**

Baltabek Muhanovič Kuandykov est né dans l'*oblast'* de Gur'ev (actuel Kazakhstan). Diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine, il est géologue, spécialiste de la prospection du pétrole. Il travaille au sein de *Kaznefterazvedka* entre 1979 et 1992. Il est responsable du Comité d'État à la Géologie et à la Conservation du sous-sol en 1991-1992 et président de *KazahstanKaspijŠel'f* de février 1993 à décembre 1995. En 1997-1998, il préside *KazahOjl* puis devient consultant pour *Chevron Overseas Petroleum Inc.*

### **Kunaev (Dinmuhamed Ahmedovič) [12 janvier 1912 – 22 août 1993]**

Né à Vernyj (aujourd'hui Alma-Ata, actuel Kazakhstan), Dinmuhamed Ahmedovič Kunaev est diplômé de l'Institut des métaux non ferreux et de l'or de Moscou en 1936. Il est membre du PCUS à partir de 1939. Il est président de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan de 1952 à 1955. Entre 1942 et 1955, il travaille comme vice-président du Conseil des Commissaires du Peuple de la RSS du Kazakhstan, puis président du Conseil des ministres de la RSS de 1955 à 1960 et de nouveau de 1962 à 1964. Il est Premier secrétaire du PC de la RSS de 1960 à 1962 et de 1964 à 1986. Il sera membre du Politburo du Comité central du PCUS de 1971 à 1987.

### **Krymkulov (Sagyn) [1940 - ]**

Sagyn Krymkulov est né dans l'*oblast'* de Mangyşlak (actuel Kazakhstan). Il est géologue, diplômé de KazPTI V. I. Lenin. Il entre dans l'entreprise Mangyşlakneft' en 1970 et devient président de *MangistauMunajGaz* en 1997.

### **Kurbanmuradov (Elly Agaeviç) [1960 - ]**

Elly Agaeviç Kurbanmuradov est né à Aşhabad (actuel Turkménistan). Il est nommé vice-président du Conseil des ministres, en juin 1997. Il préside également entre 1997 et 1999 le conseil d'administration de la *TurkmenVneşèkonombank*. Il est le directeur de l'Agence pour les investissements étrangers en 1997. À partir de mai 1999, il est en charge de la gestion du secteur des hydrocarbures jusqu'en 2005. Il aurait aussi dirigé le Fonds pour le développement de l'Industrie pétrolière et gazière.

### **Lavrent'ev (Âkov Vasil'eviç) [1890 – 1938 ?]**

Âkov Vasil'eviç Lavrent'ev est né dans l'*oblast'* de Saratov (actuelle Fédération de Russie). Il est envoyé en 1928-1929 aux États-Unis pour y étudier l'industrie pétrolière. À son retour, il dirige le trust *Èmbaneft'* jusqu'en 1936. En janvier 1937, il est nommé chef du tout nouveau trust *Aktûbneft'*, où il travaillera jusqu'à la mi 1938. Il est arrêté par le NKVD le 30 mai 1938.

### **Makarov (Igor') [1962 - ]**

Né à Aşhabad (actuel Turkménistan), Igor' Makarov fait ses études à l'université d'État turkmène entre 1979 et 1983, puis devient professeur à l'université d'État de Kazan entre 1986 et 1989. Igor' Makarov occupe des postes de direction dans diverses structures privées

entre 1989 et 1992 et fonde la société *Itera* en 1992 (ou 1994). Il aurait épousé une fille de Rem Vâhirev<sup>2066</sup>, président de *Gazprom*, en 1992.

### **Marabaev (Nasipkalij) [20 décembre 1937 - ]**

Nasypkalij Marabaev est né à Atyrau et est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1959. Il devient ingénieur en chef du bureau de forage à Prorva. En 1970, il est nommé responsable de la direction des travaux de forage d'Uzen'. À partir de 1980, il travaille en tant que vice-Directeur général de *Mangyşlakneft'*. Il est également secrétaire du comité du PC pour l'oblast' de Mangistau, puis président du comité exécutif du même oblast'. Entre 1990 et 1995, il est premier vice adjoint du chef de l'administration régionale et il occupe le poste de directeur général de *Mangyşlakneft'* et conseiller du président de *KazahOjl*. Ses deux fils Žakyp et Ermek ont également travaillé dans le secteur des hydrocarbures du Kazakhstan.

### **Marabaev (Ermek) [1959 - ]**

Ermek Marabaev est né à Moscou. Il est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1982, date à laquelle il commence sa carrière au sein de *Mangyşlakneft'*. En 1991-1993, il est responsable du département Ecologie et ressources naturelles de l'oblast' de Mangyşlak. En 1995-1999, il est vice-Directeur pour l'exploration et l'exploitation de la société mixte *KuatAmlonMunaj*, puis il devient premier vice-Président pour l'exploitation minière, l'exploration et le développement au sein de *Hurricane Kumkol' Munaj*.

### **Marabaev (Žakyp) [1962 - ]**

Žakyp Marabaev est né à Gur'ev (actuel Kazakhstan) et est diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou (1984). Il travaille dans l'entreprise *Komsomol'skneft'* entre 1984 et 1986. Puis il est promu directeur du service commercial du ministère des relations extérieures de la RSS du Kazakhstan en 1990-1991. Il devient vice-président de *KazahstanKaspijŞel'f* entre 1993 et 1995. Il poursuit sa carrière au sein de *KazahOjl* comme vice-président en 1998-1999, puis comme vice-président pour la production chez *KazTransOjl* et vice-président pour les projets gaziers chez *KazahOjl* à nouveau. En 2001-2002, il devient directeur général adjoint de *Transport nefti i gaza*.

---

<sup>2066</sup>Entretien avec M. Muradov, mai 2008.

### **Meredov (Pajzygel'dy) [1943 - ]**

Pajzygel'dy Meredov est né dans l'*ètrap* de Iolotan du *velaât* de Merv (actuel Turkménistan), au sein de la tribu des Salyr. Il est diplômé de l'Institut polytechnique turkmène en 1964. Il occupe le poste de ministre de l'Agriculture entre 1991 et 1994 et puis de *hâkim* de l'*ètrap* de Gâur jusqu'en 1997. Il est arrêté en 2007, accusé de nombreuses fraudes financières notamment dans des exportations de coton.

### **Mežlauk (Ivan Ivanovič) [1891 – 1938]**

Né à Harkov (actuelle Ukraine), Ivan Ivanovič Mežlauk devient membre du parti communiste en 1918, il est alors commissaire à la Justice et président du tribunal révolutionnaire dans sa ville natale. Diplômé de l'université de Harkov en histoire et droit, il est président de *Turkhlopkom* entre 1923 et 1925, puis président du *Sredaziatskij èkonomičeskij Sovet*, membre du *Sredaziatskij Buro* du Comité central du parti communiste et Premier secrétaire du PC de Turkménie<sup>2067</sup>. Il est le frère de Valerij Mežlauk (1893-1938), cité plus haut.

### **Mirošnikov (Vladimir) [1950 - ]**

Vladimir Mirošnikov est né dans le *kraj* de Krasnodar (actuelle Fédération de Russie). Il est diplômé de l'Institut polytechnique du Kazakhstan V. I. Lenine. Il effectue plusieurs métiers dans le secteur pétrolier pour devenir ingénieur en chef puis premier adjoint du chef de *Uzen'neft'* de 1987 à 1993. Il occupe alors le poste de premier adjoint au directeur de *Mangyşlakneft'*. En 1997-1998, il préside le conseil d'administration de *MangistauMunajGaz*, puis il devient chef de production au sein de *KazMunajGaz* en 2002.

### **Motaev (Sapaegel'dy) [13.2.1947 - ]**

Sapaegel'dy Motaev est un Yomut du Nord, né dans l'*oblast'* de Daşoguz (actuel Turkménistan). Agronome comme K. Orazov dont il est très proche, il devient en janvier 1991, Premier secrétaire de l'*obkom* du parti de Taşauz, puis responsable du *velaât* de Taşauz en juin-juillet 1992. De juillet 1992 à août 1996, il occupe le poste de vice-président du conseil des Ministres, en charge de l'agriculture. Puis il est *hâkim* de Daşoguz en 1996.

### **Musin (Aslan Espulaevič) [2 janvier 1954- ]**

Aslan Espulaevič Musin est né dans l'*oblast'* d'Aktûbinsk (actuel Kazakhstan). Il a acquis une formation d'économiste à l'Institut d'économie d'Alma-Ata. Il commence sa carrière

---

<sup>2067</sup>Abazov Rafis, *Historical dictionary of Turkmenistan*, op. cit., p. lxx.

dans le département statistique de l'*oblast'* d'Aktûbinsk. Entre 1979 et 1991, il effectue sa carrière au sein du parti et devient secrétaire du parti pour l'*oblast'* d'Aktûbinsk. Il préside le Comité d'État anti-monopole pour cet *oblast'* entre 1991 et 1993. Il devient *akim* de l'*oblast'* d'Aktûbinsk en septembre 1995 puis de l'*oblast'* d'Atyrau d'avril 2002 à septembre 2006.

#### **Nadirov (Nadir Karimovič) [1932- ]**

Nadir Karimovič Nadirov est né en Azerbaïdjan. Il est diplômé de l'Institut pédagogique de Kzyl-Orda en 1953, puis docteur en chimie (1968). Il devient Directeur de l'Institut de la chimie du pétrole et des sels naturels de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan entre 1975 et 1984. Spécialiste émérite du secteur pétrolier de l'URSS et membre de l'Académie de la RSS du Kazakhstan. Il a représenté à plusieurs reprises son pays dans des forums scientifiques internationaux à l'étranger. Ses activités ont contribué à renforcer les liens entre les milieux scientifiques et industriels, et il a participé à la formation du personnel scientifique.

#### **Naušiev (Tanbaj Esenalievič) [février 1946 - ]**

Tanbaj Esenalievič Naušiev est né dans l'*oblast'* du Kazakhstan-Ouest, il est diplômé du *tehnikum* polytechnique de Gur'ev et de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou. Entre 1992 et 1998, il travaille au sein de *Kazahgazprom / Kazahgaz* (à partir de 1993), puis il devient conseiller d'Intergaz Central'naâ Aziâ. Il est nommé vice-président pour la production de *KazTransGaz* en 2000, puis vice-directeur général pour les questions techniques au sein de *Intergaz Central'naâ Aziâ* en 2000-2001 et vice-directeur pour la production de *KazTransGaz* en 2001. Il est nommé directeur exécutif de *KazMunajGaz* en 2002, puis directeur technique de *Intergaz Central'naâ Aziâ*.

#### **Nazarbaev (Nursultan Abiševič) [1940 - ]**

Nursultan Abiševič Nazarbaev est né dans l'*oblast'* d'Alma-Ata (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Ecole technique de Dnieprodzeržinsk (Ukraine) en 1960 et de l'établissement d'enseignement supérieur technique du Combinat métallurgique de Karaganda en 1967. Il suit les cours par correspondance de l'Ecole supérieure du parti du Comité central du PCUS en 1976 et devient Docteur en économie. Il devient aussi secrétaire du Comité central du PC du Kazakhstan entre 1979 et 1984, puis président du conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan en mars 1984 jusqu'en 1989 pour devenir Premier secrétaire du PC de la RSS jusqu'en août 1991. Il préside le Soviet suprême de la RSS du Kazakhstan de février à avril

1990 et est membre du Politburo du Comité central du PCUS. Il est élu premier président du Kazakhstan, en avril 1990 par le Soviet suprême de la RSS, puis réélu, au suffrage universel, avec 98,78% des voix, le 1<sup>er</sup> décembre 1991, soit quinze jours avant l'indépendance du Kazakhstan.

### **Nazarov (Kurbannazar Nurnazarovič)**

Jusqu'en 2001, Kurbannazar Nurnazarovič Nazarov est directeur de l'Institut du pétrole et du gaz du Turkménistan. De janvier 2001 à novembre 2002, il est ministre de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales. À partir de novembre 2002, il est Ambassadeur du Turkménistan aux Émirats Arabes Unis.

### **Nazdžanov (Gočmurad) [1946- ]**

Né dans la région de Balkan (actuel Turkménistan). Diplômé de l'Institut polytechnique turkmène en 1970, Gočmurad Nazdžanov débute sa carrière au sein de *Gidroturkmenneft'*, puis travaille dans la filiale turkmène de VNIIGAZ. Il dirige l'Institut du pétrole et du gaz à partir de 1994. Il est nommé à la tête du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales en juillet 1996, puis en est destitué en 1997.

### **Niazov (Saparmurat Ataevič) [19 février 1940 - 21 décembre 2006]**

Saparmurat Ataevič Niazov est né à Ašgabad (actuel Turkménistan). Son père est tué en 1942, lors de combats dans le Caucase et sa mère disparaît dans le tremblement de terre de 1948 qui détruit une grande partie de la ville d'Ašgabad. Il commence sa carrière professionnelle en 1959 dans le comité territorial turkmène des syndicats des ouvriers et employés des travaux d'exploration en tant qu'instructeur. Puis il entre à l'Institut polytechnique de Leningrad et en sort diplômé en 1967. Il occupe différents postes au sein du Comité central du PC de la RSS de Turkménie entre 1970 et 1980. Il devient alors Premier secrétaire du Comité de la ville d'Ašgabad. En 1984-1985, il travaille comme instructeur au sein du Comité central du PCUS à Moscou. En 1985, il est nommé président du Conseil des ministres de la RSS de Turkménie et élu Premier secrétaire du PC de la république. Il est élu Président du Soviet suprême de la RSS en janvier 1990 et puis premier Président de la RSS en octobre 1990 et enfin président du Turkménistan indépendant, en juin 1992.

### **Odekov (Odek Akčaevič) [1934 - ]**

Odek Akčaevič Odekov est sismologue, auteur de programmes de prospection dans les hydrocarbures, et directeur de *Turkmengeologiâ*. Il devient membre correspondant de l'Académie des sciences de la RSS de Turkménie en géophysique et géologie à partir de 1973<sup>2068</sup>.

### **Orazov (Hodžamuhamed Orazovič) [1948 - ]**

Hodžamuhamed Orazovič Orazov est né dans le *velaât* d'Ahal (actuel Turkménistan). Il est diplômé de l'Institut d'État turkmène. Il travaille au sein du Gosstab entre 1970 et 1973 ; il est vice président du Gosstab du Turkménistan en 1993-1994, puis vice-ministre du Commerce et des Ressources et vice-président de la Bourse de marchandises et de matières premières en 1994-1995. Il devient ministre d'Etat et président de *Turkmenrosgaz* en avril 1996.

### **Orazov (Hudajberdy Artykovič) [1951 - ]**

Hudajberdy Artykovič Orazov est né d'un père turkmène et d'une mère tatare. Il est diplômé de l'Institut d'Etat turkmène et de l'Académie d'Économie de Moscou. Il fonde la première banque commerciale de la RSS de Turkménie, en 1990, puis la *Vnešekonombank Turkmenistana* qu'il dirige en 1992-1993. Il devient vice Premier ministre du Turkménistan en 1999, jusqu'en 2000. Il travaille à la Banque mondiale entre 1992 et 2000 ainsi qu'à la BERD entre 1993 et 2000 et au FMI entre 1997 et 2000. Il s'exile à la mi 2001 suite à des accusations de détournements de dizaines de millions de dollars.

### **Orazov (Kurban Muradovič) [1941 - ]**

Kurban Muradovič Orazov, né dans la RSS d'Ouzbékistan, est membre de la tribu des Teke de Merv. Agronome de formation, il a occupé de nombreux postes de kolkhozes dans la RSS de Turkménie. Il est par ailleurs, très proche de S. Niazov. Il devient Premier secrétaire de l'*obkom* de Merv en 1988 à 1991, puis *hâkim* du *velaât* de Merv en 1992.

---

<sup>2068</sup>Atamamedov N. V., *Turkmenskaâ sovetskaâ socialističeskaâ respublika*, op. cit., p. 520-521.



### **Oržanov (Kapan) [1889-1985]**

Kapan Oržanov est né à Rakuša dans l'*oblast'* d'Atyrau (actuel Kazakhstan). Son père Oržan avait travaillé sur des gisements des frères Nobel<sup>2069</sup>. Il commence à travailler dans le secteur en recherchant des gisements dans la steppe péricaspienne, tout en conservant son activité d'éleveur de troupeaux. Parmi ses trois fils Abugali, Tabyn et Salimgerej, deux d'entre eux effectueront leur carrière dans le pétrole.

### **Oržanov (Tabyn) [1929 - ]**

Tabyn Oržanov est né à Dossor (*oblast'* de Gur'ev, actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou en 1952 et commence à travailler sur les exploitations de Karaton et de Bajčunas. En 1958, il est promu ingénieur en chef dans celles de Dossor et de Karaton. En 1964, il travaille à *Èmbaneft'*, puis à *Žetybajneft'*. En 1984, il est responsable adjoint pour la production à *Mangyšlakneft'*. En 1992, il travaille chez *Tengizneftegaz* et achève sa carrière chez *Ûžnefteprovod*, en 2002. Parmi ses quatre enfants, trois ont poursuivi la carrière de leurs père et grand-père. Il s'agit de Sabiržan, directeur de Tûb-Karatan, Esezhan, directeur de *KazPetroMaš* et de Kulajsa qui travaille chez *Schlumberger*.

### **Otčercov (Valerij) [1945 - ]**

Né dans l'*oblast'* d'Irkoutsk (actuelle Fédération de Russie), il est diplômé de l'Institut de mécanique d'Iževsk en 1969. Entre 1969-1978, Valerij Otčercov occupe la fonction de secrétaire du comité du Komsomol pour l'usine de moteurs d'Iževsk, puis il devient Premier secrétaire du Comité du Komsomol de la ville d'Iževsk, et deuxième secrétaire du Komsomol de la RSS de Turkménie. Entre 1978 et 1986, il est deuxième secrétaire du comité du parti pour la ville d'Ašhabad et en 1989 (ou en 1990, selon les sources), il travaille comme vice-président du Soviet suprême de la RSS de Turkménie. Il est vice-président du Cabinet des ministres du Turkménistan (et simultanément ministre de l'Économie et des Finances, selon certaines sources) de juin 1992 à août 1996. Relevé de ces fonctions, il devient premier vice-président du groupe *Itera* à partir de 1997. Il est aussi conseiller du Président turkmène pour les questions économiques, premier vice-président du groupe *Itera* à partir de 1997 et président d'*Itera holding* à partir de 1999.

---

<sup>2069</sup>Neft' molodaâ, 24 novembre 2009, [http://old.mangystau.gov.kz/data.php?page=60&n\\_id=3370&l=ru](http://old.mangystau.gov.kz/data.php?page=60&n_id=3370&l=ru).

### **Petrakov (Nikolaj Âkovlevič) [1937 - ]**

Nikolaj Petrakov est né à Moscou. Il est diplômé de l'Université d'État de Moscou Lomonosov en 1959 et travaille jusqu'en 1990 au sein de l'Institut central d'Economie et de Mathématiques (*Central'nyj Èkonomiko-matematičeskoj Institut*) de l'Académie des sciences de l'URSS. Il est membre de la rédaction des revues *Voprosy èkonomiki* et *Èkonomiko-matematičeskie metody*. En 1992, il entre au directoire de l'Union russe des industriels et entrepreneurs. Puis il préside le Conseil de l'*Investsberbank* à partir de 1996. Il est député de l'URSS en 1989 et 1991.

### **Puhanov (Redžepmamet) [1951 - ]**

Redžepmamet Puhanov est né dans le rajon de Krasnovodsk (actuel Turkménistan). Il est diplômé de l'Institut d'agriculture turkmène en 1972. Il préside le comité exécutif du parti pour le *rajon* de Gasan-Kuli de 1983 à 1985. Il devient *hakim* du *velaât* de Balkan en 1992, puis est nommé immédiatement après vice-président du cabinet des ministres du Turkménistan jusqu'en 1996.

### **Ryskulov (Turar) [1894 - 1938]**

Turar Ryskulov préside le Comité central exécutif de la république autonome du Turkestan en 1920, puis devient vice Commissaire aux Nationalités de la RSFSR en 1921-1922, puis vice-président du Conseil des Commissaires du peuple de la RSFSR entre 1926 et 1937.

### **Sagingaliev (Bulekbaj S.) [1927-2009]**

Bulekbaj S. Sagingaliev a commencé sa carrière dans le pétrole en 1951 et a exercé son métier d'ingénieur en chef dans plusieurs entreprises pétrolières de la RSS du Kazakhstan. Il a été directeur d'*Èmbaneft'* entre 1971 et 1981.

### **Salihov (Mendeš) [1947 - ]**

Mendeš Salihov est né dans l'*oblast'* d'Atyrau (actuel Kazakhstan). Formé à l'Institut de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou, puis à l'Institut polytechnique d'Almaty et enfin à l'Institut de Technologie du Massachusetts (1992-1994). Il occupe divers postes dans la direction *Prorvaneft'* puis devient secrétaire des comités du parti de *Uzen'neft'* puis de *Mangyšlakneft'*, le second secrétaire du comité du parti pour la ville de Ševčenko, puis le secrétaire du comité du parti pour l'*oblast'* de Mangistau et le vice-chef de l'administration de

ce même *oblast'*. Il préside *MangistauMunajGaz* (1995-1997), puis est entrepreneur à son compte à partir de 1997.

### **Šaâhmetov (Beimbet Šajsutanovič) [1969- ]**

Beimbet Šajsutanovič Šaâhmetov est né dans la ville de Kostanaj (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine en informatique. Puis il suit une formation MBA à l'Université Rutgers (New Jersey, États-Unis) et commence à travailler en 1996 au Comité d'État pour les investissements. Entre 1998 et 2000, il dirige le département pour les investissements de *KazahOjl*. Puis entre 2000 et 2002, il est premier vice-président de *Uzen'munajgaz*.

### **Šanenov (Keltir) [1950 - ]**

Keltir Šanenov est né dans l'*oblast'* de Gur'ev (actuel Kazakhstan), il est formé à l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine et à l'Institut du pétrole et de la chimie d'Azerbaïdjan M. Azizbekov. Il fait une partie de sa carrière à l'époque soviétique au sein de *Kazneftegazrazvedka* (1972-1984).

### **Sariev (Kanatkali S.) [1900 - 1986]**

Kanatkali S. Sariev est né dans le *rajon* d'Uil (actuel Kazakhstan). Il travaille comme ouvrier agricole jusqu'en 1922, puis comme terrassier sur le gisement de Dossor à partir de 1923. Entre 1928 et 1932, il est aide-foreur sur l'exploitation de Makat. La direction du trust *Èmbaneft'* le remarque et l'envoie étudier à l'académie Kirov de l'industrie pétrolière de Transcaucasie de 1933 à 1936. Il travaille sur les gisements de Bakou. Il rentre ensuite dans la RSS afin de travailler pour *Èmbaneft'* et il dirige *Šubarkuduk* de 1936 à 1945. Le trust *Aktûbneft'* décide de l'envoyer se former à Moscou entre avril-juin 1941 à l'école des dirigeants du Commissariat du peuple du pétrole de l'URSS. Il rentre travailler sur le gisement de Šubarkuduk. Sur décision du comité du *rajon* de Temir du PC, il est nommé directeur du gisement de Žaksymaj où il restera jusqu'en 1950. Au cours des années, 1951-1957, il dirige des groupes de prospection. En 1955, il va se perfectionner un an à Moscou dans une formation du ministère de l'Industrie pétrolière. Il prend sa retraite en 1957 mais poursuit des travaux de prospection à Kenkiâk et au sein du trust *Aktûbnefterazvedka*<sup>2070</sup>.

---

<sup>2070</sup>Bajdosov Z. B., Sejtpagambetov Ž. S., Sultangalieva G. S., Nuržanov R. N., *Aktûbinskaâ neft' : istoriâ i sovremennost'*, op. cit., p. 129-131.

### **Sardžaev (Batyr) [1945 - ]**

Ses aïeux étaient originaires Kizyl-Arvat, (actuel Serdar dans la région de Balkan) et se sont installés à Tašauz (actuel Turkménistan) où est né Batyr Sardžaev. Il est diplômé de l'Institut d'Agriculture en 1973. En 1980-1986, il est vice responsable du département transport et communications de la Direction des affaires du Conseil des ministres de la RSS de Turkménie. À partir de juin 1993, il est vice-président du Cabinet des ministres. Proche de S. Niazov, il est ministre du Gaz et du Pétrole d'avril 1997 à mai 1998 puis dirige le secteur des hydrocarbures de mai 1998 à mai 1999, en étant Vice-président du cabinet des ministres. Il est arrêté en août 2002.

### **Satpaev (Kanyš Imantaevič) [1899-1964]**

Kanyš Imantaevič Satpaev est né dans l'actuel *oblast'* de Pavlodar (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut technologique de Tomsk en 1926. Il travaille dans le trust *Atbasar* (métaux non ferreux). À partir de 1929, au sein du trust Karsakpay il mène des recherches sur le gisement de cuivre de Džezkazgan, en tant que géologue en chef. Il est nommé directeur de l'Institut des sciences de la géologie, au sein de la filiale kazakhe de l'Académie des sciences de l'URSS, en 1941. Il est le premier Kazakh à accéder, en 1942, au poste de Président du Présidium de la filiale kazakhe de l'Académie des sciences de l'URSS, avant de devenir président de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan de 1946 à 1952 puis de 1955 à sa mort.

### **Sedin (Ivan Korneevič) [1906 - 1972]**

Ivan Korneevič Sedin entre à l'Institut des techniques de chimie D. I. Mendeleev en 1932 et devient chef d'atelier dans l'usine agro-alimentaire D. I. Mendeleev. En mars 1938, il devient deuxième secrétaire de l'*obkom* de Tambov, puis Premier secrétaire en juin de la même année<sup>2071</sup>.

### **Sejtpagambetov (Ženis S.) [9.09.1945 - ]**

Ženis S. Sejtpagambetov est né dans le rajon de Bajganin (*oblast'* d'Aktûbinsk, actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine et il travaille sur l'exploitation de Kenkiâk à partir de 1970. Il devient ingénieur en chef de l'exploitation de

---

<sup>2071</sup>Igolkin Aleksandr Alekseevič, *Sovetskaâ neftânaâ politika v 1940-m - 1950-m godah*, op. cit., p. 226.

Kenkiâk à partir de 1978 et la dirige de nouveau quelques années plus tard. Il occupait le poste de premier vice-directeur de la société *Aktobemunajgaz* en 2000.

### **Semenovič (Vladimir Vladimirovič) [1920 - ]**

Né dans la *guberniâ* de Tver' (actuelle Fédération de Russie), Vladimir V. Semenovič est formé à l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou à partir de 1939. Il travaille en tant que géologue à Čeleken en 1944-1945, au sein du trust *Turkmennefterazvedka* (1949-1955), puis de *Čelekenneft'* (1955-1958), puis au sein de la Direction de la Géologie et de la Protection du sous-sol auprès du Conseil des ministres de la RSS de Turkménie (1958-1962). Il devient président du Comité d'État du Conseil des ministres pour la coordination des travaux scientifiques (1962-1963), vice-directeur de la Direction principale de l'Industrie du pétrole et du gaz du *Sredazsovnarhoz* (1963-1965), et enfin responsable de la Direction du Pétrole et de Gaz au ministère de la Géologie de l'URSS (1965-1985).

### **Šihmuradov (Boris Orazovič) [1949 - ]**

Boris Šihmuradov est né à Ašgabad (actuel Turkménistan), d'un père officier du NKVD. Il est diplômé de l'Université d'État de Moscou Lomonosov, en journalisme, en 1971. Il travaille dans des ambassades soviétiques au Pakistan et en Inde jusqu'en 1992, date à laquelle il devient premier vice-ministre des Affaires Etrangères du Turkménistan. Entre juillet 2000 et mars 2001, il est le représentant spécial du Président sur le statut de la mer Caspienne et pour le règlement de la situation en Afghanistan. Entre mars et novembre 2001, il occupe le poste d'Ambassadeur en Chine et alors qu'il se trouve à Moscou en octobre 2001, il décide de ne pas rentrer au Turkménistan et annonce qu'il passe dans l'opposition. Il est arrêté à Ašgabad et incarcéré à vie en décembre 2002.

### **Škol'nik (Vladimir Sergeevič) [1949- ]**

Vladimir Sergeevič Škol'nik est né dans l'*oblast'* de Moscou et est diplômé de l'Institut de génie physique de Moscou. Il a été nommé auparavant directeur général de l'Agence de l'énergie atomique de la République du Kazakhstan, ministre des Sciences et des Nouvelles Technologies, ministre de la Science et président de l'Académie des Sciences, ministre de la Science et de l'Enseignement supérieur de la République.

### **Smankulov (Askar) [9 janvier 1964 - ]**

Askar Smankulov est né à Alma-Ata (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine en 1987. Il devient vice-président de *KazTransOjl* en septembre 1997, puis directeur général de la même entreprise en 2002.

### **Suûnov (Nazar) [1936 - ]**

Nazar Suûnov est un Yomut, né à Nebit-Dag (actuel Turkménistan). Il est formé à l'Institut du pétrole et de la chimie d'Azerbaïdjan et à l'Institut de gestion du Comité d'État pour les sciences et techniques de l'URSS (Moscou). Sa carrière de pétrolier commence à *Turkmenneft'* puis il évolue au sein du Comité d'État pour la géologie. En 1965-1967, il travaille comme premier vice-président du Comité d'État pour la Géologie du Turkménistan. Il devient Directeur de *Turkmengeologiâ* en 1987. En 1990, il occupe le poste de Vice Premier ministre, qu'il cumule ensuite avec celui de ministre du Pétrole et de Gaz. Il démissionne en 1994 et quitte le Turkménistan en 1995.

N. Suûnov revendique la paternité de plusieurs projets et rapports concernant la question de l'évacuation des hydrocarbures du Turkménistan et sa thèse intitulée « La stratégie d'exploration géologiques des hydrocarbures sur le long terme dans un environnement d'économie de marché » a été à l'origine d'un programme de développement de l'industrie pétrolière et gazière du Turkménistan.

### **Tačnazarov (Gujčnazar) [1951 (ou 1959) - ]**

Gujčnazar Tačnazarov est né à Kizyl-Arvat (actuel Serdar, région de Balkan, Turkménistan). Il est diplômé de l'Institut polytechnique turkmène et de l'Institut d'Économie Plehanov de Moscou. Il débute sa carrière professionnelle comme ajusteur dans une usine de wagons à Kizyl-Arvat. À partir de 1974, il travaille au sein de l'union *Turkmengazprom* où il gravit tous les échelons de depuis le poste d'opérateur dans la production de gaz jusqu'à celui d'ingénieur en chef puis de Directeur général adjoint de l'union *Šatlykgazdobyča*. Il est Directeur général de l'union de production *Maryneftegazodobyča* de 1994 à 1996<sup>2072</sup>. En 1996, il est nommé ministre et président du *koncern Turkmengaz*.

---

<sup>2072</sup> Farnsworth Gwen, *Encyclopedia of Caspian oil and gas sector*, op. cit., p. 45.

### **Tasmagambetov (Imangali Nurgalievič) [1956- ]**

Imangali Nurgalievič Tasmagambetov est né dans l'*oblast'* de Gur'ev (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Institut pédagogique d'Ural A. S. Pouchkine en 1979. Il devient Premier secrétaire du Comité central de l'Union de la jeunesse du Kazakhstan (de décembre 1989 à septembre 1991), puis président du Comité d'État à la jeunesse du Kazakhstan d'août 1991 à août 1993. Il est docteur en sciences politiques en 1998. Il est nommé vice Premier ministre en mars 1995 jusqu'à octobre 1997, puis *akim* de l'*oblast'* d'Atyrau de février 1999 à décembre 2000 puis Premier ministre à partir de janvier 2002.

### **Tažin (Marat Muhambetkazievič) [8 avril 1960 - ]**

Marat Muhambetkazievič Tažin est né dans la ville d'Aktûbinsk (actuel Kazakhstan). Économiste de formation (Institut d'Économie d'Alma-Ata), il enseigne et est membre de l'Académie des sciences sociales du Kazakhstan et de Russie. Il devient premier vice responsable du service de politique intérieure de l'administration présidentielle et du Cabinet des ministres en 1992. D'octobre 1994 à octobre 1995, il dirige le centre d'information et d'analyse de l'administration présidentielle. En février 1999, il devient adjoint du président pour la sécurité nationale, puis secrétaire du Conseil de sécurité du Kazakhstan. Il préside le KNB de mai à décembre 2001 et retrouve son poste d'adjoint du président pour la sécurité nationale, puis de secrétaire du Conseil de sécurité du Kazakhstan.

### **Tagiev (Tačberdy) [1955 - ]**

Tačberdy Tagiev est né dans la région de Balkan (actuel Turkménistan). Il est diplômé en 1977 de l'Institut polytechnique de Turkménie dans le domaine du forage et de l'exploitation des gisements pétroliers et gaziers. Il travaille au sein de *Nebit-Dagneft'* puis devient président de la direction *Kamyşlydžaneft'* du *koncern Turkmenneft'* entre 1993 et 1997. En 1997, il est nommé vice-président de *Turkmenneft'* puis premier vice-président. En 2002 il devient ministre de l'Industrie pétrolière et des Ressources minérales.

### **Tašliev (Garâgdy)**

Diplômé de l'Institut polytechnique turkmène (*Turkmenskij politehničeskij institut*) en 1974, Garâgdy Tašliev fera sa carrière au sein de *Turkmenneft'* pour en devenir président en 2005.

### **Terešenko (Sergej) [30 mars 1951 - ]**

Sergej Terešenko est né en Russie de mère kazakhe, et il est kazakhophone. Il a effectué ses études supérieures au Kazakhstan. Il est nommé Premier ministre de la RSS du Kazakhstan en octobre 1991, c'est-à-dire environ trois mois avant la déclaration d'indépendance et restera en poste jusqu'en octobre 1994.

### **Tokarev (Valentin Petrovič et son épouse Nina Ivanova)**

Formé avec son épouse à l'Institut du pétrole de Grozny, ils viennent travailler au Kazakhstan en 1952. Ils commencent leur carrière au sein de *Kaznefteazvedka*. Puis en 1957, Džoldabek Ahmetovič Dosmuhambetov les fait embaucher pour travailler dans la région de Mangyşlak. Ils participeront à la création du nouveau trust *Mangyşlakneftegazazvedka* et à la découverte du gisement d'Uzen'. V. P. Tokarev a travaillé au sein de ce trust jusqu'en 1989. Il collabore ensuite au KazNIGRI puis devient consultant pour la société mixte *KasPolmunaj*, à partir de 2001.

### **Tugel'baev (Sagat Kaşkenovič) [25 février 1948 - ]**

Sagat Kaşkenovič Tugel'baev est Kazakh. Il occupe la fonction de Secrétaire du Comité du Soviet suprême de la RSS du Kazakhstan pour les réformes économiques, le budget et les finances, puis chef de l'administration de la région d'Atyrau de février 1992 à octobre 1994. Il dirige la société *AtyrauNeftemaş*.

### **Tursunov (Saginbek Tokabaevič) [1946 - ]**

Saginbek Tokabaevič Tursunov est né à Karaganda (actuel Kazakhstan). Il est un beau-frère de N. Nazarbaev. S. T. Tursunov est diplômé de l'Institut d'agriculture de Celinograd et l'École du parti d'Almaty. Il est Premier secrétaire du comité du parti pour l'*oblast'* de Taldy-Kurgan entre mai 1990 et septembre 1991, puis chef de l'administration de l'*oblast'* de Taldy-Kurgan entre février 1992 et avril 1993. Il entame ensuite une carrière de diplomate. Puis en octobre 1995, il dirige d'administration présidentielle (jusqu'en juillet 1996, date à laquelle il est nommé ambassadeur en Autriche. En 2002, il est ambassadeur en Hongrie.

### **Utebaev (Safi Utebaevič) [1909 - 2007]**

Safi Utebaevič Utebaev est né dans la région d'Atyrau (actuel Kazakhstan) dans une famille où deux de ses frères aînés travaillent sur l'exploitation de Dossor. Après avoir étudié à



l'école d'apprentissage du trust *Èmbaneft'*, il devient l'un des premiers ingénieurs kazakhs diplômés de l'Institut du pétrole de Bakou, en 1935. À partir de 1936, il travaille comme ingénieur puis chef des exploitations de Makat, Bajčungas, Kul'sary (à l'initiative de N. Bajbakov) et Komsoml'sk d'*Èmbaneft'*. Entre 1945 et 1951 il est Premier secrétaire du *rajkom* de Žylyoj. En 1951, il est nommé directeur de l'union *Kazahstanneft'*. Puis il travaille comme président des *sovnarhoz* d'Atyrau et du Kazakhstan Ouest (1957-1965). Après 1965, il dirige *Kazahstanneft'* et *Mangyšlakneft'*. Au cours des dernières années de sa vie professionnelle (1971-1980), il est vice-directeur de l'Institut scientifique et technique de l'information technique du Gosplan de la RSS du Kazakhstan.

### **Utambaev (Eržan Abdulhairovič) [1955 - ]**

Eržan Utambaev est né à Alma-Ata (actuel Kazakhstan), il est mathématicien de formation et *kandidat* en économie. Il occupe la fonction de premier chef adjoint du Cabinet des ministres d'octobre 1994 à mars 1995, puis de l'appareil du gouvernement jusqu'en 1996.

### **Utesinov (Rahmet) [1928-2011]**

Rahmet Utesinov est Kazakh. Il a participé à l'exploitation des gisements de Žetybaj et d'Uzen' (actuel Kazakhstan) dont il a été un des responsables, au cours des années 1960. Ancien chef d'exploration à Èmba, il est nommé chef de l'exploration d'Uzen' en 1964<sup>2073</sup>. Victime d'un accident de voiture, en octobre 1969, il voit sa carrière stoppée, mais il entreprend alors l'écriture d'articles scientifiques et pratiques dans son domaine.

### **Utesinov (Abdrhan Rahmetovič) [1958 - ]**

Abdrhan Rahmetovič Utesinov est Kazakh. Il est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine en 1980. Il commence sa carrière dans l'entreprise *Mangyšlakneft'*, puis la poursuit au sein de *Ūžneftegaz* (1988-1992), de *Uzen'munajgaz* (1992-1995). Il devient premier vice-président de *Ūžneftegaz* en 1995, et de *Hurricane Kumkol' Munaj* en 1997, et directeur technique de *KazahOjlAktobe* en 1999 jusqu'en 2004.

### **Uzbekgaliev (Halel Žagparovič)**

Originaire de Gur'ev (actuel Kazakhstan) et diplômé de l'Institut Gubkin du pétrole de Moscou, Halel Žagparovič Uzbekgaliev est devenu un des pionniers de l'exploitation de la

---

<sup>2073</sup> Šalahmetov Gadil'bek, V pustyne každyj na vidu, op. cit.

région de Mangyşlak. Et il a participé à de nombreuses découvertes de gisements comme Uzen', Žetybaj, Tenge, Karaşanbas, Severnye Buzači et Kalamkas. Il est vice-ministre de la Géologie de la RSS du Kazakhstan entre 1978 et 1987.

### **Žakiânov (Galymşan Badylşanovič) [1963 - ]**

Né dans l'*oblast'* de Semipalatinsk (actuel Kazakhstan) où son père a été directeur de kolkhozes et de sovkhoses. Galymşan Badylşanovič Žakiânov est diplômé de l'Ecole Supérieure Technique Bauman de Moscou, en tant qu'ingénieur mécanicien, en 1986. Il est secrétaire du Comité des komsomols de l'usine de constructions mécaniques de Semipalatinsk, à partir de 1989. Il est nommé chef de l'administration (puis *akim*) de l'*oblast'* de Semipalatinsk en juin 1994. De mars à novembre 1997, il préside l'Agence pour le contrôle des ressources stratégiques. En 1997, il est nommé *akim* de l'*oblast'* de Pavlodar. Il est destitué de cette fonction en novembre 2001 à la demande du Premier ministre K. Tokaev. Puis il fonde, avec d'autres, le mouvement Choix démocratique du Kazakhstan. Il est condamné le 2 août 2002 par le tribunal de la ville de Pavlodar à sept ans de prison, pour abus de pouvoir, qui auraient causé des dommages à l'Etat pour un montant de deux millions de tenge.

### **Žandosov (Oraz Alievič) [26 octobre 1962 - ]**

Oraz Alievič Žandosov est né à Alma-Ata (actuel Kazakhstan). Il est diplômé de l'Université d'État de Moscou Lomonosov, en économie. Entre 1992 et 1993, il est notamment président de l'Agence nationale pour les investissements étrangers auprès du ministre de l'Économie et premier vice-ministre de l'Économie. De décembre 1993 à janvier 1996, il est premier vice-président de la Banque nationale du Kazakhstan. Il a appartenu au groupe travaillant à l'introduction du tenge en novembre 1993. De février 1998 à janvier 1999, il est premier vice Premier ministre du Kazakhstan et Président du Comité d'État aux investissements. De janvier à octobre 1999, il est vice Premier ministre et ministre des Finances du Kazakhstan. De novembre 1999 à décembre 2000, il préside le KEGOC (société kazakhstanaise de gestion des réseaux d'électricité). De décembre 2000 à novembre 2001, il occupe les fonctions de vice Premier ministre du Kazakhstan, puis de décembre 2001 à septembre 2002, de Président du Conseil des Associations de Financiers. Il entre au parti Choix démocratique du Kazakhstan (*Demokratičeskij vybor Kazahstana*) en novembre 2001, puis à partir de mars 2002, il co-préside le parti Ak Žol.

### **Žangaziv (Žaksylyk Smagulovič)**

Žaksylyk Žangaziv est Kazakh. Il est diplômé de l'Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine. En 1985, il est ingénieur en chef de la direction Uzen'neft' puis il prend la tête de *Uzen'munajgaz* entre 1994 et 1999. Il est nommé vice-président de la direction des projets de *KazahOjl* en 1999-2000 puis président d'*Ozenmunajgaz* à partir de janvier 2002.

### **Žukeev Tulegen [1949 - ]**

Tulegen Žukeev est Kazakh. Il est diplômé de l'Institut du pétrole et de chimie d'Azerbaïdjan. Il travaille dans plusieurs entreprises pétrolières de la région de Mangistau (actuel Kazakhstan). Il est considéré comme l'un des pères du projet de Tengiz. Il est l'adjoint d'Erik Asanbaev entre 1988 et 1992. Il est conseiller d'État pour les questions politiques jusqu'en 1994 puis vice Premier ministre et Secrétaire du Conseil de sécurité. À l'automne 1995, il débute une carrière diplomatique comme Ambassadeur en Corée du Sud puis en Iran à partir de 2000 (jusqu'en 2003).

## Cours officiels du dollar en tenge et en manat

### Cours du dollar en tenge

1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
63,95		78,3	119,52	142,13	146,74	153,28

Source : Banque nationale du Kazakhstan, Crosnier Marie-Agnès, La CEI en chiffres 1993-1995, le Courrier des pays de l'Est, la Documentation Française, juillet 1996, n°410, p. 47.

### Cours du dollar en manat

1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
111	3 258 2 400	4 143	4 890	5 200	5 200	5 200	5200

Sources : EIU, Country report April 2007, p.5., <http://perspective.usherbrooke.ca> ; Crosnier Marie-Agnès, La CEI en chiffres 1993-1995, le Courrier des pays de l'Est, la Documentation Française, juillet 1996, n°410, p. 47. ; Nejtra'nyj Turkmenistan.

## Prix du baril en dollars courants et en dollars 2008

	dollars courants	dollars 2008
1972	2,48	12,83
1973	3,29	16,01
1974	11,58	50,78
1975	11,53	46,34
1976	12,80	48,62
1977	13,92	49,65
1978	14,02	46,47
1979	31,61	94,13
1980	36,83	96,62
1981	35,93	85,38
1982	32,97	73,78
1983	29,55	64,08
1984	28,78	58,27
1985	27,56	55,23
1986	14,43	28,25
1987	18,44	34,92
1988	14,92	27,24
1989	18,23	31,63
1990	23,73	39,26
1991	20,00	31,73
1992	19,32	29,74
1993	16,97	25,45
1994	15,82	23,23
1995	17,02	24,29
1996	20,67	28,59
1997	19,09	25,91
1998	12,72	17,32
1999	17,97	23,60
2000	28,50	36,24
2001	24,44	30,14
2002	25,02	30,16

1945-1983 Arabian Light posted at Ras Tanura.

1984-2008 Brent dated.

Source : British Petroleum Company, BP Statistical Review of World Energy : June 2009, BP plc, 2009, p. 16.

## CHRONOLOGIE 1919-2002

### 1919

10 juillet : Lénine signe le décret sur le Comité révolutionnaire pour la direction du *kraj* kirghize (kazakh).

Juillet : prise d'Aşgabad (future RSS de Turkménie) par les Bolcheviks.

13 septembre : reprise d'Orenbourg par l'Armée rouge.

### 1920

Création de la République Socialiste Soviétique Autonome de Kirghizie qui regroupe les provinces de Turgaj, Uralsk, Akmola (Tselinograd) et Semipalatinsk.

Création à Moscou de la Direction des exploitations pétrolières de la région Ural-Èmba.

13 janvier : décret de Lénine sur le transport du pétrole d'Èmba.

Début mars : première conférence du parti pour le *rajon* Ural-Èmba.

17 mars : décret pour la construction de l'oléoduc Èmba-Saratov (« Algemba »).

23 mars : le Sovnarkom crée la Commission d'État pour l'électrification de la Russie (GOËLRO).

Mai : création de la Direction des exploitations pétrolières du *rajon* d'Ural-Èmba (territoire de l'actuel Kazakhstan).

26 août : première délimitation administrative par décret signé de Lénine et Kalinine, instaurant la République Soviétique Socialiste Autonome kirghize (RSSA kazakhe) avec pour capitale Orenbourg.

12 octobre : S. Mendeşev est élu Président du Comité central exécutif de la RSSA kirghize (RSSA kazakhe).

### 1921

Début d'une grande famine qui dure jusqu'en 1922 dans tout le territoire actuel du Kazakhstan.

Février-mars : soulèvement paysan d'Işim-Petropavlovskoe (Nord du territoire actuel du Kazakhstan) dû aux prélèvements de denrées alimentaires.

8-16 mars : le X<sup>ème</sup> Congrès du Parti de Russie substitue la NEP au communisme de guerre.

7 avril : le *zakaspijskij oblast* est renommé Turkménie par un décret de la république soviétique autonome du Turkestan.

Décembre : Congrès panrusse des employés du secteur pétrolier auquel participent deux Kazakhs.

### 1922

La direction des exploitations pétrolières de la région Ural-Èmba est transformée en « trust » « Èmbaneft' » (RSSA kazakhe).

### 1924

Ivan I. Mežlauk devient Premier secrétaire du PC de Turkménie.

22 septembre : première conférence du parti du *rajon* de Dossor (RSSA kazakhe).

27 octobre : création de la république socialiste soviétique de Turkménie.

### 1925

Création du trust *Turkmenneft'*.

Février : formation du gouvernement de K. Atabaev dans la république socialiste soviétique de Turkménie.

Avril : la république soviétique autonome des Kirghizes est dénommée république socialiste soviétique autonome kazakhe (capitale Kzyl-Ordal)

Mai-juin : début de la construction de la ligne de chemin de fer Gur'ev-Dossor (RSSA kazakhe).

Septembre : F. I. Gološëkin devient Premier secrétaire du PC de la RSSA kazakhe.  
1<sup>er</sup> octobre : remise en exploitation du gisement de Makat (il ne l'était plus depuis 1918) (RSSA kazakhe).

### **1926**

Chajrmardan N. Ibragimov devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.  
Création, par le gouvernement soviétique, de la Commission pour l'évaluation des ressources pétrolières de Nebit-Dag (RSS de Turkménie).  
19 décembre : la ligne de chemin de fer Gur'ev-Dossor (93 km) est achevée (RSSA kazakhe).

### **1927**

Nikolaj A. Paskuckij devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.  
19 ouvriers formés pour l'industrie pétrolière constituent la première promotion de l'école de Dossor (RSSA kazakhe).  
2-19 décembre : le XV<sup>ème</sup> Congrès du parti de l'URSS adopte le principe d'une priorité à l'industrie lourde.

### **1928**

Grigorij N. Aronštam devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.  
17 janvier : L. Trotsky exilé à Alma-Ata (RSSA kazakhe).  
1<sup>er</sup> octobre : début officiel de premier plan quinquennal (1928-1932).  
Novembre : élaboration du premier plan quinquennal de la RSS de Turkménie au cours de la IV<sup>ème</sup> session du Comité central exécutif de la RSS de Turkménie.

### **1929**

Alma-Ata devient la capitale de la RSSA kazakhe.  
Août : décret du VSNKh transférant la direction du trust *Embaneft'* de Moscou à Gur'ev (RSSA kazakhe).

### **1930**

Âkov A. Popok devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.  
Ouverture du Tehnikum du pétrole à Gur'ev (RSSA kazakhe).  
Création du Gosplan de la RSS de Turkménie.  
2 septembre : loi abolissant les rémunérations pour les terres dont les matières premières seront exploitées en URSS.

### **1931**

Découverte des gisements de Šubarkuduk, Sagiz et Žaksymaj (RSSA kazakhe).  
15-17 novembre : première conférence de l'organisation du parti pour le rajon de Ural-Èmba Dossor (RSSA kazakhe).

### **1932**

Découverte du gisement de Iskine (RSSA kazakhe).  
Lancement de la construction du tube Kaspij-Orsk (RSSA kazakhe).  
5 janvier : démembrement du Conseil supérieur de l'économie nationale (VSNKh). En sont issus trois commissariats dont celui à l'industrie lourde.

### **1933**

Début du deuxième plan quinquennal (1933-1937).  
Début de l'exploitation du gisement de Nebit-Dag (RSS de Turkménie).  
Février : L. I. Mirzoân devient Premier secrétaire du PC de la RSSA kazakhe  
19 avril : création de l'organisation du parti pour l'*okrug* de Gur'ev (RSSA kazakhe).  
16 décembre : première conférence de l'organisation du parti pour l'*okrug* de Gur'ev (RSSA kazakhe).

### **1934**

Début de la production du gisement de Iskine (RSSA kazakhe).

### **1935**

23 septembre : début de la production du gisement de Kosčagyl (RSSA kazakhe).

Octobre : achèvement de la construction de l'oléoduc Kaspj-Orsk, reliant Èmba aux distilleries d'Orsk (RSSA kazakhe).

### **1936**

5 décembre : la république socialiste soviétique autonome kazakhe acquiert le statut de République Socialiste Soviétique (RSS du Kazakhstan).

### **1937**

Découverte du champ de Kul'sary (RSS du Kazakhstan).

Anna Muhamedova devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie. Lui succède, la même année, Âkov A. Čubin.

Début de la production des gisements de Šubarkuduk et de Žaksymaj (RSS du Kazakhstan).

24 février-6 mars : adoption de la nouvelle Constitution de la RSS de Turkménie par le VI<sup>ème</sup> Congrès extraordinaire des soviets de la RSS.

### **1938**

1<sup>er</sup> janvier : début officiel du 3<sup>ème</sup> plan quinquennal.

3-14 juillet : II<sup>ème</sup> congrès du PC de la RSS du Kazakhstan. N. A. Skvorcov devient Premier secrétaire du PC de la RSS.

### **1939**

Mihajl M. Fonin devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.

Début de l'exploitation du champ le plus important de la région d'Èmba, Kul'sary et de Sagiz. (RSS du Kazakhstan).

Octobre : création du Commissariat du peuple à l'industrie pétrolière de l'URSS.

### **1940**

10-18 mars : III<sup>ème</sup> congrès du PC de la RSS du Kazakhstan.

14 octobre : décret du Conseil des commissaires de l'URSS et du Comité central du parti pour l'« Augmentation de la production et du raffinage du pétrole de la RSS de Turkménie ».

### **1941**

Découverte du gisement de Bekbike (RSS du Kazakhstan).

22 juin : entrée des troupes de l'armée allemande sur le territoire de l'URSS.

Septembre : découverte du gisement de Žoldybaj (RSS du Kazakhstan).

Novembre : découverte du gisement de Narmondanak (rebaptisé Komsomol'sk) (RSS du Kazakhstan).

### **1942**

Découverte du gisement d'Altykol' (RSS du Kazakhstan).

22 septembre : le Comité d'État à la Défense décrète que les comités centraux du PC des RSS du Kazakhstan, de Turkménie, d'Ouzbékistan, de la république de Bachkirie et de la région de la Volga ont pour tâche de veiller à l'augmentation de la production de pétrole.

22 décembre : début de la production du gisement de Komsomol'sk (RSS du Kazakhstan).

### **1943**

Evacuation de la raffinerie de Tuapsé (port de la mer Noire) à Krasnovodsk (RSS de Turkménie).

Début de la construction de raffinerie d'Atyrau (RSS du Kazakhstan).

### **1944**

Découverte des gisements de Koškar et Tentâk-Sor (mis en exploitation respectivement en septembre 1944 et septembre 1945) (RSS du Kazakhstan).

### **1945**

Création de l'union de production *Kazahstanneft'* (RSS du Kazakhstan).

Juillet : G. A. Borkov devient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.

Septembre : début de la production de la raffinerie d'Atyrau (RSS du Kazakhstan).

### **1946**

18 mars : adoption du 4<sup>ème</sup> plan quinquennal (1946-1950) dont l'objectif est de dépasser les niveaux de production atteints avant-guerre.



Juin : Ž. Šaâhmetov devient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.  
Adoption du plan quinquennal de la RSS de Turkménie pour 1946-1950 par le soviet suprême de la RSS.

#### **1947**

Šadža B. Batyrov devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.  
Découverte du gisement de Munajly (RSS du Kazakhstan).

#### **1948**

Découverte du gisement de Kum-Dag/ (RSS de Turkménie).  
Découverte du gisement de Karaton (RSS du Kazakhstan).  
Octobre : tremblement de terre qui détruit Ašgabad, les *rajon* d'Ašgabad et de Geok-Tepe (RSS de Turkménie).  
9 octobre : décret du Conseil des ministres de l'URSS sur le développement de l'industrie pétrolière de la RSS de Turkménie.

#### **1949**

Session de l'Académie des sciences du Kazakhstan à Gur'ev sous la présidence de K. I. Satpaev (RSS du Kazakhstan).  
Lancement de l'exploitation du gisement de Kum-Dag (RSS de Turkménie).

#### **1951**

Suhan B. Babaev devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.

#### **1952**

Découverte du gisement gazier de Kizyl-Kum (RSS de Turkménie).  
5-14 octobre : réunion du XIX<sup>ème</sup> congrès du PCUS qui approuve le 5<sup>ème</sup> plan quinquennal (1951-1955).

#### **1953**

Découverte du gisement pétrolier de Dagadžik (RSS de Turkménie).  
13 septembre : N. Khrouchtchev devient Premier secrétaire du PCUS.

#### **1954**

P. K. Ponomarenko devient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.  
Février : Début de la campagne de mise en valeur des terres vierges dans la RSS du Kazakhstan.

#### **1955**

Découverte du gisement d'Aligul (RSS de Turkménie).  
Décembre : découverte du gisement de Teren'-Uzâk (RSS du Kazakhstan).

#### **1956**

Création du ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan.  
Décret du CC du PCUS et du conseil des ministres de l'URSS sur l'« accroissement des travaux de prospection géologique dans la partie occidentale de l'Asie moyenne.  
6 mars : Ivan Dmitrievič Âkovlev devient Premier secrétaire de RSS du Kazakhstan.  
Décembre : découverte du gisement de Kotur-Depe (RSS de Turkménie).  
14-25 février : XX<sup>ème</sup> congrès du PCUS. Adoption des orientations fondamentales du 6<sup>ème</sup> plan quinquennal, dont la priorité au développement de l'industrie pétrolière et gazière.

#### **1957**

L'URSS devient le troisième exportateur mondial de pétrole.  
N. I. Belâev devient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.  
Février : décentralisation de la gestion des entreprises : les grands ministères industriels laissent la place à des *sovnarhoz* qui gèreront sur une base régionale.  
8 mars : création du trust Mangyşlakneftegazrazvedka à Fort-Ševčenko.

#### **1958**

Džuma D. Karaev devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.  
Découverte des gisements de Kamyşlydža et de Okarem (Turkménistan).

Création de la Direction de la géologie pour le Kazakhstan occidental au ministère de la Géologie et de la Conservation du sous-sol de la RSS du Kazakhstan.

### 1959

27 janvier-5 février : XXI<sup>ème</sup> congrès du PCUS. Le 6<sup>ème</sup> plan quinquennal (1956-1960) adopté par le XX<sup>ème</sup> congrès est abandonné et remplacé par un plan septennal (1959-1965) dont l'orientation principale sera le développement de l'industrie chimique et des hydrocarbures.

Avril : début de l'exploitation du gisement de Kotur-Depe (RSS de Turkménie).

Août : découverte du champ pétrolifère de Kenkiâk (RSS du Kazakhstan).

### 1960

Balyš O. Ovezov devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.

Découverte du champ pétrolifère de Mangyşlak (RSS du Kazakhstan).

Découverte du champ pétrolifère de Prorva (RSS du Kazakhstan).

Mise en exploitation du champ pétrolifère de Karsak (*rajon* de Makat, RSS du Kazakhstan).

19 janvier : D. A. Kunaev devient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.

### 1961

Réévaluation du rouble dans un rapport de 1 pour 10 (400 roubles d'avant 1961 deviennent 40 roubles).

5 juillet : découverte du gisement de pétrole de Žetybaj (RSS du Kazakhstan).

15 décembre : découverte du gisement d'Uzen' (RSS du Kazakhstan).

### 1962

Découverte du gisement de Barsa-Gel'mes (RSS de Turkménie).

19 janvier : I. Ū. Ūsupov devient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.

### 1963

5 février : création du *sovnarhoz* économique d'Asie centrale (*Sredneaziatskij èkonomičeskij sovnarhoz*) par décret du Présidium du soviet suprême de l'URSS.

Avril : début de la production du gisement de Prorva (région d'Èmba) (RSS du Kazakhstan).

### 1964

Découverte du gisement de Majskoe (RSS de Turkménie).

Achèvement de la ligne de chemin de fer Atyrau-Aktau (RSS du Kazakhstan).

D. A. Kunaev redevient Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan.

29 juin : achèvement de la ligne de chemin de fer Makat-Aktau (RSS du Kazakhstan).

13-14 octobre : démission de N. Khrouchtchev, remplacé au poste de Premier secrétaire du PCUS par L. Brejnev.

Création de Mangyşlakneft' (RSS du Kazakhstan).

Création du trust Mangyşlakneftegazstroj (RSS du Kazakhstan).

22 décembre : annulation du décret du Présidium du soviet suprême de l'URSS, instaurant le *sovnarhoz* d'Asie centrale (*Sredneaziatskij sovnarhoz*).

### 1965

Découverte du gisement de Gugurtli (RSS de Turkménie).

Suppression des *sovnarhoz*.

Début de la production de pétrole du champ de Uzen' (RSS du Kazakhstan).

La proportion de Kazakhs dans la RSS du Kazakhstan tombe à 30%.

Juin : achèvement de la ligne de chemin de fer Aktau-Žetybaj-Uzen' (RSS du Kazakhstan).

### 1966

Début du 8<sup>ème</sup> plan quinquennal (1966-1970).

Février : découverte du gisement de Ačak (Odžak) (RSS de Turkménie).

Création de Žetybajneft' et de la direction «Kenkiâk» (RSS du Kazakhstan).

Début de la production du gisement de pétrole de Kenkiâk (RSS du Kazakhstan).

Août : achèvement de la construction de l'oléoduc Uzen'-Žetybaj-Aktau et mise en service de la ligne à haute tension Aktau-Žetybaj-Uzen' (RSS du Kazakhstan).

Novembre : mise en route du gazoduc Boukhara-Ural.

Décembre : début de la production du gisement de pétrole de Žetybaj (RSS du Kazakhstan).

**1967**

Janvier : achèvement de la construction de la route Uzen'-Žetybaj-Aktau (RSS du Kazakhstan)

Début de la production de pétrole du champ de Kenkiâk<sup>2074</sup> (RSS du Kazakhstan).

1<sup>er</sup> juillet : introduction de nouveaux prix de gros industriels.

Décembre : premiers essais de la production du gisement de Martyšeĭ (RSS du Kazakhstan).

**1968**

Découverte des gisements de Bovridešik et de Šatlyk (RSS de Turkménie).

Construction de la plate-forme de forage Hazar par IHC Holland en mer Caspienne.

**1969**

Muhamednazar G. Gapurov devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.

Essais nucléaires souterraines sur la presqu'île de Mangyšlak (RSS du Kazakhstan).

**1970**

Mise en exploitation des gisements de Gugurtli et de Majskoe (RSS de Turkménie).

**1971**

30 mars - 9 avril : approbation par le XXIV<sup>ème</sup> congrès du PCUS du 9<sup>ème</sup> plan quinquennal (1971-1975).

**1972**

Janvier : début de la production du gisement de Kamyšitovyj (RSS du Kazakhstan).

Mise en exploitation du gisement de Naip (RSS de Turkménie).

**1973**

Mise en exploitation du gisement de Šatlyk (RSS de Turkménie).

Création de l'*oblast'* de Mangyšlak (RSS du Kazakhstan).

**1974**

Découverte du gisement gazier de Dovletabat (RSS de Turkménie).

Découverte du gisement de Karažanbas (RSS du Kazakhstan).

Début de l'exploitation du champ de Bekturly (RSS du Kazakhstan).

**1975**

Découverte du gisement de Severnyj Buzači (RSS du Kazakhstan).

**1976**

Découverte des gisements de Kalamkaset de Žalgyztobe (RSS du Kazakhstan).

Début de l'exploitation du champ gazier de Ūžnyj-Žetybaj (RSS du Kazakhstan).

**1977**

Très forte majoration (33%) du prix de vente du pétrole brut soviétique aux pays du CAEM.

*Uzen'neft'* est transformé en *Uzen'munajgaz* (RSS du Kazakhstan).

**1978**

Découverte du champ de Žanažol (RSS du Kazakhstan).

Septembre : mise en exploitation de la raffinerie de Pavlodar (RSS du Kazakhstan).

**1979**

Découverte des champs de Tengiz, Karačaganak, Karaturyn, Tamdy (gaz) et de Arman (RSS du Kazakhstan).

**1980**

Découverte des champs de Karaturun Morskoj et de Ojmaš (Mangistau, (RSS du Kazakhstan).

**1981**

Mars : création de l'union de production *Aktûbinskneft'* (RSS du Kazakhstan).

**1982**

Découverte du champ de Šynžyr (Mangistau, RSS du Kazakhstan).

---

<sup>2074</sup>Les dates divergent selon les auteurs : cette production débiterait en décembre 1966, selon K. Temirgaliev, en 1968 selon Z. B. Bajdosov.

10 novembre : décès de L. Brejnev.

12 novembre : I. Andropov devient Premier secrétaire du PCUS.

### **1983**

Début de l'exploitation du gisement gazier de Dovletabat (RSS de Turkménie).

### **1984**

9 février : décès du Premier secrétaire du PCUS I. Andropov.

13 février : Konstantin Tchernenko devient Premier secrétaire du PCUS.

Mars : N. Nazarbaev devient Président du Conseil des ministres de la RSS du Kazakhstan.

Découverte des champs de Kumkol', Severno-Zapadnyj Žetybaj et de Severnoe Karagie (Kazakhstan).

Début de la production de pétrole du champ de Žanažol (RSS du Kazakhstan).

Début de la production de gaz du champ de Karačaganak (RSS du Kazakhstan).

### **1985**

Saparmurat A. Niazov devient Premier secrétaire du PC de la RSS de Turkménie.

Début de la construction de la raffinerie de Čimkent (RSS du Kazakhstan).

Découverte des champs de Kamenistoe (pétrole) et de Sarsenabj et Pioner (gaz) (Mangistau, RSS du Kazakhstan).

1<sup>er</sup> janvier : création de l'union de production Kazahgazprom (RSS du Kazakhstan).

10 mars : décès de K. Tchernenko.

11 mars : M. Gorbatchev devient Premier secrétaire du PCUS.

Septembre : Kazahstanneft' est rebaptisé *Ėmbaneft'* (RSS du Kazakhstan).

### **1986**

Découverte du champ de Vostočnyj Narmaul (Mangistau, RSS du Kazakhstan).

13 août : décret sur les relations économiques extérieures de l'URSS.

16 décembre : le plénum du Comité central du PC du Kazakhstan élit G. Kolbin au poste de Premier secrétaire du parti (RSS du Kazakhstan).

17 décembre : début des émeutes dans la RSS du Kazakhstan contre la nomination du russe G. Kolbin à la tête de la république et qui dureront jusqu'au lendemain.

### **1987**

Mise en exploitation de la raffinerie de Čimkent (RSS du Kazakhstan).

Début de l'exploitation du gisement de Burmaš (Mangistau, RSS du Kazakhstan).

Juillet : création du Goskomstat par décret du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS.

### **1988**

Début de l'exploitation des gisements de pétrole de Severnoe Pridorožnoe, Severnyj Karanadybas et de gaz de Žarty, Mahat, Vostočnij Uzen', Ūgo-Vostočnij Uzen' et de Ūgo-Vostočnyj Bekturly (Mangistau, RSS du Kazakhstan).

Janvier : création du ministère des Relations économiques extérieures de l'URSS.

### **1989**

Début de l'exploitation du gisement de Pridorožnoe (RSS du Kazakhstan).

Découverte des champs de gazier de Sartobe, Ajrantakyr, Severnyj Akkar (RSS du Kazakhstan).

1<sup>er</sup> mai : manifestations à Ašgabad (RSS de Turkménie).

9 mai : manifestations à Nebit-Dag (RSS de Turkménie).

16-20 juin : émeutes à Novyj Uzen' (RSS du Kazakhstan).

22 juin : N. Nazarbaev est élu Premier secrétaire du PC de la RSS du Kazakhstan (en remplacement de G. Kolbin).

### **1990**

Découverte des gisements d'Ašyagar et de Vostočno-Žagabulak (RSS du Kazakhstan).

Début de l'exploitation du champ d'Ažambaj (RSS du Kazakhstan).

Avril : loi de l'URSS sur le fondement des relations économiques entre l'Union et les républiques fédérées et autonomes (mise en application le 1er janvier 1991).  
3 avril : adoption par le Soviet suprême de l'URSS de la loi sur les modalités de sécession des républiques.  
24 avril : N. Nazarbaev est élu président du Kazakhstan par le Soviet suprême de la RSS du Kazakhstan.  
23 août : la RSS de Turkménie proclame sa souveraineté.  
27 octobre : élection de S. Niazov au poste de président du Turkménistan au suffrage universel.  
25 octobre : proclamation de la souveraineté de la RSS du Kazakhstan.  
24 novembre : second projet de l'Union restaurant le principe d'un système centralisé.  
7 décembre : la RSS du Kazakhstan adopte une loi sur les investissements étrangers.

## **1991**

L'idée d'un 13<sup>ème</sup> plan quinquennal est définitivement enterrée.  
Début de l'exploitation des gisements d'Ajrantakyr et d'Aşyagar (RSS du Kazakhstan).  
Mars : grève de mineurs à Karaganda (RSS du Kazakhstan).  
17 mars : référendum sur le maintien d'une « Union rénovée ».  
Avril : mise en exploitation du gisement de pétrole de Tengiz (RSS du Kazakhstan).  
12 juillet : création de la société d'État Kazahstanneftegaz (Kazakhstan).  
20 août : N. Nazarbaev dénonce le coup d'Etat en cours depuis le 18 août.  
7 septembre : dissolution du parti communiste de la RSS du Kazakhstan.  
Septembre : lancement de la première étape du programme de privatisation et de désétatisation dans la RSS du Kazakhstan.  
5 octobre : constitution du parti Congrès du peuple du Kazakhstan.  
11 octobre : création par décret du Cabinet des ministres de la RSS du Kazakhstan du consortium Kazahgazprom (RSS du Kazakhstan).  
16 octobre : nomination de S. Tereşenko au poste de Premier ministre (RSS du Kazakhstan).  
27 octobre : proclamation de l'indépendance du Turkménistan.  
Novembre : disparition du Goskomstat.  
Loi sur la dénationalisation, la privatisation et l'activité entrepreneuriale (Turkménistan).  
1<sup>er</sup> décembre : N. Nazarbaev est élu président du Kazakhstan au suffrage universel (98,8% des voix).  
8 décembre : Accord de Belovej sur la fin de l'URSS « en tant que sujet du droit international et en tant que réalité géopolitique ».  
16 décembre : proclamation de l'indépendance du Kazakhstan.  
Le PC du Turkménistan est dissout et donne immédiatement naissance au parti démocratique du Turkménistan (parti du président), enregistré officiellement le 3 mars 1992.  
21 décembre : constitution de la Communauté des États Indépendants à Alma-Ata (Kazakhstan).  
23 décembre : loi sur les concessions dans la république du Kazakhstan.  
25 décembre : le Soviet suprême de l'URSS entérine la disparition de l'URSS et décrète sa propre dissolution.

## **1992**

Création du Fonds républicain de devises (Kazakhstan).  
20 janvier : entrée du Turkménistan à l'OSCE.  
30 janvier : entrée du Kazakhstan à l'OSCE.  
7 février : suppression du ministère de l'Energie et de l'Electrification qui est remplacé par le ministère de l'Energie et des Combustibles (Kazakhstan).  
Mars : décret présidentiel sur le renforcement de la lutte contre le crime organisé et la corruption (Kazakhstan).  
2 mars : le Kazakhstan et le Turkménistan deviennent membres de l'ONU.

10 mars : signature de l'accord « Temir » avec Elf Aquitaine (Kazakhstan).

Mai : publication du programme sur 20 ans « Une stratégie pour l'avenir et le développement du Kazakhstan en tant qu'État souverain ».

18 mai : adoption de la Constitution au Turkménistan.

19 mai ; loi sur les investissements étrangers (Turkménistan).

30 mai : Code sur le sous-sol et la transformation des ressources minérales qui renforce la propriété entière de l'État du sous-sol (Kazakhstan).

Juin : création du Caspian Pipeline Consortium avec la participation de la Russie, du Kazakhstan et d'Oman.

21 juin : nouvelle élection de S. Niazov au poste de président du Turkménistan (99,5% des voix).

1<sup>er</sup> juillet : signature d'un protocole d'intention entre le gouvernement du Kazakhstan et BG Group et ENI pour l'exploitation du champ de Karačaganak (Kazakhstan).

15 juillet : le Kazakhstan devient membre du FMI.

22 septembre :  
le Turkménistan devient membre du FMI.

23 septembre : signature, à Paris, du Traité d'amitié et de coopération entre le Kazakhstan et la France.

Novembre : annonce officielle par le ministre de l'Énergie et des Combustibles Uzakbaj Bekbosynov, du programme à long terme pour le développement du secteur des hydrocarbures (Kazakhstan).

**1993**

Création du ministère du Pétrole et du Gaz (Turkménistan).

28 janvier : adoption d'une nouvelle Constitution (Kazakhstan).

13 février :  
Création de la société *KazahstanKaspijŞelf* (Kazakhstan).

10 mars publication du programme de dénationalisation et de privatisation pour 1993-1995 (Kazakhstan).

6 avril : création d'une société mixte avec KazahOjl et Chevron pour l'exploitation du champ de Tengiz (ukaz présidentiel sur l'activité de la société mixte TengizŞevrOjl) (Kazakhstan).

Octobre : loi sur les concessions (Turkménistan).

1<sup>er</sup> novembre : sortie de la zone rouble et adoption de la monnaie nationale, le manat au Turkménistan.

15 novembre : sortie de la zone rouble et adoption de la monnaie nationale, le tengé au Kazakhstan.

23 novembre : annonce officielle par S. Niazov du programme à long terme pour le développement du secteur des hydrocarbures (Turkménistan).

Décembre : l'union de production *Aktûbinskneft'* devient la société par actions *Aktobemunajgaz* sur décret (Kazakhstan).

Dissolution du Soviet suprême et des soviets locaux et régionaux (Kazakhstan).

**1994**

28 février : création du parti communiste (Kazakhstan).

Mars : élections législatives (Kazakhstan).

10 mai : le Turkménistan rejoint le Partenariat pour la paix.

27 mai : le Kazakhstan rejoint le Partenariat pour la paix.

Juin : séminaire sur les statistiques du commerce extérieur des pays de l'URSS, organisé par la Banque mondiale, le Comité d'État aux statistiques de la Fédération de Russie et le Comité Statistiques de la CEI à Moscou.

13 juin : le ministère de l'Énergie et des Combustibles est divisé en un ministère de l'Industrie de l'énergie et du charbon et un ministère de l'Industrie pétrolière et gazière (Kazakhstan).

Octobre : chute du gouvernement de S. Tereșenko et nomination d'A. Kažegeldin au poste de Premier ministre qui lance un programme de privatisation (Kazakhstan).

Décembre : élections législatives (Turkménistan).

### **1995**

1<sup>er</sup> mars : instauration de l'Assemblée des peuples du Kazakhstan par décret présidentiel (Kazakhstan).

Mars : annulation des élections législatives de 1994 par le Conseil constitutionnel (Kazakhstan).

Le Turkménistan proclame sa « neutralité perpétuelle ».

21 avril : le Kazakhstan se déclare État dénucléarisé.

24 avril : loi sur les impôts et autres paiements obligatoires (Kazakhstan).

29 avril : référendum sur la prolongation du mandat présidentiel jusqu'en 2000 (Kazakhstan).

28 juin : *Ukaz* présidentiel sur le pétrole qui a force de loi (loi sur le pétrole) (Kazakhstan).

Juillet / août : manifestations en raison de graves pénuries d'eau et de biens de consommation courante (Turkménistan).

22 août : création de la société Kumkol'-Lukoil (Kazakhstan)

24 août : décret du gouvernement concernant la privatisation du secteur pétrolier (Kazakhstan).

Août : adoption, après le référendum du 30 août, d'une nouvelle Constitution (Kazakhstan).

11 octobre : construction du tube Korpedže – Kurt-Kui (Turkménistan).

9 décembre : nouvelles élections législatives (Kazakhstan).

### **1996**

Mobil rachète la moitié des parts de l'État dans le champ de Tengiz (Kazakhstan).

Janvier : le gouvernement turkmène adopte un modèle d'accord de partage de production.

27 janvier : *Ukaz* présidentiel sur « le sous-sol et son utilisation » (Kazakhstan).

Mars : S. Niazov autorise l'ouverture de comptes bancaires anonymes pour lesquels la provenance des sommes déposées n'est pas demandée (Turkménistan).

Avril : le Kazakhstan annonce que les parts de l'État dans des sociétés pétrolières sont à vendre.

19 avril : *Ukaz* présidentiel sur le CPC (*Kaspijskij Truboprovod Konsorcium*) (Kazakhstan).

13 mai : inauguration du chemin de fer reliant l'Iran (Mesched) au Turkménistan (Sarakhs).

28 juin : décret sur la privatisation de la société MangistauMunajGaz (Kazakhstan).

1<sup>er</sup> juillet : décret présidentiel sur l'amélioration de la gestion du secteur des hydrocarbures : le ministère du Pétrole et du Gaz est remplacé par le ministère de l'Industrie pétrolière et gazière et des Ressources minérales (Turkménistan).

Août : la société canadienne *Hurricane Hydrocarbons* achète des parts du champ de Kumkol' et *Ūzneftegaz* est rebaptisé *Hurricane Kumkol' Munaj* (Kazakhstan).

Création de la société mixte *Turkmenrosgaz* (Turkménistan).

17 août : plan de mesures pour la privatisation de la propriété du secteur gazier de la république du Kazakhstan.

16 octobre : loi sur la ratification de l'Accord de crédit pour le projet de réhabilitation du gisement d'Uzen' entre le Kazakhstan et la Banque internationale de reconstruction (Kazakhstan).

Novembre : création du Comité d'État aux investissements (Kazakhstan).

30 décembre : loi sur les ressources en hydrocarbures, adoptée par le Parlement turkmène.

### **1997**

Interruption des livraisons de gaz turkmène à la Russie décidée par *Gazprom*.

Janvier : nouvelle loi sur les faillites (Kazakhstan).

4 mars : suppression du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière (Kazakhstan).

20 mars : textes de lois sur la privatisation de biens du secteur des hydrocarbures (Kazakhstan).

4 mars : création de la compagnie nationale *KazahOjl* sur *ukaz* présidentiel (Kazakhstan).

2 avril : création de *KazTransOjl*.

Mai : T. Kulibaev devient Vice-président de *KazahOjl* (jusqu'en mars 1999).

28 mai : nomination de G. Berdymuhammedov au poste de ministre de la Santé et de l'Industrie médicale (Turkménistan).

Juin : la compagnie *Chinese National Petroleum Company* acquiert 60% des actions d'*Aktobemunajgaz* (Kazakhstan).

Juillet : *Intergaz Central'naâ Aziâ* succède à Tractebel (contrat de concession) (Kazakhstan).

Octobre : achèvement du gazoduc Korpedže – Kurt-Kui (Turkménistan).

10 octobre : démission du Premier ministre A. Kažegeldin qui est remplacé par N. Balgimbaev (Kazakhstan).

18 novembre : accord de partage de production signé par N. Nazarbaev à Washington pour l'exploitation du gisement de Karačaganak.

10 décembre : inauguration officielle de la nouvelle capitale kazakhe Astana (ancienne Akmola) (Kazakhstan).

### **1998**

Juin : le Premier ministre N. Balgimbaev annonce une révision de tous les contrats passés avec les investisseurs étrangers (Kazakhstan).

30 juin : création du conseil des investisseurs étrangers auprès du chef de l'État (Kazakhstan).

10 octobre : adoption par le Parlement de révisions de la Constitution (élection du président avancée de deux ans, l'allongement de son mandat de 5 à sept ans et la suppression de l'interdiction de deux mandats consécutifs et de la limite d'âge à 65 ans) (Kazakhstan).

Décembre : Accord entre le Turkménistan et l'Ukraine prévoyant la livraison de 20 milliards de m<sup>3</sup> par an sur la période 1999-2005.

### **1999**

Janvier : Gazprom donne son accord pour assurer le transit du gaz turkmène par la Russie (Turkménistan).

Programme de privatisation dans l'agriculture pour 1999-2005 approuvé par S. Niazov (Turkménistan).

10 janvier : élection présidentielle au Kazakhstan : N. Nazarbaev est réélu pour 7 ans.

Février : Accord avec la Russie prévoyant une augmentation du transit de 3,5 à 5 millions de tonnes par an par les oléoducs de *Transneft'*, du pétrole kazakh vers l'Europe.

Mars : T. Kulibaev devient président de *KazTransOjl* (jusqu'en 2001).

Mai : démission du Président de la banque centrale du Turkménistan.

Suspension des ventes de gaz turkmène à l'Ukraine (Turkménistan).

Début des travaux de construction du CPC (Caspian Pipeline Consortium).

Juillet : signature d'un contrat de partage de production en juillet entre *Mobil* (États-Unis), *Monument Oil* (Grande Bretagne) et la compagnie nationale *Turkmenneft'* (Turkménistan).

20 juillet : création de l'association des organisations du complexe pétrolier et énergétique *Kazenergy* (Kazakhstan).

12 août : premier forage à Kašagan Est 1 (Kazakhstan).

3 et 4 septembre : commémoration à Atyrau d'un siècle d'exploitation pétrolière (Kazakhstan).

10 septembre : arrestation à Moscou de l'ancien Premier ministre kazakh, A. Kažegeldin (Kazakhstan).

17 septembre : élection à la chambre haute du parlement pour le renouvellement de 16 sièges (Kazakhstan).

1<sup>er</sup> octobre : limogeage du premier ministre Nurlan Balgimbaev (Kazakhstan).

12 octobre : la candidature de Kasymžomart K. Tokaev au poste de Premier ministre est acceptée par le Parlement (Kazakhstan).

10 et 24 octobre : élections au *Majlis* remportées par le parti Otan avec 60 des 77 sièges (Kazakhstan).



Novembre : signature d'un nouvel Accord de partage de production avec Dragon Oil pour le développement du secteur de Čeleken (Turkménistan).

12 décembre : élections législatives (Turkménistan).

17 décembre : signature d'un Accord pour la reprise des livraisons de gaz turkmène à la Russie, stipulant que 40% du gaz seront payés en espèce, le reste en biens de consommation.

28 décembre : le Conseil du peuple modifie l'article 55 de la Constitution interdisant à un président de briguer plus de deux mandats de 5 ans consécutifs. Il demande à S. Niazov de devenir président à vie (Turkménistan).

## **2000**

Création du ministère de l'Energie et des Ressources minérales (Kazakhstan).

Le FMI ferme sa représentation à Ašhabad (Turkménistan).

Février : création de *KazTransGaz* par décret gouvernemental (Kazakhstan).

*Hurricane Hydrocarbons* achète la raffinerie de Čimkent (Kazakhstan).

4 mars : loi punissant de relégation ou de travaux forcés tout coupable de malversations (Turkménistan).

Avril : la BERD suspend son soutien au Turkménistan.

Mai : Suppression des serveurs Internet indépendants (Turkménistan).

Rachat par Chevron d'une part supplémentaire de 5% du consortium de *TengizŠevrOjl* pour un montant de 450 millions de dollars (Kazakhstan).

27 juin : le parlement approuve un projet de loi constitutionnelle prévoyant notamment l'immunité à vie du président N. Nazarbaev (Kazakhstan).

Juillet : début de l'exploitation du gisement de gaz d'Amangel'dy par *KazTransGaz* (Kazakhstan).

30 juin : forage du puits « Vostok 1 » sur le gisement de Kašagan (Kazakhstan)/

Fin juillet : reprise des exportations de gaz turkmène vers l'Ukraine.

23 août : création du Fonds national de la République du Kazakhstan (fonds pétrolier).

31 août : le Turkménistan devient le 59<sup>ème</sup> membre de la Banque asiatique de développement.

Septembre : création du Fonds national pour les générations futures (fonds pétrolier) (Kazakhstan).

## **2001**

Inauguration de l'oléoduc Tengiz-Novorossijsk (construit par le consortium CPC).

24 janvier : loi sur la terre (Kazakhstan).

Février : désignation de ENI comme opérateur du champ de Kašagan : le consortium chargé de son exploitation est rebaptisé AGIP-KCO (Kazakhstan).

1<sup>er</sup> mars : signature à Astana, par l'Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, la Turquie et les États-Unis d'un mémorandum de principe sur le transport de pétrole suivant le tracé Aktau-Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

Mars : vote de la loi d'amnistie à l'égard des coupables d'évasion fiscale par le Parlement (Kazakhstan).

3 avril : nomination de G. Berdymuhammedov au poste de Vice-Premier ministre, en charge de la santé, de l'éducation et des sciences (Turkménistan).

Mai : T. Kulibaev devient président de *Kaztransneftegaz* (jusqu'en 2002) (Kazakhstan).

2 mai : création par décret présidentiel de la compagnie nationale *Transport nefti i gaza* (Kazakhstan).

3 juillet : décret présidentiel sur l'ouverture en 2007 d'une zone économique spéciale à Astana (Kazakhstan).

5 juillet : Accord final de démarcation entre le Kazakhstan et le Turkménistan sur leur frontière commune.

15 août : début du procès par contumace de l'ex-premier ministre A. Kažegeldin (Kazakhstan).

Octobre : l'oléoduc CPC est opérationnel.

2 novembre : mise en examen, par le Procureur général, de Boris Chihmuradov, ancien ministre des Affaires étrangères et Ambassadeur en Chine (Turkménistan).

Novembre : début de la production du gisement de Korolev (Kazakhstan).

15 novembre : instauration de la censure sur Internet (Turkménistan).

29 novembre : Accord entre l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan qui délimite les fonds marins de la Caspienne.

21 décembre : visite de N. Nazarbaev à Washington.

**2002**

1<sup>er</sup> janvier : entrée en vigueur du nouveau Code fiscal (Kazakhstan).

28 janvier : le Premier ministre, Kasymžomart K. Tokaev, présente sa démission (Kazakhstan).

Nomination du Premier ministre Imangali Tasmagambetov (Kazakhstan).

20 février : fusion de *KazahOjl* et de *Transport nefti i gaza* pour donner naissance à *KazMunajGaz* (Kazakhstan).

T. Kulibaev devient Vice-président de *KazMunajGaz* (jusqu'en octobre 2005) (Kazakhstan).

Mars : début de purges dans les bastions du régime turkmène (Turkménistan).

14 mars : destitution du chef des services de la sécurité d'État KNB Muhammed Nazarov et du ministre de la Défense (Turkménistan).

28 mars : rencontre à Paris de l'ex Premier ministre A. Kažegeldin et du co-fondateur de parti « Choix démocratique du Kazakhstan », G. Žakiânov. (Kazakhstan).

Avril : visite de Donald Rumsfeld à Ašhabad dans l'objectif de développer la coopération militaire avec le Turkménistan.

Révélation au parlement de l'existence d'un compte en Suisse contenant les sommes versées à Mobil dans la vente des actions du gisement de Tengiz. (Kazakhstan).

23-24 avril : premier sommet des pays riverains de la mer Caspienne.

Mai : Accord bilatéral russo-kazakhstanais sur la mer Caspienne (ligne médiane modifiée, Exploitation conjointe des gisements litigieux selon le principe de la parité) (Kazakhstan).

23 mai : début de la construction de l'oléoduc Kenkiâk - Atyrau (Kazakhstan).

30 mai : signature à Islamabad par H. Karzaï, P. Mucharraf et S. Niazov d'un mémorandum sur la faisabilité d'un gazoduc reliant Dovletabad (Turkménistan) au Pakistan, via l'Afghanistan.

Juin : création de la société mixte russo-kazakhe *KazRosGaz* (Kazakhstan).

Juillet : nouvelle loi sur les partis (Kazakhstan).

9 août : session du Conseil du peuple au cours de laquelle S. Niazov est élu officiellement président à vie, ce qui entérine l'amendement constitutionnel adopté en décembre 1999 (Turkménistan).

11 août : organisation de manifestations par le Mouvement démocratique du peuple du Turkménistan.

10 septembre : le général Berdiev à la tête des services de sécurité depuis le 2 avril est libéré de ses fonctions. Il est nommé gouverneur de la région de Balkan (Turkménistan).

18 septembre : début de la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan.

25 novembre : tentative d'attentat visant le convoi de S. Niazov à Ašgabad (Turkménistan).

21 décembre : l'Ambassadeur d'Ouzbékistan à Ašhabad est déclaré *persona non grata*, car soupçonné d'être impliqué dans l'attentat contre S. Niazov le 25 novembre (Turkménistan).

23 décembre : création par décret gouvernemental de l'Institut kazakh du pétrole et du gaz (Kazakhstan).

25 décembre : arrestation de B. Šihmuradov (condamné le 30 décembre à la prison à perpétuité) (Turkménistan).

27 décembre : accord du Turkménistan avec l'Afghanistan et le Pakistan pour l'exportation du gaz turkmène vers le Pakistan via le gazoduc transafghan (TAP).

# Index

## A

Abdulín Ajtmuhamed Abdulaevič, 127, 285, 634  
Ablázov Muhtar, 326, 327, 399, 634  
Abykaev Nurtaj Abykaevič, 326, 381  
Académie d'économie près le Soviet des ministres de l'URSS, 637, 645  
Académie des sciences de l'URSS, 655, 657  
Académie des sciences de la RSS de Turkménie, 275, 653  
Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan, 274, 275, 634, 636, 642, 648, 657  
Académie des sciences du Kazakhstan, 640  
Ačak, 122, 165, 179, 251, 671  
Agence de la République du Kazakhstan pour les investissements, 393, 419  
AGIP, 425, 438, 451, 488, 646, 678  
Ahmedov Han, 371, 634  
Ahmetov Danial Kenžetaevič, 327  
Ajdarbaev Alik, 391, 635  
Ajtašov Nedirbaj, 240, 277, 309, 635  
Ákovlev Ivan Dmitrievič, 602  
Ak-Patlauk, gisement, 427  
Aktau, 252, 268, 269, 312, 327, 329, 424, 442, 484, 490, 582, 610, 671  
Aktauskij gosudarstvennyj universitet im. Š. E. Esenova, 269  
Aktobemunajgaz, 181, 263, 384, 385, 400, 424, 459, 474, 645, 658, 675, 677  
Aktobenefterazvedka, 151, 152  
Aktúbinskneft', 120, 128, 130, 157, 159, 181, 255, 267, 289, 382, 384, 385, 386, 638, 645, 672, 675  
Aktúbinskneft', 147, 166  
Aktúbneft', 151, 155, 156, 159, 166, 197, 198, 244, 245, 246, 247, 248, 251, 266, 267, 268, 282, 283, 284, 289, 648, 656  
Aktúbnefterazvedka, 129, 156, 159, 165, 255, 263, 267, 289, 656  
Akžar, 129  
Aldamžarov Gaziz Kamaševič, 329, 379, 609, 615  
Aleksandrov Gaj – Ęmba chemin de fer, 103  
Alexandre II, 78  
Algazy Il'ásov, 289  
Alibekmol, 130  
Aliev Rahat, 327, 398  
Altaev Danatar Saparovič, 635  
Altykol', 109, 669  
Amansahatov Džumageldi, 612  
Amoco, 405, 451  
Andropov Iouri, 212, 673  
Annaliev Abdy A., 294  
Antonov N. M., 243  
Arazov Redžepbaj, 293, 612, 635  
Aronštam Grigorij N., 603  
Ároslavskij E. M., 243  
Asanbaev Erik Magzumovič, 319, 380, 635, 664  
Ašemgaliev Arystangali K., 609  
Ášlar, société mixte, 427

Atabaev Kajgysyz Serdarovič, 163, 240, 277, 309, 636, 667  
Ataeva Ęnebaj Gel'dyevna, 612  
Atyrau-Samara, oléoduc, 450  
Auezov Murat, 400

## B

Babaev Hošgeldi, 636  
Babaev Serdar Mátievič, 293, 612, 636  
Babaev Suhan B., 242, 603  
Badalov Sergej, 294  
Badger and sons, 113, 161  
Baev Nikolaj Ivanovič, 490, 491, 609, 610  
Bajbakov Nikolaj Konstantinovič, 112, 114, 130, 138, 140, 245, 246, 637, 662  
Bajčunasneft', 289, 644  
Bajdosov Zakretdin B., 29, 182, 262  
Bajkenov Kadyr Karkabatovič, 378, 380, 384, 637  
Bajmenov Alihan Muhamedievič, 326  
Bakaĭ Ihor, 452  
Bakenov Muhtar Muskaševič, 285, 636  
Bakou, 31, 74, 75, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 87, 89, 92, 105, 110, 112, 138, 140, 164, 249, 263, 264, 292, 294, 313, 384, 459, 587, 643, 656  
Bakou-Batoumi, oléoduc, 112  
Balgimbaev Mahaš, 131  
Balgimbaev Nurlan Utepovič, 286, 326, 328, 381, 384, 387, 388, 389, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 400, 405, 421, 425, 638, 677  
Balgimbaev Utep, 637  
Balkaneftehimprom, 427  
Balžanov Askar Kumarovič, 264, 638  
Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, 397  
Banque mondiale, 42, 48, 67, 168, 177, 213, 222, 224, 341, 365, 415, 469, 470, 479, 492, 495, 498, 675  
Barsa-Gel'mes, 116, 125, 446  
Bašneft', 283  
Batyrbajev Mahambet Demešovič, 285, 291, 401, 405, 496, 638  
Batyrov Šadža B., 242, 603, 638, 670  
Bechtel, 430  
Bekbike, 109, 669  
Bekbosynov Nurlyhan Uteuovič, 291, 379  
Bekmurziev Saktapbergen, 290  
Bekovič-Čerkaskij, 74, 77  
Belâev N. I., 602  
Belorusneft', 267  
Belousov Anatolij Nikolaevič, 292  
Belozerskij T. V., 86  
BERD, 69, 364, 365, 369, 415, 495, 678  
Berdýgužin Robert Urynbajevič, 391, 639  
Biskaliev Ū., 405  
Blaramberg Ivan Fedorovič, 75  
Borkov G. A., 602  
Boukhara-Ural, gazoduc, 169, 671  
Bozumbaev Kanat, 399

Brejnev Leonid, 14, 114, 212, 261, 311, 312, 602, 671, 673  
Brendes Viktor Isaevič, 292  
Bridas, 370, 410, 426, 432, 433  
British gas, 451  
British Petroleum, 172, 425, 439, 451  
Buguruslanneft', 111  
Bulekbaev Zejnoda E., 29, 130, 286  
Burlakov Leonid, 610  
Burren Energy, 428, 431  
Burun, 431  
Burun - Barsa-Gel'mes - Kotur-Depe, oléoduc, 121  
Buzači, 126, 407, 497

## C

Čakabaev Saken Eržanovič, 130, 146  
Čapaev V. I., 102  
Čardžou, 164, 250, 253, 279, 413, 447, 583, 642  
Caspian Pipeline Consortium, 451  
Caspian Pipeline Consortium, oléoduc, 451, 677  
Čeleken, 74, 75, 76, 77, 80, 81, 82, 83, 84, 91, 103, 106, 108, 110, 115, 124, 150, 162, 172, 248, 250, 277, 292, 412, 427, 658, 678  
Čelekenmorneftegaz, 426  
Čelekenneft', 200, 245, 293, 658  
Čelekenskaâ neft', société, 82  
Central Asia Petroleum Ltd Company, 387, 389, 400, 489  
Central'noe statističeskoe upravlenie, 54, 56  
Čerdabaev Boris Tažigarievič, 423, 639  
Čerdabaev Magauîâ Tažigarievič, 237, 639  
Čerdabaev Ravil' Tažigarievič, 264, 381, 383, 392, 398, 490, 609, 640  
Chevron, 380, 385, 395, 397, 405, 408, 422, 423, 425, 426, 451, 487, 511, 638, 640, 675, 678  
Chevron Caspian Pipeline Company, 451  
Chinese National Petroleum Company, 384, 389, 400, 424, 431, 489, 677  
Comité d'État aux prix de l'URSS, 190  
Comité d'État pour l'industrie gazière de l'URSS, 135  
Commissariat du peuple à l'Industrie des combustibles, 135  
Commissariat du peuple à l'Industrie lourde, 134, 135  
Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière de l'URSS, 101, 135, 153, 162, 245, 247, 251, 268  
Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière pour les régions méridionales et occidentales de l'URSS, 135  
Commissariat du peuple à l'Industrie pétrolière pour les régions orientales de l'URSS, 135  
Conseil de la défense ouvrière et paysanne, 103  
Crude accountability, 381  
Čubin Âkov A., 603  
Čurilov Lev Dmitrievič, 138

## D

Dagneft', 267  
Daukeev Serikbek Žusupbekovič, 380, 384, 490, 609, 640  
Denikine général, 102  
Denisevič Vladimir V., 640  
dépression péricaspienne, 115, 126, 129  
Deutsche Bank, 476, 478  
Dinkov Vasilij Aleksandrovič, 130, 138  
Direction géologique pour l'Ouest du Kazakhstan, 120,

152  
Direction principale de l'Industrie gazière auprès du Conseil des ministres de l'URSS, 136  
Dolgov I. A., 287  
Dosaev Erbolat, 399  
Dosmuhambetov Džoldabek Ahmetovič, 131, 286, 290, 641, 661  
Dosmuhambetov Mahambet, 641  
Dossor, 80, 85, 87, 102, 104, 109, 154, 243, 244, 254, 265, 266, 281, 286, 289, 441, 640, 654, 656, 661, 667, 668  
Dossor - Rakuša, oléoduc, 89  
Dossor-Gur'ev, oléoduc, 105  
Dossorneft', 641  
Dovletabat, 672  
Dragon Oil, 427, 431, 432, 678  
Drilcon, 391  
Duverger, 104  
Džakupov Kabibulla Kabenovič, 329, 490, 610  
Džulamanov Kenes Dujsengaliev, 286, 290, 291, 641  
Džumagaliev Bajkadam Džumagaliev, 405, 641

## E

Eastpak International, 426, 427  
Eger' V. Ū., 243  
Ejhvald E. I., 77  
Elemanov Bolat Daldaevič, 286, 379, 380, 383, 384, 642  
Elf Aquitaine, 422, 451, 675  
Eltsine Boris, 316, 454  
Ėmba, 85, 86, 89, 91, 102, 105, 106, 107, 108, 114, 126, 128, 152, 155, 197, 198, 275, 281, 283, 297, 378, 407, 587, 642, 662, 667, 669, 671  
Ėmba-Kaspij Tovaričestvo, 86  
Ėmbamunajgaz, 384, 385, 388, 397, 474, 490, 496  
ĖmbaMunajGaz, 641  
Ėmbaneft', 104, 105, 106, 108, 110, 147, 151, 152, 153, 154, 155, 159, 160, 161, 166, 198, 245, 246, 248, 254, 265, 266, 268, 281, 283, 286, 290, 291, 378, 382, 385, 391, 587, 638, 641, 644, 645, 648, 654, 655, 656, 667, 673  
Ėmbaneftestroj, 157, 490  
Ėmba-Saratov, oléoduc, 667  
Ėmbavedoil, 639  
Emirates national Oil Company, 427  
England's Monument Resources Petroleum, 431  
ENI, 405, 425, 675, 678  
Erohin N. A., 289  
Erpelev N., 288  
Esengaliev Bakytžan, 148  
Esenov Šahmardan Esenovič, 146, 275, 286, 642  
Evseenko Mihail Andrianovič, 138  
ExxonMobil, 425

## F

Fersman A. E., 274  
Filimonov Leonid Ivanovič, 138, 145  
Fioletov I. T., 85  
FMI, 341  
Fonds national de la République du Kazakhstan, 472, 678  
Fonin Mihajl M., 603  
Fort-Ševčenko, 76, 160, 670  
Fridman R. N., 103

Frunze Mihail Vasil'evič, 102, 103, 134

## G

Gablic K., 75  
Gadžinskij I., 82, 84, 85  
Galkin M. N., 78  
Galonskij Pavel, 142  
Gapurov Muhamednazar Gapurovič, 261, 311, 312, 603, 642  
Garagöl, 82  
Garipov F. A., 157, 288  
Srednââ Aziâ-Centr, 180  
Gazprom, 145, 166, 237, 379, 408, 409, 425, 430, 449, 452, 453, 454, 462, 464, 465, 466, 676, 677  
Gidroturkmenneft', 652  
Giproneftezavody, 162  
Giproturkmenneft', 272  
Giprovostokneft', 157  
Glavneftedobyča Vostoka, 246  
Glavneftegaz, 135  
Glavnefterazvedka, 156, 159, 166, 267  
Glavtransneft', 451  
Glavvostokneftedobyča, 155, 159  
Global Witness, 453, 496  
Gmelin S., 77  
GOËLRO, 104, 667  
Gološekin Filipp Isaevič, 153, 281, 602, 643  
Gorbatchev Mikhaïl, 62, 194, 212, 237, 242, 316, 335, 586  
Goskomstat, 54, 56, 57, 60, 62, 63, 64, 65, 71, 172, 185, 673, 674  
Gosplan, 17, 18, 56, 57, 59, 95, 114, 130, 133, 140, 142, 160, 192, 251, 378, 585, 668  
Grozneft', 267, 587  
Grozny, 83, 87, 89, 105, 112, 138, 160, 164, 264, 294, 313, 587, 644  
Gubkin Ivan Mihajlovič, 102, 107, 108, 153, 271, 435, 643  
Gugurtli, 122, 640, 671, 672  
Gur'evneftegazgeologijâ, 152, 286, 391  
Gur'ev, 18, 89, 95, 101, 102, 105, 106, 109, 112, 113, 120, 126, 128, 140, 141, 152, 153, 154, 161, 243, 245, 265, 266, 268, 281, 327, 378, 490, 582, 656, 667, 668, 670  
Gur'ev-Kandagač-Orsk, oléoduc, 112  
Gur'evneftehimstroj, 490

## H

Hagler Bailly, 430  
Halliburton International, 430  
Hanamov Nurmuhammed, 333, 336  
Hanway Jonas, 74  
Hasanov Tulegen Aiševič, 643  
Hmel'kov Ūrij Nikolaevič, 644  
Hodžamuhammedov Bajmyrat, 644  
Hurricane Hydrocarbons, 350, 388, 394, 425, 474, 487, 676, 678  
Hurricane Kumkol' Munaj, 350, 389, 394, 474, 485, 649, 662, 676

## I

Ibragimov Chajrmardan N., 603

Ibrašev Kenžebek Niâzovič, 385, 644  
Ignatiev Paul, 78  
Imantaev Ermek Žetpisbaevič, 490, 610  
Imašev Naren, 252, 264, 266, 286, 290, 644  
Inočkina A. I., 246  
Institut de la chimie du pétrole et des sels naturels, Gur'ev, 275, 651  
Institut de recherches géologiques de Semipalatinsk, 268  
Institut de Technologie du Massachusetts, 405, 638, 655  
Institut d'Économie Mondiale et des Relations Internationales, 63  
Institut des prévisions économiques de l'Académie des sciences de Russie, 30, 57, 59  
Institut des sciences géologiques Satpaev, Kazakhstan, 268, 285, 634, 640  
Institut du pétrole d'Oufa, 286, 639, 643, 645  
Institut du pétrole de Bakou, 662  
Institut du pétrole de Grozny, 264, 661  
Institut du pétrole de Gur'ev, 638  
Institut du pétrole de l'Académie des sciences de la RSS du Kazakhstan, 275  
Institut du Pétrole et du Gaz d'Atyrau, 406  
Institut fédéral scientifique et de recherche des gaz naturels, 264, 273  
Institut français du pétrole, 53, 405, 436  
Institut Gubkin du pétrole de Moscou, 14, 30, 126, 264, 273, 295, 638, 639, 640, 641, 644, 646, 649, 651, 654, 655, 658, 662  
Institut kazakh de recherche du pétrole, 268  
Institut polytechnique d'Almaty, 655  
Institut polytechnique kazakh V. I. Lenine, 268, 406, 635, 638, 640, 645, 647, 656, 657, 659, 662, 664  
Institut polytechnique turkmène, 273, 635, 644, 652, 659, 660  
Institut polytechnique Žahaev, 406  
Institut scientifique et de recherche du pétrole de l'URSS, 160  
Institut turkmène de recherche pour la prospection géologique, 272  
Intergaz Central'naâ Aziâ, 69, 452, 455, 651, 677  
Išanov Hekim Orazovič, 294, 409, 432, 644  
Iskhalie Nažameden Iskhalievič, 329, 379, 489, 610, 645  
Iskangaliev B., 405  
Iskine, 85, 106, 108, 154, 244, 254, 286, 289, 290, 637, 668  
Israel's Merhav group, 431  
Itera, 428, 453, 458, 459, 462, 465, 649, 654  
Ivanov M. I., 77  
Ivčenko A. I., 246, 289  
Izbasov Maksim Šafijovič, 286, 645  
Izmuhambetov Baktykoža Salahutdinovič, 286, 405  
Izûmov S. I., 287

## K

Kačarava Ivan N., 288  
Kadyrov Šohrat, 335  
Kaganovič Lazar', 135, 138, 247  
Kalamkas, 441, 663, 672  
Kalamkas-Karažanbas-Ševčenko, oléoduc, 126  
Kalmurzaev Sarybaj Sultanovič, 320, 326, 394, 645  
Kamalov Naif Gatufovič, 263, 284, 290, 378, 405, 645  
Kamalov Suhan, 284, 286, 646  
Kamyšlydža, 115, 116, 670

Kaniev Berik, 399  
 Kapelúšnikov M. A., 108  
 Kapparov Nurlan, 395, 396, 398, 399, 646  
 Kara Bogaz Ol, 75, 344, 582  
 Karabalin Uzakbaj Sulejmenovič, 264, 286, 405, 646  
 Karačaganak, 128, 131, 161, 185, 231, 237, 382, 424, 425, 438, 441, 452, 507, 672, 673, 675, 677  
 Karachaganak Petroleum Operating, 474, 488  
 Karaev Džuma D., 603  
 Kara-Gel' Voir Garagöl  
 Karakyn, 81  
 Karanžanbasneft', 647  
 Karapetân Grigorij Bagratovič, 290  
 Karašungul, 85, 86  
 Karaton, 670  
 Karatûbe, 129  
 Karažanbas, 441, 663, 672  
 Karažanbasmunaj, 22, 474, 641  
 Karažanbasmunajgaz, 489  
 Karažanbasneft', 291  
 Karažanbastermneft', 382  
 Karelin Grigorij Silyč, 75, 76, 77  
 Karimsakov Sapar K., 289  
 Kartmagambetov Kenžegali, 646  
 Kašagan, 38, 385, 425, 646, 678  
 KaspijMunajGaz, 268, 451, 637  
 Kaspij-Orsk, oléoduc, 105, 281, 669  
 Kaspijskij Truboprovod Konsorcium, 397, 434, 676  
 Kaspijskij Truboprovodnyj Konsorcium, 647  
 Kaspijstrosjerservis, 491  
 Kazahgaz, 147, 161, 166, 379, 382, 387, 651  
 Kazahgazprom, 379, 673, 674  
 KazahOjl, 264, 361, 384, 385, 387, 393, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 403, 421, 423, 425, 496, 638, 643, 646, 647, 649, 656, 664, 675, 679  
 KazahOjl-Ėmba, 385, 474  
 Kazahskij Institut nefti i gaza, 407  
 KazahstanKaspijSel'f, 384, 397, 644, 647, 649, 675  
 Kazahstanmunajgaz, 382, 383, 389, 638  
 Kazahstanneft', 109, 110, 117, 151, 153, 160, 161, 290, 291, 641, 644, 662, 669, 673  
 Kazahstanneftegaz, 378, 382, 383, 674  
 Kazahstanneftekombinat, 129, 153, 155, 159, 246, 247, 268, 290  
 Kazahstannefterazvedka, 151, 152, 165, 641  
 Kazahstanneftestroj, 151  
 Kazakhgate, 388, 472, 496, 647  
 Kazakhstan Ouest-Kumkol', oléoduc, 393, 423  
 Kazakhstan-Chine, oléoduc, 424  
 Kazatomprom, 361, 395, 637  
 Kažegeldin Akežan, 319, 326, 328, 347, 348, 384, 385, 387, 388, 391, 392, 393, 396, 398, 487, 647, 676, 677, 678, 679  
 Kazgeofizika, 147, 407  
 Kazgeoltrest, 268  
 KazMunajGaz, 22, 26, 264, 286, 322, 377, 399, 400, 402, 426, 456, 486, 506, 638, 641, 646, 647, 650, 651, 679  
 Kazneftegazgeologija, 152  
 Kazneftegazrazvedka, 152, 656  
 Kaznefterazvedka, 152, 637, 641, 644, 647, 661  
 KazNIGRI, 275, 646, 661  
 KazNIPImunajgaz, 406  
 KazNIPIneft', 268, 406, 638  
 KazRosGaz, 264, 452, 638, 679  
 KazTransGaz, 400, 452, 646, 651, 678  
 Kaztransneftegaz, 678  
 KazTransOjl, 264, 384, 395, 396, 399, 400, 451, 452, 491, 646, 649, 659, 677  
 Keimir, gisement, 427, 433  
 Keimir, société mixte, 427, 432, 433  
 Kekilbaev Abiš, 321  
 Kelimbetov Keirat, 399  
 Kenbaj, 441  
 Kenkiâk, 120, 126, 129, 149, 152, 154, 156, 157, 198, 248, 255, 288, 656, 671, 672  
 Kenkiâk - Atyrau, oléoduc, 679  
 Kenkiâkneft', 149, 154, 157, 159, 255, 287, 288  
 Khrouchtchev Nikita, 91, 118, 127, 138, 139, 261, 591, 670, 671  
 Kiât-Khan, 75  
 Kiinov Lâzzat Ketebaevič, 286, 401, 405, 407, 490, 609, 647  
 Kirpičnikov, D., 85  
 Kokorev V. A., 79  
 Kokžide, 129  
 Kolbin Gennadij V., 602, 673  
 Komsomol'skneft', 647, 649  
 Komsomol'sk, gisement, 109, 114, 669  
 Korčagin Ūrij S., 291  
 Korpedže – Kurt-Kui, gazoduc, 355, 429, 450, 453, 466, 676, 677  
 Kortunov Aleksej Kirillovič, 136, 138  
 Koškar, 114, 154, 669  
 Kotur-Depe, 115, 172, 250, 446  
 Kožasaj, 130  
 Krasnodarneftegaz, 267  
 Krasnovodsk, 76, 84, 112, 113, 124, 142, 164, 241, 256, 257, 271, 447, 583, 669  
 Krûkov A. L., 243  
 Krymkulov Sagyn, 405, 648  
 Kržižanovskij Gleb M., 104  
 Kuandykov Baltabek Muhanovič, 286, 380, 384, 396, 405, 647  
 KvatAmlonMunaj, 491, 649  
 Kul'sary, 108, 109, 114, 286, 441, 641, 669  
 Kul'sarymunajgaz, 645  
 Kul'saryneft', 154, 645  
 Kulibaev Timur, 320, 399, 677, 678, 679  
 Kuliev Avdy, 335, 336  
 Kuliev Čary Taganovič, 612  
 Kulmahanov Šalbaj Kulmahanovič, 490, 610  
 Kum-Dag, 115, 116, 163, 272, 292, 446, 670  
 Kum-Dagneft', 200, 245, 635  
 Kumkol', 127, 350, 393, 441, 491, 673, 676  
 Kumkol'-Lukojl, 391, 474, 635, 676  
 Kunaev Dinmuhamed Ahmedovič, 127, 242, 261, 262, 275, 308, 311, 312, 602, 648  
 Kurbanmuradov Elly Agaevič, 648  
 Kušerbaev Krymbek Eleuovič, 147, 490, 499, 610  
 Kuzminskij sénateur, 80  
 Kuznecov A. S., 287  
 Kuznecov S. I., 103  
 Kyzyl-Kum, 431  
 Kzyl-Orda, 127, 240, 300, 311, 425, 442, 481, 482, 487, 490, 491, 582

## L

Ladygin V. V., 378  
Ladyženskij capitaine, 75  
Lalaev colonel, 75  
Larmag Energy, 410, 426  
Larmag-Čeleken, 426, 432  
Lavrent'ev Ākov Vasil'evič, 153, 155, 246, 283, 289, 290, 648  
Lazun F. I., 287  
Lend lease Agreement, 113, 161  
Lénine, 87, 102, 103, 104, 243, 643, 667  
Lepehin I., 77  
Levitin Vāčeslav Leonidovič, 489, 609  
LukArco, 397, 423, 425, 451  
Lukoil, 384, 425, 474, 639

## M

Maersk Oil Turkmenistan, 428  
Mahačkala, 313  
Mahašev Nurpeis Mahaševič, 490, 491, 609  
Majskoe, 200, 671, 672  
Makarov Igor', 453, 648  
Makatneft', 154, 641  
Mal'cev Nikolaj Alekseevič, 130, 138, 146, 157  
Mamaĭ Iossif, 432  
Mamyrbæva Saule, 399  
Mangistau, 22, 77, 141, 147, 269, 285, 313, 326, 327, 372, 379, 386, 393, 401, 406, 407, 414, 451, 481, 483, 484, 485, 486, 488, 490, 609, 647, 672, 673  
MangistauMunajGaz, 350, 382, 386, 389, 391, 392, 474, 483, 490, 497, 639, 648, 650, 656, 676  
Mangyšlak, 76, 120, 125, 127, 128, 160, 184, 198, 240, 242, 252, 264, 268, 275, 283, 286, 290, 300, 302, 309, 327, 407, 582, 648, 671, 672  
Mangyšlakneft', 128, 141, 147, 151, 160, 161, 166, 198, 264, 286, 291, 379, 386, 638, 641, 643, 647, 648, 649, 650, 654, 655, 662, 671  
Mangyšlakneftegazorazvedka, 661  
Mangyšlakneftegazrazvedka, 160, 165, 252, 670  
Mangyšlakneftehimprom, 647  
Mangyšlaknefterazvedka, 286  
Marabaev Ermek, 391, 649  
Marabaev Nasypkalij, 291, 649  
Marabaev Žakyp, 649  
Masimov Karim, 399  
Maslennikov P. I., 243  
Matenkoja, 680  
Mažlis, 320, 328, 337, 421  
Medžlis, 333, 635  
Mendešev Sejtkali, 602  
Meredov Pajzygel'dy, 371, 650  
Mežlauk Ivan Ivanovič, 240, 603, 650  
Mežlauk Valerij Ivanovič, 135  
Miller Aleksej, 454  
ministère de l'Industrie pétrolière d'Azerbaïdjan, 135  
Mirošnikov Vladimir, 650  
Mirzoân L. I., 90, 282, 602  
Mirzoiev I., 79  
Mobil, 397, 423, 431, 440, 496, 676, 677, 679  
Mobil Caspian pipeline Company, 451  
Mobil Exploration, 430  
Molotov V. M., 246

Monument Oil&Gas, 427, 431  
Mošenko Genadij Georgievič, 292  
Moskovskoe obšestvo, 82  
Motaev Sapaegel'dy, 335, 371, 612, 650  
Muhamedova Anna, 603  
Mukataev Veniamin Kadyrovič, 489, 610  
Munajgaz, 383, 386, 389, 397, 403, 638  
Murav'ëv Nikolaj Nikolaevič, 16, 75  
Musin Aslan Espulaevič, 329, 489, 490, 609, 610, 650

## N

Nadirov Nadir Karimovič, 85, 126, 127, 147, 184, 196, 651  
Naphtonia, 74  
Naregeev Bekbolat K., 490, 609  
Narov Sagidolla, 290  
Naušiev Tanbaj Esenalievič, 264, 379, 651  
Nazarbaev Nursultan Abiševič, 130, 146, 231, 237, 242, 311, 316, 318, 319, 320, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 329, 330, 331, 338, 342, 347, 350, 373, 377, 380, 381, 382, 383, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 397, 398, 399, 401, 414, 415, 421, 422, 425, 473, 475, 488, 495, 514, 602, 647, 651, 673, 674, 677, 678, 679  
Nazarbaeva Nursultanovna Dariga, 398  
Nazarov Kurbannazar Nurnazarovič, 409, 414, 652, 679  
Nazdžanov Gočmurad, 411, 464, 652  
Nebit-Dag, 84, 107, 108, 110, 111, 115, 116, 124, 150, 245, 250, 256, 270, 271, 272, 277, 284, 428, 445, 606, 659, 668, 673  
Nebit-Dagneft', 163, 245, 250, 293, 660  
Neftegaz Ukrainy, 462  
Neftesindikát, 587  
Niazov Murad, 351  
Niazov Saparmurat Ataevič, 21, 69, 242, 311, 316, 322, 323, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 339, 342, 348, 351, 370, 371, 409, 411, 413, 428, 432, 450, 453, 476, 478, 495, 497, 501, 506, 507, 513, 515, 603, 652, 653, 657, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679  
Nikitin S., 85  
NINISC, 447  
Nižnevolžskneft', 267  
Nobel Emmanuel L., 86  
Nobel frères, société, 79  
Nobel, frères, 79, 80, 81, 86, 89, 654  
Novikov Fëdor Afanas'evič, 240, 489, 610  
Novikov Veniamin, 161  
Novyj Uzen', 312, 313, 673  
Nurgicaev Serikbaj Urikbaevič, 490, 611  
Nurmamedov Nuberdy, 335  
Nurmuradov Širali, 335  
Nuržanov E. N., 290

## O

Odeev Pirkuli, 612  
Odekov Odek Akčaevič, 293, 653  
Odekov Rahman, 612  
Odžak *Voir* Ačak  
Okarem, 115, 116, 250, 670  
OKIOC, 425  
Oktâbrskneft', 149, 157, 159, 288  
Omsk-Pavlodar, oléoduc, 120, 162  
Oputin Sergej Ivanovič, 290

Orazov Hodžamuhamed Orazovič, 453, 653  
Orazov Hudajberdy Artykovič, 333, 336, 476, 496, 653  
Orazov Kurban Muradovič, 335, 371, 612, 653  
Ordjonikidze Sergo, 135, 155  
Orenburggazprom, 129, 161  
Orudžev Sabit Ataevič, 101, 138  
Orynbasarov Eržan, 399  
Oržanov Kapan, 654  
Oržanov Tabyn, 285, 286, 654  
Osmk-Čardžau, oléoduc, 272  
Ospanov Serik Žamekuly, 329, 489, 610  
Ostansuk, 129  
Otan, parti, 324  
Otčercov Valerij, 453, 454, 654  
Ovezov Balyš O., 603  
Ozenmunajgaz, 22

## P

Pačin Savelij Timofeevič, 489, 610  
Palaškovskij S., 81  
Pallas P., 77  
Palymbetov Bolat Abylkasymovič, 491, 609  
Paskuckij Nikolaj Antonovič, 277, 603  
Pavlodar-Čimkent, oléoduc, 387  
Pestkovskij S. S., 602  
Petronas, 427, 429, 431  
Pilipec, 246, 290  
POMNKISA, 382  
Ponomarenko P. K., 602  
Popok Ākov A., 603  
Poutine Vladimir, 454  
Prorva, gisement, 126, 154, 649, 671  
Prorvanefť, 154, 655  
Puhanov Redžepmamet, 409, 612, 655

## R

Rahimberdin Oleg Ivanovič, 610  
Rakuša, 281  
Rašidov Šaraf, 212  
Redžepov Berdymurad, 612  
Rosneft', 428  
Rosneftegaz, 638  
Rothschild, 79, 80  
Royal Dutch, 79, 80  
Russkoe tovaričestvo, 22  
Ryskulov Turar, 282, 655

## S

Šaāhmetov Beimbet Šajsutanovič, 656  
Šaāhmetov Žumabaj, 241, 602  
Sadykov Abaj, 399  
Sagindikov Eleusin Nauryzbaevič, 490, 610  
Sagingaliev Bulekbaj S., 131, 286, 290, 655  
Sagitžanov S., 405  
Sagiz, 76, 668  
Sagyndykov R. S., 252, 289  
Salamatov Muhammedmurat, 335  
Salihov Mendeš, 391, 655  
Samsonov général, 78  
Samuel Marcus, 79, 80  
Šanenov Keltir, 391, 656

Sanžanov I., 288  
Saparbaev Berdybek Mašbekovič, 490, 611  
Sapargaliev Marat, 399  
Saratovnefetegaz, 267  
Sardžaez Batyr, 411, 477, 657  
Sariev Kanatkali S., 252, 264, 287, 288, 656  
Šašin Valentin Dmitrievič, 138  
Šatlyk, 169, 439, 672  
Satpaev Kanyš Imantaevič, 268, 275, 285, 321, 657  
Šauhamanov Seilbek, 491, 611  
Sedin Ivan Korneevič, 138, 657  
Sejtpagambetov Ženis S., 288, 657  
Semenovič Vladimir V., 122, 142, 162, 293, 658  
Sergienko Semen Romanovič, 276  
Ševaldin Robert Grigor'evič, 294  
Ševčenko, 160, 252, 268, 582, 655  
Severnye Buzači, 663  
Shell, 79, 422, 425  
Šihmuradov Boris Orazovič, 332, 333, 334, 336, 338, 658  
Sinel'nikov, 130  
Škol'nik Vladimir Sergeevič, 384, 426, 658  
Skvorcov N. A., 602  
Smankulov Askar, 399, 659  
Société anonyme pétrolière de Čeleken, 82  
Soúzburgaz, 144  
Soúzgazeksport, 194  
Soúzgaztehnologiâ, 236, 256, 408  
Soúzgeologorazvedka, 593  
Soúzneft', 108, 163, 587  
Soúznefteèksport, 194, 587  
Soúzpromeksport, 194  
sovnarhoz, 133, 162, 591  
sovnarhoz de Gur'ev, 126, 141, 641  
sovnarhoz de Turkménie, 142  
Sovnarkom, 134, 246, 586, 667  
Sovnarkom du Turkestan, 134  
Srednââ Aziâ-Centr, gazoduc, 169, 210, 450  
Sredneaziatskij èkonomičeskij rajon, 142  
Staheev I. I., 86  
Staline, 97, 102, 105, 246, 297, 311, 643  
Statoil, 402, 425  
Šubarkuduk, 108, 154, 155, 156, 159, 244, 246, 252, 254,  
255, 267, 287, 288, 656, 668, 669  
Suhorukov I. V., 289  
Sultanat d'Oman, 451  
Surgutburneft', 645  
Suŭnov Nazar, 293, 336, 409, 410, 432, 506, 659  
Sviridov B. V., 157, 289  
Svoik Piotr, 400  
syndrome hollandais, 47, 365, 366, 367, 368, 470

## T

Tačnazarov Gujčnazar, 659  
Tagiev Tačberdy, 660  
Tasbulat, 126, 442  
Tašliev Garâgdy, 293, 660  
Tasmagambetov Imangali Nurgaliev, 147, 328, 343, 382,  
406, 488, 490, 496, 508, 609, 660, 679  
Tâžev V. I., 243  
Tažin Marat Muhambetkaziev, 321, 660  
Tchernomyrdine Viktor Stepanovič, 138, 145, 384  
Technip, 447  
tehnikum du pétrole de Gur'ev, 266, 268, 637, 639



tehnikum du pétrole de Krasnovodsk, 271, 278  
 Tenge, gisement, 663  
 Tengiz, gisement, 131, 237, 286, 377, 380, 381, 385, 390, 417, 423, 425, 441, 443, 451, 496, 507, 637, 664, 672, 674, 675, 676, 679  
 Tengizmunajgaz, 384, 385, 388, 397, 423, 474, 496, 645  
 Tengizneftgaz, 378, 382, 638, 654  
 Tengiz-Novorossijsk, oléoduc, 678  
 TengizŠevrOjl, 350, 380, 386, 397, 422, 474, 475, 639, 643, 675, 678  
 Tentâk-Sor, 114, 669  
 Terešenko Sergej, 324, 328, 454, 661, 674, 676  
 Tkenbaev Žalgas Musaevič, 609  
 Tokaev Kasymžomart K., 321, 327, 328, 663, 677, 679  
 Tokarev Valentin Petrovič, 286  
 Tokpabaev Sat B., 320  
 Total, 30, 425, 440  
 Total E&P Russie, 2, 59  
 Tovaričestvo brat'ev Nobel', 81, 82, 83, 86  
 TPAO, 422, 426  
 Tractebel, 387, 389, 425, 452  
 Transneft', 451, 456, 677  
 Transparency International, 495  
 Transport nefti i gaza, 649, 678, 679  
 Triton Vuko Energy Group, 389, 489, 497  
 Trotski, 103  
 Tuâkbaj Žarmahan, 320  
 Tugel'baev Sagat Kaškenovič, 380, 491, 609, 661  
 TuranPetroleum, 643  
 Turgaj Petroleum, 474  
 Turganov Dujsenbaj Nurbaevič, 609  
 Turkfront, 103  
 Turkmenburneft', 279  
 Turkmengaz, 410, 412, 430, 450, 463, 510  
 Turkmengazprom, 165, 166, 251, 294, 476  
 Turkmengazpromstroj, 165  
 Turkmengeologiâ, 166, 412, 426, 510, 635, 659  
 Turkmenkoopvneštorg, 587  
 Turkmenneft', 22, 112, 113, 124, 142, 149, 162, 163, 164, 166, 200, 245, 249, 250, 251, 253, 256, 257, 264, 270, 271, 272, 274, 279, 294, 410, 412, 413, 428, 450, 452, 510, 635, 640, 644, 659, 660, 667, 677  
 Turkmenneftgaz, 294, 412, 431, 450, 453  
 Turkmennefterazvedka, 163, 279, 658  
 Turkmenneftestroj, 163, 279  
 TurkmenNIIPlneft', 272  
 Turkmenpotrebsoûz, 587  
 Turkmenrosgaz, 452, 453, 464, 653, 676  
 TurkmenVnešëkonombank, 648  
 Tursunov Saginbek Tokabaevič, 326, 381, 661

## U

UKNO *Voir* Uralo-Kaspijskoe neftânoe Obšestvo  
 Ukrneft', 267  
 Université d'État Š. E. Esenov, 406  
 Université d'État de Moscou Lomonosov, 655, 658, 663  
 Université d'État de Russie du pétrole et du gaz « I. M. Gubkin », 262, 295, 414  
 Université d'État de Turkménie, 273  
 Université d'État turkmène A. M. Gor'ki, 272  
 Université technique nationale kazakhe Satpaev, 285, 406  
 Unocal, 451

Upušev Erlan, 399  
 Ural-Kaspij, 86  
 Uralo-Ėmbiskaâ naučno-issledovatel'skaâ baza AN KazSSR, 275  
 Uralo-Kaspijskoe neftânoe Obšestvo, 86  
 Urals-Caspian Company, 86  
 Ural'skaâ neft', 86  
 Urihtau, 130  
 Ūsupov I. Ū., 602  
 Utebaev Safi Utebaevič, 141, 151, 247, 264, 290, 291, 294, 661  
 Utembaev Eržan, 662  
 Utesinov Abdrhan Rahmetovič, 662  
 Utesinov Rahmet, 285, 291, 662  
 Uzbekgaliev Halel Žagparovič, 148, 252, 286, 662  
 Uzen', 126, 141, 160, 169, 170, 198, 286, 389, 393, 400, 424, 434, 442, 451, 489, 641, 649, 661, 662, 663, 671, 676  
 Uzen'-Atyrau-Samara, oléoduc, 170, 387  
 Uzen'-Kul'sary-Kujbyšev, oléoduc, 644  
 Uzen'neft', 160, 285, 286, 291, 313, 638, 639, 650, 655, 664, 672  
 Uzen'-Žetybaj-Aktau, oléoduc, 671  
 Uzen'-Gur'ev-Kujbyšev, oléoduc, 120, *Voir* Atyrau-Samara, oléoduc  
 Uzen'munajgaz, 22, 286, 291, 384, 385, 474, 638, 656, 662, 664, 672  
 Ūžkazneftgaz, 128, 382, 635  
 Ūžneftgaz, 350, 385, 389, 391, 394, 474, 487, 639, 662, 676  
 Ūžneftprovod, 382, 387, 654  
 Ūžnyj lolotan, 507

## V

Vadeckij Ūrij Vâčeslavovič, 148  
 Vâhirev Rem, 649  
 Vasil'ev V. R., 243  
 Velsapar Ak-Muhammed, 335  
 Vezirov Sulejman A., 294  
 Vnešëkonombank Turkmenistana, 653  
 Vojnovič Mark I., 75  
 Vostočnyj Šatlyk, 122  
 VSNKh, 102, 107, 110, 134, 139, 152, 153, 154, 160, 162, 668  
 VUZ, établissement d'enseignement supérieur, 264, 268, 407  
 Vyška, 292

## W

Wishaw Jim, 82, 85  
 Wintershall AG., 428  
 Witte Serge, 80

## Z

Žakiânov Galymžan Badylžanovič, 327, 398, 472, 663, 679  
 Žaksymaj, 14, 108, 154, 155, 156, 157, 159, 246, 252, 254, 255, 264, 267, 283, 287, 288, 656, 668, 669  
 Žanaozen, 22, 23, 312, 489, 498  
 Žanatan, 130  
 Žanažol, 41, 129, 157, 159, 181, 231, 255, 286, 288, 424, 638, 646, 672, 673

Žanažol-Kenkiâk-Orsk, oléoduc, 387  
Žandosov Oraz Alievič, 331, 398, 472, 613, 663  
Žangaziv Žaksylyk, 286, 291, 405, 664  
Zapadnyj Šatlyk, 122  
Zarubežneft', 428, 430, 644  
Žetybaj, 125, 126, 141, 160, 198, 286, 312, 386, 442, 641,  
662, 663, 671, 672, 673  
Žetybajneft', 286, 290, 635, 641, 643, 647, 654, 671

Žoldybaj, 109, 114, 669  
Zolotarev Evgenij Mihajlovič, 329, 379, 489, 610  
Žukataev Zarip, 391  
Žukeev Tulegen, 131, 380, 664  
Žumagalieva Balžan, 289  
Žunusov Asylbek Okasovič, 288  
Zurbaev S., 289  
Žutaev M. V., 287

# TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ ET MOTS CLÉS .....	5
ABSTRACT AND KEYWORDS .....	6
SOMMAIRE .....	7
LISTE DES CARTES .....	10
LISTE DES TABLEAUX .....	11
LISTE DES DIAGRAMMES .....	14
PRECISIONS TERMINOLOGIQUES ET GEOGRAPHIQUES .....	15
Asie centrale ou Asie du centre (Central'naâ Aziâ) et Asie moyenne (Srednââ Aziâ) .....	17
La régionalisation administrative et économique en URSS .....	18
INTRODUCTION GENERALE.....	22
Présentation du sujet et problématique.....	23
Études de terrain.....	30
Annonce du plan.....	31
Les définitions problématiques de la rente .....	34
A. Rente foncière et rente minière .....	37
B. Le concept de rente en URSS.....	40
C. Rente, travail, rareté et temps.....	44
D. Les rentes extraordinaires des pays pétroliers.....	45
E. Rentes « naturelles » et « artificielles » et la théorie de la recherche de rentes.....	48
La recherche d'un modèle théorique du côté des sciences économique et politique .....	51
Les sources statistiques .....	53
A. Les constructions des statistiques en URSS.....	55
A. a. La collecte des données .....	55
A. b. Les lacunes des statistiques du commerce des républiques (interrépublicain et extérieur)...	58
A. c. Les transferts entre budgets des républiques : autres lacunes statistiques.....	61
B. Les défauts méthodologiques de construction des statistiques .....	62
C. La réforme des statistiques soviétiques.....	63
D. Les problèmes d'exploitation des statistiques .....	65
E. Les unités de compte .....	66
F. Les statistiques des républiques indépendantes .....	68
F. a. Les publications statistiques des deux pays indépendants.....	69

F. b. Les nouveaux problèmes d'exploitation des sources statistiques .....	70
Critiques des sources .....	71
PARTIE 1 CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE ET INDIGENISATION DU SECTEUR PETROLIER ET GAZIER DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES DU KAZAKHSTAN ET DE TURKMENIE 1919-1991 .....	74
CHAPITRE INTRODUCTIF A LA PREMIERE PARTIE : L'EXPLORATION ET LA PRODUCTION PETROLIERE EN MER CASPIENNE AVANT 1917 .....	75
I. Premiers témoignages de la présence d'hydrocarbures en mer Caspienne et sur ses rivages.....	75
II. Le régime des concessions et le monopole d'État .....	78
III. Les conséquences des soubresauts révolutionnaires de Bakou (1903-1905) .....	80
IV. Début de l'exploitation pétrolière à Čeleken.....	82
V. Expéditions et recherche de pétrole au Nord-Est de la Caspienne.....	86
CHAPITRE I NAISSANCE D'UNE INDUSTRIE DES HYDROCARBURES DANS LES RSS DU KAZAKHSTAN ET DE TURKMENIE .....	92
I. Les chiffres de la production de pétrole soviétique.....	93
II. La désaffectation du gaz et du pétrole au profit du charbon .....	96
III. Le tournant de la fin des années 1950 : priorité au pétrole et au gaz.....	98
IV. L'essor de la production gazière malgré des plans irréalistes et des matériels inadaptés .....	99
V. La production de pétrole des RSS du Kazakhstan et de Turkménie jusqu'en 1945 .....	103
V. A. La relance de la production de pétrole .....	105
V. B. Les investissements dans les années 1920 et 1930 .....	105
V. C. Relance de la prospection à partir de 1924 .....	108
V. D. Les chiffres de la production pétrolière des deux républiques.....	110
VI. Le pétrole dans les deux RSS, après-guerre .....	115
VI. A. Le pétrole de la RSS de Turkménie .....	116
VI. B. Le pétrole dans la RSS du Kazakhstan .....	118
VII. Investissements, coûts de revient et rendement dans le secteur des hydrocarbures des RSS du Kazakhstan et de Turkménie après la Seconde Guerre mondiale.....	119
VII. A. Les investissements dans la RSS du Kazakhstan après 1945 .....	120
VII. B. Les investissements dans la RSS de Turkménie après 1945 .....	122
VIII. Les décollages de l'industrie du gaz turkmène dans les années 1960 et de celle du pétrole kazakh dans les années 1970 .....	122
VIII. A. La RSS de Turkménie, premier producteur de gaz en Asie centrale .....	123
VIII. B. La production du gaz associé dans les deux RSS .....	125
VIII. C. Exploration et exploitation de la région de Mangyşlak (RSS du Kazakhstan).....	126
VIII. D. Kumkol' .....	128
IX. Relance de la région d'Èmba et développement de l'oblast' d'Aktûbinsk .....	129

X. Récapitulatif de la situation des deux secteurs au sein de l'URSS à la veille de l'indépendance . 132

CHAPITRE II LE DEVELOPPEMENT DU CADRE INSTITUTIONNEL DU SECTEUR DES HYDROCARBURES AU NIVEAU FEDERAL ET REPUBLICAIN ..... 134

I.	L'évolution des ministères du secteur des hydrocarbures .....	135
I. A.	Les <i>sovnarhoz</i> .....	140
I. A. 1.	L'organisation des <i>sovnarhoz</i> dans la RSS du Kazakhstan et le rôle du <i>sovnarhoz</i> de Gur'ev .....	141
I. A. 2.	L'organisation du <i>sovnarhoz</i> dans la RSS de Turkménie .....	142
I. B.	La réforme des ministères de l'Industrie pétrolière et gazière en 1974-1975 .....	143
I. B. 1.	La réforme du ministère de l'Industrie gazière.....	144
I. B. 2.	La réforme du ministère de l'Industrie pétrolière .....	145
I. B. 3.	L'unification des ministères de l'Industrie pétrolière et gazière (1989) .....	146
II.	L'absence de ministère de l'Industrie pétrolière et gazière dans les RSS du Kazakhstan et de Turkménie.....	146
III.	Les institutions de la production des hydrocarbures dans la RSS du Kazakhstan.....	152
III. A.	Les institutions de la prospection géologique .....	152
III. B.	Èmbaneft' .....	154
III. C.	Aktûbneft' .....	156
III. C. 1.	Aktûbnefterazvedka.....	157
III. C. 2.	Aktûbinskneft' .....	158
III. D.	Mangyşlakneftegazrazvedka .....	161
III. E.	Mangyşlakneft' .....	161
III. F.	Kazahstanneft' .....	162
III. G.	L'union de production Kazahgaz.....	162
III. H.	Les raffineries de Gur'ev, de Pavlodar et de Čimkent .....	162
IV.	L'organisation de la production dans la RSS de Turkménie .....	163
IV. A.	Turkmenneft' .....	163
IV. B.	Les raffineries de la RSS de Turkménie .....	165
IV. C.	Turkmengazprom.....	166

CHAPITRE III LES VOLUMES D'HYDROCARBURES ECHANGES PAR LES RSS DU KAZAKHSTAN ET DE TURKMENIE ..... 168

I.	Le réseau des infrastructures de transport des hydrocarbures.....	170
II.	La consommation intérieure des deux RSS en hydrocarbures .....	173
III.	Les échanges d'hydrocarbures de la RSS de Turkménie .....	178
III. A.	Livraisons de pétrole et produits pétroliers .....	179
III. B.	Livraisons de gaz naturel de Turkménie .....	180
IV.	Les échanges d'hydrocarbures de la RSS du Kazakhstan.....	182
IV. A.	Les échanges de pétrole et de produits pétroliers de la RSS du Kazakhstan.....	183
IV. A. 1.	Les exportations de pétrole de la RSS du Kazakhstan.....	183
IV. A. 2.	Les importations de produits pétroliers de la RSS du Kazakhstan .....	185
IV. B.	Les échanges de gaz de la RSS du Kazakhstan .....	186

CHAPITRE IV UNE EVALUATION DES REVENUS DES HYDROCARBURES DES DEUX RSS ..... 188

I.	Les réformes des prix de gros en URSS dans le secteur des hydrocarbures .....	189
I. A.	Les réformes de 1960-1967 et les paiements fixes de rente .....	191
I. B.	La réforme des prix de 1982 .....	193
I. C.	La dernière réforme des prix, 1990-1991 .....	194
II.	Les prix à l'exportation (la rente externe) .....	194
III.	La distorsion des prix internes par rapport aux prix mondiaux .....	195
IV.	Coûts des hydrocarbures soviétiques entre 1945 et 1991 .....	196
V.	Les différences des coûts de production des hydrocarbures entre les deux RSS .....	198
VI.	L'impact de la sous-évaluation des prix des hydrocarbures dans le commerce interrpublicain des RSS du Kazakhstan et de Turkménie .....	202
VI. A.	Le cas de la RSS du Kazakhstan .....	203
VI. B.	Le cas de la RSS de Turkménie .....	206
VII.	Une tentative d'évaluation des revenus de la production des hydrocarbures au niveau fédéral et républicain .....	208
VII. A.	Estimation de la valeur théorique de la production des hydrocarbures au niveau fédéral, en 1985 .....	208
VII. B.	Evaluation du montant théorique de la production d'hydrocarbures pour les deux RSS ....	210
CHAPITRE V BUDGETS ET TRANSFERTS DES DEUX REPUBLIQUES .....		213
I.	La multiplicité des agrégats économique soviétiques .....	214
II.	Budget de l'Union et fiscalité des hydrocarbures .....	215
III.	Les budgets des deux RSS et les transferts directs .....	222
III. A.	Le budget de la RSS de Turkménie et les transferts directs .....	223
III. B.	Le budget de la RSS du Kazakhstan et les transferts directs .....	225
IV.	Les déséquilibres régionaux en URSS et les transferts .....	227
IV. A.	Les transferts directs .....	228
IV. B.	Les règlements par compensation .....	230
V.	Le calcul de l'ensemble des transferts .....	231
V. A.	La RSS du Kazakhstan, bénéficiaire nette de transferts (directs et indirects) jusqu'en 1988 .	232
V. B.	Le cas de la RSS de Turkménie .....	235
VI.	Les revendications kazakhe et turkmène .....	237
CHAPITRE VI LE PARTI ET LE SECTEUR DES HYDROCARBURES A L'ECHELLE REPUBLICAINE .....		240
I.	La composition du parti dans les deux RSS et les Premiers secrétaires .....	241
II.	L'implantation du parti sur les lieux de production de pétrole dans la RSS du Kazakhstan .....	244
III.	L'implantation du parti sur les lieux de production de pétrole dans la RSS de Turkménie .....	245
IV.	Le rôle du PC des RSS : de "simples courroies de transmission" ? .....	246
IV. A.	Les circuits de l'information et de la prise de décision dans la RSS du Kazakhstan .....	246
IV. B.	La prise de décision dans la RSS de Turkménie .....	249

V. Le parti, maître d'œuvre et «directeur des Ressources humaines» dans les entreprises pétrolières des deux RSS.....	252
VI. Pénurie des effectifs et instabilité de la main d'œuvre dans le secteur des hydrocarbures des deux RSS.....	255
<b>CHAPITRE VII LA PROMOTION DES KAZAKHS ET DES TURKMENES DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES .....</b>	<b>260</b>
I. Le rôle des autres républiques dans la formation des élites pétrolières kazakhes et turkmènes ..	264
II. La création des écoles et instituts de formation du personnel du secteur des hydrocarbures dans les deux RSS.....	266
II. A. Dans la RSS du Kazakhstan.....	266
II. B. Dans la RSS de Turkménie.....	270
II. C. Les Académies des sciences des deux RSS.....	275
III. Les indigénisations différenciées du secteur des hydrocarbures dans les deux républiques ....	277
III. A. L'échec de l'indigénisation du secteur des hydrocarbures dans la RSS de Turkménie.....	278
III. B. L'indigénisation du secteur des hydrocarbures dans la RSS du Kazakhstan.....	282
III. B. 1. Le rôle de l'entreprise Èmbanef't dans l'indigénisation du secteur.....	284
III. B. 2. Les dynasties d'ouvriers, techniciens et d'ingénieurs kazakhs.....	285
IV. Les dirigeants et les géologues des organisations de production.....	286
IV. A. Dans la RSS du Kazakhstan.....	286
IV. A. 1. Les géologues.....	286
IV. A. 2. Les directeurs d'exploitation.....	288
IV. B. Dans la RSS de Turkménie.....	293
<b>CHAPITRE VIII L'EXPLOITATION PETROLIERE VERSUS LE KOLKHOZE.....</b>	<b>298</b>
I. Structures tribales et réseaux clientélistes en Asie centrale .....	299
I. A. La confusion terminologique.....	299
I. B. Tribus turkmènes et hordes kazakhes : généalogie et territoires.....	300
I. C. Tribus et collectivisation.....	305
I. D. Des identités tribales aux alliances politiques.....	308
II. Le « lobbying régional » des responsables politiques des républiques.....	311
<b>PARTIE 2 LA RENTE DES HYDROCARBURES ET LE RENFORCEMENT DES DEUX REGIMES AUTORITAIRES AU KAZAKHSTAN ET TURKMENISTAN 1991-2002 .....</b>	<b>316</b>
<b>CHAPITRE IX DEUX REGIMES FORTS, AUX INSTITUTIONS FAIBLES .....</b>	<b>317</b>
I. L'instrumentalisation des identités tribales .....	318
II. Deux autoritarismes grandissants.....	324
II. A. Les crises politiques de 1995 et du printemps 2002, au Kazakhstan.....	325
II. A. 1. Les relations entre Astana et les régions au Kazakhstan.....	329
II. A. 2. Le Kazakhstan : un pays centralisé ?.....	331
II. B. La présidence à vie de S. Niazov et la tentative d'« attentat » du 25 novembre 2002 au Turkménistan.....	332
II. B. 1. Création de nouvelles institutions turkmènes.....	334
II. B. 2. Les hâkim.....	335
II. B. 3. Des opposants turkmènes en exil.....	336

III.	Les institutions de deux pays indépendants.....	337
IV.	Des ambitions diverses en matière de politique extérieure .....	339
CHAPITRE X INDEPENDANCE ECONOMIQUE: LES DEUX VOIES DIVERGENTES DU KAZAKHSTAN ET DU TURKMENISTAN .....		342
I.	Les tissus industriels kazakhstanaï et turkmène au tournant de l'indépendance .....	344
I. A.	Le niveau d'urbanisation .....	346
I. B.	Le niveau de l'emploi dans l'agriculture et l'industrie .....	346
II.	Les privatisations (hors hydrocarbures) .....	347
II. A.	Au Kazakhstan.....	348
II. B.	Au Turkménistan .....	349
III.	Le déficit du budget de l'État kazakhstanaï et les privatisations.....	350
IV.	Le budget de l'État turkmène.....	352
V.	La place du coton dans l'économie du Turkménistan .....	353
V. A.	La production de coton turkmène .....	354
V. B.	Les exportations de coton turkmène .....	354
VI.	Les secteurs agricoles et industriels (hors hydrocarbures) du Kazakhstan.....	360
VII.	Des niveaux de richesse difficiles à appréhender .....	363
VIII.	La croissance des dettes extérieures des deux républiques indépendantes.....	365
IX.	Les manifestations du syndrome hollandais.....	366
X.	Deux stratégies opposées en matière d'investissements directs étrangers .....	369
CHAPITRE XI LA POURSUITE DE LA CONSTRUCTION INSTITUTIONNELLE DU SECTEUR DES HYDROCARBURES .....		377
I.	La prise de contrôle des ressources en hydrocarbures au Kazakhstan .....	378
I. A.	La création de la société mixte TengizŠevrOjl (TCO).....	381
I. B.	Les créations d'entreprises kazakhstanaïes et du ministère de l'Industrie pétrolière et gazière .....	382
II.	Le processus de privatisation du secteur des hydrocarbures.....	385
II. A.	Clientélisme et corporatisme dans le secteur pétrolier .....	391
II. B.	Le duel A. Kažegeldin / N. Balgimbaev .....	393
II. C.	Instrumentalisation des sociétés étrangères par le pouvoir kazakhstanaï .....	395
III.	La création de KazTransOjl et de KazahOjl en 1997 .....	396
IV.	La création de la compagnie nationale KazMunajGaz et la kazakhisation du secteur .....	401
IV. A.	Une Compagnie nationale : pour quoi faire ?.....	404
IV. B.	Vers une indépendance en matière de savoirs technologiques et d'expertise managériale ? .	406
V.	La gestion du secteur des hydrocarbures au Turkménistan .....	409
V. A.	Étouffement des velléités turkmènes .....	410
V. B.	Le maintien du contrôle étatique sur le secteur des hydrocarbures turkmène .....	411



CHAPITRE XII INSTABILITE JURIDIQUE ET IMPLANTATION PROBLEMATIQUE DES SOCIETES ETRANGERES DANS LE SECTEUR DES HYDROCARBURES KAZAKH ET TURKMENE.....	417
I. Construction d'une base juridique dans le domaine des hydrocarbures et de la fiscalité au Kazakhstan .....	418
II. La privatisation dans le secteur des hydrocarbures au Kazakhstan et Les sociétés étrangères et les autorités kazakhstanaïses.....	423
III. La construction juridique dans le secteur des hydrocarbures au Turkménistan .....	427
IV. Les conflits entre sociétés étrangères et le gouvernement turkmène.....	432
CHAPITRE XIII DEVELOPPEMENTS CONTRASTES DE LA PRODUCTION DES HYDROCARBURES AU KAZAKHSTAN ET AU TURKMENISTAN.....	436
I. Les notions de réserves ou ressources d'hydrocarbures : aspects historiques et géopolitiques ...	436
II. L'évolution dans le temps des estimations des réserves d'hydrocarbures du Kazakhstan et du Turkménistan.....	439
II. A. Les estimations des réserves en pétrole .....	440
II. B. Estimations des réserves en gaz .....	440
II. C. L'instrumentalisation de la question des réserves.....	441
III. La production d'hydrocarbures au Kazakhstan.....	442
III. A. La croissance ininterrompue de la production de pétrole kazakhstanaïse depuis 1995 .....	443
III. B. Le raffinage au Kazakhstan.....	444
III. C. La production de gaz kazakhstanaïse.....	445
IV. La production d'hydrocarbures au Turkménistan .....	446
IV. A. La production de pétrole turkmène.....	446
IV. B. Le raffinage au Turkménistan.....	448
IV. C. La production de gaz turkmène .....	448
CHAPITRE XIV LES ECHANGES D'HYDROCARBURES DES DEUX PAYS INDEPENDANTS .....	450
I. Les infrastructures du transport du gaz turkmène et du pétrole kazakh .....	451
II. Les sociétés de transport des hydrocarbures du Turkménistan et du Kazakhstan.....	453
III. Les échanges d'hydrocarbures du Kazakhstan indépendant .....	455
III. A. Le Kazakhstan, exportateur net de pétrole .....	457
III. B. Le Kazakhstan importateur net puis exportateur net de gaz .....	458
III. C. Le Kazakhstan, exportateur net de produits pétroliers .....	460
IV. Les échanges d'hydrocarbures du Turkménistan indépendant .....	463
V. L'évolution des différents types de rentes perçues par les deux pays .....	468
CHAPITRE XV DEPENDANCE, REDISTRIBUTION DES REVENUS DES HYDROCARBURES, ET DECENTRALISATION .....	471
I. Les fonds nationaux des deux pays .....	472

I. A. La très relative transparence du Fonds national du Kazakhstan .....	473
I. B. Les fonds opaques et non contrôlés du Turkménistan .....	477
II. Quelle redistribution des revenus des hydrocarbures au Kazakhstan et au Turkménistan ? .....	479
III. Le rôle de la fiscalité et des akim dans le partage des revenus des hydrocarbures.....	483
III. A. Les contributions des régions productrices du Kazakhstan au budget républicain .....	486
III. B. Les deux autres grands types de redistribution au Kazakhstan .....	487
III. C. Les carrières des akim des régions pétrolières .....	490
IV. Deux pays à faibles revenus pétroliers et gaziers par habitant et dépendants de leurs exportations en hydrocarbures.....	492
IV. A. Le taux des exportations de pétrole, de produits pétroliers et de gaz par rapport aux exportations totales, dans les deux pays .....	493
IV. B. La part des exportations des hydrocarbures dans le PIB des deux pays.....	493
IV. C. Le revenu potentiel par habitant .....	494
IV. D. Les dépenses militaires et l'indice de développement humain du PNUD .....	495
V. Corruption et stabilité politique dans les deux pays.....	496
VI. La théorie de l'Ecole de l'État rentier à l'aune du Kazakhstan et du Turkménistan.....	500
CONCLUSION : LA RESISTANCE DES DEUX PAYS AUX DIVERSES CATEGORISATIONS EN SCIENCES ECONOMIQUE ET POLITIQUE.....	506
I. L'Histoire, la grande absente de la théorie de l'État rentier .....	510
II. L'État néo-patrimonial, régimes autoritaire, sultanique, totalitaire .....	513
LISTE DES ENTRETIENS .....	518
BIBLIOGRAPHIE GENERALE .....	521
SITES INTERNET CONSULTÉS .....	571
ANNEXES DES CHAPITRES I A XV.....	574
ANNEXES DU CHAPITRE I.....	575
ANNEXE DU CHAPITRE II.....	592
ANNEXES DU CHAPITRE IV .....	596
ANNEXES DU CHAPITRE V .....	599
ANNEXES DU CHAPITRE VI.....	603
ANNEXES DU CHAPITRE VII.....	605
ANNEXE DU CHAPITRE IX .....	610

ANNEXES DU CHAPITRE X .....	617
ANNEXE DU CHAPITRE XI.....	626
ANNEXES DU CHAPITRE XIII .....	627
ANNEXES DU CHAPITRE XIV .....	628
ANNEXES DU CHAPITRE XV .....	629
AUTRES ANNEXES .....	634
NOTICES BIOGRAPHIQUES DES PRINCIPAUX ACTEURS .....	635
COURS OFFICIELS DU DOLLAR EN TENGE ET EN MANAT .....	666
PRIX DU BARIL EN DOLLARS COURANTS ET EN DOLLARS 2008.....	667
CHRONOLOGIE 1919-2002.....	668
INDEX .....	681
TABLE DES MATIERES .....	689